

La construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia de 1982 à 2012 à partir d'un martyrologe : Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino

Charlotte Moge

▶ **To cite this version:**

Charlotte Moge. La construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia de 1982 à 2012 à partir d'un martyrologe : Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. Histoire. Université Grenoble Alpes; Università degli studi (Pise, Italie), 2015. Français. NNT : 2015GREAH030 . tel-01470596

HAL Id: tel-01470596
https://theses.hal.science/tel-01470596

Submitted on 17 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÀ DI PISA

UNIVERSITÉ FRANCO ITALIENNE

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

préparée dans le cadre d'une cotutelle entre l'*Université Grenoble Alpes* et l'Università degli Studi di Pisa

Spécialité : **Histoire**

Arrêté ministériel : le 6 janvier 2005 - 7 août 2006

Présentée par

Charlotte MOGE

Thèse dirigée par **Marie-Anne MATARD-BONUCCI**
codirigée par **Gianluca FULVETTI**

préparée au sein du CRHIPA
dans **l'ED SHPT**

La construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia, de 1982 à 2012, à partir d'un martyrologe : Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino

Thèse soutenue publiquement le **30 novembre 2015**
devant le jury composé de :

Mme Marie-Anne MATARD-BONUCCI
Professeure des Universités à Paris 8, membre du jury
M. Gianluca FULVETTI
Professeur des Universités à l'Université de Pise, membre du jury
M. Luca BALDISSARA
Professeur des Universités à l'Université de Pise, membre du jury
M. Alessandro GIACONE
Maître de Conférences HDR à l'Université de Grenoble-Alpes, rapporteur
M. Rosario MANGIAMELI
Professeur des Universités à l'Université de Catane, rapporteur
M. Jean-Claude ZANCARINI
Professeur des Universités émérite de l'ENS de Lyon, Président du jury

Thèse de doctorat en histoire contemporaine

En cotutelle entre l'Université Grenoble Alpes et l'Università degli studi di Pisa

Charlotte Moge

La construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia

de 1982 à 2012, à partir d'un martyrologe :
Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino.

Thèse en cotutelle dirigée par Mme Marie-Anne Matard-Bonucci et M. Gianluca Fulvetti.
Soutenue publiquement le 30 novembre 2015 à Grenoble, devant un jury composé de :

Jury :

Madame la Professeure Marie-Anne Matard-Bonucci, Université Paris 8
(anciennement à l'UPMF de Grenoble)

Monsieur le Professeur Gianluca Fulvetti, Université de Pise

Monsieur le Professeur Luca Baldissara, Université de Pise

Monsieur le Professeur Alessandro Giacone, Université de Grenoble-Alpes

Monsieur le Professeur Rosario Mangiameli, Université de Catane

Monsieur le Professeur Jean-Claude Zancarini, ENS de Lyon

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES — ED SHPT École doctorale — CRHIPA Centre de recherche en histoire et histoire de l'art, Italie, pays alpins — Università di Pisa — Université Franco Italienne

Table des matières

Remerciements 11

Introduction 17

Historiographie de la mafia 18
L'antimafia ou le trou noir de l'historiographie récente 20
Une mémoire publique de l'antimafia fondée sur un martyrologe 22
Une histoire de la mémoire de l'antimafia ancrée dans le temps présent 23
Une histoire inachevée 23
Histoire, mémoire et commémoration 24
Un panel de sources 26
Une méthodologie pluridisciplinaire 30
Les enjeux de la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia à partir d'un martyrologe 33
Axes de recherche 36

Partie I La construction d'une mémoire immédiate des victimes de la lutte contre la mafia en pleine crise de violence mafieuse 39

Chapitre 1 - Contexte criminel de l'après-guerre aux années 1980 41

Mafia et politique dans les années 1960-1970 43
La « première guerre de mafia » 43
Une guerre pour le contrôle du centre de Palerme 43
Le massacre de Ciaculli 44
La création de la Commission d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile 46
Une requête de la gauche 46
Le malaise de la classe politique face à la violence 51
Les rapports de la majorité (DC) et de la minorité (PCI & MSI) 56
Le système de pouvoir démocrate-chrétien en Sicile 58
La recherche du consensus électoral 58
Les piliers du système 60
La deuxième guerre de mafia 64
La mafia palermitaine 64
Les grandes familles 64
De la *French connection* à la *Pizza connection* 66
Le Sac immobilier de Palerme 68
Les *viddani* de Corleone 70
Luciano Leggio : une ambition dévorante 70
Les figures de Totò Riina et Bernardo Provenzano 72
La conquête du pouvoir 73
La descente sur Palerme 73
La « *mattanza* » 75
Le règne des Corléonais 77

L'Italie à la fin des « années de plomb » : le rapport à la violence 79
L'enlèvement d'Aldo Moro : un moment charnière 79
La décennie de la violence politique 79
Dynamiques et impact politique 81
Un événement qui fait date et qui conditionne l'interprétation de la violence mafieuse 81
La classe politique face à la violence mafieuse 82
Usage du lexique spécifique 82
La porosité des notions de mafia et terrorisme 82
Le rapport de la presse locale à la violence mafieuse 85
Le duopole de l'omerta : *La Sicilia* et Le *Giornale di Sicilia* 85
Le journalisme d'investigation et de dénonciation de *L'Ora* 88

Chapitre 2 - La crise de violence mafieuse de 1982 93

Pio La Torre et Rosario Di Salvo : causes et conséquences d'un double homicide politique 94
Pio La Torre 94
Biographies et travaux de recherche sur Pio La Torre 94
Pio La Torre ou l'engagement pour le « rachat » de la Sicile 95
L'impact politique et sociétal de son assassinat 98
Les réactions du monde politique 98
L'émoi de nombreux citoyens 101
Réactions des médias et mobilisation militante 102
Les réactions dans la presse 102
L'enterrement de Pio La Torre 105
Le triple homicide de Carlo Alberto dalla Chiesa, Emanuela Setti Carraro et Domenico Russo ou la rupture entre le monde politique et une partie de la société palermitaine 107
Carlo Alberto dalla Chiesa 107
Une figure délaissée par la recherche 107
L'incarnation de la réponse de l'État 109
Le préfet des cent jours 111
Une volonté politique limitée 111
L'action antimafia du préfet : « une offensive stratégique inattendue » 113
L'assassinat du préfet 118
Impact médiatique 118
Les réactions du monde politique 120
Le rejet de la classe politique lors des funérailles du préfet 123
Une classe politique jugée responsable de la mort du préfet 123
Les accusations des proches dans la presse 126
1982 : un tournant dans la formation d'une conscience antimafia civile ? 129
La prise de position de l'Église 129
De la dénégation à la dénonciation 129
Les prêches du cardinal Pappalardo entre avril et septembre 1982 131
Un recul de l'Église ? 135
La mobilisation civile suite au choc moral 138
Le pacte de solidarité civile 138
Dimenticati a Palermo 139
Naissance des premiers collectifs antimafia 141
Une volonté politique de lutter contre la mafia ? 146
La loi Rognoni-La Torre du 13 septembre 1982 146
Du Printemps de Palerme à la démobilisation institutionnelle 148

Chapitre 3 - Le massacre de Capaci 151

Un contexte tourmenté traduisant un bouleversement des équilibres 152

Un climat politique délétère : *Tangentopoli* 152

Le pentapartisme ou l'échec de la politique politicienne 152

Scandales et corruption : une classe politique décrédibilisée 153

Le meurtre de Salvo Lima : « Tout peut arriver » 157

1992 : un tournant dans la lutte contre la mafia 157

L'assassinat de Salvo Lima ou la confirmation des liens entre *Cosa nostra* et la DC 159

Le changement des référents politiques de *Cosa nostra* 161

Giovanni Falcone : le symbole à abattre 164

Entre succès et hostilité : parcours professionnel de Giovanni Falcone 164

Un florilège éditorial 164

L'ennemi numéro un de la mafia 168

Le maxi-procès 173

Désintérêt institutionnel et délégitimation de Falcone 175

La massacre de Capaci : un attentat spectaculaire 181

Impact médiatique : la construction de la figure du héros 181

Réactions du monde politique 188

Funérailles : un tournant historique 193

Chapitre 4 - L'attentat de via d'Amelio 205

Paolo Borsellino : une figure qui grandit dans l'ombre de Falcone 206

Une différence qui conditionne la production mémorielle 206

Une figure initialement secondaire 206

Un regain d'intérêt depuis les révélations sur la « *trattativa* » 207

Parcours professionnel de Paolo Borsellino 212

L'antimafia comme mission 212

L'expérience du *pool* 213

Borsellino procureur à Marsala 215

Le retour à Palerme 219

Des polémiques déstabilisantes pour les magistrats antimafia 220

Polémiques sur les escortes 220

Les « professionnels de l'antimafia » 221

La dénonciation du démantèlement du *pool* 224

De Capaci à via d'Amelio : les 57 jours de Paolo Borsellino 226

Défendre et promouvoir la mémoire de Giovanni Falcone 226

La surexposition médiatique de Borsellino 226

La première commémoration de Falcone (23 juin 1992) 227

L'intervention du 25 juin 1992 : un discours à charge contre la magistrature 229

La dernière interview de Borsellino 232

Un Borsellino de plus en plus isolé 233

Borsellino et la *trattativa* : reconstruction des dernières semaines du magistrat 233

Un travail frénétique 235

Un attentat à la voiture piégée en pleine ville 237

Impact médiatique du massacre de via d'Amelio 237

Une scène de guerre 237

Borsellino, le successeur de Falcone 240

Des vies brisées : polémiques sur l'utilité des escortes 243

Le *crescendo* tragique des dernières semaines de Borsellino 244
Réactions du monde politique 245
Une classe politique décriée par les journalistes 245
Suivre l'exemple des magistrats 246
Le massacre de via d'Amelio : un acte de guerre 249
Des funérailles qui cristallisent les tensions 252
Policiers et citoyens demandent des comptes aux autorités 252
Les critiques émanant des magistrats 254
Des obsèques officielles sous haute tension 255
Une foule omniprésente aux obsèques privées de Borsellino 259

Chapitre 5 - La mobilisation antimafia de 1992 265
Un moment charnière dans l'histoire de l'Italie républicaine 266
L'effondrement du système politique 266
Perte de crédibilité et de légitimité de l'État 267
La perte de repères de la société italienne 269
La rupture entre la société civile et le monde politique 269
Les nouvelles formes de mobilisation civile 272
Falcone et Borsellino : emblèmes d'un nouveau modèle éthique 282
Le prestige de la magistrature 282
L'incarnation d'un nouvel idéal 283

Conclusion Ière Partie 287

Partie II - La construction et l'institutionnalisation d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia 289

Chapitre 6 - Les gardiens de la mémoire 291
Le rôle central des proches de victimes 292
La consolidation d'une communauté de victimes incarnée par des femmes 292
Un « familisme moral » ? 294
Les associations antimafia 295
À chaque victime son association ? 295
Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre 295
Carlo Alberto dalla Chiesa : le désengagement de l'*Arma* et l'engagement des proches 296
Fondazione Falcone 297
Les proches de Paolo Borsellino : des initiatives en ordre dispersé 299
Libera : un réseau antimafia national 303
« La mémoire construit l'engagement » 303
La culture de la légalité au cœur de la formation 305
Libera : un nouveau mouvement contestataire ? 306

Chapitre 7 - Les rituels : une liturgie laïque ? 309
La routine commémorative 310
Plaques commémoratives, stèles et monuments 310
Les constantes des commémorations institutionnelles 312

Les commémorations civiles : un renouvellement des commémorations ? 314
La construction de nouveaux rites laïcs 317
La journée de la mémoire et de l'engagement 317
Les « Navires de la légalité » 320
L'utilisation rituelle des lieux de mémoire 321
L'arbre Falcone : une religiosité latente 322
La mémoire de l'antimafia : une religion civile ? 324

Chapitre 8 - La construction posthume des figures de martyrs 327

Le mythe du héros 328
La construction d'une légende 328
Typologie du héros 328
Une naissance et une enfance idéalisée voire mythifiée 330
La mythification des exploits : l'exemple du *pool* 334
Un travail d'équipe 334
La représentation du binôme Falcone-Borsellino 336
Une force de travail exceptionnelle 337
Courage et ténacité : l'exemplarité des figures 339
La construction du mythe 342
La représentation de l'adversité 346
Un milieu hostile 346
Seuls contre tous 349
Une représentation en clair-obscur 354
Le destin tragique 356
La solitude comme anticipation de la mort 356
Une mort inéluctable 358
Le cadre référentiel religieux 361
Le modèle christique 361
L'abnégation 361
Le sacrifice 364
Du rachat à la rédemption 367
La religiosité des représentations 369
La reprise de la tradition de la poésie religieuse 369
Le vocabulaire religieux utilisé pour décrire l'engagement 371
Le martyrologe chrétien du nouveau millénaire 374
La prise de position de l'Église contre la mafia 374
La récupération religieuse des vertus civiles 375
Les martyrs de la République ? 378
L'exaltation des vertus civiques 378
Une tradition républicaine ? 378
Sens du devoir 379
Sens de l'État et patriotisme 382
Justice et défense de la légalité 384
Une lecture sacrificielle de l'engagement contre la mafia 387
Sacrifier sa liberté 387
Sacrifier sa vie 389
Réminiscences du sacrifice patriotique 390
La rhétorique du martyre 390
Antimafia et Résistance 392
La nationalisation des figures 396

Chapitre 9 - Faire le martyr à son image :
une reconstruction désacralisée des victimes de la mafia ? 403
Le renouvellement de la narration mémorielle :
voyage dans l'intimité des victimes 404
La prise de parole des proches des victimes 404
La famille et les amis 404
Les collaborateurs 406
L'émergence du privé : un tournant dans la production mémorielle 407
Une normalisation des figures amorcée par la publication de documents privés 410
Lettres et journal intime du général 410
Les photos : des instantanées de vie normale 413
Une représentation intimiste et désacralisante 424
La centralité des anecdotes 424
La bande dessinée : un support privilégié pour représenter l'intimité ? 434
L'humanisation des héros 441
Des figures familières 441
Le père 441
Le mari 445
Le frère 448
Le refus de l'héroïsme 451
La démystification des proches 451
La représentation de la peur, des pleurs et des corps 453
Favoriser l'identification de la société aux victimes 456
L'utilisation des prénoms 456
Construire des modèles d'engagement civil accessibles 458
Une désacralisation accomplie ? 460
Conclusion IIe Partie 465
Partie III - Une mémoire tourmentée 467
Chapitre 10 - La justice : un vecteur mémoriel ? 469
Instructions et procès 470
Pio La Torre ou l'enquête sur les « crimes politiques » 470
Les premières interprétations du crime 470
Une unique instruction pour les « crimes politiques » 471
Un procès qui ne satisfait pas les victimes 472
Carlo Alberto dalla Chiesa :
l'alliance criminelle des Corléonais et des Catanais 474
Les mobiles du triple assassinat 474
La piste des armes 476
Une victime noyée dans l'instruction du maxi-procès 477
Le massacre de Capaci : l'apport essentiel des collaborateurs de justice 478
Les différents mobiles de l'attentat : entre sanction et prévention 478
Le rôle essentiel des repentis au cours de l'instruction 480
Une vérité judiciaire qui inscrit le massacre de Capaci dans une stratégie terroriste 482
Le massacre de via d'Amelio ou le fiasco judiciaire 484
Des mobiles qui se précisent au fil du temps 484

Un faux repenti et de multiples procès pour valider une fausse vérité judiciaire (1992-2008) 486
Le rôle des médias 487
La nouvelle reconstruction des faits à partir du témoignage de Spatuzza et Ciancimino 489
Les soupçons de *depistaggio* : l'ombre des services secrets 490
L'impossible vérité judiciaire 492
De nombreuses zones d'ombre persistent… Une manne pour les journalistes ? 492
La question des commanditaires 493
L'impossible mémoire judiciaire 495

Chapitre 11 - Les usages politiques de la mémoire de l'antimafia 499
Usages paradoxaux de la mémoire des victimes de la mafia 500
Dalla Chiesa : des polémiques médiatiques aux implications politiques 500
La polémique entre Nando dalla Chiesa et Leonardo Sciascia 500
La polémique du faux bras droit : une tentative de blanchir Andreotti ? 503
La Torre ou l'affaiblissement mémoriel de l'identité communiste 506
La récupération de la victime par sa famille politique 506
L'identité communiste : un héritage difficile et disputé 509
Le désengagement du PD dans les commémorations du trentième anniversaire 511
L'instrumentalisation politique des victimes 513
L'instrumentalisation politique du nom des victimes 513
Le détournement du nom « dalla Chiesa » par Umberto Bossi 513
Un nom à double tranchant : l'engagement en politique des proches de victimes 514
La tentative de récupération politique des proches 517
La toponymie ou les usages politiques des noms des victimes 519
L'intitulation des aéroports de Comiso à Pio La Torre et de Palerme à Falcone et Borsellino 519
L'instrumentalisation de la toponymie au niveau local et national 523

Chapitre 12 - Les commémorations décennales ou la cristallisation des tensions de l'Italie républicaine 529
2002 : des commémorations conditionnées par l'actualité politique 530
Le conflit entre la magistrature et une partie de la classe politique 530
La création du mythe des « juges rouges » 530
Des juges et des citoyens mobilisés 531
La diabolisation des magistrats dans l'Italie berlusconienne 533
Les commémorations comme lieu de contestation du politique 534
Le vingtième anniversaire de l'assassinat de Pio La Torre : une tribune pour la gauche 534
Des réformes qui entravent l'antimafia 536
L'instrumentalisation de Falcone… 538
…Par Berlusconi pour défendre sa réforme de la justice 538
…Par les magistrats pour défendre leur position et leur action 539
Indifférence et complaisance 541
La dénonciation de la baisse d'attention autour de la question mafieuse 541
Les signaux positifs envoyés à la mafia 543
L'antimafia : une mémoire refoulée ? 546
2012 : des commémorations conditionnées par l'actualité criminelle et judiciaire 549
Le fait divers 549
L'attentat au lycée Morvillo Falcone et la mort de Melissa Bassi (19 mai 2012) 549
L'assimilation médiatique des attentats de Brindisi et de Capaci 550

La fin de la suprématie mémorielle de Falcone 554
L'omniprésence de la *trattativa* *557*
La *trattativa* : une clé de lecture prépondérante 557
La polémique entre la magistrature et le Quirinal suite aux écoutes téléphoniques 560
Entre respect et rejet des institutions : le soutien des proches aux magistrats 562
Les commémorations comme lieu de transmission d'une histoire tronquée ? 564
La dénonciation d'une vision idyllique de l'histoire de la mafia et de l'antimafia 564
La commémoration civile comme lieu de réhabilitation des « hors-scènes » de l'Histoire 567

Conclusion IIIe Partie **571**

Conclusion **573**

1982 et 1992 : deux moments-clés dans la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia 574
Une mémoire immédiate construite et véhiculée par la presse 575
Une mémoire publique portée par les proches réunis en associations et construite à travers les commémorations 577
La mémoire de l'antimafia comme le catalyseur des tensions de l'Italie républicaine 578
Local et national 578
Politique et société 580
Magistrature et politique 581
Justice, histoire et mémoire 583
La mémoire publique de l'antimafia comme vecteur identitaire 584

Bibliographie **589**

Index des acronymes **619**

Index raisonné **621**

À ma grand-mère, une mamie exceptionnelle sans qui je n'en serai pas là.

A Mura, amico e fenomeno indimenticabile, e alla nostra « Bohème confortevole, giocata fra case e osterie quando ad ogni bicchiere rimbalzano le filosofie ». Mi manchi un sacco…

Remerciements

Je remercie chaleureusement tout d'abord ma directrice, Madame la Professeure Marie-Anne Matard-Bonucci, pour ses conseils précieux, sa rigueur scientifique et la liberté qu'elle m'a laissée dans le traitement de ce beau sujet.

J'exprime également toute ma reconnaissance et toute ma gratitude à Monsieur le Professeur Jean-Claude Zancarini pour sa présence constante depuis 2007 et pour m'avoir poussée à transformer ma passion en spécialisation.

Je remercie également à Monsieur le Professeur Gianluca Fulvetti pour sa relecture attentive et ses suggestions éclairées ainsi que Messieurs les Professeurs Luca Baldissara, Rosario Mangiameli et Alessandro Giacone d'avoir accepté de siéger dans ce jury.

Je souhaite remercier aussi les professeurs qui ont compté dans mon parcours de lycéenne puis d'étudiante : avant tout, Madame Bertolozzi qui m'a communiqué sa passion de l'italien et de l'Italie, mais aussi Monsieur Camusso et Monsieur le Professeur Pierre Girard.

Ce travail n'aurait pas pu être réalisé dans de bonnes conditions sans l'aide logistique et financière de mon laboratoire, le CRHIPA, de mon école doctorale (SHPT) et de l'université franco-italienne, dont la bourse m'a permis de financer une partie des

nombreux voyages effectués, notamment pour assister aux différentes commémorations qui ont eu lieu en 2012. Je remercie également Maria Falcone, Rita Borsellino, Franco La Torre, Nando dalla Chiesa, Giovanni Pagano, Francesco La Licata, Maurizio Torrealta pour leur gentillesse et leur disponibilité. Ces sejours de recherche m'ont permis de faire de belles rencontres et je tiens à saluer Letizia, Anna, Ugo et Rosanna du B&B *Casa Riccio* de Palerme pour leur accueil chaleureux. Merci aussi à toute l'équipe de la reprographie de l'ENS de Lyon pour leur bonne humeur, leur disponibilité et leur efficacité ainsi qu'au personnel souriant et disponible de la bibliothèque Diderot qui, pendant toutes ces années, m'a fourni un cadre de travail exceptionnel. Enfin, je salue chaleureusement les collègues du collège Aragon de Villefontaine et les collègues universitaires Maurizia Morini, Noémie Castagné et Susanna Longo.

Pendant ces années de thèse, j'ai eu la chance immense d'être entourée par une « lieta brigata » (comme nous avait si joliment nommées Elise Leclerc) qui a égayé les longues journées de travail. Coco, *carissima*, chacras, cafés, pauses cigarettes, brain storming, crises existentielles et « nanana », ne pouvant développer ici, je me limite à te dire merci d'être comme tu es. Les « grands scarabées » : Elise l'amie médiéviste, Ali et ses « alisonades », Claire-Criticona merci pour vos conseils expérimentés, votre calme et votre sang froid, deux qualités qui me font parfois défaut… Les « petits scarabées » : Armelle, soutien indéfectible dès le café de 7h à la bibliothèque, Blondine (et son triangle !), Clémence et Fiona, merci pour vos relectures et vos conseils. Enfin, les « non-thésardes » : Fanélie et sa zénitude ainsi que Magali-Frencuccia, dont le splendide balayage a illuminé mes journées les plus sombres. Merci à toutes pour les cafés du matin, les fous-rires de la pause déjeuner, les mouchoirs du goûter et les soirées dansantes endiablées. Sans votre soutien revigorant, ce travail ne serait sans doute pas le même.

De même, les pauses bien méritées avec mes amis de longue date ont été essentielles. Merci avant tout à Romain et Nancy pour les apéros croix-roussiens, à Clément pour ses beaux sourires ainsi qu'à toute la bande (Alexis, Manon, Didou, Lorenzo, Ludo, Diane et Djé). Merci aussi à Francesco et Angela, Gatteggiante, Ricky et Valentina, Sara et Marco pour les spritz et les cichetti vénitiens ainsi qu'à Arthur et Catherine pour les soirées parisiennes. Merci enfin à Céline pour sa bonne humeur contagieuse, son écoute attentive et ses encouragements constants.

Un « grand maci » également aux cousins, cousines, oncles et tantes, pour leur présence et leur soutien pendant la phase savoyarde de la rédaction. J'ai également une

pensée émue pour ceux qui ne sont plus, en particulier Thérèse, grand-mère de cœur, disparue le jour où j'ai écrit les premières pages de ce travail mais dont le souvenir bienveillant et les encouragements à terminer m'ont habitée jusqu'au bout.

Rigrazio con tutto il cuore Mery e Berto, suoceri molto premurosi, nonché il cognato Claudio per aver risposto con grande chiarezza alle mie domande.

Last but not least, je remercie enfin la « *dream team* » familiale, ma mère et mon père, pour leur soutien et leurs encouragements tout au long de mes études, ainsi que ma grand-mère pour sa bienveillance et sa gentillesse infinies. Un grand merci aussi à Michel pour ses conseils avisés dispensés au coin du feu ou à l'ombre de la balancelle à Chainaz, et un merci tout particulier à Ilana, ma chère petite sœur, pour ses textos d'encouragements tout simplement inégalables.

Enfin, je ne remercierai jamais assez Andrea pour son aide, son soutien, sa patience et son amour qui m'ont permis d'affronter les moments de doute, d'angoisse, mais aussi d'effervescence et de joie qui ont rythmé ces cinq années de thèse. Tel *Uccio*, il a su créer les conditions idéales me permettant de finir de la meilleure façon qui soit, course après course, chapitre après chapitre. *Grazie mille amore*.

Avertissement

Les traductions ont été effectuées par nos soins.
Nous en assumons donc la responsabilité.

Introduction

> « Ce qu'on appelle aujourd'hui communément mémoire […] est […] l'avènement d'une conscience historique d'une tradition différente, la récupération reconstructrice d'un phénomène dont nous nous sommes séparés, et qui intéresse le plus directement ceux qui s'en sentent les descendans ou les héritiers […]. Elle est constitutive de leur identité. Cette mémoire est en fait leur histoire[1]. »

Ce sujet est né d'une interrogation sur le rapport entre mafia et politique, que nous souhaitions analyser pour comprendre le développement et la longévité du phénomène mafieux en Italie. Notre directrice nous a dissuadée d'adopter une telle approche pour un problème de sources. En effet, il est vite apparu que le rapport entre mafia et politique est très difficile à documenter, y compris pour la justice, comme le démontre par exemple l'affaire Andreotti. Nous avons donc convenu qu'il était préférable d'appréhender ces liens sous un autre angle, en interrogeant ces rapports à travers la mémoire des victimes de la mafia. Les crimes de la mafia sicilienne se comptant par milliers, nous avons choisi de concentrer notre attention sur quatre figures emblématiques de la lutte contre la mafia assassinées au cours des crises de violence mafieuse de 1982 et 1992 : Pio La Torre (député et secrétaire régional du PCI) ; Carlo Alberto dalla Chiesa (assassiné alors qu'il était préfet de Palerme) ; Giovanni Falcone et Paolo Borsellino (magistrats).

1. NORA Pierre, « L'ère de la commémoration » in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. Les France III.3 De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992, p. 997.

Nous avons constaté l'existence d'un véritable filon éditorial sur la mafia comme sur l'antimafia et l'augmentation significative de ce genre de parutions, à partir de la fin des années 2000, montre l'émergence d'une mémoire de ces figures. Cependant, l'existence de cette réalité historique, sociale et culturelle se heurte à l'absence de travaux de recherche sur la mémoire[2] et sur l'antimafia. Nous avons donc entrepris de combler ce vide en nous intéressant à la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia à partir d'un martyrologe, de 1982 à 2012.

Historiographie de la mafia

Notre recherche s'inscrit donc dans le prolongement du renouvellement historiographique de l'histoire du *Mezzogiorno* contemporain qui s'amorce à partir des années 1960. Pour ce faire, les historiens ont dû se départir de l'approche folkloriste et culturelle qui s'est consolidée depuis le XIX^e^ siècle, notamment suite aux travaux de Giuseppe Pitrè[3]. Son étude sur le peuple sicilien a nourri l'idéologie du sicilianisme[4] en amenant à considérer les comportements mafieux comme des caractéristiques identitaires, posant ainsi les bases de l'argumentaire qui nie l'existence d'une forme de criminalité spécifique à la Sicile. Largement repris par une partie de la classe politique lors des débats parlementaires suite à des crimes mafieux, cet argumentaire interprète les spécificités siciliennes sous le prisme culturel. De plus, les études d'anthropologie criminelle de Cesare Lombroso et ses disciples stigmatisent les populations méridionales en théorisant une prédisposition naturelle à la délinquance[5]. Ainsi, toute dénonciation de la mafia est dès lors interprétée comme une attaque envers les Siciliens. Il faut donc attendre les années 1960 et le courant visant à inclure l'histoire régionale dans l'histoire nationale pour que la mafia commence à susciter l'intérêt des historiens[6]. En 1963, Salvatore Francesco Romano publie la première histoire de la mafia mais cet ouvrage reste un *unicum* pendant les décennies suivantes[7]. L'évolution historiographique au niveau européen crée un climat favorable à l'ouverture de l'histoire aux autres disciplines des sciences sociales et diversifie l'approche méthodologique. La mafia ayant d'abord été un objet d'étude

2. Quelques recherches ont été effectuées sur la mémoire de la mafia. Voir PEZZINO Paolo, « La mafia », in ISNENGHI Mario, *I luoghi della memoria. Strutture ed eventi dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 2010 [1997], p. 113-135 ; DINO Alessandra, « Un racconto allo specchio. La costruzione del mito mafioso attraverso le sue immagini », in *Studi sulla questione criminale*, n°3, 2009, p. 57-83.

3. PITRÈ Giuseppe, *Usi, costumi, credenze e pregiudizi del popolo siciliano*, Il Vespro, Palerme, 1978 [1889], vol. II.

4. L'historien Salvatore Francesco Romano définit le sicilianisme comme un « vague état d'âme de solidarité des insulaires contre les gouvernements, les occupations et les interventions extérieures ». Définition citée in MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia*, Bruxelles, Complexe, 1994, p. 22.

5. Nous renvoyons à la synthèse contenue in *Ibid*., p. 20-26.

6. Voir LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano, *Potere criminale. Intervista sulla storia della mafia*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 25.

7. ROMANO Salvatore Francesco, *Storia della mafia*, Milan, Mondadori, 1966 [1963].

anthropologique[8] et sociologique[9], ces travaux se sont révélés essentiels pour construire une histoire sociale du *Mezzogiorno* car ils présentaient la mafia comme le parangon de la société traditionnelle mais niaient qu'il puisse s'agir d'une organisation structurée[10]. Salvatore Lupo estime que ces recherches ont constitué à la fois un « stimulant » mais aussi un « obstacle[11] » qu'il a fallu dépasser. C'est donc en démentant la lecture d'un sud arriéré que la recherche historique met au jour les « forces de modernisation[12] » qui permettent de renouveler l'histoire du *Mezzogiorno* en s'intéressant aux « modalités d'édification du pouvoir mafieux dans l'Italie postunitaire[13] ». On peut supposer que l'historiographie marxiste et la mobilisation des forces de gauche contre la mafia ont également contribué à focaliser l'attention sur les rapports entre les masses paysannes et l'élite des grands propriétaires terriens, soutenus par la mafia. L'étude des tensions sociales et des violences amène donc les historiens à considérer la mafia comme un objet d'étude à part entière. Dans *Potere criminale*[14], Salvatore Lupo reconstitue tout l'évolution de l'historiographie de la mafia en montrant combien les historiens se sont attachés à remonter à l'origine de la mafia – notamment à travers l'étude de documents judiciaires et parlementaires du XIX[e] – pour l'inscrire dans une perspective historique et en faire émerger les grandes spécificités comme le rapport au territoire et à la violence[15]. Les études d'histoire de la mafia se consolident donc au cours des années 1980, grâce à la dynamique lancée par la création de la revue *Meridiana*, mais ce n'est qu'en 1993 que Salvatore Lupo publie l'ouvrage de référence *Histoire de la mafia des origines à nos jours*[16]

8. Voir BLOK Anton, *La mafia di un villaggio siciliano. Imprenditori, contadini, violenti*, Turin, Einaudi, 1986 [1974].

9. Voir HESS Henner, *Mafia*, Rome-Bari, Laterza, 1973 [1970]; ARLACCHI Pino, *Mafia, contadini e latifondo nella Calabria tradizionale. Strutture ed elementi del sottosviluppo*, Bologne, Il Mulino, 1980.

10. Voir LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano, *Potere criminale, op. cit.*, p. 33.

11. « Stimolo » ; « ostacolo » in *Ibidem*.

12. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia, op. cit*., p. 37.

13. *Ibid*., p. 38.

14. Voir LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano, *Potere criminale, op. cit.*, p. 21-44. Ne pouvant ici faire une synthèse exhaustive de tous les ouvrages scientifiques publiés sur la mafia, nous renvoyons à l'analyse minutieuse de Salvatore Lupo ainsi qu'à celle de Rosario Mangiameli, voir MANGIAMELI Rosario, « Mafia e storia. A proposito di legalità e cittadinanza », in BENIGNO Francesco & TORRISI Claudio, *Rappresentazioni e immagini della Sicilia tra storia e storiografia*, Sciascia editore, Caltanissetta-Rome, 2003, p. 107-130.

15. Voir entre autres LUPO Salvatore & MANGIAMELI Rosario, « La modernizzazione difficile : blocchi corporativi e conflitto di classe in una società arretrata », in *La modernizzazione difficile. Città e campagne nel Mezzogiorno dall'età giolittiana al fascismo*, Bari, De Donato, 1983, p. 217-262 ; LUPO Salvatore, « Il tenebroso sodalizio. Un rapporto sulla mafia palermitana di fine Ottocento, in *Studi storici*, XXIX, 1988, 2, p. 463-489 ; LUPO Salvatore, « I giardini della Conca d'Oro », in *Italia contemporanea*, 1984, n°156, p. 43-53 ; MANGIAMELI Rosario, « Gabellotti e notabili nella Sicilia dell'interno », in *Italia contemporanea*, 1984, n°156, p. 55-67 ; PEZZINO Paolo, « Alle origini del potere mafioso : Stato e società in Sicilia nella seconda metà dell'Ottocento », in *Passato e Presente*, 1985, n°8, p. 33-69 ; PEZZINO Paolo, « Stato violenza società. Nascita e sviluppo del paradigma mafioso », in AYMARD Maurice & GIARRIZZO Giuseppe, *Storia d'Italia* : le *regioni dall'Unità a oggi. La Sicilia*, Turin, Einaudi, 1987, p. 903-982 ; CATANZARO Raimondo, *Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia*, Liviana, Padoue, 1988 ; LUPO Salvatore & MANGIAMELI Rosario, « Mafia di ieri, mafia di oggi », in Meridiana, n°78, 1989-90, p. 17-44 ; PEZZINO Paolo, *Una certa reciprocità di favori. Mafia e modernizzazione violenta della Sicilia postunitaria*, Milan, Franco Angeli, 1990 ; PEZZINO Paolo, TRANFAGLIA Nicola, LUPO Salvatore & GAMBETTA Diego, « La mafia e la sua storia. Radici locali e dimensione internazionale », in *Passato e presente*, XII, n°31, 1994, p. 19-45.

16. LUPO Salvatore, *Storia della mafia dalle origini ai giorni nostri*, Milan, Donzelli, 1993. Cet ouvrage est traduit en français par Jean-Claude Zancarini en 1999. C'est à cette traduction que nous ferons référence : LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 1999. Voir aussi plus récemment MANGIAMELI Rosario, *La mafia tra stereotipo e storia*, Caltanissetta-Rome, Sciascia editore, 2000.

où il montre que le pouvoir de la mafia est fondé, en particulier, sur une « industrie de la protection privée[17] » qui lui permet de contrôler le territoire. Un an plus tard, Marie-Anne Matard-Bonucci publie également une *Histoire de la mafia*[18] et s'interroge sur l'émergence alors récente de l'intérêt des historiens pour la question mafieuse :

> Les non-lieux des procès ont donné lieu à un non-lieu de l'Histoire. […] Fallait-il que la démonstration de la vulnérabilité de la mafia soit faite pour qu'elle apparaisse comme un objet d'Histoire[19] ?

En effet, les avancées judiciaires – rendues possibles par la collaboration des mafieux repentis tels que Tommaso Buscetta et actées par la sentence du maxi-procès de 1986-1987 – semblent avoir été déterminantes car elles ont permis à l'historien d'acquérir de nouvelles connaissances (en particulier sur le fonctionnement interne de l'organisation) qui ont nourri et enrichi les analyses précédentes. Depuis, d'autres travaux ont été effectués sur les autres organisations mafieuses italiennes[20] ainsi que sur les liens entre la mafia sicilienne et sa cousine américaine[21]. La mafia, ou plutôt les mafias, sont désormais un objet d'étude pluridisciplinaire[22] mais c'est également un sujet qui déclenche une certaine frénésie éditoriale parfois difficile à appréhender, comme le démontre la profusion d'enquêtes journalistiques.

L'antimafia ou le trou noir de l'historiographie récente

Si l'on dispose donc d'une solide historiographie de la mafia, force est de constater qu'il n'en va pas de même pour l'antimafia. Elle apparaît certes en négatif mais ne constitue pas encore un objet d'étude à part entière. Le seul ouvrage de référence qui en retrace l'histoire est écrit par Umberto Santino[23], directeur du *Centro siciliano di documentazione* « Giuseppe *Impastato* », véritable institution qui renferme des documents précieux pour les chercheurs. Cette monographie est fondamentale parce que l'auteur analyse la formation d'un mouvement antimafia civil, qu'il fait remonter aux premières

17. GAMBETTA Diego, *La mafia siciliana. Un'industria della protezione privata*, Einaudi, Turin, 1992. Le sociologue étudie les mécanismes de protection-extorsion grâce auquel la mafia contrôle le territoire.

18. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia, op. cit*. Cet ouvrage est encore à ce jour la seule analyse scientifique de la mafia sicilienne en langue française.

19. *Ibid*., p. 11.

20. Voir par exemple BARBAGALLO Francesco, *Storia della camorra*, Rome-Bari, Laterza, 2010 & CICONTE Enzo, *'Ndrangheta*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008. Une liste plus complète est disponible dans la bibliographie.

21. LUPO Salvatore, *Quando la mafia trovò l'America. Storia di un intreccio intercontinentale. 1888-2008*, Turin, Einaudi, 2008.

22. Voir par exemple la publication collective récente : CICONTE Enzo, FORGIONE Francesco & SALES Isaia (dir.), *Atlante delle mafie. Storia, economia, società, cultura*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012, 2 vol.

23. Voir SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia. Dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Editori riuniti university press, 2009 [2000]. Umberto Santino a également écrit de nombreux ouvrages d'analyse de la mafia. Nous citons en particulier SANTINO Umberto, *La borghesia mafiosa. Materiali di un percorso di analisi*, Palerme, Centro siciliano di documentazione Giuseppe Impastato, 1994 ; SANTINO Umberto, *Dalla mafia alle mafie. Scienze sociali e criminalità organizzata*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006 ; SANTINO Umberto, *Mafia e globalizzazione*, Trapani, De Girolamo, 2007.

révoltes des *Fasci siciliani*, durement réprimées par le gouvernement Crispi à la toute fin du XIX[e]. Santino met donc au jour une antimafia qui serait aussi ancienne que la mafia elle-même. L'auteur insiste sur le lien presque organique entre l'antimafia et la défense des libertés démocratiques mais l'on peut reprocher à Santino une approche subjective véhiculée à travers une lecture marxiste de l'histoire, qui transparaît dans le sous-titre « De la lutte des classes à l'engagement civil ». Son statut de militant antimafia de la première heure fait de lui une sorte de « mémoire historique » de l'antimafia mais cela conditionne aussi ses analyses, parfois impitoyables et partisanes, sur la construction du mouvement antimafia civil. Nous utiliserons donc largement cet ouvrage pour reconstituer les étapes importantes de l'apparition d'un mouvement antimafia civil tout en maintenant une distance critique envers les jugements exprimés par l'auteur. Il est fréquent, pour ne pas dire récurrent, que les auteurs de livres sur l'antimafia soient eux-mêmes impliqués dans le mouvement, qu'ils soient journalistes ou victimes. Nando dalla Chiesa, en revanche, ajoute à la situation de fils de victime et une posture de militant et une approche de sociologue. Ce triple statut rend sa production écrite particulièrement riche allant du témoignage à l'analyse scientifique[24], en passant par la théorisation de l'action militante[25]. Il participe donc tant de la construction de la mémoire de son père[26] et de la lutte contre la mafia[27] que de celle d'un savoir scientifique sur les organisations criminelles[28] et sur le mouvement antimafia[29]. Nous ferons donc largement référence à ses publications au cours de ce travail.

Ainsi, c'est de nouveau vers les autres sciences sociales et vers les États-Unis qu'il faut se tourner pour trouver une étude du mouvement antimafia menée par des chercheurs non militants. Les anthropologues Jane et Peter Schneider ont effectué différentes études sur l'évolution de la société sicilienne à travers la méthode de l'observation participante depuis fin des années 1960. La plus récente, consacrée au mouvement antimafia civil, est le fruit de près de vingt ans d'observation participante à Palerme, du début des années 1980 aux années 2000[30]. Comme l'indique son titre, *Un destino reversibile* montre

24. Nous nous limitons donc à citer un échantillon d'ouvrages récents parmi les plus significatifs.

25. Voir DALLA CHIESA Nando, *Manifesto dell'antimafia*, Turin, Einaudi, 2014.

26. Voir DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto. Il Generale, la Mafia, la società italiana*, Milan, Mondadori, 1984 ; DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, Milan, Rizzoli, 1997.

27. Voir DALLA CHIESA Nando, *Storie eretiche di cittadini per bene*, Turin, Einaudi, 1999 ; DALLA CHIESA Nando, *Le ribelli. Storie di donne che hanno sfidato la mafia per amore*, Milan Melampo, 2006.

28. Voir DALLA CHIESA Nando, *La convergenza. Mafia e politica nella seconda repubblica,* Milan, Melampo, 2010 ; DALLA CHIESA Nando & PANZARASA Martina, *Buccinasco. La 'ndrangheta a Nord*, Turin, Einaudi, 2012.

29. Voir DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera. Giovani nel movimento antimafia*, Turin, Gruppo Abele, 2014. Cet ouvrage a été élaboré en collaboration avec trois de ses doctorantes Ludovica Iuppolo, Martina Mazzeo et Martina Panzarasa. Il contient notamment la bibliographie critique la plus complète sur le mouvement antimafia civil, voir *Ibid*., p. 219-284.

30. Voir SCHNEIDER Jane C. & Peter T., *Un destino reversibile. Mafia, antimafia e società civile a Palermo*, Rome, Viella, 2009.

que les auteurs ont mis au jour des facteurs qui convergent pour affirmer que le rapport entre la société palermitaine et la mafia peut être durablement modifié, voire même renversé, privant *in fine* la mafia de son assise culturelle. Cette étude, notamment pour son analyse minutieuse des dynamiques politiques et sociales au niveau local, s'est révélée particulièrement précieuse. Elle montre comment, au rythme des « meurtres excellents[31] », différentes composantes de la société civile commencent à se mobiliser contre la mafia. Les pics de violence mafieuse apparaissent comme des événements traumatiques déclenchant une mobilisation qui bouleverse les rapports de force. Il importe donc de comprendre dans quelle mesure ces moments dramatiques deviennent des étapes importantes dans la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia.

Une mémoire publique de l'antimafia fondée sur un martyrologe

« Moins la mémoire est vécue collectivement, plus elle a besoin d'hommes particuliers qui se font eux-mêmes des hommes-mémoire[32] ». Si nous faisons nôtre cette analyse de Pierre Nora, le manque de mémoire collective autour de la violence mafieuse révèle un besoin de figures tutélaires : les victimes de la mafia apparaissent comme le support d'une mémoire qui se construit et se consolide après leur mort. La mémoire de l'antimafia est ainsi fondée sur un martyrologe et nous avons donc choisi de concentrer notre analyse sur quatre victimes, dont les assassinats constituent l'apogée des deux plus grandes crises de violence mafieuse dirigée contre des représentants de l'État. Pio La Torre – député communiste, ancien membre de la Commission parlementaire antimafia et secrétaire du PCI sicilien – est abattu avec son chauffeur, Rosario Di Salvo, à Palerme le 30 avril 1982. Son assassinat accélère la nomination du général Carlo Alberto dalla Chiesa – qui avait conduit avec succès la lutte contre le terrorisme – au poste de préfet de Palerme. Ce dernier sera tristement rebaptisé le « préfet des cent jours » après son assassinat, trois mois plus tard, le 3 septembre 1982, avec son épouse Emanuela Setti Carraro et le policier d'escorte Domenico Russo. Après ce triple meurtre, le gouvernement adopte enfin le projet de loi, déposé par Pio La Torre deux ans auparavant, instituant le délit d'association mafieuse dans le code pénal. Grâce à cette loi, les magistrats palermitains, emmenés par Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, peuvent mener une solide instruction qui débouche sur le premier procès de grande ampleur contre la mafia. La condamnation des plus grands chefs mafieux est perçue comme une victoire historique pour

31. L'expression italienne « *omicidi eccellenti* » s'utilise pour qualifier les assassinats des représentants de l'État.

32. NORA Pierre, « Histoire et mémoire. La problématique des lieux », in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, vol. 1, p. 34.

l'État italien mais, en 1992, le juge Giovanni Falcone, son épouse Francesca Morvillo et trois policiers d'escorte (Rocco Di Cillo, Vito Schifani, Antonio Montinaro) sont assassinés dans un attentat à la bombe spectaculaire le 23 mai 1992. Moins de deux mois plus tard, son collègue et ami Paolo Borsellino est assassiné, avec cinq policiers d'escorte (Walter Eddie Cosina, Vincenzo Li Muli, Emanuela Loi, Agostino Catalano, Claudio Traina), dans un attentat à la voiture piégée en plein Palerme. Afin de percevoir les enjeux nationaux de la mémoire de la lutte contre la mafia, nous avons choisi des victimes qui étaient, de leur vivant, des personnages publics d'envergure nationale et qui ont été considérés, dès leur mort, comme des symboles et des héros de l'antimafia. Nous sommes donc consciente de réduire considérablement la focale et de laisser dans l'ombre beaucoup d'autres victimes qu'il aurait été intéressant d'étudier, à l'instar de Peppino Impastato[33] ou Rocco Chinnici[34]. Toutefois, pour mener une étude qui s'étend sur trente ans, il était nécessaire de choisir des figures avec une certaine aura médiatique pour mesurer l'impact de leurs assassinats et suivre, à travers les commémorations, la construction de leur mémoire. De plus, traiter ensemble ces victimes, qui ont été assassinées sur une période de dix ans, permet d'observer et de comparer la médiatisation et la construction mémorielle à deux moments différents afin de voir dans quelle mesure elles constituent deux étapes-clefs d'un même processus. Notre ambition n'est donc pas de faire une histoire de l'antimafia, même si nous allons en retracer les étapes principales, mais bien de faire émerger les étapes de la construction d'une mémoire de la lutte contre la mafia pour comprendre comment elle s'insère dans l'histoire politique, sociale et culturelle de l'Italie républicaine entre 1982 et 2012.

Une histoire de la mémoire de l'antimafia ancrée dans le temps présent

Une histoire inachevée

Notre recherche se situe donc au cœur des chantiers de l'histoire du temps présent. Il s'agit d'un régime d'historicité particulier où « l'histoire est définie comme une relation entre passé et présent[35] » qui peut s'avérer parfois déstabilisante, car le présent fait sans cesse irruption dans une analyse qui se doit d'historiciser les faits pour en faire émerger les grandes dynamiques. Le rapport au présent qui caractérise ce champ

33. Jeune Sicilien, militant de gauche, assassiné le 9 mai 1978 à Cinisi pour s'être opposé au *boss* mafieux Gaetano Badalamenti. Son histoire est retracée dans *I cento passi* de Marco Tullio Giordana (2000).

34. Magistrat palermitain assassiné par un attentat à la voiture piégée le 29 juillet 1983 à Palerme.

35. GARCIA Patrick, « Histoire du temps présent », in DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick & OFFENSTADT Nicolas, *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, vol. 1, p. 282-293.

disciplinaire est néanmoins une chance car il permet à l'historien de se confronter à de nouvelles problématiques et à de nouvelles sources. Ainsi, nous avons été naturellement confrontée à la parole des témoins, qui – dans notre cas – sont pour la plupart également des victimes de la violence mafieuse. La centralité des victimes est une tendance qui émerge depuis la deuxième moitié du XX^{e} siècle, suite aux tragédies perpétrées par les totalitarismes, et s'impose à l'historien de manière encore plus prégnante dès lors qu'il a pour but d'étudier la mémoire de cette communauté. L'histoire de la mémoire étant « l'objet de prédilection de l'histoire du temps présent dès son origine[36] » à la fin des années 1970, nous nous insérons donc dans un filon de recherche récent qui se caractérise par la production d'une histoire qui est, par définition, inachevée. La pluralité des représentations et des commémorations nous permet certes d'établir des constantes mais leur ancrage dans le présent conditionne l'étude qui, par conséquent, fournit une interprétation que l'on ne saurait donc qualifier de définitive. Il s'agira ainsi de s'interroger sur « l'évolution des représentations et des usages sociaux du passé[37] » afin de retracer le parcours de la construction d'une mémoire publique de l'antimafia et d'en fournir une interprétation qui rende compte des dynamiques actuelles.

Histoire, mémoire et commémoration

Au début des années 1980, Pierre Nora lance le chantier colossal des *Lieux de mémoire* en partant du constat d'une « accélération de l'histoire », causée par la « fin des sociétés-mémoires[38] » et des « idéologies-mémoires », et qui révèle de manière brutale « la rupture d'un lien d'identité très ancien, la fin de ce que nous vivions comme une évidence : l'adéquation de l'histoire et de la mémoire[39] ». L'histoire, en tant que représentation intellectualisée du passé ayant « vocation à l'universel[40] », se distingue alors de la mémoire, vulnérable car sujette aux transferts, et donc « par nature, multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée[41] », comme l'ont démontré les travaux du sociologue Maurice Halbwachs[42]. Cette distinction est reprise par de nombreux chercheurs, historiens[43] ou

36. MESURE Sylvie & SAVIDAN Patrick (dir.), *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, PUF, 2006, p. 557.

37. *Ibidem*.

38. NORA Pierre, « Entre Mémoire et Histoire », in NORA Pierre (dir), *Les Lieux de mémoire, op. cit*., vol. 1, p. 23. Le rapport problématique entre histoire et mémoire émerge dans le courant historiographique de la Nouvelle histoire, à la fin des années 1970. Voir par exemple LE GOFF Jacques*, Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988.

39. *Ibid*., p. 24.

40. *Ibid*., p. 25.

41. *Ibidem*.

42. Voir HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 [1925] & HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1950].

43. Voir par exemple TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005 ; TRAVERSO ENZO, *L'histoire comme champ de bataille. interpréter les violences du XX^{e} siècle*, Paris, La Découverte, 2011.

non[44], comme une sorte de scission originelle qui conditionne notre rapport au passé, mais aussi au présent. Pour Giovanni De Luna, la fragmentation mémorielle qui caractérise les sociétés modernes traduit une « privatisation » de la mémoire[45]. Il explique qu'en Italie, le pacte mémoriel antifasciste – incarné par les partis issus de la Résistance – disparaît avec l'effondrement du système des partis politiques en 1992. De plus, l'absence de vérité et de justice sur certains épisodes violents des « années de plomb » – et, pourrait-on ajouter, sur les « meurtres excellents » mafieux – qualifiés de « blessures », fait naître un nouveau pacte mémoriel fondé sur « la douleur et le deuil[46] ». Les victimes sont donc à l'origine et au cœur d'un nouveau pacte mémoriel, d'où une « privatisation » de la mémoire. La multiplicité des communautés de victimes provoque une fragmentation mémorielle à laquelle l'État tente de répondre en promulguant des lois mémorielles[47]. Cette frénésie commémorative démontre que la mémoire privée s'impose à la mémoire officielle. Ces analyses s'appliquent tout à fait au cas qui nous intéresse. En effet, les différentes mémoires privées des victimes de la mafia constituent le creuset où se forge la mémoire de la lutte contre la mafia, qui devient publique dès lors qu'elle s'impose aux institutions et qu'elle fédère une partie des citoyens au delà de la seule communauté de victimes, si vaste soit-elle. La mémoire étant une « construction sociale active[48] », les commémorations sont le lieu d'exercice de cette mémoire et constituent un observatoire privilégié faire émerger les modalités de la construction mémorielle.

> La mémoire – à savoir les représentations collectives du passé telles qu'elles se forgent dans le présent – structure les identités sociales en les inscrivant dans une continuité historique et en leur donnant un sens, c'est-à-dire un contenu et une direction[49].

Maurice Halbwachs ayant démontré que le rappel d'un même souvenir constitue le ferment identitaire qui soude le groupe social[50], l'étude de la mémoire et des commémorations pose nécessairement le problème de l'identité de la communauté qui

44. Voir en particulier LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994 & RICOEUR Paul, *L'histoire, la mémoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000. Sur l'apport de la pensée de Ricoeur en histoire, voir DOSSE François & GOLDENSTEIN Catherine (dir.), *Paul Ricoeur* : penser la mémoire, Paris, Le Seuil, 2013.

45. DE LUNA Giovanni, *La repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011, p. 14.

46. « Ferite » ; « il dolore e il lutto » in *Ibid*., p. 16.

47. *Ibid*., p. 19-20. De Luna dresse une liste exhaustive de toutes les lois mémorielles promulguées par l'État italien, comme la journée en mémoire des victimes de la Shoah et aux militaires et hommes politiques italiens déportés (27 janvier) ; la journée en mémoire des victimes des *foibe* (massacre perpétré par le général Tito en Istrie et vers Trieste, 10 février) ; la journée en mémoire des victimes du terrorisme (9 mai) , la journée en mémoire des militaires tombés dans les missions internationales pour la paix (12 novermbre).

48. FRAGNON Julien, « 1998 : retour du passé, force du présent », in COTTRET Bernard & HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire, identité XVIe-XXIe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 171.

49. TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d'emploi, op. cit.,* p. 14.

50. Voir HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire, op. cit.*

commémore. Il est donc essentiel, pour le sujet qui nous intéresse, de questionner et d'analyser l'activité commémorative antimafia pour en comprendre les enjeux historiques et identitaires mais aussi politiques car, pour le dire avec Marie-Claire Lavabre :

> L'histoire de la mémoire, moins soucieuse de la réalité du passé que de la vérité du présent, s'impose comme une forme d'histoire « au second degré » et revendique son appartenance aux sciences sociales : elle est, à proprement parler, histoire des usages politiques du passé[51].

En effet, la commémoration est une « action politique qui travaille "le corps social" par le "canal sensible[52]" ». En faisant appel aux émotions collectives pour ancrer le passé dans le présent, la commémoration se trouve, par conséquent, soumise aux aléas de l'actualité et est donc particulièrement perméable à l'instrumentalisation politique. Ainsi, faire l'histoire de la mémoire implique de mener une recherche qui se situe au croisement de différents champs historiographiques comme l'histoire politique, sociale et culturelle, entendue comme l'« ensemble des représentations collectives propres à une société[53] ». Notre travail s'inscrit donc dans le domaine de l'histoire des représentations[54] et nécessite d'avoir une approche pluridisciplinaire, empruntant tant à l'histoire qu'aux autres sciences sociales[55], afin d'étudier les commémorations sous toutes leurs formes, qu'il s'agisse de rituels institutionnels et civils ou de représentations écrites, orales et audiovisuelles.

Un panel de sources

Pour mener à bien cette recherche sur la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia, nous nous sommes très vite trouvée confrontée à « une documentation surabondante et protéiforme[56] », caractéristique de l'histoire du temps présent. Nous avons choisi de commencer l'étude de la mémoire immédiate à partir de sources historiques traditionnelles comme les archives de partis politiques – en particulier celles du Parti Communiste italien et sicilien et de la Démocratie Chrétienne – les comptes-rendus de séances parlementaires et la presse. Nous avons constaté dès le début

51. LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, *op. cit.*, p. 16.

52. LAVABRE Marie-Claire, « Usages du passé, usages de la mémoire », in *Revue française de science politique*, 44° année, n°3, 1994, p. 488. Les citations entre guillemets rapportent les analyses de Pascal Ory. Voir ORY Pascal, « La commémoration révolutionnaire en 1939 », in RÉMOND René & BOURDIN Janine (dir.), *La France et les Français en 1938-1939*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1978.

53. ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004, p. 8.

54. Sur les liens entre histoire sociale, histoire cultuelle et histoire des représentations, voir ORY Pascal, « L'histoire culturelle dans la France contemporaine, question et questionnement » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1987, n°16, p. 67-82 & POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 32.

55. Nous pensons en particulier aux études anthropologiques et sociologiques sur la mémoire, l'action collective et les mouvements sociaux, ainsi qu'aux manuels de méthode sur l'enquête de terrain, l'entretien ou l'observation participante dont les références sont disponibles en bibliographie.

56. MESURE Sylvie & SAVIDAN Patrick (dir.), *Dictionnaire des sciences sociales*, *op. cit.,* p. 557.

un déséquilibre flagrant entre la masse de documents ayant trait à la violence mafieuse conservée dans archives des Instituts Gramsci de Rome comme de Palerme (PCI) et l'inexistence de documents sur ce même thème dans celles de l'Institut Sturzo (DC). Cela a fait apparaître d'emblée la différence de positionnement des deux principaux partis sur la question de la lutte contre la mafia. L'étude de la parole politique à l'intérieur des partis a donc permis de mettre en évidence que l'antimafia est un thème de prédilection pour la gauche, tandis que l'on note une certaine indifférence de la DC, comme le démontre l'absence totale de débats sur la violence mafieuse lors des grands rendez-vous de la DC en 1982 qui font suite aux assassinats de La Torre et dalla Chiesa[57]. Afin de vérifier ce premier constat, nous avons analysé soigneusement les comptes-rendus des séances parlementaires au lendemain des assassinats de représentants de l'État, du massacre de Ciaculli en 1963 aux attentats contre les juges Falcone et Borsellino en 1992. Ces sources, toutes disponibles sur les sites de la Chambre et du Sénat, se révèlent particulièrement précieuses car elles pallient le manque de traitement de la question mafieuse en interne pour les démocrates-chrétiens qui, en tant que membres du parti majoritaire, sont tout de même contraints de prendre position publiquement après les « meurtres excellents ». Nous avons porté donc une attention particulière à l'analyse de cette parole politique publique émise en réaction à la violence mafieuse car elle participe de la construction d'une mémoire immédiate de la lutte contre la mafia en nous éclairant sur le positionnement des partis, du gouvernement et, plus généralement, des représentants institutionnels. Nous avons utilisé également les documents produits par la Commission parlementaire antimafia depuis 1976 car ils nous permettent de mesurer la connaissance que les parlementaires ont du phénomène mafieux à un moment donné.

La presse, quant à elle, se caractérise par sa double dimension puisqu'elle est à la fois source et objet d'étude. En effet, d'une part elle transmet des informations brutes comme des déclarations politiques, des communiqués, des mesures adoptées par les gouvernants et, d'autre part, les journalistes élaborent l'événement lorsqu'ils le mettent en récit. Nous nous sommes donc montrée attentive à ces deux dimensions car, d'une part, la médiatisation d'une parole politique répond toujours à des choix rédactionnels qui dépendent de la ligne adoptée par la journal et, de l'autre, en tant que chambre de résonance des phénomènes d'opinion, « la presse constitue un terrain remarquable pour l'identification et l'analyse des représentations sociales[58] ». Nous avons veillé à constituer un corpus qui soit le plus

57. Direzione nazionale e giunta esecutiva, sedute della direzione nazionale del 1982, 22/01/1982-27/11/1982 (Serie 1, sottoserie 2, scatola 57, UA783); XV congresso nazionale 19/12/81-4/08/1982 (Serie 2, scatole 21-22, UA15); Consiglio nazionale, séance du 11 mai 1982 (Serie 3, scatola 66, UA149).

58. SOULET Jean-François, *L'Histoire immédiate. Historiographies, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 118.

représentatif du panel proposé au citoyen italien. Nous nous sommes concentrée sur la presse quotidienne – bien plus lue que les hebdomadaires ou les mensuels – en choisissant des titres locaux et nationaux qui reflètent les différentes sensibilités politiques :

	Gauche	Centre	Droite
Quotidiens nationaux	*L'Avanti* ! (organe du PSI, 1896-1993) *Il Manifesto* (quotidien communiste non lié au PCI, créé en 1969) *L'Unità* (organe PCI créé en 1924) *Repubblica* (créé en 1974) *Paese Sera* (proche PCI, créé en 1948, il disparaît en 1994) *Il Fatto quotidiano* (fondé en 2009)	*Corriere della Sera* (fondé à Milan en 1876) *Il Popolo* (créé en 1923, organe DC de 1944 à 1994, puis du PPI avant de disparaître en 2002) *L'Avvenire* (quotidien catholique, créé en 1968) *La Stampa* (fondé à Turin en 1895)	*Giornale d'Italia* (créé en 1899) *Il Tempo* (fondé à Rome en 1944) *Libero* (créé en 2000, proche de Berlusconi) *Il Giornale* (fondé par Montanelli en 1974, appartient à la famille Berlusconi depuis 1979)
Quotidiens locaux	*L'Ora* (proche PCI, créé au tout début du XIX^{e} à Palerme, il disparaît début mai 1992) *Il Giorno* (proche PCI, fondé à Milan en 1956)	*Giornale di Sicilia* (créé à Palerme en 1860, proche DC) *La Sicilia* (fondé à Catane en 1945, proche DC)	*Il Messaggero* (créé à Rome en 1878)

Grâce à une bourse de recherche de l'École française de Rome, nous avons pu effectuer un séjour prolongé dans les bibliothèques romaines pour rassembler une bonne partie du corpus des quotidiens nationaux. Puis, nous avons profité de plusieurs séjours à Palerme (en partie financés par la bourse de mobilité de l'Université franco-italienne), notamment à l'occasion des commémorations, pour ammasser le corpus de la presse locale sicilienne.

Enfin, les sources religieuses, en partie recueillies grâce à la disponibilité des prêtres du diocèse de Palerme, nous sont également d'une grande utilité pour comprendre le positionnement de l'Église catholique face à la violence mafieuse. Si les sermons du cardinal Pappalardo prononcés à l'occasion des obsèques des victimes sont particulièrement utiles pour mesurer le rôle de l'Église dans la construction d'une mémoire immédiate de la lutte contre la mafia, les discours des souverains pontifes, disponibles sur le site du Vatican, nous permettent, quant à eux, de mesurer la constance de cet engagement dans la durée. De même, les sources judiciaires – rapport d'enquête, actes d'accusation, débats, sentences de procès – sont essentielles tant pour la reconstruction des faits que pour l'observation de la construction d'une mémoire judiciaire.

Pour mener à bien le deuxième pan de notre recherche et faire émerger les modalités de la construction mémorielle, nous avons utilisé principalement des sources orales et littéraires. Notre recherche comportant une dimension importante d'enquête de terrain, il était donc naturel d'aller à la rencontre des proches des victimes étudiées pour les interviewer (Franco La Torre, Nando dalla Chiesa, Maria Falcone et Rita Borsellino). Ces entretiens avec les proches de victimes sont essentiels car ils font émerger les constantes de leurs parcours qui les ont amenés, pour la plupart, à créer des structures mémorielles. Nous pouvons donc dégager des spécificités de leur engagement qui nous éclairent également sur les dynamiques internes au mouvement antimafia civil. Pour des raisons particulières que nous exposerons d'ici peu, nous avons également interviewé des responsables associatifs – Umberto Di Maggio de *Libera* et Giovanni Pagano du *Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre* –, Massimo Denarier, policier responsable du SAP[59] en vallée d'Aoste, ainsi que les journalistes Marcelle Padovani, correspondante de *L'Obs* à Rome, et Francesco La Licata, spécialiste de la mafia et biographe du juge Falcone.

Nous avons étudié également tous les ouvrages à visée mémorielle que nous avons pu recueillir sur La Torre, dalla Chiesa, Falcone et Borsellino. Ces publications se caractérisent par une grande diversité des genres et des supports. Au côté des recueils de témoignages des proches (écrits ou oraux), l'on trouve ainsi des biographies (dont certaines contiennent de nombreux documents privés), des bandes dessinées, des romans, des poésies, mais aussi des documentaires, des films et autres fictions télévisées réalisés dans un but commémoratif. Nous dresserons un état des productions mémorielles concernant chaque figure dans les chapitres 2, 3 & 4 dédiés à l'étude du moment des assassinats,

59. *Sindacato autonomo di Polizia*. C'est par son intermédiaire que nous avons pu embarquer à bord des « Navires de la légalité » pour assister à la commémoration du vingtième anniversaire du massacre de Capaci.

puis elles seront analysées en détail dans la deuxième partie de ce travail. Ces sources littéraires et audiovisuelles, véritables instruments de mémoire qui dépassent largement le seul mouvement antimafia (si l'on pense aux millions de spectateurs des fictions), témoignent des représentations des figures de la lutte contre la mafia au moment de leur réalisation. Elles constituent donc un matériau unique et précieux pour observer la construction *in fieri* de la mémoire publique de la lutte contre la mafia.

La profusion de publications mémorielles confirme que l'antimafia, tout comme la mafia, est un sujet extrêmement lucratif et pose ainsi le problème de la mémoire comme enjeu commercial. Malheureusement, ne disposant pas de données suffisantes pour comparer les politiques éditoriales qui déterminent la conception de ces ouvrages et leur réception auprès du public, nous avons dû laisser de côté cet aspect. De même, nous n'avons pas traité l'engouement des internautes pour les figures de la lutte contre la mafia car une analyse sérieuse des blogs, sites, réseaux sociaux et vidéos commémoratives postées par les citoyens – militants ou non dans le mouvement antimafia – ou encore des initiatives civiles, organisées en hommage aux victimes dans toute l'Italie, aurait nécessité une étude à part entière[60].

Une méthodologie pluridisciplinaire

Ainsi, notre panel de sources étant particulièrement hétérogène, nous devons adopter une méthodologie pluridisciplinaire adaptée à chaque type de sources. Tout d'abord, nous empruntons à la sociologie et à l'anthropologie les techniques nécessaires pour mener à bien l'enquête de terrain qu'implique notre recherche[61]. L'échantillon des proches à interviewer est fondé sur deux critères : l'interviewé doit avoir un lien familial étroit avec la victime et s'être engagé dans le mouvement antimafia après l'assassinat. Nous avons donc privilégié les enfants ou les sœurs qui ont créé des structures mémorielles et/ou qui se sont engagés dans le milieu associatif. Afin de pouvoir comparer les discours des différents proches interrogés, il faut poser des questions ouvertes qui laissent au témoin tout le loisir de développer son propos. L'entretien est divisé en deux parties : tout d'abord

60. En 2012, à l'occasion des commémorations des quatre figures étudiées, nous avons activé le système des alertes Gmail en entrant les noms des victimes. Le moteur de recherche nous envoyait quotidiennement les liens de tous les articles contenant les noms des victimes. Pendant toute l'année, nous avons recueilli des centaines – si ce n'est pas plus d'un millier – d'articles publiés sur internet. Cette veille nous a permis de découvrir l'existence d'une multitude de petites commémorations locales (pièces de théâtre, compétitions sportives, inaugurations d'écoles, organisation de séminaires, manifestations, *sit-in*) mais la masse de documents et, surtout, la diversité des initiatives (qui aurait impliqué une observation participante) nous a amenés à renoncer à traiter ces données. Cela pourrait néanmoins constituer une étude future qui permettrait d'étudier la fièvre commémorative à travers des initiatives locales pour mesurer le dynamisme de la mémoire publique de la lutte contre la mafia au niveau local et, en adoptant une perspective régionale et comparatiste, au niveau national.

61. Voir en particulier BLANCHET Alain & GOTMAN Anne, *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2010 & PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Paris, La Découverte, 1998. Nous avons également utilisé de nombreux autres ouvrages répertoriés dans la bibliographie.

un questionnaire type, identique pour tous les proches, portant principalement sur leur engagement après l'assassinat de leur proche, leur rapport avec les médias, l'organisation des commémorations, l'instrumentalisation et la sacralisation de la mémoire. Après ces questions générales, la deuxième partie de l'entretien est plus spécifique et se resserre autour de la victime concernée et des polémiques mémorielles. Ces quatre entretiens font émerger les spécificités de la construction mémorielle propre à chaque victime, des moteurs communs à l'engagement des proches dans le mouvement antimafia et révèlent des constantes. Puis nous avons choisi d'interroger deux journalistes pour leur proximité avec le juge Falcone : d'une part Marcelle Padovani car elle est à l'origine du livre de Falcone *Cose di Cosa nostra* et, d'autre part, Francesco La Licata car, en tant qu'ami et biographe, il était plus au fait de sa vie professionnelle et du contexte de l'époque que la sœur du magistrat, Maria Falcone. Ces deux entretiens, toujours fondés sur des questions ouvertes, nous apportent des points de vue qui sont à la fois internes à la vie professionnelle du magistrat et extérieurs au cercle familial et donc moins idéalisés. Les responsables associatifs ont été choisis en fonction de leur rôle central dans des associations différentes, le *Centro Studi Pio La Torre* s'occupant de la mémoire d'une seule victime tandis que *Libera* veut promouvoir la mémoire d'une communauté de victimes. Les entretiens réalisés avec Umberto Di Maggio, Giovanni Pagano mais aussi avec Massimo Denarier, représentant du SAP en vallée d'Aoste, font émerger les spécificités des différentes initiatives et sont particulièrement utiles pour s'interroger sur l'unité au sein du mouvement antimafia. Tous ces entretiens ont été enregistrés, puis retranscrits, et sont disponibles dans le volume d'annexes. Pour la retranscription, nous avons conservé l'oralité du discours afin de restituer de manière transparente le discours du témoin. La parole du témoin étant omniprésente dans notre recherche, nous avons choisi de ne citer que ponctuellement ces entretiens dans le corps de la thèse afin de maintenir un équilibre avec les autres sources.

Après la « procédure réactive[62] » de l'entretien, l'enquête de terrain ne peut s'affranchir d'une « procédure non réactive » comme l'observation participante. Cette méthode, héritée de l'ethnographie et de l'anthropologie, implique « une présence systématique et souvent prolongée sur les lieux mêmes de l'enquête au sein du groupe social étudié[63] ». Ne pouvant résider plusieurs mois à Palerme pour suivre le mouvement antimafia ou les initiatives des associations tout au long de l'année, nous avons pratiqué l'observation participante lors des commémorations. Pour nos recherches de M2, nous avions assisté à la commémoration du

62. PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, *op. cit.*, p. 4.
63. *Ibidem*.

28e anniversaire de la mort de Pio La Torre en avril 2010 à Palerme. Nous avons également suivi les commémorations du massacre de via d'Amelio en 2011 et la diversité des initiatives nous a fait prendre conscience de la nécessité d'adopter une méthode particulière pour recueillir des données comparables lors des cérémonies. Nous avons mis en pratique la méthode de la grille d'observation directe préconisée par Henri Peretz[64] pour analyser les commémorations de 2012. Cette méthode « constitue le premier énoncé des catégories de recueil permettant de saisir les propriétés élémentaires de la situation et les composantes d'un premier inventaire[65] » (lieu, emplacement, rôle des différentes personnes présentes, environnement). Nous avons donc réalisé des grilles d'observation directe pour toutes les cérémonies auxquelles nous avons assisté en 2012. Leur analyse fait émerger les spécificités de chaque célébration ainsi que de fortes différences entre les cérémonies officielles et civiles que nous tenterons de comprendre en décryptant les discours tenus par les différents acteurs, en recourant tant à l'approche historique que littéraire.

Pour ce faire, nous étudierons en particulier la médiatisation des commémorations dans la presse. Notre étude de la construction d'une mémoire publique de l'antimafia courant sur près de trente ans, face à l'étendue du corpus de quotidiens sélectionnés, il nous a fallu adopter une méthode de dépouillement propre à l'histoire pour favoriser l'émergence d'une périodisation. Nous avons donc décidé d'étudier la presse pendant les semaines qui suivent l'assassinat ; puis tous les ans, pendant les cinq premières années, sur une dizaine de jours autour de la date anniversaire de l'assassinat ; puis tous les cinq ans, toujours sur une dizaine de jours autour de la date anniversaire, afin d'observer les anniversaires les plus significatifs (10e, 15e, 20e, 25e)[66]. Puis, ponctuellement, nous avons également observé le traitement médiatique d'autres événements en lien avec le contexte (comme l'assassinat de Salvo Lima en mars 1992) ou la construction de la mémoire de l'antimafia (comme l'ouverture et la conclusion du maxi-procès, en février 1986 et décembre 1987). Les résultats des recherches sur les bases de données (comme Factiva) et dans les archives en ligne des principaux quotidiens s'étant révélés incomplets après une vérification sur l'édition papier, nous avons décidé de recueillir notre corpus à partir de l'édition imprimée[67]. De plus, à l'exception des sites de *La Stampa* et *L'Unità*, les recherches numérisées sur les bases de données ne permettent pas de visualiser la page entière du journal et il est donc impossible

64. Voir *Ibid*., p. 84-87.

65. *Ibid*., p. 84.

66. Soit, pour La Torre et dalla Chiesa : 1982 ; 1983 ; 1984 ; 1985 ; 1986 ; 1987 ; 1992 ; 1997 ; 2002 ; 2007 ; 2012 ; et pour Falcone et Borsellino : 1992 ; 1993 ; 1994 ; 1995 ; 1996 ; 1997 ; 2002 ; 2007 ; 2012.

67. Nous nous sommes rendus à la *Biblioteca Nazionale di Roma*, à la B*iblioteca di Storia moderna et contemporanea* ainsi qu'à la *Biblioteca della Camera e del Senato* de Rome pour dépouiller les quotidiens nationaux. Nous avons en revanche consulté *L'Ora* et le *Giornale di Sicilia* à l'*Istituto Gramsci* de Palerme.

d'en analyser la mise en page, qui donne pourtant de précieux indices quant à la hiérarchisation de l'information. Afin de traiter ce corpus conséquent, nous avons tenté d'appliquer la méthode d'analyse de la presse de Jacques Kayser[68], fondée sur la constitution de fiches de dépouillement. Cette méthode permet ensuite de faire des statistiques pour comparer de manière quantitative le traitement de l'information d'un quotidien à un autre. Nous avons commencé à suivre cette voie mais un traitement si méticuleux de la presse sur trente ans nous aurait empêcher d'analyser les autres types de sources que nous avions trouvées. Nous avons abandonné l'idée d'une étude statistique de la presse[69] et avons donc privilégié la diversité des sources. Nous serons néanmoins très attentive à la typographie, à la place consacrée à un même événement d'un quotidien à l'autre, aux images publiées mais nous nous concentrerons davantage sur l'étude langagière, faisant appel aux compétences de linguiste acquises au cours de notre formation littéraire.

Nous adopterons donc une approche sémantique, lexicale mais aussi philologique et littéraire pour analyser les sources écrites, la presse comme les discours politiques ou les publications mémorielles. Nous serons donc particulièrement attentive au style, souvent hyperbolique, des articles consacrés aux victimes après leurs assassinats. Suivant les traces de Jean-Claude Zancarini, qui a démontré que l'emploi d'une terminologie est étroitement lié au contexte dans lequel évoluent les acteurs[70], nous joindrons également parfois la philologie politique à la textométrie afin de mettre en évidence des tendances diachroniques et saisir ainsi tout l'enjeu de la parole politique dans le traitement de la violence mafieuse[71]. Qu'elle soit médiatique, politique, civile, émise par les dirigeants ou par les proches de victimes, dans le cadre des commémorations, à l'écrit comme à l'oral, la parole est un vecteur essentiel de construction mémorielle. Il sera donc essentiel de voir dans quelle mesure et de quelle manière les différents acteurs participent à l'élaboration d'une narration collective propre à l'antimafia.

Les enjeux de la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia à partir d'un martyrologe

L'analyse croisée de ces sources permettra de faire émerger les représentations des victimes, de s'interroger sur les rôles des différents acteurs et de mettre au jour les

68. Voir KAYSER Jacques, *La quotidien français*, Paris, Armand Colin, 1963.

69. Le corpus iconographique contenu dans les publications mémorielles se prête à l'analyse quantitative et nous ferons donc une étude statistique pour compléter notre analyse des témoignages.

70. Voir ZANCARINI Jean-Claude, « Une philologie politique. Les temps et les enjeux des mots (Florence 1494-1530), in *Laboratoire italien*, n°7, 2007, p. 61-74.

71. Le corpus des sources n'étant pas numérisé, nous n'avons pratiqué la textométrie – sans aide informatique – que sur les comptes-rendus de séances parlementaires.

dynamiques qui travaillent la mémoire publique de la lutte contre la mafia, afin de révéler les étapes du processus de construction mémorielle. La mémoire publique de la lutte contre la mafia étant fondée sur un martyrologe, il apparaît donc nécessaire de se demander quel poids et quel impact ont eu les assassinats de La Torre, dalla Chiesa, Falcone et Borsellino dans ce processus culturel. Tous les quatre étaient des symboles de leur vivant, il est donc pertinent de se demander pourquoi leurs assassinats sont des moments-clefs qui ont influencé l'émergence d'une conscience antimafia et la construction d'une mémoire publique. Ces quatre figures incarnent les coups les plus sévères jamais portés à la mafia. La loi Rognoni-La Torre et l'utilisation judiciaire des repentis, préconisée par dalla Chiesa dès 1981, ont permis à Falcone et Borsellino de mener la première action répressive importante, qui a débouché sur le maxi-procès et la condamnation de tous les chefs de *Cosa nostra*. Comment se sont complétées les actions d'un parlementaire, d'un militaire et de deux magistrats ? Leurs professions ont-elles conditionné leur construction mémorielle ?

Les deux crises de violence mafieuse de 1982 et 1992 ont sans doute favorisé l'émergence d'une conscience civile antimafia mais dans quelle mesure peut-on parler de continuité entre les deux époques ? Les attentats contre Falcone et Borsellino ont suscité une très grande mobilisation civile qui dépasse de loin celle des années 1980. Selon Jacques Le Goff, le « traumatisme collectif » est une notion qui « doit prendre place parmi les formes principales de discontinuité historique[72] » car les grands événements ont en général un effet traumatique sur les peuples et provoquent des interruptions dans l'histoire d'un pays. On pourrait être tenté d'appliquer ce concept de « discontinuité historique » à la situation italienne parce que les massacres de 1992 semblent marquer un tournant fondamental dans les rapports entre une partie de la magistrature, de la politique et de la société[73]. Les assassinats de nos quatre figures ont-ils provoqué un « traumatisme collectif » ? L'essor du mouvement antimafia civil peut-il être considéré comme « discontinuité historique » ? Il est essentiel de s'intéresser aux transformations culturelles de la société suite aux disparitions de ces personnalités importantes. Lors des funérailles des quatre victimes, nous verrons que la population a exprimé son mécontentement envers les autorités et le monde politique, qu'elle considérait comme responsables. Il nous faudra mettre au jour les facteurs de changement (attitude des partis politiques et des institutions, mais aussi des proches de victimes, rôle de l'Eglise) qui ont suscité la révolte

72. LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, *op. cit.*, p. 247-248.

73. De plus, cette période est également cruciale pour l'histoire politique du pays car la crise déclenchée par l'opération « Mains Propres » bouleverse le système du pentapartisme.

d'une partie de la société afin de comprendre pourquoi elle s'est emparée de la mémoire des victimes pour construire le mouvement antimafia. Il sera donc capital de s'interroger sur les raisons de l'engagement civil et, pour ce faire, il faudra prendre en compte l'attitude des proches car la mémoire des victimes est le moteur de leur engagement (comme l'explicite le slogan de l'association *Libera* « la mémoire construit l'engagement »).

Les martyrs de la lutte contre la mafia s'imposent par un processus mémoriel complexe et inégal, suivant la personnalité des victimes, comme des symboles susceptibles de consolider les luttes à venir. Il importe donc de comprendre comment La Torre, Dalla Chiesa, Falcone et Borsellino s'imposent comme les figures de référence des « minorités vertueuses[74] ». D'une part, une étude comparative des différentes représentations nous permettra de mettre en évidence les différentes étapes du processus de construction mémorielle et de voir dans quelle mesure les représentations sont fonctionnelles à la création de modèles capables de guider les citoyens. Nous verrons que leur mémoire, cultivée lors des commémorations et transmise aux jeunes générations, constitue le ferment identitaire qui permet au mouvement antimafia d'être uni et de durer dans le temps.

D'autre part, notre étude des cérémonies commémoratives nous portera à réfléchir sur le rôle des associations dans la construction d'une mémoire publique. Cela nous portera nécessairement à adopter une approche comparatiste pour analyser la « ritualité globale » (rites d'État) et la « ritualité groupale[75] » (commémorations civiles). Après les assassinats de Falcone et Borsellino, une très grande partie de la société revendique les valeurs des deux magistrats. Le slogan « Vos idées marchent avec nos jambes[76] » est éloquent : une frange importante de la population établit une sorte de filiation entre l'héritage mémoriel des deux juges et l'action antimafia. Il convient donc de s'interroger sur les conséquences de la réappropriation civile des valeurs défendues par les victimes. Un examen attentif des différentes formes de commémorations institutionnelles et civiles permettra ainsi de mesurer l'évolution du rapport entre les proches de victimes, une partie de la société et de la classe politique. Les partis accordent-ils une attention égale à la mémoire de ces victimes ? Cette mémoire a-t-elle des effets sur le jeu et les identités politiques ? Est-elle source de dissension entre les partis, les associations et la société ? Est-elle aussi le support d'une instrumentalisation ou d'une appropriation abusive ? Nous développerons ainsi une double perspective d'analyse politique et culturelle.

74. DICKIE John, *Cosa Nostra. Storia della mafia siciliana*, Rome-Bari, Laterza, 2006, p. 401.

75. VISCEGLIA Maria-Antonietta & BRICE Catherine (dir.), *Cérémonial et rituel à Rome. XVI^e^-XIX^e^*, Rome, École française de Rome, 1997, p. 22.

76. « Le vostre idee camminano con le nostre gambe ».

Si notre étude est enracinée dans le local, elle a cependant des implications éminemment nationales. D'une part, la question mafieuse s'impose comme un problème national après les « meurtres excellents » et, d'autre part, la mémoire de l'antimafia, en devenant publique, dépasse la seule communauté de victimes et perd donc sa dimension régionale, comme le démontre l'ambition nationale, désormais affichée, de la plupart des associations. Il est donc crucial de se demander dans quelle mesure cette mémoire publique s'insère dans les mémoires de l'Italie républicaine et avec quelles conséquences. Faire l'histoire de la mémoire de l'antimafia nous permet ainsi de révéler, sous un jour nouveau, un certain nombre de tensions qui caractérisent l'Italie contemporaine. La mémoire de la lutte contre la mafia apparaît donc comme un observatoire privilégié pour examiner les mutations politiques, sociétales et culturelles de l'Italie républicaine.

Axes de recherche

Ces questionnements nous portent à exposer les résultats de notre recherche en trois temps. Nous nous intéresserons tout d'abord au moment des assassinats et à la construction d'une mémoire immédiate. Après avoir présenté le contexte criminel de l'après-guerre aux années 1980 et les réactions politiques face à la violence mafieuse, nous analyserons la crise de violence mafieuse de 1982 et la première phase de mobilisation civile. Puis nous verrons que l'année 1992 constitue un tournant car le système des partis s'effondre et, alors que les institutions sont affaiblies, la mafia élimine de manière spectaculaire Giovanni Falcone et, ensuite, Paolo Borsellino. Nous observerons, à travers l'étude des médias, les effets des crises de violence mafieuse au niveau politique, judiciaire et sociétal. Nous analyserons donc les raisons de la rupture qui se vérifie en 1992 entre une large partie de la société et de la classe politique, ainsi que la constitution d'un mouvement antimafia civil d'une ampleur inédite.

Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons aux commémorations et aux représentations des quatre victimes étudiées. Nous présenterons les initiatives des proches de victimes qui se posent en véritables gardiens de la mémoire, puis nous analyserons les différentes formes de commémorations (institutionnelles et civiles). Une étude croisée des représentations nous permettra ensuite de faire émerger les différentes strates de la construction mémorielle, de la mythification à l'humanisation.

Enfin, nous verrons que la mémoire de l'antimafia, bien qu'institutionnalisée et structurée, est en réalité une mémoire tourmentée. Si la justice est une étape importante

dans le processus de construction mémorielle, dans le cas de l'antimafia, ce sont les manquements de la justice qui conditionnent durablement la construction de la mémoire. Ainsi, dès lors qu'elle devient publique, la mémoire des victimes de la mafia est sujette aux instrumentalisations politiques et les commémorations importantes apparaissent comme le lieu de cristallisation des tensions caractéristiques de l'Italie républicaine.

Partie I

La construction d'une mémoire immédiate des victimes de la lutte contre la mafia en pleine crise de violence mafieuse

> « On meurt généralement parce qu'on est seul ou parce que l'on est rentré dans un jeu qui nous dépasse. On meurt souvent parce que l'on ne dispose pas des alliances nécessaires, parce que l'on est pas soutenu. En Sicile, la mafia frappe les serviteurs de l'État que l'État n'a pas réussi à protéger[1]. »

Dans cette première partie, nous allons voir comment se construit la mémoire immédiate des victimes de la lutte contre la mafia qui seront au cœur de notre travail. Nous commencerons par décrire le contexte criminel sicilien de l'après-guerre aux années 1980 afin de comprendre les dynamiques internes à l'organisation auxquelles se sont heurtées les quatre victimes étudiées. Il nous faudra ensuite analyser les moments plus spécifiques des assassinats et donc l'impact des deux crises de violence mafieuse de 1982, puis de 1992, en observant les réactions médiatiques, politiques et civiles. L'étude de la presse premettra en particulier de faire émerger les constantes des représentations qui posent les premiers jalons de la mémoire des victimes. Enfin, nous verrons dans quelle mesure ces crises de violence mafieuse représentent une « discontinuité historique[2] » qui entraîne une évolution conflictuelle des rapports entre les différents acteurs.

1. « Si muore generalmente perché si è soli o perché si è entrati in un gioco troppo grande. Si muore spesso perché non si dispone delle necessarie alleanze, perché si è privi di sostegno. In Sicilia la mafia colpisce i servitori dello Stato che lo Stato non è riuscito a proteggere. » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra*, Milan, Rizzoli, 2006 [1991], p. 171.
2. LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, *op. cit*., p. 247-248.

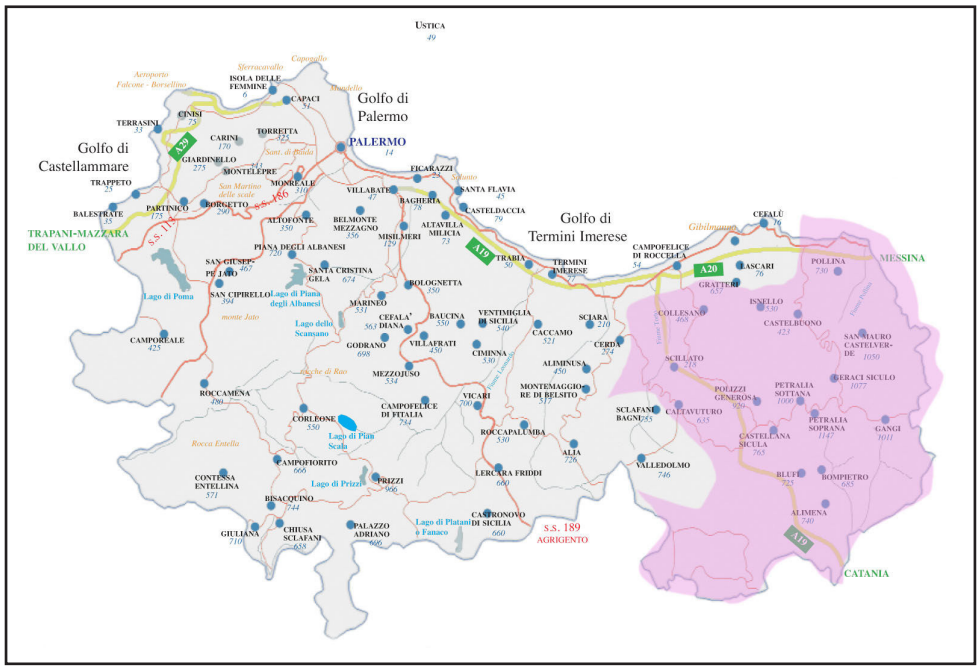
Chapitre 1

Contexte criminel de l'après-guerre aux années 1980

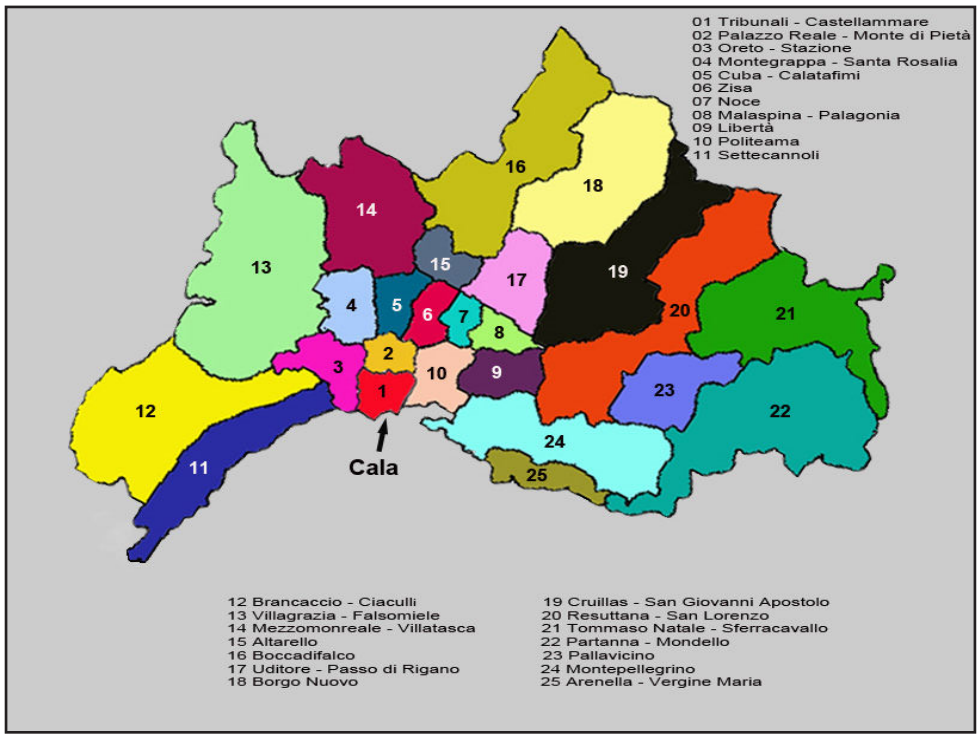


Carte n°1 : Carte de la Sicile[1]

1. http://www.antoniogenna.net/marsala/arrivare.htm



Carte n°2 : Carte de la province de Palerme[2]



Carte n°3 : Carte des quartiers de Palerme[3]

2. http://www.google.fr/imgres?imgurl=http%3A%2F%2Fwww.provincia.palermo.it%2Fprovpa%2F%2Fprovpalermo%2Fallegati%2F3890%2Fcartina%252520provinc%252520madonie.jpg&imgrefurl=http%3A%2F%2Fwww.provincia.palermo.it%2Fpls%2Fprovpa%2Fv3_s2ew_consultazione.mostra_pagina%3Fid_pagina%3D3890&h=1046&w=1538&tbnid=JbBtogl6HhFeeM%3A&zoom=1&docid=XY5KtLdz0q9z5M&ei=KQxiU9C0LMKr0QW0wYCIBQ&tbm=isch&iact=rc&uact=3&dur=1149&page=1&start=0&ndsp=16&ved=0CFgQrQMwAA

3. http://www.google.fr/imgres?imgurl=http%3A%2F%2Fdigilander.libero.it%2Fmpalieimmusiemu%2Fimg%2Fquartieri%252520trasparente%252520colorati.jpg&imgrefurl=http%3A%2F%2Fdigilander.libero.it%2Fmpalieimmusiemu%2Fstoria.html&h=693&w=812&tbnid=_DDDQOpUB-_TyM%3A&zoom=1&docid=WmSmAGxwOG-peM&ei=vg5iU4i3HJL40gWluoCgCA&tbm=isch&iact=rc&uact=3&dur=423&page=1&start=0&ndsp=18&ved=0CF4QrQMwAg

L'historiographie récente ayant permis d'établir les mécanismes de fonctionnement internes aux familles mafieuses ainsi que les modalités d'exercice de leur contrôle du territoire[4], nous allons nous concentrer sur une analyse du contexte criminel de l'après-guerre aux années 1980 afin de comprendre les enjeux des « *omicidi eccellenti*[5] », qui sont au cœur de notre recherche. Nous avons choisi d'explorer trois axes transversaux : la présentation des principales familles mafieuses et de leurs chefs ; l'examen des dynamiques internes à l'organisation et de leurs mutations ; l'étude du rapport de la classe politique et de la presse à la violence mafieuse.

Mafia et politique dans les années 1960-1970

La « première guerre de mafia »

Une guerre pour le contrôle du centre de Palerme

Le début des années 1960 a été marqué par une série de conflits, conséquence des nouveaux enjeux économiques qui entraînent des mutations internes à l'organisation et touchent tant Palerme que sa province. À Corleone, les jeunes *picciotti*[6] emmenés par Luciano Leggio se débarrassent en 1958 du docteur Michele Navarra, chef de la *cosca*[7] locale[8]. Entre 1955 et 1963, la guerre fait rage entre les *cosche* palermitaines de la Zisa et d'Acquasanta pour le contrôle des marchés du poisson et de la boucherie, et débouche sur une sorte de monopole mafieux dans ces filières. Dans le même temps, entre 1957 et 1963, les familles mafieuses de Tommaso Natale et de Sferracavallo se disputent le contrôle du territoire dans la zone septentrionale de la ville[9], dont l'expansion est actée par le plan régulateur de 1956 qui prévoit la jonction entre Sferracavallo et Mondello. À ces trois conflits, s'ajoute une « guerre éclair[10] » très meurtrière qui dure à peine six mois[11] mais qui passe à l'histoire sous le nom de « première guerre de mafia ». Toutefois, cette expression est hyperbolique puisque le conflit est « un élément endémique du phénomène

4. Voir les références bibliographiques citées en introduction.

5. Que l'on traduira par « meurtres excellents ». Cette expression s'utilise pour qualifier l'assassinat d'un représentant de l'État. Nous pouvons aussi utiliser le syntagme « cadavres exquis », en se référant plus spécifiquement aux victimes. Cette expression vient du film de Francesco Rosi *Cadaveri eccellenti* (inspiré du roman de Leonardo Sciascia *Il contesto* publié en 1971) sorti en 1976 a été traduit ainsi en français.

6. Dans la hiérarchie mafieuse, les « *picciotti* » sont les soldats, les hommes de main.

7. La *cosca* est la famille mafieuse, liée à un territoire donné. Plusieurs *cosche* forment un *mandamento*.

8. Nous traiterons à part cette guerre dans le cadre de la conquête de l'hégémonie par les Corléonais.

9. COCO Vittorio, *La mafia palermitana. Fazioni, risorse, violenze (1943-1993)*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2010, p. 39-40.

10. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia*, Bruxelles, Complexes, 1994, p. 211.

11. De décembre 1962 à fin juin 1963.

mafieux[12] » depuis sa naissance, dans la deuxième moitié du XIX[e]. Les protagonistes de cette explosion de violence sont d'une part la famille Greco[13] et de l'autre, les frères Angelo et Salvatore La Barbera[14]. Pendant longtemps, ce conflit a été interprété, à tort, comme le fruit d'une opposition de valeurs entre la vieille et la nouvelle mafia, entre la mafia traditionnelle opposée au trafic de drogue et les parvenus qui, grâce au narcotrafic, auraient gravi les échelons de la hiérarchie mafieuse. Or, si à terme la guerre a pour objectif la domination du centre de Palerme, le conflit éclate à cause d'une affaire de drogue qui concernait tous les participants. Cesare Manzella, *boss* de Cinisi, organise une livraison d'héroïne vers les États-Unis et les Greco comme les La Barbera financent l'opération, confiée à Calcedonio Di Pisa. Les analyses divergent quant au problème survenu lors de la livraison : pour John Dickie[15], il manquait de la drogue à la réception aux États-Unis tandis que selon Vittorio Coco[16], Di Pisa aurait détourné de l'argent en prétextant avoir été berné par les trafiquants. La commission provinciale de *Cosa nostra*[17] se réunit pour statuer sur le sort de Di Pisa. Ce dernier est absous, mais la sentence ne convient pas aux La Barbera qui auraient décidé de se faire justice en exécutant Di Pisa. Puis *Chicchiteddu* Greco aurait sanctionné le non-respect de la décision de la commission en supprimant Salvatore La Barbera. À partir de janvier 1963, les crimes, fusillades et autres attentats s'enchaînent au point que les journalistes comparent Palerme au Chicago des années 1920[18]. Les membres de la famille Greco vont jusqu'à Milan pour débusquer Angelo La Barbera et le faire tomber dans un guet-apens. Malgré les six projectiles reçus, le chef mafieux s'en sort miraculeusement ; il est placé en détention après son hospitalisation et sera assassiné en prison en 1975.

Le massacre de Ciaculli

Le conflit atteint son paroxysme le 30 juin 1963, lorsque deux Alfa Romeo Giulietta explosent dans les environs de Palerme, une à Villabate devant le garage appartenant au chef mafieux local et une autre à Ciaculli. Cette deuxième voiture était

12. « Un fenomeno endemico del fenomeno mafioso » in COCO Vittorio, *La mafia palermitana*, *op. cit*., p. 39.

13. La famille Greco est une véritable dynastie mafieuse qui était divisée en deux branches : les Greco de Croceverde Giardini et ceux de Ciaculli, deux bourgades au sud de Palerme. Dans l'immédiat après-guerre, les deux branches se livrèrent une guerre sans merci à laquelle même les femmes de la famille participèrent. Il semble que ce soit finalement la raison qui ait primé et les deux familles se regroupent sous la direction des deux cousins Salvatore Greco de Ciaculli, l'un dit « Chicchiteddu » et l'autre dit « l'ingénieur » (voir LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia des origines à nos jours*, Paris, Flammario, 1999, p. 242-244). Ils guident donc la *cosca* des Greco depuis les années 1950.

14. L'ascension des frères La Barbera, fils d'un petit commerçant palermitain non lié à la mafia, entraîne la montée en puissance de la *cosca* du centre de Palerme dont ils ont pris le contrôle après s'être rapproché de la famille Porcelli dans les années 1950.

15. DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia*, Rome-Bari, Laterza, 2006, p. 327.

16. COCO Vittorio, *La mafia palermitana*, *op. cit*., p. 41.

17. Composée à l'époque entre autre de Salvatore La Barbera, Cesare Manzella, Rosario Mancino et présidée par Salvatore « *Chicchiteddu* » Greco.

18. DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia, op. cit.,* p. 324.

apparemment destinée à *Chicchiteddu* Greco mais, victimes d'une crevaison, les mafieux l'ont abandonnée au bord de la route. Suite à un appel signalant la présence suspecte du véhicule accosté, quatre carabiniers ainsi que deux artificiers militaires et un policier interviennent. Alors qu'ils pensaient avoir désamorcé la bombe, la voiture explose lors de l'ouverture du coffre, causant la mort des sept membres des forces de l'ordre[19]. La justice n'a jamais pu condamner les coupables de l'attentat et, encore aujourd'hui, il y a plusieurs hypothèses. Tommaso Buscetta[20], affilié à la famille de Porta Nuova du centre de Palerme, puis repenti à partir de 1984, est indiqué par John Dickie comme étant à l'origine du massacre de Ciaculli[21]. Toutefois, l'autre hypothèse est justement la version donnée par Buscetta lors de ses interrogatoires avec le juge Giovanni Falcone et reprise lors du maxi-procès. Selon lui, le fauteur de trouble serait le *boss* Michele Cavataio, de la *cosca* d'Acquasanta, qui sera assassiné pour cela en 1969. Il aurait profité de la situation pour tuer Di Pisa et aurait également organisé la disparition par *lupara bianca*[22] de Salvatore La Barbera pour mettre la zizanie entre les deux *cosche*. Les homicides suivants auraient donc été causés par un mécanisme de vengeance mutuelle. Il nous est impossible de trancher entre ces deux versions mais il est sûr que la situation échappait aux deux parties. Après le déchaînement de violence et d'actions spectaculaires – on compte au moins deux attentats à la voiture piégée en plus de ceux du 30 juin 1963 – le massacre de Ciaculli marque un « point de non retour[23] » : « le massacre fait (enfin) de la mafia un problème d'ordre public[24] ». Dans les jours suivants, les forces de l'ordre réalisent le plus grand coup de filet depuis l'époque fasciste avec près de 2000 arrestations[25]. Une nouvelle loi est créée afin de renforcer les mesures d'assignation à résidence pour les mafieux en 1965. La commission provinciale de *Cosa nostra* est dissoute et les *boss* fuient pour échapper à la justice. Beaucoup d'entre eux, comme Buscetta, partent en Amérique pour se faire oublier. Les nombreuses arrestations et l'instruction du juge Cesare Terranova amènent quelques 114 mafieux sur le banc des accusés lors du procès de Catanzaro qui s'ouvre fin 1968. Toutefois, ce procès qui devait être le signal de l'inflexibilité de l'État se solde par une vague d'acquittements et quelques condamnations qui apparaissent, au final, comme symboliques car elles frappent les principaux chefs : Tommaso Buscetta,

19. Nous verrons plus en détail l'émoi suscité par l'événement en étudiant les réactions du monde politique.

20. Au début du conflit, Buscetta était du côté des La Barbera puis, sentant le vent tourner, il aurait décidé de soutenir les Greco. Cette versatilité serait à l'origine du sentiment de défiance des Corléonais envers Buscetta et expliquerait ainsi le déchaînement de violence dont sa famille a été victime pendant la deuxième guerre de mafia.

21. DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia*, p. 330-333.

22. Ce terme s'utilise lorsque l'on suppose qu'il y a eu meurtre mais que le corps n'a jamais été retrouvé.

23. DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia*, p. 324.

24. « La strage fa della mafia (finalmente) un problema di ordine pubblico » in LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale. Intervista sulla storia della mafia*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 113.

25. DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia*, p. 335.

Pietro Torretta, Salvatore *Chicchiteddu* Greco et Angelo La Barbera. La première guerre de mafia bouleverse également la représentativité des territoires à l'intérieur de *Cosa nostra* : lorsque la *cupola*[26] reprend du service au début des années 1970, la *cosca* du centre de Palerme est dissoute. Les familles issues de ce territoire ne participent plus à la direction de l'organisation et perdent donc leur influence. Elles seront ensuite éliminées par les Corléonais lors de la deuxième guerre de mafia[27].

La création de la Commission d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile

Une requête de la gauche

La première crise de violence mafieuse oblige le monde politique à instituer véritablement la Commission d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile[28], que les forces de gauche réclamaient depuis 1948 mais dont la création n'avait été approuvée qu'en décembre 1962. Cependant, après le massacre de Ciaculli le 30 juin 1963, la Commission ne s'est encore pas réunie une seule fois[29]. Il a donc fallu quinze ans de débat et trois législatures pour que l'Italie adopte enfin la proposition de loi émanant des parlementaires de gauche. Le premier rapport de la Commision antimafia[30], paru en 1976, soit treize ans après le début des travaux, retrace – de manière quelque peu idéalisée – le long débat parlementaire qui a porté à son institution. Voyons donc quelles en ont été les étapes principales.

En 1948, le climat politique est très tendu en raison de l'anticommunisme qui prend pied en Italie au moment où se mettent en place les équilibres internationaux de la guerre froide[31]. Tout d'abord, suite au mouvement d'occupation des terres non cultivées au sortir de la guerre, les syndicalistes de gauche sont victimes de représailles

26. La « *cupola* » est la commission régionale mise en place à la fin des années 1950 et reconstituée dans les années 1970. Elle rassemble les boss mafieux les plus importants de *Cosa nostra* et sert à régler les conflits internes afin d'éviter les guerres intestines. Après la prise de pouvoir des Corléonais, cette instance de commandemant perd sa dimension collégiale.

27. COCO Vittorio, *La mafia palermitana*, *op. cit.,* p. 45-46.

28. Que nous appellerons désormais Commission antimafia.

29. Les parlementaires de l'opposition soulignent le manque de volonté politique du gouvernement en matière de lutte contre la mafia et de compréhension du phénomène. Voir Séance au Sénat du 1er juillet 1963, interventions d'Umberto Terracini (PCI) et de Simone Gatto (PSI), p. 118.

30. *Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia. Relazione conclusiva*, 1976. Comme nous le verrons plus tard, ce rapport est en réalité divisé en trois parties : un rapport de la majorité (DC-PLI-PRI) et deux rapports de la minorité (MSI et PCI-PSI).

31. La situation internationale influence fortement la politique intérieure italienne. Le PCI fait beaucoup de concessions pour ne pas rompre l'union anti-fasciste à l'Assemblée Constituante mais depuis la libération, les États-Unis ont une stratégie nettement anti-communiste. En janvier 1947, le président Truman lance un ultimatum à De Gasperi (Président du conseil, DC) : l'aide américaine pour la reconstruction, le plan Marshall, ne sera pas versée tant que les communistes seront au gouvernement. Les socialistes et les communistes du gouvernement sont exclus du gouvernement le 31 mai 1947. Le quatrième gouvernement De Gasperi, premier gouvernement monocolore de la DC (Démocratie chrétienne), marque le début du centrisme.

mafieuses et des dizaines d'entre eux sont assassinés entre 1946 et 1948[32]. De plus, les résultats des premières élections régionales siciliennes le 20 avril 1947, remportées par la coalition de gauche, risquent d'avoir des répercussions au niveau national et de déstabiliser l'équilibre international[33]. C'est pourquoi les forces conservatrices décident de mettre un frein à la progression communiste en utilisant le banditisme et la mafia comme une arme politique, lors du massacre de Portella della Ginestra[34], le 1er mai 1947. Le bandit Giuliano et ses acolytes[35] tirent sur les familles venues célébrer la fête du travail dans la plaine de Portella. Ce massacre a une dimension éminemment politique car les victimes sont des communistes et les exécutants sont proches des milieux atlantistes, séparatistes et monarchiques[36]. Il s'agit donc d'un événement-clé qui cristallise toute la complexité du climat national et international de l'époque. Il est considéré comme le premier acte de terrorisme politique de l'Italie républicaine et apparaît comme un traumatisme originel pour les forces de gauche italiennes qui n'ont de cesse de demander des comptes au gouvernement démocrate-chrétien, d'où les affrontements à répétition avec le ministre de l'Intérieur Mario Scelba, considéré comme un des commanditaires du massacre. Cependant, l'idée de créer une commission antimafia n'est lancée qu'après les élections de 1948 qui marquent officiellement le début du centrisme même si, en réalité, le « bipartisme imparfait[37] » qui caractérise le système politique italien est mis en place dès fin mai 1947, lorsque la DC rompt l'alliance antifasciste en excluant les forces de gauche du gouvernement national, condamnant ainsi le Parti Communiste (PCI) à n'être qu'un parti d'opposition. On

32. Le Rapport de la majorité de la commission antimafia dresse une liste de 45 victimes. Voir *Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia. Relazione conclusiva*, 1976, p. 154-155.

33. Dans le contexte de la guerre froide, la victoire de la gauche aux élections siciliennes en avril 1947 bouleverse l'équilibre préétabli à Yalta et effraie les Américains. L'activité anti-communiste de leurs services secrets s'intensifie : la Sicile est considérée par les Américains comme un laboratoire d'une lutte contre le communisme à mener au niveau mondial. Sur le lien entre Portella della Ginestra et l'exclusion des socialistes et des communistes du gouvernement voir SANTINO Umberto, *La democrazia bloccata. La strage di Portella della Ginestra e l'emarginazione delle sinistre*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007.

34. Bourgade de la province de Palerme. Sur les dynamiques du massacre de Portella della Ginestra, voir CASARRUBEA Giuseppe, *Storia segreta della Sicilia. Dallo sbarco alleato a Portella della Ginestra*, Milan, Bompiani, 2005 et *Portella della Ginestra. Microstoria di una strage di Stato*, Milan, Franco Angeli, 2002 ainsi que BARONI Paola et BENVENUTI Paolo *Segreti di Stato dai documenti al film*, Rome, Fandango, 2003 et le film *Segreti di Stato*, réalisé par Paolo Benvenuti en 2003.

35. Grâce aux récents travaux de Giuseppe Casarrubea, basés sur les archives de l'OSS (*Office of Strategic Service*, aïeul de la CIA), il est attesté que des brigades néofascistes, guidées entre autres par Junio Valerio Borghese, ont participé au massacre. Elles étaient alors utilisées par les Américains pour enrayer la progression du communisme en Italie. Alors que Salvatore Giuliano et ses troupes auraient tiré au-dessus de la foule pour l'effrayer, les brigades néofascistes auraient visé les participants de la fête. Le bilan officiel est de onze morts et vingt-sept blessés mais il semble qu'il ait été fortement sous-évalué.

36. Le bandit Salvatore Giuliano était colonel de l'EVIS (armée volontaire pour l'indépendance de la Sicile) et il avait des sympathies monarchistes (sur la figure de Salvatore Giuliano voir VASILE Vincenzo, *Salvatore Giuliano. Un bandito a stelle e strisce*, Milan, Baldini Castoldi Dalai editore, 2004). En ce moment crucial de passage à la République, il apparaît que des chefs mafieux de premier plan adhéraient au MIS (le mouvement pour l'indépendance de la Sicile). Selon Salvatore Lupo, « pour la première et la dernière fois, la mafia, au lieu de s'insérer dans un appareil de pouvoir, semble vouloir contribuer directement à une hypothèse politique. » (in LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia des origines à nos jours*, op. cit., p. 234). L'aventure séparatiste (1944-1946) a certainement mis en contact Giuliano avec des membres éminents de la mafia et l'anticommunisme a été un élément structurant qui a rapproché le banditisme et la mafia de la Démocratie Chrétienne.

37. GALLI Giorgio, *Il bipartitismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1966.

peut donc supposer que les forces de gauche ont attendu d'être définitivement dans l'opposition pour demander à ce que toute la lumière soit faite sur les événements tragiques qui ont marqué l'après-guerre et mettre ainsi le sujet au cœur du débat public. Les débats parlementaires autour de la création d'une commission antimafia, dans un premier temps, sont donc suscités par les épisodes criminels impliquant le banditisme et la mafia.

Le 13 septembre 1948[38], explicitant une question au gouvernement, Giuseppe Berti (PCI) propose d'instituer une commission d'enquête parlementaire, qui apparaît comme la seule solution pour comprendre la situation sicilienne. Au Sénat, le débat se concentre également sur le banditisme[39] et sur la mafia, utilisés par une partie du pouvoir en place comme une arme politique. Le 22 juin 1949, le sénateur Giuseppe Casadei (PSI) dénonce l'action anticommuniste du banditisme et de la mafia, dont le massacre de Portella représente le point culminant, et demande la démission du ministre Scelba. Face à l'inflexibilité du ministre qui juge inutile l'institution d'une commission d'enquête parlementaire[40], le sénateur Girolamo Li Causi (PCI) explicite et dénonce ce qu'il considère comme une « tactique politique[41] » :

> Faisons agir Giuliano contre les communistes et le mouvement prolétaire. Ainsi, le banditisme fait écran à la mafia ; le banditisme et la mafia font écran aux partis politiques. Si ce sont les bandits qui agissent, il est facile pour Scelba de soutenir que les crimes ne sont pas politiques et que la responsabilité incombe exclusivement aux bandits[42].

Les socialistes partagent la même conviction que les communistes et soutiennent la proposition d'institution d'une commission d'enquête parlementaire, qui apparaît comme le seul « remède[43] » possible à la « maladie[44] » qui ronge la Sicile depuis l'après-guerre. Ainsi, le débat parlementaire qui a cours pendant la première législature met en

38. Et non le 14 septembre 1948, comme il est écrit dans le rapport conclusif de la majorité (p. 4).

39. Salvatore Giuliano est encore en cavale à ce moment-là et les forces de gauche supposent qu'il profite d'une certaine protection du pouvoir en place. Jusqu'à sa mort, en juillet 1950, il sera omniprésent dans le débat parlementaire, liant ainsi le thème du banditisme à celui de la mafia.

40. « Une commission pour quoi faire ? » (« Una commissione per che cosa? ») : Séance au Sénat du 22 juin 1949, intervention de Mario Scelba (ministre de l'Intérieur, DC), p. 8621.

41. « Tattica politica » : Séance au Sénat du 23 juin 1949, intervention de Girolamo Li Causi (PCI), p. 8635.

42. « Facciamo agire Giuliano contro i comunisti e il movimento proletario. Così la mafia ha per schermo il banditismo; i partiti politici hanno per schermo mafia e banditismo. Se sono i banditi ad agire è facile sostenere a Scelba che i delitti non sono politici e che la responsabilità è tutta dei banditi. » : *Ibidem*.

43. « Rimedio » : Séance au Sénat du 23 juin 1949, intervention d'Italo Sinforiani (DS), p. 8656.

44. « Malattia » : *Ibid*., intervention de Pietro Adinolfi (PSI), p. 8639.

évidence la volonté des partis de gauche d'enquêter sur le lien organique entre mafia, banditisme et pouvoir politique comparé à la sacrosainte trinité[45] par Gaspare Pisciotta[46], lors du procès de Viterbo pour le massacre de Portella.

Pendant la deuxième législature, la demande des parlementaires de gauche se fait de plus en plus insistante, avec la volonté assumée de faire toute la lumière sur les collusions entre le banditisme, la mafia et le pouvoir politique. Dans la seconde moitié de la législature, à partir de 1956, les choses changent car la mafia est perçue comme un phénomène propre et non plus en fonction de ses liens avec le banditisme. On peut trouver plusieurs raisons à cela, d'une part la fin de l'affaire Giuliano et de ses retombées médiatiques et d'autre part, la recrudescence de la violence mafieuse à Palerme. En effet, à cette époque, la mafia palermitaine est en pleine évolution puisqu'elle se lance dans le trafic international de stupéfiants, ce qui bouleverse les équilibres internes et déclenche plusieurs conflits meurtriers. En novembre 1956, le député communiste Giuseppe Berti (PCI) propose à nouveau de créer une commission d'enquête parlementaire, mais portant cette fois « sur les crimes de la mafia et sur la situation de la sécurité publique en Sicile[47] ». Cependant, les forces de gauche sont isolées dans l'hémicycle puisque les autres partis ne se prononcent pas ou nient même farouchement l'existence de la mafia, jusqu'au plus haut niveau de l'État :

> On peut fermement affirmer qu'il n'existe pas en Sicile une véritable organisation mafieuse qui se nourrirait de causes économiques, politiques et sociales et qu'il faudrait rechercher et éliminer, comme le pensent les députés ayant posé la question au gouvernement ; mais il existe uniquement des repris de justice qui réussissent à s'assurer l'impunité à travers des actes d'intimidation[48].

Cette intervention du démocrate-chrétien Vittorio Pugliese, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, est emblématique du dialogue de sourds qui se déroule au Parlement lorsque la mafia est évoquée.

45. « Nous sommes un seul corps, bandits, police et mafia, comme le père, le fils et le saint esprit » in LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia*, *op. cit.,* p. 239. Cette expression est reprise à la Chambre par Lelio Basso (PSI) pour dénoncer les complicités policières dont les bandits ont bénéficié et mettre en évidence la connivence des élites locales : « Mafia, banditisme et police constituent une trinité […] au service des classes dominantes locales. » (« Mafia, banditismo e polizia costituiscono una trinità […] al servizio delle classi dominanti locali. ») : Séance à la Chambre du 18 octobre 1951, intervention de Lelio Basso (PSI), p. 31872.

46. Bras droit de Salvatore Giuliano, il l'a trahi et attiré sur le lieu du guet-appens qui lui coûte la vie (sur les circonstances troubles qui entourent la mort de Salvatore Giuliano, voir CASARRUBEA Giuseppe et CEREGHINO Mario José, *La scomparsa di Salvatore Giuliano. Indagine su un fantasma eccellente*, Milan, Bompiani, 2013). Pisciotta est assassiné à son tour en prison, empoisonné par un café à la strychnine en 1954.

47. « Sui delitti della mafia e sulla situazione della pubblica sicurezza in Sicilia », Séance à la Chambre du 27 novembre 1956, intervention de Giuseppe fu Angelo Berti (PCI), p. 29344.

48. « Può decisamente affermarsi che non esiste in Sicilia una vera e propria organizzazione mafiosa alimentata da cause economiche, politiche e sociali da ricercare ed eliminare, come ritengono gli onorevoli interpellanti ; ma esistono soltanto singoli pregiudicati che riescono ad assicurarsi l'impunità attraverso azioni intimidatorie. », *Ibid*., intervention de Vittorio Pugliese (DC, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur), p. 29352.

C'est donc pendant la troisième législature que le sujet suscite un réel débat. En novembre 1958, alors que les équilibres internes à *Cosa nostra* sont en pleine mutation[49], les socialistes décident de provoquer le débat en publiant, simultanément au Sénat et à la Chambre, deux propositions de loi[50] suggérant l'institution d'une « commission d'enquête parlementaire sur le phénomène de la mafia en Sicile[51] ». Pour la première fois, du moins dans la dénomination, les collusions entre les diverses formes de criminalité et le pouvoir politique s'effacent devant la mafia, qui devient le véritable objet d'étude. Toutefois, cette proposition est loin de susciter l'enthousiasme général et il faut encore attendre trois ans avant que le texte ne soit examiné, à partir du 26 avril 1961, au cours d'un débat « tourmenté et difficile[52] » qui n'aboutit pas. En mars 1962, alors que la première guerre de mafia fait rage, l'Assemblée régionale sicilienne[53] vote une motion demandant au Parlement national d'instituer une commission d'enquête. Cette motion permet de relancer le débat, interrompu un an auparavant. Pour reprendre l'analyse de Salvatore Lupo, « la constitution de la Commission est le signe d'une difficulté des forces de gouvernement face à la violence mafieuse, mais c'est également l'effet de la présence des socialistes dans le gouvernement de centre gauche[54] ». Les parlementaires socialistes et communistes réaffirment les fonctions de la commission : mettre au jour les collusions qui renforcent le pouvoir mafieux au niveau local et fournir des pistes de réformes judiciaires afin de pouvoir lutter efficacement contre la mafia. Ainsi, suivant les principes énoncés par l'article 82 de la Constitution de 1948[55], la Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile est instituée par un vote à bulletin secret, avec 478 votes pour et 35 contre, le 12 décembre 1962. Cependant, la commission ne siègera qu'après la première guerre de mafia.

49. Le docteur Michele Navarra, *boss* de la *cosca* de Corleone, a été assassiné en août 1958 par ses gachettes, Luciano Leggio, Totò Riina et Bernardo Provenzano.

50. Proposition n°280/S du sénateur Ferruccio Parri (PSI) et proposition de loi n°609/C du député Vincenzo Gatto (PSI) : voir le rapport de la majorité DC, 1976, p. 21. Le texte de la proposition de loi n°280/S est reporté en plein dans la note 6, p. 23-24.

51. *Ibidem*.

52. *Ibid*., p. 21.

53. Que nous appellerons désormais ARS.

54. « La costituzione della Commissione è il segno di una difficoltà delle forze di governo di fronte alla violenza mafiosa, ma nello stesso tempo è l'effetto della presenza dei socialisti nel governo di centrosinista. » in LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale. Intervista sulla storia della mafia*, *op. cit*., p. 114.

55. « Chaque Chambre peut diligenter des enquêtes sur des sujets d'intérêt public. Dans ce but, elle nomme, parmi ses membres, une commission formée de façon à respecter la proportion des différents groupes. La commission d'enquête procède aux enquêtes et aux interrogatoires avec les mêmes pouvoirs et les mêmes règles que l'autorité judiciaire. » (« Ciascuna Camera può disporre inchieste su materie di pubblico interesse. A tale scopo nomina fra i propri componenti una commissione formata in modo da rispecchiare la proporzione dei vari gruppi. La commissione d'inchiesta procede alle indagini e agli esami con gli stessi poteri e le stesse limitazioni dell'autorità giudiziaria. ») in *Costituzione italiana*, Turin, Einaudi, 2005, p. 22.

Le malaise de la classe politique face à la violence

Le statut des victimes du massacre de Ciaculli – des représentants de la loi – oblige la classe politique à traiter le sujet de la violence mafieuse. Au lendemain de cet événement, les réactions des élus lors des séances parlementaires nous livrent des indices précieux pour comprendre comment la classe politique appréhende la question mafieuse au début des années 1960. À travers l'étude du lexique employé, on sent émerger deux façons distinctes de faire face au problème. Si les forces de gauche et le MSI[56] utilisent une terminologie spécifique, les démocrates-chrétiens semblent être en difficulté, comme en témoigne le recours à des usages langagiers génériques.

Les forces de gauche[57] et le MSI, pour des raisons certes différentes, s'insèrent dans une tradition politique de lutte contre la mafia. Les députés du MSI s'inscrivent dans la continuité idéologique du fascisme et sont favorables à une politique fortement répressive à l'encontre de la mafia, qu'ils perçoivent comme une sorte de contre-pouvoir face à l'État centralisé. Cesare Mori, nommé préfet de Trapani en 1924 puis de Palerme en 1925 par Benito Mussolini pour combattre la mafia, fut rebaptisé le « préfet de fer » pour la dureté de la répression engagée contre *Cosa nostra*[58]. Il mena également une offensive morale pour sensibiliser la société au problème mafieux et tenter de réduire le consensus autour de la mafia en la démythifiant[59]. La revendication de l'héritage fasciste[60] conduit ainsi les députés du MSI à employer le terme mafia sans trop de détours[61] pour qualifier le phénomène criminel.

Cependant, les forces de gauche sont celles qui nomment le plus franchement la mafia dans les débats parlementaires. Cette parole libérée est également le résultat d'une histoire, celle des luttes sociales. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, les syndicats socialistes et communistes ont combattu l'influence de la mafia sur différents fronts, pour défendre tant les droits des mineurs contre les exploitants soutenus par la mafia et le gouvernement que ceux des ouvriers agricoles contre les propriétaires terriens qui employaient des mafieux pour défendre leurs terres. La récupération par les forces de gauche de cette

56. Mouvement Social Italien, parti néofasciste.

57. Parti Socialiste Italien (PSI) et Parti Communiste Italien (PCI)

58. Cesare Mori, aidé par des pouvoirs de coordination exceptionnels, inaugure des « méthodes musclées » pour lutter contre la mafia : « La police n'hésitait pas à pratiquer l'arrestation des femmes, enfants ou parents des individus recherchés jusqu'à obtention de leur reddition. […] Prises d'otages, déportations, et dans certains cas, vraisemblablement recours à la torture, le préfet Mori ne lésina pas sur les moyens, se révélant parfaitement à son aise dans le contexte policier de construction de l'État totalitaire. » in MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia*, *op. cit.*, p. 151-152.

59. Voir discours de Mussolini à la Chambre des députés en 1927 : « Je voudrais que cette association de malfaiteurs soit dépouillée de la fascination qu'elle exerce et de la réputation poétique qu'elle ne mérite absolument pas. » in MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia*, *op. cit.*, p. 154.

60. Voir Séance au Sénat du 6 mai 1971, intervention de Luigi Picardo (MSI), p. 23922.

61. Voir annexes, fig. 1. Tous les graphiques sont disponibles dans le volume d'annexes.

tradition de lutte contre la mafia – étroitement liée aux combats sociaux ayant marqué l'histoire de la Sicile, des *Fasci siciliani* (1891-1894) au massacre de Portella della Ginestra (1947) – constitue un cadre qui légitime leur discours et leur permet de s'arroger le statut d'ennemis historiques de la mafia, comme l'affirme Pio La Torre dans l'introduction du rapport de la minorité PCI de la commission antimafia, cosigné par les socialistes et publié en 1976 :

> Les communistes, comme tout le monde sait, ont payé un lourd tribut pour la lutte contre la mafia. Après s'être battus pour la constitution de la Commission d'enquête parlementaire, les communistes sont la seule force politique qui a collaboré, dès le début, avec la commission en lui fournissant des documents et des rapports[62].

Les dizaines de syndicalistes de gauche assassinés, en particulier pendant l'occupation des terres non cultivées, deviennent une caution morale qui justifie ultérieurement l'engagement des parlementaires socialistes et communistes contre la mafia. Ceux-ci ne se limitent pas seulement à dénoncer le phénomène mafieux, ils mettent l'accent – preuves à l'appui – sur les connivences entretenues par la mafia avec certains partis, surtout avec la Démocratie Chrétienne. Pour le dire avec Salvatore Lupo, « le problème est que dans les années 1950 l'image de la mafia est élaborée exclusivement à travers le filtre de la politique et dans une logique d'opposition très forte[63] ». La lutte contre la mafia devient ainsi un sujet qui polarise le débat politique et favorise l'affrontement des deux partis.

L'étude des séances parlementaires au lendemain d'épisodes violents dont les victimes sont des représentants de l'État nous permet d'analyser de manière diachronique l'évolution du langage politique à propos de la question mafieuse. Dans les comptes rendus des séances à la Chambre et au Sénat du 1er juillet 1963, suite au massacre de Ciaculli, on note l'utilisation systématique des guillemets autour du mot « mafia[64] ». Cet indice important révèle le malaise d'une partie de la classe politique face à la question mafieuse au début des années 1960. L'utilisation des guillemets démontre à quel point le phénomène est encore abstrait car méconnu du grand public mais aussi d'une partie de la classe politique, d'où une remise en question constante de son existence. D'autre part, les guillemets semblent également être un outil politique pour nuancer les accusations

62. « I comunisti, com'è noto, hanno pagato un prezzo altissimo alla ltta contro la mafia. Dopo essersi battuti per la costituzione della Commissione parlamentare d'inchiesta, i comunisti sono la sola forza politica che abbia collaborato, sin dall'inizio, con la commissione fornendole numerosi documenti e relazioni. » in *Mafia e potere politico*, Rome, Editori riuniti, 1976, p. 7.

63. « Il problema è che negli anni Cinquanta l'immagine della mafia viene elaborata esclusivamente attraverso la lente della politica e in una logica fortissima di shcieramento. » in LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale, op. cit.,* p. 101.

64. « Cet instrument ignoble qu'est la "mafia" dans les combats politiques. » (« Questo ignobile strumento che è la "mafia" nelle competizioni politiche. »): Séance à la Chambre du 1er juillet 1963, intervention de Pietro Ingrao (PCI), p. 147.

portées par les partis de gauche à l'encontre de la DC, tenue pour responsable du retard dans la mise en place de la Commission antimafia. Toutefois, cette pratique disparaît par la suite. Les guillemets ne sont plus utilisés en mai 1971[65], après l'assassinat du procureur Pietro Scaglione[66], mais cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait un consensus politique à propos de l'utilisation du vocabulaire spécifique.

L'étude textométrique des comptes rendus de séances parlementaires nous a permis de mettre en évidence les disparités des usages langagiers propres à chaque parti politique (voir fig. 1 et 2[67]). Cette analyse quantitative démontre que le MSI et surtout les partis de gauche (PCI et PSI) utilisent le plus souvent une terminologie spécifique[68] (le substantif *mafia* et l'adjectif *mafieux*) alors que la DC recourt à un lexique générique (« délinquance[69] », « criminalité[70] »), comme en témoignent les discours au Parlement du ministre de l'Intérieur Mariano Rumor (DC) après le massacre de Ciaculli. Ce dernier entretient le flou autour de la mafia (« cette manifestation inqualifiable de délinquance[71] »), refusant ainsi de qualifier la nature criminelle de l'acte et de son auteur. Cependant, s'agissant d'un attentat à la voiture piégée, il ne peut passer sous silence le contexte de la première guerre de mafia et parle d'un « épisode rentrant dans le climat et le cadre de cette habitude de criminalité scélérate connue sous le nom de "mafia"[72] ». L'emploi des termes *délinquance* et *criminalité* est un choix politique de la DC qui a pour effet de nier la spécificité criminelle de la mafia – soit son caractère structuré et centralisé – pour en faire un phénomène de délinquance banal, accréditant ainsi la thèse de l'inexistence d'une forme de criminalité spécifique. Cet argumentaire, typiquement « sicilianiste », qui reprend le paradigme criminel de la délinquance pour atténuer la vision de la mafia comme une forme de criminalité organisée, en lien avec pouvoir politique, n'a en réalité rien de neuf, puisqu'on le trouve déjà au XIX^{e} siècle[73]. De plus, le lexique générique utilisé également pour qualifier l'acte est compensé par l'emphase émotionnelle de l'adjectivation, présente dans les nombreux binômes noms-adjectifs

65. Voir Séance à la Chambre des 5 et 6 mai 1971 et séance au Sénat du 6 mai 1971.

66. Procureur de la République, ayant notamment enquêté sur le massacre de Ciaculli, il est le premier magistrat à être assassiné par la mafia à Palerme, le 5 mai 1971.

67. Ces documents sont disponibles en annexes.

68. « un phénomène comme celui de la mafia » (« Un fenomeno come quello della mafia »): Séance au Sénat du 1er juillet 1963, intervention de Simone Gatto (PSI), p. 118; « La mafia ne date pas d'aujourd'hui » (« La mafia non è un fenomeno di oggi »): *Ibid*., intervention de Lando Ferretti (MSI), p. 119.

69. « Delinquenza » : *Ibid*., intervention de Mariano Rumor (ministre de l'Intérieur, DC), p. 117.

70. « Criminalità » : Séance à la Chambre du 1er juillet 1963, intervention de Mariano Rumor (ministre de l'Intérieur, DC), p. 146.

71. « Questa inqualificabile manifestazione di delinquenza » : Séance au Sénat du 1er juillet 1963, intervention de Mariano Rumor (ministre de l'Intérieur, DC), p. 117.

72. « Episodio inquadrabile nel clima e nell'ambiente di quella consuetudine di scellerata criminalità che è nota sotto il nome di "mafia" », *Ibid*., intervention de Mariano Rumor (ministre de l'Intérieur, DC), p. 116.

73. Voir par exemple le rapport de la Commission d'enquête parlementaire présidée par Romualdo Bonfaldini de 1876 qui tente de distinguer mafia et brigandage. Voir LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia des origines à nos jours, op. cit.,* p. 77-79.

tels que « l'attentat infâme[74] », « cet épisode très douloureux[75] », le « crime atroce[76] », « le crime inconcevable[77] ». L'adjectif apparaît comme un élément structurant du discours démocrate-chrétien puisqu'il apporte une charge émotionnelle ainsi qu'une condamnation morale. L'horreur et l'effroi suscités par le crime sont donc mis en avant afin d'éviter de s'interroger sur l'auteur et sur la manière d'enrayer le phénomène. L'intervention de Donato Pafundi (Président DC de la Commission antimafia) au Sénat le 1er juillet 1963 est emblématique à ce propos. Il n'utilise pas le terme mafia mais évoque à trois reprises « le phénomène[78] », sans plus de détail, et reste vague quant à la qualification des faits. Cette généralité est ensuite compensée par l'expression hyperbolique de l'émotion ressentie dans le pays.

> Monsieur le Président, mes chers collègues, l'indignation profonde, douloureuse qui a envahi le Pays tout entier suite aux faits de Palerme trouve un écho profond au Sénat, et il est naturel que l'âme du Sénat ait ressenti un frémissement d'horreur suite à ce carnage[79].

Le ressort émotionnel, visant à contrebalancer une généralisation déqualifiante, apparaît donc également comme une caractéristique structurante de la langue de bois employée par les membres de la DC.

L'emploi d'un lexique non spécialisé, empreint de pathos, va souvent de pair avec d'autres usages langagiers tels que les métaphores et les périphrases. Les métaphores utilisées pour évoquer la mafia peuvent être de plusieurs sortes : animales (la pieuvre[80]), végétales (la plante enracinée[81]) et, le plus souvent, pathologiques. Pour la gauche, l'utilisation de la métaphore semble avoir un but pédagogique. Il s'agit d'expliquer la nature du phénomène en insistant sur la nature parasitaire du phénomène, grâce à l'image d'une maladie qui ronge le corps social. En signe de son existence ancienne, la mafia est comparée à une plaie qui ne cicatrise pas (« cette plaie séculaire[82] »). La comparaison avec le cancer sert par contre à mettre en avant la capacité destructrice de la mafia (« Le

74. « L'attentato nefando » : Séance au Sénat du 1er juillet 1963, intervention de Cesare Merzagora (président du Sénat, ancien sénateur DC nommé sénateur à vie par le Président de la République Antonio Segni en mars 1963), p. 116.

75. « Questo dolorosissimo episodio » : *Ibid*., intervention de Mariano Rumor (ministre de l'Intérieur, DC), p. 117.

76. « Delitto efferato » : Séance à la Chambre du 6 mai 1971, intervention de Francesco Restivo (ministre de l'Intérieur, DC), p. 28542.

77. « L'inconcepibile crimine » : Séance au Sénat du 6 mai 1971, question de la DC au gouvernement, p. 23918.

78. « Il fenomeno » : Séance au Sénat du 1er juillet 1963, intervention de Donato Pafundi (président DC de la Commission antimafia), p. 119.

79. « Signor Presidente, onorevoli colleghi, il profondo, doloroso sdegno che ha pervaso il Paese tutto per i fatti di Palermo trova un'eco profonda nel Senato, ed è naturale che l'animo del Senato abbia sentito un palpito di orrore per quell'eccidio. » : *Ibidem*.

80. « Le phénomène mafieux, qui s'est développé comme une pieuvre, avec ses tentacules » (« [Il] fenomeno mafioso, sviluppatosi come una piovra, con i suoi tentacoli ») : Séance au Sénat du 5 septembre 1982, intervention d'Araldo Crollalanza (MSI-DN), p. 25596.

81. « La mafia est enracinée partout » (« La mafia ha radici dappertutto ») : Séance au Sénat du 6 mai 1971, intervention de Mauro Pennacchio (DC), p. 23925.

82. « Questa secolare piaga» : Séance à la Chambre du 6 mai 1971, intervention d'Eugenio Scalfari (PSI), p. 28540.

bubon cancéreux de la violence mafieuse[83] ») mais également la nécessité de la combattre pour retrouver une société saine (« Extirper le cancer de la mafia[84] »). En revanche, la DC véhicule une interprétation plus complexe, voire ésotérique, à partir d'obscures périphrases mêlant différentes représentations métaphoriques. Brunetto Bucciarelli Ducci, président de la Chambre en juin 1963, demande « l'adoption urgente de remèdes efficaces qui, en coupant le mal à la racine, libèrent notre environnement du joug sinistre imposé par des forces obscures, expression d'une subversion morale et d'une barbarie brutale[85] ». Cette périphrase brumeuse est emblématique des stratagèmes mis en place pour éviter de prononcer le mot *mafia*. Le langage abscons et le style ampoulé diminuent la portée de la condamnation morale puisque son allocutaire reste indéfini. De même, en 1971, après avoir accumulé les expressions vagues et générales[86], le ministre de l'Intérieur Francesco Restivo (DC) est interrompu par Adelio Albarello (PSIUP[87]) qui lance : « cela s'appelle mafia[88] ! ». Après cette interruption, le ministre emploie le terme idoine – trois fois le substantif mafia et une fois l'adjectif mafieux – mais les occurrences sont noyées par des périphrases tortueuses faisant référence à la mafia (« une force obscure et indomptable qui, par son agressivité et sa cruauté, semble se soustraire à tout effort de répression[89] ») ou aux mafieux :

> Ceux qui agissent dans le mépris des règles de la vie en commun, qui attentent à la liberté et à l'inviolabilité de la personne humaine et qui, pour protéger leurs intentions criminelles, leurs lois d'omerta et de violence barbare et bestiale, ne reculent même pas devant le crime le plus atroce[90].

L'accumulation de ces périphrases rend le discours moins percutant, diminuant ainsi la dimension du phénomène, pour ne laisser place qu'à la condamnation morale de la violence. Cependant, les députés de l'opposition ne sont pas dupes, ils insistent sur l'incapacité de leurs collègues démocrates-chrétiens à nommer la mafia :

83. « Il bubbone canceroso della violenza mafiosa » : Séance au Sénat du 6 mai 1971, intervention de Francesco Renda (PCI), p. 23921.

84. « Estirpare il cancro della mafia » : *Ibid*., question du PCI au gouvernement, p. 23918.

85. « L'adozione urgente di validi rimedi che stroncando il male alla radice, liberino l'ambiente dal sinistro servaggio imposto da forze oscure, espressione di eversione morale e di brutale barbarie » : Séance à la Chambre du 1er juillet 1963, intervention de Brunetto Bucciarelli Ducci (président de la Chambre, DC), p. 145.

86. « La marque de la criminalité organisée », « la lutte contre le crime », « couper court à toute manifestation criminelle » : « Il marchio della criminalità organizzata », « la lotta al crimine », « stroncare ogni manifestazione criminosa » : Séance au Sénat du 6 mai 1971, intervention de Francesco Restivo (Ministre de l'Intérieur, DC), p. 23920.

87. Parti socialiste italien d'unité prolétaire.

88. « Si chiama mafia ! » : *Ibidem*, intervention d'Adelio Albarello (PSIUP).

89. « Una forza oscura ed indomabile nella sua malvagia aggressività che sembra sostrarsi ad ogni sforzo di repressione » : *Ibidem*, intervention de Francesco Restivo (ministre de l'Intérieur, DC).

90. « Coloro i quali operano nel disprezzo delle regole della convivenza, attentano alla libertà e alla inviolabilità della persona umanae, per proteggere i propri criminali propositi, le proprie leggi di omertà e di barbara bestiale violenza non arretrano neppure dinanzi al più efferato delitto » : *Ibidem*, intervention de Francesco Restivo (ministre de l'Intérieur, DC).

> On dirait que ce mot "mafia" brûle dans la bouche de beaucoup d'hommes politiques : […] il s'agit bien de "mafia" et non pas, comme a dit l'orateur qui m'a précédé, de maux qui naissent dans le milieu palermitain[91].

Ils dénoncent cette stratégie de communication, propre à la DC – et dans une moindre mesure, au Parti Libéral Italien (PLI) et au Parti Républicain Italien (PRI) – dont le but est de minimiser la portée du phénomène et de protéger ainsi le système de pouvoir local, basé sur le consensus électoral garanti par la mafia.

Les rapports de la majorité (DC) et de la minorité (PCI & MSI)

Malgré un premier rapport en 1971, cosigné par le président Francesco Cattanei (DC) et le vice-président Girolamo Li Causi (PCI), qui mettait en cause les « rapports de complicité et de connivence de la mafia avec les pouvoirs publics[92] », le rapport conclusif de la majorité qui paraît cinq ans plus tard, en 1976, laisse un goût amer aux députés de l'opposition. « Sans être niée, la mafia y est banalisée et circonscrite à la seule sphère de la délinquance[93] », comme le confirme l'emploi quasi systématique, au début du rapport de la majorité, des syntagmes « la délinquance en Sicile[94] » ou encore « la délinquance sicilienne[95] ». Ainsi, nos conclusions sur les usages langagiers, faisant émerger clairement trois façons de traiter la question mafieuse, semblent être confirmées par la publication de différents rapports émanant des trois principales coalitions politiques. Le rapport de la majorité revient sur la création de la commission antimafia et sur les débats qui l'ont animée au cours des treize ans d'enquête. Le cœur du rapport est consacré à l'analyse du phénomène, dans une perspective diachronique : genèse, présence et longévité de *Cosa nostra* de l'Unité aux années 1970. Malgré l'effort de compréhension et d'historicisation, cette réflexion a de nombreuses limites. Tout d'abord, le passage d'une « mafia agricole[96] » ou « mafia de campagne[97] » à une « mafia urbaine[98] » serait une conséquence de la réforme agraire mise en place dans l'après-guerre alors qu'en réalité, cette mutation est l'expression d'une des principales caractéristiques de l'organisation mafieuse : sa capacité d'adaptation aux transformations structurelles de l'économie. Or, dans les années 1950, la ville devient un centre économique de premier plan, en particulier grâce aux fonds du

91. « Sembra che questa parola "mafia" sulla bocca di tanti uomini politici bruci: […] si tratta di "mafia" e non, come ha detto l'oratore che mi ha preceduto, di mali che sorgono nell'ambiente palermitano. » : Séance à la Chambre du 1er juillet 1963, intervention de Vincenzo Gatto (PSIUP), p. 148.

92. Voir FRETIGNE Jean-Yves, *Histoire de la Sicile*, Paris, Fayard, 2009, p. 440.

93. *Ibidem*.

94. « La delinquenza in Sicilia » : Rapport de la majorité DC, *op. cit.*, p. 10.

95. « La delinquenza siciliana » : *Ibid.*, p. 11.

96. « Mafia agricola », *Rapport de la majorité DC, op. cit.*, p. 133.

97. « Mafia di campagna », *Ibid.*, p. 138.

98. « Mafia urbana », *Ibid.*, p. 195.

plan Marshall qui financent l'industrialisation et la reconstruction des centres urbains. Le transfert des intérêts de la mafia répond donc à une logique économique. De plus, la présentation d'une sorte de métamorphose, et non d'une continuité, véhicule l'idée d'un changement de mentalité et de valeurs, alimentant ainsi le mythe d'une bonne et vieille mafia, en opposition à la nouvelle mafia qui, par sa pratique criminelle[99], s'éloignerait des traditions de l'Honorable société. Enfin, bien qu'il s'agisse d'un des principaux facteurs de la longévité mafieuse et de son infiltration dans le tissu économique, le rapport de la majorité se contente d'une analyse superficielle des collusions entre la mafia et une partie du monde politique.

Ainsi, le but des rapports du MSI et du PCI est de montrer que le rapport de la majorité est « la plus déconcertante des œuvres incomplètes[100] ». La dimension éminemment politique de l'enquête sur le système de pouvoir politico-mafieux aurait porté une frange de la DC à saboter et discréditer les travaux de la commission[101], par exemple en incluant dans ses membres le député Giovanni Matta, proche du groupe dirigeant de la DC palermitaine mis en cause, suscitant ainsi la menace d'une démission collective des parlementaires communistes. Les rapports des minorités MSI et PCI sont donc écrits pour pallier les manquements du rapport de la majorité. Le sénateur Giorgio Pisanò du MSI s'insurge contre l'affirmation suivante, qui figure dans le rapport de la majorité : « Naturellement, il serait vain de chercher à mettre en évidence les responsabilités personnelles qui ont permis à Luciano Leggio de ne pas être convoqué pour répondre de ses crimes avec la rapidité nécessaire[102] ». En reprenant l'étude du cas de Luciano Leggio, il pointe du doigt les dysfonctionnements et les complicités qui ont permis au mafieux de rester en cavale pendant près de vingt ans sans être inquiété. En revanche, le député du MSI Giuseppe Niccolai dénonce la « dégénérescence de la classe politique nationale[103] », qui serait à la base de la prolifération de la mafia. Toutefois, le député ne s'en prend pas directement à la DC – qu'il se garde bien de mettre en cause nommément – et s'attelle à démontrer que les partis de gauche (PSI et PCI) sont loin d'être exempts de tout lien avec la mafia[104]. Cette partie du rapport de la minorité MSI sonne comme une

99. Les homicides et le trafic de drogue.

100. « La più sconcertante delle opere incompiute » : Rapport de la minorité MSI, *op. cit.*,, p. 1061.

101. « C'est justement ce que certains secteurs de la DC ont tenté d'empêcher, à tout prix, en sabotant les travaux de la commission. » (« Proprio questo alcuni settori della DC hanno cercato di impedire, a tutti i costi, sabotando i lavori della commissione ») in *Mafia e potere politico*, *op. cit.*,, p. 8.

102. « Naturalmente sarebbe vano cercare di individuare le responsabilità personali che hanno permesso a Leggio di non essere chiamato a rispondere dei suoi crimini con la necessaria tempestività » : Rapport de la majorité DC, *op. cit.*, p. 287 et Rapport de la minorité MSI, *op. cit.*, p. 995.

103. « La degenerazione della classe politica » : Rapport de la minorité MSI, *op. cit.*, p. 1061.

104. Le rapport de la minorité communiste réfute les analyses du rapport du MSI et dénonce leur intérêt politique à focaliser l'attention sur la gauche, passant ainsi sous silence le rapprochement de certaines *cosche* avec le MSI lors des élections régionales de 1971 (voir *Mafia e potere politico, op. cit.*, p. 41 et p. 52-53).

accusation destinée à prouver que le MSI est le seul parti au-dessus de tout soupçon. Il est donc important de ne pas sous-évaluer, dans le climat politique des années 1970, l'intérêt politique du MSI à consolider sa position de parti d'opposition face au rapprochement PCI-DC dans le cadre du compromis historique. Le rapport de la minorité PCI cosigné par les socialistes, quant à lui, nous livre une analyse minutieuse du système de pouvoir politico-mafieux, permettant de saisir les connexions existantes entre la mafia et une partie du monde politique local. Les signataires dénoncent les « péchés d'omission[105] » du rapport de la majorité et publient le rapport en livre de poche afin de rendre les travaux de la commission accessibles à tous les citoyens. Ce rapport est présenté sous la forme d'études de cas didactiques, qui permettent au lecteur de comprendre les rouages du système de pouvoir politico-mafieux qui gangrène la vie politique et économique de la Sicile.

Le système de pouvoir démocrate-chrétien en Sicile

La recherche du consensus électoral

Le système de pouvoir mis en place par la DC en Sicile est avant tout fondé sur le consensus électoral que le parti récupère dans les années 1950 par le biais de réseaux clientélistes préexistants. En 1947, une autonomie est accordée à la Sicile – notamment en matière de gestion des fonds publics – et, suite à la réforme agraire de Mario Segni en 1950, la Caisse pour le Midi est instituée afin de pallier le manque d'infrastructures dans le sud de l'Italie. Dès lors, la DC va représenter la porte d'accès à cette manne d'argent, ce qui lui permet de renouveler sa stratégie politique pour devenir un acteur essentiel du fonctionnement des réseaux locaux. En 1954, Amintore Fanfani est élu secrétaire de la DC avec l'ambition de faire de la DC un parti de masse. Pour cela, il lui faut s'émanciper de la tutelle des notables et passer du statut de simple composante à celui d'élément structurant des réseaux de clientèle. L'artisan de cette transformation est Giovanni Gioia[106], nommé secrétaire provincial de la DC après l'élection de Fanfani à la tête du parti.

> Grâce à lui, par la DC, avec la DC et à travers la DC, se mit en place un véritable lobby affairiste et politico-mafieux qui devait bientôt conditionner le destin des Palermitains et, dans une large mesure, des Siciliens[107].

105. « Peccati di omissione » in *Mafia e potere politico, op. cit.*, p. 14.

106. Partisan de Fanfani, il est élu député pendant cinq législatures, de 1958 à 1983. Il est nommé trois fois ministre et est une figure incontournable de la DC palermitaine jusqu'à ce que Lima rejoigne le courant d'Andreotti en 1968.

107. Voir MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia, op. cit.,* p. 200.

La caractéristique majeure de cette restructuration est « l'absorption des *cosche* mafieuses dans la DC[108] » ainsi que des réseaux politico-mafieux qui se sont développés en Sicile dès 1943. Après le débarquement allié, la mafia s'insère durablement dans les réseaux de clientèle libéraux, monarchistes et séparatistes en Sicile, dans lesquels elle exerce une influence non négligeable. Ceux-ci constituent un réservoir de voix et, surtout, une monnaie d'échange conséquente qui lui ouvre les portes de la DC sous la direction de Giovanni Gioia.

> Les *cosche* mafieuses, qui étaient porteuses de la force électorale de ces personnages, avaient conflué vers la DC avec, à leur tête, les boss mafieux des différentes zones de Palerme […]. Il arrive la même chose dans des dizaines de communes de la province : des *cosche* mafieuses anciennement libérales, anciennement séparatistes […] confluèrent dans la DC[109].

Ainsi, le rôle de grand électeur de la mafia, basé sur le contrôle du territoire et de l'électorat, lui garantit une insertion durable dans le système de pouvoir de la DC. Toutefois, les irrégularités ne s'arrêtent pas là. Gioia et ses partisans mettent sur pied toute une série de pratiques douteuses que les courants minoritaires locaux de la DC dénoncent dans un « livre blanc » envoyé en 1970 à la direction du parti. Oscar Luigi Scalfaro, alors dirigeant national de la DC, dans la lettre accompagnant le livre blanc, insiste sur la « situation d'anormalité dans l'organisation politique du parti[110] », allant même jusqu'à parler de « phénomènes pathologiques[111] » pour demander « une révision et une reconstruction complète des structures organisationnelles et humaines de la DC palermitaine[112] ». Les cosignataires du rapport, dont Michele Reina[113], dénoncent les inscriptions irrégulières, les comptes rendus de réunions de sections complètement modifiés, les scrutins illégaux et surtout le système de fausses cartes destiné à isoler les minorités au sein de la DC. Tout cela avait pour objectif d'augmenter et de renforcer le consensus électoral autour du courant fanfanien pour assurer, d'une part, la pérennité du système de pouvoir local et, d'autre part, sous l'égide de l'ancien maire DC de Palerme

108. « L'opera di assorbimento delle cosche mafiose nella DC » in *Mafia e potere politico, op. cit.*, p. 41

109. « Le cosche mafiose che erano portatrici della forza elettorale di questi personaggi, erano confluite nella DC con alla testa i boss mafiosi delle varie zone di Palermo […]. Lo stesso accade in decine di comuni della provincia : cosche mafiose ex liberali, ex separatiste […] confluirono nella DC. » in *Ibidem*. Salvatore Lupo cite l'exemple emblématique de Francesco Bontate, dit don Paolino Bontà, un des plus importants *boss* mafieux palermitains, père de Stefano Bontate que l'on retrouve au moment de la seconde guerre de mafia. Anciennement séparatiste et monarchiste, il passe sous la houlette de la DC au moment de la restructuration du parti par Fanfani et Gioia (in LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia*, *op. cit.*, p. 248-249). La complicité entre une partie de la DC et la mafia a été au début encouragée par les structures ecclésiastiques dans un but anti-communiste. Voir FULVETTI Gianluca, « Tra silenzio e collusione. La Chiesa di Sicilia e la mafia, 1870-1970 », in *Novecento*, n°5, 2001, p. 141-166. Ces liens ont ensuite été dénoncé par les prêtres progressistes proches du mouvement antimafia comme Francesco Maria Stabile ou des hommes politiques comme Giuseppe Alessi (sénateur DC), qui a dénoncé d'hommes liés à la mafia au sein du parti. Voir *Ibid.*, p. 156-157.

110. « Anormale situazione politico-organizzativa del partito » in *Mafia e potere politico, op. cit.*, p. 56.

111. *Ibidem*.

112. « Completa revisione e ricostruzione delle strutture organizzative ed umane della DC palermitana » in *Ibidem*.

113. Membre du courant morotéen de la DC, favorable à un rapprochement avec le PCI et enclin à plus de transparence au sein du parti, il sera assassiné le 9 mars 1979 par la mafia alors qu'il est secrétaire provincial de la DC palermitaine.

Salvo Lima fraîchement élu député national en 1968, le passage à un nouveau courant national pourtant minoritaire, celui du député Giulio Andreotti. Après avoir reporté intégralement ce « livre blanc » dans le rapport de minorité de la commission antimafia, les parlementaires de gauche analysent plus précisément le système de pouvoir politico-mafieux mis en place par le courant majoritaire de la DC à travers une étude détaillée qui nous permet d'identifier les piliers de ce système et les mécanismes qui les insèrent dans les appels d'offres publics lancés par l'administration locale.

Les piliers du système

Le système affairiste politico-mafieux mis en place par l'antenne régionale de la DC repose sur les liens existants entre une partie de l'élite démocrate-chrétienne locale, d'importants chefs mafieux et certains entrepreneurs. Trois hommes politiques sont tout particulièrement au cœur du système : Giovanni Gioia, Salvo Lima et Vito Ciancimino. Comme nous l'avons vu, Giovanni Gioia est un partisan de Fanfani qui devient secrétaire général de la DC palermitaine en 1953. Il s'installe ainsi dans les structures du pouvoir et actualise la construction du système de clientèles politico-mafieuses qui est à l'origine de l'hégémonie démocrate-chrétienne sur l'île pendant plusieurs décennies. Les personnages qui gravitent dans son orbite sont emblématiques de la porosité existante entre les sphères politiques, mafieuses et économiques. Par exemple, Ernesto Di Fresco, ancien monarchiste devenu démocrate-chrétien à la fin des années 1950 est élu à un poste clef, celui président de l'administration provinciale, ce qui lui permet de contrôler de l'intérieur l'adjudication des appels d'offres pour les travaux publics. Or Ernesto Di Fresco est également très lié à *don* Paolino Bontate, *boss* mafieux de la zone est de Palerme[114] ainsi qu'à l'entrepreneur Francesco Vassallo[115], dirigeant d'une entreprise de construction omniprésente en ville pendant les années du « Sac immobilier de Palerme[116] », dont les maîtres d'œuvre sont les lieutenants de Gioia, Salvo Lima et Vito Ciancimino.

Salvo Lima gravit les échelons de la DC palermitaine dans le sillage de Gioia et devient un des piliers du système dès sa première élection à l'Hôtel de ville, en 1958. En 1964, le sénateur DC Donato Pafundi – alors président de la commission antimafia – cite une

114. « Quand Di Fresco fut élu conseiller municipal aux élections municipales de mai 1956 sur la liste du PNM [Parti national monarchique], le chef mafieux Don Paolino Bontà l'accompagnait aux réunions du conseil municipal et lui donnait des indications précises (dont celle de passer à la Démocratie Chrétienne). » (« Quando il Di Fresco fu eletto consigliere comunale alle amministrative del maggio 1956 nella lista del PNM, il capomafia Don Paolino Bontà lo accompagnava alle sedute del consiglio comunale e gli dava precise indicazionii (fra cui quella di passare alla Democrazia Cristiana). ») in *Mafia e potere politico*, *op. cit.*, p. 76.

115. À qui il a acheté plusieurs appartements, in *Ibidem*.

116. Grosse opération de spéculation immobilière qui a servi les intérêts mafieux. Nous reviendrons plus en détail sur l'affaire.

lettre de la *Guardia di Finanza* faisant état du soutien mafieux que les frères La Barbera[117] auraient apporté à Salvo Lima lors des élections municipales[118]. Toutefois, Lima n'est pas auditionné par la commission antimafia et peut continuer tranquillement son ascension politique. Il est donc maire de Palerme de 1958 à 1963, puis de 1965 à 1968, date à laquelle il est élu député national et quitte le courant fanfanien pour intégrer les rangs des fidèles de Giulio Andreotti. Dès son élection à la mairie de Palerme, Lima entraîne dans son sillon Vito Ciancimino, nommé assesseur aux travaux publics de 1959 à 1964, une place stratégique qui lui permet de contrôler la réalisation du plan régulateur de la ville ainsi que les mécanismes d'adjudication des marchés publics. Selon la commission antimafia, Vito Ciancimino est l'emblème du système de pouvoir mis en place à Palerme[119] mais force est de constater qu'il apparaît également comme le bouc émissaire idéal[120]. La direction nationale de la DC tire à boulets rouges sur Ciancimino lorsqu'il est élu maire de Palerme en 1970, charge dont il doit démissionner pour calmer les esprits, sans pour autant renoncer à recouvrir une place influente dans les coulisses du système. La commission antimafia se félicite de cette démission, considérée comme le fruit d'une mobilisation sans précédent pour la moralisation de la vie politique sicilienne. Ainsi, en 1976, Ciancimino est décrit comme fini politiquement : « Le début des années 1960 [*sic*] voient le déclin définitif d'un homme qui avait dominé la scène du chaos immobilier et urbanistique de Palerme[121]. » Or Vito Ciancimino est loin d'avoir dit son dernier mot[122]. Fils du barbier de Corleone, il arrive à Palerme à la fin des années 1940 pour faire ses études et dès 1951, il assure sa sécurité financière grâce à une concession de transport ferroviaire que lui attribue Bernardo Mattarella (DC), alors ministre des Transports. Ces liens avec Mattarella lui permettent de s'implanter durablement dans

117. Les frères La Barbera dirigeaient la famille mafieuse du centre de Palerme, qui avait absorbé la famille de *Porta Nuova* à laquelle le père de Salvo Lima, Vincenzo, était affilié dans les années 1930. Salvo Lima, bien que n'étant pas membre de *Cosa nostra*, jouissait d'un certain prestige grâce à cette filiation. Il est possible que la famille mafieuse ait été le lieu où Lima est entré en contact avec des figures essentielles du monde économique, en lien elles aussi avec *Cosa nostra* par l'intermédiaire des réseaux de clientèle bâtis dans l'après-guerre. À ce sujet, voir LUPO Salvatore, *Potere criminale. Intervista sulla storia della mafia*, *op. cit.*, p. 109 et COCO Vittorio, *La mafia palermitana. op. cit.*, p. 33.

118. Voir Rapport de la minorité MSI, *op. cit.*, note 36, p. 113.

119. Voir Rapport de la majorité DC, *op. cit.*, p. 237.

120. Nando dalla Chiesa, fils du général, affirme que le rapport transmis par son père à la commission antimafia en janvier 1971 a été savamment censuré pour désigner Ciancimino comme le seul responsable du système : « Les références aux politiques palermitains les plus puissants de l'époque disparaissent de manière vraissemblable […]. Et Ciancimino devient presque la « pomme pourrie » classique et salvatrice. […] Le rapport sur Ciancimino signé « dalla Chiesa » est en réalité le rapport sur Ciancimino revu et corrigé par la Commission sur la base d'une logique délicieusement politique. » (« Spariscono verosimilmente […] i riferimenti ai più potenti politici palermitani dell'epoca. E Ciancimino diventa la classica e salvifica « mela marcia ». […] Il rapporto su Ciancimino firmato « dalla Chiesa » è in realtà il rapporto su Ciancimino rivisto e corretto dalla Commissione in base a una logica squisitamente politica. ») in DALLA CHIESA Nando, *Carlo Alberto dalla Chiesa. In nome del popolo italiano*, Milan, Rizzoli, 1997, p. 170.

121. « Così l'inizio degli anni sessanta [sic] vedeva il tramonto definitivo di un uomo che precedentemente aveva dominato la scena del caos edilizio ed urbanistico di Palermo. » : Rapport de la majorité DC, op. cit., p. 238.

122. Il faut attendre 1984 pour que la magistrature mette en cause Ciancimino pour ses rapports avec la mafia. Il est le premier homme politique à être arrêté puis condamné pour complicité d'association mafieuse. Cependant, comme le révèle Massimo Ciancimino, son père reste malgré tout inséré dans le milieu au point de devenir l'interlocuteur d'officiers des carabiniers voulant entrer en contact avec les Corléonais pour faire cesser les massacres après la mort du juge Falcone en mai 1992.

le cercle démocrate-chrétien aux côtés de Gioia et Lima. Comme Salvo Lima fréquente le gotha de la mafia palermitaine, Vito Ciancimino est en contact constant avec la force montante de la province de Palerme, la *cosca* de Corleone dirigée par Luciano Leggio. Lima et Ciancimino ont une fonction différente mais complémentaire et tout autant indispensable auprès de *Cosa nostra* :

> Ciancimino s'appuie sur la mafia pour protéger les positions électorales de la DC, faisant profiter les mafieux – et lui-même – des avantages que procure l'exercice du pouvoir. Lima fait valoir son poids politique en Sicile – dont il est redevable à la mafia – pour atténuer les rigueurs de la répression et pour adoucir le cours de la justice faisant intervenir, auprès des juges, des hommes politiques de rang national. […] L'un est le correspondant politique local de la mafia ; l'autre est le correspondant politique national. Tous deux sont les vecteurs du rapport d'échange qu'instaure la mafia avec le monde politique[123].

On a longtemps considéré que les hommes politiques étaient soumis à l'organisation criminelle, comme les mafieux aimaient s'en vanter[124]. Ainsi, dans une récente bande dessinée retraçant l'histoire du pool antimafia intitulée *Un fatto umano*, le rapport de force est décrit comme étant à sens unique[125]. L'animalisation des personnages renforce la soumission des hommes politiques au chef mafieux, qui les remet clairement à leur place de sous-fifres :

> Vous de la Démocratie Chrétienne, vous devez juste faire ce que l'on vous dit. Sinon qui sait ce qui peut se passer. On pourrait retirer le soutien électoral de l'île à votre parti, comme ça il vous reste le nord où tout le monde vote communiste[126].

De même, les journalistes Attilio Bolzoni et Giuseppe D'Avanzo décrivent un Vito Ciancimino assujetti à Totò Riina[127]. Cependant, les récents témoignages des deux fils de Ciancimino mettent au jour des rapports de force bien plus complexes. *Don Vito*, écrit à quatre mains par le journaliste Francesco La Licata et Massimo Ciancimino, nous livre l'image d'un personnage hautain et méprisant, qui ne craint pas de se heurter à Totò Riina tandis que ce dernier vient lui offrir un lingot d'or et lui demander une faveur[128]. Le contraste est saisissant entre un Ciancimino nonchalant, qui reçoit le boss mafieux dans sa chambre en pyjama et un Riina presque impressionné, qui s'est

123. Voir MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia, op. cit.,* p. 202.

124. Salvatore La Barbera se vantait de « posséder » Salvo Lima et de pouvoir lui imposer tout type de décision : « Le maire m'appartient, vous aurez ce que vous voulez et après vous aurez affaire à moi. » : « Il sindaco è una cosa mia, lei avrà quello che desidera e poi avrà a vedere con me. » in *Mafia e potere politico, op. cit*., p. 83.

125. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011, p. 58-59. Ces pages sont disponibles en annexes. Stefano Bontate est représenté en taureau tandis que Salvo Lima est un mouton et donc un suiveur d'Andreotti, représenté en chauve-souris.

126. « Voi della Democrazia Cristiana dovete fare solo quello che vi diciamo. Altrimenti chissà che può succedere. Magari togliamo il sostegno elettorale dell'isola al suo partito, così vi rimane il nord, dove votano tutti comunista. » in *Ibidem*.

127. Voir BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, *Il capo dei capi. Vita e carriera criminale di Totò Riina*, Milan, BUR, 2007, p. 90.

128. Riina voulait convaincre Vito Ciancimino d'accorder l'appel d'offres pour la construction du futur Palais des congrès de Palerme à une entreprise proche de la *cosca* de Corleone. Vito Ciancimino refuse mais suspend ensuite le projet par crainte de la réaction de Riina. Massimo Ciancimino raconte l'entretien de son père avec Riina in CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito. Le relazioni segrete tra Stato e mafia nel racconto di un testimone d'eccezione*, Milan, Feltrinelli, 2010, p. 52.

mis sur son 31, avec une Rolex en or au poignet, ce qui ne manque pas de déclencher les sarcasmes de son hôte. Sans pouvoir écarter une forme d'idéalisation du rapport de force en faveur de leur père[129], les témoignages récurrents et concordants de Massimo et Giovanni Ciancimino sur ce genre d'attitude nous laissent penser qu'il faut nuancer une représentation simplifiée et réductrice des rapports qui unissent la mafia et une partie du monde politique. En réalité, Lima et Ciancimino sont liés à la mafia par un rapport d'interdépendance. Certes, la mafia contrôle l'électorat et peut donc garantir leur succès électoral, mais ceux-ci sont les maillons indispensables permettant à la mafia d'infiltrer les marchés publics, par le biais des appels d'offres truqués adjugés à des entreprises qui délèguent ensuite à des sous-traitants mafieux. L'entrepreneur Francesco Vassallo est également une des composantes essentielles du système palermitain : « il a pu bâtir un empire économique qui est devenu un pilier décisif du système de pouvoir mafieux à Palerme[130] ». Son mariage avec Rosalia Messina en 1937[131] – qui appartient à une des plus importantes familles mafieuses du bourg de Tommaso Natale – lui facilite l'acquisition, au sortir de la guerre, de nombreux terrains constructibles qui se trouvent dans la zone de développement urbain définie par le plan régulateur. La Banque de Sicile – dont Salvo Lima, d'abord employé, devient directeur en 1963 – lui accorde ensuite de nombreux prêts[132], favorisant ainsi la création d'un véritable empire immobilier. Par ses liens personnels, professionnels et politiques, Francesco Vassallo est au cœur du système :

> Il est l'intermédiation acceptable, celui qui met en contact avec la politique les mille activités de construction, de transports, de fourniture de matériel, d'embauche de la main d'œuvre régulée par les *cosche* ; celui qui unit, à travers ses activités, les hommes des entreprises liées à Vito Ciancimino aux astres « présentables » de la DC nationale. Ce sont des entrepreneurs come Vassallo qui connectent la famille La Barbera […] avec le pouvoir politique[133].

Ses liens avec le monde politique, en particulier avec Lima et Gioia, sont si forts que les journalistes recourent volontiers à l'image d'une société immobilière VaLiGio[134] qui dirigerait la Palerme des années 1960. Son parcours exemplaire de *self made man* lui attire également les faveurs de Vito Ciancimino, avec qui il devient ami[135]. De même,

129. Toutefois, cet épisode a également été raconté par Giuseppe Lipari (connu pour être le géomètre de *Cosa nostra*, proche de Riina et Provenzano), arrêté en 2002. Il commence à collaborer avec la justice en 2003.

130. « Si è potuto edificare un impero economico che è diventato un pilastro decisivo del sistema di potere mafioso a Palermo » in *Mafia e potere politico, op. cit*., p. 62.

131. Voir COCO Vittorio, *La mafia palermitana, op. cit.,* p. 24.

132. Voir *Ibid*., p. 29 ainsi que le rapport du général dalla Chiesa du 30 décembre 1971 transmis à la commission antimafia, dont des extraits sont reportés dans DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 194-203.

133. « È l'intermediazione accettabile, colui che mette in contatto le mille attività edili, di trasporti, di fornitura di materiale, l'attività di assunzione della manodopera regolata dalle cosche, con la politica ; che congiunge attraverso le sue attività gli uomini delle imprese legate a Vito Ciancimino con gli astri « presentabili » della DC nazionale. Sono gli imprenditori come Vassallo che connettono la famiglia La Barbera […] con il potere politico. » in *Ibid*., p. 193.

134. Voir *Mafia e potere politico, op. cit*., p. 63.

135. CIANCIMINO Massimo et LA LICATA Franceso, *Don Vito, op. cit*., p. 55.

le comte Arturo Cassina est un proche de Ciancimino. Son entreprise a été chargée de l'entretien des routes et des égouts de Palerme pendant 36 ans[136], malgré un évident surcoût par rapport au continent, et ce sans jamais répondre à un appel d'offre. Enfin, les cousins Ignazio et Antonino Salvo sont certainement les personnages les plus emblématiques du système. Originaires de la province de Trapani, les Salvo rallient la DC locale au courant fanfanien dirigé par Gioia à Palerme et infiltrent les réseaux de clientèle au point de devenir un rouage essentiel du système de pouvoir. Percepteurs des impôts en Sicile (moyennant une commission exorbitante qui leur permettait de disposer de liquidités pour corrompre la vie politique), ils étaient affiliés à *Cosa nostra*, comme l'affirme Tommaso Buscetta :

> Les cousins Ignazio et Nino Salvo sont des « hommes d'honneurs » de la famille de Salemi et ils m'ont été présentés comme tels par Stefano Bontate, quand je suis arrivé à Palerme en 1980. L'amitié entre Bontate et les Salvo était très solide et j'ai pu remarquer qu'ils se fréquentaient régulièrement. […] Ils connaissaient aussi Salvatore Inzerillo. Le rôle des Salvo dans *Cosa Nostra* est modeste mais leur importance politique est immense, puisque je sais qu'ils s'occupaient des rapports directs avec des parlementaires très connus […][137].

Les cousins Salvo sont l'exemple le plus significatif d'une porosité organique entre la criminalité et les réseaux politiques, condition essentielle pour que prospère le système de pouvoir démocrate-chrétien fondé sur le rapport tripartite entre la mafia, la politique et le monde économique.

La deuxième guerre de mafia

La mafia palermitaine

Les grandes familles

Après le massacre de Ciaculli, la riposte de l'État force la mafia à abandonner les armes et à rentrer dans une période de calme apparent, appelée la *pax mafiosa*. Ainsi, les années 1960-1970 sont une phase de restructuration de *Cosa nostra* qui permet aux différentes *cosche* de consolider les positions acquises au cours de la première guerre de mafia. Dans le panorama des familles palermitaines, c'est donc tout naturellement que l'on retrouve la famille Greco, victorieuse contre les frères La Barbera, dans une

136. Voir *Mafia e potere politico, op. cit*., p. 84-85.

137. « I cugini Ignazio e Nino Salvo sono « uomini d'onore » della famiglia di Salemi e come tali mi sono stati presentati da Stefano Bontate, quando sono arrivato a Palermo nel 1980. L'amicizia fra Bontate e i Salvo era saldissima ed ho potuto notare che si frequentavano regolarmente. […] Conoscevano anche Salvatore Inzerillo. Il ruolo dei Salvo in Cosa Nostra è modesto mentre è grandissima la loro rivelanza politica, poiché mi risultano loro i rapporti diretti con notissimi parlamentari […]. » in STAJANO Corrado (dir.), *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo*, Rome, Editori riuniti, 1992, p. 434.

position privilégiée. Salvatore *Chicchiteddu* Greco, bien qu'exilé au Venezuela, continue de mener les affaires de la *cosca* et profite de sa présence en Amérique latine pour renforcer la place de la famille dans le trafic international de stupéfiants. En 1975, son cousin Michele Greco – de la branche de Croceverde-Giardini[138] – devient *capomandamento* de la zone Ciaculli-Croceverde-Brancaccio. Sa propriété de Favarella, à la périphérie de Palerme, devient un lieu de réunion pour les chefs mafieux qui, au milieu des années 1970, décident de reconstruire la Commission provinciale de la mafia palermitaine, dont Michele Greco est élu secrétaire à la place de Gaetano Badalamenti. Surnommé « le Pape » pour sa grande religiosité, Michele Greco est apprécié pour son rôle de pacificateur et de médiateur entre les différentes *cosche*. Toutefois, il berne les chefs des grandes familles palermitaines à l'approche de la seconde guerre de mafia en appuyant secrètement les Corléonais dans leur conquête du pouvoir.

Stefano Bontate, fils de don Paolino Bontà et surnommé le « Prince de Villagrazia », est une autre figure importante de la mafia palermitaine de l'époque. Jeune chef de la *cosca* de Santa Maria del Gesù[139] en 1960, il ne participe pas à la première guerre de mafia et s'attelle à faire fructifier son territoire. Du fait de ses liens avec Salvo Lima et avec les cousins Salvo, il profite des largesses du pouvoir local et de la spéculation immobilière pour transformer ses terres, historiquement agricoles, en terrains constructibles. Au cours des années 1970, il remet sur pied la Commission provinciale, au sein de laquelle il représente les familles palermitaines, avec Luciano Leggio (*cosca* de Corleone) et Gaetano Badalamenti (*cosca* de Cinisi). Il jouit donc d'une position centrale, que les Corléonais mettent à mal en enlevant le beau-père d'Antonino Salvo[140]. De plus, il semble que son assignation à résidence à Qualiano (province de Naples) en 1971 lui ait permis de construire des liens durables avec certains clans de la Camorra, comme celui de Michele Zaza[141]. Outre ses activités immobilières, il s'occupe également de contrebande de cigarettes et se lance dans les stupéfiants avec la famille Inzerillo.

138. Voir arbre généalogique des Greco reporté in LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia, op. cit.*, p. 243.

139. Ce territoire est limitrophe à celui de Michele Greco, voir Carte n°3 des quartiers de Palerme en début de chapitre, extraite de http://digilander.libero.it/mpalieimmusiemu/storia.html

140. Luigi Corleo est enlevé par les Corléonais en 1975 pour déstabiliser l'autorité des familles Bontate et Inzerillo (voir STAJANO Corrado (dir.), *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit.*, p. 55). En effet, Stefano Bontate, après avoir démenti toute implication, propose son aide à Nino Salvo pour entrer en contact avec les ravisseurs. C'est à lui que Salvo confie la rançon, comme il le raconte lors de son audition le 17 novembre 1984 au juge Falcone (voir *Ibid.*, p. 451-453). Toutefois, lors du paiement de la rançon, Bontate apprend que Luigi Corleo est décédé mais son corps ne sera jamais rendu à la famille. L'échec de cet échange pour récupérer le corps du défunt entache le prestige des familles palermitaines et fait comprendre aux Salvo que les équilibres sont en pleine mutation au sein de *Cosa nostra*.

141. Voir GAY Luigi, *L'atteggiarsi delle associazioni mafiose sulla base delle esperienze processuali acquisite : la Camorra*, in *Quaderni del CSM*, n°99, 1996, p. 3. Disponible on-line, lien URL : http://www.csm.it/quaderni/quad_99a/quad_99_3.pdf

Cette *cosca* est dirigée par Salvatore Inzerillo dit « Totuccio » à partir de 1978 et couvre une zone très vaste qui s'étend de Passo di Rigano-Uditore à Boccadifalco et Norgo Nuovo, à l'ouest de Palerme. La famille Inzerillo tire son influence de ses liens familiaux avec la famille Gambino, qui règne en maître sur le quartier de Brooklyn. Ce lien familial avec une des cinq familles mafieuses de New York permet à la *cosca* d'Inzerillo de se lancer dans le trafic de stupéfiants, en collaboration avec la *cosca* de Bontate. Tout comme le « Prince de Villagrazia », Salvatore Inzerillo est très proche des cousins Salvo ainsi que de Lima. De plus, il a également un lien de parenté avec Rosario Spatola, constructeur immobilier lié à la mafia que Falcone incrimine pour blanchiment d'argent dès la fin des années 1970. Lors de la deuxième guerre de mafia, la famille Inzerillo est décimée – près de vingt victimes – et John Gambino, le cousin new-yorkais, vient en personne négocier, avec Michele Greco[142], la vie sauve pour les membres restants de la famille, afin qu'ils puissent s'expatrier aux États-Unis sous sa protection, sans être pourchassés par les Corléonais.

De la *French connection* à la *Pizza connection*

Entre les années 1960 et 1970, le trafic de stupéfiants devient l'activité prépondérante des familles mafieuses. Cette activité est souvent niée par les *boss* mafieux[143], considérée comme moralement répréhensible à cause du nombre très élevé de jeunes victimes d'overdose d'héroïne aux États-Unis. À partir des années 1950, la quasi totalité de l'héroïne qui arrive aux États-Unis vient de France, expédiée par des circuits qui vont vite être rebaptisés la *French connection*[144]. Marseille est un énorme centre de production d'une héroïne pure à plus de 90% qui fait des ravages de l'autre côté de l'Atlantique. Le milieu corse et marseillais[145] est à la pointe car, grâce à une vieille technique découverte pendant l'entre deux-guerres, ils sont les seuls à obtenir une telle pureté après le raffinage de la morphine base. La recette des chimistes marseillais et la guerre des polices entre

142. Voir VIVIANO Francesco, *Michele Greco il memoriale*, Rome, Aliberti, 2008, p. 75.

143. Michele Greco, bien qu'à la tête d'une des familles les plus impliquées dans le trafic de stupéfiants, nie farouchement devant les juges du maxi-procès en 1986 : « La drogue ? Rien que d'en parler, ça me répugne » (« La droga ? Mi fa schifo solo a parlarne » in BOLZONI Attilio, « La verità del capomafia » in *Repubblica*, 23 février 1986, p. 12, lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1986/02/23/la-verita-del-capomafia.html). De même Tommaso Buscetta est peut-être l'exemple le plus significatif : il dénonce le trafic de drogue comme activité de *Cosa nostra* (STAJANO Corrado (dir.), *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo*, *op. cit*., p. 145-146) mais se garde bien de reconnaître qu'il jouait un rôle important. En niant leur participation, Buscetta et les autres alimentent le mythe de l'affrontement entre une vieille mafia traditionnelle qui serait contre le trafic de drogue et une jeune génération de parvenus qui y serait favorable. Cela fournit une lecture erronée de la première et de la deuxième guerre de mafia.

144. Sur le thème de la *French connection*, voir COLOMBIÉ Thierry, *La French connection. Les entreprises criminelles en France*, Nantes, Observatoire Géopolitique des Criminalités Éditions, 2012 ainsi que MARCHANT Alexandre, « La French connection : entre mythes et réalités » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2012/3, n°115, p. 89-102.

145. Sur le milieu corse et marseillais de l'époque, voir PLOQUIN Frédéric, *Parrains & caïds. La France du fraud banditisme dans l'œil de la PJ*, Paris, Fayard, 2005, p. 333-490.

Paris et Marseille[146] permettent au réseau de se développer considérablement. Lorsque la mafia sicilienne entre dans la course, dans les années 1950, elle acquiert un rôle essentiel dans le transport de la drogue raffinée d'une part en réutilisant les circuits de contrebande de cigarettes, et d'autre part en mettant à profit les liens familiaux de certaines *cosche* avec leurs proches émigrés en Amérique[147]. La Sicile et Naples deviennent de véritables plaques tournantes du trafic. Celui-ci est si rentable qu'il est impératif de se mettre d'accord : des grands *boss* de la mafia américaine comme Giuseppe Bonanno (*alias* Joe Bananas) traversent l'océan pour rencontrer leurs homologues palermitains en 1957, à l'Hôtel des Palmes[148]. Les opérations des forces de l'ordre se multiplient en France et aux États-Unis au début des années 1970 et la *French Connection* est démantelée en 1974. Les trafiquants turcs qui fournissent la morphine base se tournent alors vers les Siciliens pour écouler leur marchandise. En possession de la matière première, les mafieux font venir les chimistes marseillais en Sicile et montent les premiers laboratoires clandestins dans l'arrière-pays pour raffiner la morphine base. Ainsi, de simples transporteurs, les Siciliens deviennent importateurs de matière première, raffineurs et exportateurs d'héroïne, contrôlant près de 80% du marché entre l'Europe et l'Amérique[149]. L'implantation des familles mafieuses des deux côtés de l'Atlantique consolide le réseau et donne un rôle de premier plan à certains chefs mafieux de la province de Palerme, comme Gaetano Badalamenti[150]. Affilié à la *cosca* de Cinisi-Terrasina, Badalamenti a des liens très étroits avec les États-Unis et en particulier avec son oncle Emanuele, émigré à Détroit[151]. Il devient *capomandamento* suite à l'assassinat de Cesare Manzella lors d'un attentat à la voiture piégée au cours de la première guerre de mafia et met tout en œuvre pour que l'aéroport de Palerme soit construit sur « ses terres », à Punta Raisi, afin d'en faire un lieu

146. On a souvent pensé qu'il a fallu attendre l'élection de Nixon en 1969 pour que la lutte contre la drogue devienne une priorité et que les polices américaine et française commencent à travailler ensemble afin de démanteler le réseau. En réalité, les forces de l'ordre françaises et américaines ont souvent collaboré. Le problème venait en fait des mauvaises relations entre les bureaux de Paris et Marseille. Voir MARCHANT Alexandre, « La French connection : entre mythes et réalités », *op. cit*., p. 99.

147. Sur les liens entre la mafia sicilienne et américaine, voir LUPO Salvatore, *Quando la mafia trovò l'America. Storia di un intreccio intercontinentale, 1888-2008*, Turin, Einaudi, 2008. Lupo soutient la thèse d'un développement parallèle des organisations des deux côtés de l'Atlantique.

148. Voir le rapport du sénateur Michele Zuccalà (PSI), réalisé pour le rapport de la majorité DC en 1976, sur la contrebande de cigarettes et le trafic de stupéfiants, que nous appellerons désormais Rapport Zuccalà, 1976, p. 329. Selon Tommaso Buscetta, c'est à l'occasion de cette rencontre que les mafieux américains auraient suggérés aux Siciliens de mettre en place une instance de commandement, appelée la commission, à laquelle siègeraient les principales familles mafieuses, voir LODATO Saverio, *La mafia ha vinto, op. cit.,* p. 60-63.

149. Estimation datant de 1982, citée in MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia , op. cit.,* p. 244.

150. Le Rapport Zuccalà consacre une annexe à Gaetano Badalamenti, en retraçant son parcours criminel. Voir Rapport Zuccalà, p. 487-493. Depuis 2000, la figure de Badalamenti est connue du grand public grâce au film de Marco Tullio Giordana, *I cento passi*, consacré à Peppino Impastato, jeune activiste de gauche originaire de Cinisi qui dénonçait la mafia et les trafics de Badalamenti. Le chef mafieux l'a donc fait assassiner le 9 mai 1978 mais il a fallu attendre 2002 pour que la justice italienne condamne Badalamenti pour ce crime.

151. Rapport de la majorité DC de 1976, p. 492.

central pour l'exportation de l'héroïne et l'arrivée des paiements[152]. À partir des années 1970, Badalamenti devient l'un des plus importants trafiquants de drogue de *Cosa nostra* et ce rôle lui confère un certain prestige au sein de l'organisation puisqu'il dirige la Commission provinciale de 1970 à 1975. Toutefois, sa famille n'est pas la seule à posséder des liens des deux côtés de l'Atlantique[153] mais chaque *cosca* a sa propre stratégie et sa propre filière pour écouler l'héroïne sur place. Le réseau le plus actif – reposant sur la collaboration des familles américaines Gambino, Bonanno et Cuntrera – est appelé la *Pizza Connection*, car la drogue est dissimulée dans de la marchandise alimentaire envoyée d'Italie à destination des nombreuses pizzerias new-yorkaises, qui sont en réalité des points de stockage et de revente[154].

Le Sac immobilier de Palerme

Les profits générés par le trafic de stupéfiants sont colossaux (de 25 000 à 35 000 milliards de lires dans la deuxième moitié des années 1980[155], qui équivalent à « un huitième du PIB italien, soit le double du chiffre d'affaires de la [*sic*] Fiat[156] »). Il est donc nécessaire de blanchir cet argent en l'investissant dans l'économie légale. C'est pourquoi, dès la fin des années 1950, le secteur de la construction se développe grâce au nouveau plan régulateur de la ville, mis en place par l'équipe de Salvo Lima, alors maire de Palerme. Plutôt que de reconstruire le centre historique, laissé à l'abandon depuis la guerre, ce projet prévoit d'englober les bourgades et les campagnes alentours[157] et donc d'agrandir la ville vers le nord, en direction de Mondello. Les mafieux ont donc un double intérêt : d'une part, ils tirent profit de leurs terrains agricoles de la *Conca d'oro* qui deviennent constructibles et, d'autre part, les liquidités considérables à disposition des familles palermitaines impliquées dans le trafic de drogue leur permet d'investir massivement dans la construction. Contrairement aux ambitions de Salvo Lima (« Palerme est belle, rendons-la encore plus belle[158] »), l'actualisation du plan régulateur passe par la des-

152. La brigade mobile de Palerme, emmenée par le commissaire Boris Giuliano, découvre une valise contenant 500 000 dollars en 1979 à l'arrivée d'un vol en provenance des États-Unis. Les policiers comprennent ainsi comment les mafieux récupèrent l'argent de la drogue. Cette découverte coûte certainement la vie au commissaire Giuliano, assassiné par la mafia le 21 juillet 1979.

153. Plusieurs familles sont concernées. Outre les Inzerillo déjà cités pour leur lien de parenté avec les Gambino de New York, les familles mafieuses d'Alcamo, Partinico, Castellamare del Golfo ont également de solides rapports avec leurs cousins américains, en particulier les Bonanno de Ney York et les Magaddino de Buffalo. Voir MATARD-BONUCCI Marie-Anne, H*istoire de la mafia, op. cit*., p. 241-246.

154. Gaetano Badalamenti est condamné à 45 ans de prison par la justice américaine en 1987 lors du procès de la *Pizza Connection* : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1987/06/23/pizza-connection-badalamenti-condannato-45-anni.html

155. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, H*istoire de la mafia, op. cit*., p. 244.

156. FRÉTIGNÉ Jean-Yves, *Histoire de la Sicile, op. cit*., p. 437.

157. LUPO Salvatore et SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale*, op. cit., p. 108.

158. « Palermo è bella, facciamola più bella » in BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, *Il capo dei capi, op. cit*., p. 90.

truction du patrimoine architectural de la ville, et en particulier des villas bourgeoises et aristocratiques en style Art nouveau caractérisant *via della libertà*, l'artère de la ville qui porte vers le nord. L'opération de spéculation immobilière conduisant à la démolition de ces édifices remplacés par d'immenses immeubles qui défigurent la ville va passer à l'histoire sous le nom de « Sac immobilier de Palerme ». Le système de pouvoir démocrate-chrétien que nous avons détaillé plus haut montre à cette occasion son efficacité redoutable. La destruction en règle du patrimoine citadin est orchestrée par Salvo Lima et Vito Ciancimino, assesseur aux travaux publics de 1959 à 1964. Comme l'établira ensuite la commission antimafia, « l'administration communale de Palerme devint alors le lieu privilégié d'une collaboration entre mafieux, politiciens et hommes d'affaires[159] ». Lors des appels d'offres lancés par la municipalité, les dés sont pipés puisque les marchés sont remportés par une majorité d'entreprises qui, si elles n'en sont pas l'émanation directe, sous-traitent à des entreprises mafieuses[160]. De plus, les permis de construire accordés montrent la démesure de ce système.

> Sur les 4.000 permis de construire accordés dans la dite période, 1.600 sont au nom de Salvatore Milazzo, 700 au nom de Michele Caggegi et 200 au nom de Lorenzo Ferrante, et c'est-à-dire […] trois retraités, de condition modeste, qui n'ont rien à voir avec la construction et qui, de toute évidence, étaient les prête-noms de constructeurs immobiliers. Les institutions municipales prirent également (comme nous l'avons déjà dit) des mesures en faveur d'initiatives urbanistiques (pas toujours légales) de personnages mafieux ou de toute façon liés à la mafia[161].

L'opacité du système est donc assurée par Vito Ciancimino qui semble être chaleureusement récompensé puisqu'au fil des élections administratives, il recueille de plus en plus de voix sans pour autant donner un seul meeting[162]. Le Sac immobilier de Palerme est un moment clé où le système de pouvoir démocrate-chrétien se consolide, renforçant ainsi les liens entre la mafia et ses référents politiques. Il faut attendre les enquêtes du juge Falcone pour que ce système soit mis à mal, avec l'arrestation de Vito Ciancimino et des

159. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, H*istoire de la mafia, op. cit*., p. 201.

160. « L'accord politique, qui s'est consolidé au fil du temps, prévoyait que les appels d'offres soient remportés par une entreprise amie, choisie parce qu'elle possédait toutes les conditions requises par l'avis de concours, avec le pacte d' « ouvrir » ensuite, à travers le recours aux sous-traitants, aux entreprises locales contrôlées par le « système » qui, n'ayant pas les conditions requises, n'auraient pas pu concourir. » : « « L'accordo politico, consolidatosi nel tempo, prevedeva che gli appalti li prendesse una grossa impresa amica, scelta perché in possesso di ogni requisito richiesto dal bando, con il patto di « aprire » poi, attraverso il ricorso ai subappalti, alle imprese locali controllate dal « sistema », che senza requisiti non avrebbero potuto gareggiare. » in CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 48.

161. « Delle 4.000 licenze edilizie rilasciate nel suddetto periodo, 1.600 figurano intestate a Salvatore Milazzo, 700 a Michele Caggegi e 200 a Lorenzo Ferrante, e cioè […] a tre pensionati, di modeste condizioni economiche, che non avevano nulla a chef are con l'edilizia e che, evidentemente, erano i prestanomidi costruttori edili. Gli organi comunali inoltre (come pure si è detto) presero anche dei provvedimenti a favore di iniziative urbanistiche (non sempre lecite) di personaggi mafiosi o comunque legati alla mafia. » in Rapport de la majorité DC, *op. cit*., p. 228. On raconte que Ciancimino aurait même signé 2000 permis de construire en une seule nuit.

162. 685 voix en 1956, 11088 en 1957 puis 9305 en 1964. Voir Rapport de la majorité DC, *op. cit*., p. 228.

cousins Salvo. Enfin, cette expérience fournit également à la mafia une sorte de technique pour infiltrer l'administration locale et l'économie légale, modèle de connivences qu'elle va tenter de reproduire dans d'autres localités.

Les *viddani* de Corleone

Luciano Leggio : une ambition dévorante

Le Sac immobilier de Palerme correspond également au moment où les équilibres internes à l'organisation commencent à bouger. Avant la première guerre de mafia, c'est vers la province qu'il faut se tourner pour observer ces mutations. Après le débarquement allié, le docteur Michele Navarra, chef de la *cosca* de Corleone, enrôle Luciano Leggio (alors simple voleur de bétail) qui devient gardien de terrain agricole. Il fait ensuite tout son possible pour se rendre indispensable, assassinant sur demande toute personne dérangeante, comme le syndicaliste Placido Rizzotto[163]. En 1956, Luciano Leggio lance sa propre société agricole à Piana della Scala, près de Corleone. Si, officiellement, il s'agit d'une ferme d'élevage, cette société sert en réalité de couverture pour l'abattage clandestin de bétail volé, ensuite écoulé sur les marchés de Palerme. Cette société sert également de base arrière à Leggio qui prépare son offensive contre Navarra. D'une part, c'est un moyen de contrôler une partie du territoire qui dépendait initialement de Navarra. D'autre part, il mène ses activités sans l'aval du chef et sans reverser un pourcentage de ses profits. Peu à peu, Leggio prend donc son indépendance et renforce son petit groupe de fidèles, parmi lesquels Bernardo Provenzano, Calogero Bagarella et Totò Riina. Navarra décide donc de sanctionner les ambitions de Leggio et envoie une équipe pour frapper le groupe par surprise. Suite à l'échec de cette tentative, Leggio organise l'assassinat de Navarra. Le 2 août 1958, alors qu'il est en voiture avec un jeune collègue médecin, le *boss* mafieux tombe dans un guet-apens d'une violence extrême. Cet événement marque le début de l'ascension de la *cosca* de Corleone au sein de *Cosa nostra*.

> Mais la guerre entre le groupe Navarra et celui de Leggio ne finit pas avec la mort du premier. La *cosca* de Navarra représentait la vieille mafia agraire et féodale, campée sur ses positions de pouvoir qui venaient d'une part du *latifondo* et de l'économie statique de la terre et de l'autre, des liens avec la politique et l'appareil administratif public (comme le confirment les nombreuses charges recouvrait Navarra lui-même). La *cosca* de Leggio était en revanche l'expression de la nouvelle mafia des rebelles qui étaient nés et avaient grandi à l'ombre de la première et qui, tout à coup, se dressent contre les chefs, donnant

163. Quelques semaines avant les élections législatives de 1948, le syndicaliste Placido Rizzotto – très engagé dans l'occupation des terres non cultivées – disparaît et son corps ne sera retrouvé qu'en 2009, grâce au témoignage des complices de Leggio. Un jeune garçon témoin du meurtre meurt dans d'étranges circonstances, après une injection faite par le docteur Navarra. Le syndicaliste aurait été assassiné pour venger l'honneur de Navarra, humilié par Rizzotto qui refusait de l'inscrire dans l'association des anciens combattants parce qu'il n'avait pas combattu. L'enquête fut menée par le capitaine Carlo Alberto dalla Chiesa, alors chef des carabiniers de Corleone. Il est le premier à incriminer Leggio pour homicide et à pressentir toute la dangerosité du personnage.

> vie à des groupes de pouvoirs autonomes et indépendants, qui opposaient aux systèmes traditionnels de nouveaux systèmes d'exploitation, plus dynamiques et plus rentables, vol de bétail, boucherie clandestine, extorsions, pour ensuite se lancer à l'assaut de Palerme dans le secteur des marchés et de la construction. Ce fut une lutte qui se concrétisa par des embuscades, des attentats, des assassinats en chaîne qui firent des dizaines de victimes entre 1958 et 1963[164].

Cette analyse de la situation tirée du rapport Pisanò fait émerger trois éléments importants. Tout d'abord, le sénateur met l'accent sur la prise de pouvoir de la jeune génération sur les vieux chefs mafieux, ce qui est en fait une constante du fonctionnement interne des *cosche*. Toutefois, il utilise cette opposition entre une vieille et une nouvelle mafia – clé de lecture somme toute banale et fort discutable – pour illustrer le changement d'activités qui constitue, en soi, une nouveauté et qui permet l'insertion du groupe des Corléonais dans l'économie mafieuse palermitaine. En effet, Pisanò fait le lien entre la montée en puissance des Corléonais et le conflit pour le contrôle des marchés palermitains au début des années 1960. Rien ne nous permet d'affirmer que le groupe de Leggio a pris part directement à ce conflit mais on voit qu'il s'agit là d'un secteur stratégique qui consent aux Corléonais de se faire une place sur la scène palermitaine.

Toutefois, les activités de la mafia palermitaine sont bien différentes puisque, grâce au trafic de drogue, elle investit massivement dans l'immobilier. Le train de vie des mafieux palermitains n'a rien à voir avec celui des Corléonais, dont ils raillent l'origine paysanne en les surnommant les « *viddani*[165] », les « péquenauds ». Les Corléonais fond le dos rond : ils veulent eux aussi leur part du gâteau mais il leur manque l'apport initial. Leggio et ses complices se lancent dans les enlèvements pour accumuler les fonds nécessaires. Sous la protection des Greco, les Corléonais s'immiscent dans les affaires palermitaines et prennent de plus en plus d'importance. En 1969, le procès contre les groupes de Leggio et Navarra se tient à Bari. Malgré les dizaines d'homicides, le procès se conclut par un acquittement général qui légitime Leggio aux yeux des autres chefs mafieux. Enfin, cette année marque aussi la première participation active des Corléonais dans les conflits internes à la mafia palermitaine puisque, sur ordre de Bontate[166], Totò Riina, Calogero Bagarella, Bernardo Provenzano et deux autres mafieux vont assassiner Michele Cavataio – *boss* de la *cosca* d'Acquasanta, accusé par Buscetta d'avoir déclenché

164. « Ma la guerra tra il gruppo Navarra e quello del Leggio non finì con la morte del primo. La cosca del Navarra rappresentava la vecchia mafia agraria e feudale […]. La cosca del Leggio era invece espressione della nuova mafia dei ribelli, che nati e cresciuti all'ombra della prima, insorgevano a un tratto contro i capi, dando vita a gruppi di potere autonomi e indipendenti, che contrapponevano a quelli tradizionali altri sistemi di sfruttamento, più dinamici e redditizi, abigeato, macellazione clandestina, estorsioni, per tentare poi l'assalto alla stessa Palermo nel settore dei mercati e dell'edilizia. Fu una lotta che si concretizzò in una catena di imboscate, di attentati, di assassini che dal 1958 al 1963 videro decine di vittime. » in Rapport de la minorité MSI, *op. cit.,* p. 1006.

165. *Viddani* est un mot péjoratif du dialecte sicilien pour souligner l'origine paysanne et rustre des Corléonais. On le traduira par péquenauds.

166. FALCONE Giovanni & PADOVANI Marcelle, *Cose di Cosa nostra*, Milan, BUR, 1993, p. 35.

la première guerre de mafia – lors du massacre de viale Lazio[167]. Grâce à cette opération, les *viddani* gagnent leurs galons et Luciano Leggio intègre la Commission provinciale aux côtés de Bontate et Badalamenti lorsque celle-ci est à nouveau instituée en 1969. Toutefois, Leggio étant souvent à Milan, ses lieutenants Riina et Provenzano le représentent lors des réunions. Arrêté en 1974 après une longue cavale[168], Luciano Leggio est considéré comme un chef mafieux de premier plan et les parlementaires rivalisent d'expressions hyperboliques pour le définir : il est le « digne successeur des gros bonnets[169] » tels que Calogero Vizzini et « le symbole même de la délinquance mafieuse du premier après-guerre à nos jours[170] ». Néanmoins, si Leggio est certes une figure emblématique qui incarne l'ascension de cette *cosca* provinciale et les mutations de *Cosa nostra* au cours des années 1950-1960, les rapports parlementaires de 1976 éludent complètement ses deux acolytes, Salvatore dit « Totò » Riina et Bernardo Provenzano, qui vont pourtant prendre les rênes de la *cosca* corléonaise, puis de *Cosa nostra*.

Les figures de Totò Riina et Bernardo Provenzano

Il n'y a que peu d'ouvrages consacrés exclusivement à ces deux figures qui ont gouverné *Cosa nostra* pendant près de trente ans. Les journalistes Attilio Bolzoni et Giuseppe D'Avanzo retracent la vie de Totò Riina dans *Il capo dei capi*, publié en 2007[171]. Né à Corleone en 1930 dans une famille paysanne, il grandit dans la misère et la pauvreté. Lorsqu'il a treize ans, son petit frère Francesco et son père Giovanni trouvent la mort en manipulant une bombe alliée dont ils voulaient extraire la poudre. Pour les deux journalistes, cet événement conditionne le jeune Totò qui, dès lors, n'a qu'une idée en tête : sortir de la misère. Surnommé « *u curtu* » pour sa petite taille, il se rapproche de Bernardo Provenzano et, ensemble, ils intègrent la bande de Luciano Leggio, alors gardien de terrains agricoles pour le compte de Navarra. Bernardo Provenzano, dit « *Binnu* », est également issu d'une famille paysanne de Corleone. Sous la houlette de Leggio, ils participent tous deux à l'exécution du docteur Navarra : « surnommés "les bêtes" pour leur férocité, ils étaient les éléments les plus dangereux dont disposait Leggio Luciano,

167. Calogero Bagarella, beau-frère de Totò Riina, est tué lors de l'opération.

168. Leggio a passé le plus clair de sa carrière criminelle en cavale. Il est introuvable de 1948 à 1964, date à laquelle il est arrêté (comble de la malice, il s'était réfugié chez l'ancienne compagne de Placido Rizzotto) et incarcéré pour la première fois. Après avoir été acquitté au procès de Bari avec Riina en 1969, il repart en cavale de 1970 à 1974. Toutefois, il semble que les autorités l'avaient localisé et elles ont mis un certain temps à l'arrêter. Le rapport du sénateur Pisanò (MSI) est entièrement dédié à la reconstruction du parcours criminel de Leggio et en particulier du réseau de protection dont il aurait bénéficié en cavale.

169. « Degno successore dei pezzi da novanta » in *Ibid*., p. 996.

170. « Il simbolo stesso della delinquenza mafiosa dal primo dopoguerra ad oggi » in *Ibid*., p. 995.

171. Cette monographie a ensuite été adaptée à la télévision en 2011, dans une fiction en 6 épisodes, qui a soulevé de nombreuses polémiques pour l'identification qu'elle suscite avec le chef mafieux.

rien de moins qu'une quarantaine d'homicides à leur actif[172] ». Les surnoms mettent en évidence la violence de leurs actions. Ainsi, Provenzano est également appelé « *u tratturi* », selon le repenti Antonino Calderone, « en référence à ses capacités de tueur et surtout pour le massacre de viale Lazio, dans le sens où il écrasait tout sur son passage et là où il passait, l'herbe ne poussait plus[173] ». Grâce à leur image de brutes sanguinaires, les hommes de main de Leggio gravissent les échelons au sein de l'organisation. Ils représentent Leggio jusqu'à son arrestation en 1974 puis prennent le contrôle de la *cosca* de Corleone. Ils se démènent pour récolter les fonds nécessaires à l'investissement dans le trafic de stupéfiants géré par les familles palermitaines et se lancent également dans l'immobilier, grâce aux rapports entretenus avec Vito Ciancimino.

La conquête du pouvoir

La descente sur Palerme

> Ils débarquèrent à Palerme pour se cacher et pour s'octroyer eux aussi une part des affaires, pour se présenter comme les chefs des villages de la province aux grandes familles de *Cosa nostra*. […] Les Corléonais descendirent de leurs collines et entrèrent timidement en ville avec leurs vêtements en tissu noir ou en velours à larges côtes, leurs chaussures crottées de boue, leur béret sur la tête. Ils avaient le visage hâlé par le soleil et les mains calleuses. Ils étaient humbles, respectueux, parfois même serviles. Les vice-rois les regardaient et se payaient leur tête, ceux qui venaient de la campagne étaient des péquenauds[174].

Cet extrait du livre d'Attilio Bolzoni et Giuseppe D'Avanzo entretient l'image rustre et rustique des Corléonais qui constitue leur marque de fabrique. Toutefois, cette interprétation est en net décalage avec la réalité : le Provenzano « grossier et analphabète[175] » décrit par Buscetta s'est révélé être un fin stratège au cours des dernières décennies. Cette image de « péquenauds » est savamment exploitée par les Corléonais, tel un cheval de Troie leur permettant d'infiltrer la mafia palermitaine sans que celle-ci ne prenne la mesure du danger.

172. « Soprannominati « le belve » per la loro ferocia, erano gli elementi più pericolosi di cui disponeva Leggio Luciano, responsabili di non meno di quaranta omicidi » in Procura della Repubblica di Palermo, *Ordinanza-sentenza emessa nel procedimento penale contro Greco Michele ed altri per gli omicidi Reina-Mattarella-La Torre-Di Salvo*, vol. 8, 9 juin 1991, p. 1231.

173. « Con riferimento alle sue capacità omicide e soprattutto alla strage di viale Lazio, nel senso che egli tratturava tutto e da dove passava lui non cresceva più l'erba » in OLIVA Ernesto & PALAZZAOLO Salvo, *Bernardo Provenzano. Il ragioniere di Cosa nostra*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006, p. 7. Il s'agit de la première monographie entièrement dédiée à la figure de Bernardo Provenzano.

174. « Sbarcarono a Palermo per nascondersi e per ritagliarsi anche loro una fetta di affari, per presentarsi come i padroni dei paesi della provincia alle grandi famiglie di Cosa Nostra. […] I Corleonesi scesero dalle colline ed entrarono timidamente in città con i loro vestiti di panno nero o di velluto a coste larghe, le scarpe sporche di fango, la coppola in testa. Avevano facce cotte dal sole e mani callose. Erano umili, rispettosi, qualche volta anche servili. I viceré li guardavano e li sfottevano, quelli che venivano dalla campagna erano i *viddani*. » in BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, *Il capo dei capi, op. cit*., p. 49-50.

175. « Rozzo e analfabeta » in LODATO Salvatore, *La mafia ha vinto, op. cit.,* p. 69.

Pendant que les enfants des *boss* palermitains sortent et exposent leur richesse dans les bars et discothèques de la *Palermo per bene*, les Corléonais deviennent les hommes de main des grandes familles et arrivent peu à peu à gagner leur confiance. Le massacre de viale Lazio, le 10 décembre 1969, rentre dans cette stratégie d'infiltration. Les Corléonais prennent part au « dernier acte de la guerre de 1962-1963[176] » sur la demande des grandes familles palermitaines qui, convaincues par la version de Buscetta, décident de supprimer Michele Cavataio. La déférence exprimée au travers de cette expédition punitive flatte les Palermitains, les rendant moins méfiants, et profite aux Corléonais, leur permettant de s'insérer durablement dans les affaires palermitaines. Ceux-ci profitent de la légitimité et de la confiance gagnées pour commencer à avancer leurs pions, en donnant vie à une stratégie qui va bouleverser l'équilibre interne de *Cosa nostra*. Tout d'abord, les Corléonais veulent placer leurs hommes dans une zone cruciale pour le développement immobilier de Palerme : Piana dei Colli. Ils favorisent l'ascension de mafieux qui, par la suite, seront leurs alliés lors de l'offensive finale, comme par exemple les Madonia dans la *cosca* de San Lorenzo[177]. Protégés ainsi au sud par les Greco de Ciaculli et au nord par les Madonia, les Corléonais prennent peu à peu les familles palermitaines en tenaille[178]. De plus, ils développent des liens de confiance avec les autres *mandamenti* et en particulier avec Nitto Santapaola, *boss* ambitieux de Catane., La botte secrète des Corléonais est de susciter la trahison à l'intérieur des familles[179] afin de rompre les alliances transversales mises en place pour l'organisation du narcotrafic. En tissant un nouveau réseau qui bouscule les rapports de force tout en prenant le soin de traiter avec une grande déférence Michele Greco, alors chef de la Commission, Riina et Provenzano manœuvrent secrètement pour isoler Bontate et Inzerillo, les évincer de l'instance de commandement et donc procéder à leur élimination.

176. Voir DICKIE John, *Cosa nostra, op. cit.*, p. 346.

177. Voir COCO Vittorio, *La mafia palermitana, op. cit.*, p. 50.

178. « C'est ainsi que se brisait la subdivision traditionnelle entre le Nord et le Sud de l'arrière pays palermitain, dont les principales *cosche*, quand elles ne s'étaient pas affrontées durement (première guerre de mafia de 1962-1963), avaient simplement cohabité dans la tolérance réciproque (épisode précédent la seconde guerre mondiale). Le groupe adverse, géographiquement transversal, comprenait outre Bontate déjà cité de Santa Maria del Gesù, Salvatore Inzerillo, représentant de la « famille » de la bourgade de Passo di Rigano, près d'Uditore et de Piana dei Colli. » (« Si rompeva in questo modo la tradizionale suddivisione tra il Nord et il Sud dell'Hinterland palermitano, le cui principali cosche quando non si erano scontrate duramente (prima guerra di mafia del 1962-63) avevano semplicemente convissuto nella tolleranza reciproca (episodio precedente alla seconda guerra mondiale). Geograficamente trasversale era anche lo schieramento avverso che, accanto al già citato Bontate da Santa Maria del Gesù, comprendeva Salvatore Inzerillo, rappresentante della « famiglia » della borgata di Passo di Rigano, prossima a Uditore e Piana dei Colli. ») in *Ibidem*.

179. Giovanni Bontate trahit son propre frère, Stefano, pour rejoindre le camp des Corléonais (voir *Ibid.*, p. 57).

La « *mattanza*[180] »

Toutefois, le conflit n'est pas engagé frontalement. Les hostilités commencent de façon sournoise, par l'homicide de Giuseppe Di Cristina[181], le 30 mai 1978 à Passo di Rigano, territoire dominé par la famille Inzerillo. L'assassinat de ce proche de Stefano Bontate sur le territoire de Salvatore Inzerillo a pour but de semer le trouble entre les différentes familles et d'attirer les forces de l'ordre sur les terres d'Inzerillo afin de gêner ses activités.

> L'élimination de Di Cristina constitue le premier pas d'un plan lucide, mis en place avec une détermination féroce par les Corléonais, pour éliminer, un à un, tous les alliés les plus puissants de Stefano Bontate, afin que l'élimination programmée de Bontate ne déclenche plus aucune réaction du même genre. Et l'erreur de Stefano Bontate, dans cette partie d'échecs tragique, est justement de ne pas avoir compris à temps le plan pervers de ses adversaires[182].

Le 23 avril 1981, Stefano Bontate est assassiné au volant de son Alfa Romeo Giulietta blindée flambant neuve, qui n'a pourtant pas résisté aux rafales de Kalashnikov. Salvatore Inzerillo se croit à l'abri car il doit de l'argent aux Corléonais qui ont investi dans une cargaison de drogue envoyée outre Atlantique. Il est pourtant abattu le 11 mai 1981 avant d'avoir pu monter dans sa nouvelle voiture blindée. Après l'élimination des chefs, les Corléonais et leurs alliés se lancent dans une chasse à l'homme pour traquer les membres de ces familles mafieuses et les exécuter ou les faire disparaître à jamais[183]. Les Corléonais, en fins stratèges, utilisent tant la *lupara bianca*[184] que les assassinats spectaculaires, pour désorienter leurs adversaires et instiller la peur. Plus qu'un conflit entre deux groupes, la deuxième guerre de mafia est en réalité une véritable campagne d'extermination des familles palermitaines traditionnelles : on estime le bilan à près de mille morts ou disparus en cinq ans. Cette situation chaotique provoque une perte de repères pour les mafieux et pour ceux qui gravitent dans la galaxie mafieuse.

---

180. « Mattanza » fait référence à une vieille technique de pêche aux thons rouges au large de l'île de Favignana. L'utilisation des harpons pour la mise à mort entraîne de grosses effusions de sang. Ce terme est utilisé par les journalistes pour qualifier la seconde guerre de mafia.

181. « Représentant de la « famille » de Riesi (Caltanissetta) et grand ami de Stefano Bontate, il avait un rôle de premier plan à l'intérieur de *Cosa nostra* » (« Rappresentante della « famiglia » di Riesi (Caltanissetta) e grande amico di Stefano Bontate, rivestiva un ruolo di primo piano nell'ambito di Cosa Nostra »), in STAJANO Corrado (dir.), *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit*., p. 42. Sentant le vent tourner, Di Cristina avait commencé à collaborer de manière informelle avec les carabiniers afin de faire tomber les Corléonais.

182. « L'eliminazione del Di Cristina costituisce il primo passo di un lucido piano, attuato con feroce determinazione dai Corleonesi, per eliminare, ad uno ad uno, tutti i più potenti alleati di Stefano Bontate, di modo che la programmata eliminazione dello stesso Bontate non avrebbe scatenato reazioni di sorta. E l'errore di Stefano Bontate, in questa tragica partita a scacchi, è stato proprio di non aver capito in tempo il perverso piano dei suoi avversari. » in *Ibid*., p. 43.

183. La famille Inzerillo est décimée à la fin du conflit, on compte environ une vingtaine de victimes. Grâce à la médiation de la famille Gambino, les survivants ont la vie sauve à condition de ne plus revenir en Sicile. Les membres de la famille Badalamenti connaissent également le même sort. Le problème des « scappati » (« fuyards ») se pose à *Cosa nostra* au début des années 2000, lorsque plusieurs Inzerillo reviennent à Palerme. Certains Corléonais veulent alors reprendre les hostilités mais Bernardo Provenzano évite de prendre position.

184. Disparition totale de la victime. Si jusqu'aux années 1960, les mafieux jetaient les corps au fond de puits, dans la campagne, les Corléonais dissolvent les corps dans l'acide au cours de la deuxième guerre de mafia. Ceci répond à une double logique d'efficacité : faire régner la peur en maintenant les proches dans l'incertitude et simplifier la logistique criminelle en évitant de transporter et de dissimuler les corps.

C'est dans ce contexte que les enquêteurs recueillent les premières écoutes téléphoniques reliant clairement Ignazio Salvo à Tommaso Buscetta. En effet, Buscetta – qui se trouve alors au Brésil – tente de joindre Santo Inzerillo, frère de Salvatore, pour s'informer sur la situation. Le coup de téléphone transite par la maison d'Ignazio Salvo, qui laisse transparaître son inquiétude[185]. Les Corléonais s'en prennent ensuite à la famille Badalamenti ainsi qu'à celle de Buscetta, afin de le pousser à sortir du bois. L'élimination systématique des membres de sa famille conduit Buscetta à collaborer avec le juge Falcone après son arrestation au Brésil en 1984. « La banalisation des vengeances "transversales", consistant à frapper l'entourage de l'homme à abattre, [devient] l'une des caractéristique de ce conflit[186] ». Cette attaque en règle des *cosche* les plus importantes se propage également en dehors du *mandamento* de Palerme. Salvatore Lupo compare donc la prise de pouvoir violente des Corléonais à un véritable « coup d'État[187] ».

Cependant, cette démonstration de force ne touche pas que le monde criminel puisque, en parallèle, les Corléonais se lancent également dans une offensive meurtrière contre les représentants des institutions et des forces de l'ordre. Tout commence le 20 août 1977 avec l'assassinat de Giuseppe Russo, colonel des carabiniers. À partir de 1979, les « cadavres exquis » se multiplient, frappant tant le monde politique que les institutions judiciaires : Michele Reina (secrétaire régional de la DC) est abattu le 9 mars 1979, puis c'est au tour de Boris Giuliano (chef de la brigade mobile de Palerme qui conduisait les enquêtes sur la *Pizza connection*) en juillet 1979, et le magistrat Cesare Terranova est assassiné avec son chauffeur Lenin Mancuso le 25 septembre 1979. L'année 1980 est également très meurtrière : Piersanti Mattarella (président DC de la région Sicile) est tué le 6 janvier, puis le Capitaine des carabiniers Emanuele Basile (collaborateur de Paolo Borsellino) est exécuté en mars et, enfin, Gaetano Costa, Procureur de la République qui allait être mis sous protection, est assassiné le 6 août 1980. En 1981, il semble que les Corléonais concentrent leur force militaire sur le conflit interne à l'organisation en frappant les familles Inzerillo et Bontate. Galvanisés par l'ascendant pris sur les autres *cosche*, les Corléonais assassinent Pio La Torre (secrétaire régional du PCI) et son chauffeur Rosario Di Salvo dans un guet-apens le 30 avril 1982. Moins de trois mois plus tard, avec l'aide des Catanais de Nitto Santapaola, ils abattent le Général des carabiniers Carlo Alberto dalla Chiesa (nommé préfet de Palerme après la mort de La Torre) et sa jeune épouse Emanuela Setti Carraro, ainsi que leur agent d'escorte Domenico Russo,

185. Pour la retranscription des écoutes téléphoniques entre Ignazio Salvo et Tommaso Buscetta, voir *Ibid*., p. 424-426.
186. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, H*istoire de la mafia, op. cit*., p. 216.
187. « Colpo di Stato » in LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale, op. cit*., p. 122.

le 3 septembre 1982[188]. Enfin, l'offensive se conclut par l'élimination du juge de Trapani Giangiacomo Ciaccio Montalto (26 janvier 1983) et l'assassinat du juge Rocco Chinnici (29 juillet 1983) lors d'un attentat à la voiture piégée qui coûte la vie à deux policiers d'escorte et au gardien de son immeuble. On observe donc une montée en puissance comparable dans la guerre de mafia et dans la guerre contre les institutions. C'est à l'aune de ce contexte criminel qu'il faut analyser et interpréter la mort des personnalités qui sont au cœur de notre étude.

Le règne des Corléonais

Afin d'asseoir leur domination, les Corléonais se rapprochent de la DC – dont ils ont éliminé les figures les plus gênantes[189] – et s'approprient le système de pouvoir local. Salvo Lima et les cousins Salvo, malgré leurs liens avec les familles perdantes de Bontate et Inzerillo, ne sont pas éliminés car les Corléonais ont besoin de leurs relations avec le pouvoir local pour pérenniser leur commandement et avoir une emprise directe sur la vie économique sicilienne. Quant à Vito Ciancimino, bien que dans l'ombre suite aux polémiques du début des années 1970, il devient très vite l'homme de main des Corléonais grâce à la relation privilégiée qu'il entretient avec Bernardo Provenzano[190]. De plus, les Corléonais fidélisent ceux qui les ont aidés à décimer les familles palermitaines en leur distribuant des territoires. Dans cette nouvelle carte du pouvoir mafieux, on note la centralité des familles de Piana dei Colli (les Madonia), de Ciaculli (les Greco) et le contrôle du reste du *mandamento* de Palerme, grâce au soutien des Brusca de San Giuseppe Jato. Les liens avec les Catanais de Nitto Santapaola sont renforcés par l'arrivée des entrepreneurs Carmelo et Pasquale Costanzo sur le marché de la construction à Palerme[191].

Le règne des Corléonais débute ainsi sous de bons auspices : ils exercent un contrôle capillaire du territoire, prennent en main le trafic de stupéfiants et s'infiltrent dans les rouages de l'administration publique grâce au système de pouvoir mis en place par la DC vingt ans auparavant. Au niveau interne, la vraie révolution des Corléonais est l'abandon de la structure collégiale de commandement (la *cupola*) au profit d'un commandement unique, dépendant de Totò Riina, le *Capo dei capi*, soit le chef suprême de

188. Le chapitre 2 est consacré à l'analyse des assassinats de La Torre et dalla Chiesa.

189. Michele Reina et Piersanti Mattarella (Président DC de la région Sicile, assassiné le 6 janvier 1980).

190. Massimo Ciancimino raconte les nombreuses rencontres entre Provenzano (en cavale depuis 1963) et son père, jusqu'à la mort de ce dernier en 2002. Voir CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.*

191. Voir OLIVA Ernesto & PALAZZAOLO Salvo, *Bernardo Provenzano. Il ragioniere di Cosa nostra*, *op. cit.*, p. 109. Ces entrepreneurs, en rapport avec la mafia catanaise depuis les années 1960, connaissaient bien les Corléonais : ils avaient couvert la cavale de Riina, Provenzano et Leggio à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Cosa nostra jusqu'à son arrestation en janvier 1993. À ce jour, nous savons que Bernardo Provenzano était également très impliqué dans le commandement de *Cosa nostra* et peut-être serait-il plus juste de parler d'un *duumvirat*. Toutefois, la discrétion de Provenzano a conduit bon nombre d'observateurs à sous-estimer son poids au sommet de *Cosa nostra*. En cavale de 1963 à 2006, Provenzano est une figure somme toute méconnue et, à la lumière des nouveaux travaux[192], on voit émerger un personnage au caractère mesuré, appelé le « comptable[193] » qui tranche avec l'image du « *tratturi* » des années 1960 et renverse l'interprétation d'un Riina plus réfléchi, soutenu par un Provenzano sanguinaire. De fait, la direction de ces deux hommes[194] donne lieu à deux périodes totalement différentes. Le règne de Riina est celui du « *stragismo* », la période des massacres, caractérisé par les attentats spectaculaires contre les juges Falcone et Borsellino en 1992[195]. En revanche, le gouvernement de Provenzano est défini comme une stratégie dite de « submersion », caractérisée par le silence de *Cosa nostra* et la fin des « cadavres exquis » afin de resserrer les liens avec le pouvoir politique en pleine mutation[196], et de relancer les affaires, mises en péril par l'attention médiatique suscitée par les attentats de 1992. Les assassinats des juges Falcone et Borsellino apparaissent comme un moment de rupture entre Riina et Provenzano. Il semblerait que Provenzano n'était pas favorable à une solution éclatante comme celle préconisée par Riina. Début avril 1992, soit un mois et demi avant l'attentat de Capaci, la femme et les deux enfants de Provenzano retournent vivre à Corleone après des années de cavale. Ce retour à Corleone acte de manière tacite la fracture entre les deux hommes.

192. OLIVA Ernesto & PALAZZAOLO Salvo, *Bernardo Provenzano. Il ragioniere di Cosa nostra*, *op. cit.* ; GRASSO Pietro & LA LICATA Francesco, *Pizzini, veleni e cicoria. La mafia prima e dopo Provenzano*, Milan, Feltrinelli, 2007 ; CAMILLERI Andrea, *Voi non sapete. Gli amici, i nemici, la mafia, il mondo nei pizzini di Bernardo Provenzano*, Milan, Mondadori, 2007.

193. « Ragioniere » in OLIVA Ernesto & PALAZZAOLO Salvo, *Bernardo Provenzano. Il ragioniere di Cosa nostra*, *op. cit.*

194. Provenzano devient *Capo dei capi* après l'arrestation de Riina en 1993.

195. Le chapitre 4 est dédié à l'analyse de leurs assassinats.

196. En 1992, suite au scandale de Tangentopoli, le paysage politique est bouleversé. Après avoir éliminé son principal représentant, Salvo Lima, *Cosa nostra* choisit de se tourner vers de nouveaux référents comme Marcello Dell'Utri, bras droit de Silvio Berlusconi, identifié comme tel par le repenti Gaspare Spatuzza. Voir le procès verbal de l'interrogatoire de Gaspare Spatuzza, repenti, du 16 juin 2009 in *Io accuso. Le stragi del 1992 e del 1993, i rapporti fra mafia, imprenditoria e politica e il ruolo di Berlusconi e Dell'Utri : tutti i verbali di Gaspare Spatuzza, l'uomo che sta riscrivendo la storia d'Italia*, Palerme, Novantacento, 2010, p. 151.

L'Italie à la fin des « années de plomb[197] » : le rapport à la violence

L'enlèvement d'Aldo Moro : un moment charnière

La décennie de la violence politique

Les années 1970 sont marquées en Italie par le déchaînement de la violence politique de tout bord. Cette décennie commence le 12 décembre 1969 avec l'attentat de Piazza Fontana et se termine au début des années 1980[198]. Cette période très complexe peut-être divisée en trois phases[199]. Tout d'abord, la « stratégie de la tension[200] » se met en place entre 1969 et 1974. Des bombes sont placées par des groupuscules néofascistes – couverts par certains dirigeants des services secrets italiens – dans des endroits très fréquentés[201] afin de faire naître un sentiment de peur et d'insécurité qui favoriserait un tournant autoritaire dans les urnes. Cette violence aveugle fait revivre le spectre du coup d'État[202] et conduit une partie des groupes d'extrême-gauche à se radicaliser. Toutefois, si le passage à la lutte armée était déjà au cœur des débats en raison d'une idéologie politique qui concevait la violence comme une nécessité historique, les raisons de sa mise en pratique diffèrent d'un groupuscule à un autre, révélant ainsi les divergences politiques qui traversent l'extrême-gauche.

197. Expression tirée du titre d'un film de Margarethe von Trotta (*Die bleierne Zeit*, 1981). Ce syntagme n'est pas neutre, il met en avant la violence diffuse de cette époque et gomme les spécificités des différents groupuscules qui appartenaient à des traditions politiques opposées.

198. Les interprétations divergent à ce sujet. On peut considérer que cette décennie se clôt avec l'attentat de la gare de Bologne (2 août 1980) à matrice néofasciste, ou avec l'arrestation de Mario Moretti (leader des Brigades Rouges) en 1982, ou encore avec l'attentat du train 904 Naples-Milan du 28 décembre 1984, de matrice néofasciste mais réalisé avec l'aide de mafieux siciliens et napolitains.

199. Voir VEZZANI Ilaria, « La patologia della memoria », in MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime*, Rome, Aliberti, 2013, p. 15-44. Une première phase, dite « d'incubation de la violence politique » pour l'extrême gauche, est marquée par les attentats d'extrême-droite (1969-1974), puis une seconde phase serait celle de la naissance et de la pratique du terrorisme d'extrême-gauche (1974-1978). La troisième et dernière phase (1978-1982) marque le retour de la violence aveugle d'extrême-droite (attentat de Bologne) et le déclin définitif des groupuscules d'extrême-gauche dont les BR, après l'assassinat d'Aldo Moro, avec l'arrestation de Mario Moretti et le démantèlement du groupe.

200. « Cette expression provient d'un article de l'hebdomadaire anglais *The Observer* (dans le numéro daté du 14 décembre 1969) commentant l'attentat [de piazza Fontana] ; une semaine plus tôt, le même journal évoquait un coup d'État en préparation. » in RAYNER Hervé, « Protéger, subir et réprimer : la délicate « gestion » du terrorisme par l'État italien durant les « années de plomb » » in LAZAR Marc & MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 37.

201. Outre le massacre de Piazza Fontana en 1969 où l'engin explosif était placé dans une banque, plusieurs bombes explosent soit dans des manifestations (Piazza della Loggia à Brescia le 28 mai 1974) soit dans des trains. C'est le cas à Gioia Tauro en 1970, mais dans la province de Bologne au passage du train Italicus (4 août 1974) et à la gare de Bologne, en plein chassé croisé estival, le 2 août 1980. Les enquêtes sur ces attentats ont été dépistées par les services secrets et les exécutants restent, pour la plupart, impunis.

202. Plusieurs coups d'État sont ourdis dans les années 1960-1970 (notamment par le général De Lorenzo en 1964 puis par Junio Valerio Borghese, ancien chef d'une brigade néofasciste pendant la guerre civile, en 1970), contribuant à alimenter un sentiment d'insécurité. L'intellectuel Pier Paolo Pasolini dénonce ce climat de coup d'État dans un article intitulé « Qu'est-ce que ce coup d'État ? Moi je sais » (« Cos'è questo golpe? Io so », in *Corriere della Sera*, 14 novembre 1974 cité par CRAINZ Guido, *Il paese mancato*, Rome, Donzelli, 2005 (2003), p. 484). Il y dénonce l'implication des groupuscules d'extrême-droite sans les nommer puisqu'il n'a pas de preuves. Il est important de souligner que le climat international de la guerre froide conditionne l'interprétation des massacres en Italie. Après la Grèce des colonels en 1967, le général Pinochet – soutenu par la CIA dans un but anti-communiste – prend le pouvoir au Chili en 1973. De plus, les succès électoraux accumulés par le MSI à partir de 1970 et les déclarations de son chef, Giorgio Almirante (ancien hiérarque de la RSI), se déclarant favorable à une solution à la grecque ne font qu'attiser les craintes des démocrates. La stratégie de la tension viserait à recréer en Italie les conditions qui ont permis la réalisation du coup d'État en Grèce.

> Toutes ces organisations acceptent théoriquement le recours à la violence en vertu de leur facture plus ou moins marxiste qui leur fait considérer la violence comme une nécessité historique et l'accoucheuse de l'histoire. Elles s'opposent sur les différents scénarios d'affrontement avec la bourgeoisie qu'elles envisagent et par conséquent sur les stratégies violentes : violence défensive pour résister à une fascisation de l'État ou à un coup d'État pour *Lotta continua* et le premier groupe armé, celui fondé en 1969 par l'éditeur Feltrinelli (les *Gruppi di azione partigiana*, GAP) ; violence offensive pour mener l'insurrection pour PotOp et les BR ; violence diffuse créatrice de « territoires libérés » pour les Autonomes[203]…

Pour tous ces groupes qui sont en rupture avec le PCI (accusé d'avoir trahi ses idéaux révolutionnaires), on retrouve le socle commun de la tradition de l'antifascisme militant[204] et de la violence comme nécessité historique. Cependant, tous ne passent pas à la lutte armée. Le massacre de piazza della Loggia à Brescia – une bombe explose pendant une manifestation antifasciste – en 1974 constitue un tournant. Les Brigades Rouges[205], bien que nées avec l'ambition d'être un groupe militaire, ne revendiquent l'assassinat politique comme possible forme de lutte qu'après le massacre de Brescia.

> La violence n'est plus vécue comme une nécessité ou un passage obligé, mais comme un axe de référence consciemment assumé, comme une priorité décisive pour une stratégie complètement révolutionnaire[206].

C'est donc à partir de 1974 que s'ouvre une seconde phase, celle du terrorisme d'extrême-gauche. En 1976, suite à la dissolution de *Lotta Continua*, une partie des services d'ordre de LC et de PotOp confluent dans un nouveau groupe, *Prima Linea*, et font également le choix d'une violence offensive. Les BR et *Prima Linea* multiplient les actions à l'encontre de syndicalistes, de dirigeants d'entreprises et s'en prennent même aux magistrats. Le passage à la lutte armée coïncide donc avec une montée en puissance de la violence (de la séquestration[207] à la « jambisation[208] » puis à l'homicide). L'historien Paul Ginsborg parle d'une véritable « stratégie d'anéantissement » lancée par les BR à partir de 1977 :

> Des actions indiscriminées étaient annoncées, dont le but était de frapper des professionnels et des « valets de l'État[209] », avec l'objectif de terroriser des pans entiers des classes dominantes et de leurs partisans, de façon à empêcher le bon fonctionnement de l'État[210].

203. SOMMIER Isabelle, « "Les années de plomb" : un "passé qui ne passe pas" » in *Mouvements*, La Découverte, 2003/3, n°27-28.

204. MATARD-BONUCCI Marie-Anne, « Des usages de l'antifascisme et de la résistance par les Brigades Rouges », in LAZAR Marc & MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb, op. cit.*, p. 16-35.

205. Que nous appellerons dorénavant les BR.

206. « La violenza non è più vissuta come una necessità o una scelta obbligata, ma come asse di riferimento assunto consapevolmente, priorità decisiva per una strategia compiutamente rivoluzionaria » in DE LUNA Giovanni, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, 2009, p. 92.

207. Le juge Mario Sossi est enlevé et séquestré pendant plus d'un mois par les Brigades Rouges en 1974.

208. Action violente consistant à tirer sur les jambes de la victime.

209. « Servi dello Stato » in GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi. Società e politica 1943-1988*, Turin, Einaudi, 1989, p. 516.

210. « Venivano annunciate azioni indiscriminate, miranti a colpire professionisti e « servi dello Stato » con l'obiettivo di terrorizzare interi settori delle classi dominanti e dei loro fautori, in modo da impedire il regolare funzionamento dello Stato. », in *Ibidem*.

Dynamiques et impact politique

Cette stratégie atteint son paroxysme le 16 mars 1978 au matin : peu avant 9h, alors qu'il se rendait à Montecitorio pour voter la confiance au premier gouvernement centriste soutenu par le PCI, le président de la DC Aldo Moro est enlevé par les BR à Rome. Malgré ses nombreux appels à la négociation – encouragée par le PSI – au cours de ses cinquante-cinq jours de captivité, la DC et le PCI incarnent le « front de la fermeté », le PCI ne pouvant prendre le risque de se montrer complaisant envers la lutte armée. Aldo Moro, abandonné à son sort, est exécuté le 9 mai 1978 et son corps est retrouvé dans le coffre d'une voiture garée via Caetani, à mi-chemin entre le siège de la DC et celui du PCI, afin d'attribuer la responsabilité de ce dénouement tragique aux deux partis. Pour Guido Crainz, « les 55 jours qui ont commencé via Fani et se sont terminés ici, au cœur de la capitale, à deux pas des sièges de la DC et du PCI, sont un traumatisme dramatique dans l'histoire du pays[211] ». Cet événement traumatique marque non seulement un tournant dans la vie politique italienne[212] – c'est la fin du compromis historique entre DC et PCI – mais conditionne aussi durablement le rapport de la classe politique à la violence.

Un événement qui fait date et qui conditionne l'interprétation de la violence mafieuse

Si ce n'est pas la première fois que les groupuscules d'extrême-gauche s'en prennent à un représentant de l'État, l'impact politique et médiatique de l'enlèvement, puis de l'exécution d'Aldo Moro est immense car, au delà de l'éminente figure politique plusieurs fois Président du Conseil, il s'agit du premier parlementaire assassiné depuis Giacomo Matteotti en 1924. L'enlèvement meurtrier d'un élu de la République est décrit dans la presse, dès le 17 mars 1978, comme une attaque aux fondements-mêmes de l'État démocratique[213]. Après la découverte du corps d'Aldo Moro, le Président de la Chambre, Pietro Ingrao (PCI), englobe l'assassinat de Moro dans un projet terroriste global de déstabilisation de la démocratie :

> Attention à ne pas nous tromper. Attention à ne pas comprendre tout cela trop tard. Le corps d'Aldo Moro, criblé de balles au cœur de la capitale, pas très loin du Parlement républicain, est une insulte et un défi pour tout le monde. Les onze balles qui l'ont touché en pleine poitrine ne le visaient pas lui seul. À travers lui, elles voulaient toucher une cible plus vaste. C'est pourquoi je ne vois pas de différence entre le corps inanimé de Moro et

211. « I 55 giorni iniziati in via Fani e terminati qui, nel cuore della capitale, a un passo dalle sedi della Dc e del Pci, sono un trauma drammatico nella storia del paese. » in CRAINZ Guido, *Il paese mancato,* Milan, Donzelli, 2005, p. 580.

212. Voir GIOVAGNOLI Agostino, « Penser l'affaire Aldo Moro : un tournant dans l'histoire de la République ? » in LAZAR Marc & MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *L'Italie des années de plomb, op. cit.,* p. 178-191.

213. Voir CRAINZ Guido, *Il paese mancato, op. cit*., p. 578.

> les morts de via Fani, et tant d'autres disparus dont nous nous souvenons aujourd'hui et que nous considérons, ensemble, comme les victimes, étape après étape, d'une même attaque contre la République[214].

L'émoi suscité par cette action terroriste est tel que ce traumatisme va influencer l'interprétation de la violence mafieuse qui se déchaîne contre les représentants de l'État à partir de 1979, comme nous le révèle l'étude textométrique des séances parlementaires faisant suite à ces homicides.

La classe politique face à la violence mafieuse

Usage du lexique spécifique

Les usages langagiers pour qualifier la mafia étant somme toute génériques à la fin des années soixante, on note une augmentation significative des termes spécifiques dans les années soixante-dix. Le contexte de violence diffuse – et en particulier les assassinats ciblés du terrorisme d'extrême-gauche – semble conditionner le discours des hommes politiques, au point de faire émerger une grille de lecture politisée qui est appliquée à la violence mafieuse. La définition de la violence politique vient parasiter celle de la violence mafieuse, créant ainsi une porosité des notions dans les discours politiques. La mafia va être définie au prisme du terrorisme et vice versa[215], alimentant ainsi une confusion lexicale d'autant plus significative du manque de compréhension du phénomène mafieux.

La porosité des notions de mafia et terrorisme

Tout acte violent et criminel faisant naître un sentiment de terreur et d'insécurité est donc perçu comme terroriste, *a fortiori* si la victime est un homme politique. En janvier 1980, les débats parlementaires faisant suite à l'homicide de Piersanti Mattarella[216] sont révélateurs de cette confusion sémantique. L'assassinat de Mattarella est certes qualifié de mafieux – comme ceux des magistrats Cesare Terranova (septembre 1979, voir fig. 3[217]) et Gaetano Costa (août 1980, voir fig. 5) – mais c'est la dimension terroriste de l'acte qui

214. « Guai ad ingannarci. Guai a capirlo troppo tardi. Il corpo di Aldo Moro, crivellato di colpi nel cuore della capitale, poco lontano dal Parlamento repubblicano, è un insulto e una sfida a tutti. Le undici pallottole che lo hanno colpito al petto non avevano solo lui come oggetto. Volevano colpire con lui un bersaglio molto più vasto. Perciò non vedo separazione tra il corpo esanime di Moro e i morti di via Fani, e quelli di tanti altri caduti, che tutti, in questo momento, ricordiamo e accomuniamo come vittime e tappe di un attacco alla Repubblica. », Séance à la Chambre du 10 mai 1978, intervention de Pietro Ingrao (PCI, Président de la Chambre), p. 17076.

215. On parle ainsi de « la sfida del terrorismo comune e politico » (« le défi lancé par le terrorisme commun et politique ») et de « la lotta contro la delinquenza politica e la delinquenza comune » (« la lutte contre la délinquance politique et la délinquance commune ») : Séance au Sénat du 5 septembre 1982, intervention d'Aimone Finestra (MSI-DN), p. 25596-25597.

216. Président DC de la Région Sicile, il avait lancé une opération de moralisation et de transparence de la vie politique sicilienne pour limiter l'influence de la mafia.

217. Tous les graphiques cités sont disponibles en annexes.

prime dans les discours (voir fig. 4). Nombreuses sont les interventions pour démontrer cette relation entre mafia et terrorisme. Pio La Torre (PCI) insiste sur les liens entre des groupuscules et certains clans mafieux, tandis que le ministre de l'Intérieur Virginio Rognoni (DC) fait état de similitudes techniques pour justifier la comparaison :

> Il est certain que, ces derniers temps, on a assisté à une implantation terroriste y compris dans des zones qui en étaient exemptes auparavant ; par exemple, on constate l'adoption de méthodes, de stratégies et de tactiques opérationnelles de type terroriste de la part de la criminalité organisée. Il est donc licite de supposer qu'il puisse assister à une complicité opérationnelle entre criminalité organisée dans le Mezzogiorno et terrorisme, avec des échanges mutuels d'expériences opérationnelles et d'hommes de main. En somme, il est vrai que la frontière entre criminalité politique et criminalité commune s'avère labile, parfois ; il est vrai qu'il peut y avoir des cas où le terrorisme et la criminalité organisée – et en Sicile l'organisation mafieuse – mettent ensemble et se prêtent des hommes et des moyens, mais il est surtout vrai que, même quand ils agissent séparément, le résultat intimidateur et désagrégeant de leurs actions coïncide et est objectivement analogue[218].

Toutefois, son propos reste vague, signe qu'il ne dispose pas d'éléments concrets pour l'étayer. En effet, à cette date, aucune collusion entre mafia et terrorisme n'a été corroborée par des faits. De plus, cette déclaration démontre une méconnaissance du *modus operandi* mafieux puisque le guet-apens est considéré comme une technique des groupes terroristes alors que, depuis le XIX^{e}, les exemples d'exécution mafieuse en pleine rue sont légion. Il semble donc que le statut de la victime conditionne l'interprétation des faits et détermine la nature politique du crime, ce qui entretient une confusion entre la mafia et le terrorisme, en criminalisant ultérieurement la violence politique. Ainsi, une large part des débats est consacrée à la définition du crime et par extension, à une caractérisation de l'auteur.

> Crime mafieux ou crime terroriste ? Je ne sais pas. Je sais que, quand la violence et la mort marquent en soi les événements de cette importance, avec cette intensité, le terrorisme et la mafia se valent, mais comme deux formes de criminalité[219].

Malgré le désir initial de différencier ces deux formes de violence, toute tentative de définition se solde par un constat généralisant qui ne saurait éclairer l'auditoire sur la nature distincte des deux phénomènes. Cette intervention de Francesco Roccella (Parti radical) est à replacer dans la polémique qui l'a opposé à Aristide Gunnella (PRI). Ce

218. « Certamente si è verificata negli ultimi tempi una ramificazione terroristica anche in zone che prima ne erano immuni ; ad esempio, si sta constatando l'adozione di metodi, strategie e tattiche operative di carattere terroristico da parte della criminalità organizzata . È quindi lecito supporre che possa verificarsi una complicità operativa tra criminalità organizzata nel Mezzogiorno e terrorismo, con mutui scambi di esperienze operative e di manovalanza gregaria . È vero insomma che il confine tra criminalità politica e criminalità comune risulta labile, talvolta ; è vero che si possono verificare casi in cui il terrorismo e la criminalità organizzata - e in Sicilia l'organizzazione mafiosa - mettano insieme e si prestino uomini e mezzi, ma è innanzitutto vero che, anche quando agiscono separatamente, l'esito intimidatorio e disgregante delle loro imprese è obiettivamente coincidente ed analogo. » : Séance à la Chambre du 8 janvier 1980, intervention de Virginio Rognoni (DC), p. 7104.

219. « Delitto di mafia o delitto terroristico? Non lo so. Io so che, quando la violenza e la morte segnano in sé gli eventi a questo livello, con questa intensità, terrorismo e mafia si equivalgono, ma come due forme di criminalità. » : Séance à la Chambre du 8 janvier 1980, intervention de Francesco Roccella (Parti radical), p. 7120.

dernier qualifie le crime de « terrorisme politique[220] » et nie le mobile du meurtre, à savoir l'engagement de la victime contre les collusions politico-mafieuses qui étaient à la base du système de pouvoir démocrate-chrétien au niveau local : « essayer de démontrer que l'assassinat de Mattarella est le résultat d'une action mafieuse signifie réduire la dimension morale du personnage[221] ». Gunnella[222] instrumentalise la notion de terrorisme pour nier l'implication de la mafia et l'existence de commanditaires issus du monde politique. La dimension politique de l'homicide crée la confusion mais apparaît également, pour les forces de gauche et de centre-gauche, comme l'élément distinctif qui permet de définir ce crime comme étant mafieux :

> Qui donc a dit que l'on ne peut imputer des crimes politiques à la mafia ? Mais toute l'histoire de la mafia est constellée de crimes politiques, même si les victimes n'étaient pas politiques, mais la trame, les intérêts, les intéressements partagés, les connivences et les complicités, qui donnaient naissance au mobile et à l'acte criminel, l'étaient[223].

L'incapacité à distinguer la violence politique de la violence criminelle ainsi que les implications politiques de la violence mafieuse amènent donc une partie de la classe politique à adopter de nouveaux outils langagiers. Suite à l'assassinat de Pio La Torre[224] le 30 avril 1982, les membres du PCI parlent de « terrorisme politico-mafieux[225] ». Ce syntagme – lexicalisé car maintes fois repris dans les centaines de télégrammes de condoléances envoyés au siège du parti et gravé sur la stèle commémorative placée sur le lieu de l'assassinat un mois plus tard – vient confirmer nos analyses précédentes. Comme pour le meurtre de Mattarella, le crime est qualifié d'acte terroriste, bien que l'utilisation d'armes à feu dans un guet-apens soit un *modus operandi* typique des exécutions mafieuses. La période de la violence politique étant révolue, on peut alors supposer que l'utilisation de la notion de terrorisme est un moyen de condamner l'acte de manière unanime car « le terme de terrorisme […] jette l'anathème sur ce qu'il prétend décrire, il charrie avec lui une condamnation politique et morale[226] ». Enfin, la stature politique de la victime conditionne la nature du crime et ses conséquences tandis que

220. « Terrorismo politico » : Séance à la Chambre du 8 janvier 1980, intervention de Aristide Gunnella (PRI), p. 7115.

221. « Cercare di dimostrare che l'assassinio di Mattarella è l'espressione di un'azione mafiosa, vuol dire sminuire la stessa figura morale di Mattarella » : *Ibid.*

222. Par la suite, Aristide Gunnella a fait l'objet d'enquêtes à cause de sa proximité avec certaines familles mafieuses (voir Séance à la Chambre du 12 mars 1992, intervention de Luciano Violante, p. 95860).

223. « Chi mai ha detto che alla mafia non sono addebitabili i delitti politici? Ma tutta la storia della mafia è costellata di delitti politici, anche se politiche non erano le vittime, ma la trama, gli interessi, le cointeressenze, le connivenze e le complicità, da cui nasceva la ragione e l'atto del delitto. », Séance à la Chambre du 8 janvier 1980, intervention de Francesco Roccella (Parti radical), p. 7121.

224. Député, ancien membre de la Commission parlementaire antimafia, il était secrétaire régional du PCI en Sicile au moment de son assassinat. La lutte contre la mafia est une des caractéristiques essentielles de son engagement politique. Nous étudierons plus spécifiquement sa personnalité, son engagement et son assassinat, comme celui du préfet dalla Chiesa, dans le chapitre 2.

225. « Terrorismo politico-mafioso », Séance à la Chambre du 9 juin 1982, intervention de la présidente Nilde Jotti (PCI), p. 47869.

226. GUIDON Guillaume, *Le concept de « terrorisme » est-il pertinent pour écrire l'histoire des « années de plomb » ?* (Communication du 16 mai 2013 au colloque Justice et Politique à Grenoble, version de l'auteur).

l'adjectif *mafioso* dénonce l'auteur de l'assassinat. Toutefois, le syntagme « terrorisme politico-mafieux » ne fait qu'entretenir la confusion lexicale entre mafia et terrorisme puisque, pour reprendre les mots de Nando dalla Chiesa, « la mafia devient l'adjectif d'autre chose, et non plus un phénomène en soi[227] ». La porosité des notions de mafia et terrorisme se retrouve également dans les martyrologes dressés par les parlementaires : le meurtre de La Torre conclut la série noire des assassinats mafieux mais, s'agissant du second parlementaire assassiné pendant son mandat, les parallèles avec Aldo Moro sont fréquents. Toutefois, nous le verrons, aucun débat parlementaire n'est consacré à la violence mafieuse après son assassinat. En revanche, comme pour acter la fin des « années de plomb », l'analyse textométrique (voir fig. 6) des débats parlementaires après l'homicide du préfet dalla Chiesa (3 septembre 1982) montre que les termes se rapportant au terrorisme sont bien moins employés que ceux ayant trait à la mafia ; tendance qui se confirme après l'assassinat de Giangiacomo Ciaccio Montalto (25 janvier 1983, voir fig. 7).

Le rapport de la presse locale à la violence mafieuse

Le duopole de l'omerta : *La Sicilia* et Le *Giornale di Sicilia*

Les deux quotidiens régionaux les plus populaires en Sicile sont contrôlés par deux familles. Cette situation de duopole pose problème, d'une part, pour la divulgation de l'information et, d'autre part, du rapport des dirigeants au pouvoir politico-mafieux local. La famille Ciancio Sanfilippo – issue de la noblesse sicilienne – exerce un monopole quasi total de l'information sur la Sicile orientale et centrale. Elle possède, entre autre, le quotidien *La Sicilia*, fondé en 1945, ainsi que de nombreuses radios et télévisions depuis la libéralisation des ondes dans les années 1970. La carrière de Giuseppe (« Pippo ») Fava[228] est emblématique de la difficulté d'exercer le métier de journaliste dans un contexte où, bien souvent, le pouvoir politico-mafieux se confond avec le pouvoir médiatique. Après de nombreuses expériences dans des journaux contrôlés par la famille Ciancio, comme *L'Espresso Sera*, il est licencié à la fin des années 1970 et commence à mûrir le projet de créer un journal pouvant rompre cette situation de monopole. Son isolement progressif

227. « La mafia diventa aggettivo di altro, non un fenomeno in sé », DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto. Il generale, la mafia, la società italiana*, Milan, Mondadori, 1984, p. 140.

228. Pippo Fava est écrivain, dramaturge et journaliste. Il a écrit de nombreuses pièces de théâtre dénonçant la présence mafieuse dans la société sicilienne. Ses travaux journalistiques avaient également pour but de dénoncer les rouages du système politico-mafieux qui gangrénait la ville de Catane, ce qui l'a porté à entrer en conflit avec les Ciancio et l'élite politique locale. La qualité de ses travaux l'amènent à exercer son métier dans des quotidiens nationaux et à la Rai. En décembre 1982, il entame une nouvelle expérience journalistique en lançant le mensuel, *I Siciliani*, pour concurrencer le monopole des Ciancio et dénoncer librement les collusions politico-mafieuses. Il est assassiné par la mafia catanaise le 5 janvier 1984. Sa fille, Elena Fava, revient sur le parcours de son père dans FAVA Elena, « Questo rimprovero all'Italia », in MASCALI Antonella (dir.), *Lotta civile. Contro le mafie e l'illegalità*, Milan, Chiarelettere, 2009, p. 9-35.

coïncide avec la montée en puissance de la *cosca* de Nitto Santapaola[229] à Catane, en relation avec les *Cavalieri del Lavoro*[230] qui, comme à Palerme, sont en rapport constant avec le courant andreottien local dirigé par Nino Drago. Après diverses tentatives avortées à cause de l'infiltration de piliers du système local dans le capital de nouveaux journaux, Fava crée *I Siciliani* en 1982, pour dénoncer les collusions politico-mafieuses et l'importance de la mafia catanaise dans les nouveaux équilibres mafieux nés de la deuxième guerre de mafia. Ce mensuel se distingue des autres journaux locaux qui, quand ils n'en nient pas farouchement l'existence, sous-estiment fortement l'ampleur du phénomène mafieux dans la Sicile orientale, se contentant de parler de délinquance. Certains personnages influents tentent de corrompre Fava mais sans succès. Il est assassiné le 5 janvier 1984 à Catane. Son histoire montre à quel point le contrôle de l'information était total et combien il était impossible de diffuser une information alternative.

Pour Palerme et la Sicile occidentale, le monopole éditorial et médiatique est exercé par la famille Ardizzone depuis près d'un siècle et demi, puisque Girolamo Ardizzone créa le *Giornale officiale di Sicilia* après l'arrivée de Garibaldi, en 1860. Devenu le *Giornale di Sicilia* dans l'après-guerre, le quotidien – proche de l'élite démocrate-chrétienne – traitait la violence mafieuse comme *Il Popolo* – quotidien national de la DC – et la majorité des parlementaires centristes, en passant sous silence la nature du phénomène pour ne pas qualifier l'auteur et donc nier l'existence d'une organisation criminelle structurée. Ainsi, pour reprendre les mots du juge Falcone, « les meurtres mafieux étaient presque toujours désignés comme l'œuvre d'une "cruelle main assassine"[231] ». Pour les journalistes, il est difficile de se détacher de cette ligne éditoriale. Les chroniqueurs judiciaires compétents et méticuleux sont victimes de pressions et certains payent de leur vie cet engagement pour la vérité, comme Mario Francese, assassiné à Palerme le 26 janvier 1979. Au lendemain de son exécution, l'éditorial de Lino Rizzi – bien que devant rendre hommage à la vie et à l'œuvre de son collègue exécuté – est emblématique du jargon utilisé pour qualifier la violence mafieuse :

> J'écris ces lignes bouleversé par le spectacle de son corps massacré, baignant dans son sang, je me sens assailli de questions dont je ne connais pas les réponses et qui marquent une autre heure sombre et horrible de cette ville parcourue par une barbarie sans nom,

229. Qui devient l'atout des Corléonais dans la Sicile orientale.

230. Gaetano Graci, Carmelo Costanzo, Mario Rendo et Francesco Finocchiaro. Le titre de *Cavaliere del Lavoro* est une distinction honorifique donnée aux meilleurs entrepreneurs.

231. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013, p. 111.

> théâtre de crimes sans autre matrice que celle de la délinquance triomphante et impunie, le vieux cancer de la vengeance mafieuse[232].

Nous retrouvons ici les ressorts émotifs (la vue du corps, le sang) qui sont instrumentalisés pour dénoncer le crime avec emphase tout en maintenant l'omerta sur l'auteur, réduit au rang d'adjectif, comme dans les discours politiques après les meurtres excellents.

Lors de notre entretien avec Fancesco La Licata[233], nous avons retracé son parcours au sein des deux principaux quotidiens locaux de la Sicile occidentale. Il commence sa carrière en 1970 à *L'Ora* – journal d'opposition proche du PCI – et, en 1980, il passe au *Giornale di Sicilia*, propriété de la famille Ardizzone, car Fausto de Luca – un des fondateurs de *La Repubblica* – est nommé directeur du journal.

> Les éditeurs du *Giornale di Sicilia* sont une famille composée de deux cousins : un très mauvais et un comme-ci comme ça. À l'époque c'était celui comme-ci comme ça qui commandait (et qui est directeur aujourd'hui). Il avait un critère disons de management : « Qui est le meilleur ? De Luca ? Alors prenons De Luca »[234].

L'arrivée de ce nouveau directeur marque un tournant dans la politique éditoriale. Selon La Licata, « le journal était bien, c'était un journal, il donnait les nouvelles[235] ». Toutefois, ce tournant est de courte durée :

> En 1982, dalla Chiesa meurt et là, on arrête de jouer : *Cosa nostra* prend aussi possession des journaux. Elle tente de rentrer dans le journal à travers le cousin très mauvais. La ligne politique change, le directeur change. Et le nouveau directeur, qui est toujours le même depuis 1983, c'est le patron. C'est l'éditeur qui devient directeur pour pouvoir mettre en place une ligne politique qui plaise à ses amis, disons Lima, Ciancimino… Voilà qui étaient ses amis[236].

Il devient ensuite beaucoup plus difficile pour La Licata d'exercer correctement son métier de journaliste au *Giornale di Sicilia*. Le contrôle de l'information devient total, surtout concernant les liens entre mafia et politique qui commencent à émerger dans les enquêtes de la magistrature.

> Avant d'être licencié (je te raconte cet épisode car il est éclairant) j'avais su que les cousins Salvo avaient été mis en examen[237] mais à l'époque on disait encore qu'ils étaient inculpés. Je vais au journal, voir le directeur adjoint qui est Pepi (celui qui est encore en place aujourd'hui) et je lui dis : « Salut Giovanni, j'ai su que les Salvo sont

232. « Scrivo queste righe sconvolto dallo spettacolo del suo corpo massacrato tra vistose macchie di sangue, mi sento assediato da domande a cui non so dare risposta e che segnano ancora un'altra ora buia e orrenda su questa città percorsa da una barbarie senza nome, palestra di delitti senza altra matrice che non sia la delinquenza trionfante e impunita, il cancro antico della vendetta mafiosa. », cité in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero, PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime di mafia*, Milan, Lupetti, 2012, p. 32.

233. Entretien avec Francesco La Licata réalisé le 6 juillet 2011 à Rome. La transcription complète est disponible en annexes.

234. « Gli editori del *Giornale di Sicilia* sono una famiglia composta da due cugini, uno pessimo e uno così così. Allora in quel momento comandava quello così così (che è adesso direttore) aveva un criterio diciamo manageriale: "chi è il più bravo? De Luca? Allora prendiamo De Luca" », *Ibidem*.

235. « Il giornale era bello, era un giornale, dava le notizie », *Ibidem*.

236. « Nell'82 muore dalla Chiesa e qui, fine dei giochi perché Cosa nostra s'impossessa anche dei giornali. Tenta di entrare nel giornale attraverso il cugino pessimo. Cambia la linea politica, cambia il direttore. E il nuovo direttore, che è ancora quello, dall'83, è il padrone. È l'editore che s'inventa anche direttore per poter attuare una linea politica appetibile dai suoi amici, diciamo, Lima, Ciancimino... Questi erano i suoi amici. », *Ibidem*.

237. Ces faits datent de 1984. Les cousins Salvo ont été arrêtés le 12 novembre 1984.

> inculpés ». « Mmm intéressant… ». « Qu'est-ce qu'on fait ? On écrit ? » « Attends un peu, j'en parle avec le directeur et puis… ». Bon… Terminé. Un jour, deux jours, trois jours, une semaine… « Giovanni, tu te rappelles de ce que je t'ai dit ? » « Ah, tu sais c'est de ma faute, je n'ai pas pu en parler avec le directeur… ». Finalement, je lui casse les pieds et, quinze jours après, je fais sortir la nouvelle sur les agences. J'arrive donc avec la feuille de l'agence et je lui dis : « Giovanni, on s'est fait doubler ! Nous, on le savait ce truc là ! Pourquoi est-ce qu'on s'est fait doubler ? » Alors il en parle avec le directeur et il me dit : « Écris, on va en faire la une », mais les Salvo étaient les associés secrets du journal… Donc moi, je commence à écrire, et au bout d'un moment il m'appelle : « Ciccio tu peux venir un instant ? »… « Mais cette inculpation, c'est pour quel délit ? » Je dis : « Association de malfaiteurs ». « Mais, mafieuse ? » (rends-toi compte que le délit d'association mafieuse venait juste d'être introduit dans le code, car jusqu'en 1982 cela n'existait pas). Je dis : « Non, ce n'est pas pour association mafieuse mais pour association de malfaiteurs », ce qui n'est déjà pas une médaille, ou une distinction honorifique, disons… « Non mais parce que si c'est comme ça, on fait quarante lignes page 36… ». Je dis : « Non, s'il s'agit de faire quarante lignes page 36 faites-les vous-même, moi je ne les écris pas »[238].

Cette anecdote nous permet de saisir la mesure du climat d'omerta qui pèse sur les croniqueurs du *Giornale di Sicilia* à partir de 1982. Ce journal – très proche du système de pouvoir politico-mafieux que nous avons décrit plus haut – est également le plus lu à Palerme et dans ses alentours, ce qui conditionne fortement l'accès de la population à l'information.

Le journalisme d'investigation et de dénonciation de *L'Ora*

Comme nous l'avons vu, la vie politique italienne est soumise à l'équilibre bipolaire du monde dans l'après-guerre. La Sicile semble être un laboratoire de ce rapport de force et les répercussions du contexte international se ressentent donc au niveau local, et en particulier dans la presse. En effet, la lutte contre la mafia – sujet porté principalement par les forces de gauche – entraîne une polarisation du débat dans les quotidiens locaux, à l'image du débat politique national. Ainsi, *L'Ora*[239] – journal palermitain très proche du PCI[240] – représente une expérience journalistique singulière qui se distingue nettement du reste de la presse sicilienne dominée par le duopole des

238. « Io, prima di essere licenziato, (ti racconto quest'episodio perché è illuminante) avevo saputo che i cugini Salvo avevano ricevuto un avviso di garanzia, ma allora si chiamava comunicazione giudiziaria. Vado al giornale, dal vice direttore che è Pepi (quello che c'è ancora adesso) e gli dico: "Ciao Giovanni, ho saputo che c'è una comunicazione giudiziaria per i Salvo". "Mmm interessante...". "Che facciamo? Scriviamo?" "Aspetta un attimo, ne parlo col direttore e poi...". Vabbè... Fine. Un giorno, due giorni, tre giorni, una settimana... "Giovanni, ma ti ricordi che t'ho detto?" "Ah, sai la colpa è mia perché non sono riuscito a parlarne col direttore..." Finalmente gli rompo le scatole, e dopo 15 giorni, faccio uscire la notizia sulle agenzie. Per cui arrivo poi col foglio dell'agenzia, e gli dico: "Giovanni, guarda che abbiamo preso un buco! Noi la sapevamo questa cosa! Perché abbiamo dovuto prendere un buco?" Allora ne parlò col direttore, e mi dice "Scrivi ché facciamo la prima pagina", ma i Salvo erano soci occulti del giornale... Quindi io comincio a scrivere, e ad un certo punto mi chiama: "Ciccio vuoi venire un attimo?"... "Ma questa comunicazione giudiziaria, per quale reato è?" Dico: "Associazione per delinquere". "Ma mafiosa?" (renditi conto che il reato di associazione mafiosa era appena stato introdotto nel codice, perché fino all'82 non esisteva). Dico: "No, non è associazione mafiosa ma associazione per delinquere", che già non è una stella al merito, un'onorificenza, diciamo... "No perché se è così facciamo 40 righe a pagina 36...". Dico: "No, se si tratta di fare 40 righe a pagina 36 fatevele voi, io non le scrivo". », Entretien avec Francesco La Licata réalisé le 6 juillet 2011 à Rome.

239. Le journal est créé à la fin du XIX^{e} par une famille bourgeoise voulant donner un espace aux requêtes de la bourgeoisie industrielle provinciale. Il passe ensuite sour le contrôle du PNF et est relancé en 1945.

240. Cependant, le directeur, Vittorio Nisticò, interdit fermement toute activité militante à ses chroniqueurs et cultive l'indépendance du journal face à la direction nationale du parti.

Ciancio et des Ardizzone. Ce journalisme d'investigation, initié sous la direction de Vittorio Nisticò dès 1954, caractérise la position et la production de *L'Ora* : le journal s'empare du sujet de la mafia et dénonce systématiquement les violences, les collusions et le système de pouvoir politico-mafieux. Dès les premiers signes de mutation des intérêts mafieux au cours des années 1950, *L'Ora* publie de nombreuses enquêtes sur le Sac immobilier de Palerme et sur l'ascension de Luciano Leggio au sein de *Cosa nostra*. Cette ténacité place le journal et ses chroniqueurs en première ligne. Le 19 octobre 1958, une bombe explose à la rédaction de *L'Ora* et détruit partiellement les locaux ainsi que les rotatives. Le lendemain, le journal réaffirme courageusement sa détermination en titrant : « La mafia nous menace, l'enquête continue[241] ». La ligne éditoriale lancée par Vittorio Nisticò donne naissance à une véritable école et *L'Ora* devient un lieu de formation pour plusieurs générations de jeunes journalistes d'investigation[242].

La dénonciation constante de la mafia caractérise donc *L'Ora* à partir des années 1950 et, de ce fait, le quotidien occupe une place à part dans le panorama médiatique local et national. Il est le seul à couvrir minutieusement la seconde guerre de mafia à partir de la fin des années 1970, comme l'explique Giuseppe Di Piazza, alors journaliste à *L'Ora* :

> À cette époque, *L'Ora* vendait plus de vingt-quatre mille exemplaires en ville. Mais en dehors de Palerme, toutes nos tueries ne suscitaient aucun intérêt. Dans les journaux nationaux, les nouvelles n'apparaissaient presque jamais, ou alors dans les entrefilets, souvent avec quelques jours de retard. D'autre part, on ne pouvait pas leur donner tort : il n'y avait pas de scoop, comme on dit dans notre jargon. Nous vivions dans une région du sud, loin de la capitale, et les régions du sud n'étaient visitées par les gouvernants qu'en cas d'émeute. C'est-à-dire qu'en cas de cadavres appartenant à l'État. Ces cadavres en revanche n'appartenaient à personne. Leurs nécrologies n'apparaissaient même pas dans le *Giornale di Sicilia*[243].

Malgré le désintérêt de la presse et de la classe politique nationale pour cette crise de violence mafieuse – dont les enjeux leur échappent – les journalistes de *L'Ora* rendent méticuleusement compte du conflit, homicide après homicide.

241. « La mafia ci minaccia, l'inchiesta continua » in FIGURELLI Michele & NICASTRO Franco (dir.), *Era L'Ora. Il giornale che fece storia e scuola*, Rome, XL Edizioni, 2011, p. 10. Cet épisode n'est pas isolé et plusieurs journalistes sont victimes de représailles mafieuses, comme Mauro De Mauro (victime de *lupara bianca* en septembre 1970 alors qu'il travaillait sur l'affaire Mattei ainsi que sur les liens entre criminalité et terrorisme néofasciste) ou Giovanni Spampinato (assassiné en octobre 1972, il était le correspondant de *L'Ora* dans la province de Raguse et s'intéressait également au rapport entre la mafia et le terrorisme d'extrême-droite).

242. La majorité des journalistes spécialistes de mafia ont fait leurs armes à *L'Ora*, aux côtés de grands intellectuels tels que Matilde Serrao, Leonardo Sciascia, Renato Guttuso ou encore Danilo Dolci.

243. « À quel tempo *L'Ora* vendeva più di ventiquattromila copie in città. Ma fuori di Palermo, tutta la nostra mattanza non interessava. Sui giornali nazionali le notizie non comparivano quasi mai, oppure in trafiletti, spesso con giorni di ritardo. D'altra parte, non si poteva dargli torto: non c'era la notizia, come si dice in gergo. Noi viviamo in una marca del sud, lontano dalla capitale, e le marche del sud vengono visitate dai governanti solo in caso di tumulto. Ovvero, solo in caso di qualche cadavere dello Stato. Quelli invece erano cadaveri di nessuno. Non comparivano neppure i necrologi sul *Giornale di Sicilia*. » Propos tenus par Giuseppe Di Piazza, journaliste, cités in DEAGLIO Enrico, *Raccolto rosso. Cronaca di una guerra di mafia e delle sue tantissime conseguenze*, Milan, Il Saggiatore, 2010, p. 45.

> La scène, pour les chroniqueurs, était toujours la même. Le cadavre sur le bitume, peu de gens autour. Quelqu'un à la fenêtre. La mère qui crie. Nous, on faisait même deux pages de journal sur un homicide, mais c'était une chronique étrange. Le récit détaillé du meurtre, un portrait du mort, en faisant bien attention à ne blesser personne, de la manière la plus ascétique qui soit. Qui c'était, s'il avait des antécédents judiciaires, des détails sur le meurtre, une petite géographie mafieuse, quelques mots arrachés aux policiers, justement le catalogue des « gagnants » et des « perdants ». Jamais un commentaire, un adjectif mal placé, parce que c'était dangereux. Et le lendemain il n'y avait plus de chronique, ce qui était en revanche le cœur du « fait divers » : le développement des enquêtes, d'éventuelles gardes à vue ou arrestations, les témoins oculaires, les recherches autour des voisins ou des proches. Il n'y avait aucune enquête dont on pouvait faire état et personne qui veuille parler. On passait donc directement au nouveau cadavre[244].

Le rythme très soutenu des épisodes criminels laisse de moins en moins de place à l'investigation et, pour dénoncer l'ampleur de la guerre de mafia, plusieurs stratégies médiatiques sont mises en place. Tout d'abord, l'homicide est à la une avec un gros titre et une photo sur laquelle on voit clairement le cadavre, comme pour immortaliser la violence mafieuse et provoquer ainsi un électrochoc de la population. Les journalistes veulent contribuer à l'effondrement de toute légende anthropologique et culturelle selon laquelle la mafia serait une honorable société. Afin de contrer cette image culturelle qui a la peau dure, ils utilisent la photographie pour dénoncer sans détours la nature criminelle de la mafia. Dans un deuxième temps, pour que le lecteur ne s'habitue pas à ces faits de sang, le journal entreprend également un décompte des victimes. Giuseppe Di Piazza explique ce choix de la rédaction :

> *L'Ora* commença à indiquer les meurtres avec un numéro progressif : 91e, 92e et après le numéro on mettait des points de suspension. […] On mettait toujours des points de suspension après, comme pour quelque chose qui ne finit jamais. Quand on arriva à 100, le journal parut avec une une sur laquelle il y avait un numéro un et les deux zéros étaient les trous d'un fusil[245].

L'Ora prend le parti d'une médiatisation choc de la violence, afin que la profusion d'images ne produise pas l'effet inverse de celui escompté. Le décompte vise donc à renforcer la matérialisation de la violence déjà causée par la publication des photographies de cadavres.

244. « La scena, per i cronisti, era sempre uguale. Il cadavere sull'asfalto, poca gente intorno. Qualcuno alla finestra. La madre che grida. Noi su un omicidio facevamo anche due pagine di giornale, ma era una cronaca strana. Il racconto dettagliato dell'omicidio, un ritratto del morto, facendo bene attenzione a non offendere nessuno, nella maniera più ascetica. Chi era, se aveva precedenti penali, dettagli sull'omicidio, una piccola geografia mafiosa, qualche parola strappata ai poliziotti, appunto il catalogo dei « vincenti » e dei « perdenti ». Mai un commento, un aggettivo fuori posto perché era pericoloso. E il giorno dopo non c'era più cronaca, quella che invece fa il sale della « nera » : lo sviluppo delle indagini, eventuali fermi o arresti, le testimonianze occulari, lo scavo tra i vicini di casa o i parenti. Non c'erano indagini da riferire e nessuno che volesse parlare. Quindi passavamo direttamente al nuovo cadavere. » in *Ibid*, p. 45-46.

245. « *L'Ora* prese a indicare gli omicidi con un numero progressivo : 91°, 92° e dopo il numero metteva tre puntini di sospensione. […] C'erano sempre i puntini dopo, come per una cosa che non finisce mai. Quando si arrivò a cento, il giornale uscì con una copertina in cui « uno » era in numero e i due zeri erano le bocche di una doppietta. » in *Ibid*., p. 45. Deux reproductions de ces unes sont disponibles en annexes.

***

Ainsi, au début des années 1960, l'existence de la mafia est farouchement niée par les membres de la DC alors que les forces de gauche font de la lutte contre la mafia l'argument principal de leur combat contre la majorité. Le débat pour l'institution de la commission d'enquête parlementaire dure près de quinze ans et il faut attendre le massacre de Ciaculli pour que la classe politique prenne conscience du problème et fasse finalement siéger la commission antimafia. Le refus d'une partie de la classe politique d'affronter la question mafieuse peut s'expliquer par les liens forts que la DC entretient au niveau local avec la mafia et le monde économique. Ce système de pouvoir insère la mafia dans les rouages de l'économie légale, lui permettant d'accroître son influence.

La modernisation des activités criminelles de la mafia provoque une remise en cause des équilibres internes, qui débouche sur un premier conflit en 1962-1963 puis sur une deuxième guerre intestine, bien plus meurtrière, de 1978 à 1983. L'émergence de cette nouvelle génération de mafieux venus de la province bouleverse littéralement l'organisation de *Cosa nostra* puisque le mode de direction collégiale est définitivement abandonné. La faction des Corléonais prend les commandes de l'organisation : ce sont donc eux qui commanditent les assassinats de Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino.

Cette étude du contexte fait également émerger un rapport problématique du monde politique à la violence mafieuse. Les réticences à définir la violence mafieuse – et donc la mafia – transparaissent dans le langage politique, entraînant une confusion sémantique entre les notions de mafia et de terrorisme à la fin des années 1970. Le débat politique autour de la violence mafieuse reste très polarisé et ce clivage se ressent aussi dans la presse locale.

Chapitre 2

La crise de violence mafieuse de 1982

Ce chapitre propose d'analyser plus spécifiquement les assassinats Pio La Torre et Carlo Alberto dalla Chiesa qui constituent des pics de la crise de violence mafieuse des années 1980. Après avoir présenté ces deux personnalités, nous étudierons en détail le contexte qui a porté à leur élimination. Ces deux homicides ont secoué la population palermitaine car ces deux meurtres font naître des tensions entre une partie de la société et de la classe politique. Nous verrons enfin dans quelle mesure ces homicides constituent un tournant dans la formation d'une conscience antimafia civile qui, par la conjonction de différents acteurs (religieux, associatifs), donne vie à la première mobilisation civile et institutionnelle significative contre la mafia.

Pio La Torre et Rosario Di Salvo : causes et conséquences d'un double homicide politique

Pio La Torre

Biographies et travaux de recherche sur Pio La Torre

Les ouvrages consacrés à Pio La Torre sont légion mais on remarque qu'ils sont, dans un premier temps, centrés sur sa figure politique. Les livres de Domenico Rizzo[1] publiés entre 2001 et 2003 retracent son activité militante et la formation de sa pensée politique à travers de nombreux documents et témoignages. De même, en 2002, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort l'Institut Gramsci de Palerme publie l'ouvrage de Cesare De Simone[2], centré sur l'engagement politique de La Torre et sur sa figure publique, laissant de côté sa vie privée. Ces ouvrages visent à démontrer l'actualité de son projet politique vingt ans après sa mort. Afin de rendre la personnalité et l'histoire de Pio La Torre plus accessible au grand public, deux journalistes – Giuseppe Bascietto et Claudio Camarca – prennent le parti de faire une biographie romancée, fondée sur des témoignages. Ce livre, au sous-titre éloquent (« Une histoire italienne. La vie de l'homme politique qui défia la mafia[3] »), d'une part, redonne une dimension nationale à l'engagement de La Torre, et d'autre part, nous livre un portrait qui laisse parfois émerger l'image privée de l'homme et du père de famille. Toutefois, il faut attendre 2015 pour que son fils Franco prenne la plume et retrace la vie du personnage public et privé[4]. On trouve également quelques travaux de recherche[5], dont l'essai d'histoire orale de Giovanni Burgio[6], financé et publié par le *Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre*. De plus, cette structure a également édité de nombreuses publications mémorielles dès 1986. Son but est de valoriser le patrimoine idéologique laissé par Pio La Torre et de diffuser une véritable conscience antimafia en utilisant ces publications

1. RIZZO Domenico, *La pista degli appalti : Cronaca delle iniziative per la modifica della legislazione sugli appalti in Sicilia e dell'azione moralizzatrice di Pio La Torre 1979-1984*, Palerme, Lega siciliana delle autonomie locali, 2001 ; RIZZO Domenico, *Pio La Torre vent'anni dopo : sintesi cronologica della sua vita, considerazioni sul suo ritorno in Sicilia 1981-1982, attualità del suo progetto politico*, Palermo, Lega Siciliana delle Autonomie, 2001 ; RIZZO Domenico, *Pio La Torre : una vita attraverso i documenti*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003.

2. DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, Rome, Editori riuniti, 2002.

3. BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio*, Pio La Torre, una storia italiana. La vita del politico e dell'uomo che sfidò la mafia*, Rome, Aliberti, 2008.

4. Voir LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia. Pio La Torre, una storia*, Milan, Melampo, 2015.

5. Dont un master intitulé « Pio La Torre, una vita per la Sicilia » réalisé par Davide Mancuso à l'université de Palerme sous la direction d'Alessandra Dino en 2009.

6. BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia. Un saggio di storia orale*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008.

comme matériel pédagogique[7], l'étude de la vie de Pio La Torre donnant la possibilité aux jeunes générations de reparcourir l'histoire de la lutte contre la mafia et celle des combats politiques qui ont marqué l'histoire de la Sicile depuis l'après-guerre. Enfin, à l'occasion du trentième anniversaire de l'assassinat, plusieurs ouvrages ont été publiés[8]. Toutefois, ces publications s'inscrivent dans la continuité d'une demande de la famille visant à rouvrir l'enquête pour mettre au jour les commanditaires du meurtre, comme nous le verrons au chapitre 10.

Pio La Torre ou l'engagement pour le « rachat[9] » de la Sicile

Pio La Torre est né à la périphérie de Palerme en 1927, dans une famille de paysans. Il s'engage au Parti Communiste Italien dès 1945 et participe activement aux luttes paysannes qui ont marqué le climat social de l'après-guerre en Sicile en menant la bataille pour l'occupation des terres non cultivées[10]. En 1949, il remplace Placido Rizzotto, assassiné par la mafia, à la tête de la *Camera del Lavoro*. Dès le début de sa carrière militante, Pio La Torre se heurte à *Cosa nostra*. Il ouvre trois sections du parti communiste dans son quartier et l'activisme dont il fait preuve agace la mafia. Son père reçoit la visite de deux mafieux qui lui conseillent de calmer l'ardeur de son fils. Pio La Torre ne fléchit pas et prend de plus en plus de responsabilités dans le parti. Un deuxième avertissement arrive : la mafia met le feu au seuil de l'étable de la famille La Torre. Dans l'essai d'histoire orale de Giovanni Burgio, le frère de La Torre, Luigi, raconte cet épisode :

> Alors mon père renvoya Pio de la maison parce qu'il avait été menacé. Il le renvoya pour le faire dormir ailleurs. Le soir il rentrait tard, seul, là dans la campagne. Mon père lui disait : « Tu dois changer d'avis ». Et lui, il répondait : « Moi, changer ? Je n'y pense pas un instant ». « Et alors mon fils cherche-toi un logis et pars d'ici parce qu'ici, le soir, sans lumière, ils peuvent même te tirer dessus». Pio prit sa valise et s'en alla[11].

Le refus de se soumettre à la domination mafieuse devient le fil rouge de toute sa vie militante. L'occupation des terres non cultivées est une lutte pour libérer les paysans du pouvoir de la mafia qui se manifeste alors principalement par le contrôle du

7. Parmi toutes les publications du centre, on trouve aussi une pièce de théâtre : CONSOLO Vincenzo, *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia. Atto unico*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2009. Cette pièce a été jouée par des lycéens lors de la commémoration du 28e anniversaire de la mort de Pio La Torre (2010), à Palerme, en présence de Franco La Torre et du magistrat Antonino Di Matteo. Un DVD de la représentation a aussi été édité par le *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre*.

8. LO MONACO Vito & VASILE Vincenzo, *Pio La Torre*, Palerme, Flaccovio, 2012 ; SANFILIPPO Elio & CALECA Nino, *Perché è stato ucciso Pio La Torre ?*, Palerme, Istituto Poligrafico Europeo, 2012 ; MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre ? Omicidio di mafia o politico ? La verità sulla morte del più impressionante dirigente comunista assassinato in Italia*, Rome, Lit Edizioni, 2012.

9. « Riscatto ».

10. Occupation autorisée par le décret Gullo (PCI) puis remise en question par la réforme Segni (DC) de 1950.

11. « Allora mio padre lo mandò via di casa perché Pio fu minacciato. Lo mandò via di casa per farlo dormire fuori. Di sera si ritirava tardi, da solo, qui in campagna. Mio padre gli diceva : « Devi cambiare idea ». Lui dice : « Io cambio ? Manco per idea ». « E allora figlio mio cercati un alloggio e tu te ne vai di qua perché qua di sera senza luce ti possono pure sparare. » Pio si prese la valigia e se ne andò. » in BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia. Un saggio di storia orale*, *op. cit.,* p. 48.

territoire et des travailleurs. Les forces de gauche sont en première ligne et subissent les représailles mafieuses. Malgré le danger, La Torre s'investit de manière constante et exemplaire, ce qui lui permet d'acquérir un grand prestige auprès des militants et de la population. Accusé à tort d'avoir frappé un policier avec un bâton lors d'une manifestation à Bisacquino, il est emprisonné pendant un an et demi, du 11 mars 1950 au 23 août 1951. Son emprisonnement et le manque de soutien de la part du PCI[12] à ce moment-là rendent son engagement encore plus idéaliste, étranger à toute manipulation politicienne. Ainsi, lorsqu'il sort de prison, il a la ténacité et l'épaisseur politique nécessaires pour entreprendre une carrière électorale.

En 1952, il est élu pour la première fois au conseil municipal de Palerme et y reste jusqu'en 1966. Il s'engage également dans la bataille syndicale et devient secrétaire général de la CGIL[13] en 1959. Il dirige le PCI sicilien de 1962 à 1967 puis intègre la direction centrale du PCI à Rome à partir de 1969. Entre temps, il obtient son premier mandat à l'Assemblée Régionale de Sicile (1963). Pendant ses mandats au conseil municipal de Palerme et à l'ARS pendant le Sac immobilier de Palerme, il dénonce le système de pouvoir politico-mafieux qui permet à la mafia de blanchir l'argent sale grâce à la spéculation immobilière. Alessandro Ferretti, alors chef du groupe PCI au Conseil municipal, raconte une anecdote qui permet de comprendre le climat d'omerta dans lequel travaille La Torre :

> Il avait un courage exceptionnel, il ne se laissait pas intimider. La Torre, quand il s'agit de dénoncer des connivences mafieuses pour le plan régulateur de la ville, pour l'eau, pour le saccage des zones constructibles, donna en pleine séance les noms et prénoms des chefs de groupes mafieux. […] Dans un discours, il avait énuméré les faveurs dont avaient bénéficié plusieurs propriétaires grâce au nouveau plan régulateur de la ville. Ce fut une attaque très dure. Deux jours plus tard, il alla au secrétariat général, demanda le texte sténographique de son intervention mais ne le trouva pas. Il avait disparu[14].

Après cet épisode, La Torre écrit quatre articles dans *L'Unità* afin de compenser la censure dont il a été victime. Lorsqu'il est élu au Parlement en 1972[15], il fait naturellement partie de la Commission parlementaire antimafia. Il préface et cosigne le premier rapport de la minorité publié en 1976. En mars 1980, il dépose une proposition de loi prévoyant l'institution du délit d'association mafieuse et la confiscation des biens dont

12. À cette époque, le parti était déchiré par un « conflit politique de fond » ainsi qu'un « conflit de personnes » (Paolo Bufalini in *Gli anni di Pio La Torre*, Centro studi ed iniziative "Pio La Torre", Alcamo, 1986, p. 35). En effet, la direction régionale dont faisait partie Pio La Torre dédiait toute son énergie au mouvement d'occupation des terres alors que le comité central de Rome souhaitait que l'attention se porte sur les ouvriers pour mobiliser l'électorat national.

13. *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* : syndicat proche du PCI.

14. « Aveva un coraggio eccezionale, non si lasciava intimidire. La Torre quando si trattò di denunciare connivenze mafiose per il piano regolatore della città, per l'acqua, per il saccheggio delle aree edificabili, fece in aula nomi e cognomi dei gruppi di mafia senza paura. […] In un suo discorso aveva elencato i favori che avrebbero ricevuto parecchi proprietari col nuovo piano regolatore della città. Fece un attacco durissimo. Due giorni andò in segreteria generale, chiese il testo stenografico del suo intervento, ma non lo trovò. Era scomparso. » in RIZZO Domenico, *Pio La Torre: una vita attraverso i documenti*, *op. cit.*, p. 48.

15. Il est réélu deux fois, en 1976 et en 1979.

la provenance apparaît comme illicite. En octobre 1981, en pleine deuxième guerre de mafia, il revient en Sicile pour diriger la section régionale du parti. La bataille pour la paix qu'il engage à Comiso[16] vise également à empêcher *Cosa nostra* de s'implanter dans la région de Raguse. Ainsi, la lutte contre la mafia, sur tous les plans et dans toutes les institutions, marque son engagement politique.

Pourtant, la conception de la politique de Pio La Torre ne saurait se réduire à la seule action antimafia. Pour lui, la politique est un élément fédérateur qui doit organiser les consciences et consolider l'esprit de groupe afin d'impliquer la société dans les grands combats[17]. Ainsi, l'action politique de La Torre est une lutte pour le « rachat[18] » de la Sicile et du peuple sicilien. Cette thématique est omniprésente pour définir l'engagement et le projet politique de Pio La Torre. Franco La Torre, nous a expliqué que son père refusait de croire que l'environnement social était déterminant. Il a donc voulu sortir de sa condition paysanne par les études et a ensuite construit sa ligne politique à partir de son expérience personnelle. Par ailleurs, La Torre revendique cette conception globale et salvatrice de la lutte contre la mafia, qu'il juge communiste, dans l'introduction du rapport de la minorité de la commission parlementaire antimafia :

> Nous, communistes, avons toujours conçu la lutte contre la mafia et le système de pouvoir mafieux comme partie intégrante de la lutte plus générale pour le renouvellement économique, social et démocratique de la Sicile[19].

La lutte contre le système mafieux n'est donc qu'une facette de son projet politique. Cependant, l'omniprésence de *Cosa nostra* transforme le combat politique de La Torre pour le « rachat » du peuple sicilien en lutte ouverte contre la mafia. Ainsi, lorsque Giorgio Bocca[20] demande à dalla Chiesa pourquoi Pio La Torre a été assassiné, le préfet répondra « pour toute sa vie[21] ». Gianni Parisi, ancien dirigeant du PCI sicilien, est également de cet avis :

16. En pleine Guerre froide, il s'oppose à la construction d'une base américaine devant accueillir des missiles Cruise, à tête nucléaire. Malgré une très forte mobilisation début avril 1982, avant l'assassinat de Pio La Torre, la base devient opérationnelle à partir de 1983.

17. « La Torre a été une figure de cette génération qui a toujours conçu la politique comme une extraordinaire capacité de faire bouger la population, de la mobiliser pour des objectifs concrets, d'éduquer et de faire croître un esprit collectif » (« La Torre è stato un esponente di quella generazione che ha concepito sempre la politica come straordinaria capacità di muovere la gente, di organizzarla verso obiettivi concreti, di educare e di fare crescere uno spirito collettivo. ») : Discours de Massimo D'Alema lors de l'inauguration d'un buste de La Torre à l'ARS en 1995 in RIZZO Domenico, *Pio La Torre : una vita attraverso i documenti*, *op. cit*., 2003, p. 85.

18. Voir en annexes la transcription de l'entretien avec Franco La Torre, réalisé à Rome le 5 septembre 2012.

19. « Noi comunisti abbiamo sempre concepito la lotta contro la mafia e il sistema di potere mafioso come parte integrante della più generale lotta per il rinnovamento economico, sociale e democratico della Sicilia. » in *Mafia e potere politico*, *op. cit*., 1976, p. 9.

20. Journaliste de *La Repubblica*.

21. « Per tutta la sua vita » in *Dimenticati a Palermo. 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto Dalla Chiesa*, Palerme, Ila Palma, 1984, p. 75.

> Quand dalla Chiesa a dit que la mafia avait tué La Torre pour toute sa vie, il a dit une chose juste. Mais dans cette vie quels ont été les actes qui peuvent avoir signé sa condamnation à mort ? Bisacquino ? Le chantier naval ?
>
> Je ne crois pas que ce soit pour cela ; mais plus spécialement pour ces deux ou trois derniers actes ; c'est-à-dire sa loi antimafia qui est une loi contre les patrimoines des mafieux, sa demande au gouvernement d'envoyer dalla Chiesa. *Cosa Nostra* était-elle terrorisée par le retour de dalla Chiesa ? Probablement pas ; mais c'était un signe. Et pour Comiso, évidemment[22].

L'action antimafia de La Torre ne se limite donc pas aux travaux de la commission parlementaire antimafia. En mars 1982, il rencontre le président du Conseil Giovanni Spadolini[23] et lui présente une note contenant toutes les mesures radicales à adopter au plus vite contre la mafia. De plus, Pio La Torre souhaite que son projet de loi, déposé deux ans plus tôt, soit discuté à la Chambre. L'entretien avec Spadolini ne fait pas avancer le débat parlementaire et les mesures proposées par La Torre restent lettre morte. La seule concession est la nomination du général Carlo Alberto dalla Chiesa au poste de préfet de Palerme en avril 1982 (avec une prise de fonction prévue pour le 5 mai 1982) demandée par Pio La Torre. Cependant, il ne peut en mesurer les effets puisqu'il est assassiné avec son chauffeur, Rosario Di Salvo, le 30 avril au matin.

L'impact politique et sociétal de son assassinat

Les réactions du monde politique

Après l'assassinat, le monde politique manifeste son soution au PCI, comme le démontrent les nombreux télégrammes archivés à l'Institut Gramsci de Rome[24]. Tous les partis ont envoyé des messages de condoléances pour condamner l'assassinat, en rendant hommage aux grandes qualités politiques de La Torre, à la détermination et au courage dont il a fait preuve en combattant la mafia. Le président de la République, Sandro Pertini, parle d'une « très grave attaque contre le parlement italien et les institutions démocratiques », parle de La Torre comme d'un « illustre parlementaire et [un] cher

22. « Quando dalla Chiesa ha detto che la mafia ha ammazzato La Torre per tutta la sua vita ha detto una cosa giusta. Ma in questa vita quali sono stati gli atti che possono aver firmato la condanna a morte: Bisacquino? Il Cantiere navale ? Non credo per questo; ma specialmente per questi ultimi due, tre atti; cioè per la legge antimafia che è una legge contro i patrimoni dei mafiosi, la richiesta al governo di inviare dalla Chiesa. Cosa nostra era terrorizzata dal ritorno di dalla Chiesa? Probabilmente no; però era un segno. E per Comiso, ovviamente. » in DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, Rome, Editori riuniti, 2002, p. 166.

23. Membre du parti républicain (PRI), c'est le premier président du Conseil non démocrate-chrétien depuis 1945. Il est à la tête d'une coalition pentapartite regroupant PRI, PSI, PSDI, DC et PLI.

24. Nous avons dénombré quelques 736 télégrammes envoyés suite à la mort de Pio La Torre. Outre ceux émanant des hommes et des partis politiques, il y a également beaucoup de témoignages de sympathie venant de la société civile et de l'étranger. Certes, une grande partie provient des partis communistes (Grèce, Portugal, Uruguay, Allemagne, Argentine) ou des pays de l'Est mais plusieurs mouvements, comme le Comité de résistance iranienne ou le mouvement pour la Palestine, ont également présenté leurs condoléances au PCI.

ami » et rappelle « sa grande contribution pour le progrès civil et démocratique de la Sicile et du *Mezzogiorno* d'Italie[25]. » La présidente de la Chambre des députés, Leonilde Jotti (PCI), exprime ainsi ses condoléances à Enrico Berlinguer, alors secrétaire du PCI :

> Sa vie de prestigieux dirigeant du mouvement ouvrier et paysan, d'animateur infatigable des luttes du peuple sicilien pour la rédemption du Mezzogiorno ; sa bataille intransigeante contre la mafia et le terrorisme, sa contribution passionnée et intelligente au travail parlementaire en faisaient une éminente figure des événements politiques et sociaux de notre pays. Son assassinat est d'autant plus abominable qu'en Pio La Torre on a voulu frapper un symbole de ces forces qui mènent, avec une grande cohérence, la bataille du renouvellement et du développement du Mezzogiorno. Le pays ne peut assister, sans réagir avec la plus grande fermeté, à cette effrayante reprise de criminalité terroriste ; et le Parlement, devant la disparition tragique d'un des ses meilleurs membres, devra trouver les moyens de s'unir et les capacités d'initiatives pour défendre l'ordre républicain et l'État démocratique[26].

Ce message de Nilde Jotti est très représentatif des télégrammes envoyés par les organisations politiques et syndicales. En effet, outre l'hommage aux qualités politiques et aux actions de La Torre, beaucoup font allusion à son combat politique pour le « rachat » du *Mezzogiorno*. Comme toutes les forces démocratiques en pareille circonstance, elle demande que le pays réagisse avec fermeté et en appelle à l'unité pour sauver la démocratie. De plus, ce télégramme révèle une confusion sémantique entre la mafia et le terrorisme que l'on retrouve dans presque tous les messages d'hommes politiques ainsi que dans la presse. La stèle inaugurée le 30 mai 1982 sur les lieux du guet-apens reprend la formulation du PCI[27] qui entretient l'ambigüité sémantique[28]. De même, Flaminio Piccoli (président de la DC) parle de « nouveau et dramatique témoignage qui montre que les terroristes et la délinquance politique tentent de soumettre l'État, la société et le parlement à leurs desseins[29] » et le PRS (Partito della Rivoluzione Socialista) évoque « la longue série de crimes d'origine mafieuse, fasciste et terroriste[30] ». Outre l'exagération partisane du PRS qui renvoie également au fascisme et la grande difficulté de la DC à utiliser le mot « mafia », cette confusion sémantique, que nous avons déjà analysée, peut

25. « Vivissimo attacco al parlamento italiano e alle istituzioni democratiche. […] » Pio La Torre est un « illustre parlamentare e caro amico » (et Pertini rappelle) « l'alto contributo reso per il progresso civile e democratico della Sicilia e del mezzogiorno d'Italia. » : Télégramme de Sandro Pertini à Nilde jotti, présidente de la Chambre des députés. Ce document est disponible en annexes.

26. « La sua vita di prestigioso dirigente del movimento operaio e contadino, di animatore instancabile delle lotte del popolo siciliano per il riscatto del mezzogiorno ; la sua intransigente battaglia contro la mafia ed il terrorismo, il suo contributo appassionato e intelligente al lavoro parlamentare ne facevano una figura eminente nelle vicende politiche e sociali del nostro paese. Il suo assassinio è tanto più abominevole perché in Pio La Torre si è voluto colpire un simbolo di quelle forze che con più coerenza combattono la battaglia del rinnovamento e dello sviluppo del mezzogiorno. » : Télégramme de Nilde Jotti à Enrico Berlinguer, APC 0513 2652, Institut Gramsci de Rome. Ce document est disponible en annexes.

27. « Terroristico-politico-mafieux » : « terroristico-politico-mafioso » in Procès verbal n° 11 de la réunion de la direction di PCI, 5 mai 1982, APC 8210/0051-0075.

28. « Ici le 30 avril 1982 deux communistes, Pio La Torre et Rosario Di Salvo, étaient assassinés de manière barbare par le terrorisme politico-mafieux. Que leur mémoire et l'horreur du crime affreux perdurent dans toute la Sicile des honnêtes gens […]. » : « Qui il 30 aprile 1982 venivano barbaramente assassinati dal terrorismo politico-mafioso due comunisti Pio La Torre e Rosario Di Salvo. Duri la loro memoria e l'orrore del misfatto in tutta la Sicilia degli onesti […]. ».

29. « Nuova drammatica testimonianza che terroristi et delinquenza organizzata tentano di piegare ai loro disegni lo Stato, la società e il parlamento » : Télégramme de Piccoli, APC 0513 2319.

30. « […] una lunga serie di delitti di stampo mafioso, fascista e terroristico […]» : Télégramme du PRS, APC 0513 2336.

venir de la comparaison implicite entre Aldo Moro et Pio La Torre. Les caractéristiques qui unissent ces deux figures sont nombreuses. En effet, La Torre est, après Moro, le second parlementaire tué pendant son mandat[31] et on attribue bien souvent aux deux hommes la même ferveur politique. La Torre était favorable au compromis historique et a tenté, avec Piersanti Mattarella, de le mettre en place en Sicile. Enfin, les modalités de leur exécution sont comparables et, même si le déclin irrémédiable du terrorisme est amorcé – en particulier grâce à l'action de dalla Chiesa –, cela entretient la confusion entre mafia et terrorisme que nous avons analysée dans le chapitre 1.

Toutefois, les télégrammes conservés dans les archives du PCI constituent presque la seule marque de soutien politique. En effet, malgré son statut de parlementaire et contrairement à tous les autres « cadavres exquis », l'assassinat de La Torre n'a donné lieu à aucune séance de questions au gouvernement. Seul Oscar Mammì – président de la commission des affaires internes (PRI) – interrompt brièvement la séance pour annoncer le « tragique attentat[32] » le 30 avril au matin. Il n'y a pas de séance à la Chambre et au Sénat entre le 30 avril et le 10 mai 1982 mais, lors de la reprise des travaux parlementaires, l'assassinat de Pio La Torre n'est pas inscrit à l'ordre du jour. En revanche, le 11 mai 1982, au nom de toute l'assemblée, Nilde Jotti exprime un message de soutien au député Giuliano Silvestri (DC) dont la mère vient de décéder[33]. Ce même jour, au Sénat, alors que des membres du gouvernement sont présents, après une lecture du télégramme envoyé à Nilde Jotti par Amintore Fanfani[34], Claudio Venanzetti (PRI, sous-secrétaire d'État au Trésor) prend brièvement la parole pour exprimer les condoléances du gouvernement à la famille et au groupe communiste. Ce message, totalement neutre, prononcé par un personnage de second plan de l'équipe gouvernementale est révélateur d'un refus politique de traiter le sujet. Il faut donc attendre le 9 juin 1982 pour que la présidente de la Chambre rende un hommage solennel à Pio La Torre[35], très proche du télégramme reporté ci-dessus. Le déséquilibre flagrant entre la profusion de télégrammes et l'absence de débat parlementaire consacré à l'assassinat de Pio La Torre, ajouté à la confusion sémantique entre mafia et terrorisme, donnent l'impression d'une incapacité politique à saisir l'enjeu de cet homicide. En effet, contrairement à ce que l'on trouve dans la presse, aucune

31. Giovanni Spadolini, président du Conseil, rappelle : La Torre « est le second parlementaire, après Moro, assassiné pendant son mandat; et cela est également un fait angoissant qui nous pousse à réfléchir une fois de plus sur les intrigues et sur les liens entre le terrorisme et la délinquance organisée » (« è il secondo parlamentare, dopo Moro, assassinato nel corso del suo mandato; ed è anche questo un dato angoscioso che induce a riflettere una volta di più sugli intrecci e i legami fra terrorismo e delinquenza ») : in *Il Popolo*, 1 mai 1982, *Il Paese fortemente scosso da questa nuova violenza*, p. 7.

32. « Tragico attentato », Compte rendu de la commission permanente des affaires internes, intervention d'Oscar Mammì (PRI, président de la commission), p. 5.

33. Voir Séance à la Chambre du 11 mai 1982, intervention de Nilde Jotti (PCI, présidente de la Chambre), p. 45981.

34. DC, président du Sénat. Voir Séance au Sénat du 11 mai 1982, p. 22540.

35. Voir Séance à la Chambre du 9 juin 1982, intervention de Nilde Jotti (PCI, présidente de la Chambre), p. 47868-47869.

analyse politique n'inscrit cet assassinat dans un même dessein d'attaque des institutions. Au vu de l'action antimafia de Pio La Torre et du projet de loi qu'il avait déposé, il est pour le moins étrange que sa mort n'ait suscité aucun débat parlementaire sur les prérogatives à adopter en matière de lutte contre la mafia. Ce désintérêt confirme le manque de volonté politique et semble annoncer l'isolement institutionnel du préfet dalla Chiesa.

L'émoi de nombreux citoyens

En revanche, de nombreux citoyens manifestent leur indignation et leur soutien après la mort de La Torre[36]. La nouvelle de l'assassinat se répand comme une trainée de poudre dans la ville. Le recteur de l'Université de Palerme interrompt toutes les activités didactiques ainsi que la recherche. Dans les usines, le travail est suspendu et des minutes de silence à la mémoire de Pio La Torre et Rosario Di Salvo sont respectées. Les syndicats modifient l'organisation des manifestations du 1er mai pour rendre hommage à La Torre. Dans le centre de Palerme, Piazza Massimo devient le point de rassemblement d'une manifestation silencieuse.

> L'assassinat, qui jusqu'à maintenant apparaît clairement d'origine mafieuse, a bouleversé Palerme : dès que la nouvelle s'est propagée, rebondissant de bouche en bouche, ouvriers et étudiants se sont déversés dans les rues alors que les commerçants ont baissé les rideaux des magasins. Comme le jour de l'enlèvement de Moro. De cette façon, les Palermitains ont voulu exprimer leur indignation pour cette agression sanguinaire et leur solidarité aux familles des victimes[37].

La mobilisation touche donc tous les secteurs de la société, comme le confirment les télégrammes que nous avons trouvés dans les archives du PCI. Ils constituent une source exceptionnelle qui nous permet de mesurer l'impact politique et surtout sociétal de l'assassinat de Pio La Torre[38]. En effet, nous avons trouvé des centaines de mes-

36. Selon Francesco La Licata, ce soutien spontané s'explique par le fait que La Torre était un « personnage très aimé des Siciliens» pour la proximité qu'il entretenait avec le peuple : « Là, il n'y a que le jour où ils ont tué La Torre que, comment dire, les gens sont accourus sur le lieu de l'assassinat de manière spontanée, mais seulement une partie de la ville, celle qui avait réussi à apprendre la nouvelle et qui se trouvait dans les parages. Les gens sont venus sur le lieu de l'assassinat car La Torre était un personnage très aimé des Siciliens. C'était un homme politique qui venait de la terre, d'une famille de paysans. Il n'était pas distant, ce n'était pas quelqu'un qui semblait être sur son petit nuage. […] C'était un Sicilien qui avait mis les mains dans le cambouis avec les luttes pour les paysans, contre les barons. Bref, il avait beaucoup travaillé. Et puis c'était quelqu'un qui connaissait la mafia. Il avait eu affaire à elle, il l'avait combattue, parce que quand ils occupèrent les terres, de l'autre côté il y avait les gabeliers et les mafieux, donc il savait comment parler. Il avait même parlé avec Liggio, bref c'était quelqu'un de courageux. » (« Lì solo il giorno in cui ammazzarono La Torre c'è stato, come dire, un accorrere sul luogo spontaneo, ma di una parte della città, quella che era riuscita ad apprendere la notizia ed era vicina. È andata sul luogo perché La Torre era un personaggio molto amato dai siciliani. Era un politico che veniva dalla terra, dai contadini. Non era distante, non era quello che appare sulla nuvoletta. […] Era un siciliano che si era sporcato le mani con le lotte per i contadini, contro i baroni. Insomma, aveva lavorato parecchio. Poi era uno che conosceva la mafia. Ci aveva avuto a che fare, ci aveva combattuto, perché quando fecero l'occupazione delle terre dall'altra parte si trovavano i gabellieri e i mafiosi, quindi sapeva come parlare. Lui aveva parlato pure con Liggio, insomma era uno forte ».) Voir Entretien avec Fancesco La Licata en annexes.

37. « Il delitto, che fino a questo momento appare di chiaro stampo mafioso, ha sconvolto Palermo : appena la notizia si è diffusa, rimbalzando di bocca in bocca, operai e studenti si sono riversati nelle strade mentre i negozianti hanno abbassato le saracinesche dei negozi. Come il giorno del sequestro Moro. In questo modo i palermitani hanno voluto mostrare il loro sdegno per la sanguinosa aggressione e la loro solidarietà alle famiglie delle vittime. » in *La Stampa*, 1er mai 1982, *Palermo: il deputato pci La Torre ucciso con l'autista in un agguato*, p. 1.

38. Sur les 736 télégrammes répertoriés, près de la moitié vient de la société civile.

sages provenant d'associations civiles (comme celle des émigrés), de simples individus et de groupes de travailleurs. La multiplicité des expéditeurs nous permet de mesurer l'énorme retentissement de l'assassinat de La Torre. De *l'Associazione nazionale dei partigiani italiani*[39] à l'*associazione dei contadini bellunesi*[40], du *Circolo dei siciliani garibaldini democrati del rodano*[41] à la fédération nationale des assureurs, en passant par les associations de pharmaciens, d'artisans et de cultivateurs de tout le pays, tous déplorent « la perte irremplaçable[42] » du parlementaire. Cette émotion ne se limite pas au monde politique (administrations régionales et provinciales) et touche vraiment les individus. Par exemple, les élus de la 21e circonscription de Turin, les maires (de Ferrare, Marzabotto, Padoue), les administrations communales de toutes petites villes (comme Casalecchio di Reno, Castelbolognese, Campobasso) ressentent le besoin d'exprimer leur indignation. Beaucoup de ces villes font partie des régions dites « rouges », comme l'Emilie-Romagne ou la Toscane, mais il est significatif de constater la quantité de télégrammes provenant d'une région « blanche » comme la Vénétie (administrations locales, groupes de travailleurs de Portomarghera, associations de paysans). Cependant, on remarque que la Sicile est la région qui a clairement le moins participé à cet élan de soutien. Nous n'avons trouvé que le télégramme de Salvatore Lauricella (PSI, président de l'ARS) et aucun témoignage d'association civile. Nous pensions trouver ces documents au Gramsci de Palerme mais nos recherches ont été infructueuses. Le message de Lauricella annonce la tenue d'une séance extraordinaire à l'ARS le 1er mai à 18h, pendant laquelle il met en place un pacte de solidarité civile. Il s'agit d'un appel à la création d'une conscience collective antimafia et d'une incitation à la solidarité civile entre les partis politiques dans la lutte contre la mafia. Nous tenterons de mesurer plus tard l'influence d'une telle initiative sur la formation d'une conscience antimafia civile.

Réactions des médias et mobilisation militante

Les réactions dans la presse

L'assassinat de Pio La Torre et Rosario Di Salvo fait la une de la presse de tout bord. La presse de gauche est évidemment très impliquée et multiplie les adjectifs pour qualifier le crime (infâme, ignoble, barbare, féroce). Elle cherche les causes du massacre dans les dernières actions de La Torre et publie des extraits de discours afin de mettre en avant

39. Association nationale des résistants italiens.
40. Association des paysans de Belluno (Vénétie).
41. Club des siciliens garibaldiens démocrates du Rhône.
42. « Pedita insostituibile » : Télégramme de la federazione Sunia de Reggio Calabria, APC 0513 2554-2778.

l'épaisseur politique du personnage. En revanche, la presse de droite (*Il Tempo*, *Il Giornale d'Italia*) remet en question les analyses de la presse de gauche sur le mobile et s'attarde sur la violence de l'assassinat, le décrivant comme « une pluie de plomb[43] ». *Il Tempo* n'accorde pas de place à la personnalité de La Torre puisque le titre de l'article est totalement impersonnel (« Député PCI assassiné avec son chauffeur[44] ») et ne désigne le parlementaire que par son appartenance politique. *Il Giornale d'Italia* cite des passages de la note de La Torre à Spadolini de mars 1982, mettant ainsi en évidence l'inaction du gouvernement en matière de lutte contre la mafia. Les articles dédiés à l'assassinat sont nombreux pendant les premiers jours mais très vite, ils n'occupent plus les grands quotidiens nationaux.

La presse locale – le *Giornale di Sicilia* et *L'Ora* – est plus véhémente. La Torre est célébré pour son engagement sans faille contre la mafia. Il est décrit comme une figure d'exception qui se distingue nettement de tous les autres hommes politiques :

> Un homme [qui garde] la tête haute par rapport à tous les autres qui rampent, un qui parle quand les autres se taisent, qui nomme les choses, qui dit « mafia » là où les autres jouent avec les mots[45].

L'Ora, quotidien communiste sicilien, développe un point de vue très partisan[46], estimant que Pio La Torre a été assassiné en tant que symbole de la volonté du PCI de lutter contre la mafia. La une du 1er mai 1982 est particulièrement atypique car, alors que tous les journaux titrent sur la mort de La Torre, *L'Ora* déplace l'attention sur la mafia : « HANNO PAURA[47] ! ». Ce journal est celui qui se mobilise le plus longtemps puisqu'il consacre plusieurs pages à l'assassinat de La Torre dans presque chaque numéro du mois de mai. La presse de droite comme de gauche, locale et nationale, met en évidence le schéma de guerre contre les institutions que la mafia a lancé depuis 1979[48]. Alors que les hommes politiques ne rappellent que Michele Reina et Piersanti Mattarella, les journaux soulignent le lien entre les assassinats des hommes politiques et ceux des magistrats et des policiers. Ainsi, le *Giornale di Sicilia* parle de « reprise de l'offensive contre l'État[49] » tandis que *L'Ora* se lance dans la construction d'un véritable martyrologe, dans un article intitulé « Nos

43. « Una pioggia di piombo » : « Mortale agguato di commando al centro della città. Deputato PCI ed il suo autista assassinati dalla mafia a Palermo », in *Il Tempo*, 1 mai 1982, p. 1.

44. *Ibid*.

45. « Un uomo a testa alta rispetto ai tanti che strisciano, uno che parla dove gli altri tacciono, che nomina le cose, che dice mafia dove gli altri giocano con le parole » in DE LUCA Fausto, « Morte di un galantuomo », in *Giornale di Sicilia*, 1er mai 1982, p. 1. Cette une est disponible en annexes.

46. L'éditorial du 1er mai 1982 vise à démontrer que le but de l'assassinat est en réalité politique. En effet, selon eux, La Torre a été exécuté en tant que symbole de la volonté du PCI de lutter contre la mafia. Voir « Hanno paura! », in *L'Ora*, 1er mai 1982, p. 1. Cette une est disponible en annexes.

47. *Ibid*.

48. Voir par exemple CALABRÒ Antonio, « I nostri anni di piombo » in *L'Ora*, 1er mai 1982, p. 5 ; « I delitti "politici" della mafia. Une lunga fila di "cadaveri eccellenti" » in *Il Giornale d'Italia*, 1er mai 1982, p. 4 ; G. L., « Una catena di spiÉtate "esecuzioni" » in *Il Messaggero*, 1er mai 1982, p. 3.

49. « Ripresa dell'offensiva contro lo Stato », LA LICATA Francesco, « Ore 9.20 in via Generale Turba. Tempesta di colpi sulla auto. La guardia del corpo spara prima di finire crivellata » in *Giornale di Sicilia*, 1er mai 1982, p. 1.

années de plomb[50] ». Cette analogie a pour but d'interpeler le lecteur et de lui faire prendre conscience du *crescendo* de la violence mafieuse : la mafia fait vivre à la Sicile ce que les groupes terroristes ont fait vivre à l'Italie pendant une décennie. *Paese sera*, quotidien de gauche, exprime également un désir de justice diffus dans l'opinion publique :

> Les enquêteurs sont devant une enquête complexe, difficile, dont la conclusion est des plus incertaines. Et il y a, d'autre part, la nécessité ressentie par une grande partie de l'opinion publique, qu'elle soit sicilienne ou nationale, que l'enquête sur l'assassinat de La Torre ne finisse pas comme celles des homicides de Mattarella, de Costa, des autres cadavres exquis de Palerme[51].

Pour une partie de l'opinion publique, il est important que la lumière soit faite sur les homicides politiques. Une situation aussi tragique que celle-ci comporte le risque d'instrumentalisation des victimes de la mafia. *Il Popolo*, quotidien de la DC, semble faire partie de cette catégorie qui « joue avec les mots », dénoncée par Fausto De Luca alors directeur du *Giornale di Sicilia*[52]. À la lecture, nous sentons la grande recherche lexicale des journalistes qui parlent de « trames subversives de la violence politique et de la criminalité commune[53] », périphrase révélatrice de l'embarras démocrate-chrétien à employer le terme idoine. Le journaliste s'indigne devant autant de « barbarie[54] » mais se garde bien d'en indiquer l'auteur, ce qui met le journal dans une position très inconfortable. La doctrine de parti l'emporte sur l'information et pour écrire le mot « mafia », les journalistes recourent aux victimes en instrumentalisant la figure de Mattarella[55]. La DC tente le grand écart car elle est, d'une part, au cœur du système de collusions politico-mafieuses et de l'autre, elle se pose en victime. Cette contradiction insoluble est la cause principale des sifflets et des huées que reçoit le président DC de la région Sicile, Mario D'Acquisto[56], aux funérailles de La Torre.

> La place hurle « bouffon » et « mafieux », les dirigeants communistes sur l'estrade invitent les gens à se taire en faisant de grands gestes, applaudissent les premiers en espérant calmer la foule. Mais rien à faire : les drapeaux rouges se lèvent, les poings levés forment un mur[57].

50. CALABRÒ Antonio, « I nostri anni di piombo » in *L'Ora*, 1er mai 1982, p. 5.

51. « Gli inquirenti sono di fronte a una inchiesta complessa, difficile, dagli esiti quanto mai incerti. E c'è, dall'atro canto, la necessità avvertita da gran parte dell'opinione pubblica, sia siciliana che nazionale, che l'inchiesta sull'assassinio di La Torre non faccia la stessa fine di quelle per gli omicidi di Mattarella, di Costa, degli altri « cadaveri eccellenti » di Palermo. » : « Al lavoro i servizi segreti », in *Paese sera*, 4 mai 1982, p. 4.

52. Voir chapitre 1.

53. « Trame eversive della violenza politica e della criminalità comune » : « Una lotta a difesa del sistema » in *Il Popolo*, 1 mai 1982, p. 1-2.

54. « Barbarie » : *Ibidem*.

55. « Lo hanno assassinato come Mattarella per aver combattuto la mafia » in *Il Popolo*, 1 mai 1982, p. 7.

56. Mario D'Acquisto était très proche de Salvo Lima.

57. « La piazza urla « buffone » e « mafioso », i dirigenti comunisti dal palco invitano con ampi gesti a fare silenzio, applaudono per primi sperando di calmare la folla. Ma niente da fare : le bandiere rosse si alzano, i pugni chiusi fanno muro. » : « Solo bandiere rosse e striscioni del PCI; "Bandiera rossa" fa tacere Beethoven », in *Il Giorno*, 3 mai 1982, p. 2.

D'Acquisto doit interrompre son discours et crier à la foule « nous combattons du même côté, nous avons pleuré nos morts[58] ». Les victimes démocrates-chrétiennes, tuées pour avoir voulu remettre en question le système de collusions, sont alors utilisées comme bouclier, en gage de crédibilité[59].

L'enterrement de Pio La Torre

Mis à part cet incident, les funérailles de Pio La Torre, qui ont lieu Piazza Politeama en plein coeur de Palerme, se déroulent dans l'émotion et le recueillement. « Des milliers de drapeaux rouges flottent au vent et les banderoles "La mafia ne passera pas" s'agitent[60]. » Enrico Berlinguer fait un long discours dans lequel il promet l'engagement solennel du parti pour le « rachat » de la Sicile, pour la paix et pour la lutte contre la mafia : « Devant son cercueil, nous nous engageons à continuer cette lutte avec fermeté et intelligence, avec objectivité et courage[61]. » Aurelio Grimaldi, metteur en scène et écrivain, raconte ainsi :

> Les applaudissements pour Berlinguer n'en finissaient plus, et se mélangeaient à un chœur puissant et interminable qui semblait faire trembler la place : « Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! [...] ». L'émotion était terrible et se transformait en désir de changer pour toujours[62].

La foule adhère pleinement au discours d'engagement des forces démocratiques dans la lutte contre la mafia. La volonté politique du PCI de s'impliquer dans la lutte contre la mafia semble réelle, comme en témoignent les comptes rendus des réunions de la direction nationale après la mort de La Torre[63]. Les priorités du parti sont l'engagement à Comiso, le vote de la proposition de loi de La Torre et la lutte contre la drogue. Pourtant, la bonne volonté seule ne peut suffire, les politiques ont également besoin du soutien de la société.

> Je me rappellerai toujours ce 2 mai à Palerme. Et, disons la vérité, le sentiment d'angoisse pour cet enterrement où il y avait tant de militants, de citoyens honnêtes, l'État démocratique, mais aussi la terrible sensation de marcher dans les rues d'une ville indifférente et hostile. C'est-à-dire la sensation d'avoir subi une défaite, que les autres avaient gagné, pas parce qu'ils avaient tué Pio La Torre, mais parce que les vieux pouvoirs

58. « Siamo sullo stesso fronte. Noi abbiamo pianto i nostri morti. » : « Solenni funerali per La Torre e l'autista », in *Il Popolo*, 3 mai 1982, p. 35.

59. Nous verrons dans le chapitre 10 que les communistes constituent leur propre martyrologe et l'utilisent pour susciter l'engagement politique des jeunes.

60. « Sventolano migliaia di bandiere rosse e si agitano gli striscioni con su scritto « La mafia non passerà ». » in DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, *op. cit.*, p. 180.

61. « Davanti al suo feretro, prendiamo l'impegno di continuare con fermezza e intelligenza, con obiettività e coraggio, questa lotta. » : Discours d'Enrico Berlinguer aux funérailles de La Torre, p. 11, APC 0513 2114.

62. « Un coro possente e interminabile che sembra far tremare la piazza : « Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! Pio ! [...] » La commozione era terribile e si trasformava in voglia di cambiare per sempre. » in DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, *op. cit*. p. 179-180.

63. Réunion de la direction du PCI, 5 mai 1982, procès verbal n°11, APC 8210/0051-0075.

> renouvelés étaient toujours maîtres et avaient poussé dans la peur ou dans l'apathie une opinion démocratique qui n'avait plus les canaux pour être protagoniste[64].

Le récit de Massimo D'Alema décrit la difficulté pour les communistes de trouver un appui plus large que celui des militants. Selon Francesco La Licata, c'est pour cette raison que l'on ne peut parler d'une véritable mobilisation civile contre la mafia. L'enterrement de La Torre et Di Salvo est avant tout une manifestation politique.

> Mattarella avait été tué et il ne s'est rien passé. Et Mattarella, c'était comme le Président de la République pour les Siciliens. Après qu'il a été tué, pour l'épiphanie, il n'y a pas eu une manifestation… Rien. En 1982, ils tuent La Torre, mais là ça devient une manifestation du PCI, vu qu'ils savaient faire les manifestations, eux… […] Ce que je veux te dire, c'est que quand dalla Chiesa est arrivé, personne ne l'aimait, personne ne le voulait. Le maire de Palerme, qui était l'avocat Nello Martellucci, n'alla pas le saluer à la préfecture car il disait que, pour une question de forme et de savoir-vivre, ce devait être à dalla Chiesa d'aller le saluer à la mairie. Ça en dit long… Puis ils commencèrent à alimenter, tu sais, ces choses, ces piques qui en soi ne sont pas graves, mais une pique aujourd'hui, une pique demain, une pique après-demain, tout cela commence à créer une opposition au personnage. Le message était que c'était le Piémontais habituel qui venait coloniser la Sicile. Donc c'était un appel à l'esprit d'indépendance des Siciliens… Et toutes les conneries qu'on connaît. Et puis c'était le gâteux, le vieux gâteux qui perd la tête pour une jeune femme. Voilà les deux messages…[65]

Le préfet dalla Chiesa prend donc ses fonctions dans une atmosphère pour le moins hostile et l'assassinat de La Torre sonne comme un avertissement. La majorité des journalistes pense que la mafia a voulu pratiquer la technique de la terre brûlée, privant ainsi dalla Chiesa d'un appui essentiel.

L'assassinat de Pio La Torre a un grand impact sur une frange de la société mais il semble que cela reste relativement limité à la sphère militante. La majeure partie des représentants politiques n'est pas encore convaincue de la nécessité de s'engager contre la mafia et l'État manifeste une volonté de façade, privant ainsi le préfet dalla Chiesa des instruments qu'il demandait.

---

64. « Lo ricorderò sempre quel due di maggio a Palermo. E, diciamo la verità, il senso di sgomento per questo funerale intorno al quale c'erano molti militanti, cittadini onesti, lo Stato democratico, ma anche la terribile sensazione di camminare per le strade di una città indifferente ed ostile. La sensazione cioè che si è ucciso Pio La Torre, ma perché vecchi poteri rinnovati erano sempre i padroni e avevano sospinto nella paura o nell'apatia un'opinione pubblica democratica che non aveva più canali per essere protagonista. » in RIZZO Domenico, *Pio La Torre: una vita attraverso i documenti*, *op. cit*., p. 86.

65. « Era stato ammazzato Mattarella e non è successo niente. E Mattarella è come il Presidente della Repubblica per i Siciliani. Morto lui, ammazzato per l'epifania, non successe una manifestazione... Nulla. Nell'82, ammazzano La Torre ma quella diventa una manifestazione del Pci, e siccome quelli sapevano fare le manifestazioni... […] Quindi quello sì, c'è stato un momento... Ma dalla Chiesa... Quello che ti voglio dire, è che quando è arrivato dalla Chiesa non lo amava nessuno, non lo volevano. Il sindaco di Palermo, che era l'avvocato Nello Martellucci, non andò a salutarlo in prefettura perché diceva che per una questione di galateo e di forma, doveva essere dalla Chiesa ad andare in comune a salutare. Questa te la dice lunga... Poi cominciarono ad alimentare, sai, quelle cose, quelle frecciatine che di per sé non sono cose gravi però una frecciatina oggi, una frecciatina domani, una frecciatina dopodomani comincia a creare un'opposizione al personaggio. Il messaggio che passava era che era il solito piemontese che veniva a colonizzare la Sicilia. Quindi era un appello allo spirito indipendentistico dei siciliani... Tutte queste cazzate che conosciamo. E poi, l'uomo rincoglionito, il vecchio rincoglionito che perde la testa per la ragazza giovane. Questi erano i due messaggi... » : Voir entretien avec Francesco La Licata, en annexes.

Le triple homicide de Carlo Alberto dalla Chiesa, Emanuela Setti Carraro et Domenico Russo ou la rupture entre le monde politique et une partie de la société palermitaine

Carlo Alberto dalla Chiesa

Une figure délaissée par la recherche

Si l'assassinat du préfet provoque une forte mobilisation civile, sa figure n'a pas suscité une grosse production éditoriale. Tout de suite après sa mort, deux monographies sont publiées[66]. La première est une œuvre collective à laquelle ont participé plusieurs personnalités proches du PCI dans le but de dénoncer les conditions qui ont porté à l'exécution du préfet. Le second est une monographie écrite par deux journalistes[67], dont l'intention est clairement – dès la quatrième de couverture – de mythifier la figure de dalla Chiesa, décrit comme un « personnage populaire[68] », un « héros de notre temps[69] » et sa vie est considérée comme « légendaire[70] » car il a vécu des moments importants de l'histoire italienne. La figure de dalla Chiesa est utilisée pour reparcourir l'histoire récente à travers un filtre émotionnel. Ces deux ouvrages ont été, jusqu'à très récemment, les seuls consacrés à la figure de dalla Chiesa qui n'aient pas été écrits par son fils. En effet, la particularité mais aussi la difficulté d'étudier la figure du général dalla Chiesa réside justement dans le fait que les sources à disposition proviennent presque entièrement des livres écrits par son fils Nando. Professeur de sociologie à la Bocconi de Milan, il s'est spécialisé dans l'étude de la criminalité mafieuse pour sa thèse et a continué après l'assassinat de son père, afin de comprendre et de dénoncer les dynamiques qui ont conduit à ce meurtre. En 1983, il publie donc un livre-enquête (*Delitto imperfetto*[71]) dans lequel il analyse le climat de l'époque, dénonce l'inertie des politiques et défend sa thèse de l'homicide politique. En 1997, à l'occasion du quinzième anniversaire de l'assassinat de son père, il écrit sa biographie[72], basée sur des documents inédits comme des lettres, des extraits du journal intime du général et des discours prononcés quand il était à Palerme. Toutefois, si l'on ne peut évincer les modalités et le but de l'écriture,

66. *Morte di un generale. L'assassinio di Carlo Alberto dalla Chiesa, la mafia, la droga, il potere politico*, Milan, Mondadori, 1982.

67. SERIO Ettore & NESE Marco, *Il generale dalla Chiesa. La storia di un uomo amato dalla gente, odiato dalla mafia e morto per l'Italia*, Rome, Adn Kronos, 1982.

68. « Personaggio popolare », in *Ibid*, quatrième de couverture.

69. « Eroe del nostro tempo » in *Ibidem*.

70. « Leggendaria » in *Ibidem*.

71. DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto. Il generale, la mafia, la società italiana*, Milan, Mondadori, 1983.

72. DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, Milan, Rizzoli, 1997.

les documents privés qu'il publie constituent des sources précieuses pour comprendre la période et les intentions du préfet de Palerme. Pour leur nature de sources, nous avons amplement utilisé ces documents dans notre recherche.

Lorsque nous l'avons rencontré[73], nous avons évoqué avec lui ce vide éditorial autour de la figure de son père. Selon lui, les livres écrits sur son père ont un but purement commercial et polémique, pour « faire des mystères[74] ». En effet, dès le livre d'Ettore Serio et Marco Nese, on sent que la figure de dalla Chiesa représente une occasion de proposer une lecture controversée des grands épisodes de l'histoire italienne récente, du mémorial d'Aldo Moro à l'affaire Pecorelli, en passant par la P2. Ce filon est exploité par d'autres et constitue, au fil du temps, une caractéristique de la production mémorielle autour de la figure du général qui cristallise ainsi de nombreuses polémiques. Le fils de dalla Chiesa est donc dans la posture ambiguë de défenseur de la mémoire de son père mais également d'analyste de sa vie et de son action. La plupart du temps, ses livres sont des réponses aux polémiques en cours, comme celle née des révélations du faux bras droit du général[75] et visent donc à rétablir la vérité. Enfin, signe de cette faible fortune éditoriale, un seul ouvrage a été publié à l'occasion du trentième anniversaire de la mort du préfet en 2012, qui exploite le filon sensationnaliste des mystères auxquels serait lié dalla Chiesa[76]. Encore une fois, c'est la famille qui donne le la, avec la diffusion d'un documentaire[77] réalisé par Dora dalla Chiesa, la petite-fille du général, sur la figure de son grand-père, projeté Palazzo Marino à Milan à l'occasion du trentième anniversaire. Les témoins interviewés, qui ont tous collaboré avec dalla Chiesa, rétablissent un certain nombre de faits pour démystifier la figure du général. En 2014, Benito Li Vigni[78] consacre un ouvrage au préfet tué, selon le sous-titre, par « un complot État-mafia ». L'auteur imbrique le récit de la carrière de dalla Chiesa dans le récit des « années de plomb » et montre le visage d'un serviteur de l'État loyal, très méfiant envers les structures paramilitaires. Cette attitude lui aurait valu d'être vu comme un obstacle dont il fallait se débarrasser, en utilisant la mafia.

73. Voir Entretien avec Nando dalla Chiesa, réalisé à Milan le 4 septembre 2012 retranscrit en annexes.

74. « Fare misteri », *Ibid*.

75. En 1993, Angelo Incandela se définit comme le bras droit du général - ce que ses vrais collaborateurs et Nando dalla Chiesa nient farouchement – et affirme que le général détenait le mémorial d'Aldo Moro et qu'il voulait s'en servir contre Andreotti. Nous reviendrons plus en détail sur cette affaire qui entache la mémoire du général dans le chapitre 11.

76. MIRONE Luciano, *A Palermo per morire. I cento giorni che condannarono il generale dalla Chiesa*, Rome, Lit Edizioni, 2012.

77. *Generale. Rivivendo il generale dalla Chiesa*, de Lorenzo Rossi Espagnet et de Dora dalla Chiesa, 2012.

78. Ancien collaborateur d'Enrico Mattei, journaliste et professeur de géopolitique. Il a écrit de nombreux ouvrages sur les matières premières, l'affaire Mattei et l'histoire récente de l'Italie. Voir LI VIGNI Benito, *Morte di un Generale. Carlo Alberto dalla Chiesa ucciso da un complotto Stato-mafia*, Rome, Sovera, 2014.

Nous n'avons aucun moyen de vérifier cette thèse, jusque là inédite. Nous n'avons découvert cet ouvrage qu'une fois la rédaction de cette thèse achevée et n'avons donc pas pu approfondir nos recherches.

Enfin, Giuseppe Ferrara réalise *Cent jours à Palerme*, un film sur le préfet dalla Chiesa en 1984, incarné par Lino Ventura. Ce film, qui ne retrace que les trois derniers mois du général, montre l'image d'un homme seul qui évolue dans un milieu hostile, confirmant ainsi qu'il s'agit bien de la clé de lecture prédominante à l'époque. En 2007, Canale 5 produit une fiction en deux épisodes consacrée au général[79]. Toute sa carrière y est retracée, avec un bon équilibre entre la représentation de la lutte contre le terrorisme et de celle contre la mafia. Cette fiction ne véhicule aucune lecture mystérieuse des événements historiques et s'attarde sur le renouvellement des méthodes d'enquête lancé par dalla Chiesa.

L'incarnation de la réponse de l'État

Né en 1920, Carlo Alberto dalla Chiesa entre dans l'infanterie en 1942 puis successivement dans le corps des carabiniers, l'*Arma*. Cet engagement est l'expression d'un amour profond pour son pays et son peuple. Selon lui, les carabiniers sont le trait d'union entre l'État et la société tout entière. Ils incarnent un principe fédérateur : « la légalité républicaine[80] ». En 1943, il entre dans la résistance et est promu pour mérite de guerre. Muté en Sicile en 1949, il est capitaine de la caserne de Corleone où il hérite de 74 homicides non résolus, dont celui du syndicaliste Placido Rizzotto. Son rapport sur l'affaire – daté du 18 décembre 1949 – est le premier document officiel qui indique Luciano Liggio comme « étoile montante de la mafia corléonaise[81] ». Dalla Chiesa le dénonce ensuite (le 30 mai 1950) comme l'assassin de Rizzotto. C'est à cette occasion que Pio La Torre et Carlo Alberto dalla Chiesa se croisent pour la première fois.

Après différentes mutations, dalla Chiesa revient en Sicile avec le grade de colonel pour diriger la légion des carabiniers de Palerme de 1966 à 1973. C'est en cette qualité qu'il témoigne à deux reprises devant la commission parlementaire antimafia en 1969 et en 1970. Dalla Chiesa est promu général en 1973 et dirige la brigade Piémont-Ligurie-Vallée d'Aoste. Le retour dans le nord de l'Italie correspond au changement d'adversaire : il traque désormais les groupes terroristes. Le général fonde une cellule antiterroriste qui, en 1974, arrête deux chefs historiques des BR : Renato Curcio et Alberto

79. *Il Generale dalla Chiesa*, réalisée par Giancarlo Giannini, 2007.
80. « La legalità repubblicana » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 13.
81. « L'astro nascente della mafia corleonese » in *Ibid*., p. 60.

Franceschini. Malgré son efficacité, la cellule est démantelée. Entre 1974 et 1978, la situation empire jusqu'en mars 1978, où la situation atteint son paroxysme avec l'enlèvement d'Aldo Moro. À l'été 1978, dalla Chiesa est rappelé pour coordonner la lutte contre le terrorisme au niveau national. Ce statut est instauré par une loi spéciale qui le place sous les ordres directs du ministre de l'Intérieur Virginio Rognoni. Selon Nando dalla Chiesa, à cette période son père « devient le symbole le plus populaire et le plus représentatif de la réponse de l'État[82] ». De plus, l'intelligence dont il fait preuve pour infiltrer les réseaux terroristes donne l'impression d'un homme prêt à utiliser tous les moyens pour sauver la démocratie. Il devient un véritable héros national, l'homme mythique qui n'a peur de rien (il se promenait seul dans le centre de Milan pour montrer à la population qu'il ne fallait pas céder à la panique) et incarne ainsi l'intransigeance de la réponse de l'État. La lutte contre le terrorisme et la victoire finale que remporte l'État sont essentielles pour la construction de la figure du général dalla Chiesa et de son image dans l'opinion publique et dans la presse. Toutefois, dalla Chiesa cristallise aussi les polémiques. Encensé par l'extrême-droite mais critiqué par la gauche *garantista*[83] pour l'ouverture des quartiers haute sécurité dans les prisons, son intégrité est ensuite mise à mal par le scandale de la P2[84] car son nom figure, aux côtés de celui de son frère Romolo, sur la liste des inscrits[85]. Il est donc mis sur la touche par sa hiérarchie, qui profite de l'affaire pour l'évincer. C'est finalement grâce au soutien du gouvernement qu'il peut retrouver un poste de premier plan, en tant que vice-commandant des carabiniers à Rome. Blessé par l'acharnement de l'État major des carabiniers à son encontre, il demande au gouvernement un poste civil en dehors de l'*Arma*. Suivant les propositions de Pio La Torre, le président di Conseil Spadolini le nomme préfet de Palerme.

82. « Diventa il simbolo più popolare e rappresentativo della risposta dello Stato » in DALLA CHIESA Nando, *Ibid*., p. 220.

83. Courant historique de la gauche italienne, issu de la tradition de l'antifascisme, qui fait de la défense des libertés individuelles et constitutionnelles le fil rouge de son action politique. Ce courant est particulièrement actif dans les débats sur les questions de justice et de défense. Leonardo Sciascia, par exemple, s'opposait fermement à l'attribution de pouvoirs de coordination à un seul homme.

84. La loge P2 (Propaganda 2) est une loge maçonnique dirigée par Licio Gelli qui regroupe près d'un millier de personnes (parlementaires, entrepreneurs, membres de l'État major des forces armées) autour d'un projet subversif, en lien avec le terrorisme d'extrême-droite, visant à contrôler le pouvoir médiatique et les institutions républicaines. En 1981, lors d'une perquisition chez Licio Gelli dans le cadre de l'enquête sur le faux enlèvement du banquier Michele Sindona, les policiers trouvent la liste des membres de la loge.

85. En 1976, le général Franco Picchiotti propose à dalla Chiesa de s'inscrire dans un « groupe d'amis » (« gruppo di amici » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 278). Dalla Chiesa signe le formulaire d'adhésion mais revient sur sa décision le lendemain. Le formulaire n'a cependant pas été détruit et, lorsque le scandale P2 éclate en 1981, son nom apparaît sur la liste des inscrits. Nando dalla Chiesa retrace toute l'affaire dans *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 278-291.

Lors de sa nomination, le général essaie d'obtenir des garanties de la part du gouvernement. Comme Pio La Torre l'avait fait avant lui[86], il appelle de ses vœux la création d'une grande coordination antimafia qui pourrait agir dans une dizaine de villes de la péninsule. Cependant, il doit anticiper son arrivée à Palerme et prendre ses fonctions plus rapidement que prévu puisque le 30 avril 1982, Pio La Torre est assassiné avec son chauffeur Rosario Di Salvo. L'impact de cet assassinat est très fort dans l'opinion publique, dont une partie commence dès lors à prendre conscience de la nécessité de s'opposer, avec ses propres forces, à l'hégémonie mafieuse. C'est alors ce que fait le préfet dalla Chiesa. N'ayant pas obtenu le pouvoir de coordination souhaité, il invente de nouveaux moyens pour lutter (comme il l'avait fait contre le terrorisme) et entreprend une offensive idéologique : une action sociale d'information, de dénonciation et de « démystification[87] » de la mafia, en particulier dans les écoles et dans la presse. Il n'aura que cent jours pour faire passer ce message aux Palermitains avant d'être abattu par la mafia.

Le préfet des cent jours

Une volonté politique limitée

La nomination de Carlo Alberto dalla Chiesa est officielle à la fin du mois de mars. Tout de suite, le courant en de la DC palermitaine commence à s'agiter et Giulio Andreotti[88] invite dalla Chiesa pour un entretien, le 5 avril. Voici comment dalla Chiesa raconte la conversation dans son journal intime :

> J'ai été très clair et lui ai […] donné la certitude que je n'aurai pas d'égard pour la partie de son électorat qui touche ses grands électeurs. […] Quand je lui ai dit tout ce que je sais de ses amis en Sicile, il a blêmi[89].

Andreotti, qui était président du Conseil lorsque dalla Chiesa commandait la lutte contre le terrorisme, exprime de sérieuses réserves dans la presse quelques jours plus tard :

86. Lors de son entretien avec Spadolini, il avait insisté sur « la nécessité d'instituer à Palerme une structure efficace de coordination de la lutte contre la mafia, qui aurait le devoir d'enquêter en permanence et systématiquement, et qui pourrait s'étendre en cas de besoin à tout le territoire national et même à l'étranger. » (« La necessità di istituire a Palermo un'efficace struttura di coordinamenti nella lotta alla mafia, con compiti d'indagine permanente e sistematica, opportunatamente estendibili all'intero territorio nazionale e anche all'estero. ») : « La Torre aveva consegnato a Spadolini un suo "documento" sulla mafia » in *Giornale d'Italia*, 6 mai 1982, p. 3.

87. Voir FRÉTIGNÉ Jean-Yves, *Histoire de la Sicile, op. cit*, p. 390.

88. Sept fois président du Conseil leader de la DC puis sénateur à vie, il est décédé en 2013. Il a été accusé de collusions avec la mafia, condamné mais la sanction était inapplicable car les faits étaient prescrits. Sur les démêlés judiciaires d'Andreotti, voir BRIQUET Jean-Louis, *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République*, Paris, Karthala, 2007.

89. « Sono stato molto chiaro e gli ho dato […] la certezza che non avrò riguardo per quella parte del suo elettorato alla quale attingono i suoi grandi elettori. […] Quando gli ho detto tutto quello che so dei suoi in Sicilia è sbiancato in faccia. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto. Il Generale. La Mafia. La società italiana*, Milan, Mondadori, 1984, p. 34.

> Maintenant le général est nommé préfet de Palerme avec une indication claire de volonté « antimafia ». Très bien, mais puisque l'alarme criminelle vient de la Calabre et de la Campanie, on peut soupçonner qu'il y a un décalage de temps et de lieux. Quoi qu'il en soit, bon travail[90].

L'utilisation des guillemets (« antimafia »), les commentaires (« très bien », « quoi qu'il en soit ») et la minimisation du danger criminel en Sicile remettent en question la nécessité d'une action en Sicile. Cependant, le constat d'Andreotti est en contradiction totale avec la réalité[91]. L'attitude et les paroles d'Andreotti contribuent à alimenter un climat de suspicion autour de la nomination de dalla Chiesa, ce qui crée un terrain fertile sur lequel se développe la polémique à propos des pouvoirs de coordination.

En 1981, au cours d'une interview réalisée par Enzo Biagi, le général dalla Chiesa fait un parallèle entre la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la mafia. Il préconise la mise en place d'« instruments idoines[92] » et de la confiscation des biens « qui résultent d'une provenance illicite ou douteuse[93] ». Ce faisant, il incite clairement le Parlement à examiner le projet de loi que La Torre a déposé un an auparavant. De plus, il se sert de l'expérience de la lutte contre le terrorisme pour tenter d'obtenir le pouvoir de coordonner la lutte contre la mafia. Lorsqu'il est nommé, il demande clairement cette prérogative à Spadolini, dans une lettre datée du 2 avril :

> Loin de vouloir stimuler des lois ou des pouvoirs « exceptionnels », il est nécessaire et honnête que celui qui doit mener la lutte contre un « phénomène » de telle dimension n'ait pas seulement la consolation d'une presse pas toujours autorisée ou crédible et parfois très sensible aux changements de caps, mais jouisse d'un appui […] « déclaré » et « codifié » : […] « codifié » puisqu'au fil du temps, l'expérience (une très longue expérience) veut que chaque promesse s'oublie, que chaque garantie (« on le fera », « on s'en occupera », etc.) se détériore et que tout soit étouffé et compromis dès que l'on commence à toucher certains intérêts[94].

Dalla Chiesa veut donc des garanties parce qu'il se méfie des promesses des gouvernants. Il constate aussi la volubilité de la presse qui se montrait bien moins soucieuse des libertés de l'individu pour le terrorisme que pour la lutte contre la mafia. Après sa prise de fonction, la polémique prend de l'ampleur et l'intervention d'Enrico Berlinguer[95] en sa faveur ne calme pas les *garantisti*. Ses adversaires mènent une véritable

90. « Ora il generale è nominato prefetto di Palermo con una chiara indicazione di volontà « antimafia ». Molto bene, ma poiché l'allarme criminale viene dalla Calabria e dalla Campania, può venire il sospetto di una sfasatura di tempi e di luoghi. Comunque, buon lavoro. » : ANDREOTTI Giulio, « Meridiani e paralleli » in *L'Europeo*, 19 avril 1982, n°15-16. Extrait cité par DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit*., p. 38 et GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato 1980-1996*, Turin, Einaudi, 2007 (1998), p. 388.

91. En 1981, on dénombre 101 homicides en Sicile.

92. « Strumenti idonei » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 260.

93. « Risultino di illecita o dubbia provenienza » in *Ibid*., p. 261.

94. « Lungi dal volere stimolare leggi o poteri « eccezionali », è necessario ed onesto che chi è destinato alla lotta di un fenomeno di tale dimensione, non solo abbia il conforto di una stampa non sempre autorizzata o credibile e talvolta estremamente sensibile a mutamenti di rotta, ma goda di un appoggio […] « dichiarato » e « codificato » : […] « codificato » giacché, nel tempo, l'esperienza (una macerata esperienza) vuole che ogni promessa si dimentichi, che ogni garanzia (« si farà », « si provvederà », ecc.) si logori e tutto venga soffocato e compromesso non appena si andranno a toccare determinati interessi. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit.,* p. 32-33.

95. « Berlinguer: "Combattere la mafia come si combatte il terrorismo" », in *Giornale di Sicilia*, 8 mai 1982, p. 2.

offensive médiatique basée sur un parallèle provocateur : le préfet dalla Chiesa deviendra le nouveau préfet Mori. La comparaison avec ce personnage historique aux méthodes discutables cherche à faire naître la peur d'une répression autoritaire. Cela réveille les vieux démons de la Sicile et dalla Chiesa apparaît comme le spectre de l'État prêt à employer tous les moyens pour asseoir son pouvoir. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la déclaration de Nello Martellucci, alors maire de Palerme : « Nous n'avons pas besoin de super préfets[96] ». Cependant, après l'assassinat de dalla Chiesa, personne ne contestera les grands pouvoirs de coordination accordés à Emanuele De Francesco (bien plus importants que ceux demandés par dalla Chiesa). Cette polémique vise donc à décrédibiliser la figure du général : le nouveau préfet n'est pas vraiment soutenu par le gouvernement, ce qui donne un signal à la mafia et augmente sa marge de manoeuvre.

L'action antimafia du préfet : « une offensive stratégique inattendue[97] »

Comme en témoigne l'extrait de son journal intime daté du 30 avril[98], le préfet est tout à fait conscient de la situation d'isolement dans laquelle il se trouve et ressent le besoin d'inventer une méthode différente pour lutter contre la mafia. Le 1er mai, il se rend à la remise des prix des *Maestri del Lavoro* siciliens. Selon Nando dalla Chiesa, lors de ce discours son père s'adresse « à toute l'opinion publique sicilienne en offrant sans détours et sans diplomatie sa carte de visite[99] ». Dalla Chiesa veut reconquérir les prérogatives de l'État en expliquant aux Palermitains que l'État est la structure qui garantit leurs droits. Ne se sentant pas soutenu par les institutions, le préfet demande l'appui de la société.

> Nous devons sentir, et cueillir, et souligner cette atmosphère qui nous rend certainement conscients de la gravité, du grave épisode[100] qui, en tant qu'épisode, nous trouble, mais en tant qu'épisode rentrant dans quelque chose de plus vaste, doit nous secouer, doit vraiment nous faire prendre conscience que nous devons être unis, tous ensemble. S'il est vrai qu'il existe un pouvoir, ce pouvoir est seulement celui de l'État, de ses institutions et de ses lois. Nous ne pouvons continuer de déléguer ce pouvoir ni aux prévaricateurs, ni aux prépotents, ni aux malhonnêtes.
> Pouvoir peut être un substantif dans notre vocabulaire mais c'est aussi un verbe […]: pouvoir regarder en face notre interlocuteur sans baisser les yeux, […] pouvoir regarder dans les yeux nos enfants et les enfants de nos enfants sans avoir la sensation de devoir nous reprocher quelque chose, pouvoir regarder les jeunes pour leur transmettre une vie faite de sacrifices, de renoncements mais de propreté […]. Cette Sicile qui veut être bonne, qui veut être saine, qui veut être défendue, qui veut progresser, ne peut continuer à être victime de ceux qui s'imposent par la force, de ceux qui gagnent de l'argent. Et il faut que tous, nous nous serrions les coudes, nous nous sentions unis, parce que même

96. « Non abbiamo bisogno di superprefetti » in *Dimenticati a Palermo. 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto dalla Chiesa*, *op. cit*., p. 45.

97. « 'Un'impensata offensiva strategica » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 339.

98. Nous citons cet extrait dans le chapitre 8.

99. « (…) a tutta l'opinione pubblica siciliana offrendo senza infrangimenti e senza diplomazie il suo biglietto da visita » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 317.

100. L'assassinat de Pio La Torre et Rosario Di Salvo.

> celui qui est animé d'enthousiasme, même celui qui croit, comme croit celui qui vous parle en ce moment, a besoin d'être soutenu, d'être aidé, de sentir qu'il vit au milieu de gens qui croient car, si nous y croyons tous, nous pouvons atteindre l'objectif que nous souhaitons : la tranquillité, la sérénité[101].

Ce discours, pédagogique et émouvant, est effectivement la « carte de visite » du préfet car tous les thèmes de son action y sont développés. Tout d'abord, il met au centre la cohésion et l'union de la société et demande explicitement le soutien du peuple. Puis, il démystifie la mafia en délégitimant son pouvoir et rappelle la suprématie des institutions et des lois républicaines. Ensuite, le passage du substantif au verbe « pouvoir » signifie passer de l'inaction à l'action : il encourage les Siciliens à ne plus subir et à devenir parties prenantes. L'utilisation des figures affectives comme les enfants et « les enfants de nos enfants » liée au concept sous-jacent de dignité (« regarder en face », « regarder dans les yeux ») vise à donner une charge émotive au discours et à provoquer un électrochoc. Enfin, il fait des jeunes l'interlocuteur privilégié du discours antimafia. Par ce discours, dalla Chiesa tend clairement la main aux jeunes et, quelques semaines plus tard, ce sont eux qui l'interpellent.

Le 29 mai, un mois après la mort de La Torre, *L'Ora* publie une lettre ouverte des élèves de la Terza A[102] du lycée Gonzaga de Palerme, un « message de sympathie et d'admiration[103] » adressé au préfet :

> Nous voulons donc vous dire que votre action pour la défense des droits humains et civils ne passe pas inaperçue à nos yeux et aux yeux de tous les jeunes, au contraire elle suscite en nous non seulement une grande estime pour votre personne, mais surtout le désir et la volonté de donner un apport constant et concret à notre communauté citoyenne sur la base d'un amour actif, désintéressé et d'un engagement toujours plus grand.
>
> La mafia et ses aspects de délinquance ont existé et existent parce que nous n'avons pas encore réussi à créer une collaboration fraternelle au niveau du citoyen, qui dépasse l'omerta, les peurs, les avidités et c'est justement un message d'union que nous voulons apporter[104].

101. « Dobbiamo avvertire, e cogliere, e sottolineare questa atmosfera che certamente ci rende consapevoli della gravità, del gravissimo episodio che, come episodio, turba, ma, come episodio inquadrato in qualcosa di più vasto, deve scuoterci, deve renderci veramente coscienti che dobbiamo stare uniti, tutti. Se è vero che esiste un potere, questo potere è solo quello dello Stato, delle sue istituzioni e delle sue leggi ; non possiamo oltre delegare questo potere né ai prevaricatori, né ai prepotenti, né ai disonesti. Potere può essere un sostantivo ma è anche un verbo […] : potere guardare in faccia l'interlocutore senza abbassare gli occhi, […] poter guardare in viso i nostri figli e i figli dei nostri figli senza avere la sensazione di doverci rimproverare qualcosa, poter guardare ai giovani per trasmettere loro una vita fatta di sacrifici, di rinuncie, ma di pulizia […]. Questa Sicilia, che vuole essere buona, che vuole essere sana, che vuole essere difesa, vuole progredire, non può restare vittima di chi prevarica, di chi attraverso il potere lucra. E occorre che tutti, gomito a gomito, ci sentiamo uniti, perché anche chi è animato da entusiasmo, anche chi crede, come crede colui che in questo momento vi sta parlando, ha bisogno di essere sostenuto, di essere aiutato, di sentire di vivere in mezzo a chi crede perché, tutti credendo, possiamo raggiungere la meta che auspichiamo : la tranquillità, la serenità. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit.*, p. 320-321.

102. Équivalent de la classe de première.

103. « Messaggio di simpatia e di ammirazione » : « Lettera aperta a dalla Chiesa », in *L'Ora*, 29 mai 1982, p. 1.

104. « Desideriamo quindi dirle che il suo operato per la difesa dei diritti umani e civili non passa inosservato ai nostri occhi ed a quelli di tutti giovani, al contrario suscita in noi non solo una grande stima verso la sua persona ma soprattutto il desiderio e la volontà di dare un apporto costante e concreto alla nostra comunità cittadina sulla base di un amore attivo e disinteressato e di un impegno sempre maggiore. La mafia e i suoi aspetti delinquenziali sono esistiti ed esistono perché non siamo ancora riusciti a creare una collaborazione fraterna a livello cittadino, che superi l'omertà, le paure, le avidità ed è appunto un messaggio di unione che noi vogliamo portare. » : « Lettera aperta a dalla Chiesa », in *L'Ora*, 29 mai 1982, p. 1.

Très touché par le message, dalla Chiesa se rend au lycée Gonzaga le 2 juin. Cette visite marque un tournant dans sa pratique de l'antimafia et le début d'une véritable « offensive stratégique inattendue[105] » : « il crée, en somme, une antithèse concrète au pouvoir mafieux[106] ». Il va dans les écoles pour dire aux jeunes que seul l'État peut garantir leur liberté. De ce fait, il remet l'État au centre du discours, en rénove considérablement l'image et fait des jeunes « son allié privilégié[107] ». Comme pour le discours du 1er mai, l'originalité réside non seulement dans le fond, mais surtout dans la forme. Il utilise ses souvenirs de père pour « transformer la conversation en une extraordinaire leçon de pédagogie antimafia[108] », créant ainsi un ton de confidence informelle qui décuple la force du message. En s'appuyant sur les référents d'éducation que sont les parents et les professeurs, le préfet insiste sur la nécessité de refuser le système mafieux sous toutes les formes afin de pouvoir rester libre. Son discours expose, au moyen des exemples développés, une théorie de « la légalité comme construction quotidienne[109] » pour substituer la culture républicaine à la subculture mafieuse.

Cette offensive idéologique renverse la hiérarchie sociologique de la mémoire car les jeunes prennent la place traditionnelle des anciens : ils deviennent les dépositaires de la mémoire. Ils ne doivent plus recevoir le message mais le faire passer. Ce renversement de la tradition, qui met les jeunes au centre, peut-il être à l'origine de la force du mouvement antimafia qui s'est développé par la suite dans la société civile ? Cela a sans aucun doute modifié la pratique de l'antimafia puisque, depuis, l'éducation des jeunes est la priorité des associations antimafia. De surcroît, une grande partie des personnes engagées aujourd'hui dans le mouvement antimafia est issue de cette génération de jeunes et des successives. Le 3 juin, le préfet se rend au lycée Garibaldi sans se faire annoncer, afin de continuer cette offensive culturelle. Les jeunes sont très réceptifs à l'action du général, qui les incite à se regrouper autour des valeurs civiles et morales pour « sortir indemnes du tunnel[110] ». Un autre groupe de jeunes palermitains écrit à dalla Chiesa le 29 juin pour dénoncer l'engrenage mortel de la toxicomanie. Ils se sentent abandonnés par les structures civiles et décident de s'organiser afin

105. « Impensata offensiva strategica » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 339.
106. « Crea, insomma, un'antitesi concreta al potere mafioso. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit.*, p. 55.
107. « Il proprio alleato privilegiato. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 336.
108. « Trasformare la conversazione in una straordinaria lezione di pedagogia antimafiosa » in *Ibid*., p. 337.
109. « La legalità come costruzione quotidiana » in DALLA CHIESA Nando, *Ibid*, p. 338.
110. « Uscire indenni da questo tunnel » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 57.

d'enrayer la mortalité des toxicomanes[111]. dalla Chiesa se rend à la réunion et encourage les jeunes à ne pas tomber dans la drogue. La nouveauté principale de cette intervention est la demande explicite d'un soutien non plus moral mais actif : « j'aimerais vraiment que vous tous deveniez mes forces de l'ordre contre la drogue[112] ». Toutefois, l'action de dalla Chiesa auprès de la société ne se limite pas aux jeunes. Il rencontre les maires des communes de la province de Palerme et leur apporte tout son soutien. Il les encourage à combattre la criminalité au niveau local et leur garantit qu'il est là pour les épauler. Ces paroles n'avaient jamais été prononcées avec une telle ferveur par aucun représentant de l'État. Le préfet, bien que privé de moyens opérationnels, redonne confiance à une partie de la société civile en tenant des discours qui marquent les esprits.

Dans l'été, il est de moins en moins soutenu par le monde politique. Il entreprend alors sa dernière offensive : une action médiatique. Le changement total de ses rapports avec la presse signale la gravité de la situation. Le gouvernement entre en crise pendant le mois d'août et Spadolini démissionne. La crise de crédibilité du gouvernement provoque une augmentation de sa « solitude institutionnelle[113] ». Il convoque à dessein Giorgio Bocca, journaliste à *La Repubblica*, avec qui il n'a pas toujours eu de bons rapports[114]. Cette interview[115], publiée le 10 août, est interprétée *a posteriori* comme son testament spirituel. Il annonce qu'il n'a jamais reçu les pouvoirs de coordination qu'on lui avait promis et l'entretien ressemble fort à l'intervention de la dernière chance pour les obtenir.

111. « Nous avons décidé de nous organiser: un mouvement qui vient du bas, de gens simples, jeunes ou pas, de tous ceux qui veulent vivre et ne veulent pas être gouvernés par les gangsters. » (« Abbiamo deciso di organizzarci : un movimento dal basso, di gente semplice, giovani e non, di tutti coloro che vogliono vivere e non vogliono essere governati dai gangster. ») in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit.,* p. 350.

112. « Mi piacerebbe proprio che le mie forze dell'ordine contro la droga diventaste tutti voi. » in *Ibid*., p. 351.

113. « Solitudine istituzionale » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 25.

114. « Il avait voulu un journal et un journaliste que l'on ne puisse suspecter de bienveillance acritique à son égard. Bocca avait exprimé plusieurs fois dans *Repubblica* ses perplexités sur certains épisodes de la lutte contre le terrorisme. C'était donc l'interlocuteur idéal pour donner une représentation objective de ce qui était en train de se passer à Palerme, du conflit qui se jouait sur les pouvoirs de coordination de la lutte contre la mafia qui ont été dans un premier temps promis, puis jamais donnés au préfet. » (« Aveva voluto un giornale e un giornalista non sospetti di benevolenza acritica nei suoi confronti. Bocca aveva espresso più volte su "Repubblica" le sue perplessità su alcuni episodi della lotta al terrorismo. Era dunque l'interlocutore ideale per dare rappresentazione oggettiva di quello che stava accadendo a Palermo, dello scontro che si giocava sui poteri di coordinamento della lotta alla mafia, prima promessi e poi mai dati al prefetto. ») : Extrait d'un article de Nando dalla Chiesa publié dans *Il Fatto quotidiano* le 27 décembre 2011 cité in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire. I cento giorni che condannarono il generale dalla Chiesa*, Rome, Lit Edizioni, 2012, p. 125.

115. Le document est disponible en annexes.

Que demandez-vous ? Une sorte de dictature antimafia ? Les pouvoirs spéciaux du préfet Mori ?

Je ne demande pas de lois spéciales, je demande de la clarté. Mon père, du temps de Mori, commandait les carabiniers d'Agrigente. Mori pouvait se servir de lui à Agrigente et d'autres à Trapani, Enna, ou même à Messine, où il en avait besoin. Quiconque penserait combattre la mafia dans le « pré carré » palermitain et non dans le reste de l'Italie ne ferait que perdre son temps[116].

Le préfet répète qu'il a besoin d'être soutenu, par les politiques et par la société. Lorsque Bocca lui dit, non sans ironie, que personne n'a jamais gagné contre la mafia, dalla Chiesa exprime le fondement de son action à Palerme :

Je suis convaincu qu'avec un habile, patient travail psychologique on peut soustraire son pouvoir à la mafia. J'ai compris une chose très simple mais peut-être décisive : une grande partie des protections mafieuses, des privilèges mafieux chèrement payés par les citoyens ne sont pas autre chose que leurs droits élémentaires. Assurons-les leur, enlevons ce pouvoir à la mafia, faisons de ses employés nos alliés[117].

Enfin, le général expose sa théorie sur les « cadavres exquis » de la mafia. Il fait preuve d'une lucidité tragique, qui l'inscrit de fait dans la même dynamique mortelle que Mattarella et La Torre :

Je crois que j'ai compris la nouvelle règle du jeu : on tue le puissant quand cette combinaison fatale se met en place : il est devenu trop dangereux mais on peut le tuer car il est isolé[118].

Cette phrase peut être perçue comme une demande implicite de soutien de la part du gouvernement, afin de se soustraire au sombre destin qui le guette. Malgré cet avertissement, le gouvernement ne prend pas position en faveur du préfet. Le ministre de l'Intérieur Virginio Rognoni (DC) répond au préfet par presse interposée le 24 août, dans une interview accordée à *L'Ora*. Le gros titre du quotidien est éloquent : « À dalla Chiesa la coordination des informations[119] ». Le préfet n'obtient donc aucun pouvoir concret et cette interview confirme son isolement institutionnel. Carlo Alberto dalla Chiesa, sa femme Emanuela Setti Carraro et leur agent d'escorte Domenico Russo sont assassinés le 3 septembre 1982, aux alentours de 21h30. Le lendemain, sur les lieux du guet-apens, on trouve le message suivant qui marque le début d'une véritable prise de parole de la société : « C'est ici qu'est mort l'espoir des Palermitains honnêtes[120] ». L'offensive idéologique menée par

116. « *Lei cosa chiede? Una sorta di dittatura antimafia? I poteri speciali del prefetto Mori?*
Non chiedo leggi speciali, chiedo chiarezza. Mio padre al tempo di Mori comandava i carabinieri di Agrigento. Mori poteva servirsi di lui ad Agrigento, e di altri a Trapani, a Enna o anche a Messina, dove occorresse. Chiunque pensasse di combattere la mafia nel « pascolo » palermitano e non nel resto d'Italia non farebbe che perdere tempo. » in Nando dalla Chiesa, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 359.

117. « Sono convinto che con un abile, paziente lavoro psicologico si può sottrarre alla mafia il suo potere. Ho capito una cosa molto semplice, ma forse decisiva : gran parte delle protezioni mafiose, dei privilegi mafiosi caramente pagati dai cittadini non sono altro che i loro elementari diritti. Assicuriamoglieli, togliamo questo potere alla mafia, facciamo dei suoi dipendenti i nostri alleati. » in *Ibid*., p. 362-363.

118. « Credo di aver capito la nuova regola del gioco : si uccide un potente quando avviene questa combinazione fatale : è diventato troppo pericoloso ma si può ucciderlo perché è isolato. » in *Ibid*., p. 360.

119. Voir « A dalla Chiesa la coordinazione delle informazioni » in *L'Ora*, 24 août 1982, p. 1 et SPAMPINATO Alberto, « Così compiti e limiti » in *Ibid*, p. 4.

120. « Qui è morta la speranza dei palermitani onesti » in *Dimenticati a Palermo. 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto dalla Chiesa*, *op. cit*., p. 104.

dalla Chiesa semble avoir redonné confiance à une partie de la population mais sa fin tragique replonge les « Palermitains honnêtes » dans la torpeur. Pour beaucoup, les hommes politiques sont responsables de l'assassinat du préfet.

L'assassinat du préfet

Impact médiatique

La presse de gauche et de droite réagit avec véhémence, ce qui semble refléter les réactions dominantes au sein de la société : le désespoir, la violence et la haine. Dalla Chiesa est inséré dans le martyrologe de la lutte contre la mafia et est érigé, d'emblée, en symbole national. Les journaux rappellent les grandes heures de la lutte contre le terrorisme, posant ainsi les bases de la construction de sa figure de héros[121].

> Ils l'ont tué. Ils ont tué dalla Chiesa. Ils ont abattu l'homme prestigieux que l'État avait envoyé […] pour combattre la mafia. Et la mafia, encore une fois, a voulu frapper un symbole […], l'honnête serviteur des institutions[122].

Si l'émoi est unanime, on remarque cependant que le 4 septembre, le *Popolo* - organe de la DC – ne consacre qu'un tout petit encadré sur la droite à la mort de dalla Chiesa alors que dans tous les autres quotidiens, la nouvelle fait les gros titres[123]. Le peu d'espace accordé en une à un événement si retentissant peut s'expliquer par le ressentiment d'une grande partie de la Démocratie Chrétienne à l'encontre du préfet dalla Chiesa. Tandis qu'il était fortement soutenu par la majorité dans son combat contre le terrorisme d'extrême-gauche, sa vigueur et sa détermination en matière de lutte contre la mafia ont fait naître des réticences. Le traitement médiatique de l'assassinat du général dalla Chiesa par *Il Popolo* semble donc être conditionné par les relations tendues que ce dernier avait avec le gouvernement. La composition de la une du 4 septembre en dit long sur la hiérarchie de l'information faite par le comité de rédaction : l'événement principal est le congrès de la DC, qui occupe près de la moitié de la page ; puis la répression d'une révolte en Pologne ; enfin, l'initiative américaine pour la paix au Proche Orient. L'assassinat du préfet est relégué dans un petit encadré sur la droite. *Il Popolo* ne met pas de photo, ni du préfet, ni de la scène de crime. Ce choix journalistique tranche avec celui de son concurrent direct, *L'Ora*, qui titre « C'EST LA GUERRE » à l'encre rouge et

121. Voir PAOLUCCI Ibio, « Il generale anti-BR », in *L'Unità*, 5 septembre 1982, p. 2 & BARRESE Orazio, « Tra boss e BR, una vita contro la malavita », in *L'Ora*, 4 septembre 1982, p. 2.

122. « L'hanno ammazzato. Hanno ammazzato dalla Chiesa. Hanno ucciso l'uomo prestigioso che lo Stato aveva inviato […] per combattere la mafia. E la mafia, ancora una volta, ha voluto colpire un simbolo […] l'onesto servitore delle istituzioni. » : LODATO Saverio, « Dalla Chiesa assassinato », in *L'Unità*, 4 septembre 1982, p. 1.

123. Ces unes sont disponibles en annexes.

publie une photo des corps criblés de balles qui occupe la moitié de la une. On voit donc que la couverture de la violence mafieuse médiatique diffère selon les affinités politiques des quotidiens.

De son côté, la presse de gauche relaye les revendications du PCI : la nécessité d'adopter la loi La Torre, la mise en place d'une coordination entre les forces de police et la magistrature, ainsi qu'un engagement des services secrets pour combattre la mafia. L'interview du 10 août que dalla Chiesa avait donné à Giorgio Bocca est amplement reprise dans les quotidiens locaux et nationaux. Après son assassinat, elle assume une dimension prophétique et les journalistes soulignent que les autorités n'ont pas répondu de manière positive aux requêtes du préfet[124]. Les réactions sont donc violentes (allant jusqu'à la demande de réhabilitation de la peine de mort), en particulier dans la presse de droite qui a toujours soutenu dalla Chiesa :

> Une énorme banderole devrait précéder le cortège funèbre. Et sur cette banderole, on écrirait ces mots : « Carlo Alberto dalla Chiesa, tu seras vengé ! » Les hommes du gouvernement devraient s'engager à ne plus prononcer un mot sur ce sujet douloureux du terrorisme et de la criminalité organisée jusqu'au jour où les assassins de Carlo Alberto dalla Chiesa et de sa femme seront identifiés et livrés à la justice. […]
> Le dégoût nous assaille lorsque nous pensons aux habituelles proclamations sur l'État démocratique qui ne s'écroule pas, sur le défi de la criminalité qui trouvera une juste réponse […][125].

Afin de renforcer cette image de représentants de l'État sacrifiés à cause de l'incompétence de la classe dirigeante, les journaux multiplient les articles élogieux sur les victimes faisant une utilisation stratégique du pathétique afin de susciter l'émotion du lecteur. Le cas d'Emanuela Setti Carraro est peut-être le plus significatif car c'est la première fois que l'épouse d'un représentant de l'État est tuée avec son mari. L'hommage qui lui est rendu dans la presse est emblématique de ce processus de sanctification qui permet l'insertion de ces figures dans le martyrologe des victimes de la lutte contre la mafia. Elle est jeune, belle et vient d'épouser Carlo Alberto dalla Chiesa (10 juillet 1982) qui a 30 ans de plus qu'elle. De plus, elle a fait le choix de venir habiter à Palerme (contre l'avis de dalla Chiesa) pour ne pas laisser son mari seul face au danger et la position du corps du général sur les photos du double meurtre est interprétée comme une

124. Les mesures adoptées après son assassinat du préfet sont exceptionnelles : les pleins pouvoirs sont accordés à son successeur, De Francesco, et la loi proposée par La Torre est approuvée en un temps record et appliquée à partir du 29 septembre 1982.

125. « Una enorme striscione dovrebbe precedere il corteo funebre. Nello striscione queste parole : « Carlo Alberto dalla Chiesa sarai vendicato ! ». Gli uomini del governo dovrebbero impegnarsi a non pronunciare più una parola su questa materia dolorosa del terrorismo e della criminalità organizzata fino al giorno in cui gli assassini di Carlo Alberto dalla Chiesa e di sua moglie non fossero identificati e assicurati alla giustizia. (…) Il disgusto ci assale al pensiero delle solite proclamazioni sullo Stato democratico che non crolla, sulla sfida della criminalità che troverà adeguata risposta (…). » : « La misura è colma », in *Il Tempo*, 4 septembre 1982, p. 1 et p. 18.

tentative désespérée du préfet de protéger sa jeune épouse[126]. Au lendemain de l'assassinat, Emanuela Setti Carraro apparaît sur de nombreuses photos dans son uniforme d'infirmière de la Croix-Rouge, ce qui renforce son image de victime innocente. Les articles mettent en avant la douceur de la jeune femme et la force de son engagement humanitaire. Une dimension sacrificielle semble émerger de ces portraits psychologiques[127]. Nous trouvons tous les ingrédients qui permettent aux journalistes de jouer sur l'horreur de la situation, sur le *pathos* et donc sur les émotions du lecteur. Dans ce cas précis, la médiatisation de la violence, menée à grand renfort de photos et de témoignages sur le dévouement et la personnalité exceptionnelle d'Emanuela Setti Carraro, provoque une identification entre la victime et le lecteur, ce qui démultiplie l'écho et l'horreur du crime perpétré.

Les réactions du monde politique

La séance à la Chambre le 4 septembre 1982 s'ouvre sur un hommage de la présidente Nilde Jotti au préfet dalla Chiesa qu'elle insère dans le martyrologe des « cadavres exquis » de la mafia[128]. Puis, au nom de tout le gouvernement, le ministre du travail et de la prévoyance sociale Michele Di Giesi (PSDI) rend hommage au général dalla Chiesa, qu'il présente comme « symbole de la lutte contre le terrorisme et la mafia[129] ». La carrière du général dalla Chiesa dans la lutte contre le terrorisme favorise la confusion sémantique que nous avons déjà relevée entre les termes « mafia » et « terrorisme ». De plus, le *crescendo* de violence auquel est confrontée la région de Naples suite à la guerre entre les cartels de la *Nuova Camorra Organizzata* et de la *Nuova Famiglia* ainsi que l'enlèvement de Ciro Cirillo[130] en 1981, renforcent ultérieurement la confusion entre la violence politique et la violence criminelle[131]. Le ministre Di Giesi ne saisit pas les spécificités des différentes violences : la violence de la Camorra, qui résulte d'une guerre

126. Voir « L'ultimo gesto, per proteggere la moglie » in *L'Ora*, 4 septembre 1982, p. 5 & BADALAMENTI Francesco, « Era riverso sulla moglie come per proteggerla » in *Giornale di Sicilia*, 4 septembre 1982, p. 2.

127. Voir POMAR Anna, « Un amore tenero, appassionato fino alla morte », in *L'Ora*, 4 septembre 1982, p. 7.

128. Voir Séance à la Chambre du 4 septembre 1982, intervention de Nilde Jotti (PCI, présidente de la Chambre), p. 51957.

129. « Simbolo della lotta al terrorismo e alla mafia », *Ibid*., intervention de Michele Di Giesi (PSDI), p. 51958. Toutefois, on peut s'étonner que ce soit Di Giesi, membre secondaire du PSDI, qui s'exprime au nom du gouvernement. Il est certes ministre mais son protefeuille n'a rien à voir avec la violence mafieuse. Le fait qu'il représente le gouvernement peut être le signe d'un gouvernement encore en vacances, dont les principaux ministres n'ont pas jugé bon de participé au débat parlementaire. Le Président du Conseil Spadolini assiste, lui, à la séance au Sénat qui a lieu le même jour.

130. Ciro Cirillo, ancien président DC de la région Campanie, est enlevé par les BR à Torre del Greco en 1981. Contrairement à l'enlèvement d'Aldo Moro, les démocrates-chrétiens décident de négocier avec les terroristes et, pour ce faire, ils passent par les réseaux de Raffaele Cutolo. L'implantation camorriste dans les prisons leur permet d'entrer en contact avec des brigadistes et de porter à terme la négociation. La Camorra touche donc une partie conséquente de la rançon versée pour la libération de Ciro Cirillo.

131. Voir Séance à la Chambre du 4 septembre 1982, intervention de Michele Di Giesi (PSDI), p. 51958 et Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention d'Amintore Fanfani (DC, président du Sénat), p. 25495.

intestine[132], est confondue avec l'attaque lancée par *Cosa nostra* contre les représentants de l'État en Sicile. Cette violence mafieuse, parce qu'elle touche des représentants de l'État et, *a fortiori,* un symbole de la lutte contre les Brigades Rouges, est considérée comme terroriste. Après cette intervention du ministre Di Giesi, la présidente Jotti suspend la séance pendant plus de vingt minutes en signe de deuil.

Lorsque la séance reprend, elle annonce que les questions au gouvernement auront lieu dans les commissions réunies des affaires internes et de la justice, privant ainsi la Chambre d'un débat public, ce qui déclenche de vives protestations sur les bancs des députés du parti radical et du MSI qui demandent la venue du Président du Conseil Spadolini. Comme dans la presse, l'étude des séances parlementaires au lendemain du triple assassinat révèle la véhémence du groupe MSI-DN[133], qui multiplie les interventions et demande des comptes au gouvernement. Ainsi, la séance au Sénat du 4 septembre 1982 est le théâtre d'un affrontement entre les sénateurs d'extrême-droite et le président du Conseil, soutenu par le président DC du Sénat, Amintore Fanfani. Les sénateurs du groupe MSI-DN demandent une suspension de séance à la mémoire de dalla Chiesa ainsi qu'une modification de l'ordre du jour, pour consacrer la séance à l'assassinat du préfet plutôt qu'au vote de confiance. Ces deux requêtes leur sont refusées, la tension monte et le sénateur Michele Marchio (MSI-DN) quitte la salle après avoir demandé la démission du ministre de l'Intérieur Virginio Rognoni.

Comme dans les articles de presse, lors des hommages rendus aux victimes, on retrouve une forte dimension pathétique cristallisée autour de la figure d'Emanuela Setti Carraro. Fanfani insiste sur sa jeunesse et sur son mariage récent avec le général :

> Nous voulons rendre hommage à sa jeune épouse, d'un courage admirable, qui l'a accompagné de l'autel où elle fut menée voilà deux mois jusqu'au sacrifice d'hier soir[134].

De même, Nilde Jotti met en avant la dimension sacrificielle de l'engagement d'Emanuela aux côtés de son mari :

132. À la fin des années 1970, Raffaele Cutolo – boss mafieux incarcéré à Poggioreale – décide de fédérer les clans napolitains pour donner une structure verticale à la *Camorra*, afin de contrer l'implantation de *Cosa nostra* en Campanie. On assiste donc à un phénomène de cartellisation. Cutolo rebaptise l'organisation la *Nuova Camorra Organizzata* mais les clans de la province s'allient et, aidés par *Cosa nostra*, donne vie au cartel de la *Nuova Famiglia* pour s'opposer à la volonté hégémonique de Cutolo. Une guerre très meurtrière oppose les deux cartels entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. La *Nuova Famiglia* sort vainqueur de cette guerre intestine et les clans de la province prennent donc le pouvoir sur ceux de la ville, considérablement affaiblis par le conflit et par les nombreuses arrestations de 1983. Sur l'histoire de la Camorra, voir BARBAGALLO Francesco, *Camorra e criminalità organizzata in Campania*, Naples, Liguori, 1988 ; BARBAGALLO Francesco, *Il potere della Camorra*, 1973-1998, Turin, Enaudi, 1999 ; et, surtout, BARBAGALLO Francesco, *Storia della Camorra*, Rome-Bari, Laterza, 2010.

133. *Movimento Sociale Italiano-Destra Nazionale.*

134. « Onore vogliamo rendere alla giovane consorte che lo ha accompagnato, con cuore ammirevole, dall'altare asceso due mesi fa fino al sacrificio di ieri sera. », Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention d'Amintore Fanfani (DC, président du Sénat), p. 25495.

> Chers collègues, permettez-moi de conclure ces quelques mots inadaptés de condoléances en réservant à la femme du général dalla Chiesa un hommage particulier. C'était une jeune femme qui connaissait certainement les risques graves que son mari affrontait tous les jours. Elle a choisi de partager sa vie avec lui en toute conscience et elle est restée courageusement à ses côtés même pendant le sacrifice suprême[135].

Le sénateur Cesare Pozzo (MSI-DN) insiste quant à lui sur la barbarie de la mafia qui n'a pas hésité à exécuter l'épouse du général, parlant de « massacre de famille[136] ». Sans tomber dans le cliché d'une mafia honorable qui épargnerait les femmes et les enfants, il est vrai que l'assassinat d'Emanuela Setti Carraro est « un fait sans précédent[137] ». Les magistrats supposent que les confidences reçues de son époux ont fait d'elle une cible mais cela n'a pu être prouvé lors du procès. En outre, les parlementaires interprètent la position des corps de la même façon que les journalistes – dalla Chiesa aurait essayé de protéger sa femme – ce qui ne manque pas de déclencher une polémique sur le manque de moyens alloués à l'escorte du préfet. Ce dernier aurait été « relégué au rôle de défenseur solitaire de la vie de sa conjointe[138] », se substituant encore une fois aux manquements de l'État. L'isolement du préfet et son manque de moyens font de cet assassinat « le fait le plus grave qui soit arrivé dans l'après-guerre[139] ». Pour les sénateurs d'extrême-droite, dalla Chiesa a été sacrifié par le gouvernement (« il a été envoyé au casse-pipe[140] ») et trahi par un de ses collaborateurs, une taupe à la préfecture aurait averti les mafieux du départ du couple[141].

Comme à son habitude, le groupe MSI-DN demande des mesures radicales : la peine de mort pour les assassins et l'institution de l'état d'urgence en Sicile, outre la démission de Rognoni. Ils pointent aussi, avec les sénateurs communistes, le manque de volonté politique de lutter contre la mafia puisque les travaux de la commission antimafia sont restés lettre morte, aucun pouvoir de coordination n'a été donné à dalla Chiesa et le projet de loi de Pio La Torre n'a toujours pas été examiné. Le discours de politique générale de Spadolini, fait dans le cadre du vote de confiance, est un bon exemple de

135. « Onorevoli colleghi, consentitemi di chiudere queste poche ed inadeguate parole di cordoglio riservando alla moglie del generale dalla Chiesa un omaggio particolare. Era una giovane donna che, sapeva certamente i rischi gravi che il marito affrontava ogni giorno. Ha scelto consapevolmente di dividere con lui la sua vita e coraggiosamente gli è stata a fianco anche nel supremo sacrificio. », Séance à la Chambre du 4 septembre 1982, intervention de Nilde Jotti (PCI, présidente de la Chambre), p. 51958.

136. « Strage di famiglia », Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention de Cesare Pozzo (MSI-DN), p. 25531.

137. « Questo fatto non ha precedenti » : Déclaration du magistrat Giuseppe Ayala, reportée in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit.,* p. 135.

138. « Relegato al ruolo di tutore solitario della vita della propria congiunta », Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention de Tommaso Mitrotti (MSI-DN), p. 25542.

139. « Il fatto più grave che sia accaduto nel dopoguerra », *Ibid*., intervention de Cesare Pozzo (MSI-DN), p. 25531.

140. « È stato mandato allo sbaraglio », *Ibidem*.

141. Voir *Ibid*., intervention de Giorgio Pisanò (MSI-DN), p. 25525.

la langue de bois[142] généralement utilisée per les hommes politiques au lendemain des « meurtres excellents ». Après les phrases de circonstance, le président du Conseil affirme que, le 30 août, le gouvernement avait décidé d'accorder à dalla Chiesa les pouvoirs tant demandés[143] et récupère à son compte le plan de lutte contre la mafia en mémoire du préfet : « Nous n'abandonnerons pas une seule des idées investigatrices, organisationnelles et opérationnelles définies par Carlo Alberto dalla Chiesa[144] ». De nombreux sénateurs s'insurgent contre cette langue de bois :

> Franchement, je dois vous dire que je suis déconcerté car je ne m'attendais pas, après un événement aussi grave, à des mots si conventionnels qui n'allaient pas au delà d'une nécrologie rituelle[145].

À l'exception des démocrates-chrétiens, les parlementaires expriment à maintes reprises leur déception de voir que le gouvernement ne prend pas la mesure des faits malgré le « chapelet de morts[146] » égrené en Sicile. Ainsi, pour les sénateurs comme pour les journalistes, le gouvernement apparaît donc comme responsable de la mort du général, de son épouse et de leur unique agent d'escorte.

Le rejet de la classe politique lors des funérailles du préfet

Une classe politique jugée responsable de la mort du préfet

La condamnation du monde politique est unanime, y compris pour les proches des victimes :

> Un beau-frère du général, Francesco Naselli Flores, menace à voix haute : « J'accuse 960 hommes politiques, tout le Parlement et le Sénat, qui n'ont pas eu le courage de respecter leurs engagements et l'ont envoyé mourir. Maintenant on fait des funérailles d'État, nous ne voulons pas de ces funérailles[147]. »

Rita dalla Chiesa, fille aînée du général, refuse les couronnes de fleurs envoyées par la Région et le ministre de l'Intérieur Rognoni se voit interdire l'accès à la chapelle ardente. Les obsèques se déroulent dans la basilique San Domenico à 15h, le 4

142. Nous reprenons ici les critères définis par Christian Delporte : « Convenu, généralisant, préfabriqué, déconnecté de la réalité, le discours de la langue de bois reconstruit le réel en mobilisant et en répétant inlassablement les même mots et formules stéréotypés, les mêmes lieux communs, les mêmes termes abstraits […] pour esquiver en donnant l'illusion de l'engagement. » in DELPORTE Christian, *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009, p. 10.

143. Or l'interview de Rognoni publié dans *L'Ora* du 24 août 1982 (citée plus haut) parlait de coordination des informations, privant le préfet de toute action concrète.

144. « Non tralasceremo una sola delle idee investigative, organizzative e operative definite da Carlo Alberto dalla Chiesa », Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention de Giovanni Spadolini (PRI, président du Conseil), p. 25498.

145. « Le devo dire francamente che sono rimasto sconcertato perché non mi aspettavo, dopo un fatto così grave, parole così convenzionali che non superavano il limite di un rituale necrologio. », *Ibid*., intervention de Gianfranco Spadaccia (parti radical), p. 25528.

146. « Rosario di morti », *Ibid*., intervention de Tommaso Mitrotti (MSI-DN), p. 25541.

147. « Un cognato del generale, Francesco Naselli Flores, incalza ad alta voce : « Accuso 960 uomini politici, tutto il Parlamento e il Senato, che non hanno avuto il coraggio di rispettare gli impegni e l'hanno mandato a morire. Ora fanno i funerali di Stato, noi non vogliamo questi funerali. » : PINO Marina, « I parenti accusano i politici : lo hanno mandato allo sbaraglio », in *Giornale di Sicilia*, 5 septembre 1982, p. 2. Les proches réitèrent leurs accusations après les obsèques. Voir POMAR Anna, « Tutti responsabili tranne Pertini" », in *L'Ora*, 6 septembre 1982, p. 8.

septembre, soit 18h après l'assassinat. Selon Nando dalla Chiesa, « ces funérailles ont été les plus rapides de l'histoire[148] », signe de l'empressement politique à se libérer de ces corps qui sont transférés à Milan, dès le 5 septembre au matin. De plus, le retentissement médiatique de l'enterrement est énorme puisqu'il est retransmis en direct à la télévision, signe de l'envergure nationale de la victime et de l'émoi que son assassinat a suscité dans le pays. Le sermon du cardinal Pappalardo constitue le point d'orgue de la cérémonie :

> On peut appliquer une célèbre phrase de la littérature latine […]: « Dum Romae consulitur… Saguntum expugnantur » alors qu'à Rome, on pense à ce qu'il faut faire, l'ennemi s'empare de la ville de Sagunto ! Et cette fois il ne s'agit pas de Sagunto mais de Palerme. Pauvre Palerme[149] !

Ce passage de l'homélie du cardinal a un impact considérable car le cardinal met clairement en cause l'inaction du gouvernement. Le lendemain, exception faite du *Popolo*, cet extrait est amplement repris par la presse pour mettre en cause la classe dirigeante[150]. Face à la langue de bois des politiques, le cardinal apparaît comme le porte-parole des proches des victimes et de toute une frange de la population palermitaine :

> La voix de Pappalardo est la seule voix de vérité et de justice. […] Le gouvernement est à la dérive, sans un mot. Et il faut un cardinal pour redonner à la communauté offensée la conscience de soi, des valeurs, du courage civil. Notre applaudissement est la redécouverte de l'humanité, de notre dignité à tous[151].

Selon Luciano Mirone, en traduisant la citation latine, le cardinal a voulu donner un écho encore plus grand à son homélie :

> Pappalardo, lui, veut vraiment faire cette révolution. Sinon il se serait limité au latin. […] Et pendant qu'il traduit, un frisson parcourt San Domenico et aussi la place, et par la télévision ce frisson est transmis à tout le monde. […] C'est comme si la colère des justes sortait des viscères de la terre, il y a celui qui applaudit, celui qui pleure, celui qui serre les poings, le vieux, la femme au foyer, l'étudiant, le professeur, le barbier[152].

L'accusation résonne dans la basilique et galvanise la foule présente à l'extérieur. Elle exprime à son tour son rejet des gouvernants, considérés comme responsables de la mort du général.

---

148. « Sono stati i funerali più veloci della storia. » in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit.*, p. 149.

149. "Si può applicare una nota frase della letteratura latina […]: "Dum Romae consulitur… Saguntum expugnantur" mentre a Roma si pensa sul da fare, la città di Sagunto viene espugnata dai nemici ! E questa volta non è Sagunto ma Palermo. Povera Palermo !" in *Omelia dell'Emerito Monsignor Arcivescovo durante i funerali del prefetto Carlo Alberto dalla Chiesa e della moglie Emanuela Setti Carraro*, Chiesa San Domenico, 4 septembre 1982.

150. Le *Giornale di Sicilia* reprend même la citation du cardinal en une (voir « Mentre a Roma si discute, Palermo viene espugnata », in *Giornale di Sicilia,* 5 septembre 1982, p. 1). Seul *Il Popolo* ne cite pas cet extrait et donne une interprétation originale des violences dont les ministres ont été victimes, les attribuant à des extrémistes politiques.

151. « La voce di Pappalardo è l'unica voce di verità e di giustizia. […] Il governo è allo sbando, senza parola. E ci vuole un cardinale a restituire alla comunità offesa il senso di sé, dei valori, del coraggio civile. Il nostro applauso è la riscoperta dell'umanità, della dignità di noi tutti. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit*., p. 129.

152. « Pappalardo quella rivoluzione vuole farla davvero. Sennò si sarebbe limitato al latino. […] E mentre traduce, un brivido percorre San Domenico e anche la piazza, e dalla tivù quel brivido viene trasmesso a tutti. […] È come se dalle viscere della terra si levasse la collera dei giusti, c'è chi applaude, chi piange, chi stringe i pugni, il vecchio, la casalinga, lo studente, il professore, il barbiere. » in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit*., p. 146.

> Sur la place, la foule avait cependant déjà bousculé les rangs des policiers au cri de « bouffons », « on n'en peut plus », « on veut la peine de mort » […]. La rage des gens, des jeunes pour la plupart, était dirigée surtout contre le ministre Rognoni et les autres ministres. […] Plusieurs ministres ont été isolés et couverts d'insultes. Pendant un quart d'heure, il y eut des bagarres avec le service d'ordre qui essayait de protéger les voitures officielles, prises à coups de pied et cibles des pièces de 50 et 100 lires. Rognoni a été effleuré par une bouteille vide qui s'est brisée à ses pieds[153].

Seul le Président de la République, Sandro Pertini, est épargné par la colère de la foule[154]. La popularité du *Presidente partigiano*, renforcée par son entrain dans les tribunes du stade Barnabéu de Madrid lors des mondiaux de football remportés quelques mois plus tôt par l'Italie, est certainement à l'origine de ce statut d'exception. Si l'on fait nôtre la théorie d'Antonio Gramsci, selon laquelle l'État est constitué de la société civile et de la société politique, les obsèques palermitaines du préfet représentent un moment de nette rupture entre les deux composantes de l'État. Les réactions violentes dans le cadre d'une mobilisation collective peuvent s'expliquer si l'on considère l'assassinat du préfet dalla Chiesa comme un « choc moral[155] » :

> Cette expérience sociale résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins bruque de l'environnement des individus ; elle implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère ; enfin, cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action […][156].

Ce concept sociologique s'applique à la situation palermitaine. L'assassinat du préfet est un événement inattendu et brusque qui provoque la réaction très vive d'une partie de la société. De plus, la disparition de dalla Chiesa pousse les palermitains à se confronter avec la réalité meurtrière de *Cosa nostra*. Ces valeurs de violence, de mort et de destruction s'opposent à celles de la société. Enfin, cet événement suscite « un sentiment de colère » qu'une frange de la société exprime violemment lors des funérailles du préfet. De surcroît, comme nous le verrons plus tard, pour une partie de la société, l'assassinat de dalla Chiesa marque le début d'un engagement civil antimafia. Le concept de choc moral s'applique donc parfaitement au cas palermitain puisque les réactions sont principalement de nature affective.

153. « Nella piazza la folla aveva rotto, però, i cordoni al grido di « buffoni », « non ne possiamo più », « vogliamo la pena di morte » […]. La rabbia della gente, in gran maggioranza giovani, si è diretta soprattutto su Rognoni e gli altri ministri. […] Diversi ministri sono rimasti isolati e coperti dagli insulti. Per un quarto d'ora ci sono stati tafferugli, con il servizio d'ordine che cercava di proteggere le auto blu, prese a calci e bersaglio di monete da 50 e 100 lire. Rognoni è stato sfiorato da una bottiglia vuota che gli si è infranto ai piedi. » : *Ibidem*.

154. VACCARELLA Armando, « Applausi a Pertini e al Cardinale. I ministri contestati pure in chiesa », in *Giornale di Sicilia*, 5 septembre 1982, p. 2.

155. FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian & PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 101.

156. TRAÏNI Christophe, « Choc moral », in *Ibid*., p. 101-102.

Les accusations des proches dans la presse

Dès l'assassinat du préfet, l'attitude des institutions envers les proches des victimes est pour le moins problématique. Alors que la nouvelle est diffusée à la télévision, aucun représentant officiel du monde politique ou des forces de l'ordre n'a pris la peine d'avertir d'abord les enfants. La mère du général apprend la nouvelle à la radio alors que les enfants sont avertis par des amis, qui l'ont su par la télévision. Dès lors, un sentiment de méfiance se cristallise entre les proches et les représentants de l'État, qui tentent de les tenir à l'écart mais ne prennent aucune disposition pour diminuer leur exposition médiatique. Les proches ressentent dès le premier instant la rupture qui se consomme entre le monde politique et une partie de la société sicilienne. Tandis que les représentants politiques et institutionnels semblent jouer un rôle de circonstance, une frange importante de la population manifeste son soutien aux proches des victimes. Étrangement, après l'enterrement du préfet, la famille n'est pas interrogée. Nando dalla Chiesa décide alors de prendre la parole en révélant certaines déclarations de son père. L'interview est réalisée par Giorgio Bocca pour le journal *Repubblica*, qui la publie le 8 septembre[157]. Ce *J'accuse* de Nando dalla Chiesa déclenche un véritable tremblement de terre :

> Ce que je pense de l'assassinat de mon père ? Je pense que c'est un assassinat politique, décidé et commis à Palerme. Cela ne nous intéresse pas, ni à ma famille ni à moi-même, de savoir qui sont les tueurs […]. Ce qui nous intéresse c'est que soient reconnus et punis les commanditaires qui, à mon avis, doivent être recherchés dans la démocratie chrétienne de Sicile[158].

On peut se demander si cette accusation d'« assassinat politique » conditionne les polémiques qui entravent la construction mémorielle de la figure du général. Il semble, en effet, que cela atteigne la figure du préfet par ricochet, à travers son fils. L'article fait scandale, et le monde politique réagit de manière très violente à l'encontre de Nando dalla Chiesa. La levée de boucliers est unanime dans la DC. Une stratégie politique impitoyable d'amalgame et de déconstruction est mise en place, comme en témoigne la déclaration de Ciriaco De Mita, alors secrétaire de la DC :

> Ceux qui nous appellent le « parti de la mafia » non seulement nous insultent de manière sanguinaire, mais insultent la vérité[159].

157. « « Cherchez les commanditaires dans la DC ». Le fils de dalla Chiesa accuse les puissants siciliens » (« « Cercate i mandanti nella DC ». Il figlio di dalla Chiesa accusa i potenti siciliani. ») in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 231-235.

158. « Che cosa penso dell'assassinio di mio padre ? Penso che sia stato un delitto politico, deciso e commesso a Palermo. Né a me né ad altri della mia famiglia interessa sapere chi sono stati i killer […] Interessa che siano individuati e puniti i mandanti che, a mio avviso, vanno cercati nella democrazia cristiana siciliana. » in *Ibid*, p. 231.

159. « Chi ci chiama il « partito della mafia » non solo insulta noi sanguinosamente ma insulta la verità. » : « Fermissima e immediata reazione DC », in *Il Popolo*, 9 septembre 1982, p. 3.

Ainsi, les paroles de Nando dalla Chiesa sont manipulées et déformées jusqu'à les faire devenir absurdes, afin d'ôter toute crédibilité au fils du général. Le processus de décrédibilisation est décortiqué ainsi par le fils du préfet :

> Je dis textuellement « *dans* la DC sicilienne », et les autres m'attribuent non seulement l'équation mafia = DC sicilienne mais encore celle-ci : DC = mafia. Quelqu'un de bon sens peut-il la faire sienne ? Non. Donc il n'est pas crédible[160].

Bien qu'elle soit fondée sur une manipulation de ses déclarations, l'étrange logique du raisonnement est reprise à l'unisson. Le 10 septembre, le président du Conseil Spadolini tient un discours très véhément contre Nando dalla Chiesa, qualifiant les accusations d'injustes, graves et dangereuses, car elles pourraient instituer un climat de suspicion qui empêcherait de retrouver les vrais coupables. Le fils du général est ainsi indirectement accusé d'entraver l'enquête. Quant aux membres de la DC sicilienne, ils répliquent par l'insulte, traitant Nando dalla Chiesa de « canaille », d'« orphelin émotif », et de « fou[161] ». Cela va même plus loin, on lui reproche de « traîner dans la boue le sang de son père[162] ». Cette attaque est lourde de sens : le fils démolit l'image du père, alors qu'il ne fait que répéter des soupçons que le général lui-même avait clairement formulés dans une lettre à Spadolini, datée du 2 avril[163]. Ainsi, la prise de position du fils dégraderait la mémoire et la portée du sacrifice du père. La polémique politique prend donc une dimension mémorielle qui entache la figure du général et ce mélange des genres est imputable à Nando dalla Chiesa. Il semble alors que l'analyse de Claudio Fava, fils du journaliste catanais tué par la mafia en 1984, se vérifie :

> Tant que tu participes à voix basse aux obsèques en jouant avec discipline le rôle de l'orphelin et du brave petit, tout le monde te prend dans ses bras, te serre la main, te fait voir ses larmes. Quand tu commences à prendre position le mécanisme d'auto-défense qui te conduit à devenir une cible se déclenche[164].

Comme nous l'avons vu lors de l'assassinat de Pio La Torre, une situation aussi extrême favorise l'instrumentalisation des victimes. Selon Mario D'Acquisto, la mafia est en guerre contre la classe politique car elle est indépendante économiquement. Nando dalla Chiesa analyse ainsi les déclarations du président de la Région :

160. « Io dico testualmente « *dentro* la DC siciliana », e gli altri mi affibiano non solo l'equazione mafia = DC siciliana ma addirittura quella DC = mafia. C'è qualche persona di buon senso che può farla propria ? No. Dunque lui non è credibile. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*.., p. 139. Toutefois, Nando dalla Chiesa reconnaît aujourd'hui qu'il faisait bien référence à la DC dans son ensemble : « C'est la Repubblica qui a ajouté palermitaine, de toute évidence pour me protéger ou pour se protéger. » (« È stata la "Repubblica", evidentemente per proteggermi o per proteggersi, ad aggiungere palermitana. » in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit*., p. 155.)

161. « Mascalzone », « orfano emotivo », « pazzo », in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 141-142.

162. « Infanga(re) il sangue del padre », *Ibidem*.

163. Il y indiquait la DC comme la « famille politique la plus polluée » par les collusions, *Ibid*., p. 32.

164. « Fino a quando partecipi sommessamente ai funerali facendo con disciplina la parte dell'orfano e del bravo ragazzo, tutti ti abbracciano, ti stringono la mano, ti fanno vedere le lacrime. Quando cominci a prendere posizione scatta il meccanismo di autodifesa che ti porta a diventare bersaglio. » in MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit*., p. 156.

> Pour démontrer cet impossible théorème on utilisait, comme symbole de la classe politique agressée, Mattarella, La Torre et même mon père (!). Et on utilisait toujours le sacrifice de Mattarella pour démontrer que la DC […] était mortellement attaquée par la mafia. En bref, si la thèse de Chinnici, selon laquelle les homicides Mattarella, La Torre et dalla Chiesa n'auraient qu'un même commanditaire est vrai, […] on était arrivé au stade inouï où les assassins utilisaient… leurs propres victimes pour démontrer leur innocence[165].

En effet, comme nous l'avons vu lors des funérailles de La Torre, les « cadavres exquis » sont utilisés pour redorer le blason démocrate-chrétien et repousser toute accusation, en redonnant une certaine crédibilité à ses dirigeants. Le coup de grâce est asséné au fils du général lorsqu'on l'accuse d'avoir lancé la polémique dans un but purement politique et partisan. Dalla Chiesa est alors fortement incité à démentir toute inscription au parti communiste, ce qu'il refuse de faire. Par cette manœuvre stratégique, les dimensions mémorielle et politique se confondent, ce qui met en cause la légitimité et la crédibilité des accusations de Nando dalla Chiesa.

Cette polémique, comme toutes celles qui concernent le général dalla Chiesa, est éminemment médiatique. Tout est déclenché par une interview et la classe politique réagit dans la presse ou à la télévision. Il convient donc de se demander dans quelle mesure les médias ont contribué à entretenir la polémique. Nando dalla Chiesa semble avoir été littéralement broyé par la machine médiatique. Il l'utilise au début pour compenser le fait de ne pas avoir été interrogé par les magistrats. Cependant, la mécanique médiatique et politique se retourne contre lui à tel point qu'il apparaît, au final, comme un spéculateur politique qui cherche à se faire connaître en détruisant la mémoire de son père. Cette image semble venir d'un grand déséquilibre entre la place accordée aux paroles de Nando dalla Chiesa et celle donnée aux multiples représentants de la DC. Les déclarations initiales sont noyées sous la masse de justifications et d'insultes émises par les hommes politiques qui se sentent incriminés et cela provoque le retournement de situation dont le fils du général est victime.

L'assassinat du préfet dalla Chiesa représente donc un tournant où une grande tension se cristallise entre une partie de la société, les proches des victimes et certains responsables politiques. Le choc moral provoque une prise de conscience civile qui débouche sur une mobilisation inédite, basée sur la revendication d'une filiation morale avec les victimes de la mafia. Voyons maintenant quelles sont les modalités de cette mobilisation civile.

165. « Per dimostrare questo impossibile teorema si utilizzavano, a simbolo della classe politica aggredita, Mattarella, La Torre e perfino mio padre (!). E si utilizzava sempre il sacrificio di Mattarella per dimostrare che la DC […] era tutta attaccata mortalmente dalla mafia. Insomma, se è vera la tesi di Chinnici che gli omicidi Mattarella, La Torre e dalla Chiesa avessero un unico mandante […] si era arrivati al punto inaudito che gli assassini usassero… le proprie stesse vittime per dimostrare la propria innocenza. », *ibid*, p. 144.

1982 : un tournant dans la formation d'une conscience antimafia civile ?

La prise de position de l'Église

De la dénégation à la dénonciation

Les crises de violence mafieuse représentent des moments forts nous permettant d'étudier l'attitude de l'Église face à la mafia. Ainsi, dans la lignée de la position défendue par Sturzo[166], la première prise de position publique d'un religieux contre la mafia dans l'après-guerre a lieu une semaine après le massacre de Ciaculli (30 juin 1963). Le 7 juillet 1963, le pasteur vaudois Pietro Valdo Panascia – à la manière de Luther – fait placarder des affiches dans le tout Palerme, sur lesquelles il dénonce la violence meurtrière diffuse, lance un appel à la communauté civile et religieuse pour que des mesures soient prises et que chacun respecte le sixième commandement divin imposant de ne pas tuer son prochain. Le Vatican, par la plume de monseigneur Angelo Dell'Acqua, Secrétaire d'État du pape Paul VI, demande au cardinal Ernesto Ruffini – alors archevêque de Palerme – si l'Église catholique ne devrait pas prendre position à son tour et promouvoir « une action positive et systématique […] pour dissocier la mentalité de la dite « mafia » de la mentalité religieuse[167] ». La réponse du cardinal Ruffini détourne l'attention puisqu'il accuse le pasteur Panascia de véhiculer la thèse utilisée par les « socio-communistes[168] » contre la DC. Ainsi, le débat qui était au départ moral, prend une dimension politique puisqu'il est replacé dans le contexte de l'affrontement bipartite DC-PCI, sur fond de guerre froide, ce qui discrédite la dénonciation de la violence mafieuse du pasteur Panascia. Cette prise de position officielle de l'Église palermitaine est confirmée lors du dimanche des Rameaux de 1964, par la publication d'une lettre pastorale qui, s'appuyant sur les *topos* de l'approche folkloriste du XIX^e^ siècle, est un manifeste du sicilianisme et reprend les principaux arguments développés par les démocrates-chrétiens pour nier l'existence de la mafia[169].

Il faut donc attendre les années 1970 et l'arrivée du cardinal Salvatore Pappalardo dans le diocèse de Palerme pour que le discours évolue. Petit à petit, le cardinal

166. Voir FULVETTI Gianluca, « Tra silenzio e collusione. La chiesa di Sicilia e la mafia, 1860-1970 », *op. cit*. Plusieurs prêtres ont été assassinés par la mafia entre la fin du XIX^e^ et le début du XX^e^.

167. « Un'azione positiva e sistematica […] per dissociare la mentalità della così detta « mafia » da quella religiosa » : Lettre de monseigneur Angelo Dell'Acqua au cardinal Ernesto Ruffini du 5 août 1963, citée in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia. Dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Editori riuniti, 2009, p. 287.

168. « Socialcomunisti » : lettre du cardinal Ruffini à Monseigneur Dell'Acqua, citée in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.,* p. 288.

169. La mafia ne serait qu'un complot monté par les communistes pour déshonorer la Sicile et les Siciliens. Voir *Ibid*., p. 290-294. Sur le thème de l'anticommunisme, voir également STABILE Francesco Maria, *I consoli di Dio. Vescovi e politica in Sicilia (1953-1963)*, Palerme, Sciascia, 1999.

Pappalardo réussit à l'extraire non seulement de la grille de lecture politique des années 1960, mais surtout de la sphère religieuse. Selon Leoluca Orlando, « grâce à son positionnement laïc, l'identification entre militants antimafia et communistes d'une part, et entre mafieux et chrétiens d'autre part, n'eut plus lieu d'être[170] ». Cette dépolitisation du débat permet donc de faire de la lutte contre la mafia un thème citoyen. Les évêques siciliens dénoncent la mafia comme phénomène criminel et la violence mafieuse comme une déviance de la société. La mafia devient donc un thème récurrent dans les sermons et dans les documents de la Conférence épiscopale sicilienne[171]. Cette impulsion positive favorise également la création d'initiatives civiles dans le giron de l'Église, comme la revue *Segno* – créée en 1975 par des prêtres – qui porte ce nouveau discours émanant des autorités ecclésiastiques siciliennes. « Entre 1979 et 1983, [les rédacteurs] récupèrent et publient des documents et des interventions sur la mafia, battent le rappel des intellectuels et des professeurs universitaires et font parler des hommes de culture et politiquement engagés[172] ». L'éclectisme des personnalités qui participent à la revue donne une portée civile à cette initiative, qui rassemble des religieux et des laïcs.

> En peu de temps, la revue devient une référence pour tous les catholiques siciliens qui veulent rompre avec la tradition d'ignorance et de silence sur la criminalité mafieuse et sur ses rapports avec les pouvoirs politiques et clientélistes : « Soit chrétiens soit mafieux », écrivent-il dans un de leurs éditoriaux. […] Ainsi, en quelques années, la revue devient une véritable bibliothèque d'éveil catholique et civil sur la question mafieuse[173].

Cette initiative dépasse donc largement les frontières de la seule communauté religieuse et devient une source d'information tangible et alternative sur la situation locale.

En parallèle, les prêches du cardinal Pappalardo sont de plus en plus incisifs pour dénoncer la violence mafieuse. La deuxième guerre de mafia et l'attaque en règle contre les représentants des institutions provoquent donc un *crescendo* de l'engagement de l'Église. La dénonciation de la mafia, qui est assimilée au mal, va désormais de pair avec l'exhortation à l'engagement civil et éducatif pour démystifier le modèle mafieux auprès des jeunes[174]. Le cardinal semble profiter des occasions dramatiques (les « meurtres excellents »), où il jouit d'une audience plus importante, pour inciter la population à réagir

170. « Per merito della sua impostazione laica cadde l'identificazione tra antimafiosi e comunisti da una parte, tra mafiosi e cristiani dall'altra. » : Témoignage de Leoluca Orlando in LENTINI Fabrizio, *La primavera breve. Quando Palermo sognava una Città per l'Uomo*, Milan, Paoline, 2011, p. 181.

171. Voir DINO Alessandra, *La mafia devota. Chiesa, religione, Cosa nostra*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 166-172.

172. « Tra il 1979 e il 1983 rastrellano e pubblicano documenti e interventi sulla mafia, chiamano a raccolta intellettuali e docenti universitari, fanno parlare uomini di cultura e d'impegno politico. » in *Ibid*., p. 172.

173. « In breve, la rivista diventa un punto do riferimento per tutti i cattolici siciliani che vogliono rompere con la tradizione di ignoranza e silenzio sulla criminalità mafiosa e i suoi rapporti politici e clientelari : « O cristiani o mafiosi », scrivono in uno degli editoriali. […] Così, in pochi anni, la rivista diventa una vera e propria biblioteca del risveglio cattolico e civile sulla questione mafiosa. » in *Ibidem*.

174. Voir les homélies prononcées par le cardinal Pappalardo suite aux homicides de Cesare Terranova et Lenin Mancuso et de Boris Giuliano in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 305-306 et DINO Alessandra, *La mafia devota, op. cit*., p. 174.

et à cesser toute omerta. Ainsi, alors que la seconde guerre de mafia fait rage, lors de la fête du Christ Roi (22 novembre 1981), le cardinal convoque une messe pour tous les Palermitains, croyants ou non, afin de dénoncer la violence mafieuse. Cette messe est vite définie par les journalistes comme une « messe antimafia » et marque un tournant puisque le cardinal appelle de ses vœux la fin de l'impunité pour les mafieux[175]. Selon Alison Jamieson, cette messe est une « invitation […] à rejeter la mafia, en faveur de la pacification et de la non-violence[176] ». Toutefois, malgré ces prises de position, le cardinal Pappalardo ne se risque pas à dénoncer les collusions entre une partie de la DC et *Cosa nostra*. Cette omerta sur le rapport mafia-politique provoque le détachement d'un groupe de catholiques, emmené par le père jésuite Ennio Pintacuda, qui crée le mouvement *Città per l'Uomo*, en 1980, dans le but de proposer une alternative politique aux catholiques siciliens. Selon Francesco Michele Stabile[177], la décennie qui va des années 1970 aux années 1980 est « la période de plus grande créativité et d'enthousiasme et aussi de plus grande unité de toutes les forces vives du catholicisme palermitain[178] ». En effet, à partir de la moitié des années 1980, le cardinal s'éloigne de *Città per l'Uomo*, alors que le mouvement a des candidats en lice pour les élections locales, et refuse le surnom de « cardinal antimafia » dont la presse l'avait affublé.

Les prêches du cardinal Pappalardo entre avril et septembre 1982

Entre l'assassinat de Pio La Torre et celui de Carlo Alberto dalla Chiesa, les sermons du cardinal Pappalardo sont construits autour de trois grandes thématiques : la dénonciation de la violence, le message chrétien de paix – thèmes qui s'articulent souvent ensemble – et la centralité des jeunes qui permet d'affronter les problèmes de formation, de chômage et d'éducation. Malgré les prises de position du cardinal au lendemain des « meurtres excellents » de Boris Giuliano et Cesare Terranova, les prêches de 1982 que nous avons étudiés sont plus édulcorés.

La *Lettre de l'archevêque à la communauté ecclésiale* du 20 mai 1982 intitulée « Prêtons attention aux jeunes » décrit les jeunes comme des brebis égarées qui manquent d'activités saines et structurantes. Il incite donc les religieux à leur fournir un cadre pour

175. « Que les malhonnêtes et les mafieux en tout genre, quel que soit la couleur de leur col ou de leur chemise, puissent être rattrapés par la justice humaine. » : « Disonesti e mafiosi d'ogni risma, qualunque sia il colore del loro colletto o della loro camicia, possano essere raggiunti dalla giustizia umana » in DINO Alessandra, *La mafia devota, op. cit*., p. 174.

176. « Invitation […] to reject the Mafia in favour of pacification and non-violence. » in JAMIESON Alison, *The antimafia. Italy's fight against organized crime*, Basingstoke-New York, Macmillan-St Martin's press, 2000, p. 137.

177. Prêtre et historien de l'Église, il a participé à la revue *Segno* et a travaillé comme vicaire épiscopal aux côtés du cardinal Pappalardo. Il est aujourd'hui prêtre à Bagheria.

178. « Il periodo di maggiore creatività ed entusiasmo e anche di maggiore unità di tutte le forze vive del cattolicesimo palermitano » cité in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 307.

les soustraire à l'influence de la « délinquance organisée[179] ». Ce « groupe déviant[180] » peut les séduire en leur offrant la possibilité de gagner de l'argent rapidement. Le cardinal propose donc de traiter le problème de fond : le chômage et le manque de formation. Il déplore le fait que les jeunes soient attirés par la facilité et que le travail ne soit plus perçu comme un moyen de progresser dans la société. En effet, dans les années 1980, suite au mouvement de 1977, le travail ne constitue plus une valeur fondamentale pour les jeunes générations. De plus, ce document révèle également les procédés langagiers de contournement utilisés par le cardinal Pappalardo. Si les homélies de Pappalardo lors des obsèques des « cadavres exquis » dénoncent effectivement la violence criminelle, le cardinal n'indique que très rarement la mafia comme étant l'auteur des faits. Certes, le contexte de crise de violence mafieuse explicite cette dénonciation mais, comme nous l'avions relevé pour les hommes politiques, la profusion de périphrases et d'euphémismes dénote une gêne à employer le terme « mafia ». En outre, comme dans les discours politiques, lorsqu'il est utilisé, le terme est englué dans des énumérations qui, bien souvent, dénaturent le phénomène :

> Le travail […] n'est perçu que comme une fatigue extrême qu'il faut éviter à tout prix, en préférant des activités qui assurent des rémunérations plus généreuses, même si elles ne sont pas complètement limpides ou effectivement troubles : voici alors toutes les complications dans l'exercice de la contrebande, de la prostitution, de la drogue, de la mafia[181]…

Ainsi, placé en fin d'énumération, la mafia est réduite au rang d'activité criminelle au même titre que les autres et sa nature d'organisation structurée est complètement passée sous silence. Ce procédé, allié à l'utilisation de la litote et de l'euphémisme périphrastique (« pas complètement limpides ou effectivement troubles »), brouille le message : la dénonciation de la violence perd en efficacité puisque son auteur n'est pas énoncé clairement. On tombe donc dans un discours généralisant qui condamne la violence au moyen d'une grille de lecture manichéenne. Enfin, malgré les quelques semaines qui séparent cette lettre de l'homicide de Pio La Torre et Rosario Di Salvo, à aucun moment le cardinal ne fait référence à l'événement. Ce document reste donc cantonné à la seule sphère religieuse puisque, même en matière d'éducation, il ne préconise pas d'alliance entre les associations religieuses et civiles.

179. « Delinquenza organizzata » : PAPPALARDO Salvatore, *Lettera dell'arcivescovo alla comunità ecclesiale* du 20 mai 1982 intitulée « Prestiamo attenzione ai giovani », in *Rivista della Chiesa Palermitana*, mai-juin 1982, p. 95.

180. « Gruppo deviante », *Ibid*., p. 96.

181. « Il lavoro […] è visto […] soltanto come fatica estenuante da evitare in ogni modo, dando la preferenza ad attività che assicurino più lauti compensi, anche se non del tutto limpidi o positivamente torbidi : ecco allors tutte le complicanze nell'esercizio del contrabbando, della prostituzione, della droga, della mafia… » in *Ibidem*.

À la fin de la procession pour la fête du *Corpus Domini* le 13 juin 1982, le discours du cardinal Pappalardo touche de nouveaux thèmes (les armes et la guerre) qui pourraient faire écho à la situation palermitaine.

> [Ce monde] utilise de manière terrible des instruments de suppression et de mort, soit dans les salles froides et ascétiques d'une clinique au détriment d'innocentes petites créatures, soit dans les guet-apens d'assassins contre des victimes ignares ou conscientes, soit dans les combats meurtriers sur les champs de bataille qui, à plusieurs reprises, ensanglantent une région ou l'autre du globe[182]!

La dénonciation des armes comme est basée sur une comparaison en trois exemples : l'avortement, la violence mafieuse (sous-entendue grâce à l'emploi du mot « guet-apens[183] ») et la violence de guerre. La violence mafieuse est donc instrumentalisée d'une part pour donner plus de force à la dénonciation de l'avortement, et d'autre part, pour introduire le thème de la guerre, qui constitue le cœur du discours. Ainsi, malgré la crise de violence mafieuse qui secoue Palerme à cette époque, le cardinal choisit de faire référence aux deux conflits internationaux récents (la guerre des Malouines opposant le Royaume Uni à l'Argentine et l'invasion du Liban par Israël). Toutefois, la condamnation de la situation internationale et l'exhortation à la paix lancée par le pape Jean-Paul II sont en réalité un moyen détourné pour revenir à la situation palermitaine.

> À juste titre, se lève également dans notre Sicile, l'indignation de ceux qui se sentent en devoir de refuser le recours aux armes et aux armements. En tant que chrétiens, nous partageons toute manifestation pacifique et pacifiste qui s'oppose à l'oppression armée exercée par qui que ce soit, de quelque manière que ce soit et où que ce soit. En tant que disciples du Christ, Roi pacifique, nous sommes évidemment contre les missiles de toute couleur et de toute provenance mais nous voudrions que cette protestation contre la lutte armée signifie également de la part de chacun le renoncement à toute autre forme d'oppression et de violence : la violence de l'injure, de la calomnie, du mensonge, de l'exploitation, de l'arrogance où qu'elle s'exerce, de l'injustice où qu'elle soit perpétrée… Il ne suffit pas de crier contre les armes conventionnelles ou nucléaires si l'on ne réussit pas à tenir en bride l'arme terrible de la langue qui blesse souvent et tue comme l'épée, sinon plus[184] !

Cet extrait est éloquent pour l'enchaînement des thèmes. La condamnation de la guerre débouche sur une condamnation des armes et donc de la violence armée qui, au vu de la situation palermitaine, peut être assimilée à la violence mafieuse. Toutefois,

182. « [Questo mondo] adopera terribilmente strumenti di soppressione e di morte o nelle fredde e asettiche sale di una clinica ai danni di innocenti creaturine, o negli agguati di assassini contro vittime, sia ignare che consapevoli, o nei micidiali scontri dei capi di battaglia di cui, a ricorrenti riprese, è insanguinata questa o quella regione del nostro globo ! » : PAPPALARDO Salvatore, *Discorso dell'Em.mo arcivescovo a conclusione della processione del Corpus Domini*, 13 juin 1982, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, mai-juin 1982, p. 107

183. « Agguati », in PAPPALARDO Salvatore, *Discorso dell'Em.mo arcivescovo a conclusione della processione del Corpus Domini*, 13 juin 1982, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, mai-juin 1982, p. 107.

184. « Giustamente si leva, anche in questa nostra Sicilia, lo sdegno di quanti sentono di dover rifiutare il ricorso alle armi e agli armamenti. Come cristiani condividiamo ogni manifestazione pacifica e pacifista che si opponga alla sopraffazione armata da chiunque e comunque e dovunque esercitata. Come seguaci di Cristo, Re pacifico, noi siamo certamente contro i missili di ogni colore e di ogni direzione ma vorremmo che la protesta contro la lotta armata significasse anche da parte di ciascuno la rinunzia ad ogni forma di sopraffazione e di violenza: la violenza dell'ingiuria, della calunnia, della menzogna, dello sfruttamento, della prepotenza comunque esercitata, dell'ingiustizia comunque perpetrata… Non basta gridare contro la armi convenzionali o nucleari se non si riesce a tenere a freno la terribile arma della lingua che spesso ferisce ed uccide come e più della spada! » in *Ibid*., p. 110.

l'accumulation de locutions pronominales indéfinies fait naître le doute : le cardinal parle-t-il vraiment de violence mafieuse ? De suite, il replace son propos dans le cadre moral généralisant des valeurs chrétiennes mais la référence aux missiles nous ramène au contexte sicilien. En effet, malgré la mort de Pio La Torre, la mobilisation civile contre l'installation de missiles à tête nucléaire sur la base de Comiso continue puisqu'une marche a regroupé 300 000 personnes à Rome une semaine auparavant[185]. Bien que ce ne soit pas explicite, l'omniprésence du thème de la paix dans les sermons du cardinal Pappalardo fait forcément écho – auprès de l'auditoire – aux différentes manifestations pour la paix organisées par différentes associations (dont certaines sont religieuses, comme les ACLI[186]) et à la crise de violence mafieuse en cours. Enfin, comme après chaque allusion à la situation sicilienne, le cardinal repart dans un propos généralisant en mettant sur le même plan les armes nucléaires et la violence verbale, ce qui rend ambigu le sens global du discours. Pendant l'été 1982, le Cardinal fait des allusions plus directes à la situation palermitaine. Le 4 juillet, à l'occasion de la fête de la paix organisée par les ACLI, le cardinal lance un appel pour la paix « de cette Palerme si tourmentée […] malgré le vacarme sinistre des armes […] et de tout le sang qui coule[187] ». Dix jours plus tard, il encourage la population à s'engager « pour une Palerme plus humaine et plus chrétienne[188] ».

L'homélie de Sagunto se détache donc particulièrement des autres sermons puisqu'au delà de la violence, Pappalardo dénonce l'inertie et donc la responsabilité du gouvernement et d'une bonne partie de la classe politique. Cependant, cette dénonciation ne se limite pas à la seule citation de Tite Live reprise en chœur par la presse le lendemain des obsèques. En réalité, toute l'homélie est construite sur cette dichotomie entre l'action et l'inaction. Dès le début, le cardinal adapte les références sacrées à son propos :

> Nous sommes restés loin de la paix… Nous avons oublié notre bien-être… L'expérience permanente de notre errance incertaine, de haut en bas…de notre désarroi pénible entre ce qu'il faut décider et ce qu'il faut faire…sont comme l'absinthe et le fiel[189]…

185. SPAMPINATO Alberto, « Pace : L'imponente marcia di sabato contro le armi nucleari. I trecentomila in corteo a Roma nel nome di La Torre e Di Salvo », in *L'Ora*, 7 juin 1982, p. 4.

186. Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens.

187. « Da questa Palermo così tormentata […] nonostante il sinistro frastuono delle armi […] e di tanto sangue che scorre » : PAPPALARDO Salvatore, *Omelia dell'Em.mo arcivescovo in occasione della « festa della Pace » promossa dalle ACLI*, 4 juillet 1982, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, juillet-septembre, p. 150.

188. « Per una Palermo più umana e più cristiana » : PAPPALARDO Salvatore, *Discorso dell'Em.mo arcivescovo in occasione della processione di Santa Rosalia in cui viene annunziata la visita del papa a Palermo*, 15 juillet 1982, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, juillet-septembre, p. 138-139.

189. « Siamo rimasti lontani dalla pace…abbiamo dimenticato il benessere… La continua esperienza del nostro incerto vagare, in alto e in basso,…dal nostro penoso disorientamento circa quello che bisogna decidere e fare…sono come assenzio e veleno… » : PAPPALARDO Salvatore, *Omelia dell'Em.mo arcivescovo durante i funerali del prefetto C. A. dalla Chiesa e della moglie Emanuela Setti Carraro*, 4 septembre 1982, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, juillet-septembre, p. 155.

Il s'inspire du *Livre des Lamentations* du prophète Jérémie[190] pour dénoncer l'indécision des dirigeants et donc introduire l'idée de leur responsabilité. L'attention est ensuite déplacée sur l'auteur du crime. Toutefois, comme dans les sermons précédents, la mafia n'est pas nommée clairement. Le cardinal s'en prend aux « forces du mal[191] » qui « défend[ent] les intérêts louches de factions puissantes, appelées de différentes façons, terrorisme, camorra, mafia[192] ». Cette phrase dénonce donc les complicités dont bénéficie la mafia mais la portée de cette accusation est totalement altérée par l'accumulation finale, qui met en évidence une confusion entre la violence politique et la violence mafieuse, alimentant ainsi le spectre d'une violence diffuse et multiforme. Dans un deuxième temps, la mise en cause des dirigeants va *crescendo* puisque Pappalardo déplore le fait que « les actions et les décisions de celui qui doit veiller à la sécurité et au bien de tous semblent si lentes et si incertaines[193] ». Puis il cite la phrase de Tite Live pour confirmer son propos. Cette homélie marque donc une forte prise de position contre les gouvernants. En outre, la lecture manichéenne des épisodes violents se transforme en condamnation morale pour les mafieux, sans pour autant qu'ils ne soient nommés clairement. Après les avoir traités de « Démon de la haine[194] » et d'« incarnation de Satan[195] », le cardinal leur jette l'anathème en les condamnant à la mort éternelle. Cette première prise de position franche est renforcée par l'exhortation faite à la population de ne pas s'habituer à la violence. Ainsi, cette homélie incite la société à se mobiliser face à la violence[196], condamne moralement les mafieux et met en cause les responsables politiques.

Un recul de l'Église ?

Les réactions ne se font pas attendre. Les forces de gauche soutiennent le cardinal Pappalardo et saluent sa prise de position courageuse : « La majestueuse et très lointaine Église, en la personne de son cardinal, entre en conflit avec les trafiquants démocrates-chrétiens du pouvoir[197] ». Outre la dénonciation partisane, Giuliana Saladino souligne

190. La citation originale étant : « Et repulsa est a pace anima mea ; oblitus sum bonorum. / Et dixi : Periit finis meus, et spes mea a Domino. / Recordare paupertatis, et transgressionis meæ, absinthii et fellis », soit « Mon âme est exclue de la paix, / j'ai oublié le bonheur ! / J'ai dit : Mon existence est finie, / mon espérance qui venait de Yahvé. / Souviens-toi de ma misère et de mon angoisse : / C'est absinthe et fiel ! » : *Livre des Lamentations de Jérémie* (III ; 17-19), in *La Bible de Jérusalem*, Paris, Editions du Cerf, 1973, p. 1232.

191. « Forze del male » in *Ibidem*.

192. « Difendere i loschi interessi di potenti fazioni, variamente denominate, terrorismo, camorra, mafia » in *Ibidem*.

193. « Così lente ed incerte appaiono le mosse e le decisioni di chi deve provvedere alla sicurezza e al bene di tutti » in *Ibid*., p. 156.

194. « Demonio dell'odio », « incarnazione di Satana » in *Ibidem*.

195. « Incarnazione di Satana » in *Ibidem*.

196. « L'insensibilité et la dureté […] pourraient passer même dans une opinion publique tellement habituée à des crimes aussi atroces au point de ne plus réagir avec horreur à ce qui s'est passé. » (« Insensibilità e durezza […] potrebbero passare anche in una opinione pubblica talmente assuefatta a sì atroci delitti da non più reagire col raccapriccio per l'accaduto ») in *Ibidem*.

197. « La maestosa lontanissima Chiesa, nella persona del suo cardinale, entra in conflitto con i trafficanti democristiani del potere. » : SALADINO Giuliana, « Il cardinale e la Chiesa », in *Morte di un generale. L'assassinio di Carlo Alberto dalla Chiesa, la mafia, la droga, il potere politico*, Milan, Mondadori, 1982, p. 118.

combien le sermon de Pappalardo marque un tournant dans les relations entre l'Église et la DC et cela se répercute également sur les relations avec les élites et les notables locaux, qui craignent que l'Église ne s'éloigne de la DC. Malgré le soutien des associations catholiques[198] et de la Conférence épiscopale sicilienne[199], le cardinal semble isolé et une partie de l'opinion publique attend beaucoup de la visite du pape Jean-Paul II en Sicile à l'automne 1982. Le pape, lors d'un voyage en Sicile en décembre 1981 faisant suite à la « messe antimafia » célébrée par Pappalardo, avait condamné la mentalité mafieuse – qualifiée de « déviée et déviante[200] » – ainsi que la violence meurtrière. C'est donc logiquement que l'opinion attend une confirmation de cette condamnation en novembre 1982. Or, alors que les discours sont communiqués en amont à la presse, tous les passages dénonçant la mafia ne sont pas prononcés par le Saint-Père, soit disant par manque de temps. Alors que Jean-Paul II avait été « le premier pape à prononcer publiquement le mot Mafia[201] » en 1981, sa visite en Sicile à l'automne 1982 marque un net retrait de l'Église sur la question de la criminalité mafieuse. De plus, le chauffeur du pape au cours de son séjour palermitain n'est autre qu'Angelo Siino[202], mafieux de haut rang proche de Bernardo Provenzano. Ce choix, qui ne serait qu'une malheureuse coïncidence[203], soulève de nombreuses questions et fait passer le message d'un recul de l'Église. Privé du soutien de la hiérarchie ecclésiastique, le cardinal Pappalardo fait marche arrière et évite de traiter le sujet.

L'homélie de Sagunto marque aussi une rupture avec la mafia, qui va se vérifier publiquement le 27 avril 1983, lors de la messe de Pâques à la prison de l'Ucciardone à Palerme. La messe est totalement désertée par le millier de détenus et, après avoir attendu longuement, le cardinal Pappalardo quitte la prison, visiblement affecté. Ce qui peut ressembler à un épiphénomène a en réalité un écho médiatique très important. La presse nationale s'empare du sujet[204] et interprète à juste titre cet événement comme la réponse de *Cosa nostra* à l'engagement du cardinal :

198. Voir « Cardinale, non sei solo », in *L'Ora*, 1er octobre 1982, p. 6.

199. Voir « Mafiosi, la Chiesa vi condanna » in *L'Ora*, 22 octobre 1982, p. 13.

200. « Deviata e deviante » in *Discorso di Giovanni Paolo II ai vescovi della sicilia in visita «ad limina apostolorum»*, 11 décembre 1982 (disponible sur le site du Vatican).

201. « The first pope publicly to pronunce the word Mafia » in JAMIESON Alison, *The Antimafia, op. cit*., p. 137.

202. Il est désormais connu comme le « Ministre des travaux publics » de *Cosa nostra* parce qu'il s'occupait principalement du secteur de la construction.

203. Voir DINO Alessandra, *La mafia devota, op. cit.,* p. 175.

204. Voir CAVALLARO Felice, « Messa pasquale del cardinale Pappalardo all'Ucciardone: è lasciato solo. Protesta dei detenuti contro l'impegno antimafia del Cardinale » in *Corriere della Sera*, 30 avril 1983, p. 4; « La mafia ha sfidato Pappalardo. Come una scomunica la messa deserta » in *Repubblica*, 29 avril 1983, p. 13; « La messa disertata dai detenuti dell'Ucciardone per ordine dei boss del carcere palermitano. Ha « ferito e addolorato » Pappalardo l'intimidazione dei capi della mafia » in *La Stampa*, 29 avril 1983, p. 6; « L'antimafia apre il caso Ucciardone » in *L'Unità*, 30 avril 1983, p. 1; « Dopo la contestazione dell'Ucciardone, solidarietà dei sindacati al cardinale Pappalardo » in *L'Avvenire*, 3 mai 1983, p. 6; « La mafia sfida il card. Pappalardo, la messa in carcere non si celebra », in *Il Giorno*, 29 avril 1983, p. 1; « La mafia sfida il cardinale, « salta » la messa in carcere » & « Quando la Chiesa diventa protagonista », in *Ibid*., p. 4.

> Après le refus des 1090 détenus de l'Ucciardone d'assister à la messe du cardinal, les Palermitains disent : « Maintenant, c'est la mafia qui excommunie Pappalardo ». Le père La Rosa, prêtre de la Vucciria, déclare : « La mafia a répondu à l'excommunication par une autre excommunication »[205].

Ce rejet du cardinal se manifeste également dans les cercles de notables, proches de la DC. Nombreux sont ceux qui partagent l'opinion d'Antonio Ardizzone, directeur du *Giornale di Sicilia*, estimant que la prise de position du cardinal lors des obsèques de dalla Chiesa était déplacée : « Pappalardo aurait mieux fait de se limiter à son rôle de berger des âmes et de ne pas interférer dans des domaines qui ne le regardent pas[206] ». Suite à cet événement, le cardinal arrête de prendre position publiquement contre la mafia. L'Église palermitaine redevient donc silencieuse. Au fil du temps, Pappalardo en arrive même à renier l'homélie faite pour dalla Chiesa, comme lors d'une conférence de presse à la veille de l'ouverture du maxi-procès en février 1986 : « Palerme n'a jamais été Sagunto. Elle ne l'est pas maintenant et ne pourra pas le devenir[207] ». Pour Umberto Santino, l'homélie de Sagunto a donc été surévaluée par les médias et par l'opinion. Toutefois, Alison Jamieson défend une autre thèse, selon laquelle le Vatican aurait craint que la dénonciation publique de la mafia ne débouche sur une remise en cause de l'équilibre politique en Sicile[208]. Cela expliquerait, en effet, la prise de distance du cardinal Pappalardo avec le mouvement chrétien de *Città per l'Uomo*, lorsque ce dernier présente des candidats aux élections locales de 1985. Enfin, la démobilisation augmente encore à la fin des années 1980, lorsque Pappalardo incite les prêtres siciliens à « ne pas faire de politique[209] » pendant la messe de commémoration du général dalla Chiesa. En signe de protestation, Francesco Maria Stabile – prêtre progressiste engagé dans le mouvement antimafia – démissionne et ne reprendra ses activités qu'au milieu des années 1990. Pour reprendre les termes de Salvatore Butera, les « meurtres excellents » déclenchent certes une prise de position de l'Église contre la mafia :

> L'assassinat de Mattarella marque la rupture officielle entre la mafia et le catholicisme (et pas avec la DC, qui est autre chose) et dans les années qui vont de la mort de Mattarella à la mort du père Puglisi[210], il se passe […] des choses importantes. Les positions du Cardinal Pappalardo, mais aussi la visite du pape en Sicile, ce cri contre la mafia dans

205. « Dopo il rifiuto dei 1090 detenuti dell'Ucciardone di assistere alla messa del cardinale, i palermitani dicono : « Ora è la mafia a scomunicare Pappalardo ». Parde La Rosa, parroco della Vucciria, dichiara : « La mafia ha risposto alla scomunica con un'altra scomunica ». » in « La mafia ha sfidato Pappalardo. Come una scomunica la messa deserta » in *Repubblica*, 29 avril 1983, p. 13.

206. « Pappalardo avrebbe fatto meglio a limitarsi al suo ruolo di pastore di anime e non interferire in compiti che non gli competono. » : interview d'Antonio Ardizzone à la *Domenica del Corriere* publiée le 12 mai 1983, citée in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 338.

207. « Palermo non è mai stata Sagunto. Non lo è adesso né potrà diventarlo mai » : Conférence de presse tenue le 3 février 1986, propos cité in DINO Alessandra, *La mafia devota, op. cit*., p. 178.

208. Voir JAMIESON Alison, *The Antimafia, op. cit.,* p. 137.

209. Voir « L'omelia della discordia » in *L'Ora*, 5 septembre 1988, p. 1.

210. Septembre 1993.

> la Vallée des Temples au printemps 1993. […] Mais pour cela il a fallu que le sang des martyrs soit versé[211].
>
> Mais il faut cependant attendre les massacres des juges Falcone et Borsellino, ainsi que l'assassinat du père Puglisi pour que l'Église, par la voix du souverain pontife, condamne fermement et définitivement la mafia.

La mobilisation civile suite au choc moral

Le pacte de solidarité civile

Malgré le recul de l'Église à partir de 1983, l'année 1982 constitue un moment-clé où une partie de la population prend publiquement position contre la mafia. L'ampleur de la mobilisation lors des funérailles de Pio La Torre, certes majoritairement partisane, semble annoncer la grande mobilisation civile que déclenche l'assassinat du préfet dalla Chiesa. Giorgio Polara, journaliste de *L'Unità*, décrit l'enterrement de La Torre comme un moment important qui marque la naissance d'une conscience civile antimafia :

> Un enchevêtrement d'angoisses et d'élans, de tourments et de rages qui se dissout en un début de révolte dramatique, choral, scandé par une modeste banderole : « Les ennemis de Pio et de Rosario sont les ennemis de ceux qui veulent changer la Sicile et renouveler l'Italie ». C'est un déclic qui implique et engage la conscience civile d'un pays entier. Ces mots sont trop forts ? Très troublé, Sandro Pertini ne serait pas ici, dans cette Palerme torturée et devant cette foule passionnée, s'il ne voulait pas justement souligner l'énormité de l'enjeu[212].

Ainsi, les hommes politiques comprennent qu'ils doivent s'associer à ce mouvement, c'est pourquoi le président de l'assemblée régionale sicilienne (ARS), Salvatore Lauricella (PSI), met en pace un « pacte de solidarité civile » dans le but de créer une « conscience collective[213] » et un front commun avec tous les partis politiques pour lutter contre la mafia. Le nom de ce projet est emblématique de la volonté de colmater la fracture qui est en train de s'élargir entre une partie de la société civile, qui s'unit autour des valeurs antimafia, et le monde politique, encore divisé. Les dirigeants essaient donc de prendre exemple sur la société pour créer une véritable conscience antimafia politique. Cependant, le pacte de solidarité civile représente plus un effet d'annonce qu'une volonté réelle. La DC s'en sert comme prétexte pour alimenter ses désaccords avec le PCI, qui ne fait rien pour apaiser le climat. Début juin, cinq hommes politiques proposent la création

211. « Il delitto Mattarella segna la rottura ufficiale fra la mafia e il cattolicesimo (non con la DC che è un'altra cosa) e negli anni che intercorrono fra la morte di Mattarella e la morte di Don Puglisi avvengono […] fatti importanti. Le posizioni del Cardinale Pappalardo, ma anche la visita del Papa in Sicilia, quel grido nella Valle dei Templi contro la mafia nella primavera del '93. […] Ma per questo c'è voluto il sangue dei martiri. » in BUTERA Salvatore, *Il segno giusto. Omaggio a Piersanti Mattarella*, Palerme, 2005, p. 62-63.

212. « Un grumo di angosce e di slanci, di tormenti e di rabbie che si scioglie in un drammatico, corale scatto di riscossa cadenzato da uno striscione modesto: « I nemici di Pio e di Rosario sono i nemici di chi vuole cambiare la Sicilia e rinnovare l'Italia ». È uno scatto che coinvolge e impegna la coscienza civile del paese intero. Parole troppo grosse ? Turbatissimo, Sandro Pertini non sarebbe qui, in questa martoriata Palermo e davanti a questa appassionata folla, se non volesse proprio sottolineare l'enormità della posta in gioco. » in DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, *op. cit*., p. 181.

213. « Coscienza collettiva » in *Dimenticati a Palermo. 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto dalla Chiesa*, Palerme, Ila Palma, 1984, p. 49.

d'un « mouvement de réforme politique et civile[214] » qui viserait à « rendre protagonistes les différentes composantes de la société[215] » ainsi qu'à approuver « une série de mesures concrètes de moralisation de la vie politique[216] ». Le but de l'initiative est plus politique que civil et cela montre à nouveau la grande difficulté de la classe politique à réagir de manière tranchée et unanime. En revanche, les victimes de la mafia apparaissent comme un élément fédérateur et, dans le cas de Pio La Torre, les 100 000 personnes présentes Piazza Politeama marquent le début d'une mobilisation collective qui regroupe les communistes mais aussi d'autres mouvements, dont les ACLI, déjà investis dans le combat pour la paix mené à Comiso. Le dirigeant national des ACLI, Angelo Capitummino, parle ainsi de Pio La Torre :

> C'était une référence pas seulement pour les communistes, mais aussi pour tous les citoyens siciliens et aussi pour nous des ACLI. Je le dis à voix haute et sans crainte : La Torre était beaucoup pour nous aussi. Il avait réussi à mettre en crise la vieille façon de faire de la politique parce qu'il cherchait de nouveaux liens avec la société civile tout entière. D'abord à gauche, puis dans le monde catholique. […] Entre nous il n'y a pas de concurrence, mais une identité. […] Nous savions qu'avec nous, il y avait des gens comme La Torre, comme le cardinal Pappalardo[217].

Ainsi, pour obtenir le consensus, les hommes politiques tentent maladroitement de reprendre à leur compte les idées de Pio La Torre et Carlo Alberto dalla Chiesa en mettant la société au cœur de leurs initiatives. Toutefois, le déficit de crédibilité est tel que ces projets n'arrivent pas à terme.

Dimenticati a Palermo

C'est donc en dehors du politique et autour du souvenir des victimes de la mafia que vont se consolider les premières initiatives antimafia émanant de la société civile. Nando dalla Chiesa évoque ainsi le tournant que représente l'assassinat de son père :

> Le crime qui devait être la pierre tombale de la légalité républicaine en devient le nouveau ferment[218].

Quelles raisons poussent une partie de la société à s'engager ? Tout d'abord, l'incapacité du monde politique à réagir fermement et d'un commun accord après la mort

214. « Movimento di riforma civile e politica » in *Ibid*, p. 53.

215. « Rendere protagoniste le diverse componenti della società » in *Ibidem*.

216. « Una serie di provvedimenti concreti di moralizzazione della vita politica » in *Ibidem*.

217. « Era un punto di riferimento non solo per i comunisti, ma anche per tutti i cittadini siciliani ed anche per noi delle ACLI. Lo dico ad alta voce e senza timore : La Torre era molto anche per noi. Era riuscito a mettere in crisi il vecchio modo di far politica perché cercava collegamenti nuovi con l'intera società civile. Prima a sinistra e poi nel mondo politico. […] Tra noi non c'è concorrenza, ma identità. […] Sapevamo che dalla nostra parte c'era gente come La Torre, come il cardinale Pappalardo. » in *Ibid*, p. 43-45.

218. « Il delitto che doveva essere la pietra tombale della legalità repubblicana ne diventa il nuovo seme. » in Nando dalla Chiesa, *In nome del popolo italiano*, *op. cit.* p. 27.

de La Torre est un des facteurs de la réaction civile qui se vérifie après l'assassinat de dalla Chiesa. Dans les archives du PCI, nous avons trouvé la lettre d'un particulier qui exprime la défiance d'une grande partie de la société :

> Un jour, on me demanda : que pensez-vous du gouvernement italien ? Je répondis : c'est un grand bateau qui prend l'eau de toute part, une prostituée qui traite avec la mafia […][219].

La comparaison avec la prostituée traduit le sentiment de haine et de honte qui ressort de cette lettre. Le *topos* littéraire de l'Italie comme un bateau sans capitaine dans la tempête[220] est une image assez récurrente qui symbolise l'incapacité des dirigeants à réagir pour remettre le pays sur pied. Enfin, le choc moral provoque « la constitution de réseaux inédits, parfois même improbables » et « une volonté de remédier à l'aversion suscitée par un spectacle jugé ignoble et barbare[221] ». L'assassinat de dalla Chiesa apparaît donc comme un moment crucial : il marque l'émergence d'une conscience antimafia civile qui va se concrétiser par l'engagement d'une partie de la société.

Le livre *Dimenticati a Palermo* est l'exemple le plus emblématique de ce bouleversement. Sept palermitains décident de retracer les « 3000 heures » qui séparent la mort de La Torre de celle de dalla Chiesa, afin que ces trois mois soient « arrachés à l'anonymat du passé et [deviennent] le début de la rédemption[222] ». La réflexion sur cette période est donc expiatoire : c'est une sorte de salut pour la société sicilienne, qui a une « dette cuisante[223] » envers les victimes de la mafia, considérés comme des martyrs qui ont sacrifié leur vie pour un idéal. Le dernier chapitre, intitulé « Cher lecteur[224] », est une apostrophe qui s'adresse à toute la société. Un paragraphe est destiné au lecteur, qu'il soit ouvrier, intellectuel, homme politique, religieux, étudiant, commerçant, entrepreneur ou mafieux.

> Si tu es un mafieux, tu as certainement été heureux de lire sur un mur de via Carini « C'est ici qu'est mort l'espoir des Palermitains honnêtes », la phrase désespérée d'un citoyen qui, pour la première fois, avait espéré que quelque chose pût réellement changer. C'est justement à toi que nous voulons adresser un message précis. Peut-être que quelqu'un croit, peut-être que tu le crois toi aussi, que la dernière page de notre histoire a été écrite sur le mur de via Carini.
> Nous avons touché le fond, c'est sans doute vrai, mais c'est de là que doit renaître la nouvelle histoire de la Sicile.
> Nous devons nous débarrasser d'un siècle d'acceptation passive, de solitude.

219. « Un giorno mi chiesero : cosa ne pensa del governo italiano ? Risposi : un barcone che prende acqua da tutte le parti ; una prostituta che mercanteggia con la mafia […]. » in APC 0513 1967

220. Dante, *Purgatoire*, VI, v. 76-78 : « Hélas ! serve Italie, auberge de douleur / nef sans nocher dans la tempête / non reine de provinces, mais bordel ! » (« Ahi serva Italia di dolore ostello / nave sanza nocchiere in gran tempesta / non donna di province ma bordello ! »), traduction de Jacqueline Risset, Paris, Flammarion, 2004.

221. *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 103-104.

222. « Strappato all'anonimato del passato e [diventino] l'inizio del riscatto » in *Dimenticati a Palermo*, *op. cit.*, p. 15.

223. « Debito cocente », *Ibid.*

224. « Caro lettore », *Ibid.*, p. 103-104.

> Nous ne devons pas affronter ni pieuvres ni tigres enragés, mais juste nos consciences. Nous devons faire l'effort de l'intérieur, nous rénover, nous faire entendre et nous sentir […] solidaires de ceux qui conduisent cette lutte […], et pour cela nous devons être unis[225].

Il s'agit d'une exhortation à s'engager : mener des « batailles civiles[226] » contre la mafia et en faveur de ceux qui la combattent apparaît comme une obligation morale. Le salut, ou le « rachat » pour le dire avec La Torre, du peuple sicilien et de la Sicile doit donc passer par un soutien inconditionnel aux institutions qui luttent contre la mafia et par l'application au quotidien de la légalité républicaine, comme le préconisaient La Torre et dalla Chiesa. Cet épilogue dispose d'une grande force émotive et provoque un véritable électrochoc à la lecture. Même s'il ne s'agit que de l'embryon de l'engagement civil que déclencheront les assassinats de Falcone, Borsellino et leurs escortes, le message du mouvement antimafia civil est déjà défini : la lutte contre la mafia est un devoir de citoyen.

Naissance des premiers collectifs antimafia

Outre les initiatives catholiques (la revue *Segno* et le mouvement *Città per l'Uomo*), plusieurs collectifs civils voient le jour après l'assassinat du préfet dalla Chiesa. Dans son ouvrage *Storia del movimento antimafia*, Umberto Santino retrace cette période. Toutefois, si cet ouvrage a le grand mérite d'être le seul à historiciser l'antimafia depuis la naissance de l'État unitaire, il véhicule une lecture marxisante de la lutte contre la mafia[227], à l'image des opinions de l'auteur, à la fois chercheur, militant politique et acteur, puisqu'il est engagé dans le mouvement antimafia depuis près de cinquante ans. Selon lui, la naissance de ces groupes est due à la prise de conscience collective, au niveau national, du danger que constitue la mafia. Il n'hésite pas à définir le meurtre du préfet comme « le levier principal de la prolifération des initiatives[228] », en particulier grâce à l'écho médiatique non seulement de l'événement en soi, mais également des polémiques opposant les enfants du général à certains responsables politiques. Ainsi, dès octobre 1982, les initiatives se multiplient au niveau local et prennent de suite une dimension nationale. Le 9 octobre 1982, les étudiants et les enseignants organisent une assemblée

225. « Se sei un mafioso, sei stato certamente lieto di leggere su un muro di via Carini « Qui è morta la speranza dei palermitani onesti » la frase disperata di un cittadino che, per la prima volta, aveva veramente sperato che qualcosa potesse cambiare. Proprio a te vogliamo rivolgere un messaggio preciso. Forse qualcuno crede, forse anche tu lo credi, che su quel muro della via Carini sia stata scritta l'ultima pagina della nostra storia.
Abbiamo toccato il fondo, questo forse è vero, ma da qui deve rinascere la nuova storia della Sicilia.
Dobbiamo scrollarci di dosso un secolo di passiva accettazione, di solitudine.
Non dobbiamo affrontare né piovre né tigri impazzite, ma solo le nostre coscienze.
Dobbiamo fare uno sforzo dal di dentro, rinnovarci, farci sentire e sentirci […] solidali con chi conduce questa lotta […], e per questo dobbiamo stare uniti. », *Ibid*, p. 194.

226. « Battaglie civili », *Ibid*.

227. Il lit l'histoire du mouvement antimafia à travers le filtre de la lutte des classes et considère la mafia comme un instrument d'oppression utilisé par les riches propriétaires terriens contre les paysans. Son livre étudie le passage de la lutte des classes à l'engagement civil, de l'Unité à nos jours.

228. « La leva principale del proliferare di iniziative » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.*, p. 320.

nationale et, le 16 octobre, c'est au tour des syndicats de lancer une grande manifestation nationale. Pour reprendre les mots d'Umberto Santino, ces deux événements constituent « les actes de naissance de la nouvelle vague du mouvement antimafia[229] » car ils sont suivis par la création de nombreux mouvements qui se distinguent par leur caractère hétéroclite, signe d'un besoin d'unir toutes les catégories de la société. Giovanna Terranova, veuve du juge assassiné en 1979, fonde le premier comité de femmes contre la mafia qui donne vie ensuite à l'Association des femmes siciliennes pour la lutte contre la mafia[230]. On sent naître le besoin de cultiver la mémoire des victimes puisque les premières fondations nominatives (*Centro Terranova, Fondazione Costa*) sont créées. De plus, le collectif *Dimenticati a Palermo*, en partenariat avec l'université de Palerme, forme un comité pour la construction d'un monument aux victimes de la lutte contre la mafia, érigé en 1983[231]. Ce comité organise la marche aux flambeaux pour commémorer le préfet dalla Chiesa, sa femme et leur agent d'escorte. Enfin, une ligue contre la drogue est créée et plusieurs comités antimafia voient le jour en province, dans des zones très touchées par la violence mafieuse[232]. La vraie nouveauté de tous ces mouvements réside dans les modalités de mobilisation collective qui les caractérisent. Dès lors, on commence à parler de « l'antimafia des marches, des cortèges, des marches aux flambeaux[233] ». Ces nouvelles formes de mobilisation collective sont hautement symboliques. Outre le fait de raviver la mémoire des victimes de la mafia – incarnée par la flamme, symbole du souvenir – elles visent à manifester, en silence, l'existence d'une frange de la population qui refuse la violence mafieuse et qui souhaite donner une image différente de la Sicile.

Ces initiatives sont largement médiatisées dans la presse locale de gauche. *L'Ora* semble même participer au mouvement puisque de nombreuses pages sont consacrées aux manifestations étudiantes et syndicales du 9 et du 16 octobre 1982. Son engagement est tel que le journal redevient la cible de menaces, dénoncées en une le 17 octobre 1982 : « Alors que la grande manifestation des 100 mille se déroule à Palerme LA MAFIA NOUS MENACE DE MORT[234] ». Le gros titre occupe toute la une et est écrit

229. « Gli atti di nascita della nuova ondata di movimento antimafia » in *Ibid*., p. 319.

230. Cette association se spécialise ensuite dans l'aide légale pour les veuves. Voir JAMIESON Alison, *The Antimafia, op. cit*., p. 130 & PUGLISI Anna, *Donne, mafia e antimafia*, Trapani, Di Girlamo, 2012, p. 143 & p. 180.

231. Le monument se trouve Piazza Tredici vittime à Palerme. En 2010, Manuela Conte (candidate PDL) a lancé une polémique en proposant de détruire le monument pour en construire un nouveau, dont le message serait plus accessible aux Palermitains. Les proches des victimes se sont opposés à ce projet, perçu comme une attaque à la mémoire des victimes. http://palermo.repubblica.it/cronaca/2010/05/04/news/cambiamo_il_monumento_alle_vittime_di_cosa_nostra_l_antimafia_insorge_contro_la_proposta_del_pdl-3804013/

232. Nous faisons référence à la zone appelée le « triangle de la mort » entre Casteldaccia, Altavilla Milicia et Santa Flavia, dans la province de Palerme. Voir SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 319.

233. « L'antimafia delle marce, dei cortei, delle fiaccolate » in LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano (dir.), *Potere criminale, op. cit*., p. 128.

234. « Mentre a Palermo si svolge la grande manifestazione dei 100 mila LA MAFIA CI MINACCIA DI MORTE » in *L'Ora*, 17 octobre 1982, p. 1.

à l'encre rouge, ce qui rappelle la une du 4 septembre 1982 qui annonçait l'assassinat du préfet dalla Chiesa « C'EST LA GUERRE[235] ». Les journalistes de *L'Ora* réaffirment la tradition d'un journalisme d'investigation engagé en faisant référence à la une du 21 octobre 1958, après l'explosion d'une bombe dans les locaux du journal. Dans le numéro du 18 octobre 1982, plusieurs pages sont dédiées à la manifestation du 16 et une double page est consacrée aux photographies, comme pour donner une preuve tangible de l'ampleur de la mobilisation d'une après-midi définie comme « historique[236] ».

> Voici quelques images à conserver précieusement. La manifestation du samedi 16 octobre n'a pas été qu'une épreuve de force ou la démonstration que les syndicats Cgil-Cisl-Uil considèrent vraiment la lutte contre la mafia, la camorra et la 'ndrangheta comme un problème national et un point crucial de la bataille pour défendre la démocratie face aux complots des pouvoirs occultes. C'est aussi une expérience que chacun doit toujours avoir en tête pour savoir que l'on peut changer[237].

Pour la première fois, le combat contre les trois organisations mafieuses, toutes nommées, est conçu de manière unitaire et comme un problème national. Sur les photos, on aperçoit des jeunes militants, le poing levé, qui exhibent la une de *L'Ora* de la veille, ce qui est interprété comme un geste de solidarité envers le journal, faisant ainsi du quotidien un acteur à part entière du mouvement antimafia naissant. De plus, la manifestation a une portée nationale car des milliers de personnes sont venues du continent et les étudiants napolitains vont ensuite exporter en Campanie les modalités de mobilisation collectives découvertes en Sicile (comme les initiatives de vulgarisation et d'analyse du phénomène mafieux promues par l'université de Palerme : séminaires, conférences, débats) pour lutter contre la Camorra. À partir de cette date, on peut donc parler de contagion des initiatives entre la Sicile et le continent.

Dès lors, l'antimafia affiche une ambition nationale et les militants sentent le besoin d'organiser des initiatives regroupant plusieurs associations. Ainsi, les commémorations deviennent un élément structurant du mouvement antimafia, un moment-clé de la mobilisation collective. Alors que les commémorations de Pio la Torre sont cantonnées à la sphère politique et disparaissent bien vite de la presse locale (à part *L'Ora*) et nationale[238], la marche aux flambeaux en hommage au général dalla Chiesa est en revanche l'occasion de faire le point sur les initiatives antimafia. Si le *Giornale di Sicilia* tente

235. « È LA GUERRA » in *L'Ora*, 4 septembre 1982, p. 1.

236. « I centomila di un pomeriggio storico » in *L'Ora*, 18 octobre 1982, p. 12-13.

237. « Ecco alcune delle immagini da tenersi ben strette. La manifestazione di sabato 16 ottobre non è stata solo una prova di forza oppure la dimostrazione che Cgil-Cisl-Uil considerano davvero la lotta alla mafia, alla camorra e alla 'ndrangheta come problema nazionale e punto cruciale della battaglia per difendere la democrazia dalle trame dei poteri occulti. È anche un'esperienza che ognuno deve tenere sempre presente per sapere che si può cambiare. » in *Ibidem*.

238. À partir de 1986, nous n'avons presque plus trouvé de traces des commémorations de Pio La Torre dans la presse puisque les quotidiens sont focalisés sur la catastrophe de Tchernobyl – 26 avril 1986 – et sur l'anniversaire de celle-ci, au cours des années suivantes.

de réduire l'ampleur du mouvement au seul groupe des « "gens honnêtes"[239] », faisant référence au mot anonyme trouvé le lendemain sur les lieux du guet-apens, la marche aux flambeaux – à laquelle participent pourtant les enfants du général – est éludée et les articles ne concernent que les cérémonies officielles, organisées par les représentants politiques (DC), alors même qu'elles font l'objet de nombreuses polémiques. En effet, alors que la maire de Palerme (Elda Pucci, DC) inaugure à la mairie une stèle à la mémoire des victimes de la mafia le jour de la commémoration de dalla Chiesa, les enfants du général n'ont pas été conviés. À la lecture du *Giornale di Sicilia*, on dirait que les Palermitains ont déserté les commémorations[240] alors que *L'Ora* insiste sur une « participation spontanée[241] » d'une partie de la population et de plusieurs associations (ACLI, *Città per l'Uomo*, syndicats de gauche) à la marche aux flambeaux. Cette initiative est ainsi opposée aux commémorations officielles de la matinée, « à la rhétorique des politiques[242] ». On voit donc que, dès 1983, les commémorations organisées par les responsables politiques créent des tensions avec les proches qui, avec l'aide des différentes associations, donnent vie à des manifestations parallèles. Cette tension ne fait qu'augmenter au fil du temps, il s'agit là d'une constante que nous étudierons dans la deuxième partie de ce travail.

Comme nous l'avons dit, les associations, centres, comités et autres fondations ressentent le besoin de s'organiser afin de centraliser un mouvement qui peut sembler disparate. En 1984, Umberto Santino – créateur du *Centro di documentazione siciliano Peppino Impastato* créé en 1977 – lance le *Coordinamento antimafia* pour regrouper des organismes hétérogènes (38 associations[243]) de manière informelle. Le *Coordinamento* organise donc la commémoration du deuxième anniversaire de la mort du préfet dalla Chiesa : « un débat le matin, le soir une messe sur le lieu du massacre en souvenir des victimes de la lutte contre la mafia, qui devrait être co-célébrée par des prêtres et un cortège avec marche aux flambeaux de via Carini à la préfecture, via Cavour[244] ». Alors que la messe officielle est désertée par la population, le débat enregistre une participation record et devient ainsi une manifestation alternative, signe d'une discorde de plus en plus évidente entre les cérémonies officielles et les initiatives civiles. Le refus de l'Église

239. « Gli " onesti", un anno dopo in via Carini » in *Giornale di Sicilia*, 2 septembre 1983, p. 4.

240. « Poca gente nella grande chiesa, solo il "paese ufficiale" » in *Giornale di Sicilia*, 4 septembre 1983, p. 5.

241. « Partecipazione spontanea » : MONTEMAGNO Gabriello, « Le fiaccole della speranza » in *L'Ora*, 5 septembre 1983, p. 7.

242. « Alla retorica dei politici » in *Ibidem*.

243. Voir note 26 in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.,* p. 320-321.

244. « Un dibattito al mattino, di sera una messa sul luogo della strage in ricordo dei caduti della lotta contro la mafia, che dovrebbe essere concelebrata dai parroci, e infine un corteo con fiaccolata da via Carini alla prefettura, in via Cavour » in *Ibid*., p. 321.

de célébrer la messe via Carini renforce cette dichotomie et éloigne encore un peu plus l'institution ecclésiastique du mouvement civil. Voyant le succès des initiatives civiles, les tentatives d'instrumentalisation ne manquent pas, en particulier lors de la marche aux flambeaux : « les représentants de la Démocratie chrétienne […] tentent de rejoindre la tête du cortège et se font photographier en champion de l'antimafia[245] ». Tandis que le *Giornale di Sicilia* livre un récit idyllique des manifestations[246], Umberto Santino met en avant les contradictions et les oppositions qui naissent au sein du *Coordinamento antimafia*. En effet, la position de l'Église palermitaine crée des divisions « au sein de la Démocratie Chrétienne entre les ACLI et le reste du parti[247] ». La tiédeur de ses positions a donc des répercussions sur l'unité du mouvement antimafia puisque les ACLI ne peuvent s'écarter ni de la DC, ni de l'Église. Or, elles sont également « l'interlocuteur privilégié[248] » du PCI dans le monde catholique et le parti ne souhaite pas mettre en péril ce canal de négociation politique. Le travail unitaire devient donc vite impossible, bloqué par des positions divergentes sur la dénonciation des rapports entre mafia et politique, tout récemment actés pour la première fois par la magistrature avec les mises en examen de Vito Ciancimino et des cousins Salvo. Dans la presse locale[249], Umberto Santino pointe les raisons de l'échec du *Coordinamento antimafia* (position de l'Église, rôle négatif du PCI et des ACLI, l'indifférence de la majeure partie de la population), qui se disloque peu à peu jusqu'à la fin des années 1980. Comme nous l'avons précisé plus haut, les analyses de Santino en partie sont le fruit de son expérience d'acteur et son vécu conditionne nécessairement son interprétation des faits. Cependant, ses recherches constituent les sources les plus détaillées dont nous disposons sur le mouvement antimafia du début des années 1980. Nous avons donc complété et vérifié son récit à l'aide de la presse locale et des entretiens que nous avons effectués. Si, pour Francesco La Licata, on ne peut parler de révolte et de naissance d'une conscience antimafia civile en 1982[250], il nous semble difficile de partager son avis, qui reviendrait à réduire ces manifestations à des initiatives décousues et sporadiques. Les deux « meurtres excellents » de La Torre et dalla Chiesa, de par leur impact médiatique, politique et civil, débouchent sur une prise de conscience civile qui se matérialise par l'engagement d'une partie de la société – se manifestant par la

245. « I rappresentanti della Democrazia cristiana […] cercano di guadagnare la testa del corteo e si fanno fotografare nella veste di campioni dell'antimafia » in *Ibid*., p. 322.

246. Voir « Dalla Chiesa, polemica ormai lontana » in *Giornale di Sicilia*, 4 septembre 1984, p. 8.

247. « In seno alla Democrazia cristiana tra le Acli e il resto del partito » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.,* p. 322.

248. « Interlocutore privilegiato » in *Ibidem*.

249. Article publié par le *Giornale di Sicilia* le 31 janvier 1986 (« Perché non si è sviluppato un vero Coordinamento antimafia », p. 17) et par *L'Ora* le 14 février 1986.

250. Voir Entretien avec Francesco La Licata, disponible en annexes.

prolifération d'associations civiles et une première expérience de structuration du monde associatif – ainsi que sur la première réaction significative de l'État italien en matière de lutte contre la mafia, avec la promulgation de la loi Rognoni-La Torre.

Une volonté politique de lutter contre la mafia ?

La loi Rognoni-La Torre du 13 septembre 1982

Le 4 novembre 1970, alors qu'il est entendu pour la seconde fois par la commission parlementaire antimafia, dalla Chiesa décrit les évolutions du système politico-mafieux et répète que les forces de l'ordre n'ont pas d'instruments législatifs qui leur permettent d'inculper les mafieux malgré le manque de preuves directes :

> Nous ne sommes pas en condition d'affronter une enquête avec une procédure qui nous aide. Nous n'avons pas de griffes, voilà tout[251].

La métaphore animale utilisée par dalla Chiesa illustre l'incapacité des forces de l'ordre à frapper les intérêts des familles mafieuses. Il demande de nouveaux instruments législatifs qui permettent de faire des enquêtes bancaires et suivre ainsi les circuits du blanchiment. Avant l'adoption de la loi Rognoni-La Torre, la législation antimafia reposait sur trois lois obsolètes que Pio La Torre décortique dans le *Rapport de la minorité de la commission parlementaire antimafia*, publié en 1976[252]. Les lois du 14 juin et du 3 juillet 1956 limitent les pouvoirs des forces de l'ordre dont avait disposé le préfet Mori[253]. Puis, la loi n°575 du 31 mai 1965, dite « loi antimafia[254] » et créée après le massacre de Ciaculli en 1963, introduit certes pour la première fois les termes « mafia » et « mafieux » dans un texte de loi, mais ne fait que compléter les lois existantes en matière de délinquance commune. Ainsi, les mesures sont en grande majorité préventives et se révèlent inadaptées à la vie de la société moderne. En effet, les dispositions d'assignation à résidence ou d'isolement[255],

251. « Non siamo in condizioni di affrontare un'indagine con una procedura che ci assista. Siamo senza unghie, ecco. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 150-151.

252. Voir *Mafia e potere politico*, *op. cit*., p. 152-154. Les lois du 14 juin et du 3 juillet 1956 limitent les pouvoirs des forces de l'ordre dont avait disposé le préfet Mori (. Puis, la loi n°575 du 31 mai 1965, dite « loi antimafia » (« Legge antimafia », in Ibid. p. 154.) et créée après le massacre de Ciaculli en 1963, introduit certes pour la première fois les termes « mafia » et « mafieux » dans un texte de loi, mais ne fait que compléter les lois existantes en matière de délinquance commune. Ainsi, les mesures sont en grande majorité préventives et se révèlent inadaptées à la vie de la société moderne. En effet, les dispositions d'assignement à résidence ou d'isolement – le « confino » (isolement) est une mesure mise en place sous le fascisme pour éloigner les opposants politiques, puis reprise pour lutter contre la mafia afin de priver la mafia de son ancrage territorial – adoptées alors que la société était rurale, deviennent extrêmement dangereuses dans la société urbaine. Non seulement les mafieux communiquent entre eux sans problèmes, mais surtout leur exil forcé au nord leur permet de s'implanter dans le triangle industriel.

253. *Mafia e potere politico*, *op. cit*., p. 152-154.

254. « Legge antimafia », *Ibid*., p. 154.

255. Le « confino » (isolement) est une mesure mise en place sous le fascisme pour éloigner les opposants politiques. Afin de lutter contre le pouvoir territorial de la mafia, le « confino » s'applique également aux mafieux.

adoptées alors que la société était rurale, deviennent extrêmement dangereuses dans la société urbaine. Non seulement les mafieux communiquent entre eux sans problèmes, mais surtout leur exil forcé au nord leur permet de s'implanter dans le triangle industriel.

Dès 1976, Pio La Torre insiste donc sur la nécessité « d'un texte unique, qui représente une réglementation organique et complète du secteur[256] » en tenant compte des évolutions de la société. La proposition qu'il dépose en mars 1980 est une véritable révolution théorique. Tout d'abord le texte repose sur un réel effort de définition de la mafia :

> L'association est de type mafieux lorsque ceux qui en font partie, utilisant la force d'intimidation du lien associatif et la condition d'assujettissement et d'omerta qui en dérivent, ont pour but de commettre des crimes, d'acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou le contrôle d'activité économiques, de concessions, d'autorisations, d'appels d'offres ou de services publics, de réaliser des profits ou d'en tirer des avantages injustes pour soi ou pour les autres[257].

Le lien associatif, l'usage de la violence et les activités économiques sont donc les trois grandes caractéristiques de la mafia. Ce texte s'applique à toutes les associations de type mafieux qui répondent à la définition donnée. Cet instrument législatif permet également de frapper la *Camorra* et la *'ndrangheta*. De plus, la loi prévoit la confiscation des biens :

> Pour le condamné, il est toujours obligatoire de confisquer les choses qui servirent ou furent destinées à commettre un délit et les choses qui en sont le prix, le produit, le profit ou qui en constituent l'emploi[258].

Cette loi donne donc aux forces de l'ordre et à la magistrature la possibilité de s'en prendre aux intérêts économiques des organisations mafieuses[259]. Malgré les nombreux recours du PCI après la mort de La Torre, il faut attendre le 5 août 1982 afin que la commission parlementaire Intérieur et Justice examine la proposition de loi pour la seule et unique fois. La séance se révèle globalement stérile. En effet, de nombreux parlementaires s'évertuent à ralentir la progression de l'examen du texte en insistant sur des futilités de formulation (par exemple remplacer une conjonction de subordination par une conjonction de coordination, ou trouver des synonymes). D'autres se montrent encore perplexes quant à l'existence de la mafia, allant jusqu'à mettre en doute l'« hypothèse

256. « Un testo unico, che rappresenti un'organica e completa regolamentazione del settore » in *Mafia e potere politico*, *op. cit.*, p. 160.

257. « L'associazione è di tipo mafioso quando coloro che ne fanno parte, valendosi della forza d'intimidazione del vincolo associativo e della condizione di assoggettamento e di omertà che ne deriva, perseguono lo scopo di commettere delitti, di acquisire in modo diretto o indiretto la gestione o comunque il controllo di attività economiche, di concessioni, autorizzazioni, appalti o servizi pubblici o di realizzare profitti o vantaggi ingiusti per sé o per altri. » : « Il testo della legge per la lotta alla mafia », in *Il Tempo*, 12 septembre 1982, p. 17.

258. « Nei confronti del condannato è sempre obbligatoria la confisca delle cose che servirono o furono destinate a commettere il reato e delle cose che ne sono il prezzo, il prodotto o che ne costituiscono l'impiego. », *Ibid*.

259. Pio La Torre pensait que les deux innovations de ce texte étaient également un point de discorde. Historiquement, l'Italie avait toujours refusé de considérer l'appartenance à la mafia comme un délit pénal et la confiscation des biens allait se heurter au sacrosaint principe de la propriété privée.

spécifique du délit d'association mafieuse[260] », afin de démontrer l'inutilité du texte. L'assassinat de dalla Chiesa est donc un événement déterminant puisque les débats sont réduits au minimum et la loi est adoptée en dix jours.

La loi Rognoni-La Torre, qui contient les améliorations proposées par le ministre de l'Intérieur, introduit l'article 416bis du code pénal et modifie complètement la portée des actions de la magistrature et des forces de l'ordre. Celles-ci disposent finalement de « griffes » – pour reprendre les mots du préfet dalla Chiesa – c'est-à-dire d'instruments législatifs qui leur permettent de mener à bien leurs enquêtes. Grâce à la cette loi, vingt mille enquêtes de vérification des patrimoines sont menées entre 1982 et 1986. De plus, c'est en se basant sur ce texte que les juges Falcone et Borsellino peuvent établir les chefs d'accusation du maxi-procès.

> Sans Pio La Torre il n'y aurait pas eu Giovanni Falcone ni Paolo Borsellino ni beaucoup d'autres qui ont accompli et accomplissent leur devoir […]. Mais sans leur œuvre, La Torre n'aurait été que le penseur d'une loi inefficace[261].

Cette affirmation de Francesco Renda montre l'interdépendance des avancées législatives et des acteurs de la lutte contre la mafia. La loi Rognoni-La Torre est la première pierre de l'édifice de l'antimafia judiciaire, construit ensuite par de grandes personnalités qui ont su utiliser au mieux les instruments dont ils disposaient.

Du Printemps de Palerme à la démobilisation institutionnelle

Après l'attentat à la voiture piégée qui coûte la vie au magistrat Rocco Chinnici, à un policier ainsi qu'au gardien de son immeuble le 29 juillet 1983, Antonino Caponnetto est nommé au Parquet de Palerme. Il décide alors de centraliser le travail des magistrats, sur le modèle de la lutte contre le terrorisme afin d'éviter la dispersion d'informations en cas d'assassinat. Le *pool* antimafia, composé de Giovanni Falcone, Paolo Borsellino, Leonardo Guarnotta et Giuseppe Di Lello, met en place de nouvelles méthodes d'investigation et mène la première enquête centralisée contre la mafia, notamment en enquêtant sur les figures qui, comme Vito Ciancimino ou les cousins Ignazio et Antonino Salvo, sont au cœur du système de collusions entre *Cosa nostra* et la DC sicilienne.

260. « L'ipotesi specifica dell'associazione di tipo mafioso » : Compte-rendu de la séance parlementaire du 5 août 1982, intervention de Marco Boato, Commission parlementaire Intérieur et Justice, p. 46.

261. « Senza La Torre non ci sarebbero stati né Giovvanni Falcone né Paolo Borsellino né quant'altri […] hanno compiuto e compiono il proprio dovere. Ma senza l'opera di costroro la Torre sarebbe rimasto solo l'ideatore di una legge inefficace. » in *Pio La Torre, 30 aprile 1982. « Ricordi di una vita pubblica e privata »*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2007, p. 43.

Cette avancée judiciaire est accompagnée par un renouvellement profond de la politique locale. En juillet 1985, Leoluca Orlando, à la tête d'une coalition pentapartite[262], est élu à la mairie de Palerme. Il fait partie de la frange de la DC qui a toujours été opposée au système de connivence avec la mafia[263]. Son élection marque donc un tournant : il souhaite œuvrer pour la transparence de l'administration et des pratiques d'adjudication des marchés publics, ce qui soulève bien des protestations. On appelle cette période le « Printemps de Palerme » car pour la première fois, un vent de légalité souffle sur la ville. Ce renouveau politique est décrit par Bartolomeo Sorge – jésuite officiant à Palerme et membre de l'association chrétienne *Città per l'Uomo* – comme une « révolution copernicienne[264] » :

> Bien évidemment, la stagnation politique constituait l'humus le plus propice à l'expansion de la criminalité organisée et à son insertion dans les points névralgiques de la société et de la vie publique. […] La renaissance de Palerme et de l'Ile devait nécessairement passer par une nouvelle façon de concevoir la politique, c'est-à-dire par la redécouverte des valeurs idéales, par une réforme courageuse des institutions et surtout par le renouvellement de la classe dirigeante[265].

En signe de ce bouleversement, le pouvoir local soutient publiquement la magistrature et le Ministère de la Justice supervise la construction d'une salle d'audience spéciale (« la salle bunker[266] ») afin que le plus grand procès jamais célébré contre la mafia – comptant 474 accusés – puisse se tenir à Palerme. Le maxi-procès, également surnommé « le procès du siècle[267] », débute en février 1986 et se conclut en décembre 1987 par la condamnation de tous les chefs mafieux. Il s'agit de la première victoire significative de l'État contre la mafia.

Cependant, malgré ce succès historique, le Printemps de Palerme ne dure pas. Des polémiques insidieuses sont lancées avant et pendant le maxi-procès pour déstabiliser la magistrature et l'administration communale. Parmi elles, un article de Sciascia[268] – dans lequel il dénonce l'antimafia comme instrument de pouvoir en mettant en cause Orlando et Borsellino – va être instrumentalisé par les détracteurs d'Orlando et de la magistrature pour discréditer l'action antimafia, tant sur le plan politique que sur le plan judiciaire. Ainsi, le débat semble se politiser à nouveau et les conséquences ne tardent

262. DC-PSI-PRI (Parti Républicain Italien)-PSDI (Parti Socialiste Démocratique Italien)-PLI.

263. Il s'agit d'hommes politiques appartenant au courant d'Aldo Moro, soit à l'aile centre-gauche du parti, qui ont payé de leur vie leur engagement contre la mafia et contre les pratiques clientélaires du parti : Michele Reina et Piersanti Mattarella. Un ouvrage a été récemment consacré à Mattarella : BASILE Pierluigi, *Le carte in regola. Piersanti Mattarella, un democristiano diverso,* Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2007.

264. « Rivoluzione copernicana » in LENTINI Fabrizio, *La primavera breve*, *op. cit.*, p. 12.

265. « Ovviamente la stagnazione politica costituiva l'humus più adatto all'espansione della criminalità organizzata e al suo inserimento nei gangli nevralgici della società e della vita pubblica. […] La rinascita di Palermo e dell'Isola doveva necessariamente passare attraverso un nuovo modo d'intendere la politica, cioè attraverso la riscoperta dei valori ideali, una coraggiosa riforma delle istituzioni e soprattutto attraverso il ricambio della classe dirigente. » in *Ibid*., p. 12-13.

266. « L'aula bunker ».

267. « Il processo del secolo » in COPPOLA Franco, "Comincia il processo del secolo", in *Repubblica*, 10 février 1986, p. 5.

268. SCIASCIA Leonardo, « I professionisti dell'antimafia », in *Corriere della Sera*, 10 janvier p. 1987, p. 3.

pas à se faire sentir. D'une part, la majorité d'Orlando chute en 1987 et, de l'autre, le *pool* antimafia est démantelé. Le climat devient si délétère pour les magistrats, victimes de nombreuses campagnes de délégitimation, que les années 1988-1990 sont appelées la « Saison des venins[269] ». Ce revirement soulève nécessairement de nombreuses interrogations sur les enjeux et les conséquences d'un tel acharnement contre la magistrature puisque la démobilisation institutionnelle, mais aussi médiatique, crée les conditions favorables à de nouvelles attaques contre les représentants de l'État.

***

Les assassinats de Pio La Torre et de Carlo Alberto dalla Chiesa constituent donc deux temps forts de la crise de violence mafieuse de 1982. Ces deux assassinats ont déclenché de fortes réactions médiatiques et civiles, qui tranchent face à l'inertie des gouvernants qui ont des difficultés à faire face à la violence mafieuse. Si les réactions suite à l'assassinat de la Torre et de son chauffeur sont presque toutes confinées à la seule sphère militante, le meurtre de dalla Chiesa, de sa femme et de leur agent d'escorte est un moment de rupture entre une partie de la société et la classe politique, jugée responsable de sa mort. L'action antimafia du préfet, bien que limitée dans le temps, semble avoir donné un nouveau souffle à une partie de la population, qui commence à se mobiliser et à dénoncer publiquement la mafia. On peut donc parler de véritable tournant non seulement car l'État démocratique promeut enfin une loi pour condamner le délit d'association mafieuse, mais surtout car une frange de la société décide de s'engager en s'appropriant les valeurs de légalité et de refus de la violence promues par les victimes avant leur mort. Cependant, l'engagement de l'État comme celui des citoyens fléchit au cours des années 1980, ce qui entrave fortement le travail des juges Falcone et Borsellino, et crée les conditions favorables pour leur élimination.

269. « Stagione dei veleni ».

Chapitre 3

Le massacre de Capaci

Si la crise de violence mafieuse de 1982 a permis l'adoption du premier instrument législatif permettant de combattre efficacement la mafia, nous allons maintenant voir comment les magistrats palermitains, emmenés par Giovanni Falcone, ont mené la première offensive de taille contre la mafia. Toutefois, cette action antimafia est à replacer dans un contexte politique tourmenté. L'année 1992 apparaît comme une année charnière dans l'histoire de l'Italie républicaine car plusieurs événements viennent fragiliser l'État. Nous verrons donc tout d'abord pourquoi les équilibres politiques sont bouleversés en 1992, puis nous retracerons le parcours de Falcone, véritable symbole de la lutte contre la mafia, afin de comprendre quelles sont les dynamiques qui ont conduit à son exécution, vécue comme un véritable choc par une grande partie des Palermitains. Enfin, nous analyserons l'impact de son assassinat pour en saisir tous les enjeux de cette crise de violence mafieuse sans précédents.

Un contexte tourmenté traduisant un bouleversement des équilibres

Un climat politique délétère : *Tangentopoli*

Le pentapartisme ou l'échec de la politique politicienne

Suite aux nombreux scandales qui éclatent à la fin des années 1970[1], la DC est affaiblie au début des années 1980. En 1978, le président de la République Giovanni Leone démissionne à cause des soupçons de corruption qui pèsent sur lui dans le scandale international Lockheed[2] et Sandro Pertini, ancien militant antifasciste socialiste, est élu au Quirinal. Il décide de peser sur la vie politique et son élection marque un tournant car, en 1981, il nomme le premier président du Conseil non démocrate-chrétien depuis 1946, Giovanni Spadolini (républicain). Pour gouverner le pays, celui-ci inaugure une nouvelle forme de coalition reposant sur l'alliance de cinq forces politiques (DC-PSI-PRI-PLI-PSDI). Suite au déclin électoral de la DC et du PCI en 1983, cette coalition porte au pouvoir Bettino Craxi (PSI) de 1983 à 1987 et caractérise le système politique italien jusqu'en 1992. Loin de refléter l'image d'une classe politique unie, le pentapartisme[3] illustre l'impossibilité à former une majorité parlementaire stable. Le caractère hétéroclite de la coalition favorise les tractations politiciennes pour se maintenir au pouvoir et le pentapartisme devient, au début des années 1990, l'emblème d'un système à bout de souffle, gangréné par les scandales et la corruption. Eugenio Scalfari, dans un éditorial au titre éloquent, « L'État fait faillite et les partis s'engraissent[4] », dénonce en 1991 le décalage entre l'enrichissement des partis politiques et l'appauvrissement de l'État, qui se trouve dans une situation économique très difficile. En effet, entre les années 1980 et les années 1990, la dette publique double jusqu'à atteindre 130% du PIB[5], débouchant ainsi sur une crise financière et monétaire sans précédent au début des années 1990. Le fossé se creuse de plus en plus entre une partie de la société et de la classe politique, fragilisant un rapport déjà mis à mal par les différents scandales politico-financiers[6] et posant ainsi les bases des nombreuses réactions de rejet qui se vérifieront après le début de l'opération « Mains Propres » en 1992.

1. Les scandales impliquant des personnalités de la DC s'accumulent à partir de 1978. Nous y reviendrons plus en détail.

2. Dans les années 1970, le géant américain de l'aéronautique militaire Lockheed paye des pots-de-vin à de nombreux responsables politiques pour encourager la vente de ses avions. Le scandale est international (Pays Bas, Italie, Japon, Allemagne de l'Ouest). En Italie, les pots-de-vin versés à plusieurs membres éminents de la DC et le scandale pousse le président de la République Giovanni Leone à démissionner en 1978.

3. Rebaptisé le système CAF à la fin des années 1980, pour souligner l'alliance entre Craxi, Andreotti et Forlani.

4. SCALFARI Eugenio, « Lo stato fallisce e i partiti ingrassano » in *Repubblica*, 17 septembre 1991, p. 1. Article cité par CRAINZ Guido, *Il Paese mancato, op. cit.,* p. 596 et par GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.,* p. 55.

5. CRAINZ Guido, *Il Paese mancato, op. cit.,* p. 596.

6. Pour approfondir le sujet, voir SILJ Alessandro, *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della Prima Repubblica. 1943-1994*, Rome, Donzelli, 1994.

Scandales et corruption : une classe politique décrédibilisée

Après le scandale Lockheed qui provoque la démission de Giovanni Leone, les polémiques s'accumulent. Tout d'abord, la gestion du tremblement de terre en Irpinia de 1980 – qui a fortement touché différentes régions de l'Italie méridionale – se révèle catastrophique puisqu'il s'agit de « l'un des plus vastes détournements d'argent public de l'histoire de la République[7] ». Les dizaines de milliards alloués à la reconstruction des territoires sinistrés aiguisent l'appétit de la *Camorra* et de nombreux intermédiaires, qui se font payer grassement pour conditionner les adjudications des appels d'offres. « D'après la commission d'enquête parlementaire présidée par Scalfaro en 1990, il apparaît que sur les 70000 milliards de Lires débloqués par le gouvernement ou le Fonds européen pour le développement régional, 50000 milliards ont été détournés[8] ». En parallèle, deux autres affaires mettent au jour des réseaux financiers politico-mafieux. La banque Ambrosiano, une des plus grosses banques catholiques italiennes, fait faillite en 1982 et, pour la sauver, de grandes entreprises publiques comme l'ENI comblent les déficits en échange de pots-de-vin versés à certains dirigeants socialistes dont Bettino Craxi. Le président de la banque, Roberto Calvi[9], essaie également de trouver des fonds auprès de l'IOR[10] – la banque du Vatican – connue pour son rôle de banque de dépôt dans les circuits du blanchiment d'argent sale provenant du trafic de drogue, dont une partie servait probablement à financer la vie politique[11]. Il est retrouvé pendu sous un pont à Londres en 1982 et on suspecte fortement une implication de la mafia – dont il gérait certains investissements[12] – dans son meurtre. De même, l'affaire Sindona met au jour les liens existants entre mafia, politique et monde financier. Michele Sindona est un banquier membre de la loge maçonnique P2, proche de la DC – dont il a financé par exemple le référundum abrogatif sur le divorce en 1970 – et des familles mafieuses

7. ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 321.

8. *Ibid*., p. 322.

9. Membre de la loge maçonnique P2, sur laquelle nous reviendrons d'ici peu.

10. *Istituto per le Opere Religiose*.

11. Massimo Ciancimino raconte que Roberto Calvi était en rapport avec son père Vito Ciancimino. « Mon père et Calvi ne se fréquentaient pas de manière sporadique. Je sais qu'ils se sont rencontrés plusieurs fois et toujours pour recevoir ou pour livrer d'importantes sommes d'argent liquide. Ce type de compensations financières avaient lieu le plus souvent à l'intérieur de la banque du Vatican, l'IOR. À l'IOR, mon père avait accès à deux coffres forts. Dans l'un d'eux il gardait l'argent qu'il encaissait à Rome, provenant des pots-de-vin payés à des dirigeants politiques et à des hommes de *Cosa nostra*. Cet argent, qui n'était pas le sien, était une espèce de ressource à distribuer, et il la gardait effectivement dans le coffre commun, qu'il appelait "cocotte", c'est-à-dire marmite. Dedans, il mettait 6 pour cent des pots-de-vin sur les grands appels d'offres, dont 4 pour cent était destiné au financement de la politique. Les 2 pour cent restants servaient immancablement à "être en règle" avec *Cosa nostra*. » (« La frequentazione di mio padre con Calvi non fu sporadica. So che si sono incontrati più volte nel tempo e sempre per ricevere o consegnare cospicue somme di denaro in contanti. Questo tipo di compensazioni finanziarie avveniva prevalentemente all'interno della Banca vaticana, lo Ior. Allo Ior, mio padre aveva accesso a due cassette di sicurezza. In una custodiva il denaro che incassava a Roma, provente di tangenti pagate a politici e uomini di Cosa nostra. Questo denaro, non suo, era una sorta di risorsa da distribuire, e infatti lo teneva nella cassetta comune chiamata da lui "pignatone", cioè pentolone. Lì sistemava il 6 per cento delle tangenti sui grandi appalti, il cui 4 per cento era destinato al finanziamento della politica. Il restante 2 per cento andava fisso per la "messa a posto" nei confronti di Cosa nostra.») in CIANCIMINO Massimo et LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit*., p. 58-59.

12. Calvi aurait placé d'importantes sommes en provenance de Sicile dans plusieurs projets immobiliers à Milan, dont Milano 2, un projet porté par Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri. Voir *Ibidem*.

palermitaines (Bontate-Inzerillo), dont il blanchit l'argent sale issu du trafic de drogue. À la fin des années 1970, le banquier est ruiné et fuit aux États-Unis ; ses banques sont mises en liquidation. Il tente alors de se soustraire à la justice italienne, en échafaudant un faux enlèvement avec la complicité de la mafia. Il est arrêté pour les délits financiers mais les magistrats supposent aussi qu'il est impliqué dans l'assassinat de Roberto Calvi et qu'il a commandité celui de Giorgio Ambrosoli en 1979[13], nommé par l'État italien pour enquêter sur les raisons de la banqueroute. Sindona meurt en prison, empoisonné par un café au cyanure en 1986. Dans le cadre de l'enquête sur le faux enlèvement de Sindona et sur l'assassinat de Giorgio Ambrosoli, les forces de l'ordre perquisitionnent la maison de Licio Gelli[14]. Au cours de cette perquisition, les policiers trouvent la liste d'une loge maçonnique secrète (*Propaganda 2*) contenant les noms de 962 personnalités influentes (militaires membres de l'État major des armées, membres des services secrets, magistrats, préfets, banquiers, hommes politiques dont 44 parlementaires, journalistes, entrepreneurs…). Cette loge – véritable lieu de rencontre entre les milieux d'affaires, les hommes politiques et l'armée – s'est dotée d'un projet politique dont le but est de prendre le contrôle des médias et des partis « pour parer à toute éventualité de prise de pouvoir communiste, en employant s'il le fallait l'arme de la corruption voire celle de la subversion des institutions[15] ». De même, l'existence longtemps supposée du réseau *Gladio* est finalement révélée par Giulio Andreotti (alors président du Conseil) en 1990. Il s'agit d'une organisation paramilitaire, fondée au sortir de la deuxième guerre mondiale, financée par la CIA dans un but clairement anticommuniste et à laquelle participaient certaines unités des services secrets impliquées dans la stratégie de la tension ainsi que de nombreux démocrates-chrétiens, comme Vito Ciancimino. Ainsi, la profusion de scandales en tout genre alimente un sentiment de défiance envers la classe politique. Le financement occulte de la lutte contre le communisme, la corruption et le clientélisme ont perverti le fonctionnement de la vie politique nationale. Lors des différents scrutins à la fin des années 1980, on note une augmentation significative de l'abstention, signe du désamour des Italiens. Seul le référendum d'initiative populaire pour modifier la loi électorale et le système des partis suscite l'intérêt de la population, qui participe massivement (62%) et plébiscite un changement radical (95%). Les Italiens ne se désintéressent donc pas de la politique en général mais bien du système opaque fondé sur des alliances de convenance. Ces petits arrangements décrédibilisent les principaux partis et les électeurs se tournent donc vers les nouveaux petits partis,

13. Sur l'affaire Sindona et l'assassinat de Giorgio Ambrosoli, voir AMBROSOLI Umberto, *Qualunque cosa succeda. Giorgio Ambrosoli nelle parole del figlio*, Milan, Sironi, 2009.

14. Ancien haut fonctionnaire du régime fasciste, membre actif de la République de Salò accusé d'être un agent double par les résistants italiens, collaborateur des services secrets américains et britanniques mais aussi agent secret de la République italienne, il s'agit d'un personnage emblématique qui cristallise toute la complexité de ces scandales, où se mêlent les intérêts politiques, mafieux et financiers.

15. ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, *op. cit.*, p. 323.

comme la Ligue du Nord. Au cri de « Rome la grosse voleuse[16] », le leader Umberto Bossi fédère l'électorat septentrional autour d'un discours stigmatisant selon lequel la capitale ne serait qu'un centre de pouvoir bien loin des inquiétudes de la population et peuplé d'hommes politiques qui s'enrichissent en abandonnant les territoires à leur sort. Face à la désagrégation de l'État central, le régionalisme apparaît donc comme une valeur refuge.

Le 17 février 1992, le socialiste Mario Chiesa est arrêté en possession d'une valise remplie d'argent liquide, obtenue pour truquer un appel d'offres public. Loin d'être un fait isolé, Chiesa va révéler les rouages du système de financement occulte des partis politiques alimenté par les pots-de-vin venant des entrepreneurs ainsi que par le détournement de fonds publics. Selon Frédéric Attal, entre les années 1950 et 1970, les investissements massifs des gouvernements successifs dans de grosses entreprises afin d'éviter leur privatisation sont le point de départ de relations de clientèle entre les patrons et les responsables politiques. Enrico Mattei, dirigeant de l'ENI mort en 1962, décrivait ainsi ses relations avec la politique : « Les partis ? Mais moi, les partis, je les prends comme des taxis, je les appelle, je monte dedans, puis je paye la course et je descends quand je suis arrivé[17] ». Ce rapport désinvolte entre les acteurs économiques et politiques évolue au cours des années 1980 : les hommes politiques deviennent « demandeurs » et « le procédé des dessous-de-table en échange de l'obtention de marchés publics se généralise[18] ». L'ampleur du système est dû à un vaste réseau de complicités fondé sur une sorte de pacte, décrit ainsi par la magistrature milanaise :

> D'un côté les entrepreneurs ont réussi à s'accaparer des marchés […] en particulier par le recours à des appels d'offres truqués […]. D'un autre côté, les hommes politiques (directement ou, plus fréquemment, par l'intermédiaire des administrateurs de sociétés publiques qui leur servaient de « référents ») […] ont reçu en contrepartie synallagmatique des opportunités illicites qu'ils offraient aux entrepreneurs un pourcentage sur la valeur des marchés, qu'ils ont recueilli soit à des fins personnelles, soit pour subvenir aux frais de gestions du parti ou de [ses] courants internes[19].

De plus en plus d'hommes politiques sont éclaboussés par les affaires de corruption, d'où le nouveau surnom attribué par la presse à Milan, *Tangentopoli*, la cité des pots-de-vin. Toutefois, la magistrature ne se limite pas à la capitale économique de l'Italie : Milan devient le point de départ d'une immense enquête menée par Antonio Di

16. « Roma ladrona »

17. « I partiti? Ma io i partiti li prendo come i taxi, li chiamo, ci salgo sopra, poi pago la corsa e scendo quando sono arrivato » : DIAMANTI Ilvo, « 1992 Tangentopoli » in *Novecento italiano*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 216.

18. ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, *op. cit*., p. 320.

19. BRIQUET Jean-Louis, « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de *Tangentopoli* », in Colloque international « Faveurs et politiques dans l'Europe contemporaine », Université de Metz, 2012. Lien URL : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/90/34/44/PDF/Echanges_corrompus_Italie-JL_Briquet.pdf Jean-Louis Briquet a effectué de nombreux travaux sur la corruption et le clientélisme en Italie (voir bibliographie).

Pietro et ses collègues du *pool* financier[20]. Bettino Craxi, président du Conseil de 1983 à 1987 puis pilier de la majorité, est le leader politique le plus touché par les affaires de corruption[21]. Le 3 juillet 1992, il fait un discours historique à la Chambre, reconnaissant le caractère illégal du système mais prétextant une pratique généralisée de la corruption pour justifer ses agissements et conclure par une pirouette, en proposant une loi sur le financement des partis politiques[22]. Ce discours est le symbole d'un système à bout de souffle qui tente par tous les moyens de se régénérer. Cependant, les scandales, la corruption et le clientélisme ne sont pas les seules causes de l'effondrement du système des partis.

Comme nous l'avons vu, la naissance de l'Italie républicaine est à replacer dans le contexte international de guerre froide qui a conditionné, pendant près d'un demi-siècle, la vie politique nationale. La chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 représente donc un bouleversement géopolitique majeur qui met au jour le caractère obsolète du système politique bipolaire italien.

> En somme, la Première République était finie et épuisée depuis trop longtemps. Elle était épuisée car fondée sur des sujets politiques, des acteurs politiques délégitimés ; c'était un modèle qui survivait à lui-même. […] C'est-à-dire qu'il fonctionnait sur des ententes réciproques, au niveau local et institutionnel. […] Quand Di Pietro et le *pool* de Milan […] commencent à faire exploser ces scandales, eh bien le système s'émiette, mais parce qu'il n'y avait plus rien en-dessous, les fondations étaient faites de sable.
> Je ne suis pas là pour exprimer un jugement politique. Mais si je dois exprimer un jugement historique sur 1992, alors je crois pouvoir affirmer que les juges et les magistrats de Milan ont pu faire ce qu'ils ont fait, avec les effets que nous connaissons, parce qu'ils étaient, comment dire, les « instruments » plus ou moins conscients de ce que l'histoire avait déjà écrit. Cette République était épuisée, ce système, et ce modèle, étaient épuisés. Les magistrats deviennent ceux qui se chargent de terminer le travail[23].

Selon Ilvo Diamanti, *Tangentopoli* n'est donc que la dernière étape d'un processus commencé trois ans auparavant et qui devait se conclure immancablement par la disparition des principaux référents politiques[24]. 1992 marque donc un véritable tournant dans l'histoire italienne car le séisme provoqué par *Tangentopoli* est accompagné par une crise de violence mafieuse sans précédent.

---

20. Le bilan chiffré de cette opération judiciaire atteint des sommets : 25400 mises en examen, 4525 arrestations, 1069 hommes politiques inquiétés, 3200 personnes déférées au Parquet, 1254 condamnations et 910 acquittements (chiffres cités dans « Tangentopoli, vent'anni dopo », *La Storia siamo noi*, lien URL http://www.lastoriasiamonoi.rai.it/puntate/tangentopoli/1108/default.aspx et confirmés dans DIAMANTI Ilvo, « 1992 Tangentopoli » in *Novecento italiano*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 220).

21. Visé par quatre mises en examen, il fuit l'Italie en 1994 après avoir perdu son immunité parlementaire et se réfugie à Hammamet, d'où il suit les avancées de ses procès : il est condamné six fois par contumace et écope de 24 ans de prison. Il meurt au Maroc en 2000.

22. Voir Séance à la Chambre du 3 juillet 1992, intervention de Bettino Craxi (PSI), p. 626-631.

23. « La Prima Repubblica, insomma, era finita e sfinita da troppo tempo. Era sfinita perché era fondata su soggetti politici, attori politici delegittimati; era un modello che sopravviveva a se stesso. […] Funzionava, cioè, su intese reciproche, a livello locale e istituzionale. […] Quando Di Pietro e il pool di Milano […] cominciano a far esplodere questi scandali, ebbene il sistema si sbriciola, ma perché sotto non c'era più niente, le fondamenta erano sabbia. Io non sono qui a dare giudizi politici. Ma se devo esprimere un giudizio storico sul 1992, allora mi sento di afferamre che i giudici e i magistrati di Milano hanno potuto fare ciò che hanno fatto, con gli effetti che conosciamo, perché erano, come dire, gli "strumenti" più o meno consapevoli di ciò che la storia aveva già scritto. Quella Repubblica era sfinita, quel sistema, e quel modello, erano sfiniti. I magistrati divengono coloro che si incaricano di concludere quell'opera. » : DIAMANTI Ilvo, « 1992 Tangentopoli » in *Novecento italiano*, Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 231-232.

24. Le PCI – relativement épargné par les enquêtes judiciaires pour n'avoir presque jamais gouverné pendant un demi-siècle – change de nom en 1991 pour devenir le PDS (parti des démocrates de gauche) et l'aile gauche, refusant de renier son héritage communiste, se détache pour fonder *Rifondazione comunista*. En 1993, suite à des résultats électoraux catastrophiques, la DC se scinde pour donner vie au PPI (Parti populaire italien, centre-gauche) et au CCD (centre chrétien-démocrate, centre-droit). De même, en 1994, le PSI se dissout et intègre les rangs du PDS pour créer une grande coalition de centre-gauche.

Le meurtre de Salvo Lima : « Tout peut arriver »

1992 : un tournant dans la lutte contre la mafia

Le début des années 1990 se caractérise par un regain d'intérêt du pouvoir politique en matière de lutte contre la mafia. Suite à plusieurs « meurtres excellents[25] », Giulio Andreotti – alors président du Conseil – fait de la lutte contre la mafia une priorité du gouvernement. Une fois de plus, l'urgence de la situation contraint le gouvernement à agir. Début 1991, Claudio Martelli (PSI), tout juste nommé ministre de la Justice, propose à Giovanni Falcone d'occuper le poste de directeur des affaires pénales. Ses conditions de travail à Palerme s'étant fortement dégradées[26], Falcone quitte donc la Sicile – sur fond de polémiques – pour donner une nouvelle dimension à son engagement antimafia et des mesures importantes sont prises pour faire avancer la lutte contre la mafia (normes sur le blanchiment ; législation antiracket suite à la mort de Libero Grassi ; durcissement des mesures d'assignation à résidence ; accords de coopération avec certains pays européens et les États-Unis ; possibilité de dissoudre les administrations locales infiltrées par la criminalité mafieuse). De surcroît, l'avancée majeure – contenue dans l'ordonnance n°367 de novembre 1991 – est la création d'institutions pour coordonner l'action antimafia au niveau national. Cette réforme institutionnelle donne vie à l'appareil judiciaire centralisé et déconcentré, celui-là même imaginé par Falcone pour lutter contre la mafia. Des parquets antimafia (les DDA, *Direzione distrettuale antimafia*) sont ainsi créés sur l'ensemble du territoire et leur activité est coordonnée par un « Super Parquet[27] » (DNA, *Direzione Nazionale Antimafia*) qui centralise toutes les informations provenant de la DIA (*Direzione Investigativa antimafia*), institution qui coordonne au niveau national les opération menées par les forces de l'ordre (policiers, carabiniers, Guardia di Finanza) en matière de lutte contre la mafia. La spécificité de ces institutions n'est pas seulement fonctionnelle, elle est également méthodologique puisque les magistrats travaillent en équipe et exclusivement sur des crimes et délits en lien avec la criminalité mafieuse. Ces institutions ont donc pour vocation de rassembler les informations recueillies localement et de coordonner les opérations de répression. Il s'agit là d'un véritable tournant puisque pour la première fois, l'État se dote d'un appareil judiciaire et répressif centralisé, à l'image des organisations mafieuses. Ce dispositif de lutte est supervisé par le procureur

25. Entre 1988 et 1991, des policiers (Natale Mondo en 1988, Antonino Agostino et sa femme Ida Castellucci en 1989, Emanuele Piazza en 1990), des juges (Alberto Giacomelli ainsi que le président de la Cour d'appel de Palerme, Antonio Saetta et son fils handicapé, en 1988 ; Rosario Livatino en 1990 ; Antonino Scopellitti, substitut du procureur qui allait porter l'accusation lors du jugement en Cassation du maxi-procès, en 1991), un journaliste (Mauro Rostagno en 1988) et un entrepreneur ayant dénoncé le pizzo (Libero Grassi, en 1991) sont assassinés.

26. Nous analyserons cette période plus en détail.

27. « Superprocura ».

national antimafia. Malgré le caractère profondément novateur de cette réforme, de nombreux magistrats reprochent à Falcone de s'être créé une structure sur mesure. Sa candidature au poste de procureur national antimafia déclenche un tollé dans les rangs de la magistrature. D'autres, comme Paolo Borsellino, craignent que le « super parquet » ne remette en cause l'indépendance des magistrats. Falcone doit défendre ce projet non seulement auprès de ses collègues, mais aussi dans la presse[28]. En dépit des polémiques, le juge Falcone présente sa candidature au poste de procureur national antimafia.

En parallèle, il accumule les succès sur le plan judiciaire. D'une part, le 17 janvier 1992, la cinquième section du tribunal de Palerme confirme l'accusation d'association mafieuse pour Vito Cianicimino, qui est condamné à dix ans de prison. D'autre part, le 30 janvier 1992, la Cour de Cassation confirme la sentence du maxi-procès et met fin à l'impunité de la mafia. Ce verdict représente une victoire historique contre la mafia (puisque tous les chefs mafieux sont condamnés à perpétuité), mais aussi une victoire personnelle pour le juge Falcone[29]. Il avait en effet veillé à protéger le maxi-procès en faisant instaurer un principe de rotation pour éviter que les procès de mafia – et surtout le maxi-procès – passent par la première section de la Cour de Cassation, alors présidée par Corrado Carnevale, garantiste à outrance, que les mafieux avaient surnommé « le tue-sentences[30] » ou même « Saint Carnevale[31] ». Toutefois, cette victoire marque aussi le début du compte-à-rebours fatal :

> Falcone commença à mourir le jour de la sentence de la Cassation. C'était le 30 janvier 1992 et le monde entier s'écroulait autour de Totò Riina, car ces condamnations à perpétuité certifiaient l'échec d'une « ligne » qui avait mené à la débâcle toute l'organisation, alors prisonnière des mauvais choix de son chef. Et Riina était un roi tout nu, désormais sans ces protections qui avaient caractérisé le pouvoir mafieux dans le passé : […] aucun puissant, homme politique, magistrat ou autre n'avait réussi à « arranger » – comme promis – le procès historique de la mafia[32].

28. Francesco La Licata analyse les raisons de cette polémique et les critiques formulées par les magistrats et les journalistes. Ce sont surtout les journaux de gauche qui prennent position (*L'Unità*, dans le sillon de la culture garantiste de gauche, et *Repubblica*). Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, *op. cit.,* p. 154-160.

29. « Il était comme quelqu'un qui a gagné le championnat du monde. » (« Era come uno che aveva vinto il campionato del mondo. ») : voir Entretien avec Francesco La Licata, réalisé le 6 juillet 2011 à Rome.

30. « L'ammazzasentenze » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, *op. cit.,* p. 162.

31. « San Carnevale » in *Ibidem*.

32. « Nel giorno della Cassazione Falcone cominciò a morire. Era il 30 gennaio del 1992 e addosso a Totò Riina crollava il mondo intero, perché quagli ergastoli certificavano il fallimento di una "linea" che aveva portato al tracollo l'intera organizzazione, in quel momento prigioniera delle scelte sbagliate del capo. E Riina era un re nudo, senza più quelle protezioni che in passato qualificato il potere mafioso: […] nessun potente, politico, magistrato o altro era riuscito ad "aggiustare" - come promesso – il processo storico alla mafia » in CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 165.

Lors des élections de 1987, *Cosa nostra* avait pourtant envoyé un avertissement à son principal allié politique. Une partie de la réserve de voix contrôlée par la mafia avait été déplacée de la DC au PSI[33], qui faisait campagne en défendant une ligne plus garantiste, notamment à propos du droit des détenus.

> Ils touchent la corde sensible de la DC : le consensus électoral. Le message est clair : sans intervention sur la Cour de Cassation, pour s'opposer aux condamnations infligées lors des deux premiers degrés de juridiction du maxi-procès […], *Cosa nostra* se sentira libérée de ses liens avec la politique et lancera par conséquent une attaque frontale contre l'État, incarné par le parti de la majorité relative[34].

La tentative de casser la sentence du maxi-procès lors de son passage devant la section de la haute juridiction – présidée par le juge Carnevale – ayant été déjouée par Falcone, *Cosa nostra* décide de sanctionner fortement le désengagement de la DC.

L'assassinat de Salvo Lima ou la confirmation des liens entre *Cosa nostra* et la DC

Le 12 mars 1992, en pleine campagne électorale, Salvo Lima est assassiné à Mondello au terme d'une véritable chasse à l'homme. Les images de son corps gisant sur le trottoir, recouvert d'un simple drap, sont diffusées en boucle à la télévision. Le choix du lieu de l'assassinat est également un message de la part de *Cosa nostra* puisque Mondello est la périphérie chic de Palerme, où tout le gotha du pouvoir local possède une maison en bord de mer[35]. Giovanni Falcone comprend d'emblée la portée de cet homicide, comme le raconte son collègue Giannicola Sinisi :

> Giovanni était très excité, il parlait de cette histoire comme de quelque chose d'exceptionnel, un événement énorme. Il voyait que j'avais du mal à le suivre, que je n'arrivais pas à saisir les enjeux de cet homicide et il m'expliqua : « Mais tu ne comprends pas ? Rends-toi compte qu'on assiste à la rupture d'un équilibre qui peut provoquer l'effondrement de tout l'édifice. À partir de maintenant on ne sait pas ce qui peut se passer, dans le sens où tout peut arriver »[36].

33. « Dans les fiefs des boss […] le PSI est devenu le premier parti. Un grand bond à Ciaculli, une augmentation à Brancaccio, le dépassement de la DC à Croceverde. Dans le royaume du pape de la mafia Michele Greco les socialistes passent de 5,61% à 23,34%, la DC perd quelque chose comme 20%. » : « Nei feudi dei boss […] il PSI è diventato il primo partito. In grande balzo a Ciaculli, un incremento a Brancaccio, il sorpasso della DC a Corceverde. Nel regno del papa della mafia Michele Greco i socialisti passano dal 5,61 per cento al 23,34 per cento, la DC perde qualcosa come il 20%. ». Article d'Attilio Bolzoni publié dans *Repubblica* le 18 juin 1987, cité in LENTINI Fabrizio, *La primavera breve, op. cit.,* p. 94.

34. « Colpiscono la DC nel punto più sensibile : il consenso elettorale. Il messaggio è chiaro : un mancato intervento sulla Corte di Cassazione, per contrastare le condanne comminate nei due gradi di giudizio del Maxiprocesso […], svincolerà Cosa nostra dalla politica e provocherà di conseguenza uno scontro frontale con lo Stato, del quale il partito di maggioranza relativa è la massima espressione. » in RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Novantadue. L'anno che cambiò l'Italia*, Rome, Lit Edizioni, 2012, p. 10.

35. Vito Ciancimino et Salvatore Lauricella (PSI, président de l'ARS en 1982, voir chapitre 2) habitent à quelques rues de via delle Palme.

36. « Giovanni era eccitatissimo, parlava di quella storia come di qualcosa di eccezionale, un avvenimento enorme. Vedeva che io stentavo a sintonizzarmi coi suoi pensieri, non riuscivo a capire appieno l'importanza di quell'omicidio e mi spiegò : "Ma non capisci ? Renditi conto che si è spezzato un equilibrio che può far crollare l'intero edificio. Da questo momento non si sa più cosa può accadere, nel senso che potrà accadere di tutto". » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, *op. cit.*, p. 166.

Le témoignage de Claudio Martelli, alors ministre de la Justice, confirme cette intuition de Falcone : « il était convaincu que *Cosa nostra* ajusterait son coup pour pour essayer de frapper l'État dans ses plus hautes institutions[37] ».

Au-delà de la menace pesant sur les représentants institutionnels qui mènent la politique antimafia du gouvernement (Martelli et Falcone), l'assassinat de Lima est avant tout un message politique.

> La nouvelle de la mort de l'ancien maire est une bombe atomique. Le député européen – qui avait choisi comme slogan politique, de manière ambiguë, « Un ami à Strasbourg » – incarne l'icône de l'intouchable, encore plus que Ciancimino. Personne n'avait pu l'effleurer avec une accusation de mafia, pas même Falcone. […]
>
> L'exécution de Lima, assurément mafieuse, apparaît comme une fracture entre Cosa nostra et la politique : il suffit de jeter un œil aux visages terreux de la *nomenklatura* de l'État accourus à Palerme et assis côte-à-côte aux premiers rangs de la basilique San Domenico pendant les obsèques célébrées un peu en sourdine et en l'absence du chef de l'État, Francesco Cossiga[38].

En effet, beaucoup pensent que la mafia a « jeté un cadavre devant la porte du président du Conseil[39] » car Salvo Lima est exécuté à la veille de la visite de Giulio Andreotti, qui devait venir mener campagne en Sicile. À travers ce meurtre, la mafia condamne l'inaction de ses référents politiques et lance un avertissement au président du Conseil qui, depuis quelques mois, se montre plus zélé que jamais en matière de lutte contre la mafia. Ce dernier n'hésite pas à rendre hommage publiquement à son ami décédé :

> Je me souviens d'une personne d'une très grande intelligence. Je ne l'ai jamais entendu plaider de causes injustes. Je l'ai toujours vu du côté des pauvres gens. Donc je me souviens de lui, pas seulement car c'était un ami mais, objectivement, avec un grand regret et une forte estime[40].

Au-delà de l'hommage classique, cette déclaration du président du Conseil peut être interprétée comme un message aux *boss* de *Cosa nostra*. Si Lima a toujours défendu des « causes » justes, cela revient à légitimer les collusions politico-mafieuses ainsi que les multiples pressions sur l'institution judiciaire pour faire avorter les procès de la mafia. De plus, le fait de définir Lima comme un « ami » n'est pas neutre puisque c'est le terme qui est utilisé par les mafieux pour se présenter entre eux. Puisqu'Andreotti réaffirme

37. « Era convinto che Cosa nostra avrebbe alzato il tiro per cercare di colpire lo stato nelle sue istituzioni più alte » in *Ibidem*.

38. « La notizia della morte dell'ex sindaco è una bomba atomica. Ancora più di Ciancimino, l'eurodeputato – che come slogan aveva scelto ambiguamente "Un amico a Strasburgo" – incarna l'icona dell'intoccabile. Nessuno era mai riuscito a sfiorarlo con un'accusa di mafia, neppure Falcone. […] L'uccisione di Lima, inequivocabilmente mafiosa, appare da subito come una frattura tra Cosa nostra e la politica : basta dare uno sguardo alle facce terree della nomenclatura statale accorse a Palermo e schierate sulle prime panche della basilica San Domenico, durante i funerali celebrati un po' in sordina e con l'assenza del capo dello stato, Francesco Cossiga. » in CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 168.

39. « La mafia gettava un cadavere davanti alla porta del presidente del Consiglio, un sinistro avvertimento » in *In un altro paese*, documentaire réalisé par Marco Turco en 2005.

40. « Io ricordo una persona di grandissima intelligenza. Non ho mai sentito da lui perorare cause ingiuste. L'ho sempre visto dalla parte della povera gente. Quindi lo ricordo, non solo perché era un amico, ma obiettivamente con grande rimpianto e con enorme stima ». Déclaration disponible en vidéo sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=9eQo-YlzMFM

ses liens avec Lima – personnage contesté dans la presse, qui met en avant son rôle de référent politique de la mafia[41] – ce message sonne comme un aveu d'impuissance : la conjoncture ne permet plus d'agir comme auparavant. Après les attentats qui coûtent la vie à Giovanni Falcone, Paolo Borsellino et leurs escortes, le gouvernement Amato adoptera de nouvelles mesures (dont le régime d'isolement pour les détenus mafieux et un programme de proctection de témoins pour les mafieux repentis). *Cosa nostra* coupe alors définitivement les canaux qui la reliaient à la DC – désormais irrémédiablement sur le déclin – en assassinant Ignazio Salvo, en septembre 1992, signe d'un changement définitif de ses référents politiques.

Le changement des référents politiques de *Cosa nostra*

Dès l'assassinat de Salvo Lima, c'est bien ainsi que Giovanni Falcone interprète la situation. Francesco La Licata rapporte l'analyse confiée par Falcone :

> C'est le début d'un nouveau cycle. […] C'est vrai, ils règlent leurs comptes du maxi-procès, mais à partir de maintenant *Cosa nostra* inaugure une nouvelle ligne. La mafia est en train de dire qu'elle n'a plus besoin d'intermédiaires qui puissent filtrer ses rapports avec la politique et les institutions. À partir de Lima, ses rapports, elle veut s'en occuper « directement »[42].

Selon Massimo Ciancimino, son père va à Palerme une semaine après l'assassinat de Lima pour rencontrer Bernardo Provenzano, qui lui aurait dévoilé les projets meurtriers de Riina et aurait exprimé son désaccord avec cette ligne, jugée trop dure, estimant que « quelqu'un lui monte la tête[43] ». Ces déclarations viennent confirmer l'intuition du juge Falcone, l'exécution de Lima au niveau national met fin à l'alliance entre la mafia et la DC mais marque également un nouveau cycle au cours duquel la mafia va essayer de trouver de nouveaux référents politiques.

La redéfinition des équilibres politico-mafieux arrive à un moment où tout le paysage politique est en pleine mutation. Les principaux partis sont tous éclaboussés par Tangentopoli et sont sanctionnés dans les urnes par les Italiens lors des élections du 5 avril 1992. La DC, le PDS et le PSI perdent plus de 10 points et la DC passe pour la première fois sous la barre historique des 30%. Le panorama politique est sensiblement modifié

41. Leoluca Orlando décrit même Lima comme un « cheval de Troie ». Voir VALENTINI Giovanni, « Un cavallo di Troia della mafia nel palazzo », in *Repubblica*, 14 mars 1992, p. 4.

42. « Si apre un nuovo ciclo. […] È vero, si chiudono i conti del maxiprocesso, ma da questo momento Cosa nostra inaugura anche una nuova linea. La mafia sta dicendo che non ha più bisogno di intermediari che possono filtrare i suoi rapporti con la politica e con le istituzioni. Da Lima in poi i rapporti vuole tenerli "direttamente". » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, *op. cit*., p. 166-167.

43. « Qualcuno gli sta montando la testa » in CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 174. Massimo Ciancimino rapporte le récit que son père lui fait de cette rencontre. La référence à des personnages extérieurs à *Cosa nostra* qui auraient encouragé voire soutenu les projets d'attentats contre Falcone et Borsellino est récurrente et conditionnée par les nouvelles avancées judiciaires, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

puisque les ligues enregistrent un fort succès au nord et le mouvement *La Rete* – lancé par Leoluca Orlando et soutenu par Nando dalla Chiesa – entre au Parlement avec douze députés. Certains chefs mafieux, comme Bernardo Provenzano, veulent surfer sur la vague du régionalisme et pensent qu'il est temps de (re)créer un parti séparatiste (*Sicilia libera*), comme en 1946. Ce projet est finalement abandonné en 1993, au profit des nouvelles alliances que nous détaillerons plus avant. Affaibli par la révélation de ses liens avec *Gladio*, par le résultat des élections et par le climat délétère de *Tangentopoli*, Francesco Cossiga annonce sa démission de la charge de Président de la République le 25 avril 1992 à la télévision. Après plusieurs scrutins, Giulio Andreotti, candidat de la DC, apparaît comme le favori. Giuseppe Ayala – avocat général pendant le maxi-procès, proche de Giovanni Falcone et alors parlementaire fraîchement élu sur les listes du PRI – explique qu'il y avait un accord entre le PDS et la DC pour faire élire Andreotti lors du vote du lundi 25 mai 1992[44]. Or, le samedi 23 mai 1992, à 17h56, le juge Falcone, sa femme Francesca Morvillo et trois agents de son escorte (Vito Schifani, Rocco di Cillo et Antonio Montinaro) perdent la vie dans l'attentat de Capaci. Selon Ayala, le soir-même, le bras droit d'Andreotti aurait appelé le responsable des parlementaires du PDS pour lui annoncer qu'au vu des circonstances, Andreotti retirait sa candidature. La DC se réunit le 24 mai et choisit Oscar Luigi Scalfaro comme nouveau candidat, et ce dernier est élu sans surprise le 25 mai.

Selon Giovanni Brusca[45], le choix de la date de l'attentat n'est pas un hasard. Le but est clairement d'empêcher l'élection d'Andreotti au Quirinal :

> Quel effet eut le meurtre de Falcone ? Dans la période précédent l'attentat, on devait élire le nouveau président de la République et on parlait d'Andreotti comme de l'un des meilleurs candidats. Nous, on voulait que l'attentat ait lieu avant la nomination, de sorte que le sénateur ne soit pas élu. Tant et si bien que Riina dit : « C'est moi qui vais l'élire président de la République… ».
> Nous, on pensait : « Qu'ils élisent qui ils élisent, ça ne nous intéresse pas. Tant que ce n'est pas Andreotti. » Et c'est ce qui se passa. Même un enfant comprend qu'à ce moment-là, avec les bruits qui couraient sur Andreotti, avec le massacre de Falcone, il était foutu. Complètement en dehors de la course[46].

Cette affirmation nous éclaire encore un peu plus sur les enjeux du massacre de Falcone, qui devient de fait un moyen pour *Cosa nostra* de peser sur la vie politique. En discréditant Andreotti pour l'empêcher d'occuper la fonction suprême, la mafia sanctionne

44. Interview de Giuseppe Ayala contenue dans le DVD intitulé *Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa*, publié par le *Fatto Quotidiano* à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Paolo Borsellino, en juillet 2012.

45. *Boss* de la *cosca* de San Giuseppe Jato, proche de Riina et revendiquant plus de 150 crimes à son actif, il a préparé le massacre de Capaci et a appuyé sur le détonateur. Il a été arrêté le 20 mai 1996 et a décidé de collaborer avec la justice.

46. « Che effetto ebbe l'uccisione di Falcone ? Nel periodo precedente all'attentato, si doveva fare il nuovo presidente della Repubblica e si parlava di Andreotti come uno dei candidati più forti. Noi volevamo che l'attentato avvenisse prima della nomina, in modo che il senatore non venisse eletto. Tanto che Riina disse : « Glielo faccio fare io il presidente della Repubblica… ». Noi pensavamo : « A cu fannu fannu, a noi non ci interessa. Basta che non è [*sic*] Andreotti. E così accadde. Anche un bambino capisce che in quel periodo, con le voci che giravano su Andreotti, con la strage di Falcone, lui era spacciato. Completamente tagliato fuori. » in LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone ». La confessione di Giovanni Brusca, Milan, Mondadori, 2011 (1999), p. 106-107.

sans doute la politique antimafia de son gouvernement mais elle entend surtout marquer la fin définitive de son alliance avec le courant andréottien de la DC, qu'elle a soutenu pendant plus de trente ans. La mafia se montre donc disponible et ouverte à de nouvelles alliances, au moment où le paysage politique est en pleine décomposition. L'assassinat spectaculaire du juge Falcone, de sa femme et de son escorte rentre dans un dessein plus vaste, qui dépasse de loin la seule vengeance contre le juge Falcone ou contre Andreotti, comme nous le confirment les déclarations de nombreux repentis. Tandis que Filippo Malvagna[47] résume le projet criminel de Riina en citant une phrase prononcée par le *Capo dei capi* (« Il faut d'abord faire la guerre pour ensuite faire la paix[48] »), Salvatore Cancemi[49] explicite l'objectif : déstabiliser l'État en délégitimant les dirigeants au pouvoir afin de favoriser l'émergence d'une nouvelle classe politique, avec laquelle il serait possible de passer de nouveaux accords. Le magistrat Luca Tescaroli – avocat général pendant les procès sur les attentats de Capaci et de l'Addaura – synthétise ainsi les enjeux du printemps 1992 :

> On a assisté à une aggravation de la violence aux dépens de représentants des Institutions ou de sujets et d'objectifs que l'on peut relier, de toute façon, à eux, dans le but de négocier avec l'État un nouvel équilibre et de trouver d'autres référents capables d'assurer les complicités nécessaires, dont [la mafia] a profité pendant des décennies dans le passé, en donnant vie à un « pouvoir criminel intégré » par des éléments institutionnels et économiques[50].

Les récentes enquêtes sur la *Trattativa* confirment l'existence de contacts et de tractations entre les massacres de Capaci et de via d'Amelio et les témoignages des repentis nous permettent de reconstituer les nouveaux canaux ouverts par *Cosa nostra*. En 1993, Giovanni Brusca raconte qu'il tombe sur un article dans *L'Espresso* parlant des rapports entre Marcello Dell'Utri (alors dirigeant de *Publitalia*, l'agence de publicité de Silvio Berlusconi) et Vittorio Mangano (*boss* de la *cosca* de Porta Nuova)[51]. Il en parle à Leoluca Bagarella[52] qui contacte Mangano et l'envoie à Milan. À son retour « il dit qu'on peut parler avec Dell'Utri et Berlusconi[53] ». De même, les déclarations de Gaspare

47. Mafieux catanais.

48. « Bisogna prima fare la guerra per poi fare la pace » in TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone. Dall'Addaura a Capaci, misteri e storia di un delitto annunciato*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011, p. 211.

49. Mafieux de la *cosca* palermitaine de Porta Nuova.

50. « Si è assistito a una esasperazione della violenza a danno di rappresentanti delle Istituzioni o contro soggetti e obiettivi ricollegabili, comunque, a essi, al fine di contrattare con lo Stato un nuovo equilibrio e di trovare altri referenti in grado di assicurare le necessarie complicità godute per decenni nel passato, dando vita a un « potere criminale integrato » da frange istituzionali ed economiche. » in TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone, op. cit.*, p. 212.

51. Gaspare Mutolo, mafieux repenti, confirme que ces rapports existent depuis les années 1970. Alors que la *'ndrangheta* et les Corléonais s'adonnent aux enlèvements afin de disposer de liquidités suffisantes pour investir ensuite dans le trafic de drogue, Mutolo est à Milan pour organiser l'enlèvement de Silvio Berlusconi. L'entrepreneur, craignant pour ses enfants, demande à Dell'Utri – son ami et bras droit – de s'occuper de sa sécurité. Dell'Utri, palermitain, contacte alors Vittorio Mangano qui passe trois ans à Arcore, chez Berlusconi, soit disant pour s'occuper des écuries mais le domaine n'en dispose pas. Mutolo, apprenant que Berlusconi est sous la protection de Mangano, reçoit l'ordre d'abandonner le projet. Les liens entre Dell'Utri, Mangano et Berlusconi sont dénoncés dans VETRI Elio & TRAVAGLIO Marco, *L'odore dei soldi. Misteri e origini della fortuna di Silvio Berlusconi*, Rome, Editori riuniti, 2001.

52. Totò Riina ayant été arrêté en janvier 1993.

53. « Torna dicendo che si può parlare con dell'Utri e Berlusconi » : témoignage de Brusca, contenu dans le DVD publié par le *Fatto Quotidiano* à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio, *Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa*.

Spatuzza confirment l'ouverture d'un canal milanais en 1993, année au cours de laquelle Marcello Dell'Utri met sur pied le projet de *Forza Italia*, nouveau parti politique de centre-droit permettant à Berlusconi de s'engager en politique. Il rapporte les propos des frères Graviano[54] qui se félicitaient du nouvel accord avec « celui de canale 5[55] ». Ainsi, le passage entre la première et la deuxième république (1992-1994) correspond non seulement à une période de transition et de recomposition du paysage politique, mais aussi à une phase de négociation d'un nouveau rapport entre la mafia et la politique, pendant laquelle *Cosa nostra* n'hésite pas à utiliser la violence et la terreur en posant des bombes sur le continent[56] afin de poser ses conditions et de faire pression sur le pouvoir politique.

Giovanni Falcone : le symbole à abattre

Entre succès et hostilité : parcours professionnel de Giovanni Falcone

Un florilège éditorial

Des quatre personnages que nous étudions, Giovanni Falcone est incontestablement celui qui a fait couler le plus d'encre. Bien que très controversé, il cristallise à la fois les craintes et les ambitions nationales en matière de lutte contre la criminalité organisée et incarne, presque à lui seul, l'offensive de l'État italien contre la mafia sicilienne. Quasiment toute la production éditoriale est contruite sur la dichotomie entre un parcours professionnel semé d'embûches et des résultats historiques qui contribuent à construire sa figure de héros. Avant sa mort, un premier ouvrage[57] écrit par trois journalistes siciliens attire l'attention sur ce paradoxe et sur la situation difficile dans laquelle se trouve Falcone en 1989, après l'attentat manqué de l'Addaura[58]. Le titre *Obiettivo Falcone* souligne que le juge est dans la ligne de mire. Comme souvent, le personnage de Falcone est à la fois un prétexte pour reparcourir l'histoire de la mafia[59], du débarquement à la

54. Chefs de la *cosca* de Brancaccio-Ciaculli.

55. Interrogatoire de Gaspare Spatuzza du 16 juin 2009, rapporté dans SPATUZZA Gaspare, *Io accuso. Le stragi del 1992 e del 1993, i rapporti fra mafia, imprenditoria e politica e il ruolo di Berlusconi e Dell'Utri : Tutti i verbali di Gaspare Spatuzza, l'uomo che sta riscrivendo la storia d'Italia*, Palerme, Novecento edizioni, 2010, p. 143-177.

56. Le 14 mai 1993, l'explosion d'une voiture piégée à Rome fait une vingtaine de blessés et un mort. Apparemment, l'attentat visait Maurizio Costanzo. Le 27 mai 1993, une autre voiture piégée explose à Florence, derrière la gallerie des Offices, faisant 5 morts et une quarantaine de blessés. Le 27 juillet 1993, une autre voiture piégée explose à Milan, faisant 5 morts. Moins de trois quarts d'heure plus tard, deux bombes explosent à Rome devant des lieux saints. Enfin, un autre attentat à la bombe était prévu en octobre 1993 devant le stade Olimpico de Rome, un jour de match. Cette séquence meurtrière est singulière puisque la mafia s'en prend au patrimoine historique italien en disséminant des bombes sur le continent.

57. GALLUZZO Lucio, NICASTRO Franco & VASILE Vincenzo, *Obiettivo Falcone*, Naples, Tullio Pironti Editore, 1992 (1989).

58. Nous reviendrons plus en détail sur ce point.

59. De nombreux livres sur les victimes de la mafia sont en effet un moyen pour reconstituer l'histoire de la mafia comme par exemple CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia. Da Giovanni Falcone a Paolo Borsellino, da Libero Grassi a Carlo Alberto dalla Chiesa : storia degli uomini in lotta contro la criminalità organizzata*, Rome, Newton Compton editori, 2008.

fin des années 1980, et aussi un moyen pour s'interroger sur la réaction de l'État italien face à *Cosa nostra*, à travers le vécu d'un homme qui s'est retrouvé isolé dans sa profession. Un mois après le massacre de Capaci, ce livre sera réédité et dédié aux cinq victimes. La photo du cratère causé par l'attentat donne, *a posteriori*, une dimension prophétique à l'ouvrage mais en réalité, rien n'a été ajouté pour analyser l'attentat de Capaci et ses conséquences. Le second livre publié du vivant de Falcone est *Cose di Cosa nostra*[60], une sorte de long entretien avec le magistrat réalisé par la journaliste française Marcelle Padovani en 1991. Cette dernière avait déjà réalisé un documentaire en 1988 sur le juge Falcone intitulé *Ennemis de la mafia. La solitude du juge Falcone*[61] et tentait, depuis plusieurs années, de convaincre Giovanni Falcone de faire un livre. En 1991, alors qu'il s'installe à Rome, le juge accepte enfin[62]. Après son assassinat, cet entretien sera considéré comme le testament du juge et la conclusion sonne comme une accusation d'immobilisme envers l'État italien (qui n'est pas sans rappeler celle du général dalla Chiesa) : « En Sicile la mafia frappe les serviteurs de l'État que l'État n'a pas réussi à protéger[63] ».

La mort brutale et spectaculaire du magistrat donne lieu à de nombreuses monographies publiées, pour la plupart, au moment des anniversaires. Ainsi, la biographie de Francesco La Licata[64] – journaliste et ami du juge – est le premier ouvrage retraçant la vie de Giovanni Falcone après sa mort. Lorsque nous l'avons rencontré, Francesco La Licata a insisté sur la nécessité de l'écriture :

> Après [sa mort] je me suis posé le problème de sauver sa mémoire. Parce que je savais que tout le monde partirait à l'abordage. Dès que Falcone meurt, tout le monde devient falconien, non ? Quand il était en vie, ils l'avaient massacré… Je me suis tout de suite mis d'accord avec Maria, la sœur de Giovanni, et puis calmement nous avons été d'accord qu'il fallait faire un livre pour poser les limites[65].

Le livre – publié en 1993 à l'occasion du premier anniversaire du massacre – vise à rendre hommage au juge, à son activité de magistrat mais aussi, et surtout, à éviter que sa mémoire et son héritage soient instrumentalisés. La Licata retrace le parcours professionnel de Falcone en insistant sur les désaveux et les cuisants revers subis au sein

60. FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra*, Milan, Rizzoli, 1991.

61. Documentaire réalisé par Claude Goretta et Marcelle Padovani disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=YKIGnVBsWLM

62. Entretien réalisé avec Marcelle Padovani à Rome le 6 septembre 2012, voir annexes.

63. « In Sicilia la mafia colpisce i servitori dello Stato che lo Stato non è riuscito a proteggere » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra*, *op. cit*. Cette phrase est mise en exergue sur la couverture de l'édition dans la collection BUR de 2006.

64. LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, *op. cit*.

65. « Dopo mi sono posto il problema di salvarne la memoria. Perché lo sapevo che ci sarebbe stato l'arrembaggio... Appena Falcone muore diventano tutti falconiani, no? In vita lo avevano massacrato... Mi sono immediatamente messo d'accordo con Maria, la sorella di Giovanni, e poi con calma abbiamo convenuto che bisognava fare un libro per mettere un paletto. » voir entretien réalisé avec Francesco La Licata à Rome le 6 juillet 2011, disponible en annexes.

de la magistrature. Cette biographie est une sorte de matrice pour les ouvrages suivants puisqu'il fait office de publication de référence[66]. Ce livre est donc largement cité comme source dans les publications mémorielles c'est pourquoi nous choisissons aussi de lui donner le statut d'ouvrage à caractère de source. De plus, en 1992, le Ministère de la Justice soutient la publication lancée par la Fondation Giovanni et Francesca Falcone – créée par Maria Falcone – qui souhaite regrouper tous les témoignages de soutien déposés sur le grand magnolia qui se trouve devant l'habitation palermitaine du juge[67]. En 1994, une anthologie des discours et des interventions du juge Falcone est éditée[68], signe que l'attention se concentre sur sa figure professionnelle.

Les témoignages – des proches et des collègues – constituent une part importante de la production mémorielle sur Giovanni Falcone. En 2007, les sœurs de Falcone (Maria et Anna) publient un livre d'entretien avec le journaliste Leone Zingales intitulé *Giovanni Falcone, un uomo normale*[69]. Cet ouvrage nous indique un changement de perspective dans la construction mémorielle : l'accent est mis sur la normalité du juge, rendu accessible à travers des anecdotes familiales qui n'éclairent que très peu la connaissance du personnage[70]. À l'occasion du vingtième anniversaire, Maria Falcone publie avec la journaliste Francesca Barra *Giovanni Falcone, un eroe solo*[71] qui véhicule la clé de lecture initiale, celle de l'isolement, également reprise par Attilio Bolzoni dans son ouvrage de 2012 consacré à La Torre, dalla Chiesa, Falcone et Borsellino intitulé *Uomini soli*[72]. Les témoignages des collègues magistrats, quant à eux, retracent le parcours professionnel du juge – étroitement lié à celui de Borsellino –, font une analyse précieuse des succès et des carences de la lutte antimafia au cours des deux dernières décennies et insistent sur le manque d'espace médiatique et politique accordé à ce thème[73]. Pour le vingtième

66. Il a été réédité neuf fois, dont la dernière pour le vingtième anniversaire du masscare de Capaci.

67. *L'albero Falcone*, Palerme, Fondazione Giovanni e Francesca Falcone, 1992. Cet arbre devient, dès cette époque, un véritable lieu de mémoire et prend le nom du magistrat assassiné. Nous nous intéresserons plus spécifiquement à la structure de la fondation ainsi qu'aux lieux de mémoire dans le chapitre 6.

68. FALCONE Giovanni, *La posta in gioco. Interventi e proposte per la lotta alla mafia*, Milan, Rizzoli, 2010 (1994).

69. ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale. Conversazione con Maria e Anna Falcone*, Rome, Aliberti, 2007.

70. Nous reviendrons sur ce procédé de normalisation – que l'on retrouve pour les quatre victimes étudiées – dans le chapitre 9.

71. FALCONE Maria et BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo. Il tuo lavoro, il nostro presente. I tuoi sogni, il nostro futuro*, Milan, Rizzoli, 2012.

72. BOLZONI Attilio, *Uomini soli. Pio La Torre e Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone e Paolo Borsellino*, Milan, Melampo, 2012.

73. AYALA Giuseppe, *Chi ha paura muore ogni giorno. I miei anni con Falcone e Borsellino*, Milan, Mondadori, 2008 ; CAPONNETTO Antonino, *I miei anni a Palermo. Storie di mafia e di giustizia raccontate a Saverio Lodato*, Milan, Garzanti, 2000 ; CAPONNETTO Antonino, *Io non tacerò. La lunga battaglia per la giustizia*, Milan, Melampo, 2010 ; CASELLI Gian Carlo, *Le due guerre. Perché l'Italia ha sconfitto il terrorismo e non la mafia*, Milan, Melampo, 2009 ; CASELLI Gian Carlo & INGROIA Antonio, *Vent'anni contro. Dall'eredità di Falcone e Borsellino alla trattativa*, Rome-Bari, Laterza, 2013 ; GRASSO Pietro & LA VOLPE Alberto, *Per non morire di mafia*, Milan, Sperling & Kupfer, 2009 ; GRASSO Pietro, *Liberi tutti. Lettera a un ragazzo che non vuole morire di mafia*, Milan, Sperling & Kupfer, 2012. En outre, Luca Tescaroli – avocat général pour les procès de l'attentat de l'Addaura et du massacre de Capaci – a retracé les évolutions des enquêtes et des procès dans de nombreux ouvrages, que nous citerons en note au chapitre 10.

anniversaire, un recueil de témoignages de collègues et d'amis au sous-titre éloquent – *Falcone et Borsellino, les hommes et les héros*[74] – font un portrait professionnel et intime des juges Falcone et Borsellino qui confirme l'émergence du privé dans la sphère publique[75].

De plus, les publications mémorielles[76] s'adressant aux jeunes générations sont légion. On remarque principalement deux catégories d'ouvrages : la littérature d'enfance et de jeunesse, et la bande dessinée. Par exemple, Luigi Garlando – journaliste à la *Gazzetta dello Sport* – met en scène un père qui raconte à son fils, né le jour du massacre de Capaci, pourquoi il s'appelle Giovanni[77]. Ce récit de la vie du juge Falcone est également l'occasion d'expliquer aux enfants ce qu'est la mafia et l'influence mafieuse sur la société au moyen de nombreux parallèles avec la vie du jeune garçon. Pour ses qualités didactiques, ce roman de jeunesse – promu par la fondation Falcone – est utilisé dans les programmes éducatifs antimafia. En 2008, une bande dessinée tirée du roman est publiée[78]. En 2011, l'éditeur Becco Giallo consacre une bande dessinée à Giovanni Falcone[79] et Einaudi publie une longue bande dessinée qui, malgré le sous-titre se limitant à l'expérience du *pool*, retrace en fait le parcours professionnel de Falcone et Borsellino sur fond de guerre mafieuse, de la fin des années 1970 à 1992[80]. Ces ouvrages, par le recours à différents genres littéraires, historicisent la vie et l'œuvre de Falcone et ses collègues, posant les bases d'un processus de mythification que nous détaillerons plus tard. De même, plusieurs fictions ont également été réalisées à l'occasion des anniversaires[81], nous verrons plus avant quelles interprétations des personnages et quelles lectures des événements elles véhiculent.

Enfin, des quatre figures, celle de Giovanni Falcone est la plus connue en France. Depuis quelques années, les éditions de La Contre Allée ont réédité *Cose di Cosa nostra* et ont traduit en français plusieurs ouvrages sur la lutte contre la mafia. Parmi eux, un recueil d'extraits de discours de Falcone et Borsellino[82], choisis par Antonella Mascali,

74. VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino. Falcone e Borsellino, gli uomini e gli eroi*, Rome, Aliberti, 2012.

75. Cette tendance se vérifie dans de nombreux témoignages de fils et filles de victimes de la mafia, voir MOGE Charlotte, « La memoria come motore dell'impegno civile. Dal pubblico al privato, analisi delle testimonianze dei figli delle vittime di mafia », in MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime. Gli anni Settanta, le storie di famiglia*, Rome, Aliberti, 2013, p. 91-124.

76. Soit celles visant à promouvoir la figure du juge Falcone, son action et son engagement. Nous les analyserons plus en détail au chapitre 8.

77. GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni. Da un padre a un figlio il racconto della vita di Giovanni Falcone*, Milan, Rizzoli, 2012 (2004).

78. STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni*, Milan, Rizzoli, 2008. Cette bande dessinée a été traduite en français.

79. BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, Padoue, Becco Giallo, 2011.

80. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011. Cette bande dessinée a été également traduite en français.

81. *Giovanni Falcone*, film réalisé par Giovanni Ferrara en 1993 ; *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra*, fiction en deux épisodes produite par la Rai en 2006 et réalisée par Antonio et Andrea Frazzi.

82. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013.

journaliste élève de Pippo Fava et auteure d'un recueil de témoignages de proches de victimes des mafias[83]. La traductrice du livre, Anna Rizzello a écrit à Agnese Borsellino – la veuve du juge – pour lui dire « combien il est important que les mots de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino deviennent le patrimoine de tous, et pas seulement de l'Italie[84] ». La diffusion de ces ouvrages auprès du public français – qui n'est malheureusement pas très réceptif – relève donc d'une politique éditoriale engagée. Le seul ouvrage en langue française dédié au juge Falcone vient d'être publié par David Brunat aux Belles Lettres[85]. Il s'agit d'une biographie certes documentée, mais trop proche de l'essai littéraire. Le récit véhicule de nombreux clichés d'une lecture française de la mafia et une forte idéalisation – pour ne pas dire une mythification – de la figure de Giovanni Falcone.

L'ennemi numéro un de la mafia

Falcone naît dans le quartier de la Kalsa, dans le centre historique de Palerme, le 18 mai 1939. Après son bac, il décide d'intégrer l'école navale à Livourne mais la discipline militaire ne lui convient pas et il rentre à Palerme pour commencer des études de droit. En 1964, il obtient le concours de magistrat et se marie avec Rita Bonnici. Il est nommé un an juge d'instance à Lentini puis est muté à Trapani, où il exerce plusieurs fonctions. Lorsqu'il est substitut du procureur, il a son premier contact avec la criminalité mafieuse lors du procès de Mariano Licari, un *boss* local finalement acquitté faute de preuves. Cette expérience a permis à Falcone de comprendre que les enquêtes sur la mafia doivent contenir nécessairement une dimension financière et de solides témoins pour l'accusation. Selon Nino Marino, avocat et alors collègue de Falcone, le procès Licari est un « petit maxi-procès *ante litteram*[86] ». Pendant les quantorze ans passés à Trapani, Falcone mène une vie normale, partagée entre le travail et les sorties entre amis. Il s'éloigne de la religion et développe des sympathies communistes, ce qui est vécu par ses proches comme « un véritable traumatisme[87] ».

En 1978, son mariage connaît des difficultés et Falcone rentre à Palerme où il exerce pendant quelques mois en tant que juge civil. Fin 1979, après la séparation définitive avec son épouse, las de la buraucratie de la justice civile, le magistrat décide se tourner vers la justice pénale et intègre le bureau du juge d'instruction, dirigé par Rocco

83. MASCALI Antonella (dir.), *Lotta civile contro le mafie e l'inegalità*, Milan, Chiarelettere, 2009.

84. « Quanto è importante che le parole di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino diventino patrimonio di tutti, non solo dell'Italia » in BORSELLINO Agnese & PALAZZOLO Salvo, *Ti racconterò tutte le storie che potrò*, Milan, Feltrinelli, 2013.

85. Voir BRUNAT David, *Giovanni Falcone. Un seigneur de Sicile*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

86. « Piccolo maxiprocesso ante litteram » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 44.

87. « Un vero trauma » in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 57.

Chinnici[88]. Il se voit confier l'affaire Rosario Spatola, un gros entrepreneur palermitain lié aux *cosche* Bontate-Inzerillo ainsi qu'au banquier Michele Sindona par les réseaux de blanchiment d'argent issu du trafic de drogue. Falcone hérite donc d'une affaire complexe aux ramifications internationales :

> À l'époque, tout le monde parlait d'énormes quantités de drogue qui partaient de la Sicile vers les États-Unis. Alors je me suis dit : « S'ils ont vendu de la drogue en Amérique du nord, dans les banques siciliennes il doit y avoir des traces des opérations réalisées ». C'est ainsi qu'ont commencé les premières enquêtes bancaires[89].

Ces investigations mettent en lumière les liens entre les *cosche* siciliennes et la famille Gambino, rendant nécessaire une étroite collaboration avec le FBI[90]. Plusieurs témoignages évoquent le travail de fourmi pour examiner les centaines de chèques et reconstituer les transferts de fonds[91]. Mais cette enquête commence à déranger. Le juge Chinnici, convoqué par le président de la Cour d'appel Giovanni Pizzillo, raconte ainsi les pressions qu'on lui demande d'exercer sur Falcone :

> Il m'aborde brutalement en me disant qu'au bureau du juge d'instruction, nous sommes en train de ruiner l'économie palermitaine en menant des enquêtes et des vérifications digne de la brigade financière. Il me dit clairement que je dois charger Falcone de procès simples de manière à ce qu'il « n'essaye pas de découvrir quoi que ce soit, parce que les juges d'instruction n'ont jamais découvert quoi que ce soit »[92].

Cet extrait de son journal intime – publié après son assassinat en 1983 – illustre parfaitement l'immobilisme d'une grande partie de la magistrature palermitaine, qui fait partie de la haute bourgeoisie et est parfois en lien avec le gotha politique local, et se révèle donc peu encline à faire avancer les enquêtes sur les réseaux mafieux. Le procureur Gaetano Costa, décidé à porter à terme l'instruction de Falcone, se heurte au refus des autres substituts : il signe seul les cinquante mandats d'arrêt et est assassiné quelques jours plus tard, en août 1980[93]. Dès lors, une escorte est assignée à Giovanni Falcone et ses habitudes sont bouleversées. Ces mesures de sécurité – ultérieurement renforcées par l'attentat à la voiture piégée qui coûte la vie à Rocco Chinnici, à deux policiers de son es-

88. Chinnici est nommé juge d'instruction du tribunal de Palerme après l'assassinat de Cesare Terranova par la mafia en septembre 1979.

89. « Tutti all'epoca parlavano di enormi quantità di droga che partivano dalla Sicilia per gli Stati Uniti. Allora mi sono detto : "Se hanno venduto droga in America del Nord, nelle banche siciliane saranno rimaste tracce delle operazioni bancarie realizzate". Così hanno avuto inizio le prime indagini bancarie. » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit.,* p. 43.

90. Comme le soulignent Jane et Peter Schneider, Falcone est le premier magistrat sicilien à comprendre la nécessité de développer des coopérations internationales (France, Belgique, États-Unis, Turquie, Suisse). Voir SCHNEIDER Jane C. & Peter T., *Un destino reversibile. Mafia, antimafia e società civile a Palermo*, Rome, Viella, 2009, p. 115-116.

91. Voir FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 62 ; BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 112.

92. « Mi investe in malo modo dicendomi che all'ufficio istruzione stiamo rovinando l'economia palermitana disponendo indagini e accertamenti a mezzo della Guardia di finanza. Mi dice chiaramente di caricare di processi semplici Falcone in maniera che « cerchi di non scoprire nulla, perché i giudici istruttori non hanno mai scoperto nulla ». » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 61.

93. Avant lui, Boris Giuliano (chef de la brigade mobile de Palerme) et Emanuele Basile (capitaine des carabiniers) ont été assassinés – en juillet 1979 et en mai 1980 – alors qu'ils enquêtaient sur l'affaire Sindona et le trafic de drogue international.

corte ainsi qu'au gardien de l'immeuble – sont fortement critiquées par les riverains qui craignent pour leur vie. Le *Giornale di Sicilia* entretient ce mécontentement en menant une campagne « contre les excès des juges sous escorte[94] ». Dans son ouvrage consacré à Falcone, Francesco La Licata rapporte une lettre publiée dans le quotidien local :

> Mme Santoro, voisine du juge Falcone se définissant comme « une honnête citoyenne qui paye régulièrement ses impôts et travaille huit heures par jour », écrit : « Tous les jours (il n'y a pas de samedi et de dimanche qui tienne), le matin, à l'heure du déjeuner, en tout début d'après-midi et le soir (sans limites d'horaires) je suis littéralement assaillie par les sirènes, continues et assourdissantes, des voitures de police qui escortent les différents juges. Maintenant je me demande : comment se fait-il qu'il ne soit pas possible de se reposer, éventuellement, un petit peu pendant sa pause ou, au moins, suivre un programme télé en paix puisque, même avec les fenêtres fermées, le bruit des sirènes est très fort ? » Que faire ? La dame a bien une idée. Il suffirait d'emmener ces « chers messieurs » dans quelques « pavillons », qu'on aurait naturellement fait construire exprès « à la périphérie de la ville, de façon à ce que soient garanties d'une part notre tranquillité de citoyens-travailleurs, et d'autre part, surtout, notre sécurité à tous qui, en cas d'attentat, sommes régulièrement touchés sans raison (voir massacre Chinnici) »[95].

Ainsi, alors que la deuxième guerre de mafia fait rage et qu'il devient une cible privilégiée pour la mafia, malgré l'hostilité ambiante, Falcone poursuit l'instruction Spatola-Sindona. Suite à l'assasinat de Chinnici en juillet 1983, Antonino Caponnetto – magistrat sicilien installé à Florence – décide de porter à terme le projet de son prédecesseur visant à favoriser le travail en équipe afin d'éviter la perte d'informations en cas de « meurtre excellent » :

> Le nouveau juge d'instruction écrit à Gian Carlo Caselli et à Ferdinando Imposimato, demande des indications techniques sur la façon dont se sont organisées les « équipes » au temps du terrorisme. Il décide d'assigner à lui-même – chef du bureau du juge d'instruction – toutes les affaires de criminalité organisée et de répartir entre les juges les procurations pour chaque acte judiciaire[96].

Fin 1983, le *pool* antimafia est créé. Il est formé de Giovanni Falcone, Paolo Borsellino, Giuseppe Di Lello et Leonardo Guarnotta. Dans les différents ouvrages publiés à l'occasion des commémorations de Falcone et Borsellino en 2012, on note une volonté d'historiciser l'expérience du *pool*, notamment par le biais des témoignages et des représentations, pour lui conférer la valeur d'événement historique. Le *pool* antimafia est

94. « Contro gli eccessi dei giudici sotto scorta » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 69.

95. « Scrisse la Santoro, vicina di casa di Falcone, definendosi "onesta cittadina che paga regolarmente le tasse e lavora otto ore al giorno" : "Tutti i giorni (non c'è sabato e domenica che tenga), al mattino, durante l'ora di pranzo, nel primissimo pomeriggio e la sera (senza limiti di orario) vengo letteralmente assillata da continue e assordanti sirene di auto della polizia che scortano i vari giudici. Ora io mi domando : è mai possibile che non si possa, eventualmente, riposare un poco nell'intervallo del lavoro o, quantomeno, seguire un programma televisivo in pace, dato che, pure con le finestre chiuse, il rumore delle sirene è molto forte ?". Che fare ? La signora un'idea ce l'ha. Sarebbe sufficiente portare questi "egregi signori" in alcune "villette", naturalmente fatte costruire appositamente "alla periferia della citttà, in modo tale che, sia tutelata da una parte la traquillità di noi cittadini-lavoratori, dall'altra, soprattutto, l'incolumità di noi tutti che, nel caso di un attentato, siamo regolarmente coinvolti senza ragione (vedi strage Chinnici)". » in *Ibid.,* p. 69-70.

96. « Il nuovo consigliere istruttore scrive a Gian Carlo Caselli e a Ferdinando Imposimato, chiede indicazioni tecniche su come si sono organizzati in « squadre » negli anni del terrorismo. Decide di assegnare a se stesso – il capo dell'ufficio – tutti i procedimenti di criminalità organizzata e distribuire ai giudici le deleghe per i singoli atti. » in BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 126.

considéré comme une expérience fondatrice car, pour la première fois, des magistrats travaillent ensemble et centralisent les investigations sur la mafia. L'accent est donc mis sur l'exemplarité du travail des magistrats et notamment sur la nouveauté du travail d'équipe.

Le *leadership* de Falcone, repris à l'unisson dans les publications mémorielles qui font de lui le véritable moteur du *pool* puisqu'il a eu l'intuition de traiter de manière unitaire l'affaire Spatola-Sindona – qui va déboucher sur l'acte d'accusation du maxi-procès – et a renouvelé les méthodes d'investigation en trois axes. Tout d'abord, comme les magistrats, les policiers doivent travailler en équipe. Falcone met en place un *pool* d'investigation de 32 policiers, le *Nucleo centrale anticrimine*. Le policier Antonio Manganelli n'hésite pas à qualifier cette méthode de « révolutionnaire[97] » car elle transfère dans le champ de l'investigation de terrain les nouvelles méthodes des magistrats, à savoir l'enquête financière et l'utilisation des repentis, qui va être l'autre cheval de bataille du juge Falcone. Cet instrument judiciaire, emprunté lui aussi à la lutte contre le terrorisme, va révolutionner la lutte contre la mafia puisque pour la première fois les magistrats vont disposer d'une source interne à *Cosa nostra*. Le juge Falcone apparaît comme l'artisan de la collaboration de Tommaso Buscetta, arrêté au Brésil en 1984. Lors de la première rencontre entre les deux hommes, Buscetta lance un avertissement à Falcone :

> Je vous avertis, monsieur le juge. Après cet interrogatoire, vous allez devenir célèbre. Mais ils essayeront de vous détruire physiquement et professionnellement. Et ils feront de même avec moi. N'oubliez pas que le compte que vous avez ouvert avec *Cosa nostra* ne se soldera jamais. Êtes-vous toujours de l'avis de m'interroger[98] ?

Falcone, qui recueille par écrit la déposition de Buscetta, devient alors l'ennemi numéro un de la mafia. Les informations délivrées sont précieuses non seulement pour comprendre la structure et les règles de l'organisation, mais surtout pour en décoder les dynamiques et les équilibres internes, bouleversés par la deuxième guerre de mafia :

> Avant lui, je n'avais – nous n'avions – qu'une idée superficielle du phénomène mafieux. Avec lui, nous avons commencé à regarder à l'intérieur. Il nous a fourni de très nombreuses confirmations sur la structure, sur les techniques de recrutement, sur les fonctions de *Cosa nostra*. Mais surtout il nous a donné une vision globale, […] une clé de lecture essentielle, un langage, un code. Il a été, pour nous, comme un professeur de langue qui te permet d'aller chez les Turcs sans parler avec les mains[99].

Selon Falcone, les déclarations de Buscetta sont une étape essentielle dans la lutte contre la mafia puisqu'elles lui ont permis de « mettre au point une méthode de

97. « Rivoluzionario » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit.*, p. 128.

98. « L'avverto, signor giudice. Dopo questo interrogatorio lei diventerà una celebrità. Ma cercheranno di distruggerla fisicamente e professionalmente. E con me faranno lo stesso. Non dimentichi che il conto che ha aperto con Cosa nostra non si chiuderà mai. È sempre del parere di interrogarmi ? » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit.*, p. 44.

99. « Prima di lui, non avevo – non avevamo – che un'idea superficiale del fenomeno mafioso. Con lui abbiamo cominciato a guardarci dentro. Ci ha fornito numerosissime conferme sulla struttura, sulle tecniche di reclutamento, sulle funzioni di Cosa nostra. Ma soprattutto ci ha dato una visione globale, […] una chiave di lettura essenziale, un linguaggio, un codice. È stato come un professore di lingue che ti permette di andare dai turchi senza parlare con i gesti. » in *Ibid.*, p. 41.

travail[100] ». Ainsi, on voit que cette méthode évolue et s'enrichit au fil de l'instruction. Les révélations de Buscetta donnent lieu aux premières arrestations de personnes-clefs du système de pouvoir politico-mafieux (Vito Ciancimino le 3 novembre 1984, les cousins Salvo le 12 novembre). L'arrestation de Ciancimino est aussi la démonstration de l'efficacité de la méthode Falcone : la parole de Buscetta a certes été déterminante, mais les faits dénoncés ont été corroborés par l'enquête financière, portée à terme grâce au réseau de coopération internationale (FBI, UBS[101]…). En effet, c'est en Suisse et au Canada que Falcone va trouver la preuve de l'exportation illégale de capitaux de la part de Ciancimino. Cette nouvelle méthode porte ses fruits et Francesco La Licata parle même d'un véritable « cheval de Troie[102] » pour mettre au jour les collusions. Il s'agit là d'un coup de tonnerre, qui fait les gros titres. À la lecture des commentaires des journalistes, l'arrestation de Ciancimino marque un tournant, dans la lutte contre la mafia et dans la vie politique. La collaboration de Buscetta ouvre la voie à d'autres (Contorno, Calderone, Marino Mannoia) et ces révélations vont être la pierre angulaire de l'instruction qui va permettre au *pool* d'obtenir un résultat historique : la tenue d'un maxi-procès (1986-1987).

La mafia réagit aux avancées du *pool* en exécutant deux policiers qui travaillent avec Falcone depuis le début des années 1980. Le 28 juillet 1985, le commissaire Giuseppe Montana – chef de la brigade mobile de Palerme – est assassiné puis, une semaine plus tard, c'est au tour de Ninnì Cassarà, ami proche de Falcone. Entre les deux assassinats, l'un des tueurs présumés de Montana meurt sous les coups des policiers pendant son interrogatoire[103]. Cette bavure précipite l'exécution du commissaire Cassarà, tenu pour responsable bien qu'absent des locaux au moment des faits, et entraîne la dissolution de l'équipe d'enquêteurs créée par Falcone. De plus, elle provoque une levée de boucliers des garantistes – Marco Pannella assiste aux obsèques de la victime – qui critiquent les méthodes policières et remettent en cause l'instruction qui est à la base du maxi-procès. Au vu du climat délétère qui commence à s'installer et craignant pour la vie de Falcone et Borsellino, Caponnetto les envoie finir la rédaction de l'acte d'accusation du maxi-procès sur l'île-pénitencier de l'Asinara, accompagnés de

100. « Mettere a punto un metodo di lavoro » in *Ibid*., p. 42.
101. Union des banques suisses.
102. LA LICATA Francesco & CIANCIMINO Massimo, *Don Vito*, *op. cit.*, p. 144.
103. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 83-84.

leur famille. Quelques mois plus tard, il reçoivent une note de frais du ministère de « 415.800 lires[104] chacun pour le gîte et le couvert[105] », symbole du rapport paradoxal que l'État italien entretient avec ses magistrats les plus menacés et les plus efficaces.

Le maxi-procès

Le maxi-procès, critiqué autant que plébiscité, représente non seulement l'aboutissement du travail du *pool,* mais surtout le symbole du Printemps de Palerme et le sursaut de toute une ville qui, guidée par Leoluca Orlando, se porte même partie civile pour le procès. Jamais la magistrature n'a été autant soutenue par le pouvoir politique local, qui fait tout afin que le procès se tienne à Palerme en faisant construire une immense salle – la « salle bunker » – collée à la prison pour faciliter les transferts de prisonniers. Selon Gian Carlo Caselli, le maxi-procès est d'un « chef d'œuvre[106] » tant du point de vue de l'enquête que de la réalisation judiciaire. Il se caractérise par son gigantisme, mis en avant par une myriade de chiffres[107] censés en montrer toute l'ampleur, ou pour ses détracteurs, toute la démesure. Les superlatifs se multiplient pour qualifier ce mastodonte judiciaire et on remarque que la presse se divise nettement en deux camps. Si pour les grands quotidiens nationaux comme *Repubblica*, le procès revêt dès son ouverture une dimension historique (« le procès du siècle[108] »), on ne s'étonne pas de voir le *Giornale di Sicilia* mener une campagne médiatique à grand renfort d'experts pour discréditer le procès avant même qu'il ne commence :

> Sans jamais faire référence directement au maxi-procès, le Président de la faculté de Droit, Giovanni Tranchina, a scientifiquement démoli la validité des « procès gigantesques » en affirmant qu'ils « ne donnent aucune garantie de justice pour établir la vérité. […] On a créé un procès supersonique et des enquêtes éléphantesques, avec d'inquiétantes similitudes entre la disproportion des mécanismes d'investigation et l'étendue des organisations criminelles »[109].

Après avoir dénigré l'apport des repentis, l'article se conclut sur un parallèle entre le maxi-procès et les procès durant l'Inquisition. Cette interprétation tranche avec celle de la presse nationale, qui encense l'événement au point d'en faire un symbole de la

104. Environ 200€.

105. « 415.800 delle vecchie lire a testa per il vitto e l'alloggio » in BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 132.

106. « Un capolavoro » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit.* , p. 10

107. « 3000 agents. 600 journalistes venant du monde entier. […] 16 jurys populaires titulaires et suppléants. Plus de 200 avocats de la défense. 2 avocats généraux. 474 accusés dont seulement 211 en prison. » : « 3000 agenti. 600 giornalisti da tutto il mondo. […] 16 giudici popolari tra effettivi e supplenti. Oltre 200 avvocati difensori. Due pubblici ministeri. 474 imputati di cui solo 211 in carcere. » in GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit.,* p. 230-231.

108. « Comincia il processo del secolo », *Repubblica*, 9-10 février 1986, p. 5.

109. « Dure critiche del preside di Giurisprudenza Tranchina alle inchieste mastodontiche e al pentitismo. « I processoni diventano inquisizione ». », *Giornale di Sicilia*, 30 janvier 1986, p. 7.

modernité judiciaire, notamment grâce à l'utilisation des ordinateurs[110] pour ficher et archiver les centaines de milliers de pages de l'acte d'accusation. Les commentateurs de la sentence du procès – qui condamne à perpétuité la majeure partie des grands *boss* de *Cosa nostra* – recourent également à un tourbillon de chiffres, comme pour essayer de quantifier l'ampleur de la victoire : « deux millénaires et six siècles[111] » d'années de prison pour les quelques 474 mafieux accusés. Ce verdict est donc perçu comme un tournant destiné à marquer non seulement la lutte contre la mafia – établissant la fin de l'impunité de *Cosa nostra* –, mais aussi l'histoire de l'Italie[112].

La première moitié des années 1980 est donc un moment phare de l'histoire de la lutte contre la mafia puisque, pour la première fois, l'État porte des coups importants à la mafia. Pour Francesco La Licata, le maxi-procès est « le point d'arrivée d'une saison exaltante, mais en même temps, c'est le début de la parabole descendante vers la normalisation politique et judiciaire et vers l'isolement définitif de Giovanni Falcone[113] ». Ainsi, pour reprendre les mots de Tommaso Buscetta, « une victoire annoncée […] se transforma sous nos yeux en défaite annoncée[114] ». Caselli dénonce avec force ce qu'il considère comme une particularité italienne :

> Une expérience de ce genre [le *pool* antimafia], n'importe quel Pays la défendrait bec et ongles, la soutiendrait et la développerait avec force. L'Italie en revanche, non. Honteux mais véridique, Falcone et le *pool* vont être littéralement balayés, d'un point de vue professionnel : comme par hasard quand ils commencent à s'occuper, en plus des mafieux classiques, de Vito Ciancimino – ancien maire de Palerme – des cousins Ignazio et Nino Salvo, de ceux qu'on appelait les Chevaliers du travail de Catania. En somme, de cette « bourgeoisie mafieuse », mêlée à des bouts de la politique, de l'économie, des institutions, qui est la colonne vertébrale du pouvoir mafieux[115].

Le *pool* se serait ainsi brûlé les ailes en s'approchant de la zone grise, où s'entremêlent les intérêts mafieux, politiques et économiques. En effet, la postérité immédiate du *pool* est très paradoxale : malgré le succès du maxi-procès, le *pool* est démantelé et les magistrats sont de plus en plus exposés médiatiquement. Les multiples polémiques vont

110. « La piovra alla sbarra. Entra la corte », *Corriere della Sera*, 10 février 1986, p. 4 ; « Megaprocesso all'insegna del computer », *Il Tempo*, 9 février 1986, p. 2.

111. « La mafia all'ergastolo », in *Corriere della Sera*, 17 décembre 1987, p. 1.

112. « La mafia all'ergastolo », in *Corriere della Sera*, 17 décembre 1987, p. 1 ; « In quell'aula è caduto un mito secolare », in *Repubblica*, 17 décembre 1987, p. 4.

113. « Il punto di arrivo di una stagione esaltante, ma nello stesso tempo inizio della parabola discendente verso la normalizzazione politica e giudiziaria e verso l'isolamento definitivo di Giovanni Falcone. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 80-81.

114. « Una vittoria annunciata […] si trasformò sotto i nostri occhi in una sconfitta annunciata » in LODATO Saverio, *La mafia ha vinto*, Milan, Mondadori, 1999, p. 39.

115. « Un'esperienza del genere qualsiasi paese l'avrebbe difesa con le unghie e con i denti, l'avrebbe sostenuta e sviluppata con decisione. L'Italia invece no. Vergognoso ma vero, Falcone e il pool vengono letteralmente spazzati via, professionalmente parlando : guarda caso quando cominciano ad occuparsi, oltre che di mafiosi di strada, di Vito Ciancimino – ex sindaco di Palermo – dei cugini Ignazio e Nino Salvo, dei cosiddetti cavalieri del Lavoro di Catania. Insomma di quella « borghesia mafiosa » impastata con pezzi della politica, dell'economia, delle istituzioni che è la spina dorsale del potere mafioso. » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra,*Visti da vicino, op. cit.,* p. 10-11.

considérablement les affaiblir, contribuant ainsi à leur faire perdre cette aura symbolique, acquise au début des années 1980. Les années 1988-1989, appelées la « saison des venins[116] », marquent ainsi la fin d'une époque.

Désintérêt institutionnel et délégitimation de Falcone

En 2002, Luciano Violante[117] publie un livre dans lequel il analyse le rapport entre l'État italien et la violence mafieuse, rythmé par des « cycles mafieux » qui durent une dizaine d'années :

> D'abord, le meurtre excellent ; puis, dans l'ordre, indignation, réaction, nouvelles lois, nouvelles arrestations, nouveaux procès. Ensuite, l'inattention. Après l'inattention, on voit fleurir les acquittements et les interventions qui, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement, recommencent à favoriser la mafia[118].

Si nous faisons nôtre cette analyse de Violante, le cycle aurait donc débuté en 1982, avec les meurtres excellents de La Torre et dalla Chiesa qui, après avoir suscité l'indignation, ont permis l'adoption de l'article 416bis. Grâce à ce nouvel instrument judiciaire et aux avancées du *pool*, une vague de répression et un maxi-procès ont lieu. La fin du maxi-procès marque donc le début de la phase d'« inattention » marquée par la reprise de la violence mafieuse[119]. À l'inattention médiatique – compréhensible après un procès qui a duré près de deux ans – s'ajoute aussi un manque d'attention politique. Au niveau national, la DC reprend les rênes du gouvernement et guide la majorité formée avec les socialistes, qui ont fortement critiqué le gigantisme du maxi-procès. En outre, l'expérience du « Printemps de Palerme » – commencé avec l'élection de Leoluca Orlando à la mairie de Palerme en juillet 1985 – est sur le déclin. Après une campagne électorale basée sur l'antimafia, la majorité municipale se divise au moment du maxi-procès entre les « garantistes » et les « justicialistes[120] », les premiers étant emmenés par le PSI et les deuxièmes par le maire lui-même.

116. « Stagione dei veleni ». Cette expression est largement utilisée par les journalistes spécialistes de mafia, comme Francesco La Licata et Attilio Bolzoni.

117. Professeur de droit, parlementaire PCI (puis PDS, DS, PD), président de la commission antimafia de 1992 à 1994 puis président de la Chambre de 1996 à 2001.

118. « Prima l'omicidio eccellente; poi, nell'ordine, indignazione, reazione, nuove leggi, nuovi arresti, nuovi processi. Dopo la disattenzione. Dopo la disattenzione, fioriscono le assoluzioni e gli interventi che, direttamente o indirettamente, volontariamente o involontariamente, riprendono a favorire la mafia. » in VIOLANTE Luciano, *Il ciclo mafioso*, Rome-Bari, Laterza, 2002, p. 61-62. Cette analyse se vérifie tout au long de l'histoire de la mafia. Par exemple, la campagne antimafia des années 1870 donnent lieu à des procès en 1877-1878 mais, après, les autorités se désengagent. De même, l'assassinat d'Emanuele Notarbartolo en 1893 provoque une réaction des autorités mai l'action s'essouffle rapidement. On retrouve aussi un cycle comparable dans la deuxième moitié des années 1920 puisqu'après la répression menée par le préfet Mori, l'action antimafia du régime fasciste fléchit. Enfin, l'émoi suscité par le massacre de Ciaculli en 1963 provoque la création de la commission parlementaire antimafia mais, après le procès de 1969 (où la plupart des *boss* sont acquittés), l'antimafia n'est plus la priorité du gouvernement, qui doit faire face à la violence politique.

119. L'ancien maire DC de Palerme, Giuseppe Insalaco, est assassiné en janvier 1988.

120. Voir LENTINI Fabrizio, *La primavera breve, op. cit.*, p. 92.

En avril 1987, le PSI passe à l'opposition et Orlando tente ensuite de faire des majorités pentapartites pour se maintenir jusqu'en 1990. Ainsi, à la fin du procès, la magistrature palermitaine retombe dans l'indifférence générale.

De même, si une partie de la société civile avait montré son désir de changement après les meurtres du préfet dalla Chiesa et de Chinnici, le maxi-procès – bien loin de susciter l'enthousiasme – s'est déroulé dans un climat d'omerta, de suspicion et de polémiques. Quelques jours avant l'ouverture du maxi-procès, le *Giornale di Sicilia* donne une large place aux manifestations de certains ouvriers, au chômage technique suite à la révocation du contrat – qui durait depuis 47 ans – entre la ville de Palerme et le groupe Cassina, qui s'occupait des égoûts. Les slogans des ouvriers mécontents (« On veut la mafia », « Ciancimino maire », « Avec la mafia on travaille, sans elle non[121] ») se retrouvent en une du *Giornale di Sicilia*, véhiculant ainsi le mythe d'une bonne mafia qui donne du travail à la population et, par conséquent, d'une antimafia qui pénalise l'activité économique de la ville.

Le jour de l'ouverture du procès, alors que la presse nationale parle d'un jour historique, le *Giornale di Sicilia* titre « Silence : la Cour[122] ! ». La presse d'extrême-droite s'insurge contre la défiance alimentée par le grand quotidien local et l'indifférence générale recontrée auprès de la population :

> Dans le *Giornale di Sicilia*, palermitain, c'est l'éditeur-directeur Antonio Ardizzone qui signe l'éditorial. Il commence ainsi : « *La Cour entre dans la salle bunker. On devrait dire : « Silence ».* » Ce n'est pas une image, cela ressemble à une intimidation. Et puis les doutes : « *Nous disons que nous ne savons pas tout et que tout n'est pas clair, que tout ce que l'on sait de ce procès pourrait ne plus nous convaincre, totalement ou partiellement, quand nous aurons écouté les raisons de la défense* ». C'est le reflet d'un scepticisme général […]. Nous sommes allés à la Kalsa, au Cassero, à Brancaccio, à Ciaculli, dans les quartiers et les bourgades des fusils à canon scié, dans les méandres sauvages de l'indigence et de la mauvaise habitude de cohabiter avec l'horreur. Partout, c'est comme s'il ne se passait rien à l'Ucciardone. « *Un maxi-procès ? J'en sais rien* ». […] Dans les ruelles voisines, avec leurs couleurs, leurs illuminations, les rideaux, les oranges brillantes, les légumes couleur émeraude, les chiffons malicieux qui plaisent tant à Guttuso, la pieuvre n'était pas une image-accusée à exalter ou à renier, ou au moins à discuter, mais seulement un amas de morceaux de tentacules bouillis assaisonnés au persil vendus avec les calamars frits par les vendeurs ambulants. Ici, le maxi-procès est plus que craint, il est inexistant, quelque chose qui ne concerne que les autres[123].

121. « Vogliamo la mafia », « Ciancimino sindaco », « Con la mafia si lavora, senza no » in « I disoccupati bloccano la città. In tre cartelli : « Viva la mafia » », in *Giornale di Sicilia*, 4 février 1986, p. 1.

122. ARDIZZONE Antonio, « Silenzio, entra la corte » in *Giornale di Sicilia*, 10 février 1986, p. 1. La volonté éditoriale de ne pas donner d'importance au maxi-procès est évidente au lendemain du verdict. Malgré un gros titre en une « Maxi-condamnations », il faut aller au fond du journal pour trouver les pages dédiées à l'événement (pages 26-29), placées bien après les pages spectacles et le dossier spécial intitulé « Noël à Palerme ». Voir *Giornale di Sicilia*, 18 décembre 1987.

123. « Sul "Giornale di Sicilia", palermitano, firma il fondo l'editore-direttore Antonio Ardizzone. Comincia così: "Nell'aula bunker entra la corte. Si inizia il processo. Verrebbe da dire: silenzio". Non è un'immagine, sembra un'intimidazione. E poi le perplessità: "*Noi diciamo che non sappiamo tutto e non tutto è chiaro, che quanto si conosce di questo processo potrebbe non convincerci più, in tutto o in parte, quando avremo ascoltato le ragioni della difesa*". È lo specchio di un generale scetticismo […]. Siamo andati alla Kalsa, al Capo, al Cassero, a Brancaccio, a Ciaculli, nei quartieri e nelle borgate della lupara, tra i selvaggi meandri dell'indigenza e della brutta abitudine di convivere con gli orrori. Dovunque come se niente stesse accadendo all'Ucciardone. "*Un maxiprocesso? Nun saccio.*" […] Nei vicini vicoli coi colori, le luminarie, le tende, le arance lucide, le verdure smeraldo, i cenci maliziosi che piacciono tanto a Guttuso, la piovra non era una immagine-imputata da esaltare o rinnegare, comunque da discutere, ma solo tanti pezzi di tentacoli bolliti e al prezzemolo venduti insieme coi calamari fritti nelle gastronomie ambulanti. Qua il maxiprocesso è peggio che temuto, è inesistente, cosa d'altri. » : « Il Signore illumini i giudici » : « Che il Signore illumini i giudici », in *Il Tempo*, 10 février 1986, p. 1.

Ainsi, loin de la représentation idyllique de Maria Falcone – qui décrit une société soudée derrière les magistrats[124] – force est de constater que la tenue du maxi-procès ne fait pas bouger les lignes dans la société. De plus, l'éclatement du *Coordinamento antimafia* au même moment marque aussi la fin de l'enthousiasme civil. Enfin, le silence de la mafia pendant les deux ans de procès font peu à peu disparaître la nécessité d'une antimafia forte. L'enchaînement de tous ces événements est crucial : ils contituent la toile de fond qui permet l'éviction du juge Falcone.

Antonino Caponnetto annonce son départ à la retraite et, par son expérience et sa détermination, Giovanni Falcone aparaît comme son successeur naturel à la tête du bureau du juge d'instruction. Tandis que Falcone est assuré de la victoire, Antonino Meli – alors candidat à la présidence du tribunal de Palerme – se présente contre Falcone. Lors du vote, les discours des différents membres du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) sont très virulents. Contre toute attente, le fait d'être en première ligne dans la lutte contre la mafia va porter préjudice à Falcone puisqu'on va l'accuser de vouloir « jouer les héros[125] ». Pour le juge Umberto Marconi, « il est évidemment déviant et dangereux de tout concentrer sur des personnages emblématiques, si nobles soient-ils[126] ». Quant au juge Vincenzo Geraci, « il prononce un discours qui est l'éloge de Giovanni Falcone, mais un éloge funèbre[127] ». En effet, Falcone – avec qui il a pourtant collaboré – « a écrit des pages de rédemption civile dans le livre de l'histoire, pas seulement judiciaire, mais nationale » mais le passé de déporté d'Antonino Meli le rend plus légitime. Par une comparaison sournoise, Geraci oppose le travail de Falcone en pleine crise de violence mafieuse au fait que Meli ait survécu à l'horreur de la déportation dans les camps de concentration pour se justifier de soutenir une promotion à l'ancienneté plutôt qu'une promotion au mérite.

Meli obtient donc la majorité des voix, les membres du courant de Falcone ayant décidé de s'abstenir. Paolo Borsellino n'hésite pas à parler de véritable « gifle[128] » de la part du CSM. L'arrivée de Meli à la tête du *pool* marque le début de la fin de ce dernier[129]. Malgré le verdict du maxi-procès, Meli réfute la thèse d'une organisation pyramidale et remet en cause la nécessité d'une justice centralisée : il commence donc à dis-

124. « La société civile qui […] a toujours supporté ce magistrat » (« La società civile che […] ha sempre fatto il "tifo" per quel magistrato ») in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 11.

125. « Protagonismo » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 99.

126. « Accentrare il tutto in figure emblematiche, pur nobilissime, è di certo fuorviante e pericoloso » in *Ibidem*.

127. « Pronuncia un discorso che è l'elogio di Giovanni Falcone, ma un elogio funebre. » in *Ibid*., p. 99-100.

128. Extrait d'un discours de Paolo Borsellino un mois après la mort de Falcone, à la bibliothèque municipale de Palerme in MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.,* p. 168.

129. En 1985, après le meurtre du commissaire Cassarà, les policiers avaient arrêté

perser les enquêtes dans les différentes juridictions. Paolo Borsellino, alors procureur à Marsala, prend position publiquement pour dénoncer le démantèlement du *pool* et l'isolement croissant de Falcone[130]. S'en suit une énorme polémique et Falcone finit par remettre sa démission[131]. Il dénonce pour la première fois les « infâmes calomnies[132] » et la « campagne de dénigrement d'une bassesse inédite[133] » et exprime « le malaise profond de celui qui est contraint de mener à bien un travail délicat dans des conditions si défavorables[134] ». Sa démission est refusée. Le CSM réaffirme la compétence du *pool* pour les enquêtes ayant trait à la mafia mais laisse au chef du bureau d'instruction la responsabilité de la répartition des enquêtes. La fin du *pool* antimafia est désormais actée. Giovanni Falcone pense alors se présenter auprès du CSM pour diriger le Haut commissariat pour la lutte contre la mafia – institué après la mort de dalla Chiesa – mais là encore, il est évincé et on lui préfère Domenico Sica. Bien qu'encensé outre-Atlantique après le succès de l'opération *Iron tower*[135], le juge Falcone apparaît de plus en plus isolé à Palerme.

En juin 1989, le magistrat est victime d'une campagne de délégitimation machiavélique. Suite à l'arrestation du repenti Salvatore Contorno (revenu de son propre chef en Sicile pour se venger[136] et tout juste interpelé par la police), un mystérieux corbeau – très bien informé et donc faisant nécessairement partie de l'institution judiciaire[137] – envoie des lettres anonymes[138] qui accusent Falcone « d'avoir transformé Contorno en tueur à la solde de l'État[139] » et d'éprouver du ressentiment envers le Haut-commissaire de la lutte contre la mafia à qui il mettrait les bâtons dans les roues pour faire « une faveur à ses amis communistes[140] ». Ainsi, le corbeau met en cause l'intégrité du juge Falcone et introduit le thème des affinités politiques qui lui sera tant reproché par la suite. Une autre lettre, envoyée à Achille Occhetto, dresse un portrait au vitriol : Falcone serait un

130. Nous reviendrons plus en détail sur cette polémique dans le chapitre suivant.

131. Francesco La Licata la reporte intégralement in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 104-106.

132. « Infami calunnie » in *Ibid*., p. 105.

133. « Campagna denigratoria di inaudita bassezza », in *Ibidem*.

134. « Il profondo disagio di chi è costretto a svolgere un lavoro delicato in condizioni tanto sfavorevoli », in *Ibid*., p. 106.

135. Démantèlement d'un gros réseau de trafic de stupéfiant de la *Pizza connection*.

136. Contorno aurait tué plusieurs mafieux « vainqueurs » de la guerre de mafia du début des années 1980.

137. Alberto Di Pisa, substitut du procureur de Palerme, est soupçonné. Il nie mais dit être en accord avec les propos tenus dans les lettres. Il sera condamné en première instance et acquitté en appel.

138. En tout, on compte six lettres, envoyées au président de la République Francesco Cossiga, au Haut-commissaire pour la lutte contre la mafia Domenico Sica, au président du Conseil Giulio Andreotti, à Achille Occhetto (secrétaire PCI) et président de la Commission antimafia Gherardo Colombo. Voir *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le immagini* (vol. 2), Milan, *Corriere della Sera*, 2012, p. 233.

139. « Di aver trasformato Contorno in un killer di Stato » LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 109.

140. « Un favore ai suoi amici comunisti » in *Ibidem*.

« misérable opportuniste[141] » qui aurait pactisé avec le PSI et la DC pour obtenir un poste de procureur adjoint. Le magistrat doit donc se défendre devant le CSM et se trouve de plus en plus isolé sur son lieu de travail et dans sa profession.

Le 21 juin 1989 au matin, les policiers de l'escorte découvrent un sac abandonné sur les rochers devant la villa louée par le juge Falcone. Il contient 58 bâtons de dynamite, pour un poids total de 8kg[142]. L'artificier qui arrive sur les lieux détruit la charge explosive au lieu de la désamorcer[143], empêchant ainsi toute analyse de la preuve principale de cet attentat raté. Ce jour-là, Falcone est accompagné de deux magistrats suisses (Carla Da Ponte et Claudio Lehmann), avec qui il enquête sur les circuits du blanchiment d'argent. Selon les témoignages de ses proches, Giovanni Falcone est éprouvé et s'interroge sur l'enchaînement des faits. Au lendemain de l'attentat raté, il fait l'analyse suivante :

> Nous sommes face à des esprits très subtils qui tentent d'orienter certaines actions de la mafia. Peut-être qu'il existe des points de passage entre le sommet de *Cosa nostra* et des centres occultes de pouvoir qui ont d'autres intérêts[144].

Il verbalise ainsi son intime conviction d'un lien entre la mafia et ce que l'on appelle désormais les services déviés, c'est-à-dire des secteurs des services de renseignement qui agissent pour des buts autres que l'intérêt général. Les lettres du corbeau[145] ayant été rendues publiques après l'attentat manqué, Falcone explique à Francesco La Licata :

> L'attentat devait servir à accréditer les lettres. Le contenu des accusations devait être le mobile qui avait poussé la mafia à me tuer. J'aurais été un juge délégitimé car incorrect, le meurtre aurait été jugé presque « naturel »[146].

Toutefois, les détracteurs de Falcone vont instrumentaliser l'attentat manqué de l'Addaura pour tenter de discréditer encore un peu plus Falcone en laissant entendre qu'il avait placé lui-même la bombe, dans le but de faire parler de lui. Le lendemain de l'attentat, attaqué de toute part, le magistrat est alors nommé procureur adjoint du tribunal de Palerme par le CSM. Selon Francesco La Licata, ce séjour au Parquet est « un autre chemin de croix[147] ». Falcone ne tarde pas à avoir des problèmes avec son chef,

141. « Squallido opportunista » in *Ibid*., p. 110.

142. TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone. Dall'Addaura a Capaci misteri e storia di un delitto annunciato*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011, p. 41.

143. Il sera ensuite condamné pour faux témoignage. Il aurait détruit la charge car elle était prête à exploser (le détonateur étant réglé sur midi) mais d'autres témoins affirment que l'artificier était présent sur les lieux bien avant. Voir *Ibid*., p. 41-43.

144. « Ci troviamo di fronte a menti raffinatissime che cercano di orientare talune azioni della mafia. Forse esistono dei punti di collegamento tra i vertici di Cosa nostra e centri occulti di potere che hanno altri interessi » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 120.

145. Le 22 février 1992, le tribunal de Caltanissetta confirme que Falcone a été calmonié par ces lettres.

146. « L'attentato doveva servire a dare credito alle lettere. Il contenuto delle accuse doveva essere il movente che aveva spinto la mafia a uccidermi. Sarei stato un giudice delegittimato perché scorretto, l'omicidio sarebbe stato quasi 'naturale'. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 109.

147. « Un'altra via Crucis » in *Ibid*., p. 119.

Piero Giammanco, et décrit à ses amis un « environnement généralement hostile[148] ». Giovanni Falcone commence à répertorier scrupuleusement tous les problèmes que lui cause Giammanco[149]. Dans les extraits sélectionnés par La Licata, on sent que le procureur veut empêcher Falcone d'enquêter sur *Gladio* dans le cadre des homicides politiques de Reina, Mattarella et La Torre, réunis en une seule et même enquête. Giammanco fait tout ce qu'il peut pour pousser Falcone à bout, comme le confirme sa sœur Maria :

> Il lui confiait aussi des procès de rien du tout, pour le surcharger de travail et lui rappeler qui commandait. Il essayait de le soumettre, en le mettant dans une condition de subalterne. Il arriva même à l'humilier : une fois, il le fit attendre longtemps derrière la porte, avant de le recevoir[150].

De plus, Giammanco est un ami de longue date de Mario d'Acquisto, proche de Salvo Lima et président de la région Sicile en 1982. En mai 1990, Leoluca Orlando, suite à l'affaire Pellegriti[151], prend ses distances avec Falcone et n'hésite pas à l'accuser de « garder des dossiers dans ses tiroirs[152] ». Le magistrat répond par presse interposée pour dénoncer une manœuvre politicienne en vue des élections[153]. La polémique prend de l'ampleur car, en septembre 1991, Orlando réitère ses accusations à la télévision : il dénonce l'absence de résultats sur les enquêtes des crimes politiques et doute publiquement de la volonté de Falcone de faire toute la lumière sur ces affaires. La presse de gauche (*Repubblica*, *L'Unità*) attaque Falcone et l'accuse de censurer les affaires permettant de révéler les liens entre mafia et politique, à tel point que Falcone doit se justifier par écrit pour expliquer que ses « ommissions » relèvent du « secret de l'instruction[154] ».

Falcone est convaincu que cette polémique fait partie d'un même dessein, commencé dès 1988, visant à le calmonier pour le discréditer et faciliter son élimination. Ainsi, pendant que l'attention médiatique se concentre sur ces polémiques, personne ne parle du recul de la lutte contre la mafia et de la vigueur de cette dernière. En effet, la mafia a recommencé à mettre les institutions sous pression avec les assassinats des magistrats Antonino Saetta (exécuté avec son fils en septembre 1988) et Rosario Livatino

148. « Ambiente generalmente ostile » in *Ibidem*.

149. En juillet 1991, il confie une partie de ces notes à Liana Milella, journaliste, pour justifier son départ de Palerme. Ces notes sont les seules qui ont été publiées puisqu'après le massacre de Capaci, les ordinateurs personnel et professionnel de Falcone ayant été effacés.

150. « Gli assegnava dei processi di poco conto, per caricarlo di lavoro e ricordargli chi comanda. Cercava di assoggettarlo, mettendolo nella condizione del subalterno. Arrivò persino a umiliarlo : una volta lo fece aspettare a lungo fuori dalla porta, prima di riceverlo. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 126.

151. Un repenti catanais, Giuseppe Pellegriti, accuse Salvo Lima d'être le commanditaire de l'assassinat de Mattarella. Falcone se rend compte qu'il ment et l'inculpe pour calomnie contre le député européen Lima. Pour Orlando et d'autres, ceci est interprété comme une tentative de se rapprocher du pouvoir en place.

152. « Tenere le carte nei cassetti » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 129. Maria Falcone retrace toute la polémique dans FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 131-140.

153. Orlando souhaitait évincer la candidature de Lima.

154. « Segreto istruttorio » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 132.

(abattu en septembre 1990). Tandis que les forces de gauche alertent sur la faible intensité de la lutte contre la mafia[155], certains hommes politiques utilisent l'occasion pour attaquer de façon détournée le juge Falcone. Ainsi, l'hommage rendu à Rosario Livatino par Vincenzo Binetti (DC) ne laisse pas de place au doute : « Un magistrat honnête et courageux, symbole d'une magistrature sobre et discrète qui, sans jouer les héros, accomplit son devoir jusqu'au bout[156] ». Encore une fois, la présence de Falcone dans les journaux et à la télévision pour répondre aux accusations d'Orlando se retourne contre lui. Acculé, Falcone accepte la proposition de Claudio Martelli et quitte Palerme en mars 1991 pour occuper le poste de directeur des affaires pénales au ministère de la Justice à Rome. Ilda Boccassini, magistrate milanaise amie de Falcone, constate amèrement :

> Aucun autre homme n'a accumulé plus de défaites dans sa vie que Falcone. Il s'est toujours « fait blackbouler ». Recalé comme chef du bureau d'instruction. Recalé comme procureur de Palerme. Recalé comme candidat du CSM, et il aurait été recalé aussi comme procureur national antimafia, s'il n'avait pas été tué[157].

La massacre de Capaci : un attentat spectaculaire

Impact médiatique : la construction de la figure du héros

C'est dans ce climat de polémiques autour du « Super Parquet » et de vide institutionnel – avec un Parlement qui peine à élire un nouveau Président de la République – qu'a lieu l'attentat de Capaci[158] qui coûte la vie au juge Falcone, à sa femme (Francesca Morvillo) et à trois agents d'escorte (Rocco Di Cillo, Antonio Montinaro, Vito Schifani), le 23 mai 1992. L'impact médiatique de l'événement est énorme et sa représentation, en tant que « procédé actif[159] » passant par le langage, révèle une « mémoire interdiscursive », construite par les médias, qui « participe aux mémoires collectives[160] ». L'étude de la presse fait donc émerger les constantes d'une construction mémorielle en acte, qui pose les bases de la figure de héros du juge Falcone que l'on retrouvera au fil des commémorations.

155. Séance parlementaire à la Chambre du 25 septembre 1990, intervention de Stefano Rodotà (Sininstra Indipendente), p. 69215 : « En Calabre, les enquêtes de patrimoine sont passées de 1984 à 1988, de 1438 à 25 » (« In Calabria, gli accertamenti patrimoniali sono passati, dal 1984 al 1988, da 1438 a 25 »).

156. « Un magistrato onesto e coraggioso, simbolo di una magistratura sobria e discreta che senza protagonismi compie il proprio dovere fino in fondo. » : Séance à la Chambre du 25 septembre 1990, intervention de Vincenzo Binetti (DC), p. 69202.

157. « Non c'è stato uomo in Italia che ha accumulato nella sua vita più sconfitte di Falcone. E' stato sempre «trombatissimo». Bocciato come consigliere istruttore. Bocciato come procuratore di Palermo. Bocciato come candidato al Csm, e sarebbe stato bocciato anche come procuratore nazionale antimafia, se non fosse stato ucciso. » Interview de Boccassini dans *Repubblica* : D'AVANZO Giuseppe, « Boccassini : "Falcone un italiano scomodo" » in *Repubblica*, 21 mai 2002, lien URL http://www.repubblica.it/online/politica/falcone/falcone/falcone.html) cité dans FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 11-12.

158. 500kg de dynamite sont placés dans un tunnel sous l'autoroute reliant l'aéroport de Punta Raisi à Palerme et la charge est actionnée au passage des voitures du juge et de son escorte. Outre les cinq victimes, on compte aussi une dizaine de blessés légers, dont deux touristes autrichiens.

159. Voir RABATEL Alain & FLOREA Marie-Laure, « Annnoncer la mort » in *Questions de communication*, n°19, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, p. 8.

160. Voir MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre,* Paris, PUF, 2007, p. 115.

Tout d'abord, outre le statut de la victime, c'est le caractère spectaculaire de l'attentat qui interpelle les médias. Si, pour 1982, nous avions insisté sur la médiatisation de la violence à travers l'utilisation récurrente de photos de cadavres, pour les attentats de 1992, l'accent est mis sur l'ampleur des dégâts matériels provoqués par les explosions : les images suggèrent un attentat d'une violence inédite. Les journaux télévisés montrent donc les images de l'autoroute éventrée[161], de policiers et magistrats errants au bord du cratère (de plus de vingt mètres de diamètre) et de la Fiat Croma blanche du magistrat à demi-ensevelie sous les gravats. Selon Gerard Leblanc, à la télévision, « l'image est placée en position dominante lorsqu'elle est jugée capable d'exercer une empreinte émotionnelle suffisante sur le téléspectateur[162] ». La profusion d'images de l'autoroute dévastée démontre que seule la vue de la scène peut faire prendre conscience au téléspectateur de la violence de l'attentat.

En revanche, pour la presse écrite, la description du désastre passe nécessairement par sa mise en récit pour compenser le caractère statique de la photographie. Le caractère spectaculaire de l'attentat provoque l'effroi, rendu par une description imagée rythmée par l'accumulation de verbes d'action :

> Le plus infâme des massacres s'est déroulé sur les cent mètres d'autoroute menant en enfer. Où mille kilos d'explosif éventrent la chaussée et éparpillent à tous vents hommes, arbres, voitures. Il y a une détonation énorme, on dirait le tonnerre, on dirait un volcan qui déverse sa rage. En trente, en trente interminables secondes le ciel rouge d'une soirée d'été devient noir, des voitures blindées volent dans les airs, s'enfoncent dans un gouffre, disparaissent sous les décombres. […] Un bombardement, la guerre. Sur l'autoroute Trapani-Palerme les *boss* de *Cosa nostra* effacent en un instant le symbole de la lutte contre la mafia. Massacre « à la libanaise » pour frapper fort et ne laisser aucune chance au Grand Ennemi[163].

Palerme est comparée à Beyrouth (« Un massacre comme au Liban[164] ») et à la Colombie (« La Sicile comme la Colombie[165] »), qui étaient les territoires considérés comme étant les plus violents à l'époque[166]. Le *Corriere della Sera* n'hésite pas à parler

161. L'extrait du TG1 du 23 mai 1992 annonçant le massacre de Capaci est disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=y9hZ3NspxOY
Une polémique est lancée dès le lendemain contre la Rai, qui n'a pas jugé bon de laisser la priorité au direct et a préféré diffuser le programme de variété prévu pour le samedi soir. Cette attitude du service public déclenche un véritable tollé : des milliers de téléspectateurs appellent et écrivent à la chaîne pour protester contre la décision de la direction (voir « "Lo spettacolo continua" ma in Rai è rivolta » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 10 et « La Rai « copre » la strage con il varietà, in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 9). En revanche, Mediaset fait le choix du direct. Nous reviendrons plus amplement sur ces différences de traitement médiatique.

162. LEBLANC Gérard, *Treize heures/Vingt heures, le monde en suspens*, Marburg, Hitzeroth, 1987, p. 111.

163. « La più infame delle stragi si consuma in cento metri di autostrada che portano all'inferno. Dove mille chili di tritolo sventrano asfalto e scagliano in aria uomini, alberi, macchine. C'è un boato enorme, sembra un tuono, sembra un vulcano che scarica la sua rabbia. In trenta, in trenta interminabili secondi il cielo rosso di una sera d'estate diventa nero, volano in alto automobili corazzate, sprofondano in una voragine, spariscono sotto le macerie. […] Un bombardamento, la guerra. Sull'autostrada Trapani-Palermo i boss di Cosa nostra cancellano in un attimo il simbolo della lotta alla mafia. Massacro "alla libanese" per colpire e non lasciare scampo al Grande Nemico. » in BOLZONI Attilio, « Una strage come in Libano » in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 2-3.

164. « Una strage come in Libano » : *Ibid*. Cette double page est disponible en annexes.

165. « La Sicilia come la Colombia » in « La Sicilia come la Colombia. Mille chili di esplosivo per uccidere Falcone » in *Il Tempo*, 23 mai 1992, p. 1. Cette une est disponible en annexes.

166. Référence aux attentats à la voiture piégée pendant la guerre civile qui a déchiré le Liban de 1975 à 1990 et à la guérilla entre les FARC et l'État colombien, ainsi qu'aux attentats perpétrés par Pablo Escobar. Bogota et Beyrouth avaient la triste réputation d'être les villes les plus violentes du monde.

d'« apocalypse[167] » et utilise aussi la métaphore du volcan pour rendre la violence de l'explosion (enregistrée par les sismographes de l'*Osservatorio geofisico di Monte Cammarata,* en province d'Agrigente) : « une éruption de fer, de terre et de rochers a ouvert un gouffre de trente mètres de large et de huit mètres de profondeur[168] ». Quant au *Giornale di Sicilia*, suivant une caractéristique que nous avons déjà souligné, la description des lieux met l'accent sur le pathos et sur l'horreur du drame dans un article intitulé « Un enfer de tôle froissée et de sang[169] ». Tous les journalistes insistent sur la quantité d'explosif utilisé – d'emblée sur-estimée – pour insister sur la puissance de feu de la mafia et justifier les images de guerre civile qui passent en boucle à la télévision. Tout de suite après l'attentat, la violence extrême du *modus operandi* est interprétée comme la volonté farouche de la mafia d'en finir avec Falcone mais personne ne s'interroge encore sur les raisons d'un tel choix, alors qu'il aurait été bien plus simple d'éliminer le juge à Rome, où il se promenait sans escorte[170]. On sait maintenant que Riina a délibérément choisi la Sicile pour réaffirmer son pouvoir et mettre la classe politique au pied du mur. Quoi qu'il en soit, à la lecture de la presse au lendemain de l'attentat, le déploiement de moyens est proportionnel à la qualité de la cible. De plus, l'attentat a un tel écho qu'il passe à l'histoire sous l'appellation métonymique[171] de « massacre de Capaci », expression qui contient à la fois la dimension spectaculaire de l'attentat mais aussi l'importance de la victime, si célèbre que son nom n'est plus indispensable pour définir l'événement. Cependant, si la métonymie est habituellement une figure d'atténuation, l'utilisation du mot « massacre » vient annuler cet effet et fait de la violence la caractéristique principale de l'événement.

Après sa mort, les éloges de Falcone dans la presse locale, nationale et internationale posent les bases rhétoriques de la construction de sa figure de héros car :

> Annoncer la mort […] c'est aussi célébrer le mort […], célébrer le vivant qu'il a été, la vie qui continue à travers des valeurs partagées. Autrement dit, annoncer la mort fait partie des rituels de la mort, et, c'est à partir de cette notion de rituel que l'on s'efforcera de penser la re-présentation discursive et (télé)visuelle[172].

167. « Apocalisse » in CAVALLARO Felice, « Ore 18.20 : Apocalisse di mafia » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 2.

168. « Un'erruzione di ferro, terra e massi ha aperto una voragine larga trenta metri e profonda otto » in *Ibidem*.

169. « Un inferno di lamiere e sangue » in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, p. 2.

170. Il semble que les mafieux ont tenté d'assassiner Falcone à Rome : « Quand ils devaient abattre Falcone à coup de revolver, mais ils se trompent de restaurant parce qu'ils ne connaissent pas les rues ! Ils ne connaissent pas les restaurants… Donc quelqu'un balance que Falcone va manger à la *Carbonara*, qui est Campo dei Fiori, et eux, ils se trompent et ils vont au *Matriciano*, qui est via dei Gracchi… Ils restent des jours et des jours à attendre ce Falcone qui n'arrive jamais ! » (« Quando dovevano ammazzare Falcone a revolverate, sbagliano ristorante perché non conoscono le strade! Non conoscono i ristoranti... per cui loro hanno la soffiata che Falcone andava a mangiare alla Carbonara, che è a Campo dei Fiori, loro sbagliano e vanno al Matriciano, che è via dei Gracchi... Stanno giorni e giorni ad aspettare 'sto Falcone al Matriciano e non arriva mai! ») : voir annexes, Entretien avec Francesco La Licata. Cette anecdote est d'autant plus cocasse que la confusion entre les noms des deux restaurants vient du fait que les deux portent des noms de recettes de pâtes.

171. RABATEL Alain et FLOREA Marie-Laure (dir.), *Evoquer la mort, Questions de communication*, 2011, n°20, p. 12.

172. Voir RABATEL Alain & FLOREA Marie-Laure, « Annnoncer la mort » in *Questions de communication*, n°19, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, p. 23.

Faisant nôtre cette affirmation d'Alain Rabatel et de Marie-Laure Florea, on voit que le rite de célébration de la mémoire de la victime commence dès l'annonce de sa mort. La nouvelle de l'attentat de Capaci fait évidemment les gros titres et on remarque que la plupart des unes sont semblables[173] (un gros titre annonçant la mort du juge et une photo de ce dernier). Exception faite du *Popolo*[174], tous les quotidiens italiens consacrent une page voire une double page au portrait du juge[175]. Pour l'opinion publique, Falcone était le fer de lance de la lutte contre la mafia. Les journalistes ne tarissent pas d'éloges à son égard et multiplient les épithètes : « le Grand Ennemi[176] » de la mafia, « la cible qu'il faut éliminer à tout prix[177] », « le symbole de la lutte contre la mafia[178] », « le juge antimafia[179] », « le "moteur" de la lutte contre la mafia[180] » et même « le symbole de la victoire[181] » (en référence au maxi-procès), « un héros antimafia[182] », « un héros gênant[183] », « un mythe discret et moderne d'engagement civil », « un personnage inoubliable[184] » qui devrait recevoir la « médaille d'or de la Résistance[185] ». De plus, le massacre de Capaci a un impact international énorme. En France, la presse et la télévision se mobilisent (FR3 diffuse le reportage de Marcelle Padovani, tourné en 1988). De la Chine aux États-Unis, Falcone est considéré comme une référence en matière de lutte contre la mafia. Rudolph Giuliani – ancien procureur de New York et ami de Falcone – déclare que « l'assassinat d'un héros comme Falcone […] est une tragédie pour le peuple italien[186] » et appelle de

173. « Horreur, Falcone tué » (« Orrore, ucciso Falcone » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 1); « Falcone et son escorte trucidés. L'intollérable défi lancé au pays » (« Trucidati Falcone e la scorta. Intollerabile la sfida al Paese » in *Il Popolo*, 24 mai 1992, p. 1); « Massacre à Palerme. Falcone assassiné » (« Strage a Palermo. Assassinato Falcone » in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, p. 1); « Falcone assassiné » (« Assassinato Falcone » in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 1); « Falcone assassiné » (Falcone assassinato » in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 1); « La Sicile comme la Colombie. Mille kilos d'explosif pour tuer Falcone » (« La Sicilia come la Colombia. Mille chili di esplosivo per uccidere Falcone » in *Il Tempo*, 24 mai 1992, p. 1). Toutes ces unes sont disponibles en annexes.

174. Comme nous l'avions relevé déjà en 1982, le traitement médiatique de la violence mafieuse dans le *Popolo* laisse à désirer. Outre l'espace modéré accordé à la nouvelle (par exemple, l'assassinat de Falcone n'occupe qu'un tiers de la une du 24 mai alors que tous les autres quotidiens consacrent les deux tiers voire toute la une à l'événement), les articles concernant l'attentat – généralement relégués aux pages 7-8-9 ou 10 – restituent fidèlement les discours prononcés par les membres influents de la DC mais ne contiennent aucune anlyse des faits. Le ton sobre des articles tranche avec la véhémence des autres quotidiens et isole le *Popolo* dans le panorama médiatique italien.

175. *L'Unità* choisit également de publier la préface de *Cose di Cosa nostra* écrite par Marcelle Padovani, en complément du portrait dressé par Vincenzo Vasile. Voir *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 2.

176. « Il Grande Nemico » : BOLZONI Attilio, *« Una strage come in Libano »* in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 2.

177. « Il bersaglio da eliminare ad ogni costo » : FELICETTI Fabio, « Eroe ? No, siciliano come loro » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 2.

178. « Il simbolo della lotta alla mafia » : PIERANTONI Valerio, « Tutta la vita per l'antimafia » in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, p. 3 ; BOLZONI Attilio, « Una strage come in Libano » in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 2 ; FARKAS Ruggero, « Assassinato Falcone » in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 1 ; QUARATINO Enzo « Ucciso il simbolo della lotta alla mafia » in *Il Tempo*, 24 mai 1992, p. 3.

179. « Il giudice antimafia » : PEPI Giovanni, « Un'esplosione nel vuoto di potere » in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, p. 1.

180. « Il "motore" della lotta alla mafia » : « "L'infame attentato" scuote il Palazzo » in *Il Tempo*, 24 mai 1992, p. 2.

181. « Il simbolo della vittoria » in *Ibidem*.

182. « Un eroe antimafia » : CHIAROMONTE Gerardo, « Un eroe anti-mafia » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 1.

183. « Un eroe scomodo » : PADOVANI Marcelle, « Quel giudice scienziato » in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 2.

184. « Un mito discreto e moderno d'impegno civile », « un personnaggio indimenticabile » in ARLACCHI Pino, « Ma stiamo perdendo la guerra » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 1.

185. « Medaglia d'oro della Resistenza » : BOCCA Giorgio, « Quel giudice della nuova Resistenza » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 1.

186. « L'assassinio di un eroe come Falcone […] è una tragedia per il popolo italiano » : « L'FBI vuole collaborare alle indagini » in *Il Tempo*, 25 mai 1992, p. 6.

ses vœux un engagement majeur du gouvernement en matière de lutte contre la mafia. Le directeur du FBI propose même l'aide de l'agence américaine[187]. Toutes ces expressions hyperboliques utilisées pour définir Giovanni Falcone – qui tranchent avec le climat de polémiques qui régnait avant sa mort – dénotent une personnification totale de la lutte contre la mafia, donnant l'idée d'un personnage intrépide qui, seul, fait face au crime organisé. Ainsi, les qualités propres au héros[188] sont mises en évidence dans tous les portraits : son courage, ses exploits, son dévouement et le caractère exemplaire de son engagement.

> Tout le monde rappelle les qualités extraordinaires du magistrat, sa capacité de travail, son dévouement total à la justice, y compris dans des conditions très difficiles, souvent marquées par des polémiques et des désaccords[189].

Alors qu'on aurait pu s'attendre à des portraits idylliques du juge Falcone qui auraient gommé les différentes polémiques (le « juge shérif », l'Addaura…), on remarque en revanche que ces épisodes sont mis en avant[190]. Par contre, dans la majorité des cas, ce sont des personnalités qui les évoquent. Les magistrats Gian Carlo Caselli[191] et Ilda Boccassini[192] reviennent sur le démantèlement du *pool* et les trahisons répétées du CSM. Dans l'*aula magna* du tribunal de Milan, la juge milanaise ne mâche pas ses mots et accuse les magistrats du CSM et du *pool* milanais d'avoir une part de responsabilité dans la mort de Falcone : « Vous l'avez fait mourir avec votre indifférence[193] ». Le choix de Falcone d'aller à Rome avait été interprété comme un rapprochement avec le pouvoir politique par le *pool* de *Tangentopoli* et les magistrats affichaient leur méfiance à l'égard de Falcone. De même, le ministre de la Justice Claudio Martelli rappelle les critiques, voire les calomnies, formulées par les magistrats du CSM à l'encontre de Falcone[194]. La référence aux polémiques passées rappelle le traitement médiatique de l'assassinat du préfet dalla Chiesa, mais les analogies ne s'arrêtent pas là.

En effet, dès la une du 24 mai 1992, le *Corriere della Sera* rapproche les deux figures dans le sur-titre (« Comme dalla Chiesa : la mafia frappe le candidat au Super Parquet

187. Voir « Lui aveva aiutato l'America, ora noi mobilitiamo l'FBI » in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 7. En 1994, un buste du juge Falcone sera inauguré à Quantico, au siège du FBI. Le directeur du FBI, Louis Freech, justifie son choix en disant « Falcone est la plus haute représentation de la Justice et de l'État. » (« Falcone è la più alta rappresentazione della Giustizia e dello Stato. ») in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 5-6.

188. Nous analyserons plus en détails ces procédés dans le chapitre 8.

189. « Tutti ricordano le straordinarie qualità del magistrato, la sua capacità di lavoro, la dedizione assoluta alla giustizia, pur in condizioni assai aspre e spesso segnate da polemiche e dissensi. » : POLARA FRASCA Giorgio et INWINKL Fabio, « Montecitorio sotto choc. "Facciamo presto" » in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 1.

190. Par exemple, voir « Sotto il fuoco di polemiche », in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, p. 4.

191. « Quando furono attaccati i carrieristi dell'antimafia » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 5.

192. « Il giudice accusa : "Avete fatto morire Falcone" » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 10.

193. « L'avete fatto morire con la vostra indifferenza » in *Il Tempo*, 26 mai 1992, p. 5.

194. Voir MONTELEONE Gabriele, « Il Csm a Palermo ricorda Falcone tra le polemiche » in *Il Popolo*, 26 mai 1992, p. 9 ; « Lo Condannarono tanti anni fa », in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 11 et « Martelli : Falcone calunniato », in *Giornale di Sicilia*, 26 mai 1992, p. 5.

et sa compagne[195] ») car, comme Emanuela Setti Carraro, Francesca Morvillo est tuée aux côtés de son époux. *L'Unità* consacre même un article aux « Femmes de héros[196] » pour souligner l'engagement sacrificiel de ces femmes auprès de leur mari puisqu'elles avaient accepté cette « vie bunkerisée[197] ». Comme pour Emanuela Setti Carraro, plusieurs quotidiens dressent le portrait de Francesca Morvillo, que Falcone avait épousé en 1985[198]. On souligne son métier de magistrat et l'acceptation des contraintes de la vie sous escorte par amour[199]. Le choix de ne pas avoir d'enfant est également interprété comme un sacrifice, imposé par la justification rationnelle de ne pas vouloir mettre au monde des orphelins soit-disant énoncée par Falcone[200]. L'interprétation de la journaliste donne ainsi l'impression d'une maternité sacrifiée par amour, ajoutant une dimension pathétique supplémentaire. De plus, son efficacité en matière de lutte contre la mafia offre une autre occasion de le comparer au général dalla Chiesa, soulignant la continuité de leur engagement, basé sur des valeurs communes :

> Comme le général Carlo Alberto dalla Chiesa, c'était le véritable ennemi de la mafia, de la Cupola. Il ne se considérait pas comme un héros, ni comme un justicier, mais comme un magistrat tenace et expert. Un serviteur de l'État qui s'inspirait de principes que personne ne peut effacer ou bafouer. Mais il était aussi conscient de la difficulté de sa lutte et des sacrifices que coûtait chaque victoire[201].

Cette image de serviteur de l'État – comme tous deux aimaient se définir – est également reprise et utilisée pour mettre en cause la responsabilité de l'État.

> On meurt parce qu'on est seul ou parce que l'on est rentré dans un jeu qui nous dépasse. On meurt souvent parce que l'on ne dispose pas des alliances nécessaires, parce que l'on n'est pas soutenu. En Sicile la mafia frappe les serviteurs de l'État que l'État n'a pas réussi à protéger[202].

195. « Come dalla Chiesa : la mafia colpisce il candidato alla Superprocura e la compagna » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 1.

196. PALIERI Maria Serena, « Mogli d'eroi. Una vita blindata accanto ai mariti fino alla morte », in L'Unità, 25 mai 1992, p. 4. La journaliste inclut dans la comparaison Lucia Precenzano, épouse du maréchal Salvatore Aversa, tué en janvier 1992 par la *'ndrangheta* à Lamezia Terme.

197. « Vita blindata ».

198. Le mariage a été célébré dans la plus grande intimité par Leoluca Orlando, alors tout juste élu maire de Palerme.

199. Voir LONGO Alessandra, « Quell'amore blindato di una coppia borghese » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 6 et ROMANO Cinzia, « La moglie e tre agenti uccisi con lui. Francesca Morvillo, giudice, « una vita blindata » per amore », in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 4. Il est frappant de constater que les trois articles cités sont écrits par des femmes – mais peut-être est-ce le fruit du hasard – alors que l'écrasante majorité des articles écrits sur le juge Falcone sont signés par des hommes.

200. BIAGI Enzo, « Matrimonio "blindato" nella notte » in *Corriere della Sera*, 25 mai 1992, p. 6. Le sur-titre de l'article est « Il se maria dans le plus grand secret, seuls les témoins étaient présents. Le juge ne voulut pas avoir d'enfant car "on ne fait pas d'orphelins". » (« Si sposò in gran segreto, soltanto con i testimoni. Il giudice non volle avere figli perché "non si fanno orfani". »)

201. « Della mafia, della Cupola, era il vero nemico, come il generale Carlo Alberto dalla Chiesa Non si considerava un eroe, né un giustiziere, ma un magistrato tenace ed esperto. Un servitore dello Stato che si ispirava a principi che nessuno può cancellare o umiliare. Ma era consapevole di quanto fosse dura la sia lotta e quanti sacrifici costasse ogni vittoria » : FELICETTI Fabio, « Eroe ? No, siciliano come loro » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 3.

202. « Si muore generalmente perché si è soli o perché si è entrati in un gioco troppo grande. Si muore spesso perché non si dispone delle necessarie alleanze, perché si è privi di sostegno. In Sicilia la mafia colpisce i servitori dello Stato che lo Stato non è riuscito a proteggere. » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit.,* p. 171.

La dernière phrase de *Cose di Cosa nostra* – en partie citée comme sous-titre d'un article du *Corriere*[203] – assume donc une dimension prophétique, comme la dernière interview du général publiée le 10 août 1982[204]. Les deux victimes se sont retrouvées dans une situation de solitude institutionnelle comparable qui a permis à la mafia de les éliminer. Le manquement de l'État est alors relié à la situation politique italienne, où les dirigeants – trop occupés à se défendre des accusations de la magistrature milanaise – seraient responsables de l'isolement du juge Falcone.

Ainsi, le monde politique, déjà malmené par *Tangentopoli*, doit faire face aux critiques véhémentes de la presse. *La Stampa* parle d'un « État en cavale[205] » qui n'a pas été capable de protéger le juge Falcone comme il fallait, tandis que Simona dalla Chiesa, fille du préfet assassiné en 1982, ne se fait aucune illusion sur la capacité de réaction des institutions :

> Dans cette assemblée désolante, au milieu des visages habituels, des protagonistes habituels, des affirmations habituelles, de l'indignation habituelle et inutile, on se demande avec angoisse […] si tout reprendra comme avant, comme toujours, comme à chaque fois[206].

L'éditorialiste de *Repubblica*, Eugenio Scalfari, apostrophe la classe politique dans un éditorial intitulé « À ces messieurs du Parlement[207] » tandis que Pino Arlacchi (sociologue spécialiste de la mafia) fait le constat dramatique du dégoût suscité par les déclarations des hommes politiques : « Et nous voici ici, pris de nausées, à écouter les déclarations tièdes et prévisibles des représentants des partis[208] ». Le manque de confiance dans la classe politique et dans sa capacité à reprendre en main la situation fait donc consensus dans la presse. Les journalistes émettent une condamnation sans appel : l'État est frappé en plein cœur par la mafia et les politiques apparaissent comme moralement responsables de ce chaos, par manque de réactivité. Palerme est livrée à elle-même, et l'homélie que le cardinal Pappalardo avait prononcé dix ans plus tôt aux funérailles de dalla Chiesa semble tristement actuelle…

203. « Si muore perché si è soli o perché si è entrati in un gioco troppo grande : colpiscono i servitori dello Stato che lo Stato non è riuscito a proteggere » in *Corriere della Sera*, 24 mai 1992, p. 3.

204. Voir chapitre 2.

205. Voir MARTINELLI Roberto, « Stato latitante. Uomo di potere ma senza difese », in *La Stampa*, 24 mai 1992, p. 3.

206. « In questa desolante aula parlamentare, tra i soliti volti, i soliti protagonisti, le solite affermazioni, il solito inutile sdegno ci si chiede con angoscia […] se tutto riprenderà come prima, come sempre, come ogni volta. » in DALLA CHIESA Simona, « Le parole di Rosaria » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 1.

207. « Ai signori del Parlamento » in SCALFARI Eugenio, « Ai signori del Parlamento » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 1.

208. « Ed eccoci qui, con la nausea che sale, ad ascoltare le tiepide e scontate dichiarazioni degli esponenti di partito » in ARLACCHI Pino, "Ma stiamo perdendo la guerra" in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 1.

Réactions du monde politique

Comme nous l'avons dit, l'assassinat du juge Falcone arrive à un moment charnière de l'histoire de l'Italie républicaine. La classe politique, engluée dans les scandales de corruption, peine à élire un président de la République depuis plusieurs semaines. Selon Nando dalla Chiesa, la concomitance entre l'élection et l'attentat lie intrinsèquement les deux événements et confère une « forte dimension politique[209] » à l'assassinat du magistrat. Alors que la majorité des commentateurs pensent que le flou institutionnel a fourni l'occasion rêvée à la mafia pour déstabiliser encore un peu plus le pays, Nando dalla Chiesa pense que l'attentat a un but politique. Le témoignage de Giovanni Brusca cité précédemment – révélant la volonté de Riina d'empêcher Andreotti d'accéder au Quirinal – vient donc confirmer l'intuition du fils du préfet assassiné. Les séances parlementaires du dimanche 24 mai et du lundi 25 mai 1992 sont donc cruciales pour comprendre comment s'organisent les nouveaux équilibres politiques face à la violence mafieuse.

Le dimanche 24 mai 1992, une séance exceptionnelle est organisée à 17h pour commémorer le juge Falcone, sa femme et les agents d'escorte. Le président de la Chambre Oscar Luigi Scalfaro (DC) dresse un premier portrait très élogieux du magistrat :

> Une intelligence vive et riche, une volonté de fer pour atteindre l'objectif de l'incessante lutte contre le phénomène mafieux, une rare capacité de travail et d'engagement, une mémoire d'exception pour rappeler chaque épisode, chaque détail, chaque vérification pour les confronter et les recouper avec d'autres épisodes criminels. Un magistrat, en somme, digne de son devoir, courageux dans ses responsabilités, inflexible dans sa détermination ; un magistrat cependant toujours humain, attentif à tous les sentiments, à chaque possibilité de récupération, prêt pour chaque entretien, capable donc de gagner aussi la confiance des accusés et de les convaincre à collaborer avec la justice […].
> Mais évidemment, un point ne lui fut pas pardonné : il ne céda jamais ni aux menaces, ni aux insinuations, ni aux luttes ou à l'isolement qui vont fatalement de pair avec un engagement aussi délicat et aussi risqué. Il a servi la justice, il a honoré la toge, il a servi l'État démocratique[210].

Cet éloge funèbre pose les bases de la construction de la figure de héros du juge Falcone et laisse émerger les mêmes caractéristiques que nous avons vues dans l'étude de la presse. Ses qualités professionnelles sont mises en avant, en particulier son intelligence, sa capacité de travail et la fermeté de son engagement. Bien que Scalfaro fasse référence

209. « Delitto con una politicità molto alta » : FIORI Antonella, « Delitto politico legato alla lotta per il Quirinale », in *L'Unità*, 24 mai 1992, p. 5.

210. « Una intelligenza viva e ricca, una volontà ferrea per conseguire l'obiettivo nella incessante lotta al fenomeno mafioso, una rara capacità di lavoro e di impegno, una memoria di eccezione nel ricordare ogni episodio, ogni particolare, ogni risvolto, per attuarne confronti e raccordi con altri episodi delittuosi. Un magistrato, insomma, degno del suo compito, ardito nella sua responsabilità, inflessibile nella sua determinazione; un magistrato, però, sempre umano, attento ad ogni sentimento, ad ogni possibilità di recupero, pronto ad ogni colloquio, capace quindi di ottenere la fiducia anche dagli imputati e di convincerli a collaborare con la giustizia. […] Ma un punto, evidentemente, non gli fu perdonato: che non cedette mai, né alle minacce, né alle insinuazioni, né alle lotte o alle solitudini che si uniscono fatalmente ad un impegno così delicato e così rischioso. Ha servito la giustizia, ha onorato la toga, ha servito lo Stato democratico. » : Séance à la Chambre du 24 mai 1992, intervention d'Oscar Luigi Scalfaro (président de la Chambre, DC), p. 213.

aux qualités humaines du magistrat, ce vibrant hommage est centré sur son professionnalisme : le rythme ternaire final balaye les polémiques et l'érige au rang de héros national. Il termine en insistant sur la dimension terroriste de cet « acte de guerre[211] » qui, selon lui, est intimement lié à l'affaiblissement des institutions et à l'égarement de la classe politique.

Au vu de l'impact médiatique, civil et politique de l'assassinat de Falcone, on aurait pu s'attendre également à un discours élogieux venant du président du Conseil Giulio Andreotti, dans la lignée des portraits brossés par les journalistes et par Scalfaro la veille. Or, le discours qu'il prononce à Montecitorio le 25 mai 1992 est insidieux, ambigu et dépourvu de toute émotion. Après une reconstruction factuelle de l'attentat, il insiste sur les moyens investis pour assurer la sécurité du juge lors de ses nombreux allers et retours entre Rome et Palerme. Ainsi, pour dégager l'État de toute responsabilité, il insiste sur les habitudes routinières du juge :

> Comme il en avait l'habitude depuis qu'il avait été transféré au ministère, samedi dernier monsieur Falcone s'est aussi rendu à Palerme pour y passer le week-end, en utilisant, pour d'évidentes raisons de sécurité, un avion officiel. […] Depuis le début de l'année, le juge Falcone avait effectué, avec des avions officiels, onze vols pour Palerme. Et il avait effectué autant de vols pour rentrer à Rome après le week-end[212].

Cette accusation d'imprudence – à peine voilée – revient souvent au lendemain d'événements dramatiques : elle permet de décrédibiliser la victime en lui faisant porter la responsabilité de l'attentat[213]. Andreotti rend compte aux députés des trois revendications reçues après l'attentat[214]. Puis, bien que prétendant rendre hommage au juge, Andreotti liquide en une phrase l'expérience du *pool* – dont il attribue de manière erronée la paternité à Giovanni Falcone –, et se lance dans un pamphlet en défense du

211. « Atto di guerra » in Séance à la Chambre du 24 mai 1992, intervention d'Oscar Luigi Scalfaro (président de la Chambre, DC), p. 214.

212. « Come soleva fare da quando era stato trasferito al ministero, anche sabato scorso il dottor Falcone si era recato a Palermo per trascorrervi il fine settimana, servendosi, per ovvie ragioni di sicurezza, di un aereo di Stato. […] Dall'inizio dell'anno il giudice Falcone aveva effettuato con aerei di Stato undici voli per Palermo. E altrettanti voli aveva effettuato per il rientro a Roma dopo il fine settimana. » : Séance parlementaire du 25 mai 1992, intervention de Giulio Andreotti (Président du Conseil, DC), p. 99.

213. Cette accusation avait déjà été formulée dans la presse à l'encontre du général dalla Chiesa et son fils l'avait analysée ainsi : « Le général, jadis héros, avait baissé la garde. Il avait manqué de prudence, il n'était plus lui-même. C'était, à travers les intrigues de pouvoir au niveau national, la confirmation de la nouvelle tactique du pouvoir mafieux à l'égard des victimes. Ce n'est plus leur béatification, mais leur destruction morale. […] C'était le début d'une manœuvre d'enveloppement qui visait à établir un principe inédit selon lequel : c'est la faute de la victime. » (« Il generale, già eroe, aveva abbassato la guardia. Non era stato attento, non era più lui. Era, attraverso gli intrecci di potere nazionali, la conferma della nuova tattica del potere mafioso verso le vittime. Non più la loro beatificazione, ma la loro distruzione morale. […] Era l'inizio di una manovra avvolgente che mirava a stabilire un principio inaudito: quello per cui la colpa è della vittima. ») in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 156.

214. Comme après chaque meurtre excellent (Mattarella, dalla Chiesa, Lima, Falcone), une première revendication, faite par la *Falange armata* – un groupuscule qu'on suppose lié à l'extrême-droite dont le nom a été créé *ad hoc* pour entretenir le flou entre la mafia et le terrorisme –, parvient à l'ANSA (*Agenzia Nazionale Stampa Associata*) de Bari, suivie d'une autre au *Messaggero*, revendiquant le massacre au nom d'un autre groupe inconnu. Un autre coup de téléphone anonyme arrive au stendard du *Giornale di Sicilia* et revendique l'attentat comme « cadeau de mariage de Salvino Madonia », en référence au chef mafieux Salvatore Madonia (*boss* mafieux de Resuttana-San Lorenzo incarcéré à l'Ucciardone pour le meurtre de Libero Grassi) qui s'est marié à l'Ucciardone le même jour. Voir Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Giulio Andreotti (président du Conseil, DC), p. 100.

gouvernement, en énumérant les mesures prises pour lutter contre la mafia, sous l'impulsion du magistrat palermitain. Il rappelle les critiques formulées par les syndicats de la magistrature contre la création du « Super parquet ». Enfin, il relie très habilement la figure de Falcone à celle de Salvo Lima, faisant rentrer l'homicide du parlementaire dans le même dessein d'attaque contre les institutions. Toutefois, il livre une analyse inexacte de la situation : Lima aurait été exécuté suite à la réincarcération de plusieurs *boss* (libérés après avoir purgé leur peine), voulue par Falcone.

> Dans ce contexte, même l'assassinat du député Lima semblait à Giovanni Falcone – je cite – un crime « logique », après quoi on pouvait s'attendre à d'autres réactions de la part d'une organisation qui – et je cite – « si elle ne veut pas perdre son pouvoir et son prestige, doit démontrer qu'elle est encore la plus forte »[215].

Cette interprétation erronée rabaisse Falcone et réhabilite Lima[216] pour trois raisons. Tout d'abord, elle fait complètement abstraction du verdict de la Cour de Cassation – victoire historique contre la mafia puisqu'il marque la fin de l'impunité mafieuse – et, formulée ainsi, on dirait que Falcone est responsable de la mort de Lima. De plus, Andreotti décontextualise et instrumentalise ici les propos de Falcone pour rendre son interprétation crédible. Or les analyses de Falcone ne faisaient certainement pas référence à la réincarcération de mafieux, puisqu'il s'agit d'un événement minime face au séisme provoqué par le verdict de la Cour de Cassation. Enfin, cette interprétation fait oublier les vraies raisons de l'assassinat de Lima, exécuté en tant que référent politique de la mafia, pour ne pas avoir pu faire annuler le verdict du maxi-procès. Le président du Conseil conclut de manière classique en réaffirmant l'engagement du gouvernement et incite chacun à s'inscrire dans la continuité de l'héritage laissé par Falcone sans pour autant avoir énoncé les valeurs sur lesquelles était basé son engagement. Loin de célébrer la mémoire du juge Falcone, ce discours fait d'Andreotti le plus fervent combattant de la mafia. Cette intervention tranche donc avec le vibrant hommage qu'Oscar Luigi Scalfaro a prononcé la veille et déclenche les réactions de nombreux députés.

La séance à la Chambre du 25 mai 1992 est ensuite particulièrement houleuse. Toutefois, rares sont les députés qui rendent hommage au juge Falcone. L'absence d'expressions hyperboliques telles qu'on les trouve dans la presse apparaît donc comme une

215. « In questo quadro, lo stesso assassinio dell'onorevole Lima appariva a Giovanni Falcone – sono sue parole – un delitto "logico", dopo il quale erano da attendersi ulteriori reazioni da parte di un'organizzazione che – e cito – "se non vuole perdere potere e prestigio, deve dimostrare di essere ancora la più forte". » : *Ibid*., p. 102.

216. D'autres membres de la DC, ou des journalistes proches du parti, utilisent aussi la figure de Falcone pour réhabiliter celle de Lima : voir PEPI Giovanni, « Un'esplosione nel vuoto di potere » in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 1992, éditorial p. 1 : le journaliste interprète les deux homicides comme une volonté mafieuse de peser sur les élections européennes puis sur le scrutin présidentiel. Si la deuxième hypothèse est plausible, on peut en revanche exclure tout but électoral pour l'assassinat de Lima. Ce meurtre a un but politique : lancer un avertissement à Giulio Andreotti d'une part pour lui signifier la fin du soutien mafieux à la DC, et de l'autre pour l'inciter à freiner l'action antimafia de son gouvernement.

première caractéristique des réactions politiques. Seul Salvo Andò (PSI), qui se déclare proche de la victime, fait un portrait du magistrat dans lequel il répond aux insinuations d'imprudence formulées par le président du Conseil :

> Falcone était peut-être le magistrat le plus protégé d'Italie mais il n'était pas, et ne pouvait pas se sentir, à l'abri d'une vengeance dont il avait été tant de fois menacé et qui avait été plusieurs fois tentée. […] Falcone était conscient des dangers qu'il courait, il ne les sous-évaluait pas, surtout lorsqu'il était délégitimé dans son rôle et dans son image, et il évitait toute emphase lorsqu'il en parlait ; il refusait de jouer au magistrat héros […][217].

Le démocrate-chrétien Gerardo Bianco consacre une large partie de son intervention au juge Falcone. Toutefois, s'il conclut en décrivant Falcone comme « un grand et loyal serviteur de l'État, un ennemi implacable des *cosche*[218] », son entrée en matière est pour le moins étrange :

> Giovanni Falcone se décrivait ainsi à une journaliste française qui a recueilli ses derniers témoignages sur la mafia : « Je ne suis pas un Robin des bois ni un kamikaze et encore moins un trappiste, je suis simplement un serviteur de l'État *in terra infedelium* ».
> On trouve dans cette auto-définition le sens profond d'une identité, d'une vie qu'on ressent comme une mission sur le front difficile et complexe de la lutte contre la mafia et la criminalité organisée […], et aussi la conscience calme d'avoir un destin qui peut se solder par une mort violente infligée par ses ennemis.
> C'est impressionnant de lire dans le livre *Cose di Cosa nostra* ce sentiment fataliste de la mort. C'est une sorte de résignation à l'éventualité que cela peut arriver à tout moment, justement parce qu'il n'y a pas de résignation à accepter l'état des choses, à se soumettre à la violence mafieuse, à une société dans laquelle le seul droit est celui imposé par les *cosche* et par la criminalité.
> Maintenant, il est mort avec, près de lui, sa femme et ses fidèles agents d'escorte[219] […].

En insistant sur le fatalisme de Giovanni Falcone, Gerardo Bianco semble amener l'assemblée à considérer son assassinat par la mafia comme inéluctable, comme si la répétition du mot « résignation » induisait l'auditoire à se résigner à son tour. Ce début de discours, unique en son genre, semble neutraliser toute indignation pour l'exécution du magistrat puisqu'elle était inévitable. Ensuite, il minimise l'action de Falcone

217. « Falcone era forse il magistrato più protetto d'Italia, ma non era, né poteva sentirsi, al riparo di una vendetta tante volte minacciata e più volte tentata. […] Falcone era consapevole dei pericoli che correva, non li sottovalutava, soprattutto allorché veniva delegittimato quanto a ruolo e ad immagine ; rifiutava i panni del magistrato eroe […]. » in Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Salvatore Andò (PSI), p. 111.

218. « Un leale grande servitore dello Stato, un implacabile nemico delle cosche » in Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Gerardo Bianco (DC), p. 114.

219. « Così Giovanni Falcone aveva rappresentato se stesso ad una giornalista francese che ha raccolto le sue ultime testimonianze sulla mafia : « Non sono un Robin Hood né un kamikaze e tanto meno un trappista, sono semplicemente un servitore dello Stato *in terra infedelium* ».
Vi sono in questa autodefinizione il senso profondo di una identità, di una vita che si sente missione sul fronte difficile della lotta alla mafia e alla criminalité organisée […], ed insieme la consapevolezza pacata di un destino che può incontrare la morte violenta per mano dei nemici.
È impressionante leggere nello scritto *Cose di Cosa nostra* questo fatalistico sentimento della morte. È una sorta di rassegnazione alla eventualità che ciò possa accadere in ogni momento, appunto perché non c'è rassegnazione ad accettare lo stato delle cose, a sottomettersi alla violenza mafiosa, ad una società nella quale l'unico diritto è quello imposto dalle cosche e dalla criminalità.
Ora è morto, con accanto la moglie e con i fedeli uomini della scorta […]. » in Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Gerardo Bianco (DC), p. 113.

au ministère car il laisse entendre qu'il aurait été tué pour sa « contribution[220] » à la politique antimafia du gouvernement, alors qu'il en était le principal instigateur. Cette manœuvre sert à introduire sa véritable interprétation du meurtre de Falcone :

> S'il en est ainsi, il est clair qu'il ne s'agit pas seulement d'une vengeance posthume contre l'ennemi numéro un de la mafia, contre le magistrat légendaire qui avait frappé les sommets mafieux, mais cela prend une grande valeur symbolique de défi lancé à l'État […], comme c'est arrivé pour l'assassinat du député Lima, dont on se souvient avec émotion.

Les syntagmes utilisés pour décrire le magistrat – les plus élogieux de toute la séance – ne sont qu'un écran de fumée puisque ce n'est pas le véritable mobile de son assassinat : à travers lui, c'est l'État qui est visé. L'aspect le plus dérangeant de cette démonstration est le parallèle avec Salvo Lima, qui arrive dans la phrase suivante. Comme Andreotti, Bianco fait rentrer les deux homicides dans un même dessein d'attaque des institutions mais, là encore, il réhabilite la figure de Lima en la mettant sur le même plan que Falcone, décrit comme le fer de lance de la lutte contre la mafia. Certes, en tant que chef du groupe parlementaire démocrate-chrétien, Bianco soutient l'action du gouvernement et les membres de son parti mais, implicitement, malgré des accents élégiaques, on a donc un transfert de crédibilité qui minimise l'action du juge Falcone, mais ennoblit les causes de l'assassinat de Lima.

Exception faite de Gerardo Bianco, la majorité des parlementaires critique violemment le discours prononcé par le président du Conseil, à l'image d'Alfredo Biondi (PLI) :

> Il faudrait être sado-masochiste pour être satisfait des réponses que vous, monsieur le Président du Conseil, nous avez données. […] Le style libanais, le style terroriste allié à sa capacité d'intimidation mafieuse imposent d'autres analyses[221] […].

Si dans la presse, le *modus operandi* de l'attentat favorise les parallèles avec le Liban et la Colombie, dans les interventions des députés, c'est la comparaison avec les « années de plomb » qui prime. On voit donc réapparaître le terme de « terrorisme », qui avait globalement disparu des débats parlementaires suite aux meurtres excellents[222]. La plupart des députés reprennent l'interprétation des événements donnée la veille par Oscar Luigi Scalfaro qui parlait d'« acte de guerre[223] » coincidant avec un moment où le monde politique est très affaibli :

220. « Contributo » in *Ibidem*.

221. « Sarebbe sadomasochistico essere soddisfatti delle risposte che lei, signor Presidente del Consiglio, ci ha dato. […] Lo stile libanese, lo stile terroristico unito alla sua capacità mafiosa di intimidazione richiedono valutazioni diverse […]. » : Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention d'Alfredo Biondi (PLI), p. 105.

222. Voir les graphiques fig. 8-9-10-11 en annexes.

223. « Mais est-ce uniquement la mafia ? Mais ne verrions-nous pas aussi la marque atroce et inhumaine du terrorisme ? Et qui peut être derrière un acte de guerre si impitoyable ? » (« Ma è solo mafia, questa ? ma non ha anche il marchio atroce e inumano del terrorismo ? e chi ci può essere dietro ad un atto di guerra così clamoroso ? ») : Séance à la Chambre du 24 mai 1992, intervention d'Oscar Luigi Scalfaro (prséident de la Chambre, DC), p. 214.

> Cet attentat ne rentre pas dans le cadre des règlements de comptes, mais il entre en plein dans celui du terrorisme. C'est-à-dire que nous sommes face à un acte de guerre qui a pour but la déstabilisation générale ; un acte de guerre qui doit être replacé dans le contexte d'une stratégie subversive qui nous rappelle les années du terrorisme, les années où les attentats terroristes manifestaient une concomitance impressionnante avec des faits institutionnels.
> Tout a été fait, tout a été calculé pour que l'attentat ait la plus grande résonance possible[224].

Comme Nando dalla Chiesa, Salvo Andò souligne le lien avec l'élection imminente du président de la République. Toutefois, le scandale de *Tangentopoli* conditionne les discours des parlementaires, car le débat est incontestablement politisé. Ainsi, pour ramener la discussion sur le terrain de l'affrontement politique, Umberto Bossi utilise le parallèle avec les « années de plomb » pour dénoncer la faiblesse de la classe politique. Le massacre de Capaci fournit donc l'occasion aux petits partis comme la Ligue du Nord et le MSI de se positionner contre le système des partis – qui serait complice de la mafia – en dénonçant la langue de bois des dirigeants qui, comme après chaque meutre excellent, promettent un engagement de tous les instants pour lutter contre la mafia. Ainsi, les réactions politiques donnent l'impression d'une classe politique empêtrée dans des problématiques politiciennes, où chacun essaie d'instrumentaliser l'événement pour servir son argumentation, et coupée de la réalité sicilienne puisque les différents intervenants font complètement abstraction des réactions civiles de rejet exprimées par près de trois mille palermitains[225], réunis devant le palais de justice où a été dressée la chapelle ardente. La mort de Falcone pousse tout de même les parlementaires à combler le vide institutionnel en élisant, en fin de journée, Oscar Luigi Scalfaro président de la République, dans un élan d'unité nationale, avec 672 voix[226].

Funérailles : un tournant historique

Les jours qui suivent la mort du juge Falcone, de sa femme et de ses trois agents d'escorte amorcent un véritable tournant dans les rapports entre une partie de la société et de la classe politique. Dès le lendemain du crime, une chapelle ardente est dressée au rez-de-chaussée du Palais de justice. Si le choix du « Palais des venins » comme lieu de recueillement est logique au vu du statut de Falcone et de son épouse, il est néanmoins perçu comme un ultérieur pied de nez et provoque une contestation de la part

224. « Questo attentato non appartiene alla sfera della resa dei conti, ma attiene a pieno titolo a quella del terrorismo. Siamo cioè di fronte ad un atto di guerra che persegue scopi di destabilizzazione generale ; un atto di guerra che va collocato nel contesto di una strategia eversiva che ricorda gli anni del terrorismo, gli anni in cuigli attentati terroristici manifestavano una impressionante sintonia con i fatti istituzionali. Tutto è stato fatto, tutto è stato calcolato perché l'attentato avesse la massima risonanza. » in Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Salvatore Andò (PSI), p. 112.

225. « Tremila persone hanno sostato davanti a Palazzo di Giustizia. […] » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 3.

226. La candidature de Scalfaro a été soutenue par la DC, le PSI, le PDS, les libéraux, les Verts, le PSDI ainsi que *La Rete* et les fédéralistes. Les parlementaires siciliens avaient demandé en vain à ce que le scrutin soit déplacé au lendemain, afin de pouvoir assister aux funérailles de Falcone et d'avoir le temps de rentrer à Rome pour voter.

des policiers du service d'escorte, qui veulent emmener les cercueils des collègues à la préfecture, et des journalistes, qui rappellent les hostilités rencontrées par Falcone dans ces murs. Les nombreux articles parus dans la presse relatant les difficultés rencontrées par Falcone à Palerme renforcent certainement l'image négative du lieu, qui apparaît comme un nid de serpents. Plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de Palermitains se pressent en dehors du Palais de justice pour rendre un dernier hommage aux victimes mais dès l'arrivée des premiers représentants des autorités, la situation dégénère : les hommes politiques sont malmenés, hués et insultés. Exception faite du *Popolo*, la plupart des quotidiens nationaux soulignent dans les gros titres[227] la rupture désormais consommée entre une partie de la société palermitaine et les représentants politiques, tenus pour responsables de la mort de Falcone. *Repubblica* consacre même la première double page à un article de Giuseppe D'Avanzo qui rend compte du climat très tendu :

> Combien de personnes y avait-il dans la chapelle ardente ? Cinq cents, six cents, peut-être mille personnes. Il y avait beaucoup de policiers, beaucoup de mères, d'épouses, de jeunes compagnes de policiers, il y avait les magistrats, il y avait l'habituelle toute petite Palerme des gens honnêtes. Cette toute petite Palerme qui a commencé à aller aux funérailles en 1979. Et Giuliano, et Costa et Terranova et Mattarella et Basile et Chinnici et La Torre et dalla Chiesa et D'Aleo. Douze ans plus tard c'est toujours la même toute petite Palerme au visage pur. Toujours la même. Avec quelques cheveux blancs en plus, avec à côté un enfant devenu adulte ou un enfant devenu père à son tour. Avec la même douleur dans la poitrine, mais avec les yeux définitivement secs. Elle n'est plus désespérée (même le désespoir est un luxe à Palerme). Ce petit morceau de ville est simplement dégoûté.
>
> C'est un cri de dégoût qui accueille Giovanni Spadolini[228] ouvrant le cortège des autorités. Il y a le ministre de la justice Claudio Martelli : le ministre de l'Intérieur, Vincenzo Scotti. Leurs visages sont pétrifiés et cireux. Ce sont eux qui ont cru en Giovanni Falcone, en son intelligence, en sa capacité de donner corps à une nouvelle stratégie judiciaire d'investigation. Pourtant ce sont eux la cible des petites pièces de monnaie, des huées, des bourrades. Derrière eux, on voit qui sert les rangs : le secrétaire général du Quirinal Sergio Berlinguer, les secrétaires d'État à l'Intérieur et à la Justice, le chef de la Police, les commandants des Carabiniers et de la *Guardia di Finanza*, le chef des services secrets et le vice-secrétaire de la DC Sergio Mattarella, le vice-secrétaire du CSM Giovanni Galloni, une Vincenza Bono Parrino[229] dont on ne sait pas ce qu'elle fait là (elle s'inquiète tout de suite : « Ici c'est la fin du monde, je savais bien que je ne devais pas venir »).
>
> Et encore : il y a les conseillers de Palerme, le maire Domenico Lo Vasco avec son écharpe tricolore, les hiérarchies judiciaires du Palais des Venins et des Palais de Rome qui avaient toujours vu en Giovanni Falcone l'« étranger », l'« ennemi » à humilier, à calomnier, à battre. Ce sont les hommes qui l'obligèrent à s'en aller. Pour tous, un seul cri : « Assassins ».
>
> « Assassins, assassins ». « Mafieux, mafieux ». « Complices, complices ». Le cri montre, s'amplifie avec l'écho, s'abat sur le visage de Spadolini, Martelli et Scotti telle une gifle, tel un coup de poing. Les agents de police qui, en larmes, sont à côté des cercueils de leurs trois camarades vacillent. Qui crie « mafieux » vers le cortège en gris. Qui hurle « Allez-vous-en, allez-vous-en d'ici. Ce sont nos morts, pas les vôtres. Allez-vous-en

227. Voir LODATO Saverio, « Rabbia nel Palazzo dei veleni. « Sciacalli andate via : lo Stato non siete voi » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 3 ; D'AVANZO Giuseppe, « Vergogna, vergogna, assassini ! » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2-3 ; « « Basta, tornatevene a Roma » Palermo, politici accolti da fischi e insulti » in *La Stampa*, 25 mai 1992, p. 3 ; « Palermo non crede a Roma », in *Il Tempo*, 25 mai 1992, p. 3.

228. Ce 24 mai 1992, Giovanni Spadolini – président du Sénat – est encore président de la République par intérim. Il exerce cette fonction depuis la démission de Francesco Cossiga (fin avril) et jusqu'à l'élection de Scalfaro, le 25 mai 1992.

229. Membre du PSDI, ancienne ministre des Biens culturels.

> d'ici. Rentrez à Rome, retournez à vos pots-de-vin ». Il y a un jeune homme robuste du service d'escorte qui suit Galloni pour l'agresser. Il lui crie au visage : « Assassin ». On l'écarte de force. Un groupe de policiers joue des coudes pour traverser la foule et bouscule tout sur son passage. Ils s'emparent d'un, de deux cercueils. On entend dire : « C'est nous qui partons, ramenons nos morts à la Préfecture ». C'est la bousculade. Le cercueil de Rocco Di Cillo monte au milieu des visages livides et des yeux gonflés de larmes. « Assassins, assassins ». « Honte à vous ». L'escorte du Quirinal se resserre autour de Spadolini. Elle laisse Martelli et Scotti à découvert, sans défense. Serrés l'un à l'autre, devant le cercueil de Giovanni Falcone, les deux ministres ne se défendent pas, ils se laissent emporter, bousculer, insulter. Ils n'ont pas la force de réagir, peut-être qu'ils ne veulent même pas réagir. Martelli a les mains sur le cercueil et reste ainsi jusqu'à ce qu'on l'emmène de force[230].

Cet article, par sa prose engagée, se distingue nettement des autres. On peut supposer que le rapport d'estime qui liait Giuseppe D'Avanzo à Falcone conditionne son écriture et l'amène à porter un jugement extrêmement dur sur les événements. De plus, cet article est repris presque intégralement par la 7 lors de la soirée spéciale consacrée au vingtième anniversaire du massacre de Capaci[231] pour habiller et commenter les images d'archives de l'arrivée des politiques dans la chapelle ardente. Plusieurs éléments justifient un tel choix et nous donnent des informations précieuses sur le déroulement des événements et sur sa construction mémorielle. Tout d'abord, contrairement à bon nombre de ses confrères prêts à généraliser l'indignation des Palermitains, D'Avanzo fait référence à un groupe social précis et restreint, celui de « l'habituelle toute petite Palerme des gens honnêtes ». Cette revendication de l'honnêteté comme caractéristique définissant le groupe vient très certainement de l'écriteau déposé par un anonyme sur le lieu de l'assassinat du préfet dalla Chiesa en 1982. Puis, la référence à cette communauté

230. « Nella camera ardente quanta gente c'era ? Cinquecento, seicento, forse mille persone. Erano molti i poliziotti, molte le madri, le mogli, le giovani donne dei poliziotti, c'erano i magistrati, c'era la solita piccolissima Palermo degli onesti. Quella piccolissima Palermo che ha cominciato nel 1979 ad andare ai funerali. E Giuliano e Costa e Terranova e Mattarella e Basile e Chinnici e La Torre e dalla Chiesa e d'Aleo. Dodici anni dopo è sempre la stessa piccolissima Palermo dalla faccia pulita. Sempre la stessa. Con qualche capello bianco in più, con accanto un figlio diventato adulto o un figlio diventato padre, a sua volta. Con lo stesso dolore nel petto, ma gli occhi definitivamente asciutti. Non più disperata (anche la disperazione è un lusso a Palermo). Questa risicata fetta di città è semplicemente disgustata.
Ed è un grido di disgusto che accoglie Giovanni Spadolini che apre il corteo delle autorità. C'è il ministro della Giustizia, Claudio Martelli ; il ministro degli Interni, Vincenzo Scotti. Hanno ilvolto impietrito e cereo. Sono loro che hanno creduto in Giovanni Falcone, nella sua intelligenza, nella sua capacità di dare corpo ad una nuova strategia giudiziaria e investigativa. Eppure toccano a loro le monetine, le urla, gli spintoni. Alle loro spalle, serrano le file il segretario del Quirinale Sergio berlinguer, i sottosegretari agli Interni e alla Giustizia, il capo della Polizia, i comandanti dei Carabinieri e della Guardia di Finanza, il capo dei servizi segreti e il vicesegretario della Dc, Sergio Mattarella, il vicesegretario del Csm Giovanni Galloni, una Vincenza Bono Parrino presente chi lo sa perché (subito si cruccia : « Qua è il finimondo, lo sapevo che non dovevo venire »).
E ancora : ci sono i consiglieri di Palermo, il sindaco Domenico Lo Vasco in fascia tricolore, le gerarchie giudiziarie del palazzo dei Veleni e dei Palazzi di Roma che in Falcone avevano visto sempre lo « straniero », il « nemico » da umiliare, calunniare, sconfiggere. Sono gli uomini che lo costrinsero ad andar via. Per tutti c'è un solo grido : « Assassini ».
« Assassini, assassini ». « Mafiosi, mafiosi ». « Complici, complici ». L'urlo sale, si gonfia dell'eco, si abbatte sul volto di Spadolini, Martelli e Scotti come uno schiaffo, come un pugno. Gli agenti della polizia che, in lacrime, sono accanto alle bare dei propri tre compagni ondeggiano. C'è chi grida « mafioso » verso il corteo in grigio. C'è chi urla : « Andate via, via di qui. Sono i nostri morti, non i vostri. A,date via di qui. Tornate a Roma, tornate alle vostre tangenti ». C'è un ragazzone del servizio scorte che insegue Galloni per aggredirlo. Gli grida sulla faccia : « Assassino ». Lo trascinano via. Un gruppo di poliziotti fende a gomitate la folla travolgendo ogni cosa. Si impossessano di una, due bare. Si sente dire : « Andiamo via noi, portiamo i nostri morti in Questura ». È il parapiglia. Il feretro di Rocco Di Cillo sale tra facce livide e occhi gonfi di lacrime. « Assassini, assassini ». « Vergogna ». La scorta del Quirinale si stringe attorno a Spadolini. Lascia scoperti, senza difesa Martelli e Scotti. Stretti l'uno all'altro, dinanzi alla bara di Giovanni Falcone, i due ministri non si difendono, si lasciano trascinare, strattonare, insultare. Non hanno la forza di reagire, forse non vogliono nemmeno reagire. Martelli ha le mani sulla bara di Falcone e così resta fino a quando lo portano via di peso. » : D'AVANZO Giuseppe, « Vergogna, vergogna, assassini » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2.

231. Soirée spéciale animée par Enrico Mentana et diffusée le 18 mai 2012, entièrement disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=ZXsHODYObYk

qui se mobilise ponctuellement après chaque événement dramatique depuis la fin des années 1970[232] permet d'inscrire Falcone dans le martyrologe de la lutte contre la mafia tout en soulignant que cette mobilisation ne saurait s'étendre à toute la ville, comme le déplore un magistrat :

> Une ville absente, lointaine, immobile. Cette fois aussi. Je vois toujours les mêmes têtes, les visages habituels, d'un enterrement à l'autre. L'antimafia à Palerme est une espèce de club, un cercle fermé réservé à quelques *aficionados*[233].

On retrouve ainsi les mêmes acteurs que dix ans auparavant, après les assassinats de La Torre et dalla Chiesa. Toutefois, on note une radicalisation de la protestation par rapport à 1982. L'indignation et le désespoir de 1982 se sont transformés en colère et en dégoût envers une large partie de la classe politique. La rupture amorcée en 1982 se confirme donc en 1992. Les modalités de contestation des représentants politiques (jets de pièces de monnaie, huées, insultes) sont récurrentes après chaque événement tragique – du massacre de Piazza della Loggia en 1974 à l'assassinat du préfet dalla Chiesa et à celui de Falcone – et indiquent à chaque fois un rejet de la classe politique, tenue pour responsable du drame. La nouveauté est la contestation interne à l'État, conduite par les policiers du service d'escorte qui ont l'impression d'être la « chair à canon inutile d'une République sans dignité[234] ». La communauté des gens honnêtes fusionne avec celle des honnêtes serviteurs de l'État et se construit en opposition à l'État lui-même, incarné par des représentants dont la légitimité et la crédibilité morale est mise à mal par l'opération « Mains Propres ». Cette union de la contestation citoyenne et de celle des fonctionnaires de l'État italien qui mènent la lutte contre la mafia permet de créer une communauté de victimes hétérogène, qui embrasse les différentes raisons de la rupture entre cette partie de la société et la classe politique. Nous verrons plus avant qu'après la mort de Paolo Borsellino, les magistrats vont venir grossir les rangs de cette opposition interne à l'État italien. Le récit de Giuseppe D'Avanzo brosse le portrait de responsables politiques désemparés et résignés qui subissent la contestation civile mais l'épisode de la chapelle ardente n'est rien face à l'opposition rencontrée lors des funérailles d'État, le lendemain.

Le 25 mai 1992, soit moins de 48h après l'attentat, les obsèques officielles se déroulent à la basilique San Domenico, comme pour les époux dalla Chiesa. Malgré

232. Comme nous l'avons vu, l'engagement civil contre la mafia des années 1980 s'est organisé principalement autour de deux pôles : les réformateurs catholiques en rupture avec la DC et les citoyens engagés dans un militantisme politique proche du PCI ou des partis d'extrême gauche, comme *Democrazia proletaria*. Toutefois, les enjeux politiques avaient pris le dessus sur l'union du mouvement. Voir chapitre 2.

233. « Una città assente, lontana, immobile. Anche stavolta. Vedo sempre le stesse facce, i soliti volti, da un funerale all'altro. L'antimafia a Palermo è una specie di club, un circolo esclusivo per pochi affezionati. » in « Il silenzio avvolge la città rassegnata » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2.

234. « Siamo inutile carne da macello di una Reubblica senza dignità. » in D'AVANZO Giuseppe, « Vergogna, vergogna, assassini » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 3.

la pluie battante, les journalistes estiment à près de dix mille les Palermitains qui se pressent aux alentours de l'église[235] ; la circulation est bloquée dans le centre ville. L'étude de la presse met en avant deux temps forts de la cérémonie : cette marée humaine très imposante qui conteste violemment les responsables politiques et la jeune et frêle Rosaria Costa, veuve de l'agent Vito Schifani, dont le discours bouleverse la foule et reste encore aujourd'hui le symbole de cette cérémonie. L'analyse des photographies publiées nous permet de faire émerger une véritable hiérarchisation de l'information et confirme le sentiment ressenti à la lecture des articles. Tout d'abord, on remarque qu'il y a de nombreuses photos des cercueils :

> Le cercueil est le point de focalisation du dispositif médiatique et cérémoniel, il se situe toujours au centre de la scène [et] fait l'objet de diverses mises en situation, selon la personnalité et la place sociale du défunt[236].

Ainsi, les bières couvertes des drapeaux tricolores et des toges des magistrats ou des couvre-chefs des policiers sont au centre de la représentation médiatique, signal d'une mort omniprésente, comme pour rappeler les raisons de la colère qui gronde en dehors de l'église. Ensuite, c'est évidemment la foule qui occupe une place centrale. À la fois spectatrice et protagoniste, cette foule envahit l'espace physique et, par conséquent, médiatique et se caractérise par une forte participation émotive aux funérailles : « Applaudissements pour les morts, insultes pour les vivants[237] ». Contrairement aux obsèques de La Torre et dalla Chiesa où les représentants des autorités étaient présents sur presque toutes les photographies, en 1992 ils sont remplacés par la foule qui crie sa colère. L'absence des politiques et l'omniprésence de la foule accentue encore un peu plus le sentiment qui se dégage des articles, décrivant une classe politique prostrée et impuissante qui, incapable d'affronter la colère populaire, entre « par la porte de derrière[238] ». L'absence du Président du Conseil, qui avait pourtant fait le déplacement deux mois auparavant pour assister aux obsèques de son ami Salvo Lima, est évidemment soulignée. Comme la veille, les hommes politiques présents sont contestés dans l'église par les collègues des policiers tués en service. L'État ne semble pas avoir sa place dans ces funérailles officielles, signe d'une rupture qui dépasse largement la contestation civile et gagne certains secteurs des fonctionnaires. Dans son sermon – bien moins véhément

235. PARRINELLO Delia, « In chiesa esplode la rabbia » in *Giornale di Sicilia*, 26 mai 1992, p. 3.

236. LAFON Benoît, « Les funérailles télévisées. Confrontation distanciée à la mort et naissance de figures tutélaires » in RABATEL Alain & FLOREA Marie-Laure (dir.), *Annoncer la mort. Questions de communication*, n°19, 2011, p. 122.

237. LONGO Alessandra, « Applausi ai morti, insulti ai vivi » in *Repubblica*, 26 mai 1992, p. 9.

238. SCARPA Riccardo, « Lo Stato entra dalla porta di servizio. Spadolini, Martelli, Scotti e altri costretti a passare dalla sagrestia » in *Il Tempo*, 26 mai 1992, p. 5.

que celui prononcé dix ans auparavant pour le général dalla Chiesa et son épouse – le cardinal Pappalardo se fait à nouveau le porte-voix de l'opinion publique en évoquant l'existence possible d'une taupe au ministère de la Justice :

> Nous sommes tous inquiets et affligés par ce qui s'est passé, mais le fait d'avoir appris que le juge Falcone se déplaçait avec des moyens qui devaient être couverts par la plus grande réserve est certainement à l'origine d'un effroi tout particulier. Qui était au courant ? Qui les a révélés aux ennemis du juge, commanditaire et exécutants, qui ont pu agir avec tant de détermination et de précision ? L'opinion publique est bouleversée, et en montrant du doigt les victimes de l'effroyable massacre, elle demande que l'on découvre, où qu'ils soient et qui qu'ils soient, les responsables de la suppression féroce de leur vie. L'État ne peut pas manquer à ce devoir. […] C'est donc l'État qui, avec son prestige, sa solidité et l'efficacité de ses institutions […], doit savoir soutenir et défendre ses représentants et ses fonctionnaires, afin qu'ils puissent faire respecter ses justes lois partout. […] Malheureusement, voici désormais que le juge Falcone est tombé et avec lui madame Morvillo, magistrate elle aussi, et les trois Agents de la Police d'escorte (une institution inutile, désormais, si tels sont les moyens utilisés par les criminels)[239].

Pappalardo alimente encore un peu plus la polémique sur les mesures de protection et l'utilité des escortes. Il met en cause la responsabilité de l'État, qui n'aurait pas su « soutenir et défendre ses représentants », faisant implicitement référence d'un côté à l'isolement de Falcone au sein de la magistrature et, de l'autre, aux moyens dédiés à la protection des personnalités à risque. Dans le prolongement des prêches des années 1980, le cardinal conclut en incitant à une réaction civile (« il faut une réaction profonde, salutaire et libératrice de tout pouvoir criminel ou mafieux[240] »). Enfin, bien qu'il évite soigneusement de désigner clairement l'auteur du massacre, il émet une forte condamnation morale et religieuse des « opérateurs néfastes de tant de crimes[241] », fils de « l'église de Satan » :

> Qu'ils se rappellent, de toute façon, que si leur vie est un défi lancé non seulement aux lois des hommes mais aussi aux commandements de Dieu, ils devront Lui rendre compte de leurs scélératesses.

On retrouve, dans ce prêche, les mêmes caractéristiques que dans les déclarations du Saint-Père. Jean-Paul II est en voyage en Campanie au moment de l'attentat et, à l'annonce du massacre, il fait une prière en mémoire du juge et demande une réaction de l'État[242]. Cependant, on peut s'étonner de ne retrouver aucune trace des déclarations

239. « Tutti siamo addolorati e preoccupati per l'accaduto, ma è certamente motivo di particolare sgomento l'avere appreso che il giudice Falcone si muoveva in via e con mezzi che dovevano rimanere coperti dal più sicuro riserbo. Chi li conosceva ? Chi ha rivelato ai nemici del giudice, mandante ed esecutori, che hanno potuto agire con tanta decisione e precisione ? La pubblica opinione ne è sconvolta, ed additando le vittime dell'immane strage, chiede che si scoprano, dovunque e chiunque essi siano, i responsabili della feroce soppressione della loro vita. Lo Stato non può mancare a questo dovere. […] È dunque lo Stato che con il prestigio, la solidità e l'efficienza delle sue istituzioni […] deve saper sostenere e difendere i suoi rappresentanti e funzionari, cosicché ne facciano dovunque osservare le giuste leggi. […] Ecco, purtroppo, caduto ora il Giudice Falcone e con lui la signora Morvillo, magistrato anch'essa, e i tre Agenti di Polizia della scorta (un'istituzionie inutile, ormai, se tali sono i mezzi di offesa adoperati dai criminali). » in *Omelia dell'Em.mo arcivescovo durante il funerale delle vittime della strage di Capaci*, in *Rivista della Chiesa palermitana. Atti arcivescovili*, Année LXXXVI, n°3, p. 123-124.

240. « È necessaria una profonda salutare reazione liberatrice da ogni potere criminale o mafioso » in *Ibid*., p. 125.

241. « Operatori nefasti di tanti delitti » ; « la chiesa di Satana », in *Ibid.* , p. 126.

242. « ALBERTINI Carlo, « Appello di Papa Wojtyla « agli onesti » » in *Il Popolo*, 26 mai 1992, p. 8 ; « Ma adesso l'Italia deve reagire » in *Corriere della Sera*, 26 mai 1992, p. 9.

du pape à propos du massacre de Capaci dans les textes de ses discours disponibles sur le site du Vatican. Comme nous l'avons déjà dit, il faut attendre le 9 mai 1993 et le discours dans la Vallée des Temples d'Agrigente[243] pour que le pape Jean-Paul II condamne explicitement la mafia, avec des mots très forts, après avoir rencontré les parents du juge Livatino. Mais, là encore, aucune trace de la condamnation du souverain pontife dans les textes archivés sur le site du Vatican alors que ce discours marque un vrai tournant dans la position de l'Église face à la mafia.

Ainsi, lors des funérailles des victimes du massacre de Capaci, le vrai temps fort n'est pas le sermon de Pappalardo mais le discours de Rosaria Costa :

> Moi, Rosaria Costa, […] veuve de l'agent Vito Schifani, mon Vito… Au nom de tous ceux qui ont donné leur vie pour l'État – l'État ! – je demande avant tout que justice soit faite, maintenant, en m'adressant aux hommes de la mafia, parce qu'il y en a ici, mais pas seulement, mais certainement pas des chrétiens, sachez que pour vous aussi le pardon est possible. Moi je vous pardonne mais alors vous devez vous mettre à genoux, si vous avez le courage de changer… – mais ils ne changent pas, eux… – de changer, de changer… – mais ils ne veulent pas changer, il ne changent pas eux… – de changer radicalement les projets mortels que vous avez… […]
>
> Ainsi, nous vous demandons, pour notre ville de Palerme, messieurs, dont vous avez fait une ville ensanglantée, trop ensanglantée, d'œuvrer vous aussi pour la paix, la justice, l'espoir et l'amour pour tous – il n'y a pas d'amour, il n'y a pas d'amour[244]…

La jeune femme éplorée n'arrive pas à retenir son émotion en lisant son texte et « elle introduit des variations, qui sont toutes désapprouvées par le prêtre qui est aussi son cousin et qui, de temps à autres, déplace le micro et essaie de la reconduire sur le chemin prévu[245] ». Nous avons choisi de retranscrire ces variations entre tirets, pour une meilleure compréhension du texte car ce sont autant de moments d'amertume qui viennent contredire le sens initial du texte. La main tendue vers les mafieux, à travers le pardon et l'incitation à changer radicalement, confère une dimension éminemment religieuse à la figure de Rosaria. Cette jeune veuve, âgée seulement de 22 ans et mère d'un bébé de 4 mois, ne peut cacher sa douleur. Son intervention bouleverse la foule – qui suit la cérémonie grâce aux hauts-parleurs installés sur la place de la basilique – et contribue à la construction de l'image de la *mater dolorosa*. Dès le lendemain, les articles de presse saisissent l'importance de cette intervention : « Plus personne n'oubliera

243. Ce discours est disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=tkfEIBL5gT8

244. « Io, Rosaria Costa, […] vedova dell'agente Vito Schifani, mio… a nome di tutti quelli che hanno dato la vita per lo Stato – lo Stato ! – chiedo innanzitutto che venga fatta giustizia, adesso, rivolgendomi agli uomini della mafia, perché ci sono qua dentro, e non, ma certamente non cristiani, sappiate che anche per voi c'è possibilità di perdono. Io vi perdono però vi dovete mettere in ginocchio allora, se avete il coraggio di cambiare… – ma loro non cambiano – di cambiare… di cambiare – loro non vogliono cambiare, loro non cambiano… – di cambiare radicalmente i progetti mortali che avete… Pertanto vi chiediamo, per la città di Palermo, signori, che avete reso città di sangue, troppo sangue, di operare anche voi per la pace, la giustizia, la speranza e l'amore per tutti – non ce n'è amore, non ce n'è amore… » https://www.youtube.com/watch?v=ff0wgrgkCBM

245. « Lei introduce delle variazioni, ognuna delle quali viene disapprovata dal prete che è anche cugino, il quale ogni tanto sposta il microfono e cerca di ricondurla sulla strada prevista » in LUPO Salvatore, « Il maxiprocesso » in *Novecento italiano*, *op. cit.,* p. 214.

Rosaria Costa, veuve de mafia, dans son appel lancé aux mafieux du haut de l'autel de San Domenico[246] ». Les journalistes lui donnent une dimension mystique et font d'elle le symbole de la douleur de toute une ville martyrisée par la violence mafieuse : « La Sicile désespérée a le visage de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, celui de Rosaria[247] ».

> Seule une femme pouvait accomplir un miracle. Seule une femme pouvait trouver en elle la force de dire des mots nouveaux. Une jeune femme, humble, d'une pâleur cadavérique. Une femme qui, à seulement 22 ans, a réussi à donner de la voix à une communauté entière, à se faire entendre par tout le monde, à dominer dans une Basilique pleine de personnalités inadaptées, embarassées, et apeurées, à imposer le silence, l'écoute, alors que les mots du cardinal Pappalardo filaient épuisés, mécaniques, déjà entendus. Et les notes d'orgue et les fumées d'encens n'ont pas réussi à eux seuls à imposer toute la sacralité du rite[248].

Par la nouveauté de son discours et sa charge émotive, Rosaria Costa devient « le symbole de la révolte[249] » qui cristallise la tristesse, la douleur mais aussi le rejet des autorités de la part de la communauté civile, rassemblant une partie des Palermitains et tous les proches de victimes de la mafia qui, jusqu'alors, n'avaient que très peu d'espace médiatique. L'émotion est telle que, vingt ans plus tard, elle incarne encore à elle seule les funérailles d'État des victimes du massacre de Capaci. Véritable icône de la victime innocente, son intervention alimente par conséquent la polémique sur l'utilité des escortes. Tandis que, lors des meurtres excellents de 1982, les articles consacrés aux proches des policiers tués en service soulignaient surtout le drame familial causé par la mort du père de famille, les articles de 1992 sont centrés sur le rôle de l'escorte et le travail de protection des personnalités à risque. La parole est donnée aux épouses des agents morts dans l'attentat[250]. Tina Montinaro, veuve du chef de l'escorte de Falcone, s'attarde sur l'admiration que son mari avait pour Falcone – au point d'avoir appelé son deuxième fils Giovanni – et sur la conscience d'exercer un métier dangereux mais nécessaire. Toutefois, les moyens employés par la mafia rendent vains tous les moyens de protection imaginés, comme l'ont souligné les collègues des victimes dans la chapelle ardente. Le 28 mai 1992, la première double page du *Giornale di Sicilia*[251] vient confirmer

246. « Non la dimenticherà più nessuno, Rosaria Costa, vedova di mafia, nel suo appello ai mafiosi dall'altare della chiesa di San Domenico » : « Una vedova : mafiosi inginocchiatevi e vi perdono » in *Corriere della Sera*, 26 mai 1992, p. 1.

247. « La Sicilia disperata ha la faccia di Madonna sofferente di Rosaria » in « I mafiosi sono anche qui » in *Repubblica*, 26 mai 1992, p. 8.

248. « Solo una donna poteva compiere il miracolo. Solo una donna poteva trovare in sé la forza per dire parole nuove. Una donna giovane, umile, dal pallore spettrale. Una donna che a soli 22 anni è riuscita a dar voce ad una comunità intera, a farsi ascoltare da tutti, a giganteggiare in una Basilica affollata da persone inadeguate, impacciate, ed impaurite, ad imporre il silenzio, l'ascolto, mentre anche le parole del cardinale Pappalardo scivolavano via stanche, meccaniche, già sentite. E le note dell'organo e i fiumi dell'incenso non erano riusciti da soli ad imporre tutta la sacralità del rito. » in LODATO Saverio, « Il grido di rabbia di una donna sola » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 9.

249. STAJANO Corrado, « Rosalia, il simbolo della rivolta » in *Corriere della Sera*, 26 mai 1992, p. 8.

250. SETTIMELI Wladimiro, « "Mio marito, angelo custode del giudice" Il racconto di Tina, vedova a 32 anni » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 8.

251. « Polemica sulle scorte inutili » et « Antonio, eroe semplice » in *Giornale di Sicilia*, 28 mai 1992, p. 2-3.

le lien entre l'inutilité des escortes (« Polémiques sur les escortes inutiles ») et la parole des veuves (« Antonio, un héros simple »), signe que les témoignages des proches de victimes sont utilisés pour alimenter la polémique.

Enfin, le dernier élément crucial pour comprendre l'impact de la mort du juge Falcone et sa construction mémorielle est la médiatisation de l'événement. Dès le 24 mai 1992, la couverture médiatique de l'assassinat soulève de nombreuses polémiques. En effet, la Rai est fortement critiquée au lendemain de l'attentat pour avoir choisi d'interrompre le direct du TG1 afin de retransmettre le programme de variété du samedi soir *Scomettiamo che… ?*. Les journaux de gauche comme *L'Unità* et *Repubblica* condamnent violemment ce choix du service public[252], d'autant plus que les chaînes privées du groupe Fininvest de Silvio Berlusconi donnent une priorité absolue au direct. En outre, après l'attentat, *Canale 5* diffuse *Cent jours à Palerme* – le film de Giovanni Ferrara sur le général dalla Chiesa – en deuxième partie de soirée, « un choix qui était en accord avec les sentiments des gens[253] ». Tandis que les journalistes du TG1 entrent en conflit avec la direction de Rai Uno, les standards des chaînes et des quotidiens sont pris d'assaut :

> Le choix de ne pas avoir gardé le direct avec le Tg1 […] a eu l'effet d'une claque pour les Italiens. Ils ont été très nombreux à téléphoner aux rédactions des journaux pour protester contre Rai Uno : après la nouvelle effrayante qui venait d'être annoncée au journal télévisé, cette émission de variété, avec les candidats concentrés à donner des coups de marteau sur une fiasque de vin qui ne se cassait pas, laissait pantois[254].

Ainsi, le contraste entre la couverture médiatique de la presse et celle de la télévision publique est saisissant. Comme l'explique Sandro Curzi, directeur du Tg3, ce couac de la direction de la Rai donne l'image d'un service public insensible et en décalage total par rapport aux attentes des Italiens[255]. La médiatisation du massacre de Capaci est donc également un moment de concurrence féroce entre les chaînes privées et publiques qui s'amplifie encore un peu plus dans le week-end. Alors que le service public semble sclérosé, Berlusconi donne carte blanche à Emilio Fede – alors directeur du Tg4 – en

252. GARAMBOIS Silvia, « La Rai "copre" la strage con il varietà » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 9 ; FUMAROLA Silvia, « "Lo spettacolo continua…" ma in Rai è la rivolta » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 10.

253. « Una scelta che è entrata in sintonia con i sentimenti della gente » : ZOLLO Antonio, « Il "tradimento" di viale Mazzini. E la Fininvest dà una lezione al servizio pubblico » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 12.

254. « La scelta di non tenere il filo diretto con il Tg1 […] agli italiani è suonata come uno schiaffo. In tantissimi hanno telefonato nelle redazioni dei giornali per protestare contro RaiUno: quel avrietà, con gli sfidanti impegnati a prendere a martellate un fioasco di vino che non si rompeva, dopo la spaventosa notizia appena annunciata al telegiornale, lasciava allibiti. » : FUMAROLA Silvia, « "Lo spettacolo continua…" ma in Rai è la rivolta » in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 10.

255. « Nous sommes en train de vivre un moment exceptionnel, historique : peut-être que tout le monde n'a pas compris combien ce meurtre a bouleversé l'esprit des gens et tout le monde n'a pas été à la hauteur : c'est grave, parce que le service public doit avant toute chose être l'interprète de la vie du pays. » (« Stiamo vivendo un momento eccezionale, storico: forse non tutti hanno capito quanto questo omicidio abbia sconvolto l'animo della gente e non tutti sono stati all'altezza della situazione; questo è grave, perché il servizio pubblico per prima cosa deve essere interprete della vita del paese. ») : GARAMBOIS Silvia, « Fede : "Berlusconi mi ha detto : se serve interrompi gli spot" » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 12.

l'autorisant même à ne pas diffuser de publicités et à interrompre certains programmes clés comme l'émission footballistique du dimanche après-midi, *Domenica stadio*, pour retransmettre le discours de Scalfaro en mémoire de Falcone à la Chambre.

Toutefois, la différence de couverture médiatique se ressent encore plus lors de la retransmission des obsèques en direct. Le programme télévisé du 25 mai est publié dans la presse :

> Ce matin, à 9h30, les caméras du Tg3 se rallumeront sur la manifestation dans les rues de Palerme. À 11h la ligne passera au Tg1, pour les funérailles en direct. Et ensuite, à 15h30, le Tg3 sera en duplex avec Montecitorio pour le débat sur le massacre de Capaci. Sur les chaînes Fininvest (samedi *Studio aperto* et le Tg5 avaient tous deux fait des éditions extraordinaires) les funérailles en direct seront retransmises sur Italia1 et Rete4 dans une édition extraordinaire conduite par Emilio Fede[256].

La Rai espère se rattraper en multipliant les directs mais, à trop vouloir compartimenter entre les différentes chaînes, la retransmission des obsèques est fragmentaire et partielle alors que celle des chaînes privées est continue. En effet, malgré « l'existence d'un dispositif médiatique élaboré (envoyés spéciaux, chroniqueurs […]) [257] » – caractéristique récente des funérailles télévisées dans les années 1990 – la Rai montre d'abord la manifestation, puis les obsèques mais sans aucune image de la foule devant la basilique, donnant ainsi une représentation biaisée de la réalité. L'incapacité du service public à couvrir l'événement comme il se doit soulève de nombreuses polémiques dans les jours suivants. S'il semble symptômatique de l'incapacité des hommes politiques qui, comme groggys, ne saisissent pas tous les enjeux de la mort de Falcone et de la révolte qui s'exprime, il ne faut pas non plus sous-estimer le contrôle qu'exercent alors les gouvernants sur la télévision publique car celui-ci peut influencer les choix rédactionnels[258]. En revanche, les chaînes du groupe Fininvest ont un dispositif beaucoup plus solide : deux caméras à l'intérieur et deux autres à l'extérieur ainsi que cinq équipes mobiles[259] pour recueillir les réactions de la foule grâce aux micros-trottoirs, un procédé qui permet d'impliquer émotionnellement le téléspectateur :

> Témoins de ces réactions émotionnelles retransmises en direct, familiers des dispositifs télévisuels comme des formes rituelles médiatisées, les téléspectateurs se trouvent par conséquent impliqués comme ils peuvent l'être en regardant un film de fiction […] Ce

256. « Questa mattina, alle 9.30, le telecamere del Tg3 si riaccenderanno sulla manifestazione di piazza a Palermo. Alle 11 la diretta passerà al Tg1, per la diretta sui funerali. E ancora, alle 15.30, il Tg3 si collegherà con Montecitorio per il dibattito sulla strage di Capaci. Sulle reti Fininvest (sabato sia *Studio aperto* che il Tg5 hanno fatto edizioni straordinarie) la diretta dei funerali andrà in onda su Italia1 e Rete4 in un'edizione straordinaria condotta da Emilio Fede. » : GARAMBOIS Silvia, « La Rai "copre" la strage con il varietà » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 9.

257. LAFON Benoît, « Les funérailles télévisées. Confrontation distanciée à la mort et naissance de figures tutélaires », *op. cit.,* p. 121.

258. Dès sa création la Rai est soumis au contrôle du pouvoir politique et la réforme des années 1980 renforce ultérieurement ce contrôle par la « lottizzazione », c'est-à-dire par l'attribution d'une chaîne pour chaque sensibilité politique. Rai Uno était donc proche de la DC, Rai Due des socialistes et Rai Tre, des communistes.

259. ZOLLO Antonio, « Il "tradimento" di viale Mazzini. E la Fininvest dà una lezione al servizio pubblico » in *L'Unità*, 26 mai 1992, p. 12.

> faisant, les funérailles télévisées donnent à voir, au-delà de la mort, au-delà du mort, une personnalité exemplifiée dont la télévision contribue à construire la figure[260].

Les obsèques retransmises en direct à la télévision renforcent le sentiment, chez le téléspectateur, de vivre un moment historique et confèrent d'emblée une portée nationale à la contestation de la classe politique mais aussi à la question mafieuse, et surtout à la figure du magistrat.

> L'injustice de la mort trouve, à partir d'un fait divers tragique, l'occasion de générer une réaction collective inattendue par son ampleur, pour peu que le héros – ou l'héroïne – puisse cristalliser sur sa personne, par sa position et son histoire, un mouvement de compassion singulier[261].

Dans le cas de Giovanni Falcone, ce « mouvement de compassion » s'accompagne d'un rejet de la classe politique et se transforme aussi, comme nous le verrons d'ici peu, en mobilisation civile sans précédent contre la mafia. Par sa médiatisation, le rite religieux collectif, suivi par une bonne partie du pays, participe de la « béatification spontanée et profane[262] » des victimes, un processus qui pose les bases de leur construction mémorielle.

***

L'année 1992 voit l'effondrement du système des partis sur lequel était fondé l'ordre républicain depuis l'après-guerre. Le caractère généralisé du système de corruption révélé par la justice produit un sentiment de rejet de la classe politique dans son ensemble, largement véhiculé dans la presse de la part d'une frange importante de la société. L'assassinat de Falcone intervient donc dans un contexte tourmenté, où les rapports entre une partie de la société et des représentants politiques commencent à se détériorer. Nous voyons apparaître des tensions qui conditionnent nécessairement la construction mémorielle de Falcone. La mémoire immédiate se construit en rappelant l'hostilité rencontrée et confère une portée d'autant plus héroïque à son engagement. Le décalage entre les réactions du gouvernement et les attentes de la société augmente et la rupture éclate violemment au moment des funérailles. Ces tensions vont ensuite se cristalliser avec l'assassinat de Paolo Borsellino.

260. LAFON Benoît, « Les funérailles télévisées. Confrontation distanciée à la mort et naissance de figures tutélaires » in *op. cit*., p. 130.
261. VOVELLE Michel, « Aujourd'hui, la mort », in Études sur la mort. L'Esprit du temps, 2008, n°133, p. 82.
262. *Ibidem*.

Chapitre 4

L'attentat de via d'Amelio

Nous allons poursuivre notre analyse de l'année 1992 en nous concentrant sur la figure de Paolo Borsellino, afin de mieux saisir les conséquences de l'assassinat de Giovanni Falcone et comprendre comment se mettent en place des dynamiques qui rendent possible l'exécution de Borsellino. L'étude du parcours professionnel de Borsellino, riche en polémiques, nous permettra d'éclairer également celui de Falcone. Après le massacre de Capaci, Borsellino est au centre de l'attention médiatique et devient le défenseur de la mémoire de Falcone. Son assassinat est un nouveau choc pour cette partie de la société civile déjà mobilisée après la mort de Falcone. Ainsi, les tensions entre une frange de la société et les gouvernants révélées à la mort de Falcone sont exacerbées et se cristallisent même à l'intérieur des institutions (magistrature et forces de l'ordre).

Paolo Borsellino : une figure qui grandit dans l'ombre de Falcone

Une différence qui conditionne la production mémorielle

Une figure initialement secondaire

Contrairement à Giovanni Falcone, la figure de Paolo Borsellino n'a pas suscité un grand engouement éditorial après sa mort. L'enquête autour de son assassinat a été biaisée dès le début par les déclarations farfelues d'un faux repenti – le mafieux de seconde zone Vincenzo Scarantino – mais qui ont cependant été confirmées par neuf jugements : trois procès allant chacun jusqu'au degré ultime de la Cassation[1]. Il faut donc attendre la révélation de la machination[2] pour qu'il y ait un regain d'intérêt autour de la figure du juge Borsellino.

La première biographie[3] du magistrat est publiée en 1994 par Umberto Lucentini, journaliste au *Giornale di Sicilia*, qui a connu Paolo Borsellino en 1986, lors de son arrivée au Parquet de Marsala. L'idée d'écrire un livre mûrit au fil de ses entretiens avec Borsellino mais l'écriture a lieu après le massacre de via d'Amelio qui coûte la vie au juge et à cinq policiers de son escorte[4] le 19 juillet 1992, donnant clairement une dimension mémorielle à l'ouvrage :

> Nous le ferons ensemble ce livre, ce sera lui le protagoniste : le juge Borsellino et l'homme Borsellino. Il avait accepté. « On racontera comment je suis devenu magistrat, mes premières enquêtes antimafia, mes premiers amis tués, mes angoisses de père et de mari, « mes » repentis et les gens qui ont travaillé avec moi. On parlera de mes déceptions, de ceux qui m'ont trahi même si je les appréciais, des collègues qui ont entravé mes enquêtes ». Il l'imaginait comme ça, notre livre. Et c'est ainsi que je l'écrirai : au nom de Paolo Emanuele Borsellino[5].

Cet ouvrage à caractère de source a le grand mérite de contenir des témoignages inédits des proches de Borsellino, ses amis, ses collègues et surtout sa femme et ses enfants. Il s'agit d'une biographie classique mais l'analyse du contexte n'est pas aussi approfondie que dans la biographie de Falcone écrite par La Licata. Ce livre fait d'emblée émerger

1. Nous reviendrons plus en détail sur l'enquête dans le chapitre 10.

2. La machination concerne le déroulement de l'enquête, les fausses déclarations de Scarantino, les révélations concernant la disparition de l'agenda rouge du magistrat et la *trattativa* – la négociation entre les carabiniers du ROS (*Raggruppamento operativo speciale*) et Bernardo Provenzano, par l'intermédiaire de Vito Ciancimino – qui a porté à l'arrestation de Totò Riina en janvier 1993.

3. LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, Milan, San Paolo, 2003.

4. Emanuela Loi (première femme policier tuée en service), Walter Eddie Cosina, Agostino Catalano, Vincenzo Li Muli et Claudio Traina.

5. « Lo faremo insieme questo libro, sarà lui il protagonista : Borsellino giudice e Borsellino uomo. Aveva accettato. « Racconteremo come sono diventato magistrato, le prime inchieste antimafia, i primi amici uccisi, le mie ansie di padre e marito, i "miei" pentiti e la gente che ha lavorato con me. Parlemeremo delle amarezze, di chi mi ha tradito anche se gli volevo bene, dei colleghi che hanno osteggiato le mie inchieste ». Lo pensava in questo modo, il nostro libro. E così adesso lo scriverò : nel nome di Paolo Emanuele Borsellino, in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, *op. cit.*, p. 20.

une différence avec Falcone : la place de la dimension privée et des affects familiaux. Le fait d'être marié et père de trois enfants conditionne la construction de la figure du magistrat, lui conférant ainsi un aspect plus humain que Falcone, habituellement dépeint comme une véritable machine de guerre. Malgré la complicité amicale et professionnelle entre les deux magistrats, la figure de Giovanni Falcone est complètement évincée (au point de parler du « trio[6] » du *pool* antimafia : Borsellino, Di Lello et Guarnotta), comme s'il était nécessaire de laisser Falcone dans l'ombre pour mettre Borsellino en pleine lumière. En 2003, Lucentini publie une nouvelle édition enrichie de nouveaux témoignages mais laisse totalement de côté l'enquête sur la mort du juge[7], décrit comme un « martyr de la justice[8] ». L'autre volume publié avant les révélations sur la *trattativa* concerne le binôme Falcone et Borsellino. Écrit par le journaliste Giommaria Monti et publié en 1996[9], ce livre est un recueil de documents variés (articles de presse, interviews des magistrats) dont certains sont inédits, comme par exemple le texte des auditions de Falcone et Borsellino devant le CSM. Bien qu'il y ait très peu de paratexte, l'intention de l'auteur – contenue dans le sous-titre *La calomnie, la trahison et la tragédie* – est de fournir au lecteur des documents démontrant les obstacles que les deux magistrats ont dû affronter dans leur carrière professionnelle, et en particulier les fortes oppositions rencontrées au sein de la magistrature. Les comptes-rendus de ces auditions sont essentiels pour les historiens que nous sommes puisqu'ils nous permettent de vérifier les analyses contenues dans les biographies publiées sur les deux magistrats.

Un regain d'intérêt depuis les révélations sur la « *trattativa* »

En 1999, la sentence du procès pour l'attentat à la voiture piégée de via dei georgofili – survenu à Florence dans la nuit du 26 au 27 mai 1993 – établit pour la première fois l'existence d'une négociation entre le ROS[10] et *Cosa nostra*, commencée dès la mort de Falcone[11]. La révélation de l'existence d'une négociation – appelée la *trattativa* – conditionne directement la production éditoriale autour de la figure de Borsellino. Son assassinat apparaît dès lors comme un moment-clé de cette période allant de 1992 à 1994,

6. « Terzetto » in *Ibid*., p. 88.

7. La première édition étant épuisée, nous avons travaillé à partir de la deuxième édition.

8. « Martire della giustizia » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, *op. cit*., p. 8.

9. MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia*, Rome, Editori riuniti, 1996.

10. Cette unité fait partie du corps des carabiniers. Elle est la seule à pouvoir enquêter sur la criminalité mafieuse et sur le terrorisme. Cette unité est alors dirigée par le colonel Mario Mori.

11. Selon la Cour d'Assises de Florence, le dialogue recherché par les carabiniers aurait conforté les mafieux dans l'idée que les bombes étaient un moyen de pression efficace pour imposer leurs exigences. Nous reviendrons plus en détail sur ce point dans le chapitre 10. L'affaire étant très complexe et n'ayant pas de conclusion judiciaire à ce jour, nous renvoyons à l'ouvrage de TORREALTA Maurizio, *La trattativa*, Milan, Rizzoli, 2010 qui est une synthèse très exhaustive de tout le matériel judiciaire à disposition.

qui coincide aussi avec le passage de la première à la deuxième république et au délicat changement de référents politiques de *Cosa nostra*. Dès 2002, Maurizio Torrealta[12] publie une première enquête sur la *trattativa* tandis que les journalistes Salvo Palazzolo et Enrico Bellavia[13] analysent les assassinats de Falcone et Borsellino à l'aune de ces nouvelles informations. Ainsi, dès le dixième anniversaire de la mort de Borsellino, les révélations sur la *trattativa* prennent de plus en plus d'ampleur, au point de devenir désormais une clé de lecture essentielle à partir de 2010. Toutefois, les ouvrages dédiés à Paolo Borsellino – celui de Lucentini réédité en 2003[14] et celui de Leone Zingales[15] publié en 2005 – font abstraction de ces révélations. Le quinzième anniversaire du massacre de via d'Amelio marque un véritable tournant dans la prodution éditoriale autour de la figure de Borsellino : la *trattativa* s'impose comme clé de lecture, alimentant parfois amplement la théorie du complot. En partant du témoignage des proches de Borsellino, Sandra Rizza et Giuseppe Lo Bianco – journalistes au *Fatto Quotidiano* – publient en 2007 une enquête autour de la disparition de l'agenda rouge du magistrat[16], dans lequel il consignait apparemment ses investigations et impressions personnelles sur le massacre de Capaci. Ce livre est le premier à déplacer l'attention sur les 57 derniers jours de Paolo Borsellino et apporte un éclairage nouveau sur les raisons de la mort du magistrat et les circonstances de la disparition de l'agenda. En 2008, Gaspare Spatuzza[17] décide de collaborer avec la justice et avoue sa participation au massacre de via d'Amelio. Ses révélations démentent toute la reconstruction des faits basée sur les déclarations de Vincenzo Scarantino et laissent entrevoir de sombres *scenari* de complicités institutionnelles, ultérieurement renforcés par les déclarations de Massimo Ciancimino sur le rôle de son père dans la *trattativa* et les rapports que ce dernier entretenait avec un membre des services secrets. Ainsi, l'enquête sur l'agenda rouge ouvre une brèche et pousse journalistes et magistrats à chercher la vérité sur la mort de Borsellino. Salvatore, frère du

12. Journaliste d'investigation, envoyé à Palerme en mai 1992 pour le TG3 pendant plusieurs mois pour enquêter sur les massacres de Falcone et Borsellino, il a également travaillé sur les attentats à la voiture piégée qui ont eu lieu sur le continent en 1993. Promu chef de service à RaiNews24, après la sentence de la Cour d'Assises de Florence en 1999, il s'intéresse aux modalités de l'arrestation de Totò Riina et à la *trattativa*, en publiant TORREALTA Maurizio, *La trattativa*, Milan, Rizzoli, 2002. Cet ouvrage est complété et réédité en 2010. C'est à cette nouvelle édition que nous ferons référence.

13. BELLAVIA Enrico & PALAZZOLO Salvo, *Falcone Borsellino. Mistero di Stato*, Palerme, Edizioni La Battaglia, 2002. Ce livre est désormais épuisé mais les auteurs ont constitué un site internet où on trouve la trame du livre : http://www.falconeborsellino.net/homenew.htm

14. Sur près de 350 pages, il n'est fait mention qu'une fois, en introdution, de la *trattativa* : LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 9.

15. ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia*, Arezzo, Limina, 2005. Plus qu'une biographie, ce livre est un recueil de témoignages (Giuseppe Di Lello, Manfredi Borsellino et Antonio Ingroia) et d'interventions publiques du magistrat. Il reparcourt aussi la polémique des « professionnels de l'antimafia » lancée par Leonardo Sciascia en 1987. Nous reviendrons sur ce point plus tard.

16. LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *L'agenda rossa di Paolo Borsellino. Gli ultimi 56 giorni nel racconto di familiari, colleghi, magistrati, investigatori e pentiti*, Milan, Chiarelettere, 2007.

17. Mafieux de la famille de Brancaccio condamné à la prison à perpétuité pour les meurtres de don Pino Puglisi (prêtre du quartier de Brancaccio, assassiné en septembre 1993), du petit Giuseppe Di Matteo et pour les différents attentats à la bombe de 1993. Il est incarcéré depuis son arrestation en 1997 et décide de collaborer en 2008 suite à une conversion religieuse.

juge assassiné, érige dès 2009 cet agenda en symbole de son exigence de vérité et fonde le mouvement des agendas rouges (*Movimento delle agende rosse*), une structure militante qui organise dès lors les commémorations du 19 juillet 1992[18]. L'association publie un recueil[19] qui synthétise l'ouvrage des deux journalistes et met en avant les incohérences des différents témoins autour de la disparition de cet agenda. En 2010, suite à la publication des dépositions de Spatuzza, du témoignage de Massimo Ciancimino et la réédition complétée du livre de Maurizio Torrealta, plusieurs ouvrages s'interrogent sur le *depistaggio*[20] de l'enquête sur le massacre de via d'Amelio[21] et sur les commanditaires réels de l'assassinat du juge[22]. Toutefois, certaines conclusions sont à prendre avec des pincettes car la prose journalistique peut vite dériver vers une lecture totalement complotiste. Le sujet est incontestablement vendeur, les éditeurs rivalisent d'imagination pour rendre les couvertures et les titres accrocheurs. La figure de Borsellino devient alors centrale dans la production éditoriale antimafia car il cristallise tous les ingrédients alléchants du plus grand *depistaggio* de l'histoire, validé par neuf procès – dont le dernier a été célébré en 2008. En 2011, les journalistes Giorgio Bongiovanni et Lorenzo Baldo[23] fournissent une nouvelle reconstruction des derniers jours de Paolo Borsellino ainsi qu'une synthèse de la machination judiciaire qui a suivi la mort du magistrat, en se basant sur des documents judiciaires et des témoignages, et alimentent le soupçon de complicités institutionnelles en véhiculant l'image d'un homme seul et trahi par l'État pour lequel il a sacrifié sa vie. Malgré l'emphase journalistique autour de certaines révélations, toutes ces recherches ont le mérite de faire émerger de nouvelles sources (notamment des documents vidéos[24]) qui permettent à la magistrature de rouvrir l'instruction sur le massacre de via d'Amelio. La figure du magistrat revient aussi au premier plan puisque Rizzoli publie une sélection des textes et interventions de Borsellino[25], 17 ans après l'anthologie des discours de Falcone. Les révélations sur la *trattativa,* en fournissant un nouveau mobile pour l'assassinat de Borsellino, semblent redonner une individualité propre au magistrat, dont la mémoire s'émancipe peu à peu de celle du juge Falcone.

18. Nous étudierons cette mobilisation plus en détail au chapitre 5.

19. *Paolo Borsellino e l'agenda rossa*, Palerme, 19luglio1992.com, 2009.

20. Ce terme est utilisé en italien pour indiquer le fait de mettre l'enquête sur une fausse piste et sous-entend une complicité institutionnelle pour s'assurer que l'enquête ne mette pas en cause les vrais coupables. C'est un terme très employé pour exprimer la complicité des services secrets lors des attentats de matrice néofasciste de 1969 à 1984. N'ayant pu trouver de traduction satisfaisante en français, nous choisissons de garder le terme italien.

21. LO BIANCO Giuseppe & RIZZO Sandra, *L'agenda nera della seconda repubblica. Via d'Amelio 1992-2010. Un depistaggio di Stato*, Milan, Chiarelettere, 2010.

22. CARUSO Alfio, *Milano ordina uccidete Borsellino. L'estate che cambiò la nostra vita*, Milan, Longanesi, 2010.

23. BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino. Dalla strage di Capaci a via d'Amelio*, Rome, Aliberti, 2011.

24. Voir LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, « L'agenda rossa. Verso la riapertura dell'inchiesta », in *I quaderni de l'Ora*, juillet 2011, n°6.

25. BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà. Scritti su verità, giustizia e impegno civile*, Milan, Rizzoli, 2011.

Enfin, les livres publiés à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio renforcent encore un peu plus cette image d'un homme seul, abandonné à son sort[26] et qui cherche frénétiquement la vérité sur le massacre de Capaci tout en étant parfaitement conscient que sa mort approche[27]. Contrairement à celle réalisée pour Falcone, la bande dessinée de Giacomo Bendotti se concentre uniquement sur les 57 jours qui séparent l'assassinat de Falcone du sien, marqués par l'omniprésence de l'agenda rouge, seul élément en couleur dans une bande dessinée en noir et blanc. Il s'agit là d'un parti pris de l'auteur dans le but de « contribuer à la recherche historique de la vérité[28] » – sagement distinguée de la vérité judiciaire – en suscitant chez le lecteur des « sentiments d'identification, de rage, d'émotion[29] ». La célébration du vingtième anniversaire est également l'occasion de décortiquer l'enquête sur la mort du magistrat et de dévoiler les rouages du grand *depistaggio*[30]. Comme pour Falcone, le recours à la bande dessinée, à la littérature de jeunesse et aux recueils de témoignages de collègues[31] est une caractéristique des publications mémorielles récentes. La figure de Borsellino, érigée en modèle d'engagement pour les jeunes générations[32], est désormais intimement liée à la recherche de la vérité sur le massacre de via d'Amelio et au besoin de vérité, porté par ses proches qui appellent les jeunes à se mobiliser à leurs côtés. Salvatore et Rita Borsellino – frère et sœur du magistrat – ont également publié plusieurs ouvrages sur leur frère[33] et sur les raisons de leur engagement personnel pour obtenir la vérité[34]. En revanche, les enfants de Borsellino n'ont pas pris la plume mais ont largement participé aux recueils de témoignages cités précédemment. Sa femme n'est sortie de sa réserve que très récemment[35], alors qu'elle se savait atteinte d'une maladie incurable. Aidée du

26. BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit*.

27. BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, Sommacampagna, BeccoGiallo, 2012.

28. « Contribuire alla ricerca della verità storica » in *Ibid*., p. 107.

29. « Sentimenti di immedesimazione, di rabbia, di commozione » in *Ibidem*.

30. DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato. Chi ha ucciso Paolo Borsellino. Una storia di orrore e menzogna*, Milan, Feltrinelli, 2012.

31. Aux ouvrages cités pour Giovanni Falcone au chapitre 4, on peut ajouter INGROIA Antonio, *Nel labirinto degli dèi. Storia di mafia e di antimafia*, Milan, Il Saggiatore, 2010 ; INGROIA Antonio, *Io so*, Milan, Chiarelettere, 2012. Ce dernier ouvrage porte surtout sur la *trattativa*.

32. *Il sorriso di Paolo Borsellino : organizzare la speranza*, Turin, Edizioni Gruppo Abele, 1996 ; *I ragazzi di Paolo*, Palerme, Arci Sicilia, 2000 ; MELANIA Federico, *Sulle orme di Falcone e Borsellino*, Palerme, Associazione le Gemme, 2009 ; MELIS Alberto, *Da che parte stare. I bambini che diventarono Giovanni Falcone e Paolo Borsellino*, Milan, Piemme, 2012.

33. BORSELLINO Rita, *Fare memoria, per non dimenticare e per capire*, Lucca, Pacini Fazzi, 2002 ; BORSELLINO Rita, *Il sorriso di Paolo. La testimonianza, l'eredità di Paolo Borsellino*, Ragusa, EdiArgo, 2005.

34. BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio. Lo sguardo dolce dell'antimafia*, Milan, Melampo, 2006 ; BORSELLINO Salvatore & CALASANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita*, Rome, Aliberti, 2012 ; DVD intitulé *Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa*, publié par le *Fatto Quotidiano* à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Paolo Borsellino, en juillet 2012.

35. BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò*, Milan, Feltrinelli, 2013. La publication est posthume, Agnese Borsellino étant décédée en mai 2013.

journaliste Salvo Palazzolo, elle a choisi de raconter son histoire d'amour et de livrer un portrait intime du magistrat pour encourager les jeunes générations à reprendre son combat pour la vérité.

Enfin, les fictions dédiées à Paolo Borsellino reflètent cette évolution de l'image du magistrat, passant d'un personnage clé de la lutte contre la mafia à un personnage isolé et trahi par les institutions. En effet, après un film consacré aux policiers de son escorte[36], la première fiction en deux épisodes produite par Mediaset en 2004[37] brosse le portrait d'un Borsellino homme d'action, face à un Falcone qui se définit comme un « comptable ». Le binôme apparaît comme le moteur du *pool*, où les magistrats Di Lello et Guarnotta ont cédé la place – dramaturgie oblige – aux policiers Cassarà et Montana, renforçant ainsi le caractère inéluctable de la mort du personnage. Cette fiction, pourtant centrée sur la figure de Borsellino – avec une large place pour la vie de famille du juge – passe totalement sous silence les six années passées à Marsala en tant que procureur, de 1986 à 1992. Cette période, riche en polémiques[38], correspond à la démobilisation institutionnelle dont le juge Falcone fait les frais et qui pousse Borsellino à dénoncer publiquement les agissements d'Antonio Meli. Bien que basée sur la biographie de Lucentini, cette fiction véhicule une image policée de la carrière professionnelle des deux magistrats. Si cette fiction représente un binôme équilibré où Borsellino est l'égal de Falcone, dans la mini-série de la Rai de 2006[39], la figure de Falcone se construit au détriment de celle de Borsellino, qui est totalement ridiculisé[40]. Enfin, à l'image de la production éditoriale, la fiction produite par la Rai à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio, intitulée *Les 57 jours*[41], se concentre uniquement sur le moment de la *trattativa* et transmet l'image d'un homme seul et trahi, renforçant la dimension sacrificielle de son engagement et, par conséquent, sa figure de martyr.

36. *Gli angeli di Borsellino* de Rocco Cesareo, 2003.

37. *Paolo Borsellino* de Gianluca Maria Tavarelli, 2004.

38. De l'accident de sa voiture d'escorte qui coûte la vie à deux lycéens (fin 1985) à sa prise de position publique pour dénoncer le démantèlement du *pool* antimafia (1988) en passant par la polémique lancée par Sciascia (1987). Nous analyserons tout cela plus avant.

39. *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* d'Andrea et Antonio Frazzi, 2006.

40. Nous analyserons ces disparités de traitement dans le chapitre 8.

41. *I 57 giorni* d'Alberto Negrin, 2012.

Parcours professionnel de Paolo Borsellino

L'antimafia comme mission

Né dans le quartier populaire de la Kalsa le 19 janvier 1940, Paolo Borsellino connaît Giovanni Falcone depuis sa plus tendre enfance puisque quelques centaines de mètres à peine séparent leurs habitations. Toutefois, ils ne sont jamais dans la même classe puisque Falcone est de 1939. Le fait qu'ils se soient connus en culotte courte est souvent amplifié pour démontrer qu'ils étaient amis depuis leur plus jeune âge. En réalité, on sait qu'ils se connaissaient mais leur amitié naît de leur collaboration professionnelle. Bien qu'ayant grandi dans une famille favorable au *Duce* qui vit très mal l'arrivée des alliés et la chute du régime, Paolo Borsellino n'en est pas moins profondément républicain. Ses affinités politiques penchent naturellement vers l'extrême-droite et le MSI et lorsqu'il s'inscrit à la fac de droit en 1959, il adhère à l'association *Giovane Italia* qui devient ensuite le FUAN[42]. C'est la seule période de sa vie où il s'engage politiquement[43]. Ensuite, il se déclare monarchiste pour décliner les propositions du MSI – qui le propose même comme candidat au Quirinal en 1992[44]. Borsellino réussit le concours de la magistrature en 1967 et est nommé à Mazara del Vallo, dans la province de Trapani. Il rencontre Agnese avec qui il se marie le 22 décembre 1968. En 1969, Paolo Borsellino est désigné juge d'instance à Monreale, aux portes de Palerme. Cette expérience est fondamentale pour le jeune magistrat car il s'agit de son premier contact avec la criminalité mafieuse[45]. Il y reste jusqu'en 1975, date à laquelle il est transféré à Palerme, où il partage son temps entre le civil et le pénal. Il commence ainsi à travailler avec son ami le capitaine Emanuele Basile – connu à Monreale – sur la disparition de deux mafieux, victimes de *lupara bianca*, et lance de nombreux mandats d'arrêt. Comme l'explique Borsellino lui-même, le meurtre du capitaine Basile est un événement qui détermine sa carrière professionnelle :

> Le 4 mai 1980, le capitaine Emanuele Basile fut assassiné et le conseiller instructeur Rocco Chinnici voulut que j'instruise la procédure relative à cet assassinat. Entre-temps, mon ami d'enfance, Giovanni Falcone, était entré au même bureau que moi, issu lui aussi du civil, et je compris alors que je devais faire un autre travail. J'avais choisi de rester en Sicile, je devais donner un sens à ce choix.

42. *Fronte universitario di azione nazionale*.

43. Falcone et Borsellino plaisantaient sur leurs opinions politiques opposées : Falcone entrait dans le bureau de Borsellino en faisant le salut fasciste et Borsellino le saluait avec le poing levé. (Témoignage de Salvatore Borsellino contenu dans le DVD intitulé *Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa*, juillet 2012).

44. Malgré les réticences de Borsellino, sa candidature est présentée et il recueille 47 voix. Cet épisode l'agace profondément et il réaffirme ses convictions monarchiques pour couper court à toute autre proposition. Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 257.

45. « Monreale : c'est là que j'ai connu la mafia – se souvient Borsellino –. La mafia sanguinaire de province, les corléonais, les péquenauds pour être clair. Avec des intérêts enracinés dans les campagnes mais avec des ramifications déjà profondes dans d'autres centres, Palerme en tête. » (« Monreale : è lì che ho conosciuto la mafia – ricorda Borsellino –. La mafia sanguinaria di provincia, i corleonesi, i viddani per intenderci. Con interessi radicati nelle campagne ma con ramificazioni già profonde in altri centri, Palermo in testa. ») in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 51.

> C'est presque par hasard que j'avais commencé à m'occuper des problèmes qui se posaient au bureau, mais, si j'aimais cette terre, je ne devais m'occuper que de ceux-là, exclusivement[46].

Ainsi, si l'antimafia s'impose à lui, le magistrat donne une dimension morale et quasi patriotique à son engagement puisqu'il est conditionné par la mort de ses collègues[47] et par son amour pour sa terre. Suite au meurtre du capitaine Basile, vu les risques encourus, le juge Borsellino est le premier magistrat palermitain à être placé sous escorte. Sa vie est bouleversée par les mesures de sécurité mais, selon sa femme, cet événement ne fait que renforcer sa ferveur :

> À partir de ce moment-là, il vit son travail avec une impulsion nouvelle. Il a un moment d'égarement, mais il a compris qu'il faut continuer et se battre avec toute la détermination possible contre *Cosa nostra* pour qu'un crime aussi horrible ne se répète pas. Oui, la fermeté de mon mari ressort dans toute sa force à partir du moment où Basile est tué[48].

Tandis que Falcone travaille sur les familles palermitaines en reconstituant les mouvements de capitaux, Borsellino enquête sur les corléonais. Le rapport des 162 demandé par le préfet dalla Chiesa et les témoignages des premiers repentis leur permettent de saisir les enjeux de la guerre qui éclate. Après l'assassinat de Rocco Chinnici et la constitution du *pool* antimafia, les enquêtes sont réunies en une seule et même instruction qui aboutira au maxi-procès.

L'expérience du *pool*

C'est à ce moment-là que le binôme Falcone-Borsellino se met en marche. Selon Manfredi Borsellino, Falcone était le « complément professionnel naturel[49] » de son père. Au vu de tous les témoignages dont nous disposons, la complémentarité est la caractéristique principale de ce binôme : ils sont compétents dans des domaines différents mais indispensables pour porter à terme une instruction aussi complexe que celle du maxi-procès.

> Pendant ces années-là, Paolo et Giovanni constituaient un couple de travail important. Giovanni était capable de travailler même quarante-huit heures d'affilée sans jamais être fatigué. Il avait une résistance physique formidable. Paolo un peu moins. En revanche, il avait une mémoire exceptionnelle : il connaissait aussi bien les dossiers des enquêtes que

46. Cette citation est extraite d'une lettre (adressée à une enseignante de Padoue) que le juge Borsellino a rédigé le matin-même de sa mort. Voir MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 103.

47. « Je n'ai jamais demandé à m'occuper de mafia. J'ai commencé par hasard. Et puis j'y suis resté à cause d'un problème moral. Les gens qui étaient autour de moi mouraient » (« Non ho mai chiesto di occuparmi di mafia. Ci sono entrato per caso. E poi ci sono rimasto per un problema morale. La gente mi moriva attorno. ») in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 133.

48. « Da quel momento, vive con un impulso nuovo il suo lavoro. Ha un momento di sbandamento, ma ha capito che bisogna andare avanti e combattere con tutta la determinazione possibile contro Cosa nostra perché un delitto così orrendo non si ripeta. Sì, la fermezza di mio marito viene fuori in tutta la sua forza dal momento in cui Basile viene ucciso. » in *Ibid.*, p. 58.

49. « Giovanni Falcone era il suo naturale complemento professionale. » in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia, op. cit.*, p. 66.

> les vers de Dante ou de García Lorca. Avec Giovanni, ils se complétaient à la perfection. Ils étaient la référence pour leurs collègues de toute l'Italie.
> Paolo, on l'appelait le « broyeur ». Et en quatre lignes, il écrivait une disposition ou une procuration d'enquête pour la police judiciaire, c'était des indications claires et sans équivoques. Sa plus grande satisfaction était justement de conduire les enquêtes des forces de l'ordre de la manière la plus efficace qui soit, afin de prendre les coupables la main dans le sac[50].

Selon Francesco La Licata, si Falcone fait preuve de clairvoyance, Borsellino a une connaissance minutieuse et parfaite des procédures :

> Borsellino était quelqu'un de très bien, mais il n'avait pas la capacité stratégique de Falcone. C'était un grand travailleur, quelqu'un de fort qui, s'il est à tes côtés, te donne de la force. Mais c'était Falcone qui avait la capacité stratégique. Borsellino, il connaissait tous les accusés un par un. Si tu lui disais « Qui sait où j'ai mis la fiche de Massimo Spataro », il se levait et la trouvait. Il connaissait tout le procès sur le bout des doigts[51].

Le travail de Borsellino se révèle essentiel pour se repérer dans les milliers d'actes judiciaires qui composent l'instruction monumentale du maxi-procès (à une époque où ils ne disposaient pas encore d'ordinateurs), comme en témoigne Pietro Grasso[52] :

> Dès que je fus investi de ma charge par le président du tribunal, à l'automne 1985, je me rendis [dans le bureau de Falcone] et me présentai : « J'ai été désigné assesseur du maxi-procès ». Il me dévisagea avec un petit sourire : « Viens, je vais te présenter le procès ». Il avait l'air sournois de celui qui prépare un mauvais coup. Il m'amena dans une pièce blindée où étaient gardés les actes du procès : quatre murs entièrement couverts par des étagères qui montaient jusqu'au plafond ; 120 dossiers pleins de documents ; 400.000 pages de matériel. […] Je m'installai dans un petit bureau à côté de la pièce blindée et commençai à examiner un dossier après l'autre, en prenant des notes sur un bloc.
>
> Quelques jours plus tard, Paolo Borsellino passa par là et, devinant mon sentiment humain de désarroi face à cette masse imposante de documents à étudier, me fit cadeau de la photocopie de ses fameux répertoires : des cahiers remplis par une écriture fine et ordonnée, où étaient notés les noms des accusés, les centaines d'homicides, les liens entre les accusés et les références aux pages des interrogatoires des collaborateurs de justice, des supports indispensables pour prendre connaissance plus rapidement des faits et des éléments à charge contre les personnes à juger[53].

---

50. « Erano gli anni in cui Paolo e Giovanni costituivano una coppia di lavoro importante. Giovanni era in grado di lavorare anche quarantott'ore di fila senza mai stancarsi. Aveva una resistenza fisica formidabile. Paolo un po' meno. In compenso aveva una memoria eccezionale : conosceva le carte delle inchieste bene come i versi di Dante o García Lorca. Con Giovanni si integravano alla perfezione. Erano unpunto di riferimento per i colleghi di tutta Italia.
Paolo lo chiamavano il « macinacarte ». E con quattro righe scriveva un provvedimento o una delega di indagine per la polizia giudiziaria, erano indicazioni chiare e senza equivoci. La sua più grande soddisfazione era proprio guidare le indagini delle forze dell'ordine nel modo più fruttuoso, in modo da cogliere i colpevoli la mano nel sacco. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 98.

51. « Borsellino era una gran brava persona, ma non aveva la capacità strategica di Falcone. Era un grande lavoratore, uno forte che se ce l'hai accanto ti dà forza. Ma la capacità strategica era di Falcone. Lui conosceva gli imputati del maxiprocesso uno per uno, Borsellino. Se tu gli dicevi "chissà dove ho messo la scheda di Massimo Spataro", lui si alzava e la trovava. Aveva tutto il processo tra le mani. » Voir entretien avec Francesco La Licata réalisé à Rome le 6 juillet 2011, disponible en annexes.

52. Assesseur pendant le maxi-procès, puis procureur de Palerme et enfin procureur national antimafia de 2005 à 2013. Il est président du Sénat depuis mars 2013.

53. « Appena investito dell'incarico dal presidente del tribunale, nell'autunno del 1985, mi recai [da Falcone] e mi presentai : « Sono stato designato giudice a latere del maxi-processo ». Falcone mi squadrò con un sorrisetto : « Vieni che ti presento il processo ». Aveva l'aria sorniona di chi sta giocando un tiro mancino. Mi portò in una stanza blindata dove erano custoditi gli atti del processo : quattro pareti interamente occupate da scaffali alti fino al soffitto ; 120 faldoni zeppi di documenti ; 400.000 pagine di materiale. […] Mi sistemai in un piccolo ufficio accanto alla stanza blindata, e cominciai a esaminare un faldone dopo l'altro, prendendo appunti su un bloc-notes.
Dopo qualche giorno Paolo Borsellino si trovò a passare lì davanti e, intuendo il mio senso di umano sgomento dinanzi a quella mole imponente di documenti da studiare, mi fece omaggio della fotocopia delle sue famose rubriche : quaderni compilati con una grafia minuta e ordinata, dove erano annotati i nomi degli imputati, le centinaia di omicidi, i collegamenti tra gli imputati e i riferimenti alle pagine degli interrogatori dei collaboratori di giustizia, supporti indispensabili per una più rapida conoscenza dei fatti e degli elementi a carico dei soggetti da giudicare. » in GRASSO Pietro, *Per non morire di mafia, op. cit.,* p. 14-15.

Ce passage nous permet de saisir à quel point les index de Borsellino sont un outil primordial permettant aux autres juges de comprendre l'imbrication des événements et donc la thèse de l'unicité de la mafia, qui est à la base de l'instruction.

La rédaction de l'acte d'accusation est sans aucun doute une des périodes les plus intenses de la carrière de Borsellino. Outre les questions de sécurité et les enjeux judiciaires qui découlent de la tenue d'un maxi-procès – continuellement attaqué par les garantistes de tout bord –, l'exfiltration des magistrats à l'Asinara est un moment très difficile pour Borsellino puisque sa fille Lucia tombe malade. Elle est victime d'anorexie psychogène causée par le stress. En quelques semaines, elle perd énormément de poids et Borsellino décide alors de la ramener chez ses grands-parents. Il s'agit d'une manifestation physique de l'angoisse quotidienne vécue par toute la famille. Ainsi, Agnese Borsellino commente sans détours la période qui précède le maxi-procès : « ça a été une vie infernale[54] ».

Borsellino procureur à Marsala

Toutefois, malgré les risques et les conséquences sur sa vie familiale, après avoir porté à terme l'instruction du maxi-procès, Borsellino postule comme procureur de Marsala, une petite ville de la province de Trapani à haute densité mafieuse où les *cosche* locales sont en lien avec les Corléonais. Il perçoit toute l'importance stratégique de cette zone pour les équilibres mafieux et la choisit car l'action antimafia de l'État y est presque inexistante depuis l'assassinat de Giangiacomo Ciaccio Montalto en 1983. Borsellino prend ses fonctions de 4 août 1986 et, selon sa fille Fiammetta, cette expérience constitue « un des plus beaux moments de sa vie, tant du point de vue professionnel qu'humain[55] ». L'ambiance de travail au Palais de Justice est totalement différente par rapport à celle de Palerme et il trouve une équipe de jeunes substituts dynamiques qu'il va former aux méthodes d'enquête élaborées par le *pool* antimafia. Grâce à l'aura acquise par l'instruction du maxi-procès, Borsellino apparaît aux jeunes substituts (Diego Cavaliero, Alessandra Camassa, Antonio Ingroia…) comme un modèle : « Travailler avec lui, au-delà du fait d'être formateur professionnellement, c'est amusant : il te galvanise, il t'exalte, il te pousse à aller toujours plus loin[56] ». Il est sans aucun doute le véritable moteur de toute

54. « È stata una vita d'inferno » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 92.

55. « Uno dei periodi più belli della sua vita, sia dal punto di vista professionale sia da quello umano » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 130.

56. « Lavorare con lui, oltre che professionalmente qualificante, è divertente : ti galvanizza, ti esalta, ti spinge a dare sempre di più. » : Témoignage de Diego Cavaliero in *Ibid*., p. 148.

l'équipe et sa personnalité contribue à créer un climat de travail familial. Pour Antonio Ingroia, avec eux Borsellino était « comme une poule avec ses poussins[57] ». Cette attitude paternaliste porte ses fruits car la jeune équipe est d'une redoutable efficacité.

> Un des mérites de Paolo est d'avoir réussi, en quelques années, à transformer le Parquet de Marsala, un petit Parquet inconnu de province, en un des avant-postes de l'antimafia judiciaire en Italie : quelques unes des plus importantes enquêtes judiciaires en Italie se déroulaient justement à Marsala et Paolo incarnait le visage « propre » des Institutions dans une province difficile comme celle de Trapani, en devenant un solide point de repère pour tous les honnêtes citoyens des alentours[58].

En effet, dans une province où l'indifférence face à la mafia est très forte, Borsellino conjugue succès judiciaires et sensibilisation citoyenne en multipliant les interventions dans les écoles, les débats et les tables rondes, appliquant ainsi les enseignements de Rocco Chinnici et de dalla Chiesa. Il insiste sur la nécessité d'une mobilisation civile afin de soutenir l'action de la magistrature. Il tente donc de stimuler la création d'un mouvement civil semblable à celui qu'a connu Palerme au début des années 1980 et auquel il avait contribué en écrivant notamment dans la revue *Segno*. Pour sa femme, Borsellino, « avant d'être un magistrat, est un citoyen qui ne veut pas manquer d'apporter sa contribution à la société civile[59] ».

Cette attitude a des répercussions sur le plan judiciaire car, pendant les cinq ans passés à Marsala, non seulement plusieurs mafieux mais, plus atypique, de nombreuses femmes se mettent à collaborer avec la justice. Selon Umberto Lucentini, « la fin de l'omerta féminine est un des miracles qui porte la signature de Borsellino[60] ». Il s'agit là d'une véritable révolution que ses anciens substituts attribuent à la grande humanité du magistrat :

> Il a une très forte personnalité mais il sait être humble et établir tout de suite une entente harmonieuse avec son interlocuteur. Dans le rapport avec les repentis, il cherche le contact humain, ses interrogatoires deviennent souvent un entretien d'égal à égal. Mais il devient très dur, et il le déclare fièrement, quand il se trouve devant un *sale mafieux*[61].

57. « Come una chioccia con i suoi pulcini » in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia, op. cit.,* p. 118.

58. « Uno dei meriti di Paolo è di essere riuscito in pochi anni a trasformare la Procura di Marsala da piccola e sconosciuta Procura di provincia in uno degli avamposti dell'antimafia giudiziaria in Italia: alcune delle più importanti inchieste giudiziarie in Italia si svolgevano proprio a Marsala e Paolo incarnava il volto « pulito » delle Istituzioni in una provincia difficile come quella di Trapani, diventando un sicuro punto di riferimento per tutti i cittadini perbene della zona. » : Témoignage d'Antonio Ingroia in *Ibid*., p. 119.

59. « Prima ancora che magistrato, è un cittadino che non vuole fare mancare il suo apporto alla società civile » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 109.

60. « Il tramonto dell'omertà femminile è uno dei miracoli che porta la firma di Borsellino » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 188.

61. « Ha una fortissima personalità ma sa essere umile ed entra subito in sintonia con l'interlocutore. Nel rapporto con i pentiti cerca il contatto umano, i suoi interrogatori spesso diventano colloquio alla pari. Ma diventa durissimo, e lo dichiara con orgoglio, quando si trova davanti a un *mafiosazzo*. » in *Ibid*., p. 194.

De même, les repentis – comme Rosario Spatola[62] – soulignent l'humilité et l'humanité du procureur lors des interrogatoires, des qualités qui permettent d'établir un climat de confiance favorable à la collaboration. En 1990, le *boss* Natale L'Ala de Campobello di Mazara tombe dans un guet-apens. Borsellino se rend à son chevet pour le convaincre de collaborer mais le chef mafieux refuse et est assassiné peu après sa sortie de l'hôpital. La femme de ce chef mafieux, Giacoma Filippello, décide de raconter ce qu'elle sait pour venger la mort de son mari. Malgré les sollicitations de Borsellino, les institutions se montrent titubantes à entériner une loi qui protège les repentis, mettant ainsi en danger les collaborations déjà initiées, comme celle de Giacoma Filippello. Seul Borsellino réussit à la convaincre de poursuivre dans cette voie. En juin 1991, Nicola Atria[63] est abattu en présence de sa femme, Piera Aiello âgée de 23 ans et mère d'une petite fille. Cette dernière, qui avait tenté à maintes reprises de convaincre son mari de quitter la mafia, dénonce les assassins et annonce, en juillet, son intention de faire des révélations sur la mafia de Partanna. Borsellino décide de confier les interrogatoires à Alessandra Camassa, qui traite aussi les confessions d'une autre femme, Rosalba Triolo, liée à la famille mafieuse concurrente. Les dépositions de ces deux femmes permettent de reconstituer les dessous du trafic de drogue et les dynamiques de certains homicides selon les points de vue des deux *cosche* rivales ainsi qu'une partie de leurs rapports avec le monde politique. En novembre, Piera Aiello annonce que sa belle-sœur, Rita Atria[64], veut également collaborer et cette dernière est entendue en qualité de témoin. Les informations qu'elle détient sont essentielles et elle ne tarde pas à être menacée. Borsellino la met en sécurité à Rome et sa mère Giovanna Canova, la renie, criant sur tous les toits à Partanna que Rita « est passée dans le camp des flics, [que] ce n'est plus [sa] fille[65] ». Marqué par cette rupture familiale, Borsellino tente d'arranger les choses mais Giovanna Canova refuse de rencontrer sa fille. Cette attitude contribue à renforcer l'estime de la jeune Rita pour le procureur. Il semble que, pour cette jeune fille ayant perdu son père à seulement onze ans et étant coupée de sa famille, Borsellino incarne alors une figure paternelle. Elle vit donc l'assassinat du magistrat comme un nouveau traumatisme : elle se suicide à Rome une semaine après l'attentat et il n'est pas rare qu'on la définisse comme

62. Mafieux de Campobello di Mazara. Traqué par le chef de sa famille mafieuse (l'avocat Antonio Messina), il décide de collaborer avec la justice en septembre 1989. Il s'agit du premier repenti de Borsellino à Marsala. Son témoignage a été recueilli par Umberto Lucentini.

63. Jeune mafieux de la famille de Partanna.

64. Âgée de seulement 16 ans à l'époque, c'est la sœur de Nicola Atria et la fille de don Vito Atria, *boss* de Partanna, abattu en 1985. Suite au meurtre de son père, elle se rapproche beaucoup de son frère. L'assassinat de ce dernier et le choix de Piera Aiello la poussent à collaborer à son tour.

65. « Sta con gli sbrirri, non è più figlia mia » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino,* p. 207.

une victime colatérale du massacre de via d'Amelio. Les collaborations de toutes ces femmes représentent une avancée dans la connaissance interne du fonctionnement des familles mafieuses, notamment sur la place et le rôle des femmes[66].

En parallèle, la mafia recommence à s'en prendre aux magistrats puisqu'après l'assassinat d'Antonio Saetta – qui devait siéger pour l'appel du maxi-procès – en 1988, c'est au tour de Rosario Livatino. Paolo Borsellino, en tant que représentant de la section palermitaine de l'ANM[67], convoque une assemblée de tous les magistrats et réunit près de deux cents collègues. Il dénonce l'attitude « schizophrénique[68] » de l'État qui s'émeut après chaque crime mais sans prendre de réelles mesures par la suite pour lutter efficacement contre la mafia. De plus, la sentence en appel du maxi-procès – prononcée en décembre 1990 – est décevante. À l'image du climat de démobilisation institutionnelle, les condamnations sont réduites et la thèse de l'organisation pyramidale de la mafia est remise en cause. Après le démembrement du *pool* antimafia – à l'époque faussement reconstitué puisqu'il n'est composé que de Leonardo Guarnotta, qui termine l'instruction du maxi *quater* – Giovanni Falcone quitte Palerme pour Rome avec l'idée de doter le pays de nouvelles institutions pour centraliser la lutte contre la mafia. Toutefois, comme l'explique Antonio Ingroia, Borsellino n'est pas favorable à la création du projet de Super Parquet :

> Paolo pense qu'il est politiquement dangereux de créer un organe central potentiellement capable de « contrôler » les enquêtes antimafia. Au début, il est également opposé, pour les mêmes raisons, à la création des parquets antimafia locaux. Il craint entre autre que le parquet de Marsala puisse être exclu de toutes les enquêtes sur la criminalité organisée. Un renoncement intolérable : pour lui, enquêter sur la mafia est désormais une raison de vivre[69].

Falcone tente de le convaincre en lui soumettant l'idée d'inventer la figure du procureur national antimafia qui s'occuperait spécifiquement de la Sicile et qui serait basé à Palerme, une solution qui permettrait de contourner l'autorité de Pietro Giammanco. Borsellino doute de la faisabilité du projet et décide de prendre position publiquement contre le décret Martelli-Falcone, en co-signant avec – 63 de ses collègues – un document qui vient alimenter encore un peu plus la polémique. Il s'agit du seul désaccord professionnel entre les deux hommes. L'opposition de Borsellino et d'autres magistrats

66. Voir témoignage de Paolo Borsellino in *Ibid*., p. 208-210.

67. *Associazione nazionale dei magistrati*.

68. Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op.cit*., p. 199.

69. « Paolo ritiene politicamente pericoloso costituire un organo centrale potenzialmente in grado di "controllare" le indagini antimafia. Inizialmente è contrario, per le stesse ragioni, anche all'istituzione delle procure distrettuali antimafia. Teme tra l'altro che la procura di Marsala possa essere tagliata fuori da tutte le indagini sulla criminalità organizzata. Una rinuncia intollerabile : per lui indagare sulla mafia è ormai una ragione di vita. » in *Ibid*., p. 225-226.

de renom spécialistes de lutte contre le terrorisme, la mafia et la corruption[70] est donc reprise comme argument d'autorité par les détracteurs du projet. Après quelques changements garantissant l'indépendance du pouvoir judiciaire face à l'exécutif, le texte est cependant adopté.

Le retour à Palerme

Les craintes de Borsellino se vérifient : les parquets des petites villes de province perdent leur compétence en matière de lutte contre la mafia. Borsellino décide alors de demander sa mutation pour Palerme :

> Il allait à Palerme car il n'y avait qu'à Palerme, après l'introduction de la compétence exclusive des parquets antimafia locaux pour les faits de mafia, qu'il aurait pu continuer à s'occuper d'affaires de mafia et, pour lui, s'occuper de mafia était désormais une raison de vivre[71].

Cette analyse d'Antonio Ingroia, contenue dans le livre de Zingales, vient confirmer le témoignage qu'il a livré à Umbertini et que nous avons cité ci-dessus. L'opposition de Borsellino au « Super Parquet » puis sa décision de rentrer à Palerme seraient dictées par un attachement viscéral à la lutte contre la mafia, qu'Ingroia définit comme « la raison de vivre » de Borsellino. Si cette interprétation peut sembler excessive, elle recoupe cependant les différents témoignages concernant la ferveur de son engagement professionnel, comparé à sa foi religieuse. On peut aussi supposer que l'abnégation dont le magistrat fait preuve après la mort de Falcone conditionne le jugement d'Antonio Ingroia, qui a suivi Borsellino à Palerme et a vécu à ses côtés les derniers mois de sa vie. Toutefois, connaissant les difficultés qu'avait eues Falcone avec le procureur Giammanco, le choix de Borsellino de revenir à Palerme semble bien être guidé par son désir de continuer à traiter des affaires en lien avec la criminalité organisée. Les problèmes relationnels avec Giammanco ne tardent pas à apparaître mais Borsellino fait le dos rond et accepte sa nouvelle affectation de substitut du procureur de Palerme pour les zones de Trapani et Agrigente. Très touché par les assassinats de Saetta et Livatino, Borsellino continue d'enquêter sur la mafia des centres périphériques afin de comprendre quelles sont les nouvelles dynamiques entre les *cosche* palermitaines et les familles provinciales[72]. Malgré

70. Comme Gian Carlo Caselli, Gerardo d'Ambrosio, Mario Vaudano, Roberto Scarpinato.

71. « Andava a Palermo perché solo a Palermo, dopo l'introduzione della competenza esclusiva per fatti di mafia delle Procure distrettuali antimafia, avrebbe potuto continuare ad occuparsi di procedimenti di mafia ed occuparsi di mafia per lui era ormai una ragione di vita » in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita per la mafia, op. cit.*, p. 122.

72. Grâce aux confessions de Gioachino Schembri (un des boss de la *Stidda*, une branche dissidente de *Cosa nostra* présente essentiellement dans la province d'Agrigente), Borsellino comprend les dynamiques de la guerre de clans en cours dans la zone d'Agrigente et découvre une piste qui porte en Allemagne. Les coups infligés aux *cosche* de Marsala grâce aux déclarations de Rosario Spatola ont provoqué une scission entre les familles mafieuses. Les membres de la *Stidda* tentent de déstabiliser le pouvoir des Corléonais, sans succès.

leur différend initial sur la création de la DNA et des DDA, Borsellino revient à Palerme dans l'idée de travailler en tandem avec Giovanni Falcone. Ainsi, il soutient publiquement la candidature de Falcone au poste de procureur national antimafia. Après le massacre de Capaci, il déclarera que Falcone disposait au CSM d'une majorité suffisante pour obtenir ce poste.

Des polémiques déstabilisantes pour les magistrats antimafia

Polémiques sur les escortes

S'il est vrai que la notoriété de Falcone – véritable figure de proue du *pool* antimafia pour la presse – fait le plus souvent écran aux autres magistrats, la carrière de Paolo Borsellino est néanmoins scandée de polémiques étroitement liées à Falcone ou aux succès du *pool*. Nous avons choisi d'analyser quatre polémiques fortement médiatisées qui déstabilisent Borsellino ou le placent en première ligne et alimentent le climat délétère caractéristique de la fin du « Printemps de Palerme », prélude de la démobilisation intitutionnelle de la fin des années 1980. Tout d'abord, le 25 novembre 1985, Leonardo Guarnotta et Paolo Borsellino partagent la même voiture d'escorte lorsqu'un véhicule leur coupe la route en plein centre de Palerme. En essayant de l'éviter, le chauffeur perd le contrôle et la voiture blindée finit sa course dans un abri bus, où de nombreux lycéens attendent le bus. Un jeune garçon de 14 ans meurt sur le coup, trois autres jeunes sont hostpitalisés dans le coma et il y a dix-sept blessés légers[73]. Une jeune adolescente décède une semaine plus tard. Borsellino et Guarnotta passent le plus clair de leur temps libre au chevet des blessés[74], leur sentiment de culpabilité est énorme. Tous les ans, Borsellino va déposer quelques fleurs avec ses enfants au pied de la plaque apposée en mémoire des adolescents disparus. Cet accident arrive à un moment où les polémiques – savamment orchestrées par certains quotidiens – sur les escortes et les « juges shérifs » vont bon train[75] : les magistrats et leurs escortes sont perçus comme des facteurs de danger pour la population. Comme nous l'avons souligné, les mois précédents le début du maxi-procès sont agités. Les polémiques concernent le gigantisme du procès, pour certains symptômatique du délire de toute puissance des magistrats, et les craintes de voir le droit de la défense foulé aux pieds. Ainsi, par extension, les magistrats – décrits comme

73. Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 113.

74. « Mon père passe chaque moment de son temps libre à l'hôpital, après son travail il va voir les blessés, les parents, les amis des lycéens. Puis il rentre à la maison effondré, bouleversé. » (« Mio padre passa ogni momento libero in ospedale, dopo il lavoro va a trovare i feriti, i genitori, gli amici dei ragazzi. Poi torna a casa distrutto, sconvolto. »): Témoignage de Fiammetta in *Ibid*., p. 115.

75. Voir la lettre de Patrizia Santoro publiée par le *Giornale di Sicilia* et citée dans le chapitre 3.

des personnages en mal de célébrité – apparraissent dangereux pour l'État de droit[76]. Cet accident alimente ultérieurement les polémiques autour du *pool* et est donc instrumentalisé pour critiquer les magistrats qui ont mené l'instruction et, par extension, la tenue du maxi-procès.

Les « professionnels de l'antimafia »

Si celui-ci débute en février 1986, les critiques et les polémiques continuent tout au long de l'année 1986 et atteignent leur paroxysme en janvier 1987, lorsque Leonardo Sciascia publie un article dans le *Corriere della Sera*, intitulé « Les professionnels de l'antimafia[77] ». Ainsi, pendant plus d'un an, les polémiques médiatiques vont instiller un climat défavorable pour la magistrature et préparent le terrain de la démobilisation institutionnelle qui commence à partir de 1988. Partant d'une étude de Christopher Duggan sur la mafia pendant le fascisme, Sciascia réutilise la thèse de « l'antimafia comme instrument de pouvoir[78] » et l'applique à deux exemples, Leoluca Orlando – alors maire de la ville – et Paolo Borsellino – tout juste nommé procureur de Marsala –, qui incarnent tous deux le renouveau de la ville appelé le « Printemps de Palerme ». Orlando n'est pas explicitement nommé mais l'écrivain laisse peu de place à l'interprétation en parlant « d'un maire qui, par sentiment ou par calcul, commence à s'exhiber […] en tant qu'antimafieux[79] ». Pour Sciascia, cette étiquette empêche toute critique puisque les détracteurs sont immédiatement taxés de mafieux. Si l'exemple d'Orlando est présenté sous forme d'hypothèse et sans citer son nom, l'exemple concernant Borsellino est circonstancié, ce qui donne l'impression d'une attaque en règle contre le magistrat : « Celui-ci est un exemple hypothétique. Mais en voici un actuel et effectif[80]. » Sciascia nomme expressément Borsellino et commente l'extrait de son arrêté de nomination. Le CSM justifie l'attribution du poste à Borsellino par l'expérience de ce dernier en matière de lutte contre la mafia, un critère qui est jugé plus important que l'ancienneté de l'autre candidat. La critique de Sciascia – mal interprétée et savamment instrumentalisée – repose sur le choix des critères de sélection car, l'ancienneté étant censée être le critère

76. Voir les articles de Vincenzo Vitale dans le *Giornale di Sicilia* rassemblés in MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.,* p. 14-23. Par exemple : « Bien sûr, si au lieu de filer sur les chapeaux de roues à bord d'*Alfette* blindées, entouré de caméras et de projecteurs, le pauvre juge, assis seul et penché sur les brochures de ses codes, veille à ce qu'au cours du procès les règles soient respectées, c'est-à-dire le droit des parties, il n'en tirera pas de publicité et, malheureusement, pas de mérites et de reconnaissances officielles non plus. » (« Certo, se anziché sfrecciare sgommando sulle Alfette blindate, circondato da telecamere e riflettori, il povero giudice cura, seduto solo e curvo tra le brossure dei codici, che nel processo vengano rispettate le regole, cioè i diritti delle parti, non godrà di pubblicità e neppure, ahimè, di meriti e riconoscimenti ufficiali. ») in *Ibid*., p. 16.

77. SCIASCIA Leonardo, « I professionisti dell'antimafia » in *Corriere della Sera*, 10 janvier 1987, p. 1 & 3. Cet article est entièrement reproduit dans ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mfia, op. cit.,* p. 81-89.

78. « L'antimafia come strumento di potere » in *Ibid*., p. 87.

79. « Un sindaco che per sentimento o per calcolo incominci ad esibirsi […] come antimafioso » in *Ibidem*.

80. « Questo è un esempio ipotetico. Ma eccone uno attuale ed effettuale. » in *Ibid*., p. 88.

principal, l'écrivain estime que le CSM ne respecte pas les règles en vigueur[81]. Ainsi, les justifications rhétoriques du CSM pour valider l'argument de l'expérience lui semblent alambiquées et il conclut son raisonnement en accusant clairement Borsellino d'être carriériste : « Que les lecteurs prennent de toute manière acte que rien ne vaut plus, en Sicile, pour faire carrière dans la magistrature, que de prendre part à des procès de type mafieux[82] ». Borsellino répond de manière laconique afin de tuer la polémique dans l'œuf :

> Je n'éprouve ni colère ni amertume […]. J'ai tout au plus des inquiétudes concernant les signes de fléchissement que l'on ressent, plus en général, en Sicile. Et il est particulièrement pernicieux que la tension se relâche maintenant, de quelque façon que ce soit, d'où que cela vienne. On n'a pas encore compris […] qu'il s'agit là d'un moment très délicat pour la lutte contre la mafia. Je n'ai jamais demandé de m'occuper de mafia. J'y suis entré par hasard. Et puis j'y suis resté à cause d'un problème moral. Les gens mouraient autour de moi[83]…

Borsellino replace donc les considérations de Sciascia dans le contexte polémique qui s'accentue autour du maxi-procès et du *pool* antimafia depuis plus d'un an. Pour se défendre de l'accusation de carriérisme, il tient à souligner la dimension morale de son engagement antimafia. Cependant l'intervention de Borsellino ne calme pas les esprits et l'article de Sciascia déclenche un tollé médiatique. Personne ne remet en cause la légitimité de l'écrivain pour intervenir sur la criminalité mafieuse mais tous soulignent son erreur ainsi que le risque de proférer de telles accusations envers Borsellino :

> [Ce discours] ne profite pas en soi à la mafia, mais il porte préjudice à l'antimafia et à ses hommes, comme certaines exultations locales le démontrent malheureusement ; il est instrumentalisable par ceux qui ont toujours essayé et qui essayeront de troubler les idées et d'inverser les rôles[84].

Le *Coordinamento antimafia*, moribond depuis début 1986, revient sur le devant de la scène en répliquant à travers un communiqué au vitriol, traitant Sciascia de « *quaquaraquà*[85] ». Signe de la déliquescence du *Coordinamento*, ce communiqué est rédigé

81. Le rapport de Sciascia au pouvoir est caractérisé par ses prises de positions garantistes. Son œuvre est traversée par une crainte et une dénonciation des abus de pouvoir, qu'ils viennent des institutions, des classes aisées ou de la mafia. Son engagement politique, d'abord au PSI puis au parti radical, et ses prises de position publiques (tant pendant les « années de plomb » qu'au moment de l'arrestation du présentateur Enzo Tortora pour trafic de stupéfiant au début des années 1980) sont également le fruit de cette tradition garantiste. Sur le rapport de Sciascia à la vie publique et politique italienne, voir CASALINO Leonardo, *Scomporre la realtà. Lo sguardo inquieto di Leonardo Sciascia sull'Italia degli anni Settanta e Ottanta*, Pescara, Tracce, 2013.

82. « I lettori, comunque, prendano atto che nulla vale più, in Sicilia, per fare carriera nella magistratura, del prendere parte a processi di stampo mafioso. » in *Ibid*., p. 89.

83. « Non provo né rabbia né amarezza. […] Nutro semmai preoccupazione per i segni di cedimento che, più in generale, avvertiamo in Sicilia. Ed è pernicioso che si allenti adesso, in qualsiasi modo, la tensione ; da qualsiasi parte si faccia. Non si è ancora capito […] che questo è un momento delicatissimo nella lotta alla mafia. Non ho mai chiesto di occuparmi di mafia. Ci sono entrato per caso. E, poi, ci sono rimasto per un problema morale. La gente mi moriva attorno… » in *Ibid*., p. 91.

84. « Non giova, in sé, alla mafia, danneggia però l'antimafia e i suoi uomini, come certe esultanze locali purtroppo dimostrano ; è strumentalizzabile da chi ha sempre cercato e cercherà di confondere le idee e rovesciare le parti. » : FERRARA Giovanni, « Sciascia combatte ancora la mafia ? » in *Repubblica*, 14 janvier 1987, p. 1.

85. Ce terme provient de la distinction de l'humanité en catégories, opérée par le mafieux *don* Mariano Arena dans *Le jour de la chouette* de Leonardo Sciascia : « les hommes, les moitiés d'hommes, les minus, les – sauf votre respect – faux culs et les *quaquaraquà* ». Il s'agit d'une « onomatopée de l'argot mafieux qui "imite le cri des oies et des canards pour désigner, avec mépris, les gens qui ne savent pas tenir leur langue, les mouchards." NdT Source ImpasseSud. » in BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, *Le Serpent. Totò Riina le maître de Cosa nostra*, Paris, Éditions du Toucan, 2009, lien URL : http://books.google.fr/books?id=8N4ecXH2zesC&pg=PT121&dq=le+jour+de+la+chouette+leonardo+sciascia+quaquaraquà&hl=it&sa=X&ei=Nd5EVOrGHZSs7AbK_4DoBg&ved=0CCsQ6AEwAA#v=onepage&q=le%20jour%20de%20la%20chouette%20leonardo%20sciascia%20quaquaraquà&f=false

par un seul étudiant[86] et relu seulement par deux personnes. Au lendemain de sa publication dans la presse, beaucoup se dissocient de l'association et nombreux sont ceux qui contestent cette prise de position insultante contre Sciascia. Dans *Storia del movimento antimafia*, Umberto Santino – d'habitude prompt à décortiquer les polémiques – passe rapidement sur la « réplique brutale et maladroite[87] » et s'attarde sur le risque d'instrumentalisation des propos de Sciascia :

> Ses mots sont utilisés par ceux que l'on pourrait définir comme les « professionnels de la mafia » (à commencer par les hommes politiques plus ou moins complices de la mafia) pour se refaire une virginité à l'abri du prestige de l'écrivain […]. Maintenant que Sciascia s'en prend aux « antimafieux », les philomafieux sont tous avec Sciascia[88].

Cette analyse montre comment les déclarations de Sciascia sont instrumentalisées par les détracteurs du *pool* et du maxi-procès, qui se servent de la crédibilité de l'écrivain pour appuyer les critiques formulées à l'encontre des magistrats. En 1988, Sciascia et Borsellino profitent d'une rencontre à Marsala pour clarifier leurs positions. Agnese Borsellino révèle l'opinion de son mari :

> Sciascia était tombé dans le piège de quelqu'un qui lui avait donné des nouvelles qui n'étaient pas vraies. C'était juste un pantin. Le marionnettiste était ailleurs. Paolo en était sûr, la conversation avec Sciascia le lui confirma. Même s'il n'a pas réussi à savoir le nom du marionnettiste : il le demanda sans détours à l'écrivain, mais n'obtenut aucune réponse[89].

En réalité Borsellino n'a jamais contredit la véridicité des affirmations de Sciascia mais il a toujours suspecté que l'on a porté volontairement ces éléments à la connaissance du romancier, aux positions garantistes affirmées, pour alimenter le climat délétère qui entourait la lutte contre la mafia[90]. Selon Agnese Borsellino, l'article de Sciascia a causé une « douleur atroce[91] » à son mari et les journalistes spécialisés considèrent que c'est un épisode-clef puisqu'un chapitre lui est dédié dans presque tous les ouvrages qui sont consacrés à Paolo Borsellino[92]. De plus, cette polémique expose médiatiquement Paolo Borsellino. Si à Palerme, il était le plus souvent dans l'ombre de Falcone, ses responsabi-

86. Il s'agit de Francesco Petruzzella, alors étudiant en droit. Il a été interviewé par Attilio Bolzoni en 2007, pour le vingtième anniversaire de la polémique, signe qu'il s'agit d'un moment-clef dans l'histoire de la lutte contre la mafia. Son interview est disponible dans les archives de *Repubblica* : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2007/01/07/sono-stato-io-chiamare-sciascia-un-quaquaraqua.html

87. « Replica rozza e maldestra » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.*, p. 326.

88. « Le sue parole vengono usate da quelli che potremmo definire « professionisti della mafia » (a cominciare dagli uomini politici più o meno collusi) per autodignificarsi facendosi scudo del prestigio dello scrittore […]. Ora che Sciascia se la prende con gli « antimafiosi », i filomafiosi sono tutti sciasciani. » in *Ibidem*.

89. « Sciascia era caduto nella trappola di qualcuno che gli aveva passato delle notizie non veritiere. Era solo un burattino. Il burattinaio era altrove. Paolo ne era sicuro, la conversazione con Sciascia glielo confermò. Anche se non riuscì a sapere il nome del burattinaio : lo chiese direttamente allo scrittore, ma non ottenne alcuna risposta. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 123.

90. Voir LODATO Saverio, « Noi, ex professionisti dell'antimafia. Intervista a Paolo Borsellino » in *L'Unità*, 13 août 1991 in MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.*, p. 35-41.

91. « Dolore atroce » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 123.

92. Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 131-150 ; MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.*, p. 12-41 ; ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia, op. cit.,* p. 81-111.

lités de procureur à Marsala le mettent sur le devant de la scène. Enfin, cette polémique est certainement à l'origine du refus que le CSM oppose à Giovanni Falcone un an plus tard, alors qu'il est candidat pour diriger le bureau du juge d'instruction. Il est donc nécessaire d'en tenir compte pour comprendre le climat de démobilisation qui se met en place et qui favorise le démantèlement du *pool* antimafia.

La dénonciation du démantèlement du *pool*

Face à l'éclatement des instructions concernant les affaires de mafia suite aux directives d'Antonino Meli, Paolo Borsellino monte au créneau pour défendre le *pool* antimafia et dénoncer l'isolement croissant de Giovanni Falcone. Le 16 juillet 1988, alors qu'il assiste à la présentation d'un livre, Borsellino prend la parole pour exprimer ses inquiétudes sur l'avenir du *pool* antimafia. Il précise ensuite sa pensée dans deux interviews – publiées dans *Repubblica* et *L'Unità* – et désigne clairement Meli comme le responsable de la destruction du *pool* et de ses méthodes de travail, pourtant validées par le verdict du maxi-procès. Ce « J'accuse » – comme le définit le journaliste de *Repubblica* – est en réalité un cri d'alarme : « Nous sommes en train de créer un vide dangereux, de revenir en arrière comme il y a dix, vingt ans[93]… ». Borsellino justifie ainsi cette prise de position publique :

> Après tant d'années de travail, cloîtré dans le « bunker » de Palerme, je considère que j'ai le devoir de dénoncer certaines choses. Et aussi parce que je ne suis pas venu ici, à Marsala, pour m'isoler. Je suis venu faire le travail de procureur de la République à Marsala pour continuer à m'occuper de mafia, pour travailler ici en travaillant avec Falcone à Palerme, avec les juges d'Agrigente, avec d'autres magistrats à Catane ou Trapani. Mais tout cela semble impossible. Les enquêtes ont été éparpillées dans toutes les directions et pendant ce temps *Cosa nostra* s'est réorganisée, comme avant et plus qu'avant[94].

Il s'appuie sur son expérience au *pool*, le travail accompli et les sacrifices endurés pour affirmer sa légitimité à intervenir publiquement sur ce thème. Il se place également sur le terrain de la morale professionnelle puisque dans l'interview accordée à *L'Unità*, il estime que dénoncer la situation est un « devoir moral[95] ». Il profite également de cette interview pour réaffirmer son engagement et justifier le choix stratégique d'aller à Marsala. Toutefois, les interprétations de cette intervention divergent. Si pour Diego Cavaliero – alors substitut de Borsellino à Marsala – Borsellino intervient avant tout

93. « Stiamo rischiando di creare un pericoloso vuoto, stiamo tornando indietro come dieci, venti anni fa… » : BOLZONI Attilio, « Lo Stato si è arreso. Del pool antimafia sono rimaste macerie » in *Repubblica*, 20 juillet 1988 disponible dans MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.*, p. 65-66. La traduction est celle d'Anna Rizzello et Sarah Waligorski in MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 156.

94. Extrait de l'interview accordée à *Repubblica* in MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 157-158.

95. Extrait de l'interview accordée à Saverio Lodato pour *L'Unità* et publiée dans MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 160.

par amitié[96], selon Francesco La Licata, l'intervention fait partie d'une stratégie mise en place par Falcone et Borsellino ensemble[97]. Si cette lecture valorise encore Falcone, perçu comme le stratège du binôme, pour la première fois c'est Borsellino qui s'expose pour protéger Falcone. Le recours à la presse est donc un moyen de donner un écho majeur à ce qui se passe au tribunal de Palerme. Après la mort de Falcone, Borsellino justifie cette prise de position, dont le but était d'empêcher l'élimination professionnelle de Falcone : « le *pool* anti-mafia doit mourir devant tout le monde, il ne doit pas mourir en silence[98] ». Ces deux interviews – sélectionnées par Antonella Mascali et Giommaria Monti pour illustrer les obstacles rencontrés par les deux magistrats – sont essentielles car elles déclenchent les foudres d'Antonino Meli et du CSM, qui menace Borsellino de sanctions disciplinaires importantes. Au cours de son audition[99], Paolo Borsellino réaffirme les déclarations faites à la presse et son inquiétude quant au démembrement du *pool*, qui dénote un fléchissement important en matière de lutte contre la mafia. Bien que certains membres du CSM – comme Vincenzo Geraci[100] – insistent pour sanctionner Borsellino, la dénonciation médiatique des faits le protège. Le *pool* antimafia est recréé mais Meli conserve le pouvoir de répartir les dossiers. En somme, tout est resté en l'état et la disparition du *pool* est inéluctable. Guarnotta restera jusqu'au début des années 1990 pour finir l'instruction du maxi *quater*.

Enfin, une dernière polémique affaiblit Borsellino lorsqu'il est en place à Marsala. Suite aux révélations des repentis Rosario Spatola et Giacoma Filippello, les liens entre les *cosche* de la région de Trapani et l'élite politique locale commencent à émerger. Les procès verbaux fuitent du parquet de Trapani et finissent dans la presse. Borsellino est très vite accusé d'avoir étouffé l'affaire alors qu'il n'a même pas connaissance de ces déclarations puisque le procureur de Trapani avait opté pour un non-lieu[101]. Cette polémique, bien que mineure face à celles analysées plus haut, est encore un signal de

96. « J'ai tout de suite la sensation que l'unique et véritable motif de cette attaque frontale est uniquement sentimental : sauver son ami Giovanni de l'isolement dans lequel il a été tristement confiné. » (« Ho subito la sensazione che l'unico vero motivo di quell'attacco frontale sia solo sentimentale : salvare l'amico Giovanni dall'isolamento in cui è stato tristemente confinato. ») in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 159.

97. Voir entretien avec Francesco La Licata réalisé à Rome le 6 juillet 2011, disponible en annexes.

98. Discours prononcé en mémoire de Giovanni Falcone le 25 juin 1992 à la bibliothèque municipale de Palerme in MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 168.

99. L'audition ayant duré plusieurs heures, le compte-rendu fait plus d'une centaine de pages (voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 162). Une synthèse est disponible in MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.*, p. 86-94.

100. Vincenzo Geraci était un ami de Borsellino. Il a soutenu sa candidature comme procureur de Marsala et l'a enjoint par la suite à ne plus prendre position publiquement sur les affaires palermitaines. Lorsque Falcone est en lice pour diriger le bureau d'instruction, Geraci assure Borsellino que Falcone aura toutes les voix nécessaires. Ainsi, le discours de Geraci – qui fait basculer le vote en faveur de Meli – est perçu par Borsellino comme une trahison et les deux hommes s'éloignent définitivement. Après la mort de Falcone, Borsellino évoquera le revirement de Geraci sans le nommer en le traitant de « judas ». Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 157-167.

101. Voir *Ibid*., p. 216-217.

la démobilisation institutionnelle à la fin des années 1980. On tente de décrédibiliser les magistrats instructeurs afin de détourner l'attention et minimiser les révélations des repentis, déjà mis en péril par une législation inexistente.

De Capaci à via d'Amelio : les 57 jours de Paolo Borsellino

Défendre et promouvoir la mémoire de Giovanni Falcone

La surexposition médiatique de Borsellino

Dans le récit des proches de Borsellino, la mort de Falcone est un événement déterminant qui propulse Borsellino en première ligne. Comme nous l'avons déjà évoqué, les 57 jours qui séparent leurs deux assassinats sont désormais considérés comme cruciaux pour comprendre les raisons de la mort de Borsellino. Le 23 mai 1992, Borsellino est chez le barbier lorsqu'il apprend qu'un attentat vient d'avoir lieu contre Falcone. Il s'empresse d'aller à l'hôpital de Palerme, où Falcone s'éteint dans ses bras. Dès le lendemain, devant les cercueils exposés au Palais de Justice, Borsellino avertit solennellement ses collègues : « Que ceux qui veulent partir de ce Parquet s'en aillent. Mais que ceux qui veulent rester sachent quel destin nous attend. Voilà notre futur. Le voilà[102]. » Puisqu'il mène le même combat que Falcone, il se sent menacé et on peut considérer, de son point de vue et du celui de la mafia, que son assassinat est programmé.

Le 27 mai 1992, Borsellino donne une interview à Giuseppe D'Avanzo pour *Repubblica*[103]. Après avoir réaffirmé le lien d'amitié qui le liait à Giovanni Falcone et Francesca Morvillo, il livre ses premières analyses sur leur assassinat et révèle la coïncidence des faits avec la confirmation que Falcone disposait des voix nécessaires au CSM pour être élu au poste de Procureur national antimafia. Malgré la pertinence des interprétations de Borsellino, la véritable nouveauté de cette interview est l'empressement du magistrat à se poser comme témoin. Il choisit ainsi de s'exposer médiatiquement pour être entendu au plus vite par le Parquet de Caltanissetta en charge de l'enquête. Le lendemain, alors qu'il assiste à la présentation du dernier livre de Pino Arlacchi à Rome en

102. « Chi vuole andare via da questa Procura se ne vada. Chi vuole restare sappia quale destino ci attende. Il nostro futuro è quello. Quello lì. » in BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino. Dalla strage di Capaci a via d'Amelio, op. cit.*, p. 31.

103. D'AVANZO Giuseppe, « La mafia aveva paura dei poteri di Falcone » in *Repubblica*, 27 mai 1992, p. 5.

présence du ministre de l'Intérieur Vincenzo Scotti et du ministre de la Justice Claudio Martelli, un journaliste demande à Borsellino s'il compte se porter candidat au poste de procureur national antimafia.

> Les regards du public venu en nombre sont tous pointés sur lui. Sur l'ami et le collègue de Giovanni Falcone, sur le procureur adjoint de Palerme, sur l'homme qui a recueilli l'héritage du magistrat assassiné par les *cosche* samedi dernier. Paolo Borsellino répond du tac au tac, à voix basse : « Non, je n'en ai pas l'intention ». Vincenzo Scotti, ministre de l'Intérieur, est assis à la même table. À quelques mètres, à trois chaises sur sa gauche. Il déclare avec vivacité : « Ce sera mon candidat ». Puis il ajoute : « Avec le ministre Martelli, je proposerai le nom de Paolo Borsellino pour diriger le Parquet antimafia ». Regards, caméras et objectifs reviennent se poser sur le magistrat de Palerme. L'homme qui conduisit le *pool* antimafia en Sicile dans les années de tension extrême est embarassé. Il esquive[104].

Quelques jours à peine après la mort de Falcone, Borsellino est donc au centre de l'attention médiatique et est défini comme son héritier. La déclaration de Scotti le met dans une position difficile et l'expose encore davantage. En effet, dans l'interview publiée le 27 mai, Borsellino soulignait que Falcone était assuré d'avoir les voix suffisantes pour obtenir le poste de procureur national et que cela aurait décidé la mafia à agir. Proposer publiquement à Borsellino de prendre la suite de Falcone signifie donc le désigner comme le prochain objectif. Mis très mal à l'aise par cette intervention inattendue de Scotti, Borsellino lui envoie une lettre pour décliner :

> La disparition de Giovanni Falcone m'a rendu destinataire d'une douleur qui m'empêche, en effet, d'être le bénéficiaire d'effets qui sont de toute façon reconductibles à cet événement funeste[105].

Déjà accusé par Sciascia d'être carriériste, le magistrat n'a aucune envie de donner l'impression de profiter de la mort de Falcone. En conclusion, Borsellino laisse à la discrétion du ministre le choix de rendre son refus public. Or, malgré les risques encourus par le magistrat, le ministre ne revient pas sur ses déclarations.

La première commémoration de Falcone (23 juin 1992)

Après le massacre de Capaci, Borsellino participe activement aux rencontres ou aux moments de recueillement en mémoire de Falcone, s'affichant ainsi comme son successeur. À l'initiative du prêtre de la paroisse de Borsellino, une veillée de prière est organisée un mois après le massacre de Capaci en hommage aux victimes et en soutien

104. « Gli sguardi del folto pubblico sono puntati tutti su di lui. Sull'amico e collega di Giovanni Falcone, sul procuratore aggiunto di Palermo, sull'uomo che ha raccolto l'eredità del magistrato assassinato dalle cosche sabato scorso. Paolo Borsellino risponde di getto, con un filo di voce: "No, non ne ho intenzione". Vincenzo Scotti, ministro dell'Interno, siede allo stesso tavolo. A pochi metri, tre sedie sulla sua sinistra. Replica con slancio: "Lo candido io". Poi aggiunge: "Assieme al ministro Martelli proporrò il nome di Paolo Borsellino per la direzione della procura antimafia". Sguardi, telecamere e obiettivi tornano a posarsi sul magistrato di Palermo. L'uomo che guidò negli anni caldi il pool antimafia in Sicilia è imbarazzato. Si schermisce. » : MASTROGIACOMO Daniele, « Borsellino vada alla superprocura » in *Repubblica*, 29 mai 1992, p. 13.

105. « La scomparsa di Giovanni Falcone mi ha reso destinatario di un dolore che mi impedisce, infatti, di rendermi beneficiario di effetti comunque riconducibili a tale luttuoso evento. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 250.

aux magistrats et aux policiers d'escorte[106]. Après une marche aux flambeaux, Borsellino prend la parole face à un public venu en masse et est continuellement interrompu par de longs applaudissements. Cette intervention[107] donne une épaisseur majeure à la figure publique de Paolo Borsellino et est interprétée *a posteriori* comme son « testament spirituel public[108] ». En effet, le discours a une dimension spéculaire car en décrivant les motivations de l'engagement de Falcone, Borsellino semble parler de lui-même. Il insiste tout d'abord sur la lucidité de Falcone quant au caractère inéluctable de la vengeance mafieuse, faisant référence à la longue liste de collègues exécutés. L'évocation du martyrologe donne une dimension sacrificielle à l'engagement de Falcone contre la mafia, que Borsellino interprète comme « un acte d'amour[109] » pour Palerme et son peuple. On retrouve dans cette lecture la profonde religiosité de Borsellino car Falcone, profondément laïc, affirmait qu'il se battait pour combattre le modèle de société mafieuse[110]. Cette idée d'un engagement pour changer la société, alliée à la lecture religieuse de Borsellino, rejoint le thème du *riscatto*[111] de la Sicile, si cher à Pio La Torre. Borsellino choisit de ne pas s'attarder sur les succès professionnels du *pool* et axe son discours sur la façon dont Falcone concevait le rôle de la société, qui viendrait compléter celui de la magistrature :

> La lutte contre la mafia – premier problème moral à résoudre sur notre terre à la fois si belle et si malheureuse – ne devrait pas se limiter à une simple action de répression mais devrait constituer un mouvement culturel et moral, religieux même, impliquant chacun d'entre nous, afin de nous habituer à respirer le frais parfum de la liberté plutôt que la puanteur du compromis moral, de l'indifférence, de la promiscuité et, par conséquent, de la complicité[112].

Bien qu'il exprime ici l'intuition de Falcone, cette phrase va incarner la clairvoyance de Borsellino et sera amplement reprise par les associations antimafia pour justifier leur action et affirmer leur filiation morale avec les valeurs qui ont guidé l'engagement des deux juges. Le magistrat rappelle que le soutien de la population pendant le « Printemps de Palerme » a vite fait place à l'« intolérance ». L'anaphore du terme donne un écho majeur à la dénonciation que fait Borsellino de la démobilisation intitutionnelle de la fin des années 1980. Il justifie ainsi le départ de Falcone pour Rome en démontant les accusations d'opportunisme politique et attaque ceux qui tentent de récupérer la mémoire de Falcone.

> Il meurt et soudain chacun prend la mesure de cette perte. Y compris ceux qui, pour l'avoir dénigré, entravé, parfois haï et persécuté, ont perdu le droit d'en parler ! Néanmoins personne n'a perdu le droit, ou plutôt le devoir sacré de poursuivre cette

106. La lettre ouverte est publiée in *Ibid*., p. 258-259).
107. Le texte de l'intervention est entièrement disponible en annexes.
108. Témoignage du père Bucaro in *Ibid*. p. 260.
109. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.,* p. 161.
110. Voir *Ennemis de la mafia. La solitude du juge Falcone*, réalisé par Claude Goretta & Marcelle Padovani, 1988.
111. On peut le traduire par « rachat » ou « rédemption ». Nous analysons ce double sens dans le chapitre 8.
112. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.,* p. 162.

> lutte. S'il est mort dans sa chair mais vivant par l'esprit, nos consciences assoupies, comme nous l'enseigne la foi, doivent se réveiller. L'espoir a été ravivé par son sacrifice. Par le sacrifice de sa femme. Par le sacrifice de son escorte. […] Tous sont morts pour nous, les *injustes*, qui avons une grande dette envers eux et devons la payer joyeusement, en poursuivant leur œuvre[113].

Le climax de l'accumulation des participes passés vise à rendre compte des multiples obstacles rencontrés par Falcone à partir de 1988 et, à travers le passage du droit au devoir, il dénonce l'instrumentalisation de la mémoire de Falcone tout en exhortant le public à s'approprier « ce lourd et magnifique héritage spirituel[114] ». Cette thématique de la dette morale envers les victimes de la violence mafieuse va être reprise massivement par les différentes associations antimafia qui naîtront après 1992. Ce discours pose donc les jalons de la culture de la légalité (tant promue aujourd'hui par les associations) en incitant les citoyens – comme l'avait fait dalla Chiesa dix ans auparavant – à changer radicalement leurs comportements. La vraie nouveauté de cette intervention réside donc dans le fait de rendre la lutte contre la mafia accessible à tous. Par leurs actions, les citoyens ont la possibilité de donner un sens à la mort de Falcone et de la rendre utile en devenant les promoteurs de sa mémoire. Ainsi, le slogan « Vous ne les avez pas tués. Leurs idées marchent avec nos jambes[115] » qui apparaît sur les draps accrochés aux fenêtres après la mort de Borsellino marque le début d'un long processus d'appropriation civile de la mémoire des victimes de la lutte contre la mafia.

L'intervention du 25 juin 1992 : un discours à charge contre la magistrature

Deux jours plus tard, le 25 juin, Borsellino prononce son dernier discours public[116] alors qu'il est invité à un débat à la bibliothèque municipale de Palerme. Cette intervention est particulièrement incisive par rapport à la précédente et, par les thèmes abordés, Borsellino s'expose encore un peu plus. Il rappelle d'emblée son statut de magistrat et, surtout, de témoin :

> En ce moment, d'ailleurs, je ne suis pas seulement magistrat mais aussi témoin. Témoin car, ayant vécu le plus clair de mon expérience professionnelle aux côtés de Giovanni Falcone, j'ai pu recueillir – je ne dirai pas plus qu'un autre, car je refuse de rentrer dans cette compétition à laquelle j'assiste malheureusement ces jours-ci, à savoir qui était l'ami le plus proche de Giovanni Falcone – j'ai donc recueilli, plus ou moins qu'un autre, en tant qu'ami de Giovanni Falcone, plusieurs de ses confidences. Avant d'évoquer publiquement les convictions que je me suis forgées en recueillant ces confidences, je dois tout d'abord rassembler ces éléments que je porte en moi et les rapporter à l'autorité judiciaire, qui

113. *Ibid*., p. 163.

114. *Ibid*., p. 164.

115. « Non li avete uccisi. Le loro idee camminano sulle nostre gambe. » Une photo de Shobha est disponible en annexes ; elle est tirée du recueil photographique *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, publié en supplément par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 230-231.

116. Le texte est intégralement disponible en annexes.

> seule pourra juger si les choses que je sais pourront être utiles à la reconstitution de l'événement qui a mis fin à la vie de Giovanni Falcone[117].

L'interview publiée dans *Repubblica* quelques jours à peine après l'attentat étant restée lettre morte, Paolo Borsellino décide de renouveler son appel au Parquet de Caltanissetta pour être entendu en tant que témoin, sachant que le débat est retransmis par une chaîne de télévision locale. On peut donc penser que cette entrée en matière relève d'une véritable stratégie de communication du magistrat : il veut être interrogé par le Parquet de Caltanissetta[118] et se met consciemment en danger en laissant entendre qu'il détient des informations importantes sur la mort de Falcone. Ce faisant, il critique également la récupération posthume de l'amitié de Falcone de la part de personnalités qui l'ont freiné lorsqu'il était en vie. Ainsi, en réaffirmant sa qualité de magistrat, d'ami et de témoin, Borsellino garantit la crédibilité des propos qu'il va tenir. La veille, des extraits du journal intime[119] de Giovanni Falcone ont été publiés dans *Il Sole 24 ore* par Liana Milella, une journaliste proche du magistrat. Borsellino confirme l'authenticité de ces notes[120] pour couper court aux polémiques. Après cette brève introduction, Borsellino part d'une déclaration d'Antonino Caponnetto, selon qui « Falcone avait commencé à mourir en janvier 1988[121] », et l'utilise pour reparcourir toute la phase descendante de la carrière de son ami. Ce discours est capital car il prend à revers la représentation biographique classique et insiste sur la période la plus polémique de l'activité de Falcone. Comme lors de la veillée religieuse, il élude le récit des succès de Falcone pour se concentrer sur la phase de démobilisation institutionnelle qui se concrétise par l'isolement progressif de Falcone, rendant son élimination physique possible.

> Aujourd'hui que nous mesurons toute la valeur de cet homme, en retraçant les éléments de sa vie professionnelle, nous pouvons voir en effet comment le pays, l'État, la magistrature – qui a peut-être le plus de responsabilité dans cette histoire – ont véritablement commencé à le tuer dès le 1er janvier 1988, si ce n'est l'année précédente […] : je veux parler de la parution de cet article de Leonardo Sciascia dans le *Corriere della Sera*[122] […].

117. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.,* p. 165-166.

118. Il ne sera pas entendu avant sa mort. Dans la fiction *I 57 giorni di Paolo Borsellino* (Rai, 2012), le personnage de Borsellino demande explicitement au procureur de Caltanissetta – Giovanni Tinebra – d'être entendu : « Quand vas-tu m'interroger ? Pense que je suis déjà mort ! Ça n'arrive pas souvent à un juge de pouvoir interroger la victime ! » (« Quando mi interrogherai ? Fa conto che sono già morto ! Non capita spesso al giudice di poter interrogare la vittima ! »). Tinebra lui répond qu'il l'entendra au mois de septembre, après les résultats des premiers examens de la scène de crime. Cette scène souligne l'isolement de Paolo Borsellino, et donc sa mort prochaine, ainsi que l'incapacité de l'institution judiciaire à saisir l'urgence de la situation.

119. Falcone consigne minutieusement dans son ordinateur toutes ses dissentions avec Giammanco, les dossiers dont il a été écarté et les pressions que ce dernier exerçait sur lui. Une petite sélection est disponible in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.*, p. 122-124.

120. « Je les ai lues du vivant de Falcone. Ces notes étaient réellement de Giovanni Falcone, je ne voudrais pas qu'on puisse un jour en douter. » in MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.,* p. 166.

121. *Ibidem*.

122. *Ibid*., p. 166-167.

Si Caponnetto disait que Falcone « avait commencé à mourir » en 1988, Borsellino accuse clairement la magistrature d'avoir tué Falcone. Il parle certes d'une mort professionnelle mais le choix du terme cultive volontairement l'ambiguïté et le rythme ternaire accentue la responsabilité de ses pairs. Borsellino choisit donc de lister les différents coups bas qui ont isolé Falcone. Comme nous l'avions évoqué, la polémique lancée par Sciascia a certainement conditionné la décision du CSM en janvier 1988 de ne pas élire Falcone au poste de conseiller instructeur, faisant primer l'ancienneté sur l'expérience en matière de lutte contre la criminalité organisée. Borsellino ne manque pas de régler ses comptes avec son ancien ami Vincenzo Geraci en parlant de « certains judas [qui] s'empressèrent de retourner leur veste[123] » et définit comme une « gilfe » le fait de choisir Meli et non Falcone. Le choix du vocabulaire laisse transparaître l'amertume de Borsellino qui vit cet événement comme une trahison personnelle. Il revient ensuite sur le démantèlement du *pool* et, pour la première fois, sur sa prise de position publique à l'été 1988 :

> Pour avoir dénoncé cette vérité, je risquai des retombées professionnelles extrêmement graves, mais le pire est que le Conseil supérieur de la magistrature a brusquement dévoilé son véritable objectif : profitant du problème que je venais de soulever, il devenait urgent d'éliminer Giovanni Falcone. Peut-être en étais-je conscient, car j'étais convaincu qu'ils l'élimineraient de toute façon ; mais au moins, me suis-je dit, s'il doit être éliminé, il faut que l'opinion publique le sache, le *pool* antimafia doit mourir devant tout le monde, il ne doit pas mourir en silence[124].

Les accusations qu'il porte contre le CSM sont très dures et contrastent nettement avec les propos mesurés de son audition. Borsellino souligne combien l'éviction de Falcone passait par le démembrement du *pool*. Les verbes « éliminer » et « mourir » ainsi que l'emploi du même pronom sujet pour désigner Falcone et le *pool* insistent ultérieurement sur la volonté de priver Falcone d'un instrument judiciaire efficient pour le mettre hors d'état de nuire. En parallèle, Borsellino souligne la persévérance de Falcone, décrit comme « un homme des institutions, doté d'un profond sens de l'État[125] », d'un « sens supérieur des institutions ». Le contraste est donc saisissant entre les institutions judiciaires (le CSM et la Cour de Cassation) qui tentent de l'évincer et Falcone qui mène une véritable « bataille [...] pour pouvoir avant tout continuer à travailler[126] ». Ce portrait sert également à justifier le départ de Falcone pour Rome en réfutant les critiques d'opportunisme politique. Bien qu'ayant été hostile à l'institution du « Super Parquet », Borsellino défend le bien fondé des intentions de Falcone et la validité de son bilan. En conclusion, il insiste sur le fait que Falcone allait bientôt être élu procureur national anti-

123. *Ibid*., p. 168.
124. *Ibidem*.
125. *Ibid*., p. 169.
126. *Ibid*., p. 171.

mafia, un élément qu'il considère comme un des mobiles possibles de l'attentat. Ainsi, cette intervention n'est pas un hommage classique, il s'agit d'un discours à charge contre les magistrats qui ont critiqué Falcone et on peut le rapprocher de celui fait par Ilda Boccassini au Parquet de Milan. Borsellino se pose ainsi en garant de la mémoire de Falcone et redimensionne les lectures idylliques de son parcours professionnel.

La dernière interview de Borsellino

La dernière intervention publique de Borsellino est une interview donnée au TG5 dans laquelle on retrouve les mêmes éléments mis en exergue dans les deux discours que nous venons d'analyser. Pour la première fois, Borsellino parle brièvement de sa douleur intime suite à la mort de Falcone mais explique qu'il en a tiré une motivation supplémentaire[127]. Lorsque Lamberto Sposini lui demande s'il a l'impression d'être « un survivant[128] », le magistrat cite une phrase prononcée par Ninni Cassarà devant le corps de Giuseppe Montana, une semaine avant d'être assassiné à son tour : « Persuadons-nous que nous sommes des cadavres qui marchent[129] ». La citation de cette phrase a une dimension prophétique que Borsellino explicite :

> J'accepte, j'ai toujours accepté, au-delà du risque, les conséquences du travail que je fais, du lieu où je le fais et je voudrais dire de la manière dont je le fais. […] Nous avons tous le devoir moral de continuer à le faire sans nous faire conditionner par la sensation, ou même je voudrais dire par la certitude, que tout cela peut nous coûter cher[130].

Nous voyons ici émerger une caractéristique de la personnalité du juge Borsellino : la lucidité avec laquelle il poursuit son travail après la mort de Falcone, en sachant très bien que la mafia prépare un attentat contre lui. Dès le début, cette interview contient une dimension dramatique non négligeable. Puis, suite aux questions du journaliste, Borsellino parle de Falcone, de manière plus intime par rapport aux deux interventions que nous avons évoquées plus haut. Il rappelle leur amitié ancienne et souligne par une anecdote la force de travail presque surnaturelle de Falcone[131]. Il profite d'une question sur le *pool* antimafia pour défendre à nouveau le bilan de Falcone au ministère, expliquant que cette expérience a guidé Falcone dans l'élaboration des nouvelles structures de

127. « Tout de suite après la mort de Falcone, j'ai craint une perte drastique d'enthousiasme dans le travail que je fais. Heureusement, même si je ne dis pas que je l'ai retrouvé, j'ai au moins retrouvé la rage pour continuer à le faire. » (« Ho temuto nell'immediatezza della morte di Falcone una drastica perdita di entusiasmo nel lavoro che faccio. Fortunatamente, se non dico di averlo ritrovato, ho almeno ritrovato la rabbia per continuare a farlo. ») in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 272.

128. « Posso chiederle se lei si sente un sopravvissuto ? » in *Ibidem*.

129. « Convinciamoci che siamo dei cadaveri che camminano. » in *Ibidem*.

130. « Io accetto, ho sempre accettato più che il rischio, quali sono le conseguenze del lavoro che faccio, del luogo dove lo faccio e vorrei dire di come lo faccio. […] Tutti noi abbiamo il dovere morale di continuarlo a fare senza lasciarci condizionare dalla sensazione, o finanche dalla certezza, che tutto questo può costarci caro. » in *Ibid*., p. 272-273.

131. Voir *Ibid*., p. 274.

lutte contre la mafia. Enfin, il confirme que la mort de Falcone a provoqué « un énorme choc moral[132] » qui change les comportements puisque beaucoup de Palermitains se mettent à collaborer avec la magistrature.

Un Borsellino de plus en plus isolé

Borsellino et la *trattativa* : reconstruction des dernières semaines du magistrat

Les derniers mois de la vie de Borsellino sont donc marqués par des interventions publiques fortement médiatisées mais aussi par un isolement croissant. Dès la mort de Giovanni Falcone, Borsellino apparaît comme un homme seul et on trouve plusieurs sources d'époque qui confirment cette impression. Voici par exemple comment se conclut l'article de Giuseppe D'Avanzo et Attilio Bolzoni sur les obsèques de Falcone, sa femme et leurs trois agents d'escorte :

> Paolo Borsellino est un autre survivant. C'est son visage que l'on voit en dernier en ce jour de défaite et de colère, de douleur et de ressentiment. C'est son visage que l'on rencontre en dernier sous une pluie de plus en plus forte. Les obsèques sont terminées, la place San Domenico est vide, on n'entend plus les applaudissements ni les insultes. […] Paolo Borsellino avance vers via Roma, sans parapluie, tout ruisselant d'eau. Tout le monde est parti, ministres et généraux, juges et prêtres, la parade est terminée. Le procureur Borsellino regarde autour de lui et ne voit plus personne. Perdu, il murmure : « Je cherche une voiture qui ramène la maman de Francesca et la sœur de Giovanni chez elles »[133].

Cette scène semble surnaturelle : Paolo Borsellino est seul, sans protection, en plein centre de Palerme et tente de pallier les manquements de l'État qui a laissé les proches de victimes sans assistance après la cérémonie.

Nombreux sont les faits qui témoignent de l'isolement du magistrat. Comme Falcone avant lui, Borsellino se heurte au procureur Pietro Giammanco qui ne cesse de l'entraver. Ce dernier refuse, par exemple, que Borsellino interroge Gaspare Mutolo[134] car les révélations concernent la mafia palermitaine et ne relèvent donc pas de la compétence du magistrat. Ce n'est que face au risque de perdre la collaboration du mafieux que Borsellino peut aller l'interroger. De plus, alors que Borsellino propose son aide au Parquet de Caltanissetta pour enquêter sur la mort de Falcone, il n'appuie pas sa demande auprès du CSM, estimant qu'il est trop impliqué émotionnellement. Enfin,

132. « Un'enorme scossa morale » in *Ibid*., p. 275.

133. « Un altro sopravvissuto è Paolo Borsellino. È sua l'ultima faccia di questo giorno di resa e di rabbia, di dolore e di risentimento. È sua l'ultima faccia che incontriamo sotto una pioggia sempre più forte. Il funerale è finito, la piazza San Domenico è vuota, non si odono più né gli applausi né gli insulti. […] Paolo Borsellino avanza verso via Roma, senza ombrello, grondante d'acqua. Se ne sono tutti andati via, ministri e generali, giudici e preti, la parata è finita. Il procuratore Borsellino si guarda intorno e non vede più nessuno. Smarrito, sussurra : "Sto cercando una macchina che riporti a casa la mamma di Francesca e la sorella di Giovanni". » : BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, « "I mafiosi sono anche qui". Lo Stato entra in chiesa dalla porta di servizio », in *Repubblica*, 26 mai 1992, p. 9.

134. *Boss* de Partanna Mondello, ancien chauffeur de Totò Riina.

last but non least, Giammanco reçoit deux notes du ROS l'informant de la préparation d'un attentat contre Borsellino. La première, datée du 19 juin 1992, évoque un risque d'attentat contre Borsellino[135]. Borsellino est informé et ses mesures de sécurité doivent être renforcées. La deuxième note, datée du 25 juin, vient du major Sinico qui a appris, par Gerolamo D'Anna[136], que l'explosif devant servir à l'attentat contre Borsellino est arrivé à Palerme. Cependant, Giammanco n'informe pas le magistrat. Celui-ci apprend la nouvelle le 28 juin, lorsqu'il rencontre par hasard Salvo Andò[137], à l'aéroport de Fiumicino. Dès le lendemain, Borsellino demande des explications à Giammanco qui feint de ne pas comprendre sa colère, répliquant qu'il a transmis toutes les informations au Parquet de Caltanissetta[138]. Borsellino vit cette rétention d'informations comme une trahison, un sentiment qui est renforcé par les révélations de ces dernières années sur la *trattativa*.

Le 28 juin à Fiumicino, avant de rencontrer Andò, Paolo Borsellino s'entretient avec Liliana Ferraro[139]. Elle lui annonce que le capitaine Giuseppe De Donno et le colonel Mario Mori[140] sont entrés en contact avec Vito Ciancimino dans le but de négocier la capture de Totò Riina[141]. Or Borsellino a rencontré les deux officiers des carabiniers trois jours plus tôt, le 25 juin, à la caserne Carini de Rome[142]. Il voulait avoir des informations sur une enquête du ROS intitulée « Mafia et appels d'offres[143] » sur laquelle Falcone travaillait avant sa mort. La reconstruction judiciaire des faits étant encore en cours, nous ne pouvons que formuler deux hypothèses qui pourraient expliquer le discours tenu par le magistrat le soir-même à la bibliothèque municipale de Palerme. Tout d'abord, les révélations des deux carabiniers sur l'enquête « Mafia

135. Voir DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit.*, p. 102. Les menaces concernent également Antonio Di Pietro, le lieutenenant Canale et le major Sinico, ainsi que le ministre de la Défense Salvo Andò et l'ancien ministre Calogero Mannino.

136. *Boss* mafieux de Terrasini, alors incarcéré à Fossombrone en Ombrie.

137. Nouveau ministre de la Défense du gouvernement Giuliano Amato, nommé le 20 juin 1992.

138. La scène est racontée in BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 64. Elle est aussi représentée dans les bandes dessinées GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit.,* p. 350 ; BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.,* p. 58 et dans la fiction *I 57 giorni di Paolo Borsellino* (2012).

139. Bras droit de Falcone au ministère, elle assume la direction des affaires pénales après le massacre de Capaci.

140. Un des fondateurs du ROS. Il est désormais accusé d'avoir négocié avec la mafia entre 1992 et 1993. Le procès de la *trattativa* est en cours. Il a été également accusé puis acquitté dans l'affaire de la non perquisition de la maison de Totò Riina après son arrestation ainsi que pour les arrestations manquées de Bernardo Provenzano.

141. Massimo Ciancimino déclare qu'il a rencontré le capitaine De Donno en allant à Palerme quelques jours après l'assassinat de Falcone. De Donno lui aurait donc demandé de rencontrer son père de manière informelle pour arrêter l'escalade de violence. Vito Ciancimino, après avoir consulté Bernardo Provenzano et Monsieur Franco-Carlo (membre des services secrets dont l'identité reste encore inconnue), accepte de rencontrer les carabiniers. Le premier entretien a lieu au cours de la première semaine de juin 1992. Voir CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 182-185.

142. Voir CARUSO Alfio, *Milano ordina uccidete Borsellino, op. cit.*, p. 141. Les deux officiers n'ont parlé de cet entretien qu'en 1998.

143. « Mafia e appalti ». Cette enquête met clairement en cause de nombreux hommes politiques locaux et nationaux. Elle traite notamment des investissements financiers de la mafia dans le nord de l'Italie. Peu de temps avant sa mort, Falcone avait déclaré « La mafia est entrée en bourse » car la société Calcestruzzi était côtée à Piazza affari.

et appels d'offres » ont pu constituer, aux yeux de *Cosa nostra*, un mobile pour exécuter Falcone. Son appel pour être entendu en tant que témoin aurait donc pour but d'apporter un nouvel éclairage sur l'activité de Falcone. Peu avant sa mort, Borsellino est interviewé par deux français (Jean-Pierre Moscardo et Fabrizio Calvi) sur les liens existants entre Vittorio Mangano, Marcello Dell'Utri et Silvio Berlusconi[144]. Il est donc plausible que Borsellino se soit mis à enquêter sur les investissements financiers de *Cosa nostra* à Milan. Toutefois, on sait que les deux officiers ont rencontré Vito Ciancimino à Rome ce 25 juin.

Un travail frénétique

Parfaitement conscient des risques de la surexposition médiatique et de l'isolement professionnel, Paolo Borsellino se dédie corps et âme à son travail. Sa femme Agnese raconte qu'il « courrait de tous les côtés, en Italie et à l'étranger, parce que la recherche de la vérité pour savoir qui avait tué son ami était devenue sa seule raison de vivre[145] ». La certitude d'aller au devant de la mort est le moteur de cette recherche frénétique de la vérité. Borsellino comprend que les équilibres mafieux évoluent et que l'entente du *duumvirat* Riina-Provenzano n'est plus aussi bonne qu'avant[146] ; il multiplie les voyages et les interrogatoires de repentis. Après avoir eu l'autorisation de Giammanco, il interroge Mutolo à trois reprises. Lors du premier interrogatoire à Rome le 1er juillet 1992, alors que Mutolo est en train de révéler les noms de deux complices de *Cosa nostra* au sein des institutions – Mimmo Signorino, ministère public pendant le maxi-procès[147], et Bruno Contrada, alors numéro 3 du Sisde[148] – Borsellino reçoit un coup de fil et doit s'absenter pour se rendre au ministère de l'Intérieur, afin de rencontrer le nouveau ministre Nicola Mancino[149]. Gaspare Mutolo raconte qu'à son retour, le magistrat est agité et perturbé au point d'avoir deux cigarettes allumées :

144. Cette interview est désormais intégralement disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=NDyfC3Z_d5A et est partiellement retranscrite dans VETRI Elio & TRAVAGLIO Marco, *L'odore dei soldi, op. cit.,* p. 47-50. Le magistrat confirme l'existence possible d'un canal d'investissement entre Palerme et Milan ainsi que la capacité de Mangano d'être la tête de pont de la mafia à Milan, mais il ne met pas en cause nommément Berlusconi et Dell'Utri.

145. « Correva da una parte all'altra, in Italia e all'estero, perché la ricerca della verità su chi aveva ucciso il suo amico era diventata l'unica ragione di vita. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 151.

146. Interview publiée sur la *Gazzetta del Sud* le 2 juillet 1992. Voir DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit.,* p. 118. Son intuition vient du fait qu'un mois avant le massacre de Capaci, la femme de Provenzano est revenue habiter à Corleone avec ses deux enfants (voir chapitre 1).

147. Mutolo dénonce ses rapports avec le *boss* Rosario Riccobono de Partanna Mondello. Mimmo Signorino se suicide en décembre 1992. http://archiviostorico.corriere.it/1992/dicembre/04/onore_vergogna_enigma_suicidio_co_0_92120417768.shtml

148. *Servizio per le informazioni e la sicurezza democratica* : les services secrets italiens. Nous reviendrons plus en détail sur Bruno Contrada dans le chapitre 10.

149. Nicola Mancino ne se rappelle pas avoir rencontré le magistrat ce jour-là. Or, Borsellino a marqué ce rendez-vous dans son agenda gris, qu'il remplissait en fin de journée comme le confirment ses proches. Nicola Mancino a joint plusieurs fois le Quirinal – et le président Napolitano en personne – pour tenter d'échapper aux questions des magistrats qui enquêtent sur la *trattativa*. Ces appels ont été enregistrés par le parquet de Palerme et cela a déclenché de grosses polémiques lors du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio. Nous analyserons cette polémique dans le chapitre 12.

> Il ne me dit que deux mots : qu'il avait vu M. Contrada et que M. Contrada s'était mis à sa disposition en lui demandant s'il avait besoin de quelque chose. Mais lui, il était très énervé, pas pour ça, mais parce qu'il disait : « Mais comment font-ils pour savoir que je suis ici[150] ? »

Cette entrevue avec Contrada fait comprendre à Borsellino que l'étau se resserre et que ses activités sont surveillées. Sa femme raconte qu'il lui demandait de fermer les volets par crainte d'être espionné chez lui, depuis le château Utveggio, perché sur le Mont Pèlerin. On découvrira après sa mort que le château abrite effectivement une base du Sisde et certains pensaient que la bombe de via d'Amelio aurait pu être actionnée de là-haut. Désormais, cette hypothèse est écartée[151] mais pour Salvatore Borsellino, ce château symbolise le lieu de tous les complots. Ainsi, chaque année, il organise une marche de via d'Amelio au château Utveggio pour réaffirmer sa volonté d'obtenir la vérité sur l'attentat. La présence des services secrets est un élément qui alimente la dimension tragique des derniers jours de Paolo Borsellino. Deux jours avant d'être tué, il confie à sa femme : « Ils me tueront, mais ce ne sera pas une vengeance de la mafia, la mafia ne se venge pas. Ce seront peut-être des mafieux qui me tueront matériellement, mais ce seront d'autres personnes qui auront voulu ma mort[152] ». De même, les mesures de sécurité autour du magistrat sont un élément important qui permet de souligner encore une fois la solitude de Borsellino. Les carences du système de protection sont soulignées et en particulier le fait que le préfet n'ait pas interdit le stationnement via d'Amelio sachant que Borsellino se rendait souvent chez sa mère. Comme cela arrive avec la magistrature, lorsque le système est défaillant, certains individus se démarquent par leurs comportements. Après le massacre de Capaci, les policiers et les carabiniers de l'escorte de Falcone se présentent spontanément chez Borsellino pour se porter volontaires et intégrer l'escorte du magistrat[153]. Les policiers d'escorte apparaissent comme la seule protection institutionnelle de Borsellino, une protection que le magistrat considère inutile au vu des techniques utilisées par les mafieux à Capaci. Dès que possible, il tente d'échapper aux mesures de sécurité pour montrer aux hommes de *Cosa nostra* qu'il est possible de le tuer seul. Outre les policiers, de nombreux citoyens multiplient les marques

150. « Mi disse solo due parole : che aveva visto il dottor Contrada e il dottor Contrada si era messo a disposizione se gli occorreva qualcosa. Ma lui era arrabbiato non per questo, ma perché diceva : "ma come fanno questi a sapere che io sono qua ?" » : Témoignage de Gaspare Mutolo in *Due anni di stragi, vent'anni di trattativa* (DVD du *Fatto Quotidiano*, 2012).

151. On ne sait toujours pas d'où a été actionné la bombe de via d'Amelio. Suite aux écoutes de Totò Riina en prison (révélées en juillet 2014), il apparaît que le détonateur était caché dans le bouton de l'interphone. http://www.antimafiaduemila.com/2014072250620/primo-piano/parola-di-riina-borsellino-era-intercettato-da-cosa-nostra.html

152. « Mi uccideranno, ma non sarà una vendetta della mafia, la mafia non si vendica. Forse saranno mafiosi quelli che materialmente mi uccideranno, ma quelli che avranno voluto la mia morte saranno altri. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 196.

153. Voir témoignage de Fiammetta in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 252-253.

de soutien au magistrat[154]. Toutefois, ces marques de soutien ne sont que brièvement évoquées dans les ouvrages dédiés à Borsellino, car elles remettent en cause l'image de solitude institutionnelle qui émerge des publications récentes.

Un attentat à la voiture piégée en pleine ville

Impact médiatique du massacre de via d'Amelio

Une scène de guerre

Le dimanche 19 juillet 1992, après une journée passée en famille à Villagrazia di Carini, Paolo Borsellino se rend chez sa mère afin de l'emmener voir un médecin. Le rendez-vous est fixé depuis la veille et peu avant 17h, le convoi du magistrat arrive via d'Amelio. À 16h58, une voiture piégée explose alors que le magistrat sonne à l'interphone. Le juge Paolo Borsellino ainsi que cinq de ses six agents d'escorte meurent sur le coup (Agostino Catalano, Emanuela Loi, Vincenzo Li Muli, Walter Eddie Cosina et Claudio Traina). La première dépêche Ansa faisant état d'un « attentat à la dynamite[155] » sort à 17h16 et à 17h47, la cinquième dépêche confirme que Borsellino et son escorte étaient visés. Au fil des dépêches de presse, on voit évoluer la dénomination de l'acte violent[156] d'« attentat » en « massacre[157] » dès que la mort de Borsellino est confirmée. Le *modus operandi* rappelle l'attentat qui avait coûté la vie à Rocco Chinnici[158] et provoque des dégâts considérables. Comme pour le massacre de Capaci, les télévisions passent en boucle les images des carcasses de voitures en flammes, des immeubles éventrés et des habitants hagards. Les chaînes de télévision italiennes ne reproduisent pas les erreurs commises après l'attentat contre Falcone et donnent une priorité absolue au direct[159]. Dès la première dépêche Ansa, les programmes sont bousculés pour laisser place aux éditions extraordinaires des journaux télévisés, alimentées par des interviews et par les premières images de via d'Amelio. Le *Giornale di Sicilia*[160] indique qu'« entre Rai et Fininvest plus de 40 millions de télespectateurs sont restés scotchés devant le petit écran », soit près de 70% de

154. Nous analyserons ces manifestations citoyennes plus tard.

155. « Attentato dinamitardo » in DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit*., p. 125.

156. Enrico Deaglio publie en appendice toutes les dépêches Ansa annonçant l'attentat puis la mort de Borsellino. Voir *Ibid*., p. 125-131.

157. « Mafia : strage a Palermo, ucciso Borsellino », dépêche Ansa du 19 juillet à 18 h18 in *Ibid*., p. 127.

158. L'attentat de via Pipitone Federico du 29 juillet 1983 avait aussi coûté la vie à deux carabiniers de l'escorte du magistrat (Mario Trapassi et Salvatore Bartolotta) ainsi qu'au gardien de l'immeuble de Chinnici, Stefano Li Sacchi.

159. Voir RONCONE Fabrizio, « Un pomeriggio televisivo di orrore e paura », in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 7.

160. « Fra Rai e Fininvest oltre 40 milioni di persone sono rimaste inchiodate al piccolo schermo. » : BONACCORTI Enrica, « I Borsellino così composti in tv… », in *Giornale di Sicilia*, 23 juillet 1992, p. 5.

la population[161]. Ce pourcentage d'audience très élevé révèle l'importance de l'événement. Quelques semaines après la mort de Falcone, sa femme et trois de ses agents d'escorte, la médiatisation du massacre de via d'Amelio est à la hauteur du choc ressenti dans le pays. Toutefois, au vu des attentats de janvier 2015 en France, on peut se demander dans quelle mesure la médiatisation continue fabrique l'émotion et façonne l'opinion. Il est donc difficile d'interpréter ces chiffres de manière unanime et il serait nécessaire de faire une étude plus minutieuse sur l'intégralité des programmes télé diffusés à l'époque.

Comme pour Capaci, la presse écrite compare Palerme à Beyrouth[162], la Sicile à la Colombie[163] mais aussi à la Bosnie[164], où la guerre civile fait rage depuis trois mois. Les descriptions des dégâts et des corps déchiquetés viennent renforcer les photographies de la scène de crime :

> C'est l'apocalypse. Une autre après Capaci. La Fiat 600 [*sic*[165]] se désintègre en l'air sur trente mètres, faisant jaillir la mort et la destruction, dévastant les voitures blindées, réduisant trente autres voitures en carcasses fumantes et faisant trembler les fondations tandis que les corps de Borsellino et des cinq agents présents à ses côtés sont pulvérisés et brûlés avec des restes qui volent et qui s'écrasent sur le goudron un peu noir et un peu rouge[166].

L'utilisation du présent de narration et l'accumulation des gérondifs servent à dynamiser le récit pour être au plus près de la réalité et faire vivre ce chaos au lecteur. Si l'autoroute éventrée avait certes fait la une, les dégâts matériels étaient somme toute circonscrits au lieu de l'attentat. Pour via d'Amelio, les ravages de l'attentat sont immenses : toutes les fenêtres des appartements ont été soufflées dans un rayon de plusieurs dizaines de mètres. Toutefois, au delà des descriptions des dégâts matériels, la caractéristique du traitement médiatique du massacre de via d'Amelio réside dans l'horreur des détails donnés sur l'état des corps.

> Par terre, il y a six cadavres. Un autre, celui de l'agent Emanuela Loi, pend à un arbre comme un torchon : il a été projeté là par l'explosion.
>
> Il est impossible de reconnaître les cadavres, brûlés, brisés. Sous une Renault il y a le corps écrabouillé d'un agent de police : Claudio Traina. […] Il faut faire attention à ne pas marcher sur des mains, des pieds, des bras. Tard dans la soirée, deux

161. Selon les données de l'Istat, les Italiens étaient environ 56 773 000 en 1992. Voir http://demo.istat.it/ric/index.html

162. Voir MELILLI Massimiliano, « Via D'Amelio, angolo di Beirut. Lacrime e sangue tra le macerie » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 6.

163. Voir SCARPA Riccardo, « Nessun politico ai funerali », in *Il Tempo*, 21 juillet 1992, p. 2.

164. Voir QUARATINO Enzo, « Massacro firmato « Cosa Nostra » » in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 2.

165. L'enquête démontre qu'il s'agit en fait d'une Fiat 126. Les multiples erreurs sur le modèle de la voiture piégée sont dues aux énormes dégâts causés par la bombe. Il faut plusieurs jours aux enquêteurs pour déterminer quelle voiture a été utilisée.

166. « È l'apocalisse. Un'altra dopo quella di Capaci. La 600 [*sic*] si disintegra volando per trenta me tri, schizzando morte e distruzione, devastando le auto blindate, riducendo a carcasse fumanti altre trenta macchine e facendo tremare le fondamenta mentre i corpi di Borsellino e degli agenti che gli stanno a fianco vengono maciullati e bruciati con resti che volano e si schiacciano sull'asfalto un po' nero un po' rosso. » : CAVALLARO Felice, « Il boato alle 16.55, è un massacro » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 2.

> avant-bras complètement brûlés sont retrouvés sous une voiture garée à 150 mètres du lieu du massacre[167].

La médiatisation de la violence mafieuse se fait de plus en plus crue, comme si l'horreur était un moyen efficace pour rendre compte de l'importance de l'événement auprès de la population. De plus, les titres des articles amplifient l'horreur des descriptions. Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, le *Giornale di Sicilia* met en avant l'horreur de la situation dans les titres (« Des larmes et du sang au milieu des décombres[168] », « À Villa Sofia, au milieu du sang et de la douleur[169] ») et joue sur le *pathos* pour impliquer émotivement le lecteur, notamment en multipliant les témoignages des riverains. Encore une fois, seul *Il Popolo* a une stratégie différente car il n'exploite pas l'horreur des morceaux de cadavres éparpillés pour décrire la gravité de la situation. Les journalistes démocrates-chrétiens recourent même aux euphémismes, parlant du « massacre au cours duquel le juge Borsellino a perdu la vie[170] ». Sans le mot « massacre », on pourrait croire qu'il s'agit d'un tragique accident de voiture. En revanche, ils utilisent la veine pathétique en rapportant les propos de la veuve du magistrat dans le titre de l'article (« "Paolo tu as rejoint Giovanni" La douleur de l'épouse du juge Borsellino[171] »), laissant faussement entendre au lecteur que celui-ci contient les premières réactions d'Agnese Borsellino.

L'étude des unes fait émerger d'emblée la clé de lecture principale de l'événement qui va se renforcer au cours des jours suivants : le massacre perpétré est interprété comme un acte de guerre envers l'État. Cette interprétation n'a certes rien de nouveau – *L'Ora* titrait déjà « C'est la guerre » après l'assassinat de dalla Chiesa – mais le *modus operandi* conditionne sans doute cette analyse. Tous les quotidiens parus le lundi 20 juillet[172] publient en une des photographies de via d'Amelio et choisissent d'annoncer la mort de Borsellino et de ses cinq agents d'escorte dans les gros titres. Seule *La Stampa* se distingue en titrant « La mafia déclare la guerre à l'État[173] ». Le nom de Borsellino n'apparaît que dans le sous-titre et le quotidien souligne la proximité entre le massacre de Capaci et

167. « Per terra ci sono sei cadaveri. Un altro, quello dell'agente di scorta Emanuela Loi, penzola come uno straccio da un albero: è stata scagliata lì dall'esplosione. I cadaveri sono irriconoscibili, bruciati, spezzati. Sotto una Renault c'è il corpo spappolato di un agente di polizia: Claudio Traina. […] Bisogna stare attenti a non pestare mani, piedi, braccia. A tarda sera due avambracci completamente bruciati sono stati trovati sotto un'auto posteggiata a 150 metri dal luogo della strage. » : FARKAS Ruggero, « La madre l'ha visto morire » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 3.

168. MELILLI Massimiliano, « Via D'Amelio, angolo di Beirut. Lacrime e sangue tra le macerie » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 6.

169. PARRINELLO Delia, « A Villa Sofia, tra sangue e dolore » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 7. Villa Sofia est un hôpital de Palerme.

170. « La strage nella quale ha perso la vita il giudice Borsellino » : « "Paolo ha raggiunto Giovanni" Il dolore della moglie del giudice Borsellino » in *Il Popolo*, 21 juillet 1992, p. 2.

171. *Ibidem*.

172. *Il Tempo, La Stampa, Il Corriere della Sera, L'Unità* et *Il Giornale di Sicilia.* Toutes ces unes sont disponibles en annexes.

173. « La mafia dichiara guerra allo Stato », in *La Stampa*, 20 juillet 1992, p. 1.

celui de via d'Amelio. On remarque en revanche que les deux quotidiens qui ne sortent pas en kiosque le lundi (*Repubblica* et *Il Popolo*[174]) ne publient pas les photos du lieu du crime et titrent directement « L'Italie en première ligne[175] » et « Mafia : l'Italie est prête à combattre[176] », mettant la notion de guerre au cœur de leur interprétation de la situation. La victime est alors évoquée par le sous-titre ou par la photographie. *Repubblica* publie en une la photo la plus célèbre de Falcone et Borsellino prise quelques mois plus tôt lors d'un congrès tandis que le *Popolo* opte pour un tout petit portrait de Borsellino et le nom du magistrat n'est présent que dans le sur-titre. L'information étant hiérarchisée selon la typographie utilisée dans les titres, le *Popolo* accorde clairement plus d'importance aux conséquences de l'attentat contre Borsellino plutôt qu'à Borsellino lui-même. De plus, la une de *Repubblica* met en avant également les conséquences économiques et financières du masscare de via d'Amelio pour le pays. On remarque donc que la victime passe au second plan et tend à s'effacer, comme gommée par l'utilisation emphatique du vocabulaire guerrier, renforcé par la décision du gouvernement d'envoyer l'armée en Sicile dès le 21 juillet.

Borsellino, le successeur de Falcone

L'agencement des articles à l'intérieur des quotidiens vient confirmer ces conclusions. Comme nous l'avions vu pour Falcone, les portraits faits dans la presse au lendemain du massacre de Capaci posent les bases rhétoriques de sa construction mémorielle. Pour Borsellino, force est de constater que tous les quotidiens ne dédient pas un article au magistrat. S'il n'y là rien de surprenant concernant le *Popolo*, on peut davantage s'étonner que le *Tempo* ne consacre pas de nécrologie à Paolo Borsellino, sachant la proximité idéologique du quotidien avec le MSI. De même, le portrait du juge Borsellino est relégué en page 15 dans *Repubblica*[177], à la toute fin des pages dédiées à l'événement. Cette hiérarchisation de l'information nous confirme donc que le massacre pris dans sa globalité est plus important que l'élimination de Borsellino en soi. En outre, cela vient confirmer qu'il est perçu comme une figure secondaire de la lutte contre la mafia. Certes, son assassinat est très médiatisé mais la résonnance médiatique de l'événement est largement conditionnée par le massacre de Capaci qui a eu lieu 57 jours plus tôt. Ainsi, même après sa mort, Borsellino continue d'être dans l'ombre de Falcone.

174. Les unes sont disponibles en annexes.
175. « L'Italia in trincea » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 1.
176. « Mafia : Italia pronta a combattere » in *Il Popolo*, 21 juillet 1992, p. 1.
177. D'AVANZO Giuseppe, « Un uomo onesto di professione giudice » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 15.

Bien qu'inégaux en terme de prestige, les deux figures n'en demeurent pas moins indissociables, comme le démontrent les nécrologies de Borsellino. Borsellino est décrit à travers un Falcone omniprésent. La comparaison est inévitable, on leur attribue les mêmes qualités de héros et le *Corriere della Sera* utilise même les mots de Falcone pour décrire le caractère farceur de Borsellino[178]. On retrouve dans les hommages à Borsellino des épithètes certes semblables à ceux donnés à Falcone au moment de sa mort, mais dans des proportions moindres. Borsellino est défini comme un « héros », un « martyr[179] », un « juge-symbole », un « pionnier de l'antimafia », un « enquêteur de race[180] », ou encore « l'énorme mémoire historique[181] » de l'antimafia. Mais c'est principalement par rapport à Falcone que l'on définit Borsellino. Il est donc « l'ami de Falcone[182] », son « meilleur élève[183] » et par conséquent son « successeur "naturel"[184] » et « le dernier symbole de l'antimafia[185] ». Ainsi, c'est cette sorte de filiation avec Falcone qui sert à qualifier Borsellino puisque le *Tempo* titre en une le 20 juillet « L'héritier de Falcone abattu[186] ». Cette condition de subalterne devient le trait distinctif de Borsellino. En véritable Poulidor de l'antimafia, il est qualifié d'« éternel numéro deux » ou de « valeureux numéro deux[187] ». La proximité temporelle entre les deux assassinats rapproche encore un peu plus les deux figures dont les journalistes se plaisent à souligner les destins parallèles et les intègrent au martyrologe qui les a précédé[188]. La comparaison entre les deux magistrats est présente dès le titre de la nécrologie et est souvent appuyée par des photographies représentant Falcone et Borsellino ensemble[189]. Si le *Giornale di Sicilia* choisit d'être limpide dès le titre de l'article (« Paolo et Giovanni, un même destin »), *La Stampa* choisit d'ajouter un sur-titre et un sous-titre pour mettre en évidence les trois caractéristiques principales qui ressortent de l'article de Francesco La

178. « Un jour mon collègue Paolo Borsellino vient me voir à la maison. "Giovanni, me dit-il, tu dois me donner immédiatement la combinaison du coffre-fort de ton bureau" Et pourquoi ? "Sinon quand ils te tuent, comment fait-on pour l'ouvrir ?" » (« Un giorno mi viene a trovare a casa il collega Paolo Borsellino. "Giovanni, mi dice, devi darmi immediatamente la combinazione della cassaforte del tuo ufficio. " E perché ? "Sennò quando t'ammazzano, come l'apriamo ?" ») in D'ANGELO Vito, « La rabbia di un martire antimafia » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 3.

179. « Eroe », « martire » : BOLZONI Attilio, « E per addio l'abbraccio degli onesti » in *Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 2-3.

180. « Giudice-simbolo », « pioniere dell'antimafia » : FARKAS Ruggero, « La madre l'ha visto morire » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 3.

181. « L'enorme memoria storica » : FIERRO Enrico, « L'amico di Falcone » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 4.

182. Voir *Ibidem*.

183. « Il miglior alieve di Falcone » : GUIDI Guido, « Sapeva di essere condannato a morte », in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 2.

184. « Il suo "naturale" successore » : « Ucciso l'erede di Falcone » in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 1.

185. Voir LA LICATA Francesco, « Ucciso l'ultimo simbolo dell'antimafia », in *La Stampa*, 20 juillet 1992, p. 3.

186. « Ucciso l'erede di Falcone » in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 2.

187. « L'eterno numero due », « il valoroso numero due dell'antimafia » : FIERRO Enrico, « L'amico di Falcone » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 4.

188. Voir « Una scia di sangue su dodici toghe » in *La Stampa*, 20 juillet 1992, p. 2 ; « Una lunga, feroce, guerra allo Stato cominciata vent'anni fa » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 3 ; « Dal dopoguerra a oggi 11 morti » in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 3 ; « Da Scaglione alla strage dell'autostrada vent'anni di attentati ai giudici in Sicilia » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 5.

189. Voir MIGNOSI Enzo, « Paolo e Giovanni, stesso destino » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 3 & LA LICATA Francesco, « Ucciso l'ultimo simbolo dell'antimafia », in *La Stampa*, 20 juillet 1992, p. 3.

Licata. Pour Yves Lavoinne, « la typographie vise […] toujours à affranchir le titre des contraintes de syntaxe en hiérarchisant les segments, et à autoriser une forme de discours à deux niveaux, linguistique (informatif) et typographique (expressif)[190] ». Ainsi, au niveau linguistique, les titres nous confirment la notion de filiation entre Falcone et Borsellino, défini comme « le seul capable de recueillir l'héritage[191] » de Falcone et donc comme « le dernier symbole de l'antimafia ». Le sous-titre « Borsellino-Falcone, deux destins jumeaux[192] » vient donc conclure cette comparaison et sceller le binôme, renforcé par le trait d'union et la notion de gemellité. D'un point de vue expressif, dans le gros titre la priorité est donnée à la nouvelle de l'assassinat et à la qualification de la victime, notamment grâce à l'utilisation d'une plus grosse police mise en reflief par les caractères gras. Le sous-titre, mis en évidence par la taille de la police et les italiques, souligne l'interprétation de l'auteur tandis que le sur-titre justifie le parallèle entre les deux magistrats et le choix du gros titre. Cet ensemble de titres fait donc sens et transmet au lecteur les trois axes principaux de l'analyse de l'auteur. Falcone ayant déjà été mythifié par la presse après sa mort, on peut parler d'un transfert de sacralité sur la figure de Borsellino, qui récupère les mêmes qualités. Selon Antonino Caponnetto, Falcone et Borsellino sont « des créatures rares […] que le ciel envoie de temps à autre sur cette terre[193] ». On sent donc la volonté de les distinguer du reste de la magistrature en insistant sur leurs qualités exceptionnelles et complémentaires[194] ainsi que sur leur engagement extraordinaire. Les différents portraits de Borsellino dans les quotidiens étudiés insistent donc sur la dimension sacrificielle de l'engagement du magistrat et les conséquences de son travail sur sa vie familiale, illustrées notamment par le transfert à l'Asinara et la maladie de Lucia. Comme dans le cas de Giovanni Falcone, les nécrologies reviennent sur les nombreuses polémiques qui ont jalonné la carrière de Borsellino[195]. Giuseppe D'Avanzo conclut amèrement :

> Maintenant qu'il est mort, on devrait dire aussi que Paolo, comme Giovanni, a commencé à mourir il y a bien longtemps dans l'indifférence de trop de gens, avec la complicité de beaucoup de gens. Maintenant qu'ils l'ont tué, on peut dire pour lui les mêmes mots qu'il avait dit pour Falcone : « Aujourd'hui que nous mesurons tous la valeur de cet homme et

190. LAVOINNE Yves, *Le langage des médias*, Grenoble, PUG, 1997, p. 97.

191. « L'unico in grado di raccogliere l'eredità » in LA LICATA Francesco « Ucciso l'ultimo simbolo dell'antimafia » in *La Stampa*, 20 juillet 1992, p. 3.

192. « Borsellino-Falcone, due destini gemelli » in *Ibidem*.

193. « Creature rare […] che ogni tanto il cielo manda su questa terra » : FIERRO Enrico, « L'amico di Falcone » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 4.

194. Ils sont tous deux décrits comme le « moteur » du *pool* à travers une métaphore mécanique : « Falcone était le piston, Borsellino le lubrifiant. » (« Falcone era il pistone, Borsellino il lubrificante. ») : D'AVANZO Giuseppe, « Un uomo onesto di professione giudice » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 15.

195. Les contrastes avec le CSM pour défendre le *pool* antimafia, les différents avec Vincenzo Geraci et Pietro Giammanco, mais aussi la polémique des « professionnels de l'antimafia » et le fait que le Ministère de la Justice ait fait payer à Falcone et Borsellino leur séjour à l'Asinara.

> nous nous pouvons voir comment le Pays, l'État, la Magistrature – qui a peut-être le plus de responsabilités dans cette histoire – commencèrent à le faire mourir… »[196].

Cette citation est extraite de l'intervention de Borsellino à la bibliothèque municipale de Palerme que nous avons définie précédemment comme un discours à charge contre la magistrature à l'issue duquel Borsellino se posait en garant de la mémoire de Falcone. La reprise de cet extrait dénote la volonté du journaliste de pointer les responsabilités des institutions dans la mort des deux magistrats.

Des vies brisées : polémiques sur l'utilité des escortes

Ainsi, l'assassinat de Borsellino relance les polémiques qui faisaient suite à la mort de Falcone. *L'Unità* recourt aux dessins satiriques et à l'humour grinçant pour dénoncer la solitude des magistrats[197] et les responsabilités de l'État, jugé inefficace en matière de lutte contre la mafia[198]. Les carences des mesures de sécurité sont montrées du doigt et bon nombre de journalistes soulignent l'absence d'interdiction de stationnement via d'Amelio, un lieu très fréquenté par le juge Borsellino puisque sa mère et sa sœur y habitent. De plus, au vu du mode opératoire de l'attentat, la polémique sur l'efficacité des escortes est relancée. Exception faite du *Popolo*, tous les quotidiens dédient une large place aux policiers d'escorte tués. Emanuela Loi – récemment affectée au service d'escorte de Borsellino – est la première femme policière à être tuée en service. L'attention médiatique se concentre donc sur elle et presque tous les quotidiens lui dédient un article en une[199] ou dans les premières pages du journal[200]. Nous avions démontré combien le fait de compter une femme parmi les victimes de la violence mafieuse pouvait ajouter une dimension pathétique supplémentaire, comme lors des assassinats de Carlo Alberto dalla Chiesa et de sa femme ainsi que ceux de Giovanni Falcone, sa femme et leurs agents d'escorte. Après via d'Amelio, la figure d'Emanuela Loi cristallise

196. « Ora che è morto, si dovrebbe dire che anche Paolo, come Giovanni, ha cominciato a morire tanto tempo fa nell'indifferenza di troppi, con la complicità di molti. Ora che l'hanno ammazzato anche per lui possiamo dire le stesse parole che egli disse per Falcone: « Oggi tutti ci rendiamo conto di quale sia stata la sua statura e ci accorgiamo come il Paese, lo Stato, la Magistratura, che forse ha più colpe di chiunque altro, cominciarono a farlo morire… ». » : D'AVANZO Giuseppe, « Un uomo onesto di professione giudice » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 15.

197. Deux personnages caricaturaux regardent la télévision. Le premier dit « Le juge Borsellino a été tué aussi » et le deuxième répond « Comme ça, plus personne ne pourra dire qu'on a laissé Falcone tout seul ». (« Ucciso il giudice Borsellino » ; « Così nessuno potrà più dire che Falcone è stato lasciato solo ») Voir *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 1. Ce dessin satirique est disponible en annexes.

198. On retrouve les deux mêmes personnages caricaturaux. Le premier tient un journal et dit « Le responsable du massacre de Palerme est un très grand fugitif ». Le deuxième répond : « C'est le même qui a solennellement déclaré la guerre à la mafia il y a deux mois et qui a ensuite disparu ». (« Responsabile della strage di Palermo è un superlatitante » ; « Lo stesso che un paio di mesi fa ha dichiarato solennemente guerra alla mafia e poi è scomparso ») Voir *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 1. Ce dessin satirique est disponible en annexes.

199. Voir « Storia di Emanuela, da sessanta giorni al fronte » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 1.

200. Voir « Emanuela, 25 anni prima donna morta da « angelo custode » », in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 2 ; MASSARO Francesco, « Gli agenti sospendono le scorte », in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 5 ; PINNA Pier Giorgio, « Storia di Emanuela morta in divisa a ventiquattro anni » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 4-5. Seuls *Il Tempo* et *Il Popolo* font exception.

toute l'horreur de la situation puisque les détails les plus sordides concernent son corps démembré par l'explosion[201]. Le *Corriere della Sera* publie un article de Dacia Maraini[202] qui fait d'Emanuela Loi le parangon du serviteur de l'État sacrifié. Intitulé « Héros sans raisons[203] », cet article est en fait une réflexion sur l'inutilité des escortes et amplifie la douleur des proches de la jeune femme dont les témoignages sont recueillis dans l'article voisin intitulé « Emanuela, institutrice en uniforme[204] ». Mis côte à côte, ces deux articles mettent en avant la nécessité financière qui a motivé l'engagement d'Emanuela Loi dans la police (elle avait son diplôme d'institutrice mais n'avait pas trouvé de poste) et sa réticence à retourner à Palerme au vu de la dangerosité de la situation[205]. De plus, il est précisé que Walter Eddie Cosina venait tout juste d'arriver en renfort de Trieste tandis qu'Agostino Catalano avait décidé de faire partie des escortes pour avoir un meilleur salaire et pourvoir aux besoins de ses trois enfants après la mort de son épouse. Normalement affecté à l'escorte du père Sorge, il protégeait Borsellino pendant les vacances du prêtre. Le lecteur mesure donc l'absurdité de ces vies sacrifiées qui auraient pu être épargnées. Ces articles alimentent la polémique sur les escortes et la contestation des responsables institutionnels. Dès le soir du massacre de via d'Amelio, les policiers protestent devant la préfecture et malmènent les responsables présents et le lendemain, les magistrats protestent au Palais de Justice et demandent la démission de Pietro Giammanco. La contestation enfle jusqu'aux obsèques des cinq agents d'escorte, comme nous le verrons d'ici peu.

Le *crescendo* tragique des dernières semaines de Borsellino

Enfin, malgré les nombreux points communs avec Giovanni Falcone, la figure de Borsellino a une dimension de héros tragique qui est absente chez Falcone. Sachant qu'il devenait une cible privilégiée après l'assassinat de son ami, Borsellino s'est lancé dans une véritable course contre la montre, en se dédiant corps et âme à l'enquête sur la mort de Falcone. À l'exception du *Popolo*, les quotidiens étudiés multiplient les articles qui révèlent les risques encourus par Borsellino. Tel un gage de vérité, les titres de ces

201. Son corps est coupé en deux (« Storia di Emanuela, da sessanta giorni al fronte » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 1) et on retrouve une de ses mains sous une voiture (MARTINELLI Maurizio, « Spunta una pista tedesca », in *Il Tempo*, 21 juillet 1992, p. 3.)

202. Écrivaine, poète, dramaturge et essayiste italienne connue pour ses romans féministes dénonçant les inégalités dans la société patriarcale. Sur l'œuvre de Dacia Maraini, voir CARTON-VINCENT Alison, Écriture du corps et féminismes : genre, sexualité et maternité dans l'œuvre narrative à la première personne de Dacia Maraini, thèse de doctorat soutenue en 2013.

203. MARAINI Dacia, « Eroi senza perché », in *Corriere della Sera*, 21 juillet p. 4.

204. PIANA Alberto, « Emanuela, maestrina in divisa », in *Ibidem*.

205. Il est important de souligner que le *Corriere* est le seul quotidien à décrire un engagement par défaut. Les autres quotidiens font le portrait d'une jeune femme qui aimait son métier.

articles contiennent le plus souvent une citation du magistrat, de ses proches ou des repentis qui l'ont averti du danger. Le *Giornale di Sicilia* consacre deux gros articles au fait que Borsellino était conscient d'aller au devant de la mort : « Il interrogeait les repentis et disait : "J'espère avoir le temps[206]" » et « Il était le confesseur de beaucoup de repentis. L'un d'eux lui dit : "Je devais vous tuer[207]" ». Toutefois, le véritable *crescendo* tragique est constitué par la certitude que l'explosif était arrivé à Palerme : « "Le T.N.T. est maintenant prêt pour moi" Borsellino savait qu'il allait mourir et il en parla avec un prêtre[208] », « Borsellino savait : "L'explosif qui m'est destiné est déjà arrivé à Palerme[209]" », « Il dit à son ami : "L'explosif qui m'est destiné est arrivé[210]" ». L'utilisation du discours direct rend le titre encore plus percutant et donne l'impression au lecteur que l'étau se resserre autour de lui : Borsellino apparaît comme prisonnier de son destin, tel un héros des tragédies classiques. Cette lucidité tragique, attestée par de nombreux témoignages, renforce non seulement la dimension sacrificielle de son engagement mais aussi la critique de l'inertie de la classe politique.

Réactions du monde politique

Une classe politique décriée par les journalistes

Dès le lendemain du massacre de via d'Amelio, les éditorialistes de tout bord pointent l'incapacité de la classe politique et du gouvernement à réagir à la violence mafieuse. Les titres des éditoriaux laissent peu de place à l'équivoque et donnent l'image d'une classe politique dépassée par les événements : « De deuil en deuil, incapables de comprendre[211] », « Les complices et les incapables[212] ». L'assassinat de Borsellino est perçu comme la preuve de l'inertie des gouvernants en matière de lutte contre la mafia et les critiques sont sans appel : « Le corps carbonisé du juge Borsellino, avec le bras droit tranché net, est l'allégorie macabre de l'impuissance de l'État et de la Justice en Sicile[213] ». Ce constat dramatique fait naître une réelle inquiétude quant à l'image de

206. MULE Giorgio, « Interrogava i pentiti e diceva: "Spero di fare in tempo" » in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 2.

207. LUCENTINI Umberto, « Era il confessore di molti pentiti. Uno gli disse "Dovevo ucciderla" », in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 4.

208. LA LICATA Francesco, « "Adesso il tritolo è pronto per me" Borsellino sapeva di morire e ne parlò con il prete » in *La Stampa*, 22 juillet 1992, p. 5.

209. MASSARO Francesco, « Borsellino sapeva: "Il tritolo per me è già arrivato" », in *Giornale di Sicilia*, 22 juillet 1992, p. 10.

210. FARKAS Ruggero, « Disse all'amico : "È arrivato il tritolo per me" », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 6.

211. AMIDEI BARBIELLINI Gaspare, « Di lutti in lutto incapaci di capire », in *Il Tempo*, 20 juillet 1992, p. 1.

212. ANSELMI Giulio, « I complici e gli inetti » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 1.

213. « Il corpo carbonizzato del giudice Borsellino, con il braccio destro troncato di netto, è la macabra allegoria dell'impotenza dello Stato e della Giustizia in Sicilia. » in *Ibidem*.

l'Italie à l'étranger, comme le démontrent les multiples revues de presse internationale[214]. L'attentat contre Borsellino est perçu comme une humiliation pour tout le pays[215] et, outre-Altlantique, Rudolph Giuliani souligne la responsabilité directe des autorités italiennes. Selon lui, Borsellino était « un des objectifs évidents de *Cosa nostra*[216] » mais les mesures de sécurité étaient parfaitement insuffisantes. Il appelle donc de ses vœux un changement radical et un durcissement sans précédent de la répression antimafia, invoquant l'utilisation de l'armée ainsi que le rétablissement de la peine de mort pour les mafieux. Comme pour remettre les dirigeants italiens sur la bonne voie, les journalistes exposent des listes de mesures à prendre[217], invitent le Parlement à mettre enfin sur pied le Parquet national antimafia malgré les réticences du CSM et mettent en garde les hommes politiques contre les déclarations rituelles qui rendraient leur discours inaudible auprès des citoyens[218] : « Évitons les nouveaux formalismes. Voilà trop longtemps que l'État ne fait rien d'autre que pleurer ses morts[219] ».

Suivre l'exemple des magistrats

Cette exhortation à l'action est également au cœur de la déclaration du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, faite au TG1 quelques heures après l'attentat :

> En moins de deux mois [nous avons vécu] deux crimes, deux agressions pleines de lâcheté et de sang contre l'État démocratique qui, avec sa magistrature la plus qualifiée et la plus héroïque, et avec le courage intrépide des forces de l'ordre, lutte contre la violence et la criminalité. […] C'est le moment d'une action cohérente et forte. C'est le moment de réagir au découragement qui, humainement, nous assaille. Tout d'abord, c'est l'heure d'en appeler à la crédibilité des institutions ; l'état démocratique doit être crédible et pour qu'il en soit ainsi les hommes qui l'incarnent dans les responsabilités doivent être crédibles. Mais c'est aussi l'heure de l'union pour vaincre le crime et la désolation. C'est l'heure de la responsabilité de tous, à commencer par moi-même et par les plus hautes autorités, c'est l'heure d'appeler à lutter tous ensemble car c'est là la seule issue pour résister et pour battre l'arrogance et la barbarie […][220].

214. « Così l'Italia è tornata in prima pagina nel mondo » in *Corriere della Sera,* 20 juillet 1992, p. 7 ; GARDUMI Edoardo, « "Visto dagli Usa sembriamo il Libano" », in *L'Unità*, 23 juillet 1992, p. 2 ; « "La desolazione dell'Italia" », in *L'Unità*, 25 juillet 1992, p. 2.

215. CACCAVALLE Mario, « La messa è finita », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 1.

216. TAORMINA Salvatore, « Rudolph Giuliani insorge : "Pena di morte e carri armati per battere Cosa Nostra" », in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 8.

217. VIOLANTE Luciano, « Si possono fermare. Perché non si fa ? » in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 1 ; GREVI Vittorio, « Sei cose da fare », in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 1.

218. MANNO Michele, « "Reagire per gli italiani puliti" » in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 7.

219. « Mettiamo da parte i nuovi formalismi. Da troppi anni lo Stato non fa altro che piangere i suoi morti. » in ANSELMI Giulio, « I complici e gli inetti » in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 1.

220. « Nel breve giro di due mesi […] due delitti, due aggressioni cariche di vigliaccheria e di sangue contro lo stato democratico che, con la sua più qualificata ed eroica magistratura e con il coraggio intrepido delle forze dell'ordine, lotta contro la violenza e la criminalità. […] È tempo di azione coerente e forte. È tempo di reagire allo scoramento che pure umanamente ci assale. È anzitutto l'ora del richiamo alla credibilità delle istituzioni ; lo stato democratico deve essere credibile e per esserlo, devono essere credibili gli uomini che lo incarnano nelle responsabilità. Ma è anche l'ora dell'unione per vincere il delitto e la desolazione. È l'ora della responsabilità di tutti a cominciare da me stesso e dai vertici dello stato ; è l'ora solenne del richiamo a lottare tutti insieme perché questa è l'unica via per resistere e per sconfiggere la tracotanza e la barbarie […]. » : « Martelli : ma qualcuno pagherà ? » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 11.

Les multiples anaphores sont autant d'éléments structurants qui soulignent l'urgence de la situation et dynamisent cette exhortation. Toutefois, pour qu'elle soit efficace, l'action du gouvernement doit être soutenue par l'ensemble de la classe politique, qui doit tout faire pour se montrer responsable et redonner ainsi une certaine crédibilité aux institutions. Ce discours souligne donc aussi les faiblesses de la classe politique, de plus en plus engluée dans le scandale de *Tangentopoli* qui touche la plupart des partis. Pour Michele Manno, les mots de Scalfaro sont « les plus adaptés parce qu'ils sont compréhensibles de Milan à Palerme, le long du dramatique chemin du mal être qui va des pots-de-vin aux voitures piégées[221] ». Comme après la mort de Falcone, les séances parlementaires du 20 juillet à la Chambre et du 21 juillet au Sénat – auxquelles le président Scalfaro assiste – nous montrent que les réactions politiques sont largement conditionnées par les affaires de corruption qui ternissent l'image des hommes politiques et font vaciller le système des partis.

Ainsi, l'intervention du président de la Chambre Giorgio Napolitano le 20 juillet à Montecitorio est centrée sur le rôle du Parlement « en un moment de crise aussi aiguë [du] système politique[222] ». Les parlementaires doivent s'employer à reconstruire « le rapport de confiance entre les citoyens et le système démocratique[223] » et, pour ce faire, Napolitano invite fortement ses collègues à s'inspirer « de l'exemple de désintéressement et même de dévouement héroïque de Paolo Borsellino comme de Giovanni Falcone[224] ». Comme dans la presse, Falcone et Borsellino sont indissociables et, au vu du contexte, ils représentent un modèle d'engagement pour le bien public :

> Il nous faut avant tout réfléchir sur le sort barbare qui a lié Paolo Borsellino à Giovanni Falcone. Il nous faut dire que cette équipe extraordinaire, que cette détermination commune, plus forte que toutes les différences, a servi jusqu'au sacrifice la cause de la loi, la vie paisible en société, la défense de l'État démocratique contre l'attaque de la criminalité organisée, contre le pouvoir de la mafia qui se propage en Sicile[225].

Ce très bref portrait est un hommage aux deux magistrats, qui sont dès lors élevés au rang d'exemple. Face aux mauvaises mœurs politiques, les deux magistrats incarnent la droiture éthique qui fait cruellement défaut à la classe politique. Nous verrons par la suite qu'une partie de la société s'empare de ces figures pour revendiquer un besoin de

221. « Le parole più adatte perché comprensibili da Milano a Palermo, lungo il drammatico tragitto del malessere che va dalle tangenti alle autobomba. » in MANNO Michele, « "Reagire per gli italiani puliti" » in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 7.

222. « In un momento di crisi così acuta del sistema politico democratico » : Séance à la Chambre du 20 juillet 1992, intervention de Giorgio Napolitano (président de la Chambre, PDS), p. 1274.

223. « Ricostruzione del rapporto di fiducia tra cittadini e sistema democratico » : *Ibidem*.

224. « Non è retorica l'invito a trarre ispirazione e fiducia dall'esempio di disinteresse e persino di eroica dedizione. » : *Ibidem*.

225. « Ci tocca innanzitutto riflettere sulla barbara sorte che ha accomunato Paolo Borsellino e Giovanni Falcone. Ci tocca dire di questo straordinario sodalizio, di una comune determinazione, più forte di qualsiasi diversità, nel servire fino al sacrificio la causa della legge, della pacifica convivenza civile, della difesa dello Stato democratico contro la sfida della criminalità organizzata, contro il dilagante potere della mafia in Sicilia. » : *Ibid*., p. 1273.

transparence et de moralité de la vie publique. L'attention est donc moins concentrée sur les magistrats que sur l'engagement moral qu'ils incarnent, comme le démontrent l'apparition récurrente du terme « légalité[226] » dans les interventions des parlementaires. Le discours de Giovanni Spadolini au Sénat est similaire à celui de Napolitano. On note l'absence d'expressions hyperboliques telles que l'on peut en trouver dans la presse mais le président du Sénat replace l'assassinat de Borsellino et des cinq policiers d'escorte dans le « martyrologe[227] » des représentants de l'État exécutés par la mafia, qu'il définit comme des « martyrs de la République[228] ». Au nom du sang versé par les policiers et les magistrats, Spadolini appelle les parlementaires à réagir en adoptant de nouvelles mesures pour lutter contre la mafia car « l'opinion publique n'attend pas […] une réponse rituelle : elle attend une réponse concrète[229] ». Or cet appel à l'adoption de mesures d'urgence contre la criminalité mafieuse est la caractéristique majeure de la réaction politique après des crimes importants. La réaction des plus hautes autorités de l'État n'a donc rien d'original et est comparable à celle de 1982 : il faut attendre deux meurtres excellents retantissants pour qu'une série de mesures significatives soient adoptées et appliquées[230].

Nicola Mancino, ministre de l'Intérieur depuis début juillet, rend compte à Montecitorio de l'avancée de l'enquête. Son discours n'apporte pas d'éléments supplémentaires par rapport à ceux contenus dans la presse et on retrouve dans son récit les mêmes caractéristiques : l'insistance sur les dégâts matériels et l'horreur de la scène de crime[231]. Il rend hommage à Borsellino en évoquant la ténacité du magistrat qui tentait de découvrir qui étaient les commanditaires du massacre de Capaci et souligne son travail auprès des repentis. Assez rapidement, son intervention devient une longue liste de mesures pour montrer que le gouvernement ne reste pas inactif[232] car, face à « une

226. Voir Séance à la Chambre du 20 juillet 1992, intervention de Nicola Mancino (ministre de l'Intérieur, DC), p. 1277 ; *Ibid*., intervention de Franco Rocchetta (Lega Nord), p. 1283 ; *Ibid*., intervention de Carlo Palermo (La Rete), p. 1291-1292 ; Séance au Sénat du 21 juillet 1992, intervention de Giovanni Spadolini (président du Sénat, PRI), p. 49.

227. « Martirologio » : *Ibidem*.

228. « Martiri della Repubblica » : *Ibidem*.

229. « L'opinione pubblica non attende da noi una risposta rituale : attende una risposta concreta. » : *Ibid*., p. 50.

230. Les mesures les plus significatives sont institution du Parquet national antimafia, la législation sur les repentis et l'incarcération à l'isolement pour les mafieux.

231. « De très importants dégâts ont été provoqués à la chaussée (produisant un cratère d'environ sept mètres carrés, profond de 20-30 centimètres), à plus de vingt voitures garées, et presqu'intégralement détruites, au rez-de-chaussée et aux premiers étages de l'immeuble […]. Il a été impossible de venir en aide au juge Borsellino et aux hommes de son escorte, sinon pour recomposer avec compassion leurs corps meurtris et presque entièrement carbonisés. » (« Danni rilevantissimi sono stati provocati alla sede stradale (producendo un cratere di circa sette metri quadrati, profondo 20-30 centimetri), ad oltre venti autovetture parcheggiate, pressoché integralmente distrutte, al piano terra e ai primi piani dell'edificio […]. Per il giudice Borsellino e per gli uomini della scorta non è stato possibile alcun aiuto, se non quello di ricomporre pietosamente i corpi straziati e quasi del tutto inceneriti. »): Séance à la Chambre du 20 juillet 1992, intervention de Nicola Mancino (ministre de l'Intérieur, DC), p. 1275.

232. Le transfert des détenus mafieux incarcérés à Palerme dans d'autres pénitenciers ; l'envoi de près de 2500 policiers et carabiniers en renfort à Palerme et le recours à l'armée pour surveiller les prisons. Voir *Ibid*., p. 1278.

stratégie d'attaque terroriste et à de véritables actions de guerre [...], l'État doit répondre très fermement et de façon énergique[233] ». Afin de pousser les parlementaires à adopter les mesures proposées par le gouvernement, Mancino fait référence à Borsellino :

> Dans sa dernière interview, Paolo Borsellino – et nous entendons ainsi honorer sa mémoire et celle de ses agents d'escorte – affirma que son devoir était de faire cohabiter son appréhension naturelle quant à sa sécurité physique avec le courage d'accomplir jusqu'au bout ses devoirs de serviteur de l'État. Notre devoir, mes chers collègues, est de conjuguer la conscience de la gravité du moment avec le courage de choix opérationnels avérés et adaptés[234].

On peut parler ici d'une instrumentalisation des propos de Borsellino car Mancino les utilise pour légitimer l'action gouvernementale, enlisée depuis l'assassinat de Falcone. En effet, malgré l'adoption rapide début 1992 du décret instituant la DIA, l'institution n'est toujours pas créée et le CSM n'a pas élu de procureur national antimafia. Mancino propose donc seulement de transformer le décret élaboré par Falcone en loi. La coalition gouvernementale semble alors se diviser : les représentants de la DC et du PSI[235] appuient les mesures du gouvernement tandis que le PSDI et le PLI optent pour une politique plus incisive.

Le massacre de via d'Amelio : un acte de guerre

Comme dans la presse, la notion de guerre est au cœur des interventions des parlementaires[236]. Arnaldo Forlani (DC) martèle qu'il s'agit d'une « guerre ouverte et déclarée à l'État », « une guerre difficile, insidieuse et imprévisible[237] » mais son discours est en réalité un modèle de langue de bois. Les affirmations généralisantes du député sont toutes basées sur le bon sens. Le syntagme « guerre », répété à cinq reprises, rythme le discours et sert à justifier le soutien apporté au gouvernement. Ainsi, les détracteurs semblent faire défaut à l'union de circonstance qui devrait être obligatoire en de pareils cas. De même, Giulio Di Donato (PSI) répète les termes « guerre », « défi » et « menace[238] » pour introduire la comparaison avec le terrorisme des années 1970 :

> Nous sommes en train de vivre de nouvelles années de plomb ; mais à la différence des années ensanglantées par l'attaque des brigadistes, nous ne montrons pas, nous ne

233. « Siamo di fronte ad un attacco terroristico ed a vere e proprie azioni di guerra, alle quali lo Stato deve rispondere in modo energico e fermissimo. » : *Ibid*., p. 1275.

234. « Nella sua ultima intervista, Paolo Borsellino – ed in questo modo intendiamo onorare la sua memoria e quella degli agenti della scorta – affermò che il suo dovere era quello di far convivere la naturale apprensione per la sua incolumità fisica con il coraggio di adempiere fino in fondo ai suoi compiti di servitore dello Stato. Il nostro, onorevoli deputati, è quello di coniugare la consapevolezza della gravità del momento con il coraggio delle scelte operative certe ed adeguate. » : *Ibid*., p. 1279.

235. Le gouvernement Amato, en place depuis fin juin 1992, est soutenu par une coalition quadripartite regroupant la DC, le PSI, le PSDI et le PLI.

236. Voir fig. 12 en annexes.

237. « Guerra aperta e dichiarata allo Stato », « una guerra difficile, insidiosa e imprevidibile » : Séance à la Chambre du 20 juillet 1992, intervention d'Arnaldo Forlani (DC), p. 1279.

238. « Guerra », « sfida », « minaccia » : *Ibid*., intervention de Giulio Di Donato (PSI), p. 1281.

> sommes pas capables d'exprimer sur le plan politique cette capacité de réaction et cette unité d'intentions qui nous permit de battre le terrorisme[239].

Indiscutablement, le *modus operandi* provoque un regain d'usage du terme « attentat » qui avait disparu des réactions politiques après des meurtres excellents depuis 1982 et induit une comparaion naturelle avec la décennie de la violence politique. Toutefois, on remarque que l'utilisation des termes de « guerre » et « terrorisme » par les membres de la majorité vise à promouvoir l'action gouvernementale qui, comme nous l'avons vu, est en réalité limitée. De plus, la référence à cette période sombre de l'histoire italienne sert également à délégitimer les critiques qui peuvent être faites au gouvernement, imputant aux opposants le manque d'unité nationale. Dans la coalition, le PSDI et le PLI se démarquent. Alfredo Biondi (PLI) demande des explications sur les raisons de la non exécution de la demande d'interdiction de stationnement via d'Amelio, déposée par le chef d'escorte auprès du préfet près de trois semaines auparavant[240]. Carlo Vizzini (PSDI) met en garde le gouvernement vis-à-vis du caractère superficiel des mesures proposées. Il souligne l'importance de recourir à des mesures plus fortes et propose d'envoyer l'armée en Sicile pour libérer une population « assiégée, otage de la criminalité organisée[241] ». Cette mesure, plebiscitée aussi par Gianfranco Fini (MSI), est adoptée par le gouvernement qui envoie des troupes quelques jours plus tard[242]. Enfin, il conclut son intervention en insistant sur les responsabilités de la classe politique :

> Vous ne vous rendez pas compte qu'ils s'en fichent de nous, qu'ils tuent les magistrats un par un parce qu'ils pensent que nous, la classe politique qui dirige le pays, ne sommes pas derrière eux ? Nous commencerons à gagner cette bataille quand nous donnerons la sensation concrète que derrière chaque magistrat, chaque policier il y a la classe politique qui dirige le pays[243].

Dans un climat où les attaques contre la magistrature sont utilisées comme rempart contre les accusations de corruption, Vizzini met en cause l'attitude générale de la classe politique envers la magistrature.

Les partis de l'opposition[244] insistent, quant à eux, sur la généralisation des mauvaises pratiques politiques et comparent les pots-de-vin aux collusions politico-mafieuses. La Ligue du Nord ne fait pas une fois référence à Borsellino et instrumentalise la situation pour marquer sa différence avec les partis de gouvernement, rendue

239. « Stiamo vivendo nuovi anni di piombo ; ma a differenza di quelli insanguinati dall'attacco brigatista, non mostriamo, non siamo capaci di esprimere sul piano politico quella capacità di reazione e quella unità di intenti che consentì di battere il terrorismo. » : *Ibidem*.

240. Voir *Ibid*., intervention d'Alfredo Biondi (PLI), p. 1288.

241. « Assediata, ostaggio della criminalità organizzata » : *Ibid*., intervention de Carlo Vizzini (PSDI), p. 1291.

242. Voir « Settemila soldati in Sicilia », in *Giornale di Sicilia*, 25 juillet 1992, p. 1.

243. « Non vi rendete conto che di noi non si curano, che uccidono i magistrati a uno a uno perché pensano che dietro di loro non ci siamo noi, la classe dirigente del paese ? Cominceremo a vincere questa battaglia quando daremo ai criminali la sensazione concreta che dietro a ogni magistrato, a ogni poliziotto c'è la classe politica dirigente del paese. » : *Ibidem*.

244. Le PDS, *Rifondazione comunista*, la Ligue du Nord, le MSI, le PRI, les *Federalisti europei* (Parti radical) et *La Rete*.

par la dialectique entre les première et deuxième personnes du pluriel[245]. En dénonçant « la mafia [des] partis[246] », la Ligue du Nord veut apparaître comme une alternative de gouvernement crédible pour redorer l'image du pays, dégradée par les mauvaises mœurs politiques. Francesco Rutelli (Verts), reprenant l'intervention de Scalfaro, insiste sur le fait que seule une classe politique crédible pourra unir le pays contre la violence mafieuse et souligne l'incapacité des gouvernants précédents et actuels à mener le combat contre la mafia[247]. Gianfranco Fini (MSI) dénonce aussi violemment les carences des gouvernants dans la lutte contre la mafia. Les mauvaises pratiques politiques seraient également la cause du refus « l'ennième farce des obsèques d'État[248] » par la veuve du juge Borsellino. Son intervention est ponctuée par les anaphores des mots « honte » et « hypocrisie » qui structurent sa diatribe contre le gouvernement. De même, la répétition à sept reprises du terme « guerre » a pour but d'insister sur la gravité de la situation et justifier ainsi une action forte contre la mafia car : « cet État […] a le devoir moral de répondre aux actes de guerre par des actes de guerre[249] ». Marco Pannella (*Federalisti europei*), profondément anti-militariste, réagit avec véhémence à l'intervention de Fini. L'accumulation du mot « guerre » sert ici à démontrer qu'il ne s'agit pas d'une vraie guerre car sinon « les morts d'un côté comme de l'autre seraient honorés de la même façon[250] ». Pannella réfute donc l'idée de guerre et demande la démission du gouvernement. Sergio Garavini (*Rifondazione*) et Carlo Palermo (*La Rete*) demandent en outre la démission des autorités locales (préfet, préfet de police, haut commissariat de lutte contre la mafia et carabiniers), mises en cause dans la presse par le ministre Martelli pour n'avoir pas été « capables d'empêcher ce nouveau massacre et la mort annoncée du magistrat[251] ». Malgré les nombreuses réactions politiques, cette séance parlementaire laisse un sentiment mitigé. *Repubblica* souligne la présence du chef de l'État mais également le manque d'engagement des parlementaires en évoquant « une Chambre à demi-vide[252] ». Si certains proposent d'agir concrètement contre la mafia, la majorité des parlementaires tentent d'instrumentaliser l'événement soit pour obtenir le soutien de l'hémicyle, soit pour

245. Voir Séance à la Chambre du 20 juillet 1992, intervention de Franco Rocchetta (Lega Nord), p. 1282-1284.

246. « La mafia dei vostri partiti » : *Ibid*., p. 1282.

247. Voir *Ibid*., intervention de Francesco Rutelli (Verdi), p. 1289.

248. « L'ennesima farsa dei funerali di Stato » : *Ibid*., intervention de Gianfranco Fini, p. 1286.

249. « Questo Stato […] ha il dovere morale di rispondere ad atti di guerra con atti di guerra » : *Ibidem*.

250. « I morti da una parte e dall'altra saranno ugualmente onorati in questa tragedia » : *Ibid*., intervention de Marco Pannella (Federalisti europei), p. 1293. Pannella fait ici implicitement référence à la polémique qui fait rage suite à aux travaux de Claudio Pavone sur la guerre de 1943 à 1945. L'historien est le premier à utiliser le concept de guerre civile pour définir la période et les néo-fascistes s'empressent de récupérer le concept pour justifier les hommages rendus en grande pompe aux miliciens des brigades noires.

251. « Non sono stati in grado di impedire e questa nuova strage e la morte annunciata del magistrato » : « Martelli : ma qualcuno pagherà ? » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 11.

252. « Una Camera semivuota » : « Il giorno dell'ira » in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 1.

légitimer leur opposition. Les réactions qui font suite à la mort de Paolo Borsellino et de ses cinq agents d'escorte ressemblent fort à celles qui ont suivi les derniers meurtres excellents et cette ritualité du discours politique ne fait que révéler le fossé qui se creuse entre les dirigeants et une partie de plus en plus importante de la société.

Des funérailles qui cristallisent les tensions

Policiers et citoyens demandent des comptes aux autorités

Dès l'annonce de la mort de Borsellino, les agents du service d'escorte décident de se réunir sur le lieu de l'attentat et d'exercer pour la première fois leur droit de retrait, une décision lourde de conséquences puisque cela signifie la suspension de toutes les escortes pour les personnalités à risque. À minuit, ils convergent vers la préfecture où sont réunis les ministres de la Justice (Claudio Martelli), de la défense (Salvo Andò) et de l'Intérieur (Nicola Mancino) ainsi que Pietro Giammanco (procureur de Palerme) et Vincenzo Parisi (chef de la police). La manifestation au cri de « la mafia hors de l'État » dégénère quelque peu et la presse fait état de heurts entre les policiers de la préfecture et ceux du service d'escorte[253]. Le 21 juillet, un autre article de *L'Unità* – écrit par le même journaliste – revient sur les heures qui suivent l'attentat de via d'Amelio et insiste sur la mobilisation des Palermitains qui se regroupent spontanément pour protester contre l'attentat. Des attroupements se forment et les cortèges se structurent au fur et à mesure que les heures passent :

> La ville a répondu instinctivement, sans guide, sans indications précises. Une marée humaine qui, de via d'Amelio, de l'arbre de via Notarbartolo, devant la maison de Giovanni Falcone, s'est déplacée en suivant un guide insondable vers l'hôtel de ville, vers la préfecture et puis encore vers via d'Amelio. Des cortèges, des groupes, des personnes qui se déplaçaient en cherchant une forme, une façon de crier leur colère. Les gens bougent lentement, se déplacent vers palazzo delle Aquile, où une séance du conseil municipal convoquée tambour battant par le maire Aldo Rizzo est en cours. Sur leur route, ils rencontrent un autre cortège. Des dizaines de voitures blindées avec les gyrophares allumés qui descendent via Roma. Ce sont les agents du service d'escorte. Ils s'étaient réunis à la caserne Lungaro de corso Pisani. Une assemblée spontanée, puis la décision d'aller à la préfecture pour crier leur colère aux représentants de l'État[254].

253. Voir RIZZO Walter, « Scontri tra scorte e agenti della prefettura », in *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 2.

254. « La città ha risposto istintivamente, senza guida, senza indicazioni precise. Un lungo fiume di gente che da via d'Amelio, dall'albero di via Notarbartolo, sotto la casa di Giovanni Falcone, si è spostato seguendo un'insondabile guida verso il Comune, verso la prefettura e quindi ancora verso via d'Amelio. Cortei, gruppi, persone che si muovevano cercando una forma, un modo per gridare la loro rabbia. La gente si muove lentamente, si sposta verso palazzo delle Aquile dove è in corso una seduta della giunta convocata tambur battente dal sindaco Aldo Rizzo. Sulla loro strada incontrano un altro corteo. Decine di automblindate [*sic*] con i lampeggiatori accesi che scendono via Roma. Sono gli agenti dell'ufficio scorte. Si sono riuniti alla caserma Lungaro in corso Pisani. Un'assemblea spontanea, poi la decisione di andare in prefettura a gridare la loro rabbia ai rappresentanti dello Stato. » : RIZZO Walter, « "Basta con le scorte" Scoppia la rivolta degli "angeli custodi" », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 6.

Ce récit met l'accent sur le caractère spontané des manifestations. Les Palermitains se retrouvent « instinctivement » dans des lieux symboliques qui vont devenir constitutifs de la mémoire de la lutte contre la mafia. Le parcours, qui va des lieux de mémoire aux lieux de pouvoir, est révélateur d'un besoin de demander des comptes aux autorités. De même, les policiers d'escorte cherchent à entrer en contact avec les représentants officiels. L'union de ces deux groupes semble presque naturelle puisque le journaliste leur attribue une motivation commune, signifiée par la répétition du syntagme « crier leur colère », qui nous donne aussi une indication sur l'état d'esprit de cette foule. La publication, d'un jour sur l'autre, de deux articles relatant le même fait dans un même quotidien peut être interprétée comme un désir de renforcer *a posteriori* la construction en acte d'un mouvement de protestation afin de démontrer qu'il gagne une grande partie de la société. Toutefois, si l'on en croit le *Giornale di Sicilia*[255], la manifestation sous l'arbre de via Notarbartolo n'a rien de spontané car il s'agit d'une initiative de *La Rete*[256] et une autre manifestation devant le palais de Justice est organisée par le MSI. On peut supposer que *L'Unità* relate les faits avec une certaine emphase afin de donner de l'ampleur au phénomène mais d'autres quotidiens, comme le *Corriere della Sera*[257], rendent compte des deux manifestations (civile et policière) sans interpréter le fait qu'ils protestent au même endroit comme une preuve de l'union des deux mouvements. Ces différents récits nous mettent dans l'impossibilité de donner une reconstruction unanime de ces manifestations mais le fait que les policiers d'escorte et les Palermitains qui manifestent se rejoignent dans des lieux clefs du pouvoir local est tout de même un élément significatif. De la mairie – où le maire Aldo Rizzo a décrété trois jours de deuil en hommage aux victimes – à la préfecture, la contestation monte et la manifestation dégénère dans la nuit puisque les agents d'esorte s'en prennent aussi à leurs collègues chargés de protéger la préfecture. Afin de minimiser la portée de cette protestation, le chef de la police Vincenzo Parisi déclare à la presse qu'il s'agit « d'extraparlementaires du centre social[258] », une interprétation véhiculée par le *Popolo* mais que *L'Unità* juge « à la limite de l'incroyable[259] ». En dénonçant une instrumentalisation politique, Parisi tente de désamorcer la protestation des agents d'escorte mais cela ne fait qu'envenimer la situation.

255. Voir « Domani funerali e sciopero generale. Già da ieri le prime manifestazioni » in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1992, p. 11.

256. Mouvement créé par Leoluca Orlando dont sont élues plusieurs personnalités de l'antimafia comme Nando dalla Chiesa ou Carlo Palermo (magistrat ayant échappé à l'attentat de Pizzolungo en 1985 qui a coûté la vie à Barbara Asta et à ses deux petits garçons).

257. MIGNOSI Enzo, « Gli agenti si autoconsegnano e contestano Parisi », in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 2.

258. « Extraparlamentari del centro sociale » : « Parisi : nessuna contestazione degli agenti di scorta », in *Il Popolo*, 21 juillet 1992, p. 6.

259. « Dichiarazione al limite dell'incredibile » : RIZZO Walter, « "Basta con le scorte" Scoppia la rivolta degli "angeli custodi" », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 6.

Les critiques émanant des magistrats

Le 20 juillet, la chapelle ardente est dressée dans le Palais de justice pour accueillir les cercueils des six victimes. Comme nous l'avons vu après le massacre de Capaci, la chapelle ardente a été le premier théâtre de contestation du pouvoir politique national. Ainsi, après via d'Amelio et après la contestation du dimanche soir à la préfecture, les hommes politiques ne viennent pas au Palais de justice. Seuls les policiers, les magistrats et les Palermitains viennent se recueillir devant les dépouilles des victimes. On note une affluence civile record puisque *L'Unità* estime que plusieurs dizaines de milliers de Palermitains se sont rendus au Palais de justice :

> On devait attendre une heure en file indienne pour rendre hommage aux dépouilles dans la chapelle ardente, et signer enfin le registre de condoléances. Seul celui qui sait combien les Palermitains sont instinctivement réticents à la discipline peut comprendre à quel point ces files d'attente très disciplinées où chacun attend son tour constituent un fait énorme de croissance collective[260].

Afin de montrer l'ampleur de la mobilisation et donc de l'impact de l'assassinat de Borsellino sur la société civile, Saverio Lodato fait référence au tempérament des Palermitains. Leur patience et leur discipline sont qualifiées d'exceptionnelles, ce qui rend la mobilisation extraordinaire. De plus, cette mobilisation va de pair avec celle des policiers mais aussi des magistrats. La chapelle ardente est donc aussi le lieu de contestation des hiérarchies policière et judiciaire. En effet, alors que la polémique sur l'inutilité des escortes enfle, les magistrats antimafia du parquet de Palerme contestent ouvertement Pietro Giammanco. Celui-ci demande aux magistrats de la DDA de lui renouveler leur confiance mais ces derniers la lui refusent et huit d'entre eux démissionnent. La presse italienne médiatise massivement les tensions qui se cristallisent entre les forces de l'ordre, les magistrats et leurs hiérarchies notamment en utilisant le discours direct dans les gros titres des articles dédiés à cette protestation[261]. Le recours au discours direct rend non seulement le titre plus percutant, mais dénote également un choix rédactionnel de mettre la parole des acteurs au premier plan, ce qui renforce la portée de la dénonciation. La parole est donnée aux policiers et aux magistrats qui dénoncent un État défaillant incapable de protéger ses serviteurs : « Nous ne voulons plus servir un État qui nous laisse mourir[262] ». Vittorio Teresi, membre de la DDA et ami de Borsellino, demande la

260. « Si doveva attendere un'ora in fila indiana per rendere omaggio alle salme in camera ardente, apporre infine la firma nei registri di cordoglio. Solo chi sa quanto siano istintivamente restii alla disciplina i palermitani, può capire quale enorme fatto di crescita collettiva siano state quelle file disciplinatissime in attesa che venisse il proprio turno. » : LODATO Saverio, « L'ira nella Cattedrale blindata », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 3.

261. CERASA Giuseppe, « "Non contate più su di noi magistrati" », in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 6 ; MASSARO Francesco, « "No all'ennesima sfilata di Stato" I giudici diserteranno i funerali », in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 4 ; LAMA Luciano, « Dott. Giammanco non si fidano di lei. Si dimetta », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 2 ; CERASA Giuseppe, « "Non vogliamo più servire uno Stato che ci lascia morire" », in *Repubblica*, 22 juillet 1992, p. 6 ; « "Giammanco via da Palermo" » in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 4.

262. CERASA Giuseppe, « "Non vogliamo più servire uno Stato che ci lascia morire" », in *Repubblica*, 22 juillet 1992, p. 6.

démission de toute la hiérarchie policière et judiciaire, du préfet au procureur. En signe de protestation, les magistrats du district de Palerme diffusent un document expliquant qu'ils s'abstiennent « de participer à l'ennième défilé funéraire d'État » pour organiser une autre messe dans la paroisse de Borsellino car « cet ennième massacre mafieux annoncé est l'expression évidente de la défaite complète d'un État qui n'est pas capable de faire face à l'exigence ordinaire de tutèle de la communauté[263] ». La répétition de l'adjectif numéral « ennième » rend compte de l'exaspération des magistrats et souligne combien la situation est similaire aux deuils précédents. Dans tous les quotidiens étudiés, on compte en moyenne une à deux pages entières dédiées aux tensions entre les policiers, les magistrats et leurs hiérarchies entre le 20 et le 25 juillet 1992, signe que la question est fortement médiatisée. Comment ne pas y voir un parallèle avec la contestation des responsables politiques ? L'image est celle d'une base qui se soulève contre ses dirigeants, jugés responsables du chaos et, comme nous l'avons vu après la mort de Falcone, la presse s'évertue à souligner le fossé qui se creuse peu à peu entre une partie de la société et les autorités.

Des obsèques officielles sous haute tension

Les obsèques des agents d'escorte se déroulent dans la cathédrale de Palerme le 22 juillet 1992. La famille de Borsellino refuse les funérailles d'État pour le magistrat[264] mais assiste néanmoins aux obsèques officielles des policiers. Nous avons vu que la cérémonie en l'honneur de Falcone, sa femme et ses agents d'escorte avait été l'apogée de la contestation des autorités et des représentants politiques déjà initiée la veille dans la chapelle ardente. La contestation gronde devant la préfecture au soir de l'attentat de via d'Amelio et les funérailles des agents d'escorte de Paolo Borsellino sont le théâtre d'une violence jusqu'alors inédite à l'encontre des représentants politiques. Comment expliquer ce *crescendo* qui débouche sur un violent rejet de la classe politique ? Fortes de l'expérience des funérailles de Falcone, les autorités utilisent en partie les troupes envoyées à Palerme au lendemain de l'attentat pour bloquer les accès à la cathédrale afin d'éviter la présence massive de la foule devant l'édifice. Ce dispositif policier fait monter sensiblement la tension et est fortement critiqué dans la presse :

> Ils ont ultra-sécurisé la cathédrale. Ils ont empêché aux fidèles d'assister à la messe. Ils ont fermé ruelles, rues et places du centre historique. Les gens ont été tenus à l'écart. Bousculés, poussés, intimidés. On a vu des fourgons-pompes et des chiens policiers. On a vu des gens se faire frappés, des gens se faire embarquer. On a vu des gens pleurer, crier,

263. « Asternersi dal partecipare all'ennesima sfilata funeraria di Stato », « questa ennesima annunciata strage mafiosa è chiara espressione della completa disfatta di uno Stato non in grado di fronteggiare l'ordinaria esigenza di tutela della comunità. » : MASSARO Francesco, « "No all'ennesima sfilata di Stato" I giudici diserteranno i funerali », in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 4.

264. Nous reviendrons plus en détail sur les raisons de ce refus.

> ne pas croire ce qu'ils voyaient. Ils voyaient un spectacle répugnant, qui faisait tomber des nues. On voyait enfin un État. […] Mais l'État avait l'apparence d'un boxeur sonné. Il portait ses coups du mauvais côté, contre les gens, il considérait les dizaines et dizaines de milliers de Palermitains qui manifestaient contre la mafia comme un gigantesque problème d'ordre public[265].

Cette critique donne l'image d'un État à la dérive qui se trompe d'objectif. Après les manquements répétés dans la lutte contre la mafia – qui fait pourtant concurrence à l'État en matière de contrôle du territoire – ce quadrillage est vécu comme un affront par les Palermitains présents. Ce dispositif a fortement alimenté la colère de la foule, bloquée à l'extérieur de la cathédrale, alors que les premiers rangs sont vides car les représentants politiques sont en retard. L'entrée est également interdite à certains policiers du service d'escorte et c'est uniquement grâce à l'intervention d'un journaliste présent à l'intérieur que la famille de l'agent Catalano (qui a appris sa mort à la télévision) parvient à rentrer[266]. De plus, l'absence des principaux représentants politiques au début de la messe est vécue « comme un outrage par les policiers palermitains prêts à la révolte[267] ». Tous ces événements provoquent la colère de la foule et des policiers qui explose lors de heurts violents à la fin de la cérémonie. C'est sans aucun doute cette explosion de violence qui caractérise les obsèques officielles des agents d'escorte, comme le démontrent les titres dans la presse le lendemain. On peut toutefois séparer les titres en deux catégories. Tout d'abord, on retrouve dans les gros titres le champ lexical de la colère et des sentiments tandis que le champ lexical de la violence est présent majoritairement dans les sous-titres. L'omniprésence du champ lexical de la colère dans les gros titres fait émerger une interprétation homogène de l'évenement dans toute la presse : « La rage de Palerme[268] », « La colère dans la cathédrale ultra-sécurisée[269] », « Le jour de la colère[270] », « La rage dans l'église ultra-sécurisée[271] », « Que les morts soient bénis, la colère explose[272] », « La rage aussi contre Scalfaro[273] », « Un adieu avec rage et douleur[274] ». Les

265. « Hanno blindato la cattedrale. Hanno impedito ai fedeli di assistere alla messa. Hanno chiuso vicoli, strade e piazzette del centro storico. La gente è stata tenuta alla larga. Strattonata, spintonata, intimidita. Si sono visti idranti e cani poliziotto. Si è vista gente picchiata, gente portata via. Si è vista gente piangere, gridare, non credere a ciò che vedeva. Vedeva uno spettacolo ripugnante, che lasciava di stucco. Si vedeva finalmente uno Stato. […] Ma lo Stato aveva l'aspetto di un pugile suonato. Tirava i suoi colpi dalla parte sbagliata, contro la gente, considerava le decine e decine di migliaia di palermitani in piazza contro la mafia come un gigantesco problema di ordine pubblico. » : LODATO Saverio, « L'ira nella Cattedrale blindata », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 3.

266. Voir RONCONE Fabrizio, « Nessuno li ha avvertiti. I familiari dell'agente Catalano hanno appreso la notizia dalla Tv », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 7 & PARRINELLO Delia, « Sommossa ai funerali degli agenti. Calci ad amato, schiaffi a Parisi », in *Giornale di Sicilia*, 22 juillet 1992, p. 2.

267. « Viene visto come un oltraggio dai poliziotti palermitani pronti alla rivolta » : BREDA Marzio, « Benedetti i morti, esplode l'ira », in *Corriere della Sera*, 22 juillet 1992, p. 2.

268. « La rabbia di Palermo », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 1.

269. LODATO Saverio, « L'ira nella cattedrale blindata », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 3.

270. « Il giorno dell'ira », in *Repubblica*, 22 juillet 1992, p. 1.

271. BOLZONI Attilio & LONGO Alessandra, « Rabbia nella chiesa blindata », in *Repubblica*, 22 juillet 1992 p. 2-3.

272. BREDA Marzio, « Benedetti i morti, esplode l'ira », in *Corriere della Sera*, 22 juillet 1992, p. 2.

273. SCARPA Riccardo, « La rabbia anche contro Scalfaro », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 3.

274. « Un addio con dolore e rabbia », in *Il Popolo*, 22 juillet 1992, p. 2.

sentiments de la foule et le rejet des autorités politiques, caractérisés par le champ lexical de la violence, constituent donc l'information principale transmise au lecteur pour lui signifier la rupture entre une partie de la société et les gouvernants. Ainsi, *L'Unità* et le *Corriere della Sera* soulignent les modalités violentes de cette contestation dans les sous-titres des articles : « Hurlements et sifflets aux funérailles, Parisi reçoit une gifle[275] », « "C'est vous qui les avez tués" : coups de pied, gifles, crachats contre Parisi, Amato et Scalfaro[276] ». Cependant, trois quotidiens choisissent de mettre également la violence dans les gros titres : « Coups de pied et insultes à Scalfaro et Amato[277] », « La République contestée à coups de poing[278] », « Émeute aux funérailles. Coups de pied à Amato, gifles à Parisi[279] ». Si le *Giornale di Sicilia* essaye d'emblée de justifier ces heurts par le désespoir des Palermitains et des policiers d'escorte en parlant de Palerme comme d'une ville ayant « l'âme en miettes[280] », *Il Tempo* déplore que des policiers s'en prennent aux plus hautes autorités de l'État donnant ainsi une image déplorable de l'Italie à l'étranger[281] et le *Corriere della Sera* – quotidien septentrional – dénonce la violence contre les représentants de l'État qui, selon Giuseppe Galasso[282], dénote « l'ombre d'un comportement méridional séculaire qui n'est ni positif ni constructif[283] ». Cette interprétation d'un comportement méridional d'hostilité envers l'État centralisé véhiculée dans un des quotidiens les plus lus au nord alimente ultérieurement le discours des sécessionnistes à un moment où les ligues viennent d'obtenir un gros succès électoral. De plus, il révèle une incompréhension entre le nord et le sud qui n'ont pas les mêmes priorités. Certes, les assassinats de Falcone et Borsellino font de la mafia un problème national, mais le nord est plus préoccupé par la corruption des élus. Cependant, le nord et le sud se rejoignent dans la contestation des représentants politiques et la question mafieuse devient un motif supplémentaire de rejet de la classe dirigeante au nord[284]. Si le quotidien milanais a du mal à s'interroger sur les raisons de cette explosion de violence, *L'Unità* tente de les expliquer sans pour autant les justifier :

275. « Urla e fischi ai funerali, uno schiaffo colpisce Parisi » : « La rabbia di Palermo », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 1.

276. « "Li avete uccisi voi" : calci, schiaffi, sputi a Parisi, Amato e Scalfaro » : BREDA Marzio, « Benedetti i morti, esplode l'ira », in *Corriere della Sera*, 22 juillet 1992, p. 2.

277. « Calci e insulti a Scalfaro e Amato », in *Corriere della Sera*, 22 juillet 1992, p. 1.

278. « La Repubblica contestata a pugni », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 1.

279. « Sommossa ai funerali degli agenti. Calci ad Amato, schiaffi a Parisi », in *Giornale di Sicilia*, 22 juillet 1992, p. 2.

280. « L'anima a pezzi » : *Ibidem*.

281. Voir « I telespettatori di tutto il mondo hanno seguito alla CNN i funerali », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 3. Les funérailles sont également retransmises en direct sur Rai Uno et Rete 4.

282. Historien et journaliste, il est également à l'époque membre du parti républicain.

283. « L'ombra di un secolare e non positivo e costruttivo comportamento meridionale » : GALASSO Giuseppe, « Il ribellismo non paga », in *Corriere della Sera*, 24 juillet 1992, p. 3.

284. De nombreuses manifestations (grèves, sit-in, arrêt des transports…) sont organisées au nord pour manifester contre la mafia et rendre un hommage national aux victimes. Voir « L'Italia in silenzio per dieci minuti. A Milano quindicimila in corteo », in *Giornale di Sicilia*, 22 juillet 1992, p. 7.

> La grande foule, tout d'abord, divisée entre émotion et colère, pitié et invective. Comme nous, justement, qui ne tollérons plus de devoir participer aux obsèques de la République, à l'enterrement de la justice et de l'efficacité de l'État. Et alors que les victimes nous émeuvent, nous n'arrivons pas à accepter l'idée que ces victimes auraient pu être évitées[285].

Toutefois, la comparaison de l'auteur entre la foule et le « nous » – dont on ne sait pas s'il désigne les journalistes ou plus globalement les lecteurs ou même la population en général – sous-entend que les raisons de cette colère sont partagées et donc compréhensibles. On voit également que l'interprétation des faits dépasse largement la situation palermitaine : le rapport entre la société civile et la société politique est largement compromis à cause de l'incapacité de l'État à protéger ses serviteurs. Le chaos des funérailles des agents d'escorte marque la défaite de la classe politique et *Il Tempo* n'hésite pas à parler de « véritable Waterloo[286] ». Si les funérailles de Falcone marquaient un tournant dans les rapports entre la société et la classe politique, l'expression d'une si violente contestation lors de celles des agents d'escorte de Borsellino signe une véritable rupture. Enfin, les positions de l'Église palermitaine sont les mêmes qu'à l'enterrement des victimes de Capaci. Au détour d'une phrase, le cardinal Pappalardo réaffirme l'inutilité des escortes vus les moyens utilisés par la mafia. Il condamne à nouveau moralement les mafieux, définis comme « la triste bande des bons petits soldats de Satan[287] ». L'élément important qui ressort de ce sermon est le statut de victime de la ville de Palerme et de ses habitants. Toutefois, bien qu'il se finisse sur une exhortation à l'engagement de chacun, ce sermon est en réalité tristement semblable à ceux que nous avons étudiés précédemment. Seule Rosaria Schifani, la jeune veuve d'un policier de l'escorte de Falcone, vient troubler cette routine commémorative et devient à nouveau protagoniste de ces obsèques officielles. Elle s'approche du cardinal, l'interrompt et le serre dans ses bras en criant « Ou c'est toi qui leur dis, ou c'est moi qui leur dis : tu dois leur dire qu'ils doivent se repentir, moi je n'oublie pas, je n'oublie pas… » et quitte l'autel en disant « Vito, mon Vito, je te veux[288] ». Son intervention démontre que le sermon de Pappalardo n'est pas à la hauteur des attentes des victimes. Enfin, ce nouvel appel aux mafieux et l'exposition de sa douleur représentent le moment le plus pathétique de la cérémonie. On peut supposer que cette intervention

285. « La grande folla, innanzitutto, divisa fra commozione e rabbia, pietà e invettiva. Come tutti noi, appunto, che non tolleriamo più di dover partecipare alle esequie della Repubblica, al sepellimento della giustizia e dell'efficienza dello Stato. E mentre ci emozionano le vittime, non riusciamo ad accettare l'idea che quelle stesse vittime avrebbero potuto essere evitate. » : BARBATO Andrea, « Alzati Italia, non morire così », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 1.

286. « Una vera Waterloo » : SCARPA Riccardo, « La rabbia anche contro Scalfaro », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 3.

287. « La triste schiera dei gregari di Satana » *: Omelia dell'Em.mo Arcivescovo in occasione dei funerali delle vittime di via d'Amelio*, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, p. 215.

288. « O lo dici tu o lo dico io: devi dirlo che si devono pentire, io non dimentico, non dimentico… Vito, Vito mio, ti voglio… » : LODATO Saverio, « L'ira nella cattedrale blindata », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 3.

ravive dans le public des policiers le souvenir douloureux des funérailles de Falcone, sa femme et les agents d'escorte, faisant ainsi enfler la contestation des responsables politiques qui est ensuite exprimée avec violence.

Une foule omniprésente aux obsèques privées de Borsellino

Les funérailles de Paolo Borsellino se déroulent le 24 juillet 1992 à l'église Santa Luisa di Marillac dans un climat radicalement différent. Le refus des obsèques officielles par la famille de Borsellino fait les gros titres dans la presse[289]. Au vu du contexte, cette décision est interprétée comme un acte de rejet des autorités jugées responsables de la mort du magistrat[290] : « Ils ont décidé de se défendre eux-mêmes et leurs proches de la fastueuse mise en scène du pouvoir, de la formalité, et peut-être de l'hypocrisie de certains[291] ». Les différents quotidiens se servent de la nouvelle pour souligner la dichotomie grandissante entre la classe politique, jugée inerte et hypocrite, et la frange de la société palermitaine qui se mobilise fortement contre la violence mafieuse : « Des obsèques sur invitation pour les autorités, ouvertes aux gens[292] ». La décision de la famille a une double dimension : elle est perçue non seulement comme un acte de rebellion face à un État défaillant, mais aussi comme un acte de communion avec la communauté citoyenne. Cependant, la famille de Borsellino fait savoir les vraies raisons du refus des obsèques officielles :

> Nous ne voulions pas que mon père soit soumis à une cérémonie comme celle qui a été réservée à Giovanni Falcone, à sa femme et aux victimes de son escorte. Ce jour-là – raconte Manfredi Borsellino – papa fut profondément choqué par le vacarme, par les cris, par l'atmosphère dans laquelle le rite pour les défunts a été célébré. Ce que l'on a lu, vu et entendu dans les journaux, à la radio et à la télé […], selon qui nous serions en polémique avec les institutions, n'est pas vrai. Nous n'avons pas de récriminations, au contraire, après le massacre de Capaci mon père eut même une protection supérieure à celle de Falcone. Nous avons choisi les funérailles privées car elles respectent son souhait, sa franchise et sa religiosité[293].

Seul le *Giornale di Sicilia* relaye cette interview donnée à l'*Osservatore romano*, le quotidien du Vatican. De toute évidence, les raisons de la famille ne sont pas en

289. Voir BREDA Marzio, « "Non vogliamo i funerali di Stato" », in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 3 ; « "Nessun politico ai funerali" », in *Il Tempo*, 21 juillet 1992, p. 2 ; « Funerali senza lacrime di Stato », in *Repubblica*, 22 juillet 1992, p. 5 ; « Borsellino, funerali aperti alla città », in *Il Tempo*, 24 juillet 1992, p. 4 ; « Funerali privati ma aperti a tutti. I Borsellino chiedono "serenità" », in *Giornale di Sicilia*, 24 juillet 1992, p. 3.

290. C'est ainsi que la famille de Libero Grassi avait expliqué le refus des funérailles d'État pour l'entrepreneur qui avait dénoncé publiquement le racket de la mafia.

291. « Hanno deciso di difendere se stessi e il loro caro dalla fastosa scenografia del potere, dalla formalità, forse dall'ipocrisia di alcuni » : LONGO Alessandra, « Funerali senza lacrime di Stato », in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 5.

292. « Funerale a inviti per le autorità, aperto per la gente comune » : sous-titre de l'article de FARKAS Ruggero, « "Niente persone sgradite in chiesa" », in *L'Unità*, 24 juillet 1992, p. 5.

293. « Non volevamo che mio padre fosse sottoposto a una cerimonia come quella riservata a Giovanni Falcone, alla moglie e alle vittime della sua scorta. Quel giorno – racconta Manfredi Borsellino – papà rimase profondamente scosso dal chiasso, dalle urla, dall'atmosfera nella quale si celebrava un rito per i defunti. Non è vero […] quanto abbiamo letto, visto e sentito attraverso giornali, radio e tv, che noi siamo in polemica con le istituzioni. Non abbiamo recriminazioni, anzi, dopo la strage di Capaci mio padre ebbe una protezione persino superiore a quella di Falcone. I funerali privati sono una scelta nostra che rispetta il suo desiderio, la sua schiettezza e la sua religiosità. » : « Il figlio : "Non siamo polemici con lo Stato" », in *Giornale di Sicilia*, 24 juillet 1992, p. 3.

adéquation avec les interprétations journalistiques et on peut donc supposer que les quotidiens étudiés éludent volontairement cette interview, qui a pour but de désamorcer la polémique en cours. Ainsi, la presse semble tout mettre en œuvre pour alimenter médiatiquement le contraste entre la classe politique et la population. Les proches de Borsellino n'invitent que le chef de l'État Scalfaro, le ministre de la Justice Martelli, le chef de la police Parisi et le secrétaire du MSI Fini. Contrairement aux funérailles des agents d'escorte, les quatre personnalités ne sont pas contestées par la foule, qui se recueille en silence. Bien que très peu médiatisé, l'appel des proches de Borsellino semble donc avoir été entendu. Au lendemain des funérailles du magistrat, la presse souligne le calme dans lequel s'est déroulée la cérémonie et ne tarit pas d'éloges sur Scalfaro, dont l'attitude est particulièrement appréciée :

> Seul Scalfaro pouvait cicatriser la grande blessure. Seul Scalfaro pouvait enfin échanger un signe de paix entre l'État et le grand peuple de Palerme. Seul Scalfaro pouvait entrer et sortir de l'église sur la pointe des pieds, presque inaperçu, en redonnant confiance aux désespérés, sérénité à qui vit désormais avec la mort collée à la peau, en montrant le style de la sobriété. C'est la deuxième fois en deux mois que le président de la République reprend les rênes à Palerme. Qu'il reprend la barre à la place de ceux qui l'ont perdue. Qu'il interrompt la spirale terrible des institutions en chute libre[294].

Il arrive sans sirènes, en simple citoyen, comme il l'avait fait pour Falcone au lendemain de son élection au Quirinal[295]. La foule est conquise par la démarche apaisante du chef de l'État, teintée de piété, de discrétion et d'humilité. Elle applaudit fortement Scalfaro à la fin de la cérémonie, un geste que le *Corriere della Sera* n'hésite pas définir comme « un dédomagement après la bagarre de la cathédrale[296] ».

Toutefois, le vrai temps fort de la cérémonie est l'intervention d'Antonino Caponnetto, publiée en intégralité dans *Repubblica*[297]. En sortant de la chapelle ardente, le 20 juillet, le magistrat retraité avait laissé transparaître son désespoir en répondant au journaliste qui lui demandait s'il y avait encore un espoir pour la ville de Palerme : « Tout est fini, j'ai tout dit, n'insistez pas[298] ». Conscient de l'impact médiatique qu'avait eu cette phrase, Caponnetto prononce une « prière laïque mais fervente[299] » qui incite la classe politique et, surtout, la

294. « Solo Scalfaro poteva rimarginare la grande ferita. Solo Scalfaro poteva finalmente scambiare un segno di pace fra lo Stato e il grande popolo di Palermo. Solo Scalfaro poteva entrare e uscire dalla chiesa in punta di piedi, quasi inosservato, imponendo il silenzio, restituendo fiducia ai disperati, serenità a chi vive ormai con la morte appiccicata sulla pelle, mostrando lo stile della compostezza. È la seconda volta in due mesi che il presidente della Repubblica riprende le fila a Palermo. Che riprende il timone al posto di altri che lo hanno perduto. Che interrompe la tremenda spirale delle istituzioni in caduta libera. » : LODATO Saverio, « Tra gli applausi la preghiera di Scalfaro », in *L'Unità*, 25 juillet 1992, p. 4.

295. Voir LODATO Saverio, « "Sono venuto da semplice cittadino" », in *L'Unità*, 27 mai 1992, p. 3.

296. « Applausi a Scalfaro, quasi un risarcimento dopo la rissa della cattedrale » : sous-titre de l'article de BREDA Marzio, « "Addio Paolo. Non è tutto finito" » in *Corriere della Sera*, 25 juillet 1992, p. 2.

297. « No, nessuno può mai più dire che è finita », in *Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 4.

298. « È finito tutto, non mi faccia dire altro. » : https://www.youtube.com/watch?v=1WMLdc1a7hQ Cette brève interview sert de conclusion à la bande dessinée dédiée à l'histoire du *pool* antimafia : GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia, op. cit*., p. 369.

299. « Preghiera laica ma fervente » : « No, nessuno può mai più dire che è finita », in *Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 4.

population à lutter pour honorer la mémoire de Borsellino. On retrouve dans cette intervention certaines caractéristiques qui rappellent les discours de Borsellino après la mort de Falcone. Tout d'abord, Caponnetto insiste sur la conscience d'une mort proche et inéluctable ainsi que sur le travail frénétique des derniers mois « comme si [Borsellino] sentait que la fin le guettait[300] ». Ensuite, il revient sur le désespoir exprimé quelques jours auparavant :

> Il y a un autre poids qui m'oppresse encore et c'est le remords pour cet instant de découragement et de faiblesse qui m'a pris après avoir posé le dernier baiser sur le visage désormais glacé, mais serein, de Paolo. Aucun de nous, et moi encore moins que quiconque, ne peut dire que désormais tout est fini, à ce moment-là je pensais abandonner la lutte contre la délinquence mafieuse, j'avais l'impression qu'avec la mort de mon ami fraternel, tout était fini. Mais dans un moment comme celui-ci, avoir une idée de ce genre, je m'en suis convaincu tout de suite, équivaut à trahir la mémoire de Paolo comme celle de Giovanni et de Francesca[301].

Le fait qu'il revienne sur ses premières déclarations est capital car, elles avaient eu un fort impact médiatique. De plus, Caponnetto est le seul à être légitime pour tenir un discours centré sur l'héritage laissé par Falcone et Borsellino. La deuxième partie de sa prière est adressée à Scalfaro, qu'il remercie pour son discours prononcé devant le CSM, dans lequel il exhorte la magistrature à réagir et à résister. Caponnetto lance un véritable appel au chef de l'État :

> Mais maintenant ce même État que [Falcone et Borsellino] ont servi jusqu'au sacrifice doit démontrer qu'il est vraiment présent dans toutes ses articulations, que ce soit avec la force ou avec ses services. Il est temps, me semble-t-il, de prendre de grandes décisions et de faire des choix de fond, ce n'est plus l'heure des collusions, de l'attentisme, des compromis et des fourberies et il faudra, monsieur le président, que ce soient des hommes crédibles et honnêtes, des politiques aux magistrats, qui gèrent grâce à tes directives éclairées cette phase nécessaire de renaissance morale[302].

Cet extrait fait écho au discours du 23 juin de Paolo Borsellino et dénonce les pratiques déviantes de la classe politique. De plus, le magistrat répète le concept de « renaissance morale », qu'il nomme aussi « régénération collective[303] », qui doit venir de la classe politique et seconder « l'espoir de renaissance[304] » des Palermitains. La mobilisation sans précédent d'une partie de la population palermitaine semble donc être présentée comme

300. « Il lavoro, divenuto frenetico negli ultimi tempi quasi che egli sentisse incombere la fine » : *Ibidem*.

301. « C'è un altro peso che ancora mi opprime ed è il rimorso per quell'attimo di sconforto e di debolezza da cui sono stato colto dopo avere posato l'ultimo bacio sul viso ormai gelido, ma sereno, di Paolo. Nessuni di noi e io meno di chiunque altro può dire che ormai tutto è finito, pensavo in quel momento di desistere alla lotta contro la delinquenza mafiosa, mi sembrava che con la morte dell'amico fraterno tutto fosse finito. Ma in un momento come questo coltivare un pensiero del genere, e me ne sono subito convinto, equivale a tradire la memoria di Paolo come pure quella di Giovanni e Francesca. » : *Ibidem*.

302. « Ma ora questo stesso Stato che essi hanno servito fino al sacrificio deve dimostrare di essere veramente presente in tutte le sue articolazioni, sia con la forza sia con i suoi servizi. È giunto il tempo delle grandi decisioni e delle scelte di fondo, non è più l'ora delle collusioni, degli attendismi, dei compromessi e delle furberie e dovranno essere, presidente, dovranno essere uomini credibili e onesti, dai politici ai magistrati a gestire con le tue illuminate direttive questa fase necessaria di rinascita morale. » : *Ibidem*.

303. « Rigenerazione collettiva » : *Ibidem*.

304. « La speranza di rinascita » : *Ibidem*.

un modèle pour la classe politique corrompue. Enfin, il conlut en évoquant un billet, déposé anonymement avec un lys en mémoire de Borsellino, sur lequel il était écrit « Une seule grande fleur pour un grand homme seul[305] » :

> Mais je voudrais dire à ce grand homme, à ce cher ami, qu'il n'est pas seul et que le cœur du tout Palerme, le cœur de ses proches, de ses amis, de la Nation bat à ses côtés. Cher Paolo, la lutte que tu as menée jusqu'au sacrifice devra devenir et deviendra la lutte de chacun de nous, c'est une promesse que je te fais, aussi solennelle qu'un serment[306].

La citation de ce billet – outre le fait de rappeler la solitude de Borsellino – sert donc d'impulsion pour donner une dimension civile et nationale à l'héritage mémoriel du magistrat. On remarque que Caponnetto, malgré l'appel lancé à Scalfaro, ne fait nullement référence aux institutions : il déplace l'attention sur la société palermitaine et italienne dans son ensemble. L'apostrophe finale a pour fonction de verbaliser le passage de témoin. En effet, l'utilisation du discours direct matérialise le rôle de passeur du magistrat retraité, seul personnage légitime pour récupérer l'héritage mémoriel de Borsellino et le transmettre à la société, l'incitant à combattre la mafia pour donner un sens à sa mort. Ainsi, la « prière laïque » de Caponnetto est le vrai temps fort de la cérémonie, comme en témoignent les gros titres de la presse[307]. Bien qu'assez similaire au sermon de Pappalardo – qui n'a pas assisté aux obsèques de Borsellino – Caponnetto est non seulement légitime pour porter ce message mais c'est surtout un homme qui apparaît comme nouveau, car peu médiatisé jusqu'alors, et son discours n'est donc pas perçu comme rituel. Au terme de son intervention, la foule applaudit à tout rompre. Cette foule, estimée à 10 000 personnes et omniprésente comme pour les funérailles de Falcone, est un véritable protagoniste. Dans les gros titres, la ville est personnifiée de manière totalisante, donnant l'impression – erronée – que la ville tout entière est mobilisée. Cette foule est présente dans la presse dès le lendemain du massacre de via d'Amelio et est nommée tantôt « les gens[308] », le « chœur[309] » ou encore « les gens honnêtes[310] ». Cette dernière dénomination, que nous retrouvions déjà après la mort de dalla Chiesa, entraîne la création d'un groupe social qui, s'il était très restreint dans les années 1980, s'étend désormais à la dizaine de milliers de Palermitains présents et mobilisés aux quatre coins de la ville. Ce groupe social devient la base sur laquelle va se fonder le mouvement

305. « Un solo grande fiore per un grande uomo solo. » : *Ibidem*.

306. « Ma io vorrei dire a questo grande uomo, diletto amico che non è solo, che accanto a lui batte il cuore di tutta Palermo, batte il cuore dei familiari, degli amici, di tutta la Nazione. Caro Paolo la lotta che hai sostenuto fino al sacrificio dovrà diventare e diventerà la lotta di ciascuno di noi, questa è una promessa che ti faccio, solenne come un giuramento. » : *Ibidem*.

307. « "Paolo ti giuro, vinceremo" », in *Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 4 ; « "Addio Paolo. Non è tutto finito" », in *Corriere della Sera*, 25 juillet 1992, p. 2 ; « Caponnetto : Paolo la tua lotta diventerà quella di ognuno di noi », in *Giornale di Sicilia*, 25 juillet 1992, p. 3.

308. « L'ira della gente contro i farisei », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 3.

309. « Un coro di invettive contro gli uomini dello Stato », in *Il Popolo*, 22 juillet 1992, p. 2.

310. « L'abbraccio degli onesti », in *Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 2-3.

antimafia civil que nous étudierons plus en détail d'ici peu. Les assassinats de Falcone et Borsellino marquent un tournant puisque la création du mouvement antimafia civil constitue un bond en avant et cette mobilisation sans précédent fait donc l'objet d'une médiatisation inédite. La foule est omniprésente dans les quotidiens grâce à l'utilisation massive de photographies qui, placées en mosaïques, peuvent même remplacer les articles[311]. Dans le *Giornale di Sicilia* du 22 juillet, pas moins d'une dizaine de photographies de la foule sont utilisées, en moyenne une par page dédiée à la mort de Borsellino. Dans les numéros des jours suivants, nous trouvons également de nombreuses représentations de la foule mobilisée[312]. La médiatisation de ces initiatives citoyennes (grèves de la faim, manifestations, *sit-in*, draps accrochés aux fenêtres, pancartes affichées dans les rues, t-shirt…) montre un groupe social en pleine constitution qui crie son ras-le-bol et qui s'approprie la mémoire des victimes en investissant des lieux symboliques (comme le bas de l'immeuble de Falcone ou via d'Amelio) qui vont devenir ainsi de véritables lieux de mémoire.

***

Nous avons donc vu que la carrière de Borsellino est étroitement liée à celle de Falcone puisque, même lorsqu'ils ne travaillent plus ensemble, ils sont tous deux mêlés à des polémiques qui contribuent à alimenter le climat de délégitimation qui fait suite au maxi-procès. Après le massacre de Capaci, Borsellino occupe la scène médiatique et mémorielle en devenant le principal promoteur de la mémoire de Giovanni Falcone. Borsellino ne livre pas une mémoire consensuelle et profite de son aura pour pointer l'hostilité rencontrée au sein même de la magistrature, renforçant encore un peu plus la figure de héros de Falcone déjà construite dans la presse. De plus, les quelques semaines qui séparent les massacres de Capaci et via d'Amelio sont cruciales pour comprendre les dynamiques de l'assassinat de Borsellino, à l'aune des nouvelles révélations sur la *trattativa*. Enfin, alors que l'assassinat de Falcone avait déjà attisé les tensions entre le monde politique et une partie de la société, le massacre de via d'Amelio constitue un véritable point de rupture, largement médiatisé, entre une partie de la société, des gouvernants et certains secteurs des forces de l'ordre. C'est dans ce contexte que se met en place une mobilisation antimafia civile inédite.

311. « Questa Palermo che non s'arrende », in *L'Unità*, 23 juillet 1992, p. 3. Cette page est disponible en annexes.

312. Voir *Giornale di Sicilia*, 23 juillet 1992, p. 1, 7, 8 & 9 ; *Giornale di Sicilia*, 24 juillet 1992, p. 3, 8, 10 & 11 ; *Giornale di Sicilia*, 25 juillet 1992, p. 2, 5 & 7.

Chapitre 5

La mobilisation antimafia de 1992

L'année 1992 est un moment clé qui marque le bouleversement des équilibres internationaux et la fin du système des partis tel qu'il a caractérisé la République italienne depuis sa création. Les massacres de Capaci et via d'Amelio constituent également deux temps forts de l'année 1992 car ils modifient sensiblement le rapport, déjà mis à mal par les révélations de l'opérations « Mains Propres » véhiculées dans la presse, entre une partie de la société et les représentants politiques. La mobilisation civile qui s'en suit contre la mafia naît justement de cette rupture entre une frange de la société et les gouvernants, qu'il convient donc d'analyser. Nous verrons donc quelles formes prend cette mobilisation antimafia et comment les figures de Falcone et Borsellino sont proposés comme de nouveaux référents moraux.

Un moment charnière dans l'histoire de l'Italie républicaine

L'effondrement du système politique

Comme nous l'avons vu précédemment, la guerre froide et le jeu des alliances qui caractérisent le monde bipolaire ont fortement conditionné le système politique italien mis en place après la Seconde Guerre mondiale. En effet, pendant près de quarante ans, la Démocratie Chrétienne a gouverné de manière hégémonique grâce au soutien des États-Unis qui voyaient en elle un rempart contre le communisme, incarné par le PCI. On parle donc de « bipartisme imparfait[1] » puisque, malgré une forte base électorale (entre un quart et un tiers des suffrages exprimés), le PCI n'a jamais participé à un gouvernement. Ainsi, la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et l'éclatement de l'URSS provoquent un bouleversement géopolitique qui a des répercussions en Italie. La fin de l'équilibre bipolaire international signifie aussi la fin de l'équilibre du système politique italien qui répercutait à l'échelle nationale l'opposition est-ouest. Sous l'égide d'Achille Occhetto, le PCI change de nom en 1991 pour devenir le PDS[2], provoquant une scission avec l'aile gauche qui veut continuer de revendiquer l'héritage communiste[3]. L'anticommunisme devient inutile et la DC perd non seulement l'élément structurant des coalitions mais, ajouté à la sécularisation grandissante de la société italienne, elle perd surtout sa raison d'être. Le scandale de Tangentopoli arrive donc à point nommé et assène le coup de grâce à un système politique déjà à bout de souffle. Tous les principaux partis politiques italiens disparaissent entre 1991 et 1994[4] et on remarque la montée significative de nouveaux partis, comme la Ligue du Nord. Créé à partir des différentes ligues régionales qui ont commencé à émerger en Vénétie et en Lombardie dès 1983, ce parti iconoclaste est basé sur l'identité régionale et se construit en opposition aux partis classiques. Les révélations sur la corruption généralisée des partis de gouvernement offre l'occasion rêvée à la Ligue du Nord pour devenir le porte-étendard de la contestation du système traditionnel. Par une rhétorique populiste, incisive et bien souvent raciste, Umberto Bossi se pose en alternative capable de renouveler la morale politique. Le discours de stigmatisation de l'État centralisateur évolue en dénonciation des mœurs des partis politiques. Aux élections législatives d'avril 1992, la Ligue du Nord devient le deuxième parti de l'Italie septentrionale et finit en tête en Lombardie, signe que la

1. GALLI Giorgio, *Il bipartismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1966.
2. *Partito dei democratici di sinistra* : parti des démocrates de gauche.
3. *Rifondazione comunista*.
4. PCI, PSI, PRI, PLI, DC, MSI.

contestation des partis traditionnels trouve un écho auprès de la population. Selon Paul Ginsborg, il s'agit du « résultat électoral le plus significatif depuis 1948 » car il contient « tous les éléments d'un vote historique de protestation, pas encore orienté vers quelque chose ou quelqu'un en particulier, mais surtout dirigé contre les vieux partis de gouvernement et leurs leaders[5] ».

Perte de crédibilité et de légitimité de l'État

Ce vote de sanction des partis traditionnels trouve son origine dans le contexte politique des années précédentes. Après les scandales à répétition, le début de l'opération « Mains Propres » exacerbe le sentiment de ras-le-bol. Selon Ilvo Diamanti, *Tangentopoli* n'aurait pas pu prendre une telle ampleur sans le soutien de la presse de tout bord :

> Les premiers supporters, les supporters les plus forts du *pool* de Milan, les supporters les plus efficaces de *Tangentopoli*, les créateurs du mythe qui accompagne *Tangentopoli*, ce sont eux. Les médias. Les directeurs de journaux, même ceux qui désapprouvent et qui condamnent ce qui s'est passé en 1992. Et cela sert aussi à expliquer le sens du changement qui emporte tout, pendant cette phase. *Tangentopoli* n'aurait pas été possible sans les médias. Car à l'époque l'importance du rapport entre la communication et la politique, entre la communication et la société devient évident et éclatant. C'est pour cela que *cette* classe politique s'écroule. C'est parce qu'elle ne comprend pas et qu'elle ne sait pas gérer l'importance de la télévision et de la communication[6].

Pour Diamanti, la presse joue donc un rôle central dans la dégradation de l'image de la classe politique. En affichant son soutien à la magistrature, elle devient une caisse de résonnance : la médiatisation contribue à affaiblir encore un peu plus une classe politique qui peine à saisir les enjeux et la portée des révélations qui émergent de l'enquête[7] et alimente la colère d'une partie de la population.

Comme nous l'avons vu, la presse joue également un rôle essentiel en dénonçant la violence mafieuse et l'inertie de la classe politique, mettant cette dernière face à ses incohérences en matière de lutte contre la mafia. Les assassinats de Falcone et Borsellino provoquent une indignation proportionnelle au caractère spectaculaire des attentats qui

5. « Per l'Italia si trattò del più significativo risultato elettorale dal 1948 in poi. […] Nel complesso, i risultati del 1992 contenevano tutti gli elementi di uno storico voto di protesta, non ancora orientato verso qualcosa o qualcuno in particolare, ma diretto soprattutto contro i vecchi partiti di governo e i loro leader. » in GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.,* p. 480-481.

6. « I primi, i più forti sostenitori del pool di Milano, i più efficaci sostenitori di Tangentopoli, i creatori del mito che accompagna Tangentopoli sono loro. I *media*. I direttori di giornali, anche quelli che oggi deprecano e condannano ciò che è avvenuto nel 1992. E anche questo serve a spiegare il significato del cambiamento che travolge tutto, in quella fase. Tangentopoli senza i *media* non sarebbe stata possibile. Perché allora diventa evidente e deflagrante l'importanza del rapporto tra la comunicazione e la politica, tra la comunicazione e la società. Per questo *quel* ceto politico collassa. Perché non capisce e non sa gestire l'importanza della televisione e della comunicazione. » : DIAMANTI Ilvo, « 1992, Tangentopoli », in *Novecento italiano, op. cit.*, 2011, p. 233.

7. Les hommes politiques mis en cause arborent une ligne de défense qui acte l'existence pluri-décennale d'un système de corruption généralisée et discréditent ainsi plus de quarante ans de pratiques politiques : « Nous nous sommes tous adaptés à un système qui marche depuis les années cinquante. » : BRIQUET Jean-Louis, « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de Tangentopoli », 2012, texte disponible on-line : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/90/34/44/PDF/Echanges_corrompus_Italie-JL_Briquet.pdf

finit de détériorer le rapport de confiance, déjà chancelant, entre les dirigeants politiques et une frange de plus en plus large de la société. La parole médiatique semble donc se substituer à la parole politique, devenue inaudible. Au lendemain de l'assassinat de Borsellino, de nombreux articles analysent la situation et soulignent qu'il s'agit d'un moment historique pour la république italienne :

> Nous sommes au bord du gouffre. Notre Italie, notre pauvre patrie, s'est perdue. Beaucoup de choses importantes pour un pays civil ont sauté avec les voitures et les corps de Falcone et Borsellino, des jeunes en uniformes : la confiance dans la justice, la conviction que le mal qu'une société génère peut être battu. […] La mafia déclare la guerre à l'État. Mais le gouvernement qui devrait conduire la bonne guerre s'est montré, depuis trop longtemps, incapable de le faire. Indécis sur tout, divisé, abasourdi. […] Et les mots, les garanties, les promesses viennent d'un pouvoir en crise de légitimité. Voilà l'abîme sur lequel l'Italie danse. La criminalité devient folle, le système politique apparaît délégitimé par ses propres comportements, la crise financière de l'État prend des proportions effrayantes, des lignes de secession, de division du pays, courent dans la vieille politique. La première république termine son histoire en se disloquant et en ne générant pas, comme ce devrait être le cas, une nouvelle phase[8].

Walter Veltroni – alors directeur de *L'Unità* – dresse le constat d'une crise de légitimité politique, agravée par une crise financière et par la violence mafieuse, révélant une crise identitaire qui met en cause la pérennité des institutions. Pour Veltroni, l'Italie arrive à la fin d'un cycle et, fidèle aux craintes de l'ancien PCI, il met en garde contre un possible tournant autoritaire, surfant ainsi sur la crainte générée par le bon résultat de la Ligue du Nord aux élections législatives. Bien que l'interprétation diverge quant à la possibilité d'un coup d'État, le *Corriere della Sera* souligne la gravité de la situation en pointant le risque d'effondrement de la république :

> Si l'hypothèse d'une fin prochaine est un danger réel, l'État doit être défendu avec d'autant plus d'acharnement, surtout par ceux qui l'ont formé, dans sa conscience civile, par le sens de son unité nationale qui nous vient du *Risorgimento* […]. La corruption des hommes politiques est plus que jamais irresponsable, car elle mine aussi les racines de la confiance dans les institutions et dans la politique même. Il est donc plus que jamais bon de réagir au sentiment de reddition et de défaite, qui favorise le processus de désagrégation[9].

En faisant appel à la « conscience civile » et en jugeant les pratiques déviantes de la politique comme étant « irresponsables », Claudio Magris déplace le débat dans le

8. « Siamo sull'orlo dell'abisso. La nostra Italia, povera patria, ha perduto se stessa. Con le auto e i corpi di Falcone e Borsellino, dei ragazzi in divisa sono saltate per aria molte cose importanti per un paese civile : la fiducia nella giustizia, la convinzione che il male che una società genera possa essere sconfitto. […] La mafia dichiara guerra allo Stato. Ma il governo che dovrebbe guidare la giusta guerra si è mostrato, da molto tempo, incapace di farlo. Indeciso a tutto, diviso, frastornato. […] E le parole, le assicurazioni, le promesse giungono da un potere entrato in crisi di legittimità. Ecco l'abisso su cui l'Italia danza. La criminalità impazza, il sistema politico appare delegittimato dai suoi stessi comportamenti, la crisi finanziaria dello Stato assume proporzioni tali da spaventare, linee di secessione, di divisione del apese, corrono dentro la crisi della vecchia politica. La prima repubblica chiude la sua storia sfaldandosi, non generando, come dovrebbe, una nuova fase. » : VELTRONI Walter, « Un paese ormai sull'orlo dell'abisso », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 1.

9. « Se una sua possibile prossima fine è un pericolo reale, tanto più occorre che lo Stato venga accanitamente difeso, soprattutto da chi è stato formato, nella sua coscienza civile, dal senso risorgimentale della sua unità nazionale […]. La corruzione dei politici è oggi più che mai irresponsabile, anche perché mina alle radici la fiducia nelle istituzioni e nella politica stessa. È dunque più che mai giusto reagire al sentimento di resa e disfatta, che favorise il processo di disgregazione. » : MAGRIS Claudio, « Il pessimismo e la verità », in *Corriere della Sera*, 27 juillet 1992, article publié dans le recueil *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio, Le parole* (vol. 1), Milan, MediaGroup, 2012, p. 212.

domaine de la morale publique. La classe politique n'est pas à la hauteur du passé car elle divise la société et, par un système de vases communiquants, la perte de crédibilité et de légitimité de la classe politique se répercute sur les institutions, mettant en danger la survie du régime républicain. Ainsi, les assassinats de Falcone et Borsellino constituent un moment historique où, selon Giorgio Napolitano, « l'on entendit grincer les institutions républicaines[10] ».

La perte de repères de la société italienne

La rupture entre la société civile et le monde politique

Comme nous l'avons vu, la massacre de Capaci arrive à un moment de crise politique, institutionnelle et économique sévère. Le contexte intérieur de la dernière décennie a alimenté le désamour des Italiens envers une politique jugée trop politicienne, conditionnée par les jeux d'alliances et par les scandales politico-financiers. Au fil des révélations de l'opération « Mains propres », ce désamour se transforme en rejet profond des représentants politiques et de leurs pratiques. Les assassinats mafieux sont souvent l'occasion, pour une partie des Palermitains, de montrer leur mécontentement en prenant les responsables politiques à parti, comme lors des funérailles du préfet dalla Chiesa. Toutefois, la mobilisation civile de 1982 est bien en deçà de la contestation de 1992, caractérisée par un véritable *crescendo* entre les assassinats de Falcone et de Borsellino qu'il nous faut analyser.

Au lendemain du massacre de Capaci, la chapelle ardente est le théâtre d'une première contestation des représentants politiques. Les articles de presse que nous avons étudiés relatent les protestations des citoyens présents qui dénoncent la responsabilité des représentants politiques, en les traitant d'« assassins », de « mafieux » et de « complices[11] ». Dans *Repubblica*, Giuseppe D'Avanzo insiste sur la présence de « l'habituelle toute petite Palerme des gens honnêtes[12] », reprenant ainsi l'expression écrite par un anonyme sur un écriteau déposé sur les lieux de l'assassinat du préfet dalla Chiesa dix ans plus tôt. Au vu du contexte national, la constitution de ce groupe des « gens honnêtes » évoque nécessairement une opposition aux représentants politiques, dont les pratiques sont décriées car malhonnêtes. De plus, les rangs du groupe des Palermitains honnêtes sont grossis par

10. « Sentimmo scricchiolare le istituzioni repubblicane » : NAPOLITANO Giorgio, « Alimentare la cultura della legalità », discours prononcé à Palerme le 23 mai 2009, in *Il patto che ci lega*, Bologne, Il Mulino, 2009.

11. « Assassini », « mafiosi », « complici » : D'AVANZO Giuseppe, « "Vergogna, vergogna, assassini" », in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2-3.

12. « La solita piccolissima Palermo degli onesti » : *Ibidem*.

les fonctionnaires (comme certains agents d'escorte) qui se désolidarisent de l'État qu'ils représentent et confèrent une nouvelle légitimité à la mobilisation civile, renforçant ainsi son statut de communauté de victimes. Le rejet des politiques est tel que, pour Giuseppe D'Avanzo, il s'agit d'un véritable tournant dans l'histoire italienne :

> À Palerme, la République italienne est morte. Elle est morte un jour poisseux dans le hall en marbre spectral du Palais de justice, enterrée par les crachats, les insultes, la pluie de pièces de monnaie […]. La République italienne est morte accompagnée par les cris des policiers, par le dégoût des magistrats. Elle est morte devant cinq cerceuils couverts par le drapeau tricolore, posés sur les trépieds au terme d'un tapis rouge élimé, effilé par ci, tout troué par là. […] À Palerme, la République italienne n'est pas morte de colère, elle n'est pas morte de fureur, elle n'est pas morte de honte. Elle est morte dans l'indifférence […] d'une ville absente en dehors de la chapelle ardente. Elle est morte dans le mépris – un mépris sombre, solide, sans espoir – qui a accueilli les pauvres diables et les visages impassibles venus à Palerme au nom de la République italienne[13].

Le constat dramatique de la mort de la République, amplifié par le recours à l'anaphore, vise à acter l'importance de la contestation des autorités officielles. Le massacre de Capaci est perçu d'emblée comme un événement qui marque au fer rouge l'histoire nationale car il provoque une rupture entre, d'un côté, certains citoyens et des fonctionnaires et, de l'autre, les représentants de l'État. Chassés au cri de « Bande de vautours, allez-vous en, l'État c'est pas vous[14] », les hommes politiques sont perçus comme des hypocrites et les citoyens présents leur retirent leur pouvoir de représentation de l'État pour n'avoir pas su être à la hauteur des responsabilités qui étaient les leurs. Comme nous l'avons vu, la contestation grandit lors des funérailles qui rassemblent près de dix mille Palermitains sous la pluie battante. L'intervention de Rosaria Schifani, qui fait référence à la ville comme bien commun (« notre ville de Palerme »), donne à la ville le statut de victime, comme l'avait fait Orlando lorsque la municipalité s'était portée partie civile pendant le maxi-procès. La violence en germe contenue dans les protestations à l'égard des hommes politiques aux obsèques de Falcone va littéralement exploser après le massacre de via d'Amelio. La proximité temporelle des deux événements tragiques renforce, dans la presse, l'image d'un État fantoche, représenté par une classe politique moribonde et incapable d'assurer la sécurité de ses fonctionnaires. Comme nous l'avons souligné, quelques heures seulement après l'attentat, les attroupements de citoyens grandissent et rejoignent le cortège des policiers d'escorte qui se rendent à la Préfecture. Les heurts qui s'en suivent montrent une nette dégradation de la situation : la violence

13. « La Repubblica italiana a Palermo è morta. È morta in un giorno appiccicoso nello spettrale androne di marmo di Palazzo di Giustizia seppellita dagli sputi, dagli insuti, dalla pioggia di monetine […]. La Repubblica italiana è morta accompagnata dalle urla dei poliziotti, dal disgusto dei magistrati. È morta dinanzi a cinque bare con bandiera tricolore sistemate su trespoli al termine di una guida rossa lisa, sfilacciata qui, sforacchiata là. […] La Repubblica italiana a Palermo non è morta di rabbia, non èmorta di furore, non è morta di vergogna. È morta nell'indifferenza […] di una città assente fuori dalla camera ardente. È morta del disprezzo – un disprezzo cupo, solido, senza speranza – che ha accolto i poveri cristi e le facce di pietra venute a Palermo in nome della Repubblica italiana. » : *Ibidem*.

14. LODATO Saverio, « Rabbia nel Palazzo dei veleni. "Sciacalli, andate via : lo Stato non siete voi" » in *L'Unità*, 25 mai 1992, p. 3.

verbale est accompagnée par la violence physique. L'incapacité des représentants officiels à endiguer la violence mafieuse relance la polémique sur l'utilité des escortes. Un homme confie à un journaliste les propos tenus à son frère, policier d'escorte :

> Tu ne dois pas mourir pour cet État de merde. Mourir pour Falcone ou pour Borsellino, oui. Eux, c'était des héros. C'était nos héros. Mais pour cet État, non. Il ne mérite pas notre peau[15].

La rupture que l'on pourrait définir d'interne car entre deux corps qui représentent l'État – les représentants des autorités et les membres des forces de l'ordre – provoque une distanciation avec l'État, qui ne mérite plus les sacrifices des policiers et des magistrats. Ainsi, la violence des policiers et d'une partie de la population à l'égard des hommes politiques est interprété de manière unanime par les journalistes comme le « point de rupture[16] » qui coincide avec le renforcement du groupe des « gens honnêtes », auquel se sont ajoutés aussi les magistrats.

Afin d'éviter que la situation ne s'envenime au sein de la magistrature après la démission collective des substituts de Pietro Giammanco, le président Scalfaro lance un appel à l'unité nationale devant le CSM[17], lors de la commémoration de Paolo Borsellino. Cet appel ne s'adresse pas qu'aux magistrats mais aussi à la classe politique, dont il souligne à nouveau le déficit de crédibilité. Comme lors de son intervention à la télévision, il fustige la corruption en dénonçant « la soif de pouvoir et d'argent [qui est devenue] irrefrénable[18] ». Le président de la République profite également de ce discours pour s'en prendre aux médias. Il critique les récits des obsèques publiés dans la presse écrite qui ont dépeint la colère de la foule, tente de minimiser la contestation et nie avoir été insulté. Il affirme avoir été invité non pas en tant que simple citoyen mais bien en tant que chef de l'État, comme pour apaiser le resentiment d'une partie de la société civile envers la classe politique en garantissant de sa personne puisqu'il est désormais le seul à être crédible et donc audible. Plus qu'un discours commémoratif, il s'agit d'une exhortation à résister, comme le pays l'avait fait contre le fascisme et le terrorisme. Cette référence à une période certes sombre mais qui s'est soldée par une victoire de la démocratie a pour but de réactiver un patriotisme basé sur des valeurs collectives positives capables de fédérer la population. Selon Marcello Ravveduto, « la stratégie de massacres de *Cosa*

15. « Non devi morire per questo Stato di merda. Morire per Falcone o per Borsellino sì. Loro erano eroi. Erano i nostri eroi. Ma per questo Stato no. Non merita la nostra pelle. » : STELLA Gian Antonio, « Allerta militare nella città ferita », in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 5.

16. ROCCA Gianni, « Al punto di rottura », in *Repubblica*, 22 juillet 1992, p. 1.

17. BONSANTI Sandra, « L'appello di Scalfaro "Nuova Resistenza" », in *Repubblica*, 23 juillet 1992, p. 3 ; MONTELEONE Gabriella, « Uniti contro la mafia », in *Il Popolo*, 23 juillet 1992, p. 3.

18. « La sete di potere e di denaro [che è diventata] irrefrenabile » : *Ibidem*.

nostra déplace l'antimafia dans le camp de la Résistance[19] », ce qui donne une dimension éminemment patriotique à la lutte contre la mafia. Enfin, le président de la République appelle aussi à la « reconstruction des valeurs morales[20] ». En reconnaissant le manque de moralité de la vie publique, Scalfaro légitime ainsi la contestation des Palermitains que le maire Aldo Rizzo avait défini comme une « révolte morale[21] ». En somme, cette la rupture entre une partie de la société et la classe politique reflète une cassure plus profonde avec les dirigeants de toute sorte, puisqu'on la retrouve aussi dans la police et la magistrature. La constitution du mouvement antimafia se fait donc en opposition aux autorités, à travers la réappropriation de la parole et de l'espace publics et passe par la revendication du statut de victime pour la communauté tout entière.

Les nouvelles formes de mobilisation civile

Les deux anthropologues américains Jane et Peter Schneider[22] ont étudié la construction du mouvement antimafia à Palerme du milieu des années 1980 à la fin des années 1990[23], notamment à travers l'observation participante. Leur analyse sociologique et anthropologique des composantes du mouvement antimafia nous permet de saisir toute son hétérogénéité. Le premier constat est en effet la diversité des traditions mobilisées. Comme après la mort du préfet dalla Chiesa, deux traditions nourrissent le vivier de l'antimafia : les anciens militants de gauche proches du PCI ou de la gauche extraparlementaire[24] et les catholiques progressistes. Bien qu'elles se soient alliées dans les années 1980 pour donner vie à des initiatives intéressantes, leurs divisions idéologiques ont pris le pas et la rupture entre catholiques et militants de gauche a considérablement affaibli le *Coordinamento antimafia*[25]. Selon les Schneider, ces tensions sont des « effets collatéraux de la polarisation politique qui s'est structurée au cours de la guerre froide[26] ». Ainsi, la fin de l'équilibre bipolaire ouvre la voie à de nouvelles collaborations qui s'affranchissent des traditions politiques dont elles sont issues. On assiste donc à la constitution d'un mouvement hétéroclite regroupant, aux côtés des anciens militants

19. « Lo stragismo di Cosa nostra sposta il movimento antimafia nel campo della Resistenza. » : RAVVEDUTO Marcello, « La regligione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resistenza civile », in RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Strozzateci tutti*, Rome, Aliberti, 2010, p. 552. Nous développerons ce point au chapitre 8.

20. « Ricostruzione dei valori morali » : MONTELEONE Gabriella, « Uniti contro la mafia », in *Il Popolo*, 23 juillet 1992, p. 3.

21. « Rivolta morale » : RICCI-SARGENTINI Monica, « Polemica sulla rivolta ai funerali. "Palermo non deve alcuna scusa" », in *L'Unità*, 23 juillet 1992, p. 3.

22. Voir SCHNEIDER Jane C. & SCHNEIDER Peter T., *Un destino reversibile, op. cit*.

23. « Nous avons vécu à Palerme pendant sept étés entre 1987 et 1999 ainsi que pendant six mois en 1996. » (« Abbiamo vissuto a Palermo per sette estati tra il 1987 e il 1999 e per sei mesi nel 1996. ») in *Ibid*., p. 24.

24. On pense notamment à la figure de Peppino Impastato, dont les amis (Umberto Santino et Anna Puglisi) ont continué leur engagement antimafia après son assassinat.

25. Voir chapitre 2.

26. « Effetti collaterali della polarizzazione politica strutturatasi nel corso della guerra fredda » in SCHNEIDER Jane C. & SCHNEIDER Peter T., *Un destino reversibile, op. cit*, p. 138.

de gauche et des catholiques progressistes traditionnellement sensibles aux problèmes de la classe populaire, notamment des femmes et des jeunes issus pour la plupart de la classe moyenne, même s'il ne faut pas sous-estimer la mobilisation de certaines figures issues de l'ancienne élite agraire comme Orlando. On note donc une évolution entre le mouvement antimafia tel qu'il était depuis l'après-guerre – constitué d'abord essentiellement de paysans, de sindicalistes ou de militants politisés proches du PCI, puis de femministes, d'étudiants, d'universitaires[27] – et tel qu'il renaît, sur les cendres du « Printemps de Palerme » après les massacres de Falcone et Borsellino. La lecture marxiste d'un mouvement antimafia qui reflèterait la lutte des classes, défendue par Santino, devient donc caduque puisque le nouveau mouvement antimafia civil est interclassiste. Dès 1983, Nando dalla Chiesa[28] avait souligné la nouveauté du mouvement antimafia, centré sur l'éducation et la sensibilisation aux problématiques sociales consécutives à la domination mafieuse. On peut supposer que les initiatives lancées dans les écoles et les universités au cours des années 1980 ont créé un terreau favorable pour le développement d'une mobilisation de grande ampleur au sein de la classe moyenne.

Selon Roberto Alajmo[29], si le massacre de Capaci est bien l'élément déclencheur de la mobilisation, l'assassinat de Libero Grassi[30] constitue une étape importante dans l'éveil des consciences palermitaines. Ce dernier dénonce publiquement le racket mafieux et refuse de s'y soumettre. Ses prises de position courageuses montrent que n'importe quel citoyen peut dénoncer la mafia mais l'isolent au sein du patronat sicilien. Son assassinat est très médiatisé et ses proches publient une lettre dans laquelle ils dénoncent non seulement les mafieux, mais surtout la passivité des Palermitains. Pour Alajmo, la population, en proie à la honte et au sentiment de culpabilité, ne réagit pas et déserte l'enterrement de la victime[31]. Il estime que « la semence de Libero Grassi a donné ses premiers fruits neufs mois plus tard. La bonne période d'incubation humaine[32] ». En faisant de cet assasinat une sorte de choc originel, cette lecture tente d'expliquer l'engagement de certains citoyens au lendemain du massacre de Capaci. Cependant, cette lecture – quelque peu idéalisée – sous-estime complètement l'impact des modalités spectaculaires

27. GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.*, p. 491.

28. Voir DALLA CHIESA Nando, « Gli studenti contro la mafia : note (di merito) per un movimento », in *Quaderni piacentini*, n°11, 1983, p. 39-60.

29. Journaliste et écrivain palermitain, il a publié un livre sur l'initiative du *Comitato dei lenzuoli* : ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia. Sono vent'anni e sembra domani*, Palerme, Navarra Editore, 2012.

30. Entrepreneur palermitain qui a dénoncé la pratique du *pizzo* dans les médias. Son intervention la plus connue a lieu sur le plateau de *Samarcanda* en avril 1991, il répond à Michele Santoro qui lui demande s'il est fou et pourquoi il refuse de payer alors que 90% des commerçants payent le *pizzo* à Gela. Voir https://www.youtube.com/watch?v=M9fMiONElC4 L'entrepreneur est assassiné par *Cosa nostra*, quelques mois plus tard, le 29 août 1991.

31. Voir ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia. Sono vent'anni e sembra domani*, *op. cit.*, p. 12-13.

32. « Il seme di Libero Grassi ha dato i suoi primi frutti nove mesi dopo. La giusta, umana incuazione. » in *Ibid.*, p. 13.

de l'attentat de Capaci sur les Palermitains, donnant l'impression que seule la mort du magistrat, pour ce qu'il incarnait, est l'élément déclencheur de la mobilisation. Or, l'analyse que nous avons fait de la presse a démontré que le *modus operandi* provoque l'effroi et est interprété comme une démonstration de force de la part de la mafia. Les attentats spectaculaires déclenchent une mobilisation d'une ampleur inédite et il nous semble donc indispensable de prendre en considération l'aspect spectaculaire, sans pour autant minimiser ce que représentait Falcone aux yeux d'une frange de la population. Ainsi, l'assassinat de Falcone, de sa femme et des trois policiers d'escorte provoque donc un choc moral sans précédent et de nombreux Palermitains changent radicalement d'attitude envers les magistrats[33]. Selon Christophe Traïni, « les engagements qui résultent d'un choc moral peuvent susciter – non pas une simple « mobilisation » – mais bien une constitution de réseaux inédits et parfois même improbables[34] », ce qui se vérifie à Palerme. Malgré une présence massive devant la chapelle ardente et aux obsèques des victimes, une partie de la population cherche une manière d'intervenir et d'agir. Les témoignages dont on dispose sont centrés sur le besoin de dénoncer la violence mafieuse pour s'en démarquer ainsi que sur l'urgence d'agir pour éviter l'oubli et le retour à la normale. Si les activistes des années 1980 reprennent du service, la véritable nouveauté est la constitution de plusieurs groupes de citoyens qui inventent de nouvelles formes d'action collective. Le 26 mai 1992, plusieurs femmes liées par des liens de parenté et d'amitié ont l'idée d'exposer des draps blancs aux fenêtres sur lesquels elles écrivent des slogans[35] pour exprimer leur colère contre la mafia, leur soutien à la magistrature ou leur envie de voir la Sicile se libérer du joug mafieux.

> C'est une de ces idées qui décollent tout de suite ; elle attire l'attention des autres, et des médias, parce qu'elle est originale et qu'elle est capable de cristalliser les pensées et les sentiments de beaucoup de gens.

33. « C'est incroyable de voir quel élan d'affection, de solidarité, de passion civile, jusqu'alors souterrains, le massacre de Capaci déclenche chez les Palermitains et les Siciliens. Qui croit connaître quelques éléments utiles aux enquêtes, qui voit des personnes suspectes traîner aux alentours de la maison de Borsellino sent le besoin de le lui communiquer. Ils sont nombreux à l'attendre dans les couloirs du palais de Justice, au deuxième étage où se trouve son bureau, au rez-de-chaussée où il va prendre un café au bar : à son passage on remplit ses poches de petits mots anonymes pleins d'hypothèses sur les enquêtes, on lui murmure à l'oreille le nom de terribles *boss* en cavale qu'on croit avoir reconnu sur l'autoroute. Il y a ceux qui lui donnent des images sacrées pour le protéger du mal : « Ils m'ont pris pour un saint » raconte-t-il en esquissant un sourire. » (« È incredibile quale moto di affetto, solidarietà, passione civile, sotterranei fino ad allora, la strage di Capaci scateni nei palermitani e nei siciliani. Chi crede di conoscere qualche elemento utile alle indagini, chi vede gente sospetta aggirarsi sotto casa di Borsellino sente il bisogno di comunicarglielo. Sono in tanti ad aspettarlo lungo i corridoi di palazzo di Giustizia, al secondo piano dove ha l'ufficio, a piano terra dove va al bar per prendere un caffè : al suo passaggio gli riempiono le tasche di biglietti anonimi zeppi di ipotesi investigative, gli sussurrano all'orecchio nomi di temibili latitanti della mafia che giurano di aver riconosciuto lungo l'autostrada. C'è chi gli porge persino delle immagini sacre perché lo proteggano dal male : « Mi hanno scambiato per un santo » riesce a sorridere mentre racconta. ») in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, *op. cit.*, p. 253.

34. TRAÏNI Christophe, « Choc moral », in FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian & PÉCHU Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux, op. cit.*, p. 103.

35. « Maintenant, ça suffit ! », « Palerme a compris, et l'État ? », « Je sais, mais je n'ai pas les preuves », « Falcone tu es encore dans nos cœurs », « Palerme veut vivre », « Vous ne les avez pas tués : leurs idées marchent avec nos jambes » (« Ora basta ! », « Palermo ha capito, e lo Stato ? », « Io so, ma non ho le prove », « Falcone sei ancora nei nostri cuori », « Palermo vuole vivere », « Non li avete uccisi : le loro idee camminano sulle nostre gambe ») in GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.*, p. 491 ;

> Le drap devient un symbole de la citoyenneté honnête en Sicile : blanc et propre, il peut évoquer des concepts de paix, de non violence, de maisons et de femmes, du monde domestique opposé à un sale monde politique.
> Mais, accroché au balcon, il devient public pour dénoncer la colère, le courage, la détermination des personnes qui habitent derrière ce balcon. Le fait que de simples familles montrent de façon si ouverte leurs sentiments constitue un pas en avant dans la lutte contre la mafia. Ce n'est pas un hasard si la presse et la télévision, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, ont cueilli ce phénomène[36].

Cette analyse de Jane et Peter Schneider révèle donc l'utilisation publique – et même politique – d'un objet privé, ce qui n'est pas sans rappeler le mouvement féministe des années 1970 et l'irruption du quotidien dans les débats politiques. Giovanna Fiume, enseignante à l'université et membre du groupe, explique une certaine forme de continuité entre le féminisme et la mobilisation palermitaine :

> La conscience gagnée en son temps par les femministes du rapport entre la femme et la grande histoire s'est aujourd'hui généralisée : l'individu, resté « militant de lui-même », ressent de la même façon le devoir d'assumer ses responsabilités civiles, pour ne pas se faire représenter par celui qui, face à une société civile faible, détient les pouvoirs forts qui, dans le sud, sont extra-institutionnels et mafieux[37].

Exprimer son indignation et le rejet de la domination mafieuse dans une société longtemps restée passive face à la violence est donc perçu une obligation morale qui devient le moteur de la mobilisation civile. Par sa nouveauté, cette initiative, individuelle et artisanale[38], séduit de nombreux Palermitains : plusieurs draps apparraissent aux balcons et le groupe décide de constituer un véritable groupe *Comitato dei lenzuoli*. Encore aujourd'hui, cette initiative a profondément marqué les esprits et incarne l'opposition des Palermitains à la mafia, comme le démontre le fait que les draps réapparaissent aux balcons lors des commémorations. Cette forme de mobilisation, pour sa singularité, mériterait une analyse plus poussée, à partir d'une enquête de terrain mais, par manque d'éléments, nous ne sommes pas en mesure d'approfondir cet aspect. Cependant, nous souhaitons souligner comment ce comité s'insère dans le mouvement antimafia, jusqu'alors largement monopolisé par les catholiques progressistes et les anciens militants de gauche et d'extrême-gauche.

36. « Era una di quelle idee che volano subito; attrae l'attenzione di altri, e dei media, perché originale e perché capace di cristallizare i pensieri e i sentimenti di molti. Il lenzuolo diventa simbolo della cittadinanza onesta in Sicilia : bianco e pulito, può evocare concetti di pace, di non violenza, di case e di donne, del mondo domestico contrapposto a un mondo sporco-politico. Ma appeso al balcone, diventa di dominio pubblico per annunciare la rabbia, il coraggio, la determinazione delle persone che abitano dietro a quel balcone. Che singole famiglie mostrino in modo così aperto i loro sentimenti costituisce un passo in avanti nella lotta alla mafia. Non a caso la stampa e la televisione, sia locale, sia nazionale che internazionale, hanno colto questo fenomeno. » in ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia, op. cit.,* p. 35.

37. « La consapevolezza a suo tempo guadagnata dalle femministe del rapporto tra singola donna e grande storia si è generalizzata : l'individuo, rimasto « militante di se stesso », sente di doversi ugualmente assumere delle responsabilità civili, di fronte a una società civile debole, detiene i poteri forti, che nel sud sono extra-istituzionali e mafiosi. » in *Ibid*., p. 9.

38. Au début, les femmes contactent leurs amies par téléphone pour leur soumettre l'idée.

Malgré la forte mobilisation civile, les catholiques progressistes du centre San Saverio[39] sont pessimistes quant à la possibilité d'impliquer les classes populaires dans le mouvement antimafia. Le *Centro di Documentazione Siciliana Peppino Impastato* (CDS) tente à nouveau de fédérer les différentes associations autour d'une macro-structure appelée le *Cartello* mais les dissensions avec *La Rete* sont encore très présentes dans les esprits. Le *Cartello*, fondé le 12 juin 1992, regroupe plusieurs associations et collectifs et deux propositions émergent de cette réunion. Dans la tradition de gauche, le CDS propose la tenue d'une assemblée pour élaborer une nouvelle stratégie de lutte tandis que l'*Associazione per la Pace* avance l'idée de faire une chaîne humaine pour commémorer le massacre de Capaci le 23 juin 1992. Cette forme de mobilisation, jusqu'alors inédite en Sicile, est empruntée au répertoire de l'activisme international et démontre l'envie d'une partie des membres du *Cartello* de renouveler les pratiques de l'action collective héritées de la mobilisation des années 1968. « Accueillie dans un premier temps avec froideur, la chaîne humaine fut vite reconnue comme le nécessaire complément "émotif" à l'assemblée "analytique"[40]. » Le parcours choisi pour la chaîne humaine est symbolique : elle partira du Palais de justice pour arriver jusqu'à l'arbre de Falcone, une expression désormais lexicalisée, signe que les Palermitains se sont appropriés ce lieu qui devient « une sorte de sanctuaire spontané[41] » et donc un lieu de mémoire. Afin de s'insérer dans le mouvement antimafia qui est en train de se constituer, le *Comitato dei lenzuoli* souhaite promouvoir à sa manière la chaîne humaine grâce à trois initiatives. Tout d'abord, ils réalisent de petits spot à diffuser à la télévision – toutes les chaînes ayant accepté de les diffuser gratuitement – pour dénoncer la violence mafieuse en faisant défiler, entre autres, les noms de certaines victimes. Toutefois, cela déclenche une vive polémique puisque le nom de Salvo Lima apparaît dans la liste. Cette décision, fort discutable pour la plupart des militants antimafia, est justifiée par les membres du comité à qui il apparaît nécessaire de dénoncer la violence dans sa globalité, qu'elle frappe des mafieux ou des antimafieux[42]. La polémique qui s'en suit donne l'occasion aux militants traditionnels, déjà mobilisés dans les années 1980, de taxer les nouveaux venus d'amateurisme.

Une deuxième initiative, très bien accueillie, est d'imprimer des t-shirts avec deux slogans au choix (« Maintenant, ça suffit[43] ! » et « Mafieux, à genoux[44] ! ») reprenant ainsi

39. Voir SCHNEIDER Jane C. & SCHNEIDER Peter T., *Un destino reversibile, op. cit*., p. 143.

40. « Accolta inzialmente con freddezza, la catena umana fu presto riconosciuta come il necessario complemento « emotivo » all'assemblea « analitica ». » in *Ibid*., p. 179.

41. « Una sorta di sacrario spontaneo » in *Ibidem*.

42. Voir ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia, op. cit.,* p. 40-42.

43. « Ora basta » in *Ibid*., p. 46.

44. « Mafiosi, inginocchiatevi » in *Ibidem*.

l'invocation de Rosaria Schifani. Enfin, les membres du *Comitato dei lenzuoli* réalisent de petits draps en toile blanche, à accrocher comme des badges, sur lesquels ils écrivent les slogans apparus aux balcons. Ils mettent aussi des draps blancs et de la peinture à la disposition des Palermitains à trois endroits de la ville[45] afin de permettre à tout le monde de confectionner son propre drap. Le résultat de la mobilisation du 23 juin dépasse largement les attentes des organisateurs puisque la presse parle de 10 000 personnes présentes[46] et les acteurs du mouvement racontent la journée avec une grande émotion car ils ont été les premiers surpris de voir une telle affluence[47]. En revanche, le résultat de l'assemblée proposée par le CDS est décevant car, encore une fois, « il n'y a aucune unité réelle[48] » entre les différentes composantes du mouvement antimafia. Il semble donc que les formes de mobilisation classiques ne fédèrent pas autant que les nouvelles initiatives, qui embrassent un répertoire d'action qui va au-delà de la mobilisation partisane. Enfin, le 27 juin 1992, une grande manifestation est organisée à Palerme à l'appel des syndicats. La grève générale est très suivie et plus de 70 000 personnes viennent de toute l'Italie pour y participer[49]. Après les tensions entre les syndicats et les associations antimafia suite aux manifestations pro-mafia organisées dans la deuxième moitié des années 1980, cette grande manifestation nationale permet aux syndicats de montrer patte blanche et de réintégrer le mouvement antimafia. Ainsi, on voit que le massacre de Capaci provoque pour la première fois des actions de grande ampleur qui dépassent l'antimafia traditionnelle pour s'étendre à une large partie de la communauté citoyenne qui affiche désormais son soutien à la magistrature. On voit donc qu'il y a un déplacement de légitimité, sur lequel nous reviendrons, de la classe politique à la magistrature et que le mouvement antimafia fait du soutien à la magistrature un de ses fondements identitaires. L'opposition de la magistrature à la politique est un élément capital qui devient une clé de lecture pour l'étude des décennies suivantes. Cela montre également combien le mouvement antimafia peut être défini d'anti-système puisqu'il cultive l'opposition entre la société et les partis politiques et, par ricochet, entre le local et le national (la Sicile contre Rome).

Dans ce contexte, le massacre de via d'Amelio est perçu comme le coup de grâce infligé à l'antimafia mais aussi à la ville et à ses habitants. La situation s'agrave et l'État

45. L'arbre de Falcone via Notarbartolo ; Piazza Ungheria à Santa Flavia, vers Bagheria ; place devant l'église San Saverio dans le quartier de l'Albergheria, réputé pour sa haute densité mafieuse.

46. Fait rare qui mérite d'être souligné, le *Popolo* dédie une double page à la chaîne humaine. La nouveauté de l'initiative et son caractère apolitique ont sans aucun doute permis une large médiatisation. Voir « Falcone, seme di giustizia. Catena umana per le vie di Palermo » & « Coscienze mobilitate contro la cultura mafiosa » in *Il Popolo*, 24 juin 1992, p. 5-6.

47. Voir ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia, op. cit*., p. 51-53.

48. « Non c'è nessuna reale unità » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.,* p. 373.

49. Voir SCHNEIDER Jane C. & SCHNEIDER Peter T., *Un destino reversibile, op. cit*., p. 184.

est jugé définitivement incapable d'assurer la sécurité de ses fonctionnaires et de ses citoyens. Pour Santino, la mort de Borsellino est « un des moments les plus actifs et les plus généreux de la nouvelle phase du mouvement[50] ». Un certain Bebo, membre du *Comitato dei lenzuoli*, raconte ainsi le tournant que représente l'assassinat de Borsellino dans le renforcement du mouvement antimafia :

> L'effroi, la crise terrible et le sentiment d'impuissance qui m'envahissent du 19 juillet à 18h, m'écrasent jusqu'au mardi 21, jour des funérailles des agents à la cathédrale. Là, il va se passer quelque chose d'extraordinaire. En un instant passent l'effroi, la crise et le sentiment d'impuissance. Je perçois qu'il est en train de se passer quelque chose de vraiment nouveau. Je me rends compte, en regardant et en participant avec les gens qui arrivent très nombreux malgré les tentatives institutionnelles de nous induire en erreur, qu'il y a une évolution considérable dans la tête de tout le monde : de l'indignation vigilante de l'*après Falcone* on passe à la colère résistante et militante de l'*après Borsellino*[51].

En effet, on note une augmentation significative de la mobilisation civile après l'assassinat de Paolo Borsellino ainsi qu'une diversification des actions collectives. Comme pour le *Comitato dei lenzuoli*, les femmes jouent un rôle moteur et se mettent en première ligne, en empruntant de nouvelles formes de mobilisation au répertoire de l'action collective pacifiste. Dès le 20 juillet, une dizaine de femmes installent des tentes et commencent une grève de la faim piazza Castelnovo, face au théâtre Politeama, pour demander la démission des autorités locales (préfet, procureur de Palerme, chef de la police, du gouvernement régional et du conseil municipal). En quelques jours, elles sont près de 400[52]. Angela Lanza explique qu'il s'agit d'une manifestation de soutien aux substituts du procureur qui ont démissionné après via d'Amelio et justifie ainsi le choix de la grève contre la faim :

> Nous avons commencé à occuper à onze la place la plus centrale de la ville : pour ne pas être effacées, en tant que voix discordante par rapport aux commémorations obsolètes des institutions, nous avons voulu avoir une grande visibilité. Nous avons vécu jour et nuit place Castelnovo pendant un mois. Nous nous sommes pendues au cou une petite pancarte jaune sur laquelle il était écrit : *J'ai faim de justice, je jeûne contre la mafia*. Avec notre action, nous avons construit une forte valeur symbolique de référence et, même si chacune mettait l'accent sur les différents sens que cela pouvait avoir, nous sommes toutes tombées d'accord pour affirmer que notre corps, pour générer la vie, devait abolir le nutriment « de mort » offert par la mafia et par ses protecteurs politiques[53].

50. « Uno dei momenti più attivi e generosi nella nuova fase del movimento » in *Ibidem*.

51. « Sgomento, terribile crisi e senso di impotenza che mi pervadono dalle 18 del 19 luglio mi schiacciano fino a martedì 21, giorno dei funerali degli agenti in cattedrale. Là succederà una cosa straordinaria. Passano in un momento sgomento, crisi e senso d'impotenza. La percezione è che qualcosa di veramente nuovo stia accadendo. Mi rendo conto, gardando e partecipando con la gente che giunge numerosissima malgrado i tentativi istituzionali di depistaggio, che c'è un salto di qualiltà nella testa di tutti : dalla indignazione vigilante del dopo Falcone si passa alla rabbia resistente e militante del dopo Borsellino. » in ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia, op. cit.,* p. 76.

52. Voir FARKAS Ruggero, « "Niente gente sgradita in chiesa" », in *L'Unità*, 24 juillet 1992, p. 5.

53. « Noi cominciammo in undici l'occupazione della piazza più centrale della città : per non essere cancellate, come voci discordi dalle commemorazioni obsolete delle istituzioni, pretendemmo una grande visibilità. In piazza Castelnovo abbiamo vissuto notte e giorno per un mese. Ci siamo appese addosso un cartoncino giallo con scritto : Ho fame di giustizia, digiuno contro la mafia. Con la nostra azione abbiamo costruito un forte valore simbolico di riferimento e, anche se ognuna metteva l'accento su significati differenti che poteva avere, ci siamo ritrovate tutte concordi nell'affermareche il nostro corpo, per generare vita, doveva abolire il nutrimento « di morte » offerto dalla mafia e dai suoi protettori politici. » in LANZA Angela (dir.), *Ho fame di giustizia. La rivolta delle donne a Palermo contro la mafia*, Palerme, Navarra Editore, 2011, p. 7-8. Cet ouvrage retrace, jour après jour, le mois d'occupation de piazza Castelnovo par ce collectif de femmes.

Par cette initiative, les femmes veulent avant tout se positionner en dehors du cadre commémoratif officiel, jugé « obsolète ». Cela implique donc une nouvelle forme d'action collective qui permet d'une part de se réapproprier l'espace public – en s'opposant ainsi au contrôle du territoire exercé par la mafia – et d'autre part d'afficher une prise de position publique contre la mafia. Les petites pancartes, comme les draps aux balcons, sont un support public contenant des revendications qui ont une portée politique. Bien qu'Angela Lanza souligne le caractère hétérogène du mouvement, la féminité est néanmoins un élément central. Le corps féminin, par sa capacité à donner la vie, devient un moyen de lutte symbolique pour dénoncer et rejeter la subculture mafieuse, la violence ainsi que les collusions politico-mafieuses. Sous la pression, le préfet est limogé et Giammanco est muté. D'autres initiatives viennent s'ajouter à celles que nous venons d'évoquer, comme des *sit-in*, des marches aux flambeaux, des manifestations hors de Sicile ou encore une grève générale. La mobilisation collective qui suit les assassinats de Falcone et Borsellino est donc une « véritable révolution[54] », pour reprendre les mots de Francesco La Licata, car il s'agit d'une prise de position publique de beaucoup de Palermitains qui va l'encontre de la subculture d'omerta. De plus, ces initiatives se trouvant au croisement des répertoires d'action collective hérités des années 1968 et du mouvement pacifiste, elles apportent un nouveau souffle au mouvement antimafia qui s'étend en dehors des deux secteurs traditionnels que nous avons évoqués initialment. On voit donc naître, à travers le *Cartello* ou le collectif *Palermo anno uno* (formé à l'occasion des commémorations du premier anniversaire des assassinats de Falcone et Borsellino), une nouvelle forme de mobilisation civile caractérisée par la formation d'un réseau associatif hétéroclite – Ginsborg parle d'« alliance multicolore[55] » – et majoritairement apolitique. Ce nouveau modèle de mobilisation devient ensuite la marque de fabrique du mouvement antimafia civil, qui va se structurer autour de *Libera* dans la deuxième moitié des années 1990.

Enfin, il est important de souligner que toutes ces initiatives sont fortement médiatisées par la presse de tout bord, y compris dans le *Popolo*[56] et le *Giornale di Sicilia*. Tous les quotidiens de notre corpus donnent une grande place à la mobilisation civile qui fait suite au massacre de via d'Amelio et on peut donc supposer que cette médiatisation donne une dimension nationale à la mobilisation antimafia, favorisant ainsi une mobilisation nationale. Au lendemain de l'attentat, le *Corriere della*

54. « Vera rivoluzione » : Entretien avec Francesco La Licata réalisé le 6 juillet 2011 à Rome, disponible en annexes.

55. « Alleanza arcobaleno » in GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.,* p. 491.

56. Le quotidien consacre deux double-pages à la chaîne humaine (voir *Popolo*, 24 juin 1992, p. 6-7) et à la manifestation nationale du 27 juin (voir *Popolo*, 27 juin 1992, p. 4-5).

Sera fait état de deux manifestations regroupant quelques centaines de personnes à Catane et à Trapani le soir de l'attentat[57]. Les jours suivants, comme après le massacre de Capaci[58], *L'Unità* insiste sur la dimension nationale que prend la mobilisation en consacrant une large place aux initiatives civiles qui se développent sur le continent[59]. De même, le *Popolo* liste les manifestations nationales[60] et le *Tempo* s'attarde sur la mobilisation civile en Lombardie[61], à Rome[62] et en Calabre[63]. Toutefois, sans surprise, c'est au niveau local que la médiatisation est la plus importante. *L'Ora* ayant cessé de paraître début mai 1992, le *Giornale di Sicilia* dispose désormais d'un monopole sur la Sicile occidentale. Toutefois, malgré sa proximité avec l'élite politico-mafieuse locale, le journal ne peut pas faire abstraction de la mobilisation civile. Si le ton est toujours polissé, les articles sur les initiatives antimafia sont désormais classés dans la rubrique « Chroniques italiennes », donnant ainsi une dimension nationale à la protestation, tandis qu'au moment du maxi-procès, quand le *Giornale di Sicilia* était le porte-étendard du *garantismo*, les articles étaient rassemblés dans une rubrique intitulée « mafia et antimafia », un titre qui entretenait le flou et mettait sur un même pied d'égalité la mafia et ses opposants. Les assassinats de Falcone et Borsellino sont donc des temps forts qui marquent un tournant dans le traitement médiatique des violences mafieuses et des manifestations civiles dans la presse locale. Sans pour autant devenir un bastion de l'antimafia, le *Giornale di Sicilia* montre l'ampleur de la mobilisation civile par l'utilisation qu'il fait de la photographie[64]. En effet, les slogans omniprésents sur les pancartes et les draps incarnent la colère des Palermitains[65] et leur médiatisation renforce sans doute le mouvement. Enfin, la presse véhicule une rhétorique de résistance et inscrit ainsi la mobilisation contre la mafia dans une tradition patriotique. Au niveau local, le *Giornale di Sicilia* publie sur une pleine page « l'appel aux

57. MIGNOSI Enzo, « I poliziotti si autoconsegnano e contestano Parisi », in *Corriere della Sera*, 20 juillet 1992, p. 2.

58. RONCONE Fabrizio, « L'Italia che non si arrende », in *L'Unità*, 28 mai 1992, p. 5.

59. TERZO Adriana, « Rai e Fininvest, silenzio per lutto », in *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 12; RICCI-SARGENTINI Monica, « Ore 11, tutta l'Italia si ferma », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 7.

60. « Solidarietà e partecipazione », in *Il Popolo*, 22 juillet 1992, p. 4.

61. SCARPA Riccardo, « La rabbia anche contro Scalfaro », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 3.

62. GIRALDI Massimo, « Una fiaccolata contro la mafia », in *Il Tempo*, 21 juillet 1992, p. I (édition romaine).

63. LO POMO Oreste, « Anche a Reggio Calabria la gente in piazza a reagire contro la violenza mafiosa », in *Il Tempo*, 22 juillet 1992, p. 4.

64. Voir « Scioperi della fame e occupazioni. Così l'antimafia scende per strada », in *Giornale di Sicilia*, 23 juillet 1992, p. 8.

65. « Palerme entoure Borsellino » (« Palermo si stringe attorno a Borsellino »), in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 12; « Après un hiver de mort il y aura un printemps de justice » (« Dopo un inverno di morte ci sarà una primavera di giustizia », in *Ibid*., p. 13; « Palerme déteste ce pouvoir » (« Palermo odia questo potere »), in *Ibid*., 23 juillet 1992, p. 8; « Résistance contre la mafia » (« Resistenza contro la mafia »), in *Ibid*., 25 juillet 1992, p. 7.

Siciliens » lancé par le gouvernement régional le 21 juillet 1992[66]. Il s'agit du premier appel à une « véritable résistance » qui doit impliquer chaque citoyen pour devenir un « *Risorgimento* sicilien » :

> La résistance à la mafia, plus qu'un devoir, est un droit à la vie. Non plus des héros – nos pauvres héros morts, si chers et inoubliables – mais un peuple qui se prépare à fuir un esclavage injuste et humiliant. Un peuple tout entier qui sait renaître à la vie civile[67].

L'appel de Scalfaro au CSM, fortement médiatisé par tous les quotidiens nationaux, fait donc écho, en Sicile, à l'appel lancé par la Région qui, pour la première fois, prend position publiquement pour encourager la population à se mobiliser. De plus, l'omniprésence du mot guerre dans les analyses journalistiques et politiques induit un parallèle avec la guerre civile de 1943-1945, renforcé par les appels à créer un « Comité de résistance[68] ». La référence aux heures sombres mais glorieuses de l'histoire italienne a pour but de mobiliser la population pour la rendre actrice de son propre destin. La Sicile n'a pas été concernée par la guerre civile donc les journalistes recourent à une référence historique sicilienne prestigieuse. Le *Corriere della Sera* décrit les initiatives antimafia civiles comme les « nouvelles Vêpres, de colère et d'espoir[69] », détournant le nom de l'opération militaire « Vêpres siciliennes » lancée par le gouvernement. La référence aux Vêpres est particulièrement habile puisqu'elle active un imaginaire de resistance à l'occupant qui parle aux Siciliens et évoque un passé glorieux dont ils ont été protagonistes. Ainsi, par les références historiques utilisées, les discours officiels et la presse inscrivent la mobilisation antimafia dans la tradition patriotique, conférant de fait aux victimes le rang de héros nationaux qui incarnent l'idéal républicain. Comme nous le verrons plus avant, cette rhétorique patriotique va devenir une des caractéristiques du discours commémoratif antimafia et des représentations des figures de la lutte contre la mafia.

66. Voir « Appello ai siciliani », in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 14.

67. « La resistenza alla mafia, più che un dovere, è un diritto di vita. Non più eroi – poveri, carissimi, indimenticabili eroi morti – ma un popolo che prepari la sua grande fuga da una schiavitù ingiusta e umiliante. Un intero popolo che sa risorgere alla vita civile. » : *Ibidem*.

68. « Nous sommes beaucoup à avoir un rêve : fonder un Comité de libération de la Sicile, dans lequel il y aurait PDS, Rete, Rifondazione, Verts, catholiques démocrates, socialistes fatigués du craxisme et des votes de Gunnella : un CLN dans lequel travaillent des tendances et des filons culturels et politiques différents, mais capables d'être la puissance des gens simples contre la puissance de la mafia, de l'explosif et de l'abus. Capable de conquérir le territoire : de libérer, y compris avec l'objection de conscience, places et quartiers, de les déclarer libres de la mafia, de se faire État – nouvel État – contre la dictature de l'arrogance. Le moment est arrivé de construire ce rêve dans la réalité. » (« Abbiamo un sogno, in molti : fondare un Comitato di liberazione della Sicilia in cui stiano Pds, Rete, Rifondazione, Verdi, cattolici democratici socialisti stanchi del craxismo e dei voti di Gunnella : un Cln in cui operino diverse tendenze e filoni culturali e politici, capaci per**o di essere la poteza della gente semplice contro la potenza della mafia, del tritolo e del sopruso. Capace di conquistare il territorio, di liberare, anche con l'obiezione delle coscienze, piazze e quartieri, di dichiararli liberi dalla mafia, di farsi Stato – nuovo Stato – contro la dittatura della prepotenza. È giunto il momento di costruire nella realtà questo nostro sogno. ») : FOLENA Pietro, « Il fronte antimafioso dia il segnale. Creiamo un Comitato di Liberazione », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 2.

69. CAVALLARO Felice, « Nuovi Vespri, di rabbia e speranza », in *Corriere della Sera*, 23 juillet 1992, p. 5.

Falcone et Borsellino : emblèmes d'un nouveau modèle éthique

Le prestige de la magistrature

Afin de comprendre la nature de ce processus de nationalisation, il est nécessaire de revenir sur la perte de crédibilité de la classe politique italienne car elle est liée, par un système de vases communiquants, à l'augmentation du prestige de la magistrature. Toutefois, l'opération « Mains Propres » ne saurait suffire à expliquer ce phénomène qui, selon Alessandro Silj, commence en réalité dans les années 1970 et se renforce au cours des années 1980 :

> En l'espace de dix ans[70], parallèlement à la chute de la crédibilité des partis on a vérifié une augmentation de la présence de la magistrature dans la vie du pays. Déjà dans les années 1970, la magistrature, dans la lutte contre le terrorisme, avait acquis de grands mérites, et beaucoup de ses hommes les plus valeureux avaient payé cela de leur vie. Mais elle n'était pas seule et l'État n'était pas en cavale : contre le terrorisme il y eut une mobilisation nationale qui impliqua aussi les partis politiques et le gouvernement, même si c'était en dents de scie et non sans zones d'ombre. Mais à la fin des années 1980, contre la mafia, la magistrature est beaucoup plus seule, et assume de fait un rôle de suppléante de l'État. […] Et naturellement, la magistrature est encore plus seule, derrière les éloges et les encouragements de façade, dans la lutte contre la corruption de « *Tangentopoli* ». D'où un renforcement ultérieur de son rôle de suppléante. Par ailleurs, il ne pouvait pas en être autrement, puisque la cavale de certains secteurs de l'État, et de secteurs des partis en particulier, est une conséquence de leur complicité dans les délits faisant l'objet d'une instruction[71].

Ainsi, face à un « État agonisant[72] » qui croule sous les affaires, la magistrature apparaît comme l'incarnation de la légalité. L'image très négative d'un État corrompu augmente donc le prestige de la magistrature qui devient alors la seule institution apte à défendre les valeurs de transparence et de légalité revendiquées par une grande partie de la société. On note donc un transfert de légitimité entre la classe politique et la magistrature. Pour reprendre les mots d'Antoine Vauchez, « la justice s'impose comme une institution "à part" dans l'État, porte-parole de la "demande de légalité" portée par la société civile ». Les magistrats, mais aussi les professeurs et les technocrates, sont plébiscités car compétents et en dehors du jeu partisan au point de

70. Silj écrit au début des années 1990, il fait donc référence aux années 1980.

71. « Parallelamente alla caduta di credibilità dei partiti si è verificata, nell'arco degli ultimi dieci anni, una crescita della presenza della magistratura nella vita del paese. Già negli anni settanta, la magistratura, nella lotta contro il terrorismo, si era acquistata grandi meriti, e molti dei suoi uomini migliori avevano pagato con la vita. Ma non era sola e lo stato non era latitante : contro il terrorismo ci fu una mobilitazione nazionale che coinvolse anche partiti politici e governo, seppure in maniera discontinua e non senza ombre. Ma negli ultimi anni ottanta, contro la mafia, la magistratura è molto più sola, e assume di fatto un ruolo di supplenza dello stato. […] E naturalmente, la magistratura sarà ancora più sola, dietro la facciata degli elogi e degli incoraggiamenti, nella lotta contro la corruzione di « Tangentopoli ». Di qui un ulteriore rafforzamento del suo ruolo di supplenza. D'altronde, non poteva essere altrimenti, poiché la latitanza di settori dello stato, e di settori dei partiti in particolare, è una conseguenza della loro complicità nei reati indagati. » in SILJ Alessandro, *Malpaese, op. cit.,* p. 434.

72. BIAGI Enzo, « Né chiacchiere, né bandiere », in *Corriere della Sera*, 21 juillet 1992, p. 1.

devenir les « nouveaux "représentants" de la société civile au cœur de l'État[73] » et leur présence dans le jeu politique est une caractéristique de la période de transition qui s'ouvre à partir du gouvernement Amato. C'est donc dans ce contexte qu'il faut lire les assassinats de Falcone et Borsellino qui sont perçus de manière unanime comme une atteinte à la démocratie et donc aux fondements de la république. La question mafieuse prend donc une dimension nationale qui se répercute nécessairement sur les victimes de cette violence. De surcroît, l'illégalité diffuse érige les deux magistrats en modèle de vertu qui deviennent, au fil du temps, des « symboles nationaux de résistance à l'illégalité[74] », à tel point qu'au début des années 2000, leur image est utilisée comme un slogan dans les manifestations contre le gouvernement Berlusconi à Rome et à Milan.

L'incarnation d'un nouvel idéal

Après l'assassinat de Giovanni Falcone, des dissensions apparaissent au sein de la magistrature. Cependant, il n'y a pas de révolte comme pour les policiers d'escorte car les rangs se resserrent autour de Borsellino qui incarne la légitimité de l'État et un État fort, intransigeant contre la mafia. Lorsqu'il se rend à Marsala le 4 juillet 1992 pour saluer ses collaborateurs, ses substituts lui écrivent une lettre qu'il fait encarder dans son bureau :

> La mort de Giovanni et Francesca a été, pour nous tous, un peu la mort de l'État dans cette Sicile. Les polémiques, les litiges, les contradictions qui existaient avant cet événement tragiques et qui, immanquablement, se sont répétés aussi après, nous font penser trop souvent que nous n'y arriverons pas, qu'en Sicile l'État est contre l'État et que l'on ne peut se fier à personne. Voilà ton devoir personnel, mais tu sais bien que nous n'avons pas beaucoup d'autres interlocuteurs : sois notre confiance dans l'État[75].

Cette lettre laisse transparaître le découragement des magistrats et leur sentiment de défiance envers l'État. Seul Borsellino semble pouvoir combler ce déficit de crédibilité, il incarne non seulement les valeurs de l'État mais surtout l'autorité morale qui manque au pays. La magistrature fait donc figure de modèle d'intégrité par rapport à la classe politique. Ainsi, lors des funérailles de Borsellino, c'est le discours d'Antonino Caponnetto qui marque les esprits. La petite prière de Scalfaro est totalement évincée par la « prière laïque » du magistrat :

73. VAUCHEZ Antoine, « Entre État et société civile : justice, administration et politique » in LAZAR Marc (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2009, p. 84-85.

74. LOMBARDO Maria, « Roberto Andò », in *La pensée de midi*, 2002/2, n°8, p. 86.

75. « La morte di Giovanni e di Francesca è stata per tutti noi un po' la morte dello Stato in questa Sicilia. Le polemiche, i dissidi, le contraddizioni che c'erano prima di questo tragico evento e che, immancabilmente, si sono ripetute dopo, ci fanno pensare troppo spesso che non ce la faremo, che lo Stato in Sicilia è contro lo Stato e che non puoi fidarti di nessuno. Qui il tuo compito personale, ma sai bene che non abbiamo molti altri interlocutori : sii la nostra fiducia nello Stato. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 279.

> Paolo est mort pour un État dans lequel il croyait. Maintenant, cet État qu'il a servi jusqu'au sacrifice ultime doit réellement démontrer qu'il est présent. […] Monsieur le Président, il faudra des hommes crédibles et honnêtes, des magistrats aux hommes politiques, pour gérer cette nécessaire phase de renaissance morale[76].

Investi d'une crédibilité accrue, Caponnetto est le seul à pouvoir parler de l'héritage moral laissé par Falcone e Borsellino. Ce faisant, il récupère leur prestige et leur légitimité pour lancer un appel à la classe politique dans son ensemble, en s'adressant au chef de l'État. Le transfert de légitimité confère donc au magistrat le statut d'autorité morale et son discours a donc un écho particulier :

> Un magistrat à la retraite qui parle comme un homme d'État. Un chef de l'État accablé, qui se limite à une brève prière, comme la réciterait un curé. Un prêtre qui se lance dans un sermon aux mots très durs, dans lequel on retrouve une certaine pédagogie religieuse qui relèverait du magistère d'un évêque. Derrière tout le monde, un ancien président de la République qui choisit de se mêler aux gens, en désertant l'enclos des autorités. Et les gens reconnaissent instinctivement les hiérarchies bouleversées, et dosent donc les applaudissements dans un ordre inattendu[77].

Le renversement des hiérarchies, basé sur la récupération d'un capital de légitimité, permet à la magistrature de se substituer au politique pour porter un discours moral fédérateur qui réponde aux attentes de la population mobilisée contre la mafia. La magistrature entre ainsi en concurrence avec le pouvoir politique créant une dichotomie qui va caractériser toute la seconde République. Sous l'impulsion de Silvio Berlusconi et dans la lignée des critiques déjà émises par Bettino Craxi, le monde politique va tenter de reprendre sa place en stigmatisant et en délégitimant la magistrature en lui faisant des procès d'intention politique. Enfin, force est de constater que vingt ans plus tard, la classe politique ne semble pas avoir récupéré la crédibilité qui lui manquait en 1992 et en 2013, Agnese Borsellino lance un appel aux hommes politiques qui fait écho à celui de Caponnetto :

> Récupérez de la crédibilité, efforcez-vous de faire naître la confiance et l'enthousiasme pour la vie politique dans son acception la plus noble chez les nouvelles générations, surtout faites en sorte que l'amour de la patrie renaisse chez nos jeunes, afin que cette dernière n'ait plus besoin de héros pour se racheter[78].

76. « Paolo è morto per lo Stato nel quale credeva. Ora, questo stesso Stato che lui ha servito fino all'estremo sacrificio deve realmente dimostrare d'esser presente. […] Presidente, dovranno essere uomini credibili e onesti, dai politici ai magistrati, a gestire questa fase necessaria di rinascita morale. » : BREDA Marzio, « Addio Paolo, non è tutto finito », in *Corriere della Sera*, 25 juillet 1992 p. 2.

77. « Un magistrato in pensione che parla con i toni dello statista. Un capo dello Stato affranto, che si limita a una breve preghiera, come la reciterebbe un parroco. Un prete che si lancia in una predica dagli accenti durissimi, in cui trovi quel tipo di pedagogia religiosa che competerebbe al magistero di un vescovo. Dietro a tutti, un ex presidente della Repubblica che sceglie di mescolarsi alla gente comune, disertando il recinto delle autorità. E la gente comune che riconosce d'istinto le gerarchie capovolte, e dosa dunque gli applausi in un ordine inaspettato. » : *Ibidem*.

78. « Riacquistate credibilità, sforzatevi di far nascere soprattutto nelle nuove generazioni la fiducia e l'entusiasmo per la vita politica nella sua accezione più nobile, e soprattutto adoperatevi perché rinasca nei giovani l'amore della patria affinché essa non abbia più bisogno di eroi per redimersi » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 172.

***

Les assassinats de Falcone et Borsellino marquent indiscutablement un tournant dans l'histoire de l'Italie contemporaine à plusieurs niveaux. Tout d'abord, les scandales à répétition avaient, certes, déjà entaché la réputation d'une partie de la classe politique, mais l'ampleur de l'opération « Mains Propres », fortement médiatisée, donne l'impression que tous les représentants sont corrompus. Les attentats contre Falcone et Borsellino ont lieu dans un moment de tension entre une partie de la société et la classe politique dans son ensemble. De plus, la succession des deux attentats touchant des magistrats, une profession largement encensée dans la presse dans les mois précédents, fait exploser la contestation civile et provoque une rupture dans le rapport entre une large partie de la société et la classe politique, perçue comme inerte, corrompue et donc incapable d'incarner les valeurs qui ont guidé l'engagement des victimes. Cette rupture accentue encore un peu plus la mutation des équilibres entre la classe politique et la magistrature. En assurant le rôle de suppléante de l'État, elle devient la nouvelle référence morale des citoyens en mal de légalité. Ainsi, le mouvement antimafia civil naît justement de cette rupture avec les représentants politiques, qui sont – du moins initialement – tous mis dans le même sac, et se construit en faisant du soutien à la magistrature, et donc de la défense de la légalité, son ferment identitaire. Enfin, l'effervescence de la mobilisation civile provoque l'éclosion de nouveaux groupes de militants antimafia et entraîne une grande diversification des formes de mobilisation collective qui dénote le besoin d'une frange de citoyens de s'engager personnellement dans la lutte contre la mafia.

Conclusion Ière Partie

L'analyse du contexte nous a permis de mettre en évidence le lien presque organique qui unit une partie de la démocratie chrétienne sicilienne à la mafia, tandis que l'examen des réactions politiques au lendemain des « meurtres excellents » montre le malaise du parti majoritaire et sa difficulté à se saisir du sujet. La dénonciation de la violence mafieuse reste donc principalement l'apanage des forces de gauche. Notre étude de la construction de la mémoire immédiate fait clairement émerger des caractéristiques propres à chaque victime. Si Pio La Torre est défini par son appartenance politique, pour Carlo Alberto dalla Chiesa l'isolement apparaît comme la clé de lecture principale de son séjour palermitain. Giovanni Falcone est, quant à lui, décrit d'emblée comme un héros et incarne la personnification de la lutte contre la mafia tandis que Paolo Borsellino, bien qu'ayant été dans l'ombre de Falcone du vivant de celui-ci, est perçu comme le premier gardien de sa mémoire et aussi comme son successeur naturel. Les assassinats de ces quatre personnalités, représentées comme isolées et évoluant dans un milieu hostile, sont vécus comme des traumatismes par une partie de la société. Ce « choc moral » induit une « discontinuité historique » puisque la révolte de 1982 est en réalité l'embryon de la rupture qui se vérifie en 1992, dans un climat de contestation exacerbée de la classe politique dans son ensemble suite au scandale déclenché par l'opération « Mains Propres ». L'étude de la mémoire immédiate nous a donc permis de mettre au jour une dégradation significative des rapports entre une frange des représentants politiques, de la société, de la magistrature et des forces de l'ordre. Enfin, l'importante mobilisation civile qui fait suite à ces événements traumatiques est un signe tangible de cette discontinuité car elle marque la naissance d'un mouvement antimafia civil, qui se construit en dehors du politique, témoignant ainsi de l'institution d'un rapport concurrentiel concernant l'appropriation de la mémoire des victimes.

Partie II

La construction et l'institutionnalisation d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia

> « Il n'y a pas lieu d'ériger un culte de la mémoire pour la mémoire ; sacraliser la mémoire est une autre manière de la rendre stérile. Une fois le passé rétabli, on doit s'interroger : de quelle manière s'en servira-t-on, et dans quel but[1] ? »
>
> Tzvetan Todorov

La deuxième partie de ce travail est consacrée à l'étude de la constuction et de l'institutionnalisation d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia. Nous nous intéresserons donc à l'engagement des proches qui se posent en véritables gardiens de la mémoire des victimes. Leur engagement se concrétise à travers la création de différentes associations qui structurent le mouvement antimafia civil et visent à fédérer les citoyens, au-delà de la seule communauté des proches, autour de l'héritage mémoriel des victimes. Les commémorations participent ainsi de l'institutionnalisation de cette mémoire qui perd sa dimension privée pour devenir publique. Il convient donc d'analyser la « ritualité globale », à savoir les rites d'État, ainsi que la « ritualité groupale[2] », soit les cérémonies civiles. Les représentations, en tant que forme de commémoration civile, permettent également d'observer, sous un autre angle, les modalités de promotion de la mémoire. L'analyse croisée des productions mémorielles fait émerger les différentes étapes de la construction mémorielle des victimes.

1– TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arlea, 2004 [1995], p. 33.
2– VISCEGLIA Maria-Antonietta & BRICE Catherine (dir.), *Cérémonial et rituel à Rome. XVI^e^-XIX^e^*, Rome, École française de Rome, 1997, p. 22.

Chapitre 6

Les gardiens de la mémoire

Nous montrerons ici que les proches de victimes se posent en gardiens de mémoire des victimes de la mafia : leur rôle central est une des caractéristiques du mouvement antimafia civil. La culture de la mémoire se construit et se renforce grâce aux associations qu'ils créent pour promouvoir la mémoire des victimes. Nous examinerons donc toutes les structures associatives et les initiatives qu'elles développent en observant, tout d'abord, les associations qui ne concernent qu'une seule victime avant de nous intéresser au réseau de *Libera*, qui constitue la véritable nouveauté du mouvement antimafia civil.

Le rôle central des proches de victimes

La consolidation d'une communauté de victimes incarnée par des femmes

Les sociétés contemporaines se caractérisent par une centralité des victimes et de leurs proches qui, depuis les années 2000, constitue un sujet de réflexion pour les sciences humaines dans leur ensemble, au point que l'on parle désormais de la victimologie comme un objet d'étude à part entière[1]. Qu'il s'agisse de victimes de crimes de guerre, d'agression, de scandales sanitaires, de catastrophes naturelles, d'accident d'avion, on ne peut que constater l'existence d'une multitude de structures mémorielles visant à défendre les intérêts des victimes. L'expérience traumatique vécue se transforme en besoin de mémoire et de justice. Ainsi, on remarque que les victimes de la mafia s'insèrent dans ce même processus avec, cependant, une spécificité genrée qui caractérise le groupe des proches.

Comme nous l'avons vu, à partir des années 1980, l'annonce d'un « meurtre excellent » dans la presse induit le rappel du contexte criminel et du martyrologe des victimes de la lutte contre la mafia qui donne vie à une communauté de victimes, qui est médiatisée au moment du drame et lors des commémorations. La particularité de cette communauté est d'être composée essentiellement de femmes. Nando dalla Chiesa parle même d'une « féminité de l'antimafia » car « ce sont justement les femmes qui ont promu des initiatives d'où est partie l'opposition à des formes locales et nationales de criminalité organisée[2] ». Dès 1980, « un groupe de femmes palermitaines, certaines avec des expériences politiques ou syndicales, d'autres sans appartenance politique et d'autres qui avaient subi dans leur famille la violence mafieuse[3] » lancent une pétition contre la violence mafieuse qui recueille près de 30000 signatures, dont celles de Giovanna Giaconia (veuve du juge Terranova), Caterina Mancuso (veuve de Lenin Mancuso, chauffeur du juge Terranova) et Rita Bartoli (veuve du procureur Costa). Le *Comitato delle donne contro la mafia* voit ainsi le jour et devient, quelques années plus tard, l'*Associazione*

1. Voir par exemple ELIACHEFF Caroline & SOULEZ-LARIVIÈRE Daniel, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007; ERNER Guillaume, *La société des victimes*, Paris, La Découverte, 2006; GIGLIOLI Daniele, *Critica della vittima*, Rome, Nottetempo, 2014.

2. « Femminilità dell'antimafia », « sono state proprio le donne a promuovere iniziative da cui ha avuto inizio il contrasto a forme locali e nazionali di criminalità organizzata » : DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.*, p. 128.

3. « Un gruppo di donne palermitane, alcune con esperienze di partito o di sindacato, altre senza appartenenze e altre che avevano subìto nella loro famiglia la violenza mafiosa » in PUGLISI Anna, *Donne, mafia e antimafia*, Trapani, Di Girolamo Editore, 2012, p. 143. Là encore, comme l'a montré notre analyse des initiatives antimafia lancées par des femmes en 1992 comme la grève de la faim ou le *Comitato dei lenzuoli*, nous ne pouvons que souligner l'alliance de victimes et de femmes ayant un passé militant dans les années 1970.

donne siciliane per la lotta alla mafia. Les proches de victimes s'engagent pour « ne pas se soumettre, éviter de glisser dans la résignation, combattre contre l'indifférence et l'oubli, lutter pour obtenir vérité et justice[4] ».

Dès la première commémoration de la mort de Pio La Torre, l'accent est mis sur la présence chorale de ces femmes qui incarnent le martyrologe des années 1980 :

> Il y a, au milieu des autorités, un petit groupe de femmes, Giuseppina La Torre, Rosy Di Salvo, Rita dalla Chiesa, Rita Costa et Giovanna Terranova, les épouses des deux juges courageux assassinés par la mafia. Elles sont là elles aussi comme toujours pour rappeler, par leur présence, une condamnation commune de la violence mafieuse. Ce sont des femmes qui ont fait un « choix politique »[5].

L'analyse de *Paese Sera* montre que le journaliste dénote la difficulté, à l'époque, de concevoir l'antimafia comme un engagement apolitique. Certes, certaines se sont ensuite engagées en politique (Giovanna Terranova et Giuseppina La Torre) mais leur présence chorale lors des commémorations a une valeur sociale, et même politique, de consolidation d'une communauté de victimes qui décide de lancer des initiatives auprès des jeunes[6]. Après chaque « meurtre excellent », les proches des victimes viennent grossir les rang de cette communauté. La présence de Saveria Antiochia (mère de Roberto Antiochia, agent d'escorte de Ninni Cassarà) et d'Assia Mezzasalma (compagne du commissaire Montana) à la commémoration du massacre de via Carini en 1985 est donc soulignée dans la presse[7].

Ainsi, après les massacres de 1992, « l'habituelle et toute petite Palerme des gens honnêtes[8] » se mobilise à nouveau et là encore, ce sont les femmes qui, par leur présence, établissent une continuité entre les victimes des années 1980 et celles des années 1990[9] et intègrent les nouvelles veuves dans la communauté des victimes. Le dialogue qui s'établit entre les deux générations de victimes[10] est essentiel car il renforce la communauté et redonne une centralité aux proches qui, à l'image de Maria Falcone, s'emparent de

4. « Non soggiacere, evitare di scivolare nella rassegnazione, combattere contro l'indifferenza e la dimenticanza, lottare per ottenere verità e giustizia » : Propos de Giovanna Giaconia Terranova cités in *Ibid*., p. 180.

5. « C'è lì tra le autorità un piccolo gruppo di donne, Giuseppina La Torre, Rosy Di Salvo, Rita dalla Chiesa, Rita Costa e Giovanna Terranova, le mogli dei due giudici coraggiosi assassinati dalla mafia. Stanno lì anche loro come sempre a ricordare con la loro presenza una comune condanna della violenza mafiosa. Sono donne che hanno fatto una "scelta politica" » : « Un anno dopo, Palermo di nuovo in piazza. Contro la mafia ricordando La Torre "non riusciranno a piegare la città" » in *Paese Sera*, 1er mai 1983, p. 4.

6. Rita dalla Chiesa explique en 1983 qu'elle se rend souvent dans les écoles avec Giuseppina La Torre. Voir RUSSO Giovanni, « Due incontri paralleli alla vigilia dell'anniversario di un assassinio che scosse tutto il paese. Parlano Rita e Nando dalla Chiesa », *in Corriere della Sera,* 2 settembre 1983, p. 5.

7. Voir MELATI Piero, « Una città che non si rassegna », in *L'Ora*, 3 septembre 1985, p. 3.

8. « La solita piccolissima Palermo degli onesti » : D'AVANZO Giuseppe, « Vergogna, vergogna, assassini », in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2.

9. Voir « Questa Palermo non s'arrende », in *L'Unità*, 25 juillet 1992, p. 3.

10. Rosaria Schifani a ressenti le besoin de partager avec les autres victimes pour élaborer son deuil. Elle raconte son parcours quasi mystique dans SCHIFANI Rosaria et CAVALLARO Felice, *Oltre il buio. Dopo Capaci, via d'Amelio e gli orrori di Cosa nostra*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002.

la mémoire de leurs proches et donnent un second souffle au mouvement antimafia en créant de nouvelles associations, dans un climat décidément plus propice que celui des années 1980. Les femmes sont donc au premier rang pour dénoncer la violence mafieuse et pour demander que justice soit faite, comme Agnese Borsellino qui choisit d'écrire un livre avant sa mort. L'exigence de justice et de vérité portée par les proches de victimes de la mafia devient un élément constitutif et donc un ciment identitaire du nouveau mouvement antimafia incarné par *Libera* qui, depuis 2009, peut se porter partie civile dans les grands procès contre la mafia[11].

Un « familisme moral » ?

Le concept de « familisme » inventé par Edward Banfield[12] a longtemps fait débat dans l'historiographie contemporaine mais a été repris, entre autres, par Paul Ginsborg qui le considère comme « une forme particulière du rapport entre famille et société (ou, quand elle existe, société civile) et État[13] ». Les analyses de Gabriella Turnaturi et Carlo Donolo[14] s'insèrent dans ce courant et détournent le « familisme amoral » de Banfield en « familisme moral » pour décrire la mobilisation des proches de victimes de la drogue, du terrorisme et de la mafia :

> À partir du privé, on revendique le respect des droits et des valeurs valides pour tout le monde et le réseau affectif, le lien familial devient une ressource pour agir dans le public et exercer sa propre citoyenneté. Pour ces proches, la douleur ne produit pas de séparation, de renfermement, de rancœur ou de soif de vengeance, mais un choix de la parole et de connexion avec les autres citoyens. […] La modernité de la mobilisation des proches de victimes réside dans cette âme double faite d'affectivité et de participation au discours et à la sphère publique[15].

Ainsi, l'irruption sur la scène publique des mémoires privées modifie sensiblement le rapport privé-public et entraîne ce que Giovanni De Luna appelle une « privatisation de la mémoire[16] ». Comme l'explique De Luna, la mémoire et l'identité républicaines se sont

11. C'est le cas (entre autres) pour le procès sur le meurtre de Mauro Rostagno et pour le procès sur la *trattativa*.

12. BANFIELD Edward, *Le basi morali di una società arretrata*, Bologne, Il Mulino, 1976. Banfield, qui étudiait le monde paysan en Basilicate, parlait de « familisme amoral » pour indiquer « l'incapacité des habitants à agir ensemble pour le bien commun ou, même, pour n'importe quel but qui transcende l'intérêt matériel immédiat du noyau familial » (« Incapacità degli abitanti di agire per il bene comune o, addirittura, per qualsivoglia fine che trascenda l'interesse materiale immediato della famiglia nucleare ») in *Ibid*., p. 38.

13. « Una forma particolare del rapporto tra famiglia, società (o, quando esiste, società civile) e Stato » in GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente, op. cit.,* p. 187. Ginsborg reconstitue et analyse le débat autour du concept de « familisme » in *Ibid*., p. 185-192.

14. Voir TURNATURI Gabriella & DONOLO Carlo, « Familismi morali », in DONOLO Carlo & FICHERA Franco (dir.), *Le vie dell'innovazione*, Milan, Feltrinelli, 1988 & ZANCARINI Jean-Claude, « Familismo morale e richiesta di storia » in MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime, op. cit.,* p. 7-8.

15. « A partire dal privato si rivendica rispetto di diritti e valori validi per tutti e la rete affettiva, il legame familiare diviene risorsa per agire nel pubblico e per esercitare la propria cittadinanza. Per questi familiari il dolore non produce separazione, chiusura, rancore o desiderio di vendetta, ma scelta della voce e di connessione con gli altri cittadini. […] In questa doppia anima fatta di affettività e partecipazione al discorso e alla sfera pubblica sta la modernità della mobilitazione dei familiari. » in TURNATURI Gabriella, « La forza pubblica del "familismo morale" », in *Il Sole 24 ore*, 9 novembre 2014, cité sur http://www.manuelaghizzoni.it/2014/11/09/la-forza-pubblica-del-familismo-morale-di-gabriella-turnaturi-il-sole-24-ore-09-11-14/

16. « Privatizzazione della memoria » in DE LUNA Giovanni, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011, p. 14.

construites à partir des partis politiques. La disparition des partis historiques au début des années 1990 met à mal le pacte mémoriel de l'Italie républicaine, ouvrant ainsi la voie à l'émergence d'une multiplicité de mémoires privées qui interfèrent avec la mémoire nationale officielle. La difficulté voire, dans certains cas, l'impossibilité d'établir une vérité judiciaire[17] et la disparition des référents mémoriels classiques constitutifs de l'identité républicaine donnent une centralité aux victimes dans le processus de construction mémorielle puisqu'ils sont à l'origine d'un récit privé qui, grâce aux associations et aux commémorations, devient une sorte de narration collective qui se construit en dehors de l'État.

Les associations antimafia

À chaque victime son association ?

Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre

Le *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre* est créé le 10 mai 1986 à Alcamo par un groupe de militants du PCI proches de Pio La Torre dans le but de promouvoir sa mémoire. Les batailles menées par Pio La Torre déterminent les objets d'étude du centre, une constante que l'on verra aussi dans les autres structures. On note ainsi un fort ancrage historique des axes de recherches qui visent à donner une histoire militante de la Sicile de l'après-guerre à travers le filtre des combats politiques portés par la gauche. La contiguïté entre l'engagement politique et l'engagement antimafia est une caractéristique que l'on retrouve aussi dans le profil des militants du centre à l'image de Giovanni Pagano[18]. Incontestablement, le statut d'homme politique permet – grâce à l'appui du parti – la création et le financement initial d'une telle structure, c'est également le cas pour la *Fondazione Costa* et le *Centro studi Giuridici e sociali Cesare Terranova*, créés à la même période[19]. Depuis 1991, le *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre* est reconnu par la Région comme un centre antimafia d'intérêt régional, ce qui lui permet de recevoir un financement. Au fil du temps et des changements de noms du PCI (PDS, puis DS et aujourd'hui PD), le centre s'émancipe du parti en dépolitisant la figure de La Torre pour la rendre universelle et se pose en « garant de la mémoire[20] » de la lutte

17. Voir chapitre 10.

18. Il était secrétaire du *Centro studi* en 2012, il est désormais coordinateur de *Libera Palermo*. Voir Entretien avec Giovanni Pagano, réalisé à Palerme le 27 avril 2012. Ce document est disponible en annexes.

19. Si Cesare Terranova était un élu du PCI, le procureur Costa n'avait jamais caché ses sympathies et sa femme Rita Bartoli Costa a été élue députée régionale sur les listes du PCI dans les années 1980.

20. « Garante della memoria » : note éditoriale de Vito Lo Monaco (président du Centro studi) in BASILE Pierluigi, *Le carte in regola. Piersanti Mattarella, un democristiano diverso,* Palerme, Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre 2007, p. 6.

contre la mafia en Sicile. Les jeunes apparaissent rapidement comme le public privilégié et la structure multiplie les initiatives, comme l'organisation des commémorations de Pio La Torre qui donnent souvent lieu à une publication[21], les projets éducatifs qui sont des campagnes de sensibilisation antimafia[22] ou encore l'attribution de bourses d'études. Par ces initiatives, le *Centro studi* a fait de la mémoire de Pio La Torre – pour le dire avec Francesco Renda – « la plus commémorée de tous les dirigeants de la gauche communiste et socialiste sicilienne[23] ». Pour le trentième anniversaire de l'assassinat du parlementaire, Vito Lo Monaco – le président du *Centro studi* – a sollicité Gianfranco Fini – alors président de la Chambre – pour proposer la création d'archives numériques sur Pio La Torre[24]. Le site[25] regroupe une masse très importante de documents (écrits de Pio La Torre, revues de presse sur l'attentat et sur les procès, documents judiciaires) et a été présenté à Montecitorio[26]. La stature politique de Pio La Torre ainsi que son expérience de parlementaire ont été déterminantes pour qu'un projet d'une telle envergure se réalise.

Carlo Alberto dalla Chiesa : le désengagement de l'*Arma* et l'engagement des proches

Des quatre figures étudiées, dalla Chiesa est sans aucun doute celle qui est le plus en proie aux attaques et aux diffamations. Le statut de carabinier du général dalla Chiesa semble expliquer l'inexistence d'une structure mémorielle. Certes, les accusations lancées par Nando dalla Chiesa dans la presse après l'assassinat ont certainement créé un terrain propice aux polémiques mais il est logique de penser que l'absence d'une structure qui garantisse la mémoire du préfet ne fait qu'accroître le problème.

> Un homme politique serait défendu par son parti, un magistrat est défendu par l'association des magistrats, et qui défend mon père ? Les carabiniers non, parce qu'ils ne font pas de communiqués, l'*Arma* ne fait pas de communiqués pour défendre la mémoire de dalla Chiesa[27].

21. Les publications commémoratives concernent différents types d'ouvrages. Il peut s'agir de colloques organisés pour les commémorations, de publications centrées sur la figure de La Torre (œuvre théâtrale, essai d'histoire orale, récits et témoignages avec photographies d'époque), sur la mafia en général (mémoire des syndicalistes tués, les luttes paysannes, la lutte contre l'extorsion), ou sur les victimes de la mafia (dans leur globalité ou sur une figure spécifique, par exemple une thèse sur Piersanti Mattarella – citée précedemment – a été publiée par le centre).

22. Le centre a créé aussi un hebdomadaire *A sud'Europa* qu'il distribue gratuitement dans les écoles. Chaque année, pour l'anniversaire de la mort de Pio La Torre, la revue publie un baromètre de la perception de la mafia par les jeunes générations.

23. « La memoria di Pio La Torre è certamente la più ricordata fra i dirigenti della sinistra comunista e socialista siciliana. » : RENDA Francesco, « Per far rivivere la memoria di Pio La Torre », in *A sud'Europa*, 2 août 2010, n°29.

24. Dans son récent ouvrage, Franco La Torre explique que c'est Gianfranco Fini qui a impliqué la *Fondazione della Camera* – pourtant chargée de « promouvoir l'action des parlementaires » – et la commission parlementaire antimafia. Voir LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia. Pio La Torre, una storia*, Milan, Melampo, 2015, version Kindle emplacement 1277. Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 11.

25. http://archiviopiolatorre.camera.it

26. Voir Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à Montecitorio le 12 avril 2012, disponible en annexes.

27. « Un uomo di partito sarebbe difeso dal suo partito, un magistrato viene difeso dall'associazione magistrati, mio padre da chi viene difeso? Dai carabinieri no, perché non fanno comunicati, l'Arma non fa comunicati per difendere la memoria di dalla Chiesa » : Entretien avec Nando dalla Chiesa réalisé à Milan le 4 septembre 2012.

En effet, du fait de son statut de corps des forces armées, l'*Arma* n'intervient pas dans le débat public pour défendre ou promouvoir la figure du général, et oublie même de le citer dans le calendrier historique des carabiniers[28]. Ce sont donc les enfants du préfet assassiné – et en premier lieu, son fils Nando – qui se posent en garant de la mémoire de leur père. Cette caractéristique lie de manière irrémédiable l'image du père aux déclarations du fils, qui sont souvent instrumentalisées dans la lutte politique. Nous avons demandé à Nando dalla Chiesa s'il a envisagé de créer une structure mémorielle et voici sa réponse :

> Le problème de faire une fondation dalla Chiesa se posa et moi, j'étais trop jeune pour le faire – je vous le dis sincèrement – et mon oncle Romeo, le frère de mon père, essaya de nous aider. […] Cela devenait quelque chose de trop formel, avec un tel et un autre qui devaient en faire partie. Puis, une fois, Cossiga me le proposa et me dit : « Faisons une fondation pour votre père, demandons à Ruffini, Andreotti… » Moi, je suis devenu tout blanc : « Mais qu'est-ce que vous dites ? » Et à partir de ce moment-là, Cossiga ne m'en a plus reparlé[29].

De toute évidence, le projet d'une fondation créée par les hommes politiques dont il avait dénoncé les liens avec la mafia lui apparaît comme une offense à la mémoire de son père et il ne donne pas suite à cette tentative de récupération politique. Ainsi, face au succès des structures mémorielles dédiées aux autres victimes, la figure du général dalla Chiesa est laissée de côté et s'estompe peu à peu dans le panorama des victimes de meurtres excellents. Enfin, cette exclusivité familiale exercée la plupart du temps par Nando dalla Chiesa pose un problème de continuité et de postérité dans la promotion de la mémoire du général.

Fondazione Falcone

La *Fondazione Giovanni e Francesca Falcone* est créée quelques mois après le massacre de Capaci, sous l'impulsion de Maria Falcone et grâce au soutien de Claudio Martelli, alors ministre de la Justice, pour « ne pas disperser ce patrimoine d'idées, de valeurs, que Giovanni nous avait laissé et surtout, veiller sur sa mémoire, éviter que l'on ne la massacre, comme cela arrive souvent lorsque l'on ne surveille pas l'accaparement de cette mémoire[30] ». La *Fondazione Falcone* est présidée par Maria Falcone depuis sa création et Alfredo Morvillo – frère de Francesca – en est le vice-président. Plusieurs

28. Voir *Ibidem*.

29. « Si pose il problema di fare una fondazione dalla Chiesa e io ero troppo giovane per farlo – questo glielo dico sinceramente – e cercò di aiutarci mio zio Romeo che era fratello di mio padre. […] Diventava una cosa troppo formale, con dentro questo con dentro quell'altro, poi una volta me lo propose Cossiga e mi disse: "facciamo una fondazione per suo padre, lo chiediamo a Ruffini, Andreotti…" Io sono sbiancato: "ma cosa sta dicendo?" e da lì Cossiga non si è fatto più sentire. » Voir *Ibidem*.

30. « Non disperdere questo patrimonio di idee, di valori, che ci aveva masciato Giovanni e soprattutto, il sorvegliare sulla memoria, evitare che se ne facesse – come accade spesso – lo scempio, quando qualcuno non sorveglia l'accaparramento di questa memoria. » : Entretien avec Maria Falcone réalisé à Palerme le 17 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

magistrats, anciens collègues de Falcone, sont également engagés dans les activités de la fondation, comme Leonardo Guarnotta. Toutefois, les proches des agents d'escorte victimes de l'attentat n'en font pas partie et n'assistent pas à la commémoration du 23 mai dans la salle bunker[31]. Comme les autres associations antimafia, la fondation se concentre sur les jeunes pour promouvoir la « culture de la légalité » à travers des programmes éducatifs et l'octroi de bourses d'études sur la criminalité mafieuse. Le soutien politique obtenu dès 1992 – et qui a perduré puisque la fondation obtient aussi le statut d'ONG par l'ONU en 1996 – a permis à cette structure d'avoir de très gros moyens financiers et donc de développer de nombreuses initiatives. Depuis 2006 et l'organisation des premiers « navires de la légalité » qui amènent des écoliers de toute l'Italie à Palerme, la commémoration de Capaci devient le temps fort où les écoles qui ont gagné le concours annuel viennent présenter leur travail au « village de la légalité ». Si l'initiative est louable et digne d'intérêt pour l'intégration originale des jeunes à la commémoration, suite à notre entretien avec Maria Falcone nous avons eu l'impression que la fondation est une sorte d'industrie de la mémoire dont le discours est très rodé et où la promotion de la figure du juge Falcone ressemble à du marketing[32]. Au vu des moyens dont dispose la fondation, nous avons voulu savoir s'il y avait des partenariats avec les autres associations antimafia. Quand nous l'avons rencontrée en 2012, Maria Falcone nous a dit, par euphémisme, qu'il n'y a « pas de rapports intenses » car elle aime « que chacun ait son indépendance[33] ». Giovanni Pagano, ancien secrétaire du *Centro Studi Pio La Torre*, déplore le manque de cohésion des associations en parlant d'une « faible capacité à se mettre en retrait un petit instant pour faire une chose plus grande tous ensemble. Chacun a son mort, dans son mort il voit quelque chose que les autres n'ont pas[34] ». Nous verrons par la suite que Libera prend justement le contrepied et réussit à fédérer le mouvement antimafia, encore très hétérogène au début des années 1990.

31. Les proches des policiers se rendent généralement sur les lieux de l'attentat, devant le monument de Capaci et à la préfecture de police. Voir le témoignage de Tina Montinaro contenue dans le documentaire *Uomini soli* de Paolo Santolini, 2012, vendu avec le livre éponyme d'Attilio Bolzoni dans une édition spéciale de *Repubblica* à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de Capaci.

32. Chaque participant a reçu un petit sac à l'effigie de Falcone et Borsellino contenant différents objets dérivés (casquette, t-shirt) mais aussi un petit drapeau tricolore, qui fait écho aux ballons verts, blancs et rouges accrochés au bateau. Cet attirail crée donc une masse uniforme et fait, en portant les accessoires, la promotion de Falcone pour lui donner une dimension nationale. Voir Grille d'observation du départ de la *Nave della legalità* de Civitavecchia le 22 mai 2012, disponible en annexes.

33. « Rapporti non intensi », « A me piace che ognuno abbia la sua indipendenza » : Entretien avec Maria Falcone réalisé à Palerme le 17 juillet 2012.

34. « Scarsa capacità di mettersi un attimino più indietro per fare una cosa più grande tutti assieme. Ognuno ha il suo morto, nel suo morto vede qualche cosa che gli altri non hanno… » : Entretien avec Giovanni Pagano réalisé à Palerme le 27 avril 2012.

Les proches de Paolo Borsellino : des initiatives en ordre dispersé

Les proches de Paolo Borsellino ont réagi de manière très différente, donnant vie à différentes expériences d'engagement civil. Les enfants et la veuve du magistrat n'ont pas voulu être en première ligne mais répondent favorablement à la sollicitation du père Bucaro[35] qui, peu après le massacre, leur propose de faire un centre au nom de Paolo Borsellino pour les jeunes du quartier. Le père Bucaro explique ainsi le projet :

> Nous avons choisi d'honorer la mémoire de Paolo Borsellino non pas en l'exaltant, mais en essayant de vivre et de mettre en pratique aujourd'hui les principes qui ont inspiré et guidé sa vie : le respect des institutions et la vénération chrétienne pour la personne humaine[36].

Cette structure organise les cérémonies religieuses en mémoire de Borsellino et fournit une aide sociale aux jeunes. En 2005, le *Centro Paolo Borsellino* se retrouve au cœur d'un scandale : le père Bucaro a reçu trois ans auparavant une donation de 12 millions d'euros du conseiller juridique de Vito Ciancimino et les magistrats palermitains l'accusent de blanchiment[37]. Le prêtre démissionne et Agnese Borsellino demande que le centre change de nom[38]. La veuve et les enfants réagissent par écrit au scandale, mais la structure ne survit pas. Dans son livre, Agnese Borsellino fait un constat amer :

> Le centre qui portait le nom de Paolo Borsellino était désormais devenu une estrade où tout le monde venait pour se mettre une fleur à la boutonnière et se refaire une virginité. Surtout au moment des commémorations du massacre de via d'Amelio. Quelle tristesse[39].

En effet, de nombreuses personnalités politiques locales – à l'engagement antimafia fort discutable – défilaient régulièrement[40], invités par le père Bucaro. On peut supposer que l'absence d'une forte implication dans la structure de la part des enfants et de la veuve a permis au gestionnaire de faire les choses comme il l'entendait. C'est donc après cette mauvaise expérience que Manfredi décide de s'engager personnellement dans la fondation *Progetto Legalità*, créée sous l'impulsion de l'ANM.

Pour le dixième anniversaire du massacre de via d'Amelio, l'*Associazione Nazionale Magistrati* (ANM) lance la structure *Progetto Legalità* pour promouvoir la

35. Curé de l'église Santa Luisa di Marillac, où ont été célébrées les funérailles de Paolo Borsellino.

36. « Abbiamo scelto di onorare la memoria di Paolo Borsellino non facendone l'esaltazione, ma cercando di vivere e attuare oggi i principi che hanno ispirato e diretto la sua vita : il rispetto delle istituzioni e la venerazione verso la persona humana. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit., p.* 338-339.

37. MAZZARELLA Roberto, *L'uomo d'onore non paga il pizzo*, Rome, Città Nuova Editrice, 2009, p. 101-102.

38. Voir VIVIANO Francesco, « Il Centro Borsellino cambia nome », in *Repubblica*, 14 avril 2005. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2005/04/14/il-centro-borsellino-cambia-nome.html

39. « Il centro che portava il nome di Paolo Borsellino era ormai diventato un palco dove tutti passavano per mettersi un fiore all'occhiello e rifarsi una verginità. Soprattutto in occasione delle ricorrenze della strage di via d'Amelio. Che tristezza. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 148.

40. Les enfants prenaient leurs distances lors des commémorations pour ne pas apparaître à côté des responsables régionaux. Voir « La memoria contesa del giudice Borsellino », in *La Stampa*, 2 janvier 2009. Lien URL : http://www.lastampa.it/2009/01/02/italia/politica/la-memoria-contesa-del-giudice-borsellino-p94pASPu4aufyYcUUeTrxL/pagina.html

figure de Paolo Borsellino. En 2005, l'association change de nom pour devenir *Progetto legalità in memoria di Paolo Borsellino e di tutte le altre vittime della mafia*. Le comité de direction est composé de magistrats et d'administrateurs des biens confisqués à la mafia et Manfredi Borsellino est le président d'honneur de l'association, qui acquiert le statut d'ONLUS[41] en 2008. La mainmise de l'ANM s'explique par la mauvaise expérience rencontrée précédemment par la famille Borsellino. Toutefois, comme l'indique son nom, loin de se concentrer sur la seule figure de Borsellino, cette structure a pour but de « diffuser les valeurs de [la] Constitution », et en particulier la légalité, et de « promouvoir une véritable pédagogie de la citoyenneté active[42] » notamment auprès des jeunes. À l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Borsellino, l'association a produit un film, *Io ricordo*, qui recueille les témoignages de proches de victimes de la mafia et en a ensuite tiré un livre[43]. Ces deux supports, bien que très riches, constituent cependant l'essentiel du matériel didactique proposé aux écoles. L'activité de la Fondation est donc somme toute limitée par rapport aux autres associations[44] et ne se concentre pas du tout sur la seule figure de Borsellino.

Si la veuve et les enfants du magistrat sont restés discrets, le frère et la sœur de Paolo Borsellino ont choisi de s'engager mais leurs parcours sont très différents. Tous deux racontent qu'ils ont été sollicités par des enseignants pour intervenir dans les écoles après le massacre de via d'Amelio. Rita commence rapidement à participer aussi à des initiatives collectives (*Carovana antimafia*) et co-fonde *Libera* avec *don* Luigi Ciotti en 1995[45]. Puis, en 2005, elle s'engage en politique dans la coalition de centre-gauche comme candidate à la présidence de la région Sicile contre Salvatore Cuffaro[46] (*Casa della libertà*), ce qui ne manque pas de soulever des polémiques. On lui reproche d'« utiliser le cadavre

41. *Organizzazione non lucrativa di utilià sociale*. L'association ne dispose d'aucun financement public.

42. « Diffondere i valori della nostra Costituzione », « promuovere una vera e propria pedagogia della cittadinanza attiva » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime di mafia*, Milan, Lupetti, 2012, p. 11.

43. Voir *Ibidem*.

44. La *Fondazione Progetto Legalità* diffuse ses programmes éducatifs dans trentaine d'écoles tandis que le *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre* compte près 90 partenariats, et que *Libera* et la *Fondazione Falcone* en comptent plusieurs centaines chacune.

45. Voir Entretien avec Rita Borsellino réalisé à Bruxelles le 22 janvier 2014. Ce document est entièrement disponible en annexes.

46. Mis en examen pour concours extérieur en association mafieuse en 2007 alors qu'il est président de la Région, il est définitivement condamné par la Cassation à 7 ans de prison en 2011. Il est incarcéré depuis.

de son frère tué pour accréditer sa capacité politique[47] » et de bafouer sa mémoire[48]. Après plusieurs défaites, elle exerce un mandat de députée européenne de 2009 à 2014. La décision de Rita de faire de la politique n'est pas appuyée par son frère Salvatore :

> Je pense en effet que le nom Borsellino a cessé d'être le nom de Salvatore, de Rita, et qu'il est devenu un nom qui n'est qu'à Paolo. Nous, ses proches, devons toujours en tenir compte. […] Le nom de Borsellino est un patrimoine qui appartient et doit appartenir pour toujours à tous les Italiens ; à partir du moment où nous, avec notre nom, nous acceptons de participer à une compétition électorale, ce n'est plus le cas[49].

Lors de notre entretien avec Rita Borsellino, cette dernière a voulu minimiser les différences de leurs parcours en soulignant qu'ils sont tous deux à la recherche de la vérité. Depuis le massacre de via d'Amelio, elle organise une messe, tous les 18 juillet, ainsi qu'une veillée de prière via d'Amelio avec les scouts. En 2012, elle crée le *Centro studi e documentazione ricerca Sicilia Europa Paolo Borsellino* dans le but de promouvoir des travaux de recherche et de programmes éducatifs antimafia.

De son côté, son frère Salvatore s'est rendu dans les écoles pendant cinq ans puis il explique qu'il perd tout espoir de changement. Il décrit son parcours comme un cheminement quasi mystique, n'hésitant pas à parler d'un sentiment de mort intérieure qu'il essaie de combler en se documentant sur le massacre de via d'Amelio. Son désespoir se transforme en colère et c'est ce sentiment qui l'amène à s'engager personnellement et publiquement pour demander que la vérité soit faite sur la mort de son frère à partir de 2007. Au vu de la reconstruction que nous avons proposée des enquêtes et des instructions, les travaux journalistiques sur la disparition de l'agenda rouge puis les révélations de Spatuzza et Ciancimino sur la *trattativa* sont l'élément déclencheur qui le pousse à s'engager. Comme il le dit lui-même : « c'est la colère qui me pousse à parler[50] ». Lorsqu'il fonde le *Movimento delle agende rosse* en 2009, Salvatore choisit l'agenda comme symbole de son combat et le livre des deux journalistes – édité par l'association et distribué pendant les commémorations – est brandi par les militants pour exiger la vérité. Depuis 2009, le *Movimento delle agende rosse* organise de nombreuses manifestations pour commémorer

47. Commentaire de Cirino Pomicino (*Nuova* DC) cité in BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio. Lo sguardo dolce dell'antimafia*, Milan, Melampo, 2006, p. 13.

48. « C'est avec le terme « instrumentalisation » que l'on tente d'affaiblir ma candidature. Ils répètent continuellement : mon frère était de droite et moi, j'utilise son nom et je l'emmène à gauche, avec un « enrôlement *post mortem* » ; Paolo appartient à tous et en revanche je « l'accapare au profit d'un parti ». » (« È col termine « strumentalizzazione » che si cerca di indebolire la mia candidatura. Lo ripetono di continuo : moi fratello era di destra e io uso il suo nome e me lo porto a sinistra, con un « arruolamento post mortem » ; Paolo appartiene a tutti e invece io « lo faccio schierare ». ») in *Ibid*., p. 85.

49. « Ritengo infatti che il cognome Borsellino abbia smesso di essere il cognome di Salvatore, di Rita, e sia diventato un cognome che è solo di Paolo. Noi, suoi familiari, di questo dobbiamo tenere sempre conto. […] Il cognome Borsellino è un patrimonio che appartiene e deve appartenere a tutti gli italiani ; nel momento in cui noi, con il nostro cognome, accettiamo di partecipare a una competizione elettorale, non è più così. » in BORSELLINO Salvatore & CALASANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita*, *op. cit.,* p. 117.

50. « È la rabbia che mi fa parlare. » in *Una strage di Stato*, DVD publié par le *Fatto quotidiano* à l'occasion du 20e anniversaire du massacre de via d'Amelio.

le massacre de via d'Amelio (marche jusqu'au sommet du Mont Pèlerin, rassemblement devant le Palais de Justice pour soutenir les magistrats palermitains, manifestation de via d'Amelio jusqu'à la faculté de droit via Maqueda le 18 juillet, commémoration via d'Amelio le 19 juillet). Au fil du temps, les polémiques en marge des commémorations ne font que s'accentuer[51] et le discours de Salvatore Borsellino se radicalise, comme le démontrent les slogans utilisés. En 2011, à l'arrivée de la manifestation devant la faculté de droit, les militants reprenaient le chant de certains supporters de foot (« Qui ne saute pas n'est pas… ») avec les paroles suivantes : « Qui ne saute pas est un mafieux[52] ». Cela peut sembler insignifiant mais en réalité, ce slogan dénote une caractéristique du mouvement : soit on est avec eux, soit on est avec la mafia. Refuser leur interprétation complotiste de via d'Amelio signifie donc protéger la mafia. En 2012, les militants portaient des t-shirts avec le slogan « Pas de couronnes d'État pour un massacre d'État[53] ». Le discours de Salvatore Borsellino contre les institutions a atteint son paroxysme devant le Palais de Justice de Palerme le 18 juillet 2012 : « Nous sommes là pour que via d'Amelio ne soit pas profanée par des institutions hypocrites[54]. » Pour Francesco La Licata, les militants des *Agende rosse* « sont convaincus d'être les dépositaires de la vérité et donc ils sont la justice divine, tous les autres sont des mafieux. C'est du fondamentalisme[55] ». Or, cette mobilisation radicale est alimentée par l'absence d'une vérité judiciaire qui sert normalement de base à la construction mémorielle.

Ainsi, les proches de Paolo Borsellino ont réagi de manière très différente. Trois parcours qui donnent vie à trois engagements (social, politique, contestataire) qui ne sont pas partagés par tous les membres de la famille. Ces parcours donnent vie à trois organisations différentes mais dont, finalement, aucune ne s'occupe de promouvoir la figure de Paolo Borsellino à travers une biographie linéaire comme c'est le cas pour Giovanni Falcone. Là encore, comment ne pas y voir une conséquence des manquements de la

51. Salvatore Borsellino n'hésite pas à éloigner des personnalités importantes qui ont tenu des propos qui lui ont déplu. Par exemple, en 2012, Pietro Grasso – alors procureur national antimafia – déclare qu'il faudrait donenr un « prix » à Berlusconi pour l'action antimafia de son gouvernement. Salvatore Borsellino réagit violemment en le déclarant *persona non grata* aux commémorations. Il le met en garde en disant que s'il se présente via d'Amelio « nous lèverons nos agendas rouges et nous lui tournerons le dos. » (« Alzeremo le nostre agende rosse e gli volteremo le spalle ») : http://www.dagospia.com/rubrica-3/politica/grasso-che-cola-assist-pietro-grasso-banana-ha-fatto-molto-39106.htm
En revanche, en 2013, la presse fait état d'un accueil chaleureux de Pietro Grasso – désormais président du Sénat mais venu en tant que simple citoyen – via d'Amelio par le frère du magistrat disparu. Voir http://247.libero.it/rfocus/18396801/0/cronaca-mafia-in-via-d-amelio-abbraccio-tra-grasso-e-salvatore-borsellino/

52. « Chi non salta un mafioso è ». Ce chant, parce qu'il est populaire, est régulièrement détourné. Matteo Salemi (Ligue du Nord) faisait chanter à ses militants « Qui ne saute pas est un clandestin » (« Chi non salta un clandestino è ») pendant la campagne des élections regionales de 2015.

53. « Niente corone di Stato per una strage di Stato ».

54. « Siamo qui perché non venga profanata via d'Amelio da istituzioni ipocrite ».

55. « Si convincono di essere i depositari della verità e quindi loro sono la giustizia divina, tutti gli altri sono mafiosi. È fondamentalismo. » : Entretien avec Francesco La Licata réalisé à Rome le 6 juillet 2011.

justice : la division des procès et l'impossibilité d'arriver à une vérité judiciaire semble conduire à un éclatement de la mémoire qui ouvre la voie aux interprétations complotistes des faits, comme nous le verrons dans le chapitre 10.

> L'absence de vérité et de justice sur des épisodes qui ont profondément influencé le cours de notre histoire laisse trop de blessures ouvertes, aliente une spirale interminable de rancoeurs, rend impossible de délimiter un espace commun : un espace où victimes et bourreaux, coupables et innocents, puissent se confronter sous le signe d'une certitude et d'une vérité qui ne soient pas seulement celles de leurs histoires personnelles, où l'on permette finalement au passé de passer, où il soit possible d'offrir, à qui veut, un coupable à pardonner. Plus la soif de vérité et de justice est forte, plus le rôle des institutions devient important et plus leur incapacité à œuvrer dans cette direction est évidente. Elles ne sont pas assez « vertueuses » pour réussir dans cette mission[56].

L'incapacité des institutions à établir la vérité et donc à rendre la justice, alliée à leur perte de légitimité due aux événements politiques, laisse un vide que *Libera* tente de combler en accompagnant les victimes et en fournissant un nouveau cadre moral. *Libera* dépasse donc le « familisme moral » en récupérant l'aspect positif du souvenir tout en annulant son pendant négatif, à savoir le resserrement sur un seul groupe qui ne se confronte pas aux autres. En effet, le risque de morcèlement de la mémoire provenant de sa « privatisation » reflète l'absence de stratégie mémorielle globale, la structure de *Libera* donc apparaît comme un mouvement à visée politique puisqu'il met en avant la dimension globale de la mémoire.

Libera : un réseau antimafia national

« La mémoire construit l'engagement »

Créée en 1995 par *don* Luigi Ciotti[57], *Libera* est un réseau antimafia qui regroupe de nombreuses associations qui n'ont pas forcément comme priorité la lutte contre la mafia mais qui, depuis les années 1980, sont régulièrement mobilisées dans des batailles contre la mafia (les ACLI, les syndicats de gauche, l'association des magistrats, les associations pacifistes…). Le nom complet « Libera. Associations, noms et nombres contre les mafias[58] » met en avant l'ambition de structurer le mouvement antimafia, de rapprocher toutes les victimes de toutes les mafias et d'en faire le moteur de l'initiative. Comme nous

56. « L'assenza di verità e di giustizia su episodi che hanno profondamente influenzato il corso della nostra storia lascia aperte troppe ferite, alimenta una spirale interminabile di rancori, rende impossibile recintare uno spazio comune : uno spazio in cui vittime e carnefici, colpevoli e innocenti, possano confrontarsi all'insegna di una certezza e di una verità che non siano solo quelle delle loro storie personali, in cui sia finalmente consentito al passato di passare, in cui sia possibile offrire, a chi lo vuole, un colpevole da perdonare. Più forte è la sete di verità e di giustizia, più impegnativo è il ruolo delle istituzioni e maggiore risalto assume la loro inadeguatezza in questa direzione. Non sono abbastanza "virtuose" per riuscire in questo compito. » in *Ibid.*, p. 16.

57. Prêtre fondateur du Gruppo Abele qui s'est occupé des toxicomanes, des malades du Sida et des homosexuels. C'est par le combat contre la drogue que don Ciotti arrive à l'engagement contre les mafias.

58. « Libera. Associazioni, nomi e numeri contro le mafie ».

l'a raconté Rita Borsellino[59], *don* Ciotti a réussi à convaincre les proches de victimes de se regrouper pour créer une large communauté de proches des victimes qui constitue le noyau dur de l'association, dont le but est de promouvoir des valeurs éthiques et morales capables de fédérer la société. La singularité de cette expérience est le lien continuellement établi entre la mémoire des victimes et l'engagement concret dans la lutte contre la mafia. Selon Nando dalla Chiesa, l'expérience originale et singulière de *Libera* constitue « la plus haute expression du *Made in Italy* sur le plan civil[60] » et Umberto Santino considère que Libera est le « sujet national du mouvement antimafia[61] ». À part Maria Falcone, tous les proches de victimes que nous avons interrogés sont engagés dans le projet de *Libera*[62]. Si au début seules des associations pouvaient adhérer au réseau, face à l'énorme demande, les statuts ont été modifiés en 2005 pour permettre aux simples citoyens de participer à l'expérience.

Le slogan de *Libera*, « la mémoire construit l'engagement », est tout à fait significatif du lien innovant établi entre la mémoire des victimes et l'engagement civil dans le lutte contre la mafia. *Don* Ciotti justifie cette singularité en insèrant l'engagement antimafia dans une dimension civile qui doit concerner tous les citoyens, conférant ainsi une portée nationale au mouvement :

> Nous devons tous sentir l'engagement et la responsabilité de la mémoire. Se souvenir de ceux qui sont morts en croyant en une société plus juste, en faisant de la mémoire la semence d'un nouvel espoir, un espoir qui s'appuie sur les jambes solides et les actes cohérents d'un engagement social et civil qui soit le plus partagé possible[63].

La reprise en filigrane du slogan « Leurs idées marchent sur nos jambes » démontre que *Libera* a pour ambition de fédérer les mobilisations civiles nées après les massacres de Falcone et Borsellino. La mémoire et l'engagement sont les piliers de l'action de *Libera* et sont devenus le ferment identitaire du mouvement antimafia. Dès sa création, *Libera* organise une grande pétition qui recueille un million de signatures afin de promouvoir un projet de loi sur la réutilisation sociale des biens confisqués. La loi 109/96 est approuvée en commission, une semaine avant la fin de la XII[e] législature et marque le début d'une nouvelle phase du mouvement antimafia, que Nando dalla Chiesa appelle

59. Voir Entretien avec Rita Borsellino réalisé à Bruxelles le 21 janvier 2014. Ce document est disponible en annexes.

60. « La più alta espressione del *Made in Italy* sul piano civile » in DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera. Giovani nel movimento antimafia*, Turin, Edizioni Gruppo Abele, 2014, p. 10. Pour une étude détaillée de l'histoire, des initiatives et des membres du réseau, nous renvoyons donc à cet ouvrage ouvrage, qui est le premier à faire une analyse scientifique de *Libera* du point de vue sociologique.

61. « Soggetto nazionale del movimento antimafia » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 412.

62. Rita Borsellino a été présidente de *Libera* pendant dix ans (1995-2005), Nando dalla Chiesa en est aujourd'hui le président honoraire et Franco La Torre s'occupe de la filière internationale l'association, *Libera internazionale*.

63. « Tutti dobbiamo sentire l'impegno e la responsabilità della memoria. Ricordare chi è morto credendo in una società più giusta, facendo della memoria il seme di una nuova speranza, una speranza appoggiata sulle gambe solide e gli atti coerenti di un impegno sociale e civile il più possibile condiviso. » : préface de Don Luigi Ciotti in MASCALI Antonella, *Lotta civile contro le mafie e l'illegalità*, Milan, Chiarelettere, 2009, p. XX.

« l'antimafia civile-sociale[64] ». Grâce à cette loi, *Libera* développe la branche *Libera Terra* qui accompagne la création de coopératives agricoles naissant sur les terrains confisqués aux *boss* mafieux et s'occupe aussi de la commercialisation des produits sous la marque « Les saveurs de la légalité[65] ». Le but est de mettre en place un modèle économique et social alternatif, lié au territoire, pour montrer aux populations qu'il est possible de produire un travail exempt de tout lien avec la mafia. *Libera* occupe donc un terrain jusque là laissé en friche – au sens propre comme au sens figuré – et, ce faisant, elle se substitue à l'État et s'accapare le versant culturel, éthique et social de la lutte contre la mafia.

La force symbolique de cette initiative séduit les jeunes de tout le pays, qui participent massivement aux camps *E ! State liberi !*[66] qui ont lieu dans les coopératives agricoles pendant l'été. De plus, après des journées consacrées aux travaux agricoles, les soirées sont rythmées par les témoignages des proches de victimes. Sans tomber dans la description pittoresque des récits à la belle étoile ou au coin du feu, il est néanmoins fondamental de souligner que la parole des témoins est une étape essentielle qui sert à impliquer émotionnellement les jeunes pour alimenter leur engagement. Les proches de victimes – qui interviennent également massivement dans les écoles depuis la création de l'association – établissent ainsi, à partir de leurs expériences privées, une narration collective qui constitue un patrimoine éthique et culturel ayant vocation à intégrer l'histoire nationale. Le récit permet aux jeunes de s'approprier les figures de la lutte contre la mafia et leurs valeurs, pour diffuser à leur tour cette « culture de la légalité ».

La culture de la légalité au cœur de la formation

Le troisième pilier de *Libera* est l'éducation à la légalité dispensée dans les écoles. Nous l'avons vu, sur les traces de Carlo Alberto dalla Chiesa et Rocco Chinnici, les proches de victimes ont saisi, dès le début des années 1980, la nécessité de témoigner auprès des jeunes pour démystifier la mafia. Comme Giuseppina Zacco La Torre ou les enfants du préfet dalla Chiesa, Saveria Antiochia – mère du policier assassiné avec le commissaire Cassarà – s'est rendue dans les écoles et, lorsque *don* Ciotti l'a contactée pour créer *Libera*, elle a insisté pour que l'éducation soit une priorité de l'association. L'action auprès des jeunes a pour but d'énoncer les bonnes règles du vivre ensemble afin de les soustraire à la subculture mafieuse. Le récit de la vie et de l'engagement des victimes de la mafia sert donc de point de départ pour ensuite inclure ces expériences

64. « Antimafia civile-sociale » : Conférence de Nando dalla Chiesa à l'ENS de Lyon, le 3 mars 2015.
65. « I sapori della legalità ».
66. Il s'agit d'un jeu de mot signifiant à la fois « Et soyez libres » et « Été libres ».

personnelles dans un cadre plus général de défense de la légalité. La culture de la légalité devient ainsi la marque de fabrique de *Libera* et le ciment identitaire du mouvement antimafia. L'utilisation du terme « légalité », dans un contexte de corruption de la classe politique, montre que cette culture se construit non seulement en dehors mais surtout en opposition au monde politique. Les références fréquentes à la Constitution comme texte fondateur des valeurs de la République défendues par les serviteurs de l'État abattus par la mafia constituent ainsi une grille de référence morale et éthique qui, par ricochet, affaiblit et délégitime encore un peu plus la classe politique, surtout lorsque les dirigeants promulguent des lois *ad personam* qui ne sont que mollement critiquées par l'opposition.

Libera : un nouveau mouvement contestataire ?

Nous l'avons dit, le mouvement antimafia reprend – dès les années 1980 – des modalités d'action collective qui appartiennent au répertoire d'action des mouvements des années 1970 et en particulier du mouvement féministe. La nature novatrice de ces mouvements a conduit les sociologues à repenser les critères des mouvements sociaux. La typologie forgée par Erick Neveu[67] pour les mouvements post 68 peut nous aider à penser les spécificités de *Libera* et à comprendre sa singularité dans le panorama associatif. En effet, les mouvements protestataires des années 1970 sont qualifiés de nouveaux mouvements sociaux pour quatre raisons : la nouveauté des formes d'organisation ; la revendication de valeurs moins matérialistes ; « un rapport de défiance au politique[68] » ; et, enfin, la construction de nouvelles identités autour d'une « logique de réseau d'appartenance[69] ». *Libera* semble réunir ces quatre caractéristiques, ce qui nous permet d'inscrire le réseau associatif dans la continuité des nouveaux mouvements sociaux (NMS) nés dans les années 1970. On retrouve également dans *Libera* la double modernisation induite par les NMS car ces mouvements ont influé directement sur les institutions et ont développé de nouveaux modes de consommation en lien avec l'identité du mouvement[70]. La loi 109/96 et la consommation éthique des produits *Libera Terra* s'insèrent dans cette logique.

Si le lien avec la tradition protestataire est confirmé, *Libera* n'en reste pas moins un sujet neuf dans le panorama social et semble également rentrer dans la catégorie

67. Voir NEVEU Erick, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2000.

68. BEITONE Alain, DOLLO Christine, GERVASONI Jacques, RODRIGUES Christophe, *Sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2012, p. 352.

69. *Ibidem*.

70. *Ibidem*.

des nouveaux mouvements contestataires (NMC) établie par Isabelle Sommier[71]. Selon elle, les NMC se caractérisent par la nature de leurs participants : les « victimes » dont la souffrance personnelle devient la cause de la mobilisation, les « militants professionnels » pour la plupart politisés à gauche et avec une longue expérience de militantisme, ainsi que les « personnes-ressources » qui ont une visibilité médiatique et une autorité morale[72]. Nous retrouvons incontestablement ces trois catégories au sein du « peuple de Libera[73] » : les victimes sont l'origine et le moteur du réseau, l'agrégation de différentes associations telles que les syndicats ou le mouvement pacifiste consolide une tradition de militantisme qui favorise la circulation des modalités d'actions collectives et le recours, dès la création de *Libera*, à des figures emblématiques comme les magistrats antimafia ou les proches de victimes connues (Rita Borsellino pour n'en citer qu'une) permet d'avoir une autorité morale ainsi qu'une visibilité médiatique.

Toutefois, on ne peut se contenter de la dimension contestataire pour définir *Libera*. En effet, comme le démontre Nando dalla Chiesa, l'identité antimafia de *Libera* en fait un réseau anti-système et pro-système, c'est-à-dire « pas seulement *contre* les organisations criminelles mais *pour* une société plus juste et plus solidaire[74] ». L'ambition de fournir un modèle civil alternatif fait donc rentrer *Libera* dans une dynamique positive qui dépasse de loin la simple dimension contestataire. De plus, si les NMC se caractérisent par des structures de type réticulaires qui les rendent instables, *Libera* a justement su se structurer à partir de cette dimension réticulaire pour doter le mouvement antimafia d'une « épine dorsale d'organisation nationale[75] ». Ainsi, si *Libera* concentre de nombreuses caractéristiques des NMS et des NMC, l'originalité de sa structure et de ses ambitions ainsi que le renouvellement du répertoire d'action collective – qui tranche singulièrement avec la routine commémorative établie au cours des commémorations institutionnelles – en font un objet sociologique singulier que l'on ne peut enfermer dans une seule catégorie.

71. Voir SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
72. Voir *Ibid*., p. 132-169.
73. « Il popolo di Libera » in DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit*., p. 11.
74. « Non solo *contro* le organizzazioni criminali ma *per* una società più giusta e solidale » in *Ibid*., p. 91.
75. « Spina dorsale organizzativa nazionale » in *Ibid*., p. 36.

***

Ainsi, les associations créées en mémoire des victimes de la lutte contre la mafia sont essentielles dans le processus de construction mémorielle. Les structures sont très différentes, mais elles ont toutes l'objectif de promouvoir la mémoire de la victime et de véhiculer les valeurs fortes de son engagement. On note également le rôle essentiel des proches de victimes qui, dès les années 1980, interviennent dans les écoles. Leurs récits servent également de ciment identitaire au nouveau mouvement antimafia qui se développe à partir des années 1990, en particulier avec la création de *Libera*. Les initiatives conjuguent mémoire et engagement, à l'image des programmes éducatifs dont le but est de transmettre une culture de la légalité aux jeunes générations.

Chapitre 7

Les rituels : une liturgie laïque ?

> « Hier, la victime servait une religion puisqu'elle désignait la créature offerte en sacrifice. Aujourd'hui, c'est la victime qui est devenue religion, apportant avec elle ses nouveaux rites, ses nouvelles croyances et ses chapelles[1]. »

Après avoir vu comment les proches se posent en gardiens de la mémoire des victimes de la mafia, nous analyserons maintenant les commémorations institutionnelles et civiles, qui sont des rituels où est célébrée la mémoire de la victime. Nous relèverons les spécificités de chaque forme de commémoration, en insistant sur le renouveau des pratiques commémoratives apporté par le mouvement antimafia civil. La ritualité des pratiques et la religiosité latente nous amèneront enfin à interroger le concept de « religion civile ».

1. ERNER Guillaume, *La société des victimes, op. cit.,* p. 18.

La routine commémorative

Plaques commémoratives, stèles et monuments

Après un meurtre excellent, le premier type de commémoration consiste à identifier le lieu du crime au moyen d'une plaque commémorative, d'une stèle, d'une réalisation artistique ou d'un monument, généralement inauguré lors des commémorations. À Palerme, nous avons observé les plaques commémoratives posées en mémoire des représentants politiques et institutionnels mais aussi des civils abattus par la mafia entre les années 1970 et 1990. On remarque d'emblée que sur certaines d'entre elles, la mafia n'est nullement mentionnée : Le procureur Gaetano Costa a ainsi été « traîtreusement assassiné » (« proditoriamente assassinato ») et que Boris Giuliano a été « vilement assassiné » (« vilmente assassinato ») mais l'assassin reste indéfini[2]. Dans la majeure partie des cas, la mafia est réduite au rang d'adjectif[3] dont la portée est bien souvent atténuée par une rhétorique complexe caractérisée par la juxtaposition de plusieurs adjectifs, comme dans le cas de Pio la Torre :



Photo n°3 : Plaque commémorative de Pio La Torre et Rosario Di Salvo sur le lieu de leur assassinat.

> Ici le 30 avril 1982 étaient assassinés de façon barbare par le terrorisme politico-mafieux deux communistes Pio La Torre et Rosario di Salvo. Que perdurent leur mémoire et l'horreur du méfait dans toute la Sicile des gens honnêtes qui, dans une cohabitation civile, lutte pour construire son futur dans la justice, dans la paix et dans la liberté[4].

2. Ces deux plaques ont été posées en 1981 et en juillet 1982.

3. La procureur Pietro Scaglione et son agent d'escorte Antonino Lorusso sont tués « par une main mafieuse » (« per mano mafiosa »). Il est bon de souligner que si le double homicide date de 1971, ce n'est qu'en 1992 que la ville de Palerme pose cette plaque commémorative. Le juge Cesare Terranova et son chauffeur Lenin Mancuso sont « trucidés par le plomb mafieux » (« trucidati dal piombo mafioso ») et la plaque est posée en 1986, soit sept ans après le double meurtre. L'utilisation de l'adjectif s'explique sans doute par l'impossibilité de nier l'origine mafieuse de ces crimes au terme des instructions.

4. « Qui il 30 aprile 1982 venivano barbaramente assassinati dal terrorismo politico-mafioso due comunisti Pio La Torre e Rosario di Salvo. Duri la loro memoria e l'orrore del misfatto in tutta la Sicilia degli onesti che in civile convivenza lotta per costruire il suo futuro nella giustizia nella pace e nella libertà. »

De même, le bas-relief représentant le massacre, inauguré via Carini en 1983 à la seule présence des autorités locales[5], comporte l'inscription suivante : « En souvenir de Carlo Alberto dalla Chiesa Emanuela Setti Carraro Domenico Russo vilement assassinés par une main criminelle et mafieuse le soir du 3 septembre 1982[6] ».



Photo n° 4 : Bas-relief de via Carini.

De plus, la toute petite taille des caractères de la deuxième partie de l'inscription, par rapport à celle des noms des victimes, montre clairement l'intention de minimiser la dénonciation de la mafia. Si ces éléments de langage viennent confirmer nos analyses sur les réactions politiques qui font suite aux assassinats et peuvent s'expliquer par les réticences à utiliser le terme mafia, il est en revanche surprenant de remarquer l'absence totale de référence aux assassins sur les monuments dédiés au victimes des massacres de Capaci et de via d'Amelio. Le monument – composé de deux sortes d'obélisques mis de part et d'autre de l'autoroute pour être visible dans les deux sens – inauguré onze ans après le massacre de Capaci[7] ne comporte que les noms des victimes et le symbole de la République italienne.

5. La pemière commémoration du massacre de via Carini se déroule dans un climat tendu, les polémiques s'accumulent et les enfants du général désertent les cérémonies officielles organisées par les autorités locales, sur le lieu du crime et à la mairie. Voir RAMPOLDI Guido, *« In un* clima polemico la commemorazione dell'assassinio del prefetto. I figli di dalla Chiesa disertano le cerimonie ufficiali a Palermo », in *La Stampa*, 4 settembre 1983, p. 1-2.

6. « A ricordo di Carlo Alberto dalla Chiesa Emanuela Setti Carraro Domenico Russo vilmente assassinati per mano criminale e mafiosa la sera del 3 settembre 1982 ».

7. Voir DEL MERCATO Enrico, « Un monumento per Falcone », in *Repubblica*, 17 avril 2003. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2003/04/17/un-monumento-per-falcone.html



Photo n° 5 : Monument commémoratif du massacre de Capaci.

De même, via d'Amelio, la stèle de marbre voulue par la mère du juge Borsellino ne comporte que les prénoms des victimes dont les majuscules des quatre premiers forment le mot « pace » (paix)[8]. Les plaques commémoratives à la mémoire des victimes des attentats de 1993 sur le continent font également abstraction de la mafia. La matrice mafieuse des attentats est-elle si évidente qu'il n'est pas nécessaire de le mentionner ? Toujours est-il que ce silence assourdissant devient si dérangeant que la maire de Milan décide de changer la plaque de via Palestro pour le vingtième anniversaire de l'attentat afin de signifier qu'il s'agit d'un « massacre mafieux dont le but était de faire du chantage à l'État[9] ».

Les constantes des commémorations institutionnelles

Nous pouvons distinguer deux catégories de commémorations : d'une part les cérémonies officielles promues par les intitutions, et d'autre part les cérémonies civiles institutionnalisées par leur répétition année après année et qui sont promues, pour la plupart, par les associations antimafia. Tout d'abord, la majeure partie des commémorations officielles se déroulent sur les lieux du crime, devant la plaque commémorative ou le monument dressé en mémoire des victimes. Les cérémonies officielles sont généralement très brèves. Elles sont organisées par les intitutions locales et se passent toutes de manière semblable, en présence des autorités judiciaires et politiques (le plus souvent

8. Une photo de la stèle est disponible en annexes.

9. « Strage mafiosa volta a ricattare lo Stato ». Voir « Pisapia a vent'anni da via Palestro : "Qui a Milano, la mafia non passerà" » in *Antimafiaduemila*, 27 juillet 2013. Lien URL : http://www.antimafiaduemila.com/2013072744317/cronache-italia/pisapia-a-ventanni-da-via-palestro-qqui-a-milano-la-mafia-non-passeraq.html

locales[10]) qui déposent des gerbes ou des couronnes de fleurs et font un discours rapide rappelant qui étaient les victimes. Les commémorations officielles ont généralement une dimension corporatiste car on remarque que ce sont généralement les collaborateurs de la victime qui s'occupent de l'organisation. Au vu du statut du préfet dalla Chiesa, la commémoration de via Carini est donc organisée par la municipalité de Palerme et la préfecture. De même, la commémoration officielle de l'assassinat de Pio La Torre et Rosario di Salvo se déroule également sur le lieu du crime : l'étroite rue de Piazza Turba est bloquée à la circulation pendant une heure pour permettre aux autorités et aux représentants de déposer les couronnes de fleurs[11]. Comme nous l'a confirmé Franco La Torre[12], bien que les autorités locales soient présentes, il s'agit d'une commémoration politisée – comme le démontre la provenance des couronnes de fleurs[13] – puisque c'est le parti du défunt qui organise la cérémonie (anciennement PCI, puis PDS, puis DS et maintenant le PD). La commémoration du massacre de via d'Amelio se fait, depuis 1993[14], vers la stèle comportant les prénoms des victimes, au pied de l'olivier voulu par la mère de Borsellino comme symbole de paix. La présence d'une plaque commémorative semble être essentielle pour que la commémoration se déroule sur le lieu du crime. Ainsi, l'absence de monument pour le massacre de Capaci se ressent car, selon les années, les lieux de commémoration du massacre de Capaci changent. Si le grand ficus magnolia de via Notarbartolo sert de point de départ ou d'arrivée pour les cortèges antimafia, les premières commémorations de Falcone se déroulent Piazza della Maggione, dans le quartier où le juge Falcone a grandi. Les commémorations officielles des massacres de Capaci et via d'Amelio sont donc organisées par l'ANM et se déroulent tous les ans au Palais de justice de Palerme, en présence de représentants des institutions locales et nationales[15].

Enfin, il reste les cérémonies religieuses. Si les proches de Paolo Borsellino organisent une messe à San Domenico[16] et une veillée de prière via d'Amelio avec les scouts, les cérémonies religieuses en honneur de dalla Chiesa sont organisées par les autorités locales à Palerme et par l'*Arma* des carabiniers à Milan. La particularité des commémorations à la mémoire du préfet dalla Chiesa est justement cette double localisation,

10. La présence des autorités nationales dépend de l'importance de la victime et de la dimension nationale de la commémoration.

11. Nous avons assisté à cette cérémonie en 2010.

12. Voir Entretien avec Franco La Torre, réalisé à Rome le 5 septembre 2012. Cet entretien est entièrement disponible en annexes.

13. À part celles de la ville de Palerme, du président de l'ARS, les couronnes de fleurs proviennent du PD, du PD Sicilia, de la direction nationale de la CGIL et de la section palermitaine de la CGIL.

14. Pendant les premières années, il s'agit surtout d'une messe et d'une veillée de prière organisée par les proches.

15. Voir Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino au Palais de justice de Palerme, réalisée le 18 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

16. Voir Grille d'observation de la messe à la basilique San Domenico à Palerme, réalisée le 18 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

qui existe dès les funérailles. Après les obsèques célébrées à Palerme le 4 septembre, une cérémonie a lieu à Milan le lendemain. Chaque année, l'anniversaire de l'assassinat est donc célébré dans les deux villes mais pas dans les mêmes conditions. Milan semble être un lieu de commémoration officielle neutre, à l'abri des polémiques et des tensions qui caractérisent souvent les cérémonies palermitaines, où les institutions locales se confondent souvent avec les structures du pouvoir politico-mafieux. Ainsi, une messe est célébrée à Milan chaque année en souvenir du général et des gerbes de fleurs sont déposées au pied de la plaque commémorative – inaugurée seulement un mois après le massacre de via Carini – placée au pied du monument d'hommage aux carabiniers, que le général avait contribué à faire ériger[17].

Les commémorations civiles : un renouvellement des commémorations ?

Les commémorations civiles sont organisées par le monde associatif ou par les proches des victimes et sont institutionnalisées par leur répétition, année après année. Elles se déroulent la plupart du temps en marge des commémorations officielles – dans le cas de Carlo Alberto dalla Chiesa, Pio La Torre et Paolo Borsellino – tandis que celles de Giovanni Falcone, par le financement public déployé, se confondent désormais avec les commémorations officielles. Tout d'abord, dès le premier anniversaire du massacre de via Carini, les enfants du général dalla Chiesa refusent de participer aux cérémonies officielles et prennent la tête d'une marche aux flambeaux qui part du lieu du crime pour aller jusqu'à la préfecture, organisée par le *Comitato per la costruzione di un monumento ai caduti della lotta contro la mafia*. Tous les « Palermitains honnêtes » sont invités à participer à l'initiative. Dans la presse, la marche aux flambeaux est clairement séparée des cérémonies officielles, ce qui souligne la rupture entre les proches et les autorités locales[18]. Dès 1983, cette commémoration civile attire les Palermitains qui viennent par milliers année après année et cette forte présence citoyenne contribue à institutionnaliser la marche aux flambeaux. Les représentants des autorités locales ne sont acceptés dans le cortège qu'au moment du « Printemps de Palerme » (1985-1987)[19]. Nous l'avons vu, cette forme de mobilisation est empruntée au répertoire d'action des nouveaux mouvements sociaux (NMS) des années 1970 et est portée par l'embryon du

17. Voir Grille d'observation de la commémoration religieuse du général dalla Chiesa et Grille d'observation de la dépose de gerbes au monument des carabiniers de Milan, réalisées le 3 septembre 2012. Ces deux documents sont disponibles en annexes.

18. Voir « Siamo qui per pregare », « Ore 21, corteo e fiaccolata da via Carini » & « La polemica non finisce », in *L'Ora*, 3 septembre 1983, p. 6-7 et « Dalla Chiesa, per ricordare », in *Giornale di Sicilia*, 3 septembre 1982, p. 1. La séparation nette entre les commémorations officielle et civile est mise en avant par deux photographies en une : sur la première on voit les représentants des institutions locales et nationales – dont Scalfaro – à la messe et sur l'autre, les enfants du général au milieu du cortège pendant la marche aux flambeaux.

19. Voir VITALE Francesco, « Forza Palermo, vinci la tua battaglia », in *L'Ora*, 4 septembre 1987, p. 3.

mouvement antimafia, majoritairement constitué de personnes engagées à gauche pendant la décennie précédente. En signe d'une porosité des formes de mobilisation collective entre les sympathisants de gauche et les catholiques progressistes puisqu'en 1993, la paroisse de Paolo Borsellino – Santa Luisa di Marillac – organise la première marche aux flambeaux en mémoire du magistrat assassiné[20] mais cette initiative n'est pas la plus médiatisée. Contrairement aux commémorations de dalla Chiesa, la presse ne publie pas de photos de la marche aux flambeaux et s'attarde plus sur les cérémonies religieuses, dont une est célébrée via d'Amelio, à l'occasion de la plantation de l'olivier qui s'accompagne d'un lâcher de colombes. Toutefois, à partir de 1996[21], la marche aux flambeaux est organisée par le *Movimento Sociale Fiamma Tricolore*[22], dont le secrétaire dénonce les collusions entre la mafia et le monde des affaires[23]. Depuis cette année-là, ce sont les formations d'extrême-droite qui organisent la marche aux flambeaux. Désormais l'organisation revient aux syndicats étudiants (*Giovane Italia – Azione universitaria*) mais les principaux représentants politiques issus du courant néofasciste sont présents et cette récupération politique de la figure de Borsellino ne manque pas de faire frémir une large partie des militants des autres associations antimafia, comme l'ont démontré les heurts via d'Amelio à l'occasion du vingtième anniversaire. Angelino Alfano, Maurizio Gasparri et Ignazio La Russa étaient en tête de cortège de la marche aux flambeaux qui arrivait via d'Amelio le soir du 19 juillet 2012. Leur arrivée a suscité des réactions chez les autres militants antimafia et, au bout d'une dizaine de minutes d'insultes entre les deux camps (les militants des autres associations comme les *Agende rosse* criaient « No pasarán » en référence aux idées fascistes tandis que les autres revendiquaient le droit de commémorer Borsellino et l'adhésion de ce dernier à leurs idées), le cortège de la *Giovane Italia* a dû rebrousser chemin.

Au fil des années, les commémorations civiles se multiplient. Au début des années 1980, le *Coordinamento antimafia* met en place plusieurs initiatives pour promouvoir la figure du général dalla Chiesa. Outre la marche aux flambeaux, des concerts de rock sont organisés mais les réactions des Palermitains dans la presse sont mitigées :

20. Voir MASSARO Francesco, « Migliaia di fiaccole lungo le strade. Messaggio del Papa : siate benedetti », in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 1993, p. 3.

21. http://www.giovaneitalia.it/news/19-luglio-essere-a-palermo-per-ricordare-borsellino-e-affermare-un'idea.aspx

22. Petite formation politique d'extrême-droite guidée par Pino Rauti et née en 1995 de la scission avec le MSI, devenu *Alleanza nazionale* sous l'égide de Gianfranco Fini, qui s'est ensuite allié à Silvio Berlusconi.

23. Voir « Dibattiti, musica, una messa solenne : così le commemorazioni », in *Giornale di Sicilia*, 18 juillet 1996, p. 6. Cette position de dénonciation des collusions est aussi une manière de s'opposer politiquement à *Alleanza Nazionale* qui fait partie de la cohalition du *Polo della Libertà* emmenée par Silvio Berlusconi et qui se trouve dans l'opposition depuis quelques mois, après l'échec du premier gouvenement Berlusconi qui avait perdu la confiance après le retrait de la Ligue du Nord, début 1995.

> « C'est triste – commentait un citoyen palermitain immobile sur le côté de la place Politeama – entendre et voir ces douze groupes musicaux faire un si joyeux boucan en souvenir d'un massacre pour lequel justice n'a pas encore été faite et qui a vraiment tué l'espoir des Palermitains honnêtes. »
>
> « Ce spectacle irait bien pour la fête d'un parti – ajoutait un autre – alors que c'est contrproductif si l'objectif est d'appeler les Palermitains à s'engager contre la mafia[24]. »

L'initiative est même jugée comme étant de « mauvais goût[25] » dans le quotidien de gauche *Il giorno*. Ainsi, en tentant d'innover, le *Coordinamento antimafia* ne fait pas l'unanimité. Le PCI opte en revanche pour l'organisation de colloques en marge des commémorations de l'assassinat de Pio La Torre et Rosario di Salvo. Cette tentative d'impliquer le monde universitaire dans la lutte contre la mafia est un succès. Surtout, la présence des magistrats du *pool* antimafia en 1985 entraîne une médiatisation majeure de l'initiative[26]. À partir de 1986, le *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre* prend le relais et met les jeunes au cœur des commémorations. Les initiatives se diversifient et les commémorations deviennent le lieu des représentations artistiques conçues dans le cadre des programmes éducatifs antimafia[27].

Après les massacres de Falcone et Borsellino, on note un véritable renouvellement du répertoire d'action collective. Si certaines formes de mobilisation sont empruntées au répertoire pacifiste – comme les *sit-in*, les chaînes humaines et la grève de la faim – d'autres comme les draps accrochés aux fenêtres sont très innovantes et donnent un nouveau souffle au mouvement antimafia. De nombreux collectifs voient le jour dont le cartel « *Palermo anno I. Dalla rabbia alla proposta*[28] » (PAU) en mars 1993. Dans le sillage du *Coordinamento antimafia*, il s'agit d'une nouvelle tentative de structuration du mouvement antimafia qui regroupe une cinquantaine d'associations[29] dans le but d'organiser les commémorations du premier anniversaire des massacres de Falcone et Borsellino. Le nom choisi évoque le désir de renaissance de la ville et surtout la nouveauté de l'engagement antimafia pour la majeure partie de ses militants, ce que ne manquent pas de souligner les militants historiques tels qu'Umberto Santino[30]. La particularité de cette

24. « È triste – commentava un cittadino palermitano fermo ai lati di piazza Politeama – sentire e vedere questi dodici gruppi musicali fare tanto allegro rumore in ricordo di una strage che non ha avuto ancora giustizia e che uccise davvero la speranza dei palermitani onesti. » ; « Questo spettacolo andrebbe bene per un festival di partito – aggiungeva un altro -, mentre è controproducente se ha come obiettivo di chiamare i palermitani ad un concreto impegno antimafia. » : SASSANO Marco, « Cattivo gusto per l'anniversario dalla Chiesa. Commemorato a ritmo di rock », in *Il Giorno*, 4 settembre 1986, p. 6.

25. « Cattivo gusto » in *Ibidem*.

26. Le premier colloque organisé en 1983 est intitulé « L'engagement de l'université dans la lutte pour la paix et contre la mafia » (« L'impegno dell'università nella lotta per la pace e contro la mafia ») et, en 1985, le thème est « liberté contre la mafia ». Voir CAVALLARO Felice, « *A un convegno del PCI sulla "libertà contro la mafia" Palermo rivela: "Dopo la strage mi hanno dimezzato la scorta" »,* in *Corriere della Sera,* 1er mai 1985, p. 4.

27. On retrouve notamment des représentations théâtrales, des expositions de peinture, des chansons.

28. « Palerme 1ère année. De la colère à la proposition ».

29. Voir SANTINO Umberto, Storia del movimento antimafia, op. cit., p. 375.

30. Voir *Ibid*., p. 376.

expérience réside dans le désir d'ouverture et de ne pas se cantonner à l'organisation des commémorations Au fil des années, PAU milite pour la récupération du centre historique qui porte encore les stigmates de la deuxième Guerre mondiale, la transformation de sites abandonnés et le développement de l'éducation antimafia[31].

Cette analyse fait donc émerger deux tendances. Tout d'abord, le besoin pour une partie de la société de dénoncer la mafia et se souvenir des victimes en se différenciant des commémorations officielles organisées par les institutions. À l'image de la marche aux flambeaux organisée en mémoire du préfet dalla Chiesa, les commémorations civiles s'institutionnalisent par la répétition au fil du temps et s'enrichissent par la juxtaposition d'autres initiatives qui font sortir la commémoration de la stricte célébration de la mémoire pour, d'une part, séduire les jeunes générations et, de l'autre, faire des commémorations un lieu de réflexion sur la lutte contre la mafia. Nous voyons donc apparaître des commémorations polymorphes qui mêlent mémoire, connaissance et engagement, à l'image des initiatives comme la Journée de la mémoire et de l'engagement organisée par *Libera* ou la célébration du 23 mai par les *Navi della legalità*, sous l'égide de la *Fondazione Falcone*. Par leur dimension, leur succès et donc leur répétition, ces rassemblements de masse se ritualisent pour ressembler à des grands-messes de l'antimafia.

La construction de nouveaux rites laïcs

La journée de la mémoire et de l'engagement

Depuis 1996, tous les 21 mars – premier jour du Printemps donc symboliquement signe d'une renaissance –, *Libera* organise la « Journée de la mémoire et de l'engagement en souvenir des victimes des mafias[32] » qui a lieu chaque année dans une ville différente. Selon Nando dalla Chiesa, au fil du temps, cette manifestation est devenue « un des plus grands rendez-vous fixes dans l'agenda de l'Italie civile[33] ». En près de vingt ans, la mobilisation a été exponentielle : alors qu'ils n'étaient que 500 à Rome devant le Capitole en 1996, il y avait près de 150 000 personnes à Milan lorsque nous avons assisté à la manifestation en 2010. À l'origine, cette cérémonie – voulue par Saveria Antiochia – a pour but de rassembler les proches de victimes connues et inconnues pour en faire « une entité

31. SCHNEIDER Jane & Peter, *Un destino reversibile, op. cit.,* p. 186.

32. « Giornata della memoria e dell'impegno in ricordo delle vittime delle mafie »

33. « Uno dei più grandi appuntamenti fissi nell'agenda dell'Italia civile » in DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.,* p. 53.

morale[34] » qui porte haut et fort l'exigence de vérité judiciaire. La dimension affective qui se dégage de ce rassemblement implique émotionnellement tous les participants, en particulier les jeunes, et devient constitutive de l'identité du mouvement antimafia. Le choix de la ville est déterminé par les nécessités de la lutte contre la mafia. Par exemple, en 2010, le choix s'est porté sur Milan afin de dénoncer l'implantation des organisations criminelles au nord. L'événement se déroule généralement sur trois demi-journées. Tout d'abord une rencontre réservée aux parents des victimes, puis une manifestation et enfin des groupes de travail sur une douzaine de thèmes, signe de cette volonté de conjuguer mémoire et engagement pour ancrer la célébration de la mémoire dans la lutte contre la mafia.

En 2010, grâce à Nando dalla Chiesa, nous avons pu assister exceptionnellement à la rencontre entre les proches de victimes. Après un discours d'ouverture de *don* Ciotti, les proches de victimes se sont succédés au micro pour parler de leurs proches assassinés. Nous avons observé deux éléments significatifs. Tout d'abord, l'attention ne se concentre pas sur les victimes connues du grand public. La journée de la mémoire a pour vocation de rappeler en priorité tous ceux dont on ne parle jamais. Les proches des victimes oubliées ressentent le besoin de prononcer le nom de leurs parents disparus que toute l'assemblée reprend en chœur. La commémoration solennelle passe donc par la parole : prononcer les noms et prénoms apparaît comme le seul moyen de conjurer l'oubli et de leur redonner leur statut de victimes. La dénomination du réseau « Libera – associations, noms et chiffres contre les mafias » est donc significative, elle représente le désir de ne laisser aucune victime dans l'ombre. Après la rencontre, une lecture de la liste complète de toutes les victimes des mafias (plus de 900 noms) s'est déroulée à l'Église de San Fedele. Mais la manifestation est sans nul doute l'initiative la plus singulière. L'ambiance est festive et conviviale, les jeunes dansent sur des chansons antimafia comme *I centopassi*, qui rappelle l'histoire de Peppino Impastato ou sur des chansons emblématiques de la résistance comme *Bella ciao*. Les élèves participant aux programmes éducatifs antimafia brandissent les photos des victimes sur lesquelles ils ont travaillé au cours de l'année. Les militants de *Libera* distribuent des drapeaux en échange d'un don symbolique et le cortège devient une marée humaine aux couleurs de l'association, jaune, orange et rose où l'on retrouve toutes les composantes de *Libera* (les pacifistes, les ACLI, les scouts, la *Lega Ambiente*, la *sinistra giovanile*, etc.). Les corps des forces de l'ordre sont également représentés, ainsi que les élus locaux et nationaux, reconnaissables à leur écharpe

34. « Un'entità morale » in *Ibid*., p. 54.

tricolore. En revanche, les forces politiques ne sont pas visibles. De grandes figures de la vie politique ont participé à la manifestation mais les drapeaux et les logos des partis sont bannis, pour éviter toute récupération politique. Sur la place du Dôme, quatre-vingt-dix personnalités (dont Walter Veltroni, Antonio Di Pietro, Nando dalla Chiesa, Claudio Fava, la maire de Milan Letizia Moratti…) ont procédé à la lecture publique des noms de toutes les victimes[35]. Ce grand moment de recueillement collectif constitue l'apogée de la manifestation :

> Le fait d'y être, d'entendre les noms lus sur la place bondée, a une valeur célébrative et rituelle qui transcende la dimension associative et empiète sur celle identitaire[36].

La lecture des noms des victimes revêt une valeur émotive et symbolique qui devient une caractéristique identitaire de la manifestation mais aussi du mouvement antimafia tout entier, basé sur la célébration de la mémoire. La spécificité de *Libera* est justement d'avoir su conjuguer les dimensions privée et publique :

> Pour la première fois en Italie [les noms] sont littéralement recueillis dans la dimension privée de la douleur pour être livrés à la dimension publique de la mémoire[37].

Cette nouveauté constitue donc la caractéristique principale de cette commémoration qui, par le but affiché de célébrer une communauté de victimes qui constituent un patrimoine éthique et moral pour tout le pays, revêt une dimension nationale. Le rituel de la lecture des noms devient donc « une sorte de messe laïque[38] ». Ce moment de cohésion suscite les appétits politiques puisqu'en 2010, le ministre de l'Intérieur de l'époque (Roberto Maroni) propose de choisir une date plus emblématique comme la mort de Falcone, de Borsellino ou de Pio La Torre. Les gouvernants tentent ainsi de récupérer une manifestation qui leur échappe et dont ils sont écartés. Franco La Torre intervient aux côtés de Nando dalla Chiesa à ce propos, en exprimant son refus catégorique de changer la date de la journée de la mémoire. Il déclare qu'en faisant cette proposition, le Parlement trahit la nature même de l'institution qui est de garantir l'intérêt public. La journée de la mémoire et de l'engagement a été instaurée *ex legis* et *Libera*, par la voix de Franco La Torre, revendique son refus de se faire conditionner par le monde politique.

35. L'établissement de cette liste est renouvelée en permanence et suscite des débats à l'intérieur de l'association. Malgré les 900 noms qu'elle rassemble, elle ne saurait être exhaustive puisqu'il manque, par exemple, les noms des personnes séquestrées par la '*ndrangheta* pendant les années 1970.

36. « L'esserci, il sentire i nomi letti nella piazza stipata di gente, ha un valore celebrativo e rituale che trascende la dimensione associativa e sconfina quella identitaria. » in DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.*, p. 125.

37. « Per la prima volta in Italia, [i nomi] vengono letteralmente raccolti dalla dimensione privata del dolore per essere consegnati alla dimensione pubblica della memoria » in *Ibid.*, p. 88.

38. « Una specie di messa laica » in DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.*, p. 55.

Les « Navires de la légalité »

Contrairement à *Libera*, la *Fondazione Falcone* se caractérise par un étroit rapport avec les institutions, et en particulier avec le Ministère de l'instruction publique, de l'université et de la recherche (MIUR), qui lui octroie de larges financements depuis 2002. Ce financement public permet à la *Fondazione Falcone* d'organiser les commémorations du 23 mai[39] qui, de fait, deviennent les commémorations officielles et se déroulent en présence des plus hauts représentants de l'État. Ce mélange entre institutionnel et civil est unique dans le panorama des cérémonies célébrées pour les quatre figures qui font l'objet de notre étude. Depuis 2006, chaque année, entre mille et deux mille jeunes arrivent à Palerme à bord des *Navi della legalità*. Grâce à Massimo Denarier, représentant de la délégation du *Memorial Day*[40] de la Vallée d'Aoste, nous avons pu faire le voyage jusqu'à Palerme à bord de la *Nave della legalità* à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de Capaci.

Cette observation participante a confirmé notre analyse sur la juxtaposition de plusieurs initiatives autour de l'anniversaire de la mort d'une victime. Les *Navi della legalità* représentent tout d'abord l'aboutissement des programmes éducatifs antimafia : assister aux commémorations est une récompense au travail fourni au cours de l'année et seules les classes gagnantes sont sélectionnées. Les collégiens et les lycéens le vivent donc comme un privilège. La cérémonie de départ vise à fédérer les jeunes et leur faire prendre conscience de vivre une expérience extraordinaire. Sous le regard bienveillant et amusé de Falcone et Borsellino – dont les immenses photos accrochées sur la poupe du navire donnent l'impression qu'ils assistent à la scène – les personnalités se succèdent mais les discours sont brefs. Les jeunes exposent les différentes pancartes réalisées pour l'occasion. L'esprit de groupe est stimulé par les chansons antimafia qui passent en boucle[41] puis le chant de l'hymne national vise tant à redonner une solennité au voyage qu'à donner une dimension nationale à aux figures de Falcone et Borsellino. À bord, plusieurs activités sont organisées, notamment la projection de documentaires suivis de

39. Giovanni Pagano dénonce à demi-mots les coûts astronomiques de l'organisation de la commémoration de Capaci. Voir Entretien avec Giovanni Pagano réalisé à Palerme le 27 avril 2012, disponible en annexes.

40. Il s'agit d'une initiative organisée par le SAP (*Sindacato Autonomo di Polizia*) depuis 1999. Des policiers effectuent pendant une dizaine de jours un parcours en vélo et transportent la flamme du souvenir en mémoire des victimes de la mafia, mais aussi du terrorisme. Massimo Denarier, secrétaire du SAP en Vallée d'Aoste, nous a expliqué la génèse et le développement de l'initiative qui a désormais une dimension européenne. Voir Entretien avec Massimo Denarier à bord de la *Nave della legalità*, le 24 mai 2012. Cet entretien est entièrement disponible en annexes. Nous avons assisté à la cérémonie de départ du *Memorial Day* qui avait lieu à Lyon – dans le square où le capitaine Guy-Hubert Billon a été assassiné par Action directe en 1981 – ainsi qu'à l'étape au Sanctuaire de la police à Rome. La dernière étape était Palerme. Voir Grille d'observation du départ du *Memorial Day* à Lyon, le 14 mai 2012 & Grille d'observation de la cérémonie au Sanctuaire de la police à Rome, le 22 mai 2012. Ces deux grilles sont disponibles en annexes. Quelques photographies de la cérémonie sont disponibles en annexes.

41. *I cento passi* des Modena City Ramblers et *Pensa* de Fabrizio Moro.

débats et de tables rondes avec différentes personnalités[42]. À Palerme, les quatre parcours proposés se concentrent autour de lieux spécifiques qui, de commémoration en commémoration, tendent à devenir de véritables lieux de mémoire.

L'utilisation rituelle des lieux de mémoire

Tout d'abord, le quartier de la Magione où ont grandi Falcone et Borsellino devient dès 1993 un des lieux-clefs des commémorations des deux magistrats puisqu'il constitue un point de départ fréquent pour les chaînes humaines. En 2012, la place de la Magione abrite un premier Village de la légalité[43] où les écoliers présentent leurs réalisations dans le cadre du programme éducatif mais les pluies diluviennes qui ont noyé Palerme le 23 mai 2012 ont considérablement compliqué la tenue des stands tout au long de la journée. Sur la scène, les spectacles des collégiens se succèdent (danse, récitation de poésies écrites en sicilien) et une visite du quartier, dans les pas de Falcone[44], est également organisée par les écoliers palermitains.

Une partie des jeunes venus avec la *Nave della legalità* peut assister à la commémoration officielle qui a lieu dans l'*Aula bunker*, la salle du maxi-procès. Les sœurs du juge Falcone sont présentes ainsi que Pietro Grasso, le chef de l'État Giorgio Napolitano, accompagné de son épouse, le chef du gouvernement Mario Monti et de nombreux ministres[45]. La salle est un haut lieu pour l'histoire de l'antimafia puisqu'elle incarne la victoire de l'État italien, grâce à Falcone et à ses collègues du *pool*, contre la mafia. C'est ainsi devenu un lieu de mémoire, désormais fermé au public, mais qui accueille très souvent des classes dans le cadre des programmes éducatifs antimafia. La commémoration, pourtant officielle, n'a rien d'une cérémonie classique de dépôt de gerbes car elle conjugue les différentes dimensions de l'action antimafia menée par les associations. Si les discours des magistrats servent à retracer le parcours de Falcone, en insistant sur les obstacles et les trahisons, le discours du chef de l'État a pour vocation de replacer la lutte contre la mafia dans une tradition de lutte pour la démocratie. Cette commémoration est aussi la cérémonie de remise des prix (pour les classes du secondaire) et

42. En 2012, il y avait par exemple Vincenzo Conticello (patron de l'*Antica foccacceria San Francesco* qui a dénoncé les mafieux qui venaient lui demander le *pizzo*), Pietro Grasso (alors procureur national antimafia) et Francesco Profumo (alors ministre de l'instruction publique).

43. Un autre village de la légalité était installé à l'extérieur de l'*Aula bunker*.

44. La visite part de la maison de naissance puis passe par l'école et se termine enfin par les lieux où il jouait. L'accent est mis sur le fait qu'il connaissait Buscetta ou Spataro depuis l'enfance et le but de cette visite est donc de montrer qu'il a un parcours exceptionnel.

45. Voir Grille d'observation de la commémoration dans l'Aula bunker à Palerme, le 23 mai 2012. Ce document est disponible en annexes. De toutes les commémorations auxquelles nous avons assisté, c'est incontestablement celle où il y avait le plus de représentants du pouvoir exécutif. Quelques photos prises lors de la cérémonie sont disponibles en annexes.

des distinctions pour les travaux de recherche financés par la *Fondazione Falcone*. Les années précédentes, des débats ont aussi été organisés dans l'*Aula bunker*. On voit donc que la commémoration est également conçue comme un moment de réflexion.

Enfin, l'après-midi, deux manifestations sont organisées à travers la ville. Un premier cortège part de l'*Aula bunker* pour arriver au port, en passant par les lieux des assassinats de Carlo Alberto dalla Chiesa et Calogero Zucchetto[46]. Un second cortège part de via d'Amelio et passe par les lieux des assassinats de nombreuses figures de l'antimafia comme Cesare Terranova, Piersanti Mattarella, Boris Giuliano, Libero Grassi et Rocco Chinnici. Nous avons participé, le 23 mai 2012, à ce second cortège qui était bien clairsemé. Comme le montrent les photographies disponibles en annexes, *Libera* a prêté main forte à la *Fondazione* pour l'encadrement du cortège mais a distribué tellement de drapeaux au nom de l'association que la *Fondazione Falcone* n'apparaissait même plus. Le long du parcours, force est de constater qu'il n'y avait que très peu de draps aux fenêtres, y compris vers les lieux des assassinats. De plus, ce cortège – dont le but est de reparcourir l'histoire de l'antimafia à travers les victimes – manquait cruellement de cadre pédagogique. Nous avons donc été frappée par la dichotomie entre l'utilisation rituelle de ces lieux dans le cadre des programmes éducatifs ou des commémorations et le manque de sérieux et de solennité des militants[47] chargés d'encadrer la manifestation. Comme chaque année, les deux cortèges se rejoignent via Notarbartolo, au pied de l'arbre Falcone où est montée une estrade. Le contraste est d'autant plus saisissant que cet arbre fait l'objet d'un véritable culte.

L'arbre Falcone : une religiosité latente

Après le massacre de Capaci, plusieurs centaines de Palermitains se rassemblent spontanément devant le domicile de Falcone à Palerme, via Notarbartolo, au pied de l'immense ficus magnolia. Cette pratique, somme toute commune lorsque la victime est connue, va en réalité conférer un statut particulier au magnolia, bien vite renommé « l'arbre Falcone ». Pour Déborah Puccio-Den, « sous cet arbre, [les Palermitains] viennent dire leur adhésion à la cause antimafia, leur solidarité envers les familles de victimes, leur effroi, leur rage, leur détermination à poursuivre ce combat[48]. » Depuis la Révolution française, l'arbre a une dimension symbolique et évoque la liberté ou encore la renaissance. « L'arbre Falcone » incarne donc le désir de se libérer de la mafia et devient

46. Policier assassiné à Palerme le 14 novembre 1982.

47. Devant le bar où a été assassiné Boris Giuliano, le jeune homme au micro ne présente pas la victime, dit « Merci Boris, salut ! » (« Grazie Boris, ciao ») et passe sans s'arrêter.

48. PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia*, in *Terrain*, n°51, septembre 2008, p. 96.

vite le symbole de la lutte contre la mafia et d'une mobilisation civile qui s'inscrit dans la continuité de l'action du juge Falcone. Cependant, l'arbre ne se limite pas à être un symbole, il devient un véritable lieu de mémoire où les gens viennent se recueillir. Pierre Nora[49] a montré que le lieu de mémoire est également un « laboratoire de mémoire », à savoir un lieu où se forge la mémoire. Ainsi, l'engagement antimafia apparaît comme une pratique mémorielle puisque la mobilisation civile passe par la réappropriation des figures et de leur héritage moral. L'arbre incarne donc la double dimension de la pratique du souvenir à travers les commémorations et l'action puisqu'il s'agit de « l'un des pôles de la mobilisation, point de départ des chaînes humaines et terminus des manifestations antimafia[50] ». Enfin, il acquiert une troisième dimension, celle du sacré car « les citoyens ont appris à considérer ce ficus magnolia avec la même dévotion que l'on réserve au mont Pèlerin[51] ». La religiosité des Palermitains se ressent dans leur pratique de la mémoire, transformant ainsi l'arbre en un lieu de culte de la figure de Falcone. Le lieu de mémoire est donc l'objet d'une pratique rituelle de dévotion : les militants antimafia y déposent des dessins, des poèmes, des messages qui recouvrent l'arbre.





Photos n°7 et 8 : l'Arbre Falcone.

Déborah Puccio-Den a analysé cette pratique, qui rappelle les demandes de grâce faite à la sainte patronne de la ville, sainte Rosalie. Les pèlerins se rendent sur le mont Pèlerin et déposent leurs messages au fond de la grotte qui aurait abrité la sainte au XII[e] siècle. Ainsi, il est frappant de constater que, comme le formule Déborah Puccio-Den,

49. NORA Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997 (vol. 1-2-3).
50. PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit.*, p. 97.
51. LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.*, p. 67.

« les actes qui se déroulent autour de l'arbre Falcone s'inscrivent dans un répertoire dévotionnel catholique[52] », ce qui pousse à la comparaison entre Falcone et sainte Rosalie. Cela nous laisse penser que l'on peut parler d'un culte de la mémoire des victimes de la lutte contre la mafia, et en particulier de Falcone. Celles-ci font partie d'une liturgie civile instituée par les pratiques des Palermitains, qui sont encouragées par les associations antimafia[53]. De ce fait, l'arbre devient un « autel laïc[54] ». Par effet de mimétisme, l'olivier planté via d'Amelio en 1993 est également un lieu où sont déposés des messages, mais en moindre proportion. En avril 2010, l'arbre Falcone a été dépouillé et cet acte a été vécu comme une réelle profanation par beaucoup de Palermitains qui, en à peine quelques jours, avaient déjà recouvert l'arbre de nouveaux messages.

La mémoire de l'antimafia : une religion civile ?

Ainsi, certains rites dénotent une religiosité latente qui entraîne une sacralisation des figures et des lieux de mémoire mais peut-on pour autant parler de religion civile ?

> Les rites et les rituels donnent à nos sociétés ordre et hiérarchie par le biais d'actions qui créent du sens et qui suscitent des émotions collectives [...]. Leur potentiel créatif permet d'installer des temporalités et des mémoires[55].

Les commémorations des victimes de la mafia, en tant qu'ensemble de rites structurés, sont donc des moments d'effervescence collective qui apparaissent comme des étapes essentielles dans l'élaboration d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia. La privatisation de la mémoire inverse le processus de construction mémorielle, qui s'impose désormais par le bas, et donne une centralité sans précédents aux témoignages des proches de victimes pendant les commémorations :

> Les militants de l'antimafia ont élaboré un système de mythes, de symboles, de rites, qui confère un caractère sacré à la mémoire des victimes. Le souvenir des victimes et le témoignage des proches font l'objet d'une vénération laïque. Ce sont devenus des objets intangibles de dévotion et de dévouement[56].

La sacralisation des victimes et du témoignage des proches[57] est à la base de l'élaboration d'une tradition orale qui devient, au fil des commémorations, une véritable

52. PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit.*, p. 97.

53. Il est possible de poster un message sur l'arbre Falcone à partir du site de la fondation.

54. SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.*, p. 372.

55. SEGALEN Martine, *Rites et rituels contemporains*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 11.

56. « I militanti dell'antimafia hanno elaborato un sistema di miti, di simboli, di riti, che conferisce carattere sacro alla memoria delle vittime. Il ricordo delle vittime e la testimonianza dei familiari sono stati investiti da una venerazione laica. Sono diventati oggetti intangibili di devozione e di dedizione. » in RAVVEDUTO Marcello, « La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resistenza civile », *op. cit.,* p. 544.

57. Il s'agit d'un phénomène particulièrement important au sein de *Libera*, comme nous avons pu le constater lors du colloque *Mafie al nord* qui s'est tenu à Turin en novembre 2011. Tandis qu'Alessandra Dino (sociologue, Université de Palerme) insistait sur l'apport que la recherche peut fournir au mouvement antimafia notamment auprès des jeunes, elle a été prise à parti par de nombreux militants qui affirmaient la suprématie absolue du témoignage sur l'étude scientifique, faisant ainsi de l'émotion de principal facteur d'intégration au mouvement antimafia.

narration collective qui construit la mémoire publique. Face à la perte de légitimité des dirigeants politiques, la sacralisation des victimes de la mafia et, par conséquent, des valeurs qui ont guidé leur engagement fournit un nouveau modèle identitaire. Cette identité collective est véhiculée à travers un langage spécifique basé, dans le cas de *Libera*, sur la centralité de l'Évangile et la Constitution[58], ce qui donne corps à une sorte de religion civile. La présence du pape François à la Journée de la mémoire en 2014 renforce encore un peu plus la religiosité latente qui caractérise la pratique de la mémoire. Cette nouvelle religion séculière est fondée sur des rites visant à conserver et à renouveler l'engagement civil des militants, qui s'approprient les valeurs de justice et de légalité portées par les victimes de la mafia.

> Par « religion civile » il faut entendre la sacralisation d'une entité politique, qui ne s'identifie pas exclusivement à un mouvement politique ; accepte le système démocratique ; vit aux côtés des religions institutionnelles traditionnelles sans s'identifier à aucune d'elles ; et fait appel au consensus spontané pour l'observance des commandements de l'éthique publique[59].

L'incapacité de la classe politique à incarner les valeurs de justice et de légalité qui ont caractérisé l'engagement des victimes laisse un vide que les associations antimafia viennent combler en se substituant au politique. La définition de religion civile proposée par Emilio Gentile semble alors s'appliquer au cas de l'antimafia, qui fournit un nouveau système de valeurs basé sur la morale et l'éthique auquel les citoyens peuvent s'identifier. Toutefois, si la ritualité des célébrations de masse et le modèle identitaire alternatif véhiculé semblent constituer pour Marcello Ravveduto[60] les caractéristiques de cette religion civile, mais il ne nous semble pas possible d'employer ce concept. En effet, une religion civile devrait impliquer toute la nation, mobiliser les masses et force est de constater que ce n'est pas le cas pour les commémorations des victimes de la mafia. La présence de milliers de citoyens, bien que méritant d'être soulignée, ne peut pas être considérée comme une participation massive de la part de toute la nation. L'étude de Nando dalla Chiesa quant à la provenance des personnes présentes à la journée de la mémoire montre que celles-ci proviennent majoritairement du nord et, en particulier, des régions à forte tradition militante[61] (Toscane & Émilie-Romagne). Si la forte participation d'une partie de la population du Nord et du Centre contribue certainement à donner une dimension nationale à la mobilisation contre la mafia, la présence minoritaire des méridionaux

58. Voir DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.*, p. 80-85.

59. « Per "religione civile" è da intendersi la sacralizzazione di un'entità politica, che non s'identifica in modo esclusivo con un movimento politico ; accetta il sistema democratico ; convive con le religioni istituzionali tradizionali senza identificarsi con nessuna di esse ; fa appello al consenso spontaneo per l'osservanza dei comandamenti dell'etica pubblica. » : Conférence d'Emilio Gentile sur la religion politique à l'ENS de Lyon, 9 avril 2014. Voir aussi GENTILE Emilio, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 2009.

60. Historien et chercheur à l'Université de Salerne.

61. Voir DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera, op. cit.*, p. 132.

nous porte à nuancer l'image idyllique d'une cohésion nationale autour des valeurs de l'antimafia. Nous retrouvons donc des éléments significatifs montrant la tentative de véhiculer une culture alternative et de constituer une religion civile basée sur la mémoire, mais le processus est pour le moment en pleine consolidation.

***

Les commémorations sont donc un moment-clé où s'élabore la narration collective de l'antimafia. L'analyse de ces rites mémoriels montre – sauf dans le cas de Falcone – une nette séparation entre les commémorations institutionnelles et civiles, qui s'explique par le rapport concurrentiel entre l'État et les associations, fruit de la « privatisation de la mémoire » exposée par De Luna. Les commémorations civiles se caractérisent par la juxtaposition de plusieurs types d'initiatives mêlant mémoire et engagement. Elles se construisent souvent autour de lieux de mémoire, dont certains deviennent l'objet d'un véritable culte civil, posant ainsi le problème d'une religion civile basée sur la mémoire. Si les dimensions de certaines commémorations et le culte voué à certains sites semblent plaider dans ce sens, il manque néanmoins une véritable cohésion nationale pour pouvoir parler de religion civile. Il nous semble donc plus juste de parler d'un processus de construction d'une culture et d'un culte de la mémoire de l'antimafia encore *in fieri*.

Chapitre 8

La construction posthume des figures de martyrs

Après les assassinats, nous avons vu que les analyses de la presse posent les premiers jalons de la construction d'une mémoire immédiate qui véhicule l'image de personnages hors normes ayant accompli des actions exceptionnelles dans un environnement hostile. Les commémorations sont également des laboratoires mémoriels dont le but est de transmettre l'histoire de la figure célébrée. La commémoration passe donc nécessairement par la représentation sous toutes ses formes car, pour le dire avec Laurence Van Ypersele :

> Tout texte, toute image porte et produit de la mémoire non moins que tout geste rituel. Les productions culturelles s'inscrivent en cela à la croisée de plusieurs temps qui peuvent se conjuguer de différentes manières : ceux qui se cristallisent dans une œuvre à la croisée d'une mémoire personnelle et d'une mémoire collective ; ceux nés de l'accumulation des interprétations qui ont pu se succéder au gré de l'évolution des imaginaires et qui créent ce qu'on pourrait appeler une sédimentation sémantique. Cette mémoire enfouie peut être réanimée et réappropriée par chaque lecteur/spectateur. Toute œuvre constitue ainsi une trace mnésique qu'il convient d'interroger à l'aune des imaginaires qui ont pu s'y greffer[1].

1. DEPROOST Paul-Augustin, VAN YPERSELE Laurence & WATHEE-DELMOTTE Myriam, *Mémoire et identité. Parcours dans l'imaginaire occidental*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 2008, p. 9.

Nous nous intéressons donc tant aux biographies classiques[2] qu'aux recueils de témoignages des proches[3], aux enquêtes journalistiques[4], ainsi qu'au roman[5], à la poésie[6], à la bande dessinée[7], à la littérature de jeunesse[8] et aux productions cinématographiques[9] réalisées sur nos quatre figures. Cette diversité des sources, caractéristique de l'histoire du temps présent, nous permet d'obtenir un panorama exhaustif des images véhiculées et de mettre ainsi au jour les étapes de la « sédimentation sémantique ». Nous ferons émerger dans un premier temps les constantes de ces représentations afin de comprendre comment les figures sont héroïsées. Nous analyserons ensuite le cadre référentiel religieux qui divinise les héros pour en faire de véritables martyrs, qui sont ensuite insérés dans la tradition républicaine.

Le mythe du héros

La construction d'une légende

Typologie du héros

Dans la mythologie gréco-romaine, les héros sont des demi-dieux ou des hommes célèbres divinisés grâce à la qualité remarquable de leurs actions. Ce sont des archétypes de ténacité, de courage et de détermination qui, véhiculés par la tradition littéraire, deviennent des modèles peuplant l'imaginaire collectif. Nous retrouvons donc une certaine typologie du héros. À l'image d'Héraclès-Hercule qui étouffe les serpents envoyés par

2. DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., 1997 ; LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., 2002 [1993] ; LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., 2003 [1994] ; RIZZO Domenico, *Pio La Torre : una vita attraverso i documenti, op. cit*., 2003. Nous avons également utilisé les écrits des victimes : BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà*, *op. cit*., 2011 & FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit*., 1991.

3. AYALA Giuseppe, *Chi ha paura muore ogni giorno. I miei anni con Falcone e Borsellino*, Milan, Mondadori, 2008 ; BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., 2012 ; BURGIO *Giovanni, Pio La Torre, op. cit*., 2007 ; CAPONNETTO Antonino, *I miei anni a Palermo. Storie di mafia e di giustizia raccontate a Saverio Lodato, op. cit*., 2000 [1992] ; DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., 1984 ; FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone un eroe solo, op. cit*., 2012.

4. BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit*., 2012 ; CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia, op. cit*., 2008 ; MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia*, *op. cit*., 1996 ; GALLUZZO Lucio, NICASTRO Franco & VASILE Vicenzo, *Obiettivo Falcone*, *op. cit.,* 1989 ; VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino. Falcone e Borsellino, gli uomini e gli eroi*, *op. cit*., 2012.

5. BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*., 2008.

6. LA MATTINA Lina, *Parabula significa, op. cit*., 2007.

7. BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit*., 2011 ; BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.,* 2012 ; BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* 2012 ; GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011 ; STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., 2008.

8. GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., 2012 [2004] ; VIOLA Alessandra & VITELLARO Rosalba, *Giovanni e Paolo e il mistero dei pupi*, Rome, Rai Eri, 2010.

9. Films : *Giovanni Falcone*, Giovanni Ferrara, 1993. Fictions télé : *Gli angeli di Borsellino*, Rocco Cesareo, 2003 ; *Paolo Borsellino*, Gianluca Maria Tavarelli, 2004 ; *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra*, Antonio et Andrea Frazzi, 2006 ; *Il Generale dalla Chiesa*, Giorgio Capitani, 2007 ; *I 57 giorni*, Alberto Negrin, 2012. Documentaires : *Ennemis de la mafia. La solitude du juge Falcone*, Claude Goretta & Marcelle Padovani, 1988*; Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa,* DVD publié par le *Fatto quotidiano* à l'occasion du vingitème anniversaire du massacre de via d'Amelio, 2012.

Héra dans son berceau[10], les premières qualités du héros ou ses liens de parenté avec les divinités apparaissent dès la toute petite enfance. Il fait ensuite preuve de courage et de détermination pour affronter les péripéties et réalise différents exploits qui sont inaccessibles pour le commun des mortels. Le héros est généralement seul ou esseulé, ce qui renforce le caractère exceptionnel de ses exploits dans l'imaginaire collectif. Enfin, il doit généralement faire face à un destin tragique qui est inéluctable et auquel il n'essaie pas de se soustraire. Dans l'Antiquité, les légendes circulaient notamment grâce à la tradition orale, source première de la mise en récit.

> Comme les anciens héros ne pouvaient pas se passer de la gloire et des récits qui enregistraient leurs exploits, leurs avatars contemporains ne seraient pas ce qu'ils sont sans la presse, la radio et surtout la télévision[11].

En effet, comme le constate Tzvetan Todorov, à l'époque contemporaine, les médias et les productions mémorielles sont les principaux vecteurs d'héroïsation. Les représentations nous permettent d'observer le processus de construction mémorielle et de mettre au jour ses évolutions. Laurence Van Ypersele souligne combien les caractéristiques du héros déterminent et conditionnent les récits sa vie :

> Le caractère extraordinaire du héros ne s'acquiert pas, mais se révèle. On ne devient pas héros : on naît héros. […] Puis, brusquement, des circonstances particulières permettent au héros de révéler sa nature profonde. Il sort de l'ombre. En conséquence, le récit héroïque est toujours anachronique : une fois que le héros est reconnu, son passé est réinterprété. On y découvre toutes les qualités qui ont fait, qui devaient faire de lui un héros. Par ses actes, ses exploits, ses engagements concrets, le héros s'est révélé aux yeux du monde. […] Le héros apparaît comme unique par sa noblesse, par une sorte de dignité naturelle, une puissance intérieure qui se dégage de toute sa personne. […] Cette force créatrice est aussi énergie créatrice. La grandeur du héros rejaillit sur ceux qui l'accompagnent ou lui vouent un culte. Vivant, sa force est communicative. Mort, il devient un exemple à suivre et un signe de ralliement[12].

Notre analyse mettra donc en évidence les procédés qui entraînent une héroïsation des victimes de la lutte contre la mafia afin de comprendre comment elles deviennent des modèles d'engagement et des figures tutélaires des libertés démocratiques dans l'imaginaire collectif. Les représentations orales et littéraires des faits et des personnages amplifient la dimension exemplaire au point d'en faire un véritable mythe qui sert de ciment identitaire à la collectivité :

> Le mythe traite d'ailleurs souvent […] de l'origine d'un groupe, d'un peuple ou d'une cité : il traduit la quête d'une identité sociale à laquelle il offre une légitimité et dans laquelle la mémoire joue un rôle essentiel. La fonction du mythe est alors littéralement « politique »[13].

10. GRIMAL Pierre, *Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine*, Paris, PUF, 2005 [1951], p. 189.
11. TODOROV Tzvetan, *Face à l'extrême*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 59.
12. VAN YPERSELE Laurence (dir.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités*, Paris, PUF, 2006, p. 151.
13. FLAMARION Édith, *50 fiches de mythologie gréco-romaine*, Paris, Bréal, 2006, p. 8.

C'est justement cette fonction politique du mythe que nous allons tenter de mettre au jour, en l'appliquant aux figures de la lutte contre la mafia. La narration collective véhiculée par les associations lors des commémorations s'étoffe au fil des publications mémorielles, créant un patrimoine culturel de référence qui n'est autre qu'un panthéon de l'antimafia destiné à servir de modèle identitaire pour toute la société car, pour reprendre l'analyse de Simon Sarlin et Anne-Claire Ignace :

> L'héroïsation […] a un rôle d'une importance fondamentale dans le processus de construction nationale : les mythes héroïques contribuent à fonder la communauté en lui offrant des représentants exemplaires, passés ou présents, d'une identité problématique, ou en indiquant les figures d'exception, prophètes ou sauveurs, comme les seuls capables de prendre en charge le destin collectif[14].

Une naissance et une enfance idéalisée voire mythifiée

Giovanni Falcone naît dans le quartier de la Kalsa, dans le centre historique de Palerme, le 18 mai 1939. Sa sœur Maria raconte qu'au moment de sa naissance, une colombe est entrée dans la chambre et n'a plus voulu repartir :

> Je sais que je cours le risque de céder à certaines suggestions, de m'exposer à des remarques ironiques et faciles, mais je le raconte quand même parce que c'est vrai, sans pour autant confirmer aucune hypothèse de prémonition ou de signe du destin. Tout de suite après la naissance de Giovanni une colombe blanche entra dans la maison. Elle arriva par la fenêtre d'une petite pièce et ne voulut plus jamais sortir. Elle n'était pas blessée. Elle est restée dans cette chambre et nous l'avons nourrie : elle n'a jamais fui, même si la fenêtre restait ouverte[15].

Tel un signe céleste annonçant l'arrivée d'un prodige, la colombe contribue à créer une légende autour de la naissance du magistrat. Malgré les précautions langagières pour inviter le lecteur à ne pas surinterpréter l'événement, l'insistance finale sur la permanence de cette colombe chez les Falcone laisse entendre qu'il s'agit d'un fait exceptionnel. Cette anecdote contient tous les éléments qui posent les bases d'un destin extraordinaire et est par conséquent largement reprise dans une partie de la littérature de jeunesse[16]. Dans le roman *Per questo mi chiamo Giovanni* écrit en 2004, le récit de la naissance vise à démontrer le caractère exceptionnel de Falcone. Le père dit à son fils que

14. « L'eroicizzazione […] riveste un ruolo di fondamentale rilevanza nel processo di costruzione nazionale : i miti eroici contribuiscono a fondare la comunità offrendo loro i rappresentanti esemplari, passati o presenti, di un'identità problematica, o indicando le figure d'eccezione, profeti o redentori, i soli capaci di farsi carico del destino collettivo. » : IGNACE Anne-Claire & SARLIN Simon, « Eroi e antieroi », in CECCHINATO Eva & ISNENGHI Mario, *Fare l'Italia : Unità e disunità nel Risorgimento*, Turin, UTET, 2008, p. 541.

15. « So che corro il pericolo di cedere a certe suggestioni, di espormi a facili ironie, ma lo racconto ugualmente perché è vero, senza, per questo, avallare alcuna ipotesi di premonizione o segnale del destino. Subito dopo la nascita di Giovanni entrò in casa una colomba bianca. Arrivò dalla finestra di uno stanzino e non volle mai più uscire. Non era ferita. È rimasta in quella camera e noi l'abbiamo nutrita : non è mai fuggita, anche se la finestra rimaneva aperta. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 26.

16. GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 28 et STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 16.

le nouveau né « ne pleurait pas et [qu']il avait les poings serrés[17] » et, ajouté à l'épisode de la colombe, la conclusion du jeune garçon (« Giovanni est venu au monde avec les poings fermés comme un boxeur et le symbole de la paix est entré par sa fenêtre[18] ») fait du nouveau-né quelqu'un qui porterait dans ses gènes une disposition à combattre la mafia, ce qui contribue à forger l'image d'un être héroïque promis à un destin extraordinaire. À cela s'ajoute une tradition patriotique familiale. Les parents de Falcone, issus de la petite bourgeoisie très pratiquante, ont élevé leurs trois enfants (Anna, Maria et Giovanni) « dans le respect de la patrie[19] » et dans le culte de la mémoire de deux oncles morts pendant la Grande Guerre et considérés dans la famille comme des héros[20]. La mort de ces deux oncles au combat est utilisée pour démontrer que l'enfance de Giovanni Falcone a été bercée par le patriotisme et l'héroïsme, qui seraient à l'origine de son sens de l'État. Il y aurait donc une sorte de déterminisme familial qui l'aurait conduit à donner, lui aussi, sa vie pour son pays. Cette interprétation téléologique sert à héroïser le personnage de Falcone, en particulier auprès des plus jeunes, et à inscrire la lutte contre la mafia dans la tradition patriotique.

Quant à Paolo Borsellino, les récits de son enfance – fondés sur les témoignages de son frère Salvatore et sa sœur Rita – se structurent autour de trois anecdotes qui auraient forgé la personnalité du juge. Tout d'abord, en tant que fils de pharmaciens, Borsellino fait partie de la petite bourgeoisie locale et ses parents disposent d'une nourrice pour emmener leurs quatre enfants à l'école. En toute occasion, Salvatore Borsellino ne manque pas de souligner combien cela déplaît à son frère, qui met un point d'honneur à être comme tout le monde : il demande donc à sa mère d'aller à l'école seul, comme les autres enfants. En revanche, le récit de leur mère semble plus vraisemblable[21] : c'est elle qui décide de l'envoyer seul à l'école pour qu'il ne se sente pas différent des autres. On peut supposer que le récit de son frère prime[22] car Paolo Borsellino en sort grandi, animé d'un profond désir d'égalité. Puis, lors d'une escapade dans le village d'origine de sa mère, on lui raconte qu'au début des années 1930, son grand-père maternel refuse de saluer le chef mafieux local en traversant la place du village, et ce dernier le gifle devant tout le monde.

17. « Non piangeva e teneva i pugni stretti . I neonati di solito piangono sempre, tu per esempio non la smettevi più : una femminuccia… » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 17.

18. « Giovanni è venuto al mondo coi pugni chiusi e gli è entrato dalla finestra il simbolo della pace. » in *Ibid*., p. 18.

19. « Nel rispetto della patria » in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.,* p. 41.

20. Giuseppe – oncle paternel – a été blessé avec le père de Falcone pendant la première guerre mondiale mais n'a pas survécu. Salvatore – oncle maternel – avait quant à lui falsifié son acte de naissance pour pouvoir s'engager dans l'aviation. Il est mortellement blessé par une grenade sur le Carso. Voir *Ibid*., p. 36.

21. Le témoignage de sa mère est contenu dans LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 26.

22. Le témoignage de Salvatore est disponible se trouve dans le DVD intitulé *Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa*, publié par le *Fatto Quotidiano* à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Paolo Borsellino, en juillet 2012.

Selon Umberto Lucentini, « Paolo Borsellino se demande jusqu'à quel point cette gifle a marqué sa vie et l'a poussé à devenir juge[23] ». Nous n'avons trouvé aucune déclaration du magistrat faisant référence à cet épisode précis et on peut donc supposer qu'il s'agit là d'une interprétation téléologique. Enfin, Borsellino est marqué lui aussi par un oncle maternel qui a participé aux guerres coloniales en Afrique sous le fascisme : « Ces récits héroïques ont éveillé mon intérêt pour Benito Mussolini, l'époque fasciste, l'ordre, la rigueur, le sens de la Patrie qui ont marqué ma vie[24] », dit-il *a posteriori*. À l'instar de Giovanni Falcone, l'héroïsme de son oncle nourrit un patriotisme qu'il garde chevillé au corps pendant toute sa vie. L'utilisation de ces anecdotes visent à poser les bases d'un destin extraordinaire et construisent ainsi la légende des personnages. Si la naissance de Falcone semble advenir sous les auspices divins, Borsellino est dépeint comme un jeune garçon avide de justice qui, par son histoire familiale, serait une sorte d'ennemi héréditaire de la mafia. De plus, l'émergence du patriotisme comme valeur issue du patrimoine familial unit les deux figures et leur donne un même cadre culturel, basé sur l'héroïsme.

Le peu d'informations dont nous disposons sur l'enfance de Carlo Alberto dalla Chiesa mettent en évidence les mêmes caractéristiques. Le patriotisme est une valeur centrale et une caractéristique identitaire de la lignée de carabiniers dont est issu le général[25]. Nando dalla Chiesa consacre un livre (*Album di famiglia*) à la construction de l'identité familiale en analysant quatre générations (de ses grands-parents à ses enfants). Il souligne la continuité des valeurs et la transmission, génération après génération, d'un patrimoine familial fondé sur le patriotisme et la défense de la démocratie, dont l'engagement de son père apparaît comme la plus haute expression. Toutefois, on est loin de l'emphase présente dans les récits sur Falcone et Borsellino. L'expérience de résistant de dalla Chiesa, brièvement évoquée, sert uniquement à rappeler que son engagement s'insère dans une démarche de défense de la démocratie républicaine. Enfin, les récits de l'enfance de Pio La Torre servent surtout à faire émerger des traits de son caractère comme la détermination à sortir des conditions de vie misérables, qui reflètent celles des paysans dans l'Italie méridionale. L'héroïsme du personnage se manifeste par son

23. « Paolo Borsellino si chiede fino a che punto quello schiaffo ha segnato la sua vita e lo abbia spinto a diventare giudice. » in *Ibid*., p. 33.

24. « Sono quei racconti eroici che destano il mio interesse per Benito Mussolini, l'epoca fascista, l'ordine, il rigore, il senso della Patria che hanno segnato la mia vita. » in *Ibid*., p. 28. Salvatore Borsellino parle de son oncle comme : « Une de ces personnes que tu restes à écouter pendant des heures, qui t'emporte avec ses récits épiques ; il apparaissait, à nos yeux, comme un héros en chair et en os. Il nous racontait des dizaines d'épisodes, parfois en les romançant de manière évidente, mais en ancrant le tout dans le principe de l'authenticité absolue. » (« Era persona di quelle che rimani ad ascoltare per ore, che ti rapisce con i suoi racconti epici ; egli appariva, ai nostri occhi, come un eroe in carne e ossa. Ci raccontava decine di episodi, a volte romanzandoli con evidenza, ma ancorando il tutto a un principio di assoluta autenticità. ») in BORSELLINO Salvatore & CALASANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita, op. cit*., p. 21.

25. DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia*, *op. cit*., p. 51.

acharnement à étudier jour et nuit, poussé par sa mère qui était analphabète. Dès son plus jeune âge, les conditions de vie de sa famille et du monde paysan dans son ensemble constituent la matrice de son engagement politique et le font aller « instinctivement[26] » vers le PCI. Ainsi, les récits sur l'enfance ou la jeunesse de dalla Chiesa et La Torre font émerger, sans aura légendaire, les mêmes valeurs. Par contre, les auteurs du roman consacré à Pio La Torre imaginent la rencontre entre dalla Chiesa et La Torre en inventant une scène qui souligne l'héroïsme des deux hommes. Lors d'un meeting à Corleone celui-ci traverse la place du village pour serrer la main au capitaine dalla Chiesa :

> Sur la place, la voix de Pio déchire le silence : « Capitaine, capitaine ! Attendez un instant ! »
>
> Le capitaine s'arrête et se tourne vers Pio.
>
> « Je voulais vous remercier d'avoir fait arrêter les assassins de Placido Rizzotto. »
>
> Le capitaine est surpris. Il reste silencieux un moment puis répond : « Je n'ai fait que mon devoir ».
>
> « Non, vous avez fait bien plus que votre devoir, capitaine. À propos, capitaine… ? »
>
> « Carlo Alberto dalla Chiesa, enchanté » dit-il en tendant la main vers Pio qui tend également la sienne.
>
> « Pio. Pio La Torre, tout le plaisir est pour moi. »
>
> Ils se fixèrent longuement, puis dalla Chiesa s'en alla et Pio retourna sur l'estrade. Les gens le fixaient, étonnés. Le signal était vraiment fort. Ce n'était jamais arrivé que quelqu'un, sur la place principale du village, serre la main d'un représentant des forces de l'ordre et le félicite d'avoir fait respecter la loi[27].

Nous avons demandé à Franco La Torre si cette rencontre avait bel et bien existé mais il n'a pu nous le confirmer. Selon lui, les deux auteurs auraient repris la scène du film Placido Rizzotto[28]. Cet extrait de la biographie de La Torre fait ressortir les points communs de la personnalité des deux hommes (la ferveur de l'engagement, le respect de la légalité et le courage) et donne d'emblée une dimension héroïque aux personnages puisqu'une telle poignée de main était inimaginable à l'époque.

Toutefois, on est loin de l'emphase déployée pour Falcone et Borsellino. On note que la mythification légendaire vient des anecdotes familiales et, bien que les proches démentent, il est fort possible que leur désir de décrire leurs êtres chers comme

26. « D'istinto » in BURGIO Giovanni, *Pio La Torre, op. cit.,* p. 24. Extrait d'un texte autobiografique écrit par Pio La Torre en 1954 et cédé à l'Institut Gramsci de Palerme par sa veuve.

27. « In piazza la voce di Pio squarcia il silenzio : « Capitano, capitano ! Aspettate un momento ! »
Il capitano si ferma e si gira verso Pio.
« Volevo ringraziarla per aver fatto arrestare gli assassini di Placido Rizzotto ».
Il capitano è sorpreso. Rimane per un attimo in silenzio poi risponde : « Ho solo fatto il mio dovere ».
« No, lei ha fatto molto di più che il suo dovere, capitano. A proposito, capitano… ? »
« Carlo Alberto dalla Chiesa, piacere » e tende la mano verso Pio che allunga la sua.
« Pio, Pio La Torre, il piacere è tutto mio ».
Si fissarono a lungo, poi dalla Chiesa se ne andò e Pio tornò sul palco. La gente lo fissava stupita. Il segnale era stato davvero forte. Non era mai accaduto che qualcuno, nella piazza principale del paese, stringesse la mano a un rappresentante delle forze dell'ordine e si congratulasse con lui per aver fatto rispettare la legge. » in BASCIETTO Giuseppe et CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana. La vita del politico e dell'uomo che sfidò la mafia*, Rome, Alberti, 2008, p. 137-138.

28. Voir *Placido Rizzotto*, réalisé par Pasquale Scimeca, 2000.

exceptionnels aient conduit à la reconstruction, *a posteriori*, d'un certain déterminisme à l'héroïsme. On peut également penser que les figures des magistrats, par le caractère spectaculaire de leurs assassinats, font l'objet d'une mythification spécifique qui naît du récit de leurs exploits.

La mythification des exploits : l'exemple du *pool*

Un travail d'équipe

Dans les différents ouvrages publiés à l'occasion des commémorations de Falcone et Borsellino en 2012, on note une volonté d'historialiser l'expérience du *pool*, qui acquiert la valeur d'événement historique[29] car, d'une part, elle devient une étape essentielle dans l'histoire de la lutte contre la mafia, et de l'autre, elle génère une mémoire qui nourrit les différentes représentations que nous avons étudiées. Le *pool* antimafia est considéré comme une expérience fondatrice car, pour la première fois, des magistrats travaillent ensemble et centralisent les investigations sur la mafia. L'accent est donc mis sur l'exemplarité du travail des magistrats et notamment sur la nouveauté du travail d'équipe – modèle emprunté par Antonino Caponnetto[30] à la lutte contre le terrorisme. Dans les publications récentes, on note un vif intérêt pour les personnalités des juges Falcone et Borsellino. On souligne leur grande humanité, tant vis-à-vis de leurs collaborateurs que des repentis. Toutefois, toutes ces qualités servent à compléter leurs portraits professionnels. Les anecdotes sur l'ambiance agréable qui régnait dans le *bunkerino* sont légion et les différents témoignages insistent sur les bonnes relations entre les différents membres du *pool* :

> Il n'y avait pas de jalousies, je ne me rappelle pas du moindre désaccord, d'une dispute, ou d'une tension[31]. (Leonardo Guarnotta)
>
> Aujourd'hui, il semble presque impossible de penser que l'on travaillait sans aucune envie ou incompréhension, dans le partage et, quand c'était possible, dans la joie[32]. (Anna Radica, secrétaire)

Les aspérités ainsi gommées laissent place à une sorte d'harmonie originelle. Le témoignage d'Anna Radica souligne la différence d'époque et contribue à créer l'idée d'un âge d'or, où les individualités s'effaçaient devant l'importance de la tâche

29. Selon les critères énoncés dans FARGE Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire. Approches des situations et des acteurs sociaux », in *Terrain*, 2002/n°38, p. 67-78.

30. Dans la plupart des représentations, on attribue l'intuition première de former une équipe de magistrats à Rocco Chinnici, assassiné en 1983. Cependant, Antonino Caponnetto revendique clairement la paternité du *pool* dans CAPONNETTO Antonino, *I miei giorni a Palermo. Storie di mafia e di giustizia raccontate a Saverio Lodato*, Milan, Garzanti, 1992, p. 39-40.

31. VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino. Falcone e Borsellino gli uomini e gli eroi*, Rome, Aliberti, 2012, p. 23.

32. *Ibid*., p. 57

à accomplir. De plus, cette idéalisation est renforcée par l'héroïsation des magistrats, notamment à travers leur capacité de travail, leur endurance et leur ténacité. Les bandes dessinées et les fictions[33] insistent sur l'intuition révolutionnaire de Falcone quand il décide de mener des enquêtes bancaires. Il apparaît donc comme le moteur du *pool* et constitue même l'équipe en suggérant les noms de ses collaborateurs à Caponnetto[34].

Pour insister sur la nouveauté du travail en équipe, le *pool* est illustré le plus souvent par la métaphore footballistique. Saverio Lodato décrit Caponnetto comme « l'entraîneur[35] » mais – en dépit des représentations idéalisées – une hiérarchie se dessine nettement à l'intérieur de l'équipe, comme l'explique Leonardo Guarnotta :

> Nous étions une équipe dans laquelle il y avait un champion : Giovanni c'était Maradona. C'est ce qui a fait le succès du *pool* antimafia, une vraie équipe avec les porteurs d'eau, c'était nous, et un champion, c'était Falcone[36].

Il est important de souligner que cette métaphore vient en réalité d'une menace, typique du style mafieux, prononcée par Michele Greco à l'encontre du magistrat lors d'un interrogatoire : « Monsieur le juge, vous êtes vraiment fort. Vous êtes le Maradona des magistrats, pour vous enlever le ballon, il faut vous faire un croche-pied[37] ». Cette assimilation cocasse est amplement reprise, en particulier dans la littérature de jeunesse[38], car elle met en évidence le *leadership* de Falcone. De plus, la métaphore footballistique a une portée didactique puisqu'elle permet d'expliquer le rôle des différents équipiers de Falcone. Luigi Garlando file la métaphore sur tout un chapitre pour présenter les protagonistes. Ninni Cassarà est décrit comme un « avant-centre[39] » qui permet à Falcone de marquer contre la mafia[40] et le binôme Cassarà-Falcone est au cœur de la représentation de l'action du *pool*, comme cela avait été fait dans le film[41] et la fiction[42] sur Falcone. Les autres collaborateurs sont littéralement évincés, y compris Borsellino.

33. La fiction *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* consacre même presque tout le premier épisode à l'explication de la nouvelle méthode d'enquête.

34. Voir GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, *op. cit.,* p. 166-168 ; BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit*., p. 27 ; *Giovanni Falcone*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1984 ; *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* d'Andrea et Antonio Frazzi, 2006.

35. « L'allenatore della squadra » in *Ibid*., p. 37.

36. VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino. Falcone e Borsellino gli uomini e gli eroi, op. cit.*, p. 23.

37. « Signor giudice, lei è davvero bravo. Lei è il Maradona dei magistrati, per toglierle la palla bisogna farle lo sgambetto. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 75.

38. L'image est reprise comme titre de chapitre, voir GERLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 68.

39. « Centravanti » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 71.

40. L'intuition de Cassarà de recueillir les confessions des perdants de la seconde guerre de mafia est « le premier but de la victoire » (« il primo gol della vittoria » in *Ibidem*) et la collaboration de Buscetta est décrite comme « un but de Giovanni que jamais personne ne pourra oublier » (« un gol di Giovanni che nessuno potrà mai dimenticare » in *Ibid*., p. 73).

41. *Giovanni Falcone*, film réalisé par Giuseppe Ferrara, 1984.

42. *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra*, fiction en deux épisodes réalisée par Andrea & Antonio Frazzi, 2006.

La représentation du binôme Falcone-Borsellino

Liquidée en une phrase dans le roman de Luigi Garlando[43], la figure de Borsellino pâtit surtout des représentations cinématographiques. La mémoire immédiate, bâtie et véhiculée par la presse, a tellement contribué à personnifier la lutte contre la mafia autour de la seule figure de Falcone qu'il semble impossible de représenter binôme Falcone-Borsellino tel qu'il a réellement existé. Toute l'attention se concentre donc sur Falcone, figure de proue de la bataille, et Borsellino reste dans l'ombre. Évincé par la figure de Cassarà, il est même totalement ridiculisé dans la fiction en deux épisodes dédiée à Giovanni Falcone[44]. Tandis que Falcone travaille jour et nuit, Borsellino – tel le Michelazzo du proverbe vénitien – ne pense qu'à manger, boire et dormir. Il y a plusieurs scènes totalement irréelles qui discréditent Borsellino et font de Falcone un homme infatigable. Par exemple, Falcone appelle Borsellino de New York en pleine nuit pour lui demander de faire des recherches sur un mafieux et, face au manque de réactivité de son collègue, Falcone s'énerve et lui dit « Putain Paolo ! Mais tu es toujours en train de dormir ! » et Borsellino lui raccroche au nez. Dès son retour, il demande à Borsellino le résultat de ses recherches et ce dernier lui répond : « Là, maintenant ? Allez ça attendra demain, Agnese a préparé du poisson[45] ! ». De plus, Borsellino passe régulièrement pour un imbécile qui ne comprend pas la portée stratégique des actions de Falcone[46] et qui ne perçoit pas le danger que représente le personnage négatif de Rosario Lo Monaco[47]. Les doutes que Falcone nourrit envers ce magistrat se confirment lorsqu'il le voit serrer la main d'un des cousins Salvo dans un congrès. Il fait part de ses soupçons à Borsellino qui lui répond « Ce sont juste des amis de famille[48] » alors que, quelques scènes plus tard, Cassarà reproche violemment à Lo Monaco son immobilisme[49]. Par la suite, Falcone acquiert la certitude que Lo Monaco transmet des informations aux Salvo. Pour cette raison, il refuse de fêter le nouvel an chez Borsellino car Lo Monaco est invité[50]. La figure de Borsellino est donc complètement décrédibilisée pour grandir celle de Falcone. Après l'assassinat de Cassarà, Borsellino est en proie au doute :

43. « Paolo, son ami magistrat avec qui il collabore plus étroitement » (« Paolo, l'amico magistrato con cui collabora più strettamente ») in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 83.

44. *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* d'Andrea et Antonio Frazzi, 2006.

45. « Minchia Paolo ! Sempre a dormire stai ! » ; « Subito ? Dai lasciamo per domani, ché Agnese ha cucinato il pesce ! » in *Ibid.,* épisode 1.

46. Lorsque Falcone explique qu'il veut aller à New York pour enquêter sur les mouvements financiers, Borsellino lui dit : « Tu veux partir en vacances aux frais du Parquet ? » (« Vuoi farti le ferie alle spese della procura ? ») in *Ibidem*.

47. Il s'agit d'un personnage inventé pour représenter l'adversité rencontrée par les protagonistes au sein de la magistrature. Nous analyserons plus en détail ce point d'ici peu.

48. « Sono solo amici di famiglia. » in *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* d'Andrea et Antonio Frazzi, 2006, épisode 1.

49. « Je suis fatigué de travailler avec des gens comme toi, qui veulent combattre la mafia en prenant des gants. Moi, je préfère me salir les mains dans la merde ! » (« Sono stanco di lavorare con gente come te che vuole combattere la mafia con i guanti bianchi. Io preferisco sporcarmi le mani nella merda ! ») in *Ibidem*.

50. Voir *Ibid*., épisode 2.

> Borsellino : Est-ce que tout ça en vaut la peine ? Les dangers, les sacrifices, les renoncements… Rocco, Lillo et maintenant Ninni. Ça vaut la peine, Giovà, de risquer sa vie tous les jours pour un État qui n'est pas capable de défendre ses hommes les plus exposés ?
>
> Falcone : Que je sache, il n'y a que cet État-là.

Cette réponse lapidaire donne l'image d'un homme inflexible dont l'engagement ne fléchit jamais. Cette représentation correspond au caractère du juge Falcone[51] mais, par ricochet, elle affaiblit le personnage de Borsellino qui ne semble pas avoir le même sens de l'État que son collègue. Les personnages sont donc stéréotypés et les règles de la fiction prennent le pas sur la vraisemblance. Cette représentation déséquilibrée véhicule donc une image très négative de Borsellino, qui s'oppose à tous les témoignages que nous avons trouvés ainsi qu'à la représentation faite dans la fiction qui lui avait été dédiée deux ans auparavant[52]. Les deux figures sont donc clairement en concurrence mémorielle et, pour s'extirper de ce carcan et redonner toute son épaisseur à la figure de Borsellino, les représentations récentes[53] se concentrent sur ses 57 derniers jours.

Une force de travail exceptionnelle

Les rythmes de travail harassants sont une des caractéristiques principales de beaucoup de victimes de la mafia, souvent mise en avant par leurs proches[54]. Comme le rappelle son fils, Borsellino avait l'habitude de dire qu'il se levait à cinq heures du matin pour « baiser le monde avec deux heures d'avance[55] ». De même, Attilio Bolzoni décrit les journées de travail de Falcone en insistant sur le fait qu'il se lève tôt :

> Il se réveille tous les jours à cinq heures, travaille une heure avec l'esprit frais, chez lui. Avant sept heures il court à la piscine municipale, nage, et quand il n'est pas encore huit heures, il est déjà au bureau[56].

Dans les années 1980, Falcone est contraint de renoncer à aller nager par mesure de sécurité et fait de la gymnastique chez lui avant de se rendre au Palais de Justice. La pratique d'une activité sportive est loin d'être anecdotique : elle renforce l'image d'un

51. En 1988, Marcelle Padovani réalise un documentaire sur le juge Falcone. À la question « Mais l'État mérite-t-il un tel engagement ? Mérite-t-il un tel sacrifice ? Pour quelle idée de l'État combattez-vous ? », Falcone répond « Je ne crois pas qu'il existe plusieurs idées de l'État. » (« Ma lo Stato merita un tale impegno ? Merita un tale sacrificio ? Per quale idea dello Stato sta lottando ? » ; « Ma non credo che ce ne siano diverse idee dello Stato. ») in *I nemici della mafia. La solitudine del giudice Falcone*, réalisé par Claude Goretta et Marcelle Padovani, 1988.
Lien URL : https://www.youtube.com/watch?v=YKIGnVBsWLM

52. Voir *Paolo Borsellino*, fiction en deux épisodes réalisée par Gianluca Maria Tavarelli, 2004. Dans cette fiction, le binôme est plus équilibré. Falcone est un personnage plus réflexif alors que Borsellino est représenté en homme d'action mais la représentation du travail accompli est paritaire.

53. BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.* & *I 57 giorni*, fiction réalisée par d'Alberto Negrin, 2012.

54. Voir MOGE Charlotte, « La memoria costruisce l'impegno. Tra pubblico e privato, analisi delle testimonianze dei figli delle vittime delle mafie » in MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime*, *op. cit.,* p. 94.

55. « Per fottere il mondo con due ore di anticipo » in ANELLO Laura, *L'altra storia. Nel racconto dei famigliari Falcone, Borsellino e le vite spezzate a Capaci e in via d'Amelio*, Milan, Sperling & Kupfer, 2012, p. 89.

56. « Si sveglia ogni mattina alle cinque, lavora un'ora a mente fresca, a casa. Prima delle sette corre alla piscina comunale, una nuotata e, quando non sono ancora le otto, è già in ufficio. » in BOLZONI Attilio, *Uomini soli*, *op. cit*., p. 113.

champion qui s'entraîne pour avoir une endurance lui permettant d'affronter ses longues journées de travail, qui ne se terminaient jamais avant 21h. C'était l'heure fatidique à laquelle les collègues de Falcone entraient dans son bureau pour lui annoncer la fin de la journée et il répondait toujours la même phrase : « Neuf heures ? Laissons l'État tranquille[57]. » Dans sa dernière interview donnée au TG5, Borsellino souligne la force de travail surnaturelle de Falcone :

> Cette nuit-là, nous fîmes le travail qui était programmé pour les 15 jours à venir. Je me rappelle même qu'un des collègues du *pool* craqua, dans la nuit il n'arriva plus à continuer de travailler. Je me rappelle qu'à une certaine heure, j'étais sur le point de craquer moi aussi, parce qu'objectivement on n'arrivait plus à gérer cette paperasse à toute vitesse, en toute hâte, et je me rappelle de la sérénité avec laquelle Giovanni non seulement écrivait sa partie de ce mandat d'arrêt qu'un des accusés a même défini comme étant un « livre », parce qu'il avait la consistance d'un livre. Je me rappelle aussi qu'en même temps, il trouvait la possibilité de dicter à un fonctionnaire de police les demandes d'extradition de quelques uns des accusés qui, à ce moment-là, se trouvaient à l'étranger[58].

Cette anecdote renforce le caractère exceptionnel de Giovanni Falcone qui apparaît comme une force de la nature et devient un véritable modèle de ténacité pour Borsellino qui travaille pourtant, lui aussi, comme un forcené. Toutes les descriptions du travail abattu pour préparer l'instruction du maxi-procès insistent sur les quantités démentielles de documents à traiter et d'actes à rédiger. En 1990, lors d'une conférence tenue à Pise, Borsellino souligne l'absence totale de moyens techniques comme des photocopieuses ou des ordinateurs[59], qui n'arriveront que pendant le procès pour permettre l'archivage des centaines de milliers de pages de l'acte d'accusation[60]. Dans ce contexte, la masse de travail effectuée semble d'autant plus considérable et le succès du maxi-procès apparaît comme un véritable exploit. Le maxi-procès est donc représenté par une miriade de chiffres[61], dont l'énumération et la juxtaposition ont pour but d'insister sur la dimension exceptionnelle du travail accompli par les magistrats du *pool*, donnant ainsi une image positive d'un État engagé dans la lutte contre la mafia. Bien qu'ayant choisi de centrer sa représentation de la vie de Falcone sur l'homme plus que sur le magistrat, Giacomo Bendotti ne fait cependant pas l'économie d'une telle énumération, mise en exergue sur une page vierge en conclusion du chapitre consacré au maxi-procès :

57. « Le nove ? Togliamo il disturbo allo Stato » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit*., p. 23

58. « In quella notte facemmo il lavoro che era programmato per i 15 giorni a venire. Ricordo che qualcuno dei colleghi del pool cedette addirittura, nel corso della notte non riuscì più a continuare di lavorare. Ricordo che a un certo orario stavo cedendo anch'io, perché obiettivamente non ce la facevamo più nel gestire quel mare di carte di corsa, in modo così affrettato, e ricordo la serenità con cui Giovanni non solo scriveva la sua parte di quel mandato di cattura definito "un libro" da uno degli imputati, perché aveva la consistenza di un libro. Ricordo anche il fatto che contemporaneamente trovava la possibilità di dettare a un funzionario di polizia le richieste di estradizione di taluni indagati che in quel momento si trovavano all'estero. » in LUCENTINI Umberto*, Paolo Borsellino, op. cit*., p. 274.

59. BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà, op. cit*., p. 166.

60. « La piovra alla sbarra. Entra la corte », *Corriere della Sera*, 10 février 1986, p. 4 ; « Megaprocesso all'insegna del computer », *Il Tempo*, 9 février 1986, p. 2.

61. Cette représentation reprend les caractéristiques établies par la presse lors de la tenue du maxi-procès où, suite aux polémiques à propos du gigantisme de la procédure judiciaire, les chiffres étaient utilisés tant pour soutenir l'initiative que pour la condamner.

475 accusés
207 détenus
25 collaborateurs de justice
450 chefs d'accusation (dont 90 homicides)
342 condamnations
19 peines de prison à perpétuité
2665 années de prison
Amendes pour 11,5 milliards de lires[62]

L'utilisation de chiffres met encore davantage en avant le fait que ce succès soit le fruit d'un travail « immense et inédit[63] » qui caractérise « une saison qui apparaît désormais comme unique [...] surtout pour l'importance des résultats concrets[64] » obtenus. Ce constat exprimé par Saverio Lodato en 1992 est encore actuel et c'est pourquoi les représentations du *pool* – notamment la bande dessinée qui lui est consacrée – en font une sorte d'âge d'or de la lutte contre la mafia.

Courage et ténacité : l'exemplarité des figures

La saison du *pool* antimafia incarne donc une période révolue, mais qui reste perçue de manière positive non seulement grâce au succès judiciaire, et surtout grâce au charisme de Falcone et Borsellino, véritable noyau dur du *pool*. L'image du *pool* est conditionnée par celle des deux magistrats. De toute évidence, leur fin tragique a sacralisé la perception de cette expérience qui s'est sédimentée sur un terrain propice puisque leurs qualités professionnelles et le caractère exemplaire de leur travail étaient reconnus de leur vivant et sont apparus comme des éléments constitutifs de la mémoire immédiate. Au-delà de la force de travail des deux magistrats, les représentations soulignent leur ténacité et leur courage. Le film de Giuseppe Ferrara, sorti en 1993, participe incontestablement à la construction de la mémoire immédiate en insistant sur le professionnalisme de Falcone, dans la lignée des portraits établis par la presse, et véhicule l'image d'un magistrat tenace et courageux. Reprenant la scène de la rencontre avec Buscetta décrite par Falcone dans *Cose di Cosa nostra*[65], le réalisateur prend néanmoins une petite liberté pour illustrer la détermination maximale du magistrat :

62. « 475 imputati /207 detenuti /25 collaboratori di giustizia / 450 capi d'imputazione (di cui 90 omicidi) / 342 le condanne / 19 ergastoli / 2665 anni di carcere / Multe per 11,5 miliardi di lire » in BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit.,* p. 51.

63. « Immenso e inedito » in CAPONNETTO Antonino, *I miei giorni a Palermo, op. cit.*, p. 36.

64. « Una stagione che oggi ci appare come irripetibile, almeno in quelle forme, soprattutto per la mole dei risultati concreti » in *Ibid*., p. 37.

65. « Je vous avertis, monsieur le juge. Après cet interrogatoire, vous deviendrez une célébrité. Mais ils essaieront de vous détruire physiquement et professionnellement. Et ils feront de même avec moi. N'oubliez pas que le compte que vous avez ouvert avec *Cosa nostra* ne se soldera jamais. Êtes-vous voulez toujours m'interroger ? » (« L'avverto, signor giudice. Dopo questo interrogatorio, lei diventerà una celebrità. Ma cercheranno di distruggerla fisicamente e professionalmente. E con me faranno lo stesso. Non si dimentichi che il conto che ha aperto con Cosa nostra non si chiuderà mai. È sempre del parere di interrogarmi ? » in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra*, *op. cit.,* p. 44.

> Buscetta : Je vous avertis, monsieur le juge. Après cet interrogatoire, vous deviendrez une célébrité. Mais ils essaieront de vous détruire physiquement et professionnellement. Et ils feront de même avec moi. N'oubliez pas que le compte que vous avez ouvert avec *Cosa nostra* ne se soldera que d'une seule façon…
>
> Falcone : La mort.

Le fait que Falcone finisse la phrase et prononce le mot « mort » sert aussi à souligner la grande lucidité du magistrat. Les dessinateurs de *Un fatto umano* consacrent une planche à cette rencontre, en reprenant mot pour mot le récit de Falcone[66]. Pour toute réponse, le personnage de Falcone décapuchonne son stylo et l'interrogatoire commence[67]. Nous voyons donc que la détermination du magistrat peut être représentée sous plusieurs formes autour d'un même épisode. Toutefois, si cette rencontre est quelque peu noyée dans la masse de la bande dessinée, dans le film le spectateur perçoit qu'il s'agit d'une scène essentielle. Buscetta, tel une pythie, annonce au héros le destin tragique qu'il va devoir affronter. Cet avertissement, véritable épée de Damoclès, a une valeur éminemment prophétique. On ressent donc une sorte de *crescendo* tragique qui s'amplifie par la suite[68] : Falcone apparaît comme un héros antique pris au piège de son destin. Il n'y a pas d'emphase, ni de focalisation sur sa vie privée ; le film transmet l'image d'un homme consciencieux mort pour avoir accompli son devoir sans fléchir.

En revanche, la fiction réalisée pour la télévision en 2006 met en scène un personnage passionné et les personnages secondaires servent à démontrer le courage de Falcone. Lorsque Francesca se réveille après avoir fait un cauchemar et demande à son mari s'il ne craint pas pour sa vie :

> Francesca Morvillo : Mais tu ne penses jamais à ce qui pourrait t'arriver ?
>
> Giovanni Falcone : Être tué ?
>
> Francesca Morvillo : Oui.
>
> Giovanni Falcone : Je sais que c'est une possibilité, mais je suis fataliste. Pour un tas de raisons, tu peux avoir un accident, ou un cancer, et même pour aucune raison particulière. La première fois que je suis allé à New York, dans le bureau de Giuliani il y avait un petit cadre avec une phrase de Kennedy qui disait : « Il faut accomplir son devoir jusqu'au bout, quel que soit le sacrifice à supporter, coûte que coûte, parce que c'est là l'essence de la dignité humaine ». C'est comme ça que je vois les choses[69].

66. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, *op. cit.*, p. 182.

67. *Ibid*. p. 183.

68. La personnification de la mort, qui apparaît à plusieurs reprises et sur laquelle nous reviendrons, alimente la tension qui commence dans cette scène.

69. « FM : Ma tu ci pensi mai a quello che potrebbe accaderti ? / GF : Essere ucciso ? / FM : Sì. / GF : So che è una possibilità, ma sono fatalista. Ti può capitare per tanti motivi un incidente o un tumore, anche per nessuna ragione in particolare. La prima volta che sono andato a Nex York nell'ufficio di Giuliani c'era un quadretto con una frase di Kennedy che diceva : « Occorre compiere fino in fondo il proprio dovere qualsiasi il sacrificio da sopportare, costi quel che costi, perché in ciò sta l'essenza della dignità umana ». Io la penso così. » in *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra*, réalisée par Andrea & Antonio Frazzi, 2006. Nous avons retrouvé la citation originale qui diffère un peu mais dont l'esprit est le même : « A man does what he must - in spite of personal consequences, in spite of obstacles and dangers and pressures - and that is the basis of all human morality. » La citation, tirée du livre *Profiles in Courage* de John Fitzgerald Kennedy (1957), est disponible sur internet : http://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/Ready-Reference/JFK-Quotations/Profiles-in-Courage-quotations.aspx

La reprise de cette citation de Kennedy, que Falcone gardait apparemment dans son portefeuille[70], est certes pertinente pour illustrer le courage et la ténacité du magistrat mais on ne peut que s'étonner de voir que les fictions et autres représentations ne reprennent aucune citation du magistrat, qui a pourtant a été à maintes reprises interrogé sur son rapport à la peur, tout comme Borsellino. Les déclarations des deux hommes à ce propos sont d'ailleurs tout à fait semblables :

> *Vous avez dit, il paraît que vous avez dit, que « le lâche meurt tous les jours, le courageux ne meurt qu'une fois ». Cela veut dire que vous n'avez pas peur ?*
>
> L'important ce n'est pas de savoir si quelqu'un a peur ou pas, c'est de savoir vivre avec sa peur et ne pas se faire conditionner par celle-ci. Voilà, c'est ça le courage. Sinon, ce n'est plus du courage mais de l'insconscience[71]. (Falcone)
>
> J'accepte, j'ai toujours accepté, au-delà du risque, les conséquences du travail que je fais, du lieu où je le fais et je voudrais dire de la manière dont je le fais. […] Nous avons tous le devoir moral de continuer à le faire sans nous faire conditionner par la sensation, ou même par la certitude, que tout cela peut nous coûter cher[72]. (Borsellino)

Les œuvres littéraires ou cinématographiques à visée mémorielle étant – pour la plupart – au plus prêt de la réalité des faits, il est d'autant plus étonnant de voir que de telles citations ne sont pas reprises alors que les associations en ont fait de véritables slogans. Par exemple, *Libera* vend des t-shirts sur lesquels est imprimée une phrase attribuée à Borsellino : « Celui qui a peur meurt tous les jours. Celui qui n'a pas peur ne meurt qu'une fois[73] ». Comme nous venons de voir, lorsque Marcelle Padovani dit à Falcone la citation qu'on lui attribue, celui-ci acquiesce. S'il ne fait nul doute que les deux hommes partageaient le même point de vue, on est tout de même frappé par la grande similitude entre les propos des deux magistrats. Nous ne pouvons savoir qui est à l'origine de la citation mais le fait qu'elle soit attribuée à Falcone comme à Borsellino nous semble tout à fait significatif : cette porosité est symptômatique de leurs processus de construction mémorielle où, indissociables, ils se conditionnent inévitablement l'un l'autre. Ainsi, pour tous les deux, courage et ténacité sont suggérés par la quantité et la qualité du travail accompli mais aussi par le contexte, puisqu'ils n'abandonnent pas,

70. Voir Entretien avec Maria Falcone, réalisé à Palerme le 17 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

71. « Lei ha detto, pare che abbia detto, "il vigliacco muore più volte al giorno, il coraggioso una volta sola". Questo significa che lei non ha paura ? » (question posée par Marcelle Padovani)
« L'importante non è stabilire se uno ha paura o meno, è sapere convivere con la propria paura e non farsi condizionare dalla stessa. Ecco, il coraggio è questo. Sennò non è più coraggio, è incoscienza. » in *I nemici della mafia. La solitudine del giudice Falcone*, documentaire réalisé par Claudio Goretta et Marcelle Padovani, 1988.

72. « Io accetto, ho sempre accettato più che il rischio, quali sono le conseguenze del lavoro che faccio, del luogo dove lo faccio e vorrei dire di come lo faccio. […] Tutti noi abbiamo il dovere morale di continuarlo a fare senza lasciarci condizionare dalla sensazione, o finanche dalla certezza, che tutto questo può costarci caro. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 272-273. Il s'agit d'un extrait de la dernière interview de Borsellino.

73. « Chi ha paura muore tutti i giorni. Chi non ha paura muore una volta sola. » C'est le repenti Vincenzo Calcara qui répète cette phrase que Borsellino lui aurait dit après la mort de Falcone : « C'est beau de mourir pour ce en quoi on croit ; celui qui a peur meurt tous les jours, celui qui n'a pas peur ne meurt qu'une fois. » (« È bello morire per ciò in cui si crede ; Chi ha paura muore tutti i giorni. Chi non ha paura muore una volta sola. ») in SASININI Guglielmo, « Quel giudice dovevo ucciderlo io », in *Famiglia cristiana*, 5 août 1992, n°32, p. 27. Cette citation a aussi été reprise par Ayala pour le titre de son livre sur les deux magistrats et est mise en exergue sur la couverture. Voir AYALA Giuseppe, *Chi ha paura muore ogni giorno. I miei anni con Falcone e Borsellino*, Milan, Mondadori, 2008.

malgré les assassinats d'une bonne partie de leurs collaborateurs. Les deux figures cristallisent ainsi les qualités propres au héros (« l'esprit combattif […], l'habileté tactique et stratégique […], l'efficacité […] et la capacité de gagner, d'être le meilleur [ainsi que] la loyauté, le courage, la ténacité [et] l'endurance[74] »), ce qui a pour effet de les rendre exemplaires.

La construction du mythe

Nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux bandes dessinées[75] et à la littérature de jeunesse[76] car ces ouvrages semblent recourir à des genres littéraires spécifiques qui contribuent à mythifier l'expérience. Tout d'abord, on remarque que les auteurs de *Un fatto umano* (2011, centré sur l'histoire du *pool* et traduit en français) reprennent les codes de la fable en animalisant les personnages, comme nous le verrons plus tard. Le style de l'épopée est également très utilisé, d'une part pour la matière du récit qui repose sur des événements historiques et d'autre part parce que leur mise en récit et en images semble les rendre légendaires. Les mille péripéties des personnages, qui évoluent dans un milieu hostile, construisent leur dimension héroïque. L'épopée et le mythe sont tous deux le fruit d'une tradition orale dont le but était de transmettre un patrimoine culturel, peuplé de personnages légendaires qui tiennent lieu de référents moraux. Le roman de jeunesse *Giovanni e Paolo e il mistero dei pupi* (2010) et la bande dessinée *Un fatto umano* (2011) s'inscrivent dans la tradition de l'Italie méridionale de l'*opera dei pupi*, théâtre de marionnettes qui s'impose en Sicile au XIX^{e} siècle pour représenter les aventures de Charlemagne. Si le premier ouvrage fait évoluer les deux jeunes héros dans un univers fantastique (un magicien risque de jeter un sort à Palerme et aux Palermitains), la bande dessinée se construit sur une mise en abyme qui mythifie l'histoire du *pool* antimafia. En effet, la bande dessinée s'ouvre sur un spectacle de *pupi*, puis le conteur Mimmo Cuticchio (célèbre marionnettiste de Palerme) se met à raconter l'histoire du *pool*, en sicilien[77]. Le recours aux animaux est présenté comme un subterfuge pour ne pas effrayer les plus petits, comme s'il s'agissait d'une fable, mais « les plus grands doivent savoir que ce que je vous raconte n'est pas une fable, ni une vieille histoire[78] ». Ainsi, le récit se fonde bien sur des faits réels mais les artifices mis en place pour les raconter contribuent à mythifier les événements historiques racontés.

74. Voir TODOROV Tzvetan, *Face à l'extrême*, *op. cit.,* p. 59-60.

75. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano, op. cit.*; BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit.*; STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni*, *op. cit.*

76. GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.*; VIOLA Alessandra & VITELLARO Rosalba, *Giovanni e Paolo e il mistero dei pupi*, *op. cit.*

77. Voir GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano, op. cit*., p. 4-5. Ces planches sont disponibles en annexes.

78. « I cchiù granni però avissero a sapìri ca chista ca vi cunto non è favola, né storia antica. » in *Ibid*., p. 5.

L'animalisation des personnages a donc un but didactique puisqu'elle permet, d'une part, de s'adresser à un public d'enfants et d'adultes, et d'autre part, de donner des repères au lecteur en catégorisant les personnages. Cependant, ce processus ne conduit-il pas à une typologie excessive des personnages ? Dans *Un fatto umano*, on peut supposer que les auteurs ont été influencés par Juanjo Guarnido[79] puisque les deux personnages principaux, Falcone et Borsellino, sont représentés respectivement en chat et en chien, comme le détective Blacksad et le commissaire Smirnov.



Doc. n°3 : Planche extraite de *Un fatto umano*[80] (2011)

79. GUARNIDO & DÍAZ CANALES , *Blacksad. L'intégrale*, Paris, Dargaud, 2014. Il s'agit là de l'édition complète mais la publication de la série a commencé en 2000. Il est également probable que les auteurs aient été influencé par des bandes dessinées historiques sérieuses comme Edmond-François Calvo (*La bête est morte !* publiée en 1944) ou Art Spiegelman (*Maus*, dont les différents tomes sont publiés à partir de 1986). Si le processus d'animalisation en fait certes des oeuvres à part, l'esthétique Disney montre chez Calvo le désir de revisiter ses lectures d'enfants tandis que chez Spiegelman, l'animalisation sert surtout à représenter le groupe (les juifs en souris, les nazis en chats). Or, dans *Un fatto umano*, le scénariste Manfredi Giffone nous a confirmé que l'animalisation sert à marquer les individualités, en stéréotypant les personnages en fonction de leur caractère et du camp auquel ils appartiennent.

80. Voir GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano, op. cit*., p. 167.

La charge symbolique de ces animaux nous vient, entre autre, de l'Égypte antique. La déesse Bastet, à tête de chat, est présentée comme « une bienfaitrice et une protectrice de l'homme[81] » tandis que le dieu Anubis, à tête de chien, a pour fonction de guider l'homme à travers l'au-delà[82]. Les deux personnages sont des figures rassurantes qui vont donc guider et protéger le lecteur. De plus, le chat représente généralement la ruse et l'agilité, alors que le chien est reconnu pour être un compagnon fidèle. Ainsi, le chat – Falcone – apparaît comme le moteur du binôme, et du *pool* puisque les autres magistrats (Di Lello et Guarnotta) ont également des têtes de chiens. L'animalisation permet aussi de mettre en évidence, par contraste, les personnages négatifs, simplifiant ainsi l'illustration du rapport de force entre la mafia et une partie du monde politique.



Doc. n°4 et n°5 : Planches extraites de *Un fatto umano*[83] (2011).

81. CHEVALIER Jean & GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1969, vol. 1, p. 338.

82. CHEVALIER Jean & GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1982, p. 239.

83. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit*., p. 58-59.

Les mafieux sont représentés comme des bêtes à cornes : Bontate en taureau et les Corléonais en sangliers. Symboles du démon dans la tradition chrétienne, ces animaux incarnent la brutalité : ils écrasent tout sur leur passage. Enfin, Giulio Andreotti a une tête de chauve-souris, animal hybride (être volant avec des mamelles) dont la charge symbolique reste profondément négative puisqu'elle incarne l'ambiguïté et l'agilité à se déplacer dans les ténèbres. Salvo Lima, quant à lui, est représenté avec une tête de mouton, ce qui en fait un suiveur d'Andreotti. Comme on le voit, l'animalisation fait donc émerger une typologie psychologisante des personnages. La représentation se fait donc en clair-obscur, qui est rendu par la charge positive ou négative des animaux[84] et ultérieurement renforcé par l'utilisation du noir et blanc, mais le risque est de transmettre une lecture manichéenne de l'histoire, où le bien et le mal s'affrontent. Si les ouvrages de littérature de jeunesse se concluent souvent sur une note d'optimisme (le développement du mouvement antimafia après 1992) et donc sur la victoire du bien contre le mal, *Un fatto umano* laisse un sentiment plus mitigé. Le récit se termine sur le désespoir de Caponnetto après la mort de Borsellino[85]. L'histoire de la lutte contre la mafia semble terminée, comme si plus rien n'était possible sans Falcone et Borsellino, véritables héros de cette lutte.

Tous ces ouvrages sont basés sur un réel travail de recherche et de documentation, revendiqué par les auteurs. Ainsi, certaines vignettes sont clairement inspirées de sources photographiques d'époque, publiées pour la plupart dans la presse. De même, la première rencontre entre Falcone et Buscetta, et la mise en garde de ce dernier, est fidèle au récit du juge dans *Cose di Cosa Nostra*. Certains faits, comme le maxi-procès, apparaissent comme des éléments structurants du récit et les représentations mettent en scène les aspects les plus significatifs : la salle bunker, les cellules des mafieux et le témoignage des repentis. L'usage de ces sources permet une historicisation majeure de la représentation en bande dessinée. Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure cette volonté d'historiciser, en utilisant un médium comme la bande dessinée, participe à la mythification des événements. Dans la littérature de jeunesse, on remarque clairement une mythification des figures, plus que de l'expérience du *pool*. Falcone est le personnage principal et la métaphore du *pool* comme équipe de foot ne sert qu'à mythifier la figure du magistrat. Ce processus est aussi renforcé par la comparaison avec les super héros. Dans le roman *Per questo mi chiamo Giovanni* (2004), pour expliquer à son fils le métier de juge, le père le compare à Zorro car il combat pour la justice. Le fils s'approprie la

84. Le *topos* de la mafia en pieuvre ou en monstre est également très répandu dans la littérature de jeunesse.
85. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano, op. cit*., p. 369.

figure en la comparant à Spider-Man, un super héros de sa génération, et l'auteur décide de souligner combien ce procédé fait naître l'intérêt du jeune narrateur : « Avec une telle histoire, Giovanni commençait à me devenir plus sympathique. J'adore Spider-Man. Je venais de voir le film au cinéma Apollon[86] ». L'historicisation de l'expérience du *pool* sert, certes, à conférer le statut de personnage historique aux protagonistes mais on note dans le même temps un processus de désacralisation, et donc d'humanisation qui passe par l'émergence du privé, de la vie intime ou des doutes du personnage[87]. Le choix de la bande dessinée apparaît dès lors comme stratégique, pour cibler un jeune public. En effet, la force du dessin combinée à la brièveté du texte rendent le récit percutant et facilitent l'identification émotionnelle du jeune lecteur avec le héros : le choix de ce médium est donc central et participe de la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia. Enfin, « l'épopée apparaît lorsqu'un peuple commence à prendre conscience de lui-même et cherche à fonder son identité sur des origines glorieuses[88] ». Le désir de transmettre une mémoire collective et de fournir de nouveaux référents moraux, capables de véhiculer une nouvelle identité collective aux jeunes générations, débouche ainsi sur une institutionnalisation du mythe, puisque ces ouvrages sont utilisés dans le cadre des programmes éducatifs antimafia.

La représentation de l'adversité

Un milieu hostile

La mythification de l'expérience du *pool* va de pair avec une représentantion de l'adversité pour souligner les obstacles que les héros ont dû affronter. Tout d'abord, tous les types d'ouvrages – recueils de témoignages, biographies ou les bandes dessinées qui en sont tirées – ainsi que les films et fictions mettent en avant le milieu hostile dans lequel évoluent les personnages. Dès 1993, Francesco La Licata parle du « marais[89] » palermitain pour illustrer la trouble situation palermitaine, où les intérêts politiques, économiques et mafieux conditionnent largement la magistrature, dont l'inefficacité était éclatante en matière de lutte contre la mafia avant la constitution du *pool*. L'expression « Palais des venins » – largement reprise dans la presse après les assassinats de Falcone et

86. « Messa così la storia, Giovanni cominciava a diventarmi più simpatico. Mi piace un sacco l'Uomo Ragno. Avevo appena visto il film al cinema Apollo. » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 30.

87. Nous développerons cette analyse dans le chapitre suivant.

88. GARDES-TAMINE Joëlle & HUBERT Marie-Claude, *Dictionnaire de critique littéraire,* Paris, Armand Colin, 2002, p. 74.

89. « Palude » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 19.

Borsellino – rend justement l'idée d'un lieu négatif où se concentrent complicités, intrigues et luttes de pouvoir. La magistrature apparaît comme passive, et parfois complice, puisque certains juges poussent les hommes du *pool* à abandonner leurs enquêtes.

> Le « palais », sensible aux sollicitations des comités, se fit le porte-parole des inquiétudes qui agitaient le sommeil de « ces messieurs ». Comme un pavé dans la mare, Falcone avait mis en mouvement un magma immobilisé et incrusté depuis des années. […] Telle était la situation : d'un côté le « palais » avec ses vieux vices et ses bien rares vertus, et de l'autre une poignée d'hommes isolés contraints d'avancer péniblement dans l'aversion générale[90].

Cette description souligne la dichotomie entre l'équipe du bureau d'instruction emmenée par Rocco Chinnici[91] et le reste des collègues magistrats. Le livre de La Licata ayant inspiré les films et fictions réalisés sur le juge Falcone, les réalisateurs ont recouru à différents procédés pour illustrer cet environnement hostile. Une des premières scènes du premier épisode de *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra* (2006) est ainsi dédiée à une rencontre entre Gaetano Costa et Giovanni Falcone, où le premier conseille au second de lire *Il contesto*[92] de Leonardo Sciascia pour mieux appréhender l'ambiance palermitaine et lui conseille de ne faire confiance à personne. Il n'est donc pas rare de voir les protagonistes se parler dans l'ascenseur du Palais de Justice, qui apparaît donc comme le seul lieu à l'abri des oreilles indiscrètes des collègues[93]. La défiance envers les autres magistrats et le risque de perte d'informations en cas d'assassinat poussent Caponnetto à constituer une équipe qui fonctionne en vase clos.

De plus, la représentation récurrente du manque de moyens[94] montre que l'environnement hostile ne se limite pas à Palerme. Cette dénonciation est d'autant plus significative qu'elle est placée au début des fictions, dans la phase de contextualisation, ce qui a pour effet de montrer que la hiérarchie judiciaire, et donc l'État tout entier, ne soutient pas le travail des magistrats.

90. « Il "palazzo", sensibile alle sollecitazioni dei comitati, si fece portavoce delle preoccupazioni che agitavano i sogni di "lorsignori". Come una pietra nello stagno, Falcone aveva messo in movimento un magma immobilizzato da anni di incrostazioni. […] Questa era la situazione: da un lato il "palazzo" con i suoi vecchi vizi e le pochissime virtù, dall'altro pochi isolati costretti ad arrancare nell'avversione generale. » in *Ibid*., p. 60-61.

91. Ce passage fait référence à l'intervention du président de la Cour d'appel de Palerme Giovanni Pizzillo que nous avons évoquée dans le chapitre 3.

92. L'intrigue de ce roman policier est basée sur plusieurs meurtres de magistrats et d'hommes politiques. À l'image de l'enquêteur, le lecteur n'arrive pas à comprendre les motivations et les dynamiques de ces meurtres, car l'auteur veut mettre au jour une situation confuse et contradictoire où se mêlent politique, terrorisme et criminalité. Loin de fournir des réponses, ce roman décrit donc une situation trouble qui semble être une parabole de l'Italie des années 1970. Voir SCIASCIA Leonardo, *Il contesto. Una parodia*, Milan, Feltrinelli, 2005.

93. Chinnici emmène Falcone dans l'ascenseur pour lui raconter les menaces faites par Pizzillo et lui dit « Ceci est le lieu le plus sûr de tout le tribunal » (« Questo è il posto più sicuro del tribunale ») in *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra*, fiction en deux épisodes produite par la Rai en 2006 et réalisée par Antonio et Andrea Frazzi. Cette représentation est également reprise dans la bande dessinée sur Falcone, sauf que c'est Falcone qui emmène Borsellino dans l'ascenseur pour lui annoncer la collaboration de Buscetta. Voir BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 18-19.

94. Les références au manque de photocopieuses sont légion. Dans le film de Giuseppe Ferrara, la deuxième scène avec Falcone et Borsellino montre les protagonistes en train de se lamenter car la photocopieuse est de nouveau en panne. Quelques scènes plus tard, Falcone dit à Borsellino : « Ils nous ont envoyé la photocopieuse mais ils ont oublié de nous donner du papier ! » (« Ci hanno mandato la fotocopiatrice ma si sono dimenticati di darci la carta ! »). Voir *Giovanni Falcone*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1993. Nous retrouvons le même genre de scènes dans *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra*.

En outre, la fiction Rai explicite l'animosité d'une large partie de la population envers les magistrats. Après les difficultés de Falcone et sa femme pour trouver un appartement à cause des sirènes qui dérangent les voisins – une référence directe à la lettre de Mme Santoro que nous avons citée dans le chapitre 3 – nous voyons les protagonistes se faire littéralement expulser d'un restaurant au motif que l'escorte dérange les clients. Le directeur de l'établissement conclut finalement : « Ce juge qui est avec vous, on le connaît et ici, on n'en veut pas[95] ». La Licata raconte des anecdotes similaires, disant que certains clients des restaurants se levaient et changeaient de table, et conclut amèrement : « Non, ce n'était pas de l'amour que Palerme éprouvait pour Falcone[96] ». Antonino Caponnetto se rappelle qu'ils ont senti un soutien populaire (surtout de la part des jeunes) à la moitié des années 1980, lors de la projection du film *Cent jours* à Palerme[97] :

> À ce moment-là, nous sentîmes qu'une partie de Palerme nous soutenait. Paolo aimait dire : « Ils sont avec nous. Continuons ainsi, parce qu'ils sont en train de nous supporter ». Giovanni, dans ses jugements, était en revanche plus sceptique, plus détaché : « Il est difficile que je change d'idée. J'ai l'impression que cette ville est à la fenêtre pour voir comment finit la corrida[98]. »

Sans mettre l'accent sur la défiance du magistrat envers sa ville, les différentes fictions et publications mémorielles véhiculent l'image d'un homme blessé par l'hostilité des collègues et des citoyens.

Ainsi, la connotation péjorative du milieu accentue la dimension positive du *pool* qui, comme pour échapper à cet environnement, vit reclus dans le « bunker » du Palais. Qu'il soit au rez-de-chaussée[99], en mezzanine[100] ou au sous-sol[101], les descriptions du lieu insistent toutes sur l'atmosphère confinée : les escaliers étroits menant au bureau, la porte blindée, les visiophones ainsi que le manque de lumière et l'éternel nuage de fumée de cigarettes[102]. Pour toutes ces raisons, les bureaux du *pool* sont appelés le « petit bunker[103] » : un lieu surprotégé, à l'abri des fuites. De manière presque paradoxale, cet endroit qui semble oppressant est en réalité un microcosme familial, rassurant pour

95. Il s'agit de la scène du déjeuner pour le baptême du fils du commissaire Cassarà. « Quel giudice che sta con voi, lo conosciamo e qui, non lo vogliamo ». Voir dans *Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra*.

96. « No, non era amore quello di Palermo per Falcone. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.*, p. 67.

97. Film de Giuseppe Ferrara sur le préfet dalla Chiesa, sorti en 1984.

98. « In quel momento sentimmo che una parte di Palermo ci era vicina. Paolo amava dire: "Fanno il tifo per noi. Andiamo avanti così, perché stanno facendo il tifo per noi". Giovanni, nei suoi giudizi, era invece più scettico, più distaccato: "È difficile che io cambi idea. Mi sembra che questa città stia alla finestra a vedere come finisce la corrida". » in CAPONNETTO Antonino, *I miei giorni a Palermo, op. cit.,* p. 50.

99. LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 59.

100. CAPONNETTO Antonino, *I miei giorni a Palermo, op. cit*., p. 42.

101. Voir VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 36 et *Paolo Borsellino*, fiction en deux épisodes réalisée par Gianluca Maria Tavarelli et diffusé sur Canale 5 en 2004.

102. VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* 2012, p. 58 et *Giovanni Falcone*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1993.

103. « Bunkerino » in VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 58.

les protagonistes. De plus, le terme « bunker » contamine les représentations des lieux de vie des magistrats. L'expression « *vita blindata*[104] », renvoyant à la porte blindée et donc au bunker, est transformée dans la littérature de jeunesse en « vie de rat[105] », pour expliquer que Falcone vivait « terré » au bureau comme à son domicile, qui devient ainsi le « bunker de via Notarbartolo[106] ». Ensuite, le séjour forcé à l'Asinara peut également rentrer dans cette catégorie puisque cette île-pénitencier ressemble à un véritable bunker à ciel ouvert, où les magistrats – lorsqu'ils ne sont pas enfermés dans un « cagibi[107] » pour finir de rédiger l'ordonnance de renvoi du maxi-procès – sont littéralement gardés à vue par des policiers. Enfin, ce terme sert également à désigner la salle d'audience du maxi-procès, véritable forteresse rebaptisée dans la presse « la salle bunker[108] ». Bien que ce surnom vise à souligner les mesures de sécurité prises pour éviter toute tentative d'évasion[109], le fait que le terme désignant la vie des magistrats et leur lieu de travail soit repris pour décrire un des lieux d'emprisonnement des mafieux semble pencher en faveur d'un transfert de condition qui souligne le succès du *pool*.

Seuls contre tous

À l'occasion des commémorations de 2012, Attilio Bolzoni[110] publie un livre consacré à nos quatre figures. Dès le titre (*Uomini soli*[111]), l'isolement apparaît comme le point commun aux quatre personnalités et fournit ainsi une clé de lecture qui – si elle n'est pas nouvelle – est proposée ici comme une caractéristique qui permet de relier ces assassinats et renforce l'image de héros des victimes. Cette clé de lecture est en réalité un fil rouge que l'on retrouve dans les différentes représentations des quatre victimes.

Dès 1984, Giuseppe Ferrara[112] réalise le film franco-italien *Cent jours à Palerme*[113], où Lino Ventura joue le rôle du préfet dalla Chiesa. Comme l'indique son titre, le film se concentre sur les trois derniers mois du général et vise à représenter l'isolement institutionnel qui a rendu son assassinat possible. Le réalisateur insiste sur l'hostilité de la haute bourgeoisie

104. Cette expression est utilisée pour parler de la vie sous escorte. Nous avons choisi de la traduire par « vie bunkerisée ».
105. « Una vita da topo » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 54. Il s'agit du titre d'un chapitre.
106. « Il bunker di via Notarbartolo » in STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 69.
107. « Sgabuzzino » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 104.
108. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit.,* p. 216.
109. La salle est construite pour résister à des missiles de guerre.
110. Journaliste à la *Repubblica*, spécialiste de mafia.
111. BOLZONI Attilio, *Uomini soli*, *op. cit*.
112. Réalisateur engagé qui, sur les traces de Francesco Rosi, a fait plusieurs films sur des sujets historiques très contemporains. Il s'est intéressé – entre autres – aux victimes de la mafia (dalla Chiesa et Falcone en particulier), à l'affaire Banco Ambrosiano, à la loge P2, aux services secrets, au crash d'Ustica, à l'affaire Moro, à Portella della Ginestra.
113. *Cento giorni a Palermo*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1984.

et des autorités palermitaines. Cette représentation cinématographique reprend de nombreux éléments que Nando dalla Chiesa analyse dans *Delitto imperfetto*[114], seul ouvrage disponible à l'époque sur le séjour palermitain du général. Si l'isolement de la part des autorités locales (mairie, région) et nationales (gouvernement) n'est plus à démontrer tant elle a été analysée par la presse et la justice[115] après l'assassinat, l'hostilité de la bourgeoisie palermitaine a été en revanche longtemps passée sous silence. Tout en revenant sur les polémiques autour des pouvoirs jamais obtenus, Bolzoni insiste aussi sur la défiance à l'encontre du général et cite un article du directeur de *L'Ora* rapportant une conversation entendue dans un restaurant :

> Ce dalla Chiesa peut devenir un malheur pour Palerme. S'il se met à faire le super policier contre les trafiquants de drogue, il va finir par ruiner cette ville. Imaginez tous ceux qui vivent aujourd'hui des bénéfices de la drogue, jetés sur le marché des chômeurs. Ils mettraient nos maisons à sac. On ne pourrait plus sortir le soir, on nous volerait, ils cambrioleraient des magasins, des villas, des bureaux. Il n'y aurait plus de paix, croyez-moi. On ne serait plus en sécurité dans les restaurants, nos femmes ne pourraient plus sortir avec leurs fourrures. Non, il faut qu'il fasse attention à ce qu'il fait, ce général piémontais[116]…

On voit bien, par ce genre de discours, que l'action du préfet n'est pas vue d'un très bon œil dans les beaux salons. Privé du soutien du gouvernement, des autorités locales et de la haute bourgeoisie qui – comme le montre Ferrara – tente à plusieurs reprises de l'inviter dans des soirées pour le forcer à fréquenter des personnages proches du pouvoir politico-mafieux local, le général se tourne vers la population et commence son action de démystification de la mafia. La crise du gouvernement et la démission de Spadolini en août accroîssent encore un peu plus la solitude du préfet, qui se confie – quelques heures avant de mourir – à Randolph Jones, le consul américain en Sicile :

> Lorsque j'étais commandant de la Légion ici à Palerme, j'appris que le chef mafieux d'un village avait menacé de mort un de mes officiers. J'invitai cet officier à venir avec moi pour se promener à maintes reprises bras dessus, bras dessous dans la rue principale de ce village. Puis on attendit le retour de ce mafieux chez lui et on le regarda droit dans les yeux. Tout ce que je demande aujourd'hui, c'est que quelqu'un se promène avec moi et me prenne bras dessus, bras dessous[117].

114. Nando dalla Chiesa y explique notamment les tensions entre son père et Nello Martellucci, alors maire de Palerme, qui avait accueilli la nomination du général par une phrase pour le moins étrange que dalla Chiesa avait pris comme une menace. Après avoir fait référence au long martyrologe des représentants de l'État tombés en Sicile, Martellucci avait conclu qu'ils étaient « tous témoins de combien en Sicile les représentants de l'État sont depuis longtemps engagés dans la lutte contre la délinquence » (« tutti testimoni di come in Sicilia i rappresentanti dello Stato siano già da tempo impegnati nella lotta alla mafia ») in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit.,* p. 29-30. Une fois installé à Palerme, Martellucci a dicté ses conditions pour recevoir dalla Chiesa, établissant ainsi un rapport de force et contraignant le préfet à se soumettre au pouvoir local. Voir *Ibid*., p. 50.

115. Voir *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit*., p. 310-323.

116. « Questo dalla Chiesa può diventare una sciagura per Palermo. Se si mette a fare il super poliziotto contro i trafficanti di droga, finisce che rovina questa città. Si immagini tutti quelli che oggi campano con i provent della droga, buttati sul mercato dei disoccupati. Metterebbero a sacco le nostre case. Non potremmo più uscire alla sera, ci scipperebbero, scassinerebbero negozzi, ville, uffici. Non ci sarebbe più pace, mi creda. I ristoranti non sarebbero più sicuri, le nostre mogli non potrebbero più uscire con la pelliccia. No, deve stare attento a quello che fa, questo generale piemontese… » in BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 91. Nous n'avons certes pas d'autres sources pour établir la fiabilité de cette citation mais elle correspond tout à fait au contexte dénoncé par Nando dalla Chiesa dans *Delitto imperfetto.*

117. « Quando ero comandante della Legione qui a Palermo, seppi che il capomafia di un paese aveva minacciato di morte un moi ufficiale. Invitai quell'ufficiale a venire con me per passeggiare a braccetto tante volte nel corso principale di quel paese. Poi aspettammo il ritorno a casa del mafioso e lo guardammo negli occhi. Tutto ciò che chiedo oggi è che qualcuno passeggi con me e mi prenda a braccetto. » in *Ibid*., p. 96.

Ce témoignage, très peu cité jusqu'alors[118], souligne encore un peu plus la dimension tragique de ce que Bolzoni appelle l'« agonie » du général et le récit du journaliste ressemble à la chronique d'une mort annoncée. La fiction Mediaset en deux épisodes – qui a le grand mérite de remettre l'accent sur la lutte contre le terrorisme[119], souvent évacuée ou instrumentalisée pour alimenter les mystères autour du mémorial d'Aldo Moro – montre aussi un homme seul, qui attend inutilement son escorte au port de Palerme avant de prendre un taxi[120]. Enfin, Vincenzo Ceruso[121] part de l'image commune de dalla Chiesa, passé à la mémoire collective comme « le préfet des cent jours[122] », et lui redonne l'étoffe d'un héros en le comparant au capitaine Bellodi de Sciascia. Le héros littéraire sert à introduire la figure du général, envoyé « pour servir de bouclier à un État qui semblait impuissant[123] ». La représentation actuelle, dans la lignée de la mémoire immédiate qui émerge de la presse, est celle d'un héros national isolé et sacrifié par les politiques, comme le démontre le titre du seul livre publié pour le trentième anniversaire de son assassinat : « À Palerme pour mourir[124] ».

Comme pour dalla Chiesa, les représentations immédiates[125] de Falcone mettent en évidence son isolement au sein de la magistrature, largement dénoncé dans la presse après le massacre de Capaci[126]. L'attention se concentre sur les trames internes à la magistrature, et en particulier sur sa non-élection à la tête du bureau d'instruction en 1988. Vincenzo Geraci, Antonino Meli puis Pietro Giammanco apparaissent comme des figures négatives qui, non seulement isolent le personnage, mais s'emploient à défaire ce qu'il a construit avec succès. On peut supposer que, dans un premier temps, la représentation de l'isolement est une sorte de garde-fou pour empêcher toute relecture idéalisée de l'engagement et du combat de Falcone puisque la biographie de Francesco La Licata a justement pour but d'éviter toute réappropriation de la mémoire du magistrat par ceux qui ont entravé son action. On note toutefois que cette lecture perdure au cours des deux décennies et redevient même l'interprétation privilégiée par ses proches à l'occasion du

118. Il figure pourtant dans l'acte d'accusation du maxi-procès. Voir *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit.,* p. 323.

119. Plus de la moitié de la fiction est consacrée à la lutte contre le terrorisme, ce qui correspond effectivement à la biographie du général.

120. *Il Generale dalla Chiesa*, fiction en deux épisodes produite par Mediaset et réalisée par Giorgio Capitani, 2007.

121. CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia. Da Giovanni Falcone a Paolo Borsellino, da Libero Grassi a Carlo Alberto dalla Chiesa : storia degli uomini in lotta contro la criminalità organizzata*, Rome, Newton Compton, 2010 [2008].

122. « Il prefetto dei cento giorni » in *Ibid*., p. 43.

123. « Lo mandarono a fare da scudo a uno Stato che sembrava impotente. » in *Ibidem*.

124. MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit.*

125. *Giovanni Falcone*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1993 ; LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.* ; MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit.* ; GALLUZZO Lucio, NICASTRO Franco & VASILE Vincenzo, *Obiettivo Falcone*, *op. cit.*

126. Voir chapitre 3.

vingtième anniversaire[127]. Montrer l'isolement du personnage sert évidemment à représenter l'adversité et à renforcer l'image de héros qui, malgré les trahisons[128], n'a pas fléchi et a mené son combat jusqu'au bout.

Si l'isolement est une représentation stable pour Falcone et dalla Chiesa, il s'agit en revanche d'une clé de lecture récente pour La Torre et Borsellino. Après son assassinat, tout le PCI se resserre autour de la figure de Pio La Torre, donnant ainsi l'impression qu'il faisait consensus. La promotion de sa mémoire étant organisée par le *Centro studi*, une structure mise en place par d'anciens camarades du PCI, on remarque que l'image donnée de l'homme politique est homogène jusqu'aux années 2000. Si l'emprisonnement au début des années 1950 est toujours décrit comme un épisode qui a forgé le caractère de La Torre et renforcé ses convictions militantes, ce n'est que récemment que les recherches promues par le *Centro studi* ont mis en évidence des conflits politiques à l'intérieur du parti, sans pour autant en faire un élément déterminant. Pio La Torre était partisan, avec Pancrazio De Pasquale alors secrétaire de la fédération de Palerme, d'une occupation massive des terres non cultivées alors que la ligne régionale et nationale, emmenée par Girolamo Li Causi, défendait une lutte démocratique à gagner dans les urnes[129]. La défaite de la position de De Pasquale a pour conséquence l'éloignement de tous les jeunes cadres de la fédération palermitaine. La Torre, qui est emprisonné, ne reçoit donc aucun soutien du parti et certains lui conseillent, par l'intermédiaire de sa femme, de se trouver un nouveau travail[130]. Domenico Rizzo choisit de citer l'analyse que La Torre fait *a posteriori* de cet épisode[131] tandis que Cesare di Simone, qui juxtapose les témoignages de plusieurs acteurs, passe sous silence les luttes internes au PCI pour ne publier que la lettre de La Torre à Bufalini – nouveau secrétaire de la fédération palermitaine – montrant un engagement politique sans faille. Les contrastes sont donc gommés pour donner l'image d'un homme politique hors normes qui continue à être mobilisé alors qu'il est injustement emprisonné, y compris dans la bande dessinée publiée à l'occasion du trentième anniversaire[132].

127. Voir FALCONE Maria et BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit.*

128. Les bandes dessinées véhiculent en particulier le contraste entre Falcone et les autres magistrats. Voir BENDOTTI Giovanni, *Giovanni Falcone, op. cit.,* qui consacre le chapitre intitulé « Étranger dans sa patrie » (« Straniero in patria », p. 53), à toute la phase de délégitimation.

129. Une excellente reconstruction de cet épisode, basée sur les témoignages de nombreux acteurs, est disponible dans BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia, op. cit*., p. 59-65.

130. RIZZO Domenico*, Pio La Torre. Una vita per la politica attraverso i documenti, op. cit*., p. 41.

131. Malgré ce choix de mettre en avant la version de la victime pour ne pas déclencher de polémiques, celles-ci éclateront à l'occasion du 20e anniversaire. Nous y reviendrons dans le chapitre 11.

132. BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio. Storia a fumetti di Pio La Torre*, in *A Sud'Europa*, 30 juillet 2012. Lien URL : http://www.piolatorre.it/asudeuropa/sfoglia.asp?id=235

C'est donc dans les ouvrages n'émanant pas du *Centro studi* qu'il faut chercher des repésentations différentes. Vincenzo Ceruso s'attarde particulièrement sur l'emprisonnement, qui apparaît comme une étape essentielle dans la construction de la figure du héros. Il cite un écrit de Pio La Torre dans lequel il décrit le parloir de l'Ucciardone comme une « fosse[133] » de l'Enfer, insiste sur le refus qui lui a été opposé de voir sa femme et son fils qui venait de naître, ainsi que l'impossibilité d'assister à l'enterrement de sa mère, pour annoncer ensuite : « La Torre ressentit alors une amertume encore plus grande, celle de se sentir abandonné par son parti[134]. » La construction de son récit vise sans aucun doute à faire le portrait d'un homme isolé, abandonné par ce qu'il a de plus cher et qui compte plus que ses affects personnels. Il s'agit certainement d'une surinterprétation mais qui dénote l'intention d'écorner le rapport idéal majoritairement représenté entre La Torre et le PCI. Dans le même but, il instille le doute dans son analyse des mobiles, en s'attardant sur la piste interne[135]. De même, Attilio Bolzoni tente de redimensionner le rapport idyllique de La Torre à son parti en soulignant que le retour en Sicile du parlementaire n'est pas vu d'un très bon œil de la part de nombreux cadres et militants. Appartenant à l'aile droite du PCI et vu comme un homme de l'ancienne génération, sa candidature est loin de faire l'unanimité et, bien que nommé, il n'est pas le premier élu au congrès régional de 1981. Bolzoni assiste au congrès et rédige ensuite un article dans lequel il recense les mécontentements entendus, mais cet article est censuré car jugé trop long[136]. Certes, on peut faire confiance au sérieux de Bolzoni mais on ne peut que souligner combien le récit de cette anecdote vient conforter la représentation de l'auteur qui fait de l'isolement professionnel et militant la caractéristique première des quatre victimes.

Borsellino n'échappe donc pas à cette lecture mais on peut penser que le fiasco du processus judiciaire conditionne les représentations mémorielles du magistrat car elle émerge à partir du début des années 2000 et se renforce jusqu'en 2012, au fur et à mesure des révélations sur la *trattativa*. En 2004, la fiction en deux épisodes produite par Mediaset – tirée de la biographie d'Umberto Lucentini – passe complètement sous silence les six ans passés à Marsala pour concentrer la quasi totalité du deuxième volet sur la course contre le temps que Borsellino engage pour trouver les assassins de Falcone.

133. « Sembrava una bolgia » in LA TORRE Pio, *Comunisti e movimento contadino in Sicilia*, Rome, Editori riuniti, 2002, p. 64.

134. « La Torre conobbe allora un'amarezza più grande, quella di sentirsi abbandonato dal partito. » in CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia, op. cit.*, p. 174.

135. Nous analyserons les mobiles plus en détail dans le chapitre 10.

136. BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 49-51. Domenico Rizzo aussi explique que la candidature de La Torre ne faisait pas consensus mais reste impartial dans sa lecture de l'événement. Voir RIZZO Domenico, *Pio La Torre. Una vita per la politica attraverso i documenti, op. cit.*, p. 78-83.

L'isolement du magistrat n'est mis en avant que lorsqu'il apprend que Giammanco ne l'a pas informé du rapport du ROS sur l'arrivée de l'explosif à Palerme[137]. Cette fiction datant de 2004, elle montre qu'au début des années 2000 l'isolement du magistrat n'était pas la clé de lecture principale, c'est son courage et sa détermination qui sont mis en avant comme pour lui donner une épaisseur comparable à celle de Falcone. Les représentations récentes faites à l'occasion du vingtième anniversaire[138] sont en revanche tout à fait significatives de la porosité entre actualité judiciaire et construction de la mémoire. En effet, elles se concentrent exculsivement sur les 57 jours qui séparent le massacre de Capaci de celui de via d'Amelio. Le fait que Falcone soit totalement absent de ces représentations permet de focaliser l'attention uniquement sur Borsellino pour véhiculer la lecture actuelle d'un homme isolé qui comprend qu'une négociation entre l'État et la mafia est en cours. Pour les auteurs de la bande dessinée *Un fatto umano*, les carabiniers auraient pu avertir Borsellino de la prise de contact avec Vito Ciancimino, ce qui expliquerait ainsi le fait qu'il demande à être entendu par le Parquet de Caltanissetta[139]. Ce médium permet de suggérer un enchaînement des faits qui relève en réalité d'une supposition des auteurs que nous ne sommes pas en mesure de confirmer. De même, Giacomo Bendotti[140] justifie le besoin d'inventer une rencontre entre Vito Ciancimino et Paolo Borsellino au cimetière (après quoi Borellino acquiert la certitude qu'une négociation est en cours) pour « donner à [son] personnage la certitude de ce qui est en train de se passer[141] ». Il s'agit donc d'un expédient pour justifier les doutes que Borsellino transcrit frénétiquement sur son agenda rouge. Ainsi, ces représentations graphiques mettent en scène l'image d'un homme seul et la présence inquiétante des services secrets véhicule celle d'un homme trahi par les institutions, accentuant la dimension dramatique. La solitude du personnage résonne alors comme une anticipation de la mort.

Une représentation en clair-obscur

Nous l'avons vu, l'animalisation des personnages en bande dessinée fournit une représentation en clair-obscur de l'expérience du *pool*. De même, la représentation de l'adversité à travers le milieu hostile ou l'insistance sur l'isolement des figures fournit également une représentation bipolaire de la magistrature. D'un côté, les magistrats du

137. Le personnage de Borsellino dit alors à Ingroia : « Ils m'ont laissé seul… Tout seul pour mourir comme un chien à Palerme. » (« Mi hanno lasciato solo… Da solo a morire come un cane a Palermo. ») in *Paolo Borsellino*, fiction en deux épisodes réaliée par Gianluca Maria Tavarelli, 2004.

138. Voir *I 57 giorni*, fiction réalisée par Alberto Negrin, 2012 et BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.*

139. GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit.,* p. 346-347.

140. BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit*., p. 72-75.

141. « Da narratore avevo bisogno di dare al mio protagonista la certezza di quanto stava accadendo. » in *Ibid*., p. 104.

pool et leurs adjuvants (des personnages comme Chinnici, Caponnetto, Ferraro, Ingroia) apparaissent comme des figures positives. Les obstacles que les héros doivent surmonter sont autant de péripéties, pensées et réalisées par leurs opposants, qui apparaissent donc comme des figures négatives[142]. Dans la fiction *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra*, le personnage de Lo Monaco – inventé à dessein – incarne tous les dangers d'une magistrature complice de la mafia et déloyale envers Falcone. Il fait partie du *pool* et fréquente les Salvo. Falcone le soupçonne donc d'être une taupe et de leur fournir de précieuses informations. Lo Monaco tente également de jeter le discrédit sur les déclarations de Buscetta, contraignant ainsi Falcone à défendre férocement le repenti pour ensuite insinuer qu'il est trop impliqué émotionnellement. Enfin, c'est ce même personnage qui s'abstient lors du vote au CSM. Cette représentation en clair-obscur de la magistrature vient souligner l'exemplarité de Falcone, qui est ultérieurement renforcée par l'omniprésence inquiétante des services secrets, incarnés par la figure trouble de Bruno Contrada.

Dès 1993, Giuseppe Ferrara choisit de représenter une figure sordide et inquiétante, appelée « *u dutturi*[143] », et dont tout spectateur averti peut déduire qu'il s'agit de Contrada. Le fait qu'on ignore son nom est certainement une protection puisque depuis décembre 1992, Contrada est accusé de collusions avec la mafia, mais la défiance de Falcone à son égard n'est pas un secret. Le réalisateur en fait un personnage muet qui apparaît en noir et blanc par un montage parallèle suggérant qu'il surveille les agissements des magistrats du *pool*. Ce montage suggestif montre le personnage allant prendre les documents disparus dans le coffre-fort de dalla Chiesa, écoutant les conversations téléphoniques des magistrats ou parlant avec la taupe qui aurait averti les tueurs du départ de Cassarà du commissariat juste avant qu'il ne se fasse assassiner. La figure de Contrada est également omniprésente dans les représentations récentes des 57 derniers jours de Paolo Borsellino. La fiction Mediaset fait apparaître Contrada lorsque Borsellino est appelé au ministère alors qu'il interroge Mutolo – qui dénonce Contrada comme complice de *Cosa nostra* – dans le plus grand secret. Cette rencontre est angoissante : Borsellino est d'abord seul dans une grande salle puis le personnage de Contrada arrive de nulle part et parle des interrogatoires de Mutolo à Borsellino. De plus, le personnage est austère et inquiétant : il est chauve, vêtu de noir et salue le magistrat en tendant une main à moitié couverte par un gant étrange qui, par endroits, laisse apparaître sa peau. Cet

142. On pense par exemple à Pizzillo demandant l'éviction de Falcone, à la trahison de Geraci lors du vote au CSM, à Meli qui démembre le *pool*, mais aussi aux soupçons qui planent sur Di Pisa, soupçonné d'être le corbeau, et même à l'attitude hostile du CSM envers Falcone et Borsellino lorsque ce dernier dénonce la dissolution du *pool*.

143. Le titre de « dottore » en italien se dit normalement pour les médecins et pour tous ceux qui ont une licence universitaire mais son usage est largement répandu pour exprimer un respect du grade et de la fonction.

objet singulier semble ainsi représenter la dualité inquiétante du clair-obscur. Après cette rencontre, le personnage de Borsellino dit à sa femme de fermer les volets par crainte qu'on ne les espionne depuis le Castel Utveggio, qui était alors un centre du Sisde[144]. Enfin, la bande dessinée *Un fatto umano* représente Contrada en reptile – iguane ou serpent – ce qui en fait un personnage éminemment négatif. Si l'iguane est naturellement attentiste et se fond dans son environnement, le serpent incarne le Mal dans la tradition biblique. De plus, les reptiles sont caractérisés par leur mue et donc leur charge symbolique évoque une ambiguïté, une capacité à tromper les autres et à se transformer. L'utilisation de cette famille animale pour représenter Contrada alimente encore un peu plus cette représentation en clair-obscur, nous livrant le portrait d'un État-Janus qui trame dans l'ombre des personnages positifs, faisant croître la tension, et devient un signe annonciateur de la mort.

Le destin tragique

La solitude comme anticipation de la mort

Dans sa dernière interview, le préfet dalla Chiesa explique qu'il a compris la « nouvelle règle du jeu », à savoir « on tue le puissant quand il se passe cette combinaison fatale : il est devenu trop dangereux mais on peut le tuer car il est isolé[145] », ce qui est interprété *a posteriori* comme un cri d'allarme que les pouvoirs politiques n'ont pas su ou voulu comprendre. Il nous semble évident que cette dénonciation de l'isolement comme anticipation de la mort – largement véhiculée dans la presse – a conditionné la représentation que Giuseppe Ferrara fait des derniers mois de dalla Chiesa dans *Cent jours à Palerme*. La phrase de conclusion de *Cose di Cosa nostra* revêt la même dimension prophétique[146] mais pour son film sur Falcone, on l'a vu, le réalisateur prend cette fois le parti de représenter l'adversité plus que la solitude. Il recourt également à une personnification de la mort qui apparaît[147], comme la figure de Contrada, en noir et blanc mais

144. *Servizio per le informazioni e la sicurezza democratica*. Ce sont les services secrets italiens.

145. « Credo di aver capito la nuova regola del gioco : si uccide il potente quando avviene questa combinazione fatale : è diventato troppo pericoloso ma si può uccidere perché è isolato. » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit.*, p. 228.

146. « On meurt généralement parce qu'on est seul ou parce qu'on est rentré dans un jeu qui nous dépasse. On meurt souvent parce que l'on ne dispose pas des alliances nécessaires, parce que l'on est privé de soutien. En Sicile la mafia frappe les serviteurs de l'État que l'État n'a pas réussi à protéger. » (« Si muore generalmente perché si è soli o perché si è entrati in un gioco troppo grande. Si muore spesso perché non si disponde delle necessarie alleanze, perché si è privi di sostegno. In Sicilia la mafia colpisce i servitori dello Stato che lo Stato non è riuscito a proteggere. ») in FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit.*, p. 171.

147. La première apparition arrive juste après la scène de l'interrogatoire de Buscetta et la deuxième est une sorte de mise en abyme. Falcone regarde une partie d'échecs à la télévision, la figure étrange qui représente la mort apparaît dans le petit écran et lui dit « Joue avec la mort » (« Gioca con la morte ») in *Giovanni Falcone*, réalisé par Giuseppe Ferrara, 1993.

accompagnée d'une musique dramatique. Ces moments tranchent donc esthétiquement avec le reste du film et alimentent le *crescendo* tragique. Cette représentation est tout à fait originale car on ne la retrouve nulle part ailleurs.

En revanche, les représentations de Paolo Borsellino – à l'aune des révélations de ces dernières années sur la *trattativa* – se concentrent sur la solitude du magistrat après l'assassinat de Falcone. Le personnage de Borsellino est donc souvent mis en scène seul, en gros plan, fumant et transcrivant frénétiquement ses doutes dans son agenda rouge. Un autre document particulièrement saisissant est une photographie en noir et blanc de Francesco Pedone[148], prise au Palais de Justice le 24 mai 1992 au matin avant que la chapelle ardente ne soit dressée. On y voit Paolo Borsellino seul au premier plan, sur la gauche, qui fixe l'objectif une cigarette à la main et le visage visiblement marqué. Il se tient à côté du tapis rouge qui part en diagonale vers la droite. Les lignes de fuite formées par les fauteuils et le tapis convergent vers les cinq tréteaux porte-cercueils, flous en arrière-plan, qui constituent la ligne d'horizon. Le point de fuite est situé sur l'horizontale formée par les porte-cercueils. Le regard passe donc naturellement de Borsellino aux tréteaux et, par sa composition, cette photo nous paraît aujourd'hui prophétique : elle rapproche le destin de Borsellino de celui de Falcone et laisse présager son épilogue tragique. La vue plongeante de l'étage désert du Palais de Justice de Palerme accentue la dimension dramatique car Borsellino semble écrasé, comme accablé. Enfin, la faible profondeur de champ provoque un contraste qui fait sens : seul le personnage est net alors que tout le reste est flou. L'accent est donc mis sur Borsellino et l'ambiance générale paraît insaisissable. Ainsi, les trois silhouettes floues qui se trouvent derrière la ligne d'horizon renforcent l'image d'un lieu hostile, qui symbolise l'attitude de la magistrature et rend la solitude professionnelle de Borsellino encore plus éclatante. C'est justement pour son pouvoir de suggestion que cette photographie a été choisie pour la couverture du livre *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino*[149] ainsi que pour le recueil de photographies publié par le *Corriere della Sera* à l'occasion du vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio. C'est la dernière des quatre photographies choisies pour illustrer les 57 jours qui séparent les deux massacres et elle véhicule donc la clef de lecture actuelle, celle d'un homme isolé voué à une fin tragique. Enfin, en retraçant les dernières semaines de Borsellino, les productions mémorielles s'interrogent sur le

148. *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, supplément publié par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 186-187. La photo est disponible en annexes.

149. « Autour de lui, le vide. Le sentiment de solitude qui envahit le juge est dévastant, dans ce regard il y a toute la conscience d'un destin marqué. » (« Attorno a lui il vuoto. Il senso di solitudine che pervade il giudice è devastante, in quello sguardo c'è tutta la consapevolezza di un destino segnato. ») in BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 30.

mobile de l'assassinat de Borsellino et épousent les dernières reconstructions judiciaires en mettant la *trattativa* au coeur de leurs représentations. Giacomo Bendotti explique ainsi son parti pris :

> Ce qui favorise la mafia, ce sont les intérêts convergents d'une partie du Pays trop large pour pouvoir trouver une poignée de boucs émissaires. À partir de cette conviction, j'ai pensé représenter Borsellino comme un homme isolé, cerné par des zones grises où se tissent des rapports entre les institutions et la mafia. J'ai épousé la thèse de la *trattativa* comme cause première du massacre, mais j'ai suggéré que des comportements obscurs se cachaient aussi au Parquet et dans la police[150].

Les avancées judiciaires sur la *trattativa* conditionnent donc l'image de Borsellino dans les productions mémorielles en donnant aux auteurs un cadre propice aux théories complotistes qui accentuent le *crescendo* tragique. On observe donc un processus de reconstruction de la figure de Borsellino au prisme de la *trattativa*, d'où les témoignages d'affection – le soutien de l'escorte de Falcone ou les signes de soutien venant des citoyens – sont évacués pour donner l'image d'un homme tenace, seul et condamné : un véritable martyr de l'antimafia. Ces représentations permettent également de renforcer la dimension hautement morale de l'engagement de Borsellino, qui apparaît encore plus exemplaire.

Une mort inéluctable

Toutes les figures étudiées ont conscience que leur mort est inéluctable. Cette lucidité participe de l'héroïsation et renforce le caractère exemplaire de leur engagement. Pio La Torre, conscient des risques qu'impliquaient les batailles qu'il menait en Sicile, s'est confié à Emanuele Macaluso quelques jours avant sa mort en lui disant « Maintenant c'est notre tour[151] ». Après avoir reçu de nombreux appels anonymes, il s'est acheté un pistolet et a déménagé pour limiter les trajets[152]. De même, les écrits du général dalla Chiesa en date du 30 avril 1982 – jour de l'assassinat de Pio La Torre – laissent clairement émerger combien il est lucide sur la situation qui l'attend. Dans l'avion qui l'emmène à Palerme, il écrit une lettre à ses enfants dans laquelle il organise la répartition des bijoux de son épouse disparue. Pour son fils Nando, cette lettre est son « testament spirituel[153] ». Pris à part, ce document ne semble pas directement relié à la situation palermitaine.

150. « A favorire la mafia sono le convergenze di interessi di una fetta del Paese troppo larga per poter individuare una manciata di capri espiatori. A partire da questa convinzione ho immaginato di rappresentare Borsellino come un uomo isolato, circondato ovunque da zone grigie di rapporti tra le istituzioni e la mafia. Ho sposato l'ipotesi della trattativa come causa fondante della strage, ma ho suggerito che anche nella Procura e in Polizia si annidavano comportamenti oscuri. » in BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.,* p. 104.

151. « Ora tocca a noi » in DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre. Un comunista romantico, op. cit.,* p. 138.

152. Voir CONSOLO Vincenzo, *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia, op. cit*., p. 85 et p. 96.

153. « Testamento spirituale » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 308. La lettre est reproduite in *Ibid.,* p. 310-313.

Toutefois, si on lit en parallèle ce que le général écrit dans son journal intime[154] ce même jour, on comprend que c'est bien l'urgence et le danger de la situation palermitaine qui le poussent à prendre des dispositions de partage d'héritage anticipé.

> Et moi, qui suis certainement le dépositaire le plus informé de tous les événements d'un passé qui n'est pas si lointain, je me retrouve à être appelé à un devoir vraiment ingrat et, pourquoi ne pas le dire, même dangereux. Promesses, garanties, soutiens, ce sont toutes des choses qui ne sont et ne seront pas suivis de faits. La vérité est qu'en quelques heures (5-6) j'ai été catapulté d'une cérémonie qui m'était chère – et qui aurait dû sceller ma longue carrière dans l'*Arma* – à un milieu suspect, riche d'un mystère et d'une lutte qui peuvent certes m'exalter, mais sans personne autour, et sans l'aide d'une personne amie, sans le réconfort d'avoir derrière soi une famille comme cela avait déjà été le cas à l'époque de la lutte contre le terrorisme, quand il y avait toute l'*Arma* avec moi.
>
> Je me suis retrouvé tout d'un coup avec d'autres gens et dans un milieu qui d'un côté attend des miracles de ton Carlo et de l'autre est en train de maudire ma destination et mon arrivée.
>
> Je me suis donc retrouvé entre une opinion publique dont l'estime m'a donné une grosse bouffée d'oxygène et un État qui confie la tranquillité de son existence non pas tant à la volonté de combattre et d'anéantir la mafia et une politique mafieuse, mais à l'utilisation et à l'exploitation de mon nom pour apaiser l'irritation des partis. Qu'ensuite mon action puisse devenir utile, tout est laissé à mon enthousiasme de toujours, prêts à me jeter au vent dès que des intérêts précis seront ou dervont être touchés ou limités, prêts à me laisser seul dans les responsabilités qui sans aucun doute en dériveront et également dans les dangers physiques que je devrai affronter.
>
> Oui, mon trésor, cette fois il s'agit d'une évaluation réaliste et qui ne vient pas de craintes absurdes[155].

Cet extrait, cité dans le *Rapporto giudiziario sull'omicidio dalla Chiesa* du 27 juin 1983[156], est un document exceptionnel qui nous permet de disposer des premières impressions de dalla Chiesa après son arrivée à Palerme, dans un contexte de crise agravée par l'assassinat de Pio La Torre. Le général analyse minutieusement la situation – et notamment l'instrumentalisation politique de son nom, de son prestige – et verbalise le risque vital qui découle de cette prise de fonction. La solitude ressentie et la lucidité quant au fait qu'il y a peu de chance d'évolution et que l'isolement sera, à terme, fatal donne une dimension sacrificielle à l'engagement du préfet. « Là-bas c'est l'enfer et il va là-bas pour le Pays. […] Pour confirmer, devant l'enfer, son entière loyauté

154. Dans son journal, le général s'adresse à sa femme disparue.

155. « Ed io, che sono certamente il depositario più informato di tutte le vicende di un passato non lontano, mi trovo ad essere richiesto di un compito davvero improbo e, perché no, anche pericoloso. Promesse, garanzie, sostegni, sono tutte cose che lasciano e lasceranno il tempo che trovano. La verità è che in poche ore (5-6) sono stato catapultato da una cerimonia a me cara, che avrebbe dovuto costituire il sigillo alla mia lunga carriera nell'Arma, in un ambiente infido, ricco di un mistero e di una lotta che possono anche esaltarmi, ma senza nessuno intorno, e senza l'aiuto di una persona amica, senza il conforto di avere alle spalle una famiglia come era già stato all'epoca della lotta al terrorismo, quando con me era tutta l'Arma.
Mi sono trovato in casa d'altri ed in un ambiente che da un lato attende dal tuo Carlo miracoli e dall'altro che va maledicendo la mia destinazione ed il mio arrivo.
Mi sono trovato cioè al centro di una pubblica opinione che ad ampio raggio mi ha dato l'ossigeno della sua stima e di uno Stato che affida la tranquillità della sua esistenza non già alla volontà di combattere e debellare la mafia ed una politica mafiosa, ma all'uso ed allo sfruttamento del mio nome per tacitare l'irritazione dei partiti. Che poi la mia opera possa diventare utile, tutto è lasciato al mio entusiasmo di sempre, pronti a buttarmi al vento non appena determinati interessi saranno o dovranno essere toccati o compressi, pronti a lasciarmi solo nelle responsabilità che indubbiamente deriveranno ed anche nei pericoli fisici che dovrò affrontare.
Sì, tesoro mio, questa volta è una valutazione realistica e non derivante da timori assurdi. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 315.

156. *Rapporto giudiziario sull'omicidio dalla Chiesa* du 27 juin 1983, p. 5.

envers l'État et le peuple italien[157] ». Cette interprétation de son fils, figurant dans le chapeau du texte, conditionne le lecteur et véhicule l'image d'un héros dont le sacrifice a une dimension éminemment nationale. Enfin, l'emploi du terme « enfer » – même en l'absence de majuscule – inscrit sa lecture dans un univers référentiel religieux qui fait évoluer la figure du héros vers celle de martyr.

Pour Paolo Borsellino, les représentations récentes insistent sur la solitude comme anticipation de la mort et, par conséquent, la lucidité du personnage apparaît comme sa caractéristique principale. Les témoignages des proches du magistrat, qui posent les bases de la construction mémorielle de la victime, vont tous dans le même sens. Par exemple, lorsque Lucia rejoint son père à l'hôpital après l'attentat de Capaci, elle comprend tout de suite que la mort de Falcone fait de lui la prochaine cible de la mafia :

> La souffrance pour la perte de Giovanni et Francesca est grande, on les aimait beaucoup à la maison. Mais mes pleurs, ce 23 mai, que cela ne semble pas égoïste, cachent aussi une certitude : maintenant la mort de mon père se rapproche, pour lui aussi les heures sont désormais comptées. […] J'ai entendu mille fois mon père dire que son bouclier contre *Cosa nostra*, c'est Giovanni. « D'abord ce sera son tour, puis c'est moi qu'ils tueront », soutient-il depuis toujours. C'est une sorte de hiérarchie établie par le destin que, selon lui, la mafia doit respecter. Falcone est célèbre depuis longtemps, il a toujours été décrit comme le juge qui n'a qu'un but dans la vie : battre *Cosa nostra*. Mon père, non : sa notoriété est arrivée plus tard, il a vécu une vie plus normale. Voilà pourquoi il répète tout le temps qu'il est le deuxième sur la liste[158].

Au lendemain du massacre de via d'Amelio, la presse publie de nombreux témoignages similaires disant que Borsellino était certain que la mafia n'allait pas tarder à l'éliminer. L'assassinat de Falcone marque le début d'un compte à rebours pour Borsellino, caractérisé par un travail frénétique pour comprendre les raisons du massacre de Capaci ainsi que par une surexposition médiatique pour servir l'enquête et défendre la mémoire de Falcone. La « parfaite conscience[159] » – pour reprendre l'anaphore utilisée par Borsellino pour décrire l'engagement de Falcone – d'être tué et donc de disposer de peu de temps devient donc un élément constitutif de la mémoire immédiate du magistrat. Les représentations récentes l'utilisent donc pour créer une tension et alimenter le *crescendo* dramatique. En 2003, dans la poésie *Anniversariu*[160] composée en mémoire de

157. « Lì c'è l'inferno e lì va per il Paese. […] Per ribadire, davanti all'inferno, la sua piena lealtà allo Stato e al popolo italiano. » in *Ibid*., p. 314.

158. « È grande la sofferenza per la perdita di Giovanni e Francesca, gli volevamo tutti bene, in casa Borsellino. Ma il mio pianto, quel 23 maggio, non sembri egoistico, nasconde anche una consapevolezza : adesso la morte di mio padre diventa più vicina, anche per lui le ore sono contate. […] Ho sentito mille volte, da mio padre, che il suo scudo contro Cosa nostra è Giovanni. "Prima toccherà a lui, poi uccideranno me", sostiene da sempre. È una sorta di gerarchia stabilita dal destino che secondo lui la mafia dovrebbe rispettare. Falcone è da tempo famoso, è sempre stato descritto come il giudice che nella vita ha un solo scopo : sconfiggere Cosa nostra. Mio padre no : la sua notorietà è arrivata dopo, ha vissuto una vita più normale. Ecco perché ripete che sarà sempre il secondo della lista. » in *Ibid*., p. 242-243.

159. « Con perfetta coscienza » in BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit*., p. 47.

160. « Un omu ca sapi d'esseri mortu » in LA MATTINA Lina, *Parabula significa*, Palerme, Luxograph, 2007, p. 129.

Borsellino, Lina La Mattina[161] décrit le magistrat comme « un homme qui sait qu'il est déjà mort » et le récit de la journée du 19 juillet est un climax tragique où le personnage est représenté comme étant conscient qu'il s'agit de sa dernière journée. De même, dans *I 57 giorni*, pour rendre ce sentiment d'urgence et représenter un personnage lucide quant au sort qui l'attend, le réalisateur invente une rencontre avec le magistrat s'occupant de l'enquête sur Capaci auquel Borsellino dit : « Quand vas-tu m'interroger ? Pense que je suis déjà mort ! Cela n'arrive pas souvent au juge de pouvoir interroger la victime[162] ! » La nouvelle clé de lecture liée aux révélations sur la *trattativa* amplifie cet élément et en fait un nouveau vecteur d'interprétation, au prix de quelques entorses avec la réalité. On obtient le portrait d'un personnage clairvoyant : conscient des carences dans son système de protection, Borsellino est perspicace car il perçoit que les carabiniers trament quelque chose et sait que la mort se rapproche[163]. Cette lucidité renforce évidemment son image de héros qui confine au martyr et devient un des principaux traits distinctifs, si ce n'est le principal, de sa construction mémorielle.

La multiplicité des représentations et des supports utilisés constituent autant de mises en récit différentes et complémentaires qui contribuent à transformer les figures étudiées en véritables héros et à pérenniser leur expérience en la mythifiant. Cette mythification de l'expérience entraîne la création d'un modèle qui donne un caractère sacré aux figures, ultérieurement renforcé par le recours à un cadre référentiel religieux qui induit une comparaison avec le modèle christique.

Le cadre référentiel religieux

Le modèle christique

L'abnégation

L'abnégation est une caractéristique que nous retrouvons chez les quatre figures étudiées. En effet, tous se donnent corps et âme pour accomplir leur travail, qui s'apparente de plus en plus à une véritable mission. Les qualités que nous avons mises en avant dans la construction des figures de héros sont donc mobilisées pour servir la

161. Poétesse sicilienne engagée dans le mouvement antimafia, élève d'Ignazio Buttitta. Nous l'avons rencontrée lors des commémorations de via d'Amelio en 2012. En lien avec les associations, elle compose souvent en mémoire des victimes de la mafia.

162. « Quando mi interrogherai ? Fa conto che sono già morto ! Non capita spesso al giudice di poter interrogare la vittima ! » in *I 57 giorni*, réalisé par Alberto Negrin, 2012.

163. Nous faisons référence ici à un enchaînement de trois planches qui sont emblématiques de cette volonté de construction d'un personnage extra-lucide : conscience des défauts du système de protection ; questionnement sur l'agenda rouge à propos de l'attitude des carabiniers ; représentation du compte à rebours angoissant à travers le tic-tac de l'horloge. Voir BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.*, p. 59-61. Ces planches sont disponibles en annexes.

représentation du dévouement. Les longues journées de travail ne sont donc pas uniquement l'apannage des magistrats puisque, comme nous a raconté Nando dalla Chiesa, son père travaillait régulièrement le soir à la maison :

> C'était une personne qui rentre dîner tard, et puis après le dîner, un carabinier monte lui amener du travail à la maison, et lui travaille tard à la maison uniquement pour donner la sensation d'être à la maison. Il était quand même présent à la maison. Le fait de finir toujours tard, et même parfois de sortir à minuit pour faire des tours de contrôle, des inspections pour se rendre compte en personne de ce qui se passe, quand personne ne s'y attend. Tout cela donne la mesure d'une personne qui croit vraiment en ce qu'il fait[164].

Ce témoignage fait émerger une tension entre l'abnégation et la vie de famille, qui l'on retrouve dans toutes les représentations des figures étudiées. Dans la bande dessinée réalisée pour le trentième anniversaire de l'assassinat de Pio La Torre, les auteurs ont choisi – à l'image de la quasi totalité des ouvrages consacrés à l'homme politique – de ne représenter presque que son engagement politique. Les rares allusions à la vie personnelle du protagoniste ont donc pour seul et unique objectif de servir la représentation de son dévouement à la cause. Par exemple, la construction de la planche représentant le mariage de Pio La Torre et Giuseppina Zacco[165] est emblématique de ce point de vue. Sur les deux premières vignettes – qui occupent une bonne moitié de la planche – on voit les jeunes mariés joyeux, sortant de l'église, puis un camarade vient avertir le jeune Pio qu'un massacre a eu lieu en Calabre, à Melissa, pendant une occupation de terres agricoles. Sur la quatrième vignette, qui n'a pas de bordure, on voit le protagoniste au premier plan qui semble regarder au loin, en pleine réflexion, alors que Giuseppina apparaît à l'arrière-plan. La « mise en page ostentatoire[166] » des auteurs isole Pio La Torre et illustre cette tension entre le dévouement et la vie privée, qui se résout dans la cinquième vignette, où Pio dit à sa jeune épouse « Je suis désolé, mon amour… Mais nous devons repousser notre voyage de noces… Il y a une occupation à faire[167] ! » et cette dernière lui répond : « Pio… Je te suivrai ![168] », donnant ainsi l'image idéalisée d'un couple animé par une même passion politique. En réalité, les jeunes mariés ont appris la nouvelle du massacre de Melissa alors qu'ils étaient en voyage de noces à Capri et ont

164. « Era una persona che viene a cena tardi, e poi dopo cena sale il carabiniere a portargli il lavoro a casa, che lui fa a casa anche fino a tardi solo per dare la sensazione di stare in casa. Comunque ci stava in casa. Il fatto di finire sempre tardi, magari a volte uscire di casa anche a mezzanotte per fare dei giri di controllo, delle ispezioni per rendersi conto di persona di che cosa succede, quando nessuno se lo aspetta. Danno la misura di uno che ci crede veramente a quello che fa. » in Entretien avec Nando dalla Chiesa, réalisé à Milan le 4 septembre 2012. Ce document est disponible en annexes.

165. BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* p. 13.

166. Voir GROENSTEEN Thierry, *Système de la bande dessinée*, Paris, PUF, 1999, p. 115.

167. « Mi spiace, amore mio… Ma dobbiamo posticipare il viaggio di nozze… C'è un'occupazione da fare ! » in BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* p. 13. Cette planche est disponible en annexes.

168. « Pio… Io ti seguirò ! » in *Ibidem*.

écourté leur voyage pour reprendre l'occupation des terres[169]. Dans le roman consacré à Pio La Torre, le retour précipité à Palerme n'enchante pas Giuseppina mais La Torre ne lui laisse pas le choix :

> Je ne peux pas ne pas y aller. Je jetterais à l'eau des mois de travail, je trahirais la confiance de miliers de paysans ainsi que leurs attentes. Non, je suis désolé. Pour le voyage de noces on aura toujours le temps, pour l'occupation des terres, en revanche, chaque heure perdue est une heure de souffrance et de faim pour nos ouvriers agricoles[170].

L'utilisation d'un argument pathétique sert d'une part à couper court aux possibles récriminations de son épouse et, de l'autre, à mettre en avant une abnégation qui s'apparente à un véritable don de soi, puisque le personnage fait passer son activisme politique avant sa vie privée. De même, alors qu'il est en prison, les auteurs de la bande dessinée recourent à l'alternance champ/contre-champ pour représenter une réunion politique secrète que La Torre tient à l'Ucciardone pour remobiliser ses camarades[171]. Encore une fois, c'est lui qui donne l'exemple. Dans la grande vignette, tandis que ses camarades dénoncent leur incarcération, La Torre (représenté de dos) explique qu'il a également souffert : « J'ai eu un fils et je ne sais même pas à quoi il ressemble… ». La fin de la phrase apparaît dans une autre vignette, où le personnage apparaît en gros plan : « … ma mère est morte et ils ne m'ont même pas autorisé à la saluer une dernière fois… Ils veulent nous essoufler, nous faire baisser la tête… Mais ils n'ont pas encore compris quel genre d'hommes sont les communistes siciliens[172] ! » L'incrustation de cette vignette de contre-champ représentant un gros plan de La Torre dans la plus grande vignette où l'on voit l'assistance donne une importance rhétorique au discours de La Torre. Cette « mise en page ostentatoire[173] » met en avant la ténacité du personnage, que rien de déstabilise, ainsi que son dévouement total à la cause et au parti, bien que celui-ci l'ait quelque peu abandonné à son sort. Les éléments privés sont donc utilisés ici pour illustrer la ferveur de son engagement. Enfin, après un an et demi passé en prison, le personnage de Pio ne suit pas les conseils de ses camarades qui l'encouragent à profiter de sa famille et se présente au siège du parti au lendemain de sa libération. Alors qu'un de ses camarades s'étonne de le voir déjà de retour (« Mais tu ne devais pas prendre quelques jours de repos ? »), La Torre répond : « Je me reposerai quand il n'y aura plus

169. Voir RIZZO Domenico, *Pio La Torre. Una vita per la politica attraverso i documenti, op. cit.*, p. 36.

170. « Non posso non andare. Buttrei a mare mesi di lavoro, tradirei la fiducia di migliaia di contadini e le loro aspettative. No. Mi dispiace. Per il viaggio di nozze c'è sempre tempo, per l'occupazione delle terre, invece, ogni ora che si perde sono ore di sofferenza e fame per i nostri braccianti. » in BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit.,* p. 123.

171. BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* p. 16.

172. « Mi è nato un figlio e ancora non so com'è fatto… » ; « …è morta mia madre e non mi hanno concesso di darle l'ultimo saluto… Ci vogliono sfiancare, farci calare la testa… Ma ancora non hanno capito di che pasta sono fatti i comunisti siciliani ! » in *Ibidem*.

173. Voir GROENSTEEN Thierry, *Système de la bande dessinée*, Paris, PUF, 1999, p. 115.

rien à faire… Parle-moi des conditions des ouvriers du bâtiment[174] ! ». L'image qui ressort de cette représentation est donc celle d'un homme inépuisable, qui consacre toute son énergie à la cause qu'il défend. La profonde humanité qui se dégage du personnage – qui fait en permanence passer les autres avant lui – le rapproche du modèle christique de dévouement envers son prochain.

Le sacrifice

Une telle abnégation entraîne nécessairement des sacrifices personnels qui influent directement sur la vie privée des protagonistes. Si pour Pio La Torre le récit se concentre sur l'engagement politique et donc sur sa vie professionnelle, certaines représentations de Giovanni Falcone utilisent la vie privée pour montrer combien l'abnégation confine au sacrifice. Dans le roman de jeunesse de Luigi Garlando (2004) et la bande dessinée qui en est tirée[175] (2008), la père fait la liste de tout ce que Falcone ne peut plus faire (aller se baigner, aller au cinéma ou au restaurant) pour montrer que son métier « influe lourdement sur sa vie privée[176] ». Le divorce avec Rita apparaît comme un choix héroïque à travers une nouvelle comparaison avec Spider-Man, dont la condition de super héros empêche toute relation affective, et c'est le statut de magistrate de Francesca qui rend leur union possible car elle comprend et accepte la vie sous escorte. De leur côté, les auteurs de la fiction produite pour la télévision ont pris de grandes libertés avec la biographie du magistrat et cette distorsion flagrante de sa vie affective conditionne largement la représentation. Nous l'avons évoqué, cette fiction dresse le portrait d'un homme passionné tant sur le plan professionnel que personnel et cette dualité nourrit un profond conflit intérieur – digne des plus grands drames antiques – entre le *logos* et le *pathos*. Le romantique Falcone fait la cour à Francesca, ils échangent leur premier baiser sous une pluie battante et le couple part même sur un coup de tête, sans escorte, pour un week-end en amoureux. Le personnage apparaît donc de plus en plus tiraillé entre son désir d'évasion constant et ses obligations professionnelles. Après la discussion entre les deux protagonistes sur les risques du métier de Falcone[177] qui se conclut par le souhait de Francesca de mourir à ses côtés, le magistrat décide de la quitter à la fin du premier épisode, en lui disant : « Je ne peux pas me permettre de t'aimer[178] ». La raison

174. « Ma non ti dovevi prendere qualche giorno di riposo ? » ; « Mi riposerò quando non ci sarà più niente da fare… Parlami delle condizioni dei lavoratori edili ! » in BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* p. 16.

175. Voir GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.*, p. 63-64 & STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 68.

176. « Incide pesantemente sulla privacy » : Propos de Giovanni Falcone interviewé in *I nemici della mafia. La solitudine del giudice Falcone*, réalisé par Marcelle Padovani & Claudio Goretta, 1988.

177. Nous faisons référence au passage cité précédemment où Falcone répond par la citation de Kennedy.

178. « Non posso permettermi di amarti. » in *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra* d'Andrea et Antonio Frazzi, 2006

semble donc l'emporter sur la passion amoureuse mais, dans le deuxième épisode, on retrouve la figure du magistrat romantique qui rattrape Francesca à l'aéroport pour lui faire une belle déclaration d'amour à grands renforts de violons. Toutefois, leur rapport est toujours conditionné par la vie professionnelle de Falcone, dont le choix de ne pas avoir d'enfant apparaît comme l'ennième sacrifice. Après l'attentat raté de l'Addaura, le couple est représenté en crise. Si Francesco La Licata évoque en effet le choix de Falcone de rester seul dans la villa alors qu'il impose à Francesca de rentrer à Palerme, ceci est extrapolé et transformé en une seconde rupture, qui se prolonge jusqu'à ce que le magistrat prenne son poste à Rome. Évidemment, pour respecter la réalité des faits, il fallait que Francesca meure à ses côtés et il était donc nécessaire qu'ils se remettent ensemble. Comme nous avons vu que la figure de Borsellino sert à grandir celle de Falcone, le personnage de Francesca contribue à renforcer la figure de héros de Falcone en véhiculant l'image d'un homme qui se libère de ses affects pour porter sa mission à terme. L'invention de ce rapport tourmenté avec Francesca est un ingrédient indispensable dans la construction du personnage : il renonce à son bonheur personnel et se caractérise donc par la dimension sacrificielle de son engagement professionnel.

La notion de sacrifice est également omniprésente dans les témoignages dont on dispose sur le travail du *pool* antimafia. Dans le récent recueil *Visti da vicino. Gli uomini e gli eroi* (2012) – au sous-titre éloquent – les collaboratrices sont mises sur le devant de la scène et la parole leur est donnée. Or, cette parole féminine transcende la dimension professionnelle de l'expérience du *pool* pour construire une image familiale :

> Nous voyions en eux le sacrifice et nous nous sacrifions avec eux. Nous avons sacrifié nos vies, nos familles, nos enfants, et certainement pas pour de l'argent ou pour notre carrière. Nous étions une famille[179].

Au sein de cette famille, la solidarité entre les différents membres du *pool* prend des allures de sacrifice collectif. Cela devient donc une caractéristique essentielle de cette expérience – tant humaine que professionnelle –, renforçant ainsi le contraste entre le groupe et le milieu hostile qui l'entoure. Tel le Christ emmenant les apôtres, Falcone et Borsellino apparaissent donc comme des modèles pour leurs collègues mais, sur le plan privé, leur engagement professionnel devient un véritable sacerdoce. Cette dimension est très présente dans les représentations de Borsellino puisque son travail a eu des conséquences directes sur la santé de sa fille Lucia. Le 31 juillet 1988, alors qu'il

179. « Vedevamo in loro il sacrificio e ci sacrificavamo con loro. Abbiamo sacrificato le nostre vite, le nostre famiglie, i nostri figli, e non certo per soldi o per carriera. Noi eravamo una famiglia. » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.*, p. 55.

comparaît devant le CSM dans le cadre d'une procédure disciplinaire[180], Vito d'Ambrosio – magistrat – demande à Borsellino quel était le rythme de travail du *pool* antimafia. Ce dernier profite de sa réponse pour souligner combien la rédaction de l'acte d'accusation lui a coûté d'énormes sacrifices sur le plan familial et personnel :

> De janvier à novembre 1985, juste pour vous donner un exemple, je ne crois pas que je suis sorti si ce n'est pendant 4-5 heures par jour, et par jour j'entends les 24 heures, de ma pièce sans fenêtres du bunker. Ou mieux, j'en sortis parce qu'après le meurtre du commissaire Cassarà nous fûmes appelés, Falcone et moi, par le préfet de police de Palerme qui nous dit que, le jour même, nous devions être mis au secret sur une île déserte avec nos familles pour finir l'ordonnance, parce que cette ordonnance, si ce n'était pas nous qui la faisions, si on nous avait tués, personne ne la ferait car personne n'était capable de la faire. Vu que je protestai, en disant que cette décision ne pouvait pas être appliquée immédiatement, parce que Falcone n'avait pas d'enfants mais moi j'avais une famille et je devais préparer mes affaires, on m'a répondu de façon brutale que j'avais des devoirs envers l'État et pas envers ma famille. Je réussis tout de même à obtenir un délai de 24 heures, mais 24 heures plus tard Falcone, nos familles respectives et moi avons été évacués sur cette île. Entre parenthèses – je n'aime pas le dire, mais je dois le dire – toute cette affaire a causé une grave maladie à ma fille, l'anorexie psychogène, et elle descendit sous les trente kilos. On a été jeté à l'Asinara pour travailler pendant un mois et à la fin, on nous a présenté l'addition, j'ai encore le reçu[181].

Ce témoignage est exceptionnel car il est rare que les magistrats reviennent sur leur carrière et évoquent les conséquences de leur engagement professionnel sur leur vie personnelle. Les seules prises de position polémiques de Falcone et Borsellino arrivent dans un contexte spécial, où ils sont attaqués par leurs pairs, et on peut supposer – au vu de leur sens de l'État et de la hiérarchie – que l'hostilité ressentie les pousse à souligner combien leur engagement leur a coûté sur le plan personnel. On ressent ici toute l'amertume de Borsellino : il ne se plaint pas des rythmes de travail éreintants mais des conséquences désastreuses de la pression sur ses proches. La maladie de Lucia est une véritable souffrance pour le magistrat et, dans la fiction en deux épisodes portant sur Borsellino, cela devient une sorte de fil rouge. Bafouant la chronologie, les auteurs ont choisi de faire débuter la maladie avant l'assassinat de Chinnici afin de montrer combien il s'agit d'une conséquence directe du stress imposé aux proches. L'omniprésence en filigrane de la maladie de Lucia et la dégradation de son état de santé sont également utilisées pour montrer la dimension exceptionnelle de Borsellino :

180. Il témoigne alors devant le CSM suite à sa prise de position publique où il dénonce l'isolement de Falcone et le démantèlement de *pool* suite à l'élection d'Antonino Meli.

181. « Dal gennaio al novembre del 1985, tanto per fare un esempio, non credo di esser uscito se non per 4-5 ore al giorno, e per giorno intendo le 24 ore, dalla mia stanza senza finestra del bunker. O meglio ne uscii, perché dopo l'omicidio del commissario Cassarà fummo chiamati, io e Falcone, dal questore di Palermo dell'epoca il quale ci disse che lo stesso giorno dovevamo essere segretati in un'isola deserta assieme alle nostre famiglie per finire di fare l'ordinanza, perché se questa ordinanza non la facevamo noi, se ci avessero ammazzati, non la faceva nessuno perché nessuno era in grado di metterci mano. Siccome io protestai, dicendo che questa decisione non doveva essere attuata immediatamente, perché Falcone è senza figli, ma io avevo famiglia e dovevo regolarmi le mie faccende, mi fu risposto in malo modo che i miei doveri erano verso lo Stato e non verso la mia famiglia. Sta di fatto che riuscii ad ottenere 24 ore di proroga, ma dopo 24 ore scaricarono me, Falcone e le nostre rispettive famiglie in quest'isola. Tra parentesi – non amo dirlo, ma lo devo dire – tutta questa vicenda ha provocato una grave malattia a mia figlia, l'anoressia psicogena, e mi scese sotto i trenta chili. Siamo stati buttati all'Asinara a lavorare per un mese e alla fine ci hanno presentato il conto, ho ancora la ricevuta. » in MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia, op. cit*., p. 92.

> Lucia : Moi, je n'ai pas les épaules d'un héros, papa.
>
> Borsellino : Mais moi je ne suis pas un héros, je suis une personne normale. C'est la Sicile qui n'est pas normale. Moi, simplement, je ne détourne pas la tête. Je ne fais pas semblant de ne rien voir[182].

Cependant, lorsque Borsellino ramène Lucia chez ses parents pour ne pas qu'elle reste à l'Asinara, c'est elle qui le pousse à retourner travailler. Les représentations donnent donc l'image d'un homme courageux, qui sacrifie sa vie de famille pour son travail, mais qui est dans le même temps soutenu par l'ensemble des membres de sa famille. Agnese Borsellino déclare que « Cela n'a pas été un sacrifice [pour lui que] d'immoler sa vie pour le métier de juge[183] ». La dimension oxymorique de cette phrase rend bien toute l'ambiguïté d'un individu qui d'une part, se donne corps et âme pour un métier qui lui plaît mais, de l'autre, un tel engagement se fait forcément au détriment de sa vie personnelle et familiale. Les représentations utilisent donc la vie privée du magistrat et ses affects pour alimenter une lecture sacrificielle de son engagement.

Du rachat à la rédemption

Si, nous l'avons vu, le terme de « *riscatto* » est au cœur du projet politique de Pio La Torre, il s'agit également d'un élément central de la construction mémorielle de la victime puisque, lorsque nous avons demandé à son fils Franco comment il décrirait son père, il nous a répondu :

> Un exemple de… rachat social, avant tout. Appliqué à lui et à sa pratique politique. Comme vous savez, mon père naît dans une famille de paysans pauvres, en périphérie de Palerme, et son destin – comme lui dit son père – était que son grand-père était paysan, son père était paysan et que lui aussi était destiné à devenir paysan. Mais il lui dit ceci – mon père n'avait pas encore fêté ses cinq ans – à l'occasion de la demande (de mon père) de pouvoir aller à l'école. En cela, disons, la volonté de rachat, à savoir le fait de ne pas considérer les aspects sociaux comme déterminants, existait déjà. […] Il n'était pas obsédé par la mafia en tant que telle, il ne naît pas comme anti-mafieux (sans rien enlever à ceux qui naissent ainsi) mais il arrive, en bref, à considérer la mafia dans son panorama d'initiative et d'engagement politique justement comme un ennemi qu'il fallait battre si l'on voulait porter à terme ce qu'à l'époque on pensait avoir lancé, c'est-à-dire l'autonomie sicilienne, la capacité d'un peuple à prendre son autonomie, puis à dessiner son propre modèle de développement et donc à progresser sur la question des droits[184].

182. « Io non ce l'ho la stoffa dell'eroe, papà. » / « Ma io non sono un eroe, sono una persona normale. È Palermo che non è normale. È la Sicilia che non è normale. Io semplicemente non giro la testa dall'altra parte. Non faccio finta di non vedere. » in *Paolo Borsellino*, réalisé par Gianluca Maria Tavarelli, 2004 (épisode 1).

183. « Non è stato un sacrificio immolare la sua vita al mestiere di giudice. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 61.

184. « Un esempio di…riscatto sociale, innanzitutto. Applicato a se stesso e nella pratica politica. Come lei sa, mio padre nasce in una famiglia di contadini poveri, alla periferia di Palermo, e il suo destino – come ebbe a dirgli suo padre – era che suo nonno faceva il contadino, suo padre faceva il contadino e anche lui era destinato a fare il contadino. Ma gli dice questo in occasione – mio padre non aveva neanche compiuto cinque anni – della sua richiesta (di mio padre) di poter andare a scuola. In questo diciamo, c'era già la volontà di riscatto cioè di non considerare gli assetti sociali come qualcosa di determinati. […] Lui non era ossessionato dalla mafia in quanto tale, non nasce come un antimafioso (senza nulla togliere a quelli che nascono così) ma arriva a, insomma, considerare la mafia nel suo panorama di iniziativa e d'impegno politico come appunto un nemico da sconfiggere se si voleva completare quello che all'epoca si pensava di aver avviato, cioè l'autonomia siciliana, la capacità di autonomia di un popolo, quindi disegnare il proprio modello di sviluppo e quindi di progredire sul campo dei diritti. » : Entretien avec Franco La Torre, réalisé à Rome le 5 septembre 2012. Ce document est disponible en annexes.

Le mot « *riscatto* » est donc ici utilisé dans son sens politique et moral, c'est pourquoi nous le traduisons par « rachat ». L'étymologie du mot nous permet de comprendre que l'on est passé du sens propre de « rançon » au sens figuré de « rachat », dans une perspective morale ou politique (conçu comme « l'affranchissement, l'émancipation d'un état de soumission ; élévation sociale, culturelle ou économique[185] ») puis, par extension, au sens religieux de « rédemption ». Cette polysémie – plus facile à saisir en français du fait des diverses traductions possibles – favorise donc un glissement du laïc vers le religieux. S'il ne fait aucun doute que Pio La Torre donnait un sens éminemment moral et politique, et donc laïc, à ce mot[186], l'omniprésence d'un cadre référentiel religieux dans les ouvrages à visée mémorielle consacrés aux victimes de la mafia nourrit la sédimentation sémantique des deux dimensions. De plus, la mobilisation civile massive après les attentats de 1992 est souvent interprétée comme un mouvement libérateur après des décennies d'inertie. Selon le magistrat Roberto Scarpinato, « il y avait presque un sentiment de culpabilité collective envers les victimes de ces massacres, devenue le symbole d'une volonté de rachat[187] ». Le terme de rachat renvoie également à la notion de dette morale de la population envers les victimes que seul l'engagement civil permet d'honorer. Le 23 juin 1992, en commémorant Falcone, Paolo Borsellino parle même d'un « devoir sacré » car « tous sont morts pour nous, les injustes, qui avons une grande dette envers eux et devons la payer joyeusement, en poursuivant leur œuvre[188] ». Les dimensions morale et religieuse deviennent ainsi indissociables, au même titre que la mémoire et l'engagement. Toutefois, la mobilisation ayant été déclenchée par les assassinats, les victimes semblent donc avoir une action salvatrice sur une partie de la population et le déplacement de la lutte antimafia sur le terrain culturel – en établissant par les slogans une filiation morale entre l'engagement des victimes et des citoyens mobilisés contre la mafia – ne fait que renforcer cette dimension salutaire. À l'image du Christ qui, par sa mort, peut racheter les péchés de l'humanité, le sacrifice des victimes a ouvert la voie à une sorte de rédemption collective. Le modèle christique vient donc contaminer les représentations, transformant peu à peu les victimes en martyrs.

185. « Affrancamento, emancipazione di uno stato di sottomissione ; ascesa, elevazione sociale, culturale, economica » : sens 2 de *riscatto* in *Lo Zingarelli 2014*, Milan, Zanichelli, 2014, p. 1956.

186. Pour sortir du modèle féodal et progresser, le monde paysan devait nécessairement s'affranchir du joug mafieux.

187. LOMBARDO Mario & SCARPINATO Roberto, « Palerme, l'un des rares lieux éthiques qui nous restent », in *La pensée de midi*, 2002/2, n°8, p. 15.

188. MASCALI Antonella, *Les derniers mots de Falcone et Borsellino, op. cit.*, p. 163.

La religiosité des représentations

La reprise de la tradition de la poésie religieuse

Certaines représentations assimilent même directement les victimes au Christ, comme c'est le cas pour le syndicaliste socialiste Salvatore Carnevale, assassiné à Sciara en 1955. L'année suivante, le poète sicilien Ignazio Buttitta compose le *Lamentu pi la morti di Turiddu Carnivali*[189] sur le modèle de *Donna de Paradiso* de Jacopone da Todi[190]. Les points communs entre les deux compositions sont en effet légion. L'utilisation de la langue vulgaire au XIII[e] relève d'un « choix populaire de communication[191] » qui a une vraie portée sociale puisque le but est de toucher un large public et de diffuser ainsi le franciscanisme. De même, l'utilisation du sicilien ancre la composition de Buttitta dans une dimension populaire et dans la réalité paysanne qu'il entend décrire. Toutefois, le texte n'est pas entièrement en sicilien et on note que l'italien est utilisé pour les parties de contextualisation, comme pour le rendre accessible à tout lecteur. Si, dans Jacopone, le langage populaire et l'humanité des personnages (les pleurs de la Madonne, la souffrance physique du Christ) provoquent l'identification du lecteur, dans le *Lamentu* de Buttitta, c'est le récit de l'occupation des terres non cultivées qui permet une identification car le poète met en avant la portée universelle de l'engagement de Carnevale, qui se battait pour la liberté, en opposition à la tyrannie de la mafia. Enfin, la forme dialogique de la *lauda* de Jacopone lui donne une grande théâtralité qui facilitait la représentation orale des textes et donc leur circulation. Buttitta compose également dans cette optique puisque ses textes sont faits pour être chantés et représentés par les *cantastorie*, issus de la tradition des troubadours. L'oralité intrinsèque du texte qui favorise sa diffusion permet son insertion dans la narration collective de l'antimafia, alors essentiellement basée sur le martyrologe des syndicalistes de gauche tués au sortir de la guerre. En outre, le rapprochement entre la poésie religieuse et la poésie populaire provoque un transfert de sacralité :

> C'était un ange mais il n'avait pas d'ailes
> Il n'était pas saint mais faisait des miracles,
> Il montait au ciel sans cordes ni échelles
> Et sans appuis il en descendait ;
> L'amour était son capital
> Et il partageait cette richesse avec tous :
> Turiddu Carnevali il était nommé
> Et comme le Christ il mourut assassiné[192].

189. Le texte intégral ainsi que sa traduction italienne sont disponibles en annexes.

190. Jacopone da Todi, franciscain, est célèbre notamment pour ses *laude*, des compositions poétiques au sujet religieux faites pour être lues ou chantées, que Jacopone choisit d'écrire en langue vulgaire (dialecte ombrien), afin de rendre son texte accessible au plus grand nombre. *Donna de Paradiso* est l'une de ses compositions les plus célèbres. Voir ZUNINO Estelle, *Conquêtes littéraires et quête spirituelle. Jacopone da Todi (1230[?]-1306)*, Paris, Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2013, p. 75.

191. *Ibid*., p. 90.

192. « Ancilu era e nun avia ali / nun era santu e miraculi facìa, / 'n cielu acchianava senza cordi e scali / e senza appidamenti nni scinnia ; / era l'amuri lu so' capitali / 'sta ricchizza a tutti la spartìa : / Turiddu Carnivali nnuminatu / ca comu Cristu nni muriu ammazzatu. » in BUTTITTA Ignazio, *Lamentu pi la morti di Turiddu Carnivali*, 1956.
Lien URL : http://www.ildeposito.org/archivio/canti/lamentu-ppi-la-morti-di-turiddu-carnivali

La victime est assimilée au Christ et devient donc un martyr tandis que sa mère est assimilée à la Vierge. La sacralité de la victime légitime ainsi la cause défendue, qui apparaît comme juste.

On observe le même processus dans *Le parole sono pietre* de Carlo Levi, publié un an plus tard[193]. L'attention se concentre sur Francesca Serio, la mère de Carnevale, qui raconte la vie de son fils. La force et la centralité de cette figure féminine préfigure le rôle prépondérant des femmes, déjà mis en évidence par notre analyse de la mobilisation des proches de victimes à partir des années 1980, puisque cette femme dénonce les manquements de l'État et demande que justice soit faite. De plus, les multiples références bibliques[194] sacralisent le récit de Francesca et lui donnent une dimension universelle : « Son discours est un Évangile, un pauvre évangile policier de vérité, un témoignage de vérité[195] ». Toutefois, par un glissement de l'Église au parti, l'auteur souligne que son discours est extrêmement politisé car, après la mort de son fils, Francesca a décidé d'épouser les idées socialistes, comme le dit joliment Buttitta en conclusion de son *Lamentu* : « Mon fils, je t'ai volé ton drapeau : / je suis ta mère et ta camarade sincère[196] ! ». Cette fois, l'analogie avec le Christ vient de la réponse qu'aurait donné Salvatore au mafieux qui venait le menacer : « Celui qui me tue tue Jésus Christ[197] ». Le refus de céder aux menaces lui intimant d'en finir avec la politique peut ainsi être assimilé au refus d'abjurer. La victime apparaît donc comme un martyr, mort pour sa foi, à l'image du Christ.

Ces textes, écrits par deux auteurs engagés à gauche, constituent un cadre de référence que l'on retrouve dans des publications mémorielles récentes concernant les figures étudiées. Tout d'abord, les auteurs de la bande dessinée *La Marcia di Pio*, publiée à l'occasion du trentième anniversaire, puisent dans le texte de Buttitta pour décrire l'occupation des terres à Bisaquino[198]. Les trois strophes reprises servent à raconter l'altercation avec les carabiniers puis l'arrestation de Pio La Torre. La référence explicitée au *Lamentu* inscrit la représentation dans la tradition des textes engagés à gauche et contribue ainsi à forger le martyrologe des victimes de la mafia, en y insérant Pio La Torre dès sa jeunesse.

193. Voir LEVI Carlo, *Le parole sono pietre. Tre giornate in Sicilia*, Turin, Einaudi, 1957, p. 125-188. Il serait particulièrement intéressant d'approfondir l'approche comparée des trois textes (Jacopone da Todi, Ignazio Buttitta et Carlo Levi). L'intertextualité pourrait permettre d'approfondir et d'affiner cette analyse sur la construction des figures de martyrs des victimes de la mafia dans la culture de gauche après la Seconde guerre mondiale.

194. Par exemple, le carabinier qui n'a pas voulu prendre les mesures au sérieux est assimilé à Ponce Pilate. Voir *Ibid*., p. 173.

195. « Il suo discorso è un Vangelo, un povero, poliziesco vangelo di verità, una testimonianza di verità. » in *Ibid*., p. 179.

196. « Figghiu, ti l'arrubbau la bannera : / matri ti sugnu e cumpagna sincera ! » in BUTTITTA Ignazio, *Lamentu pi la morti di Turiddu Carnivali*, *op. cit.*

197. « Chi uccide me uccide Gesù Cristo » in *Ibid*., p. 174.

198. Voir BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.,* p. 14-15. Ces planches sont disponibles en annexes.

L'arrestation puis l'emprisonnement apparaissent aussi injustes que la cause est juste, comme le démontre la réponse du protagoniste, tirée de la Bible[199]. La référence religieuse sert donc à légitimer la cause, qui devient sacrée, et sacralise aussi la victime, qui devient un martyr. Enfin, on retrouve également dans les poésies de Lina La Mattina un cadre référentiel religieux qui sacralise les victimes. Outre la référence à Buttitta contenue dans le titre, le *Lamentu pri tri palummi*[200] – composé à l'occasion du seizième anniversaire du massacre de via Carini – assimile d'emblée les victimes à des colombes. Or, si la colombe est le symbole de la paix et du Saint-Esprit, elle représente également « l'âme du juste[201] » qui s'échappe du corps du martyr lorsque celui-ci est mis à mort. La matrice chrétienne du poème renforce la dénonciation de la mafia et des collusions et sacralise toutes les victimes, par la référence au massacre via d'Amelio où « le sang des justes[202] » a aussi été versé, en les inscrivant dans un même martyrologe. Ainsi, la reprise de la poésie religieuse permet de forger un cadre interprétatif qui, par trasfert, sacralise les victimes pour en faire de véritables martyrs. Cette sacralisation est ultérieurement renforcée par l'utilisation récurrente du vocabulaire religieux pour décrire l'engagement des victimes.

Le vocabulaire religieux utilisé pour décrire l'engagement

Dans un premier temps, l'engagement est sacralisé par l'omniprésence du vocabulaire religieux, puis la lecture religieuse de l'engagement sanctifie la figure. Les références religieuses sont utilisées pour caractériser l'engagement antimafia des policiers d'escorte, notamment à travers la figure de l'ange gardien. Le film *Gli angeli di Borsellino*[203] est le seul à se focaliser entièrement sur la vie de l'escorte du magistrat pour montrer combien le métier est difficile, redonnant ainsi une individualité aux policiers. Lina La Mattina s'attache aussi à humaniser l'escorte dans la poésie *Ancili*[204] tout en insistant sur le tragique de leur condition :

> Des anges en chair et en os
> des pères, des maris, des fils qui pour un quignon de pain
> une retraite de misère, passent leur vie
> (quand ils ne la laissent pas sur le trottoir)
> à protéger d'« autres anges »[205]

199. « Turiddu Carnivali disait juste / dans la Bible aussi / ces mots sont écrits » (« Giusto diceva Turiddu Carnivali / anche nella Bibbia / sono scritte queste parole ») in BUTTITTA Ignazio, *Lamentu pi la morti di Turiddu Carnivali*, *op. cit.*

200. Voir LA MATTINA Lina, *Parabula significa*, Palerme, Luxograph, 2007, p. 51-53.

201. CHEVALIER Jean & GHEERBRANT Alain*, Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1969, vol. 2, p. 64.

202. « Lu sangu di li giusti » in LA MATTINA Lina, *Parabula significa*, *op. cit*., p. 53.

203. *Gli angeli di Borsellino*, film réalisé par Rocco Cesareo, 2003.

204. LA MATTINA Lina, *Parabula significa, op. cit*., p. 54-55.

205. « Ancili in carni e ossa / patri, mariti, figghi ca p'un pezzu di pani / 'na pinsoni di fami, passanu la vita / (quannu non la lassanu supra un marciapiedi) / a pruteggiri "autri ancili" » in LA MATTINA Lina, *Parabula significa, op. cit.,* p. 54.

L'humanisation évolue en critique sociale quant au traitement des policiers qui apparaît dérisoire par rapport aux risques qu'ils doivent affronter, rendant leur engagement d'autant plus exemplaire[206]. Puis la reprise de la métaphore de l'ange provoque un glissement, des policiers aux magistrats protégés, qui sacralise encore un peu plus leur engagement :

> des anges avec des rayures, des boutons d'or…
> souvent attaqués, martyrisés et puis béatifiés !
> Des archanges de la justice en somme
> dont une certaine partie infâme de Sicile
> à la botte d'une poignée de chacals […]
> voulait qu'ils aient un pied dans la tombe pour l'éternité
> s'ils étaient trop « rouges » ou trop honnêtes[207].

Seul et unique rempart pour les magistrats, leur mission de protection apparaît aussi ardue que sacrée car le vocabulaire religieux choisi pour le rythme ternaire « attaqués, martyrisés et puis béatifiés » divinise les magistrats, finalement assimilés à des archanges qui, dans la hiérarchie céleste, se trouvent au plus près de Dieu. Pour Fabrizio Moro, dans sa chanson *Pensa* dédiée à Falcone et Borsellino, les deux magistrats sont « des hommes ou des anges venus sur la terre / pour combattre une guerre[208] » qui résonne ainsi comme une croisade, les valeurs qu'ils défendent sont des « miracles[209] » et leur engagement est assimilé à la foi. Dans ces deux cas, le texte est construit sur une alternance entre la description de l'hostilité ou de la violence et le vocabulaire religieux utilisé pour décrire les figures, dont l'engagement revêt une dimension mystique.

Lorsque nous avons demandé à Maria Falcone de décrire l'engagement de son frère, cette dernière a parlé de « religion du devoir[210] ». Elle introduit donc une dimension religieuse à l'engagement de son frère pour le sacraliser. Cependant, des quatre victimes étudiées, Paolo Borsellino est la seule figure dont la religiosité conditionne la construction mémorielle. Très pieux et très pratiquant, son rapport à la foi

206. Juste après le massacre de Capaci, Gaetano Curreri, Saverio Grandi et Francesco Guccini ont composé la chanson *Per la bandiera – Gli Angeli di Falcone*, enregistrée ensuite par *Stadio*, qui est beaucoup plus sombre et dénonce ces morts qui apparaissent comme absurdes. Voir CURRERI Gaetano, « Per la bandiera », in GAMBINO Daniela & ZANCA Ettore, *Vent'anni*, Trapani, Coppola editore, 2012, p. 47-49 & RAVVEDUTO Marcello, « Per la bandiera », in *Narcomafie*, juin 2011, p. 28. Lien URL du clip : https://www.youtube.com/watch?v=Qg29bhgWCPo&spfreload=10

207. « Ancili cu li strisci, li buttuna d'oru… / spissu attaccati, martoriati e po' beatificati ! / Arcancili di la giustizzia 'nzumma / ca 'na certa fedda di Sicilia 'nafmi / liccapedi d'un pugnu di sciacalli / […] li vulissi eternamenti, c'un pedi nni la fossa / siddu sunnu "russi" o troppu onesti. » in LA MATTINA Lina, *Parabula significa, op. cit.,* p. 54-55.

208. « Uomini o angeli venuti sulla terra / per combattere una guerra » in *Pensa*, Fabrizio Moro, 2007. Cette chanson a remporté le festival de San Remo et est régulièrement diffusée pendant les commémorations.

209. « Miracoli » in *Ibidem*.

210. « Je le décrirais comme un homme qui a toujours été conditionné dans sa vie par ce que je pourrais presque appeler une religion, la religion du devoir, le devoir avant tout, tant et si bien qu'il gardait dans son portefeuille une phrase de Kennedy qui disait justement ceci : "faire son devoir coûte que coûte, en supportant tous les sacrifices, car c'est là l'essence de la dignité humaine" ». (« Lo descriverei come un uomo che è sempre stato condizionato nella sua vita da quella che potrei chiamare quasi una religione, la religione del dovere, il dovere innanzitutto, tant'è vero che teneva nel portafoglio una frase di Kennedy che proprio diceva questo : "fare il proprio dovere a ogni costo sopportando qualsiasi sacrificio perché è in ciò che sta l'essenza della dignità umana". ») Voir Entretien avec Maria Falcone réalisé à Palerme le 17 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

occupe une large place dans la biographie de Lucentini, il s'agit également d'un élément récurrent dans les témoignages de ses enfants, mais c'est indiscutablement le livre de sa femme Agnese qui donne une dimension tout autre à son engagement. La foi religieuse de Borsellino a conditionné son engagement professionnel, qu'il conçoit comme un « credo », une « mission[211] » : « Pour moi l'église est ma mère et mon guide, c'est de là que vient l'orientation de ma vie : la famille, le travail, les valeurs[212] ». Parmi les quatre figures étudiées, celle de Paolo Borsellino est tout à fait singulière : ce mélange entre la religion et le travail confère une dimension totalement mystique à son engagement professionnel. Dans le témoignage de sa veuve, ces deux plans se superposent sans cesse puisque son langage est pétri de références religieuses. Elle décrit son mari comme un « homme simple », « bon » et « juste[213] », s'attarde sur son humilité, sa générosité et son humanité, soulignant ainsi des qualités qui font toutes référence au Christ. Dès 1993, la veuve du magistrat écrit au pape Jean-Paul II juste avant son voyage en Sicile. Dans cette lettre ouverte publiée par l'*Osservatore romano*, elle se dit fière de son mari, « de son sens de la justice, de sa façon d'être chrétien et de son amour pour le prochain[214] » ainsi que « de son sang versé pour la libération de notre peuple italien ». En alliant l'image du chrétien à celle du juge, Agnese Borsellino véhicule une clé de lecture religieuse de l'engagement de son mari et participe activement à la construction de sa figure de martyr. Ainsi, lorsqu'Umberto Lucentini présente Paolo Borsellino comme un « martyr de la jusitce[215] » dès l'introduction (remaniée pour l'édition de 2003), il s'inscrit dans la même perspective. Il s'agit d'un filon qui ne cesse d'être exploité au fil du temps, comme le démontre cet extrait de la lettre écrite par Agnese à son mari à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio :

> Tu as été un père et un mari merveilleux, tu as été un fidèle, oui, un très fidèle serviteur de l'État, un modèle exemplaire de citoyen italien, tu restes pour nous un grand homme parce que face à la mort annoncée tu as donné, sans te protéger et sans être protégé, ton bien le plus grand, la vie, certain de racheter avec ta mort celui qui avait perdu sa dignité d'homme et de secouer les consciences. Combien de gens tu as converti[216].

211. « Così Paolo intendeva la sua professione, che per lui era un credo, una missione » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 157.

212. « Per me la chiesa è madre e maestra, è da lì che viene l'indirizzo della mia vita : la famiglia, il lavoro, i valori. » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 190.

213. « Uomo semplice », « uomo buono », « uomo giusto » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 68-69.

214. « Del suo senso di giustizia, del suo essere cristiano e del suo amore per il prossimo » in BOLZONI Attilio, « Il Papa, viaggio "antimafia" », in *Repubblica*, 6 mai 1993. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1993/05/06/il-papa-viaggio-antimafia.html

215. « Martire della giustizia » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit*., p. 8.

216. « Sei stato un padre e un marito meraviglioso, sei stato un fedele, sì, un fedelissimo servitore dello Stato, un modello esemplare di cittadino italiano, resti per noi un grande uomo perché dinanzi alla morte annunciata hai donato senza proteggerti ed essere protetto il bene più grande, la vita, sicuro di redimere con la tua morte chi aveva perduto la dignità di uomo e di scuotere le coscienze. Quanta gente hai convertito. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 105.

On passe ainsi de l'homme, au juge puis au citoyen – et donc du privé, au public, puis au national – avant de passer à la lecture religieuse de son engagement, qui apparaît comme un véritable don de soi ayant eu une immense portée civile, en référence à la mobilisation civile, qu'Agnese analyse comme une conversion de masse. On ressent ici le glissement récent du sacrifice au miracle, et donc du concept de martyr à celui de saint. Cette évolution n'aurait pas été possible sans une ouverture de l'Église catholique, à l'aube du troisième millénaire, et un remaniement idéologique et dogmatique du concept de martyr.

Le martyrologe chrétien du nouveau millénaire

La prise de position de l'Église contre la mafia

Comme nous avons analysé dans le chapitre 2, l'homélie prononcée par le Cardinal Pappalardo aux funérailles du préfet dalla Chiesa marque un tournant puisqu'il s'agit de la première prise de position forte de l'Église catholique contre la mafia mais il faut attendre mai 1993 pour que l'institution ecclésiastique condamne violemment – par la voix du souverain pontife – les mafieux d'un point de vue moral. Les attentats contre la basilique de Saint-Jean-de-Latran et l'église Saint Georges in Velabro à Rome le 26 juillet 1993 peuvent être interprétés comme une réponse de la mafia à l'anathème lancée par Jean-Paul II à Agrigente[217] tandis que l'assassinat de *don* Pino Puglisi le 15 septembre 1993 à Brancaccio est un avertissement clair pour freiner l'engagement antimafia au niveau local[218]. En revanche, ce meurtre est perçu comme un affront ultérieur par une large partie de la population[219] et on peut supposer qu'il renforce le mouvement antimafia civil qui a éclos après les massacres de Capaci et via d'Amelio. Le 19 mars 1994 la *Camorra* assassine un autre prêtre, *don* Peppe Diana, à Casal di Principe en province d'Aversa. Face à une violence qui lui est directement adressée, l'Église ne se mobilise pas directement contre la mafia mais on ne peut que souligner combien, au même moment, l'engagement individuel de *don* Ciotti et la création de *Libera* en 1995 révolutionnent le mouvement antimafia.

En revanche, la réponse de l'institution ecclésiastique est d'ordre spirituel avec la constitution d'un nouveau martyrologe chrétien lancé par Jean-Paul II à l'aube du

217. Dans son reportage très récent sur les liens entre l'Église et la mafia, John Dickie retient également cette interprétation. Voir *Le pape et la mafia*, documentaire de John Dickie, diffusé sur Arte le 2 juin 2015.

218. Don Pino Puglisi s'atelait surtout à soustraire les jeunes à l'influence mafieuse. Son assassinat, commandité par les frères Graviano, avait pour but de réaffirmer le contrôle du territoire.

219. Huit mille Palermitains assistent aux obsèques. Voir PUCCIO-DEN Deborah, « Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia », *op. cit.,* p. 107.

troisième millénaire. Le pape choisit d'élargir le concept de martyr pour inclure, comme nous le verrons d'ici peu, plusieurs victimes de la violence raciale, mafieuse et politique. Benoît XVI continue discrètement dans cette voie en ouvrant les procès en béatification des nouveaux martyrs et prononce une nouvelle condamnation de la mafia qu'il définit comme une « voie de la mort, incompatible avec l'Évangile[220] » en octobre 2010, lors de son voyage à Palerme. Toutefois, c'est avec le pape François que les choses changent. Sa présence à la Journée de la mémoire et de l'engagement en mars 2014 à Latina est très remarquée. Il intervient brièvement devant les proches de victimes, leur signifiant le soutien de l'Église. Il lance un appel à la conversion qui résonne comme une condamnation morale de la mafia :

> S'il vous plaît, changez de vie, convertissez-vous, arrêtez-vous, cessez de faire le mal ! Et nous, nous prions pour vous. Convertissez-vous, je vous le demande à genoux ; c'est pour votre bien. […] Convertissez-vous, vous en avez encore le temps, pour ne pas finir en enfer. C'est ce qui vous attend si vous continuez dans cette voie[221].

Les mots choisis par le pape François rappellent évidemment l'anathème de Jean-Paul II dans la Vallée des Temples, ce qui démontre une volonté du Saint-Père de renouveler la grande dénonciation prononcée par l'institution ecclésiastique. Deux mois plus tard, alors qu'il est en voyage en Calabre, le pape François transforme la condamnation morale en véritable excommunication[222], des mots que Nicola Gratteri – directeur de la DDA[223] de Reggio Calabria – n'hésite pas à qualifier de « révolutionnaires[224] ». Enfin, pour priver les *boss* mafieux de leur prestige local, il a été demandé aux diocèses de les écarter des processions et des fêtes religieuses.

La récupération religieuse des vertus civiles

La sécularisation des sociétés occidentales au XX^e^ siècle a entraîné une nette perte d'influence de l'Église. Le Concile Vatican II ayant déjà ouvert la voie à la modernisation de l'institution, le Jubilé de l'an 2000 offre l'occasion de poursuivre dans cette

220. « Strada di morte, incompatibile con il Vangelo » in MAZZOLI Roberto, « Mafia, il "no" di Wojtyla ispirato ai genitori di Livatino », in *Avvenire*, 9 novembre 2011. Lien URL : http://www.arcidiocesibaribitonto.it/pubblicazioni/articoli-on-line/mafia-il-no-di-wojtyla-abispiratobb-da-livatino

221. « Per favore, cambiate vita, convertitevi, fermatevi, smettete di fare il male! E noi preghiamo per voi. Convertitevi, lo chiedo in ginocchio; è per il vostro bene. […] Convertitevi, ancora c'è tempo, per non finire all'inferno. È quello che vi aspetta se continuate su questa strada. » in *Parole del Santo Padre Francesco ai partecipanti dell'incontro promosso dalla associazione* « Libera », 21 mars 2014. Lien URL : http://w2.vatican.va/content/francesco/it/speeches/2014/march/documents/papa-francesco_20140321_fondazione-libera.html

222. Le pape François s'est rendu en Calabre suite au meurtre d'un enfant assassiné avec son père dans le cadre d'une guerre entre différents clans de la *'ndrangheta*. Le mot d'excommunication n'était pas prévu dans le texte officiel, il a été prononcé à l'initiative du pape François. Lien : http://www.repubblica.it/cronaca/2014/06/21/news/il_papa_in_calabria_a_cassano_il_paese_dove_fu_ucciso_coc-89599292/?ref=HREC1-7

223. *Direzione distrettuale antimafia*. Il s'agit de la cellule de lutte contre la mafia au niveau local.

224. Voir : http://video.repubblica.it/cronaca/calabria-procuratore-gratteri-aspettavamo-da-un-secolo-scomunica-mafiosi/170135/168624?ref=tbl

direction pour renouveler le rapport entre les fidèles et l'Église. Dans cette perspective, en 1994, Jean-Paul II demande l'actualisation du martyrologe chrétien. Depuis le début des années 1980, les théologiens avaient souligné la nécessité de faire évoluer le concept de martyr qui, trop archaïque, se révèle étriqué et ne peut intégrer les expériences contemporaines[225]. On peut penser que le processus de modernisation de l'Église doit passer par un renouvellement des modèles afin de favoriser l'identification et donc l'adhésion des fidèles. En se basant sur la nouvelle définition du martyr qui émerge des textes du Concile Vatican II, le concept du martyr religieux s'élargit pour intégrer le martyr civil :

> Le véritable nom de Dieu est justice, amour et paix dans l'absolu ; la véritable fidélité à Dieu […] est la fidélité à la vérité, à la justice et aux impératifs de paix. Donc, tous ceux qui sont morts ou qui mourront pour ces causes, indépendamment de leur idéologie, ceux-là ont versé leur sang, ils sont réellement des martyrs et ils ont fait des œuvres extraordinaires dans l'esprit du Christ. […] Ils ne sont pas des martyrs de la foi chrétienne, ils ne sont pas des héros de l'Église ; ils sont des martyrs du Royaume de Dieu, martyrs de la cause défendue par le fils de Dieu[226].

Il s'agit donc d'un élargissement sans précédent de la notion canonique du martyr chrétien tué *in odium fidei*, parce qu'il défend sa foi au prix de sa vie. L'assimilation entre la foi et la justice, et donc entre le combat pour la foi et celui pour la justice, pose les prémisses théoriques permettant l'insertion de nouveaux martyrs dans le martyrologe chrétien. Ainsi, en 1993, dans la Vallée des Temples à Agrigente, après avoir rencontré les parents du juge Livatino, le pape Jean-Paul II inclut Paolo Borsellino et Rosario Livatino (décrit comme « un martyr de la justice et, indirectement, de la foi[227] ») dans la liste des martyrs, définis au sens large comme *« tous ceux qui, pour affirmer des idéaux de justice et de légalité, ont payé de leur vie leur engagement contre les forces du Mal*[228] *»*. Cette lecture chrétienne et manichéenne transforme la lutte contre la mafia en une sorte croisade morale, une guerre sainte, et sacralise ainsi toutes ses victimes.

En 2000, le président de l'*Associazione Nazionale Magistrati* Mario Cicala[229] réaffirme la condition de martyr de Livatino, Borsellino et Ambrosoli – en s'appuyant sur

225. La revue internationale de théologie *Concilium* fondée après Vatican II dédie justement un fascicule à la réflexion sur l'élargissement du concept de martyr, intitulé « Le martyr aujourd'hui ». Voir *Concilium*, fascicule 3, n°18, 1983.

226. Citation tirée de BOFF Leonardo, « Martirio : tentativo di una riflessione sistematica » in *Concilium*, fascicule 3, n°18, 1983, reprise par SCORDATO Cosimo, « Don Pino Puglisi tra ministero e martirio », in *Don Puglisi prete e martire*, Trapani, Il Pozzo di Giacobbe, 2000, puis traduite et citée in PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit.*, p. 105.

227. « Martire della giustizia e indirettamente della fede » : http://www.santiebeati.it/dettaglio/90069

228. PUCCIO-DEN Déborah, Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit., p. 106.

229. Voir CICALA Mario, « Etica cristiana e senso dello Stato. Di fronte al martirio di Giorgio Ambrosoli, Paolo Borsellino e Rosario Livatino », in *Cristianità*, n°299, 2000. Lien URL : http://www.alleanzacattolica.org/indici/articoli/cicalam_299.htm

l'encyclique *Veritatis splendor* du 6 août 1993[230] et sur saint Thomas d'Aquin pour légitimer ultérieurement l'élargissement du concept – et s'attarde sur ce que le repenti Vincenzo Calcara avait nommé « l'honneur de Borsellino », à savoir son courage et sa ténacité :

> L'« honneur de Borsellino » répond à des grilles éthiques qui rendent la vie meilleure pour tous ; c'est l'expression de cette charité chrétienne qui est amour de Dieu et du prochain et qui, donc, est opérationnelle et efficace dans le social. En revanche, les règles de la criminalité détruisent la vie et le bien-être d'une société ; elles conduisent à la richesse de quelques uns et à l'appauvrissement de beaucoup. L'honneur authentique tend à l'absolu et ainsi à la religiosité d'amour. À cette religiosité qui est à la base de la démocratie elle-même[231].

Si nous avons émis quelques hypothèses expliquant la récupération religieuse des vertus civiques par l'Église, nous sommes frappés ici de constater que la magistrature, par la voix de Cicala, abonde dans ce sens. Celui-ci donne une lecture religieuse des qualités civiles de Borsellino qui *in fine*, grâce à l'incroyable plasticité du langage, rapproche la religion de la démocratie. Cette lecture religieuse, ravivée au moment du Jubilé, réactualise le débat sur le nouveau martyrologe et alimente la demande d'ouverture d'un procès en béatification[232] demandé par l'entourage de Borsellino[233] à l'occasion du dixième anniversaire du massacre de via d'Amelio. On passe ainsi du statut de martyr à celui de saint potentiel, un changement qui est alors largement plebiscité, y compris par un personnage compromis avec la mafia tel que Salvatore Cuffaro, alors président de la Région Sicile : « Le Pape a voulu de nouveaux saints, des figures qui nous soient proches. Et Borsellino est une extraordinaire figure d'homme de foi, un modèle d'engagement très actuel pour tous[234] ». Mais, à trop vouloir marteler la légitimité de l'élargissement du concept de martyr, Cicala en oublie la raison première de l'insertion de Borsellino et de Livatino dans le martyrologe chrétien : leur profonde foi religieuse, décrite avec insistance par leurs proches. En effet, bien qu'absente de la redéfinition du concept de martyr, il s'agit de la condition *sine qua non* qui détermine leur statut aux yeux de l'Église et qui explique, par exemple, que Giovanni

230. Voir Lettre encyclique *Veritatis splendor* du souverain pontife Jean-Paul II à tous les évêques de l'Église catholique sur quelques questions fondamentales de l'enseignement moral de l'Église, lien URL :http://w2.vatican.va/content/john-paul-ii/fr/encyclicals/documents/hf_jp-ii_enc_06081993_veritatis-splendor.html

231. « L'"onore di Borsellino" risponde a tavole etiche che rendono la vita di tutti migliore ; è espressione di quella carità cristiana che è amore di Dio e del prossimo e che, quindi, è operativa e fattiva nel sociale. Invece le regole della criminalità distruggono la vita e il benessere di una società ; conducono alla ricchezza di pochi e all'impoverimento di molti. L'onore autentico attinge all'assoluto e perciò alla religiosità d'amore. A quella religiosità che è fondamento della democrazia stessa. » in *Ibidem*.

232. Les figures de Livatino et de *don* Puglisi connaissent une évolution similaire. Déborah Puccio-Den a analysé leurs procès en béatification in PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit.*, p. 106-107. *Don* Pino Puglisi, pour qui le processus a été plus rapide grâce à la réactivité du diocèse de Palerme, est béat depuis 2013. Quant à Livatino, un culte lui est voué au niveau local mais le procès en béatification n'a commencé qu'en 2011, comme Borsellino.

233. Voir PALAZZOLO Salvo, « Paolo martire della giustizia. Sì al processo di beatificazione », in *Repubblica*, 20 juillet 2002. Toutes les personnes interviewées dans cet article étaient présentes au *Centro Paolo Borsellino* au moment des commémorations du dixième anniversaire. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/07/20/paolo-martire-della-giustizia-si-al-processo.html

234. « Il Papa ha voluto nuovi santi, figure a noi vicine. E Borsellino è una straordinaria figura di uomo di fede, un attualissimo modello d'impegno per tutti. » : *Ibidem*.

Falcone ne figure pas dans le martyrologe malgré le culte mystique dont il fait l'objet[235]. Le vaticaniste Luigi Accattoli pose en effet la foi comme condition indispensable pour obtenir le statut de martyr[236] et, selon lui, Borsellino a montré une foi inébranlable, qu'il assimile à « l'acceptation du martyre[237] », lors du discours prononcé en mémoire de Falcone le 23 juin 1992[238]. Cette condition lui permet d'insérer également Carlo Alberto dalla Chiesa et Emanuela Setti Carraro[239] dans le martyrologe de la justice, aux côtés de Piersanti Mattarella, *don* Peppe Diana, *don* Pino Puglisi et de victimes du terrorisme comme Aldo Moro et Vittorio Bachelet[240]. Enfin, il faut souligner qu'une partie de la société civile, en particulier celle qui est engagée dans le milieu associatif, s'approprie cette terminologie religieuse et la combine avec un cadre référentiel patriotique et républicain pour réécrire l'histoire régionale et nationale :

> La Sicile n'est pas qu'une terre de mafia, mais également d'antimafia. Raconter cette dernière à travers ses martyrs fait partie de ce processus de révélation civique qui, par l'exercice quotidien du droit de « Résistance quotidienne », est nécessaire pour changer le présent et indispensable pour améliorer le futur[241].

On peut dès lors s'interroger sur les raisons de ce mélange entre le langage religieux et la rhétorique patriotique, qui sacralise les victimes de la mafia et les insère dans le panthéon national.

Les martyrs de la République ?

L'exaltation des vertus civiques

Une tradition républicaine ?

Marcello Ravveduto, chercheur à l'université de Salerno, s'est interrogé sur le culte de la mémoire des victimes de la mafia et, comme nous l'avons vu, il estime qu'une véritable religion civile a été instituée par les associations antimafia. En effet, on remarque

235. Voir AMURRI Sandra, *L'albero Falcone*, Palerme, Fondazione Giovanni e Francesca Falcone,1992. Ce livre reproduit un certain nombre de messages et de dessins déposés sur l'arbre. Comme nous l'avons vu au chapitre 7, Déborah Puccio-Den souligne combien le culte qui s'instaure autour de la figure de Falcone est pétri de religiosité grâce à un transfert des pratiques cultuelles réservées à Sainte Rosalie in PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia, op. cit.*

236. Voir ACCATOLI Luigi, *Nuovi martiri. 393 storie cristiane nell'Italia di oggi,* Cinisello Balsamo, San Paolo, 2000. Pour son chapitre dédié aux « martyrs de la justice », il dit s'être « limité aux cas où l'intention de foi, l'œuvre de justice, la conscience du risque et la reconnaissance ecclésiale ont été attestées » (« Ci siamo limitati ai casi in cui erano bene attestati l'intenzione di fede, l'opera di giustizia, la consapevolezza del rischio e il riconoscimento ecclesiale. ») in *Ibid*., p. 233.

237. « Accettazione del martirio » in ACCATOLI Luigi, « Martire della giustizia », in *Il Messaggero di Sant'Antonio*, 2015. Lien URL : http://www.santantonio.org/messaggero/pagina_stampa.asp?R=Chiesa&ID=643

238. Ce document est disponible dans les annexes du chapitre 4.

239. Voir ACCATOLI Luigi, *Nuovi martiri. 393 storie cristiane nell'Italia di oggi, op. cit*., p. 240-242.

240. Président de l'*Azione cattolica*, tué le 12 février 1980 par les Brigades Rouges.

241. « La Sicilia non è solo terra di mafia, ma anche di antimafia. Raccontare quest'ultima attraverso i suoi martiri fa parte di quel processo di rivelzione civica che, con l'esercizio quotidiano di quel diritto di « Resistenza quotidiana », è necessario per cambiare il presente e indispensabile per migliorare il futuro. » : voir préface de Vito Lo Monaco in ODDO Giuseppe, *Tra il feudo e la cava : Salvatore Carnevale e la barbarie mafiosa*, Palerme, Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2005, p. 5.

lors des commémorations une véritable sacralisation des « qualités civiques des citoyens morts pour protéger les libertés démocratiques. Les victimes représentent de manière exemplaire la somme des vertus républicaines[242] ». Selon Ravveduto, le culte des victimes s'insère dans une longue tradition de pensée politique italienne – reconstituée en réalité par Maurizio Viroli – le républicanisme[243]. En se fondant sur les travaux de Maurizio Viroli et Massimo Luigi Salvadori[244], il montre que le républicanisme classique a nourri le patriotisme républicain du *Risorgimento* et présente ainsi l'hypothèse d'une religion civile de l'antimafia fondée sur l'exaltation des vertus issues de la tradition républicaine. Les sociétés, les mentalités et les discours dépendent tellement de ce que Machiavel appelait « la qualité des temps[245] », à savoir le faisceau des conditions socio-historiques, qu'il nous semble très risqué d'aller puiser dans les écrits des penseurs du XVI[e] une grille de lecture de l'engagement antimafia. Néanmoins, pour leur dimension éminemment morale, certaines vertus civiques héritées du républicanisme classique et récupérées par la tradition républicaine du *Risorgimento* pour forger le concept de patriotisme républicain peuvent s'appliquer à notre propos :

> Une conscience civique qui se nourrit de l'amour de la patrie et qui, en prenant l'apparence de la vertu, engage à la lutte contre la dégénération du pouvoir et le mal de la corruption ; […] une éthique publique qui impose la loyauté envers les institutions au-dessus de toute loyauté privée[246].

Ces vertus civiques se retrouvent effectivement dans l'engagement des victimes de la mafia que nous étudions et sont donc largement représentées, comme des traits de caractère des personnages. Nous allons donc voir dans quelle mesure les représentations mettent ces valeurs au cœur de la construction mémorielle.

Sens du devoir

Les représentations du *pool* antimafia véhiculent indiscutablement l'image de magistrats habités par un grand sens du devoir. La lutte contre la mafia est donc vécue comme obligation morale envers la communauté locale mais aussi nationale. En ce sens, ils mènent

242. « Si sacralizzano le qualità civili dei cittadini morti per tutelare le libertà democratiche. Le vittime rappresentano la « summa » delle virtù repubblicane. » in RAVVEDUTO Marcello, « La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resistenza civile », *op. cit.,* p. 545.

243. Viroli fait remonter cette tradition à Cicéron, ensuite reprise par certains penseurs florentins majeurs de la fin du Moyen-Âge et de la Renaissance, et développée par les philosophes des Lumières. Voir VIROLI Maurizio, *Repubblicanesimo*, Rome-Bari, Laterza, 1999.

244. Voir SALVADORI Massimo Luigi, « La tradizione repubblicana nell'Italia dell'Ottocento e del Novecento », in VIROLI Maurizio (dir.), *Libertà politica e virtù civile. Significati e percorsi del repubblicanesimo classico*, Turin, Edizioni Fondazione Giovanni Agnelli, 2004, p. 227-247.

245. MACHIAVELLI Niccolò, *De principatibus*. *Le Prince*, traduction et commentaire de FOURNEL Jean-Louis & ZANCARINI Jean-Claude, Paris, PUF, 2000, chapitre XXV, p. 199.

246. « Una coscienza civica che si nutre dell'amore della patria e che, assumendo le vesti della virtù, impegna alla lotta contro la degenerazione del potere e al male della corruzione ; […] un'etica pubblica la quale impone la lealtà verso le istituzioni al di sopra di ogni lealtà privata. » in SALVADORI Massimo Luigi, « La tradizione repubblicana nell'Italia dell'Ottocento e del Novecento », *op. cit.*, p. 229.

une bataille vertueuse pour le bien commun. Toutefois, exception faite de la citation de Kennedy si chère à Falcone, le mot « devoir » est somme toute peu présent. C'est donc par la représentation de l'attitude des personnages, leur dévouement et leur abnégation, que le spectateur ou le lecteur prend conscience de la portée morale de leur engagement.

De même, l'engagement politique de Pio La Torre, entendu comme défense de la *res publica*, est largement mis en valeur dans les représentations récentes, au point de devenir une clé de lecture dominante pour le retour du parlementaire à Palerme en 1981. Dans la bande dessinée publiée en 2012, le personnage de Pio La Torre place ce qu'il estime être un devoir – rentrer en Sicile au vu de la gravité de la situation – au-dessus de sa propre vie et réussit ainsi à convaincre Enrico Berlinguer et Giorgio Napolitano de le nommer secrétaire régional du PCI[247].



Doc. n°13 : Planche extraite de *La Marcia di Pio*[248].

247. « Il faut que je rentre en Sicile… même si cela doit me coûter la vie ! » (« Io devo tornare in Sicilia… anche a costo di morire ! ») in BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La marcia di Pio, op. cit.*, p. 30.

248. BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La marcia di Pio, op. cit.*, p. 30.

Le personnage de Rosario Di Salvo souligne ensuite combien ce choix est à contre-courant de la logique d'une carrière politique[249] et La Torre répond : « Ma place à moi est en Sicile ! Si l'on veut anéantir la mafia il faut développer la démocratie dans la tête des gens… avec la mobilisation et la participation de tous les citoyens au fonctionnement des institutions[250] ! » La centralité du concept de démocratie, qui est indissociable de la notion de progrès dans la pensée politique de La Torre, et le souci de sensibiliser la population pour renverser la subculture mafieuse dépolitisent son engagement qui devient, de fait, un combat pour le bien commun. La conception de la lutte contre la mafia comme une bataille à mener pour le bien de la société est également très présente dans les analyses de Nando dalla Chiesa :

> Mon père, justement parce qu'il y a ces difficultés[251], justement parce qu'il y a des citoyens qui espèrent sortir tôt ou tard de l'impasse criminelle dans laquelle se trouve la Sicile, ne se sent pas capable moralement de refuser cette charge [de préfet]. Là-bas, c'est l'enfer et c'est là-bas qu'il décide d'aller pour le Pays. […] Pour confirmer, face à l'enfer, sa pleine loyauté envers l'État et le peuple italien[252].

Outre la métaphore de l'enfer qui ne peut qu'alimenter la dimension sacrificielle de l'engagement du général et donc la construction de sa figure de martyr, Nando dalla Chiesa estime que le fait d'accepter de prendre le poste de préfet de Palerme est un choix moral. Son sens du devoir est tel (puisqu'il va à Palerme sans avoir eu les garanties tant demandées) qu'il fait partie intégrante d'une véritable « éthique publique » qui implique une profonde loyauté envers le peuple et les institutions. L'insistance de son fils sur le « Pays » et l'État démontre combien le sens du devoir se confond avec le sens de l'État, également omniprésent dans les portraits des magistrats. Comme l'explique Nando dalla Chiesa, ces deux éléments caractérisent son père, qu'il définit comme « un Italien et un Carabinier dans le sens le plus complet et le plus positif du terme[253] » :

> L'Italie est, du point de vue laïc, sa première valeur. Et l'*Arma* est la première structure au service de l'Italie. Son identité italienne donne donc tout son sens à son identité de carabinier ; et être un carabinier oblige moralement à être italien dans le plus haut sens du terme. Ce qu'il appelle son « credo » se réalise pleinement dans la fusion de ses deux identités[254].

249. « Tout le monde court pour avoir un poste au Palerment et toi… » (« Tutti corrono al posto in Parlamento e tu… ») in *Ibid*., p. 31.

250. « È in Sicilia il mio posto ! E se si vuole debellare la mafia occorre sviluppare la democrazia nella testa della gente… con la mobilitazione e la partecipazione di tutti i cittadini al funzionamento delle istituzioni ! » in *Ibidem*.

251. Les collusions entre la mafia et une partie du monde politique influent sur la société et donc sur les citoyens.

252. « Mio padre, proprio perché ci sono delle difficoltà, proprio perché ci sono cittadini che sperano di uscire prima o poi dall'imbuto criminale in cui è finita la Sicilia, non si sente moralmente in grado di rifiutare l'incarico. Lì c'è l'inferno e lì va per il Paese. […] Per ribadire, davanti all'inferno, la sua piena lealtà allo Stato e al popolo italiano. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 314.

253. « Egli è stato nel senso più pieno e positivo un Italiano e un Carabiniere » in *Ibid*., p. 11.

254. « L'Italia è, dal punto di vista laico, il suo primo valore. E l'Arma è la prima struttura al servizio dell'Italia. Il sentirsi italiano riempie dunque di senso il suo essere carabiniere; e l'essere carabiniere obbliga moralmente a essere italiano nel senso più alto. Quello che lui chiama il suo "credo" si realizza pienamente nella fusione delle due identità. » in *Ibid*., p. 13.

Nous voyons donc que l'Italie et l'*Arma* sont indissociables : elles conditionnent toutes deux son éthique professionnelle. Le général dalla Chiesa avait l'habitude de dire qu'il avait « les brandebourgs cousus sur la peau[255] », donnant ainsi l'idée d'un attachement viscéral, presque génétique, à l'*Arma* et donc à l'Italie.

Sens de l'État et patriotisme

L'amour des serviteurs de l'État pour le pays s'accompagne aussi d'une grande fierté d'appartenir à un corps spécifique (magistrature, police, *Arma*). Leur sens de l'État est donc un mélange de patriotisme et de respect des institutions. S'il n'est pas rare de trouver des propos allant dans ce sens de la part des victimes dans des interviews et des discours, les témoignages des proches sont une des sources principales pour cet aspect car ils décrivent souvent un sens de l'État chevillé au corps qui, bien que fidèle à la réalité, est emphatisé *a posteriori* à partir d'éléments biographiques réinterprétés, voire même reconstruits. Comme nous l'avons vu en analysant l'héroïsation qui émerge des représentations, l'enfance est un moment clé que certains proches de victimes tentent d'instrumentaliser pour donner l'idée d'un sens de l'État inné, qui apparaît dès le plus jeune âge. Les histoires des exploits héroïques des oncles de Falcone et Borsellino sont emblématiques de cette éducation familiale fondée sur des valeurs nationalistes et patriotiques qui semblent être le produit de l'éducation fasciste. Maria Falcone explique que le patriotisme de sa mère est fondé sur le culte des héros instauré par le régime fasciste autour des anciens combattants et des victimes de la Première Guerre mondiale :

> Maman était religieuse, elle avait le mythe de la « vie héroïque », comme on dit. Et elle était fasciste, pas au sens où elle était proche du parti de Mussolini, ou par idéologie. Elle était simplement envoûtée par des mots comme « amour de la patrie », « héroïsme », « sacrifice » et autres. En somme, elle s'identifiait avec une certaine rhétorique du fascisme, puisqu'elle y voyait l'exaltation des valeurs qu'elle considérait comme fondamentales[256].

Les proches insistent que l'existence d'une sorte déterminisme culturel et familial qui ouvre la voie à un destin tout tracé dont l'issue peut être fatale. Maria Falcone s'évertue à renforcer cette lecture, comme le démontre le titre choisi pour le chapitre consacré à la formation et aux études de son frère dans la dernière biographie publiée, « *L'Italia chiamò*[257] », refrain de tous les couplets de l'hymne national composé par Goffredo Mameli en 1847 :

255. « Gli alamari cuciti sulla pelle » in *Ibid*., p. 58.

256. « La mamma era religiosa, aveva il mito della cosiddetta "vita eroica". Ed era fascista, non nel senso che era vicino al partito di Mussolini, oppure per ideologia. Semplicemente perché era ammaliata da parole come "amor patrio", "eroismo", "sacrificio" e cose simili. In sostanza, si identificava con una certa retorica del fascismo, poiché vedeva l'esaltazione di valori che sentiva fondamentali. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 29.

257. Voir FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone. Un eroe solo, op. cit*., p. 41.

> Grâce à l'exemple reçu de nos oncles, nos parents choisirent de nous éduquer dans le respect de la patrie. Ils ne nous transmirent pas seulement le message que, quand la patrie appelle, il faut y aller, mais à la maison ils n'exprimèrent jamais de resentiment envers cette patrie qui avait tronqué les deux jeunes vies de leurs frères. Anna, Giovanni et moi sommes donc le fruit de cette éducation. C'est de là que naquirent notre amour pour l'Italie, notre sens de l'État […][258].

On retrouve le même attachement viscéral à la patrie, et donc à l'État, chez Paolo Borsellino, comme en témoigne Agnese Borsellino :

> Je veux aller dans le bureau de Paolo pour regarder encore une fois le drapeau auquel mon mari tenait tant. Le drapeau italien, avec le blason de la maison de Savoie. Il disait qu'il était monarchiste, Paolo. Mais c'était une manière de rester loin de l'instrumentalisation des partis, qui essayaient de l'attirer d'un côté et de l'autre. C'était juste un magistrat, un homme des institutions, comme il aimait se définir. […] Il aimait la république de tout son cœur. Et il aimait viscéralement le drapeau tricolore. Il me fascinait quand il se mettait à parler de notre Italie. On aurait dit un homme d'un autre temps. Certains le définissaient seulement comme un nostalgique. Lui disait : « Cela ne suffit pas de chantonner *Fratelli d'Italia*, il faut aimer la nation, la patrie. Seul celui qui aime vraiment sa patrie s'aime lui-même[259]. »

Cette insistance sur le patriotisme des représentants de l'État – que l'on ne retrouve donc pas chez les biographes Pio La Torre – sert également de substrat pour comprendre leur dévouement, y compris au plus fort de l'adversité. L'exemple du préfet dalla Chiesa qui ne dénonce publiquement sa situation d'isolement que quelques semaines avant d'être abattu, ou encore le refus de Falcone de critiquer publiquement les choix de Meli et le démantèlement du *pool* antimafia sont des décisions dictées par le respect de la hiérarchie. Cette exaltation du patriotisme et d'un sens de l'État à toute épreuve renforce la dimension exceptionnelle de ces personnages. Cependant, Maria Falcone dément formellement toute tentative d'héroïsation ou de sanctification :

> Je n'ai pas voulu créer l'icône Giovanni Falcone, cela ne m'intéressait pas de dresser des autels à Giovanni et de dire que c'est un saint. Non. Mais ce qui m'a intéressée ces dernières années et qui m'intéressera toujours, c'est de faire comprendre à la société et surtout aux jeunes que si Giovanni Falcone a existé et s'il est arrivé à faire autant de choses, il le doit à ces valeurs dans lesquelles il a cru, avant toute chose le sens du devoir, l'amour de la patrie, l'amour pour sa terre et surtout pour la démocratie et pour la liberté. Il voyait dans la mafia justement l'oppression de la démocratie en Sicile[260].

---

258. « Grazie all'esempio ricevuto dagli zii, i nostri genitori scelsero di educarci nel rispetto della patria. Non solo ci trasmisero il messaggio che, quando la patria chiama, bisogna andare, ma in casa non espressero mai risentimento nei confronti di quella patria che aveva reciso le due giovani vite dei loro fratelli. Anna, io e Giovanni siamo dunque il frutto di questa educazione. Da essa ebbe origine il nostro amore per l'Italia, il nostro senso dello Stato […]. » in *Ibidem*.

259. « Voglio andare nello studio di Paolo per guardare ancora una volta la bandiera a cui mio marito teneva tanto. La bandiera italiana, con lo stemma di casa Savoia. Diceva di essere monarchico, Paolo. Ma era un modo per restare lontano dalle strumentalizzazioni dei partiti, che cercavano di tirarlo da una parte o dall'altra. Lui era solo un magistrato, un uomo delle istituzioni, come amava definirsi. […] Amava con tutto il cuore la repubblica. E amava visceralmente il tricolore. Mi affascinava quando iniziava a parlare della nostra Italia. Sembrava un uomo di altri tempi. Qualcuno lo definiva solo un nostalgico. Lui diceva : "Non basta canticchiare *Fratelli d'Italia*, bisogna amare la nazione, la patria. Solo chi ama veramente la patria ama se stesso". » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 157-158.

260. « Io non ho voluto creare l'icona Giovanni Falcone, non mi interessava mettere Giovanni sull'altare e dire è un santo, no, ma a me è interessato negli anni e interesserà sempre, fare capire alla società e ai giovani soprattutto, il lavoro di Giovanni e questo lavoro a quali valori si è ispirato, soprattutto far capire ai giovani se questo Giovanni Falcone è esistito ed è arrivato a tanto, lo deve a quei valori nei quali ha creduto, primo fra tutti il senso del dovere, l'amore per la patria, l'amore per sua terra e soprattutto per la democrazia e per la libertà. Lui vedeva nella mafia proprio l'oppressione della democrazia in Sicilia. » : Entretien avec Maria Falcone, réalisé à Palerme le 17 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

Dans un discours prononcé le 23 mai 2009 à l'occasion de la commémoration du massacre de Capaci, le Président Giorgio Napolitano souligne les mêmes vertus civiles que Maria Falcone :

> Cet État qui a eu, en la personne de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, des serviteurs exceptionnels pour leur loyauté et leur professionnalisme, de grands magistrats, de courageux et savants combattants pour la cause de la légalité, pour défendre la liberté et les droits des citoyens[261].

À travers un processus d'emphatisation, les juges deviennent des guerriers. La noblesse de la cause confère une dimension sacrée aux valeurs défendues et donc à l'institution qui les incarne. L'image de l'État semble alors nettement positive. Or, la mémoire des représentants de l'État est construite sur un rapport ambigu à l'État italien. D'un côté il représentait tellement aux yeux des victimes qu'elles ont sacrifié leur vie pour porter à bien leur mission, et de l'autre, l'État a échoué dans ses prérogatives puisque la vérité judiciaire reste inaccessible[262]. L'attachement des victimes à l'État est donc l'expression d'un patriotisme républicain, mais pas au sens où l'entendait Salvadori. En effet, on ne saurait le faire remonter au républicanisme florentin car l'Italie s'est construite sur les valeurs issues de l'antifascisme comme la justice, la liberté et la démocratie et ce sont justement ces valeurs qui caractérisent l'engagement des représentants institutionnels puisque leur devoir est de les défendre.

Justice et défense de la légalité

La justice occupe une place centrale puisqu'elle constitue la clé de voûte de l'engagement des victimes contre la mafia. Toutefois, elle se décline différemment selon le statut des victimes et apparaît tantôt en toile de fond, tantôt comme valeur phare qualifiant leur engagement, mais s'articule en permanence avec la défense de la légalité. Nous avons vu que le projet politique de Pio La Torre repose sur la notion de rachat du peuple sicilien, qui doit être entendue dans le sens d'une quête de justice sociale pour les populations paysannes. De plus, au cours de ses mandats régionaux et nationaux, Pio La Torre n'a eu de cesse de dénoncer les collusions politico-mafieuses sur lesquelles reposait le système de pouvoir démocrate-chrétien. Cette dénonciation de l'illégalité diffuse, fondée sur une solide connaissance de la situation palermitaine (politique, économique et sociale), lui permet de forger l'instrument judiciaire qui manquait cruellement à l'État italien pour frapper la mafia. Si la nature politique de son engagement semble

261. « Quello Stato che in Giovanni Falcone e in Paolo Borsellino ha avuto dei servitori eccezionali per lealtà e professionalità, dei grandi magistrati, dei coraggiosi e sapienti combattenti per la causa della legalità, in difesa della libertà e dei diritti dei cittadini. » in NAPOLITANO Giorgio, *Il patto che ci lega. Per una coscienza repubblicana*, Bologne, Il Mulino, 2009, p. 130.

262. Voir chapitre 10.

faire passer au second plan le besoin de justice porté par le parlementaire, son travail a néanmoins consenti à l'institution judiciaire de se doter d'un instrument essentiel qui constitue la pierre angulaire de toute l'action antimafia portée par la magistrature après 1982. Carlo Alberto dalla Chiesa, dès les années 1970, attire l'attention de la commission parlementaire antimafia sur le manque d'outils juridiques pour expliquer l'incapacité des forces de l'ordre à réprimer concrètement la mafia[263]. Bien conscient que le projet de loi proposé par La Torre est crucial pour obtenir un succès judiciaire contre la mafia, il répète ses analyses dans les médias[264], espérant ainsi faciliter l'examen du texte au Parlement. Si le combat contre la mafia est nécessairement un combat pour la justice, le manque de moyens et de pouvoir contraint le préfet de Palerme à mener une offensive morale contre la mafia. En effet, tous ses discours palermitains sont construits pour faire naître un rejet de l'illégalité et donc un besoin de justice. Il encourage les jeunes à se départir de la subculture mafieuse en agissant avec éthique[265]. On peut supposer qu'il n'y a pas de référence explicite au concept de justice car l'instrument judiciaire n'existe pas encore. La bataille se déplace sur le terrain moral et éthique mais la justice est présente en filigrane puisque le préfet encourage les jeunes générations à agir de manière juste. Dans sa dernière interview, le préfet explique qu'il a compris une chose « décisive » :

> Une grande partie des protections mafieuses, des privilèges mafieux chèrement payés par les citoyens ne sont pas autre chose que leurs droits élémentaires. Assurons-les-leur, enlevons ce pouvoir à la mafia, faisons de ses employés nos alliés[266].

Ce combat pour redonner ses prérogatives à l'État afin qu'il puisse de nouveau garantir les droits des citoyens est un combat pour la justice et la légalité, même si celle-ci ne porte pas encore son nom.

Il faut en effet attendre les succès judiciaires contre la mafia, la déliquescence du sytème politique et les assassinats des juges Falcone et Borsellino pour que la justice revienne au premier plan. Indiscutablement, le statut de représentants de l'institution judiciaire des victimes permet d'assimiler la lutte contre la mafia au combat pour la justice, faisant de cette dernière la valeur première de leur engagement. Mais l'évolution de la perception de l'engagement antimafia provoque une évolution de la valeur de justice,

263. Voir les auditions de dalla Chiesa (alors colonnel) devant la commission parlementaire le 28 mars 1969 et le 4 novembre 1970. De larges extraits sont disponibles in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 131-141 ; p. 147-160.

264. Voir l'interview réalisée par Enzo Biagi le 7 mars 1981 in *Ibid*., p. 260-261.

265. « À la fin, il existe un patrimoine moral à transmettre, ce patrimoine qui est fait de sacrifices, qui est fait de renoncements, de tourments, mais qui est fait d'une chose qui a été construite pour les autres, que l'on a donnée, et qui doit être transmise, et qui doit être reçue sous son plus beau jour. » (« Alla fine esiste un patrimonio da trasmettere, quel patrimonio che è fatto di sacrificio, che è fatto di rinunzie, di tormenti, ma è fatto anche di un qualcosa che si è costruito per gli altri, che si è donato, che deve essere trasmesso, e che deve essere recepito nella sua veste migliore. ») in *Ibid*., p. 321.

266. « Decisiva », « Gran parte delle protezioni mafiose, dei privilegi mafiosi caramente pagati dai cittadini non sono altro che i loro elementari diritti. Assicuriamoglieli, togliamo questo potere alla mafia, facciamo dei suoi dipendenti i nostri alleati. » in *Ibid*., p. 362-363.

qui devient avant tout synonyme de légalité, en opposition à l'illégalité diffuse. C'est donc moins à la justice en tant qu'institution que l'on fait référence et le concept récupère un sens éminemment moral de conformité au droit. Le combat pour la justice s'assimile donc à la défense du bien commun, donnant une dimension universelle à l'engagement des victimes. 1992 marque donc un tournant qui conditionne aussi la perception de l'engagement antimafia des autres victimes, désormais interprété comme une bataille pour la légalité, terme martelé par les différentes associations antimafia qui sont écloses depuis. Cette évolution se ressent dans les écrits de Nando dalla Chiesa puisqu'il véhicule cette nouvelle clé de lecture dans l'ouvrage dédié à la mémoire de son père en 1997. Si *Delitto imperfetto* était plus un pamphlet pour dénoncer les dynamiques ayant rendu possible l'élimination du préfet, *In nome del popolo italiano* est une biographie construite pour démontrer – dans un contexte d'âpre polémique mémorielle autour de la figure du général suite aux (fausses) révélations d'un homme se présentant comme son ancien bras droit[267] – que le général a œuvré toute sa vie pour la légalité :

> Mon père, Carlo Alberto dalla Chiesa, général des Carabiniers et préfet de Palerme, tué par la mafia il y a quinze ans, le 3 septembre 1982, a été un des symboles sur lesquels s'est construite la mémoire de ceux qui se sont battus pour que (ou qui ont simplement désiré que) la légalité gagne en Italie et que la primauté des institutions s'affirme par rapport aux « lois de la politique »[268].

L'assimilation de la lutte contre la mafia à une bataille plus générale pour la légalité qui s'oppose aux « lois de la politique » est symptômatique de l'évolution du rapport entre la société et la politique ainsi que de la perception de la question mafieuse. Tout d'abord, les révélations de l'opération « Mains Propres » ont discrédité la politique et, par un système de vases communiquants, l'institution judiciaire a gagné un certain prestige pour avoir mené ce combat contre la corruption et donc pour la légalité. De plus, les assassinats de Falcone et Borsellino ont été déterminants dans l'évolution de la perception de la question mafieuse, qui acquiert dès lors une dimension éminemment nationale. La révélation des collusions décennales entre la mafia et une partie de la classe politique – dont le procès contre Giulio Andreotti est le plus emblématique – contribue à délégitimer encore un peu plus la politique et à remettre la justice au cœur du système de valeurs républicain. Enfin, le clivage est entériné en particulier sous le premier gouvernement Berlusconi puisque l'homme d'affaires ne manque pas une occasion pour caricaturer

267. Nous reviendrons sur cette polémique au chapitre 11.

268. « Mio padre, Carlo Alberto dalla Chiesa, generale dei Carabinieri e prefetto di Palermo, ucciso dalla mafia quindici anni fa, il 3 settembre 1982, è stato uno dei simboli sui quali si è costruita la memoria di chi si è battuto perché (o ha semplicemente desiderato che) in Italia vincesse la legalità e si affermasse il primato delle istituzioni rispetto alle cosiddette "leggi della politica". » in *Ibid*., p. 9.

les magistrats en les taxant de « juges rouges[269] ». Par cette politisation, il arrive *in fine* à retourner les choses en sa faveur car, pour le dire avec Adrien Candiard, « il a su faire apparaître ses procès pour corruption (c'est-à-dire pour avoir alimenté les vices du systèmes) comme une persécution du système perverti[270] ». Ainsi, la défense de la légalité peut être instrumentalisée au détriment de l'institution judiciaire par une partie des représentants politiques et ce rapport problématique à la magistrature, caractéristique de la seconde république, n'est pas sans conséquence sur la construction mémorielle des victimes de la mafia qui semblent incarner un patrimoine éthique et moral désuet que les associations antimafia s'efforcent de remettre au goût du jour afin d'enrayer la « perte de la perception du bien commun[271] ».

Une lecture sacrificielle de l'engagement contre la mafia

Sacrifier sa liberté

L'exaltation des vertus républicaines s'accompagne désormais d'une lecture sacrificielle de la lutte contre la mafia, comme si seule la notion de sacrifice pouvait permettre de sacraliser les valeurs qui ont guidé l'engagement des victimes. Après les diverses polémiques qui ont caractérisé le dixième anniversaire de Capaci[272], on note une sorte de retour aux sources qui fait émerger une lecture renouvelée de la biographie de Giovanni Falcone, véhiculée en particulier par les fictions et la littérature de jeunesse. La clé de lecture de l'isolement provenant de la mémoire immédiate n'a pas disparu, elle est renforcée par une attention particulière portée aux conditions de vie du magistrat dans le but de redonner de la valeur à l'engagement antimafia en montrant qu'il se fait au prix de gros sacrifices personnels. Si, en 1993, le film de Giuseppe Ferrara est centré sur la figure professionnelle du juge et fait abstraction des contraintes qui conditionnent la vie de Falcone, dans son roman publié en 2004, Luigi Garlando dédie un chapitre à la « vie de rat[273] » que le magistrat doit conduire pour se protéger. Le personnage de Francesca est alors utilisé pour montrer à quel point Falcone ne peut pas mener une vie normale :

269. « Toghe rosse ». Voir CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi*, Paris, Flammarion, 2003, p. 156. Pour une analyse plus approfondie de cette stratégie politique, voir VETRI Elio, *Le toghe rosse*, Milan, Baldini & Castoldi, 2002. Nous reviendrons plus en détail sur le conflit entre la magistrature et la classe politique dans le chapitre 12.

270. Voir CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi*, *op. cit*., p. 165.

271. « Ci sono pochissimi che credono veramente nella lotta all'illegalità e per affermare il bene comune. Questi ultimi vent'anni sono stati devastanti, anche per il clima nazionale che si respira. Si è persa la percezione del bene comune. » Témoignage de Giuseppe Savagnone, ancien enseignant d'histoire et de philosophie, aujourd'hui éditorialiste pour l'*Avvenire* et le *Giornale di Sicilia*, in PUGLISI Roberto & TURRISI Alessandra (dir.), *Era d'estate*, Palerme, Pietro Vittorietti Edizioni, 2010, p. 108.

272. Nous les analyserons plus en détail au chapitre 12.

273. « Vita da topo » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 54.

> C'est une collègue : une magistrate, fille de magistrats. Francesca peut donc comprendre et supporter une vie à ce point sacrifiée : pas de dîner au restaurant, pas de discothèques, pas de plage… Francesca connaît bien la guerre que Giovanni est en train de mener. Si Giovanni a besoin d'une veste ou d'une paire de chaussures, Francesca sort les lui acheter. Francesca fait plein de choses que Giovanni, enfermé dans le bunker de via Notarbartolo, ne peut pas se permettre[274].

La figure de Francesca est un double de Falcone et incarne les sacrifices personnels du couple qui ont permis à son mari de se consacrer uniquement à la lutte contre *Cosa nostra*. Cette image est également reprise dans la fiction produite pour la télévision en 2006, où le personnage de Francesca ne sert qu'à montrer la détermination du magistrat. L'insistance sur les risques du métier de Falcone sont largement mis en scène, comme le démontre le *crescendo* tragique de la fin du premier épisode[275]. Les conséquences des choix de Falcone influent directement sur la vie du couple : le fait de ne pas avoir d'enfants est donc présenté comme un sacrifice personnel conditionné par la vie professionnelle du magistrat. Maria Falcone abonde également dans ce sens :

> Si avec Rita Giovanni n'avait pas réussi à avoir d'enfant, avec Francesca, conscient des risques de sa profession, il décida d'y renoncer. Il aurait été impensable de rêver d'un futur serein, justement parce que Giovanni était en train d'entrer dans un état de privation complète de liberté, emmuré chez lui ou dans le bunker du Palais de Justice, contraint à vivre avec une escorte inimaginable, qui ne laissait pas de place à sa vie privée. Dans cette phase, sa vie était pétrie de sacrifices et scandée par les stratégies[276].

Maria Falcone, si encline à reprendre les propos de son frère, ne fait référence à aucune confidence. On suppose donc qu'il s'agit là de son analyse personnelle de la situation, mais qui est présentée comme une vérité factuelle. Pourtant, les déclarations de Falcone au sujet de la vie sous escorte étaient particulièrement pudiques, comme le démontre l'interview réalisée en 1988 par Marcelle Padovani :

> Padovani : Giovanni Falcone est un héros contraint à vivre 16 heures sur 24 dans un petit bureau d'acier et de ciment pour lutter contre la mafia, il ne peut plus goûter aux petits plaisirs de la vie quotidienne. Ce que l'on dit est vrai ?
> Falcone : Eh bien disons qu'il y a beaucoup de vrai, oui. Sans aucun doute ce type d'activité pèse lourdement sur la vie privée. Là-dessus il n'y a pas de doute. *(Sourire)*
> Padovani : Et comment le vivez-vous ?
> Falcone : Je dirais avec résignation[277]. *(Sourire)*

---

274. « È una collega : un magistrato, figlia di magistrati. Francesca quindi può capire e sopportare una vita così sacrificata : niente cene fuori, niente discoteche, niente spiaggia… Francesca conosce bene la guerra che sta affrontando Giovanni. Se Giovanni ha bisogno di una giacca o di un paio di scarpe, Francesca esce a comprargliele. Francesca fa tante cose che Giovanni, chiuso nel bunker di via Notarbartolo, non può permettersi. » in *Ibid*., p. 65-66.

275. Il s'agit d'une scène surréaliste à Corleone où Falcone demande à Francesca : « Tu veux vivre avec un homme qui peut mourir pour le simple fait d'aller dans ce bar et demander un verre d'eau ? » (« Tu vuoi vivere con un uomo che per il semplice fatto di andare in quel bar e chiedere un bicchier d'acqua può morire ? »). Le magistrat sort ensuite de la voiture blindée et rentre dans le bar au moment où la télévision annonce l'attentat contre Rocco Chinnici. Voir *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra*, fiction en deux épisodes réalisée par Antonio & Andrea Frazzi, 2006.

276. « Se con Rita Giovanni non era riuscito ad avere figli, con Francesca, consapevole dei rischi della professione, decise di rinunciarvi. Sarebbe stato impensabile sognare un futuro sereno, anche perché Giovanni stava entrando in uno stato di privazione di libertà, murato in casa o nel bunker del palazzo di Giustizia, costretto a vivere con una scorta innimmaginabile, che non gli lasciava alcuno spazio di privacy. In quella fase, la sua era una vita di sacrifici e scandita dalle strategie. » in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone. Un eroe solo, op. cit*., p. 84-85.

277. Padovani : « Giovanni Falcone è un eroe costretto a vivere 16 ore su 24 in un piccolo ufficio di acciaio e cemento per lottare contro la mafia, non può assaporare i piccoli piaceri della vita quotidiana. È vero quello che dicono ? » Falcone : « Beh diciamo che c'è molto di vero, sì. Indubbiamente questo tipo di attività incide pesantemente sulla privacy. Su questo non c'è dubbio. » Padovani : « E come lo vive Lei ? » Falcone : « Direi con rassegnazione ». Voir *I nemici della mafia. La solitudine del giudice Falcone*, réalisé par Claude Goretta et Marcelle Padovani, 1988.

La centralité donnée à cette lecture sacrificielle semble donc venir des témoignages des proches des victimes. Nous l'avons vu, Paolo Borsellino n'expose les sacrifices que cet engagement sans faille lui a coûté que lorsqu'il doit se défendre devant le CSM. Sa femme Agnese – qui n'est sortie de sa réserve que peu de temps avant sa mort – utilise des mots très durs pour décrire les mesures de sécurité : « Cela a été une vie infernale. Mes enfants n'ont pas vécu leur adolescence, ils sont devenus adultes tout de suite[278]. » Dans le cas de Borsellino, ce sont donc les conséquences sur sa vie familiale qui sont mises en avant, comme le démontre l'importance majeure donnée à la maladie de Lucia dans la fiction en deux épisodes de 2004.

Sacrifier sa vie

Outre les limites imposées à la liberté des magistrats, le terme de sacrifice renvoie essentiellement à leur mort et est surtout utilisé pour décrire l'engagement de Paolo Borsellino. La ténacité du magistrat après l'assassinat de Falcone et sa conscience d'aller à l'encontre de la mort rendent son sacrifice presque mystique. La profonde religiosité du personnage – comme en témoigne sa confession la veille de sa mort – et l'omniprésence du vocabulaire religieux dans les témoignages de ses proches alimentent la lecture sacrificielle de son engagement. Toutefois, il serait réducteur de considérer l'expression de « martyr de la justice[279] » – définie par le père Bucaro comme « la synthèse entre l'amour d'un engagement qui, en s'insipirant des principes chrétiens, réussit à rester profondément laïc[280] » – comme reconductible à la seule religion car elle est emblématique de cette synthèse entre sensibilité religieuse et défense des principes républicains. Selon sa fille Lucia, Borsellino avait l'habitude de dire « Il est beau de mourir pour ce en quoi l'on croit[281] », une phrase qui n'est pas sans rappeler le célèbre vers d'Horace « il est doux et honorable de mourir pour sa patrie[282] ». Sa mort est donc interprétée par ses proches comme un ultime sacrifice au nom d'un idéal supérieur de défense des valeurs républicaines, ce qui donne une dimension patriotique à son engagement.

Des quatre victimes étudiées, seul le général dalla Chiesa incarne une certaine idée du patriotisme républicain de son vivant. Son passé de résistant crée évidemment

278. « È stata una vita d'inferno. I miei figli non hanno vissuto l'adolescenza, sono subito diventati adulti. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 92.

279. « Martire della giustizia » in LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.*, p. 8.

280. « La sintesi tra amore di un impegno che ispirandosi ai principi cristiani riesce a rimanere profondamente laico » in *Ibid.*, p. 338.

281. « È bello morire per ciò in cui si crede » : BOLZONI Attilio, « Di strage in strage », in *Repubblica*, 21 juillet 1992, p. 4.

282. « Dulce et decorum est pro patria mori » in HORACE, *Odes*, III, 2, 10.
Lien URL : http://agoraclass.fltr.ucl.ac.be/concordances/horace_OdesIII/texte.htm

un lien direct avec les valeurs de l'antifascisme et de la démocratie mais la figure du général cristallise de nombreuses tensions pendant les années du terrorisme, comme l'explique son fils :

> Pour les idéaux qu'il rappelle, pour le fait d'être un carabinier, il suscite cependant au début une sympathie bien plus marquée chez les conservateurs et les modérés. Dans l'opinion publique plus qualifiée, en revanche, celle des intellectuels et des journalistes qui est en grande partie progressiste et de gauche, il suscite – pour les raisons évoquées – une nette ostilité destinée à s'estomper en une plus douce indifférence avec l'avancée du terrorisme. Seul son dernier engagement contre la mafia, et surtout sa mort sur le terrain, le font pleinement vivre, pour cette partie de l'opinion publique, comme un défenseur de la démocratie[283].

L'impression qu'il a été sacrifié par le pouvoir politique pour donner l'apparence d'un engagement sans faille contre la mafia permet de le rattacher au martyrologe des victimes – alors majoritairement marqué à gauche – dont le combat contre la mafia, à l'image de celui de La Torre, est interprété *a posteriori* comme une bataille pour la démocratie.

Réminiscences du sacrifice patriotique

La rhétorique du martyre

Dans ses travaux, Marcello Ravveduto explique que la rhétorique du martyre créée par Mazzini pendant le *Risorgimento* a une fonction identitaire : l'exaltation des héros et de la cause est indispensable pour susciter une identification de la population et la rallier au projet politique unitaire. La reprise du vocabulaire religieux sert à conférer une dimension sacrée à l'engagement patriotique et, en ce sens, la constitution du martyrologe relève d'une véritable « stratégie de communication politique[284] ». Si l'on transpose à l'antimafia, il convient de se demander quelle est la fonction de la rhétorique du martyre présente dans les discours des représentants politiques au lendemain des assassinats de représentants de l'État. Dès l'annonce de la mort de dalla Chiesa, Falcone et Borsellino, on sent émerger la dimension patriotique du sacrifice :

> Le peuple italien pleure, indigné, […] un de ses défenseurs modernes, tombé avec sa jeune épouse Emanuela et avec l'agent Russo, gravement blessé. Trois vies offertes à la patrie […] pour que la patrie vive[285].

283. « Per gli ideali che richiama, per il suo essere carabiniere, però, suscita inizialmente una simpatia ben più marcata nel popolo conservatore e moderato. Nell'opinione pubblica più qualificata, invece, quella dell'intelligenza e dell'informazione che è in massima parte progressiva e di sinistra, egli suscita – per le ragioni già ricordate – una spiccata ostilità, destinata con l'avanzata del terrorismo a smorzarsi in più soffice diffidenza. Soltanto l'ultimo impegno contro la mafia, e soprattutto la morte sul campo, lo fanno pienamente vivere da quell'opinione pubblica come un difensore della democrazia italiana. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 21.

284. « Strategia di comunicazione politica » in RAVVEDUTO Marcello, « La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resisetnza civile », *op. cit*., p. 568.

285. « Il popolo italiano piange, sdegnato […] un suo moderno difensore, caduto accanto alla giovane sposa Emanuela e con l'agente Russo, gravemente ferito. Tre vite offerte alla patria […] perché la patria viva. » : Séance au Sénat du 4 septembre 1982, intervention de Giovanni Spadolini (Président du Conseil, PRI), p. 25498.

> [Falcone] est mort […] parce qu'il voulait une Sicile et une Italie différentes, où l'État démocratique trionferait, avec ses libertés civiles et politiques. Nous, nous rendons honneur à ces personnes tombées, comme aux nombreuses autres qui les ont précédées, magistrats et représentants des forces de l'ordre, qui ont donné leur vie pour notre République[286].
>
> À la magistrature et aux forces de l'ordre nous renouvelons […] les condoléances de la nation tout entière pour les familles du juge et des cinq agents massacrés, dans une lignée de martyrologe qui unit la police nationale et l'*Arma* des carabiniers à des juges et des hommes de loi. […] Nous assistons depuis quelques semaines à une spirale d'actes d'intimidation, de troubles messages transversaux, d'actions criminelles de différentes intensités, jusqu'à l'explosion de monstrueux assauts à la légalité républicaine, des assauts ciblés et jamais hasardeux, avec des objectifs précis de déstabilisation. […] Je suis sûr que ce que le Sénat fera dans les prochains jours correspondra à cette idée de l'Italie pour laquelle se sont battus Paolo Borsellino, Giovanni Falcone et les nombreux martyrs de la République tombés avec eux pour la défense des institutions[287].

L'emploi récurrent du mot « tombé » place incontestablement la commémoration dans une dimension patriotique puisqu'il s'agit du terme communément utilisé sur les monuments aux morts construits pour célébrer les patriotes du *Risorgimento* et les soldats italiens morts au cours des deux guerres mondiales. L'omniprésence du champ lexical de l'État (peuple, nation, patrie, institutions, République) amplifie la lecture patriotique puisque les représentants de l'État assassinés par la mafia sont considérés comme morts au combat (comme le démontre la répétition du terme « guerre »), morts en accomplissant leur devoir, ce qui leur vaut les honneurs de la nation. Leur sacrifice est patriotique et revêt une dimension nationale qui permet de les insérer dans un martyrologe. Si, en 1982, le martyrologe était essentiellement mis en lumière par les parlementaires de gauche ou du MSI, on note une évolution en 1992 car les dirigeants politiques de la majorité insistent sur la longue liste de victimes (sans les nommer pour autant) en utilisant les mots de « martyrs » et « martyrologe ». La rhétorique commémorative se caractérise aussi par la présence récurrente des termes d'« État démocratique », de « République » et d'« Italie », qui servent indéniablement à donner une portée fédératrice aux discours politiques. Les représentants de l'État sont porteurs de la légalité qui fait cruellement défaut à une bonne partie de la classe politique et le fait de reprendre à leur compte cette valeur de légalité permet de produire un discours consensuel capable de resouder le pays autour de valeurs positives. La rhétorique du martyre, caractéristique de la langue de

286. « È morto […] perché voleva una Sicilia e un'Italia diverse, dove fosse lo Stato democratico a trionfare, con le sue libertà civili e politiche. Noi rendiamo onore a questi caduti, come agli altri numerosi che li hanno preceduti, magistrati e forze dell'ordine, che hanno dato la vita per la nostra Repubblica. » : Séance à la Chambre du 25 mai 1992, intervention de Gerardo Bianco (DC), p. 113.

287. « Alla magistratura e alle forze dell'ordine rinnoviamo […] il cordoglio dell'intera nazione per le famiglie del giudice e dei cinque agenti trucidati, in una linea di martirologio che unisce la Polizia di Stato e l'Arma dei carabinieri a giudici e uomini di legge. […] Assistiamo da alcune settimane ad una spirale di atti intimiditori, di torbidi messaggi trasversali, di azioni criminali di varia intensità, fino all'esplodere di mostruosi assalti alla legalità repubblicana, assalti mirati e mai casuali, con precisi fini di destabilizzazione. […] Sono certo che quanto il Senato farà nei prossimi giorni corrisponderà a quella certa idea dell'Italia per cui si batterono Paolo Borsellino, Giovanni Falcone e i tanti martiri della Repubblica che con loro sono caduti per la difesa delle istituzioni. » : Séance au Sénat du 21 juillet 1992, intervention de Giovanni Spadolini (Président du Sénat, PRI), p. 50.

bois commémorative, est donc mobilisée en temps de crise pour fédérer les citoyens et les gouvernants autour de figures nationales mais force est de constater l'échec de cette stratégie puisque ces événements dramatiques accentuent la rupture entre une partie de la société et de la classe politique. Toutefois, le patriotisme qui émerge des discours politiques est repris par le mouvement antimafia civil, qui creuse ce filon au fil des comémmorations, afin de donner vie à une narration collective qui renouvelle les modèles identitaires et qui assimile la lutte contre la mafia à la lutte pour les libertés démocratiques. Pour reprendre l'analyse de Marcello Ravveduto, « la stratégie des massacres de *Cosa nostra* déplace le mouvement antimafia dans le camp de la Résistance : c'est-à-dire qu'elle stimule la conscience nationale à défendre les valeurs fondatrices de la République[288] ».

Antimafia et Résistance

En effet, dès l'annonce de l'attentat de via d'Amelio, les références à la Résistance se déclinent dans la presse, dans les discours politiques ainsi que dans ceux des citoyens mobilisés. Le 21 juillet 1992, le gouvernement régional[289] publie un « Appel aux Siciliens » pour une forte mobilisation civile contre la mafia :

> Il est aussi temps de se demander si les Siciliens sont un peuple ; si ce peuple – trop longtemps opprimé – a l'orgueil et la dignité des vrais peuples. Il est maintenant temps de montrer que nous pouvons être aussi solidaires qu'il le faut pour accomplir notre droit et notre devoir de peuple : celui d'inaugurer une *vraie résistance contre l'usurpation mafieuse*. […] Nos pauvres morts assassinés s'honorent surtout à travers un véritable risorgimento sicilien, occasion historique pour que cette terre splendide, riche d'intelligence et d'affects, sache enfin concevoir et voir à l'horizon le bien civil de la liberté. Mais personne ne nous libèrera jamais assez, pas même nos pauvres héros, si nous ne faisons pas une lutte populaire de libération contre la mafia, ses complices et ses inspirateurs. […] La résistance contre la mafia, plus qu'un devoir, est un droit à la vie. Non plus des héros – nos pauvres héros morts, si chers et inoubliables – mais un peuple qui se prépare à s'affranchir d'un esclavage injuste et humiliant.
> Un peuple tout entier qui sait renaître à la vie civile[290].

Il s'agit de la première prise de position aussi radicale d'une institution locale contre la mafia et nous pouvons remarquer que la prose a été savamment choisie pour jouer sur des ressorts émotionnels très précis. Tout d'abord, la répétition du terme

288. « Lo stragismo mafioso sposta il movimento antimafia nel campo della Resistenza : ossia stimola la coscienza nazionale a difendere i valori fondativi della Repubblica. » in RAVVEDUTO Marcello, « La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della resisetnza civile », *op. cit.*, p. 552.

289. Dirigé par Giuseppe Campione (DC) qui entre en fonction quelques jours seulement avant le massacre de via d'Amelio, il s'agit du premier gouvernement local DC intégrant deux membres du PDS.

290. « È anche tempo di chiedersi se i Siciliani siano un popolo; se questo popolo – troppo a lungo oppresso – ha l'orgoglio e la dignità dei veri popoli. Ora è tempo di dimostrare che siamo o possiamo essere solidali quanto basta per compiere il nostro diritto e il nostro dovere di popolo : quello di inaugurare una *vera resistenza contro l'usurpazione mafiosa*. […] I nostri poveri morti ammazzati si onorano soprattutto con un vero e proprio risorgimento siciliano, occasione storica perché la nostra splendida terra, ricca d'intelligenza e di affetti, sappia infine concepire e vedere all'orizzonte il bene civile della libertà. Ma nessuno ci libererà mai abbastanza, neanche i nostri poveri eroi, se non faremo un lotta popolare di liberazione dalla mafia, dai suoi complici e dai suoi ispiratori. […] La resistenza alla mafia, più che un dovere, è un diritto alla vita. Non più eroi – poveri, carissimi, indimenticabili eroi morti – ma un popolo che prepari la sua grande fuga da una schiavitù ingiusta e umiliante. Un intero popolo che sa risorgere alla vita civile. » : « "Appello ai Siciliani" contro l'oppressione della piovra », in *Il Popolo*, 21 juillet 1992, p. 4. Le texte a également été publié sur une page entière dans le *Giornale di Sicilia*, voir « Appello ai Siciliani » in *Giornale di Sicilia*, 21 juillet 1992, p. 14.

« peuple » permet de donner une dimension purement locale à cet appel, tout en flattant la fierté légendaire des Siciliens, *topos* culturel largement mis en scène dans la littérature vériste. Ainsi, l'emploi des mots « orgueil » et « dignité » a une résonance particulière car il vise à piquer au vif les Siciliens pour susciter une réaction civile historique. De même, les références historiques, tantôt conniventes (par la reprise de l'image du peuple opprimé), tantôt stimulantes (par la référence au *Risorgimento* qui sous-entend que la Sicile était aux avants-postes dans le processus d'unification), font référence au thème de la libération de l'oppresseur. Les champs lexicaux de la résistance, de la libération et de la renaissance s'entrecroisent pour amplifier l'appel et montrer combien l'antimafia, entendue comme un droit et comme un devoir, offre une occasion unique au peuple sicilien d'être protagoniste en suivant les traces des « héros » de la lutte contre *Cosa nostra*.

Dès le lendemain, les références à la Résistance se multiplient dans la presse, en particulier dans le quotiden de gauche *L'Unità*. Tandis que les instances régionales encouragent une mobilisation civile, Pietro Folena[291] appelle les forces politiques « fatiguées du craxisme et des votes pour Gunnella » à créer un « Comité de libération de la Sicile » qui puisse « se faire État – un nouvel État – contre la dictature de l'arrogance[292] ». Quant à Nando dalla Chiesa, il compare les acteurs de la lutte contre la mafia aux frères Rosselli et affirme la nécessité de mener le combat « dans la clandestinité » ou « en exil[293] » puisque l'État a démontré son incapacité à protéger ses représentants. Le binôme dictature-libération ainsi que le parallèle avec des antifascistes célèbres font de la résistance un modèle à suivre. La mobilisation souhaitée doit rassembler toutes les tendances politiques, progressistes et religieuses, à l'image des brigades de partisans catholiques qui combattaient aux côtés des communistes. Les déclarations du président de la République Scalfaro vont également dans le même sens puisqu'il lance un appel à la « nouvelle Résistance » devant le CSM « parce que la démocratie est plus forte que cette violence, […] parce que nous sommes du côté de la liberté[294] ». La référence à ces valeurs phares issues de l'antifascisme donne une dimension nationale à la lutte contre la mafia et fait écho à l'épaisseur nationale que les magistrats ont prise après leurs assassinats, comme le démontrent les nombreux slogans tels que « Falcone

291. Alors député PCI (depuis 1987) et secrétaire régional du PCI en Sicile (depuis 1988).

292. « Stanche del craxismo e dei voti a Gunnella » ; « Comitato di liberazione della Sicilia » ; « farsi Stato – novo Stato – contro la dittatura della prepotenza » : FOLENA Pietro, « Il fronte antimafioso dia il segnale. Creiamo un comitato di liberazione », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 2.

293. « In clandestinità » ; « in esilio » : BASSO Sofia, « Nando dalla Chiesa : "Lo Stato è incapace combatteremo la mafia in clandestinità" », in *L'Unità*, 22 juillet 1992, p. 7.

294. « La democrazia è più forte di questa violenza […], perché siamo dalla parte della libertà » : BONSANTI Sandra, « L'appello di Scalfaro "Nuova Resistenza" », in *Repubblica*, 23 juillet 1992, p. 3. Filippo Focardi a analysé la présence de la mémoire de la Résistance dans les discours politiques et a démontré comment, malgré les divisions, elle est devenue une mémoire collective. Voir FOCARDI Filippo, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 ad oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.

et Borsellino, héros d'une nouvelle résistance[295] » figurant sur les banderoles des citoyens mobilisés. La reprise du vocabulaire de la résistance contre les nazis et les fascistes dénote une véritable volonté d'inscrire l'antimafia dans une tradition historique prestigieuse afin d'élever la lutte contre la mafia au rang d'acte patriotique. Si les magistrats apparaissent comme des résistants et des martyrs de la République, les citoyens qui se mobilisent après les assassinats se définissent comme des « partisans de la résistance contre la mafia[296] ». Le transfert qui s'opère au niveau lexical entre les magistrats assassinés et les citoyens mobilisés témoigne du processus de réappropriation civile des valeurs qui ont guidé l'engagement des juges, à l'image du slogan « Vos idées marchent avec nos jambes ».

Cette proximité entre l'antimafia et la Résistance est encore aujourd'hui savamment entretenue par les associations antimafia. Tout d'abord, d'un point de vue symbolique, *Bella ciao* est une des chansons diffusées en boucle lors de la Journée de la mémoire et de l'engagement et les paroles sont utilisées dans la bande dessinée dédiée à Pio La Torre pour accompagner la représentation de la mobilisation contre la création de la base militaire à Comiso[297]. La reprise *in extenso* du texte dans les cartouches de narration confère de fait une dimension nationale au personnage de Pio La Torre favorisant ainsi l'assimilation entre l'homme politique et le « partisan mort pour la liberté[298] », puisque ces deux planches précèdent la représentation de son assassinat. De plus, sur le terrain, on note une étroite collaboration entre *Libera* et l'*Associazione Nazionale Partigiani Italiani* (ANPI) qui débouche sur un rapprochement durable entre la mémoire de l'antimafia et celle de l'antifascisme, en particulier dans les régions du centre à forte tradition militante comme l'Émilie-Romagne. En partenariat avec l'*Istituto Alcide Cervi*, les deux associations ont lancé en 2011 l'initiative *Le radici nel futuro*[299] qui a débouché sur la publication d'un manifeste annonçant les valeurs phares du projet : la liberté, la légalité, le travail, la mémoire, la responsabilité[300]. Cette « alliance permanente entre antifascisme et antimafia » doit « faire de la mémoire de la résistance un instrument indispensable pour comprendre, soutenir et réaffirmer les valeurs de la légalité, de la démocratie et de la liberté » afin de donner vie à un « jumelage de culture antifasciste et antimafia fait

295. « Falcone e Borsellino eroi di una nuova Resistenza » : voir la photo publiée dans le *Giornale di Sicilia*, 22 juillet 1992, p. 7.

296. « I partigiani della resistenza alla mafia » in ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia, op. cit*., p. 88.

297. BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La marcia di Pio, op. cit*., p. 34-35. Ces planches sont disponibles en annexes.

298. « Partigiano morto per la libertà » in *Ibid*., p. 35.

299. « Les racines dans le futur ».

300. Voir « Radici nel futuro : il report per i soci ». Le texte est disponible sur internet http://www.legacoop.pr.it/fileUpload/news/files/nsj7MYx43G_171.pdf et en annexes.

de mémoire et de légalité[301] ». Sur le papier, l'exercice semble rhétorique et l'on peut se demander s'il s'agit d'un processus de réactualisation de la mémoire de la Résistance (en perte de vitesse depuis les années 2000) ou d'insertion de la mémoire de l'antimafia dans la tradition républicaine. Selon Alessandro Casellato, la mémoire de l'antifascisme est en pleine métamorphose et son renouvellement est dû à la récupération des valeurs républicaines par le courant démocrate de l'Église catholique, incarné par le pape François et par *don* Ciotti[302]. Or, nous l'avons vu, en faisant de l'Évangile et de la Constitution les deux piliers de sa réflexion sur l'engagement civil, le fondateur de *Libera* est également à l'origine du renouveau du discours et des valeurs du mouvement antimafia civil dont le ciment identitaire n'est autre que la narration collective basée sur des figures héroïques, considérées comme « fondatrices au même titre que celles du *Risorgimento* ou de la Résistance[303] ». *Libera* et l'*Istituto Alcide Cervi* ont également organisé un colloque sur le rôle de témoins des victimes du fascisme, du terrorisme et de la mafia pour « rendre justice au travail inestimable de ceux qui ont mis leurs biographies violées au service de la mémoire nationale[304] ». Ce faisant, les deux associations regroupent différentes communautés de victimes incarnant « la mémoire douloureuse de l'histoire italienne » afin de se doter d'un « patrimoine commun[305] » qui puisse élargir leur base identitaire. Le discours prononcé par *don* Ciotti lors de la commémoration des 70 ans de la rafle du Cansiglio[306] en septembre 2014[307] est l'occasion d'affirmer publiquement la continuité

301. « Un'alleanza permanente tra antifascismo e antimafia » ; « fare della memoria della resistenza uno strumento indispensabile per comprendere, sostenere e riaffermare i valori della legalità, della democrazia e della libertà » ; « un gemellaggio di cultura antifascista ed antimafia fatto di memoria e legalità » in « Radici nel futuro : il report per i soci ».

302. « Il y a dix ans, l'historien Sergio Luzzatto observait que l'antifascisme était en train de vivre une crise presque irréversible. Le passage de mémoire entre les générations avait été réussi en 1960, quand les jeunes redécouvrirent l'antifascisme comme synonyme de changement et de modernité ; cela fut plus ou moins renouvelé jusqu'en 1994, quand la grande manifestation du 25 avril à Milan donna vie à une dernière saison de places bondées inspirées par l'antiberlusconisme ; mais depuis le début des années 2000 cela semblait sur le point de s'interrompre définitivement. Le capital symbolique dela Résistance n'avait plus beaucoup de valeur en dehors des cercles toujours plus restreints des *aficionados*. Même le plus grand parti qui se disait de gauche sentait que le langage de l'antifascisme était épuisé, inadapté aux temps nouveaux. C'est alors que, face à une progressive mise en liquidation, commença en parallèle un remplacement catholique sur le plan des valeurs républicaines. » (« Dieci anni fa lo storico Sergio Luzzatto osservava che l'antifascismo stava vivendo una crisi quasi irreversibile. Il passaggio di memoria tra generazioni era riuscito nel 1960, quando i giovani riscoprirono l'antifascismo come sinonimo di cambiamento e modernità; venne poi rinnovato tra alti e bassi fino al 1994, quando la grande manifestazione del 25 aprile a Milano diede il via a un'ultima stagione di piazze piene ispirate dall'antiberlusconismo; ma all'inizio del Duemila pareva sul punto di interrompersi definitivamente. Il capitale simbolico della Resistenza non aveva più molto valore al di fuori di cerchie sempre più ristrette di *aficionados*. Lo stesso maggiore partito che si richiamava alla sinistra sentiva il linguaggio dell'antifascismo come esausto, inadeguato ai tempi nuovi. Cominciò allora, a fronte di una progressiva messa in liquidazione, una parallela supplenza cattolica sul piano dei valori repubblicani. ») in CASELLATO Alessandro, « Mattarella, don Ciotti e la resistenza », in *Piazza Enciclopedia Magazine*, 2 février 2015. Cet article est entièrement disponible sur internet : http://www.treccani.it/magazine/piazza_enciclopedia_magazine/societa/Mattarella_don_Ciotti_e_la_resistenza.html

303. « Fondative come quelle del Risorgimento o della Resistenza » in DALLA CHIESA Nando (dir.), *La scelta Libera, op. cit.,* p. 198-199.

304. « Rendere giustizia del lavoro inestimabile di quanti hanno messo le proprie biografie violate al servizio della memoria nazionale. » in « Espansione di memoria 2.0, testimonianze al servizio della legalità e della cultura democratica ». Le programme du colloque est disponible sur internet : http://www.istitutocervi.it/wp-content/uploads/2015/01/Espansione-di-Memoria-2.0.pdf

305. « La memoria dolente della storia italiana » ; « patrimonio comune » in *Ibidem*.

306. En septembre 1944, les troupes nazies et fascistes encerclent les brigades de partisans à Cansiglio. Les résistants réussissent en partie à s'extraire de la tenaille des troupes ennemies et ces dernières se vengent dans les jours suivants sur les habitants du village.

307. Le discours de *don* Ciotti a été filmé et la vidéo est disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=pO5iDw5C38I

mémorielle entre le combat contre les nazis et la lutte contre la mafia. Par ce procédé, il unit les valeurs de la lutte antifasciste à celles de l'antimafia (justice, liberté, démocratie) et inscrit la culture de la légalité dans la tradition républicaine.

La nationalisation des figures

Après des décennies de négation de l'existence de la mafia, puis de stigmatisation de l'Italie méridionale comme unique zone concernée par la question mafieuse, les assassinats spectaculaires de Falcone et Borsellino entraînent le rapprochement de l'antifascisme et de l'antimafia, ce qui donne une dimension nationale à la lutte contre la mafia et à ses victimes. Vincenzo Ceruso, par exemple, affirme la portée nationale des histoires des victimes de la mafia dès le prologue de son livre : « Ce ne sont pas des histoires siciliennes. Ce sont les histoires d'Italiens qui ont combattu la mafia et défendu la démocratie en terre de Sicile[308] ». En 2008, le roman consacré à Pio La Torre porte le sous-titre : « Une histoire italienne[309] », signe de cette volonté d'inscrire les victimes dans l'histoire nationale. De même, la distribution d'un petit drapeau tricolore à tous les passagers de la *Nave della legalità* en 2012, le chant de l'hymne national devant le bateau avant le départ[310], la photo des magistrats dans les villages de la légalité munie de la légende « Giovanni et Paolo, deux Italiens[311] » et l'omniprésence de ballons verts, blancs et rouges sont autant d'éléments symboliques qui contribuent à affirmer la dimension nationale des victimes.



Photo n°7 : Affiche figurant dans le village de la légalité de la salle bunker (23 mai 2012).



Photo n° 8 Lâcher de ballons tricolores à l'arrivée du Navire de la légalité à Palerme (23 mai 2012).

308. « Non sono storie siciliane. Sono storie di italiani che hanno combattuto la mafia e difeso la democrazia in terra di Sicilia. » in CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia, op. cit.*, p. 8.

309. BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit.*

310. Voir Grille d'observation du départ de la *Nave della legalità* à Civitavecchia, le 22 mai 2012. L'hymne national, joué par un orchestre d'enfants, a également été chanté via d'Amelio le 19 juillet 2012. Voir Grille d'observation de la commémoration de via d'Amelio en annexes.

311. « Giovanni e Paolo, due italiani ».



Photo n° 9 Lâcher de ballons tricolores devant l'arbre Falcone (23 mai 2012).

Cette volonté de désenclaver la mémoire de la lutte contre la mafia pour l'intégrer à l'histoire nationale est également caractéristique des publications mémorielles récentes. L'insistance récurrente sur les vertus civiles comme le patriotisme des victimes et leur sens de l'État participe de cette stratégie visant à démontrer que les valeurs de la lutte contre la mafia sont en réalité des valeurs profondément républicaines. De même, à l'image d'Agnese Borsellino, les proches des victimes soulignent combien les figures de la lutte contre la mafia sont devenus des symboles nationaux dans toute la péninsule :

> Il y a quelques années, je suis allée en Vénétie, à Schio, pour une manifestation en souvenir de Paolo. Quelques cousins à lui habitent là-bas. J'ai tout de suite été frappée par les très nombreux drapeaux accrochés aux balcons. Dans la rue, il y avait beaucoup d'anciens combattants, à certains il manquait un bras, à d'autres une jambe. Beaucoup avaient des médailles sur la poitrine. Quand la manifestation débuta, ils évoquèrent Paolo. Puis ce fut à moi de parler. Je dis : « La journée d'aujourd'hui est celle de tous les combattants, de ceux qui nous ont quittés et de ceux qui sont là, ce sont eux qui ont fait l'Italie unie. Mon mari est mort pour le bien de la société, c'est pour la même raison que vous avez tous combattu pour notre Italie ».
> Je regarde le drapeau et je pense que Paolo a été un partisan d'une lutte de libération qui n'est pas encore finie[312].

L'anecdote est présentée de manière anodine : on a l'impression qu'il s'agit d'une cérémonie organisée dans une ville quelconque et la présence des anciens combattants renforce le lien entre antifascisme et antimafia. Or Schio, dans la province de Vicence, est un des hauts lieux de la résistance. L'anecdote n'a donc plus rien d'anodin

312. « Qualche anno fa, sono stata nel Veneto, a Schio, per una manifestazione in ricordo di Paolo. Lì abitano alcuni suoi cugini. Mi colpirono subito le tantissime bandiere sistemate ai balconi. In strada, c'erano moti ex combattenti, alcuni senza un braccio, alcuni senza una gamba. Tanti avevano medaglie al petto. Quando iniziò la manifestazione, ricordarono Paolo. Poi toccò a me parlare. Dissi : "Quella di oggi è la giornata di tutti i combattenti, di quelli che non ci sono più e di quelli che sono qui, loro hanno fatto l'Italia unita. Mio marito è morto per il bene della società, la stessa ragione per cui voi tutti avete combattuto per la nostra Italia". Guardo la bandiera e penso che Paolo sia stato un partigiano di una lotta di liberazione che non si è ancora conclusa. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 159.

et le choix de la localité apparaît particulièrement significatif pour servir le propos de la veuve du magistrat. L'omniprésence du drapeau tricolore souligne la dimension nationale de la victime, et donc de la commémoration. De plus, la présence d'invalides de guerre et la référence aux combattants morts, puis à Borsellino, permet de donner vie à une seule et même communauté de victimes, qui se sont sacrifiées pour la collectivité tout entière. La référence à l'unité du pays rappelle les périodes clés de l'histoire contemporaine (*Risorgimento* et guerre civile) et l'utilisation du possessif (récurrente chez Agnese Borsellino) « notre Italie » vient gommer les différences entre nord et sud, délivrant un message politique dans une ville où la Ligue du Nord fait d'excellents scores[313]. Ainsi, ce récit donne une dimension nationale à Borsellino, comparé à un « partisan », et à la lutte antimafia qui, assimilée à une « lutte de libération », s'inscrit dans la continuité des autres grands combats historiques visant à libérer le peuple (lutte contre l'oppression pour le *Risorgimento*, lutte contre l'envahisseur allemand et les fascistes pour la Résistance).

Toutefois, la nationalisation des figures n'émane pas uniquement des proches et du mouvement antimafia. À l'occasion du dixième anniversaire du massacre de Capaci, le président de la Commission parlementaire antimafia demande au ministre des communications la création d'un timbre représentant Falcone et Borsellino[314]. En septembre 2002, un timbre à l'effigie de Carlo Alberto dalla Chiesa est également commercialisé. Nous avons pu nous procurer les livrets édités à l'époque pour les philatélistes. Les textes présentant les figures dénotent une véritable volonté institutionnelle de donner une dimension nationale à ces victimes et à leur engagement. Tandis que le président de la Commission antimafia Roberto Centaro[315] définit Falcone et Borsellino comme « des magistrats et des hommes qui ont fait leur devoir jusqu'au bout en croyant au respect des règles, comme tout le monde devrait le faire[316] », des « héros de cette nouvelle lutte de libération contre le cancer subversif des institutions démocratiques que représente la mafia[317] », le ministre des Communications Maurizio Gasparri (*Forza Italia*) décrit ainsi le préfet dalla Chiesa :

313. Aux régionales partielles de juin 2015, la cohalition de droite emmenée par la Ligue du Nord arrive en tête avec 48% des voix. Les résultats communes par communes sont disponibles sur internet : http://www.repubblica.it/static/speciale/2015/elezioni/regionali/comuni/schio.html?refresh_cens

314. Voir le décret du 18 juin 2002 : http://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2002/09/11/02A11190/sg

315. Magistrat et sénateur élu dans les rangs de *Forza Italia*.

316. « Magistrati e uomini che fanno il loro dovere fino in fondo credendo nel rispetto delle regole ; come tutti dovrebbero fare » : *Emissione di un francobollo commemorativo di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino, in occasione del X anniversario della strage di Capaci*, Poste italiane, 2002.

317. « Eroi di questa nuova lotta di liberazione dal cancro sovversivo delle istituzioni democratiche che rappresenta la mafia » : *Ibidem*.

> Exemple caractéristique du serviteur de l'État, du professionnalisme extrême, de la profonde rigueur morale, de l'abnégation absolue envers les institutions et d'existence entièrement dévouée au Pays et à la légalité, raison pour laquelle ce timbre entend livrer à l'histoire de l'Italie et à la mémoire future un témoignage d'engagement quotidien contre le banditisme, la subversion et la mafia, comme enseignement et point de référence certain dans les consciences des gens honnêtes et des jeunes, sur le chemin à suivre avec courage et détermination pour l'affirmation des valeurs de démocratie et de liberté[318].

Ce texte représente la synthèse de ce que nous avons analysé au cours de ce chapitre. En effet, les vertus civiques qui caractérisent l'engagement de la victime en font un exemple digne d'entrer dans l'histoire. Les valeurs pour lesquelles il s'est battu (la légalité, la démocratie et la liberté) vont au-delà de l'antimafia et recoupent largement celles de l'antifascisme, et donc de l'Italie républicaine. Le général est ainsi érigé au rang de modèle pour la population.

L'anniversaire des 150 ans de l'Unité, qui donne lieu à la constitution de nombreuses galleries de portraits des personnalités marquantes, nous offre l'occasion de vérifier l'insertion des figures de la lutte contre la mafia dans l'histoire nationale. Chaque martyrologe relevant du processus de sélection subjectif de son auteur[319], nous choisissons de souligner le projet « 150 Italiens » – lancé en 2010 par le papetier Fabriano Boutique – car ce sont les internautes qui, par leurs votes sur le site www.150italiani.it[320], ont produit une liste de personnalités « qui ont donné le bon exemple et qui mérient d'être commémorées[321] ». L'éditeur a tout de même appliqué deux critères de sélections en excluant « les vivants et les personnages avec une identité politique trop marquée[322] » et l'initiative débouche sur l'édition d'une collection de petits carnets à l'effigie des 150 personnalités ayant recueilli le plus de suffrages. À côté des artistes, des acteurs, des écrivains, des journalistes, des entrepreneurs, des chefs, des religieux, la catégorie « Héros nationaux et pères fondateurs » rassemble Giovanni Falcone, Paolo Borsellino, Carlo Alberto dalla Chiesa et les figures du *Risorgimento* comme Garibaldi et Mazzini, ainsi que les antifascistes Carlo et Nello Rosselli. L'insertion dans cette catégorie des figures de la lutte contre la

318. « Esempio peculiare di servitore dello Stato, di estrema professionalità, di profondo rigore morale, di assoluta dedizione alle istituzioni e di esistenza interamente dedicata al Paese e alla legalità, per cui il francobollo intende consegnare alla storia d'Italia e alla memoria futura una testimonianza di impegno quotidiano contro il banditismo, l'eversione e la mafia, quale insegnamento e sicuro punto di riferimento nelle coscienze della gente onesta e dei giovani, nel cammino da percorrere con coraggio e determinazione per l'affermazione dei valori di democrazia e di libertà. » : *Emissione di un francobollo commemorativo di Carlo Alberto dalla Chiesa, nel 20e anniversario della morte*, Poste italiane, 2002.

319. On ne s'étonne donc pas de retrouver 11 victimes des mafias sur les 49 martyrs sélectionnés par des journalistes proches du mouvement antimafia. Voir ALAJMO Roberto & RAVERA Lidia, *Guida a 49 martiri della storia d'Italia*, Turin, Giudizio Universale, 2010.

320. Malheureusement, en 2015 ce site a disparu. Nous n'avons donc plus accès au classement.

321. « Che hanno dato il buon esempio, e che meritano di essere ricordati » : « I 150 italiani », petit texte de présentation de l'initiative contenu dans les carnets.

322. « I nomi, alla fine, erano centinaia. Abbiamo escluso i viventi e i personaggi con un'identità politica troppo spiccata : l'idea è quella di unire, non quella di dividere. I 150 più votati formano questa collezione. » : *Ibidem*.

mafia les plus commémorées médiatiquement[323] démontre que ces figures ont acquis une dimension nationale. Selon Déborah Puccio-Den, le déficit de modèles contemporains et les différentes pratiques commémoratives instaurées (institutionnelles et civiles) ont permis à Falcone et Borsellino d'acquérir une dimension nationale :

> Une nation, donc, en panne d'héroïsme, jusqu'à ce que le « sacrifice » des représentants de l'État, inauguré par le meurtre du général Carlo Alberto dalla Chiesa […] et qui culmine avec les attentats visant Falcone et Borsellino, ne vienne la « racheter » en affirmant sa valeur intrinsèque. Funérailles d'État, bustes érigés dans les bâtiments administratifs, noms de rues, de places et d'écoles, institution de la « Journée de la mémoire et de l'engagement en souvenir des victimes de la mafia », transforment les deux magistrats assassinés en héros nationaux[324].

Il ne fait en effet nul doute que les commémorations sont un vecteur d'intégration à l'histoire nationale, comme l'a démontré, pour la France, la récente panthéonisation de quatre résistants français par le Président Hollande. Dans le cas des victimes de la mafia, on peut supposer que l'action du mouvement antimafia civil – qui s'est approprié la mémoire des victimes et a inventé de nouvelles formes de commémorations qui sont maintenant parmi les plus médiatisées au niveau national (comme la Journée de la mémoire de *Libera* ou les *Navi della legalità* de la *Fondazione Falcone*) – a été déterminante. Les rites ont permis de consolider une communauté de victimes qui, au fil du temps et des initiatives, a réussi à se faire une place dans l'histoire nationale. Marcello Ravveduto va même plus loin :

> Le pouvoir de la mémoire transforme la traînée de sang des régions méridionales en une occasion de rédemption pour cette partie d'Italie qui n'a pas directement contribué au *Risorgimento* et à la Résistance. […] La Résistance aux mafias est le facteur d'intégration civile qui a consenti au *Mezzogiorno* d'offrir à la patrie le sacrifice de ses martyrs en défense de la démocratie républicaine[325].

Les figures de la lutte contre la mafia seraient donc un vecteur d'intégration des régions méridionales dans l'histoire nationale. Cette analyse, bien que séduisante, nous semble problématique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle repose sur le cliché d'une passivité des régions méridionales qui auraient subi l'histoire nationale plus qu'elles n'y auraient participé. Certes, le nord et le sud du pays n'ont pas le même vécu, d'où un rapport différent à l'État, mais il nous semble erroné d'en tirer des conclusions psychologisantes sur les populations méridionales. Si l'on a bien évoqué un sentiment de culpabilité collective des Palermitains pour expliquer la mobilisation massive après

323. On rappelle que chacune a fait l'objet d'une micro-série en deux épisodes produite par la télévision à partir de 2004. Si les commémorations de dalla Chiesa ne sont pas très médiatisées, celles de Falcone (avec les *Navi della legalità*) et celles de Borsellino le sont largement.

324. PUCCIO-DEN Déborah, « Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia », *op. cit.*, p. 98.

325. « Il potere della memoria muta la scia di sangue delle regioni meridionali in un'occasione di riscatto nazionale per quella parte d'Italia che non ha contribuito direttamente al Risorgimento e alla Resistenza. […] La Resistenza alle mafie è un fattore di integrazione civile che ha consentito al Mezzogiorno di offrire alla patria il sacrificio dei suoi martiri in difesa della democrazia repubblicana. » in RAVVEDUTO Marcello, « La religione dell'antimafia. Vittime, eroi, martiri e patrioti della Resistenza civile », *op. cit.*, p. 572

les attentats contre Falcone et Borsellino, il serait exagéré de l'interpréter comme un processus conscient qui offre une « occasion de rédemption » au niveau national car le mouvement antimafia civil, né de cette mobilisation, avait avant tout une ambition régionale. Il faut donc se garder de toute généralisation qui surinterprèterait la portée nationale du mouvement antimafia à ses débuts. Grâce au modèle de *Libera*, le mouvement a pris une ampleur nationale. Cependant, son but n'est pas d'intégrer le *Mezzogiorno* dans l'histoire nationale mais bien de construire une « mémoire active[326] », où le souvenir des victimes des mafias devient le moteur de l'engagement civil. Ainsi, le florilège de publications mémorielles que nous venons d'analyser participe de cette dynamique. Les commémorations et les représentations entretiennent le souvenir tout en encourageant l'émergence d'une conscience civile inspirée de l'éthique publique qui a caractérisé l'engagement des victimes de la lutte contre la mafia.

***

L'analyse des différentes représentations nous a permis de mettre au jour les étapes de la « sédimentation sémantique[327] » de la mémoire des figures étudiées. Nous avons fait émerger un parcours allant de l'héroïsation issue de la mémoire immédiate qui est ensuite mythifiée, à la sacralisation du héros, à l'aube du nouveau millénaire, grâce à l'utilisation d'un cadre référentiel religieux qui irrigue les représentations mémorielles, transformant le héros en martyr. Enfin, on note également que la violence des attentats de 1992 a incontestablement changé la perception de la question mafieuse au niveau national, donnant vie à une lecture patriotique de l'engagement antimafia qui nationalise les victimes de la lutte contre la mafia.

Si la mémoire immédiate avait déjà posé les bases de l'héroïsation des figures, les publications mémorielles confèrent ainsi une dimension légendaire aux victimes en mettant l'accent sur toutes les caractéristiques propres aux héros (la naissance, les exploits, l'environnement hostile et le destin tragique). Le *pool* antimafia apparaît ainsi comme une expérience fondatrice dans l'histoire de la lutte contre la mafia grâce au résultat historique du maxi-procès. La production éditoriale récente – notamment par le biais de la bande dessinée – l'élève au rang de mythe en inscrivant ces récits dans des traditions

326. « Memoria attiva » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime di mafia*, Milan, Lupetti, 2012, p. 8.

327. DEPROOST Paul-Augustin, VAN YPERSELE Laurence & WATHEE-DELMOTTE Myriam, *Mémoire et identité. Parcours dans l'imaginaire occidental*, *op. cit*., p. 9.

littéraires spécifiques et cette période est désormais perçue comme l'âge d'or de l'antimafia, ce qui alimente la dimension héroïque des magistrats qui y ont participé. Pour reprendre les mots de Nicolas Rouvière, la bande dessinée – au même titre que les autres représentations – est « l'expression d'une mémoire, bien plus que d'une histoire[328] ».

Au-delà de la mythification, l'insistance sur l'adversité et le destin tragique des protagonistes les rapproche du modèle christique. L'omniprésence d'un cadre référentiel religieux, considérablement renforcé par l'utilisation du vocabulaire spécifique, donne à ce florilège éditorial des allures d'hagiographie laïque. En outre, le renouvellement du martyrologe chrétien lancé par l'Église catholique à la fin des années 1990, entraîne une relecture religieuse de l'engagement des victimes de la mafia et les érige au rang de martyr.

Enfin, nous avons démontré que les représentations mémorielles véhiculent également une lecture patriotique de l'engagement antimafia. L'exaltation des vertus civiles des victimes de la mafia dans les représentations ou lors des commémorations passe par la mise en exergue d'éléments biographiques qui, au vu du contexte de l'époque, permettent de souligner les valeurs qui ont guidé leur engagement. Ces valeurs sont intégrées dans un système éthique qui dépasse largement le seul combat contre la mafia et offre un cadre référentiel plus vaste, ravivant les principes fondateurs de l'identité républicaine alors mis à mal par les représentants politiques censés les incarner. L'attachement à la justice, au bien commun et donc, *in fine*, à l'État ainsi exalté participe de l'héroïsation des figures de la lutte contre la mafia qui prennnent alors une dimension nationale. La lecture sacrificielle de leur engagement transforme les héros en martyrs, puis en patriotes puisque leurs sacrifices se font au profit des citoyens, pour garantir leur liberté et leur tranquillité. Enfin, cette lecture patriotique constitue un levier qui permet l'insertion de la mémoire de la lutte contre la mafia dans la mémoire de l'Italie républicaine, comme en témoigne le rapprochement entre antifascisme et antimafia, ainsi qu'une nationalisation des figures de la lutte contre la mafia.

Les trois lectures analysées constituent en réalité la tendance majoritaire qui se dégage des productions mémorielles et il est important d'étudier désormais son pendant, même s'il est à ce jour encore minoritaire. Après avoir longtemps érigé les victimes de la mafia en modèles, les publications mémorielles révèlent désormais une dichotomie entre les figures des héros-martyrs et celles des hommes. On note donc une récente tendance à la normalisation et à l'humanisation des figures qu'il convient d'analyser.

328. ROUVIÈRE Nicolas (dir.), *Bande dessinée et enseignement des humanités*, Grenoble, ELLUG, 2012, p. 12.

Chapitre 9

Faire le martyr à son image : une reconstruction désacralisée des victimes de la mafia ?

En parallèle des processus de mythification puis de sacralisation des victimes analysés précédemment, on voit se développer un mouvement complètement inverse dans la production mémorielle récente, faisant naître ainsi une dichotomie entre les figures des héros-martyrs et celles des hommes qu'ils étaient. Il s'agit certes d'une tendance minoritaire mais qui n'en demeure pas moins significative car elle enrichit la sédimentation sémantique de la mémoire des victimes en mettant au jour leurs figures privées. Ce nouveau paradigme, qui désacralise les figures des héros-martyrs pour construire celles d'hommes normaux et familiers, reflète l'évolution des paramètres de représentations des hommes politiques mise en évidence par Fabrice D'Almeida[1]. Le processus de

1. Voir D'ALMEIDA Fabrice, *La politique au naturel. Comportements des hommes politiques et représentations publiques*, Rome, École française de Rome, 2007.

« naturalisation[2] » ayant pour but de renouveler le rapport des hommes politiques avec l'opinion publique, on peut supposer qu'il en va de même pour les victimes de la mafia. La mythisation semble atteindre ses limites et un renouvellement des portraits s'impose. Il apparaît donc nécessaire de s'interroger sur les formes, les raisons et les conséquences d'une telle humanisation. Tout d'abord, nous verrons que le renouvellement de la narration mémorielle est dû à la prise de parole directe des proches des victimes qui nous font découvrir l'intimité de ces dernières à travers l'utilisation de documents ou le récit d'anecdotes inédits. Puis nous montrerons que le changement des modalités narratives entraîne une humanisation des figures qui permet de créer des figures accessibles dans le but de les rapprocher du lecteur afin qu'il puisse s'y identifier.

Le renouvellement de la narration mémorielle : voyage dans l'intimité des victimes

La prise de parole des proches des victimes

La famille et les amis

À partir de la moitié des années 2000, on remarque un renouvellement de la narration mémorielle qui se caractérise par une prise de parole directe des proches de victimes. Dès 2005, le journaliste Leone Zingales[3] inaugure ce nouveau filon avec un premier ouvrage sur Borsellino[4], puis un autre sur Falcone en 2007[5], tous deux étant en partie construits sur les interviews des proches des victimes. Nous l'avons vu, les proches sont pour la plupart engagés dans le mouvement antimafia et interviennent souvent dans les écoles. Si leurs témoignages ont toujours éclairé les enquêtes journalistiques ou les biographies publiées précédemment[6], leur parole n'avait jusqu'à présent jamais constitué le cœur d'un ouvrage. Or, cette centralité de la parole des proches dans la production éditoriale à visée mémorielle met au jour une tendance qui se vérifie depuis, à

2. Voir *Ibid*., p. 3.

3. Ce journaliste est également engagé dans le mouvement antimafia puisqu'en tant que président de l'*Unione Nazionale Cronisti Italiani* (Unci), il a proposé en 2004 de créer un jardin de la mémoire sur des terrains confisqués à Ciaculli. Ce projet, également soutenu par l'ANM, a vu le jour en janvier 2005. Des plaques commémoratives ont été disposées et plusieurs arbres ont été plantés à la mémoire des victimes de la mafia (Paolo Borsellino, Giuseppe Fava, Giovanni Falcone, Pietro Scaglione, Giangiacomo Ciaccio Montalto, Libero Grassi, Nicolò Azoti, Giuseppe Impastato, Mario Francese, Pio La Torre, Joe Petrosino, Giuseppe Alfano). Le jardin de la mémoire va également accueillir un musée dédié à la mémoire des victimes. Voir ZINGALES Leone, « Il Giardino della memoria ». Lien URL: http://www.unionecronisti.it/images/phocadownload/PDF_Memoria/librogiardino.pdf Il nous faut cependant préciser que le projet d'un jardin de la mémoire remonte à 1996 et devait initialement être construit à Capaci, le long de l'autoroute. Ce projet – finalement avorté – est présenté dans FRANCHINA Carmelo, *Il giardino della memoria. Un progetto per ricordare, con Falcone e Borsellino, tutte le vittime di mafia*, Rome, Gangemi editore, 1997.

4. ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia, op. cit.*

5. ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale. Conversazione con Maria e Anna Falcone, op. cit.*

6. On pense par exemple à aux biographies de Lucentini et de La Licata.

savoir un rapprochement entre les ouvrages commémoratifs et l'action antimafia mise en place sur le terrain puisque ces deux canaux s'alimentent l'un l'autre et influencent la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia.

Dans la plus grande majorité des cas, la parole des proches de victimes était auparavant médiatisée de façon classique, à travers des interviews publiées dans la presse à l'occasion des procès ou des commémorations. Nando dalla Chiesa – pour les raisons que nous avons analysées dans le chapitre 2 – était le seul à avoir choisi d'écrire et ses ouvrages tranchaient donc par rapport au reste de la production éditoriale alors à disposition. En 2005, le livre de Zingales sur Borsellino contient une interview de Giuseppe Di Lello et une autre de Manfredi Borsellino. Dès l'introduction, il revendique le fait de s'intéresser à la « vie publique et privée de l'homme Borsellino[7] ». La parole des proches, savamment dirigée par les questions posées, ouvre ainsi les portes de l'intimité de la victime et enrichit la narration mémorielle en donnant une large place à la sphère privée. En 2007, Zingales renouvelle l'expérience avec les sœurs de Giovanni Falcone. Cet ouvrage apparaît plus abouti que le premier, où la pudeur de Manfredi est palpable[8], mais les questions vont toutes dans le même sens : le journaliste questionne les proches sur les goûts de la victime, ses passe-temps, son enfance, sa jeunesse… L'aspect novateur du portrait est mis en exergue sur la couverture de l'ouvrage : « Pour la première fois le symbole de l'antimafia raconté par ses sœurs avec des mots et des images inédites[9] ». La parole des proches apparaît dès lors comme une source privilégiée pour faire émerger la figure privée des victimes et cette centralité caractérise une large partie de la production mémorielle à partir de 2007. Si les deux ouvrages cités précédemment font figures de pionniers dans cette veine pour les victimes que nous étudions, les témoignages d'Agnese Borsellino et de Franco La Torre sont les plus récents et suivent la même évolution, d'abord sous la forme d'une interview[10] puis d'un livre[11]. Agnese Borsellino, se sachant gravement malade et condamnée, choisit de pérenniser sa demande de justice et de vérité à travers un récit hybride, pétri d'intimité,

7. « Vita pubblica e privata dell'uomo Borsellino » in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita per la mafia, op. cit.*, p. VIII.

8. Par exemple, lorsque Zingales demande « Quels étaient ses programmes télé préférés? », Manfredi dit que cette question est « trop personelle » mais il y répond tout de même. On sent donc un léger malaise du fils à évoquer des aspects ainsi méconnus de la personnalité de son père qui, jusqu'alors, semblaient inutiles à sa construction mémorielle. (« Quali erano i suoi programmi tv preferiti ? » ; « troppo personale ») in *Ibid.*, p. 75.

9. « Per la prima volta il simbolo dell'antimafia raccontato dalle sorelle attraverso parole e immagini inedite. » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.*

10. Voir « Franco La Torre ricorda il padre Pio » et « Agnese e Manfredi Borsellino ricordano il marito e il padre Paolo » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime della mafia, op. cit.*, p. 81-91 & p. 237-251.

11. Voir BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.* & LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia. Pio La Torre, una storia*, Milan, Melampo, 2015. Dans le cas de Pio La Torre, les auteurs du roman paru en 2008 remercient sa veuve et ses fils pour leurs témoignages qui leur ont permis de « comprendre, outre le politique Pio La Torre, également l'homme et le père » (« Comprendere oltre al politico Pio La Torre anche l'uomo e il padre ») in BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit.,* p. 299.

que son fils définit comme son « dernier acte d'amour[12] » envers son mari. De son côté, Franco La Torre a attendu la célébration du 33e anniversaire de l'assassinat de son père et de Rosario Di Salvo pour livrer un récit où la sphère privée prend une place notable par rapport aux ouvrages mémoriels précédents, dans lesquels la figure politique, et donc publique, prime largement. Enfin, on remarque une volonté de diversifier les sources en interrogeant également les amis des victimes, comme les auteurs de *Visti da Vicino*, qui ont donné la parole à de nouveaux témoins comme Alfio Lo Presti[13] et Roberto Tricoli[14], en soulignant le caractère inédit de ces témoignages[15]. Ces ouvrages récents ont donc confirmé notre hypothèse d'une démarche consciente visant à renouveler la construction mémorielle, à partir du témoignage des proches, en faisant émerger l'image privée de la victime.

Les collaborateurs

Les collaborateurs des victimes, largement mobilisés par les journalistes ayant écrit les premiers ouvrages biographiques sur Falcone et Borsellino, sont également des témoins importants. Notre étude concernant la mémoire des victimes, nous avons choisi d'écarter les nombreux ouvrages de nature autobiographique écrits par les collaborateurs des deux magistrats car ils ne sont pas uniquement consacrés aux figures étudiées[16]. En revanche, le recueil de témoignages *Visti da vicino*[17] regroupe les souvenirs de plus d'une quinzaine de personnes, principalement des collaborateurs (magistrats du *pool*, secrétaires, policiers, repentis) dont certains étaient devenus de véritables amis. Le sous-titre de l'ouvrage, « les hommes et les héros[18] », témoigne de cette volonté de renouveler la narration mémorielle en accordant une place majeure à l'homme et donc à la dimension privée. La parole est donnée par exemple aux secrétaires de Falcone – dont nous n'avions pratiquement pas trouvé trace auparavant – dans un chapitre intitulé « Barbara, Anna, Giovanni : l'autre famille[19] ». L'assimilation des collaborateurs à la famille favorise une superposition du public et du privé qui modifie le statut de la victime et celui du témoin :

12. « Ultimo atto d'amore » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 10.

13. Ami de Borsellino depuis l'engagement au FUAN, il avait emmené Fiammetta en Indonésie à l'été 1992.

14. Ami de Borsellino depuis l'engagement au FUAN, responsable local du MSI. C'est chez lui que Borsellino déjeune à Villagrazia le 19 juillet 1992 avant d'aller chercher sa mère.

15. « Ces vingt dernières années, il n'a jamais voulu parler de son amitié avec le magistrat » (« Non ha mai voluto parlare della sua amicizia con il magistrato in questi vent'anni ») in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 68.

16. Ils naissent dans un contexte particulier de conflit entre la magistrature et la politique qui influe certes sur la mémoire publique de la lutte contre la mafia, comme nous le verrons dans le chapitre 12, mais qui conditionne l'écriture des magistrats. Nous pensons notamment aux ouvrages cités en note 73 dans le chapitre 3, auxquels nous ajoutons DI MATTEO Nino & MAZZETTI Loris, *Assedio alla toga. Un magistrato tra mafia, politica e Stato*, Rome, Aliberti, 2011 ; INGROIA Antonio, *Nel labirinto degli dèi. Storia di mafia e antimafia*, Milan, Il Saggiatore, 2010 ; LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Antonio Ingroia. Io so,* Milan, Chiarelettere, 2013.

17. VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.*

18. « Gli uomini e gli eroi » in *Ibidem*.

19. « Barbara, Anna, Giovanni : l'altra famiglia » in *Ibid*., p. 43. Voir également le chapitre « Giovanni, ses passions et ses amours tourmentées » (Giovanni, le sue passioni e i suoi amori tormentati ») in *Ibid*., p. 89.

> Symbole, idole, maître, collègue, père, ami, pour certains d'entre eux Giovanni était tout cela à la fois et alors ils se mettaient en quatre pour le seconder et ne pas lui déplaire[20].

Les récits de ces collaborateurs dévoués complètent donc les différents protraits professionnels que nous avons étudiés en introduisant une dimension plus affective.

L'émergence du privé : un tournant dans la production mémorielle

Les proches de victimes ont commencé à intervenir en milieu scolaire à partir des années 1980 donc la véritable nouveauté consiste tout d'abord dans la pérennisation de cette parole. La médiatisation des commémorations étant somme toute limitée, il est difficile de mesurer l'impact de la parole des proches sur le long terme dans la presse. De plus, les discours auprès des jeunes ou lors des commémorations relèvent de l'éphémère tandis que la publication – par sa commercialisation – constitue une « trace mnésique[21] » durable qui nous permet de mesurer une tendance à la normalisation des figures.

Avant 2007, la parole des proches était majoritairement insérée dans une narration biographique écrite par des journalistes[22]. Les publications de Nando dalla Chiesa constituent en ce sens un *unicum*, non seulement pour le style pamphlétaire de *Delitto imperfetto*, mais surtout parce qu'il est le seul proche de victimes à écrire une monographie tout de suite après le drame. Les rares à prendre la plume rédigent tout au plus des notes liminaires[23]. Ainsi, à partir de 2007, sans pour autant disparaître des enquêtes journalistiques[24], la parole du témoin constitue le cœur de la narration. Elle peut être restituée de manière brute dans des recueils de témoignages[25], des livres-interviews[26] ou sous forme de monographie, souvent co-écrite avec des journalistes spécialistes de la question mafieuse[27]. Ces témoignages sont singuliers car les dimensions biographiques et autobiographiques s'entrecroisent en permanence. Bien qu'écrits, ces récits se caractérisent par leur oralité et sont donc une nouvelle forme hybride qui se rapproche du témoignage direct dans les écoles car

20. « Simbolo, idolo, maestro, collega, padre, amico, per alcuni di loro Giovanni era tutto questo e allora si facevano in quattro per assecondarlo e non dispiacergli. » in *Ibid*., p. 62.

21. DEPROOST Paul-Augustin, VAN YPERSELE Laurence & WATHEE-DELMOTTE Myriam, *Mémoire et identité, op. cit*., p. 9.

22. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*. & LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, *op. cit*.

23. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 7-8 & AMURI Sandra, *L'albero Falcone*, op. cit., p. 13.

24. Voir BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit*.

25. LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime della mafia, op. cit*.; MASCALI Antonella, *Lotta civile. Contro le mafie e l'illegalità*, Milan, Chiarelettere, 2009 ; ANELLO Laura, *L'altra storia. Nel racconto dei familiari Falcone, Borsellino e le vite spezzate a Capaci e via d'Amelio*, Milan, Sperling&Kupfer, 2012 ; VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit*.

26. Voir ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino. Una vita contro la mafia, op. cit*.; ZINGALES Leone*, Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit*.

27. Voir FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone un eroe solo, op. cit*.; BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò*, *op. cit*. (ses propos sont recueillis par Salvo Palazzolo); BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio, op. cit*. ; BORSELLINO Salvatore & CASALANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita, op. cit*.

il y a un mouvement continu entre la victime (son expérience et sa vie), le souvenir qu'en conservent les proches et leur engagement après le drame pour promouvoir la culture de la légalité. La parole des proches sert ainsi de trait d'union entre l'engagement de la victime et le public, dans le but d'impliquer le lecteur. L'articulation entre le privé et le public est donc une caractéristique essentielle puisqu'il s'agit, en particulier pour les monographies écrites à la première personne, d'une parole intime et pudique qui se trouve amplifiée par la portée publique de ces témoignages. Les caractéristiques de l'énonciation intensifient la dimension intime et douloureuse de ces récits, en faisant entrer le lecteur dans l'intimité des sentiments familiaux. *Album di famiglia* de Nando dalla Chiesa[28] est emblématique de ce point de vue car composé de « trente-cinq entretiens brefs et imaginaires avec les sentiments de quatre générations[29] ». Dans chaque chapitre, l'auteur s'adresse à un membre de sa famille qui, bien souvent, n'est autre que son père. Ce dialogue à la deuxième personne du singulier livre au lecteur un nouveau portrait du général qui, bien que fragmentaire, permet d'enrichir les représentations précédentes. Le documentaire *Generale*[30], réalisé par Lorenzo Rossi Espagnet et Dora dalla Chiesa à l'occasion du trentième anniversaire de l'assassinat du préfet, s'insère dans la même veine. Le documentaire est certes centré sur la figure publique du général, dont la petite-fille retrace la carrière sans emphase, mais les témoignages de ses enfants et petits-enfants introduisent nécessairement une dimension intime (ne serait-ce que parce qu'on ne parle que du « grand-père » ou du « grand-père Carlo[31] ») qui éclaire d'un jour nouveau l'image du préfet, comme nous le verrons plus avant. Nando dalla Chiesa revendique d'emblée la superposition des dimensions privée et publique ainsi que leur insertion dans l'histoire nationale :

> J'ai vécu cette dimension privée et intime à l'intérieur d'un événement public qui l'a continuellement mise à l'épreuve. […] Un événement public qui, pendant de longues périodes, s'est étroitement entremêlé avec l'histoire nationale, par moments jusqu'à la rendre exemplaire[32].

La parole des proches a donc une valeur de source car, d'une part, elle se révèle essentielle pour compléter les portraits des victimes[33] et, d'autre part, elle a l'ambition

28. DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*. Dans la même veine, voir aussi ROSTAGNO Maddalena & GENTILE Andrea, *Il suono di una sola mano. Storia di mio padre Mauro Rostagno*, Milan, Il Saggiatore, 2011.

29. « Trentacinque brevi colloqui immaginari con gli affetti di quattro generazioni » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit.,* p. VIII.

30. Voir *Generale. Rivivendo il generale dalla Chiesa*, un documentaire de Lorenzo Rossi Espagnet et de Dora dalla Chiesa, 2012. Lien URL : http://www.raistoria.rai.it/articoli-programma/generale-rivivendo-carlo-alberto-dalla-chiesa/24417/default.aspx

31. « Il nonno » ; « nonno Carlo ».

32. « Ho vissuto questa dimensione privata e intima all'interno di una vicenda pubblica che l'ha messa continuamente alla prova. […] Una vicenda pubblica che per lunghi periodi si è strettamente intrecciata con la storia nazionale, in certi punti fino ad esemplificarla. » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. VII.

33. Par exemple, les auteurs du roman consacré à Pio La Torre en 2008 remercient « Giuseppina et ses enfants, Filippo et Franco [de leur] avoir fait comprendre, au-delà du politique Pio La Torre, le père et l'homme [qu'il était] ». (« Giuseppina e i suoi figli, Filippo e Franco. […] Li ringraziamo per il tempo dedicatoci e per averci fatto comprendere oltre al politico anche l'uomo e il padre. ») in BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*., p. 299.

de mettre au jour des aspects méconnus de la vie des victimes, capables d'influencer notre lecture de l'histoire nationale. Giacomo Bendotti, auteur de deux bandes dessinées (d'abord sur Falcone, puis sur Borsellino), affirme cette ambition de « contribuer à la recherche d'une vérité historique[34] » à travers la réalisation d'une œuvre de fiction, fondée sur le témoignage des proches, où la représentation de la sphère privée prend une place très importante. Toutefois, ce n'est pas le cas de toutes les bandes dessinées, c'est pourquoi nous ferons référence en priorité à ces deux ouvrages[35]. Ainsi, si l'émergence du privé est une tendance importante, on ne la retrouve pas dans la totalité des ouvrages ; elle coexiste avec les lectures héroïsantes analysées au chapitre précédent. Notre intention n'est donc pas d'établir une typologie totalisante, mais de mettre au jour les nouveautés qui émergent des productions mémorielles après 2007, que l'on peut résumer en trois points. Tout d'abord, toutes se caractérisent par un accès direct à la parole du proche de victime, rendue par l'oralité du texte ou par l'utilisation de la vidéo. De plus, exception faite du documentaire *Generale*, les différents témoignages se distinguent de la production précédente par la disparition de la narration chronologique ou, si la chronologie est respectée, le choix est fait de ne pas représenter la totalité de la vie de la victime mais un moment particulier. Par exemple, la bande dessinée consacrée à Giovanni Falcone – construite sur des flashbacks à partir de l'interview de Padovani pour l'écriture de *Cose di Cosa nostra* – se concentre sur la phase de délégitimation qui commence en 1987[36] tandis que celle sur Borsellino ne représente que les 57 derniers jours de la victime. Enfin, cette représentation partielle se caractérise surtout par l'irruption de la sphère privée et des affects. L'accent est mis sur le tempérament des victimes, grâce à de nombreuses anecdotes inédites dont certaines confirment les traits de caractère qui ont émergé des portraits professionnels tandis que d'autres nous font découvrir des aspects méconnus de leur personnalité.

Pio La Torre est sans aucun doute la seule des quatre figures dont les représentations récentes ne sont que très peu conditionnées par l'émergence du privé. Bien qu'on observe un renouvellement des publications mémorielles à partir de 2007 grâce au recours à différents genres littéraires (comme le roman ou le théâtre qui permettent

34. « Contribuire alla ricerca della verità storica » in BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 107.

35. Les autres bandes dessinées (GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano, op. cit.* ; STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.*; BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.*) se concentrent sur les figures professionnelles et donc publiques des victimes.

36. La biographie du magistrat contenue en appendice du livre-interview de Zingales se concentre également sur cette phase. Les succès de Falcone n'occupent que deux pages alors que la description de la phase de délégitimation est délayée sur 6 pages. Voir ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale*, *op. cit*., p. 115-122.

de représenter les proches), les publications mémorielles – à l'image de l'essai d'histoire orale[37] – sont centrées sur la figure professionnelle de La Torre et sur son activité politique. Si le titre de l'ouvrage publié à l'occasion du 25e anniversaire par le *Centro Studi*[38] revendique pourtant la coexistence des dimensions publique et privée, force est de constater que le livre est construit comme les précédents, avec de nombreuses analyses du contexte historique et social de l'Italie d'après-guerre afin de montrer que l'engagement de La Torre était dicté par l'actualité. La seule nouveauté est la publication de nombreuses photos mais aucune ne le représente dans sa vie privée. Nous ferons donc référence en moindre mesure aux productions concernant Pio La Torre car seul le tout récent ouvrage de son fils répond aux caractéristiques que nous avons évoquées ci-dessus. Il a été publié en fin avril 2015, alors que nous étions en phase finale de rédaction et n'avons pu l'intégrer donc que ponctuellement à nos analyses.

Une normalisation des figures amorcée par la publication de documents privés

Lettres et journal intime du général

Nando dalla Chiesa peut être considéré comme un précurseur car, en 1997, il écrit une biographie[39] de son père que l'on peut qualifier d'atypique car chaque chapitre présente un document du général dalla Chiesa, précédé par une introduction critique. Ce nouveau format laisse donc une large place à la parole de la victime. Les documents cités sont publics[40] mais aussi privés – lettres et journal intime – ce qui est une véritable nouveauté car cela donne accès à la parole de la victime. Toutefois, la publication de documents privés répond à une nécessité mémorielle, celle de réhabiliter la figure du général, dans le climat polémique qui caractérise le 15e anniversaire du massacre de via Carini[41].

Si la majeure partie des documents publics sélectionnés confirment les traits de caractère qui ont émergé de la mémoire immédiate, comme la rigueur, le professionnalisme et le charisme du chef, les documents privés mettent au jour deux aspects essentiels. D'une part, ils révèlent la face cachée du général, celle d'un homme éperdument amoureux de sa femme, à qui il écrit tout au long de sa vie des lettres enflammées :

37. Le dernier chapitre (« Il politico e l'uomo ») est emblématique de cette incapacité à se détacher de la figure professionnelle. Seules deux pages de la sous-partie « La personne, son caractère et la politique » (« La persona, il carattere e la politica ») décrivent le caractère de la victime mais toujours à partir d'anecdotes liées à son activité professionnelle.

38. Voir *Pio La Torre. Ricordi di una vita pubblica e privata*, Palerme, Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2007.

39. Voir DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.*

40. Rapports d'enquêtes, discours, procès verbaux d'audition devant la Commission parlementaire antimafia ou encore interviews retranscrites.

41. Nous analyserons cette polémique dans le chapitre 11.

> Vraiment, mon trésor, je n'ai pas l'impression que les années sont passées et, qui plus est, aussi vite ! Je me sens si jeune face à mon amour et si plein de vitalité affective à ton égard, que j'ai presque l'impression d'avoir l'éternel « béguin » d'autrefois. Aujourd'hui encore, et ne te mets pas à rire, je t'en prie, je serais capable de me mettre à courir derrière un trolleybus pour *te voir* descendre à l'arrêt suivant[42] !

De l'autre, ils permettent de donner un nouvel éclairage sur de nombreux faits publics et consentent ainsi au lecteur d'accéder à l'envers du décor, à savoir aux analyses intimes que le général fait des moments cruciaux de sa carrière. Les lettres écrites à sa femme Dora[43] et le journal intime que le général tient après la mort de cette dernière (en février 1978) jusqu'à ce qu'il décide de se remarier (10 mai 1982) sont des sources privées qui, au fil du temps, acquièrent une portée publique, comme l'explique Nando dalla Chiesa :

> Le journal intime tenu par mon père est de nature presque totalement intime, d'entretien nocturne avec ma mère. C'est juste pendant la période se rapprochant de son arrivée à Palerme en 1982 que les annotations ayant une valeur publique deviennent plus systématiques[44].

Les extraits sélectionnés sont donc utilisés pour démentir un certain nombre de polémiques et à garantir la bonne foi du général. Par exemple, au moment de la publication des noms des membres de la loge P2, dalla Chiesa écrit :

> Tu te rappelles, mon trésor, quand Picchiotti insista pendant des mois et des mois, en venant de Rome à Turin, pour que j'y adhère ? Et tu te rappelles qu'après m'avoir « extorqué » un formulaire, je lui dis immédiatement que je ne voulais pas en entendre parler et que je voulais continuer à avancer sans l'aide présumée de personne ? Je te mis au courant parce que la chose m'avait profondément troublé et que je ne pouvais pas digérer ce que cela impliquait. Eh bien, au lieu de détruire le formulaire et bien qu'il ne fût suivi d'aucun fait, ce… de Picchiotti l'a passé à d'autres qui l'ont gardé pendant 5 ans ! J'ai une telle colère en moi, je ne te dis pas, et j'ai hâte que l'on soit demain matin pour rencontrer Martini et rédiger un communiqué pour les Agences. Mon trésor, je suis vraiment de mauvaise humeur[45].

Le rappel des faits, dans un contexte de correspondance imaginaire éminemment privée, ainsi que les sentiments d'amertume et de colère apparaissent comme un gage de bonne foi. Ce passage met au jour la souffrance d'un homme qui se sent pris au piège et

42. « Davvero, tesoro, non mi sembra che gli anni se ne siano andati e, per di più, così velocemente ! Mi sento così giovane nei confronti del mio amore e così pieno di vitalità affettiva nei tuoi riguardi, che quasi mi sembra di avere preso l'eterna "cotta" di un tempo. Ancor oggi, e non metterti a ridere, ti prego, sarei capace di mettermi a correre dietro ad un filobus per *vederti* scendere alla fermata successiva ! » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 100. Lettre du 4 mars 1964.

43. Voir *Ibid*., p. 87-103.

44. « Il diario tenuto da mio padre ha una natura quasi totalmente intima, di colloquio notturno con mia madre. È solo nel periodo a ridosso dell'arrivo a Palermo nell'82 che le annotazioni con valenza pubblica diventano più sistematiche. » in *Ibid*., p. 289.

45. « Ricordi tesoro quando il Picchiotti per mesi e mesi insistette venendo da Roma a Torino perché vi aderissi ? E ricordi che dopo avermi "estorto" un modulo, immediatamente dissi che non ne volevo sapere e che volevo camminare senza il presunto aiuto di nessuno ? Te ne misi al corrente perché la cosa mi aveva profondamente turbato e non ne potevo digerire i risvolti. Ebbene, invece di distruggere il modulo e benche non fosse seguito da alcun fatto, quel… di Picchiotti lo ha passato ad altri che l'hanno custodito per 5 anni ! Ho una rabbia in corpo che non ti dico e non vedo l'ora di giungere a domattina per incontrarmi con Martini e stendere un comunicato per le Agenzie. Tesoro, sono proprio di cattivo umore. » in *Ibid*., p. 284-285. Extrait daté du 30 avril 1981.

qui vit cela comme une profonde injustice. Cet événement apparaît comme un tournant dans la carrière du général car il est écarté de la lutte contre le terrorisme par l'État Major et se sent trahi :

> Je suis mécontent parce que je sens que je n'arriverai pas à supporter tout cela jusqu'au bout et je crains, si les choses n'évoluent pas, d'être obligé de jeter l'éponge. Mais comment puis-je affronter les circonstances qui m'entourent sans me sentir amoindri et rabaissé[46] ?

L'isolement au sein de l'*Arma* est vécu comme une humiliation, ce qui le conduit à envisager de quitter cette institution, qu'il a pourtant « servi à genoux [et à qui il a] tout donné[47] » :

> Je devrai nécessairement changer de voie, abandonner mon service et mon *Arma*, « notre » *Arma* et me consacrer à une autre activité qui me donne la force que j'ai, à l'heure actuelle, perdue[48].

Ces extraits nous permettent ainsi de comprendre que le choix de devenir préfet de Palerme n'est donc pas uniquement dicté par le désir de combattre la mafia, mais est une conséquence directe de la polémique concernant son appartenance présumée à la loge P2. Cette source privée se révèle donc essentielle pour saisir l'état d'esprit du général. De même, l'extrait du 30 avril 1982[49], cité dans le chapitre précédent et intégré à l'acte d'accusation du maxi-procès, est extrêmement précieux car il livre au lecteur les constatations du général lors de son arrivée à Palerme. Le préfet, décrit comme un héros national dans la presse pour les succès remportés dans la lutte contre le terrorisme, fait état de ses inquiétudes. Il est conscient d'être seul et presque traité en indésirable. Le préfet de Palerme interrompt l'écriture du journal intime, adressé à son épouse défunte, lorsqu'il décide d'épouser Emanuela Setti Carraro, le 10 mai 1982, ce qui démontre que sa loyauté est exemplaire, y compris dans sa vie privée.

Le journal intime du général dalla Chiesa est donc une source singulière qui fait émerger le portrait d'un homme profondément amoureux, qui souffre beaucoup de la perte de son épouse. La profusion de mots doux et l'énonciation à la deuxième personne du singulier donnent l'impression au lecteur d'entrer dans l'intimité des pensées et des sentiments du général. Ces documents privés renouvellent considérablement sa figure publique puisque le héros cède la place à l'homme et est soumis aux passions comme tout un chacun.

46. « Sono scontento perché sento di non farcela a sopportare il tutto fino in fondo e temo che, senza che qualcosa di diverso accada, sarò costretto a buttare la spugna. Ma come posso affrontare le circostanze che intorno mi ruotano senza sentirmi menomato e svilito ? » in *Ibid*., p. 294. Extrait du 22 janvier 1982.

47. « Un'Arma che ho servito in ginocchio, alla quale ho dato tutto » in *Ibid*., p. 293. Extrait du 22 mai 1981.

48. « Dovrò necessariamente cambiare strada, abbandonare il mio servizio e la mia Arma, la "nostra" Arma e dedicarmi ad altra attività che mi dia la forza che in questo momento ho perduto. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 294. Extrait du 31 janvier 1982.

49. Voir *Ibid*., p. 314-316.

Les photos : des instantanées de vie normale

Cette normalisation est appuyée par la publication de clichés officiels et privés du général et de sa famille. L'utilisation – jusqu'alors inédite – de photographies privées complète l'image qui émerge de ses écrits et permet au lecteur de visualiser cette normalité. On remarque qu'elles occupent une place grandissante dans les ouvrages mémoriels à partir de 2005-2007, au point de devenir une caractéristique de la production récente. Christian Delporte a montré qu'en politique, « l'exposition de l'intimité s'inscrit […] dans une stratégie de "peoplisation[50]" » et il nous semble pertinent de reprendre cette idée pour caractériser les publications mémorielles récentes. L'historien montre en particulier que les reportages photographiques relèvent d'une stratégie de communication séductrice visant à construire « un lien affectif » avec les électeurs, ce qui est « la condition de la longévité politique[51] ». Si l'on applique cela aux victimes de la mafia, on peut dire que cette « peoplisation » participe de la construction d'une « longévité » mémorielle. Jusqu'alors on ne disposait que de photographies de presse prises dans le cadre de leur activité professionnelle et donc empreintes d'une certaine dignité. La publication de photographies privées confirme donc le passage de la représentation d'une posture officielle à celle d'une figure plus naturelle, souriante, et donc plus proche du citoyen lambda. Le processus de « naturalisation » mis au jour par Fabrice D'Almeida passe par « l'exaltation des conduites les plus simples et les plus communes[52] », comme c'est le cas dans les corpus iconographiques étudiés puisque l'on y voit les victimes lors de repas de famille ou encore en vacances, par exemple à la plage[53]. Cependant, avant de rentrer dans une analyse détaillée des photos publiées, il est nécessaire de souligner que, pour les proches de victimes, la divulgation publique de documents privés – écrits ou iconographiques – est un véritable don à la collectivité :

> Nous avons choisi d'offrir quelques uns des passages les plus significatifs de cette correspondance à qui est désireux de connaître et de mieux comprendre les vicissitudes et la vie du général-préfet[54]. (Nando dalla Chiesa, 1997)

50. DELPORTE Christian, *Histoire de la séduction politique*, Paris, Flammarion, 2011, p. 224.

51. *Ibidem*.

52. D'ALMEIDA Fabrice, *La politique au naturel, op. cit*., p. 3.

53. Bien que nous n'ayons pas exploré cette piste par manque d'informations, la publication de photographies, en tant que phénomène de peoplisation, revêt une dimension commerciale.

54. « Abbiamo scelto di offrire alcuni dei passi più significativi di questa corrispondenza a chi è interessato a conoscere e a capire meglio la vicenda e la vita del generale-prefetto. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit*., p. 87-88.

> Nous avons pensé donner quelques photographies tirées de notre album de famille. Nous les avons données à tous les Italiens, à travers les reportages faits par les journalistes et les manifestations organisées par des groupes et des associations. Certains ont peut-être pensé : « Les Borsellino sont vraiment bizarres. C'est fou de donner ces photos tellement privées ». Mais la vie de notre famille appartient désormais à tout le monde. Et nous avons voulu faire participer tout le monde[55]. (Agnese Borsellino, 2012)

Si, comme nous le verrons plus en détail d'ici peu, l'intention initiale est bien celle de donner de nouveaux éléments pour améliorer la connaissance de la victime, au fil du temps, la dimension nationale prend une importance grandissante. Le privé devient donc public et les proches, par leurs témoignages, contribuent à ancrer ces figures dans l'histoire du pays :

> Ce sont des images qui n'ont plus de raison d'être gardées uniquement dans nos albums de famille parce qu'elles font partie de l'*histoire*, par ailleurs déjà amplement racontée, d'un homme qui fait partie de l'*Histoire* de notre pays, y compris de celle qui est dramatiquement actuelle. Une histoire dont la reconstruction judiciaire n'a pas permis de faire éclater toute la vérité[56]. (Manfredi Borsellino, 2012)

La parole des proches devient un vecteur supplémentaire de nationalisation des figures et, comme pour pallier les carences judiciaires, ils ont l'ambition de livrer un portrait le plus complet et inédit possible des victimes. Pour ce faire, les photographies apparaissent comme un matériel neuf et précieux, permettant de déplacer la focale sur le privé, ce qui nous donne de nombreux indices pour observer le processus de construction mémorielle *in fieri*.

Après l'ouvrage de Nando dalla Chiesa, il faut attendre 2005 pour que des photos privées soient utilisées dans un ouvrage mémoriel. Toutefois, on en trouve une dizaine – contre les 44 de dalla Chiesa – et elles sont mises en valeur par des légendes, qui fournissent une interprétation parfois extrapolée en fonction de la biographie du magistrat[57]. Pour le 15e anniversaire du massacre de via d'Amelio, deux de ces photos sont publiées, avec six autres, dans le *Giornale di Sicilia*[58]. Le titre de l'article « L'album privé d'un "héros normal" » fait écho au livre interview des sœurs de Falcone, publié

55. « Abbiamo pensato di donare alcune fotografie tratte dal nostro album di famiglia. Le abbiamo donato a tutti gli italiani, attraverso i servizi fatti dai giornalisti e le manifestazioni organizzate da gruppi e associazioni. Forse, qualcuno avrà pensato: "I Borsellino sono davvero strani. È da matti donare quelle foto così private". Ma la vita della nostra famiglia appartiene ormai a tutti. E tutti abbiamo voluto rendere partecipi. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 159.

56. « Sono immagini che non vi è più ragione vengano custodite solo nei nostri *album* di famiglia perché fanno parte della *storia*, già peraltro ampiamente raccontata, di un uomo che fa parte della *Storia*, anche quella drammaticamente attuale, del nostro Paese. Una storia nella cui ricostruzione giudiziaria non era stata vista tutta la verità. » : témoignage de Manfredi Borsellino in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 251.

57. Par exemple, on peut lire sous une photo représentant un Borsellino souriant : « Nombreuses sont les difficultés et les couleuvres que Paolo Borsellino a dû avaler pendant les années passées au bureau d'instruction. Mais il était toujours souriant malgré les déceptions… » (« Tante le difficoltà e i bocconi amari che ha dovuto ingoiare Paolo Borsellino durante gli anni trascorsi all'Ufficio istruzione. Ma era sempre sorridente malgrado le amarezze… ») in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino. Una vita contro la mafia, op. cit*., p. 58.

58. Voir LUCENTINI Umberto, « Il giorno di Borsellino » & « L'album privato di un "eroe normale" » in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2007, p. 1 & p. 4.

également en 2007, « Giovanni Falcone, un homme normal[59] », dans lequel on trouve pas moins de 70 clichés provenant de « l'album privé » de la victime. La source privée apparaît donc comme une valeur ajoutée : c'est un gage de nouveauté. La publication des photos vient donc appuyer un changement de paradigme puisqu'après avoir été glorifiées, les victimes sont normalisées, comme le démontre le titre de l'ouvrage puisque sa qualité d'homme est mise en avant et toute référence au héros a disparu. S'il s'agit bien là d'une tendance émergente à partir de 2007, on ne peut néanmoins pas parler d'un processus uniforme. En effet, le jour de la publication des photographies de Borsellino dans le *Giornale di Sicilia*, le journal publie en une l'homélie du père Sibilio prononcée à l'occasion du 15e anniversaire du massacre de Capaci, avec le titre suivant : « Ces martyrs sont notre force[60] ». De même, en page 2, dans la colonne de droite, la déclaration du Président du Conseil, Romano Prodi, est résumée par ce titre : « "Prodi : les victimes sont des martyrs de la Patrie[61]" ». On constate ainsi que les lectures religieuse et patriotique analysées précedemment continuent d'être véhiculées lors des commémorations officielles du 15e anniversaire. L'émergence du privé, qui se fait en parallèle, relève donc d'une tentative, de la part des proches, de construire une nouvelle image des victimes pour nuancer l'héroïsation. Les photographies ont un rôle crucial dans cette stratégie de communication car elles sont utilisées pour appuyer le témoignage des proches. Lorsque Manfredi Borsellino insiste sur le caractère joyeux et farceur de son père – tranchant avec le stéréotype du juge sérieux et austère – les photographies insérées après son témoignage deviennent une preuve visuelle qui confirme son récit[62]. Ordonnées de la naissance à l'assassinat, en passant par son mariage et sa vie de famille, ces photos représentent Paolo Borsellino dans l'intimité familiale et lors de moments de repos ou de loisirs. Elles immortalisent ces moments de bonheur pendant les vacances ou dans les fêtes de famille, en complétant ainsi le portrait privé brossé par son fils. Manfredi explicite ses intentions dans la lettre qui accompagne cette sélection : la publication de ces photos a pour objectif de montrer son père « comme il était dans la vie de tous les jours[63] ». Si Borsellino est de loin la victime pour laquelle on dispose du plus grand nombre de photographies, la publication récurrente de corpus

59. Voir ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.*

60. SIBILIO Vincenzo, « Quei martiri sono la nostra forza », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2007, p. 1 & p. 4.

61. « "Prodi : le vittime sono martiri della Patria" », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2007, p. 2.

62. Il s'agit d'une sélection contenant les clichés publiés précédemment mais considérablement enrichie. Voir LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 252-266.

63. « Così come era nella vita di tutti i giorni » in *Ibid*., p. 251.

iconographiques pour nos quatre victimes après 2007 nous a conduit à faire une étude statistique quantitative afin d'interpréter ces documents et de faire émerger les tendances qui enrichissent la sédimentation sémantique mémorielle analysée dans le chapitre 8.

Notre échantillon est donc composé d'une dizaine d'ouvrages[64]. Outre les recueils de témoignages ou les livres centrés sur la parole des proches (qu'ils en soient auteurs, co-auteurs ou interviewés), nous avons intégré l'ouvrage de Giuseppe Ayala, publié en 2008, parce qu'il contient des photographies. Toutefois, il nous faut préciser que la publication de ces photos arrive dans un contexte de polémique quant au témoignage du magistrat sur le massacre de via d'Amelio[65]. On peut donc penser que ces photographies privées, qui démontrent son amitié avec Falcone, ont pour but de redonner une certaine crédibilité à sa version des faits. Les photos ne sont donc pas utilisées pour livrer un portrait privé mais, au vu de la sélection effectuée, il nous semble important de les inclure dans cette étude. De plus, nous avons pris en compte les ouvrages sur Pio La Torre contenant des photographies[66] mais celles-ci sont utilisées pour illustrer la biographie de l'homme politique et l'on ne trouve aucune photo d'ordre privé. Il nous semble néanmoins significatif de les inclure car cela révèle l'absence totale de représentation privée pour cette victime, prouvant la primauté de la figure publique dans sa construction mémorielle.

Après avoir comparé de façon globale la place consacrée aux photos ainsi que leur nombre[67], l'observation de ces corpus iconographiques nous a conduit à faire deux graphiques par ouvrage. Un premier diagramme en secteurs sert à illustrer en pourcentage la représentation de la victime (seule, avec ses collaborateurs ou avec ses proches) et un deuxième met en évidence le contexte dans lequel ont été prises les photographies (environnement professionnel, déplacement professionnel[68] ou loisirs-vacances)[69]. Enfin, nous avons réalisé trois histogrammes de synthèse[70] pour visualiser les résultats de cette étude statistique.

64. Voir l'histogramme de synthèse ci-dessous, tous les graphiques sont disponibles en annexes.

65. Il est l'un des premiers à arriver sur les lieux et se contredit plusieurs fois en expliquant qu'un membre des forces de l'ordre a voulu lui confier le sac du magistrat assassiné, qui devait contenir le précieux agenda rouge. Admettant qu'il avait pris ce sac, pour ensuite nier et expliquer ne pas s'en être saisi car son statut de parlementaire – et non plus de magistrat – l'en empêchait, Ayala est dans la tourmente après la publication du livre de Giuseppe Lo Bianco et Sandra Rizza sur l'agenda rouge (2007).

66. Les photographies représentent le plus souvent les luttes paysannes ou des meetings. Neuf d'entre elles ont déjà été publiées dans l'ouvrage commémoratif publié en 1999 par le *Centro Studi*. Voir *Pio La Torre nel 17° anniversario del suo assassinio. Atti della commemorazione avvenuta a Corleone*, Palerme, Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 1999.

67. Voir Fig. 13 ci-dessous et en annexes.

68. Ces photos ressemblent fort à des clichés touristiques mais, ayant été réalisés lors d'interrogatoires à l'étranger, il nous a semblé plus cohérent de créer une nouvelle catégorie pour ne pas fausser les résultats.

69. Voir Fig. 14 à 35 en annexes.

70. Voir Fig. 36, 37 & 38 en annexes.

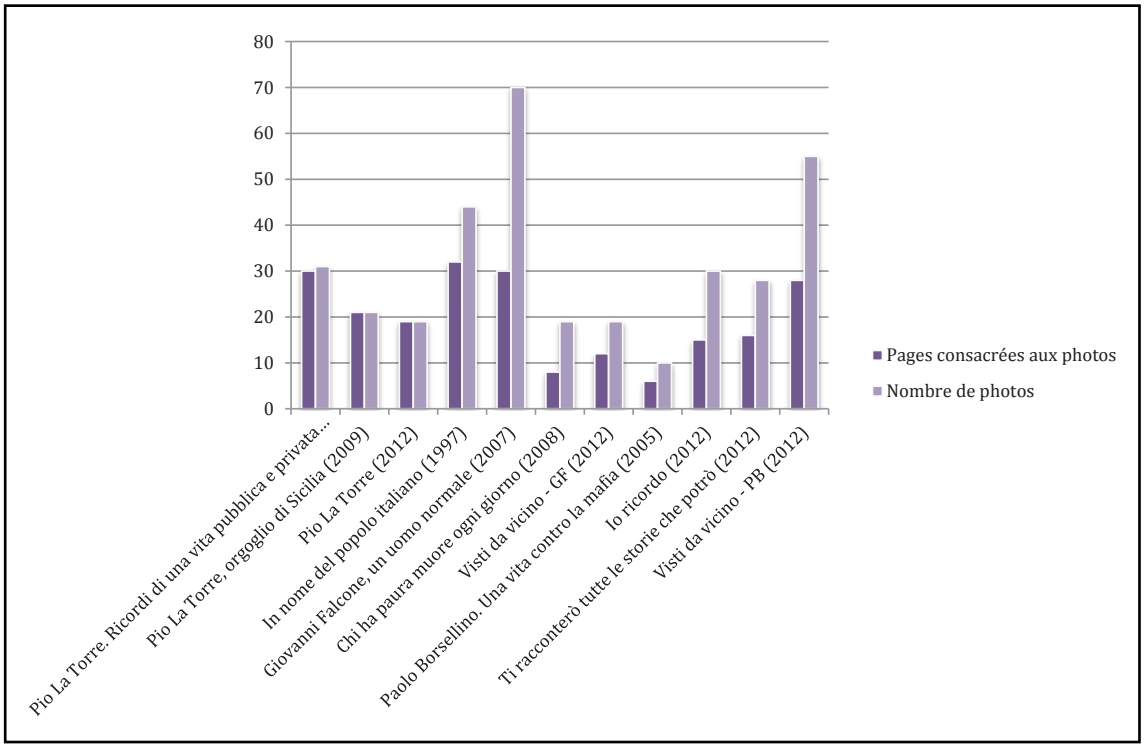


Fig. 13 : Histogramme synthétisant la présence des photos

Le premier histogramme met en évidence une présence diffuse des photographies en particulier à partir de 2007. La biographie du général dalla Chiesa rédigée par son fils en 1997 fait figure d'ouvrage pionnier pour l'utilisation de documents privés et est publiée à l'occasion du 15e anniversaire du massacre de via Carini. De même, la production mémorielle autour des figures de Falcone et Borsellino évolue au moment du 15e anniversaire. S'agit-il alors d'une étape-clé du processus de construction mémorielle ? On peut être frappé par cette similitude mais il semble difficile de donner une interprétation univoque. Nando dalla Chiesa publie la biographie pour mettre un terme aux polémiques qui entachaient la figure de son père après les déclarations du prétendu bras droit du général[71]. Par contre, pour Falcone et Borsellino, le 15e anniversaire semble être l'occasion de démystifier les figures. Toutefois, les productions autour des deux figures diffèrent. Le livre-interview des sœurs Falcone contient le plus grand album photos jamais publié sur le juge Falcone – et sur une victime de la mafia en général – mais il s'agit d'un *unicum* car on voit que la publication de photos décroît fortement ensuite. En revanche, pour Borsellino, on remarque une croissance exponentielle de la publication de photographies, qui atteint son paroxysme lors des commémorations du 20e anniversaire[72]. Beaucoup de clichés se retrouvent d'un ouvrage à l'autre mais cette caractéristique dénote une volonté affichée de mettre l'accent sur la vie privée. Nous nous interrogerons plus

71. Nous analyserons cette polémique dans le chapitre 11.
72. Voir Fig. 37 et 38.

avant sur les raisons de cette insistance sur la figure privée du magistrat. Quant à Pio La Torre, nous ne disposons d'aucune photographie le représentant dans sa vie privée, en compagnie de ses proches ou en vacances, comme le démontre l'absence de couleurs chaudes dans les diagrammes en secteurs disponibles en annexes et dans le premier histogramme de synthèse ci-dessous.

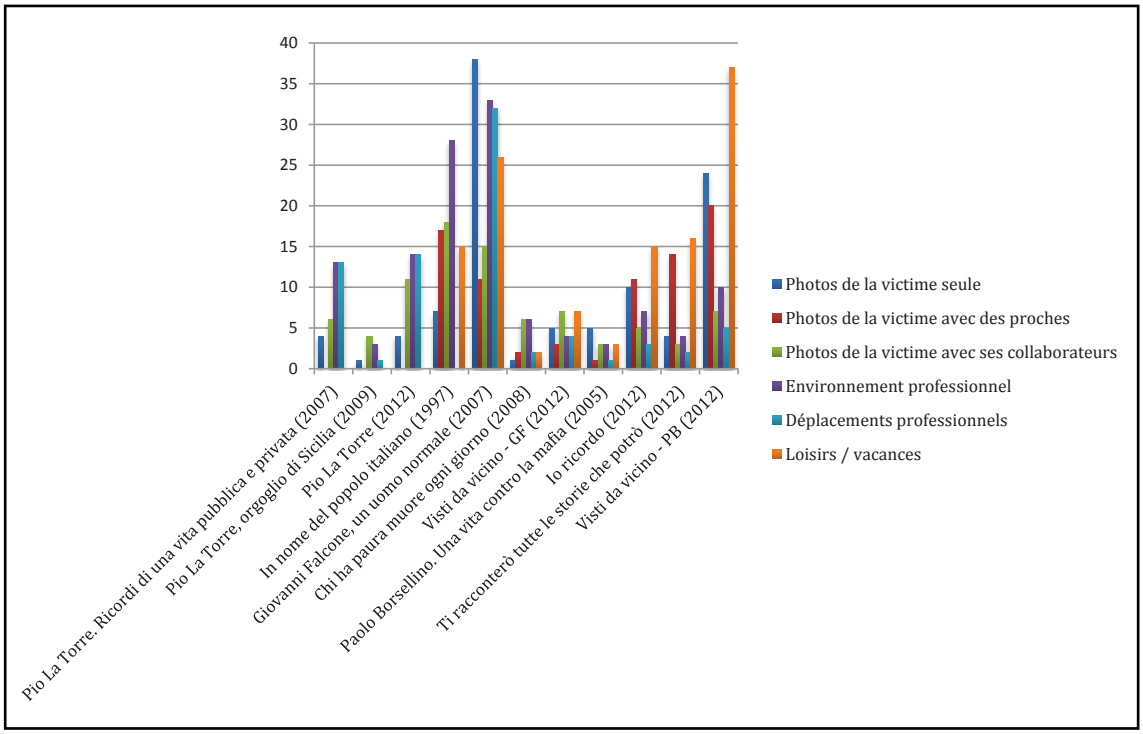


Fig. 36 : Histogramme de synthèse

La réalisation des diagrammes en secteurs a fait émerger des résultats intéressants quant à la représentation de la victime. Ils révèlent clairement la place de plus en plus importante donnée à la vie privée des victimes. L'ouvrage sur dalla Chiesa est certes le premier à mettre en avant la figure privée du général, mais c'est néanmoins l'aspect professionnel qui prime car 65% des photos le représentent dans l'exercice de ses fonctions.

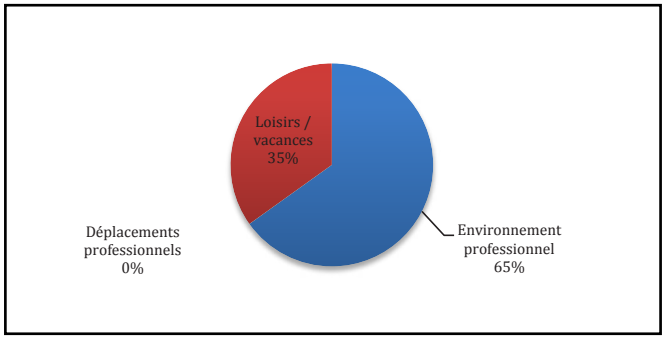


Fig. 21 : *In nome del popolo italiano (1997)*

En outre, les photographies de famille sont somme toute très classiques (photos de couple ou de groupe), les poses sont rigides et dalla Chiesa est souvent en uniforme. Cette représentation de la vie privée laisse transparaître une rigueur qui vient confirmer ce trait de caractère qui avait émergé de la mémoire immédiate. Si elles n'apportent pas d'élément nouveau pour la connaissance du personnage, ces photos familiales véhiculent l'image d'un homme normal, visiblement très attaché aux affects familiaux. La présence de ces photos, en miroir avec les extraits de documents privés analysés précédemment, consent au lecteur d'accéder à des aspects méconnus de la personnalité du général qui seront approfondis par la suite dans *Album di famiglia* en 2009, dont la narration presque cinématographique permet d'entrer dans l'intimité de la victime. Si, pour dalla Chiesa, nous avons très peu de clichés le représentant seul, on ne peut pas en dire autant de Giovanni Falcone, qui devance de loin les autres victimes, comme le démontre les graphiques suivant :

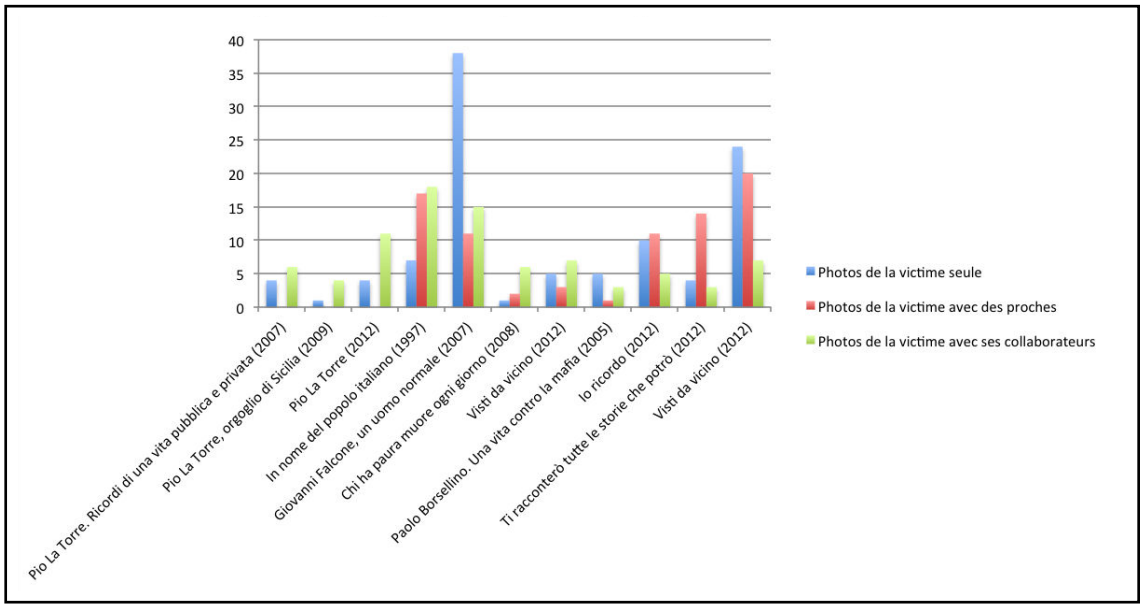


Fig. 37 : Histogramme de synthèse des représentations des victimes

Ces clichés représentent presque les deux tiers de la sélection. D'une part, ils accentuent la personnification de la lutte contre la mafia, et donc l'héroïsation de la victime, et d'autre part, ils véhiculent et renforcent la clé de lecture d'un magistrat isolé, transmise dans la biographie qui figure à la fin de l'ouvrage. On remarque cependant que la majeure partie des photos montrant le magistrat seul sont des clichés qui ont été pris à l'étranger.

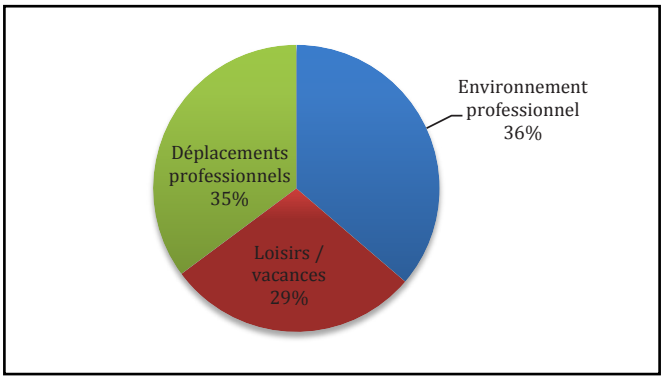


Fig. 23 : *Giovanni Falcone, un uomo normale (2007)*

Ce choix démontre une volonté de normaliser la victime, donnant l'image d'un *globe trotter*, mais ces photos touristiques ont été en fait réalisées dans le cadre de déplacements professionnels. Si l'intention de départ est de nuancer la dimension professionnelle, il apparaît clairement que plus des deux tiers des clichés ont été pris dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, comme en témoigne sa tenue (robe ou costume-cravate). Ces clichés le représentant à l'étranger servent donc à déprovincialiser le magistrat en soulignant sa stature internationale. De même, les clichés sélectionnés par Ayala représentent majoritairement le magistrat avec ses collaborateurs et dans son environnement professionnel[73]. La figure du magistrat prime donc sur la figure privée. Dans le recueil *Visti da vicino* publié à l'occasion du 20e anniversaire, le pourcentage de photos représentant la victime seule diminue de moitié. L'ouvrage rassemble les témoignages des collaborateurs de Falcone et Borsellino et on voit donc qu'ils occupent une place importante dans les représentations iconographiques.

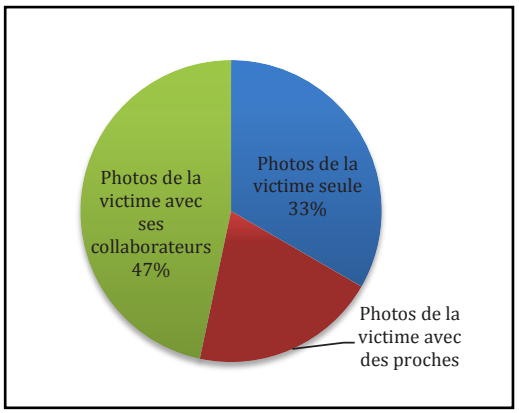


Fig. 26 : *Visti da vicino* - Falcone (2012)

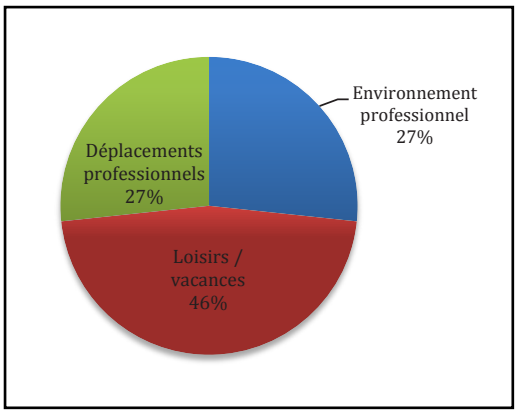


Fig. 27 : *Visti da vicino* - Falcone (2012)

73. Voir Fig. 24 et 25. Tous les graphiques ainsi que certaines photographies sont disponibles en annexes.

De plus, on note une forte augmentation des clichés pris lors de moments de loisirs. Sur certaines photos, on voit Falcone en vacances, lors de visites touristiques ou encore torse nu à la plage[74]. Sur d'autres, on voit les membres du *pool* dans des moments de détente, comme lors du pot de départ d'Antonino Caponnetto[75], ou lors des pauses bien méritées en fin de journée. Cette image de Falcone, les yeux fermés, la tête renversée sur son fauteuil avec son verre de whisky à la main[76] vient confirmer les témoignages des collaborateurs et renforce la portée de l'anecdote. Elle montre effectivement un Falcone qui éprouve visiblement le besoin de se détendre après une longue journée et atténue en cela l'image de travailleur inépuisable par ailleurs véhiculée dans les mêmes témoignages, comme nous l'avons vu dans le chapitre 8. La publication dans une telle proportion de photos prises dans le cadre de vacances, de pauses ou de loisirs désacralisent la figure de Falcone en montrant qu'il se repose et s'amuse comme tout un chacun, livrant ainsi une représentation iconographique qui ne correspond cependant pas à la place qu'occupaient les loisirs dans la vie du magistrat.

Les photographies de Borsellino, par leur quantité et leur degré d'intimité, sont certainement l'exemple le plus significatif de cette évolution vers une représentation centrée sur la vie privée. On dénombre en effet la publication de quatre album photos divulgués par ses proches.

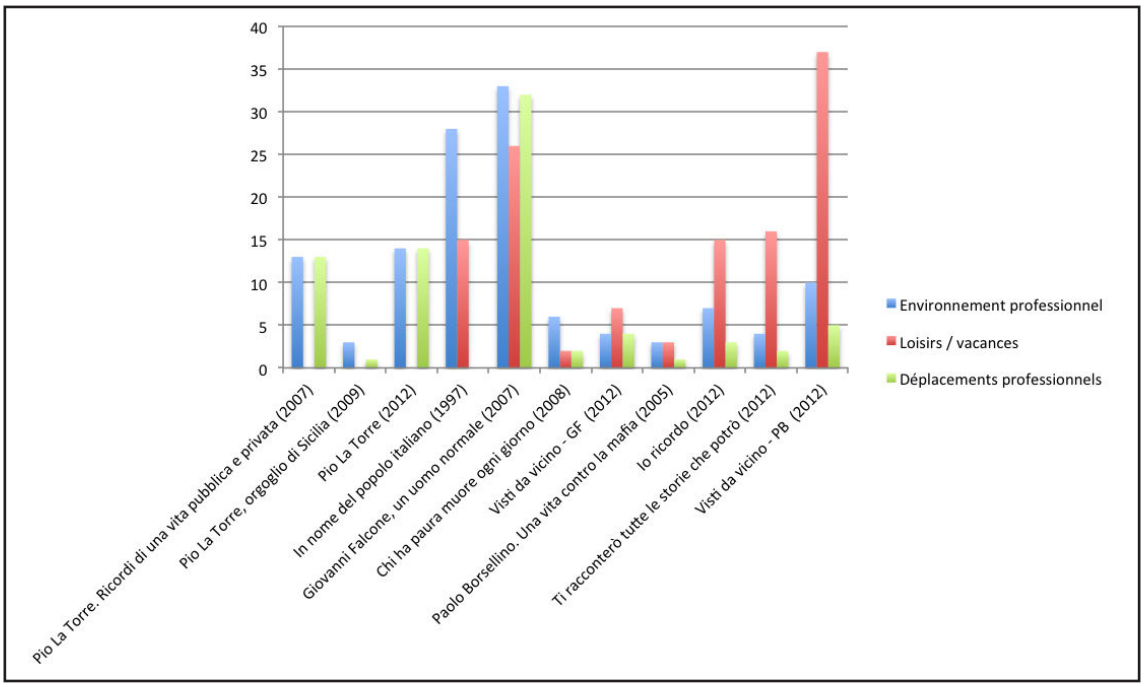


Fig. 38 : Histogramme de synthèse des contextes de prise des photographies

74. Si les photos du *pool* sont inédites, une partie des photos de vacances avait déjà été publiée par Ayala.

75. Une de ces photographies, montrant Falcone plaisantant avec Borsellino, a été reprise par le dessinateur de la bande dessinée *Un fatto umano* pour illustrer la couverture de l'ouvrage. Voir VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 95. Ce cliché est disponible en annexes.

76. Ce cliché est disponible en annexes.

Elles illustrent parfaitement les témoignages de ses proches, en particulier de sa femme, comme nous le verrons lorsque nous analyserons les anecdotes. La petite sélection publiée en 2005 montre ainsi en majorité le magistrat seul mais également en compagnie de ses collaborateurs et contient, pour la première fois, des images de Borsellino en vacances. Signe de cette évolution vers une représentation destinée à mettre en avant la figure privée du magistrat, les photographies publiées en 2007 dans le *Giornale di Sicilia* montrent Borsellino dans des moments de détente, en vacances ou entouré de sa famille[77]. Une photo de lui avec un chapeau chinois sur la tête fait écho à un cliché de Giovanni Falcone avec un chapeau-parapluie[78] et contribue à normaliser les deux juges, montrant leur esprit badin. Les huit photographies éditées dans la presse font également partie des trois albums photos publiés à l'occasion des commémorations du 20e anniversaire. L'étude statistique de ces clichés révèle une représentation croissante de la figure privée du magistrat.

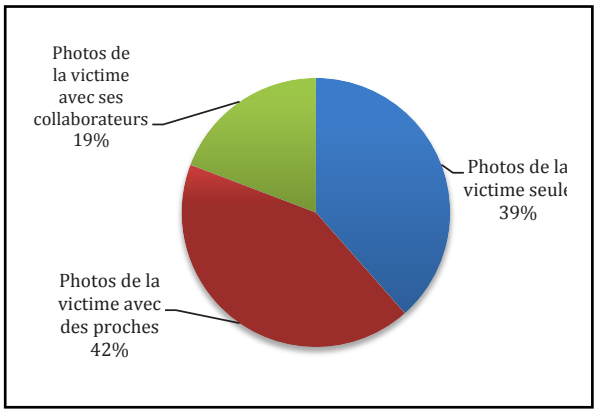


Fig. 30 : *Io ricordo* (2012)

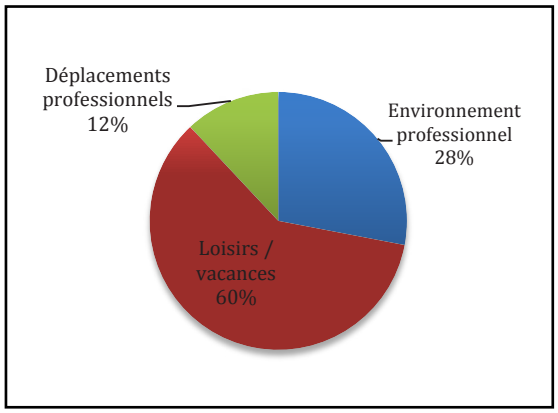


Fig. 31 : *Io ricordo* (2012)

La représentation de moments de détente ou de loisirs, en compagnie de ses proches, va *crescendo* et est renforcée par le nombre conséquent de clichés publiés. Comme nous l'avons mis en évidence dans le premier histogramme, le recueil *Visti da vicino* contient presque trois fois plus de photos de Borsellino que de Falcone. De plus, la sélection contient des photographies du magistrat bébé, puis enfant lors de sa première communion, ou encore une photo de sa soutenance de thèse, de son mariage avec Agnese et beaucoup de clichés en compagnie de ses enfants. Le respect de la chronologie et l'indication des dates pour chaque cliché donne l'impression au lecteur d'être face à une représentation totalement renouvelée du magistrat, fidèle aux témoignages de ses collaborateurs et de ses amis qui insistent sur son caractère joyeux et farceur.

77. Voir « L'album privato di un eroe normale », in *Giornale di Sicilia*, 19 jiullet 2007, p. 3. Ce document est disponible en annexes.

78. Voir ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 96.

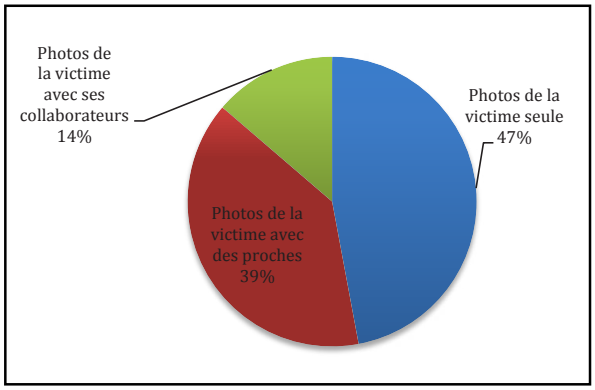


Fig. 34 : *Visti da vicino* - Borsellino (2012)

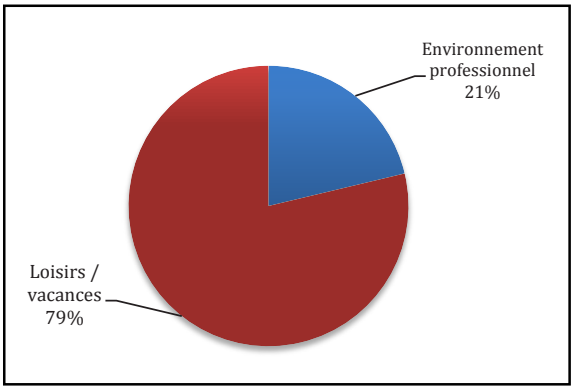


Fig. 35 : *Visti da vicino* - Borsellino (2012)

Enfin, les photographies publiées dans l'ouvrage d'Agnese Borsellino montrent clairement un père de famille proche de ses enfants qu'il cajole ou avec qui il plaisante, comme lorsqu'il fait les cornes à son fils Manfredi[79].

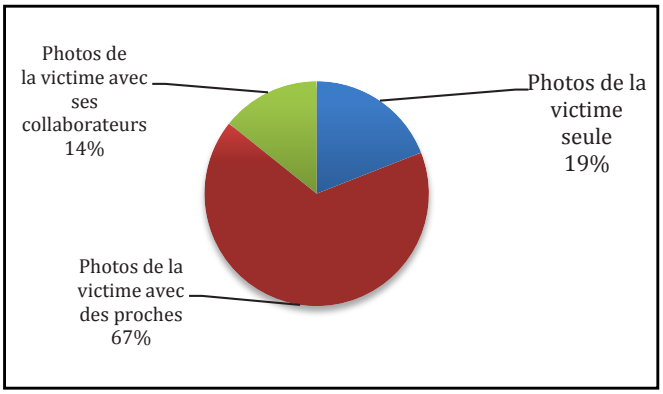


Fig. 32 : Ti racconterò tutte le storie che potrò (2012)

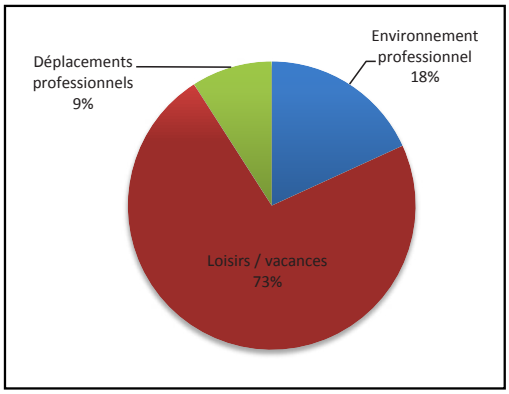


Fig. 33 : Ti racconterò tutte le storie che potrò (2012)

La représentation de la vie privée, largement majoritaire dans les ouvrages récents, permet donc d'humaniser les victimes. Dans le cas de Borsellino, on peut se demander si cette surexposition du privé ne sert pas à attirer davantage l'attention du lecteur sur son histoire. L'humanisation permet de sortir de l'interprétation d'un magistrat qui aurait payé de sa vie son engagement contre la mafia pour mettre l'accent sur le fait que c'était un homme comme tout le monde, que la violence mafieuse a soustrait trop tôt à ses proches. La demande de justice portée par ces derniers en sort donc notablement renforcée.

79. Voir BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 85.

Ainsi, notre étude statistique démontre que les photographies sont un matériel précieux qui enrichit nos analyses sur la sédimentation sémantique. La construction mémorielle est un processus complexe et parfois même contradictoire puisqu'en parallèle de la mythification des figures et de ce qu'elles ont accompli, les photographies représentent des hommes normaux, qui voyagent, s'amusent et passent du temps avec leur famille. La représentation d'une certaine normalité prend donc le contre-pied des représentations classiques avec lesquelles elle coexiste. Mais on peut se demander dans quelle mesure il ne s'agit pas, en réalité, d'une autre facette du mythe, car la normalité ne fait que renforcer leur dimension exceptionnelle. De plus, le statut de document privé et authentique des photographies donne une force particulière à l'image qui en ressort. Cette normalisation est également alimentée par le discours des proches, qui délaissent la dimension professionnelle pour se concentrer sur la figure privée des victimes.

Une représentation intimiste et désacralisante

La centralité des anecdotes

La parole des proches est également une source précieuse capable de modifier l'image construite auparavant, renouvelant ainsi les portraits des victimes. Les ajouts d'éléments privés à travers les anecdotes permettent, d'une part, d'éclairer certains épisodes biographiques, et d'autre part, de compléter les représentations précédentes en divulguant des traits de caractère inconnus du grand public.

Tout d'abord, la biographie des victimes apparaît comme un prérequis indispensable car les événements auxquels il est fait référence (Asinara, polémique CSM, Addaura) ne sont pas contextualisés comme précédemment. Ce manque de contextualisation témoigne peut-être du succès de la pédagogie commémorative, centrée jusqu'alors sur le parcours professionnel et fortement médiatisée, si l'on pense par exemple aux fictions réalisées pour la télévision quelques années auparavant[80]. De plus, on remarque cependant que, dans les œuvres publiées sur Falcone et Borsellino à partir de 2007, les éléments biographiques se concentrent davantage sur la phase de délégitimation, à savoir la période qui fait suite au maxi-procès. Le témoignage de proches permet d'avoir un

80. On rappelle que la fiction sur Paolo Borsellino date de 2004 tandis que celle sur Falcone est réalisée en 2006.

éclairage intime sur les moments les plus difficiles de leur carrière professionnelle. Les sentiments représentés sont donc majoritairement négatifs. Maria Falcone parle de la douleur éprouvée par son frère lors de l'assassinat de certains de ses collaborateurs :

> Giovanni souffrit énormément à cause de la mort de Cassarà et me dit à cette occasion : « Le destin s'acharne contre moi. J'ai été obligé de mettre les pieds dans le sang de mon ami le plus cher ». Mais, comme toujours, la douleur n'arrêta pas son travail, qui continua même avec une motivation encore plus forte : "venger Ninni"[81].

Cette anecdote nous révèle les sentiments de Falcone à ce moment-là mais contient également l'interprétation que le témoin fait de cette confidence et qui vient renforcer l'image d'un homme à l'engagement indéfectible. On apprend aussi, par son ami Ninni Fardella, que Giovanni Falcone se sentait responsable de la mort de ses collaborateurs (Beppe Montana, Ninni Cassarà et Calogero Zucchetto[82]) et que le climat était particulièrement lourd avant leur départ pour l'Asinara : « Bien sûr que Giovanni avait peur […]. Il avait le visage terreux, comme un animal traqué[83] ». L'évocation d'un sentiment de culpabilité ou de la peur éprouvée humanise la victime et participe de la déconstruction de l'image du héros redoutable et inflexible. De même, Giuseppe Di Lello et Antonio Manganelli nous livrent un portrait insolite, celui d'un « perdant » :

> Giovanni Falcone était un perdant mais c'était un véritable homme des institutions qui savait accepter les choses et qui ne voulut jamais faire de coups éclatants. Ce fut également ainsi lorsqu'il ne fut pas élu à l'intérieur de Magistrature démocratique. […] Pour ne pas parler de son élection ratée au Conseil supérieur de la magistrature. Cette fois aussi, il le vécut très mal parce que le coup arriva de l'intérieur, ce sont les hommes de son courant qui ne votèrent pas pour lui et il en fut très affecté. Mais il a réussi à dépasser cela aussi. Ce qui le rendait fort, c'était la conscience qu'il était au moins très apprécié au niveau international[84].

Cette lecture n'est pas nouvelle car elle s'inscrit dans la continuité de la dénonciation lancée par Ilda Boccassini à l'occasion du dixième anniversaire du massacre de Capaci[85] visant à redimensionner la vision idyllique du magistrat, mais c'est la première fois qu'un témoin donne des informations sur la réaction que Falcone a eue en privé. Sous l'écorce de l'impassibilité officielle, on voit donc apparaître l'image d'un homme

81. « Giovanni soffrì moltissimo per la morte di Cassarà, e in quell'occasione mi disse : "Il destino si accanisce contro di me. Sono stato costretto a mettere i piedi nel sangue del mio amico più caro". Come sempre, però, il dolore non fermò il suo lavoro, che anzi sarebbe andato avanti con una motivazione ancora più forte : "vendicare Ninni". » in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone un eroe solo, op. cit.*, p. 96.

82. VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 98.

83. « Altro che se Giovanni aveva paura […]. Aveva il viso terreo, come un animale braccato. » in *Ibid*., p. 99.

84. Giuseppe Di Lello : « Giovanni Falcone era uno sconfitto ma era un vero uomo delle istituzioni che sapeva accettare le cose e non volle mai fare gesti eclatanti. Fu così per la mancata nomina all'interno di Magistrature democratica. […] Per non parlare della mancata elezione am Consiglio superiore della magistratura. Anche questa volta fu vissuta malissimo perché il colpo lo ebbe dall'interno, furono gli uomini della sua corrente che non lo votarono e ci rimase malissimo. Ma riuscì a superare anche questo. Lo faceva forte la grande consapevolezza che quantomeno era molto apprezzato a livello internazionale. » in *Ibid*., p. 38-39. Antonio Manganelli : « Si l'on y pense un peu, Giovanni Falcone a toujours perdu. Il n'a pas été nommé à la tête du bureau d'instruction et il a été tué avant la naissance de la Direction national antimafia. » (« Se ci riflettiamo un po', Falcone ha smpre perso. Non fu nominato capo dell'ufficio istruzione e fu ucciso poco prima della nascita della Direzione nazionale antimafia. ») in *Ibid*., p. 149.

85. Voir chapitre 3.

qui a souffert de l'adversité rencontrée dans son environnement professionnel mais qui n'a jamais manifesté publiquement sa déception. On comprend ainsi mieux la seule dispute rapportée entre Falcone et Borsellino, décrite par Alessandra Camassa[86], au moment du démantèlement du *pool* :

> Falcone n'était pas quelqu'un qui aimait les coups éclatants ni les magistrats d'assaut. Il pondérait bien chacun de ses choix. Et ce n'était pas quelqu'un qui aimait parler publiquement de ses affaires. C'était un homme réservé et rigoureux. En effet, quand Paolo Borsellino […] décida de faire éclater l'affaire avec cette interview sensationnelle dans « la *Repubblica* » et « l'*Unità* », Giovanni entra dans une colère noire. Moi-même je les entendis se disputer très vivement. « Tu dois garder la bouche cousuuue », lui criait-il. […] Il était vraiment énervé, pour lui la seule idée de porter à la connaissance de l'opinion publique des choses, même graves, qui concernaient sa personne, son travail, était inconcevable. De toute façon, ensuite, malgré la colère, Giovanni soutint Paolo au CSM où il risqua une procédure disciplinaire pour ce qu'il avait dit. Ces deux-là s'aimaient beaucoup, vraiment beaucoup[87].

Ce témoignage nous pousse à nuancer l'interprétation que nous avons proposée dans le chapitre 4, en nous fondant sur les propos de La Licata qui estimait qu'il s'agissait d'une stratégie de communication élaborée de concert[88]. Nous ne sommes évidemment pas en mesure de trancher entre les deux versions mais il nous semble significatif que l'anecdote de la dispute n'émerge que très récemment, à l'occasion du vingtième anniversaire. En effet, les deux magistrats étant désormais indissociables dans l'imaginaire collectif, il est possible d'évoquer leurs (rares) points de désaccord sans risquer de mettre à mal le binôme ou d'entacher la représentation d'une relation amicale idéale qui est perçue comme l'un des ingrédients du succès du *pool*.

Agnese Borsellino évoque, elle aussi, la procédure disciplinaire lancée par le CSM :

> Mon chéri, ils t'ont même pris pour un menteur. Et il n'y a que moi qui peux savoir à quel point ces accusations t'ont affligé et blessé. Ces jours-là, Paolo faisait tout pour éviter que nos enfants lisent les journaux. C'était vraiment mortifiant pour lui d'être pris à parti de cette façon, juste parce qu'il avait dénoncé une réelle baisse de la tension dans la lutte contre la mafia, après la saison du maxi-procès : il avait dénoncé une tentative larvée de démantèlement du pool. C'est pour ça qu'il avait décidé de parler. Il me dit : « Il est temps que je me fasse entendre ». Et c'est ce qu'il a fait, mais on l'a pris non seulement pour un menteur, mais même pour un fou[89].

86. Magistrate, à l'époque substitut du Procureur au parquet de Marsala. Elle a donc travaillé pendant 5 ans avec Borsellino.

87. « Falcone non era uno che amava i gesti eclatanti né magistrati d'assalto. Ponderava bene ogni sua scelta. E non era uno che amava parlare pubblicamente delle sue cose. Era un uomo molto riservato e rigoroso. Infatti quando Paolo Borsellino […] decise di far scoppiare il caso con quella clamorosa intervista a "la Repubblica" e "l'Unità", Giovanni andò su tutte le furie. Io stessa li sentii litigare molto pesantemente. "Devi tenere la bocca chiusaaa", gli gridava. […] Era veramente arrabbiato, per lui era inconcepibile la sola idea di portare a conoscenza dell'opinione pubblica cose anche gravi che riguardavano la sua persona, il lavoro. Comunque, poi, nonostante l'incazzatura, Giovanni sostenne Paolo al CSM dove rischiò un provvedimento disciplinare per quello che aveva detto. Si volevano bene, davvero molto bene quei due. » in *Ibid*., p. 114.

88. Voir Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011, disponible en annexes.

89. « Gioia mia, ti presero addirittura per bugiardo. E solo io posso sapere quanto ti addolorarono e ti fecero male quelle accuse. In quei giorni Paolo faceva di tutto per evitare che i nostri figli legessero i giornali. Era davvero mortificante per lui esser chiamato in causa in quel modo, solo perché aveva denunciato un reale calo di tensione nella lotta alla mafia, dopo la stagione del maxiprocesso : aveva denunciato uno strisciante tentativo di smantellare il pool. Mi disse : "È venuto il momento che io faccia sentire la mia voce". E così fece, ma fu preso non solo per bugiardo, ma perfino per pazzo. » in BORSELLINO Agnese*, Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.*, p. 122-123.

Le changement d'énonciation, à savoir le passage à la seconde personne du singulier, permet d'entrer dans l'intimité de la confidence tout en évoquant la réaction de son mari de manière très pudique. Outre la volonté de souligner la douleur de son mari, l'évocation de cet épisode – suivi de la polémique des « professionnels de l'antimafia » – sert surtout à défendre les magistrats qui, à l'instar de Nino Di Matteo, travaillent sur l'enquête de la *trattativa* et subissent de nombreuses attaques au moment de la publication du livre[90]. La parole des proches, même lorsqu'elle touche à la sphère privée, a néanmoins toujours une portée publique qui, quand elle ne vise pas à influer sur la construction mémorielle, est presque toujours en lien avec l'actualité. Enfin, les témoignages viennent également enrichir notre lecture de certains faits. Ainsi, Alfio Lo Presti (ami de Borsellino) raconte la colère de Borsellino après l'intervention du ministre Scotti qui le déclare, devant la presse, candidat au poste de procureur national antimafia quelques jours seulement après l'attentat de Capaci :

> Il fit voler l'assiette qu'il avait devant lui, frappa violemment du poing sur la table et se mit à hurler : « Ça c'est ma condamnation à mort. Qu'est-ce que j'ai à voir avec Rome, moi ? » Cet après-midi là, Paolo passa mille coups de fil pour comprendre ce qui ce qu'il y avait derrière cette histoire dont personne ne lui avait parlé avant[91].

Si la presse avait remarqué l'embarras du magistrat[92], la violence de sa réaction en privé démontre que cet événement peut effectivement être un des facteurs qui ont porté à l'accélération de la réalisation de l'attentat. L'intuition que cette surexposition médiatique ne fait qu'acter sa condamnation à mort est ensuite mise en lien avec la requête, avancée par Borsellino à son ami, d'emmener Fiammetta loin de Palerme pendant l'été 1992[93]. Ce souvenir conforte la grille de lecture récente d'un homme seul, conscient d'aller à l'encontre de la mort. Une première partie des anecdotes sert donc à montrer comment les magistrats ont réagi en privé lors d'épisodes-clefs de leur vie afin de mettre au jour leurs blessures et leurs déceptions, utilisant ainsi la dimension émotionnelle et affective pour alimenter les lectures récentes.

D'autres témoignages inédits de certains collaborateurs permettent également de nuancer l'image héroïque, voire mythique, de l'expérience du *pool* antimafia. Cette

90. « Mais le Conseil supérieur de la magistrature ne peut pas rester là à condamner les meilleurs de ses fils, il doit plutôt les protéger. Et ça, je voudrais l'écrire en majuscules, parce que c'est désormais ma bataille. Aujourd'hui que mon amour pour Paolo s'est transformé en engagement concret contre les nombreuses déformations, dont beaucoup de ces déformations sont institutionnelles. » (« Ma il Consiglio superiore della magistratura non può stare lì a condannare i suoi figli migliori, piuttosto deve proteggerli. Questo vorrei scriverlo a carattere cubitali, perché è la mia battaglia di oggi. Oggi che il mio amore per Paolo si è trasformato in impegno concreto contro tante storture, e molte di queste storture sono istituzionali. ») in *Ibid*., p. 130.

91. « Fece volare il piatto che aveva davanti, batté con violenza il pugno sul tavolo e si mise a urlare: "Questa è la mia condanna a morte. Io che c'entro con Roma ?" Quel pomeriggio fece mille telefonate per capire cosa stesse dietro a quella storia di cui nessuno gli aveva parlato prima. » in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 79.

92. Nous avons analysé cet épisode dans le chapitre 4.

93. Voir témoignage d'Alfio Lo Presti, in *Ibid*., p. 80. C'est avec lui que Fiammetta part en Indonésie, où elle se trouve lorsque l'attentat de via d'Amelio a lieu.

tendance à l'humanisation des figures de la lutte contre la mafia, paradoxalement indissociable de la mythification évoquée au chapitre précédent comme le démontre le sous-titre du recueil *Visti da vicino. Gli uomini e gli eroi*, se fait notamment à travers la description de l'ambiance détendue qui régnait entre les différents membres de l'équipe, malgré les risques encourus. Ainsi, les blagues et autres taquineries entre collègues « contribuaient à faire en sorte qu'ils se sentent des hommes comme tous les autres, avec leurs passions, leurs sentiments, leurs manies[94] ». Ce commentaire des journalistes montre leur intention d'illustrer la normalité de ces êtres pourtant décrits dans le même temps comme étant exceptionnels. Si les récits des moments de dédramatisation où chacun écrivait la nécrologie de l'autre étaient connus, ces nouveaux témoignages évoquent, entre autres, les moments de pause conviviale en fin de journée, illustrés par la photographie décrite précédemment :

> Les réunions du *pool* étaient toujours l'après-midi, on travaillait au bureau, on faisait le point sur la situation mais, au bout d'un moment, il y avait toujours quelqu'un qui regardait l'armoire blindée. « Allez Peppino, va nous prendre à boire ». Nous, on buvait tous un petit verre, seul Leonardo ne buvait pas d'alcool[95].

Ce genre d'histoires, évoquant des moments de détente dans le cadre de leur activité professionnelle, vient contrebalancer l'image de travailleurs acharnés, par ailleurs largement véhiculée dans le même ouvrage.

L'image publique de Falcone est celle d'un homme d'une grande rigueur, d'un grand professionnalisme mais qui apparaît également assez austère. Or ses collaborateurs, comme Anna Radica, dépeignent un homme farceur, même au restaurant :

> Au bout d'un moment, à table, il se mettait à jeter des boulettes de mie de pain sur les autres convives qui, évidemment, lui répondaient. Les réunions finissaient en bataille et, par terre, il restait un tapis de mie de pain incroyable. Vous n'y croirez pas mais il le faisait partout, même dans l'avion. Si, par hasard, j'étais une ou deux rangées devant lui, de temps en temps je sentais arriver une boulette, dans ce cas-là en papier[96].

Si cela n'apporte rien à la connaissance du personnage public, cette anecdote, justement parce qu'elle nuance l'image du grand professionnel sans pour autant l'entacher, donne à voir un trait de caractère qui favorise l'identification du lecteur lambda. De même, Antonio Manganelli insiste sur le grand sens de l'humour de Falcone, qualifié à

94. « Contribuivano a farli sentire uomini come tutti gli altri, con le loro passioni, i loro affetti, le loro manie » in *Ibid*., p. 32.

95. « Le riunioni del pool erano sempre di pomeriggio, si lavorava in ufficio, si faceva il punto della situazione ma, a un certo punto, c'era sempre qualcuno che guardava l'armadio blindato. « Dai Peppino, vai a prendere da bere ». Noi un bicchierino ce lo facevamo tutti, solo Leonardo era astemio. » in *Ibid*., p. 34.

96. « A un certo punto a tavola si metteva a tirare le molliche di pane agli altri commensali che, ovviamente, gli rispondevano. Le riunioni finivano in battaglia e a terra rimaneva un inguardabile tappeto di molliche. Non ci crederete ma lo faceva dovunque, anche in aereo. Se per caso io ero una o due file davanti di lui, ogni tanto sentivo arrivare qualche pallina, in questo caso di carta. » in *Ibid*., p. 63-64.

plusieurs reprises de « démentiel[97] », et souligne qu'« il aimait rire et faire rire, au-delà de l'aspect sérieux qu'il montrait au plus grand nombre[98] ». Cette précision, à l'instar du « vous n'y croirez pas » d'Anna Radica, montre combien les témoins sont conscients de révéler un aspect méconnu de la personnalité du magistrat, qu'ils illustrent par des anecdotes[99]. L'humour est également un trait de caractère de Borsellino, que ses amis ne manquent pas de mettre en avant, comme Alfio Lo Presti :

> Loin de Palerme, Paolo était insouciant, il se fichait de tout. […] Il était simple et spontané. Et tête de mule. Quand il n'était pas convaincu par quelque chose il n'y avait pas moyen de la lui faire faire et sa femme Agnese en sait quelque chose. Mais quand Paolo était joyeux, il était merveilleux, marrant, il racontait des blagues, enchaînait les mots d'esprit. Qu'est-ce qu'on a ri ensemble. Et de temps à autre, il chantait aussi, il avait une véritable passion pour la musique napolitaine, traditionnelle, il connaissait toutes les chansons par cœur[100].

Sa femme Agnese brosse un portrait en tout point semblable :

> Quelle voix tu as, mon Paolo. Tu chantes si juste lorsque tu entonnes *Reginella*. […] Tu es un acteur, Paolo. Tu es Peppino Di Filippo. Tu finis une chanson et tu attaques une blague. Tu finis une blague et tu commences une histoire qui nous fait tous rester bouche bée. Et chaque histoire se termine par un éclat de rire général, parce que c'est ça que tu veux, offrir de la joie et de la sérénité[101].

Ce récit d'Agnese narrant les moments passés en compagnie de leurs amis nous livre un portrait intime de Borsellino. L'évocation de loisirs et, surtout, la comparaison avec Peppino Di Filippo[102] fait du magistrat un personnage burlesque et ancre l'anecdote dans le privé. De plus, ce genre d'anecdote est renforcé par les nombreuses photos représentant un Borsellino rieur, dans des moments de détente, entouré par ses proches. Mais l'intimité de l'énonciation est renforcée par l'utilisation du présent de narration qui donne l'impression d'assister à un dialogue privilégié entre Agnese et son mari, où le temps semble suspendu. C'est sans aucun doute les anecdotes ayant trait à la vie sentimentale des victimes qui transportent le lecteur dans l'intimité de la victime.

97. « Demenziale » in *Ibid*., p. 138 et p. 147.

98. « Gi piaceva ridere e fare ridere, al di là di quell'aspetto serioso che mostrava ai più. » in *Ibid*., p. 139

99. Voir par exemple le témoignage d'Antonio Mangenelli in *Ibid*., p. 139 et p. 147.

100. « Lontano da Palermo Paolo era spensierato, se ne fregava di tutto. […] Era semplice e spontaneo. E testa dura. Quando una cosa non lo convinceva non c'era verso di fargliela fare e sua moglie Agnese ne sa qualcosa. Ma quando Paolo era allegro, era meraviglioso, spassoso, raccontava barzellette, faceva battute una dietro l'altra. Quanto abbiamo riso insieme. E ogni tanto cantava pure, aveva una vera e propria passione per la musica napoletana, quella tradizionale, le sapeva tutte a memoria. » in *Ibid*., p. 73.

101. « Che voce hai, Paolo mio. Sei intonatissimo mentre canti *Reginella*. […] Sei un attore, Paolo. Sei Peppino Di Filippo. Finisci una canzone e attacchi una barzelletta. Finisci una barzelletta e inizi un racconto da far restare tutti a bocca aperta. E ogni racconto termina con una risata generale, perché questo è quello che tu vuoi, regalare gioia e serenità. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 67. Dans *Io ricordo*, Manfredi met également en avant ce trait de caractère, mais le jounaliste ne creuse pas cet aspect et, par un jeu de mot, recentre le discours sur la figure professionnelle : « Il ne se prenait pas au sérieux, mais quand il agissait, c'était du sérieux. » (« Non si prendeva sul serio, però faceva sul serio. » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 245.) Les questions posées démontrant clairement la volonté affichée de faire émerger une image privée, on peut supposer qu'il était nécessaire – en fin d'interview – de ne pas évincer complètement la figure publique.

102. Acteur comique italien qui a joué dans de nombreux films à succès dans les années 1950-1960.

Les journalistes, dont les récits font le lien entre les différents témoignages, insistent sur cette véritable nouveauté et soulignent le changement par rapport aux représentations classiques :

> Le vrai visage de Giovanni Falcone, homme amoureux, déçu, puis de nouveau amoureux et prêt à combattre pour la femme qu'il entraînerait ensuite dans son triste destin, est toujours resté dans l'ombre face à l'image dominante du magistrat génial et courageux[103].

Toutefois, bien que l'on touche à la sphère amoureuse, on sent que les journalistes ont du mal à se départir des représentations classiques de Falcone, comme le démontre l'emploi du verbe « combattre », comme si la conquête de Francesca s'apparentait à une guerre, renvoyant ainsi à sa pugnacité professionnelle. Paola Camassa – amie du magistrat – insiste sur la détermination de Falcone à conquérir Francesca, expliquant qu'il lui a fait « une cour acharnée[104] ». En effet, la magistrate n'était pas encore séparée de son mari et ses parents n'étaient pas favorables à une nouvelle union à tel point que Falcone « était souvent obligé de l'attendre en bas de chez elle comme un gamin parce qu'il n'était pas accepté[105] ». Le témoignage de Paola raconte les débuts d'une histoire tourmentée, où les ruptures et les réconciliations s'enchaînent, jusqu'au moment où ils se mettent en ménage. Bien que n'apportant rien à la connaissance de la figure, ce récit nous porte cependant à faire plusieurs considérations. Tout d'abord, cette anecdote nous confirme que les réalisateurs de la fiction réalisée pour la *Rai* ont pris de grosses libertés avec la biographie du magistrat, en inventant plusieurs ruptures pour le glorifier. Ainsi, la représentation d'un Falcone amoureux dans cette même fiction sert à le héroïser alors qu'ici, l'intention est clairement de normaliser la figure, en lui redonnant une humanité à travers la représentation de la sphère privée et intime. Enfin, ce témoignage souligne les obstacles rencontrés dans le privé pour faire accepter leur union, mais n'évoque absolument pas les pressions subies au niveau professionnel, où leur relation faisait jaser[106]. L'éviction de l'environnement professionnel vient à nouveau confirmer le désir de mettre en valeur la sphère privée, à travers la description de la vie sentimentale, pour prendre le contre-pied des représentations précédentes. De même, Zingales invite Anna – la sœur aînée de Falcone – à démystifier la dimension sacrificielle donnée à l'engagement de son frère :

103. « Il vero volto di Giovanni Falcone, uomo innamorato, deluso, poi di nuovo innamorato e pronto a combattere per la donna che poi avrebbe trascinato nel suo destino, è sempre rimasto in ombra davanti all'immagine giganteggiante del magistrato geniale e coraggioso. » in VIVIANI Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 93.

104. « Una corte spietata » in *Ibidem*.

105. « Lui spesso era costretto ad aspettarla sotto casa come un ragazzino perché non era accettato » in *Ibidem*.

106. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 71.

> *La biographie de Giovanni est faite d'anecdotes, de choses vraies, mais aussi de légendes, de fantaisies… Par exemple que votre frère ne voulait pas d'enfants, pour ne pas mettre au monde des orphelins…* (Leone Zingales)
>
> […] Mais comment peut-on soutenir une chose de ce genre ? Je n'ai jamais parlé de ce sujet avec Giovanni ni avec Francesca, ni avec la première femme de mon frère, Rita. […] Mais est-on sûr que Giovanni et Francesca voulaient des enfants ? Qui sait ! Cette nouvelle, je l'ai lue plusieurs fois dans des journaux et dans des livres. S'agit-il de vraies nouvelles? Est-ce de l'imagination[107] ? (Anna Falcone)

La référence explicite aux ouvrages mémoriels et aux médias qui ont instrumentalisé le fait que Falcone n'ait pas eu d'enfants pour interpréter son abnégation professionnelle comme un sacrifice personnel et humain, et donc l'emphatiser, permet de déconstruire les représentations précédentes. On note toutefois que la rumeur provient en réalité du témoignage de Maria Falcone[108] et que ce cliché est repris, en 2012[109], mais n'est pas interprété de manière sacrificielle.

Le témoignage d'Agnese Borsellino, qu'elle considère comme « un geste d'amour envers [son] Paolo[110] », est de loin le plus intrusif dans la sphère des affects à travers leur histoire d'amour. Féru de littérature, Borsellino pensait que le récit (presque boccacien) des petites anecdotes quotidiennes constituerait le ciment de leur couple, comme il le lui expliqua :

> « Je te sollicite, je te titille, je te raconte la joyeuse nouvelle qui est contenue dans beaucoup d'histoires de tous les jours. Je te raconterai toutes les histoires que je pourrai. Comme ça, ce sera un roman qui ne finira jamais, tant que je vivrai. […] L'amour reste frais avec une nouveauté chaque jour. Qui n'est pas une fleur, ou un cadeau quelconque. Parce que tout passe. Chaque jour je dois retomber amoureux de toi. Et toi de moi. En inventant quelque chose de différent. »
> Telle a été ma vie avec Paolo, une joyeuse nouvelle[111].

Cet amour des anecdotes est donc à la base de leur rapport amoureux et le titre de l'ouvrage est justement tiré de cette citation de Borsellino. Le témoignage d'Agnese est donc construit sur cet enchaînement d'anecdotes privées dont la majorité vise à montrer la simplicité de son mari, dépeint comme un amoureux de l'humanité et de la nature :

---

107. « La biografia è fatta di aneddoti, di cose vere, ma anche di leggende, di fantasie. Tipo che suo fratello non voleva figli, per non crescere dei potenziali orfani… » ; « […] Come si fa a sostenere una cosa del genere ? Dell'argomento non ho mai parlato con Giovanni né Francesca, né con la prima moglie di mio fratello, Rita. […] Ma siamo sicuri che Giovanni e Francesca volessero figli ? Mah, chissà ! La notizia l'ho letta più volte su giornali e libri. Si tratta di notizie vere ? Si tratta di fantasie ? » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 23-24.

108. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone , op. cit.*, p. 112-113.

109. « Giovanni n'aimait pas les enfants ou du moins il n'aimait pas faire des choses, passer des soirées, ou, pire encore, partir avec les enfants des autres. Comme quiconque n'ayant pas d'enfants, il n'aimait pas être conditionné par ceux des autres. Et quand il arrivait qu'on en parle, il disait : "Moi, je ne veux pas d'enfants. Je ne veux pas faire d'orphelins." » (« Giovanni non amava i bambini o quantomeno non amava fare cose, passare serate, peggio ancora partire con i figli degli altri. Come chiunque non abbia bambini non amava essere condizionato da quelli degli altri. E quando capitava di parlarne diceva : "Io non voglio figli. Non voglio fare orfani." ») in VIVIANI Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit.,* p. 94. On suppose qu'il s'agit du témoignage de Paola Camassa mais ce n'est pas précisé clairement.

110. « Un gesto d'amore nei confronti del mio Paolo » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 12.

111. « "Io ti sollecito, ti stuzzico, ti racconto la lieta novella che sta dentro tante storie di ogni giorno. Ti racconterò tutte le storie che potrò. Così il nostro sarà un romanzo che non finirà mai, sino a quando vivrò. […] L'amore si mantiene fresco con una novità ogni giorno. Che non è il fiore, o un regalo qualsiasi. Perché tutto passa. Io ogni giorno mi devo innamorare di te. E tu di me. Inventandoci qualcosa di diverso". Questa è stata la mia vita con Paolo, una lieta novella. » in *Ibid*., p. 61.

> Quand le soleil se levait, il apercevait un nouveau bourgeon sur les plantes disposées avec soin sur le balcon de notre appartement de via Cilea. Il souriait, il riait même de bon cœur.
> Combien de fois l'ai-je regardé bizarrement, ces matins-là. Je lui demandais : « Paolo, à qui souris-tu ? ». Et il me disait : « Je souris à frère soleil, parce qu'il nous donnera une autre belle journée aujourd'hui ». Et il caressait les nouveaux bourgeons : « Tu sais, j'ai de la chance, parce qu'à mon âge j'arrive encore à m'émouvoir ». Il était ému par les petites choses de la vie, malgré les moments difficiles qu'il vivait. Puis il disait : « En chacun de nous habite le petit enfant qu'évoquait Pascoli ». Et une autre journée commençait[112].

Ce portrait laisse apparaître un Borsellino franciscain – image également entretenue avec l'utilisation du vocabulaire religieux – qui s'émerveille devant la nature et qui a conservé son âme d'enfant. Cette attention pour la nature et le vivant vient confirmer les déclarations de ses collègues qui insistent tous sur sa grande humanité. Manfredi raconte par exemple qu'il a dû offrir son premier scooter au fils d'un mafieux assassiné qui n'avait pas de moyen de locomotion pour se rendre à son travail[113], car « pour [son] père, l'humain était au-dessus de tout[114] ». Il était donc très attentif au bien-être de chacun et cette humanité a par ailleurs été maintes fois soulignée par les repentis dont il a recueilli les confessions.

L'humanité est également un trait de caractère du général que Nando dalla Chiesa met en avant dans *Album di famiglia*. Il analyse un carnet de notes rempli par son père à l'occasion d'une visite sur l'île de Lampedusa, estimant qu'il s'agit d'une « mine d'or […] pour mieux comprendre [son] style de commandement, le rapport qu'[il avait] avec [ses] carabiniers[115] ». Les gradés évitent généralement d'inspecter les lieux les plus reculés donc le seul fait d'y aller démontre que le général était très attentif à ses troupes :

> Parce que personne ne devait se sentir abandonné par son institution, pour que même le carabinier le plus jeune ou l'adjudant le moins aguerri ne se sentent pas seuls, d'un point de vue opérationnel et humain[116].

Les défauts et les carences constatés, ainsi que les souhaits exprimés par les carabiniers (par exemple les dema ndes de mutation), y sont minutieusement consignés. Nando dalla Chiesa estime que ces notes, justement pour leur humanité, permettent de comprendre le prestige dont jouissait le général :

112. « Mentre sorgeva il sole, lui si accorgeva di un nuovo germoglio nelle piante sistemate con cura sul balcone della nostra casa di via Cilea. Sorrideva, rideva anche di gusto. Quante volte l'ho guardato strano, in quelle mattine. Gli chiedevo: "Paolo, a chi sorridi?". Mi diceva: "Sorrido al fratello sole, perché oggi cidonerà un'altra bella giornata". E accarezzava i nuovi germogli: "Sai, Agnese," sussurrava, "sono un uomo fortunato, perché alla mia età riesco ancora ad emozionarmi". Si emozionava per le piccole cose della vita, nonostante i momenti difficili che viveva. Poi diceva: "In ciascuno di noi alberga il fanciullino di pascoliana memoria". E cominciava un'altra giornata. » in *Ibid*., p. 24.

113. Voir LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit*., p. 244.

114. « Per mio padre il lato umano preval[eva] su tutto » in *Ibid*., p. 245.

115. « Una miniera » ; « per capire di più del tuo stile di comando, del rapporto che avevi con i tuoi carabinieri » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. 77.

116. « Perché nessuno doveva sentirsi abbandonato dalla sua istituzione, perché anche il carabiniere più giovane o il maresciallo meno agguerrito non si sentissero soli, operativamente e umanamente. » in *Ibid*., p. 78.

> Tu étais aussi sévère et tatillon que compréhensif et généreux. […] Au fond c'était ça qui faisait que tu étais aimé par tes carabiniers, et qui permit de construire au fil du temps le « mythe » de dalla Chiesa. Craint et respecté, parce que ces voyages étaient pour toi une charge supplémentaire. Craint et aimé, parce que tu savais faire tiennes les bonnes raisons des « subordonnés » les plus humbles[117].

Ces qualités d'écoute et cette attention à l'humain auraient donc contribué, selon son fils, à forger la légende du général. On retrouve effectivement des caractéristiques, comme la rigueur et la méticulosité, qui avaient largement émergé de ses portraits professionnels, mais cette anecdote nous permet surtout de mieux comprendre la stratégie de démystification lancée par dalla Chiesa à Palerme. Certes, le fait de ne pas avoir obtenus les pouvoirs de coordination demandés le pousse à trouver d'autres modes d'action. Toutefois, on peut supposer que c'est justement son humanité qui le pousse à intervenir massivement auprès des travailleurs, des jeunes ou des associations de quartier aidant les toxicomanes. Ainsi, cette anecdote met en valeur des aspects de la personnalité qui confortent l'image publique de la victime.

Enfin, le cas de Pio La Torre mérite encore d'être traité à part car on ne disposait pas d'anecdotes sur sa vie privée avant la publication du livre de son fils, fin avril 2015. Bien que cet ouvrage arrive tardivement, il remet néanmoins en cause la séparation entre le public et le privé qui caractérise la construction mémorielle de La Torre en introduisant une part d'intimité à travers la description de la figure du père que nous traiterons plus avant. Dans l'essai d'histoire orale de Giovanni Burgio, seule la dernière sous-partie aborde la question du caractère de La Torre mais, dès le titre (« La personne, son caractère et sa politique[118] »), on sent que cet aspect ne peut être traité uniquement de manière privée. Un camarade du parti explique combien le parlementaire séparait sa vie privée de sa vie politique :

> Pour lui, les événements personnels et les événements politiques étaient complètement séparés, il fallait même qu'ils soient séparés. En ce sens, c'était un communiste de la vieille école. La vie politique c'était une chose et les événements personnels en étaient une autre[119].

Cette séparation relève d'une position presque idéologique qui marque la divergence avec celle des mouvements post-68 pour qui « le personnel est politique ». La stature et le positionnement politique de Pio La Torre ont certainement favorisé la permanence de ce cloisonnement, rendant plus difficile l'affirmation de la

117. « Eri severo e pignolo quanto comprensivo e generoso. […] In fondo era questo che ti faceva amare dai tuoi carabinieri, e che andò costruendo negli anni il "mito" dalla Chiesa. Temuto e rispettato, perché in ogni caso quei viaggi per te erano una fatica supplementare. Temuto e amato, perché sapevi fare tue le buone ragioni dei "sottoposti" più umili. » in *Ibid*., p. 78-79.

118. « La persona, il carattere e la politica » in BURGIO Giovanni, *Pio La Torre, op. cit*., p. 221.

119. « Per lui le vicende personali e quelle politiche erano completamente separate. In questo senso era un comunista vecchio stile. La vita politica era una cosa e le vicende personali un'altra. » : témoignage de Giovanni Neglia in *Ibid*., p. 222.

figure privée. D'une part, les interviews qui composent le volume de Burgio ont été réalisées dans la deuxième moitié des années 1990, donc bien avant que la dimension privée émerge dans les produtions mémorielles. De l'autre, nous l'avons dit, les publications du *Centro Studi* se concentrent sur la figure politique, et donc publique, de La Torre. Cependant, certains de ses camarades évoquent ses traits de caractère, mais uniquement en lien avec l'environnement professionnel. On ne trouve ainsi rien de neuf par rapport aux ouvrages précédents. On peut supposer qu'il y a donc une sorte de pudeur des proches et des anciens camarades, renforcée par la séparation prônée entre la politique et la vie privée. Par contre, on sent poindre quelques représentations de sa vie privée dans le roman publié en 2008[120]. Les auteurs décrivent brièvement quelques scènes de sa vie de famille, certainement reconstituées à partir des propos de sa veuve et de ses enfants, mais l'activité militante de La Torre occupe l'essentiel de l'ouvrage. Nous analyserons donc ultérieurement la figure du père qui émerge de cette représentation.

La bande dessinée : un support privilégié pour représenter l'intimité ?

Si les anecdotes sont un matériel précieux permettant de construire une image privée qui normalise la victime et la rapproche du citoyen lambda, la bande dessinée semble être un support privilégié pour appuyer ce processus de normalisation à travers la représentation de l'intimité du personnage. La bande dessinée apparaît dans le panorama des publications mémorielles à partir de 2008, avec l'adaptation du roman de Luigi Garlando, qui constitue une nouvelle ressource pédagogique pour les programmes éducatifs antimafia. Nous laissons cependant de côté cette bande dessinée et celle sur Pio La Torre car elles se concentrent sur la figure publique des victimes ainsi que *Un fatto umano*, qui raconte l'histoire de la seconde guerre de mafia et du *pool* antimafia sans s'attarder sur la vie privée des protagonistes. En revanche, les deux ouvrages de Giacomo Bendotti sur Giovanni Falcone (2011) et Paolo Borsellino (2012) renouvellent les représentations précédentes. Si l'impact véritable de leur diffusion semble limité (1300 exemplaires vendus pour chacune) face aux millions de téléspectateurs des fictions réalisées pour la télévision mais ces bandes dessinées n'en sont pas moins révélatrices d'une volonté de représenter l'intimité encouragée par les proches. La narration est chronologique, mais partielle, et met donc en évidence une période particulière de la vie de la victime. À partir de la fin des années 2000, la révélation de

120. BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*.

l'existence de la *trattativa* fournit une nouvelle clé de lecture qui conditionne les représentations des deux magistrats. On voit que le professionnalisme est mis de côté pour se concentrer, dans le cas de Falcone, sur ce que La Licata appelle la « phase descendante de la parabole[121] » et, pour Borsellino, sur ces fameux 57 jours qui séparent les deux massacres. De plus, les témoignages des proches des victimes constituent de nouvelles sources pour les auteurs qui font la part belle à l'intimité du personnage, faisant ainsi évoluer les représentations. Rita Borsellino souligne combien le « langage insolite de la bande dessinée[122] » est en réalité « plus approprié » pour représenter le personnage :

> Moins invasif que le film, que la fiction qui superpose des images, des visages, des sons contrefaits qui se substituent avec force au réel et troublent ceux qui continuent à avoir ces sons, ces visages, ces images gravés en eux. Par un trait de crayon, presque avec pudeur, la bande dessinée propose, suggère des visages, des expressions, des ambiances, en laissant à l'imagination de chacun le soin de les définir. […] L'auteur se met de côté avec respect, sur la pointe des pieds, sans violer l'intimité, mais en sentant la responsabilité d'être spectateur et de devoir être témoin. On a voulu donner de la place à la vie. Comme aux sentiments, aux affects, aux valeurs[123].

Cette citation, tirée de la préface de l'ouvrage consacré à Borsellino, met en évidence deux éléments. Tout d'abord, la bande dessinée heurte moins la sensibilité des proches de victimes que la fiction et est jugée plus adaptée pour représenter des faits complexes (sur lesquels toute la lumière n'est pas faite) grâce à son pouvoir de suggestion, qui oblige le lecteur à s'impliquer davantage pour décrypter les informations et se faire sa propre opinion. La différence exprimée entre bande dessinée et fiction n'est pas une vérité générale mais on peut supposer qu'il s'agit d'un parallèle implicite entre la fiction réalisée pour le 20e anniversaire, où l'exposition des faits laisse en effet moins d'espace à l'interprétation du spectateur. Ainsi, la bande dessinée a pour ambition affichée d'impliquer le lecteur pour qu'il passe du statut de spectateur à celui de témoin. D'autre part, si le dessin est perçu comme une représentation moins intrusive et donc plus respectueuse de l'intimité des victimes, il s'agit néanmoins d'un support privilégié pour montrer cette intimité et il participe donc activement de la normalisation des figures de la lutte contre la mafia. Toutefois, si pour Falcone la représentation de l'intimité permet de désacraliser la figure pour véhiculer l'image d'un homme normal, pour Borsellino, celle-ci permet de proposer une reconstruction de l'enchaînement des faits en faisant entrer le lecteur dans les pensées du personnage.

121. « La parabola discendente » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit*., p. 81. Il s'agit de la période qui va du maxi-procès à son assassinat, que nous avons aussi appelée la phase de délégitimation.

122. « Linguaggio insolito del fumetto » in BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit*., p. 7 (préface de Rita Borsellino).

123. « Linguaggio insolito del fumetto. Insolito ma più appropriato. Meno invasivo di un film, di una fiction che sovrappone immagini, volti, suoni contraffatti che si sostituiscono prepotentemente a quelle reali e provocano turbamento a chi quei suoni, quei volti, quelle immagini continua ad averli scolpiti dentro. Con un tratto di matita, quasi con pudore, il fumetto propone, suggerisce volti, espressioni, ambienti lasciando che l'immaginazione di ciascuno possa definirli. […] L'autore si accosta con rispetto, in punta dei piedi, senza violare l'intimità, ma sentendo la responsabilità di essere spettatore e di dover essere testimone. Si è voluto dare spazio alla vita. Così come ai sentimenti, agli affetti, ai valori. » in *Ibid*., p. 7-9.

La représentation de Falcone étant principalement focalisée sur les tentatives de délégitimation et les attaques dont il a été victime après 1987, la bande dessinée nous livre donc le portrait d'un homme seul qui assiste impuissant à la réalisation de l'avertissement lancé par Buscetta quelques années auparavant. De plus en plus isolé professionnellement, la dimension privée devient centrale. Grâce aux conversations avec Francesca, omniprésente, on comprend les états d'âme de Falcone car c'est à elle qu'il confie ses doutes, ses peurs et son interprétation de la situation. On voit donc émerger un Falcone privé, ignoré du grand public, comme le démontre le choix des lieux et des moments représentés. Il apparaît ainsi comme un homme ordinaire qui raconte sa journée de travail à sa femme le soir, en se brossant les dents alors qu'elle se démaquille.



Doc. n°15 : planche extraite de *Giovanni Falcone*[124].

124. BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 23.

Les deux vignettes successives illustrant en gros plan la lotion sur le coton, puis la brosse à dent dans la bouche du magistrat, amène le lecteur à se focaliser non pas sur la conversation des personnages mais sur la représentation de l'intimité. Le caractère exceptionnel des propos – l'annonce de la collaboration de Tommaso Buscetta – est totalement banalisé par la représentation de cette scène de la vie quotidienne. Comme pour confirmer ce glissement du public au privé, le dialogue se conclut par une petite pique de Francesca à Falcone :

> – Voilà, tu es en train d'en tomber amoureux.
> – Jalouse d'un *boss*… Cela me semble exagéré.
> – Tu passes plus de temps avec lui.
> – Mais je ne fais que lui parler de toi[125].

Ce petit accès de jalousie – désamorcé par une réplique digne d'une romance – n'apporte rien au récit et sert uniquement à représenter l'intimité du couple pour le faire apparaître dans toute sa normalité. De même, Falcone est représenté chez lui avec un *sweat shirt* du FBI, semblable à ceux vendus dans les échoppes pour touristes[126]. Le fait d'arborer ce *sweat* a une double signification, non seulement réaffirmer de manière détournée le statut international du magistrat acquis au fil des collaborations engagées outre Atlantique, mais surtout montrer un personnage en tenue décontractée, qui se relaxe chez lui pendant que sa femme se douche. Le coup de fil annonçant leur transfert à l'Asinara apparaît donc comme un bouleversement qui les arrache à leur réalité quotidienne et fait naître l'inquiétude. L'absence de texte donne d'autant plus d'importance à la représentation graphique de l'étreinte des deux époux.

125. « Ecco, te ne stai pure innamorando. » ; « Gelosa di un boss… mi sembra esagerato. » ; « È più il tempo che passi con lui. » ; « Ma non faccio altro che parlargli di te. » in *Ibid*., p. 24. Cette planche est disponible en annexes.

126. Voir *Ibid*., p. 37. Cette planche est disponible en annexes.



Doc. n°18 : planche de *Giovanni Falcone*[127]

La représentation du privé ici sert à souligner le changement provoqué par ce transfert et à faire monter ainsi la tension. Enfin, par une comparaison avec les vieux esquimaux, le personnage explique à sa femme l'isolement dont il est victime à Palerme et les raisons qui le poussent à partir à Rome, mais cette discussion est représentée de façon tout à fait singulière.

127. Voir *Ibid*., p. 39. Cette planche est disponible en annexes.



Doc. n°19 et n°20 : planches extraites de *Giovanni Falcone*[128]

La mise en image peut être qualifiée de cinématographique car on s'attarde d'abord sur les pieds des personnages, puis sur leurs jambes qui se frôlent, remonte ensuite sur le bras de Falcone qui caresse celui de sa femme pour montrer enfin leurs visages. Ces quatre vignettes sont suivies d'une planche qui représente les personnages dans leur lit, vus d'en haut. Le lit devient ainsi le lieu de confession des craintes et des doutes du magistrat, qui se sent inutile. Cette représentation des personnages, dans le lieu qui incarne par excellence l'intimité du couple, désacralise complètement la figure de Falcone, qui apparaît comme un homme ordinaire qui confie ses craintes à sa femme.

Dans la bande dessinée consacrée à Borsellino, la représentation de l'intimité du personnage sert à dénoncer la solitude dans laquelle il se trouve pendant les dernières semaines de sa vie. Le personnage est donc très souvent seul et partage ses pensées avec le lecteur, qui devient le seul témoin de ses tourments. La vie privée du magistrat est illustrée essentiellement par son rapport, non pas avec sa femme, mais avec ses enfants – en particulier Lucia et Manfredi – et avec sa mère. L'auteur choisit de mettre en scène

128. Voir *Ibid*., 76-77.

une anecdote, maintes fois racontée par Rita et Salvatore[129], en représentant Borsellino allongé sur le canapé, la tête posée sur les genoux de sa mère, qui demande à cette dernière : « Tu me dis que c'est moi ton fils préféré[130] ? ». Outre le fait d'infantiliser le magistrat en montrant son besoin de reconnaissance d'amour maternel, cette planche sert surtout à montrer la solitude d'un homme dont on est déjà en train d'organiser l'assassinat, puisque les dernières vignettes de la planche montrent qu'un technicien met sur écoute le téléphone de sa mère. Mais, comme l'indique le titre, l'agenda rouge est au cœur de la narration et permet au lecteur d'entrer dans l'intimité des pensées les plus profondes du juge. Absent des quarante premières pages, il entre en scène après un cauchemar du personnage, qui ressent la nécessité de mettre par écrit ses réflexions pour décrypter ce qui est en train de se tramer. L'agenda rouge est donc un expédient qui permet au lecteur de comprendre l'état d'esprit du magistrat exprimé par écrit ou dans des cartouches de narration : « Je dois me dépêcher. Je n'ai pas beaucoup de temps. Lors de mon dernier voyage, j'ai compris que les mesures de protection ici sont ridicules[131]. » Cet accès direct à la pensée du personnage permet également de rendre le lecteur témoin de l'isolement croissant du magistrat. Les cartouches de narration sont donc essentiels dans l'économie du récit puisqu'ils véhiculent la clé de lecture actuelle d'un homme seul, acculé, qui réfléchit à la rencontre avec Contrada au ministère de l'Intérieur :

> C'étaient des avertissements, des menaces. Comme pour dire « Je sais ce que Mutolo est sur le point de te révéler, et mieux vaut que tu ne l'écoutes pas». Où que je me tourne il y a des vérités obscènes qui doivent rester secrètes : dans la police, dans les services secrets, chez les carabiniers. […] Une négociation est en cours, et peut-être pas qu'une, et je n'aurai pas le temps de découvrir quoi que ce soit[132].

Le personnage est représenté seul en mer, lors de sa dernière baignade, le 19 juillet au matin. Ce moment de réflexion est donc également un moment de tension puisque le personnage a acquis la certitude que sa mort est imminente. Cet épisode, qui met en avant la solitude du magistrat, fait écho à la bande dessinée consacrée à Falcone. En effet, après l'attentat manqué de l'Addaura, Falcone est représenté nu dans sa baignoire[133]. Le personnage réfléchit à une solution pour protéger Francesca et lui propose ensuite de faire semblant de divorcer, ce qu'elle refuse. Dans les deux bandes dessinées, ces moments de réflexion permettent au lecteur d'entrer dans l'intimité des personnages. Pour

129. Voir BORSELLINO Salvatore & CALASANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita, op. cit.,* p. 43.

130. « Mi dici che sono il tuo preferito ? » in BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit*., p. 63. Cette planche est disponible en annexes.

131. « Devo sbrigarmi. Non ho molto tempo. Nell'ultimo viaggio all'estero ho capito che la mia protezione qui è ridicola. » in *Ibid*., p. 59.

132. « Erano avvertimenti, minacce. Come a dire : "So cosa sta per rivelarti Mutolo, ed è meglio che non lo ascolti". Ovunque mi giri c'è qualche verità oscena che deve rimanere nascosta : nella polizia, nei servizi, nei carabinieri. » in *Ibid*., p. 86-87. Ces planches sont disponibles en annexes.

133. Voir BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 66-67. Ces planches sont disponibles en annexes.

Borsellino le texte est essentiel puisque la verbalisation de ses pensées, de ses craintes et de ses doutes donne au lecteur un accès direct à l'intimité du personnage. En revanche, pour Falcone l'absence de texte donne une place majeure au dessin, et la nudité du personnage est une représentation désacralisante qui montre de manière évidente le parti pris de l'auteur de représenter le magistrat comme un homme normal, mais aussi fragilisé par les événements et démuni. On sent donc une véritable volonté de prendre le contre-pied des représentations classiques en insistant sur l'humanité des personnages, leur intimité et non sur leur dimension héroïque.

L'humanisation des héros

Des figures familières

Le père

L'humanisation des héros passe aussi par la représentation de figures familières qui tend à se substituer à celle de la vie professionnelle des victimes. Nous l'avons vu, 2007 marque donc un tournant dans la construction mémorielle puisque les représentations sont profondément renouvelées par la prise de parole directe des proches, qui divulguent des aspects méconnus des victimes, dont elles nous livrent un portrait intime. Toutefois, il ne faut pas non plus sous-estimer le rôle des journalistes dans cette évolution. En effet, nous l'avons vu, Leone Zingales est le premier à poser de questions insolites qui contribuent à faire émerger un portrait privé[134], n'apportant rien de spécial à la compréhension du personnage et de sa vie. On peut supposer qu'il affine son style puisqu'en 2007, les questions posées aux sœurs de Falcone creusent cette veine de l'humain et de l'intime, comme nous le verrons d'ici peu.

On peut parler d'une véritable tendance à faire émerger les figures privées car, cette même année, outre la publication des photos de Borsellino dans la presse, l'interview de Nando dalla Chiesa à l'occasion de la commémoration du 25e anniversaire du massacre de via Carini est focalisée sur l'intimité familiale. On sent en effet une réelle intention de privilégier l'homme et, surtout, la figure du père, car l'interview commence par la question suivante : « Comment était le général Carlo Alberto dalla

134. « Borsellino aimait les animaux ? » ; « Combien de café buvait-il par jour ? » (« Borsellino amava gli animali ? » ; « Quanti caffè prendeva in una giornata ? ») ; « Il aimait la musique ? Quel type de musique ? » ; « Ses programmes télé préférés ? » (« Amava la musica ? Che tipo di musica ? » ; « I suoi programmi tv preferiti ? ») in ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino. Una vita contro la mafia, op. cit.,* p. 71 & 75.

Chiesa comme père[135] ? ». Les questions visent également à explorer cette relation père-fils en partie sous l'angle politique : « Comment était ce rapport entre un jeune homme de gauche et un père symbole de la lutte contre le terrorisme rouge ? », « Mais vraiment, le général ne s'est pas énervé à cause de ce fils engagé dans le mouvement de mai 1968 ? » ou encore « Comment votait ton papa[136] ? ». Pour la première fois, on creuse le rapport du général à l'engagement de son fils et, surtout, le rapport complexe de son fils au mouvement de la gauche extraparlementaire qui craignait, à la fin des années 1970, un coup d'État de la part du général : « Je souffrais beaucoup quand je participais aux assemblées et que je voyais écrit : "Mort à dalla Chiesa[137]" ». Cette interview permet aussi d'aborder des sujets personnels jusque là peu traités, comme l'arrivée d'Emanuela dans la famille. Enfin, l'interview est publiée avec des clichés tirés de la biographie écrite dix ans auparavant. Le degré d'intimité de l'interview reflète donc le changement de paradigme qui fait des victimes de la mafia des hommes comme les autres et inscrit la construction mémorielle de la figure de dalla Chiesa dans la continuité de celle de Falcone et Borsellino. En 2009, *Album di famiglia* s'insère parfaitement dans cette veine de l'intime. L'ouvrage s'ouvre sur un chapitre poignant, où Nando dalla Chiesa explique l'incrédulité et l'angoisse qui l'ont envahi lorsqu'on lui a rendu les effets personnels de son père tachés de sang, en particulier sa chevalière portant les armoiries de la famille. L'histoire de cette bague, qui devient le symbole de son engagement à défendre la mémoire de son père, met en valeur la notion d'héritage moral qui habite le livre. Cette écriture du privé et de la famille permet également de renouveler le portrait du général, faisant émerger la figure d'un père « sévère et très affectueux[138] » à travers les anecdotes racontées par son fils. Le documentaire *Generale*[139] réalisé par sa petite-fille Dora contient les témoignages inédits des trois enfants, Nando, Simona et Rita dalla Chiesa. Tous trois insistent sur la rigueur de leur père, pour leurs sorties et leurs fréquentations, habité par la crainte qu'il leur arrive quelque chose (au temps du terrorisme) ou qu'ils mettent en péril sa crédibilité. Dans l'interview de 2007, Nando dalla Chiesa explique qu'il se heurtait bien souvent à des refus :

135. « Com'era il generale Carlo Alberto dalla Chiesa come padre ? » : CONTI Paolo, « Nando dalla Chiesa : io e mio padre. Negai a lungo di essere suo figlio », in *Corriere della Sera*, 3 septembre 2007, p. 15. Lien URL : http://archiviostorico.corriere.it/2007/settembre/03/Nando_Dalla_Chiesa_mio_padre_co_9_070903020.shtml

136. « Com' era il rapporto tra questo ragazzo di sinistra e un padre simbolo della lotta al terrorismo rosso? » ; « Ma davvero il generale non si infuriò per questo figlio sessantottino? » ; « Come votava papà ? » in *Ibidem*.

137. « Soffrivo molto quando partecipavo alle assemblee e leggevo le scritte : "Morte a dalla Chiesa" » in *Ibidem*.

138. « Severo e molto affettuoso » in *Ibidem*.

139. Voir *Generale. Rivivendo il generale dalla Chiesa*, un documentaire de Lorenzo Rossi Espagnet et de Dora dalla Chiesa, 2012.

> Beaucoup de fêtes nous étaient interdites, à mes sœurs et moi. Sans aucune explication. Nous avons dû attendre le 2 juin 1982 et son discours devant les étudiants du lycée Gonzaga à Palerme : « Je ne pouvais pas courir le risque qu'ils fréquentent des personnes qui aient, à leur tour, des amitiés équivoques. Je ne pouvais pas laisser dire : voilà, les enfants de dalla Chiesa sont allés chez des gens en lien avec la mafia[140].

L'inflexibilité du général avec ses enfants reflète une caractéristique qui avait déjà émergé de la mémoire immédiate. Cette réponse semble être l'embryon du chapitre intitulé « Parce que c'est non[141] » d'*Album di famiglia*. De même, la rencontre avec Emanuela, brièvement évoquée dans l'interview, fait l'objet d'un chapitre[142]. On peut donc penser que le déplacement de l'attention sur la vie privée des victimes a amené son fils à creuser certains aspects plus personnels et plus intimes, livrant ainsi au lecteur un portrait, certes fragmentaire, de l'homme qu'était son père.

Mais les témoignages des enfants ne sont pas la seule source pour reconstituer la figure du père. La profusion de photographies de Borsellino permet de donner au lecteur une première idée du père qu'était Borsellino et ses proches complètent le tout grâce à de nombreuses anecdotes. Pour Agnese, « [son] mari est un père modèle. Il suit ses enfants, joue avec eux comme s'il était le quatrième gosse de la maison[143] ». Borsellino apparaît donc comme un père joueur (conformément à son caractère décrit auparavant) mais également très attentif, en particulier aux études de ses enfants. Sa femme met un point d'honneur à souligner qu'il rencontrait leurs professeurs « même pendant ses journées de travail les plus intenses[144] ». De même, Manfredi dit que son père dialoguait beaucoup avec eux et ajoute :

> Comment faisait-il, malgré les obligations énormes de son travail, je ne sais pas, mais je peux attester qu'en vingt-et-un an de vie, je l'ai trouvé à mes côtés à chaque moment de ma jeunesse[145].

Borsellino apparaît également comme un père très protecteur envers sa famille. Lorsqu'il a su que l'explosif était arrivé à Palerme, il s'est confessé et a confié au prêtre qu'il devenait distant avec ses enfants pour les préparer au fait qu'il puisse être

140. « Molte feste, a me e alle mie sorelle, erano vietate. Allora senza una spiegazione. Abbiamo dovuto aspettare il 2 giugno 1982, quel suo discorso agli studenti del Gonzaga a Palermo: «Non potevo rischiare che frequentassero persone che a loro volta avessero amicizie equivoche. Non potevo far dire: ecco, i figli di dalla Chiesa sono capitati da gente in rapporti con la mafia» » : CONTI Paolo, « Nando dalla Chiesa : io e mio padre. Negai a lungo di essere suo figlio », in *Corriere della Sera*, 3 septembre 2007, p. 15.

141. Voir « Perché no » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. 23-28.

142. Voir « Una brava giovane » in *Ibid*., p. 99-104.

143. « Mio marito è un padre modello. Segue i figli, gioca con loro come se fosse il quarto monello di casa. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit*., p. 78.

144. « Persino nelle giornate di lavoro più intense » in *Ibid*., p. 80.

145. « Come facesse, nonostante gli impegni enormi del suo lavoro, non lo so, ma posso testiminiare che in ventun anni di vita me lo sono ritrovato vicino in tutti i momenti della mia giovinezza. » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit*., p. 244.

assassiné[146]. Cette anecdote, révélée récemment par sa famille, est largement reprise dans les productions mémorielles. En effet, la première fiction réalisée pour la télévision en 2006 représente cet épisode. Le personnage de Borsellino explique au prêtre : « Je ne veux pas qu'ils se rappellent uniquement du mari et du père attentionné[147] ». De même, dans la bande dessinée sur Borsellino, Giacomo Bendotti consacre plusieurs planches à la représentation de cette anecdote, qui lui sert à en introduire une autre, fondée sur le récit de Manfredi. Ce dernier raconte en effet que son père avait préparé tous les papiers nécessaires pour demander la pension d'indémnisation des victimes, en lui disant qu'il ne voulait pas que sa famille ait des problèmes financiers comme ceux qu'il avait connus lors de la mort de son propre père[148]. La représentation récurrente des préoccupations d'un père qui se sait condamné contribue non seulement à renforcer l'image d'un père attentionné, mais alimente également la lecture d'un engagement sacrificiel. C'est donc un moyen d'insister sur la lucidité du personnage face au destin qui l'attend.

Nous avons déjà souligné l'absence de documents privés et de témoignages directs des proches de Pio La Torre par rapport aux autres victimes. Toutefois, on remarque un renouvellement des productions mémorielles à son sujet puisqu'un roman est publié en 2008[149], puis une pièce de théâtre en 2009[150]. Ces genres littéraires permettent de représenter la vie privée de l'homme politique mais il s'agit de petits épisodes épars et non d'un véritable portrait intime. On retrouve néanmoins dans le récit les anecdotes familiales racontées par ses proches aux auteurs, comme les histoires épiques de chevaliers fantastiques que La Torre racontait à ses enfants[151]. Dans son récent ouvrage, Franco La Torre fait référence, de manière plus détaillée, à ces histoires magiques peuplées de chevaliers valeureux où le bien triomphait toujours sur le mal[152]. Le titre même du livre de Franco La Torre fait référence à ces moments de complicité où il s'asseyait sur les genoux de son père et écoutait ses histoires haletantes. On sent donc que le privé émerge en décalé et petit à petit dans la construction mémorielle de Pio La Torre, qui

146. « Ce n'est qu'après sa mort que j'ai su par le père Rattoballi que c'était un détachement voulu, calculé, pour que petit à petit, et donc sans traumatismes particuliers, nous ses enfants nous nous habituions à son absence et que l'on soit en quelque sorte préparés s'il avait dû connaître le même destin que son ami et collègue Giovanni. » (« Solo dopo la morte seppi da don Cesare Rattoballi che era un distacco voluto, calcolato, perché gradualmente, e quindi senza particolari traumi, noi figli ci abituassimo alla sua assenza e ci trovassimo un giorno in qualche modo preparati qualora a lui fosse toccato lo stesso destino dell'amico e collega Giovanni. ») : Témoignage de Manfredi Borsellino in PUGLISI Roberto & TURRISI Alessandra, *Era d'estate*, Palerme, Pietro Vittorietti Edizioni, 2010, cité également in ANELLO Laura, *L'altra storia, op. cit*., p. 94.

147. « Non voglio che ricordino solo il padre e il marito premuroso. » : *Paolo Borsellino*, fiction réalisée par Gianluca Maria Tavarelli, 2004, épisode 2. Cet épisode est également représenté dans la *fiction I 57 giorni*, réalisée par Alberto Negrin en 2012.

148. Voir BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.*, p. 78-84.

149. Voir BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*.

150. Voir CONSOLO Vincenzo, *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio la Torre, 2009. Nous avons assisté à la représentation de cette pièce lors des commémorations du 28e anniversaire de la mort de La Torre, à Palerme. La pièce était représentée par des élèves qui ont participé au programme d'éducation à la légalité.

151. Voir BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*, p. 189.

152. Voir LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia, op. cit*., version kindle, emplacement 81.

reste cependant largement focalisée sur sa figure publique. Comme pour Borsellino, le roman donne l'image d'un homme soucieux de sa famille, malgré un travail très prenant, puique le personnage de La Torre dit à son fils Filippo :

> Rappelle-toi que mes obligations ne seront jamais importantes au point de délaisser la famille. C'est vrai, vous ne me voyez qu'au déjeuner et au dîner. Parfois le dimanche je me promène dans les quartiers et dans les zones populaires pour parler avec les gens. La politique occupe quatre-vingt pour cent de ma vie et c'est ce que je sais faire de mieux. Mais cela ne pourrait jamais m'amener vous délaisser, toi, Franco et maman[153].

De plus cette affirmation s'insère dans un épisode plus long. Filippo demande à son père de venir le voir jouer au foot le dimanche suivant mais a peur qu'il ne puisse pas venir. Le personnage de La Torre s'informe tout de suite pour savoir à qui appartient le terrain et, le jour du match, il va récupérer Filippo et l'empêche de jouer :

> - Le terrain appartient à un mafieux – lui dit Pio –. Je ne peux pas permettre à mon fils de venir jouer ici.
>
> - Mais papa, ce n'est quand même pas de ma faute si le terrain appartient à un mafieux ?
>
> - Ce n'est pas de ta faute. Mais tu dois comprendre que moi, après des années de bataille contre la mafia, je ne peux pas te permettre de jouer sur le terrain d'un mafieux. Si je te laissais jouer ici, je ne respecterais pas les principes pour lesquels je me suis battu ces vingt dernières années[154].

Cette anecdote fait écho aux « parce que c'est non[155] » du général dalla Chiesa et fait ressortir un point commun entre les deux hommes, un caractère inflexible qui les amène à appliquer les valeurs qui guident leur engagement public dans leur vie privée. Nous n'avons pas trouvé trace de cette anecdote dans le récent ouvrage de Franco La Torre donc nous ne sommes pas en mesure d'affirmer qu'elle est véridique. Elle démontre néanmoins que, pour Pio La Torre, la représentation de la vie privée peut être utilisée pour réaffirmer la fermeté de son engagement antimafia et donc renforcer la figure publique du personnage.

Le mari

Le roman, la pièce de théâtre mais aussi la bande dessinée consacrés à Pio La Torre mettent en avant les éléments biographiques que nous avons déjà analysés, à savoir leur voyage de noces avorté, la naissance de Filippo et la mort de la mère de La Torre alors que celui-ci est incarcéré à l'Ucciardone. Ces trois épisodes ne servent cependant pas

153. « Ricordati che i miei impegni non saranno mai così importanti da trascurare la famiglia. È vero, voi mi vedete solo a pranzo e a cena. Alcune volte la domenica sono in giro nei quartieri e nei rioni popolari a parlare con la gente. La politica occupa l'ottanta per cento della mia vita ed è la cosa che so fare meglio. Ma mai potrebbe farmi trascurare te, Franco e la mamma. » in BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit*, p. 190.

154. « - Il campo apprtiene a un mafioso – gli dice Pio –. Io non posso permettere che mio figlio venga a giocare qui.
- Ma che colpa ne ho io se il campo è di un mafioso ?
- La colpa non è tua. Ma devi capire che io, dopo anni di battaglie contro la mafia, non posso permetterti di giocare nel campo di un mafioso. Se io ti lasciassi giocare qui, adesso, verrei meno ai principi per cui mi sono battuto negli ultimi venti anni. » in *Ibid*., p. 191.

155. « Perché no » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. 23.

directement à représenter le mari qu'était Pio La Torre mais, ne disposant pas du témoignage de son épouse, nous nous intéressons donc au message que véhiculent les représentations. La Torre est représenté comme un homme très engagé qui est épaulé par son épouse, également militante politique. Plus qu'une représentation du mari, c'est surtout la fidélité et le soutien de son épouse qui sont mis en avant, à chaque étape importante de sa carrière[156].

Nous sommes donc loin des représentations intimes véhiculées par le témoignage des proches, comme dans le cas de Borsellino. Nous avons souligné le caractère intimiste de la description qu'Agnese Borsellino fait de son mari, tantôt conteur boccacien, tantôt enfant pascolien, tantôt franciscain, qui aimait se contenter des choses simples de la vie. Elle ne met cependant pas en évidence son rôle aux côtés de son mari. En revanche, pour son fils Manfredi, elle était un élément moteur :

> Je crois que mon père n'aurait pas pu être ce qu'il a été s'il n'avait pas eu ma mère à ses côtés. Non seulement elle ne l'a jamais abandonné, mais par moment elle l'a même encouragé : quand il était démoralisé ou prêt à jeter l'éponge, j'ai vu personnellement ma mère encourager son mari à continuer[157].

Agnese passe sous silence ces moments d'abattement, peut-être pour ne pas entacher l'image héroïque de son mari ou alors par simple modestie. Le rôle des femmes, comme Giuseppina La Torre ou Agnese Borsellino, est secondaire dans les représentations, sauf si celle-ci est assassinée avec son mari, comme c'est le cas pour Francesca Morvillo ou Emanuela Setti Carraro dans les fictions réalisées pour la télévision. Les fictions mais aussi les bandes dessinées représentent peu la relation de couple et, quand c'est fait, cela sert généralement à renforcer les qualités du héros, comme nous l'avons vu pour la fiction consacrée à Falcone.

Nous l'avons dit, les extraits de la correspondance du général dalla Chiesa avec sa femme et de son journal intime publiés en 1997 constituent une source unique qui permet d'avoir un accès direct aux états d'âme de la victime, sans passer par le filtre de la reconstruction *a posteriori* du témoin, et qui fait émerger l'image intime d'un homme fou amoureux de son épouse. *Album di famiglia* emmène le lecteur un peu plus loin dans l'intimité de la figure, peut-être grâce à sa structure fragmentaire, car il traite de

156. Par exemple, lorsque le personnage de La Torre raconte à sa femme que Bufalini le déclare candidat au conseil municipal de Palerme en 1952 et qu'il pourra ainsi mieux combattre la mafia, celle-ci répond : « Pio, moi je serai toujours à tes côtés. Je serai toujours auprès de toi. » (« Pio, io ti starò sempre accanto. Sarò sempre vicina a te. ») in CONSOLO Vincenzo, *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia, op. cit*., p. 48.

157. « Credo che mio padre non sarebbe stato quello che è stato se non avesse avuto accanto mia madre. Non solo non l'ha mai abbandonato, ma in alcuni momenti l'ha pure spronato: nei momenti in cui era demoralizzato o in procinto di gettare la spugna, ho visto personalmente mia madre spronare il marito a continuare. » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 247.

l'événement le plus traumatisant pour dalla Chiesa, la mort de son épouse. Dans un chapitre où il s'adresse à sa mère, Nando dalla Chiesa raconte au lecteur la découverte du corps par son père :

> Tu es allée vers ta chambre dans l'intention, comme toujours, de lire et puis de te reposer un peu. […] Tout d'un coup, j'ai entendu papa t'appeler. Plusieurs fois. De plus en plus fort. Mais pourquoi hurle-t-il ainsi ?, pensai-je. Pourquoi ne la laisse-t-il pas dormir, elle doit être fatiguée. Puis un hurlement terrible, interminable. Je me suis précipité dans votre chambre. *Radici* était ouvert sur ton ventre, à la première page. Tu avais la tête appuyée sur le coussin. Papa, dans un coin de la chambre, pleurant, sanglotant, me parlait à moi mais te parlait à toi[158].

Avec la pudeur qui caractérise sa plume, Nando dalla Chiesa décrit la douleur de son père par une brève accumulation de phrases nominales. Là encore, l'énonciation donne l'impression au lecteur d'entrer dans l'intimité de la famille et d'assister à la scène. Ce récit du général hurlant de douleur avant de s'écrouler dans un coin de la pièce, bien que très pudique, fait écho aux nombreux passages mélancoliques de son journal intime où il fait état de son sentiment de culpabilité :

> Qui aurait dit, ma petite Dora, que justement ce petit cœur si amoureux de son époux, de son homme, de son Carlo, si vif et capable de me donner beaucoup de bonheur, aurait d'un coup cédé au tourment d'une vie menée à travers tant de sacrifices, tant de stress, tant d'angoisse ; et par ma faute ? Oui, mon doux amour, de temps en temps je pense aussi à cela : que s'il est vrai que mon engagement, la confiance des autres, mes succès, tout cela était pour toi source de joie, de satisfaction, de fierté, il est aussi vrai que j'aurais dû mieux mesurer l'usure à laquelle je soumettais ton petit cœur, que moi je croyais fort, bien plus fort que le mien ! Et en revanche il était fragile, après tant d'épreuves, en revanche il n'y arrivait plus et toi, tu te taisais, ma douce, tu ne disais rien, tu te consumais de l'intérieur, tu souffrais sans un mot pour que ton Carlo n'ait pas de trêve, n'ait pas d'obstacles, ne soit pas freiné. Ma Dora, comme ces scrupules me tourmentent[159].

Cet amour qui semble éternel est tout de même bousculé par la rencontre avec Emanuela. La fiction dédiée au général dalla Chiesa[160] diffusée à l'occasion du 25e anniversaire de son assassinat brosse le portrait d'un homme meurtri par la perte de sa femme. Le deuxième épisode se focalise sur la relation naissante avec Emanuela, qui accepte l'amour inconditionnel qu'il éprouve encore pour Dora. La place importante donnée à Emanuela (à l'échelle de la carrière du général) vient certainement du fait que

158. « Andasti verso camera tua, intenzionata, come sempre, a leggere e quindi riposare un po'. […] D'un tratto sentii papà chiamarti. Più volte. A voce sempre più alta. Ma perché urla così ?, pensai. Perché non la lascia dormire, sarà stanca. Poi un urlo, interminabile. Mi precipitai in camera vostra. Radici era aperto sul tuo grembo alla prima pagina. Tu eri con la testa appoggiata sul cuscino. Papà in un angolo della stanza, piangendo, singhiozzando, parlava a me ma parlava a te. » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit.,* p. 96.

159. « Chi avrebbe mai detto, Doretta mia, che proprio quel cuoricino così innamorato del suo sposo, del suo uomo, del suo Carlo, così vivo e capace di darmi tanta felicità, avrebbe d'un tratto ceduto al tormento di una vita condotta tra tanti sacrifici, tra tanti stess, tra tanta ansia ; e per colpa mia ? Sì, amore dolcissimo, ogni tanto penso anche a questo : che se è vero che il mio impegno, la fiducia degli altri, i miei successi, tutto costituiva per te motivo di gioia, di soddisfazione, di orgoglio, è anche vero che io avrei dovuto meglio valutare l'usura alla quale sottoponevo il tuo cuoricino, che io ritenevo forte, molto più forte del mio ! Ed invece era fragile, dopo tante prove, invece non ce la faceva più e tu tacevi, Cocca, tu non dicevi nulla, tu ti maceravi dentro, tu soffrivi senza una parola, perché il tuo Carlo non avesse soste, non avesse inciampi, non avesse remore. Quanto mi tormentano, Dora mia, questi scrupoli. » : Extrait du 13 avril 1982 in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 297.

160. *Il Generale dalla Chiesa*, fiction en deux épisodes réalisée par Giorgio Capitani en 2007.

la fiction a pour ambition de commémorer les trois victimes du massacre. Toutefois, la mort de Dora, « la victime la plus silencieuse du terrorisme[161] », fait nécessairement naître un parallèle avec la fin tragique d'Emanuela, comme le dit Nando dalla Chiesa : « Le destin, sous d'autres formes, s'était répété. Elle aussi était morte à cause de ton devoir et de son choix d'être à tes côtés[162]. » L'image du mari amoureux rappelle ainsi les conséquences tragiques de cet amour pour les deux épouses du général.

Le frère

Le fait que Giovanni Falcone n'ait pas eu d'enfants et que sa femme soit décédée avec lui dans l'attentat explique que l'on ne trouve pas de témoignage avec un degré d'intimité comparable à Borsellino et dalla Chiesa. Les seules sources familiales dont nous disposons étant les témoignages de ses sœurs. Dans le livre-interview de 2007[163], dont le titre est aux antipodes de celui de la fiction *Rai*[164] de l'année précédente, les questions posées par Zingales concernent en grande partie l'enfance de Falcone, ses parents, son éducation mais le témoignage des sœurs du magistrat n'est pas très novateur. En effet, on retrouve dans l'interview à peu près tous les éléments déjà connus sur Falcone : son héros préféré était Zorro, il était bon à l'école, aimait le sport et les romans d'aventures. Toutefois, le portrait de Falcone enfant qui en ressort s'oppose aux représentations de la littérature de jeunesse[165], qui véhicule l'image d'un personnage exceptionnel. On peut trouver deux raisons à cela. On remarque tout d'abord l'absence des anecdotes – celles de la colombe et de l'enfant qui ne pleure pas – constitutives de la mythification du personnage. L'objectif affiché étant celui de brosser le portrait d'un homme normal, on comprend aisément qu'il aurait été contreproductif de faire référence à ces épisodes (légendaires ?). De plus, le non respect de la chronologie donne l'impression d'une discussion décousue. Le caractère fragmentaire du portrait qui s'en dégage enlève toute dimension héroïque. La relation avec ses sœurs et l'harmonie de la fratrie sont également au cœur des questions[166] mais les réponses sont toutes assez conventionnelles. Lorsque Zingales demande à Maria quel était le caractère de son frère, celle-ci répond :

161. « La vittima più silenziosa del terrorismo » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. 97.

162. « Il destino, in altre forme, si era ripetuto. Anche lei era morta a causa del tuo dovere e della scelta di starti vicino. » in *Ibid*., p. 104.

163. ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.*

164. *Giovanni Falcone. L'uomo che sfidò Cosa nostra*, fiction en deux épisodes réalisée par Andrea & Antonio Frazzi, 2006.

165. Voir STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 20-21.

166. « Anna, Maria et Giovanni. Trois frères et sœurs unis ? », « Entre frères et sœurs, généralement on se dispute surtout quand on est adolescent. » (« Anna, Maria e Giovanni. Tre fratelli uniti ? » ; « Tra fratelli, generalmente, si litiga da adolescenti. ») in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit*., p. 53 et p. 26.

> Un peu susceptible. Moi, en particulier, en connaissant cet aspect de son caractère, je m'amusais à me moquer de lui. On se disputait à cause de cela, mais tout finissait, comme toujours, par une réconciliation totale[167].

L'évocation des chamailleries entre frères et sœurs ancre le récit dans une dimension purement privée qui contribue à forger l'image d'un homme normal. D'autres questions sont plus surprenantes parce qu'elles infantilisent Falcone : « Giovanni était le plus dorloté des enfants[168] ? », « Anna et vous êtes les grandes sœurs. Vous protégiez le petit de la famille[169] ? ». Cette focalisation sur l'enfance et l'adolescence a pour but de livrer un portrait privé du magistrat en montrant qu'il a eu une jeunesse classique. Ainsi, à la question « Quelle vie menait Giovanni jusqu'à son bac de lettres classiques ? », sa sœur met l'accent sur cette normalité : « Une vie normale, en tout point semblable à celle de tous les jeunes de son âge[170] ». La répétition de l'article « tout » renvoie à quelque chose d'universel et est révélateur de cette intention de brosser un portrait lisse et banal, dans lequel tout un chacun peut se reconnaître. On remarque cependant que certaines anecdotes entretiennent le caractère exceptionnel du personnage, comme le fait qu'il n'ait jamais demandé d'aide pour ses devoirs[171]. Bien qu'elle soit sous-jacente, on sent tout de même une tension entre l'image d'un être hors normes et le désir d'en faire un être normal. Par rapport aux autres figures, le témoignage des sœurs du juge est largement centré sur l'enfance et la jeunesse de Falcone. Le personnage apparaît plus éloigné de l'image héroïque et est, par conséquent, plus familier, plus proche du lecteur.

Les questions portant sur les centres d'intérêts et les goûts sont légion et servent également à démystifier la figure de Falcone en le rapprochant du lecteur lambda. On est donc frappé par la futilité de certaines questions :

> *Quand vous, les frères et sœurs, vous vous réunissiez pour un déjeuner ou un dîner, qu'est-ce qui ne devait pas manquer pour Giovanni ?*
>
> Mon frère mangeait de tout. Il aimait tout ce qu'on lui cuisinait. Mais il adorait un dessert, une tarte aux fraises dont la recette nous avait été transmise par notre mère et dont il était enthousiaste. Il était friand de cette tarte aux fraises avec de la crème que, chacune notre tour, ma sœur et moi lui préparions, surtout à l'occasion de son anniversaire, en mai[172].

167. « Un po' permaloso. Io, in particolare, conoscendo questo suo aspetto caratteriale, mi divertivo a prenderlo in giro. Per questo litigavamo, ma tutto finiva, come sempre, in una piena riappacificazione. » in *Ibid*., p. 53-54.

168. « Giovanni era il più coccolato della famiglia ? » in *Ibid*., p. 53.

169. « Lei e Anna siete le sorelle più grandi. Proteggevate il piccolo della famiglia ? » in *Ibid*., p. 55.

170. « Giovanni che vita faceva fino alla maturità classica ? » ; « Una vita normale, del tutto simile a quella di tutti i ragazzi della sua età. » in *Ibidem*.

171. Voir *Ibid*., p. 56.

172. « Quando voi fratelli vi riunivate per un pranzo o per una cena, cosa non doveva mancare a tavola per Giovanni ? » ; « Mio fratello mangiava di tutto. Gradiva qualsiasi cosa gli cucinassimo. Ma era appassionato di un dolce, una torta alle fragole che ci è stata tramandata da nostra madre e della quale andava entusiasta. Era goloso di questa torta con panna e fragole che, a turno, io e mia sorella gli preparavamo, soprattutto in occasione del suo compleanno, in maggio. » in *Ibid*., p. 23.

Cette réponse n'apporte absolument rien à la connaissance du personnage public ou privé et a donc pour seul but d'humaniser la figure du magistrat, tout en entretenant un certain culte de sa personnalité. De même, Zingales demande à Anna si personne n'a jamais essayé de convaincre son frère d'arrêter de fumer :

> Beaucoup ont essayé, y compris nous, ses sœurs, et Francesca. Il savait que c'était mauvais pour sa santé, mais il continuait. Moi même, je me rappelle, je lui ai conseillé plusieurs fois de passer des cigarettes aux bonbons ou aux chewing-gums. Mais il n'y avait rien à faire. Son vice était fort. Au fond, je le comprenais. Il épanchait ses déceptions quotidiennes en fumant des cigarettes. Les cigarettes se sont transformées en « amies » inséparables[173].

La question est insignifiante et la réponse à la fois conventionnelle et psychologisante. Anna donne l'image d'un homme stressé et sous pression qui contraste avec celle du héros intrépide. Le fait que Falcone soit érigé en modèle pour les jeunes générations conditionne le discours : il doit être irréprochable et il faut donc justifier et minimiser les éléments négatifs. Toutefois, le lecteur se rend compte de l'absurdité d'une telle question, vu les risques qu'il courait au quotidien… Ainsi, la banalité et la futilité, parfois déroutantes, de certains passages entraînent une banalisation de la figure qui participe de son humanisation.

Enfin, Maria parle des figurines d'oies et de canards que son frère collectionnait, en insistant sur le fait qu'il essayait d'en dénicher de partout : « C'était une vraie passion. Un des rares passe-temps qu'il avait réussi à s'octroyer en dehors du stress et des obligations de travail[174] ». Cet élément, avec sa collection de stylos plume, est effectivement omniprésent dans les témoignages de ses collègues, qui s'amusaient à lui cacher certaines figurines. Sa sœur Maria explique :

> Aujourd'hui, cette collection représente pour moi un pan significatif et émouvant du Giovanni privé, du Giovanni de la maison, du Giovanni que j'étais habituée à voir dans ma jeunesse, pendant les années de l'école et de l'université, et non pas de l'homme magistrat[175].

La collection appartient désormais à la *Fondazione Falcone* et, dans le cadre des programmes d'éducation à la légalité, les classes peuvent visiter le siège de la Fondation et voir cette collection de figurines. Cet aspect muséographique de la mémoire prend de plus en plus d'ampleur puisqu'il était question, pour le 20e anniversaire du massacre[176],

173. « Ci hanno provato in tanti, comprese noi sorelle, e Francesca. Capiva il danno che gli arrecava, ma continuava. Io stessa, mi ricordo, gli consigliai più volte di passare dalle sigarette alle caramelle o alle chewing gum. Ma non c'era niente da fare. Il vizio era forte. In fondo lo comprendevo. Sfogava nelle sigarette, nel fumo, le amarezze quotidiane. Le sigarette si erano trasformate in "amiche" inseparabili. » in *Ibidem*.

174. « La sua era una passione vera. Uno tra i pochi passatempi che era riuscito a ritagliarsi al di fuori dallo stress e dagli impegni di lavoro. » in *Ibid*., p. 58.

175. « Oggi questa collezione rappresenta per me un pezzo significativo ed emozionante del Giovanni privato, del Giovanni di casa, del Giovanni che ero abituata a vedere in gioventù, negli anni della scuola e dell'università, e non dell'uomo magistrato. » in *Ibidem*.

176. Voir VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit*., p. 33 et ROMANO Alessandra, « L'auto della strage nel museo antimafia », in *Repubblica*, 24 mai 2011, lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2011/05/24/auto-della-strage-nel-museo-antimafia.html

d'exposer cette collection, avec la toge du juge et la carcasse de la voiture dans une « maison-musée » située dans le jardin de la mémoire, fondé à Ciaculli par Leone Zingales en collaboration avec l'Association Nationale des Magistrats sur un terrain confisqué. S'il est vrai que cette collection évoque une facette très privée de la personnalité du magistrat et incarne une certaine normalité, Falcone collectionnait ces figurines quand il était adulte, or Maria renvoie une fois encore au souvenir de son frère jeune. Ainsi, la représentation qui ressort globalement du témoignage de ses sœurs est atypique et décalée car elle se concentre sur l'enfance et la jeunesse du magistrat, sans insister cependant sur son caractère, et n'éclaire que partiellement sa personnalité adulte.

Rita Borsellino nous a expliqué à quel point elle était désemparée lorsque la maîtresse de ses enfants lui a demandé d'intervenir dans sa classe en septembre 1992 :

> Ne sachant pas quoi faire pour ne pas les effrayer, pour les aider à parler, j'ai commencé à leur raconter Paolo enfant, quand on était enfants ensemble et ces enfants ont commencé à me regarder avec intérêt et soulagement, je dirais, plein de curiosité, ils ont commencé à me demander plein de choses. La figure de Paolo est une figure intéressante parce qu'enfant, il était coquin, vif, il nous en faisait voir de toutes les couleurs et ça les amusait, ça les intéressait. À la fin, un enfant m'a demandé : « Madame, je peux l'appeler tonton Paolo ? » et là j'ai compris que j'étais sur la bonne route, il faut livrer la mémoire de Paolo à ceux qui peuvent se l'approprier. Ma mère disait : « Il faut qu'ils apprennent à l'aimer, comme ça ils ne pourront pas l'oublier et Paolo vivra pour toujours. » Et moi, j'ai conservé cet enseignement de ma mère, et encore aujourd'hui, je parle de Paolo comme ça, je parle de l'homme Paolo Borsellino qui était le magistrat qu'il était parce qu'il était l'homme qu'il était[177].

Le refus de l'héroïsme

La démystification des proches

Les souvenirs des proches nous permettent de voir les victimes sous un nouveau jour et, souvent, la figure privée contribue à estomper la rigueur et la sobriété de la figure professionnelle. Mais on sent aussi, chez les proches, un réel désir de réorienter la mémoire des victimes de la mafia en s'opposant à l'image héroïque des victimes. Il s'agit là d'une tendance uniforme qui s'applique à toutes les victimes et que l'on retrouve dans tous les témoignages récents. Giovanni Chinnici, fils du magistrat Rocco Chinnici assassiné en 1983, repousse avec force l'idée que son père était un héros :

177. « Non sapendo cosa fare per non spaventarli, per aiutarli a venire fuori cominciai a raccontargli di Paolo da bambino , di quando eravamo bambini insieme e questi bambini incominciarono a guardare con interesse e sollievo vorrei dire, pieni di curiosità, cominciarono a domandarmi tante cose. La figura di Paolo era una figura interessante anche da bambino perché era monello, vivace, ne combinava di tutti i colori e loro si divertivano e si interessavano. Alla fine un bambino mi chiese: "signora ma lo posso chiamare zio Paolo?" e io capii che la strada era questa, bisogna consegnare la memoria di Paolo a chi potesse farla propria. Mia madre diceva: "devono imparare a volergli bene così non lo dimenticheranno più e Paolo vivrà per sempre" e io questo insegnamento di mia madre me lo sono potato con me, ancora oggi parlo di Paolo così, parlo dell'uomo Paolo Borsellino che era il magistrato che era perché era l'uomo che era. » : Entretien avec Rita Borsellino réalisé à Bruxelles le 22 janvier 2014.

> J'ai toujours refusé la dimension héroïque de mon père et des autres personnes tuées. Ils avaient certainement des capacités, c'était des personnes qualifiées, mais pas des héros. Ils croyaient simplement dans leur travail, dans des valeurs. […] Rocco Chinnici n'était pas un héros, mais c'était certainement un magistrat avec un très haut sens de l'État[178].

Le refus d'étiqueter les victimes comme des héros peut venir des accusations, souvent formulées à l'égard des magistrats antimafia, de vouloir jouer les shérifs. Les proches opposent donc à l'héroïsme la force des valeurs qui ont guidé l'action des magistrats. Mais cette analyse ne se limite pas aux victimes des forces de l'ordre et de la magistrature. Salvatore Vecchio, fils d'un entrepreneur tué par la mafia en 1990 pour avoir refusé de payer le *pizzo*, revendique la normalité de son père :

> Papa n'était pas un héros, un serviteur de l'État, un juge ou un policier, c'était une personne quelconque… Il avait une famille normale et menait une vie normale… Sa faute a été de choisir de rester libre[179].

Bien que cette affirmation appuie la thèse d'une tendance à revendiquer la normalité de la victime et de ses choix, on sent émerger le parallèle implicite entre les héros et les membres des forces de l'ordre, qui dénote la confusion diffuse entre conscience du risque et héroïsme qui a contribué à mythifier les figures. Le fils de Francesco Vecchio insiste cependant sur le choix moral de refuser de se plier au chantage mafieux, en revendiquant la valeur de la liberté. Giovanni Chinnici comme Salvatore Vecchio insiste sur le fait que leurs pères n'ont fait qu'accomplir leur devoir professionnel et civique.

Mais pourquoi refuser cette étiquette du héros ? Pourquoi déconstruire l'image qui s'est consolidée au fil des années et qui a été véhiculée par les médias ? Pour Giovanni Chinnici, « Si l'on pense que ceux qui ont été tués sont des héros, on se fournit un alibi pour ne rien faire, pour ne courir aucun risque[180]. » Le refus de l'héroïsme prend donc sens parce qu'il fait partie d'une politique mémorielle mise en place par les asssociations antimafia et dont le but est d'ériger les victimes de la mafia en exemples à suivre. Il faut donc rendre ces modèles accessibles, pour que le citoyen puisse s'identifier à leurs actions afin de les imiter. Maria Falcone et Agnese Borsellino expliquent ainsi ce parti pris :

178. « Ho sempre rifiutato la dimensione eroica di papà e delle altre persone uccise. Erano sicuramente capaci, persone qualificate, ma non eroi. Semplicemente credevano nel proprio lavoro, nei valori. […] Rocco Chinnici non era un eroe, ma certamente un magistrato con un alto senso dello Stato. » in MASCALI Antonella, *Lotta civile, op. cit*., p. 46.

179. « Papà non era un eroe, un servitore dello Stato, un giudice o un poliziotto, era una persona comune […], aveva una famiglia normale e conduceva una vita assolutamente normale. […] La sua colpa è stata quella di scegliere di rimanere libero. » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 199.

180. « Se noi pensiamo che chi è stato ucciso è un eroe ci forniamo un alibi per non fare niente, per non correre alcun rischio. » in MASCALI Antonella, *Lotta civile, op. cit*., p. 46. Franco La Torre va dans le même sens : « Il n'y a aucune raison pour que l'on les sacralise et qu'on les considère comme des héros, justement parce que sinon ça fait comme si seules les personnes extraordinaires peuvent lutter contre la mafia. » (« Non c'è nessun motivo per cui si debbano sacralizzare e considerarli eroi, perché appunto sennò fa sembrare come se la lotta alla mafia la potessero fare solo persone straordinarie. ») : Entretien avec Franco La Torre réalisé à Rome le 5 septembre 2012. Ce document est disponible en annexes.

> J'essaie toujours de faire comprendre aux jeunes qu'ils ne doivent pas se souvenir de Giovanni comme d'un héros, mais comme d'un homme normal. Parce que les hommes peuvent être imités, alors qu'imiter les héros est très difficile[181]. (Maria Falcone)
>
> Je raconte ces histoires car je voudrais que Paolo ne soit pas considéré comme un héros d'une autre époque ou comme une personne inaccessible. C'était une personne tout à fait normale, comme toutes les autres qui ont essayé de rêver d'une ville différente et qui, pour cette raison, ont été tuées. En pensant à ces Siciliens, on devrait pouvoir tomber spontanément amoureux de leurs rêves normaux, des rêves de tous les jours, des rêves de liberté[182]. (Agnese Borsellino)

La dimension privée est donc volontairement utilisée pour nuancer l'héroïsation et rendre les victimes accessibles. Le témoignage des proches a donc une utilité pédagogique importante puisqu'il sensibilise le lecteur, il construit des figures exemplaires et contient un message intrinsèque de promotion des valeurs civiles qui ont poussé les victimes à agir. La parole du témoin est donc calibrée pour mettre en avant la figure privée et transmettre ainsi au public une image accessible et familière des victimes.

La représentation de la peur, des pleurs et des corps

Nous avons démontré que la bande dessinée apparaît comme un support privilégié pour représenter l'intimité du personnage et ses états d'âme. Par exemple, la scène montrant Falcone qui confie ses doutes à Francesca dans le lit conjugal, expliquant qu'il a peur d'être inutile, est une représentation désacralisante qui humanise la figure en véhiculant l'image d'un homme en proie au doute. De même, la bande dessinée consacrée à Paolo Borsellino fait aussi émerger la figure d'un homme inquiet. En effet, le personnage affirme qu'il a plus peur de prendre l'avion que de *Cosa nostra*[183]. Cette peur de l'avion – évoquée par Rita Borsellino lors de notre entretien – participe de l'humanisation de la figure, soumise aux passions humaines, mais dans le même temps, elle sert aussi à réaffirmer le courage du magistrat qui, pour combattre la mafia, n'hésite pas à vaincre sa peur en multipliant les déplacements. De plus, lorsqu'il se confesse, il confie au prêtre son angoisse que son escorte ou sa famille soient touchées par l'attentat qui se prépare contre lui. Le fond totalement noir pour imiter l'obscurité du confessionnal renforce le sens du texte et fait donc ressortir, par un effet de clair-obscur, la peur du magistrat. De nombreux témoignages de ses proches, comme Vittorio Teresi, confirment cette crainte :

181. « Cerco sempre di far capire ai ragazzi che non devono ricordare Giovanni come un eroe, ma come un uomo normale. Perché gli uomini si possono imitare mentre imitare gli eroi è molto difficile. » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit*., p. 51.

182. « Racconto queste storie perché vorrei che Paolo non fosse considerato un eroe di un'altra epoca o una persona inarrivabile. Era una persona normalissima, come tutte le altre che hanno provato a sognare una città diversa e per questa ragione sono state uccise. Pensando a questi siciliani dovrebbe venire spontaneo innamorarsi dei loro sogni normali, sogni di ogni giorno, sogni di libertà. » in BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò, op. cit.,* p. 164.

183. Voir BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit*., p. 35-36.

> Moi, je l'ai vu de mes yeux. Lui au volant de la Croma, seul, et les hommes de l'escorte entassés, à cinq, dans la voiture qui le suivait. Il voulait sauver sa famille, à tout prix, naturellement, mais aussi les jeunes de son escorte[184].

Un autre témoignage, très récent, participe de cette humanisation. Alessandra Camassa raconte qu'en juillet 1992, Borsellino s'est mis à pleurer devant elle en disant « Je ne peux pas y croire, je ne peux pas croire qu'un ami m'a trahi[185] ».

> Je l'ai pris pour un moment d'abattement, je n'avais aucun élément pour le relier à des faits ou à des personnes et, évidemment, à ce moment-là, nous n'avons pas osé poser de questions. J'avais trente ans, j'étais bouleversée, embarrassée, intimidée, et puis Paolo était encore mon chef. C'était un homme entier, à l'ancienne, et moi je ne l'avais jamais vu pleurer si ce n'est devant le cercueil de Giovanni Falcone[186].

Alessandra Camassa ne tente pas de minimiser ces pleurs, qui l'ont mise mal à l'aise, puisqu'elle insiste même pour dire qu'elle ne l'avait jamais vu dans cet état. Toutefois, on remarque que la fiction réalisée à l'occasion du 20e anniversaire reprend cette phrase mais l'insère dans la dernière confidence que Borsellino fait à sa femme, à la veille de sa mort. La représentation filmique évacue donc la dimension humaine pour en faire le discours clairvoyant d'un homme qui se sait condamné, alimentant ainsi les représentations héroïques. En outre, cette anecdote est capitale car, au vu de reconstruction judiciaire des 57 derniers jours du magistrat, cette rencontre a eu lieu après un voyage à Rome. Le procureur de Caltanissetta Sergio Lari estime que ces pleurs peuvent confirmer le fait que le magistrat avait su qu'une négociation entre la mafia et certains membres des institutions, ce qui expliquerait son grand désarroi.

Le roman dédié à Pio La Torre, bien que centré sur la figure de l'homme politique, représente bien le *crescendo* dramatique des dernières semaines. Au début, le personnage affronte la situation de manière très lucide :

> Pour Pio la situation est claire. La prochaine cible c'est le Parti Communiste. Lentement, l'inquiétude se transforme en peur. Il décide que le moment est venu d'acheter un pistolet pour lui et un autre pour Rosario. Il fait les démarches nécessaires pour avoir le permis de port d'armes et il les achète. Deux Smith & Wesson calibre 38. Dans le même temps, il oblige Rosario à changer tout le temps d'itinéraire en voiture[187].

184. « L'ho visto io, con i miei occhi. Lui al volante della Croma, da solo e gli uomini della scorta stipati, in cinque, nella macchina che lo seguiva. Voleva salvare la sua famiglia, a ogni costo, naturalmente, ma anche i ragazzi della scorta. » : Témoignage de Vittorio Teresi (magistrat, ami de Borsellino) in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 106-107.

185. « Non ci posso pensare, non ci posso pensare che un amico mi ha tradito. » in *Ibid*., p. 109.

186. L'avevo presa per un momento di cedimento, non avevo nessun elemento per collegarla né a fatti né a persone e, ovviamente, in quel momento non osammo fargli alcuna domanda. Avevo trent'anni, ero sconvolta, imbarazzata, intimidita, e poi Paolo era sempre il mio capo. Era un uomo tutto d'un pezzo, all'antica, e io non l'avevo mai visto piangere se non davanti alla bara di Giovanni Falcone. » in *Ibid*., p. 109-110.

187. « Per Pio la situazione è chiara. Il prossimo bersaglio è il Partito Comunista. Lentamente la preoccupazione si trasforma in paura. Decide che è arrivato il momento di comprare una pistola per lui e una per Rosario. Sbriga le pratiche necessarie per ottenere il porto d'armi e le compra. Due Smith & Wesson calibro 38. Nello stesso tempo obbliga Rosario a trovare con l'auto percorsi sempre diversi. » in BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre. Una storia italiana, op. cit.,* p. 262.

Puis on sent que le personnage de La Torre est à cran, comme lorsqu'Emanuele Macaluso – à qui il vient de confier l'existence de coups de fil anonymes[188] – lui demande avec une pointe d'ironie depuis combien temps il est devenu « expert en armes[189] » :

> Depuis que j'ai commencé à recevoir des menaces, depuis que quelqu'un a imité ma voix au téléphone au beau milieu de la nuit en persuadant Rosario de se lever et de venir me chercher, depuis que je suis obligé de prendre des cachets pour dormir, ça te suffit comme motivation ou je dois continuer[190] ?

L'anaphore transcrit l'agacement du personnage face à son ami, qui ne prend pas la mesure de la gravité de la situation. Le lecteur sent donc monter la tension et la peur du personnage alors que l'étau se resserre. Le récit de sa dernière nuit est angoissant et fait entrer le lecteur dans l'intimité – certes inventée – du personnage :

> Généralement cette fenêtre n'est jamais ouverte. Depuis quelques temps Pio craint que quelqu'un ne lui tire dessus justement par ici. Cette nuit-là, il est inquiet. Malgré les pilules qu'il prend pour réussir à dormir, il fait des rêves étranges. Il se tourne et se retourne dans les draps bouillants. Il transpire. Et pas seulement à cause de la vague de chaleur qui s'est abattue sur la Sicile. […] Il est préoccupé[191].

La tension va donc *crescendo*, jusqu'à cette représentation de la dernière nuit de la victime, où on le sent en proie à la peur, qui se manifeste tant physiquement que dans son insconsient. L'homme politique intrépide cède donc la place à un homme normal qui, bien qu'étant déterminé à poursuivre son engagement, a peur de le payer cher.

Enfin, l'humanisation des figures de la lutte contre la mafia passe également par les descriptions rapides de leurs cadavres, en particulier pour Borsellino. Paolo Procaccianti, médecin légiste et collègue de Falcone et Borsellino, livre une brève description des corps :

> Alors que Giovanni était très reconnaissable, il n'avait que les quelques points de suture qu'on lui avait mis, Paolo j'ai vraiment eu du mal à le reconnaître. L'explosion l'a heurté de plein fouet et la flamme, en le déshydratant, l'avait comme rapetissé, asséché[192].

La description, faite par un professionnel, est tout de même assez détachée. En revanche, pour ceux qui n'étaient pas habitués, cela a été un véritable choc, comme pour Antonio Tricoli :

188. « Cela fait quelques jours que, à une heure précise du matin, le téléphone sonne. Je décroche l'appareil mais de l'autre côté personne ne répond. Je n'entends que des bruits de fond. » (« È da qualche giorno che, a una precisa ora del mattino, il telefono squilla. Io alzo il ricevitore ma dall'altra parte non risponde nessuno. Solo rumori di fondo. » in *Ibid*., p. 272.

189. « Esperto di armi » in *Ibidem*.

190. « Da quando ho iniziato a ricevere minacce, da quando qualcuno nel cuore della notte ha imitato la mia voce al telefono convincendo Rosario ad alzarsi e a venirmi a prendere, da quando per dormire sono costretto a prendere delle pastiglie, ti basta come motivazione o devo continuare? » in *Ibidem*.

191. « Generalmente quella finestra non è mai paerta. Da qualche tempo Pio teme che qualcuno possa sparargli proprio da lì. Quella notte, è inquieto. Nonostante le pillole per riuscire a dormire, fa sogni strani. Si gira e si rigira tra le lenzuola bollenti. Suda. E non solo per l'improvvisa ondata di caldo che si è abbattuta sulla Sicilia. […] È preoccupato. » in *Ibid*., p. 277.

192. « Mentre Giovanni era riconoscibilissimo, aveva solo qualche punto di sutura che gli avevano dato, Paolo ho dovuto fare veramente fatica a riconoscerlo. L'esplosione lo ha investito in pieno e la fiammata, disidratandolo, lo aveva come rimpicciolito, rinsecchito. » in VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit*., p. 174.

> Sur cette plaque de marbre il n'y avait pas Paolo, il y avait un corps dévasté, une tête qui me semblait énorme, le tronc détaché des jambes, tout carbonisé, mais la ceinture en cuir de son pantalon était restée incroyablement attachée. Pendant des jours et des jours cette image m'apparaissait continuellement devant les yeux et encore aujourd'hui, vingt ans plus tard, je n'arrive pas à effacer ce terrible film[193].

La description du corps peut également faire partie de ce processus d'humanisation car il s'agit d'une sorte de dur retour à la réalité de la fin tragique du magistrat. On apprend également que Lucia, la fille aînée du magistrat, a demandé à recomposer le corps de son père et à l'habiller pour l'enterrement[194]. Comme pour compenser les détails sordides et l'image horrible de ce corps démembré, tous les témoignages insistent sur le fait que le magistrat avait sur le visage le sourire qui le caractérisait tant[195] et que l'on retrouve sur pratiquement toutes les photographies qui le représentent. Ce sourire est justement le signe du caractère farceur du magistrat, de sa joie de vivre et donc de son humanité. Cependant, malgré l'intention d'humaniser la victime, la description du corps meurtri de Borsellino s'inscrit avant tout dans la plus pure tradition hagiographique de représentation du corps martyrisé.

Favoriser l'identification de la société aux victimes

L'utilisation des prénoms

L'humanisation des héros est un procédé qui rentre dans un processus plus vaste dont le but est de favoriser l'identification de la société aux figures de la lutte contre la mafia. De même, le fait d'appeler les figures par leur prénom, en particulier dans les œuvres de littérature de jeunesse[196], est un procédé qui permet de rapprocher la victime du lecteur. Le roman *Per questo mi chiamo Giovanni* (2004) est emblématique car c'est l'histoire d'un petit garçon palermitain, né le 23 mai 1992, et qui s'appelle Giovanni en mémoire du juge Falcone. Le dixième anniversaire du petit garçon est donc l'occasion pour le père d'expliquer à son fils qui était Giovanni Falcone et ce qu'est la mafia. La focalisation interne du roman favorise l'identification du jeune lecteur au narrateur. Si, d'une part, le parallèle avec les super-héros comme Spider-Man et l'assimilation de la mafia à un monstre tendent à ancrer le récit dans une dimension fantastique et héroïque,

193. « Su quella mastra di marmo non c'era Paolo, c'era un corpo devastato, una testa che mi sembrava enorme, il tronco staccato dalle gambe, tutto carbonizzato, ma la sua cintura di cuoio dei pantaloni era rimasta incredibilmente allacciata. Per giorni e giorni quell'immagine mi appariva continuamente davanti agli occhi e ancora oggi, che sono passati vent'anni, non riesco a cancellare quel terribile film. » in *Ibid*., p. 124.

194. Voir LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 253. Légende d'une photo représentant Borsellino et Lucia enfant. Manfredi rappelle également cela in ANELLO Laura, *Un'altra storia, op. cit*., p. 91.

195. Voir LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino, op. cit.,* p. 329.

196. GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*. et la bande dessinée qui en est tirée : STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*. Nous signalons aussi VIOLA Alessandra & VITELLARO Rosalba, *Giovanni e Paolo e il mistero dei pupi*, *op. cit.*

de l'autre, l'utilisation des prénoms pour nommer tous les protagonistes de la lutte contre la mafia crée une certaine proximité, voire une familiarité, entre le narrateur, le lecteur et les figures citées. Par exemple, le *pool* est présenté comme « une équipe d'hommes qui, comme Giovanni, n'ont pas peur des menaces et veulent libérer Palerme des tentacules du monstre[197] » et le succès du maxi-procès, en filant la métaphore footballistique analysée au chapitre précédent, est « le grand but de Giovanni, qui fait gagner aussi Rocco, Carlo Alberto, Ninni, Beppe et tous ceux qui sont morts pendant le match, en jouant avec beaucoup de courage[198] ». La métaphore et l'utilisation des prénoms (et des diminutifs) rendent les héros accessibles et favorisent l'identification du lecteur au personnage, à travers le filtre du narrateur :

> Super, Giovanni ! Maintenant que je le voyais finalement comme un héros, je pouvais lui pardonner ce passé de premier de la classe qui ne pleurait jamais… Et même, Giovanni est bien mieux qu'un héros américain qui peut tirer des toiles d'araignée avec ses poignets, repousser les projectiles, enlever son masque et puis avoir une vie normale. Giovanni est un homme normal comme moi qui, pour gagner, a dû se terrer comme un rat, nager la nuit tout seul dans une piscine, se marier comme un voleur, renoncer au cinéma, au restaurant[199].

Le parallèle avec Spider-Man et l'énumération des sacrifices de Falcone, qui s'oppose à celle des supers pouvoirs, servent ainsi à démystifier la figure du héros pour que le lecteur, par l'intermédiaire du narrateur, s'identifie au personnage. L'utilisation des prénoms est un procédé désormais récurrent dans les ouvrages mémoriels, notamment grâce aux genres exploités qui permettent l'utilisation du discours direct dans les représentations (bandes dessinées, roman, théâtre). Mais on remarque également que les livres-interview et les recueils de témoignages recourent largement aux prénoms. Ainsi, l'ouvrage *Visti da vicino* est emblématique de ce choix car, au-delà de l'omniprésence des prénoms dans les témoignages, même les témoins ne sont appelés que par leurs prénoms[200]. Dans *Io ricordo*, c'est le lien familial unissant le témoin à la victime qui est mis en valeur (« Franco La Torre se souvient de son père Pio[201] ») et la victime est très souvent appelée par son prénom pendant l'interview[202]. L'utilisation des prénoms

197. « Una squadra di uomini che, come Giovanni, non avevano paura delle minacce e volevano liberare Palermo dait tentacoli del mostro. » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit*., p. 69.

198. « Il grande gol di Giovanni, che fa vincere anche Rocco, Carlo Alberto, Ninni, Beppe e tutti quelli che sono morti durante la partita con grande coraggio. » in *Ibid*., p. 91.

199. « Grande Giovanni ! Adesso che lo vedeo finalmente come un eroe, potevo anche perdonargli quel passato da secchioncello che non piangeva mai… Anzi, Giovanni era molto meglio del supereroe americano che può sparare ragnatele dai polsi, respingere proiettili, togliersi la maschera e poi fare una vita normale. Giovanni è un uomo normale come me che per vincere ha dovuto rintanarsi come un topo, nuotare di notte da solo in una piscina, sposarsi come un ladro, rinunciare al cinema, al ristorante. » in *Ibid*., p. 93.

200. Voici quelques titres de chapitres : « Barbara, Anna, Giovanni : l'autre famille » ; « Vittorio, Alessandra et les autres : les élèves qui les ont vu rire et pleurer » (« Barbara, Anna, Giovanni : l'altra famiglia » ; « « Vittorio, Alessandra e gli altri : gli allievi che li hanno visti ridere e piangere ») in VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino, op. cit.,* p. 187.

201. « Franco La Torre ricorda il padre Pio » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 5.

202. « Beppe a été tué il y a combien de temps ? » (« Quanto tempo fa hanno ucciso Beppe ? » in *Ibid*., p. 138. Témoignage de Dario Montana, frère du commissaire Giuseppe Montana tué en 1985.

permet d'introduire une certaine familiarité dans la narration collective et c'est un procédé que l'on retrouve aussi dans les commémorations. En 2012, dans les « villages de la légalité », la célèbre photo de Tony Gentile prise lors d'un congrès quelques mois avant leurs assassinats est utilisée comme un logo, avec le drapeau tricolore en fond, et le slogan suivant : « Giovanni et Paolo, deux Italiens[203] ». Enfin, la centralité des proches et de leurs témoignages pendant les commémorations accentuent l'utilisation des prénoms – si l'on pense par exemple aux lettres des amis et collègues de Borsellino lues sur l'estrade installée via d'Amelio –, alimentant ainsi un sentiment de familiarité avec les figures.

Construire des modèles d'engagement civil accessibles

La représentation de la vie privée, de l'intimité et l'humanisation des victimes qui en découle sont donc des procédés qui activent des mécanismes de projection et d'identification du lecteur-spectateur. Les rares références à la vie privée de Pio La Torre dans la pièce, la bande dessinée et le roman (son mariage, la mort de sa mère, la naissance de son fils) sont des moments clé de la vie d'une grande majorité de personnes, suscitant une identification émotionnelle du lecteur. Le fait que le personnage affronte deux de ces trois moments alors qu'il se trouve en prison fait naître un sentiment de compassion à son égard qui peut amener le lecteur ou le spectateur à se projeter. Dans la postface, Giacomo Bendotti explique ainsi le but de la bande dessinée qu'il a consacrée à Borsellino :

> Si, l'espace d'un instant, en feuilletant ces pages, on a eu l'impression de lire vraiment quelques passages de l'agenda rouge de Paolo Borsellino, de comprendre à travers les mots et les expressions les plus intimes du juge la douleur d'un homme trahi par les institutions, si en somme on a ressenti le besoin, l'espace d'un instant, de le prendre dans nos bras, en sentant toute l'injustice de sa mort, alors – probablement – ça en aura valu la peine[204].

Dans ce cas, c'est la reconstruction fictionnelle des états d'âme du magistrat qui a vocation à susciter la compassion et aussi un sentiment de colère chez le lecteur. Il y a une première identification au personnage, que l'on pourrait qualifier d'émotionnelle et qui, grâce à la représentation de son engagement et de sa ténacité, devient morale. D'une part, pour La Torre et Borsellino, la représentation du père jouant avec ses enfants sert à véhiculer l'image d'une certaine normalité : il est possible de concilier une vie normale et un engagement exceptionnel. De l'autre, des anecdotes comme les « parce que c'est non »

203. « Giovanni e Paolo due italiani ». La photo est insérée dans le chapitre 8.

204. « Se dunque per un momento, sfogliando queste pagine, si avrà avuto l'impressione di leggere qualche straccio dell'agenda rossa di Paolo Borsellino, di comprendere dalle parole e dalle espressioni più intime del giudice il dolore di un uomo tradito dalle istituzioni, se insomma si sarà avvertito per un momento il bisogno di abbracciarlo, sentendo tutta l'ingiustizia della sua morte, allora – probabilmente – ne sarà valsa la pena. » in BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.*, p. 107.

du général dalla Chiesa ou d'un La Torre qui refuse que son fils joue sur le terrain d'un *boss* mafieux illustrent la cohérence des figures dans leur vie publique comme dans leur vie privée. Cela montre concrètement aux jeunes générations que chacun, à son niveau, peut être attentif à ce qui l'entoure. De même, le roman de jeunesse dédié à Falcone a pour but d'expliquer ce qu'est la mafia et comment elle exerce son pouvoir en prenant exemple sur un camarade de classe du narrateur, Tonio, qui rackette les autres élèves – dont le petit Giovanni – et les intimide. Ce roman a donc une portée didactique puisqu'il permet au jeune lecteur de transposer la situation à son échelle, avec un exemple concret. Le récit de la vie de Falcone est donc en réalité un prétexte pour expliquer aux enfants que chacun peut refuser les comportements mafieux :

> Toi aussi, dans ta classe, tu peux déjà mener la bataille de Giovanni et faire en sorte qu'il gagne. Si tu n'acceptes pas les injustices, si tu défends celui qui les subit[205].

Le personnage de Maria Falcone délivre cette morale au petit Giovanni qui, à la fin du roman, trouve la force de ne pas céder au chantage de Tonio, prenant exemple sur Falcone : « Giovanni avait vidé les poches du monstre, moi je devais vider celles de Tonio[206] ». Le but final des représentations est donc de faire adhérer le lecteur aux valeurs de la victime, afin qu'il se les approprie et les transmette à son tour. La parole des proches, par leur caractère intime, est également un puissant vecteur d'identification et d'implication, leur action dans le cadre des programmes éducatifs antimafia est donc capitale pour désacraliser les héros de la lutte contre la mafia et inciter les jeunes à s'approprier leurs valeurs et à s'engager.

Ce processus de normalisation et d'humanisation répond également à une véritable politique des associations antimafia comme *Libera*. Umberto di Maggio, coordinateur de *Libera Sicilia* en 2010, nous a expliqué que le modèle doit être accessible et que la dimension humaine est essentielle pour que les militants puissent s'identifier à la figure historique[207]. Cependant, il estime qu'il est difficile de s'identifier aux figures phares de l'antimafia comme Falcone :

> L'histoire de Giovanni Falcone c'est l'histoire de quelqu'un qui a dit : « Moi je déclare la guerre à la mafia, avec toutes les conséquences que cela implique ». Et probablement lui, oui, c'est un héros. Mais la figure de Giovanni Falcone a un défaut par rapport à celui qui veut faire de l'antimafia, tu sais quel est ce défaut ? Sans rien enlever à Giovanni Falcone qui est divin, le défaut est que si un enfant, si un jeune prend conscience de sa propre condition, il se dit : « Moi je ne suis pas un héros, moi je ne veux pas être un héros, moi je ne peux pas l'être. J'ai peut-être un caractère différent… Mais si je ne suis pas un héros, je

205. « Anche tu, nella tua classe, puoi già combattere la battaglia di Giovanni e farlo vincere. Se non accetti le ingiustizie, se difendi chi subisce. » in GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni, op. cit.,* p. 148.

206. « Giovanni aveva svuotato le tasche del mostro, io dovevo svuotare quelle del mostro. » in *Ibid*., p. 149.

207. Entretien avec Umberto Di Maggio réalisé le 28 janvier 2010 à Palerme. Cet entretien est disponible en annexes.

> peux participer au changement ? Je peux faire quelque chose ? » Voilà la limite, les héros empêchent de s'insérer, non? Les figures des petits Asta ou de Giuseppe Di Matteo sont en revanche accessibles même pour des gens simples, humbles. Des gens dont on ne se souvient peut-être même pas. On peut contribuer avec le tragique, c'est pour cela qu'on ne veut pas de héros[208] .

Bien qu'il cherche, de la sorte, à justifier la politique mémorielle de *Libera* visant à redonner une place aux victimes innocentes de la mafia en utilisant le pathos comme vecteur d'identification[209], il nous semble exagéré de nier la fascination que peut exercer une figure héroïque sur les jeunes générations. Le processus d'humanisation analysé dans ce chapitre a toutefois ses limites et il est donc légitime de se demander dans quelle mesure il a porté ses fruits.

Une désacralisation accomplie ?

On sent en effet une tension qui traverse la production mémorielle. Si le désir d'humaniser les victimes est fort, il est tout de même difficile, pour ne pas dire impossible, d'en faire des hommes quelconques. Ce paradoxe émerge dès 2007 puisque, dans le livre-interview des sœurs Falcone, la désacralisation coexiste avec une forme d'héroïsation sous-jacente. À plusieurs reprises, Maria Falcone réaffirme les qualités qui font de Falcone un héros et revendique le fait qu'elle souhaite qu'il devienne un modèle pour les générations futures :

> Je veux que les jeunes voient en lui surtout l'homme d'État, l'homme qui croyait dans la démocratie et donc dans la liberté et dans la justice. L'homme qui avait fait du « devoir » sa religion de vie et du respect des autres et de l'amour pour la patrie sa raison de vivre. Ce sont là toutes des valeurs auxquelles les jeunes doivent être éduqués, si on veut aujourd'hui une société plus saine[210].

Malgré la répétition du mot « homme », on voit bien que le souvenir doit être centré sur la figure publique et sur les valeurs qui ont guidé son engagement. Le processus de désacralisation semble donc être une étape pour rapprocher la figure du lecteur mais,

208. « La storia di Giovanni Falcone è la storia di una persona che ha detto: "Io dichiaro guerra alla mafia, con tutte le conseguenze". E probabilmente lui sì, è un eroe. La figura di Giovanni Falcone però ha un difetto nei confronti di chi vuole fare antimafia, sai qual è il difetto? Senza nulla togliere a Giovanni Falcone che è divino, il difetto è che se un bambino, se un ragazzo assume la consapevolezza della propria condizione dice: "io non sono un eroe, io non voglio essere un eroe, io non posso esserlo. Magari sono caratterialmente diverso... Ma io se non sono un eroe posso contribuire al cambiamento? Posso fare qualche cosa?" È quello il limite: gli eroi t'impediscono di aggregare, no? Le figure dei piccoli Asta e di Giuseppe Di Matteo invece sono accessibili anche da gente semplice, umile. Gente che poi magari non viene neanche ricordata. Si può contribuire nella drammaticità, per questo non vogliamo eroi. » in *Ibid*.

209. Voir tout le début de l'entretien avec Umberto Di Maggio. Les répétitions, l'utilisation du discours direct, l'insistance sur l'âge des victimes, sur le fait qu'elles sont innocentes (c'est-à-dire qu'elles n'avaient pas choisi de combattre la mafia) sont autant de ressorts pathétiques qui ont pour but de susciter l'identification du public qui, en se projetant, comprend que la violence mafieuse peut toucher n'importe qui. « Ce sont les histoires que nous racontons de manière crue, elles sont tragiques, elles sont dramatiques, même macabres par certains aspects, mais ce sont des histoires, ce sont des histoires de victimes innocentes. Ce sont des histoires qui doivent vraiment rester dans les cœurs. » (« Queste sono storie che noi raccontiamo crude, sono tragiche, sono drammatiche, anche macabre per certi versi, però sono storie, sono storie di vittime innocenti. Sono storie che veramente devono restare nel cuore. ») in *Ibid*.

210. « Voglio che i giovani vedano in lui soprattutto l'uomo di Stato, l'uomo che credeva nella democrazia e quindi nella libertà e nella giustizia. L'uomo che aveva fatto del "dovere" la sua religione di vita e nel rispetto degli altri e nell'amore per la patria la ragione stessa della sua vita. Tutti i valori a cui i giovani devono essere educati, se oggi vogliamo una socieetà più sana. » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 63-64.

in fine, c'est bien la figure du serviteur de l'État qui prime. À la question « Y aura-t-il jamais d'autres magistrats comme Falcone et Paolo Borsellino ? », la réponse de Maria Falcone entretient le caractère exceptionnel des figures :

> Je ne sais pas s'il y en aura d'autres qui leur seront comparables en ce qui concerne la compétence professionnelle et le flair. Ce sera certainement difficile d'en trouver d'autres qui choisiront, en toute conscience, d'accomplir leur travail en sachant qu'ils le payeront de leur vie[211].

Selon elle, y compris dans leur profession, ces deux magistrats restent hors normes et sont de véritables modèles qui apparaissent néanmoins inaccessibles et donc inimitables. De plus, l'ouvrage contient huit messages recueillis sur l'Arbre Falcone[212], publiés – tels des légendes – en dessous de certaines photographies qui, toutes, représentent le magistrat dans sa vie privée, entouré de ses proches ou lors de moments de détente à la mer. Au vu de la minorité de clichés consacrés à sa vie privée et aux loisirs, ce choix nous semble être vraiment incarner cette tension entre humanisation et héroïsation. En effet, on retrouve dans les messages (datés pour la plupart de 2005) les caractéristiques du héros et la matrice chrétienne analysées précédemment : le courage, aider les plus faibles, les justes et sauver la population. Les auteurs de ses messages expriment leur admiration pour la figure du magistrat, le qualifiant d'« idole[213] » et de « héros[214] ». De plus, on distingue clairement dans ces messages l'influence du roman de jeunesse de Luigi Garlando, publié en 2004 et utilisé dans les programmes éducatifs antimafia[215]. Voici le dernier message de la série, mais qui est le plus emblématique de cette assimilation de la narration mémorielle :

> Cher Giovanni,
> Tu es un héros parce que tu as combattu avec courage un grand monstre et moi, je t'admire surtout pour ta capacité à donner de l'espoir. Depuis que tu es petit tu as défendu les faibles et les justes et quand tu es né, une colombe blanche est entrée par la fenêtre pour annoncer que ce nouveau-né deviendrait un guerrier de la justice. Adulte, avec d'autres magistrats, tu as lutté contre la mafia en te sacrifiant pour sauver plein de personnes [des griffes] du monstre[216]…

Ce message démontre que le roman de jeunesse a été pris pour argent comptant et que la dimension légendaire de la représentation du magistrat prend le pas sur la

211. « Ci saranno mai altri magistrati come Falcone e Paolo Borsellino ? » ; « Non so se ce ne saranno altri paragonabili a loro in quanto a competenza professionale e a fiuto. Sicuramente, sarà difficile trovare altri che consapevolmente sceglieranno di svolgere il proprio lavoro sapendo di avere come traguardo la morte. » in *Ibid*., p. 65.

212. Voir *Ibid*., p. 100 ; 103 ; 104 ; 105 ; 107 ; 109 ; 112.

213. « Ciao mio idolo », in *Ibid*., p. 103.

214. Voir *Ibid*., p. 109 & 112.

215. La bande dessinée datant de 2008, il est donc évident qu'il s'agit de l'influence du roman.

216. « Caro Giovanni, tu sei stato un eroe perché hai combattuto con coraggio un grande mostro e io ti ammiro soprattutto per la tua capacità di dare speranza. Fin da piccolo hai difeso i deboli e i giusti e quando nascesti una colomba bianca entrò dalla finestra per annunciare che quel neonato sarebbe diventato un guerriero della giustizia. Da grande insieme ad altri magistrati hai lottato contro la mafia sacrificandoti per salvare molte persone dal mostro… » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 112.

normalité pourtant revendiquée par Maria Falcone. Cette tendance est encore vraie aujourd'hui puisque les messages de l'Arbre Falcone publiés sur le site de la fondation sont remplis de formules du type « tu es mon héros[217] », prouvant qu'il y a bien un phénomène d'appropriation de la figure, mais que celle-ci reste perçue comme fondamentalement héroïque.

Les ouvrages publiés à l'occasion des commémorations du 20e anniversaire du massacre de Capaci montrent que l'héroïsation redevient la représentation principale. Si en 2007, le livre-interview des sœurs Falcone avait pour titre *Giovanni Falcone, un homme normal*, en 2012, Maria Falcone publie un nouvel ouvrage intitulé *Giovanni Falcone, un héros seul*[218]. L'évolution des titres reflète le retour à l'héroïsation qui émerge des commémorations qui, par leur ampleur, renforcent la dimension exceptionnelle de la figure du magistrat. De plus, l'évolution d'une même anecdote, racontée par Maria Falcone, est un signal tangible de ce retour à l'héroïsation :

> Quand il accepta le poste que lui avait offert Chinnici au bureau d'instruction de Palerme, je lui demandai : « Pourquoi ? » Giovanni me répondit sans sourciller : « On ne vit qu'une fois[219] ». (2007)
>
> Il arriva ensuite à la décision de passer avec Chinnici, dont on disait déjà à Palerme que c'était un homme en danger. On est en 1979 et je me rappelle parfaitement à quel endroit où se trouvait dans mon salon, quand Giovanni me communiqua qu'il allait avec Chinnici. Il répondit à ma question : « Mais pourquoi as-tu fait ça? » avec des mots particuliers : « On ne meurt qu'une fois ». C'était comme s'il disait que l'on ne vit qu'une fois et qu'il faut engager sa vie d'une certaine manière. Donc dès le début il était bien conscient que son choix était dangereux[220]. (2008)
>
> Je demandai plusieurs fois à Giovanni pourquoi il s'était fourré dans un travail si dangereux. Un jour, alors qu'il allait au Tribunal, devant la porte de notre allée, je pris mon courage à deux mains et lui demandai d'un coup : « Mais pourquoi vas-tu chez Chinnici ? »
> « On ne vit qu'une fois » me répondit-il pour justifier son engagement. Mais cette phrase avait aussi un autre sens : on aurait pu l'interpréter comme « on ne meurt qu'une fois[221] ». (2012)

217. « Sei il mio eroe ». Voir la section *Albero Falcone* du site de la *Fondazione Falcone*, lien URL : http://www.fondazionefalcone.it/page.php?id_area=22&id_archivio=66

218. Voir FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit*.

219. « Quando accettò l'incarico offertogli da Chinnici all'Ufficio Istruzione di Palermo, io gli chiesi : "Perché ?" Giovanni mi rispose senza batter ciglio : "Perché si vive una volta sola". » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 60.

220. « Arrivò alla decisione di passare con Chinnici, di cui già allora noi a Palermo dicevamo che era un uomo in pericolo. Siamo nel '79 e ricordo perfettamente il posto del mio salotto di casa quando Giovanni mi comunicò che andava con Chinnici. Rispose alla mia domanda : "Ma perché lo hai fatto ?" con delle parole particolari : "Si muore una volta sola". Era come se mi dicesse che si vive una volta sola e la vita bisogna impegnarla in una determinata maniera. Quindi era sin dall'inizio ben consapevole che la sua fosse una scelta pericolosa. » in LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo, op. cit.,* p. 225. Les témoignages ont été recueillis en 2008 pour le film, mais la publication date de 2012.

221. « Domandai più volte a mio fratello perché si fosse ficcato in quel lavoro così pericoloso. Un giorno, mentre stava andando al Tribunale, davanti al portone di casa mi feci coraggio e gli chiesi tutto d'un fiato : "Ma perché vai da Chinnici ?". "Si vive una volta sola" mi rispose per giustificare il suo impegno. Però quella frase aveva un altro sapore : la si sarebbe potuta interpretare come "Si muore una volta sola". » in FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo, op. cit*., p. 63.

Si l'anecdote de 2007 est sobre et succincte, on voit qu'ensuite la sœur du magistrat l'enrobe d'éléments de contextualisation – par ailleurs contradictoires – et fournit une interprétation qui varie en fonction de la réponse qu'elle cite. Certes, les deux citations vont dans le même sens et, bien que la confusion puisse témoigner d'un processus de construction, notre rôle n'est pas d'en établir l'authenticité. La reprise *in extenso* de cette anecdote sur la quatrième de couverture de l'ouvrage paru en 2012 est significative car le choix du vocabulaire traduit l'attitude réticente de Maria face au choix de son frère qui, par la réponse qu'il donne et l'interprétation qui en est faite, apparaît comme un héros qui sait que cet engagement lui sera fatal.

Ainsi, nous voyons que le processus d'humanisation a ses limites et qu'il est difficile de se départir de l'image héroïque construite dès la mémoire immédiate et renforcée par la suite. Nous pouvons également faire le même constat pour Borsellino. La focalisation sur ses 57 derniers jours, sur ses tourments et sur ses doutes – que l'on retrouve dans la fiction[222] et la bande dessinée de 2012 – fait tout de même émerger une personnalité exceptionnelle qui ne baisse pas les bras face au danger et qui va à l'encontre de la mort avec une grande lucidité. On voit donc que, malgré la centralité des états d'âme du personnage, la représentation reste profondément héroïque. De plus, nos quatre victimes ayant été assassinées à dix ans d'écart, les commémorations décennales sont souvent l'occasion de rapprocher les quatre figures puisque l'exécution des deux premières a rendu inévitable l'approbation de la loi Rognoni-La Torre qui a ensuite servi aux deux autres pour mener la première répression judiciaire de grande ampleur. Attilio Bolzoni, qui consacre un ouvrage à nos quatre figures en 2012[223], relie ces quatre meurtres par une même clé de lecture, celle de l'isolement, qui héroïse les figures en soulignant leur ténacité. Enfin, le fait de traiter ensemble ces quatre figures provoque un transfert de sacralité : l'aura de Falcone et Borsellino grandit les figures de dalla Chiesa et, surtout, de Pio La Torre.

***

Notre étude de la production mémorielle récente a donc mis au jour un changement de paradigme qui enrichit la sédimentation sémantique de la mémoire des victimes et nuance sensiblement l'image des héros mythifiés et sacralisés que nous avions analysée au chapitre précédent. En effet, on voit émerger, en particulier après 2007, un

222. I *57 giorni*, fiction réalisée par Alberto Negrin, 2012.
223. BOLZONI Attilio, *Uomini soli*, *op. cit.*

renouvellement significatif de la narration mémorielle grâce à la prise de parole directe des proches qui conditionne largement les représentations. D'une part, on observe une première phase de normalisation dans laquelle on donne à voir des ébauches de l'intimité des victimes, notamment à travers l'utilisation de documents privés inédits (écrits ou iconographiques) qui renouvellent les représentations en faisant émerger une image privée, et souvent fragmentaire, de ces dernières qui vient compléter ou nuancer leur image publique. L'étude statistique des corpus photographiques confirme clairement une « peoplisation » des victimes – à l'exception de Pio La Torre – car elles sont représentées dans l'intimité familiale, aux côtés de leurs proches et dans des moments de détente. De l'autre, la mise en récit ou en image de leur vie quotidienne, au moyen des anecdotes et de la bande dessinée, livre une représentation intimiste et désacralisante des victimes qui consolide leurs figures privées. L'humanisation des héros, renforcée par la démystification des proches, alimente la construction de figures familières et participe de la création de modèles accessibles pouvant permettre à la société de s'identifier aux victimes afin de s'approprier les valeurs qui ont guidé leur engagement. On peut sans doute parler d'un processus culturel car il s'inscrit dans la continuité de la culture chrétienne de la représentation de Dieu à travers le personnage humain du Christ, tranformation nécessaire pour accepter et intégrer le modèle céleste.

L'émergence du privé constitue donc un tournant dans la construction mémorielle mais, s'il s'agit d'une tendance non négligeable dans la production mémorielle, elle n'en demeure pas moins minoritaire. Elle coexiste – parfois de manière paradoxale – avec les représentations héroïsantes et sacralisantes que d'une part, elle atténue, mais de l'autre, dans bien des cas, la représentation de la vie privée et des affects entretient l'héroïsation des figures, qui reste tout de même la clé de lecture dominante à l'issue des commémorations de 2012. Ainsi, le processus d'humanisation fait en réalité partie intégrante de la construction de figures exemplaires et reflète l'évolution des représentations des hommes publiques.

Conclusion IIe Partie

Nous avons vu que les proches de victimes ont un rôle central dans la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia. La création des différentes associations dénote leur volonté de se poser en garants de la mémoire des victimes tandis que l'expérience novatrice de *Libera* témoigne d'un désir de structurer le mouvement antimafia. La profusion de célébrations mémorielles confirme que la mémoire des victimes est institutionnalisée mais la coexistence des cérémonies officielles et civiles démontre la persistance du rapport concurrentiel qui s'est instauré lors de la rupture de 1992. Si les commémorations officielles sont somme toute expéditives et traditionnelles, les commémorations civiles sont innovantes : elles renouvellent les formes de mobilisation collective et donnent un nouveau souffle au mouvement antimafia. L'étude des représentations s'est révélée particulièrement précieuse pour mettre au jour les différentes strates de la sédimentation mémorielle. L'héroïsation des victimes favorise leur mythification et l'introduction d'une dimension religieuse les élève au rang de martyrs, qui sont ensuite intégrés dans l'histoire nationale à travers une lecture patriotique de leur engagement. Enfin, la récente tendance à l'humanisation permet certes de forger des modèles accessibles auxquels le citoyen peut s'identifier mais ce processus ne peut pas s'affranchir de la mythification précédente dont il est l'étape ultime.

Partie III

Une mémoire tourmentée

Bien que structurée par les associations et institutionnalisée par les commémorations, la mémoire publique de la lutte contre la mafia n'en demeure pas moins profondément tourmentée. L'étude de l'insertion de cette mémoire dans l'histoire nationale fait émerger une persistance des tensions déjà observées à la fin de la première partie. Il faut donc voir si la dégradation des rapports entre les différents acteurs (des secteurs de la classe politique, de la magistrature, de la société mais aussi les proches de victimes) conditionne la construction d'une mémoire publique de l'antimafia au fil du temps. La justice étant un vecteur mémoriel important de la construction mémorielle, il importe tout d'abord de voir dans quelle mesure cela se vérifie pour la mémoire de la lutte contre la mafia. Le rapport concurrentiel qui s'est instauré entre les autorités et les associations fragilise cette mémoire qui se révèle particulièrement perméable aux usages politiques. Les commémorations décennales apparaissent donc comme le lieu de cristallisation des tensions entre une partie de la société, des représentants politiques et de la magistrature.

Chapitre 10

La justice : un vecteur mémoriel ?

« Se l'Italia è il paese della non verità, la Sicilia, al contrario, è capace di sfornare cento verità. Quindi pirandellianamente una, nessuna, centomila verità. Cioè buio pece. »

Andrea Camilleri[1]

Dans ce chapitre, nous effectuons une reconstruction des enquêtes et des procès qui concernent les quatre figures étudiées. Le procès étant généralement une étape cruciale du processus de construction mémorielle des victimes[2], il apparaît logique de se demander s'il en est de même en matière de lutte contre la mafia. Après une étude des mobiles, des instructions et des procès pour chaque victime qui nous permettra de faire émerger les nombreuses zones d'ombre qui persistent, nous nous interrogerons sur le rapport entre la justice et la mémoire dans le processus de construction mémorielle.

1. « Si l'Italie est le pays de la non vérité, la Sicile, au contraire, est capable de sortir cent vérités. Donc, de façon pirandellienne, une, aucune, cent mille vérités. C'est-à-dire nuit noire. » in GULLO Tano, « Cento verità dietro le stragi », in *Repubblica*, 23 mai 2012, supplément de l'édition de Palerme, p. VIII.

2. Voir TRAVERSO Elio, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique éditions, 2005 ; BRAYARD Florent, *Le Génocide des Juifs entre procès et histoire 1943-2000*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000 ; TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arlea, 2004 [1995] ; ERNER Guillaume, *La société des victimes*, Paris, La Découverte, 2006 ; ELIACHEFF Caroline & SOULEZ LARIVIÈRE Daniel, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007.

Instructions et procès

Pio La Torre ou l'enquête sur les « crimes politiques »

Les premières interprétations du crime

Comme nous l'avons évoqué, après l'assassinat de Pio La Torre et Rosario Di Salvo, les spéculations vont bon train et plusieurs mobiles sont évoqués. Tout d'abord, c'est dans l'activité politique de La Torre qu'il faut chercher les raisons de son assassinat. Son action de parlementaire au sein de la commission parlementaire antimafia, dont il a cosigné le rapport de la minorité publié en 1976, semble constituer un mobile crédible. De plus, la proposition de loi pour définir le délit d'association mafieuse déposée en 1980 mais restée lettre morte aurait pu représenter un vrai risque pour la mafia, qui aurait décidé d'éliminer Pio La Torre pour le danger qu'il représentait. Toutefois, puisqu'il venait de rentrer en Sicile pour prendre la tête du PCI sicilien, l'attention va se concentrer sur les actions qu'il mène en Sicile dans les mois précédant son assassinat. Ainsi, la mobilisation contre la construction d'une base militaire américaine abritant des missiles Cruise à Comiso passe rapidement au premier plan. Si, de prime abord, le lien avec la mafia semble abstrait, les déclarations de la victime laissent apparaître les enjeux de cette mobilisation pour la paix. La création de la base militaire entraînerait une gigantesque opération de spéculation immobilière et la région de Ragusa deviendrait ainsi très attractive pour la mafia. L'engagement de La Torre, le souci de créer une mobilisation qui dépasse les organisations de gauche et la médiatisation, qu'il a savamment orchestrée, constitueraient donc un autre mobile de taille. À peine un mois après l'assassinat, les enquêteurs reçoivent une lettre anonyme qui lance une piste interne au PCI[3]. Dès son arrivée en Sicile, La Torre a voulu mettre de l'ordre dans les multiples coopératives agricoles qui gravitent autour du PCI car certains dirigeants se montrent prêts à faire des affaires avec la mafia, en particulier pour la concession d'appels d'offre. D'autres lettres similaires arrivent à la direction régionale du PCI et sont remises aux enquêteurs. Ils retrouvent rapidement le corbeau qui sera ensuite exclu du PCI pour avoir lancé des accusations infondées et calomnieuses. Cette piste, bien que rapidement écartée par les enquêteurs, va néanmoins alimenter tous les fantasmes au point de devenir un mobile sérieux aux yeux de ceux qui veulent minimiser l'action de la mafia. La piste interne est une fausse piste et représente donc une tentative de *depistaggio*. Enfin, Pio La Torre avait largement dénoncé les opérations de spéculation immobilière pendant le Sac immobilier de Palerme. Il était proche de Piersanti Mattarella, qui souhaitait rendre

3. Voir SANFILIPPO Elio & CALECA Nino, *Perché è stato ucciso Pio La Torre ?, op. cit.*, p. 30-31.

l'administration régionale plus transparente et s'attaquait notamment aux gros marchés publics confiés depuis plusieurs décennies à des entreprises proches de la mafia. Après l'assassinat du président de la Région, La Torre a violemment dénoncé les rapports entre une partie de la DC sicilienne et la mafia[4]. C'est justement pour mettre à mal les rapports politico-mafieux qu'il soutient ardemment la nomination du général dalla Chiesa au poste de préfet de Palerme. Toutefois, il est difficile de privilégier un mobile plutôt qu'un autre et nous choisissons ainsi de reprendre l'analyse du préfet dalla Chiesa, qui estimait que La Torre avait été tué « pour toute sa vie[5] ». En effet, la coexistence de plusieurs mobiles détermine le passage à l'acte à un moment donné, on peut penser que l'engagement antimafia de Pio La Torre constitue le mobile principal et que les actions qu'il menait en Sicile depuis son retour, en particulier à Comiso, représentaient un tel risque pour la mafia qu'elle a choisi de l'éliminer[6].

Une unique instruction pour les « crimes politiques »

L'enquête est confiée au juge Rocco Chinnici qui dirige le bureau du juge d'instruction de Palerme. Dès le début, la multiplicité des mobiles potentiels entraînent un flou[7] et l'enquête s'enlise pendant plusieurs années en examinant la piste interne. Rocco Chinnici étant assassiné en juillet 1983, c'est le juge Falcone qui est saisi de l'affaire mais, selon la veuve de La Torre[8], l'enquête passe au second plan face à l'instruction du maxi-procès. En 1990[9] , Falcone décide de regrouper les enquêtes concernant les meurtres de Michele Reina, Piersanti Mattarella et Pio La Torre pour créer une unique instruction sur les « crimes politiques ». Il justifie ainsi les points communs entre les trois exécutions :

> Des meurtres comme celui de Pio La Torre sont à considérer comme étant fondamentalement de nature mafieuse, mais en même temps ce sont des crimes qui transcendent les finalités typiques de l'organisation criminelle, même si elle est du calibre de *Cosa nostra*. Ici on parle d'homicides politiques, d'homicides, c'est-à-dire, pour lesquels s'est réalisée une singulière convergence d'intérêts qui concernent la gestion de la chose publique : des faits qui ne peuvent pas ne pas présupposer tout un arrière-plan de relations secrètes et inquiétantes[10].

4. Emanuele Macaluso rappelle combien Ciancimino était agacé par l'action de La Torre et estime qu'il pourrait être à l'origine de la décision d'assassiner Pio la Torre, voir BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia, op. cit.,* p. 185.

5. « Per tutta la sua vita » : Interview donnée à Giorgio Bocca, publiée dans *Repubblica* le 10 août 1982 et retranscrite intégralement in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit.,* p. 228.

6. Pour une analyse détaillée des mobiles basée sur les témoignages des proches de La Torre, voir BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia, op. cit.,* p. 182-197.

7. Attilio Bolzoni cite un extrait de rapport judiciaire dont les « acrobaties lexicales » (« acrobazie lessicali ») démontrent la difficulté à définir un mobile précis : « [Pio La Torre] est victime pour avoir causé ou avoir pu causer de graves préjudices à une pluralité hétérogène de centres d'imputation d'intérêts illicites. » (« È vittima per aver recato o potuto recare gravi pregiudizi ad una pluralità disomogenea di centri d'imputazione di interessi illeciti. ») in BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit.,* p. 57.

8. « Chinnici aveva capito » in *L'Ora*, 25 avril 1992, p. 7.

9. Voir LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 122.

10. « Omicidi come quello di Pio La Torre sono fondamentalmente da ritenere di natura mafiosa, ma al contempo sono delitti che trascendono le finalità tipiche di un'organizzazione criminale, anche se del calibro di Cosa nostra. Qui si parla di omicidi politici, di omicidi, cioè, in cui si è realizzata una singolare convergenza di interessi attinenti alla gestione della cosa pubblica : fatti che non possono non presupporre tutto un retroterra di segreti ed inquietanti collegamenti. » in BOLZONI Attilio, *Uomini soli, op. cit*., p. 57-58.

La dimension politique de ces meurtres ne vient donc pas tant des fonctions occupées par les victimes que de la « convergence d'intérêts » politico-mafieux qui ont conduit à leur exécution. Pour le dire avec Falcone, ces homicides relèvent du « troisième niveau[11] » car ils frappent des représentants de l'État et sont « perpétrés à un moment précis pour garantir la survie de l'organisation[12] ». Toutefois, il faut se garder de toute interprétation complotiste qui voudrait qu'un obscur marionnettiste guide les actions de la mafia. Selon Falcone, l'imbrication des intérêts politico-mafieux complique considérablement les enquêtes, ce qui explique la lenteur de l'instruction. De plus, l'instruction du maxi-procès et les déclarations des repentis ont permis d'étoffer l'enquête sur les assassinats des trois hommes politiques. Pour les avocats de la partie civile représentant le PCI-PDS[13], le regroupement des instructions se justifie car les meurtres semblent faire partie d'un même dessein d'affaiblissement des forces progressistes en Italie – dont l'alliance s'était concrétisée au niveau national avec le compromis historique, ensuite mis à mal avec l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro – et en Sicile, où Mattarella et La Torre entendaient renouveler la gestion des affaires régionales. L'existence de *Gladio* étant confirmée par Andreotti en 1990, la partie civile demande un supplément d'enquête sur les implications éventuelles de ce réseau, dont plusieurs démocrates-chrétiens siciliens – comme Vito Ciancimino – étaient membres. Les extraits du journal intime de Falcone mettent en lumière les difficultés relationnelles avec le procureur Giammanco, qui ne le laisse pas creuser cette piste. Dans un premier temps, Falcone refuse de signer l'ordonnance de renvoi devant le tribunal puis s'y résigne avant de partir à Rome : il s'agit de son dernier acte en tant que procureur adjoint de Palerme.

Un procès qui ne satisfait pas les victimes

C'est donc en février 1992, soit une dizaine d'années après les faits, que s'ouvre le procès des « crimes politiques » à la Cour d'Assises de Palerme. Sur le banc (virtuel) des accusés – pour la plupart en cavale –, on retrouve les membres de la commission de *Cosa nostra* accusés d'avoir commandité les trois homicides[14]. Pour l'assassinat de Mattarella, Giuseppe Valerio Fioravanti et Gilberto Cavallini – anciens membres des NAR et

11. « Terzo livello », le premier niveau étant celui des délits classiques de la mafia (extorsion, enlèvements, etc…) et le deuxième étant celui des homicides internes à l'organisation. Voir FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa nostra, op. cit.,* p. 167-170.

12. « Perpetrati in un dato momento per garantire la sopravvivenza dell'organizzazione » in *Ibid*., p. 169.

13. Armando Sorrentino et Giuseppe Zupo.

14. Michele Greco, Salvatore Riina, Bernardo Provenzano, Bernardo Brusca, Giuseppe Calò, Francesco Madonia et Antonino Geraci. D'autres mafieux figurent aussi sur l'acte d'accusation mais ils sont décédés au moment du procès : Giovanni Scaduto, Leonardo Greco, Ignazio Motisi, Andrea Di Carlo, Salvatore Scaglione et Rosario Riccobono. L'intégralité des documents ayant trait au procès ont été numérisés dans *l'archivio digitale Pio La Torre*, créé en 2012 à l'occasion du trentième anniversaire de l'assassinat du parlementaire : http://archiviopiolatorre.camera.it

proches de la *banda della Magliana* – comparaissent aux côtés des chefs mafieux accusés. Au fil de l'enquête, Falcone a acquis la conviction que le meurtre de Mattarella constitue un échange de faveur entre *Cosa nostra* et la mouvance d'extrême-droite romaine, proche de la criminalité locale et de la P2. Le témoignage de la femme de Mattarella s'est révélé essentiel puisqu'elle a formellement identifié Giuseppe Valerio Fioravanti comme étant le tueur. De plus, le criminel Angelo Izzo[15], auquel Fioravanti se serait confié en prison, explique l'implication de ce dernier dans le meurtre de Mattarella et affirme que l'assassinat aurait été commandité par le milieu maçonnique, lieu de rencontre des intérêts politico-mafieux et de ceux du monde des affaires[16].

Cependant, le procès s'ouvre sans que l'instruction n'ait permis d'identifier les exécutants matériels des meurtres de Reina, La Torre et Di Salvo. Ainsi, comme Marina Pipitone (veuve de Michele Reina), Giuseppina Zacco (veuve de Pio La Torre) refuse d'assister au procès et même de se constituer partie civile[17] car elle considère que l'enquête est « pauvre, médiocre et réductrice[18] ». En effet, les proches de Pio La Torre et les avocats de la partie civile ont fourni aux magistrats des documents de la victime indiquant qu'il s'intéressait aux liens entre entre une partie de la franc maçonnerie, des milieux d'affaires et de la classe politique locale – en particulier depuis le faux enlèvement de Michele Sindona – mais cette piste n'a pu être étayée. Le témoignage d'Angelo Izzo mêlant ces différents aspects, la partie civile tente de mettre en lumière, au cours du procès, les pistes inexplorées par les enquêteurs. Outre la défiance des proches des victimes, le procès s'ouvre dans une atmosphère étrange puisque le box des accusés reste vide : la majorité des mafieux mis en examen sont en cavale et ceux qui sont emprisonnés refusent d'être présents à l'audience. De plus, les avocats de la partie civile déplorent que seuls des mafieux comparaissent pour le meurtre de La Torre : ils estiment qu'il manque les commanditaires politiques[19].

Le procès se déroule dans la salle bunker qui a accueilli le maxi-procès quelques années auparavant et le contraste est saisissant. Les journaux ne manquent donc pas de souligner

15. Ancien terroriste d'extrême-droite, il est condamné à perpétuité avec deux complices pour avoir violé et battu à mort trois jeunes filles, dont seule une a survécu. Izzo est également accusé de calomnie pour avoir poussé Pellegriti à accuser Salvo Lima d'être le commanditaire de l'homicide de Piersanti Mattarella. Giovanni Falcone les fait condamner et Izzo comparaît aussi dans le procès des crimes politiques. Les déclarations qu'il fait sur Fioravanti ne sont pas jugées crédibles au vu des fausses accusations lancées auparavant dans l'affaire Salvo Lima.

16. Voir « Palermo, "Fioravanti uccise Mattarella" » in *Repubblica*, 1er mai 1992, p. 18. L'*archivio digitale Pio La Torre* abrite une importante revue de presse concernant le procès des crimes politiques. Voir http://archiviopiolatorre.camera.it/processo/rassegna-stampa

17. Elle justifie ce choix en expliquant qu'elle considère que le meurtre de son mari relève du domaine public et qu'il est donc normal que ce soit le parti qui se porte partie civile. On peut supposer que, par ce geste, elle marque publiquement son désaccord avec la façon dont l'enquête a été menée.

18. « Povera, meschina e riduttiva » : ROSSO Umberto, « Palermo, delitti politici processo a gabbie vuote », in *Repubblica*, 23 avril 1992, p. 19.

19. « No, nel bunker non verrò » in *L'Ora*, 25 avril 1992, p. 5.

l'absence des accusés et des victimes, signe que ces dernières n'attendent rien du procès, dont les audiences vont être perturbées par les massacres de Capaci et de via d'Amelio. Au terme de trois ans de débats, la Cour condamne la quasi totalité des accusés[20] à perpétuité pour avoir commandité les trois meurtres. Fioravanti et Cavallini sont acquittés, malgré le témoignage de la veuve de Piersanti Mattarella. Pour Giuseppina Zacco La Torre, c'est un verdict « qui ne rend pas justice et qui ne fait pas sortir la vérité[21] » car il s'agit d'une « tentative bien trop évidente de faire en sorte que l'on se contente d'une vérité partielle, approximative, à savoir que l'assassinat de La Torre et Di Salvo ne devait être qu'un crime de mafia[22] ».

En 1996, Salvatore Cucuzza – mafieux palermitain de la *cosca* de Borgo Vecchio accusé par le repenti Gaspare Mutolo d'avoir participé au guet-apens de piazza Turba – décide de collaborer avec la justice et avoue son implication dans l'assassinat de Pio la Torre et Rosario Di Salvo. Le procès en appel s'ouvre à Florence en 1997 : Cucuzza confirme ses déclarations et indique les autres membres du commando[23]. Il affirme également que Pino Greco « Scarpuzzedda » lui aurait confié quelques temps après l'homicide que le mobile était la proposition de loi visant à confisquer les biens des mafieux[24]. La sentance de février 1998 confirme les condamnations des commanditaires émises en 1995 et condamne les exécutants sur la base de la confession de Cucuzza. En 2001, à l'occasion de la commémoration de la mort de La Torre, maître Sorrentino s'étonne que la justice n'ait pas célébré le procès de Cucuzza. En réalité, le mafieux a été jugé et condamné à 8 ans de prison mais la partie civile et les victimes n'en ont jamais été averties. Il s'agit là d'un dysfonctionnement ultérieur de la justice italienne qui est très mal perçu par les victimes.

Carlo Alberto dalla Chiesa : l'alliance criminelle des Corléonais et des Catanais

Les mobiles du triple assassinat

Après l'assassinat du préfet dalla Chiesa, tandis que les représentants politiques s'attachent à souligner qu'il a été tué parce qu'il incarnait la réponse de l'État,

20. Toutefois, un vice de procédure sera découvert dans le procès en appel : Geraci n'a pas été condamné comme il aurait dû et Madonia n'a pas été acquitté comme il aurait dû. Ce couac donne lieu à un nouveau procès pour Geraci qui est condamné à perpétuité en 2005. Voir MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre ?, op. cit.*, p. 111.

21. « Che non rende giustizia e non fa verità » : « La vedova La Torre : la sentenza non ci dà verità » in *Giornale di Sicilia*, 13 avril 1995, p. 9.

22. « Tentativo sin troppo manifesto di farci accontentare di una verità parziale, approssimativa, e cioè che l'assassinio di La Torre e Di Salvo doveva risultare unicamente un delitto di mafia. » in *Ibidem*.

23. Giuseppe Greco dit « Scarpuzzedda » (tueur de la *cosca* de Ciaculli, allié des Corléonais et impliqué dans presque tous les assassinats de la deuxième guerre de mafia, il disparaît en 1985, victime de *lupara bianca*), Mario Prestifilippo (*cosca* de Ciaculli), Salvatore Cancemi (*cosca* de Porta Nuova), Antonino Rotolo (*cosca* de Pagliarelli), Vicenzo Anselmo (*cosca* de Danisinni), Salvatore Madonia (*cosca* de Resuttana) et Giuseppe Lucchese (*cosca* de Brancaccio).

24. MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre ?, op. cit.*, p. 115.

les journalistes s'attèlent à démontrer à quel point le préfet se trouvait isolé et privé du soutien politique qu'on lui avait pourtant promis après l'exécution de Pio La Torre. Les forces de l'ordre et les magistrats, quant à eux, explorent « par pur scrupule[25] » la piste d'une vengeance terroriste mais cette hypothèse apparaît peu crédible[26]. En effet, Carlo Alberto dalla Chiesa est loin d'être inconnu à Palerme. C'est fort de son expérience précédente (à Corelone puis à la tête des carabiniers de Palerme) qu'il revient en Sicile, après avoir annoncé aux principaux responsables politiques son intention de s'en prendre aux collusions politico-mafieuses[27]. Pour ce faire, le général demandait un pouvoir de coordination spécial en matière de lutte contre la mafia, montrant ainsi qu'il avait compris la dimension globale que devait prendre la réponse de l'État. Même si les appuis politiques de *Cosa nostra* font leur possible pour bloquer l'initiative[28], la stratégie de démystification de la mafia mise en place par le préfet auprès de la population, et notamment des jeunes, semble avoir été déterminante. Dans l'interview accordée à *Repubblica* le 8 septembre 1982, Nando dalla Chiesa estime que cette stratégie commençait à porter ses fruits et qu'à force d'acharnement, son père était en passe d'obtenir les pouvoirs de coordination tant demandés. C'est pour cette raison que son fils parle d'un « crime politique » et « qu'il faut, selon [lui] chercher les commanditaires dans la Démocratie chrétienne sicilienne[29] ». Ainsi, tous ces éléments nous amènent à penser que l'action antimafia du préfet, tant celle déjà lancée que celle à venir, constitue un premier mobile.

Toutefois, les intuitions du préfet dalla Chiesa – savamment médiatisées par ce dernier pour obtenir les pouvoirs escomptés – inquiètent également *Cosa nostra*. Le rapport « Greco + 161 », rédigé par le commissaire Cassarà et confié au préfet en juillet 1982[30], livre une véritable cartographie du nouveau pouvoir mafieux et permet de comprendre les dynamiques de la guerre de mafia en cours. Au cours de l'été 1982, le préfet dalla Chiesa fait souvent référence aux conclusions de ce rapport et, notamment

25. « Per mero scruopolo » in *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit.,* p. 303.

26. Le *pool* antimafia estime que l'alliance entre la mafia et des groupes d'extrême-gauche est tout à fait improbable car elles poursuivent des buts totalement différents. Voir *Ibid.,* p. 303-304.

27. Dans son journal intime, en date du 6 avril 1982, le général raconte qu'il a rencontré Giulio Andreotti : « J'ai été très clair et je lui ai cependant donné la certitude que je ne prendrai aucune précaution envers cette partie d'électorat où puisent ses grands électeurs. » (« Sono stato molto chiaro e gli ho dato però la certezza che non avrò riguardi per quella parte di elettorato alla quale attingono i suoi grandi elettori. ») in *Ibid*., p. 307-308. Les journaux intimes du préfet ont été confiés à la magistrature et de nombreux passages ont été repris dans l'instruction du maxi-procès.

28. On se rappelle des menaces à demi-voilées du maire de Palerme Nello Martellucci qui estimait « qu'il n'y avait pas besoin de pouvoirs spéciaux et ni de "cadavres exquis" » (« Non occorrevano poteri speciali e neppure "cadaveri eccellenti". ») in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit*., p. 231.

29. « Delitto politico », « mandanti che, a mio avviso, vanno cercati nella Democrazia cristiana siciliana ». Voir BOCCA Giorgio, « "Cercate i mandanti nella DC siciliana" Il figlio di dalla Chiesa accusa i potenti siciliani », in *Repubblica*, 8 septembre 1982, interview entièrement retranscrite dans DALLA CHIESA Nando, *Delito imperfetto, op. cit.,* p. 231-235. Nous avons déjà analysé au chapitre 2 le tollé que déclenchent ces déclarations.

30. Dans le rapport de police judiciaire sur l'homicide du préfet dalla Chiesa, le commissaire Casarà souligne que la presse pense, à tort, que le préfet est l'instigateur de ce rapport. Voir *Rapport d'enquête sur l'homicide dalla Chiesa du 27 juin 1983*, p. 30.

dans la célèbre interview du 10 août concédée à Giorgio Bocca, lorsqu'il évoque le « polycentrisme[31] » de la mafia pour illustrer l'arrivée à Palerme de constructeurs catanais et les liens entre les *cosche* palermitaines et catanaises. Pour les magistrats instructeurs :

> Le préfet, ainsi, en parlant de la mafia catanaise lorsqu'il est interviewé par Giorgio Bocca, avait lancé un message très clair à *Cosa nostra*, démontrant qu'il connaissait les dynamiques actuelles de la mafia et qu'il n'avait absolument pas peur de le dire clairement, à un moment où tout était fait pour passer sous silence cet axe Palerme-Catane[32].

Ces déclarations participent à la construction d'un mobile « complexe et composite » qui suppose « une convergence de finalités et d'intérêts divers, qui reflètent la situation des groupes mafieux et de leurs liens avec de puissants groupes économiques[33] ». Les collaborateurs de justice Francesco Paolo Anzelmo et Calogero Ganci[34], membres du commando, rapportent qu'ils ont été chargés d'assassiner dalla Chiesa une vingtaine de jours avant la réalisation du guet-apens, ce qui fait de l'interview l'élément déclencheur du projet criminel. Ainsi, l'assassinat du préfet apparaît comme un « crime préventif[35] » (selon l'analyse du collaborateur de justice Francesco Paolo Anzelmo) car les familles mafieuses voulaient l'empêcher de poursuivre dans cette voie et l'enquête va démontrer que les *cosche* catanaises et palermitaines vont commettre cet assassinat ensemble.

La piste des armes

L'absence de témoins – ou plutôt de témoins souhaitant témoigner – oblige les enquêteurs à se concentrer sur les armes utilisées pour commettre le triple meurtre. En effet, l'utilisation de kalashnikov en Sicile est très récente et l'expertise balistique permet de faire le lien avec d'autres crimes[36]. Les investigations établissent que les clans Riccobono et Santapaola sont en possession de telles armes de guerre, signe de leur montée en puissance puisque les circuits d'approvisionnement en armes soviétiques suivent ceux du trafic international de stupéfiants. Les enquêteurs démontrent que l'utilisation

31. « Policentrismo » voir DALLA CHIESA Nando, *Delito imperfetto, op. cit.,* p. 227.

32. « Il prefetto, dunque, parlando della mafia catanese nell'intervista a Giorgio Bocca, aveva lanciato un chiarissimo messaggio a Cosa nostra, dimostrando di conoscere i dinamismi attuali della mafia e di non avere alcuna paura a dirlo chiaramente, in un momento in cui tutto concorreva a far passare sotto silenzio questo asse Palermo-Catania. » in *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo, op. cit.,* p. 324.

33. « Complesso e composito », « convergenza di finalità ed interessi diversi, che rispecchia la situazione dei gruppi mafiosi ed i loro collegamenti con potenti gruppi economici » : Rapport d'enquête sur l'homicide dalla Chiesa du 27 juin 1983, p. 10.

34. Ils ne deviennent collaborateurs de justice qu'en 1996. Les conclusions des magistrats instructeurs contenues dans l'ordonnance de renvoi du maxi-procès, bien antérieures, sont donc confirmées dix ans plus tard.

35. « Delitto preventivo » : Sentence de la Cour d'Assises de Palerme du 22 mars 2002, p. 77.
Le document est disponible sur internet, lien URL: http://antimafia.altervista.org/sentenze2/dallachiesa/dallachiesa_primo_grado.pdf

36. Des kalachnikovs ont été utilisées pour les meurtres de Stefano Bontante et Salvatore Inzerillo (1981), des tirs d'essai pour tester la performance des armes avaient été effectués au préalable sur la vitrine blindée d'une bijouterie (1981). Une kalachnikov a aussi été utilisée pour une tentative de meurtre sur Salvatore Contorno et Giuseppe Foglietta (1981) et pour le massacre de la Circonvallazione, où sont assassinés le mafieux Alfio Ferlito (*cosca* de Catane, alors détenu), ainsi que les trois carabiniers et le chauffeur qui s'occupaient de son transfert. Voir *Rapporto giudiziario sull'omicidio dalla Chiesa* du 27 juin 1983, p. 13-14.

des kalashnikovs dans les crimes précédents éclairent les dynamiques de la guerre de mafia. Tandis que les Corléonais et leurs alliés palermitains s'en sont servi pour éliminer Bontate et Inzerillo, le clan Santapaola l'utilise pour exécuter Alfio Ferlito, alors *boss* de la mafia catanaise[37]. De plus, l'utilisation contemporaine de ces deux kalashnikovs dans l'assassinat du préfet dalla Chiesa appuie la thèse de l'existence de deux commandos issus des deux factions « gagnantes » de la guerre de mafia. Les forces de l'ordre expriment ainsi dès 1983 l'existence d'un large consensus des familles mafieuses de l'île à propos de l'assassinat du préfet. La piste des armes leur permet donc de remonter aux commanditaires qui, selon toute logique, sont les mêmes que pour les homicides précédents. Figurent ainsi en bonne place les clans Riccobono et Santapaola, détenteurs des armes, ainsi que les Corléonais, qui sont à l'origine de l'élimination des *boss* palermitains, et leurs alliés (les Greco et les Brusca). Selon toute vraissemblance, les exécutants font donc partie de ces *cosche* mais il faut attendre 1996 et les confessions de Francesco Paolo Anzelmo et Calogero Ganci[38] pour que toute la lumière soit faite sur la composition des commandos et les dynamiques du massacre de via Carini.

Une victime noyée dans l'instruction du maxi-procès

L'enquête – bien que très instructive en particulier sur l'axe Palerme-Catane – se révèle donc partielle puisque seuls les commanditaires mafieux sont renvoyés devant la justice. Malgré un solide examen du contexte politico-mafieux de l'époque, la magistrature n'a pas trouvé de preuve de l'implication de commanditaires politiques. L'homicide du préfet dalla Chiesa, de sa femme et de leur agent d'escorte est donc jugé lors du maxi-procès qui débute en 1986. Certes, le dossier est traité avec avec les assassinats d'autres représentants de l'État[39] tués par la mafia mais, comme on le constate à la lecture du sommaire de la sentence de première instance du maxi-procès, ces affaires constituent une toute petite partie du procès qui a pour vocation, d'une part de prouver l'existence d'une organisation criminelle structurée – à partir des déclarations de Buscetta et des autres repentis – et d'en analyser les activités illicites, et d'autre part de traiter tous les crimes de la guerre de mafia. Les meurtres des représentants de l'État sont contemporains de cette guerre intestine mais, comme nous l'avons vu, ils répondent à une autre logique,

37. Le « rapport organique » (« rapporto organico ») existant entre les familles Inzerillo et Ferlito et leur élimination dans le cadre de la guerre de mafia démontre un rapport tout aussi organique entre les Corléonais, secondés par la *cosca* de Riccobono, et le clan de Santapaola. Voir *Ibid*., p. 23-24.

38. Tous deux membres de la *cosca* de la Noce.

39. Voir Sentence de première instance du maxi-procès du 16 décembre 1987, chapitre VIII « Omicidi di pubblici funzionari », sommaire, p. 15.

majoritairement préventive, visant à bloquer les enquêtes[40]. Ainsi, au vu de l'instruction monumentale, les homicides du préfet dalla Chiesa et des autres représentants de l'État se retrouvent noyés dans la masse du maxi-procès. De plus, si le procès doit normalement apporter des réponses aux victimes, force est de constater que la Cour ne dispose pratiquement d'aucune information sur les exécutants et elle se limite à condamner à perpétuité les principaux membres de la commission régionale[41]. La dimension politique du crime, dénoncée par Nando dalla Chiesa, ne peut être établie par manque de preuve. Le caractère incomplet de l'instruction et l'absence de centralité des victimes – une centralité impossible justement à cause des ambitions du maxi-procès – conditionne la construction mémorielle de la victime, qui se fait en dehors de la mémoire judiciaire. Les confessions de Francesco Paolo Anzelmo et Calogero Ganci en 1996, qui avouent leur participation au commando, donnent lieu à un nouveau procès qui se conclut par la condamnation des exécutants vingt ans après les faits[42].

Le massacre de Capaci : l'apport essentiel des collaborateurs de justice

Les différents mobiles de l'attentat : entre sanction et prévention

Au lendemain du massacre de Capaci, les journalistes décrivent le juge Falcone comme l'ennemi numéro un de la mafia et retracent la carrière du magistrat en listant méthodiquement tous les coups portés à l'organisation criminelle depuis le début des années 1980. Ainsi, la « méthode Falcone », la collaboration de Tommaso Buscetta et le succès du maxi-procès apparaissent d'emblée comme des mobiles évidents. Giovanni Brusca[43] confirme que la décision de supprimer Falcone a été prise fin 1982 car « il avait réussi à entrer dans *Cosa Nostra*[44] » et explique que quatre projets d'attentat ont

40. Par exemple des enquêtes portant trafic de stupéfiants pour Boris Giuliano et Emanuele Basile ou sur les circuits du blanchiment pour le procureur Costa.

41. Michele Greco, Totò Riina, Bernardo Provenzano, Bernardo Brusca, Pippo Calò et Benedetto Santapaola. Voir Sentence de première instance du maxi-procès du 16 décembre 1987, vol. 13, p. 2410. En revanche, le procès en appel acquitte le boss catanais mais la Cassation ordonne un nouveau procès qui confirme les condamnations infligées en première instance.

42. Leurs révélations donnent lieu à un nouveau procès en 2002 où sont condamnés les exécutants : Antonino Madonia (chef du *mandamento* de Resuttana), Giacomo Giuseppe Gambino (chef de la *cosca* de San Lorenzo), Giuseppe Greco dit « Scarpuzzedda » (*cosca* de Ciaculli), Raffaele Ganci (chef de la *cosca* de la Noce), Vincenzo Galatolo (chef de la *cosca* Galatolo, membre du *mandamento* de Resuttana), Gaetano Carollo (*cosca* de Resuttana), Salvatore Cucuzza, Giuseppe Lucchese et Pietro Salerno (*cosca* de Ciaculli), Antonino Marchese (*cosca* de Corso dei Mille).

43. Mafieux de la famille de San Giuseppe Jato qui actionna le détonateur qui causa l'explosion de l'autoroute. Arrêté le 20 mai 1996, il décide ensuite de collaborer avec la justice et son témoignage est essentiel pour reconstruire la préparation de l'attentat ainsi que les enjeux des massacres de 1992.

44. « Era riuscito ad entrare dentro Cosa Nostra » in LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit.,* p. 86.

été échafaudés entre 1983 et 1989[45]. De plus, l'échec des tentatives de déstabilisation et de délégitimation qui ont lieu à la fin des années 1980, l'opposition farouche de Falcone au passage du maxi-procès devant la Chambre criminelle de la Cour de Cassation présidée par le juge Carnevale et l'incapacité des référents politiques démocrates-chrétiens d'empêcher ce changement de chambre de jugement ne font qu'augmenter la nécessité d'éliminer le magistrat. Le verdict de la Cour de Cassation est capital puisqu'il valide la thèse d'une organisation unitaire et admet donc l'existence d'une instance collégiale provinciale et régionale qui commandite les meurtres et en particulier les homicides excellents. Après ce verdict, la décision de porter à terme l'élimination de Falcone est prise lors d'un *summit* qui regroupe les principaux chefs mafieux. L'enquête, fondée sur les déclarations de nombreux repentis, établit que Falcone « représentait, à l'intérieur des institutions de l'État, l'adversaire le plus dangereux [de la mafia], pour la détermination constante à la combattre dont il a fait preuve au cours de toute son activité professionnelle[46] ». Le meurtre de Falcone sanctionnerait donc toute son action antimafia. Cependant, les collaborateurs de justice mettent en avant un autre mobile, qui serait cette fois de nature préventive. L'action de Falcone au ministère de la Justice et, surtout, la possibilité que Falcone puisse devenir procureur national antimafia semblent également être déterminantes. En mars 1992, le magistrat avait déclaré « la mafia est entrée en bourse[47] » montrant ainsi qu'il avait parfaitement compris le changement de rapport entre la mafia, la politique et le monde économique. Son intérêt pour le dossier du ROS « Mafia et appel d'offres » confirme qu'il s'intéressait de prêt au changement de dimension de *Cosa nostra* qui, selon Angelo Siino[48], passait d'un rôle « strictement parasitaire » à un statut « entrepreneurial[49] » dans le but de contrôler tous les appels d'offres de Sicile.

45. Le premier remonte à 1983, quinze jours après l'attentat qui coûte la vie à Rocco Chinnici. Brusca pense faire exploser une fourgonette pleine d'explosif aux abords du Palais de justice mais le projet s'avère irréalisable. En 1984, les mafieux pensaient éliminer Falcone en tirant au bazooka. Leur inexpérience au maniement de cette arme leur fait abandonner le projet. En 1987, ils pensent le supprimer lorsqu'il se rend à la piscine municipale mais, au vu des mesures de sécurité, le projet semble compliqué à mettre en place. Enfin, en 1989, les Madonia organisent l'attentat de l'Addaura, déjoué par le service de sécurité du magistrat. Voir LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit.,* p. 90-91.

46. « Rappresentava, all'interno delle istituzioni statali, il suo più pericoloso avversario, per la costante determinazione nel contrastarla, mostrata in tutto l'arco della sua attività professionale » in TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone. Dall'Addaura a Capaci misteri e storia di un delitto annunciato,* Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011, p. 181. L'auteur a représenté le ministère public aux procès sur l'attentat de l'Addaura et le massacre de Capaci. Il a écrit plusieurs ouvrages sur ces deux événements (voir GIORDANO Francesco Paolo & TESCAROLI Luca, *Falcone. Inchiesta per una strage*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998; TESCAROLI Luca, *I misteri dell'Addaura… Ma fu solo Cosa nostra?*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001 ; TESCAROLI Luca, *Perché fu ucciso Giovanni Falcone?*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001) mais nous avons choisi de prendre en compte le plus récent (*Obiettivo Falcone*), qui synthétise les précédents.

47. « La mafia è entrata in borsa » : déclaration faite au colloque de la magistrature palermitaine. Voir http://www.panorama.it/news/cronaca/mafia-appalti/

48. Ancien entrepreneur et conseiller municipal de la DC, franc-maçon coopté par Stefano Bontate et surnommé le « ministre des travaux publics de Cosa nostra », Angelo Siino n'est pas affilié à la mafia mais était en charge de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale notamment à travers l'infiltration d'appels d'offres. Il gérait donc les rapports entre la mafia, les acteurs économiques et le monde politique. Il décide de collaborer avec la justice en 1997. Ses déclarations sont corroborées par celles de Giovanni Brusca et de Leonardo Messina (mafieux de la *cosca* de San Cataldo, province de Calatanissetta).

49. « Prettamente parassitario », « imprenditoriale » in TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone, op. cit.,* p. 188.

Le rôle essentiel des repentis au cours de l'instruction

Dès le début de l'enquête, les policiers supposent que la réalisation de l'attentat a nécessité la présence de plusieurs équipes à Rome[50] et à Palerme qui étaient en contact grâce aux téléphones portables, véritable nouveauté technologique de l'époque. Le massacre de Capaci marque un tournant dans l'histoire de la mafia car, face à l'ampleur de l'attentat, de nombreux mafieux commencent à collaborer et leurs déclarations vont se révéler essentielles pour faire avancer l'enquête. Tout d'abord, Giuseppe Marchese[51] indique trois individus (Antonino Gioè, Gioacchino La Barbera[52] et un certain « Mezzanasca ») aux enquêteurs, qui les mettent sous surveillance. Les écoutes environnementales permettent d'entendre Gioè et La Barbera faire clairement référence au massacre de Capaci, qu'ils appellent « *l'attentatuni*[53] ». Ils sont arrêtés et placés en détention. Antonino Gioè « se suicide[54] » tandis que Gioacchino La Barbera décide de collaborer avec la justice. Quelques mois plus tard, Mario Santo Di Matteo[55] (dit « Mezzanasca *») est arrêté et* il livre aux enquêteurs des informations précises sur la préparation et la réalisation de l'attentat de Capaci. Entre octobre 1993 et juin 1996, pas moins de sept mafieux directement impliqués dans la réalisation de l'attentat collaborent avec la justice après leur arrestation, dont Giovanni Brusca[56]. Cette vague de collaborations sans précédent premet de reconstituer les faits de manière précise. Après une réunion des commissions régionale et provinciale, les préparatifs commencent fin

50. L'instruction démontre en réalité qu'il n'y avait pas d'équipe à Rome. Les Ganci détenaient une boucherie via Francesco Lo Jacono, presque en face de l'habitation de Falcone à Palerme. Ils ont informé leurs comparses du départ du cortège de voitures lorsque celles-ci sont parties pour l'aéroport. Voir LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit*., p. 93.

51. Tueur faisant partie de la *cosca* de Corleone, incarcéré depuis 1982, il est condamné à perpétuité à l'issue du maxi-procès et décide de collaborer avec la justice après l'assassinat du juge Falcone.

52. Respectivement *boss* et mafieux de la *cosca* d'Altofonte.

53. Cette expression dialectale signifie « le grand attentat ». Une fiction portant ce titre a été réalisée sur l'enquête : *L'attentatuni. Il grande attentato*, réalisé par Claudio Bonivento, 2011.

54. Dans le réquisitoire du procès de Capaci, le magistrat Luca Tescaroli s'interroge : « Gioè s'est-il vraiment suicidé […] ou lui a-t-on donné la mort pour empêcher une collaboration avec de possibles effets destabilisants sur des appareils déviés de l'État ? » (« Fu un vero suicidio quello di Gioè […] o una morte procurata per impedire una collaborazione con possibili effetti destabilizzanti su apparati deviati dello Stato ? » in PALAZZOLO Salvo, *I pezzi mancanti. Viaggio nei misteri della mafia*, Rome-Bari, Laterza, 2011, p. 180-181.) Tescaroli utilise également des guillemets pour souligner le caractère étrange de ce suicide, dont Maurizio Torrealta relève également les incohérences. Gioè se pend avec les lacets de ses baskets le 29 juillet 1993 et laisse une lettre mystérieuse qui fait référence (entre autres) à des contacts avec Paolo Bellini, ancien militant d'extrême-droite, impliqué dans l'attentat de Bologne et lié aux services secrets. Il s'agirait là d'une référence à la première *trattativa* car Bellini aurait conseillé *Cosa nostra* de frapper les sites artistiques sur le continent en 1993. Voir TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.,* p. 377-381 et TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone, op. cit.,* p. 206-207.

55. Mafieux de la *cosca* d'Altofonte. Pour l'empêcher de collaborer avec la justice, Leoluca Bagarella, Giovanni Brusca, Matteo Messina Denaro (chef actuel de *Cosa nostra*, en cavale depuis plus de vingt ans) et Giuseppe Graviano enlèvent Giuseppe Di Matteo, fils de Santino Di Matteo, et le séquestrent pendant deux ans et trois mois avant de l'étrangler et de dissoudre son corps dans l'acide. Giovanni Brusca analyse cet acte comme une perte de contrôle de *Cosa nostra* qui, après l'arrestation de Riina en janvier 1993, persévère dans la stratégie terroriste en posant des bombes à Rome, Florence et Milan. Voir LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit*., p. 147-161.

56. Il est arrêté le 20 mai 1996, alors que se tient le premier procès sur le massacre de Capaci.

avril 1992 et impliquent dix-huit mafieux[57]. Giovanni Brusca raconte précisément la répartition des tâches, les différents lieux envisagés entre Palerme et l'aéroport, les essais pour trouver la bonne quantité d'explosif, le positionnement des 300kg d'explosif sous la chaussée à l'aide d'un *skateboard* et l'enchaînement des faits jusqu'au moment où il actionne le détonateur[58]. Les témoignages des repentis, qui se recoupent les uns les autres, deviennent donc la source principale de l'acte d'accusation. Grâce au verdict de Cassation du maxi-procès qui fait jurisprudence, l'instruction pointe également les responsabilités des membres des commissions provinciale et régionale, accusés d'être les commanditaires du massacre[59]. Cette enquête permet l'ouverture du procès *« Capaci 1 »* en 1995 mais les collaborations de Brusca et Cancemi ne sont prises en compte que lors du procès en appel (1999-2000).

En 2008, les déclarations du néo-repenti Gaspare Spatuzza confirment le rôle de la *cosca* de Brancaccio dans la préparation de l'attentat. Il raconte comment il s'est procuré l'explosif – extrait de vieilles bombes de la deuxième guerre mondiale repêchées en mer – qu'il a ensuite donné à Giuseppe Graviano. Il déclare également avoir eu connaissance de la présence d'un commando envoyé à Rome fin 1991 pour tuer le juge Falcone et que le projet est abandonné sur ordre de Totò Riina, qui avait décidé d'opter pour un attentat spectaculaire, commis sur le sol sicilien[60]. Les déclarations de Spatuzza permettent de mettre en cause d'autres mafieux[61] et donnent lieu à un nouveau procès *Capaci bis*.

57. Salvatore Biondino (*cosca* de San Lorenzo), Raffaele, Domenico et Calogero Ganci (*cosca* de la Noce), Salvatore Cancemi (*cosca* de Porta Nuova), Giovanbattista Ferrante (*cosca* de San Lorenzo), Giovanni Brusca (*cosca* de San Giuseppe Jato), Mario Santo Di Matteo (*cosca* d'Altofonte), Antonino Gioè (chef de la *cosca* d'Altofonte), Gioacchino La Barbera (*cosca* d'Altofonte), Pietro Rampulla dit « l'artificier » (« l'artificiere », chef de la *cosca* de Mistretta, très lié aux Santapaola de Catane), Antonino Troia (*cosca* de Capaci), Giovanni Battaglia (chef de la *cosca* de Capaci), Leoluca Bagarella (*cosca* de Corleone), Salvatore Biondo dit « le petit » (« il corto », *cosca* de San Lorenzo), Antonio Galliano (chef de la *cosca* de la Noce), Salvatore Sbeglia et Giusto Sciarrabba (*cosca* dela Noce) Giuseppe Graviano (chef de la *cosca* de Brancaccio) et Giuseppe Agrigento (*cosca* de San Cipirello). Les deux derniers ont procuré l'explosif au commando. Voir Sentence de la Cour d'appel de Caltanissetta du 7 avril 2000, disponible sur internet. Lien URL : http://www.ipezzimancanti.it/?page_id=847

58. Voir LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit*., p. 92-107.

59. La commission provinciale est composée de Salvatore Riina et Bernardo Provenzano (*mandamento* de Corleone), Matteo Motisi (*mandamento* de Pagliarelli), Pietro Aglieri et Carlo Greco (*mandamento* de Santa Maria del Gesù), Giacomo Giuseppe Gambino et Salvatore Biondino (*mandamento* de San Lorenzo), Raffaele Ganci (*mandamento* de la Noce), Salvatore et Giuseppe Montalto (*mandamento* de Villabate), Bernardo et Giovanni Brusca (*mandamento* de San Giuseppe Jato), Benedetto Spera (*mandamento* de Belmonte Mezzagno), Antonino Geraci (*mandamento* de Partinico), Giuseppe Lucchese, Giuseppe et Filippo Graviano (*mandamento* de Brancaccio), Francesco Madonia (*mandamento* de Resuttana), Giuseppe Farinella (*mandamento* de Gangi et San Mauro Castelverde), Antonino Giuffrè (*mandamento* de Caccamo), Salvatore Buscemi et Michelangelo La Barbera (*mandamento* de Boccadifalco). Pour la commission régionale, aux côtés des Corléonais on retrouve Benedetto Santapaola (représentant de la province de Catane), Giuseppe Madonia (représentant de la province de Caltanissetta), Antonio Ferro (représentant de la province d'Agrigente) et Mariano Agate (représentant de la province de Trapani). Voir Sentence de la Cour d'appel de Caltanissetta du 7 avril 2000, disponible sur internet. Lien URL : http://www.ipezzimancanti.it/?page_id=847

60. Vincenzo Sinacori (chef de la *cosca* de Mazara del Vallo, province de Trapani) aurait reçu les ordres de Totò Riina et, à partir de ce changement de stratégie, la *cosca* de Brancaccio se serait moblisée pour trouver l'explosif. Voir SPATUZZA Gaspare, *Io accuso, op. cit.,* p. 196 et p. 233.

61. Giuseppe Barranca, Cristofaro Cannella, Cosimo Lo Nigro, Giorgio Pizzo, Vittroio Turino, Lorenzo Tinnirello (membres des *cosche* de Brancaccio et de Corso dei Mille) et Salvatore Madonia (chef du *mandamento* de Resuttana et à ce titre membre de la commission provinciale). Cosimo D'Amato, le pêcheur qui leur a fourni les vieilles bombes, est également mis en examen et condamné.

Enfin, une troisième enquête est ouverte par le parquet de Caltanissetta en 1993 sur les « commanditaires occultes[62] » des massacres de Capaci et de via d'Amelio. Les deux attentats ayant eu lieu à un moment charnière où Cosa nostra était à la recherche de nouveaux référents politiques, les magistrats s'interrogent sur l'existence de commanditaires dans le monde politique et économique. En 1998, Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri sont mis en examen suite aux déclarations du repenti Salvatore Cancemi mais un non-lieu est prononcé en leur faveur en 2002 car les dires du repenti n'ont pu être confirmés par d'autres éléments. Ensuite, plusieurs entrepreneurs sont mis en examen suite aux déclarations d'Angelo Siino et de Giovanni Brusca quant au changement de stratégie de *Cosa nostra* pour influencer directement les appels d'offres. Faute de preuves, un nouveau non-lieu est prononcé. L'enquête sur les commanditaires occultes piétine et est définitivement classée en avril 2013.

Une vérité judiciaire qui inscrit le massacre de Capaci dans une stratégie terroriste

Grâce aux déclarations des repentis, l'enquête avance rapidement et permet d'identifier les exécutants et les commanditaires. Le premier procès débute en avril 1995 mais lors des commémorations en mai, on ne trouve aucune référence au procès dans la presse[63]. En 1996, les commémorations sont marquées par l'arrestation de Giovanni Brusca (le 20 mai), toutefois, là encore, la presse régionale et nationale ne met pas en perspective cet événement avec le procès en cours à Caltanissetta mais interprète cette arrestation comme un hommage à Falcone. On observe donc un cloisonnement entre entre le procès et les commémorations, enrichies par l'actualité judiciaire dès lors qu'elle est sensationnelle (comme l'arrestation de Brusca), ce qui révèle un rapport particulier entre la mémoire et les procès, car ces derniers n'apparaissent pas comme des étapes importantes de la construction mémorielle. Le premier procès du massacre de Capaci se conclut en septembre 1997 et condamne presque tous les accusés[64]. Les commanditaires et les exécutants écopent d'une condamnation à perpétuité tandis que les collaborateurs de justice ont des peines réduites. Le procès en appel s'ouvre en 1999 et permet d'acter une meilleure reconstruction des faits puisque le statut de collaborateur de justice a été octroyé à Salvatore Cancemi et Giovanni Brusca. Leurs déclarations permettent de faire condamner à perpétuité les membres des commissions provinciale et régionale acquittés

62. « Mandanti occulti ».

63. Pourtant, entre le 19 et le 25 mai 1995, dans le *Giornale di Sicilia,* on dénombre pourtant 22 pages consacrées presque entièrement aux commémorations du massacre de Capaci.

64. Mariano Agate, Giuseppe Lucchese, Salvatore Sbeglia, Giusto Sciarrabba, Salvatore Buscemi, Giuseppe Farinella, Antonino Giuffrè, Francesco Madonia et Giuseppe Argento sont acquittés.

en première instance[65]. Les condamnations déjà prononcées en 1997 sont confirmées et le procès se conclut en avril 2000. La Cassation confirme le verdict mais renvoie devant la Cour d'appel de Catane plusieurs membres de la commission régionale[66]. Ces chefs mafieux sont également accusés d'être les commanditaires du massacre de via d'Amelio et sont condamnés, au terme de trois ans de procès[67], en 2006 et la sentence est confirmée en Cassation en 2008. Enfin, le 23 mai 2014, jour du 22e anniversaire du massacre de Capaci, débute le procès *Capaci bis*, basé sur les déclarations de Gaspare Spatuzza, avec sept nouveaux accusés.

Outre les condamnations des chefs mafieux membres des organes décisionnels de *Cosa nostra*, les déclarations des repentis permettent de replacer le massacre de Capaci dans un contexte général de grande mutation pour l'organisation criminelle. Comme nous l'avons vu, le passage de la première à la deuxième République est un moment charnière où la mafia élimine ses anciens référents politiques et en cherche de nouveaux. Les différents collaborateurs de justice décrivent unanimement le choix d'une stratégie terroriste qui commence avec le massacre de Capaci, continue avec celui de via d'Amelio et perdure en 1993 avec les bombes disséminées dans les grandes villes italiennes. L'arrestation de Totò Riina – là encore grâce aux déclarations du repenti Balduccio Di Maggio – en janvier 1993 ne provoque pas une inflexion de cette stratégie, bien au contraire. Les différents témoignages des repentis laissent entendre que des éléments extérieurs à *Cosa nostra*, comme Paolo Bellini, auraient poussé les mafieux à disséminer la terreur sur le continent en mettant des voitures piégées dans des lieux touristiques. Les collusions avec ces « entités externes[68] » – dont les contacts avec la mafia ont été dénoncés plus récemment par Gaspare Spatuzza et Massimo Ciancimino – est un élément qui apparaît aussi dans l'instruction sur le massacre de Capaci et Luca Tescaroli, qui représente le ministère public, fait le lien avec l'enquête sur l'attentat manqué de l'Addaura[69]. En 1998, au vu des éléments qui ont émergé pendant le procès sur les attentats de 1993, le parquet de Florence ouvre une enquête sur la *trattativa*. Selon Giovanni Brusca, une

65. Les chefs mafieux Salvatore Buscemi, Francesco Madonia, Mariano Agate, Giuseppe Farinella et Antonino Giuffrè sont cette fois condamnés à perpétuité.

66. Salvatore Buscemi, Giuseppe et Salvatore Montalto, Matteo Motisi, Francesco Madonia, Giuseppe Farinella, Antonino Giuffrè et Giuseppe Madonia. Voir PALAZZOLO Salvo, *I pezzi mancanti, op. cit.*, p. 268.

67. Ce procès regroupe une partie des accusés du procès *Capaci 1* et du procès *Borsellino ter* et est basé sur les déclarations des repentis, principalement Brusca et Ferrante.

68. Cette expression sert à indiquer des membres des « services déviés » qui agissent dans l'ombre.

69. Pour l'Addaura, les magistrats s'interrogent sur le rôle du Sisde et notamment de Bruno Contrada. Le haut fonctionnaire est arrêté en décembre 1992 car accusé de collusions avec *Cosa nostra*. Il a toujours nié ses rapports avec l'organisation criminelle mais a néanmoins été plusieurs fois condamné. Les collaborateurs de Falcone s'accordent à penser que le magistrat doutait de la loyauté de Contrada, disant que c'était à lui qu'il faisait référence en parlant « d'esprits d'une grande finesse » après l'attentat de l'Addaura. Voir VIVANO Francesco, « Falcone non si fidava di Bruno Contrada », in *Repubblica*, 15 juin 1994, lien URL: http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1994/06/15/falcone-non-si-fidava-di-bruno.html

première *trattativa* aurait débuté en février-mars 1992 (Bellini aurait contacté Gioè pour retrouver des œuvres d'art) mais, après Capaci, Riina n'aurait pas donné suite car une autre *trattativa* – celle du « *papello*[70] » qui passait par Vito Ciancimino et le ROS – était en cours au même moment[71]. Pour Luca Tescaroli,

> L'idée proposée par Bellini[72] a été de toute façon reprise et élaborée par l'association mafieuse, qui l'a convertie, de fait, en un plan d'agression extrêmement différent. De sorte que « l'entité externe », qui a voulu tirer à son avantage la transition politique alors en cours, a retrouvé un champ d'action : voici une hypothèse de travail qui devra être creusée dans le cadre d'autres procédures pénales et qui trouve son origine dans les contacts, avant et après le massacre de Capaci, avec des personnages étrangers à *Cosa nostra*, et dans l'accélération de l'organisation du massacre de via Mariano d'Amelio[73].

On voit donc que les témoignages des repentis ouvrent de nouvelles pistes qui permettent d'inscrire les événements criminels de 1992 et 1993 dans une seule et même « stratégie déstabilisante », visant à rompre les équilibres préexistants et à mettre l'organisation en position de force pour imposer ses revendications – notamment sur le régime de détention des mafieux – au nouvel interlocuteur politique, par l'intermédiaire de « complicités externes à l'organisation[74] ».

Le massacre de via d'Amelio ou le fiasco judiciaire

Des mobiles qui se précisent au fil du temps

Comme nous l'avons vu dans l'analyse de la presse après le massacre de via d'Amelio, Paolo Borsellino est défini principalement à travers son rapport avec Falcone. Après Capaci, il prend de l'épaisseur car il est décrit comme l'héritier de Falcone. Par un processus de transfert, Borsellino devient donc l'ennemi numéro un de la mafia et ce statut semble constituer un mobile suffisant aux yeux des journalistes et des hommes politiques. Les choses évoluent d'un point de vue judiciaire à la fin des années 1990 quand Giovanni Brusca entend la déposition du capitaine De Donno au procès du massacre de via dei Georgofili. Ce dernier parle d'une tentative d'infiltration du ROS dans le système mafieux des appels d'offres par l'intermédiaire d'une personne proche de Vito

70. Feuille sur laquelle Totò Riina aurait listé les 12 points de la *trattativa*. Le document a été conservé par Vito Ciancimino et livré à la justice par son fils Massimo. Une reproduction du document est disponible dans CIANCIMINO Massimo et LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.,* p. 197.

71. Voir PALAZZOLO Salvo, *I pezzi mancanti, op. cit.*, p. 182-184 & TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.*, p. 377-423.

72. Il suggérait de faire un attentat contre la Tour de Pise, de disséminer des seringues infectées du virus du sida sur les plages de Rimini ou encore d'empoisonner des goûters pour enfants dans le but de faire pression sur l'État. Voir LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone », op. *cit.,* p. 147-148.

73. « L'idea proposta da Bellini è stata pur sempre acquisita ed elaborata dal sodalizio mafioso, che l'ha convertita, di fatto, in un piano di aggressione estremamente diverso. In tal modo ritrova il suo spazio « l'entità esterna » che ha voluto sfruttare a suo vantaggio la transizione politica allora in corso : ipotesi di lavoro che dovrà essere approfondita nell'ambito di altri procedimenti penali e che trova i punti di partenza nei contatti, precedenti e successivi alla strage di Capaci, con i personaggi estranei a Cosa nostra, e nell'accellerazione dell'organizzazione della strage di vua Mariano d'Amelio. » in TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone, op. cit.*, p. 270.

74. « Strategia destabilizzante » ; « complicità esterne all'organizzazione » in *Ibid*., p. 274.

Ciancimino. Giovanni Brusca comprend alors le sens des paroles de Salvatore Riina entendues à l'époque et parle pour la première fois d'une négociation en cours entre la mafia et quelques membres des institutions[75]. Ces révélations accréditent ainsi l'hypothèse d'une *trattativa*, dont la sentence de la Cour d'Assises de Florence acte l'existence en 1998, donnant lieu à l'ouverture d'une nouvelle instruction. Toutefois, ces révélations restent cantonnées à la sphère judiciaire : il faut attendre 2002 pour que Maurizio Torrealta recueille et publie de nombreux documents judiciaires sur la *trattativa*.

C'est donc au cours des années 2000 que de nouvelles hypothèses vont être formulées quant aux mobiles de l'assassinat de Paolo Borsellino. Tout d'abord, l'enquête retentissante des journalistes Sandra Rizza et Giuseppe Lo Bianco sur la disparition de l'agenda rouge du magistrat est publiée en 2007. Les deux journalistes ont retrouvé des photos de via d'Amelio, quelques minutes après l'explosion, où on voit le capitaine des carabiniers Giovanni Arcangioli s'éloigner de la scène du crime avec le sac du magistrat[76], dans lequel se trouvait – selon ses proches – l'agenda rouge de Borsellino, où ce dernier écrivait frénétiquement les avancées de ses investigations sur la mort de Falcone. Une enquête est donc ouverte, Arcangioli est accusé de vol mais le juge pour les enquêtes préliminaires (GIP) estime qu'il n'y a pas matière à l'incriminer puisque le sac de Borsellino est ensuite resté plus de 4 mois à la préfecture sans être ouvert. Toujours est-il que l'apparition de ces photographies alimente tous les fantasmes et le mystère autour de l'agenda rouge nourrit une première piste, selon laquelle Borsellino aurait compris le mobile du massacre de Capaci en s'intéressant au rapport « Mafia et appels d'offres » et donc aux circuits du blanchiment entre Palerme et Milan[77]. Dès lors, l'attention se concentre sur la reconstruction – presque minutée – des 57 derniers jours de Paolo Borsellino. Les révélations de Gaspare Mutolo sur les complicités institutionnelles de la mafia pourraient également constituer un autre mobile pour assassiner le magistrat. Cette hypothèse rejoint la troisième piste, qui a émergé des déclarations de Giovanni Brusca dès 1999 et qui apparaît désormais comme le mobile privilégié : Borsellino aurait été tué pour s'être opposé à la *trattativa*[78]. À partir de 2008, les déclarations de Gaspare Spatuzza et de

75. Voir les extraits de dépositions de Giovanni Brusca in TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.,* p. 407.

76. Voir l'article de Giorgio Bongiovanni, http://www.antimafiaduemila.com/2013042342458/primo-piano/sulle-tracce-dellagenda-rossa-la-foto-ritrovata.html

77. Voir CARUSO Alfio, *Milano ordina uccidete Borsellino, op. cit.*

78. « Une fois que Riina était en train de négocier avec des représentants des institutions et, principalement, qu'il voulait obtenir la révision du maxi-procès, le juge Borsellino aurait certainement constitué un obstacle sérieux sur cette route car, en cas d'aboutissement de la *trattativa*, il se serait opposé de toutes ses forces à une éventuelle révision de la sentence du maxi. » (« Una volta che Riina stava trattatndo con esponenti delle istituzioni e, principalmente, voleva ottenere la revisione del maxiprocesso, il dottor Borsellino avrebbe certamente costituito un serio ostacolo lungo tale strada in quanto in caso di esito favorevole della trattativa si sarebbe opposto con tutte le sue forze a una eventuale revisione della sentenza del maxi. ») : interrogatoire de Giovanni Brusca à Palerme le 19 mars 1999, cité in TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.,* p. 433.

Massimo Ciancimino sur l'implication de certains membres des services secrets dans la réalisation de l'attentat et dans les tractations ainsi que la révélation du *depistaggio* de l'enquête sur via d'Amelio alimentent les soupçons d'une « convergence d'intérêts » – pour reprendre les mots de Falcone – entre la mafia et certains membres des services déviés, qui auraient suggéré la stratégie terroriste à *Cosa nostra*.

Un faux repenti et de multiples procès pour valider une fausse vérité judiciaire (1992-2008)

Après les massacres de Capaci et de via d'Amelio, une équipe spéciale de policiers, dirigée par Arnaldo La Barbera[79], est créée pour enquêter sur les attentats. Les premiers résultats ne se font pas attendre : dès septembre 1992, suite à des écoutes téléphoniques, un premier individu (Salvatore Candura) est arrêté, suspecté d'avoir volé la Fiat 126 qui a ensuite explosé via d'Amelio. Cet homme accuse Vincenzo Scarantino – *picciotto* de la Guadagna sans grande envergure[80] – d'avoir commandité, au nom de son beau-frère, le vol de la voiture[81]. L'enquête semble avancer à pas de géant et Scarantino est arrêté fin septembre. Il met trois autres individus en cause : son beau-frère Salvatore Profeta, pour qui il aurait commandité le vol de la voiture ; Giuseppe Orofino, le carrossier propriétaire du garage où aurait été piégée la voiture ; Pietro Scotto, employé des télécoms accusé d'avoir mis sur écoute la mère de Borsellino. Les proches de Scarantino se mobilisent presque tout de suite pour clamer son innocence, ce qui est interprété comme une manifestation orchestrée par la mafia. Certaines des femmes de sa famille vont même jusqu'à s'enchaîner devant le palais de justice pour dénoncer les pressions des policiers et les mauvais traitements subis par le prisonnier. Ni les policiers, ni les magistrats en charge du dossier ne semblent pas surpris de voir que la mafia aurait confié une mission d'une telle importance à des délinquants de bas étage. Lorsqu'on interroge le procureur de Caltanissetta Giovanni Tinebra à ce sujet, il répond : « Nous ne nous sommes pas posé la question. Les faits, selon nous, se sont passés d'une certaine façon, Scarantino

79. Policier d'abord nommé en Vénétie, il arrive à Palerme en 1986 pour enquêter sur les assassinats de Montana et Cassarà. Son affectation à Palerme est définitive à partir de 1988. Après les masscares de Capaci et via d'Amelio il dirige le groupe « Falcone-Borsellino ». En 1993 il est transféré à la Direction centrale de la police criminelle. Il devient ensuite préfet de Palerme (1994), de Naples (1997) puis de Rome (1999). En 2001, il est nommé chef de la DCPP (Direction centrale de la police de prévention) et, à ce titre, il est mis en cause pour les violences de l'école Diaz à Gênes qui ont lieu en marge du G8. Il décède en 2002. Pour une analyse de la carrière de La Barbera et de ses liens supposés avec les services secrets – dont il est une source rémunérée en 1986 et 1987 – voir TORREALTA Maurizio, *Il quarto livello*, Milan, BUR, 2011, p. 169-181.

80. Vincenzo Scarantino est alors connu des services de police pour trafic de stupéfiants et contrebande de cigarettes. Son lien avec la mafia est établi par l'intermédiaire de son beau-frère, Salvatore Profeta, chef de la *cosca* de la Guadagna.

81. Une reconstruction exhaustive des faits est disponible dans LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *L'agenda nera della seconda repubblica. Via d'Amelio 1992-2010. Un depistaggio di Stato,* Milan, Chiarelettere, 2010, p. 56-84 & DEAGLIO Enrico, *Il vile attentato, op. cit.*, p. 25-30.

n'est pas un manœuvre[82] ». Forts de cette conviction, les magistrats concluent rapidement l'enquête. La nouvelle de la collaboration de Scarantino filtre au moment des commémorations de 1994 et le procès commence moins de deux ans et demi après les faits – du jamais vu en matière de criminalité mafieuse – et ce malgré les doutes sur la crédibilité de Scarantino exprimés par certains magistrats et par d'autres repentis[83]. Les deux premières rétractations de Scarantino, qui ont lieu en plein procès[84], ne convainquent pas les magistrats qui interprètent les déclarations du repenti comme une tentative de manipulation du procès de la part de la mafia. C'est ainsi que les déclarations de Scarantino sont tenues pour vraies et donnent lieu à trois procès différents[85], validés aux trois degrés de juridiction.

Le rôle des médias

Comme tous ses confrères, dans *Repubblica*, Attilio Bolzoni se félicite de la rapidité de l'enquête : « C'est la première fois à Palerme, ou mieux, en Sicile, qu'une enquête sur un fait de mafia aussi affreux avance si rapidement en quelques semaines[86] ». Dans un tel contexte d'urgence, les liens d'estime et parfois d'amitié qui unissent certains journalistes spécialistes de la criminalité mafieuse aux magistrats et aux policiers assassinés ont fortement conditionné le traitement médiatique de l'enquête sur via d'Amelio. Le caractère totalement inhabituel d'une telle progression d'enquête n'éveille pas les soupçons de la presse qui soutient massivement l'action des magistrats instructeurs et des forces de l'ordre, comme s'il s'agissait là d'une sorte de « devoir moral[87] » : il faut soutenir

82. « Non ci siamo posti la domanda. I fatti, secondo noi, si sono svolti in un certo modo, Scarantino non è uomo da manovalenza. » in LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *L'agenda nera della seconda repubblica*, *op. cit.,* p. 78.

83. En novembre 1994, Ilda Boccassini et Roberto Sajeva écrivent une lettre d'une vingtaine de pages à Giovanni Tinebra (procureur de Caltanissetta) et à Giancarlo Caselli (procureur de Palerme) pour souligner les incohérences de Scarantino et démontrer qu'il n'est pas crédible. Voir DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit.,* p. 58. En 1995, Scarantino est confronté à plusieurs repentis (Salvatore Cancemi, Mario Santo Di Matteo et Giovanni Brusca). Tous le traitent de menteur et s'interrogent sur la version qu'il fournit, à l'image de Salvatore Cancemi qui lui demande « Qui t'a fait cette leçon ? » (« Chi te l'ha fatta questa lezione ? »). Voir BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit*., p. 165-166.

84. Il se rétracte une première fois en 1995, en plein procès *Borsellino 1*, puis en 1998, lors d'une audience du procès *Borsellino bis* à Côme. Il se rétracte une dernière fois en 2002 et dénonce les violences subies en 2009 et en 2012.

85. Le procès *Borsellino 1* concerne les exécutants (premier procès : 1994-1996 ; appel : 1997-1999 ; Cassation : 2000) ; le procès *Borsellino bis* concerne les commanditaires (premier procès : 1996-1999 ; appel : 2002 ; Cassation : 2003) ; le procès *Borsellino ter* met en cause des exécutants et des commanditaires (commission régionale et provinciale), à partir des déclarations des collaborateurs de justice Giovanni Brusca et Giovanbattista Ferrante (premier procès : 1998-2000 ; appel : 2002 ; Cassation : 2003). Une partie de cette instruction sera regroupée avec une partie du procès Capaci 1 (2003-2006 ; Cassation : 2008). Toutes les sentences sont disponibles sur http://www.ipezzimancanti.it/?page_id=873 Pour une synthèse des mafieux impliqués et des jugements rendus, voir BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino, op. cit*., p. 357-363.

86. « È la prima volta a Palermo, o meglio in Sicilia, che un'indagine su un fatto di mafia così tremendo arriva a una svolta importante in poche settimane. » : BOLZONI Attilio, « Borsellino dieci famiglie per una strage », in *Repubblica*, 30 septembre 1992, lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1992/09/30/borsellino-10-famiglie-per-una-strage.html?ref=search

87. « Dovere morale » in LEGENDRE Romain, « Il caso Scarantino. La discrezionalità e l'emergenza », intervention au colloque « Stato, stato di diritto e violenze nell'Italia repubblicana » qui a eu lieu à l'École française de Rome les 20 et 21 novembre 2014. Romain Legendre écrit une thèse en histoire sur « Les figures du collaborateur de justice dans la lutte et dans l'imaginaire antimafia : le cas de Tommaso Buscetta » sous la co-direction de Marie-Anne Matard-Bonucci (Université Paris 8) et de Gianluca Fulvetti (Università degli studi di Pisa).

la magistrature antimafia déjà très affaiblie et répondre rapidement à la nécessité de trouver puis de condamner les coupables. Selon La Licata, dans un premier temps les journalistes touchés personnellement par le drame ont perdu leur sens critique et, dans un deuxième temps, le manque d'analyse et de recul de la presse au moment du procès de Caltanissetta est dû à l'actualité politiquo-judiciaire[88] car « face à un *garantismo* comme celui de Berlusconi ou de Previti, comment peut-on attaquer les magistrats ? Ça pose un problème de conscience[89] ». Ne pouvant certes exclure qu'il s'agisse d'une excuse, il est frappant de constater que les journalistes dénonceront le *depistaggio* mais réaliseront rarement un *mea culpa* sur leur analyse de la collaboration chaotique de Scarantino.

Il faut attendre la moitié des années 2000 pour que des journalistes se penchent sérieusement sur l'enquête de via d'Amelio. On ne peut que souligner la concomitance de ce regain d'intérêt avec d'une part le retour du centre-gauche au pouvoir mais aussi, d'autre part, avec la fin du feuilleton judiciaire des procès *Borsellino 1, bis* et *ter*. Sandra Rizza et Giuseppe Lo Bianco décident d'enquêter sur la disparition de l'agenda rouge de Paolo Borsellino. Au cours de leurs recherches, ils découvrent des photos, prises moins d'une demi-heure après le massacre de via d'Amelio, sur lesquelles on voit Arcangioli quitter la scène de crime avec le sac du magistrat. Ces photos sont de suite signalées à l'autorité judiciaire qui ouvre une enquête sur la disparition de l'agenda en 2006. Même si l'instruction débouche sur un non-lieu, il est important de souligner le rôle ambivalent des médias. En effet, si ces derniers se nourrissent de la matière judiciaire, il arrive aussi qu'ils soient à l'origine d'avancées judiciaires. Cette interaction permanente entre la presse et la justice est donc essentielle pour comprendre le processus de construction mémorielle. À l'issue des procès, la mémoire judiciaire du massacre de via d'Amelio se révèle morcelée, partielle et donc instable. L'ouverture d'une nouvelle enquête au terme d'un tel feuilleton judiciaire ne fait que confirmer les carences de l'enquête initiale et fait naître des doutes sur la reconstruction des faits. Les témoignages de Gaspare Spatuzza et Massimo Ciancimino arrivent à point nommé car ils vont donner une nouvelle version qui légitime les questions soulevées par les journalistes autour de l'agenda rouge,

88. Nous analyserons ce climat dans le chapitre 12.

89. « Di fronte ad un garantismo come quello di Berlusconi o di Previti, come fai ad attaccare i magistrati ? Hai problemi di coscienza. » : Entretien avec Francesco La Licata, journaliste à *La Stampa*, réalisé par Romain Legendre le 26 novembre 2013 à Rome, cité in *Ibid*. Après la chute du premier gouvernement Berlusconi (causée par le retrait de la Lega suite aux accusations de collusions avec la mafia formulées à l'encontre de Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri), le centre-gauche revient au pouvoir. De 1996 à 2001, Berlusconi est donc le chef de l'opposition et il tient des propos très virulents à l'égard des magistrats dans le but de discréditer les actions judiciaires le mettant en cause.

relançant ainsi les interrogations sur les mobiles et donnant une épaisseur supplémentaire à la figure de Borsellino, qui devient le grain de sable qui a voulu enrayer le système politique dans ses habitudes de négociation secrète avec la mafia.

La nouvelle reconstruction des faits à partir du témoignage de Spatuzza et Ciancimino

Lorsque Gaspare Spatuzza décide de collaborer avec la justice en 2008, ses révélations font s'effondrer toute la reconstruction des faits actée au cours des neuf procès. Spatuzza explique la provenance de l'explosif utilisé et raconte qu'il a volé la Fiat 126, sur ordre de Giuseppe Graviano. La voiture était en mauvais état alors, pour ne prendre aucun risque, Spatuzza fait changer les freins[90]. Ce détail est essentiel puisque, vérification faite sur la carcasse de la voiture calcinée, les policiers constatent que les freins sont neufs[91]. Le témoignage de Spatuzza devient alors crédible et son récit des faits est en contradiction totale avec la vérité judiciaire établie précédemment. Il révèle également la présence d'un homme extérieur à *Cosa nostra* dans le garage lorsqu'il a rempli la voiture d'explosif avec ses complices. En 2008, Massimo Ciancimino se met à raconter comment il a été approché, après le massacre de Capaci, par le capitaine De Donno qui souhaitait entrer en contact avec Totò Riina et Bernardo Provenzano, par l'intermédiaire de son père, afin de faire cesser les massacres. Il raconte également que son père a maintenu pendant des décennies un rapport étroit avec Provenzano et un certain Monsieur Carlo/Franco[92], membre des services secrets. Ces témoignages alimentent les doutes autour de l'implication des services secrets et provoquent une réouverture de l'instruction, qui débouche sur le procès *Borsellino quater*[93], dans lequel sont examinés le possible *depistaggio* de l'enquête et les différentes phases de la *trattativa*.

90. Voir TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.,* p. 233-235.

91. Enrico Deaglio ironise sur la conversion religieuse de Spatuzza qui l'amène à se repentir et sur le fait que, presque miraculeusement, les débris de la voiture sont retrouvés et confirment ses déclarations. Il s'interroge sur le fait que ce détail n'ait pas attiré l'attention des policiers au début de l'enquête. Il sous-entend que les témoignages de Spatuzza et de Ciancimino sont peut-être savamment orchestrés pour donner une nouvelle version des faits qui relance l'enquête sur les commanditaires occultes après le non-lieu prononcé contre Berlusconi et Dell'Utri en 2002. Voir DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit.,* p. 68-71.

92. Voir CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito, op. cit.*

93. Le procès, que Berlusconi avait salué à sa façon en estimant qu'il s'agissait de « vieilles histoires [et que] ce n'est pas pour cela qu'il faut dépenser l'argent des Italiens » a débuté en 2014. (« vecchie storie, non è per questo che dobbiamo spendere i soldi degli italiani », in http://www.ilfattoquotidiano.it/2012/05/23/anniversario-capaci-napolitano-nomina-trattativa-dopo-ventanni-silenzi-stato/239396/

Les soupçons de *depistaggio* : l'ombre des services secrets

Dès lors, Sergio Lari – nouvellement nommé procureur de Caltanissetta – relance les investigations et dénonce un « *depistaggio* colossal[94] ». L'attention se concentre sur les membres de l'équipe de « super policiers » qui a mené l'enquête à partir des déclarations de Vincenzo Scarantino. Arnaldo La Barbera a-t-il bâclé l'enquête à cause de l'obligation de résultats imposée par sa hiérarchie ? S'il s'agit là d'une première hypothèse, les informations recueillies sur le policier laissent apparaître l'image d'un personnage trouble, qui a travaillé pour les services secrets à son arrivée à Palerme. On le soupçonne donc d'avoir voulu concentrer l'attention sur les exécutants pour limiter la recherche des commanditaires occultes. De plus, d'avril à novembre 1992 – période au cours de laquelle est construite la version de Scarantino – Bruno Contrada[95] coordonne en Sicile un groupe d'enquête du Sisde sur les massacres de Capaci et via d'Amelio. Il est donc fort probable que La Barbera et Contrada soient entrés en contact à ce moment-là et la magistrature soupçonne les deux hommes d'avoir fabriqué de toutes pièces une version des faits destinée à être validée par la justice. De plus, depuis plusieurs années, Falcone nourrissait des doutes à l'égard de Contrada[96] – dont les rapports avec le boss Rosario Riccobono lui avaient été révélés par Tommaso Buscetta dès 1984[97] – et il suspectait l'implication des services secrets dans l'organisation de l'attentat manqué de l'Addaura. Il est important de rappeler qu'en juillet 1992, Gaspare Mutolo dit à Borsellino que Contrada est lié à *Cosa nostra*. Ce dernier sera arrêté et mis en examen pour collusions avec la mafia le 24 décembre 1992. Au vu de la condamnation définitive de Contrada en 2007[98], ses liens avec La Barbera apparaissent particulièrement suspects après les déclarations de Spatuzza. De plus, la nouvelle rétractation de Vincenzo Scarantino vient confirmer les soupçons de *depistaggio* : il affirme que La Barbera lui a suggéré une version des faits et qu'il a subi des sévices pour l'obliger à mentir[99]. Enfin, Spatuzza et Ciancimino identifient en la personne de Lorenzo Narracci[100] l'individu présent dans le garage lors de l'installation de la charge explosive pour le premier et un membre des services se-

94. « Colossale depistaggio » in DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato, op. cit.,* p. 24.

95. Bruno Contrada est un membre important des services secrets (Sisde) qui a travaillé à Palerme, puis à Rome. Pour retracer en détil la carrière de Bruno Contrada, voir TORREALTA Maurizio, *Il quarto livello, op. cit.*, p. 299-317.

96. On sait que fin 1991 Mutolo avait dit à Falcone que Contrada était en lien avec la mafia et, une semaine avant le masscare de Capaci, Falcone était venu à Palerme pour écouter la déposition de Bruno Contrada dans le cadre du procès sur les « crimes politiques ».

97. LODATO Saverio, *La mafia ha vinto, op. cit.*, p. 176.

98. Il est acquitté en première instance (2001) mais le verdict est cassé par la Cour de Cassation en 2002. Il est rejugé et condamné à dix ans de prison en 2006, sentence qui devient définitive en 2007. Les documents judiciaires sont disponibles sur http://www.brunocontrada.info

99. Voir TORREALTA Maurizio, *Processo allo Stato*, Milan, BUR, 2012, p. 212-233. Un extrait de la déposition de Scarantino en 2009 est disponible p. 220.

100. Lorenzo Narracci est un membre des services secrets dont la carrière est retracée dans TORREALTA Maurizio, *Il quarto livello, op. cit.*, p. 119-125.

crets dépendant du mystérieux Monsieur Carlo/Franco pour le deuxième. Or Lorenzo Narracci – membre du Sisde – est un ami de Contrada, avec qui il était en mer au large de Mondello l'après-midi du 19 juillet 1992. En outre, son numéro de téléphone ayant été retrouvé également sur les lieux du massacre de Capaci[101], il apparaît rapidement comme un élément reliant Contrada et les services secrets aux massacres.

En 2010, le président de la commission parlementaire antimafia Giuseppe Pisanu publie un rapport qui livre une nouvelle analyse des massacres de Capaci et via d'Amelio[102]. Ce rapport met en perspective les événements en partant de l'attentat manqué de l'Addaura – reprenant ainsi la thèse du ministère public dans le procès de Capaci – pour arriver à l'attentat manqué du stade Olimpico à Rome en janvier 1994. La commission antimafia met donc en évidence une stratégie terroriste complexe qui sert de contexte pour comprendre les massacres de Capaci et via d'Amelio. Loin de donner des réponses, ce texte souligne cependant une « convergence d'intérêts entre *Cosa nostra*, d'autres organisations criminelles, des loges maçonniques secrètes, des secteurs déviés des institutions et le monde des affaires et de la politique[103] ». L'existence de deux *trattative* est confirmée[104] et Pisanu identifie le but de la stratégie terroriste dans la nécessité, pour la mafia, de faire reculer l'État en matière de lutte contre la mafia, surtout concernant l'application du régime carcéral spécial pour les mafieux, le 41bis. Malgré une reconstitution exhaustive des dynamiques de la période 1992-1994, le récit du président de la commission parlementaire met en avant l'absence d'une unique vérité judiciaire, politique et historique.

Lors des commémorations, nous avons pu noter combien l'absence de vérité judiciaire conditionne la construction mémorielle puisque la mémoire est accaparée par les proches de victimes qui, à l'image de Salvatore Borsellino, cultivent l'opposition entre une mémoire officielle et une mémoire alternative, alimentée par les nombreuses zones d'ombres et donc basée sur une lecture bien souvent complotiste des faits.

101. Selon lui, le billet retrouvé sur l'autoroute aurait été perdu par un policier. Il se défend de toute accusation dans une interview, voir CHIOCCI Gian Marco, « Lo 007 indagato per mafia : il signor Franco non esiste », in *Il Giornale*, 2 juin 2010, lien URL : http://www.ilgiornale.it/news/007-indagato-mafia-signor-franco-non-esiste.html Narracci a aussi été entendu comme témoin dans le *Borsellino quater*, en cours depuis 2014, mais il se prévaut du droit de garder le silence, voir http://www.antimafiaduemila.com/2014040848880/primo-piano/borsellino-quater-narracci-si-avvale-della-facolta-di-non-rispondere.html

102. PISANU Giuseppe, *I grandi delitti e le stragi di mafia del '92-'93*, Atti della commissione parlamentare di inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni criminali, anche straniere, 30 juin 2010. Ce document est disponible en annexes et sur internet, lien URL :
http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=5&ved=0CDMQFjAE&url=http%3A%2F%2Fwww.ilfattoquotidiano.it%2Fwp-content%2Fuploads%2F2010%2F06%2FRel.Stragi-30-giugno-2010.doc&ei=AfXVVOC0N8y9aavcgZgH&usg=AFQjCNGSolmRUH4bOixSDH1cuOZY7SDorg&bvm=bv.85464276,d.d2s

103. « Una convergenza di interessi tra Cosa nostra, altre organizzazioni criminali, logge massoniche segrete, pezzi deviati delle istituzioni, mondo degli affari e della politica. » in *Ibid*., p. 26.

104. La première Brusca-Gioè-Bellini sur l'opportunité de frapper le patrimoine artistique (début 1992) et celle menée par l'intermédiaire du ROS et de Vito Ciancimino (après le massacre de Capaci).

L'impossible vérité judiciaire

De nombreuses zones d'ombre persistent… Une manne pour les journalistes ?

Ainsi, à l'issue des procès, les familles de victimes sont rarement satisfaites. Dans les quatre cas étudiés, seul le procès sur le massacre de Capaci – grâce aux nombreux collaborateurs de justice – permet de reconstituer les faits et de donner des réponses plausibles et concrètes aux proches de victimes. En revanche, sans revenir sur le fiasco judiciaire des neuf procès sur le massacre de via d'Amelio, les procès de La Torre et dalla Chiesa n'ont pas permis de faire toute la lumière sur les faits. Outre le morcèlement judiciaire du procès des crimes politiques – les commanditaires d'abord, les exécutants ensuite – la veuve de Pio La Torre dénonce les pistes non explorées par l'instruction, comme le réseau *Gladio* et la surveillance exercée par les services secrets pendant près de trente ans qui prend fin une semaine avant le guet-apens mortel. Dans les ouvrages récents sur Pio La Torre, ces manquements sont souvent interprétés par les journalistes comme un élément de continuité qui relie tous les événements sombres de l'histoire républicaine de Portella della Ginestra à via d'Amelio et alimente ainsi les théories complotistes. « L'Italie est un pays Pays sans vérité, et elle a toujours été un Pays qui a soigneusement caché la vérité[105]. » Ainsi, la présence supputée des services secrets et la disparition d'objets ou de documents[106] apparaîssent souvent comme un fil rouge qui permet de réinterpréter l'histoire nationale de manière sensationnaliste, comme c'est le cas pour dalla Chiesa.

La commémoration du quatrième anniversaire de la mort du général coincide avec l'audience du maxi-procès cherchant à faire la lumière sur la mystérieuse disparition puis réapparition de la clef du coffre-fort de la victime[107], décrit avec emphase dans *Paese sera* comme « une des grandes énigmes non résolues de l'histoire palermitaine[108] ». L'audition des témoins ne permet pas d'obtenir des réponses et l'audience est

105. « L'Italia è un Paese senza verità, ed è sempre stato un Paese che ha accuratamente nascosto la verità. » : Observation d'Andrea Camilleri in MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre ?, op. cit.,* p. 9.

106. Salvo Palazzolo dresse une liste de tous les documents et objets qui ont disparu dans l'histoire criminelle italienne, in PALAZZOLO Salvo, *Pezzi mancanti, op. cit*., p. 228-230. Il cite notamment les mémoires effacées des ordinateurs de Falcone et l'agenda rouge de Borsellino.

107. Le soir du drame, Roberto Sorge – chef de cabinet du préfet – charge Francesco Bubbeo – intendant de la préfecture à qui dalla Chiesa avait confié un autre poste car, selon son fils, il n'avait pas confiance en lui – d'aller à la villa Pajno (résidence du préfet) prendre des draps pour couvrir les corps en compagnie d'un policier. Les proches des victimes en revanche, ne peuvent accéder à leur domicile que le lendemain. Les enfants du général et leur oncle cherchent en vain les clefs du coffre-fort qui se trouve dans la chambre. La clef réapparaît quatre jours plus tard, à un endroit déjà fouillé et accompagnée d'une petite étiquette, et le coffre ne contient qu'une boîte vide.

108. « Uno dei grandi enigmi irrisolti della storia palermitana » : CRAPANZANO Giuseppe, « Mafia, lo Stato c'è solo a parole », in *Paese sera*, 4 septembre 1986, p. 4. Au niveau national, on remarque cependant que seule la *Repubblica* consacre un article entier à l'audience : « Tutti i misteri di Villa Pajno. La notte che morì dalla Chiesa ? "Non ricordo" », in *Repubblica*, 5 septembre 1986, p. 13.

levée suite à la crise d'épilepsie d'un détenu. L'absence d'élucidation judiciaire constitue une brèche dans laquelle s'engouffrent certains journalistes. La disparition du contenu du coffre-fort laisse planer – encore aujourd'hui – le soupçon d'un *depistaggio* ourdi par les services secrets[109], mais surtout cela alimente toute sorte de fantasmes autour de la figure du général dalla Chiesa[110]. Les fonctions qu'il a occupées au cours de sa carrière créent indéniablement un terrain propice à la surinterprétation d'éléments historiques dans une optique complotiste, faisant de lui « un puissant protagoniste des intrigues de la Première République[111] », ce qui rend la question des commanditaires politiques d'autant plus croustillante pour certains journalistes.

La question des commanditaires

Le mystère du mémorial d'Aldo Moro est ainsi souvent utilisé pour accréditer l'hypothèse d'un Andreotti commanditaire de l'homicide du préfet. Bien qu'ayant dénoncé depuis toujours l'existence de commanditaires politiques démocrates-chrétiens, Nando dalla Chiesa n'a de cesse de démystifier les interprétations sensationnalistes[112] : « C'est un crime politique. Non pas parce qu'il avait des secrets plein les poches, mais parce que la politique est capable de tuer le général dalla Chiesa pour ne pas voir son pouvoir affaibli sur l'île[113] ». En novembre 2013, dans le cadre du procès sur la *trattativa*, le repenti Francesco Onorato[114] accuse Andreotti et Craxi d'avoir commandité l'assassinat du préfet de Palerme[115]. Le fils du général réfute cette possibilité :

> Pour moi, cette histoire selon laquelle derrière le crime dalla Chiesa il y aurait Andreotti et Craxi, c'est vraiment une histoire à deux balles. Et je suis effrayé à l'idée que […] pour les journalistes cela puisse devenir la vérité. J'ai écrit sur Andreotti et le courant andreottien il y a trente ans déjà. […] Mais Craxi comme commanditaire c'est vraiment

109. Voir MIRONE Luciano, *A Palermo per morire, op. cit*., p. 142-143.

110. Certains journalistes supposent que le préfet gardait des documents brûlants sur l'affaire Pecorelli, sur la P2 ou encore une partie inédite du mémorial d'Aldo Moro (Voir *Ibid*., p. 73-90) – qu'il aurait soustrait lors de la découverte de la planque des BR de via Monte Nevoso – pour faire pression sur les responsables politiques, véhiculant ainsi l'image d'un dalla Chiesa maître chanteur. Cette image émerge du témoignage – amplement diffusé dans les médias – du maréchal Angelo Incandela, qui prétendait avoir été le bras droit du général. Nous analyserons plus en détail la polémique déclenchée par ses propos au chapitre 11.

111. « Potente protagonista degli intrighi della Prima Repubblica » in DALLA CHIESA Nando*, In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 30.

112. Voir Entretien avec Nando dalla Chiesa, réalisé à Milan le 4 septembre 2012. Ce document est disponible en annexes.

113. « Il delitto è politico. Non perché lui avesse in tasca qualche segreto, ma perché la politica è capace di uccidere il generale dalla Chiesa per non vedere incrinato il proprio potere su un'isola. » : CENTOFANTE Monica, « Nando dalla Chiesa : mio padre vittima del sistema » *in Antimafia duemila speciale anniversari stragi*, n°69, 2012, p. 45.

114. Meurtrier de Salvo Lima et de l'agent du Sisde Emanuele Piazza. Repenti depuis 1996, le père du policier doute de la crédibilité d'Onorato : voir http://www.siciliainformazioni.com/60920/onorato-confesso-50-delitti-ma-aveva-la-coscienza-a-posto

115. http://www.ilfattoquotidiano.it/2013/11/07/processo-trattativa-il-pentito-lomicidio-dalla-chiesa-fatto-da-craxi-e-andreotti/769508/

> une idiotie historique. Même si j'étais en première ligne à Milan contre le pouvoir de Craxi, je ne peux pas me taire face à ce bobard[116].

Nous l'avons dit, l'instruction n'a pas permis d'identifier des commanditaires politiques. Le meurtre du préfet étant traité dans l'instruction du maxi-procès, le juge Falcone avait lui-même expliqué au fils de la victime la nécessité absolue d'avoir de solides preuves pour incriminer des hommes politiques : « sinon ils me démontent le procès et ensuite, ils m'empêchent de continuer le procès y compris contre les associations criminelles[117] ». On peut donc supposer que le fait d'être englobé dans l'instruction du maxi-procès a rendu la mise en cause de commanditaires politiques impossible.

De plus, Tommaso Buscetta et les autres repentis ne commencent à parler du rapport à la politique qu'après les massacres de Capaci et via d'Amelio. Suite à leurs déclarations s'ouvrent le procès Andreotti et l'enquête sur les « commanditaires occultes » des assassinats de Falcone et Borsellino. Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri, mis en examen dans un premier temps pour leurs rapports supposés avec la mafia[118], ont été indiqués par Salvatore Cancemi[119] comme les commanditaires des massacres de Capaci et via d'Amelio mais, comme rien n'est venu corroborer les affirmations du collaborateur de justice, un non-lieu est prononcé à l'égard des deux hommes politiques. Les révélations de Spatuzza et Ciancimino ont apporté des éléments qui confirment le rôle de nouveau référent politique pour Marcello Dell'Utri et remettent sur le devant de la scène l'idée d'une zone grise où se mêlent les intérêts politiques, économiques et mafieux. L'examen attentif des 57 derniers jours de Paolo Borsellino met en évidence des éléments oubliés comme l'interview donnée aux deux journalistes français dans laquelle il parle d'investissements de la mafia à Milan qui font l'objet d'une enquête[120]. Cependant, au bout de vingt ans, faute d'avancées significatives, les magistrats classent sans suite l'enquête sur les commanditaires occultes en 2013 et ce malgré la conviction de certains quant à l'existence de commanditaires politiques :

116. « A me questa storia che dietro il delitto dalla Chiesa ci sarebbero Andreotti e Craxi sembra una roba da peracottari. E sono spaventato all'idea […] che per i giornalisti questa possa diventare la verità. Di Andreotti e della corrente andreottiana ho scritto già trent'anni fa. […] Ma Craxi come mandante è davvero un'idiozia storica. Per quanto a Milano io possa essere stato in prima fila contro il potere craxiano, non posso tacere davanti a questa bufala. » : voir http://www.wikimafia.it/nando-dalla-chiesa-craxi-mandante-dellomicidio-di-mio-padre-una-bufala/

117. « Io devo avere cento volte in più le prove perché se no mi smontano il processo e poi mi impediscono di portare avanti anche il processo nei confronti delle organizzazioni criminali » in Entretien avec Nando dalla Chiesa réalisé à Milan le 4 septembre 2012.

118. L'enquête débouche sur un non-lieu pour Berlusconi, tandis que Dell'Utri est renvoyé devant la justice. Il est condamné à 9 ans en première instance (2004) et à 7 ans en appel, en 2012 la Cassation a ordonné la tenue d'un nouveau procès, acueillant ainsi la demande de la défense. Voir http://archiviostorico.corriere.it/1997/aprile/01/Archiviazione_per_Berlusconi_gip_inchiesta_co_0_9704013021.shtml et http://www.repubblica.it/politica/2012/03/09/news/utri_processo-31246446/?ref=HREA-1

119. Affilié à la *cosca* de Porta Nuova, il se rend spontanément à la justice en juillet 1993. Voir à ce sujet TESCAROLI Luca & PINOTTI Ferruccio, *Colletti sporchi*, Milan, BUR, 2008 ainsi que TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.*, p. 453-476.

120. Voir TORREALTA Maurizio, *La trattativa, op. cit.*, p. 424-432 et VELTRI Elio & TRAVAGLIO Marco, *L'odore dei soldi. Origini e misteri delle fortune di Silvio Berlusconi*, Rome, Editori Riuniti, 2001, p. 25-58.

> Je pense que l'accélération a été en quelque sorte sollicitée par l'extérieur de *Cosa nostra* […]. Le risque réel était en revanche représenté par une possible vérité qui pouvait devenir explosive pour cette partie plus politique des organisateurs du massacre. Voilà pourquoi je crois qu'une accélération a été imposée ou demandée par le secteur politique de l'organisation[121].

Vittorio Teresi – ami de Borsellino – illustre la recherche des commanditaires en disant qu'il s'agit d'une guerre entre « l'État-État » et « l'État-mafia » dont l'issue – qui ne peut être que judiciaire – reste incertaine. Les proches des victimes se montrent relativement pessimistes, comme explique Manfredi Borsellino : « on pourra difficilement acquérir des vérités judiciaires car cela présupposerait que l'État fasse son propre procès et ça, objectivement, je crois que c'est presque impossible[122] ». Ainsi, l'incapacité de la justice à identifier les commanditaires pose de manière symptomatique le problème d'une mémoire judiciaire qui semble impossible car, pour reprendre les mots de Luca Tescaroli, « sans vérité, il n'y a pas de justice[123] ».

L'impossible mémoire judiciaire

Les procès sont une étape importante de la construction de la mémoire car ils établissent une reconstruction officielle des faits, basée sur des témoignages et des preuves, dans le but de rendre justice aux victimes. Ils ont aussi une fonction de deuil et représentent donc un moment important pour les familles de victimes, qu'elles attendent – pour certaines – pendant plusieurs décennies. Le procès constitue l'épilogue de l'événement tragique qui les a touchées, une reconnaissance officielle du statut de victime et, ce faisant, il participe de la construction d'une mémoire collective. Toutefois, en matière de lutte contre la mafia bon nombre de familles de victimes estiment que l'instruction est partielle. Les familles attendent de la justice, certes, la reconnaissance du crime et de leur statut de victimes, mais surtout une reconstruction exhaustive des faits et la mise en cause de tous les commanditaires. Or, nous l'avons vu, le processus judiciaire ne leur fournit pas toutes les réponses qu'elles attendent. Ainsi, les victimes soulignent les zones d'ombre et dénoncent la transmission d'une histoire simplifiée, quelque peu manichéenne, qui n'intègre pas – par manque de preuves judiciaires – l'existence d'une zone grise où chercher les complicités criminelles. La justice est certes un vecteur mémoriel

121. « Penso che l'accelerazione sia stata in qualche modo sollecitata dall'esterno di Cosa nostra. […] Il rischio reale era invece rappresentato da una possibile verità che poteva diventare dirompente per quella parte più politica degli organizzatori della strage. Ecco perché credo che sia stata un'accelerazione imposta o richiesta dal settore politico dell'organizzazione. » : BALDO Lorenzo, « Vittorio Teresi : Stato-Stato contro Stato-mafia », in *Antimafia duemila Speciale anniversari stragi*, *op. cit*., p. 116-117.

122. « Difficilmente si potranno acquisire alcune verità giudiziarie in quanto ciò presupporrebbe appunto che lo Stato processi se stesso e questo, obiettivamente, lo credo quasi impossibile. » in BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, « Manfredi Borsellino : "Mio padre, circondato da persone poco affidabili" », in *Ibid*., p. 105.

123. « Senza verità non c'è giustizia » in TESCAROLI Luca*, Obiettivo Falcone, op. cit*., p. 278.

mais, pour la lutte contre la mafia, il serait plus juste de parler des manquements de la justice comme d'un vecteur structurant d'une mémoire alternative, portée par les familles, qui se nourrit des lacunes de la vérité judiciaire.

> Les innombrables enquêtes et les procès, qui ont porté à de lourdes sentences de condamnation pour les parrains de la *Cupola* mafieuse et pour l'armée des hommes d'honneur, n'ont absolument pas conclu la longue saison de la recherche de la vérité. Même les juges l'ont écrit et souligné dans leurs sentences : je crois, pas seulement pour les autres magistrats et enquêteurs à venir qui seront meilleurs ou qui auront plus de chance, mais plutôt pour solliciter une recherche approfondie là où l'enquête judiciaire ne peut pas arriver, de la part d'historiens, de sociologues, de juristes, de tous ceux qui ont envie de découvrir encore les raisons d'autant de violence et d'autant de connivences[124].

La recherche de la vérité apparaît comme un devoir non seulement envers les victimes et leurs familles, mais surtout envers la société tout entière. Les journalistes se sentent souvent investis d'une mission qui dépasse la sphère professionnelle et devient une sorte d'engagement civil. Ils ne manquent pas de souligner la dichotomie entre vérité judiciaire et vérité historique, qui est à double tranchant. D'une part, cette dichotomie crée un terrain fertile pour de nombreuses enquêtes mais de l'autre, elle ouvre aussi la voie aux interprétations complotistes. La perméabilité que nous avons maintes fois constaté entre les journalistes d'investigation spécialistes de mafia et les proches de victimes, regroupés en associations pour revendiquer avec force ce besoin de vérité, provoque une circulation majeure des lectures complotistes lors des commémorations. Ainsi, le culte de la mémoire des victimes de la mafia qui s'établit lors des commémorations est en permanence conditionné par les manquements de la vérité judiciaire.

***

Notre analyse globale des mobiles a permis de faire émerger une constante. Malgré des mobiles propres à chaque victime, les meurtres excellents décidés par les organes décisionnels de *Cosa nostra* ont pour but de sanctionner l'action antimafia et d'empêcher la victime de continuer dans cette voie. De plus, cette étude n'a fait que confirmer l'apport capital des collaborateurs de justice car, sans leurs confessions, la justice est bien souvent dans l'incapacité de retrouver les exécutants des crimes. Les révélations des repentis, très médiatisées dans la presse, prennent même plus de place que la chronique des procès qui, au moment des commémorations, passent au second plan. Pour autant, ce manque

124. « Le innumerevoli indagini e i processi, che hanno portato a pesanti sentenze di condanna per i padrini della Cupola mafiosa e per l'esercito degli uomini d'onore, non hanno affatto chiuso la lunga stagione della ricerca della verità. Gli stessi giudici l'hanno scritto e sottolineato nelle loro sentenze : credo, non solo a futura memoria di altri magistrati e investigatori più bravi o maggiormente fortunati, ma piuttosto per sollecitare una ricerca approfondita lì dove l'indagine giudiziaria non può arrivare, da parte di storici, sociologi, giuristi, di chiunque abbia voglia di scoprire il perché di tanta violenza e di tente connivenze. » in PALAZZOLO Salvo, *I pezzi mancanti, op. cit.,* p. XI.

de médiatisation et donc de visibilité ne signifie pas que les médias se désintéressent du volet judiciaire. Au contraire, depuis une dizaine d'années, de nombreux journalistes tentent de combler les lacunes judiciaires et proposent de nouvelles interprétations – certaines sérieuses, d'autres farfelues – qui influent fortement sur la construction mémorielle. Ainsi, ce n'est plus la justice qui apparaît comme un vecteur mémoriel mais bien l'impossibilité d'arriver à une vérité judiciaire qui devient un vecteur structurant d'une mémoire alternative, qui se construit en dehors de la mémoire judiciaire et se révèle très perméable aux lectures complotistes. La rupture entre une partie de la société et la classe politique que nous avons évoquée précédemment, et l'incapacité de la justice de fournir des réponses exhaustives aux familles apparaissent comme les deux raisons principales du regroupement de ces dernières en associations et de l'établissement d'un culte de la mémoire qui échappe aux institutions.

Chapitre 11

Les usages politiques de la mémoire de l'antimafia

Nous avons vu dans le chapitre 5 que les assassinats étudiés ont marqué des moments de rupture entre une partie de la société civile et le monde politique. Le déficit de légitimité morale allié aux lenteurs et aux manquements de la justice alimentent le sentiment de défiance envers la classe politique et renforcent le processus d'appropriation de la mémoire de l'antimafia par une partie de la société civile, emmenée par les proches des victimes. Le rapport au politique constitue donc un point de tension dans la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia qui, par conséquent, se caractérise par sa dimension polémique. Il convient donc de décoder les mécanismes d'instrumentalisation qui sont à l'origine des polémiques afin de se demander dans quelle mesure la mémoire de l'antimafia est utilisée par le politique pour légitimer son action. Cette utilisation publique de l'histoire[1] , du passé et de la mémoire dans le débat politique pose nécessairement le problème de la construction de nouvelles identités politiques et culturelles. Nous verrons donc tout d'abord que la mémoire des victimes peut être utilisée de manière paradoxale, tantôt en la rapprochant tantôt en l'éloignant du politique, puis nous analyserons l'instrumentalisation politique de cette mémoire.

1. HABERMAS Jurgen, « L'uso pubblico della storia », in RUSCONI Gian Enrico (dir.), *Germania : un passato che non passa*, Turin, Einaudi, 1987 & GALLERANO Nicola, *L'uso pubblico della storia*, Milan, Franco Angeli, 1995.

Usages paradoxaux de la mémoire des victimes de la mafia

Dalla Chiesa : des polémiques médiatiques aux implications politiques

La polémique entre Nando dalla Chiesa et Leonardo Sciascia

La construction mémorielle de la figure du général dalla Chiesa est jalonnée de polémiques médiatiques aux implications politiques, dont une particulièrement véhémente entre Leonardo Sciascia et Nando dalla Chiesa dans la presse écrite, entre le 19 décembre 1982 et le 7 mars 1983. Elle suit donc de peu la querelle entre le fils de la victime et les démocrates chrétiens. Les cinq articles qui composent ce violent échange sont reproduits en intégralité dans *Delitto imperfetto*, ce qui témoigne de l'importance que Nando dalla Chiesa lui accorde. Tout commence lorsque, le 19 décembre 1982, le fils du général écrit une lettre ouverte aux intellectuels dans *La Repubblica* intitulée « Ces silences qui favorsent la *pax mafiosa*[2] ». Il dénonce leur « silence imperturbable[3] », en opposition aux multiples témoignages de soutien exprimés par la société :

> Il y a un mouvement d'opinion et de sentiment réel et profond. Je n'arrive plus à compter les rues, les écoles, les bourses d'études, les tournois sportifs auxquels on donne le nom de mon père. Mes sœurs et moi devons refuser des dizaines et des dizaines d'invitations dans les écoles et les universités[4].

Tandis qu'une « culture populaire[5] » est en train de mythifier la victime, dans les médias des personnalités plus ou moins connues démythifient la figure du général :

> Ce doit être parce qu'il a conduit la lutte contre le terrorisme […] mais c'est surtout parce qu'il est mort ainsi, en se battant […] contre les murs de caoutchouc du cynisme et de l'indifférence. Et pendant qu'il se passe tout cela dans le pays, toi de quoi parles-tu ? […] Tu nous a éclairé sur le rapport complexe entre petites culottes et féminisme chez Lory Del Santo. Et tu ne parles pas de mafia[6] ?

Le ton sarcastique a sans doute pour but de provoquer un électrochoc dans le monde intellectuel. Nando dalla Chiesa estime que la dimension politique de l'assassinat de son père devrait susciter des réactions de la part des intellectuels et oppose cette inertie à l'engagement de la société contre la mafia.

2. « Quei silenzi che aiutano la pax mafiosa » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto, op. cit.,* p. 236

3. « Imperturbabile silenzio » in *Ibidem*.

4. « C'è un movimento di opinione e di sentimento reale e profondo. Non riesco più a tenere il conto delle vie, delle scuole, delle borse di studio, dei tornei sportivi che si vanno intitolando a mio padre. Le mie sorelle e io dobbiamo rifiutare decine e decine di inviti nelle scuole e nelle università. » in *Ibid*.

5. « Cultura popolare » in *Ibid*., p. 237

6. « Sarà perché ha guidato la lotta al terrorismo […] ma è soprattutto perché è morto così, combattendo […] i muri di gomma del cinismo e dell'indifferenza. E mentre nel paese succede tutto questo, tu di che parli ? […] Ci hai illuminato sul complesso rapporto tra mutandine e femminsimo in Lory Del Santo. E di mafia non parli ? »in *Ibidem*.

Leonardo Sciascia répond dans *L'Espresso* le 20 février 1983. La figure du préfet dalla Chiesa est attaquée dans le titre : « Même les généraux se trompent[7] ». Tout d'abord il démonte le concept d'intellectuel pour justifier son sentiment d'extranéité au débat lancé par le fils du général. Puis il formule une critique qui décrédibilise la figure du préfet : « Le fait qu'il se protège si peu et si mal démontre que dalla Chiesa avait une conception de la mafia un peu arriérée[8] ». Celui-ci n'aurait pas compris que la nouvelle mafia n'avait plus aucune retenue envers les représentants de l'État. Ce reproche d'imprudence et d'incompréhension sonne comme une accusation d'incompétence et vient corroborer les critiques formulées par les démocrates-chrétiens – Andreotti en tête – contre le préfet après son assassinat[9]. De plus, afin de corroborer son interprétation, Sciascia cite le général Cappuzzo, chef de l'État major, que Carlo Alberto dalla Chiesa considérait comme un de ses pires ennemis. En effet, Cappuzzo est une figure très ambiguë qui a cherché à maintes reprises à saboter la carrière du général. Il était visiblement jaloux du succès de dalla Chiesa et est son principal détracteur dans la polémique sur la P2[10]. Il s'acharne contre le général en l'accusant de manquement à la loyauté républicaine afin que ce dernier soit chassé de l'Arma[11]. Sciascia relance ainsi la polémique sur l'appartenance du général à la loge P2. De plus, il exprime violemment ses doutes quant à l'extranéité de dalla Chiesa à la P2. La polémique sur les pouvoirs de coordination qui auraient pu sauver le préfet n'est pour lui qu'une « mythification[12] » injustifiée et ce faisant, l'écrivain réaffirme ses positons garantistes, déjà exprimées lorsque dalla Chiesa menait la lutte contre le terrorisme[13]. Enfin, il s'indigne contre « l'euphorie célébrative[14] » qui entoure la figure de martyr du général, incitant à la modération.

Nando dalla Chiesa réplique le lendemain dans une interview, qualifiant les propos de Sciascia de « concentré d'arsenic et de vieilles dentelles[15] » visant à compromettre l'image de son père. L'accusation d'imprudence ferait partie d'une stratégie :

7. « Anche i generali sbagliano » in *Ibid*, p. 241

8. « Il fatto che si proteggesse così poco e così male dimostra che dalla Chiesa aveva una concezione della mafia un po' arretrata » : « Sciascia : la mafia nasce dentro lo Stato », in *Giornale d'Italia*, 8 septembre 1982, p. 4. Une interview proposant la même analyse est publiée le lendemain dans *L'Ora*. Voir « Sciascia : "Perché la mafia uccide tutti gli uomini-simbolo" », in *L'Ora*, 9 septembre 1982, p. 4.

9. Voir chapitre 2.

10. Après l'interview réalisée par Biagi en 1981, il avait demandé à être interviewé lui aussi, disant qu'il n'était pas moins important que le général dalla Chiesa.

11. DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit.*, p. 281-284.

12. « Mistificazione » in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 245.

13. Voir *Ibid*., p. 245.

14. « Euforia celebrativa » in *Ibid*., p. 246.

15. « Un concentrato di arsenico e vecchi merletti » in *Ibid*., p. 248.

> Dans les jours qui suivirent l'assassinat, certains notables de la DC sicilienne[16] , avec l'appui de Sciascia et de Cappuzzo, accusèrent mon père d'avoir été imprudent, dans un tableau général qui visait à discréditer sa figure. Cela était dans la droite ligne de la campagne qui avait été lancée contre lui au mois d'août[17].

Le fils du général tente donc de « défendre la mémoire et le sacrifice de son père[18] », en dénonçant les rouages de la mécanique de décrédibilisation. Le ton monte entre les deux hommes et l'écrivain en arrive à traiter Nando dalla Chiesa de « petite crapule[19] » et d'« être dénué d'intelligence et rempli d'abjection-ambition[20] » lorsque le fils du général évoque des supposés conseils que Sciascia aurait donné à un ami de Sindona (en se basant sur un document judiciaire).

Comment expliquer la violence de cette polémique qui se conclut par un échange d'insultes ? Bien que Sciascia ait été favorable à la nomination du général au poste de préfet de Palerme, il s'est tout de suite insurgé contre les pouvoirs de coordination que demandait dalla Chiesa. Salvatore Lupo analyse cette attitude de rejet à travers le facteur générationnel : les requêtes et l'action du général (en particulier dans les écoles) rappelait à Sciascia les pouvoirs et les sermons du préfet Mori[21]. La mise en cause des intellectuels et la dénonciation de leur silence comme d'un grave manquement à leur rôle d'observateurs de la société a certainement heurté Sciascia. Il profite ainsi de l'occasion pour répliquer en revendiquant la cohérence de ses opinions, malgré la mort du général. L'écrivain est connu pour ses positions garantistes, qu'il exprimera à nouveau lors de la polémique des « professionnels de l'antimafia », et son resentiment pour les méthodes du général (déjà vivement critiquées pendant les années 1970) peut être à l'origine du ton sec et péremptoire de sa réponse. Toutefois, il semble qu'il a surtout voulu attaquer à tout prix la figure du général à travers son fils, pour décrédibiliser ses accusations. Les formules utilisées par l'écrivain et la violence de la polémique jettent une ombre de discrédit sur les compétences et l'intégrité du général. Sciascia, visiblement agacé par la construction d'un mythe autour de dalla Chiesa, tente ainsi de démythifier la figure. Enfin, même si la polémique n'est pas politique, les arguments avancés par Sciascia légitiment les

16. Le 5 septembre 1982 par un parlementaire DC qui ne souhaite pas être cité, déclare dans *La Repubblica* : « Le général […] était un peu trop fanfaron » (« Il generale […] era un po' troppo guascone ») in *Ibid*., p. 138.

17. « Nei giorni dopo il delitto, alcuni notabili della DC siciliana, con l'appoggio di Sciascia e di Cappuzzo, accusarono mio padre di essere stato imprudente, in un quadro generale di discredito della sua figura. Questo aveva una perfetta continuità con la campagna che era stata aperta in agosto contro lui. » in *Ibidem*.

18. « Difendere la memoria e il sacrificio del padre » in *Ibid*., p. 247.

19. « Piccolo mascalzone » in *Ibid*., p. 254.

20. « Un essere privo d'intelligenza e carico di abiezione-ambizione » in *Ibidem*.

21. LUPO Salvatore, *Che cos'è la mafia: Sciascia e Andreotti, l'antimafia e la politica*, Rome, Donzelli, 2007, p. 17-18.

critiques formulées par certains hommes politiques, proches de la DC, et délégitiment Nando dalla Chiesa qui avait justement durement mis en cause la démocratie chrétienne, l'accusant d'avoir commandité le meurtre.

La polémique du faux bras droit : une tentative de blanchir Andreotti ?

Onze ans après la mort du préfet, une autre polémique vient de nouveau compromettre l'image de dalla Chiesa. Au printemps 1993, un super témoin complètement inconnu fait son apparition sur la scène médiatique : Angelo Incandela, ancien *maresciallo*[22] de la brigade pénitentiaire de Cuneo. Bien que ni la famille ni les proches collaborateurs de dalla Chiesa n'aient jamais entendu parler de lui, Incandela est présenté dans tous les médias (à la télévision et dans la presse) comme le bras droit du préfet. Le lien revendiqué, mais jamais prouvé, avec le préfet assassiné lui confère, de fait, une légitimité et une crédibilité qui donnent un poids considérable à ses révélations. Les déclarations alambiquées et infamantes de l'ancien *maresciallo*, désormais à la retraite, se concentrent en trois points. Premièrement, il affirme avoir rencontré, fin 1978-début 1979, le général et le journaliste Mino Pecorelli afin de gérer en secret la fausse découverte du mémorial[23] de Moro dont dalla Chiesa aurait soustrait une partie pour la faire ensuite dissimuler sous le carrelage d'un couloir de la prison de Cuneo. Le journaliste Mino Pecorelli est mystérieusement assassiné en mars 1979 pour avoir voulu, paraît-il, publier ce texte de Moro qui mettrait gravement en cause certains personnages très importants de la DC, comme Andreotti, alors Président du Conseil. Ce document est donc au centre d'une dangereuse intrigue de pouvoir qui provoque la mort d'un brillant journaliste. Mettre la figure du général au milieu d'une telle intrigue équivaut à supposer qu'il avait l'intention de faire chanter Andreotti et qu'il pourrait être mêlé de près ou de loin à la mort de Pecorelli. Deuxièmement, dalla Chiesa aurait insisté de manière obsessionnelle pour qu'Incandela obtienne par les détenus des informations sur Andreotti, qu'il prenait pour le chef de la mafia. Cette accusation a un double effet : les convictions de dalla Chiesa semblent reposer sur une obsession irrationnelle plus que sur un soupçon légitime, ce qui remet donc sérieusement en question la compétence du général, confirmant ainsi le doute émis par Sciascia onze ans plus tôt. Troisièmement,

22. Ce grade équivaut à celui d'adjudant en français. Nous choisissons donc de garder le terme italien.

23. Le mémorial de Moro est un document sur lequel on a beaucoup spéculé, sans jamais que son existence soit prouvée. Des lettres et des écrits d'Aldo Moro ont été retrouvés par les forces de l'ordre lors d'une perquisition dans un appartement des BR situé via Monte Nevoso à Milan en octobre 1978, une opération dirigée par dalla Chiesa qui dirigeait à l'époque la cellule anti-terroriste. En 1990, d'autres documents sont retrouvés dans l'appartement suite à des travaux de rénovation, ce qui alimente les spéculations. Le mystère est entretenu de nombreux journalistes qui sous-entendent que la totalité des écrits n'a pas été rendue publique, alors qu'ils ont été publiés en intégralité par la commission d'enquête parlementaire sur les massacres des « années de plomb ». Voir GOTOR Miguel, *Il memoriale della Repubblica. Gli scritti di Aldo Moro della prigionia e l'anatomia del potere italiano*, Turin, Einaudi, 2011.

le général aurait demandé à Incandela de fabriquer de fausses preuves contre Andreotti, ce qui délégitime *a posteriori* tout le travail d'investigateur du préfet. Pour Nando dalla Chiesa, qui réfute preuve à l'appui toutes ces révélations[24], il s'agit de trois « bombes […] qui délégitiment grandement la figure [du général] »[25]. En effet, ces trois accusations font passer dalla Chiesa pour un comploteur déloyal. Le préfet apparaît comme un « puissant protagoniste des intrigues de la première république »[26] qui a fini par en mourir. Il s'agit donc d'une polémique diffamatoire qui nuit gravement à la mémoire du général.

Cette histoire rocambolesque arrive de manière si inopinée qu'il convient de s'interroger sur ses conséquences. Si l'image de dalla Chiesa sort complètement ternie de cette polémique, en revanche celle de l'ex Président du Conseil Andreotti semble redorée. La théorie des vases communicants se vérifie totalement puisque l'homme politique semble récupérer tout le prestige perdu par le préfet. De plus, il est frappant de constater que le témoignage d'Incandela, que personne ne discute, arrive à point nommé pour Giulio Andreotti. En effet, deux mois plus tard l'ancien président du Conseil est mis en cause pour concours externe en association mafieuse[27]. L'arrivée du mystérieux témoin de premier choix qui dépeint Andreotti comme la victime d'une honteuse machination ourdie par dalla Chiesa vient corroborer la stratégie de défense de l'accusé. La délégitimation de la figure du général sert donc à faire d'Andreotti une victime indiscutable, une sorte de martyr qui paie pour les erreurs de tout un système. Le fait que ces accusations soient formulées par quelqu'un de soi-disant très proche acquiert alors toute son importance. La crédibilité d'Incandela n'est pas remise en cause, malgré les multiples tentatives des proches du général.

Une fois encore, la polémique a une grande dimension médiatique. Incandela est cité pour la première fois dans une interview de Francesco Cossiga dans *Panorama* et est repris par *L'Espresso*. Puis, un journaliste publie très rapidement un livre d'entretien avec Incandela[28]. La famille dalla Chiesa, tellement surprise par les propos du *maresciallo* retraité, décide dans un premier temps de ne pas répliquer pour ne pas faire de publicité au livre. Toutefois, le succès médiatique du nouveau témoin augmente à la vitesse de la lumière. Incandela est accueilli à bras ouverts sur les plus grandes chaînes de télévision

24. DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*, p. 41-51.

25. « Bombe […] che deligittimano maggiormente la figura (del generale) » in *Ibid*., p. 41.

26. « Potente protagonista degli intrighi della prima Repubblica » in *Ibid*., p. 30.

27. Cette mise en examen est symbolique car, après l'opération « Mains Propres », le procès Andreotti est perçu comme l'occasion de condamner définitivement les pratiques complaisantes d'un système politique corrompu.

28. Voir NICOTRI Pino, *Agli ordini del generale dalla Chiesa* : il « *pentimento* » di *Peci, il caso Moro e altri misteri degli anni '80 nel racconto dell'agente segreto maresciallo Incandela*, Venise, Marsilio, 1994.

où il est présenté comme le bras droit du général y compris par des journalistes très sérieux comme Michele Santoro. Cela intrigue fortement Nando dalla Chiesa, qui se voit refuser l'accès aux plateaux de télévision :

> Pourquoi peut-il « apparaître » avec autant de facilité ? Et je le demande en connaissance de cause, en sachant bien quelle fermeture absolue je rencontre en revanche moi-même à propos des questions sur lesquelles Incandela est appelé à pontifier. Il semble presque que ses versions ne puissent être contredites. Cette sensation devient une certitude au procès de Palerme[29].

Lors du procès pour l'assassinat du général dalla Chiesa, Incandela jouit d'une crédibilité et d'une légitimité absolues. Son témoignage est contesté par les dépositions de deux authentiques collaborateurs du préfet (le général Bozzo et le colonel Tateo) mais pour la presse, cela n'a aucune importance. Incandela dénonce les méthodes de dalla Chiesa, ce qui relance de manière sous-jacente la polémique des pouvoirs de coordination. Le fils du général rappelle « l'exultation du chroniqueur – ayant la réputation d'être contre la mafia – au procès de Palerme, pour qui les paroles d'Incandela, au lieu d'être une offense à la mémoire d'un martyr, sont du petit lait ("il a démoli le mythe dalla Chiesa")[30] ». Les médias véhiculent donc une image controversée du général, parfois en se réjouissant de la démystification de cette figure. Là encore, nous devons souligner la similitude entre ce processus et celui de Sciascia qui s'insurgeait contre l'« euphorie célébrative[31] » du général. La famille dalla Chiesa n'a pas la possibilité de répliquer dans les médias et Nando dalla Chiesa parle explicitement de « mécanismes de censure[32] », qu'il avait déjà rencontré lorsqu'il avait publié *Delitto imperfetto*. Son livre était cité par les télévisions européennes mais aussi canadienne, japonaise, américaine alors qu'en Italie, personne ne lui permettait de s'exprimer. Cela se vérifie encore au début des années 1990, c'est pourquoi il écrit *In nome del popolo italiano* en 1997. Par cette biographie, il entend restaurer l'honneur de son père et reconstruire la réalité des événements.

La construction de la mémoire du préfet dalla Chiesa est donc atypique et paradoxale puisque les polémiques médiatiques dont les conséquences politiques entachent la figure du général. Les accusations de Sciascia – parce que formulées par ce grand écrivain, véritable pionnier dans la dénonciation de la mafia – sont très médiatisées et font écho aux critiques avancées par les démocrates-chrétiens. Cette polémique remet

29. « Perché egli può « apparire » con tanta facilità ? E lo chiedo con cognizione di causa, ben sapendo la assoluta chiusura che, per converso, incontro io proprio sulle questioni su cui Incandela viene chiamato a pontificare. Sembra quasi che le sue versioni non possano essere contraddette. La sensazione diventa certezza al processo di Palermo. » in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano, op. cit.,* p. 46.

30. « L'esultanza del cronista in fama di antimafia al processo di Palermo, per il quale le parole di Incandela, anziché offensive della memoria di un martire, sono autentico miele » ("ha demolito il mito dalla Chiesa"). » in *Ibid*., p. 48.

31. « Euforia celebrativa », in DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto*, *op. cit*., p. 246.

32. « Meccanismi di censura », in DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, *op. cit*., p. 50.

Nando dalla Chiesa en première ligne, régénérant ainsi l'interprétation volontairement partisane donnée par ses détracteurs pour décrédibiliser les accusations qu'il formule à l'encontre de la démocratie chrétienne. La controverse autour du faux bras droit met en revanche au jour l'élaboration d'un faux témoignage qui, de prime abord, ne semble concerner que la figure du général et donc être exclusivement mémorielle. Or le contexte de la mise en examen d'Andreotti, puis le début de son procès – qui coïncide avec la sortie du livre d'Incandela – et, enfin, le fait qu'Incandela soit entendu comme témoin et qu'il bénéficie d'une légitimité médiatique disproportionnée par rapport aux proches de la victime sont autant d'éléments qui laissent supposer qu'il s'agit d'un coup médiatique monté de toute pièces dont le but est de salir dalla Chiesa pour blanchir Andreotti. Nous n'avons pas trouvé d'informations spéciales sur le journaliste auteur du livre, il écrivait à l'époque dans *L'Espresso*, un hebdomadaire proche de la DC dans lequel Andreotti tenait une chronique. Cependant, le fait qu'Incandela apparaisse suite à une interview de Cossiga laisse supposer l'existence d'une véritable stratégie médiatique pour rendre le témoignage du *maresciallo* crédible. Ancien Président de la République, Cossiga jouit d'une aura certaine dans les médias et son intervention empêche la remise en cause de la véracité des propos d'Incandela. Ainsi, une figure neutre comme celle du préfet se retrouve engluée dans des polémiques mémorielles aux implications politiques qui ternissent son image et son prestige, alimentant tous les fantasmes autour de sa personne.

La Torre ou l'affaiblissement mémoriel de l'identité communiste

La récupération de la victime par sa famille politique

En revanche, on observe un mouvement contraire pour Pio La Torre, à savoir une perte progressive de son identité communiste. Lorsque nous avons interviewé son fils Franco, il nous a expliqué que la figure de son père n'a pas été instrumentalisée si ce n'est « dans des circonstances délimitées et précises […] pour arracher quelques approbations, quelques consensus[33] ». Si Franco La Torre estime que cette récupération ne se limite pas à la gauche, il nous semble en revanche que l'appartenance politique de Pio La Torre rend la réappropriation par une autre sensibilité plus compliquée. En effet, dès son assassinat, Pio La Torre est inséré dans le martyrologe communiste et son nom vient s'ajouter à ceux de tous les syndicalistes socialistes et communistes tués dans l'après-guerre, comme le démontre le communiqué du 30 avril 1982 : « Un nouveau martyr s'ajoute à la longue liste de communistes et de démocrates tués par les forces qui veulent

33. « In circostanze delimitate e precise qualcuno abbia utilizzato il suo nome per strappare qualche assenso, qualche consenso » : Entretien avec Franco La Torre réalisé à Rome le 5 septembre 2012. Ce document est disponible en annexes.

empêcher à tout prix le renouvellement de l'Italie[34] ». Ce martyrologe permet au PCI de s'octroyer le statut d'opposant historique à la mafia et de légitimer ses propositions en matière de lutte contre la mafia. Nous avons vu, dans le chapitre 2, que la DC exploite largement la mémoire des démocrates-chrétiens tués par la mafia comme Reina et Mattarella pour démentir les accusations de collusions. Le PCI se livre, semble-t-il, à la même pratique mais avec un but différent :

> La Direction du PCI s'adresse à tous les hommes et femmes qui veulent que la Sicile se renouvelle et progresse […] et en particulier aux jeunes générations siciliennes et italiennes pour qu'ils poursuivent, avec leur passion et leurs idées, la lutte de nos camarades tombés. Que des milliers de jeunes viennent dans les rangs d'un parti d'hommes courageux, honnêtes et combattifs comme Pio La Torre et Rosario Di Salvo pour que progressent en leur nom les grands idéaux de justice, de rachat de la Sicile et du *Mezzogiorno* et de la paix[35].

Dans ce communiqué du 5 mai 1982, la direction du PCI – trois jours à peine après l'enterrement de La Torre et Di Salvo – se réfère aux deux figures pour encourager l'engagement politique des jeunes. La Torre et Di Salvo sont érigés en modèle d'engagement à suivre. Les valeurs de justice, de progrès et de paix qui ont guidé leur engagement apparaissent comme universelles, mais l'idée de continuité des luttes au-delà de la mort des héros est un classique du mouvement ouvrier. Le martyrologe ouvrier et syndicaliste étant un élément fondateur de la culture et de l'identité communiste, l'inscription de La Torre dans ce martyrologe enferme sa mémoire dans une tradition partisane.

Par la suite, la figure de La Torre est utilisée pour recueillir un consensus au sein de sa propre famille politique. Lors du dixième anniversaire de l'assassinat de La Torre, un buste est commandé pour être placé à l'Assemblée régionale sicilienne (ARS). En 1995, Massimo D'Alema – alors secrétaire du PDS[36] – tient un long discours à Palerme pour l'inauguration dans lequel il souligne la particularité du combat antimafia de La Torre :

> Je crois que La Torre a maintenu ensemble deux points essentiels de la lutte contre la mafia. Tout d'abord l'inspiration unitaire de cette bataille. L'idée que cette lutte ne peut pas appartenir à un groupe, mais qu'il faut travailler de manière incessante pour que ce soit un patrimoine commun aux différentes forces culturelles et politiques, et éviter que la gauche ne soit isolée dans cette bataille. C'est ce principe qui relie la bataille de La Torre à une saison extraordinaire de notre histoire nationale et à une défaite : la saison de la collaboration entre les forces politiques – entre la gauche et le monde catholique – avec la valeur que tout cela représentait dans l'Italie de la deuxième moitié des années 1980. Le deuxième point, qui selon moi est fondamental, c'est que La Torre n'a jamais conçu la lutte contre la mafia simplement comme une lutte contre les grandes organisations criminelles, mais ce fut toujours pour lui […] une lutte pour quelque chose.

34. « Un nuovo martire si aggiunge alla lunga lista di comunisti e democratici uccisi dalle forze che vogliono impedire con ogni mezzo il rinnovamento dell'Italia » : Communiqué du PCI du 30 avril 1982, APC 0508 2013, disponible en annexes.

35. « La direzione del PCI si rivolge a tutti gli uomini e le donne che vogliono che la Sicilia si rinnovi e progredisca […] e in particolare alle nuove generazioni siciliane e italiane perché con la loro passione e le loro idee continuino la lotta dei compagni caduti. Vengano migliaia di giovani nelle file di un partito di uomini coraggiosi, onesti e combattivi come Pio La Torre e Rosario Di Salvo perché nel loro nome avanzino i grandi ideali della giustizia, del riscatto della Sicilia e del Mezzogiorno e della pace. » : Communiqué de la Direction centrale du PCI, 5 mai 1982, APC 0508 2016, disponible en annexes.

36. *Partito democratico della Sinistra*.

> Lutte pour la terre, lutte pour le travail, lutte pour l'eau potable, lutte pour la libération de cette terre et pour sa civilisation. Dans ces choix, il voyait la clef pour que cette lutte mobilise les énergies profondes de la société sicilienne et pour construire de cette façon un rapport positif entre les masses populaires de la Sicile et l'État, afin de ne pas réduire la lutte contre la mafia à la répression, au visage hargneux d'un État lointain, mais pour en faire un tout unique avec le mouvement de libération, d'émancipation, de progrès, d'amélioration des conditions matérielles de vie des grandes masses populaires[37].

Cet extrait montre que la lutte contre la mafia menée par La Torre rentre dans un projet de société bien plus vaste qui visait à libérer le peuple sicilien. Cela pourrait être assimilé à un discours d'hommage classique mais le contexte de l'époque nous amène à donner une autre dimension aux propos de D'Alema. Berlusconi est arrivé au pouvoir en 1994 car il a créé une coalition inédite qui regroupe *Alleanza Nazionale* et la *Lega Nord*. On peut supposer que le succès du centre-droit rend d'autant plus nécessaire l'existence d'une coalition pour l'opposition. En tant que chef du principal parti de gauche[38], D'Alema a donc besoin de fédérer les forces de centre-gauche autour de valeurs communes pour donner vie à l'*Ulivo*, qui rassemblera les forces de gauche et celles des catholiques progressistes issus de l'aile gauche de la DC aux législatives de 1996. Dans ce contexte, l'hommage à Pio La Torre est en réalité une usage politique de l'histoire. Les références à « l'inspiration unitaire », au « patrimoine commun » et à « la saison de la collaboration entre les forces démocratiques » servent à montrer que l'expérience de La Torre à Comiso ouvre la voie à une nouvelle forme d'alliance politique. Le discours commémoratif offre donc l'occasion de faire passer un message purement politique aux anciens communistes – réticents à s'allier avec les catholiques – et aux petits partis issus de la DC. De plus, D'Alema fait ensuite référence à deux figures-clefs de l'ancienne aile gauche de la DC, Aldo Moro et Piersanti Mattarella, afin d'expliciter son projet d'alliance, l'inscrivant ainsi dans la tradition politique progressiste du compromis historique. Ainsi, le regroupement de ces trois personnalités au destin funeste permet de jeter les bases idéologiques de cette nouvelle alliance en faisant appel au patrimoine politique de chaque sensibilité. La référence de l'expérience de Pio La Torre est donc fonctionnelle à la création de la nouvelle coalition politique, qui portera le centre-gauche au pouvoir de 1996 à 2001.

37. « Io credo che nella lotta alla mafia La Torre abbia tenuto fermi due punti essenziali. Innanzitutto l'ispirazione unitaria di questa battaglia. L'idea che questa lotta non potesse appartenere soltanto ad una parte, ma che si dovesse incessantemente lavorare perché fosse patrimonio comune delle diverse culture e forze democratiche, evitare che la sinistra fosse isolata in questa battaglia. È questo principio che lega la battaglia di La Torre a una stagione straordinaria della nostra vicenda nazionale e purtroppo ad una sconfitta: la stagione della collaborazione tra le forze democratiche – tra la sinistra ed il mondo cattolico in particolare – con il valore che tutto ciò rappresentò nell'Italia della seconda metà degli anni Ottanta. La Torre non concepì mai la lotta contro la mafia semplicemente come una lotta contro le grandi organizzazioni criminali, ma fu in lui […] sempre lotta per qualcosa. Lotta per la terra, lotta per il lavoro, lotta per l'acqua da bere, lotta per la liberazione di questa terra e per la sua civiltà. In queste scelte egli vedeva la chiave perché questa lotta mobilitasse energie profonde della società siciliana e per costruire in questo modo un rapporto positivo tra le masse popolari della Sicilia e lo Stato, così da non ridurre la lotta alla mafia alla repressione, al volto arcigno di uno Stato lontano, ma per farla diventare tutt'uno con un moto di liberazione, di emancipazione, di progresso, di miglioramento delle condizioni materiali di vita di grandi masse popolari. » : Discours de Massimo D'Alema lors de l'inauguration d'un buste de La Torre à l'ARS en 1995 in RIZZO Domenico, *Pio La Torre : una vita attraverso i documenti*, *op. cit.*, p. 84.

38. En janvier 1995, Silvio Berlusconi démissionne et un nouveau gouvernement technique, guidé par Lamberto Dini, est nommé jusqu'aux élections de 1996. Voir CASALINO Leonardo & GIACONE Alessandro, *Manuale di storia politica dell'Italia repubblicana*, Neuville-sur-Saône, Bouquinéo, 2011, p. 175.

L'identité communiste : un héritage difficile et disputé

Le martyrologe des syndicalistes et des hommes de gauche assassinés par la mafia depuis l'après-guerre constitue le ferment identitaire du PCI, en particulier dans l'Italie méridionale où ont eu lieu les luttes paysannes. Après la chute du mur de Berlin et la dissolution du PCI en 1991, l'idéologie et l'identité communistes déclinent fortement. La dissolution est en réalité une scission car l'aile gauche refuse de renier l'héritage communiste et deux nouveaux partis naissent : le PDS[39], à tendance socio-démocrate, et le PRC[40], qui continue de revendiquer l'héritage idéologique du PCI. La commémoration du vingtième anniversaire de la mort de Pio La Torre est donc un moment de tension entre les deux héritiers du PCI. Tout d'abord, le livre de Domenico Rizzo[41] sur La Torre brise la représentation consensuelle et idyllique d'un soutien uniforme du parti, ce qui soulève des polémiques au sein de la vieille garde du PCI sicilien. Nous l'avons vu, Rizzo brise la représentation consensuelle en évoquant les dissensions de l'époque entre le local et le national[42] ainsi que les oppositions à l'élection de La Torre au poste de secrétaire régional. De plus, il dénonce dans la presse l'abandon de la ligne politique de La Torre après son assassinat et indique Michelangelo Russo comme le principal artisan de ce travail de sape, lequel répond également dans la presse[43]. Sans rentrer dans le détail des querelles partisanes, ce conflit mémoriel renvoie aux dissensions de 2002 et donc au problème identitaire de la gauche face à l'héritage de l'idéologie communiste. Les proches de Pio La Torre désertent ainsi la commémoration officielle pour éviter toute polémique et Franco La Torre déclare dans la presse[44] :

> Je crois que le fait de se disputer sur ces choses-là est un autre symptôme de l'incompréhension qui règne à gauche. Il faut avoir une réflexion d'ordre général. Je pense qu'il faut chercher des points de convergence et de non division, parce qu'à la fin il va bien falloir décider ce qu'il faut faire. Et puis aujourd'hui qui peut dire dans quel parti mon père serait inscrit[45] ?

39. *Partito Democratico di Sinistra*.

40. *Partito della Rifondazione Comunista*.

41. RIZZO Domenico, *Pio La Torre. Una vita per la politica attraverso i documenti, op. cit*.

42. Nous pensons à la polémique avec Girolamo Li Causi. Voir chapitre 8.

43. Voir DEL MERCATO Enrico, « Rizzo : "Chi ne prese il posto smontò la linea politica" », in *Repubblica*, 27 avril 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/04/27/rizzo-chi-ne-prese-il-posto-smonto.html?ref=search
Voir également RUSSO Michelangelo, « Io, Rizzo e la verità dei fatti su Pio La Torre », in *Repubblica*, 1er mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/01/io-rizzo-la-verita-dei-fatti-su.html?ref=search

44. On souligne que seule la *Repubblica* fait état des divisions internes à la gauche. Les autres quotidiens (*Giornale di Sicilia, L'Unità* et le *Corriere della Sera*) n'y font absolument pas référence, ce qui témoigne d'une médiatisation mineure de la commémoration de La Torre. Nous nous basons donc exclusivement sur les articles de la *Repubblica* pour analyser ce point.

45. «Credo che litigare su queste cose è un ulteriore sintomo del non comprendersi a sinistra. E' necessaria una riflessione di ordine generale. Io penso che serva cercare i punti di convergenza e non quelli di divisione, perché poi alla fine bisogna pur decidersi su che cosa fare. E poi oggi, chi può rispondere in quale partito mio padre sarebbe iscritto? » : « La sinistra non si divida sul nome di mio padre », in *Repubblica*, 1er mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/01/la-sinistra-non-si-divida-sul-nome.html?ref=search

On sent donc que l'enjeu latent de la commémoration est la récupération de la figure de La Torre par les deux partis. Malgré l'appel de Franco La Torre à l'union de la gauche, la commémoration officielle est le théâtre de nouvelles frictions entre les deux partis. Outre l'opposition au gouvernement que nous analyserons dans le chapitre suivant, la polémique porte sur l'organisation de la commémoration officielle sur le lieu de l'assassinat, qui est gérée depuis 1982 par le PCI, puis le PDS, puis les DS (et maintenant le PD) , comme nous l'a confirmé Franco La Torre[46]. Or Massimo D'Alema et Luciano Violante profitent de la commémoration de La Torre pour aller inaugurer le nouveau siège local des DS[47]. Les membres de *Rifondazione comunista* accusent donc les DS de « s'être appropriés la mémoire de La Torre, qui reste un communiste[48] ».

Ces dissensions sont certainement à l'origine du choix du *Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre* de ne pas convier les hommes politiques de premier plan à la commémoration civile du 30 avril 2002, qui réunit en majorité des syndicalistes et des élèves du lycée professionnel Pio La Torre de Palerme ainsi que des ouvriers. Les deux secrétaires régionaux des DS (Antonello Cracolici) et du PRC (Giusto Catania) sont présents mais seul Catania repose le problème de l'héritage politique de Pio La Torre, en déclarant que la bataille pour la paix doit constituer « un thème de la refondation de l'identité de la gauche[49] ». La fin de la commémoration civile est centrée sur la mobilisation de Comiso, qui incarne la dernière période de l'engagement politique de La Torre. Certaines interventions[50] mettent ainsi l'accent sur le caractère actuel et universel de l'engagement de la victime. Le récit de cette expérience contribue à élever la figure de La Torre au-dessus des luttes partisanes car le message de paix transcende clairement la dimension politique de son engagement. Ainsi, Armando Sorrentino le compare aux plus grands symboles de la lutte pour la paix :

> Je voudrais que l'on ne se souvienne pas de La Torre uniquement pour la loi qui porte son nom. Pensons à ceux qui sont morts sur la route de la lutte pour la paix. […] Martin Luther King, Olaf Palme, Rabin et tous ceux qui ont été tués ont contribué, avec leur sacrifice, à ouvrir la voie aux processus de changements de la politique internationale.[51]

46. Voir Entretien avec Franco La Torre réalisé à Rome le 5 septembre 2012 en annexes.

47. Voir « D'Alema a Palermo per ricordare La Torre », in *Repubblica*, 20 avril 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/04/30/alema-palermo-per-ricordare-la-torre.html?ref=search

48. « Essersi appropriati della memoria di La Torre che resta un comunista » : LOPAPA Carmelo, « Mafia, D'Alema attacca : è tornata la convivenza », in *Repubblica*, 1er mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/01/mafia-alema-attacca-tornata-la-convivenza.html?ref=search

49. « Un tema della rifondazione dell'identità della sinistra » in *1982-2002 Vent'anni dall'assassinio di Pio La Torre e Rosario Di Salvo*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2002, p. 65.

50. En particulier Luigi Colajanni (vice-secrétaire régional du PCI dans les années 1950), Armando Sorrentino (avocat de la partie civile dans procès des crimes politiques) et Giusto Catania (secrétaire régional du PRC). Voir *1982-2002 Vent'anni dall'assassinio di Pio La Torre e Rosario Di Salvo*, *op. cit*.

51. « Vorrei che si ricordasse La Torre non soltanto per la legge che porta il suo nome. Pensiamo a chi è morto sulla strada della lotta per la pace. […] Martin Luther King, Olaf Palme, Rabin e tutti coloro i quali sono stati uccisi hanno contribuito con il loro sacrificio ad aprire la strada a processi di cambiamento della politica internazionale. » : intervention d'Armando Sorrentino, avocat de la partie civile lors du procès contre les assassins de La Torre, in *1982-2002. Vent'anni dall'assassinio di Pio La Torre e Rosario Di Salvo*, Palermo, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2002, p. 63.

L'exaltation de la valeur de la paix confère une portée universelle à son engagement et la comparaison avec les grandes figures pacifistes insère La Torre dans un martyrologe international qui dépasse largement celui de la lutte contre la mafia. Cela contribue à créer une figure consensuelle, entraînant ainsi une forme de dépolitisation de la mémoire de la victime. On peut ainsi penser que la déliquescence progressive de l'identité communiste et la quasi disparition des communistes du panorama politique influencent la construction mémorielle de Pio La Torre, qui perd sa dimension idéologique et partisane pour être de plus en plus présenté par son statut de parlementaire.

Le désengagement du PD dans les commémorations du trentième anniversaire

Les lieux choisis pour les commémorations du trentième anniversaire témoignent de cette évolution, puisqu'elles ont eu lieu à l'ARS et à Montecitorio[52]. Lors de notre entretien avec Franco La Torre, celui-ci a déclaré qu'à partir de la création des DS en 1998, « il n'y a pas eu ce soin et cette attention à cultiver la mémoire[53] » de son père. Toutefois, en septembre 2012, il n'avait pas formulé de critique contre le PD alors que, dans son livre sorti en 2015, il dénonce clairement le désengagement du PD dans les commémorations du trentième anniversaire. Tout d'abord, l'idée de créer un site où pour mettre en ligne tous les documents sur Pio La Torre émane de Vito Lo Monaco, le président du *Centro Studi*. En 2010, il soumet l'idée à Gianfranco Fini – alors Président de la Chambre – qui, enthousiaste, implique l'association de la *Fondazione della Camera*, présidée par Fausto Bertinotti (PRC). En organisant la commémoration à Montecitorio pour présenter le site, c'est Franco La Torre qui propose que la médaille de la valeur civile soit remise aux proches de La Torre et Di Salvo et l'initiative est accueillie favorablement par le Quirinal. On souligne que seuls six parlementaires du PD étaient présents lors de cette commémoration et qu'à Palerme, sur la quinzaine de députés (somnolents) présents, le président de la commission antimafia l'ARS était le seul parlementaire régional PD venu assister à la cérémonie[54]. La faible présence des parlementaires est un indice important qui confirme le manque de mobilisation du parti et donc son manque

52. Voir Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à l'ARS, le 27 avril 2012 & Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à Montecitorio, le 12 avril 2012. Ces documents sont disponibles en annexes.

53. « Dai DS in poi non c'è stata quella cura e attenzione a coltvarne la memoria ». Voir Entretien avec Franco La Torre réalisé à Rome le 5 septembre 2012 en annexes.

54. Voir LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia, op. cit*., version Kindle emplacement 1383.

d'intérêt pour ces commémorations. De plus, Franco La Torre pensait organiser plusieurs initiatives[55] dans le cadre de la *Festa de l'Unità*, de concert avec le PD qu'il considérait comme « l'interlocuteur naturel[56] ». Malgré plusieurs tentatives pour contacter directement Pierluigi Bersani – alors secrétaire du PD –, on lui communique que, par manque de financement[57], aucune des initiatives proposées ne pourra se faire, seule une salle sera dédiée à Pio La Torre pour la *Festa de l'Unità* à Reggio Emilia et son fils est convié pour l'inauguration.

> J'aurais peut-être dû me montrer un peu irrité, me faire prier et faire monter les enchères, pour obtenir quelque chose en échange, un dédommagement pour ne pas avoir valorisé la propriété politique de l'héritage de Pio La Torre qu'ils revendiquaient. […] Pendant l'année de Pio La Torre, le PD aurait pu, et même dû, mettre l'antimafia au cœur de son action, du point de vue de l'analyse, des propositions et des initiatives. Comme me l'avaient dit les dirigeants du parti, nombreux, que j'avais rencontrés en 2011 et 2012. Ils semblaient sincères et convaincus, en tout cas c'est l'impression que j'ai eue ou, du moins, c'est ainsi que je voulais qu'ils fussent. Puis, à la fin de l'année, j'ai compris et cela n'a pas été gratifiant. Je me suis senti utilisé et cela j'aurais même pu le supporter, mais instrumentaliser mon père est un geste d'opportunisme cynique et misérable. Tant pis pour eux[58].

La critique de Franco La Torre porte donc sur le fait qu'aucune initiative – autre que le dépôt de gerbes officiel – n'ait été organisée par le parti, à part cette inauguration d'une salle éphémère. Dans cet extrait, on sent un fort ressentiment à l'encontre des instances dirigeantes du PD. Il considère en effet qu'au vu de l'héritage laissé par Pio La Torre, le parti instrumentalise la figure de son père puisqu'il n'a pas profité du trentième anniversaire pour remettre la question de l'antimafia au cœur du débat public. L'affaiblissement mémoriel de l'identité communiste rend peut-être plus compliquée la célébration d'une figure comme Pio La Torre qui, tout au long de sa vie, est fortement ancrée dans la tradition communiste, mais cela témoigne surtout d'un rapport problématique entre la politique et les victimes de la mafia, comme le démontrent d'autres polémiques mémorielles.

55. « Nous avions pensé monter un espace qui puisse abriter une exposition photographique sur mon père, une petite salle pour des conférences, des projections et des spectacles, avec la Boutique des savoirs et des saveurs de la légalité "Pio La Torre", celles des produits des biens confisqués, et un espace multimédia qui permette d'accéder aux archives en ligne des documents et de visionner des émissions de télévision. » (« Avevamo pensato di allestire uno spazio che potesse ospitare una mostra fotografica su mio padre, proiezioni e spettacoli, insieme alla Bottega dei saperi e dei sapori della legalità "Pio La Torre", quelli dei prodotti dei beni confiscati, e la postazione multimediale, dove accedere all'archivio digitale dei documenti e visionare materiali televisivi. ») in *Ibid*., emplacement 1287.

56. « L'interlocutore naturale » in *Ibidem*.

57. Voir *Ibid*., emplacement 1397.

58. « Forse avrei dovuto reagire un po' stizzito, farmi pregare e alzare il prezzo, per ottenere qualcosa in cambio, il risarcimento per non aver valorizzato la sbandierata proprietà politica dell'eredità di Pio La Torre. […] Nell'anno di Pio La Torre, il PD avrebbe potuto, anzi, dovuto porre l'antimafia al centro della sua azione, dal punto di vista dell'analisi, della proposta e dell'iniziativa. Così come avevano detto i dirigenti di partito, numerosi, che avevo incontrato nel corso del 2011 e del 2012. Sembravano sinceri e convinti, o almeno, così volevo che fossero. Poi, a fine anno, ho capito e non è gratificante. Mi sono sentito usato e questo lo avrei pure sopportato, ma strumentalizzare mio padre è un gesto di cinico opportunismo miserabile. Peggio per loro. » in *Ibid*., emplacement 1411-1424.

L'instrumentalisation politique des victimes

L'instrumentalisation politique du nom des victimes

Le détournement du nom « dalla Chiesa » par Umberto Bossi

En juin 1993, lors du dernier meeting de la campagne électorale pour les élections municipales de Milan, Umberto Bossi[59] détourne le nom de Nando dalla Chiesa – candidat pour le centre-gauche – en « Nando *dalla Cosa Nostra*[60] ». Connu pour sa rhétorique vulgaire et populiste, Bossi utilise cette expression pour décrédibiliser l'adversaire de la *Lega*. Malgré l'énormité de ces propos, ils ne sont que faiblement repris dans la presse : nous n'avons, par exemple, pas trouvé trace de la polémique dans les archives du *Corriere della Sera*, qui est pourtant le quotidien milanais. Seule *Repubblica* publie quelques jours plus tard une interview de Bossi. Lorsque le journaliste lui demande s'il n'a pas l'impression d'avoir franchi la ligne rouge, il surenchérit :

> Mais laissez tomber, c'est son père qui est mort, ce n'est pas lui qui est mort. Et puis, si ce qui est en train d'émerger est vrai, il faudrait comprendre qui sont les vrais héros. Mais au-delà de cela, il reste le fait que tous mes amis me confirment que dalla Chiesa c'est comme *Cosa nostra*. Autour de ses supporters, il y a des gens immatriculés Trapani et Palerme qui tournent et qui se baladent pour faire du bordel, pour taper, on dirait le MSI de quand j'ai commencé à faire de la politique. […] Moi, je n'ai rien contre ceux qui sont immatriculés Trapani, j'ai quelque chose à dire contre ceux qui viennent ici faire les voyous. Dalla Chiesa, moi je pensais que c'était quelqu'un de bien. Je me suis rendu compte qu'en fait c'est un sale hypocrite, et moi je ne supporte pas les hypocrites[61].

Cette déclaration contient tous les ingrédients pour discréditer fortement Nando dalla Chiesa. Tout d'abord, faire passer les militants de *La Rete*[62] pour des blousons-noirs tout en disant qu'ils viennent du sud est une façon de flatter l'électorat de la *Lega* en stigmatisant les méridionaux. Le parallèle avec le MSI sert quant à lui à attiser la peur et la défiance envers le nouveau mouvement qui, comme la *Lega*, s'est construit en opposition aux partis traditionnels. De plus, outre le fait de le traiter d'hypocrite de manière gratuite, il réitère le parallèle entre Nando dalla Chiesa et *Cosa nostra*. Le détournement injurieux du nom dalla Chiesa sert à assimiler le nouveau candidat à l'ancien système politique, gangréné par la corruption et par les collusions mafieuses.

59. Chef de la *Lega Nord*.

60. Au cours de ce même meeting, il a également traité les juges turinois de « délinquants » car ils n'ont pas accédé à la demande de la *Lega Nord* d'invalider le scrutin pour fraude.

61. « Ma lasci perdere, che è morto suo padre e non è morto lui. E poi, se dovesse essere vero quello che sta venendo a galla, bisognerebbe capire chi sono i veri eroi. Ma al di là di questo, resta il fatto che tutti i miei mi confermano che dalla Chiesa è come Cosa nostra. Attorno alle sue bande gira gente con la targa Trapani e Palermo che vanno in giro a far casino, a picchiare, sembra l'Msi di quando io ho iniziato a fare politica. […] Io non ho niente contro quelli che hanno la targa Trapani, ho qualcosa da dire contro quelli che sono qui a fare i teppisti. Dalla Cosa Nostra io lo pensavo un bravo ragazzo. Mi sono accorto invece che è un ipocrita della miseria, io non sopporto gli ipocriti. » : PASSALACQUA Guido, « Bossi minaccia ancora : "Lo ripeto : delinquenti" », in *Repubblica*, 20 juin 1993. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1993/06/20/bossi-minaccia-ancora-lo-ripeto-delinquenti.html?ref=search

62. *Movimento per la Democrazia-La Rete* est un mouvement créé par Leoluca Orlando et Nando dalla Chiesa en 1991. Sur la création du mouvement voir LENTINI Fabrizio, *La primavera breve, op. cit.*, p. 112-115.

Enfin, afin de minimiser et de justifier ces propos, Bossi remet en cause le statut de héros national du général dalla Chiesa en faisant allusion aux pseudo-révélations du *maresciallo* Incandela, sorties quelques mois plus tôt. On voit donc que les déclarations du faux bras-droit ont des conséquences politiques qui dépassent le seul procès Andreotti puisqu'elles contribuent à affaiblir politiquement Nando dalla Chiesa, en pleine campagne électorale. Elles contribuent à créer également un climat que l'on pourrait qualifier de révisionnisme mémoriel latent qui favorise le dénigrement des victimes. Pour le fils du général, le détournement de son nom de famille, qu'il considère comme le réceptacle de toutes les valeurs que son père a défendues, est la plus grande offense jamais reçue :

> Le nom de famile d'une victime de la mafia était caricaturé railleusement, cyniquement, pour le transformer en symbole de mafia. Cela n'était jamais arrivé. Cela n'arriva plus. Il y avait dans cette insulte une férocité intolérable, certainement impie envers la mémoire de notre père[63].

À travers le nom de dalla Chiesa, c'est toute la catégorie des victimes de la mafia qui est touchée et la polémique acquiert de fait une dimension mémorielle. Le parlementaire décide donc d'attaquer Umberto Bossi en justice. Ce dernier ayant tenu ces propos en dehors de ses fonctions de parlementaire, il n'est donc pas protégé par l'immunité.

Un nom à double tranchant : l'engagement en politique des proches de victimes

Fin avril 1992, Nando dalla Chiesa est élu au Parlement avec cinq autres proches de victimes de la mafia majoritairement issus de *La Rete*[64], dont sa sœur Simona, élue quant à elle sur les listes du PDS[65]. Il s'agit d'une grande première qui, tout comme le franc succès de la *Lega*, dénote le réel désir de changement exprimé dans les urnes par la population. Ce n'est pas un hasard si cela arrive justement pour cette législature de 1992, juste après le début de *Tangentopoli* : les proches de victimes de la mafia, pour le nom qu'ils portent et les valeurs que celui-ci incarne, apparaissent incontestablement comme un gage de moralité. Nando dalla Chiesa explique qu'ils avaient l'impression que la « révolution morale » était en marche puisque « c'était justement la question morale qui

63. « Il cognome di una vittima della mafia era caricaturato beffardamente, cinicamente, per trasformarlo in simbolo di mafia. Non era mai successo. Non è mai più successo. C'era una ferocia intollerabile in quell'insulto, certamente empio verso la memoria di nostro padre. » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia*, *op. cit,* p. 169.

64. Nando dalla Chiesa (*La Rete*), Simona dalla Chiesa (PDS) et Claudio Fava (fils du journaliste Pippo Fava, *La Rete*) sont élus à la Chambre, tandis que Pina Maisano Grassi (veuve de Libero Grassi, *Verdi-La Rete*) et Carmine Marcuso (fils de Lenin Mancuso, chauffeur du juge Terranova, *Verdi-La Rete*) sont élus au Sénat.

65. Simona dalla Chiesa est élue conseillère régionale PCI de la région Calabre dès 1985.

[les] avait amenés en politique[66] ». Toutefois, cette charge morale des proches de victimes est à double tranchant. Si d'une part elle favorise leur candidature, de l'autre elle met à mal les petits arrangements entre partis.

Ainsi, lorsque Nando dalla Chiesa décide d'attaquer Bossi pour le détournement injurieux de son nom de famille, la *Lega* se mobilise pour empêcher la tenue du procès. Elle négocie l'impossibilité de poursuivre Bossi en échange du refus de lever l'immunité pour un dirigeant du PDS. Simona dalla Chiesa s'oppose publiquement à cette décision et vote contre son parti[67]. Dans un chapitre intitulé « l'infidèle » adressé à sa sœur, Nando dalla Chiesa analyse ainsi l'utilisation publicitaire de leur nom par le PDS :

> Ils ont voulu ton nom de famille. Il a été exhibé, un excellent certificat aussi pour faire face à la concurrence de *La Rete*, qui avait derrière elle l'élan des mouvements antimafia. Mais le bagage que portait ce nom de famille n'était pas excessivement apprécié. Ils voulaient une coquille vide et tu ne l'étais pas. Tu es tombée en disgrâce[68].

Le parti a donc mis en avant Simona dalla Chiesa pour les valeurs positives que son nom évoque mais son insubordination n'a pas été tolérée par les instances du parti puisque, bien qu'ayant été élue à la Chambre en 1992 et en 1994, elle n'est pas désignée comme candidate aux législatives de 1996[69]. On peut établir un parallèle entre cet épisode et la très brève expérience politique de Maria Falcone. Comme tous les proches de victimes, elle a été très souvent sollicitée pour conduire des listes, ce qui montre que le nom des victimes de la mafia a une telle valeur ajoutée en terme de communication qu'il aiguise les appétits des partis de tout bord. Maria Falcone explique ainsi son engagement en politique :

> En 1999, nous étions dans une période de forte baisse d'attention, et on m'a dit qu'il serait opportun d'amener ces instances de lutte contre la mafia et d'éducation à la légalité au Parlement européen. J'ai donc accepté d'être candidate pour les Verts, même si j'avais des propositions qui pleuvaient de différents partis qui me garantissaient un résultat presque assuré. Le choix des Verts a été déterminé par le fait que c'est un mouvement et non pas un parti, parce que j'ai toujours soutenu que Giovanni était le patrimoine de tous et pas de tel parti ou de tel autre. Cela a été, de toute façon, une erreur. Et c'est pour cette raison que j'ai continué à dire non à toutes les autres propositions[70].

66. « Rivoluzione morale » ; « Era esattamente la questione morale che ci aveva portato in politica » in DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia, op. cit*., p. 167.

67. Voir *Ibid*., p. 169.

68. « Avevano voluto il cognome. Era stato esibito, un ottimo certificato anche per fronteggiare la Rete, che aveva dietro lo slancio dei movimenti antimafia. Ma non era eccessivamente gradito il bagaglio che quel cognome si portava dietro. Volevano un guscio vuoto e tu non lo eri. Precipitasti in disgrazia. » in *Ibid*., p. 168-169.

69. Même quelques années plus tard, lorsque d'autres partis proposent qu'elle conduise une liste pour les municipales à Catanzaro, les dirigeants des DS lui demandent de « ne pas provoquer ». Voir *Ibid*., p. 170.

70. « Nel 1999, eravamo in un periodo di grande disattenzione, e mi fu detto che sarebbe stato opportuno portare queste istanze di lotta alla mafia e di educazione alla legalità nell'ambito del Parlamento europeo. Accettai, dunque, di candidarmi con i Verdi, anche se avevo proposte che mi piovevano da diversi partiti che mi avrebbero garantito un risultato quasi sicuro. La scelta dei Verdi fu determinata dal fatto che era un movimento, non un partito, perché ho sempre sostenuto che Giovanni era un patrimonio di tutti, e non di questo o quel partito. La scelta fu, comunque, sbagliata. E questo è il motivo per cui ho continuato a dire di no a tutte le altre proposte. » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.,* p. 73-74.

La sœur du magistrat ne détaille pas les raisons qui l'ont poussée à quitter le mouvement mais elle déclare dans la presse s'être heurtée à « des logiques internes de parti qui [lui] sont étrangères[71] », laissant ainsi entendre que le fonctionnement des mouvements ou partis politiques est incompatible avec les raisons qui l'ont poussée à s'engager. On peut donc supposer que les « logiques internes » ont remis en question l'ordre des priorités du parti et que la lutte antimafia en avait donc disparu. De plus, on voit que la réticence à s'engager s'explique par l'envie de ne pas faire de Giovanni Falcone un symbole partisan. Or il s'agit de la critique que Salvatore Borsellino a formulé à l'encontre de sa sœur Rita[72] qui se lance en politique en 2006 comme candidate du centre-gauche aux élections régionales. Toutefois, il semble que dans ce cas, ce sont justement les tractations politiciennes qui ont poussé Rita Borsellino à déclarer sa candidature :

> Ma candidature est née de l'envie de maintenir l'attention élevée mais aussi de la colère qui m'a assaillie en assistant aux petits jeux romains pour chercher un nouveau candidat pour la Sicile sur la base de pures répartitions d'appareil. Une succession de noms qui me donnaient l'idée que l'on avait renoncé à s'opposer vraiment à Cuffaro[73].

Comme nous l'a confié Rita Borsellino, son engagement en politique « naît d'une bouffée de rage[74] » face à l'inertie du centre-gauche et suscite tout de suite l'engouement d'une partie de la société civile qui constitue spontanément des centaines de comités de soutien. C'est donc quelque peu contraint et forcé que le PD doit composer avec cette candidature[75], qu'il tente par ailleurs de bloquer en organisant des primaires que Rita Borsellino gagne haut la main.

> J'étais désormais la candidate mais sans moyens car nous étions à mains nues, nous n'avions pas d'argent, nous n'avions pas de téléphones, chacun utilisait le sien. Ils nous ont prêté une pièce pour faire le QG de campagne. On a commencé à tourner avec une voiture que les sympathisants mettaient à notre disposition, parce que nous n'avions rien. Puis les partis ont commencé à nous soutenir, même si c'était de manière discontinue, très timide, et avec beaucoup d'indifférence. Les élections ont eu lieu et j'ai eu un million cent mille voix et Totò Cuffaro en a eu un million trois cents mille voix mais, je le répète, c'était une machine de guerre contre un lance-pierres[76].

71. « Logiche interne di partito estranee al mio modo di essere » : « Maria Falcone abbandona i Verdi : logiche interne che non mi piacciono », in *Corriere della Sera*, 17 juin 2000. Lien URL : http://archiviostorico.corriere.it/2000/giugno/17/Maria_Falcone_abbandona_Verdi_giochi_co_0_0006179135.shtml

72. Voir chapitre 6. Toutefois Rita Borsellino n'a jamais été inscrite dans un parti politique et s'est présentée en tant qu'indépendante soutenue par le centre-gauche.

73. « Ecco la mia candidatura è nata dalla voglia di tenere alta l'attenzione ma anche dalla rabbia che mi assalì assistendo ai giochetti dei politici romani per cercare un candidato per la Sicilia in base a pure spartizioni a tavolino. Un susseguirsi di nomi che mi davano l'idea che si fosse rinunciato a contrastare veramente Cuffaro. » in BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio, op. cit*., p. 90.

74. « Nasce su un'ondata di rabbia » : Entretien avec Rita Borsellino réalisé à Bruxelles le 21 janvier 2014. Ce document est disponible en annexes.

75. On souligne que le processus est le même en 2009, pour les élections européennes. Voir *Ibidem*.

76. « Ero ormai candidata e senza nulla perché eravamo a mani nude, non avevamo soldi, non avevamo telefoni, ognuno con il proprio cellulare. Ci prestarono una stanza per fare il comitato elettorale. Cominciammo a girare e la macchina ce la mettevano a disposizione i simpatizzanti, perché non avevamo nulla. Poi ci cominciarono ad appoggiare i partiti anche se in maniera molto discontinua, molto timida, con molta indifferenza. Ci furono le elezioni io ebbi un milione e centomila voti e Toto Cuffaro ne ebbe un milione e trecento mila quindi mi batté per duecentomila voti ma ripeto, una macchina da guerra contro una fionda. » : *Ibidem*.

Au vu des ennuis judiciaires de Salvatore Cuffaro, la candidature de Rita Borsellino était une manne que le PD et les autres partis de centre-gauche n'ont pas su saisir. Le manque de soutien logistique témoigne de la tiédeur de leur engagement dans la campagne. Le nom Borsellino est porteur de valeurs symboliques fortes et positives mais l'engagement politique de Rita est instrumentalisé pour reporter la diffusion de la fiction Rai dédiée à Falcone, prévue en mai 2006. En effet, la présidence de la Rai estime que la candidature de Rita Borsellino aux élections régionales empêche la diffusion de la fiction au titre du principe d'impartialité et de répartition du temps de parole : « Dans la fiction on parle aussi de Borsellino et […] tant que la campagne électorale n'est pas terminée, nous devons respecter les règles[77] ». Plusieurs membres du conseil d'administration s'opposent à à cette décision, expliquant que la répartition du temps de parole ne s'applique que dans les émissions politiques auxquelles participent les candidats. Plusieurs hommes politiques prennent position en faveur de la diffusion de la fiction, comme Luciano Violante ou même Totò Cuffaro[78]. Rita Borsellino, quant à elle, déclare :

> Il y a vraiment de quoi être déconcerté face à des faits de ce genre, utiliser certains événements pour faire de la propagande politique. Ce serait comme dire qu'il faut cacher les noms de Falcone et Borsellino des places, des écoles ou de l'aéroport, parce que je suis candidate à la présidence de la Région. Tout cela me semble être un manque de respect envers ces personnes assassinées par la mafia qui ne méritent pas des banalités de ce genre[79].

On voit donc que l'engagement politique des proches peut être à double tranchant : si le fait de porter le nom d'une victime de la mafia est un atout pour s'engager en politique et obtenir le soutien d'une partie de la société civile, cet avantage peut se retourner contre le candidat et, surtout, cela rend la célébration de la mémoire de la victime plus perméable aux risques d'instrumentalisation politique, augmentant ainsi le risque de polémiques mémorielles.

La tentative de récupération politique des proches

Les proches de victimes étant un gage de moralité, il n'est pas rare que les hommes politiques tentent de s'afficher à leurs côtés pour redorer leur blason. C'est le cas de Silvio Berlusconi qui, fraîchement nommé Président du Conseil en 1994, se présente à

77. « Nella fiction si parla enche di Borsellino e la sorella è candidata in Sicilia alle regionali, finché non si chiude la campagna elettorale, dobbiamo rispettare le regole. » : « Rai rinvia Falcone "per par condicio" Rita Borsellino : "È sconcertante" », in *Repubblica*, 11 mai 2006. Lien URL : http://www.repubblica.it/2006/05/sezioni/spettacoli_e_cultura/fiction-falcone-rinviata/fiction-falcone-rinviata/fiction-falcone-rinviata.html

78. Voir les dépêches rassemblées sur ce site : http://archivio.agi.it/articolo/fe145a05ae729bcdcb94cbd9ab8b398a_20060512_fiction-falcone-cuffaro-udc-sbagliato-sospenderla/?q=sicilia&query=giovanni_nervo

79. « C'è da restare veramente sconcertati di fronte a fatti di questo genere, utilizzare certe vicende per fare propaganda politica. Sarebbe come dire di oscurare i nomi di Falcone e Borsellino dalle piazze, dalle scuole o dall'aeroporto perché io sono candidata alla presidenza della Regione. Tutto ciò mi sembra una mancanza di rispetto verso quelle persone assassinate dalla mafia che non meritano banalità di questo genere. » : « Rai rinvia Falcone "per par condicio" Rita Borsellino : "È sconcertante" », in *Repubblica*, 11 mai 2006. Lien URL : http://www.repubblica.it/2006/05/sezioni/spettacoli_e_cultura/fiction-falcone-rinviata/fiction-falcone-rinviata/fiction-falcone-rinviata.html.

l'improviste via d'Amelio pour rencontrer Rita Borsellino, accompagné d'un cortège de quatorze voitures avec à bord des hommes politiques, des officiers des carabiniers et le préfet. Face aux caméras, ils sonnent plusieurs fois à l'interphone en demandant à Rita Borsellino si elle veut bien recevoir Silvio Berlusconi. Après trois refus, c'est le Président du Conseil qui vient lui parler directement à l'interphone :

> Il me demanda : « Que peut-on faire pour battre la mafia ? » Irritée, je lui répondis : « Vous êtes au gouvernement et vous pouvez faire tout ce que vous voulez et vous en avez le pouvoir. » Berlusconi me répondit : « Si on nous laisse travailler. » Et moi : « Mon frère non plus on ne le laissait pas travailler mais il a continué quand même, tant et si bien qu'il est mort ici. » Alors, embarrassé, le Président du Conseil me salua avec un « Si vous permettez je vous appellerai plus calmement de Rome. » Il ne m'a plus rappelée[80].

Cette scène surréaliste est naturellement filmée par les médias, savamment entraînés à la suite du cortège. Rita Borsellino raconte comment ce qui « pourrait ressembler à une blague » est médiatisé lors du journal télévisé :

> Il y a toute une pantomime où le général des carabiniers lui montre notre balcon, et on voit que lui appelle le préfet. Vu que dans l'enregistrement on entend quelqu'un hurler « Allez Borrelli, allez Di Pietro », il a dû penser : « Maintenant je vais me racheter en montant chez les Borsellino[81] ».

S'agissant en effet de la première et dernière apparition de Berlusconi via d'Amelio, on peut penser qu'il a avant tout voulu réaliser un coup médiatique pour gagner une certaine crédibilité morale. De même, alors qu'il affronte Rita Borsellino aux élections régionales de 2006, Totò Cuffaro – mis en examen fin 2005 pour avoir transmis des informations à la mafia – tente de retrouver une légitimité en adoptant comme slogan de campagne : « La mafia nous dégoûte[82] ». De plus, afin de renforcer cette stratégie de communication, il publie une autobiographie[83] dans laquelle il s'efforce de souligner sa normalité – notamment à l'aide de photographies, dans un processus similaire à celui utilisé pour promouvoir l'humanité des victimes de la mafia – et d'insister sur la force de son engagement antimafia[84]. Pour ce faire, il insiste sur sa présence aux commémorations et se glorifie d'être l'ami d'Agnese Borsellino[85]. Ainsi, pour contrer la candidature

80. « Mi chiese: "Che cosa possiamo fare per sconfiggere la mafia?" Seccata gli risposi: "Siete al Governo e potete fare tutto quello che volete e ne avete il potere". Berlusconi mi replicò: "Se ci lasciano lavorare". E io: "Anche mio fratello non lo lasciavano lavorare ma ha continuato lo stesso tant'è vero che qui è morto". Allors il Presidente del Consiglio imbarazzato mi salutò con un "Se permette la chiamerò da Roma con più calma". Non mi ha più chiamata. » in CORLAZZOLI Alex, *L'eredità. Giovanni Falcone e Paolo Borsellino 1992-2012 : le loro idee camminano sulle nostre gambe*, Milan, Altreconomia, 2012, p. 107.

81. « Potrebbe sembrare una barzelletta »; « C'è tutta una pantomima in cui il generale dei carabinieri gli mostra il nostro balcone, e si vede che lui chiama il prefetto. Avrà pensato, visto che nella registrazione si sente qualcuno che urla "Forza Borrelli, forza Di Pietro" : "Adesso mi riscatto salendo a casa Borsellino". » in BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio, op. cit*., p. 83.

82. « La mafia fa schifo ».

83. Voir FORESTA Francesco, *Cuffaro. La vita, la politica, le accuse dei giudici, la sua difesa. Storia dell'uomo più potente e discusso della Sicilia*, Palerme, Arbor, 2006.

84. On souligne à ce titre l'ironie délicieuse de Nando dalla Chiesa, qui poste un article sur son blog à propos de ce livre. Voir DALLA CHIESA Nando, « Cuffareide. Storia di Totò Bontà », 12 juin 2006. Lien URL : http://www.nandodallachiesa.it/public/index.php?option=content&task=view&id=288

85. Voir CORLAZZOLI Alex, *L'eredità, op. cit.,* p. 108.

de Rita Borsellino, il tente de récupérer la figure d'Agnese Borsellino. Certes, il l'a fréquentée notamment à l'occasion des commémorations organisées par le *Centro Paolo Borsellino* mais, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6, la structure servait de vitrine aux hommes politiques locaux et était gérée par un prêtre ensuite accusé d'avoir touché de l'argent venant du conseiller juridique de Vito Ciancimino[86]. Fort de la crédibilité qu'il pense avoir gagné en assistant à ces célébrations, Cuffaro n'hésite pas à affirmer « avec une pointe de fierté, que la défense de la légalité et la lutte contre la criminalité organisée et mafieuse constituent un des points-clés de [son] programme[87] ». Ainsi, on voit que les hommes politiques liés de près ou de loin avec la mafia tentent de s'afficher avec les proches de victimes. Le but est clairement de se construire une légitimité en récupérant, voire en instrumentalisation, les proches de victimes pour reprendre à leur compte les valeurs positives auxquelles leur nom renvoie.

La toponymie ou les usages politiques des noms des victimes

L'intitulation des aéroports de Comiso à Pio La Torre et de Palerme à Falcone et Borsellino

La toponymie est une des prérogatives des élus politiques et les choix effectués pour promouvoir la mémoire des victimes de la mafia nous donnent des indices pour mesurer l'insertion de cette mémoire dans le patrimoine régional et national. En 2007, le maire DS[88] de Comiso Giuseppe Di Giacomo décide d'intituler[89] l'aéroport à Pio La Torre pour le vingt-cinquième anniversaire de sa mort. La proposition est acceptée par le parti et l'aéroport est inauguré « en grande pompe[90] » par un vol spécial de Massimo D'Alema, alors ministre des affaires étrangères du gouvernement centre-gauche dirigé par Romano Prodi. En 2008, conformément à ce qu'il avait annoncé pendant la campagne des municipales, le nouveau maire AN[91] de Comiso (Giuseppe Alfano) annule la décision de son prédécesseur, redonne à l'aéroport le nom de Vicenzo Magliocco et se justifie en disant :

86. Voir BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio, op. cit*., p. 98.

87. « Posso affermare con forza, ed anche con una punta di orgoglio, che la tutela della legalità e la lotta alla criminalità organizzata e mafiosa costituiscono uno dei punti cardine del mio programma » in CORLAZZOLI Alex, *L'eredità, op. cit.,* p. 108.

88. *Democratici di Sinistra.*

89. N'ayant pas trouvé de formule concise en français, afin d'éviter les lourdeurs nous choisissons d'employer un italianisme pour indiquer le fait de donner le nom d'une personnalité à une rue ou une infrastructure.

90. « In pompa magna » : CAVALLARO Felice, « Comiso cancella Pio La Torre. Aeroporto intitolato a un generale » in *Corriere della Sera*, 28 août 2008. Lien URL : http://archiviostorico.corriere.it/2008/agosto/28/Comiso_cancella_Pio_Torre_Aeroporto_co_9_080828096.shtml

91. Alleanza Nazionale.

> Nous ne voulons pas mettre en discussion la figure et les mérites extraordinaires de La Torre, tué par la mafia […], mais nous estimons qu'il est plus juste de conserver une dénomination qui fait partie, depuis plus d'un demi-siècle, de la mémoire collective de la ville[92].

Giuseppe Alfano semble opposer la mémoire collective de sa ville à la mémoire collective de la lutte contre la mafia mais en réalité, cette controverse est fondée sur l'opposition entre le nom de Pio La Torre, comme symbole de la lutte contre la mafia menée par le PCI, et celui de Vincenzo Magliocco, général de l'armée de l'air fasciste décédé en Ethiopie en 1936. De plus, cette polémique s'inscrit dans un climat de révisionnisme latent par rapport à la période fasciste, où les tentatives de réhabiliter la figure du *Duce* sont légion[93]. L'opposition des deux figures revêt donc une dimension politique qui déclenche un véritable tollé. Cette controverse nous donne l'occasion de mesurer la mobilisation du monde politique pour promouvoir la mémoire des victimes. Nous constatons que leurs critiques sont sans appel. Plusieurs représentants de la majorité de centre-droit se prononcent même contre la décision d'Alfano, à l'image de Fabio Granata[94] qui défend ainsi la figure de La Torre :

> Pio La Torre fait partie de notre patrimoine commun, à nous tous Siciliens, comme Falcone et Borsellino, sans tenir compte des idées politiques que chacun d'eux pouvait avoir[95].

Le débat fait émerger le lien de patrimoine culturel qui s'est instauré entre le peuple sicilien et ceux qui se sont battus pour le libérer du joug de la mafia et la référence à Falcone et Borsellino vient appuyer d'une part la dépolitisation de la figure de Pio La Torre, et de l'autre, son appartenance au patrimoine sicilien. Ce rapport est confirmé par Antonello Cracolici[96], pour qui changer le nom de l'aéroport signifie « effacer la mémoire d'un peuple[97] », et par Walter Veltroni qui accuse Alfano de « révisionnisme[98] ». Puis une grande mobilisation civile se met en place. Le comité Articolo 21, association de journalistes

92. « Non vogliamo mettere in discussione la figura e gli straordinari meriti di La Torre, ucciso dalla mafia […], ma riteniamo più giusto conservare una denominazione che fa parte da più di mezzo secolo della memoria collettiva di questa città. » : FAVA Claudio, « Aeroporto di Comiso, la destra cancella La Torre », 28 août 2008. Lien URL : http://archivio.antimafiaduemila.com/notizie-20072011/95-claudio-fava/8676-comiso-la-destra-cancella-pio-la-torre.html

93. En 2007, Marcello Dell'Utri annonce qu'il possède des journaux intimes du *Duce*. L'authenticité des documents est ensuite démentie par des historiens. Dans le même temps, le Président du Conseil Silvio Berlusconi n'hésite plus à citer directement Mussolini dans ses interventions publiques, parlant de lui comme d'un grand homme d'État. Ce révisionnisme est en acte aujourd'hui encore car, lors des célébrations du jour de la mémoire de la Shoah le 27 janvier 2013, Berlusconi a déclaré : « Les lois raciales a été la pire faute d'un leader, Mussolini, qui avait bien fait beaucoup d'autres choses. » (« Il fatto delle leggi raziali è stata la peggiore colpa di un leader, Mussolini, che per tanti altri versi invece aveva fatto bene ») in « Berlusconi: Mussolini fece cose buone, leggi raziali la peggior colpa. È bufera. Comunità ebraica: falsità sconcertanti », in *ilmessagero.it*, 27 janvier 2013. Lien URL : http://www.ilmessaggero.it/primopiano/politica/monti_berlusconi_shoah_mussolini_leggi_razziali/notizie/247248.shtml

94. AN, vice-président de la Commision parlementaire antimafia de 2008 à 2010.

95. « Pio La Torre è patrimonio comune di tutti noi siciliani come lo sono Falcone e Borsellino a prescindere dalle idee politiche che ognuno di loro poteva avere. » : CAVALLARO Felice, « Comiso cancella Pio La Torre. Aeroporto intitolato a un generale » in *Corriere della Sera*, 28 août 2008. Lien URL : http://archiviostorico.corriere.it/2008/agosto/28/Comiso_cancella_Pio_Torre_Aeroporto_co_9_080828096.shtml

96. Président du groupe parlementaire PD à l'ARS.

97. « Cancellare la memoria di un popolo », *ibid*.

98. « Revisionismo » : propos de Walter Veltroni le 11 octobre 2008. Voir les dépêches de presse sur l'événement : http://archivio.agi.it/articolo/6f0946774c6eb0eae577796f3f626253_20081011_aeroporto-comiso-veltroni-cancellare-la-torre-e-revisionismo/?query=vincenzo_leanza

en défense de la liberté de la presse, publie un appel pour contrer Alfano. Cette pétition recueille 35 000 signatures[99] et c'est une action qui marque les esprits car de nombreuses personnalités y adhèrent (responsables politiques comme le président PDL[100] de la Commission parlementaire antimafia Pisanu, ou encore l'écrivain Andrea Camilleri). De plus, les citoyens se mobilisent sur l'internet grâce à divers blogs d'information. L'appel d'Articolo 21 est donc relayé par des réseaux civils, ce qui nous montre que la polémique a un fort écho auprès d'une partie de la société. Les proches de Pio La Torre contactent même Gianfranco Fini (AN), alors Président de la Chambre, pour lui demander d'intervenir auprès d'Alfano afin que celui-ci revienne sur sa décision, mais sans succès[101]. Franco La Torre, dans son récent ouvrage, raconte cet épisode et analyse ainsi les responsabilités politiques du PD :

> Je ne m'attendais pas à ce coup de poing dans le ventre mais, après, j'ai compris que cette mauvaise nouvelle venait également de la faiblesse du PD, qui n'avait pas su impliquer les habitants de Comiso, avant, dans la décision et, ensuite, dans l'opposition à la décision d'Alfano[102].

Malgré l'engagement du PD emmené par Walter Veltroni, le fils de la victime pointe encore du doigt l'incapacité du PD à mobiliser les foules autour de la figure de Pio La Torre. Il faut attendre juin 2014 pour que le nouveau maire PD Filippo Spataro intitule à nouveau l'aéroport de Comiso à Pio La Torre.

En faisant émerger des concepts tels que le patrimoine ou le révisionnisme, cette polémique montre les enjeux identitaires et politiques de la mémoire de la lutte contre la mafia. Si, d'une part, ces concepts témoignent de l'insertion de la mémoire de l'antimafia dans l'histoire régionale et nationale, de l'autre, ils relèvent les usages politiques de la mémoire des victimes. Alfano a certainement changé le nom de l'aéroport pour marquer symboliquement sa victoire électorale. L'accusation de révisionnisme peut donc être liée à sa couleur politique. De plus, le centre-gauche ayant perdu les législatives anticipées, cette controverse offre l'occasion à l'opposition de contrer la nouvelle majorité. Toutefois, après les massacres de Capaci et de via d'Amelio, nous avons vu qu'une écrasante majorité de la population a considéré la mémoire des victimes de la lutte contre la mafia comme un patrimoine culturel précieux dont il fallait porter haut les valeurs, au point d'en faire le ferment identitaire du mouvement antimafia civil. Il est donc tout naturel que le concept de patrimoine culturel soit au centre du débat.

99. Voir https://www.change.org/p/sia-reintitolato-a-pio-la-torre-l-aeroporto-di-comiso

100. *Popolo della libertà*, parti de Silvio Berlusconi.

101. Voir LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia, op. cit*., version Kindle, emplacement 1246.

102. « Non me l'aspettavo quel pugno allo stomaco ma, successivamente, capii che a quella brutta notizia aveva contribuito anche la debolezza del PD, che non aveva saputo coinvolgere i comisani, prima, nella decisione e, dopo, nell'opposizione alla decisione di Alfano. » in *Ibid*., emplacement 1218.

Les polémiques suscitées par la décision du maire AN de Comiso révèlent certes les enjeux partisans qui ont déterminé les choix des deux maires, mais si Pio La Torre est une figure éminemment politique, il n'en va pas de même pour Falcone et Borsellino. Pourtant, le fait d'avoir nommé l'aéroport de Palerme « Falcone e Borsellino » en octobre 2007 donne encore lieu à des polémiques. Tout d'abord, Rita Borsellino refuse de participer à l'inauguration car, au vu des révélations sur le *depistaggio* de l'enquête sur via d'Amelio, elle choisit de prendre ses distances avec les cérémonies institutionnelles[103]. Ce qui ressemble à un choix consensuel émanant des responsables politiques locaux[104] est vivement critiqué par Gianfranco Micciché, alors président FI[105] de l'ARS, qui déplore « l'image négative » de l'île qui est donnée aux touristes dès leur arrivée. Après avoir souligné combien sa carrière politique – renforcée par le succès électoral de 2001[106] – s'est faite à l'ombre des hommes politiques liés à *Cosa nostra*[107], la journaliste Concita De Gregorio ironise sur le commentaire de Micciché :

> Voilà donc la solution : effacer tous les noms de ceux qui sont morts dans cette guerre. Plus de noms, plus de guerre. Plus de plaques, plus de mafia. Effacer, comme sur l'ordinateur. La mémoire est labile, alimentons-la plutôt avec des fêtes folkloriques costumées, des charrettes peintes et des processions de madones. C'est une de ces pensées qu'on suppose diffuses bien qu'indicibles[108].

Suite au tollé déclenché par ses déclarations, Micciché les retire et s'excuse. Toutefois, en septembre 2012, alors qu'il est candidat pour le centre-droit à la présidence de la région Sicile, il réitère ses propos:

> Je pense que baptiser un lieu de départ et d'arrivée comme l'aéroport en mémoire de nos héros assassinés est un mauvais choix marketing pour un territoire à vocation touristique comme le nôtre. On ne se présente pas aux nombreux touristes que la Sicile accueille avec le sang d'une des blessures les plus profondes, et encore béantes, de notre terre[109].

Cette déclaration est emblématique de l'antimafia rhétorique qui rend ambivalente l'image des victimes de la mafia : Falcone et Borsellino incarnent à la fois les valeurs

103. Voir CORAZZOLI Alex, *L'eredità, op. cit.*, p. 49.

104. La très faible médiatisation de l'événement ne nous a pas permis de savoir précisément qui a fait cette proposition. Nous n'avons trouvé trace que de la polémique déclenchée par les déclarations de Micciché en 2007, puis en 2012.

105. *Forza Italia*.

106. En 2001, lors des élections régionales siciliennes, la coalition de centre-droit (la *Casa delle Libertà*) avait remporté les 61 circonscriptions de la Sicile. Cette victoire écrasante laisse soupçonner un important apport de voix et donc un gros contrôle de l'électorat de la part de *Cosa nostra*.

107. Ancien dirigeant de Publitalia, Micciché entre en politique grâce à l'aide de Marcello Dell'Utri. Il a notamment soutenu les candidatures de Salvatore Cuffaro (UDC) et de Raffaele Lombardo (*Movimento per le Autonomie*), tous deux mis en cause par la magistrature pour leurs liens avec *Cosa nostra*.

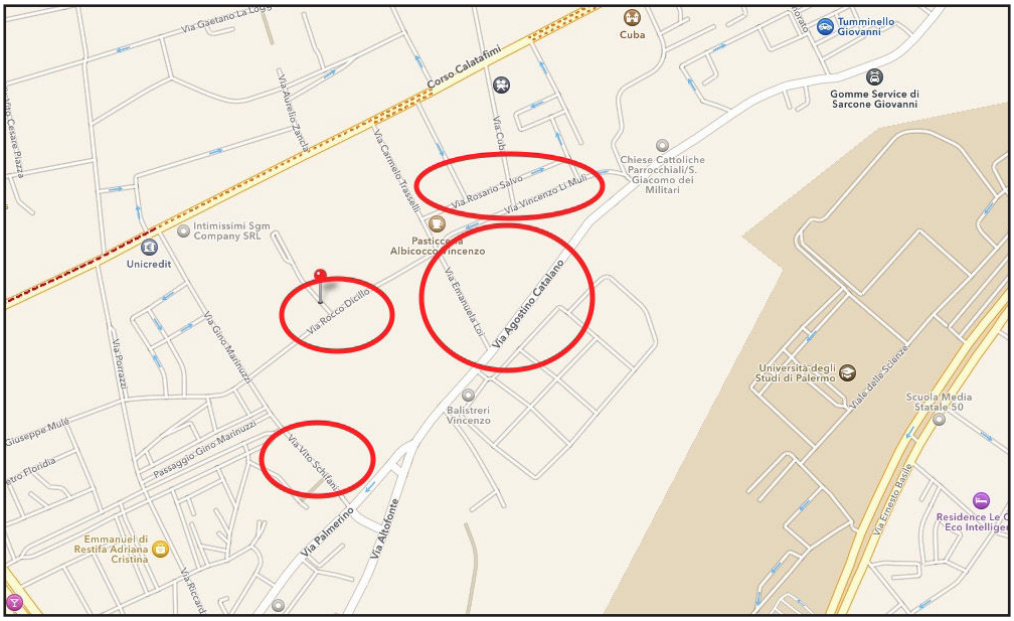
108. « Così ecco la soluzione: cancellare i nomi di chi in quella guerra ci è morto. Niente nomi niente guerra. Niente targhe niente mafia. Delete, come al computer. La memoria è labile, alimentiamola piuttosto di feste folkloristiche in costume, carretti dipinti e processioni di madonne. E' uno di quei pensieri si suppongono diffusi per quanto indicibili. » : DE GREGORIO Concita, « Micciché e la gaffe su Falcone "Triste un aeroporto col suo nome" », in *Repubblica*, 11 octobre 2007. Lien URL: http://www.repubblica.it/2007/10/sezioni/cronaca/micciche/micciche/micciche.html

109. « Ritengo che sia una scelta di marketing sbagliata, per un territorio a vocazione turistica come il nostro, intitolare un luogo di partenza e arrivo come l'aeroporto alla memoria dei propri eroici caduti. Non ci si presenta ai tanti turisti che accoglie la Sicilia con il sangue di una delle più profonde e, ancora non sanate, ferite della nostra terra. » in DI NICO Giuseppe, « Micciché: "Aeroporto Falcone-Borsellino? Un errore" » in *Il Giornale*, 19 septembre 2012, http://www.ilgiornale.it/news/interni/micchich-aeroporto-falcone-borsellino-errore-838895.html

positives de la lutte contre la mafia, mais également l'image négative de la violence mafieuse. Ainsi, leurs détracteurs s'engouffrent dans cette brèche pour ne mettre en avant que la dimension négative. De plus, l'utilisation du terme « héros » et du champ lexical de la violence (le sang, les blessures « béantes ») qui enrobe la critique semble être une concession relevant plus du politiquement correct que d'une véritable conviction de Micciché. Enfin, le fait qu'il répète ces propos en pleine campagne électorale, qui plus est l'année des commémorations du vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, peut être interprété comme un signal positif envoyé à la mafia en vue de l'échéance électorale. Les tentatives ou propositions de changer les noms des aéroports de Comiso et Palerme montre que la mémoire de l'antimafia, loin d'être consensuelle, est instrumentalisée par une partie du monde politique pour servir ses propres intérêts partisans.

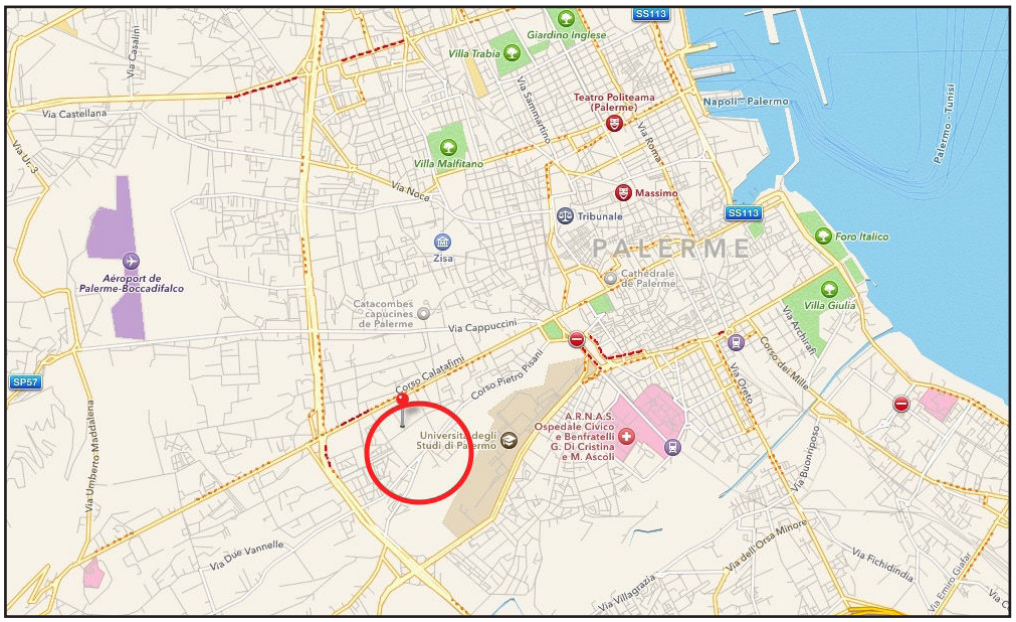
L'instrumentalisation de la toponymie au niveau local et national

L'intitulation de rues à la mémoire des victimes de la mafia est également un moyen de voir quelle est la place de cette mémoire au niveau local et national. À Palerme, nous avons découvert par hasard une zone où plusieurs rues portent le nom de victimes de la mafia alors que nous cherchions le lieu de l'assassinat de Pio La Torre et Rosario Di Salvo. Ils ont été assassinés piazza Generale Turba qui est en fait un dédale de rues très étroites désormais intitulées principalement aux policiers d'escortes morts dans les attentats de Capaci et via d'Amelio ainsi qu'à Rosario Di Salvo[110].



Carte n°4 : Les rues intitulées aux victimes de la mafia à Palerme.

110. Via Vito Schifani ; via Emanuela Loi ; via Rocco Di Cillo ; via Vincenzo Li Muli ; via Rosario Di Salvo ; via Agostino Catalano ; Largo Claudio Traina.



Carte n°5 : Vue générale de la zone où sont regroupées les rues intitulées aux victimes[111].

Toutefois, cette zone excentrée – coincée entre corso Calatafimi et l'université de Palerme – est assez dégradée et ces rues sont peu fréquentées par les piétons, étant donné qu'il n'y a pas de trottoirs. La localisation de ces rues montre qu'elles se situent en périphérie. Ainsi, on peut se demander dans quelle mesure le décentrement géographique reflète une mise à l'écart dans la mémoire locale. Toutefois, ce n'est pas tant le fait qu'elles soient excentrées – il n'est pas rare de voir des intitulations moins classiques dans les parties nouvelles des villes – mais bien l'état du quartier en lui-même qui laisse à penser que cette mémoire a été reléguée dans une zone dégradée et peu fréquentée[112]. La rue intitulée à Pio La Torre se trouve dans le quartier voisin d'Altarello, derrière la Zisa, de l'autre côté du corso Calatafimi. Seules les rues intitulées à Piersanti Mattarella et à Carlo Alberto dalla Chiesa se trouvent dans une zone centrale, vers la via della Libertà[113]. De plus, en cherchant sur internet, nous avons remarqué qu'il n'y a pas de rues intitulées à Giovanni Falcone ou à Paolo Borsellino à Palerme alors qu'il y en a dans les communes alentours[114]. Ce choix, pour le moins surprenant au vu de l'impact de ces assassinats, est d'autant plus singulier que de nombreuses communes italiennes ont intitulé des rues à ces deux magistrats.

111. Ces cartes sont extraites de l'application « Plans » d'Apple.

112. Il serait intéressant d'approfondir cet aspect en cherchant notamment les transcriptions des débats du conseil municipal.

113. Nous n'avons pas réussi à savoir quand ces rues ont été intitulées.

114. Il y a une via Giovanni Falcone à Cinisi, à Casteldaccia et une autre à Villabate. Nous avons trouvé une via Paolo Borsellino à Santa Flavia, vers Bagheria. Il y a des places Falcone et Borsellino à Corleone, Alcamo et Altofonte. À première vue, il semble que les rues dédiées à Falcone ou Borsellino en Sicile sont rarement placées dans les chefs-lieux de province (Catane, Palerme, Syracuse, Agrigente, Trapani) mais dans les communes alentours. Il serait donc intéressant de faire une véritable étude quantitative des intitulations en Sicile afin de vérifier cette première impression.

Marcello Ravveduto s'est livré à une étude de la toponymie nationale, en se concentrant sur Falcone et Borsellino, afin de voir dans quelle mesure « la mémoire du deuil a marqué la crise de la République des partis, en laissant une trace indélébile dans la composition d'"une autre" territorialité civique[115] » :

> Dans les 8.092 communes italiennes, de 1992 à aujourd'hui, 820, soit 10,10% du total, ont intitulé une rue ou une place à Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. Concernant les chefs-lieux de province : sur 117, 40, soit 34,18% du total, ont modifié l'onomastique pour honorer la mémoire des juges[116].

On remarque donc que plus la commune est grande, plus la possibilité de trouver une rue intitulée à Falcone et Borsellino augmente et les communes n'ayant pas intitulé une rue aux victimes ont souvent rebaptisé une infrastructure (bibliothèque, théâtre, auditorium). De plus, Ravveduto note une différence en fonction de la taille de la commune :

> Dans les petits centres et dans les villes moyennes les noms des magistrats sont insérés dans les nouvelles zones d'expansion urbaine ou dans des rues qui n'ont pas encore été intitulées ; dans les grandes villes on a choisi de renommer certaines rues du centre urbain ou aux alentours de lieux significatifs (souvent à côté des tribunaux[117]).

Il est donc pour le moins surprenant de voir que les résultats de cette analyse nationale sont contradictoires avec ce que nous avons observé à Palerme. En effet, les rues intitulées aux victimes ne se trouvent pas dans une zone de récente expansion urbaine puisque nous avons noté que les immeubles sont anciens et passablement dégradés. Palerme étant la capitale régionale, on pourrait donc penser que l'intitulation suit les mêmes principes que dans les grandes villes italiennes. Or aucune rue du centre n'a été intitulée à Falcone et/ou Borsellino. L'aéroport de Palerme n'ayant été intitulé aux deux magistrats qu'en 2007, il nous semble peu probable que l'absence de rue intitulée à Falcone et Borsellino s'explique par la proximité de cette infrastructure. On peut en revanche penser que l'intitulation de cette infrastructure a justement été décidée pour pallier un manque au niveau de la toponymie locale. En tant que prérogative du politique, la toponymie a également une « fonction de marketing politique » et est une manière, pour les élus, de « revendiquer face à la communauté leur contribution à la lutte contre

115. « Se la memoria del lutto abbia marcato la crisi della Repubblica dei partiti, lasciando una traccia indelebile nella composizione di "un'altra" territorialità civica. » in RAVVEDUTO Marcello, « Una Italian Public History per la seconda Repubblica », in *Officina della storia*, 2013. *Ibid*., p. 7. Lien URL : https://www.academia.edu/5808604/Una_Italian_Public_History_per_la_seconda_Repubblica

116. « Negli 8.092 comuni italiani, dal '92 ad oggi, 820, ovvero il 10,10% del totale, ha intitolato una strada o una piazza a Giovanni Falcone e Paolo Borsellino. Per quanto riguarda i capoluoghi di provincia: su 117, 40, il 34,18% del totale, hanno modificato l'odonomastica per onorare la memoria dei giudici. » in *Ibidem*.

117. « Nei piccoli centri e nelle città medie i nomi dei magistrati sono stati inseriti in nuovi nuclei di espansione urbana o in strade che non avevano ancora avuto una intestazione; nelle grandi città si è scelto di rinominare alcune vie del centro urbano o nei pressi di luoghi significativi (spesso adiacenti ai tribunali) » in *Ibidem*.

le crime organisé[118] ». Les dirigeants des gouvernements régionaux de centre-droit qui se sont succédés à partir des années 2000 étant souvent mis en cause pour complaisance voire pour complicité avec la mafia, on peut légitimement supposer que l'intitulation d'une telle infrastructure aux deux magistrats relève d'un calcul politique pour gagner une crédibilité antimafia au niveau local. Toutefois, par manque de sources, nous ne sommes pas en mesure de confirmer cette hypothèse.

Si la toponymie nationale confirme donc l'insertion de la mémoire de la lutte contre la mafia dans la mémoire nationale, elle n'en reste pas moins sujette aux usages politiques. Le cas de Falcone et Borsellino révèle une réappropriation partisane, comme c'était le cas pour Pio La Torre au niveau local. Nous reprenons les résultats de l'étude de Marcello Ravveduto :

> Le nord a la suprématie des intitulations, même par rapport au plus grand nombre de communes. Toutefois, il faut souligner que pendant les années de la seconde République, justement dans les zones où le phénomène du *leghismo* s'est enraciné, l'onomastique reconnaissait le sacrifice de deux citoyens méridionaux, en consacrant la lutte contre la mafia comme une valeur nationale unifiante. En outre, à la lecture des actes, les communes administrées par le centre-gauche ont attribué plus fréquemment des intitulations au seul Giovanni Falcone, celles de centre-droit essentiellement au seul Paolo Borsellino (confirmant une mémoire divisée, soumise à l'utilisation publique de l'histoire[119]).

Il y a une instrumentalisation politique qui va dans trois directions différentes. Si de prime abord l'appropriation de Falcone et Borsellino par la *Lega* peut sembler déroutante au vu de l'anti-méridionalisme affiché du parti sécessionniste, elle délivre en réalité un message éminemment politique. Nous avons vu que la *Lega* se construit en opposition au système politique gangréné par la corruption et milite en faveur d'un renouvellement de la classe politique. Falcone et Borsellino, bien que non liés à l'opération « Mains Propres », sont les figures les plus emblématiques de ce besoin de renouveau et leurs portraits sont arborés dans les manifestations contre Berlusconi comme un symbole de légalité[120]. On peut donc supposer que l'intitulation de rues aux deux magistrats dans les municipalités du nord et du centre dirigées par la *Lega* participe ainsi de l'affirmation de l'identité politique du jeune parti. Quant au choix de Falcone pour le centre-gauche et de Borsellino pour le centre-droit, il s'agit d'une manière de passer un

118. « Funzione di marketing politico » ; « manifestare di fronte alla comunità di aver contribuito alla lotta contro il crimine organizzato » in *Ibid*., p. 8.

119. « Il nord ha il primato delle intitolazioni, anche in rapporto al maggior numero di comuni presenti. Tuttavia, è giusto sottolineare che durante gli anni della seconda Repubblica, proprio nelle aree geografiche in cui si è radicato il fenomeno del leghismo, la odonomastica riconosceva il sacrificio di due cittadini meridionali, consacrando la lotta alle mafie come un valore nazionale unificante. Inoltre, dalla lettura degli atti, i comuni amministrati dal centro-sinistra hanno con maggiore frequenza attribuito l'intitolazione al solo Giovanni Falcone, quelle di centro-destra prevalentemente al solo Paolo Borsellino (confermando una memoria divisa, piegata all'uso pubblico della storia). » in *Ibid*., p. 7.

120. Voir chapitre 5.

message de moralité publique à leur électorat et d'une tentative de récupération politique de figures qui, par leur statut de magistrats, sont normalement apolitiques. Alessandro Dal Lago considère que c'est justement ce qui « rend leur image inattaquable[121] » et permet leur insertion dans le patrimoine national. Effectivement, comme nous l'avons constaté, le statut de représentant de l'État favorise la création de figures consensuelles mais, comme l'a souligné Franco La Torre[122], cela facilite aussi leur instrumentalisation. Or cette politisation de figures normalement dépolitisées démontre à quel point le monde politique, généralement tenu à l'écart des commémorations civiles, tente systématiquement d'instrumentaliser ce patrimoine civil dans le but de (re)construire son identité et sa légitimité.

***

La mémoire des victimes peut être utilisée de manière paradoxale en amenant vers la politique une figure neutre comme celle de dalla Chiesa ou, au contraire, en faisant perdre sa charge éminemment politique à une figure comme Pio La Torre. L'instrumentalisation du nom des victimes montre combien la quête de légitimité du politique passe par la récupération des valeurs positives que les victimes incarnent. Si la toponymie confirme la dimension nationale et donc l'historicité acquise par les figures, il s'agit du secteur le plus soumis à l'instrumentalisation du politique qui, en exerçant cette prérogative, tente de légitimer son action publique, au nord comme au sud. Ainsi, comme il a été justement écrit, « les commémorations, si elles contribuent bien "à définir les identités et les légitimités politiques", n'en restent pas moins "le révélateur de tensions et de conflits[123]" ». L'étude des usages politiques de la mémoire de l'antimafia laissent donc apparaître une dimension polémique constante qui caractérise la construction mémorielle. Le déficit de légitimité de la classe politique est tel que les commémorations deviennent le moment privilégié pour tenter de récupérer ce prestige perdu. La mémoire de l'antimafia est utilisée, par le monde politique, pour affirmer son action antimafia, pour légitimer son action politique et donc, *in fine*, pour affirmer sa légitimité.

121. « Rende la loro immagine inattaccabile » in DAL LAGO Alessandro, *Eroi di carta. Il caso di Gomorra ed altre epopee*, Rome, Manifestolibri, 2010, p. 83.

122. Voir Entretien avec Franco La Torre réalisé à Rome le 5 spetembre 2012.

123. COTTRET Bernard & HENNETON Lauric, « La commémoration, entre mémoire prescrite et mémoire proscrite » in COTTRET Bernard & HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations*, *op. cit*., p. 15. Voir également RAYNAUD Philippe, « La commémoration : illusion ou artifice ? », in *Le Débat*, 1994/1, n°78.

Chapitre 12

Les commémorations décennales ou la cristallisation des tensions de l'Italie républicaine

Les usages politiques de la mémoire de l'antimafia pouvant révéler des tensions identitaires régionales et nationales, nous avons choisi d'étudier plus particulièrement les commémorations décennales car elles font l'objet d'une médiatisation plus forte qui offre l'occasion de faire un bilan de la construction mémorielle. En effet, il s'agit d'étapes structurantes de la mémoire publique qui, parce qu'elles sont médiatisées, permettent à l'événement commémoré de se fixer dans la mémoire de l'individu et de la collectivité[1]. Nous avons remarqué la très faible médiatisation du dixième anniversaire des assassinats de Pio La Torre[2] et du préfet dalla Chiesa, dont les célébrations servent plus à lister les mesures du gouvernement après les massacres de Capaci et via d'Amelio qu'à commémorer la figure du général, laissant ainsi apparaître que la commémoration pouvait passer au second plan face à l'actualité. En tant qu'événement médiatique, la commémoration est naturellement soumise aux aléas de l'actualité, tantôt effacée, tantôt conditionnée, tantôt instrumentalisée. Quelles sont les conséquences de l'influence de l'actualité sur les commémorations ? Si en 2002, le conditionnement de l'actualité politique est symptomatique de la baisse d'attention du politique envers la question mafieuse, en 2012 l'omniprésence de l'actualité criminelle et judiciaire renouvelle la hiérarchie mémorielle et cristallise les tensions de l'Italie républicaine.

1. Voir AFFUSO Olimpia, *Il magazine della memoria. I media e il ricordo degli avvenimenti pubblici*, Rome, Carocci, 2010, p. 17.

2. On peut supposer que la chute du mur de Berlin et l'obligation pour la gauche italienne de repenser son identité rend plus problématique la célébration de la mémoire d'un homme politique comme Pio La Torre. De plus, début mai 1992, le journal *L'Ora* cesse son activité, le *Giornale di Sicilia* devient alors le seul quotidien palermitain.

2002 : des commémorations conditionnées par l'actualité politique

Le conflit entre la magistrature et une partie de la classe politique

La création du mythe des « juges rouges[3] »

L'opération « Mains Propres » marque le début d'un rapport conflictuel entre une partie de la classe politique, accusée de corruption, et la magistrature, qui n'hésite pas à impliquer les plus grands leaders politiques. Lorsque Bettino Craxi est mis en cause, il se considère – pour reprendre les mots de Salvatore Lupo – comme « victime d'une persécution politique ourdie par des magistrats et des communistes[4] ». Ainsi, « l'idée selon laquelle la magistrature représente la société civile contre la partitocratie et l'État corrompu par celle-ci, qu'elle est la seule garante du bon gouvernement[5] » et de la morale publique s'affirme de plus en plus entre 1992 et 1994. Les événements de 1992 induisent un transfert de légitimité entre la classe politique et la magistrature qui apparaît comme « une institution de recours[6] » et assure donc un « rôle de suppléante de l'État[7] ». On sent donc émerger un rapport de type concurrentiel entre les pouvoirs exécutif et judiciaire qui devient rapidement conflictuel. La victoire de *Forza Italia* aux élections de 1994 et la mise en place du premier gouvernement Berlusconi marquent l'avènement de ce qu'on a nommé la Seconde République. Dès lors, les hommes politiques tentent de reprendre leurs prérogatives en se posant en garants de l'intégrité d'une classe politique renouvelée et en dénigrant la magistrature, dont l'action et les interventions dans le débat public sont perçues comme de plus en plus perturbatrices.

Silvio Berlusconi tente dans un premier temps d'amadouer la magistrature (en proposant un poste à Antonio Di Pietro, que celui-ci refuse) avant de faire feu des deux bords lorsqu'il revient au gouvernement, entre 2001 et 2006. Lui-même empêtré dans plusieurs affaires, Berlusconi s'estime persécuté et utilise tout son pouvoir médiatique pour stigmatiser les magistrats qui le poursuivent en les taxant de communistes[8],

3. « Toghe rosse ».

4. « Vittima di una persecuzione politica ordita da magistrati e comunisti » in FIANDACA Giovanni & LUPO Salvatore, *La mafia non ha vinto. Il labirinto della trattativa*, Rome-Bari, Laterza, 2014, p. 45.

5. « Idea che la magistratura rappresenti la società civile contro la partitocrazia e lo Stato da essa corrotto, che sia l'unica garante del buon governo » in *Ibidem*.

6. VAUCHEZ Antoine, « Entre État et société civile : justice, administration et politique » in *op. cit.*, p. 82.

7. « Ruolo di supplenza dello stato » in SILJ Alessandro, *Malpaese, op. cit.*, p. 434.

8. Sur la fonction de l'anticommunisme dans la construction de l'identité politique de Silvio Berlusconi, voir LAZAR Marc, *L'Italie à la dérive. Le moment Berlusconi*, Paris, Perrin, 2006, p. 33 et CASALINO Leonardo & GIACONE Alessandro, *Manuale di storia politica dell'Italia repubblicana (dal 1946 ad oggi)*, Neuville-sur-Saône, Bouquinéo, 2014, p. 174.

à travers l'expression des « juges rouges[9] ». La stigmatisation politique de la magistrature et la victimisation sont les deux piliers de cette stratégie de défense qui, dans la lignée de Craxi, caractérise l'attitude de Silvio Berlusconi des années 1990 à nos jours. Toutefois, l'on ne saurait attribuer à Berlusconi seul la responsabilité de l'exacerbation des tensions entre la magistrature et la politique. Après le premier gouvernement Berlusconi, le Président Scalfaro décide de confier à nouveau le pays à des personnalités ayant une haute autorité morale pour compenser la légitimité perdue par une grande partie des représentants politiques[10]. La composition de gouvernements techniques sert également à ne pas exacerber les tensions entre les différentes formations politiques en pleine recomposition. Lorsque la coalition de l'Ulivo (centre-gauche) gagne les élections en 1996, les responsables de gauche affichent leur ambition d'un retour à la normale pour apaiser la vie politique et rééquilibrer le fonctionnement institutionnel. Des figures du centre-gauche comme Luciano Violante ou Massimo D'Alema appellent au « retour de la position subsidiaire de la justice vis-à-vis de la politique[11] ». Si les deux coalitions ne sont pas mues par les mêmes raisons, elles ont œuvré de concert pour « circonscrire l'influence politique de la magistrature[12] ». Ce retour à l'équilibre des pouvoirs peut certes apparaître légitime pour le pouvoir politique. Toutefois, le rétablissement d'un rapport de force favorable aux représentants politiques, comme c'était le cas avant la crise de 1992, va se faire au prix de graves attaques à la magistrature.

Des juges et des citoyens mobilisés

Silvio Berlusconi utilise non seulement son empire médiatique pour promouvoir sa personne, son action, mais aussi pour stigmatiser ses adversaires :

> Qui n'est pas avec lui est contre lui. Ce qui l'amène à créer une dichotomie fondamentale entre ses amis et la cohorte de ses ennemis, les communistes, les juges rouges et les journalistes, rendus responsables des maux de l'Italie ou des difficultés de son gouvernement, accusés de tramer continûment des complots contre lui[13].

Ce conflit avec la magistrature a des répercussions sur son action gouvernementale puisque, lors de son second mandat, Berlusconi essaie de limiter l'indépendance

9. Pour une analyse complète de ce processus, voir en particulier BRIQUET Jean-Louis, *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République (1992-2004)*, Paris, Karthala, 2007, p. 293-306 & VETRI Elio, *Le toghe rosse*, Milan, Baldini & Castoldi, 2002.

10. Sur le rôle de Scalfaro pendant toute cette période, voir GIACONE Alessandro, « Le rôle du Président Scalfaro dans la transition italienne 1992-1999 », in CARACCIOLO Piero (dir.), *Refaire l'Italie. L'expérience de la gauche libérale en Italie (1992-2001)*, Paris, Paris, Editions rue d'Ulm, 2011, p. 253-270.

11. BRIQUET Jean-Louis, *Mafia, justice et politique en Italie, op. cit.*, p. 303.

12. *Ibid.*, p. 302.

13. LAZAR Marc, *L'Italie à la dérive, op. cit.*, p. 41.

des juges – caractéristique du système juridique italien[14] – au moyen de réformes qui déclenchent un véritable tollé, y compris dans la frange la plus conservatrice de la magistrature emmenée par Mario Cicala[15]. En janvier 2002, le magistrat Francesco Saverio Borrelli, procureur général de Milan, s'insurge et lance un appel à « résister comme sur le Piave[16] » afin de défendre l'indépendance de l'institution. L'Association nationale des magistrats publie ensuite dans la presse une « Lettre ouverte des magistrats aux citoyens » pour sensibiliser les Italiens :

> Certaines réformes dont on parle ces derniers temps ne serviraient même pas à améliorer le fonctionnement de la justice. Aujourd'hui, nous, magistrats, nous sommes préoccupés. Nous avons acheté cet espace pour vous le dire à tous. Nous croyons que la justice n'est pas l'affaire exclusive des magistrats mais celle de tout le monde. C'est pourquoi nous demandons que soit garanti un climat de respect pour l'institution judiciaire et que toutes les institutions s'engagent dans une œuvre de réforme sereine et méditée, avec comme unique objectif une justice qui fonctionne bien dans l'intérêt de tous les citoyens[17].

Cet appel est entendu et une partie de la société, proche de la gauche, commence à se mobiliser. Un groupe de femmes[18] lance une mobilisation innovante pour défendre les magistrats : les citoyens sont invités à faire une ronde autour des Palais de Justice des principales villes italiennes, d'où le nom du mouvement des « rondes pour la démocratie[19] », auquel la participation de Nanni Moretti donne un fort écho médiatique. Le cinéaste dénonce la politique du gouvernement ainsi que l'inertie de la gauche, qui n'a pas su faire une loi correcte sur le conflit d'intérêts. Ensuite, les universitaires, emmenés entre autres par Paul Ginsborg[20], organisent une grande marche fin janvier 2002 pour défendre la démocratie et la liberté d'information, qu'ils jugent en danger car, en étant au pouvoir, Berlusconi contrôle – outre ses chaînes privées – les trois chaînes publiques. Au fur et à mesure que le gouvernement annonce des réformes[21], le mouvement des rondes prend de l'ampleur et dénonce également la main mise de Berlusconi sur la télévision publique en entourant le bâtiment de la Rai à Rome. Des parlementaires de gauche

14. Pour une analyse plus détaillée du rôle de la magistrature, voir VAUCHEZ Antoine, « La magistrature dans l'espace public. Eléments pour une analyse du rôle politique des juges dans l'Italie contemporaine », in *Laboratoire italien*, 2-2001, Lyon, ENS Editions, p. 71-87.

15. Voir CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi, op. cit.*, p. 158.

16. Voir « Borrelli, appello ai giudici : "Resistere come sul Piave" », in *Repubblica*, 12 janvier 2002, lien URL : http://www.repubblica.it/online/politica/favara/toghe/toghe.html

17. Extrait cité en français in CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi, op. cit.*, p. 162-163.

18. On compte parmi elles les traductrices Marina Astrologo et Silvia Bonucci. Voir « Le leader del Girotondo : non siamo il movimento di Nanni », in *Corriere della Sera*, 19 dévrier 2002, lien URL : http://archiviostorico.corriere.it/2002/febbraio/19/leader_del_Girotondo_non_siamo_co_0_0202197978.shtml

19. « Girotondi per la democrazia » ou le « girotondismo ».

20. Voir DEAGLIO Enrico, *Patria 1978-2008, op. cit.*, p. 873 & PORTANOVA Mario, « Dieci anni fa il vagito dei Girotondi », in *Il Fatto quotidiano*, 4 février 2012, lien URL : http://www.ilfattoquotidiano.it/2012/02/04/firenze-ricorda-marcia-professori-dieci-anni-primo-vagito-girotondi/188917/

21. Pour n'en citer que quelques unes : la réforme de l'article 18 du statut des travailleurs pour faciliter le licenciement ; la loi Cirami introduisant le principe de « suspicion légitime » contre le magistrat afin de pouvoir demander un changement de juridiction en cas de partialité suspectée du juge ; la réforme de la justice et du CSM qui accentue le pouvoir de l'exécutif sur le judiciaire.

comme Nando dalla Chiesa et Giuseppe Ayala mais aussi des membres du mouvement antimafia comme *don* Luigi Ciotti et Rita Borsellino se rallient à cette initiative[22], qui grandit tout au long de l'année, jusqu'à réunir plusieurs centaines de milliers de personnes piazza San Giovanni le 14 septembre 2002[23], avant de s'essouffler en 2003.

La diabolisation des magistrats dans l'Italie berlusconienne

En parallèle, dans les médias, la critique de la magistrature va *crescendo*. La mobilisation de personnages médiatiques comme Nanni Moretti, marqués à gauche, est instrumentalisée pour renforcer les diatribes contre les « juges rouges » et la saga judiciaire des procès de Giulio Andreotti[24] fournit de nouveaux arguments au *Cavaliere* pour stigmatiser les magistrats qui le poursuivent. Si, effectivement, les verdicts des procès Andreotti démontrent la difficulté de prouver et de sanctionner juridiquement les collusions politico-mafieuses, Berlusconi les utilise en réalité pour justifier des réformes judiciaires capitales, comme celle du CSM[25] ou des repentis[26]. On peut même parler d'une diabolisation, au vu des propos tenus par le président du Conseil à la presse étrangère au sujet de l'acquittement de Giulio Andreotti :

> Ces juges sont doublement fous ! Premièrement, ils le sont politiquement, et deuxièmement, ils sont fous de toute façon. Pour faire ce travail, il faut être mentalement dérangé, avoir des troubles psychiques. S'ils font ce travail, c'est parce qu'ils sont anthropologiquement différents du reste de la race humaine[27].

On ne peut qu'être frappé de la similitude, soulignée par Marco Travaglio, entre cette déclaration et les propos tenus par le *boss* Luciano Liggio en 1989, qui se lamentait en disant que ce n'était pas de sa faute si les juges étaient des « psychotiques[28] ». Les déclarations deviennent de plus en plus violentes puisqu'en 2008, Berlusconi arrive

22. Voir DALLA CHIESA Nando, *La legge sono io. Cronaca di vita repubblicana nell'Italia di Berlusconi. L'anno dei girotondi*, Naples, Filema, 2003. Il s'agit d'un recueil d'articles de l'année 2002.

23. Voir « Mezzo milione in piazza a Roma » in *Corriere della Sera*, 14 septembre 2002, lien URL : http://www.corriere.it/Primo_Piano/Politica/2002/09_Settembre/14/morettigirotondo.shtml

24. Mis en examen en 1993 suite aux déclarations des repentis comme Buscetta, un premier procès pour collusions se conclut par l'acquittement d'Andreotti en 1999, qui sera condamné en appel (2002) car reconnu coupable de collusions jusqu'en 1980, mais il y a prescription annule la condamnation. Le deuxième procès où le sénateur était accusé d'avoir commandité le meurtre du journaliste Mino Pecorelli se solde en 2002 par une condamnation à 24 ans de prison, annulée en 2003 sans renvoi en jugement devant la Cour de Cassation. Voir BRIQUET Jean-Louis, *Mafia, justice et politique, op. cit.*, p. 319-330.

25. La réforme du Conseil supérieur de la magistrature modifie les modalités de recrutement, permettant ainsi à l'exécutif de mieux contrôler le judiciaire. Elle donne également un rôle majeur à la Cour de Cassation, « dont les magistrats seraient sélectionnés sur des critères politiques par le gouvernement ». Or c'est cette instance qui déciderait, dans le cadre de la loi Cirami, des changements de juridiction. Voir CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi, op. cit*., p. 161-162.

26. Suite à cette réforme, les repentis ne peuvent être utilisés que pendant six mois à partir de leur première déclaration. Ainsi, lorsque les magistrats palermitains demandent une prolongation de 15 jours pour finir l'interrogatoire de Nino Giuffrè (proche de Provenzano ayant décidé de collaborer avec la justice), le ministre de la Justice la leur refuse. Voir FAVA Claudio, « Mafia e politica », in MORABITO Stefano (dir.), *Mafia, 'ndrangheta, Camorra. Nelle trame del potere parallelo*, Rome, Gangemi Editore, 2005, p. 78.

27. « Questi giudici sono doppiamente matti ! Per prima cosa, perché lo sono politicamente, e secondo sono matti comunque. Per fare quel lavoro devi essere mentalmente disturbato, devi avere delle turbe psichiche. Se fanno quel lavoro, è perché sono antropologicamente diversi dal resto della razza umana. » in RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Strozzateci tutti, op. cit.,* p. 7-8. Ces propos sont tirés d'une interview donnée à l'hebdomadaire anglais *The spectator* et publiée le 11 septembre 2003.

28. « Psicotici » in RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Strozzateci tutti, op. cit.,* p. 7.

même à traiter les juges de « cancer et [de] pathologie de la démocratie[29] », avant de dire récemment qu'ils sont « pire que la mafia sicilienne[30] ». Depuis l'arrivée en politique de Berlusconi, les chaînes de télévision du groupe Mediaset et les journaux de centre-droit proches de la majorité ont un rôle central dans le processus de diabolisation de la magistrature[31]. Cette médiatisation clive la société, dont une partie soutient la magistrature et une autre soutient le gouvernement, adhérant à la représentation d'un pouvoir exécutif acculé par des magistrats persécuteurs. Les commémorations de 2002 sont donc largement conditionnées par l'actualité politique et cristallisent les tensions institutionnelles.

Les commémorations comme lieu de contestation du politique

Le vingtième anniversaire de l'assassinat de Pio La Torre : une tribune pour la gauche

La commémoration des vingt ans de l'assassinat de Pio La Torre se déroule dans un climat social très tendu. La réforme du marché du travail lancée par le gouvernement Berlusconi vise, entre autres, à assouplir l'article 18 du Statut des travailleurs de 1970 qui protège le salarié en cas de licenciement injustifié[32]. Sergio Cofferati, secrétaire de la CGIL, attaque violemment Marco Biagi, juriste spécialiste du droit du travail, pour sa collaboration avec le gouvernement. Ce dernier est assassiné par les Nouvelles Brigades Rouges à Bologne le 20 mars 2002[33], trois jours avant la grève générale et la grande manifestation organisée à Rome. Sergio Cofferati modifie alors le mot d'ordre de la manifestation (qui devient « contre le terrorisme et pour les droits ») et réunit près de trois millions de personnes dans les rues de Rome. Il s'agit de la plus grosse manifestation depuis l'après-guerre et c'est incontestablement un succès pour le *leader* syndical, qui est ovationné[34]. Un mois plus tard, la commémoration de Pio La Torre offre donc

29. « Cancro e patologia della democrazia » in « Berlusconi: in piazza contro i magistrati. Anm: inconcepibile », in *Adnkronos*, 1er mars 2008, lien URL: http://www1.adnkronos.com/IGN/News/Politica/Berlusconi-23-in-piazza-contro-i-magistrati-cancro-democrazia-Anm-inconcepibile_314236130590.html

30. « Peggio della mafia »: « Berlusconi viola la regola del silenzio: "Magistrati peggio della mafia siciliana" » in *Repubblica*, 2 février 2013, lien URL: http://www.repubblica.it/speciali/politica/elezioni2013/2013/02/23/news/berlusconi_rompe_il_silenzio_elettorale_magistratura_peggio_della_mafia-53272701/

31. L'éviction de nombreux journalistes des chaînes publiques rentre également dans cette même stratégie de mise à l'écart médiatique des opposants. On se rappelle du départ de Michele Santoro en 2002 et du licenciement de Daniele Luttazzi en 2001, après avoir interviewé Marco Travaglio sur son livre *L'odore dei soldi* (*op. cit.*) portant sur l'origine de la fortune de Silvio Berlusconi.

32. Le gouvernement souhaite annuler la clause de réintégration du salarié en cas de licenciement jugé illégitime. Voir BACCARO Lucio & SIMONI Marco*, Il referendum sull'articolo 18 e gli interventi sulla flessibilità del mercato del lavoro*, Université de Genève, 2003, p. 17. Lien URL: http://unige.ch/sciences-societe/socio/files/6614/0533/5975/18.pdf

33. Il avait écrit plusieurs lettres faisant état des menaces qu'il recevait suite aux attaques de Cofferati et de son inquiétude quant à sa sécurité puisque son escorte lui avait été retirée suite aux restrictions budgétaires. Voir « Le cinque lettere di Marco Biagi », in *Repubblica*, 28 juin 2002. Lien URL: http://www.repubblica.it/online/speciale/letterebiagi/letterebiagi/letterebiagi.html

34. Voir DI NICOLA Andrea, « L'invasione colorata di Roma. "Mai così tanta gente in piazza" », in *Repubblica*, 23 mars 2002. Lien URL: http://www.repubblica.it/online/politica/manifestazione/arrivo/arrivo.html

une tribune idéale à l'opposition pour faire entendre sa voix. Malgré des dissensions entre les DS[35] et *Rifondazione comunista* dues à la succession tourmentée de l'héritage communiste que nous avons analysée dans le chapitre précédent, la gauche est unie dans sa critique des réformes lancées par le gouvernement. On remarque cependant que les syndicats assistent à la commémoration au Théâtre Massimo le 27 avril tandis que les hommes politiques sont présents à la commémoration officielle le 30 avril. Sergio Cofferati, fort de l'aura acquise lors de la manifestation, utilise le souvenir de la figure de Pio La Torre – décrit comme « un homme qui savait combien les changements doivent être progressifs et combien la défense des droits doit être radicale[36] » – pour réaffirmer son opposition à la modification de l'article 18. L'expérience syndicale de La Torre, en particulier les luttes paysannes, est mise en parallèle avec l'actualité politique pour montrer que l'engagement du syndicat s'inscrit dans la continuité de celui du parlementaire. De même, Nino Mannino – ancien camarade du PCI – compare la marche à Comiso et la manifestation du mois précédent, mettant ainsi en avant les qualités de leader de La Torre[37]. Après le versant social, Emilio Miceli, membre du secrétariat national de la CGIL, s'attaque à la réforme des travaux publics du ministre Pietro Lunardi[38] qui prévoit d'augmenter le recours à la sous-traitance, qualifiée par le syndicaliste d'« instrument d'infiltration mafieuse dans l'économie du secteur[39] ». Le 30 avril, le secrétaire provincial des DS, Attilio Licciardi, souligne que des membres de la majorité (Marcello Dell'Utri et Gaspare Giudice[40]) sont soupçonnés de collusions pour le premier, et d'association mafieuse pour le second, ce qui déclenche une vive polémique puisque le maire *Forza Italia* de Palerme, Diego Cammarata, quitte la commémoration[41]. Cette dénonciation des collusions et des risques d'infiltration mafieuse dans l'économie légale aurait pu permettre à la gauche d'évoquer l'activité de conseiller municipal de La Torre pendant le Sac immobilier de Palerme, mais il n'en est nullement fait mention dans la presse. La

35. *Democratici di Sinistra*.

36. « Un uomo che sapeva quanto debbano essere graduali i cambiamenti e quanto radicale debba essere la difesa dei diritti » : « Cofferati ricorda il sacrificio di La Torre. "Nessun passo in dietro sui diritti" », in *Giornale di Sicilia*, 27 avril 2002, p. 7.

37. Voir TRISTANO Marzio, « Cofferati "Ricordare La Torre non è un rito" » in *L'Unità*, 28 avril 2002, p. 9.

38. Le ministre, qui a été au centre d'une vive polémique en août 2001 après avoir déclaré qu'« il faut vivre avec la mafia et la Camorra » (« Con mafia e Camorra bisogna convivere »). Voir VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, « "Convivere con la mafia" Lunardi nella bufera », in *Repubblica*, 24 août 2001. Lien URL : http://www.repubblica.it/online/politica/lunardi/mafia/mafia.html

39. « Strumento di infiltrazione mafiosa nell'economia del settore » : « Cofferati ricorda il sacrificio di La Torre. "Nessun passo in dietro sui diritti" », in *Giornale di Sicilia*, 27 avril 2002, p. 7.

40. Voir FAVA Claudio, « Mafia e politica », *op. cit.*, p. 74.

41. Voir LOPAPA Carmelo, « Mafia, D'Alema "È tornata la convivenza" », in *Repubblica*, 1er mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/01/mafia-alema-attacca-tornata-la-convivenza.html?ref=search

commémoration de La Torre semble donc être une caisse de résonance pour l'opposition qui délaisse le récit de l'expérience de la victime pour se concentrer sur la critique des réformes du gouvernement.

Des réformes qui entravent l'antimafia

Si le cas semble exemplaire pour Pio La Torre – ce qui peut être logique puisque la gauche est dans l'opposition – on remarque en revanche que toutes les commémorations de l'année 2002 sont parasitées par l'actualité politique et offrent l'occasion de faire un bilan de la lutte contre la mafia. Lors de la commémoration de Pio La Torre, Massimo D'Alema fait la liste des mesures adoptées jusqu'alors qui compliquent la lutte contre la mafia :

> Le gouvernement, avec la loi sur la sous-traitance, est en train de réintroduire le système de sous-traitance qui est le plus perméable au contrôle mafieux. Il a porté un coup à la structure de soutien aux victimes du racket[42], il est en train de toucher au principe de légalité avec des lois comme celle de la dépénalisation du faux bilan, sur les commissions rogatoires, celle qui prime ceux qui ont constitué de manière illégale des capitaux à l'étranger. De toute évidence, ce ne sont pas là des signaux de défense de la légalité[43].

Cette déclaration déclenche l'indignation du ministre des Affaires régionales, Enrico La Loggia qui, loin de répondre sur le terrain politique en défendant l'action de gouvernement, dénonce une « tentative de diaboliser les adversaires politiques sur un sujet aussi grave et sérieux que la lutte contre la mafia[44] ». Luciano Violante, alors chef du groupe DS à la Chambre, profite également des commémorations du dixième anniversaire de Capaci pour critiquer la majorité en faisant référence – de manière implicite – au non-lieu prononcé la veille en faveur de Dell'Utri et Berlusconi dans l'enquête sur les commanditaires occultes des massacres de 1992-1993. L'ancien président de la Commission parlementaire antimafia estime que tout le monde n'est pas digne de commémorer Falcone et souligne le danger des commémorations, qui peuvent permettre à certains personnages de se refaire une virginité[45]. Au vu de l'actualité judiciaire, l'allusion est transparente. La réplique, toujours par presse interposée, ne se fait pas attendre.

42. Tano Grasso (fondateur de la fondation anti-racket), commissaire du gouvernement pour le racket et l'usure, est limogé en octobre 2001.

43. « Il governo, con la legge sugli appalti, sta reintroducendo il sistema dei subappalti che è più permeabile al controllo mafioso. Ha dato un colpo alla struttura di sostegno alle vittime del racket, sta colpendo il principio di legalità con le leggi come quella sulla depenalizzazione del falso in bilancio, sulle rogatorie, quella di premio per chi ha costituito illegalmente i capitali all'estero. Certo, questi non sono segnali di difesa della legalità. » : LAURIA Emanuele, « Lotta ai boss, scontro nel giorno di La Torre », in *Giornale di Sicilia*, 1er mai 2002, p. 5. Pour une synthèse complète des lois *ad personam* du gouvernement Berlusconi, voir BONATO Giovanni, « Pouvoir politique et magistrature. L'aménagement de l'office du ministère public dans une perspective comparative franco-italienne », in LETTIERI Carmela (dir.), *Comprendre l'Italie des années 2000, du social au politique*, Aix-en-Provence, PUP, 2009, p. 84-85.

44. « Un tentativo di demonizzare gli avversari politici su un argomento così grave e serio come la lotta alla mafia » : LAURIA Emanuele, « Lotta ai boss, scontro nel giorno di La Torre », in *Giornale di Sicilia*, 1er mai 2002, p. 5.

45. Voir VIOLANTE Luciano, « Eroi del nostro tempo da salvare dalle ipocrisie », in *Giornale di Sicilia*, 18 mai 2002, p. 1 & p. 8.

Le président de la Commission antimafia, Roberto Centaro, accuse Violante d'instrumentaliser les commémorations à des fins politiciennes : « Malheur à qui introduit les venins de la politique dans l'antimafia. Qu'il soit maudit[46] ! ». Cet anathème montre à quel point le débat politique autour des questions d'antimafia est stérile : toutes les critiques formulées par l'opposition en matière de lutte contre la mafia sont retournées contre cette dernière, accusée de polémiquer inutilement pour stigmatiser la majorité.

De leur côté, les magistrats tentent également de remettre les éléments cruciaux au cœur du débat. Ils se mobilisent donc à l'abord des commémorations pour mettre en garde l'exécutif sur les décisions prises comme, par exemple, la réduction drastique des escortes pour des magistrats qui sont en première ligne contre la mafia ou le terrorisme, à l'image d'Ilda Boccassini[47]. La commémoration du dixième anniversaire de Capaci donne l'occasion aux magistrats de prendre la parole. Luca Tescaroli, Antonio Ingroia[48], Giancarlo Caselli[49], Antonino Di Matteo[50], Leonardo Guarnotta, Ignazio De Francisci et Giuseppe Di Lello[51] dénoncent à l'unisson une baisse d'attention du pouvoir politique et pointent les réformes (énumérées par D'Alema ci-dessus) qui peuvent gêner leur action antimafia. Ils tentent ainsi d'alerter l'opinion publique sur les dangers de l'application de certaines lois.

On remarque que, pour une année aussi riche de commémorations décennales que 2002, le débat se poursuit d'une cérémonie à l'autre. Par exemple, la commémoration de via d'Amelio est l'occasion, pour le gouvernement, de présenter une nouvelle mouture de la réforme des travaux publics décriée par les DS en avril[52]. Salvatore Cuffaro, président de la Région, se félicite de cette loi, qu'il considère comme « un œillet à la boutonnière de toute l'ARS, justement le jour où l'on commémore Paolo Borsellino[53] ». L'annonce de cette nouvelle loi ne donne pas lieu à des polémiques quant à l'action du gouvernement mais les

46. « Guai a chi introduce nell'antimafia i veleni della politica. Sia maledetto ! » : CENTARO Roberto, « Antimafia e retorica », in *Giornale di Sicilia*, 19 mai 2002, p. 1 & p. 11.

47. Voir CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi, op. cit*., p. 159-160.

48. Voir « I magistrati : noi, soli nella lotta alla mafia », in *Il Tempo*, 21 mai 2002, p. 9.

49. Voir « Caselli : c'è un calo di tensione e Cosa nostra è ancora ricca, efficiente e intelligente », in *Giornale di Sicilia*, 18 mai 2002, p. 7.

50. Voir DI MATTEO Antonino, « L'esempio da seguire », in *Ibid*., p. 8.

51. Voir « Il pool che instruì con Falcone il maxiprocesso : "Oggi Cosa nostra è più pericolosa che mai" », in *Giornale di Sicilia*, 20 mai 2002, p. 4.

52. Voir DEL MERCATO Enrico, « La rivincita di Totò il mediatore », in *Repubblica*, 20 juillet 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/07/20/la-rivincita-di-toto-il-mediatore.html?ref=search

53. « Un fiore all'occhiello di tutta l'ARS, proprio nel giorno in cui si commemora Paolo Borsellino » in *Ibidem*. On note la propension de Salvatore Cuffaro à s'approprier les commémorations, comme c'est le cas lors de l'anniversaire de Capaci. Il profite de l'occasion pour exposer sa conception de la légalité, qui ne serait pas « un absolu éthique », mais « une capacité pragmatique de finaliser le respect des lois en vigueur vers le développement de l'initiative sociale et économique ». (« Un assoluto etico » ; « una pragmatica capacità a finalizzare il rispetto delle leggi vigenti allo sviluppo sociale ed economico ») : CUFFARO Salvatore, « Cuffaro : "Giovanni era un uomo normale cui la vita chiese una risposta eccezionale" », in *Gazzetta del Sud*, 23 mai 2002, p. 7. Lien URL : http://cedoc.fondazionefalcone.org/getdocpdf.php?id_file=271

hostilités reprennent lors de la commémoration du massacre de via Carini. Entre temps, le gouvernement a inclus une restriction des écoutes téléphoniques et environnementales dans le projet de réforme de la justice. Pietro Grasso, alors procureur de Palerme, rappelle l'importance de ce type de preuves dans les enquêtes sur la mafia et profite de cette tribune pour souligner le climat délétère dans lequel opère la magistrature :

> Aujourd'hui, on joue une partie dont l'État sortira vainqueur […] s'il a la capacité de vouloir gagner en évitant de délégitimer la magistrature, en la faisant apparaître entièrement politisée, en approuvant des lois qui donnent la possibilité de combattre le phénomène criminel, en faisant en sorte que les citoyens se sentent plus sûrs et plus protégés par la justice. C'est la seule manière pour que le fil qui nous relie au préfet dalla Chiesa ne se casse pas. Je peux m'attendre à ce que l'État me donne de la sérénité pour m'engager dans la lutte contre la criminalité, plutôt qu'il me rende incertain à cause de la possibilité qu'on nous enlève les moyens nécessaires[54].

On voit bien comment la figure du préfet dalla Chiesa est donc savamment utilisée pour dénoncer la stigmatisation de la magistrature et exprimer un jugement de valeur sur l'action gouvernementale. Renato Schifani, chef du groupe des sénateurs *Forza Italia*, s'étonne de ces « appréciations délicieusement politiques[55] » et se garde bien de répondre aux craintes de Grasso. Ainsi, l'expression de craintes quant à la politique antimafia de la part des magistrats est systématiquement réprimandée par l'exécutif qui, par l'accusation de politisation, délégitime les objections des magistrats. L'actualité politique régénère le conflit entre l'exécutif et le judiciaire et les commémorations deviennent le lieu privilégié de l'instrumentalisation des victimes.

L'instrumentalisation de Falcone…

…Par Berlusconi pour défendre sa réforme de la justice

La célébration du dixième anniversaire de Capaci est parasitée par des polémiques autour de la réforme de la justice. Nous avons évoqué plus haut la refonte du CSM, à laquelle il faut ajouter le projet de séparation des carrières entre le ministère public et le juge d'instruction qui soulève de vives critiques dans les rangs de la magistrature, soutenue par l'opposition. Le ministre de la justice Roberto Castelli (Ligue du Nord) rappelle les obstacles rencontrés par Falcone lorsqu'il avait voulu réformer le système judiciaire

54. « Oggi si gioca una partita nella quale lo Stato uscirà vincitore […] se avrà la capacità di volere vincere evitando di delegittimare la magistratura, facendola apparire come interamente politicizzata, approvando leggi che diano la possibilità di contrastare il fenomeno criminale, facendo sentire i cittadini sempre più sicuri e garantiti dalla giustizia. Questo è l'unico modo perché il filo che ci lega al prefetto dalla Chiesa non si spezzi. Posso aspettarmi dallo Stato che mi dia la serenità per impegnarmi nel contrasto alla criminalità, piuttosto che mi renda insicuro per la possibilità che ci vengano tolti i mezzi necessari. » : ZINITI Alessandra, « Grasso : "Non toglieteci i mezzi" », in Repubblica, 5 septembre 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/09/05/grasso-non-toglieteci-mezzi.html?ref=search

55. « Valutazioni squisitamente politiche » in *Ibidem*.

en tant que directeur des affaires pénales et parle du « destin commun de ceux qui, en anticipant, se heurtent aux résistances du changement et aux intérêts opposés[56] ». Silvio Berlusconi monte aussi au créneau :

> Beaucoup de propositions de Falcone se retrouvent dans nos programmes. Nous nous inspirons de beaucoup de ses intuitions avec la réforme du système judiciaire. Il n'était pas un super héros, mais un serviteur de l'État qui utilisait la justice dans sa lutte contre le crime organisé, malheureusement assailli et blessé par les grandes envies de nombre de ses petits collègues[57].

Francesco La Licata nous a confirmé que Falcone était effectivement favorable à une séparation des carrières pour garantir un jugement plus impartial[58]. Cependant, les déclarations de Castelli et Berlusconi induisent un parallèle entre Falcone et eux, qui font face au conservatisme des juges, qu'ils ne perdent pas une occasion pour dénigrer. Oliviero Diliberto, secrétaire du PDCI[59], les accuse d'avoir « enrôlé Falcone dans le Pôle de la droite, en faisant une monstrueuse opération d'instrumentalisation politique d'un homme tué par la mafia[60] » et qualifie leurs discours d'« indécents ». Roberto Scarpinato (alors procureur adjoint de Palerme[61]) déplore que l'« on dise du bien des morts pour dire du mal des magistrats vivants qui essaient seulement de faire leur travail[62] ». L'instrumentalisation de Falcone ne sert donc pas tant à justifier le bien fondé de la réforme qu'à critiquer l'action de la magistrature.

…Par les magistrats pour défendre leur position et leur action

C'est donc assez logiquement que les magistrats reprennent le même argument pour justifier leur opposition à la réforme et, surtout, leur action. D'une part, Pier Luigi Vigna, alors procureur national antimafia, pense que Falcone « adhèrerait à la grève[63] »

56. « Destino comune di coloro che, precorrendo i tempi, si scontrano con le resistenze al cambiamento e gli interessi contrapposti. » : GIGLIO CACIOPPO Renato, « Berlusconi : molte nostre riforme si rifanno alle intuizioni di Falcone », in *Giornale di Sicilia*, 22 mai 2002, p. 5.

57. « Molte delle proposte di Falcone si ritrovani nei nostri programmi. Noi ci rifacciamo a molte delle sue intuizioni con la riforma dell'ordinamento giudiziario. Lui non fu un supereroe, ma un servitore dello Stato che utilizzava la giustizia nella lotta contro il crimine organizzato, purtroppo assediato e ferito dalle grandi invidie di tanti piccoli colleghi. » : MILELLA Liana, « Falcone, il nostro modello », in *Repubblica*, 22 mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/22/falcone-il-nostro-modello.html?ref=search

58. « C'est vrai qu'il croyait à la séparation des carrières. Il la voulait parce que dans sa tête, il était juste que les juges soient séparés des ministères publics pour que le jugement soit impartial. » (« È vero che lui credeva nella separazione delle carriere. La voleva perché nella sua testa era giusto che i giudici fossero separati dai pubblici ministeri perché il giudizio potesse essere imparziale. ») : Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011. Ce document est disponible en annexes.

59. *Partito dei Comunisti Italiani.*

60. « Hanno arruolato Falcone nel Polo della destra, facendo un'operazione di mostruosa strumentalizzazione politica di un uomo ucciso dalla mafia. Sono stati interventi indecenti. » : GIGLIO CACIOPPO Renato, « Berlusconi : molte nostre riforme si rifanno alle intuizioni di Falcone », in *Giornale di Sicilia*, 22 mai 2002, p. 5.

61. Il était avocat général lors du procès Andreotti.

62. « Si parli bene dei morti per parlare male dei magistrati vivi che cercano solo di fare il loro lavoro. » : ZINITI Alessandra, « Caselli : "Falcone avrebbe agito come me" », in *Repubblica*, 24 mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/24/caselli-giovanni-avrebbe-agito-come-me.html?ref=search

63. « Aderirebbe allo sciopero » : GIGLIO CACIOPPO Renato, « E Giovanni Falcone continua a dividere politici e magistrati », in *Giornale di Sicilia*, 23 mai 2002, p. 7.

des magistrats. Le responsable des questions de justice de *Forza Italia*, Giuseppe Gargani, estime quant à lui qu'« il n'est même pas concevable que Falcone, homme des institutions, participe à une grève de la magistrature pour protester contre les réformes[64] ». La spécification de sa qualité d'homme des institutions fait directement référence à son sens de l'État qui, par conséquent, manque aux grévistes. Toutefois, comme pour Pio La Torre, sa biographie n'est pas utilisée pour réfuter l'instrumentalisation. Or, il aurait été aisé de rappeler que Falcone a collaboré avec Meli, malgré leurs divergences en matière d'organisation de la lutte contre la mafia. On voit donc que la référence à la victime est une sorte d'argument d'autorité et peut donc être utilisée à tout bout de champ.

D'autre part, suite à l'acquittement de Giulio Andreotti et au non-lieu prononcé en faveur de Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri dans l'enquête sur les commanditaires occultes des massacres de 1992-1993, les membres de la majorité (mais également la presse) n'hésitent pas à parler de l'échec de la stratégie mise en place par Giancarlo Caselli pour mettre en cause les référents politiques de *Cosa nostra*[65]. Lors de la commémoration dans la salle du maxi-procès, Caselli réplique :

> Puisque tout le monde joue au petit jeu du « Si Falcone était vivant aujourd'hui », moi je vous dis que si Falcone était vivant aujourd'hui, il aurait fait exactement ce que nous avons fait, mes collègues et moi. […] Après sa mort, [Buscetta] a parlé et nous, avec ce bagage de connaissances, nous avons agi de la seule façon qui était permise par la loi. En Italie, il y a encore l'obligation de l'action pénale, et nous, nous n'avons rien inventé, aucun théorème, nous avons juste appliqué la loi à l'encontre d'hommes puissants de la même manière que nous l'avons fait pour Totò Riina ou d'autres membres de *Cosa nostra*. Si ensuite l'issue des procès est celle que nous connaissons tous, cela n'invalide pas la justesse de l'accusation, par ailleurs reconnue dans ces mêmes sentences qui, faut-il le rappeler, sont des acquittements faute de preuves[66].

La référence à Falcone sert ici à démontrer la validité de l'action judiciaire entreprise contre Andreotti – en premier lieu – malgré l'absence de condamnation. Cependant, les critiques envers le Parquet de Palerme concernent aussi l'enquête « Systèmes criminels[67] » menée par Roberto Scarpinato et Antonio Ingroia, classée sans suite en 2001. Lorsque

64. « Non è neanche concepibile che Falcone, uomo delle istituzioni, partecipasse ad uno sciopero della magistratura per protesta contro le riforme. » : *Ibidem*.

65. Procureur de Palerme entre 1992 et 1999.

66. «Non ho dubbi che lui avrebbe fatto lo stesso. […] Dopo la sua morte, [Buscetta] parlò e noi, con quel bagaglio di conoscenze, abbiamo agito nell' unico modo consentito dalla legge. In Italia vige ancora l'obbligo dell'azione penale, noi non abbiamo inventato nulla, nessun teorema, abbiamo solo applicato la legge nei confronti di uomini potenti allo stesso modo in cui lo abbiamo fatto per Totò Riina o altri esponenti di Cosa nostra. Se poi l'esito di quei processi è stato quello che tutti conosciamo, questo non inficia per nulla la bontà dell' impianto accusatorio per altro riconosciuto da quelle stesse sentenze che, vale ricordarlo, sono di assoluzione per insufficienza di prove. » : ZINITI Alessandra, « Caselli : "Falcone avrebbe agito come me" », in *Repubblica*, 24 mai 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/05/24/caselli-giovanni-avrebbe-agito-come-me.html?ref=search

67. Cette enquête met au jour un « système criminel non mafieux, constitué par différents secteurs de la classe dirigeante du pays : maçonnerie déviée, finance criminelle, droite subversive et franges des services secrets. Un lobby souterrain à la tête duquel il y a Licio Gelli, le Grand Maître de la P2. » (« Un sistema criminale non mafioso, costituito da veri settori della classe dirigente del paese : massoneria deviata, finanza criminale, destra eversiva e frange dei servizi segreti. Una lobby sotterranea che faceva capo a Licio Gelli, il Gran Maestro della P2. ») in INGROIA Antonio, LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Io so*, Milan, Chiarelettere, 2012, p. 25. Cette enquête alimente les théories complotistes de tout bord.

nous l'avons rencontré, Francesco La Licata était également dubitatif de la viabilité de telles enquêtes, qui révèlent des théories certes articulées – induisant une relecture (plutôt complotiste) de l'histoire récente de l'Italie – mais mettent en cause de nombreuses personnes sans disposer d'une solide base de preuves[68]. Il est donc aisé pour les détracteurs de la magistrature de retourner ce genre d'enquêtes contre les magistrats et de crier à l'acharnement judiciaire. Cependant, si cette enquête a été classée sans suite, elle a néanmoins servi à poser un cadre interprétatif dans lequel s'imbriquent plusieurs procès, comme ceux pour collusions de Dell'Utri ou encore celui sur la *trattativa*.

Indifférence et complaisance

La dénonciation de la baisse d'attention autour de la question mafieuse

Les commémorations de 2002 sont à ce point conditionnées par l'actualité politique car elles sont utilisées par la magistrature et l'opposition pour dénoncer la baisse d'attention du pouvoir politique autour de la question mafieuse. Luciano Violante publie un livre – qu'il présente en mai 2002 – dans lequel il expose sa thèse du « cycle mafieux[69] », qui durerait dix ans. Cette analyse permet de lire l'action antimafia qui fait suite au « meurtre excellent » comme une parabole. Dans la première phase, ascendante, on voit que l'État se mobilise, tandis que la deuxième phase, descendante, marque un retour à la normalité, qui passe par une déconstruction des résultats obtenus dans la phase ascendante. Nous avons déjà vérifié dans le chapitre 3 la validité de cette interprétation au cours de l'histoire et, en particulier, pour le cycle 1982-1992 et nous voyons qu'elle s'applique aussi à la décennie suivante. En effet, après les massacres de 1992, la forte mobilisation civile et l'adoption de mesures phares comme le 41 bis, les exécutants du massacre de Capaci et Totò Riina sont arrêtés entre 1992 et 1996. En 1995, la saison des procès commence et les mafieux arrêtés sont condamnés en 1997, à l'issue du procès *Capaci 1*[70]. Ensuite, une phase de désintérêt progressif débute. Nous le verrons d'ici peu, de nombreuses mesures adoptées par les gouvernements successifs – de centre-droit et de centre-gauche – ont envoyé des signaux positifs à la mafia. De plus, l'absence de nouveaux meurtres éclatants provoque une baisse d'attention du politique

68. Voir Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011. Ce document est diponible en annexes.

69. « D'abord, l'homicide excellent ; puis, dans l'ordre, indignation, réaction, nouvelles lois, nouvelles arrestations, nouveaux procès. Ensuite, l'inattention. Après l'inattention, on voit fleurir les acquittements et les interventions qui, directement ou indirectement, volontairement ou involontairement, recommencent à favoriser la mafia. » (« Prima l'omicidio eccellente; poi, nell'ordine, indignazione, reazione, nuove leggi, nuovi arresti, nuovi processi. Dopo la disattenzione. Dopo la disattenzione, fioriscono le assoluzioni e gli interventi che, direttamente o indirettamente, volontariamente o involontariamente, riprendono a favorire la mafia. ») in VIOLANTE Luciano, *Il ciclo mafioso, op. cit.*, p. 61-62.

70. Voir la chronologie judiciaire reconstituée dans le chapitre 10. On remarque que le procès *Borsellino 1* débute en 1994 et se conclut en 1996, puis en 1996 débute le procès *Borsellino bis*. Il se termine en 1999.

pour la question mafieuse. Enfin, lors des commémorations décennales, les victimes sont éclipsées par les polémiques qui se concentrent sur les réformes judiciaires, les carences de l'antimafia et le danger de certaines lois adoptées précédemment et non, comme dans les premiers temps, sur les valeurs qui ont guidé leur engagement. En 1992, la commémoration de Pio La Torre est très faiblement médiatisée – tout comme celle de Borsellino en 2002 – et, malgré les massacres de Capaci et via d'Amelio, celle de Carlo Alberto dalla Chiesa est surtout l'occasion de lister les mesures antimafia adoptées suite aux assassinats des deux magistrats et de leurs escortes. Ainsi, en 2002, à l'image de Violante, les magistrats et les proches de victimes dénoncent une forte baisse d'attention. Lorsqu'un journaliste demande à Maria Falcone de dresser un bilan des dix années écoulées, son constat est sans appel :

> Si la question m'avait été posée jusqu'en 1995, j'aurais répondu que la société avait changé. Aujourd'hui je suis moins optimiste, il n'y a plus cet enthousiasme, cet espoir. Beaucoup sont retournés vers la conviction que la mafia ne peut pas être battue. D'autres pensent même qu'elle a été vaincue. Mais le plus mauvais signal que je perçois c'est l'indifférence[71].

Son sentiment confirme donc que la saison des procès coïncide avec le début de l'indifférence, qui laisse rapidement place à la complaisance. Dans son livre *La convergenza*[72], Nando dalla Chiesa montre que l'évolution de la perception du danger mafieux est inextricablement liée à l'évolution du rapport entre la mafia et la politique à partir du début des années 1990, qui se reconstruit sur « *une autre* forme de convergence » :

> Plus ample, plus générale, plus systématique, qui peut même exclure des pactes inavouables avec les organisations mafieuses. Pas un accord pour un crime, donc. Ni même une entente consciente pour satisfaire des intérêts réciproques. Mais la rencontre objective qui peut naître d'un intérêt commun, de la mafia ou de partis ou de leaders politiques, à avoir une justice plus faible, des magistrats moins autonomes, une information plus asservie, un sens de l'État plus précaire, des systèmes de valeurs plus fonctionnels à l'exercice de l'illégalité. Du fait de sa qualité politique et intellectuelle, c'est une convergence que l'on ne peut pas traîner devant les tribunaux. Mais qui a le même effet néfaste (parfois même plus éclatant) que la première. Elle agit sur les lois, sur les comportements et sur les valeurs, en créant un environnement plus hospitalier et plus compréhensif pour la mafia[73].

71. « Se la domanda mi fosse stata posta fino al '95, avrei risposto che era cambiata la società. Oggi sono meno ottimista, non c'è più quell'entusiasmo, quella speranza. Molti sono tornati alla vecchia convinzione che la mafia non può essere sconfitta. Altri addirittura che è stata vinta. Ma il segnale più brutto che raccolgo è l'indifferenza. » : « La Falcone : "Commemorare Giovanni ? Molti dovrebbero fare un passo indietro" », in *Giornale di Sicilia*, 21 mai 2002, p. 5.

72. DALLA CHIESA Nando, *La convergenza. Mafia e politica nella Seconda Repubblica*, Milan, Melampo, 2010.

73. « Un'altra forma di convergenza. Più ampia, più generale, più sistematica, che può anche escludere patti inconfessabili con le organizzazioni mafiose. Non l'accordo per un delitto, dunque. E nemmeno l'intesa consapevole per soddisfare reciproci interessi. Ma l'incontro oggettivo che può nascere da un comune interesse, di mafia e partiti o leader politici, ad avere una giustizia più debole, magistrati meno autonomi, un'informazione più asservita, un senso dello Stato più precario, sistemi di valori più funzionali all'esercizio dell'illegalità. È una convergenza che per la sua qualità politica e intellettuale non si può portare in tribunale. Ma che ha lo stesso effetto micidiale (talora perfino più dirompente) della prima. Agisce sulle leggi, sui comportamenti e sui valori, creando per la mafia un ambiente più ospitale e comprensivo. » in *Ibid*., p. 12.

Les signaux positifs envoyés à la mafia

Les gouvernements successifs du centre-gauche ou du centre-droit adoptent des mesures qui, en tentant de limiter l'influence de la magistrature, entravent la lutte contre la mafia : de l'allègement des règles du régime carcéral spécial pour les mafieux (article 41 bis) à la modification substantielle de la loi sur les repentis, en passant par l'autorisation de rapatriement des capitaux de provenance illicite et même par le projet – finalement abrogé – d'abolir les peines de prison à perpétuité[74]. Nous n'en citons que quelques unes, qui s'ajoutent à celles citées précédemment, mais on dénombre une quantité colossale de lois ou mesures qui favorisent directement ou indirectement la mafia et les organisations criminelles en général[75]. Le démantèlement de l'arsenal juridique antimafia construit après les massacres de 1992 peut en partie s'expliquer par la culture garantiste qui a toujours caractérisé les forces de gauche, en particulier pendant les « années de plomb ». Toutefois, bien que les réformes sur la limitation de la détention préventive, les repentis et les prisons voulues par le centre-gauche soient le fruit du *garantismo*[76], on est tout de même frappé par la coïncidence avec les points principaux du *papello* de Riina[77]. Si le but de ces réformes est bien de redimensionner le pouvoir de la magistrature, elles nuient néanmoins fortement à la lutte contre la mafia. Quant à elles, les réformes – actualisées ou non – du centre-droit s'inscrivent dans la continuité de la politique judiciaire menée de 2001 à 2006 puis de 2008 à 2011, caractérisée par les lois *ad personam* ayant pour seule fonction de protéger les intérêts privés du Président du Conseil Silvio Berlusconi, au prix d'un laxisme certain envers les organisations criminelles. Ainsi, bien qu'ils soient animés par des raisons différentes, les représentants du centre-gauche, puis du centre-droit ont œuvré dans le même sens afin de limiter l'influence de la magistrature sur la vie politique, ce qui favorise l'amalgame entre centre-droit et centre-gauche aux yeux des citoyens qui soutiennent les magistrats.

Nando dalla Chiesa met en évidence deux phases différentes : d'abord « l'abdication[78] » du centre-gauche de 1996 à 2001, à savoir l'affaiblissement de certaines mesures phares de la lutte contre la mafia – quand il ne s'agit pas d'un renoncement pur et simple – dont l'application pouvait permettre aux magistrats de conditionner la vie politique ;

74. LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.*, p. 189.

75. Pour une liste exhaustive et une analyse complète, voir DALLA CHIESA Nando, *La convergenza, op. cit.*, p. 113-171.

76. Respect des libertés individuelles dans le cadre de la Constitution.

77. Voir chapitre 4. Il s'agit des douze requêtes que Totò Riina fait passer à Vito Ciancimino, qui les transmet à son tour aux carabiniers du ROS. Parmi les points principaux, on trouve notamment la fin du 41 bis, la fin de la censure du courrier, l'assignation à résidence pour les personnes âgées de plus de 70 ans, la fermeture des prisons à haute sécurité, la réforme de la loi sur l'utilisation des repentis, la révision de la loi Rognoni-La Torre et de la sentence du maxi-procès.

78. « L'abdicazione » in DALLA CHIESA Nando, *La convergenza*, *op. cit.*, p. 133.

puis « l'assaut[79] » mené par le centre-droit de 2001 à 2006, à savoir le démantèlement en règle de nombreuses normes et la dépénalisation de plusieurs délits qui, outre le fait d'avantager Berlusconi lui-même, sont une véritable aubaine pour les organisatins mafieuses (on pense par exemple aux délits financiers). Il dresse deux « typologies » synthétisant l'évolution des « comportements politico-parlementaires convergents[80] », que nous complèterons en évoquant dans les notes les mesures auxquelles le chercheur fait référence :

L'abdication. 1996-2001

(*ou « que la gauche le fasse »*)

a) Lois ou mesures concernant directement et exclusivement la mafia[81]

b) Lois ou mesures concernant directement si ce n'est pas exclusivement la mafia[82]

c) Lois ou mesures concernant indirectement la mafia[83]

d) Protection des parlementaires accusés d'avoir des rapports avec les organisations mafieuses

e) Disponibilité à discuter de lois ayant un intérêt pour la mafia[84]

f) Alimentation d'un climat de défiance envers la magistrature[85]

g) Méconnaissance de la fonction de la Cour constitutionnelle (procès juste[86])

h) Alimentation de l'image d'un Parlement vulnérable[87]

79. « L'assalto » in *Ibid*., p. 171.

80. « Tipologia di comportamenti politico-parlamentari convergenti » in *Ibidem*.

81. Réforme sur les repentis de 2001 : réduction des avantages obtenus en échange de la coopération mais, surtout, les déclarations du collaborateur ne peuvent être utilisées dans le cadre de l'instruction que si elles sont fournies au cours des six premiers mois. Au-delà, les déclarations sont déclarées irrecevables. Ainsi, concrètement, le minsitère de la Justice a refusé une prolongation de quinze jours aux magistrats alors que celui-ci étaient en train de livrer des informations capitales, qui ont donc été considérées irrecevables. (Voir FAVA Claudio, « Mafia e politica », in MORABITO Stefano (dir.), *Mafia, 'ndrangheta, Camorra. Nelle trame del potere parallelo*, Rome, Gangemi, 2005, p. 78.)
Abrogation de l'arrestation en flagrant délit pour faux témoignage ; restrictions des conditions d'arerstations pour le délit d'association mafieuse ; allègement du régime carcéral pour les mafieux. (Voir DALLA CHIESA Nando, *La convergenza, op. cit.,* p. 131.

82. Tentative d'abolition des peines de prison à perpétuité ; fermeture des quartiers de haute sécurité ; loi obligeant le témoin à répeter son témoignage devant le juge au cours du procès pour que celui-ci soit pris en compte. (Voir *Ibidem*.)

83. Abolition partielle des délits financiers (abus de biens publics ; fraudes fiscales ; faux bilan).

84. Même si les débats n'ont pas débouché sur des réformes précises, Nando dalla Chiesa fait référence à la révision des procès et à l'amnistie.

85. Polémiques sur le Conseil Supérieur de la Magistrature ; introduction du « procès juste » dans la Constitution alors que la Cour Constitutionnelle avait rejeté la loi proposée.

86. Modification de l'article 111 de la Constitution pour introduire l'obligation de réinterroger les témoins pendant le procès pour que leurs déclarations soient prises en compte, ce qui entraîne beaucoup de rétractations dans les procès pour association mafieuse. Cette mesure est prise par le gouvernement D'Alema en 2001 et est porté par le ministre de la Justice Oliviero Diliberto (PDCI). Voir DALLA CHIESA Nando, *La convergenza*, *op. cit.*, p. 121.

87. « L'abdicazione. 1996-2001 / (*ovvero : lo faccia la* sinistra) / a) Leggi o provvedimenti riguardanti direttamente ed esclusivamente la mafia / b) Leggi o provvedimenti riguardanti direttamente anche se non esclusivamente la mafia / c) Leggi o provvedimenti riguardanti indirettamente la mafia / d) Tutela dei parlamentari accusati di rapporti con associazioni mafiose / e) Disponibilità a discutere leggi di interesse della mafia / f) Alimentazione di un clima di diffidenza verso la magistratura / g) Disconoscimento della funzione della Corte costituzionale (giusto processo) / h) Alimentazione di un'immagine di vulnerabilità del parlamento » in *Ibid*., p. 133.

L'assaut. 2001-2006

(*ou* « *nous le faisons nous-mêmes*»)

a) Lois ou mesures concernant directement la mafia

b) Lois ou mesures concernant indirectement la mafia[88]

c) Abolition de leurs propres délits par une partie des parlementaires mis en examen[89]

d) Soumission du parlement (calendrier et échéances) aux exigences liées aux procès de chacun des parlementaires mis en examen

e) Exercice de la fonction législative sur les procès en cours de la part des avocats engagés dans ces procès[90]

f) Introduction du principe d'impunité *ad personam*

g) Intervention du pouvoir politique sur les carrières des magistrats[91]

h) Utilisation de la commission antimafia contre les magistrats antimafia

i) Délégitimation de la juridiction (Cour Constitutionnelle, CSM, magistrats[92])

Ces typologies mettent en évidence le caractère polymorphe de la convergence, qui dépasse largement l'adoption de lois directement ou indirectement favorables à la mafia et décrivent bien une attitude générale d'aversion à l'égard de la magistrature qui induit une sorte de décriminalisation des comportements moralement et juridiquement répréhensibles. La classe politique, frappée de plein fouet par l'opération « Mains Propres », tente de se protéger et l'on peut donc supposer que bon nombre des lois et mesures adoptées relèvent, dans un premier temps, d'une sorte d'instinct de survie pour freiner l'action des magistrats qui, pour Emanuele Macaluso, s'étaient « mis en tête de faire la révolution, d'effacer la classe politique[93] ». Cependant, on note une augmentation significative des mesures entravant la magistrature sous le gouvernement de Berlusconi qui accroît considérablement le contrôle de l'exécutif sur le judiciaire. La première phase peut donc être celle de l'indifférence à la question mafieuse (une baisse d'attention qui coïncide avec le début des procès), tandis que la deuxième est celle d'une complaisance manifeste qui durcit le conflit avec la magistrature.

Enfin, cette évolution politique est accompagnée, renforcée et donc légitimée par les déclarations de personnages publics qui laissent transparaître une complaisance certaine. Nando dalla Chiesa parle ainsi de « convergences sémantiques » en soulignant les similitudes (pour le moins troublantes) entre les déclarations de certains *boss* mafieux et du sénateur Marcello Dell'Utri :

88. En particulier la dépénalisation du faux bilan et le rapatriment des capitaux illicites grâce au bouclier fiscal qui peuvent aider les entreprises liées aux organisatons mafieuses.

89. Lois *ad personam*.

90. On pense en particulier au cas de Carlo Taormina.

91. Réforme du CSM introduisant un contrôle accru de l'exécutif.

92. « L'assalto. 2001-2006 /(*ovvero : lo facciamo* noi) / a) Leggi o provvedimenti riguardanti direttamente la mafia / b) Leggi o provvedimenti riguardanti indirettamente la mafia / c) Abolizione dei propri reati da parte i parlamentari imputati / d) Asservimento del parlamento (agenda e tempi) alle esigenze processuali di singoli parlamentari imputati / e) Esercizio della funzione legislativa su processi in corso da parte di avvocati impegnati in quei processi / f) Introduzione del principio di impunità ad personam / g) Intervento del potere politico sulle carriere dei magistrati / h) Uso della commissione Antimafia contro i magistrati antimafia / i) Delegittimazione della giurisdizione (Corte costituzionale, Csm, magistrati) » in *Ibid*., p. 171.

93. « Messi in testa di fare la rivoluzione, di cancellare la classe politica » in *Ibid*., p. 118. On rappelle que Macaluso est une figure historique du PCI, proche de Pio La Torre.

> Voyez-vous, maître, moi je n'ai jamais fréquenté aucun criminel de *Cosa nostra*, je n'ai jamais entendu parler de *Cosa nostra*. […] Ben, j'en ai entendu parler à la télévision, dans les journaux[94]… (Totò Riina)
>
> Mafia ? Laissez-moi réfléchir… mafia, mafia… non, jamais entendu avant. Qu'est-ce que c'est ? Une nouvelle offre de Vodafone[95] ? (Bernardo Provenzano)
>
> La mafia, je ne l'ai vue qu'au cinéma, mais j'en ai aussi entendu parler dans les livres. Comment je l'imagine ? Mais la mafia n'existe pas ! Qu'est-ce que la mafia ? Un endroit où vous allez toquer à la porte en disant : « Vous permettez ? Y a-t-il la mafia ici ? Y a-t-il le directeur régional ? » Mais voyons, elle n'existe pas[96] ! (Marcello Dell'Utri)

Si l'on ne s'étonne pas que ce genre de propos soient tenus par Marcello Dell'Utri, mis en cause pour concours externe en association mafieuse, cette négation l'existence de la mafia était tout de même inédite en politique depuis les homicides de 1982. Cette affirmation ne reflète pas une opinion diffuse mais le fait même que de tels propos soient tenus dans les médias témoigne du retour inquiétant d'une connivence qui n'aurait plus rien de criminel. De même, la nomination de Carlo Taormina, avocat de nombreux *boss* mafieux, au poste de secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur – même s'il ne reste que six mois[97] – tout comme la déclaration du ministre Pietro Lunardi selon qui « La mafia et la *Camorra* ont toujours existé, malheureusement, et donc nous devrons vivre avec cette réalité[98] » dénotent une attitude de complaisance ouvertement décomplexée.

L'antimafia : une mémoire refoulée ?

Dix ans après le massacre de Capaci, Francesco La Licata n'hésite pas à parler de « trahison généralisée de l'énorme patrimoine moral, technique et culturel[99] » de Giovanni Falcone. Le « processus de normalisation[100] » qui porte au démantèlement de l'arsenal juridique de l'antimafia construit après les massacres de 1992 démontre que les représentants politiques ont une stratégie commune pour revenir à l'équilibre institutionnel et

94. Riina répond à un avocat qui lui demande s'il n'a jamais entendu parler de l'association criminelle *Cosa nostra*. « Guardasse : io, avvocato, io non ho mai frequentato nessun criminale di Cosa nostra, non ho mai sentito parlare di Cosa nostra […] Mah, ne ho sentito parlare sulla televisione, sui giornali. » cité in *Ibid*., p. 95. La vidéo de cet extrait est disponible sur Youtube. Lien URL : https://www.youtube.com/watch?v=H3vfRJDX62I

95. « Mafia ? Fatemi pensare… mafia, mafia… no, mai sentita prima. Cos'è ? Un nuova offerta Vodafone ? » cité in DALLA CHIESA Nando, *La convergenza, op. cit.,* p. 96. Nous n'avons pu dater avec précision cette déclaration mais le chef mafieux ayant été arrêté en 2006 après quarante ans de cavale, elle est forcément postérieure. On précise que Vodafone est un opérateur de téléphonie mobile.

96. « La mafia l'ho vista solo al cinema, e l'ho letta anche sui libri. Come l'immagino? Ma non esiste la mafia! Cos'è la mafia? Un posto dove lei va a bussare e dice: "Permette? Qui c'è la mafia? C'è il direttore regionale?" Ma non esiste! » in Interview de Marcello Dell'Utri du 1er octobre 1997 : http://www.youtube.com/watch?v=WQ2NdOMBss0

97. Il était en charge des dossiers de racket, d'usure et de soutien aux victimes mais, n'ayant pas abandonné son activité professionnelle, la presse souligne le conflit d'intérêt entre son activité au minsitère et la défense de ses clients dans des procès où l'État s'est porté partie civile. Il démissionne en décembre 2001 au terme d'une rude polémique lancée contre les magistrats milanais, dont il avait même demandé l'arrestation. Voir « Il caso Taormina si chiude. Berlusconi accetta la dimissioni », in *Repubblica*, 4 décembre 2001. Lien URL : http://www.repubblica.it/online/politica/dimitao/dimitao/dimitao.html

98. « Mafia e Camorra ci sono sempre state, purtroppo, e quindi dovremo convivere con questa realtà. » in DALLA CHIESA Nando, *La convergenza, op. cit*., p. 255.

99. « Tradimento genralizzato dell'enorme patrimonio morale, tecnico e culturale » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 182.

100. « Processo di normalizzazione » in *Ibid*., p. 179.

atténuer le pouvoir de nuisance de la magistrature sur la vie politique. L'affaire Andreotti semble être le catalyseur qui fournit aux différents gouvernements les arguments nécessaires pour démolir l'expérience antimafia et discréditer l'action de la magistrature. Son acquittement[101] vient donc, d'une part, légitimer le travail de sape mené par les gouvernements successifs et, d'autre part, effacer l'efficacité de la méthode Falcone, fondée en partie sur l'utilisation des repentis. La mémoire de l'expérience de Falcone (et avec lui des autres victimes) disparaît, noyée sous le feu des polémiques. Les commémorations deviennent alors le théâtre d'un grotesque processus de réappropriation qui, ne pouvant faire appel aux actions du magistrat puisqu'elles s'opposent à la politique menée, est en réalité une instrumentalisation de grande envergure pour justifier l'action du gouvernement et critiquer celle de la magistrature. En 2002, le constat de Francesco La Licata est sans détours : « Ce n'est pas de l'amnésie. Nous sommes ici face à un véritable refoulement[102] ». Jean-Louis Briquet estime que le conflit entre la magistrature et les représentants politiques est une conséquence directe du rééquilibrage des rapports de force :

> Ce que les magistrats réprouvaient comme un « refoulement » délibéré de l'aspiration à l'intégrité publique qui avait surgi lors de la crise apparaissait à l'inverse à de nombreux responsables politiques comme une normalisation légitime du fonctionnement institutionnel[103].

On voit donc que l'idée d'un « refoulement » est dénoncée d'abord par la magistrature, puis repris par les journalistes. Briquet explique que le conflit avec l'ensemble de la classe politique naît du fait que la magistrature ne veut pas se défaire de son rôle de garante de moralité publique, acquis après les assassinats de Falcone et Borsellino. Certes, mais le désir de rétablir le rapport de force antérieur à la crise de 1992 pousse les différents gouvernements à minimiser l'influence de la mafia et à limiter les instruments législatifs, contribuant de la sorte à refouler la mémoire de l'expérience des magistrats antimafia assassinés. Le fait que les commémorations de 2002 soient à ce point conditionnées par l'actualité politique est effectivement, selon nous, un signe tangible du refoulement de cette mémoire car l'attention médiatique est focalisée sur les querelles politiciennes – parfois surprenantes au vu de l'action conjointe menée par le centre-gauche et le centre-droit – et les valeurs qu'incarnent les figures sont absentes du débat. Le processus de normalisation qui porte au refoulement vide les commémorations de leur fonction première, à savoir rappeler qui était la victime et ce qu'elle a fait pour entretenir un sentiment identitaire qui soude à nouveau la communauté des citoyens autour de valeurs positives.

101. On rappelle qu'il a été condamné pour des faits remontant jusqu'en 1980, mais prescrits au moment du jugement, et acquitté pour la période successive pour insuffisance de preuves.

102. « Altro che amnesia. Qui siamo di fronte ad una vera e propria rimozione. » in LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone, op. cit.,* p. 190.

103. BRIQUET Jean-Louis, *Mafia, justice et politique en Italie, op. cit*., p. 302.

Cette omniprésence de l'actualité poltique, alliée au contexte de démobilisation et de polémiques véhiculé par les médias, explique peut-être que les Palermitains désertent massivement les commémorations du vingtième anniversaire du général dalla Chiesa à Palerme qui se limitent donc à un « défilé des autorités[104] ». Selon les journalistes, Nando dalla Chiesa est visiblement affecté par l'absence de la société civile tout au long des cérémonies (à l'hommage via Carini, à la messe à San Domenico et à la marche aux flambeaux le soir). Le malaise ressenti lors de cette commémoration le pousse même à ne pas se rendre à Palerme en 2004 car « le climat de Palerme n'aide vraiment pas à se souvenir. Je ne voulais pas me trouver dans l'embarras de devoir serrer des mains que j'aurais voulu ne jamais serrer[105] ». En effet, en 2004, le président de la Région Salvatore Cuffaro est mis en examen par la magistrature pour avoir aidé la mafia, notamment en fournissant des informations sur les enquêtes en cours à certains collègues médecins[106]. Leoluca Orlando estime que « la Sicile est représentée de manière indigne et outragée par la présence de certains représentants institutionnels qui expriment une culture exactement opposée à celle de dalla Chiesa[107] ». La réplique de Cuffaro fait ouvertement référence à la polémique des « professionnels de l'antimafia » car il accuse Orlando d'avoir fait carrière grâce à « l'antimafia démagogique et creuse[108] » en se posant comme l'incarnation du désir « d'actions concrètes, d'actes quotidiens tournés vers la recherche du bien commun[109] » des Siciliens. Le refoulement atteint alors son paroxysme puisque, bien que mis en examen, Cuffaro se sent tout à fait légitime pour devenir le porte-étendard d'une antimafia efficace. Ce climat délétère alimente encore un peu plus la défiance d'une partie de la société civile, qui déserte à nouveau les commémorations de dalla Chiesa en 2004. En 2003, Claudio Fava – fils du journaliste assassiné et alors député européen DS – estime que « l'Italie est un pays sans mémoire dans lequel le gouvernement veut essayer d'effacer le peu de mémoire qui lui reste[110] ». Cependant, les commémorations de 2012 marquent un regain d'intérêt notable pour la mémoire des victimes de la mafia. Les révélations sur le *depistaggio* de l'enquête

104. « Sfliata di autorità » : VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, « Vent'anni dopo Palermo diserta la cerimonia per dalla Chiesa », in *Repubblica*, 5 septembre 2002. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2002/09/05/vent-anni-dopo-palermo-diserta-la-cerimonia.html

105. « Il clima di Palermo non aiuta proprio a ricordare. Non volevo trovarmi in imbarazzo nel dovere stringere mani che non avrei mai voluto stringere. » : PALAZZOLO Salvo, « Nando dalla Chiesa dà forfait : "Strette di mano imbarazzanti" », in Repubblica, 4 septembre 2004. Lien URL : http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2004/09/04/nando-dalla-chiesa-da-forfait-strette-di.html

106. On signale à ce propos l'excellent documentaire *La mafia è bianca*, réalisé par Stefano Maria Bianchi & Alberto Nerazzini en 2005.

107. « La Sicilia è indignamente rappresentata e oltreggiata dalla presenza di alcuni rappresentanti istituzionali che esprimono una cultura esattamente opposta a quella di dalla Chiesa. » : AMURRI Sandra, « Cuffaro commemora dalla Chiesa. E, ovviamente, è polemica », in *L'Unità*, 4 septembre 2004, p. 13.

108. « Antimafia demagogica e parolaia » in *Ibidem*.

109. « Azioni concrete, atti quotidiani quotidiani volti alla ricerca del bene comune » in *Ibidem*.

110. « L'Italia è un paese senza memoria nel quale il governo vuole cancellare anche quel poco di memoria che rimane » in FAVA Claudio, « Mafia e politica », *op. cit*., p. 79.

sur le massacre de via d'Amelio et sur la *trattativa*, après les multiples rebondissements du feuilleton judiciaire, suscitent l'indignation des proches et sont fortement médiatisées. Ainsi, l'actualité, cette fois-ci criminelle et judiciaire, va raviver la mémoire des victimes de la mafia ainsi que les conflits entre la magistrature et la classe politique.

2012 : des commémorations conditionnées par l'actualité criminelle et judiciaire

Le fait divers

L'attentat au lycée Morvillo Falcone et la mort de Melissa Bassi (19 mai 2012)

Le samedi 19 mai 2012, à 7h45, une violente explosion a lieu devant le lycée Francesca Morvillo Falcone de Brindisi. L'engin explosif était caché dans une grosse poubelle, placée le long de la rue que prennent les lycéens pour se rendre en cours. Melissa Bassi, 16 ans, meurt sur le coup tandis que six de ses amies sont gravement blessées. Les jeunes filles venaient de descendre du bus en provenance de Mesagne, le berceau historique de la *Sacra Corona Unita*, l'organisation mafieuse des Pouilles. Trois jeunes filles du groupe ont des proches connus des forces de l'ordre pour leur appartenance à la *Sacra Corona Unita* et une autre est la fille d'un des administrateurs de terrains confisqués de *Libera*, ce qui semble favoriser la piste mafieuse. La provenance du bus, le nom du lycée, la proximité de l'anniversaire du massacre de Capaci, le fait que les travaux des lycéens aient été primés en 2007 dans le cadre du concours « La légalité au quotidien[111] » et l'arrivée, la veille, de la « Caravane antimafia » à Brindisi constituent un faisceau d'indices convergents allant dans le sens d'un attentat mafieux. Toutefois, le *modus operandi* laisse supposer un certain amateurisme car la bombe est somme toute artisanale : il s'agit de trois bombonnes de gaz activées à distance grâce à un détonateur à faible portée. Les magistrats antimafia soulignent que la piste mafieuse semble incohérente[112] mais les journalistes la mettent en avant au même titre que la piste terroriste. Face à l'invective de la presse de droite dans les gros titres (« L'heure des lâches[113] », « Bande de salauds[114] »), la presse du centre et de gauche se concentre sur le *modus operandi*, comme le démontre la récurrence des mots « bombe »,

111. « La legalità nel quotidiano ». Une photo du spot « Regarde la légalité en face » (« Guarda la legalità in faccia ») est publiée au lendemain de l'attentat dans de nombreux quotidiens. Voir par exemple ARACHI Alessandra, « Il dolore di Napolitano : fermare la violenza eversiva », in *Corriere della Sera*, 20 mai 2012, p. 8.

112. Voir « Il procuratore : "Non è la mafia. Loro ora cercano consenso" », in *La Stampa*, 20 mai 2012, p. 5 & « Le piste », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 mai 2012, p. 3. Leur intuition est juste puisque le coupable, arrêté début juin, avoue qu'il a mis la bombe pour se venger du directeur du lycée. Voir SCIACCA Alfio, « Attentato di Brindisi : la procura conferma. Fermato presunto colpevole », in *Corriere della Sera*, 6 juin 2012. Lien URL : http://www.corriere.it/cronache/12_giugno_06/brindisi-sospettato-attentato-vendetta-privata_9c947eae-afeb-11e1-8359-3661d1b45fc6.shtml

113. « L'ora dei vigliacchi », in *Libero*, 20 mai 2012, p. 1.

114. « Bastardi siete », in *Il Giornale*, 20 mai 2012, p. 1.

« école » et « massacre[115] ». La référence au terrorisme – anarchiste pour la presse de droite mais subversif pour la presse de gauche – induit une surenchère, au point que le quotidien de droite *Libero* établit un parallèle avec l'attaque tchétchène de l'école de Beslan[116]. Cependant, l'omniprésence du terme « massacre » renvoie aux « années de plomb » et, surtout, aux attentats mafieux de 1992, induisant une assimilation entre Brindisi et Capaci.

L'assimilation médiatique des attentats de Brindisi et de Capaci

Dès l'annonce de l'attentat, plusieurs manifestations sont organisées dans les grandes villes italiennes comme Milan, Rome, Florence, Turin, et dans des villes moyennes comme Bari, Taranto ou Asti. Le 20 mai 2012, aux côtés des photos du lieu de l'explosion, on trouve donc dans la presse des photos de cette mobilisation civile qui montrent une forte présence de l'association *Libera*. Les slogans qui figurent sur les banderoles dénotent l'interprétation immédiate d'une matrice mafieuse de l'attentat. À Rome, dans la manifestation organisée par *Libera*, la reprise du fameux slogan de l'enterrement de Peppino Impastato « La mafia tue, le silence aussi[117] » et la photo du jeune homme avec une réplique du film *I cento passi*[118] brandie devant le Panthéon font écho au « Et maintenant tuez-nous tous[119] » des jeunes du lycée Morvillo Falcone de Brindisi. Ces slogans inscrivent le massacre de Brindisi dans une dynamique mafieuse qui conditionne la médiatisation de l'événement. Une autre banderole exposée à Rome relie clairement l'attentat de Brindisi à celui de Capaci, « De Falcone à Melissa, massacre de civilisation[120] », exprimant ainsi dès le jour du drame, l'assimilation qui est faite dans la presse le lendemain.

Tout d'abord, le *modus operandi* et le choix de la cible poussent la ministre de la Justice Annamaria Cancellieri à faire un parallèle avec le terrorisme du Moyen-Orient, comparant la scène à Beyrouth, ce qui n'est pas sans rappeler les titres de la presse au lendemain de l'assassinat de Chinnici puis de Falcone[121]. Les analyses des différents quotidiens

115. « Bomba », « scuola », « strage ». Voir « La bomba, le ragazze : caccia agli stragisti », in *Corriere della Sera*, 20 mai 2012, p. 1 ; « Bomba a scuola, volevano la strage », in *La Stampa*, 20 mai 2012, p. 1 ; « Bomba a scuola, la strage delle ragazze », in *Repubblica*, 20 mai 2012, p. 1 ; « Tornano le stragi, uccidono i ragazzi », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 mai 2012, p. 1.

116. Référence à l'attaque terroriste des rebelles tchétchènes dans une école en septembre 2004 qui avait fait près de 344 morts dont 186 enfants au terme de trois jours de prise d'otages. Voir « Quella scuola violata è la nostra Beslan », in *Libero*, 20 mai 2012, p. 6.

117. « La mafia uccide, il silenzio pure ».

118. *I cento passi*, film réalisé par Marco Tullio Giordana, 2000. Voir *Repubblica*, 20 mai 2012, p. 8.

119. « E adesso ammazzateci tutti » in *Corriere della Sera*, 20 mai 2012, p. 9. Slogan proche de celui du collectif « Strozzateci tutti » (« Étranglez-nous tous ») inventé par des chercheurs, des militants et des journalistes en réaction aux déclarations de Silvio Berlusconi qui, en 2010, avait dit que tous ceux qui parlent de mafia (journalistes, réalisateurs de séries et de fictions) donnent une mauvaise image de l'Italie et qu'il étranglerait le prochain qu'il croiserait. Voir RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Strozzateci tutti, op. cit.,* p. 10.

120. « Da Falcone a Melissa : strage di civiltà » in *Corriere della Sera*, 20 mai 2012, p. 9.

121. Voir SARZANINI Fiorenza, « La Cancellieri : colpiti come a Beirut », in *Corriere della Sera*, 20 mai 2012, p. 7 ; « Terrore mafioso : Palermo come Beirut. Strage per uccidere il giudice Chinnici », in L'Unità, 30 juillet 1983, p. 1 ; BOLZONI Attilio, « Una strage come in Libano » in *Repubblica*, 24 mai 1992, p. 2-3.

vont également dans le même sens. *Il Giornale* dresse une liste des facteurs déstabilisants qui créent un climat favorable à la réalisation de massacres en comparant 1992 et 2012[122], tout comme *Il Fatto Quotidiano*. Dans le quotidien de gauche, Nando dalla Chiesa conclut l'article consacré à Giovanni Falcone par une comparaison entre Capaci et Brindisi :

> Malheureusement, en Italie les massacres ne s'arrêtent jamais. Dans les moments d'incertitude, quand la politique devient trouble et lâche, ils reviennent. Avec une ponctualité maudite[123].

Ce parallèle se renforce les jours suivants et entraîne une surmédiatisation de l'attentat de Brindisi qui se fait au détriment de la médiatisation des commémorations du vingtième anniversaire de Capaci. En effet, le 22 mai, exception faite de la *Repubblica*, les quotidiens nationaux[124] se concentrent en majorité sur l'enterrement de Melissa, à qui ils consacrent plusieurs pages, et éludent la préparation des commémorations de Falcone, qui occupe tout au plus une page entière. De plus, les élections municipales du 21 mai 2012, qui voient la quatrième réélection de Leoluca Orlando à *Palazzo delle Aquile*, sont également au centre de l'attention et relèguent les cérémonies palermitaines au second plan. Le 23 mai, les quotidiens se concentrent davantage sur les célébrations de Falcone mais l'attentat de Brindisi est omniprésent dans les discours officiels, scellant ainsi la commémoration du vingtième anniversaire de Capaci au drame de Brindisi. Le discours du chef de l'État est présenté comme le temps fort de la commémoration et il s'agit donc du moment le plus médiatisé. Les analogies que fait le Président Napolitano dans son discours entre les deux événements, devant les mille jeunes présents dans la salle du maxi-procès, sont donc largement reprises dans la presse le lendemain. Certains quotidiens, comme *Il Tempo*[125] ou *Il Messaggero*[126], choisissent de rapporter uniquement les références à Brindisi :

> S'ils ont osé briser la vie de Melissa et menacer celle d'autres jeunes filles de seize ans ouvertes à l'espoir et au futur, puis s'ils l'ont fait à Brindisi, dans cette école, pour offenser la mémoire d'une femme courageuse, d'une martyre comme Francesca Morvillo Falcone, ils le payeront, ils seront remis à la justice. Et s'ils ont pensé défier cette même commémoration de Giovanni Falcone, des victimes du massacre de Capaci, à vingt ans de distance, ils ont déjà la preuve vibrante qu'ils ont misérablement échoué[127].

122. Les points communs seraient la présence d'un gouvernement technique, la crise économique, la crise politique et l'attaque de la criminalité. Voir GUZZANTI Paolo, « Crisi di un paese senza identità. Le stragi e le coincidenze col '92 », in *Il Giornale*, 20 mai 2012, p. 9.

123. « Purtroppo le stragi in Italia non finiscono mai. Nei momenti di incertezza, quando la politica si fa viscida e vigliacca insieme, tornano. Con puntualità maledetta. » : DALLA CHIESA Nando, « Per fermarlo ci volle il tritolo », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 mai 2012, p. 6.

124. On pense notamment à *La Stampa*, au *Corriere della Sera*, au *Manifesto* et au *Fatto Quotidiano* du 22 mai 2012.

125. Voir ACALI Andrea, « "Attenzione al ritorno dello stragismo" », in *Il Tempo*, 24 mai 2012, p. 5.

126. Voir NAPOLITANO Giorgio, « Giovani prendetevi la politica », in *Il Messaggero*, 24 mai 2012, p. 6.

127. « Se hanno osato stroncare la vita di Melissa e minacciare quella di altre sedicenni aperte alla speranza e al futuro, se lo hanno poi fatto a Brindisi, in quella scuola, per offendere la memoria di una donna coraggiosa, di una martire come Francesca Morvillo Falcone, la pagheranno, saranno assicurati alla giustizia. E se hanno pensato di sfidare questa stessa commemorazione di Giovanni Falcone, delle vittime della strage di Capaci a vent'anni di distanza, stanno già avendo la vibrante prova di aver miseramente fallito. » : *Ibidem*.

Cependant, le discours complet – publié dans *La Sicilia*[128] – n'est pas focalisé sur ces analogies mais la presse s'en sert pour renforcer la mise en garde du chef de l'État contre le possible retour des massacres déstabilisants. Bien qu'ayant également utilisé l'attentat de Brindisi pour établir une comparaison avec la décennie de la violence politique en brandissant le risque anarchiste, la presse de droite s'insurge et critique durement le discours de Napolitano :

> Palerme c'est Palerme, si c'est là que l'on commémore le massacre de Capaci, Brindisi c'est Brindisi, et ce serait bien de calibrer les mots et les comparaisons, à moins d'avoir des informations précises sur un lien aussi audacieux. [Hier, nous avons assisté] à une sorte de cérémonie croisée, au cours de laquelle les autorités faisaient des références directes à Melissa Bassi, tuée, et aux autres jeunes filles touchées par l'attentat[129].

Le journaliste reproche au Président d'avoir confirmé le risque d'un retour à une sorte de stratégie de la tension ainsi que l'assimilation de l'attentat de Brindisi à celui de Capaci. Toutefois, le quotidien *Libero* a toujours manifesté avec véhémence son opposition à Napolitano et on peut donc penser que cette analyse – loin de vouloir remettre Falcone au centre de l'attention car cela signifierait encenser la magistrature qui, elle aussi, est durement critiquée[130] – vise à alimenter le conflit avec le Quirinal. Les extraits du discours de Napolitano sélectionnés par la presse en général confirment la volonté de relier les événements de Capaci et de Brindisi, en laissant de côté tous les aspects plus classiques, et donc moins polémiques, de l'intervention du Président[131].

Lors de notre observation participante aux commémorations de Capaci, nous avons constaté l'omniprésence de la tragédie de Brindisi. Tout d'abord, à la cérémonie de départ du « Navire de la légalité » à Civitavecchia, les camarades de classe de Melissa Bassi avec une très longue banderole sur laquelle il était écrit « Melissa est avec nous[132] ». Au vu de la taille et de la facture de cette banderole, il est évident qu'elle n'a pas été réalisée par les élèves, contrairement à toutes les autres qui sont d'ailleurs en lien avec la manifestation.

128. Voir NAPOLITANO Giorgio, « Da Napolitano l'appello ai giovani "Scendete in campo" », in *La Sicilia*, 24 mai 2012, p. 2-3.

129. « Palermo è Palermo, se è lì che si commemora la strage di Capaci, Brindisi è Brindisi, e sarebbe bene calibrare le parole e i paragoni, a meno di avere informazioni precise di un collegamento tanto ardito. […] una sorta di cerimonia incrociata, nella quale le autorità facevano riferimento a Melissa Bassi, uccisa, e alle altre ragazze rimaste coinvolte nell'attentato. » : MAGLIE Mario, « I professionisti dell'antimafia si rubano Melissa », in *Libero*, 24 mai 2012, p. 13.

130. On note par exemple un article qui estime que la fiction dédiée à Paolo Borsellino (*I 57 giorni*, réalisée par Alberto Negrin, 2012), diffusée la veille est en fait une « publicité subliminale » pour Antonio Ingroia. (« Publicità subliminale ») : CARBONE Giorgio, « La fiction su Paolo Borsellino. Pubblicità "occulta" ad Ingroia », in *Ibid*.

131. Action de Falcone, apport à la lutte contre la mafia, actualité du danger mafieux à travers l'expansion de la 'ndrangheta, problèmes économiques et politiques de l'Italie et invocation aux jeunes de s'engager pour renouveler la vie politique.

132. « Melissa è con noi ». *Repubblica* a sélectionné une photographie semblable à celle que nous reproduisons ci-dessous, sans préciser qu'elle a été prise au départ du « Navire de la légalité », pour illustrer l'article sur l'avancement de l'enquête. Voir « La bomba disinnescata e poi riattivata, il killer non ha colpito alla cieca », in *Repubblica*, 23 mai 2012, p. 14-15.



Photo n°13 : Les camarades de Melissa au départ du « Navire de la légalité », Civitavecchia, 22 mai 2012.





Photos n°14 & 15 : Départ du « Navire de la légalité », Civitavecchia, 22 mai 2012



Photo n°16 : La délégation d'Aoste accompagnée par les policiers du SAP, qui amènent la flamme de la légalité à Palerme, au départ du « Navire de la légalité », Civitavecchia, 22 mai 2012.

Cela dénote donc une aide institutionnelle évidente. Si la présence des camarades de Melissa sur le « Navire de la légalité » et dans la salle bunker de Palerme est vraisemblablement due au fait que le lycée porte le nom de l'épouse de Falcone, elle peut aussi être interprétée comme un signe de solidarité de la part de la Fondation Falcone, portée par l'assimilation médiatique entre les deux attentats. Notre propre convocation pour embarquer sur le bateau émanant du MIUR[133], nous supposons donc que la décision d'inclure les camarades de la jeune victime à la cérémonie émane du ministère, de concert avec la Fondation Falcone, ce qui témoigne d'une volonté institutionnelle de faire le lien entre les deux événements[134]. De plus, leur présence sur l'estrade, dans la salle du maxi-procès, confirme ultérieurement ce choix de mettre le souvenir de l'attentat de Brindisi au cœur des commémorations de Falcone. Le lien établi entre les victimes par les différents intervenants[135], bien que totalement artificiel, a pour but de réactualiser le combat antimafia et d'impliquer émotionnellement les jeunes. Ainsi, le souvenir de Melissa est fonctionnel à la commémoration de Falcone car il ramène l'attention sur le risque d'attentat, qui donne par ailleurs l'occasion aux dirigeants politiques de faire front commun en évitant toute polémique. Cette omniprésence caractérise certes les cérémonies du vingtième anniversaire mais elle démontre surtout que la commémoration n'est plus centrée sur la seule figure de Falcone, qui perd donc la suprématie mémorielle constatée les années précédentes.

La fin de la suprématie mémorielle de Falcone

La grande nouveauté des célébrations du vingtième anniversaire du massacre de Capaci est en effet le traitement paritaire des figures de Falcone et Borsellino. La primauté du binôme sur la seule figure de Falcone marque un véritable tournant dans la construction mémorielle du magistrat, jusqu'alors présenté comme le fer de lance de la lutte contre la mafia. L'œuvre accomplie semble davantage collective et c'est donc la figure de Borsellino qui revient au premier plan. Cet aspect apparaît d'autant plus singulier que nous n'avons pas observé de mouvement comparable dans les célébrations du massacre de via d'Amelio, focalisées seulement sur Borsellino. De plus, il s'agit d'une évolution uniforme, que l'on a observée tant dans la presse que lors des commémorations.

Tout d'abord, on remarque que la presse écrite élude complètement les policiers d'escorte et Francesca Morvillo, décédés aux côtés de Falcone : aucune place n'est

133. Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca.

134. Selon le *Fatto Quotidiano*, ce serait l'initiative de don Ciotti, mais nous n'avons pas trouvé confirmation de cette information. Voir FIERRO Enrico, « 23/5, Palermo manifesta per Falcone », in *Il Fatto Quotidiano*, 23 mai 2012, p. 9.

135. Le ministre de l'Instruction, de l'Université et de la Recherche, Francesco Profumo, et le procureur national antimafia, Pietro Grasso.

consacrée à leurs proches, qui désertent pourtant la commémoration organisée par la Fondation Falcone pour se recueillir, en compagnie du Président du Conseil Mario Monti, sur le lieu de l'attentat. La mémoire des policiers et de la femme du magistrat – et ce malgré l'attentat de Brindisi – est donc évincée des célébrations de l'événement[136] et l'attention se concentre uniquement sur Falcone et Borsellino, qui est omniprésent. Le numéro spécial de l'édition palermitaine de *Repubblica* présente ainsi une biographie commune aux deux magistrats, intitulée « Les deux jeunes de la Kalsa[137] » et synthétisée par une unique chronologie. Les deux figures sont unies, non seulement par le même destin, mais surtout par le même parcours, dont l'exposition gomme les disparités précédentes et semble ainsi justifier le traitement paritaire. De plus, l'attention n'est plus uniquement focalisée sur le massacre de Capaci mais bien sur la période qui va de Capaci et de via d'Amelio jusqu'aux attentats à la bombe de 1993. Le moment des massacres est donc désormais uniformément perçu comme un seul moment historique[138]. Le supplément du *Giornale di Sicilia* prend même le parti de passer outre la biographie de Falcone pour se concentrer sur l'analyse des évolutions qui ont eu lieu au cours des deux dernières décennies[139]. De plus, on remarque plusieurs comparaisons avec le 11 septembre[140], signe que les assassinats de Falcone et Borsellino sont perçus comme un tournant dans l'histoire récente de l'Italie. Toutefois, l'historicité de la période entraîne un tel rapprochement entre les figures que l'on peut presque parler d'une fusion qui, par conséquent, amène une confusion mémorielle entre Capaci et via d'Amelio, comme s'il ne s'agissait que d'un seul événement[141]. Ainsi, le traitement paritaire du binôme Falcone et Borsellino provoque une célébration conjointe de la mémoire des massacres de Capaci et de via d'Amelio, comme on peut le lire dans *Il Messaggero* :

136. Seuls deux articles concernent les policiers. Le premier se trouve dans le supplément du *Giornale di Sicilia*, 23 mai 2012, p. IV. Il est rédigé par Laura Anello, qui a publié *L'altra storia, op. cit*. Le témoignage publié dans le livre est également repris dans VIVIANO Francesco, « "Attorno a noi vedemmo l'inferno e riuscimmo a venirne fuori" Storia dei sopravvissuti di Capaci », in *Repubblica*, 23 mai 2012, édition de Palerme, p. V. Il s'agit d'un numéro spécial de 32 pages.

137. Voir ZINITI Alessandra, « I due ragazzi della Kalsa », in *Ibid*., p. XIV-XV. Voir également la première double page du supplément de 12 pages de *La Stampa* du 13 mai 2012 et plus précisément LA LICATA Francesco « Il giudice stratega che scoperchiò la grande palude », in *Ibid*., p. II & RIOTTA Gianni, « Il pm malinconico nella trincea dell'antimafia », in *Ibid*., p. III.

138. Voir BOLZONI Attilio, « I giorni del tritolo » in *Ibid*., p. II-III.

139. En quinze pages, il n'y a donc aucun article sur Falcone, alors qu'il y en a un sur Borsellino (voir LUCENTINI Umberto, « E Borsellino disse : se mi uccidono non sarà solo mafia », in *Giornale di Sicilia*, supplément du 23 mai 2012, p. II) et un autre sur les attentats de 1993 (voir MARANNANO Vincenzo, « Milano, Roma e Firenze : attacco al cuore dello Stato », in *Ibid*., p. III).

140. Voir ARENA Riccardo, « Le loro idee camminano ancora », in *Ibid*., p. I. Interviewé par La7, Andrea Camilleri déclare : « Falcone et Borsellino sont nos héros. C'est comme si les Tours Jumelles étaient tombées » (« Falcone e Borsellino sono i nostri eroi. È come se fossero cadute le nostre Torri Gemelle. ») : FOTIA Carmine, « Quella terra sollevata sotto i piedi di Falcone », in *Il Manifesto*, 23 mai 2012, p. 8.

141. Par exemple, la rubrique concernée aux commémorations dans *La Sicilia* est intitulée : « Vingt ans après Falcone & Borsellino » (« Vent'anni dopo Falcone & Borsellino »). Voir *La Sicilia*, 24 mai 2012, p. 2-4.

« Rome Capitale, en hommage au sacrifice de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, a éteint hier le Colisée[142] ». Les autres victimes n'étant absolument pas nommées, le lecteur peut comprendre qu'ils ont trouvé la mort ensemble.

Nous avons également fait des constatations similaires lors de la commémoration dans la salle du maxi-procès. Dans son discours, le Président Giorgio Napolitano cite huit fois le binôme « Falcone et Borsellino » alors qu'il ne dit que cinq fois le seul nom de Falcone. De même, il parle trois fois de Giovanni Falcone et de ses collaborateurs mais cite également trois fois Paolo Borsellino, remis au premier plan car défini comme « le plus noble d'entre tous[143] ». Le procureur national antimafia Pietro Grasso consacre une large partie de son intervention à Paolo Borsellino, bien plus qu'à Giovanni Falcone[144]. On note aussi que, lors de la cérémonie qui s'est déroulée au jardin de la mémoire de Ciaculli, le Président du Conseil a fait son discours devant les photos de toutes les victimes des massacres de Capaci et de via d'Amelio[145]. Enfin, le dimanche 20 mai 2012, Rai Uno a également diffusé un reportage (*La strage dal basso*) focalisé sur les premières heures après l'attentat de Capaci et enrichi de nombreux témoignages des proches des victimes. Toutefois, là encore, la figure de Falcone n'est plus au cœur de la célébration, l'attention se concentre sur le moment historique qui s'ouvre avec le massacre de Capaci. De même, la diffusion sur Rai Uno de la fiction *I 57 giorni* sur Borsellino le 22 mai 2012 témoigne encore de cette confusion entre les deux figures. Certes, il n'y avait pas de nouvelle fiction sur Falcone pour le vingtième anniversaire mais le fait que ce téléfilm – dont le personnage de Falcone est totalement absent puisqu'il commence justement par le massacre de Capaci – soit diffusé pour la première fois au moment de la commémoration de Falcone confirme la perte de l'hégémonie mémorielle de Falcone. Ainsi, la figure de Paolo Borsellino prend l'ascendant mémoriel sur celle de Falcone et il nous semble que ce revirement de situation est dû aux manquements de la justice.

En effet, le *depistaggio* de l'enquête sur le massacre de via d'Amelio et l'existence désormais attestée d'une négociation entre l'État et la mafia ont remis la figure de Borsellino au centre de l'attention médiatique. Le feuilleton judiciaire ayant suscité

142. « Roma Capitale, per omaggiare il sacrificio di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino, ieri sera ha spento il Colosseo. » in « Mafia, girotondo delle scuole. Roma ricorda la strage di Capaci », in *Il Messaggero*, 24 mai, p. 35 .

143. « Il più nobile tra tutti » in « Intervento del Presidente Napolitano alla Cerimonia di commemorazione del Giudice Giovanni Falcone », discours prononcé le 23 mai 2012. Lien URL: http://presidenti.quirinale.it/Napolitano/contextra/giustizia/DiscorsiPresidente/19_Una_priorità_per_tutto_il_Paese.pdf

144. Voir Grille d'observation de la commémoration de Giovanni Falcone dans la salle du maxi-procès du 23 mai 2012. Ce document est disponible en annexes du chapitre 7.

145. Voir ANELLO Laura, « Monti: "La ragion di Stato è la verità" », in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 2012, p. 4.

l'indignation, on note donc un regain d'intérêt pour la figure de Borsellino. De plus, la veuve du magistrat s'invite à la commémoration de Falcone en écrivant une lettre à Napolitano dans laquelle elle déclare :

> Je tiens à ce que vous sachiez que, jusqu'à la fin de mes jours, j'attendrai patiemment de connaître les raisons pour lesquelles mon mari Paolo est mort. Et surtout les raisons pour lesquelles, dans les années suivant le massacre, on a construit une vérité judiciaire fausse et détournée[146].

Le Président profite de son intervention pour la saluer et reprendre à son compte cette exigence de vérité, déjà formulée par le Président du Conseil Mario Monti le matin même à Capaci. Ainsi, l'enquête sur la *trattativa* semble un facteur qui régénère la mémoire de Paolo Borsellino et l'attentat de Brindisi, par son *modus operandi*, réactualise le risque des massacres, favorisant ainsi la perception d'une seule et même période historique qui est donc traitée de manière unitaire. Dans ce cadre, la seule figure de Falcone ne permet plus d'appréhender les années 1992-1993 et celle de Borsellino apparaît donc indispensable pour saisir toute la complexité des événements.

L'omniprésence de la *trattativa*

La *trattativa* : une clé de lecture prépondérante

Si les révélations sur la *trattativa*[147] et l'agenda rouge conditionnent les commémorations de Borsellino en particulier depuis 2007, on remarque qu'en 2012, elles contaminent également les célébrations du vingtième anniversaire de Capaci. *Il Fatto Quotidiano* s'interroge sur l'existence de commanditaires extérieurs à la mafia, en insistant sur le fait que seuls les exécutants ont été condamnés[148]. Ce quotidien étant de loin le plus mobilisé pour révéler les avancées de l'enquête sur la *trattativa*[149], le plus engagé aux côtés des *Agende rosse* de Salvatore Borsellino[150] et le plus véhément envers le pouvoir politique sur les questions de justice, on pourrait penser qu'il poursuit là sa veine investigatrice. Toutefois, on est frappé par la présence diffuse, dans la presse, d'une relecture du massacre de Capaci à l'aune des révélations récentes sur la *trattativa*. En effet, dans le supplément de *La Stampa*, on trouve une double page sur les enquêtes et la *trattativa*.

146. « Mi sta a cuore che lei sappia che fino agli ultimi giorni della mia vita attenderò con pazienza di conoscere i motivi per i quali mio marito Paolo è morto. E soprattutto i motivi per cui negli anni successivi alla strage è stata costruita una falsa e distorta verità giudiziaria. » : LUCENTINI Umberto, « Agnese Borsellino al presidente : luce sulla verità distorta », in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 2012, p. 2.

147. Voir chapitre 4 et 10.

148. Voir RIZZA Sandra, « Brusca e gli altri, condannati solo gli esecutori », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 mai 2012, p. 6-7.

149. Les journalistes Sandra Rizza et Giuseppe Lo Bianco ont écrit l'enquête sur l'agenda rouge et ont redécouvert les vidéos et les photographies montrant le capitaine Arcangioli s'éloigner de via d'Amelio avec le sac de Borsellino. De plus, les éditoriaux et le blog de Marco Travaglio traitent souvent du lien mafia et politique, à l'aune des révélations sur la *trattativa*.

150. On rappelle la publication d'un livre et d'un DVD intitulés « 19 luglio 1992 – 19 luglio 2012. Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa » (2012) à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio.

Malgré les résultats judiciaires obtenus pour le massacre de Capaci, les déclarations des repentis – en particulier de Giovanni Brusca – sont remises en discussion avec le soupçon qu'ils aient donné une version simpliste des faits en éludant la question des commanditaires. Le journaliste se demande : « Y a-t-il uniquement la mafia derrière ? […] Y a-t-il uniquement la méticulosité artisanale d'un groupe de poseurs de bombes improvisés[151] ? » La qualité de criminels confirmés des mafieux impliqués est donc dépréciée pour insinuer qu'ils ne pouvaient pas avoir imaginé cet attentat seuls. Cette interprétation est renforcée par l'interview de Pietro Grasso qui déclare : « Qui décida d'éliminer Falcone avec une mise en scène de nature terroriste et politique, et pourquoi ? Ce fut une initiative de Riina[152] ? ». De même, le *Corriere della Sera* se demande si Falcone a été victime, lui aussi, de la *trattativa*[153]. Selon le Parquet de Palerme, les contacts avec la mafia auraient commencé dès le meurtre de Salvo Lima à l'initiative de Calogero Mannino[154], qui se sentait menacé. Dans cette perspective, l'assassinat de Falcone serait le résultat d'un accord pour épargner la vie de Mannino[155]. En revanche, pour le Parquet de Caltanissetta, les contacts commencent après le massacre de Capaci, qui aurait été organisé pour contraindre l'État à négocier. Ces interprétations divergentes nourrissent donc le doute quant au mobile de l'élimination de Falcone. Les déclarations du Président du Conseil Mario Monti, amplement reprises dans la presse, vont également dans ce sens :

> Il ne faut jamais se lasser de chercher la vérité sur la mort de Falcone et Borsellino. Ces dernières années, […] des morceaux manquants sont venus au jour et doivent être analysés. Aucune raison d'État peut justifier des retards dans le contrôle des faits[156].

Mario Monti encourage ainsi la magistrature à poursuivre ses investigations, ce qui tranche avec la position de Berlusconi qui estimait, en 2009, que dépenser de l'argent public pour relancer l'enquête sur la *trattativa* était une « pure folie[157] ». L'exécutif semble donc soutenir enfin l'action de la magistrature, mais les choses vont se gâter aux commémorations du vingtième anniversaire de via d'Amelio, comme nous le verrons d'ici peu.

151. « C'è solo mafia dietro ? […] C'è solo la meticolosità artigianale di un gruppo di bombaroli improvvisati ? » : ARENA Riccardo, « Dietro le stragi l'ombra della trattativa tra Stato e mafia », in *La Stampa*, supplément du 13 mai 2012, p. IV.

152. « Chi e perché decise di eliminare Falcone con una scenografia di natura terroristica e politica ? Fu iniziativa di Riina ? » : LA LICATA Francesco, « "Ma troppe domande sono senza risposte" », in *Ibid*., p. V.

153. Voir « Trattativa già iniziata quando fu ucciso ? Tutti i pezzi mancanti », in *Corriere della Sera*, 24 mai 2012, p. 2.

154. Issu de la DC puis passé à l'UDC, il était ministre des investissements extraordinaires pour le *Mezzogiorno* d'avril 1991 à juin 1992. Antonio Ingroia le décrit comme « le plus puissant homme politique sicilien » (« il più potente uomo politico italiano ») in INGROIA Antonio, LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Io so, op. cit*., p. 28

155. Voir *Ibidem*.

156. « Non bisogna mai stancarsi di cercare la verità sulle morti di Falcone e Borsellino. Negli ultimi anni […] sono venuti alla luce pezzi mancanti che vanno analizzati. Nessuna ragione di Stato può giustificare ritardi nell'accertamento dei fatti. » : ANELLO Laura, « Monti : "La ragion di Stato è la verità" », in *Giornale di Sicilia*, 24 mai 2012, p. 4.

157. « Follia pura » : « Trattativa già iniziata quando fu ucciso ? Tutti i pezzi mancanti », in *Corriere della Sera*, 24 mai 2012, p. 2.

Les révélations sur la *trattativa* fragilisent les mobiles établis au terme des procès et remettent au centre de l'attention la présence des services secrets. On peut donc légitimement penser qu'elles ont également influencé les commémorations de Pio La Torre puisque lors du trentième anniversaire, les ouvrages publiés mettent tous en avant la filature dont La Torre a fait l'objet pendant toute sa carrière politique et demandent la réouverture de l'enquête[158]. Lancée dans le cadre de la guerre froide, cette surveillance des services secrets a été presque ininterrompue jusqu'à la semaine précédant son assassinat. Lors de la commémoration à Montecitorio[159], Emanuele Macaluso sous-entend que les services secrets ont été complices de la mafia pour ne pas avoir averti le parlementaire que les mafieux préparaient son assassinat, supposant ainsi qu'il existe peut-être un autre mobile de nature internationale. De plus, la *trattativa* s'invite aussi aux commémorations du trentième anniversaire du massacre de via Carini[160]. Lors de la cérémonie organisée à Turin, Giancarlo Caselli estime que le préfet dalla Chiesa, pour sa volonté de s'en prendre aux rapports mafia-politique, « a été victime de ces dynamiques qui, par certains aspects, rappellent celles qui aujourd'hui sont classées sous la rubrique "*trattativa*[161]". » À Palerme, le procureur national antimafia Pietro Grasso déclare :

> Dans le crime dalla Chiesa il est possible de reconnaître une cause qui n'est pas directement attribuable à la mafia. Nous devons continuer à enquêter pour dévoiler, même après des années, les trames et les mystères cachés[162].

Ce faisant, Caselli et Grasso alimentent l'interprétation première de Nando dalla Chiesa, à savoir qu'il s'agit d'un crime politique. Toutefois, la commémoration de dalla Chiesa venant après celle de Borsellino, on peut supposer que la magistrature saisit l'occasion pour rappeler la nécessité d'enquêter sur les rapports entre la mafia et le monde politique, afin de soutenir l'action des magistrats palermitains ayant été au cœur d'une polémique féroce, définie comme « le feuilleton de l'été[163] », qui vient parasiter les commémorations du vingtième anniversaire de via d'Amelio.

158. Voir MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre?, op. cit.*; LO MONACO Vito & VASILE Vincenzo, *Pio La Torre, op. cit.*; SANFILIPPO Elio & CALECA Nino, *Perché è stato ucciso Pio La Torre?, op. cit*.

159. Voir Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à Montecitorio, le 12 avril 2012. Ce document est disponible en annexes du chapitre 6.

160. En 2014, l'ouvrage de Benito Li Vigni sur le général dalla Chiesa livre le portrait d'un fidèle serviteur de l'État très méfiant à l'égard des structures paramilitaires pendant les « années de plomb ». L'auteur fait référence à *Stay behind*, *Gladio* ou encore la *Rosa dei venti*, des organisations paramilitaires proches de l'extrême-droite qui se caractérisent par leur anti-communisme. Dalla Chiesa se serait fait des ennemis en étant vigilant quant au risque de coups d'État. N'étant venue à connaissance de cet ouvrage qu'à la toute fin de la rédaction, nous ne pouvons vérifier les faits exposés par l'auteur. Néanmoins, il nous semble que cette omniprésence des services secrets témoigne de la prégnance de la *trattativa* qui s'impose comme une clé de lecture complotiste qui fait évoluer les représentations. Voir LI VIGNI Benito, *Morte di un Generale. Carlo Alberto dalla Chiesa ucciso da un complotto Stato-mafia*, Rome, Sovera, 2014.

161. « È stato vittima di queste dinamiche che per certi profili ricordano quelle che oggi vengono rubricate alla voce "*trattativa*". » : ROSSI Andrea, « Caselli : dalla Chiesa vittima dei rapporti tra Stato e mafia », in *La Stampa*, 4 septembre 2012, p. 16.

162. « Nel delitto dalla Chiesa è possibile riconoscere una causa non ascrivibile direttamente alla mafia. Dobbiamo continuare a indagare per svelare anche dopo anni le trame e i misteri nascosti. » : *Ibidem*.

163. « Il giallo dell'estate » : BIANCONI Giovanni, « Il mosaico delle inchieste tra paradosso e realtà », in *Corriere della Sera*, 3 septembre 2012, p. 11.

La polémique entre la magistrature et le Quirinal suite aux écoutes téléphoniques

Dans le cadre de l'enquête sur la *trattativa*, les magistrats palermitains mettent en examen Nicola Mancino, ministre de l'Intérieur de juillet 1992 à avril 1994, pour faux témoignage et décident de le mettre sur écoute. Ces écoutes démontrent que l'ancien ministre a tenté à plusieurs reprises de joindre le Président de la République Giorgio Napolitano en appelant le Quirinal. Les conversations qu'il a eues avec le chef de cabinet du Président, Loris D'Ambrosio, laissent clairement apparaître que Mancino voulait demander une coordination entre les trois Parquets qui enquêtent sur la *trattativa* (Florence, Palerme et Caltanissetta) afin de mettre en minorité la thèse soutenue par les magistrats palermitains[164]. De plus, l'ancien ministre a parlé à deux reprises directement avec le chef de l'État mais il est illégal d'écouter les conversations du Président. Antonino Di Matteo, substitut du procureur de Palerme, annonce fin juin 2012 l'existence de ces enregistrements (qui ont été retranscrits) tout en disant qu'ils ne contiennent aucun élément significatif pour l'enquête, mais n'exclut pas de pouvoir s'en servir dans d'autres affaires. Le Président Napolitano saisit immédiatement la Cour constitutionnelle et déclenche une procédure de conflit d'attribution pour que ces retranscriptions soient détruites car elles pourraient constituer un précédent qui mettrait en danger les prérogatives du chef de l'État[165]. La position du chef de l'État est juridiquement valide mais elle est instrumentalisée à des fins politiques pour raviver le conflit avec la magistrature antimafia.

Cette controverse politico-juridique conditionne fortement la médiatisation des commémorations de Paolo Borsellino. En effet, la presse se concentre sur l'explication juridique de la polémique à grands renforts d'experts et la préparation des célébrations passe donc au second plan puisque les jours précédant les commémorations, seule la presse locale consacre des articles aux cérémonies[166]. Exception faite du *Fatto Quotidiano*, la presse nationale et locale ainsi que les élus politiques dans leur ensemble soutiennent la démarche de Napolitano. Si le centre-gauche se fait discret, le *Popolo delle libertà* en profite pour réactualiser sa proposition de loi contre les écoutes téléphoniques[167]. La presse de droite – qui n'apprécie pourtant pas Napolitano – saisit la balle au bond et

164. Voir « Trattativa Stato-mafia Pronte le richieste di rinvio a giudizio », in *Giornale di Sicilia*, 17 juillet 2012, p. 4.

165. La Cour constitutionnelle lui donne raison en janvier 2013 et ordonne la destruction des retranscriptions.

166. Voir GUARCELLO Davide, « La città ricorda Paolo Borsellino », in *La Sicilia*, 17 juillet 2012, p. 35 & FIGLIUOLO Sandra, « Strage Borsellino, cortei per ricordare. Lari : ancora buchi neri dell'inchiesta », in *Giornale di Sicilia*, 18 juillet 2012, p. 9.

167. Lancé en 2010 par Berlusconi au moment du scandale sur le « Rubygate », la « loi-baillon » (« legge bavaglio ») visait à empêcher la publication dans la presse des écoutes des magistrats et même à limiter le pouvoir de ces derniers. Au terme d'une longue polémique, le projet n'est finalement pas porté à terme. Voir « "Le intercettazioni ? Un cancro" » in *Il Fatto Quotidiano*, 20 juillet 2012, p. 2.

dénigre la magistrature palermitaine qui s'acharnerait contre Marcello Dell'Utri[168]. Ce dernier, légitimé par l'annulation de sa condamnation par la Cour de Cassation, décrit Antonio Ingroia comme un persécuteur[169] et affirme que si la *trattativa* a été menée « pour éviter des problèmes plus graves, cela a été une bonne chose[170] ». Les magistrats palermitains tentent de désamorcer la polémique en disant qu'il s'agit d'un problème purement juridique et, las d'être « une cible », Antonio Ingroia annonce son départ pour le Guatemala afin de mener une mission des Nations Unies[171].

Conscient que sa démarche est instrumentalisée aux dépens de la magistrature, le Président Napolitano tente d'apaiser les esprits dans le message envoyé aux magistrats palermitains et aux proches de victimes et qui est lu à la commémoration organisée par l'ANM au Palais de Justice. Il reprend la lettre qu'Agnese Borsellino lui avait envoyée lors de la célébration de l'anniversaire de Capaci pour réaffirmer la nécessité de faire toute la lumière sur via d'Amelio. Il estime que le *depistaggio* de l'enquête a été une « douleur terrible » pour la veuve et les enfants de Borsellino ainsi qu'une « humiliation […] pour nous tous qui représentons l'État démocratique[172] ». Le Président cite les propos de Mario Monti à Capaci à propos de la raison d'État et ajoute que ces retards sont d'autant plus inadmissibles quand il s'agit de négociations entre l'État et la mafia, tout en invitant les magistrats à ne pas superposer les enquêtes. Enfin, il conclut en rappelant qu'il appartient « à une génération qui a connu la tragédie de la guerre fasciste et la chute du 8 septembre [et qui] s'est engagée en politique […] dans l'esprit de la Résistance qui s'est ensuite transfusé dans la Constitution[173] » et qu'il s'inscrit dans la tradition de lutte contre la mafia portée par le PCI, en citant Pio La Torre, Cesare Terranova et le massacre de Portella della Ginestra. Cette conclusion permet ainsi au Président de réaffirmer que sa démarche n'est guidée que par le respect de la Constitution, qui est également le texte de référence pour les magistrats[174] et dont on a démontré précédemment combien

168. En mars 2012, la Cour de Cassation a annulé la condamnation en appel à sept ans de prison de Dell'Utri pour concours externe. Le 19 juillet 2012, le Parquet de Palerme le remet en examen pour extorsion sur la personne de Silvio Berlusconi pour un montant de 40 millions d'euros en dix ans. Les magistrats s'intéressent notamment à la vente d'une villa pour un prix largement supérieur à celui du marché la veille du jour de la sentence du procès en appel. Voir ARENA Riccardo, « Dell'Utri indagato per estorsione », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2012, p. 7.

169. Voir « Dell'Utri : Ingroia come Khomeini. Trattativa giusta per evitare di peggio », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 juillet 2012, p. 4.

170. « Se si è trattato per evitare guai peggiori è stata la cosa giusta » : *Ibidem*.

171. Voir RUOTOLO Guido, « "Sono diventato un bersaglio. Andrò un anno in Guatemala" », in *La Stampa,* 20 juillet 2012, p. 8.

172. « Terribile dolore » ; « Quale umiliazione è stata per noi che rappresentiamo lo Stato democratico ! » : « Giorgio Napolitano su Borsellino ». Lien URL : http://www.ilpost.it/2012/07/19/giorgio-napolitano-su-borsellino/

173. « Vedete, Signori Magistrati di Palermo, appartengo a una generazione che ha conosciuto la tragedia della guerra fascista e del crollo dell'8 settembre, e ha giovanissima abbracciato l'impegno politico […] nello spirito della Resistenza trasfusosi poi nella Costituzione. » : *Ibidem*.

174. « La charte constitutionnelle constitue aujourd'hui la seule boussole de la meilleure partie de notre pays. C'est notre seule ancre de sauvetage. » (« La Carta costituzionale costituisce oggi l'unica bussola della parte migliore del nostro paese. La nostra unica ancora di salvezza. ») in INGROIA Antonio, LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Io so, op. cit*., p. 134. Ingroia se définit comme un « partisan de la Constitution » (« partigiano della Costituzione ») in *Ibid*., p. 116.

elle est au centre du discours des associations antimafia comme *Libera*. La référence à l'antifascisme, à la Résistance et à son passé militant servent donc à désamorcer le conflit et à légitimer sa démarche. Mais l'emballement médiatique autour de cette polémique institutionnelle régénère et cristallise les tensions entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, obligeant les proches des victimes à prendre position.

Entre respect et rejet des institutions : le soutien des proches aux magistrats

Bien qu'il contienne tous les éléments attendus dans ce contexte de polémique institutionnelle, le message de Napolitano divise les proches de Borsellino. Conformément à leur attitude depuis 1992, les enfants de Borsellino ne font aucune déclaration sur cette polémique et sa veuve explique cette position :

> J'ai choisi la voie du silence – le silence de qui comprend et qui sait que même un seul mot pourrait provoquer des dommages à toute la collectivité – parce que je dois honorer la mémoire de mon mari, certainement pas parce que je suis indifférente à tout ce qui arrive autour de moi[175].

Par cette déclaration mesurée, Agnese s'inscrit en faux par rapport à l'attitude de Rita et Salvatore, qui dénoncent violemment l'attitude du chef de l'État. De plus, le lendemain elle publie une lettre ouverte aux jeunes dans la presse :

> Après quelques moments de découragement, j'ai continué et je continuerai à croire et à respecter les institutions de ce Pays, parce que je me rends compte que nous avons le devoir de les respecter et de les servir jusqu'à la fin, comme mon mari nous l'a enseigné, sans faire ne serait-ce qu'un pas en arrière même face au soupçon d'avoir été trahi par ceux qui auraient dû en revanche serrer les rangs autour de lui[176].

Bien qu'adressée aux jeunes, cette lettre résonne comme une condamnation morale de l'attitude de Rita et Salvatore qui, par leur attitude, ne respectent pas l'engagement de Paolo Borsellino envers les institutions. En effet, lors de la commémoration au Palais de Justice[177], Salvatore Borsellino déclare : « Je me serais attendu, de la part des plus hautes institutions, à un soutien de la magistrature pour la recherche de la vérité. En revanche, il y a des mesures qui entravent la vérité[178] ». Il affirme son soutien aux

175. « Ho scelto la strada del silenzio – un silenzio di chi capisce e sa che una sola parola potrebbe provocare danni a tutta la collettività – e perché devo onorare la memoria di mio marito, non certo perché sono indifferente a tutto ciò che accade attorno a me. » : LUCENTINI Umberto, « "Giovani, siate coraggiosi come Paolo" », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2012, p. 9.

176. « Dopo alcuni momenti di sconforto ho continuato e continuerò a credere e a rispettare le instituzioni di questo Paese, perché mi rendo conto che abbiamo il dovere di rispettarle e servirle come mio marito fino all'ultimo ci ha insegnato, non indietreggiando nemmeno un passo di fronte anche al solo sospetto di essere stato tradito da chi invece avrebbe dovuto fare quadrato intorno a lui. » : BORSELLINO Agnese, « Lettera integrale indirizzata ai giovani », in *La Stampa*, 20 juillet 2012.

177. Voir Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino au Palais de Justice de Palerme le 19 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes du chapitre 7.

178. « Mi sarei aspettato da parte delle più alte istituzioni che avrebbero segnato un sostegno alla magistratura per la ricerca della verità. Invece ci sono provvedimenti che intralciano la verità. » : *Ibidem*.

magistrats palermitains en affirmant être venu « non pas pour un juge mort mais pour des juges qui sont soumis aux mêmes attaques que Giovanni et Paolo[179] ». Rita Borsellino explique quant à elle le refus des couronnes de fleurs envoyées par les institutions :

> C'est un temps de confusion. Il faut éclaircir tout cela immédiatement : il y a des gens qui perdent confiance dans les institutions et ça, je ne peux pas le tolérer car Paolo est mort pour les institutions[180].

Dans la presse, la sœur du magistrat est beaucoup plus véhémente. Elle estime que la décision de Napolitano est une « gifle pour tout le pays justement au moment où la vérité semble plus proche » et réaffirme sa « confiance absolue dans les magistrats[181] ». On voit donc bien que la réaction des proches est guidée par la volonté de savoir la vérité sur le massacre de via d'Amelio. Les manquements de la justice et le scandale du *depistaggio* font donc naître une attente majeure que les proches répètent inlassablement chaque année depuis 2007 et, pour le dire avec le juriste Gustavo Zagrebelsky, « plus l'exigence de vérité est grande, plus la tentative de la cacher est scandaleuse[182] ». L'instrumentalisation de la polémique élude, en effet, le fait que les écoutes téléphoniques ont été jugées insignifiantes par Di Matteo et la procédure lancée par Napolitano est interprétée – notamment par le *Fatto Quotidiano* et les *Agende rosse* – comme la preuve que les institutions tentent de bloquer l'enquête[183], alimentant ainsi les théories complotistes. De plus, les discours tenus par les magistrats pendant les commémorations favorisent une telle interprétation :

> L'année dernière j'ai dit que l'on était entré dans l'antichambre de la vérité. Nous l'avons passée, nous sommes entrés dans la pièce de la vérité. Je m'attendais à trouver une pièce éclairée, mais elle est obscure. Il y a des barreaux aux fenêtres et les ampoules sont grillées. Nous sommes donc seuls dans cette pièce, avec des bougies[184].

Cette métaphore d'Antonio Ingroia illustre l'isolement de la magistrature et la difficulté de porter à terme l'enquête sur la *trattativa*. Il dénonce l'inexistence d'une commission d'enquête parlementaire sur le *depistaggio* et la *trattativa,* qui aurait évité à la magistrature d'être toujours en première ligne. Cependant, les reproches d'inaction

179. « Non per un giudice morto ma per giudici sottoposti agli stessi attacchi cui erano sottoposti Giovanni e Paolo. » : *Ibidem*.

180. « È tempo di confusione. Bisogna far chiarezza immediatamente : c'è gente che perde fiducia nelle istituzioni e questo non posso tollerarlo perché Paolo è morto per le istituzioni. » : *Ibidem*.

181. « Uno schiaffo a tutto il paese proprio nel momento in cui la verità ci sembra più vicina » ; « assoluta fiducia » : « "Quel conflitto del Colle con la procura fa perdere fiducia nelle istituzioni" », in *Repubblica*, 20 juillet 2012, p. 7.

182. « Tanto grande è l'esigenza di verità, quanto è scandaloso il tentativo di nasconderla. » : SAGREBELSKY Gustavo, « Napolitano, la Consulta e quel silenzio sulla Costituzione », in *Repubblica*, 17 août 2012. Lien URL : http://www.repubblica.it/politica/2012/08/17/news/napolitano_la_consulta_e_quel_silenzio_sulla_costituzione-41067801/

183. Lorsque nous avons discuté avec des membres de l'association lors des commémorations, certains appelaient même à la destitution de Napolitano pour trahison de la Constitution alors qu'il avait lancé le conflit d'attribution justement parce qu'il estimait que les prérogatives du chef de l'État, garanties par la Constitution, risquaient d'être affaiblies.

184. « L'anno scorso, ho detto che eravamo entrati nell'anticamera della verità. L'abbiamo varcata, siamo dentro la stanza della verità. Mi aspettavo di trovare una stanza illuminata, invece è buia. Ci sono le finestre sbarrate e le lampadine fulminate. Siamo quindi da soli in questa stanza, con delle candele. » : déclaration d'Antonio Ingroia à la conférence du 18 juillet 2012 au soir, organisée par les *Agende rosse* à la faculté de droit de Palerme.

formulés à l'encontre des responsables politiques sont également un moyen de légitimer l'instruction judiciaire en cours qui, pourtant, soulève de nombreux doutes quant à la viabilité de l'action pénale engagée[185].

Enfin, dans son ensemble, la presse médiatise largement la demande de vérité qui émane des magistrats, des proches mais aussi des citoyens venus assister aux cérémonies. Accueillis sous un tonnerre d'applaudissements au cri de « Di Matteo, Ingroia, Scarpinato, notre État c'est vous[186] », les magistrats sont incontestablement les vedettes des commémorations organisées par Salvatore Borsellino et les *Agende rosse*, qui défilent avec leurs t-shirt sur lesquels figure le slogan « Pas de couronnes d'État pour un massacre d'État[187] ». Ainsi, bien qu'ils revendiquent tous le droit d'obtenir la vérité sur la mort de Paolo Borsellino, ses proches sont divisés et la prise de position radicale de Rita et Salvatore exacerbe les tensions entre le Quirinal, soutenu par la quasi totalité de la classe politique (à l'exception d'Antonio Di Pietro), et la magistrature.

Les commémorations comme lieu de transmission d'une histoire tronquée ?

La dénonciation d'une vision idyllique de l'histoire de la mafia et de l'antimafia

C'est donc dans un climat tendu que se déroulent les commémorations du vingtième anniversaire du massacre de via d'Amelio. Si le cadre institutionnel imposant de la cérémonie officielle a quelque peu bridé les considérations des proches, on note une véritable libération de la parole dans la commémoration civile, organisée par les *Agende rosse*. Salvatore Borsellino livre son interprétation des faits (à savoir que son frère a été tué car il s'opposait à la *trattativa*) et renouvelle son soutien à la magistrature en insistant sur le climat délétère qui rappelle celui de 1992. Comme l'année précédente, Salvatore Borsellino a demandé aux magistrats de Palerme et de Caltanissetta d'écrire une lettre imaginaire à Borsellino, qu'ils lisent sur l'estrade de via d'Amelio. Un à un, ils soulèvent tous les manquements de la justice et les difficultés rencontrées dans leurs enquêtes[188].

185. Voir LUPO Salvatore & FIANDACA Giovanni, *La mafia non ha vinto. Il labirinto della trattativa, op. cit*. Lupo démonte point par point l'interprétation d'Antonio Ingroia (contenue in INGROIA Antonio, LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Io so, op. cit.*), allant jusqu'à dire que négocier ses ennemis n'est pas répréhensible. Cette opinion est partagée par plusieurs observateurs, dont Marcelle Padovani (voir Entretien disponible en annexes). D'un point de vue strictemen juridique, l'historien et le juriste expliquent donc que négocier avec la mafia ne constitue pas un délit. Le chef d'accusation retenu par le Parquet de Palerme se rapprochant de celui de « crime et délit contre la sûreté de l'État » (« Minacce ad un Corpo poitico dello Stato »), le procès risque fort de se solder par une relaxe générale.
Pour une équivalence, voir les articles 201 à 207 du Code de procédure pénale français. http://lexinter.net/LOTWVers4/crimes_et_delits_contre_la_surete_de_l'etat.htm#Des_crimes_et_d%E9lits_contre_la_s%FBret%E9_int%E9rieure_de_lEtat

186. « Di Matteo, Ingroia, Scarpinato, siete voi il nostro Stato ».

187. « Niente corone di Stato per una strage di Stato ».

188. Voir Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino via d'Amelio le 19 juillet 2012. Ce document est disponible en annexes.

Cette commémoration devient donc le théâtre d'une fronde sans précédent de la magistrature, qui fait les gros titres de la presse le lendemain[189]. La lettre au vitriol de Roberto Scarpinato est certainement la plus emblématique[190]. Après avoir donné le ton en jugeant incongrue et hypocrite la présence de certains personnages publics aux commémorations[191], le magistrat dénonce la narration simpliste et manichéenne véhiculée depuis 1992, qui limite la lutte contre la mafia à un combat des bons – les victimes assassinées – contre les méchants, incarnés dans l'imaginaire collectif exclusivement par les chefs mafieux bien connus, Totò Riina et Bernardo Provenzano. Cette vision réductrice de l'histoire de la mafia élude donc l'existence d'une zone grise, qui permet à la mafia de se maintenir et sur laquelle la magistrature concentre ses efforts depuis vingt ans au prix de lourds conflits avec le monde politique. Nous pensons que cette narration partielle[192] est le fruit du rapport tourmenté entre la magistrature et la politique, qui s'est cristallisé au fil du temps et des polémiques. Par conséquent, il est difficile d'imaginer un rapport apaisé où les représentants politiques loueraient les avancées de la magistrature alors que, comme en 2002, c'est justement pour avoir lancé des procédures à l'encontre des responsables politiques que les magistrats ont été vivement critiqués. L'attente de Scarpinato semble quelque peu paradoxale et on peut donc penser qu'il s'agit d'une manière de répondre aux féroces attaques des jours précédents. Au vu du contexte de polémique sur les écoutes téléphoniques dans le cadre l'enquête sur la *trattativa*, le magistrat profite de son intervention pour justifier la procédure judiciaire en cours. La virulence de son texte lui donne un écho médiatique qui lui permet de s'insérer dans le débat public pour légitimer l'action de la magistrature, qui s'inscrit dans la continuité de celle de Falcone et Borsellino et, surtout, vise à faire la lumière sur l'assassinat de Borsellino, conformément à la demande des proches.

189. Voir « "Paolo, ti hanno tradito" L'accusa dei PM di Palermo », in *Il Fatto Quotidiano*, 20 juillet 2012, p. 1 ; « L'invettiva dei giudici contro lo Stato-mafia. "Entro un anno la verità e ci vergogneremo" », in *Repubblica*, édition de Palerme, p. II ; « I magistrati : "Paolo, faremo giustizia" », in *Giornale di Sicilia*, 20 juillet 2012, p. 3 ; « Il gelo dei pm palermitani "Basta reticenze istituzionali" », in *Corriere della Sera*, 20 juillet 2012, p. 3.

190. Ancien collaborateur de Falcone et Borsellino puis procureur général à la cour d'appel de Caltanissetta – où il a mené les enquêtes sur les assassinats des deux juges –, il est aujourd'hui procureur général à la cour d'appel de Palerme.

191. « C'est avec le cœur serré que, parfois, nous voyons aussi aux premiers rangs, parmi les places réservées aux autorités, des personnages dont les choix de vie semblent être la négation même des valeurs de justice et de légalité pour lesquels toi, tu t'es fait tuer ; des personnages au passé et au présent équivoque dont les vies – pour le dire avec tes propres mots – exhalent cette "*puanteur du compromis moral*" que tu exécrais tant et qui s'oppose "*au frais parfum de la liberté*". » (« Stringe il cuore a vedere talora tra le prime file, nei posti riservati alle autorità, anche personaggi la cui condotta di vita sembra essere la negazione stessa di quei valori di giustizia e di legalità per i quali tu ti sei fatto uccidere; personaggi dal passato e dal presente equivoco le cui vite – per usare le tue parole – emanano quel "*puzzo del compromesso morale*" che tu tanto aborrivi e che si contrappone "*al fresco profumo della libertà*". ») in SCARPINATO Roberto, "Scarpinato, lettera a Borsellino" in *L'Unità*, 29 juillet 2012, http://www.unita.it/italia/scarpinato-lettera-a-borsellino-1.433881 Le texte intégral de la lettre est disponible en annexes.

192. Invité à l'émission *Servizio pubblico* le 24 mai 2015, Roberto Scarpinato avait déjà dénoncé la transmission d'une « histoire tronquée » (« storia troncata ») lors des commémorations officielles.
Lien URL : http://www.serviziopubblico.it/tutte_le_puntate/2012/05/25/news/puntata25.html-2

La dénonciation de la commémoration officielle comme le lieu de transmission d'une histoire tronquée s'applique également à l'histoire de l'antimafia. Il s'agit en effet d'un constat que Scarpinato a développé dans la préface de l'ouvrage *Les derniers mots de Falcone et Borsellino* :

> La rhétorique de l'État a ses protocoles rigides et exige que le discours public soit épuré de toute référence inconvenante aux événements tourmentés qui marquèrent la vie de Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, préparant lentement leur mort. Reléguant ces événements au *hors-scène* de l'Histoire, cette forme d'autocensure livre ainsi à la mémoire collective un récit tragique et, en même temps, simple et pacifié[193].

Selon cette analyse, les commémorations officielles seraient donc un carcan qui produirait un discours policé sur les victimes de la lutte contre la mafia. La critique de Scarpinato porte donc sur le fait que certains éléments biographiques seraient passés sous silence. Il est vrai que la narration mémorielle qui s'établit au fil des commémorations officielles met d'abord en avant les succès de la lutte contre la mafia et que les représentants politiques ou institutionnels (si l'on pense au CSM ou à l'ANM) sont généralement peu enclins à rappeler en détail les obstacles rencontrés par les victimes au sein de la magistrature. Umberto Santino, à l'occasion du vingtième anniversaire de Capaci, fait un constat similaire :

> L'Italie est un pays sans mémoire ou avec une mémoire programmée qui produit des icônes, efface ou atténue la réalité. […] Si on veut aller au-delà des liturgies officielles, il faut récupérer en entier une histoire qui est plus faite de conflits que d'hosannas[194].

Santino, comme Scarpinato dans sa lettre, redoute donc que les jeunes n'aient qu'une vision idyllique de l'histoire de l'antimafia. Plus qu'une absence de mémoire, on peut parler d'une mémoire sélective qui pose problème puisque les acteurs de la lutte contre la mafia n'arrivent pas à « se reconnaître dans cette narration des faits[195] » :

> Le poids du refoulement de cette part de l'Histoire confinée dans le *hors-scène* est tel que la clé de lecture et le sens global s'en trouvent complètement faussés. […] Cette sélection à sens unique des matériaux utiles à la construction du savoir social sur la mafia produit une réduction de l'histoire globale qui crée une sorte d'amnésie permanente par amnésie collective[196].

Si en 2002 le refoulement désignait la déconstruction de l'appareil législatif et répressif mis en place après les « meurtres excellents », en 2012 ce même mot fait référence aux épisodes biographiques et judiciaires passés sous silence. On voit donc que l'impression d'un refoulement perdure, mais qu'il ne porte pas sur les mêmes choses. Il

193. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013, p. 17.

194. « L'Italia è un paese senza memoria o con un memoria programmata, che produce icone e cancella o sbiadisce la realtà. […] Se si vuole andare oltre le liturgie ufficiali, bisogna recuperare per intera una storia che è fatta più di conflitti che di osanne. » : SANTINO Umberto, « Giovanni Falcone, avversato da vivo e glorificato da morto », in *Il Manifesto*, 24 mai 2012, p. 3.

195. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013, p. 18.

196. *Ibid*., p. 18-19.

faudrait mener une étude de terrain conséquente afin de voir si la connaissance que les citoyens ont de la biographie des deux hommes est partielle mais, même dans les fictions télévisées, nous avons vu que l'adversité est un élément très représenté car il participe à la construction de leurs figures de héros. De plus, pour avoir assisté à toutes les commémorations, officielles et civiles, nous avons pu constater que les obstacles rencontrés par les magistrats sont largement mis en avant, au point de devenir une clé de lecture prépondérante, comme l'a montré notre étude des représentations. Certes, ce sont souvent les magistrats ou les proches qui y font référence mais leurs témoignages – toujours médiatisés – permettent de nuancer la lecture idyllique en insistant sur l'adversité rencontrée au sein des institutions. Le constat de Scarpinato, comme celui de Santino, nous semble pour le moins excessif car tous deux sous-estiment la portée des commémorations civiles qui apparaissent, en particulier dans le cas de Borsellino, comme le lieu de réhabilitation des « hors-scènes » de l'histoire.

La commémoration civile comme lieu de réhabilitation des « hors-scènes » de l'Histoire

En effet, le fait que Scarpinato exprime cette analyse lors de la commémoration de via d'Amelio – et non pas au Palais de Justice où il n'est pas intervenu – et dans un ouvrage à visée mémorielle confirme que la commémoration civile, sous toutes ses formes, est le lieu privilégié de construction d'une mémoire publique complète dans le sens où elle intègre les lectures officielles tout en les discutant et en les enrichissant. De plus, la production mémorielle – en particulier récente – met clairement en avant l'adversité et les obstacles rencontrés au sein des institutions, ce qui participe de la construction des figures de héros. Nous avons aussi montré combien la presse a joué un rôle important lors de la construction de la mémoire immédiate, où les multiples interviews des proches et des collègues des victimes ont permis de rétablir d'emblée l'existence de la période de délégitimation. De même, à l'occasion des commémorations, cet isolement est largement rappelé dans la presse, (même si, dans la presse de droite, ces événements sont utilisés pour critiquer la magistrature[197]) ce qui prouve qu'ils sont intégrés dans la mémoire collective. La forte médiatisation des procès impliquant des politiques, bien qu'instrumentalisée selon les revendications partisanes, démontre également un intérêt

197. Voir FACCI Filippo, « Tutti i nemici di Falcone (oltre a Cosa nostra) », in *Libero*, 23 mai 2012, p. 18 & « Quelli che non possono piangere Borsellino », in *Il Giornale*, 20 juillet 2012, p. 7.

pour le travail de la magistrature. Ainsi, la dénonciation par Scarpinato d'une « amnésie collective » nous semble fausse dans la mesure où elle fait abstraction de l'apport essentiel de la presse, des proches et des magistrats à la construction mémorielle.

En outre, à la différence de 2002, les commémorations de 2012 sont largement conditionnées par l'actualité judiciaire puisque l'enquête sur la *trattativa* est omniprésente et s'invite même aux célébrations de Falcone et dalla Chiesa. Nous l'avons dit, la parole est beaucoup plus libérée dans les commémorations civiles de Borsellino puisque Salvatore Borsellino a un discours très radical d'opposition frontale envers une partie des institutions et de la classe politique. En 2012, en fin de commémoration, Marco Travaglio est intervenu pendant près d'une heure. Il a reconstruit minutieusement toute la période de la *trattativa* afin de dénoncer l'inertie de la classe politique et justifier l'action de la magistrature. Cette intervention fait donc écho à celles des magistrats et les complète en apportant des éléments que ceux-ci ne peuvent développer puisque tenus au secret professionnel. On avait observé un processus similaire lors de la conférence du 18 juillet à la faculté de droit, où l'intervention de Saverio Lodato avait éclairé, avec des éléments concrets, les discours des magistrats présents. On peut donc parler d'une certaine synergie entre magistrats et journalistes pour remettre le « hors-scène » de l'histoire, qui « constitue à la fois la pièce manquante et une clé de lecture indispensable[198] », au centre de la commémoration, évitant ainsi toute représentation idéalisée du parcours des victimes. Toutefois, les journalistes se nourrissant des manquements de la justice pour véhiculer des interprétations parfois sensationnalistes et souvent complotistes, ils adhèrent à l'interprétation de Scarpinato[199] qui voit la mafia comme l'instrument du « système de pouvoir[200] » et proposent une relecture de toute l'histoire républicaine dans cette optique. Les commémorations civiles de Borsellino tentent de faire la lumière sur les arcanes du pouvoir et sont donc le lieu de réécriture de l'histoire à l'aune des avancées judiciaires. L'arrivée massive de centaines de jeunes pour l'intervention de Travaglio montre un fort intérêt d'une partie de la société civile vis-à-vis de cette reconstruction qui se présente comme étant historique. On peut supposer que les citoyens présents, conscients de l'héritage moral des victimes de la lutte contre la mafia, sont plus attentifs et plus critiques face aux attitudes complaisantes. L'attention médiatique et civile qui se concentre sur les liens mafia et politique régénère donc la contestation civile d'une partie de la classe politique, qui s'exprime à nouveau lors des commémorations.

198. MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013, p. 35.

199. Voir SCARPINATO Roberto & LODATO Salvatore, *Le retour du Prince*, Clamecy, La Contre Allée, 2012.

200. *Ibid*., p. 38. Par « système de pouvoir » il entend l'alliance de franges de la franc-maçonnerie, du monde économique, de la politique. Il s'agit de l'interprétation de l'enquête « Sistemi criminali » qu'il a menée avec Antonio Ingroia.

***

Les commémorations décennales permettent d'observer un véritable conditionnement de l'actualité. En 2002, l'attention n'est plus focalisée sur la vie des victimes car les célébrations sont parasitées par l'actualité politique. Les victimes sont instrumentalisées pour stigmatiser la magistrature, contribuant ainsi à raviver les tensions de 1992 entre une partie de la classe politique, de la société civile et les magistrats. La baisse d'intérêt pour la biographie des victimes reflète la baisse d'attention du politique envers la question mafieuse, qui s'assimile donc à un refoulement de la mémoire de l'antimafia. En 2012, on note un intérêt renouvelé pour les figures, comme le démontre la profusion de publication mémorielles et de dossiers spéciaux dans la presse. L'actualité criminelle qui conditionne la célébration du vingtième anniversaire de Capaci révèle la fin de la suprématie mémorielle de Falcone sur les autres victimes et la perception d'une seule période historique qui unit les assassinats de Falcone et Borsellino aux massacres de 1993. De plus, l'actualité judiciaire, bien que faisant renaître des polémiques qui ravivent le conflit entre la magistrature et une partie de la classe politique, permet de déplacer la focale sur la vie des victimes. L'impossibilité d'arriver à une vérité judiciaire entraînant la construction d'une mémoire alternative portée par les proches, la commémoration civile apparaît comme le lieu de construction de cette mémoire publique, qui se fait en dehors du judiciaire et du politique, et cristallise ainsi les tensions de l'Italie républicaine.

Conclusion IIIe Partie

Nous avons vu que la majorité des proches de victimes n'obtiennent pas satisfaction au terme des procès. La justice n'est donc pas en soi un vecteur mémoriel, ce sont ses manquements et les nombreuses zones d'ombre restantes qui structurent une mémoire alternative visant à combler les lacunes du processus judiciaire. De plus, le rejet des représentants politiques lors de la construction immédiate de la mémoire de la lutte contre la mafia pousse ces derniers à reprendre la main au moment des commémorations officielles. La mémoire de l'antimafia se caractérise donc par de nombreuses polémiques qui montrent que les usages politiques de la mémoire, quand ils n'ont pas un but purement électoral, visent à garantir la moralité des dirigeants et de leur action. On note donc une évolution significative puisque les représentants politiques, quel que soit leur parti, tentent de s'approprier la mémoire des victimes, accentuant encore un peu plus les tensions déjà existantes avec les proches. Les commémorations décennales sont le théâtre de violentes polémiques qui témoignent de l'exaspération des tensions révélées par la crise de 1992. Les commémorations civiles apparaissent donc comme le lieu de cristallisation du conflit entre une partie de la société, des autorités politiques et de la magistrature et leur étude permet d'observer l'évolution de ces rapports de force dans de l'Italie républicaine.

Conclusion

« L'Italie est un pays sans mémoire ». Voilà un constat amer que nous avons maintes fois lu et entendu au cours de notre recherche. Cette affirmation a été partagée par plusieurs intellectuels, de Pier Paolo Pasolini[1] à Leonardo Sciascia[2], et nous l'avons également retrouvée dans les analyses de journalistes[3] et de militants antimafia[4]. Tous font ce constat en évoquant des événements violents de l'Italie contemporaine, qu'il s'agisse des crimes du fascisme ou de la guerre civile, de la mafia ou de la violence politique. Pour le traumatisme qu'ils engendrent, ces faits sont chargés en émotion et font naître un besoin de reconnaissance qui se traduit par l'émergence d'une mémoire propre à chaque événement. La dénonciation d'un déficit mémoriel est due à de multiples facteurs qui peuvent être les retards ou les manquements de la justice, les complicités

1. « Nous sommes un pays sans mémoire. Ce qui équivaut à dire sans histoire. L'Italie refoule son passé proche, elle le perd dans le flux télévisuel, n'en garde que des souvenirs, des fragments qui pourraient être utiles à ses contorsions, à ses conversions. Mais l'Italie est un pays qui tourne en rond, tel un guépard, où tout change pour rester comme c'est. Où tout coule pour ne pas passer vraiment. » (« Noi siamo un paese senza memoria. Il che equivale a dire senza storia. L'Italia rimuove il suo passato prossimo, lo perde nell'oblio dell'etere televisivo, ne tiene solo i ricordi, i frammenti che potrebbero farle comodo per le sue contorsioni, le sue conversioni. Ma l'Italia è un paese circolare, gattopardesco, in cui tutto cambia per restare com'è. In cui tutto scorre per non passare davvero. ») in PASOLINI Pier Paolo, *Scritti corsari*, Milan, Garzanti, 1975, p. 87. Pasolini fait ici référence à l'absence d'une mémoire de l'expérience totalitaire.

2. « L'Italie est un Pays sans mémoire et sans vérité, et c'est pour cela que j'essaie de ne pas oublier. » (« L'Italia è un Paese senza memoria e senza verità e io per questo cerco di non dimenticare. »): déclaration de Leonardo Sciascia après la mort d'Aldo Moro, citée in LI VIGNI Benito, *Pasolini : testimone autentico, poeta e scrittore scomodo per il potere corrotto*, Rome, Sovera, 2014, p. 17.

3. Voir Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011 à Rome. Ce document est disponible en annexes.

4. Voir FAVA Claudio, « Mafia e politica », in MORABITO Stefano (dir.), *Mafia, 'ndrangheta, Camorra. Nelle trame del potere parallelo*, Rome, Gangemi editore, 2005, p. 79 & SANTINO Umberto, « Giovanni Falcone, avversato da vivo, glorificato da morto », in *Il Manifesto*, 24 mai 2012, p. 3.

institutionnelles qui ont entravé la recherche de la vérité ou encore les difficultés des dirigeants et de la société à s'approprier la mémoire de ces événements traumatiques. Si les travaux des historiens ont souvent permis d'en éclaircir les dynamiques[5], ils révèlent également des tensions mémorielles[6] qui témoignent d'un « passé qui ne passe pas[7] », symptômatique d'un rapport problématique à la mémoire que nous avons donc choisi d'explorer à travers le filtre de l'antimafia.

1982 et 1992 : deux moments-clés dans la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia

Cette recherche sur la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia à partir d'un martyrologe nous a ainsi permis d'étudier de manière transversale une période clé de l'Italie républicaine, aussi dense que problématique, à travers le prisme de la violence mafieuse. Les assassinats des quatre personnalités étudiées représentent en effet deux moments historiques cruciaux qui nous permettent d'observer les mutations de l'Italie républicaine, à savoir le passage désormais communément nommé de la première à la seconde République, mais aussi l'évolution des liens politico-mafieux ainsi que la dégradation du rapport entre une large partie de la classe politique et de la société civile italienne. Les liens organiques unissant *Cosa nostra* à la DC ont largement garanti l'expansion de la mafia. Notre analyse des usages langagiers a démontré la gêne des gouvernants et des parlementaires de la majorité à la nommer et donc, leur réticence à faire de la lutte contre la mafia une priorité de la politique nationale. Ces rapports complaisants mettent au jour un contexte hostile et donc périlleux pour ceux qui combattent l'organisation criminelle. L'inertie des élites au pouvoir garantit l'impunité à la mafia qui, dans une Palerme mise à feu et à sang par les rivalités intestines, est tout de même assez robuste pour engager en parallèle une offensive de grande ampleur contre les représentants de l'État entre 1978 et 1983. Les assassinats de Pio La Torre et du préfet dalla Chiesa constituent les deux temps forts de cette crise de violence mafieuse, non seulement pour la réponse législative enfin adoptée pour lutter efficacement contre la mafia, mais surtout pour la forte mobilisation civile qui s'en suit. Ces deux « meurtres

5. On pense en particulier aux travaux sur les massacres perpétrés par les nazis et les fascistes pendant la guerre civile. Voir par exemple PEZZINO Paolo, *Sant'Anna di Stazzema. Storia di una strage*, Bologne, Il Mulino, 2009 & FULVETTI Gianluca, *Uccidere i civili. Stragi naziste in Toscana 1943-1945*, Rome, Carocci, 2009.

6. Voir par exemple PAVONE Claudio, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1994 ; MANGIAMELI Rosario, *Storia e memoria della seconda guerra mondiale in Sicilia*, Catane, CUECM, 2003 ; CLEMENTE Pietro & DEI Fabio, *Poetiche e politiche del ricordo*, Rome, Carocci, 2005 ; PAGGI Leonardo (dir.), *La memoria del nazismo nell'Europa di oggi, Scandicci, La nuova Italia*, 1997 ; LAZAR Marc & MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010 et DE LUNA Giovanni, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, 2009.

7. Voir CONAN Éric & ROUSSO Henry, *Vichy : un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

excellents » marquent un tournant car ils entraînent une prise de conscience civile de la dangerosité de la mafia – élément essentiel préalable à la constitution d'un véritable mouvement antimafia civil – mais qui se construit d'emblée dans un rejet de la classe politique, jugée responsable de la mort du préfet dalla Chiesa. On voit donc que, dès 1982, les Palermitains ont tendance à faire l'amalgame en prenant à parti l'ensemble de la classe politique, sans distinction, et cette caractéristique est destinée à s'amplifier en 1992. En ce sens, ce tournant n'est autre que l'embryon de la rupture qui se vérifie entre les dirigeants et une large partie de la société en 1992. Dans un contexte de mutation des rapports de force entre la mafia et ses référents politiques, les assassinats de Falcone et Borsellino ont une fonction fondamentalement déstabilisante visant à accélérer la recomposition de nouveaux équilibres politico-mafieux. Les représentants politiques dans leur ensemble sont fortement affaiblis par la perte de leur légitimité morale suite à l'opération « Mains Propres » : ils sont inaudibles et donc incapables de se poser en garants de la mémoire des magistrats et des policiers assassinés. Les heurts qui surviennent lors des obsèques officielles des victimes en 1992 ne sont que la révélation, au niveau local, d'un conflit profond, au niveau national, entre une partie de la société italienne et la classe politique, mais aussi entre cette dernière et la magistrature, qui se pose en garante de la moralité publique. L'immense mobilisation civile qui s'en suit montre justement que le déplacement de légitimité se fait au détriment de la politique et donc au profit de la magistrature, perçue comme la seule institution capable d'incarner le patrimoine moral des victimes de la lutte contre la mafia. Ainsi, la mobilisation citoyenne qui donne vie au mouvement antimafia civil se caractérise par une forte dimension éthique qui induit un rejet de la classe politique dans son ensemble : il se construit donc en dehors du politique. Dès lors, le rapport d'une large partie de la classe politique à la mémoire des victimes de la mafia est pour le moins problématique.

Une mémoire immédiate construite et véhiculée par la presse

Dans un tel contexte, il convient de ne pas sous-estimer l'influence des médias. Notre étude systématique de la presse locale et nationale de 1982 à 2012 a montré combien ce médium accompagne les dynamiques évoquées ci-dessus. Le double statut de la presse, à la fois source et objet d'étude, nous a permis d'observer son rôle primaire de diffuseur de l'information (par la médiatisation de la violence mafieuse ou de la mobilisation civile) mais, nous avons privilégié celui de façonneur de l'événement, en analysant la mise en récit journalistique. Bien que l'on retrouve certaines constantes (comme l'hyperbole, le pathos ou la focalisation sur les femmes victimes), on note qu'en dix ans,

la place accordée à la parole politique au lendemain des événements traumatiques diminue fortement au profit de la parole civile. Après l'assassinat de Carlo Alberto dalla Chiesa (ayant plus d'écho au niveau national que celui de La Torre), la presse en général concentre son attention sur les mesures du gouvernement, dont l'institution du Haut-Commissariat et l'adoption de la loi Rognoni-La Torre, et apparaît donc comme la caisse de résonnance des discours de la classe politique. En revanche, en 1992, les journalistes rapportent beaucoup plus les mots et les attitudes de la « foule » des Palermitains pour représenter – et souligner – le désaccord entre la masse et l'élite politique. Ce déplacement de la focale reflète de manière emblématique la perte de légitimité morale du politique et la position grandissante accordée à la mobilisation civile. La dénonciation de l'immobilisme politique et de la corruption d'une part, ainsi que la médiatisation de la colère exprimée par une large partie de la société palermitaine d'autre part, font de la presse un observatoire privilégié pour étudier ce transfert de légitimité.

De plus, la presse participe de la construction d'un martyrologe en insérant les crimes dans un contexte criminel en pleine mutation. Elle pose ainsi les premiers jalons d'une mémoire immédiate qui échappe au pouvoir politique. Les journalistes – en particulier les spécialistes de la question mafieuse qui ont travaillé à *L'Ora* – s'emparent ainsi du sujet et deviennent, pour certains, de véritables constructeurs de mémoire, à l'image de Francesco La Licata qui, soucieux d'empêcher toute instrumentalisation de la mémoire de Falcone, lui consacre une biographie en 1993. Certes, le scandale de *Tangentopoli* a décrédibilisé la parole politique, qui est par conséquent moins mise en avant. Mais la décennie à peine écoulée a vu un effet d'accumulation sans précédent des savoirs sur la question mafieuse. La tenue du maxi-procès, la spécialisation des journalistes et leurs nombreuses publications ainsi que le début d'une historiographie de la mafia sont autant d'éléments qui constituent un véritable bagage culturel influant sur la perception de la violence mafieuse. Le savoir disponible et l'émotion ressentie lors des assassinats précédents conditionnent la réaction d'une partie de la société, qui se mobilise fortement en 1992. Le temps qui passe nous montre donc une évolution puisque les acteurs de la construction mémorielle ont changé, démontrant que les deux mémoires immédiates se construisent différemment. Notre étude montre ainsi que les caractéristiques fondatrices de la mémoire immédiate en 1992 (en particulier l'image du héros) sont en grande majorité issues de la presse et non des discours politiques, ce qui confirme une perte d'influence croissante de la parole politique dans la construction mémorielle. L'insistance appuyée sur l'adversité rencontrée par les victimes permet de déceler les prémices d'une tension destinée à augmenter entre une partie de la classe politique et

la magistrature. En effet, la presse accorde une place grandissante aux déclarations souvent polémiques des magistrats, tant au moment des assassinats que des commémorations, alimentant une sorte de débat contradictoire avec les dirigeants politiques et faisant naître l'image d'un État-Janus qui, sous couvert de beaux discours, ne donne pas les moyens à la magistrature de lutter efficacement contre la mafia. Enfin, les médias n'ont pas un rôle univoque puisqu'ils sont souvent le lieu privilégié des polémiques au moment des commémorations. Ils apparaissent donc comme une chambre de résonance qui révèle et alimente, au fil du temps, les tensions caractéristiques de la construction mémorielle des victimes de la mafia.

Une mémoire publique portée par les proches réunis en associations et construite à travers les commémorations

La presse permet de constater l'émergence d'une communauté de victimes constituée principalement de femmes et soutenue, selon la formule du journaliste Giuseppe D'Avanzo, par « l'habituelle et toute petite Palerme des gens honnêtes[8] » constituée par le noyau dur des militants antimafia de la première heure, dont la majorité est marquée politiquement à gauche. L'engagement des proches pour défendre la mémoire des victimes est un élan naturel qui se trouve renforcé par le statut public de la victime. Dans un contexte de désaveu et de contestation de la classe politique, les proches se posent en gardiens de la mémoire des victimes et finissent par occuper tout l'espace médiatique. L'incapacité de la classe politique, mais aussi des institutions dans leur ensemble, à incarner les valeurs des victimes est donc à l'origine de la création de différentes structures associatives dans le but de sauvegarder la mémoire des victimes et transmettre leurs valeurs aux jeunes générations. Ainsi, les tensions entre une partie de la société et de la classe politique constituent une sorte de scission originelle qui perdure, comme le démontre la coexistence de commémorations institutionnelles et civiles pour les quatre victimes étudiées. Les célébrations officielles sont comme ankylosées par la routine commémorative ainsi que par la narration consensuelle et quelque peu manichéenne qui émerge des discours officiels. Les commémorations officielles apparaissent donc plus comme un moment de stagnation que de construction mémorielle tandis que la myriade d'initiatives civiles et l'invention de nouvelles formes de commémorations rendent, au contraire, la mémoire vivante et dénotent du dynamisme et de la créativité des associations antimafia. Les commémorations civiles apparaissent aussi comme le lieu

8. « La solita piccolissima Palermo della gente onesta » : D'AVANZO Giuseppe, « Vergogna, vergogna, assassini », in *Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2.

de revendication du besoin de justice et de réhabilitation d'une certaine complexité des dynamiques ayant conduit à l'élimination des victimes. Mais, ce faisant, elles ravivent les tensions et entretiennent l'image d'un État-Janus, mettant les institutions en porte-à-faux et rendant d'autant plus impossible une conciliation entre les représentants officiels et les proches de victimes. Ainsi, la privatisation de la mémoire théorisée par Giovanni De Luna fait naître un rapport de concurrence mémorielle qui ne fait qu'attiser les conflits.

Nous avons porté une attention toute particulière aux productions mémorielles car les auteurs revendiquent l'écriture comme un acte engagé et les représentations sont donc une forme de commémoration civile. La diversité des sources et des supports nous a permis de mettre au jour les différentes strates de la sédimentation sémantique de la mémoire des victimes qui s'effectue en quatre temps. La mythification des figures de héros rend possible l'assimilation avec le modèle christique, les transformant ainsi en martyrs, ensuite récupérés par la lecture patriotique qui permet leur insertion dans l'histoire nationale. L'exaltation des vertus civiques des victimes et de leur action ne fait qu'accroître, en négatif, la portée du discours des proches qui dénoncent le manque de loyauté et donc de moralité de certains représentants institutionnels – au sein de la classe politique comme de la magistrature – rendant l'engagement des victimes d'autant plus exemplaire. La tendance (minoritaire et récente) à l'humanisation, qui participe de la mythification, est l'étape ultime du processus de construction mémorielle qui renouvelle les représentations dans le but de fournir un modèle alternatif et accessible à tous les citoyens. La frénésie commémorative révèle également l'existence d'une mémoire tourmentée, soumise aux aléas des polémiques médiatiques et donc révélatrice des différentes tensions qui traversent l'Italie républicaine.

La mémoire de l'antimafia comme le catalyseur des tensions de l'Italie républicaine

Local et national

Le statut de représentants de l'État des victimes étudiées et leur aura au niveau national font de leurs assassinats des moments-clés qui remettent ponctuellement la question mafieuse au cœur du débat politique. La dimension spectaculaire et l'enchaînement des assassinats en 1992 imposent une réponse forte du gouvernement qui, comme à son habitude, répond en augmentant les moyens et en adoptant de nouvelles mesures, longtemps préconisées par la magistrature. C'est donc la violence mafieuse au niveau local qui fait de la mafia un enjeu national en contraignant les dirigeants à intervenir.

L'onomastique[9] du centre et du nord de l'Italie démontre que les grandes figures de la lutte contre la mafia sont insérées dans le patrimoine national. Cela peut être considéré comme le fruit de l'action menée par les proches des victimes, souvent à travers les associations antimafia, puisqu'ils ont été d'emblée sollicités par des écoles de toute l'Italie pour intervenir auprès des jeunes. Cet engagement auprès des jeunes sur tout le territoire a certainement contribué à enraciner la mémoire de la lutte contre la mafia hors des régions historiquement marquées par la présence de la criminalité organisée. La création des « Navires de la légalité » vise ainsi à impliquer les jeunes du continent pour consolider la dimension nationale de la mémoire de l'antimafia. La participation aux grands rites collectifs que sont les commémorations favorise donc l'appropriation des valeurs des victimes et nourrit un sentiment identitaire qui soude le mouvement antimafia. Si l'on note une fierté certaine d'une partie des Siciliens pour avoir été la première population à exprimer clairement un rejet de la mafia, les citoyens mobilisés dans les autres régions méridionales mettent en avant les initiatives réalisées pour montrer que la mobilisation ne se limite pas à la Sicile[10]. La frange de la société civile engagée dans le mouvement antimafia revendique donc le rôle de moteur du sud qui, par son dynamisme, a rendu possible l'élaboration de la narration collective de la lutte contre la mafia. Il serait ainsi pertinent, pour des recherches ultérieures, d'adopter une perspective comparatiste entre les différentes régions méridionales afin de voir si les mécanismes que nous avons fait émerger en Sicile se retrouvent dans le reste du *Mezzogiorno* et mesurer ainsi l'influence du laboratoire sicilien.

Toutefois, l'exercice de la mémoire met au jour des tensions entre le local et le national. L'étude récente de Nando dalla Chiesa sur *Libera* montre que les jeunes présents lors de la Journée de la mémoire et de l'engagement viennent en grande majorité des régions où la présence mafieuse est récente, révélant ainsi le paradoxe d'une mémoire locale qui devient nationale en étant célébrée majoritairement par les septentrionaux[11]. La forte tradition militante des régions de gauche du centre et du nord[12], qui sont souvent des hauts lieux de la Résistance, est également un facteur d'intégration de cette mémoire locale dans l'histoire nationale et donc un puissant vecteur de nationalisation du mouvement antimafia. Les campagnes de sensibilisation menées en particulier par

9. À savoir les noms de rues, de places ou de bâtiments.

10. Voir par exemple IORIO Pasquale, *Il Sud che resiste. Storie di lotta per la cultura della legalità in Terra di Lavoro*, Rome, Ediesse, 2009 ; IORIO Pasquale (dir.), *La lotta alle mafie come narrazione collettiva. L'Italia che resiste*, Rome, Ediesse, 2011 ; RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Ammazzateci tutti, op. cit*.

11. Voir les graphiques contenus in DALLA CHIESA Nando (dir.), *La scelta Libera, op. cit*., p. 131-132.

12. Voir le tableau de synthèse de l'étude CENSIS de 2008 sur la vie quotidienne des Italiens. On voit clairement que les habitants du nord et du centre consacrent plus de temps aux associations culturelles, au bénévolat et à l'action syndicale. Voir IORIO Pasquale (dir.), *La lotta alle mafie come narrazione collettiva. L'Italia che resiste*, *op. cit.,* p. 20.

Libera[13] dans les régions centrales et septentrionales a porté ses fruits mais il semble que cette prise de conscience s'accompagne d'un désengagement progressif des jeunes issus des régions méridionales. Ces données posent le problème de l'efficacité d'une mémoire qui, alors qu'elle devient nationale, perd de l'influence au niveau local. Il serait également intéressant de creuser cet aspect, en miroir avec la comparaison entre les différentes régions du sud, pour se prémunir de toute généralisation idéalisante. Les proches et les associations revendiquent la dimension nationale des figures de la lutte contre la mafia et le transfert tout récent de la dépouille de Giovanni Falcone dans le « Panthéon des Siciliens[14] » démontre cette volonté de fixer pour la postérité son statut de personnage historique, aux côtés de grands Siciliens entrés dans l'histoire nationale comme Francesco Crispi[15] et Ruggero Settimo[16]. Cependant, force est de constater que c'est bien à travers la revendication de son identité sicilienne que Falcone fait son entrée au « Panthéon ». L'absence de vérité judiciaire et la diffusion de théories complotistes ravivent une sorte de repli identitaire régional – dans le cas de Falcone et Borsellino[17] – qui apparaît comme une valeur refuge en réaction à l'image trouble d'un État italien au sein duquel certains personnages auraient œuvré pour l'élimination des magistrats.

Politique et société

La crise de légitimité qui frappe une large partie de la classe politique conditionne la construction d'une mémoire publique de la lutte contre la mafia, accentuant l'opposition morale entre les victimes et les élus. La presse, dans son ensemble, joue encore un rôle de premier plan car elle soutient largement la mobilisation civile et l'hyper médiatisation des événements exacerbe les tensions. Paolo Pezzino a démontré que la corruption n'est que la pointe émergée de l'iceberg car la crise est la conséquence de problèmes structurels de l'Italie contemporaine et du déclin du modèle de modernisation économique[18]. Certes, l'opération « Mains Propres » et les assassinats des magistrats

13. L'organisation de la Journée de la Mémoire et de l'engagement à Milan en 2009 a pour but d'alerter l'opinion sur la présence diffuse des organisations mafieuses dans le nord du pays.

14. Sa dépouille a été transférée dans la basilique San Domenico, qualifiée de Panthéon des Siciliens. Sur l'épitaphe, il est présenté comme « Magistrat. Héros de la lutte contre la mafia ». Voir « Svelata la tomba di Falcone nel Pantheon dei siciliani », in *Repubblica*, 23 juin 2015. Lien URL: http://palermo.repubblica.it/cronaca/2015/06/23/news/svelata_la_tomba_di_falcone_nel_pantheon_di_palermo-117543797/ La famille de Borsellino a quant à elle refusé le transfert de la dépouille, au motif de ne pas vouloir à nouveau séparer le magistrat de son épouse, décédée en 2013.

15. Cependant, au vu de la répression sanglante lancée par Crispi quand il était Président du Conseil contre le mouvement des *Fasci siciliani* à la fin du XIX^{e} pour satisfaire son électorat composé majoritairement de grands propriétaires terriens liés à la mafia, on peut s'interroger sur l'aspect quelque peu contradictoire du rapprochement des deux personnages qui n'a pourtant pas été soulevé dans la presse.

16. Patriote du *Risorgimento*, premier président du Sénat de l'Italie unifiée.

17. Nous pensons en particulier aux poésies de Lina La Mattina, dont « A du granni eroi siciliani » composée à l'occasion du 19^{e} anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio.

18. Voir PEZZINO Paolo, *Senza Stato. Le radici storiche della crisi italiana*, Rome-Bari, Laterza, 2002.

siciliens ont fortement contribué à réduire la crise à la seule dimension morale. Mais, pour le sujet qui nous concerne, la question de la moralité publique prime largement et alimente un conflit de type identitaire. En schématisant, au début des années 1990, la quasi totalité de la classe politique est perçue comme le parangon du clientélisme et de la connivence tandis que les victimes de la mafia incarnent des valeurs positives de justice, d'éthique et de morale qui s'opposent en tout point aux mœurs politiques. La culture de la légalité propose un modèle civil d'éthique publique qui entre en conflit avec cette image de la classe politique. C'est pourquoi le mouvement antimafia, né de cette rupture, se construit en réaction à la politique et en dehors du politique. Les commémorations institutionnelles offrent ainsi l'occasion aux gouvernants de se positionner face à ces valeurs. Les fréquentes tentatives de récupération, voire d'instrumentalisation, de la mémoire des victimes témoignent de cette volonté constante d'une partie des représentants politiques de s'intégrer au nouveau modèle pour garantir leur moralité. Les différentes polémiques – entre majorité et opposition ou entre les représentants politiques et les magistrats instructeurs soutenus par les proches de victimes – ne font que raviver les tensions et confortent le mouvement civil dans sa volonté de se tenir à distance de la politique.

Magistrature et politique

Le mouvement antimafia civil se caractérise donc par un rapport paradoxal avec les institutions. Les manquements de la justice alimentent la défiance envers une large partie du pouvoir politique – accusé de bloquer la recherche de la vérité pour protéger ses intérêts – et non pas envers la magistrature, qui devient en revanche la seule institution de référence. La perte de crédibilité du pouvoir politique provoque ainsi un transfert de prestige et de légitimité souligné par plusieurs chercheurs, comme Antoine Vauchez et Alessando Silj, qui mettent en avant le rôle de suppléance endossé par la magistrature. Cette institution apparaît comme la garante des valeurs morales et son combat contre l'illégalité diffuse en politique ne fait que renforcer cette image. À partir du milieu des années 1990, une partie des représentants politiques tente de reprendre la place qui était la sienne en attaquant la magistrature dans les médias. S'il est certes naturel que la classe politique veuille reprendre la main pour restaurer l'équilibre entre les différents pouvoirs, les mesures « garantistes » du centre-gauche sont interprétées, à juste titre, par Nando dalla Chiesa comme la première phase du démantèlement de l'arsenal juridique utile aux magistrats mobilisés contre la corruption et la mafia. Les rapports entre une partie de la magistrature et de la classe politique se crispent encore davantage. À un moment où l'enjeu est de restaurer la confiance, les mesures adoptées

par le centre-gauche pour limiter l'influence de la magistrature sur la vie politique sont interprétées, par les citoyens mobilisés au côté des magistrats, comme une ultérieure tentative, de la part des gouvernants, d'évincer la magistrature pour se protéger et mieux revenir aux anciennes pratiques de complaisance. Puis le conflit s'intensifie et atteint son paroxysme sous les différents gouvernements Berlusconi, suite à l'adoption de mesures législatives qui annulent les délits financiers et nuisent fortement à la lutte contre la mafia. L'action convergente, bien que non assumée, des gouvernements de centre-gauche et de centre-droit ne fait qu'alimenter l'amalgame et conforte la vision – certes réductrice, mais largement répandue au sein du mouvement antimafia et dans les secteurs de la société mobilisés – selon laquelle la classe politique dans son ensemble œuvre pour se mettre à l'abri de la justice. Les représentants politiques donnent donc l'impression de s'entendre pour rejoindre un *statu quo* qui se fait au détriment de la moralité publique. Certes, les raisons qui animaient les gouvernements Prodi sont très différentes de celles des gouvernements Berlusconi mais le garantisme du centre-gauche apparaît comme une barrière de protection qui permet au centre-droit de mener une offensive de grande ampleur dans le but de limiter les ennuis judiciaires de son *leader*. De plus, grâce à son pouvoir médiatique, Berlusconi réussit à imposer un nouveau modèle identitaire de réussite individuelle à travers l'entreprise du spectacle[19]. La ténacité de la magistrature à son égard est donc présentée comme une persécution, comme si les magistrats – taxés de communistes – ne pouvaient se résoudre à accepter ses succès électoraux, clivant ainsi la société entre les pro-Berlusconi et ceux qui soutiennent la magistrature. L'opposition est donc présentée comme politique alors qu'elle est fondamentalement morale. Le travail de sape de la législation antimafia et anti-corruption mené par les différents gouvernements de centre-gauche et de centre-droit suscite une forte mobilisation civile qui dépasse largement le seul mouvement antimafia puisqu'en réalité, ce sont deux modèles de société qui s'opposent. Une partie de la société se reconnaît dans le « bling-bling » et l'individualisme – dont les lois *ad personam* sont la manifestation la plus emblématique – véhiculés par les télévisions de Berlusconi tandis qu'une autre partie brandit les portraits de Falcone et Borsellino et pose le respect de la légalité comme condition indispensable au renouvellement politique et sociétal. L'essor du mouvement antimafia au début des années 2000 peut ainsi être interprété comme une réaction au refoulement des valeurs issues de l'antimafia.

19. Voir GOZZINI Giovanni, *La mutazione individualista. Gli italiani e la televisione 1954-2011*, Rome-Bari, Laterza, 2011 & MENDUNI Enrico, *Televisione e società italiana 1975-2000*, Milan, Bompiani, 2002.

Justice, histoire et mémoire

La mémoire publique de la lutte contre la mafia cristallise les tensions entre trois logiques – celle émanant de la magistrature en charge des procès antimafia, celle des représentants politiques désireux de rééquilibrer les rapports de force entre les pouvoirs institutionnels et celle des secteurs de la société attachés aux valeurs démocratiques – faisant ainsi rejaillir le rapport problématique entre la justice, l'histoire et la mémoire. La justice ne permet pas d'établir une vérité satisfaisante pour les proches et c'est à partir de ses défaillances que prospèrent les lectures complotistes. Les manquements de la justice apparaissent donc comme le vecteur structurant d'une mémoire alternative. Les révélations des repentis sur la *trattativa* laissent entrevoir une possible participation de certains membres – encore non identifiés à ce jour – des services secrets et entraînent une relecture globale de la période 1992-1993. Les nombreuses zones d'ombre restantes – en particulier la question des commanditaires des meurtres excellents, les documents mystérieusement disparus et le *depistaggio* éclatant de l'enquête sur le massacre de via d'Amelio – nourrissent l'idée de complicités institutionnelles impunies car protégées par les dirigeants et rapprochent la mémoire de la lutte contre la mafia de celle d'autres grands événements traumatiques de l'Italie républicaine, comme les massacres à matrice néofasciste des « années de plomb ». La mémoire de l'antimafia se greffe donc sur une approche plus ancienne de l'histoire républicaine qui ne fait qu'alimenter la défiance envers une large partie du monde politique[20]. L'absence de vérité judiciaire empêche l'élaboration d'une histoire qui rendrait pleinement compte des dynamiques ayant conduit aux assassinats. La commémoration civile apparaît comme le lieu privilégié de la dénonciation d'une histoire tronquée et de la revendication du besoin de justice, posant ainsi la vérité judiciaire comme préalable nécessaire à l'établissement d'une vérité historique. Or, tout en plébiscitant la justice, les proches de Borsellino profitent de l'écho médiatique des commémorations pour proposer une lecture historique qui s'affranchit des non-lieux judiciaires (si l'on pense au dossier *Sistemi criminali* ou à l'acquittement d'Arcangioli[21]) et cristallise les tensions avec le pouvoir politique. Un récit collectif relatant l'expérience des victimes a fini par être tissé grâce aux témoignages des proches et des magistrats antimafia. Celui-ci répond à la fois aux silences de la justice et à une parole officielle, établie par les discours des représentants politiques, qui se révèle incapable d'apaiser les tensions. La narration collective devient ainsi le principal vecteur d'élaboration d'une

20. Voir par exemple SCIASCIA Leonardo, *I pugnalatori*, Milan, Adelphi, 2003. Dans cette nouvelle, l'écrivain raconte les mystérieux assassinats ayant eu lieu à Palerme en 1862. Le commanditaire est un puissant sénateur du Royaume mais le procureur ne peut prouver sa culpabilité. Le texte laisse donc apparaître l'image d'un État vacillant, incapable de rendre la justice, dans lequel les puissants ne sont jamais inquiétés.

21. Carabinier suspecté d'avoir soustrait l'agenda rouge du sac de Borsellino.

histoire publique de l'antimafia, alternative à la vérité judiciaire, qui met en avant l'attitude ambivalente de l'État et régénère les tensions entre une partie de la magistrature, de la classe politique et de la société civile.

Le vide historiographique autour de la question de l'antimafia est également un facteur à prendre en compte. En effet, la narration mémorielle qui se forge au fil des commémorations et des représentations est conditionnée par l'absence – exception faite des ouvrages des Schneider, de Nando dalla Chiesa ou d'Umberto Santino – d'une véritable production scientifique permettant de faire l'histoire de l'antimafia. La narration collective a l'ambition d'être une sorte de *public history*[22] qui passerait directement du témoin au citoyen, sans le filtre des institutions. Toutefois, la *public history*[23] issue de la tradition américaine étant fondée sur la vulgarisation de la recherche scientifique, il est plus juste de parler, pour les associations antimafia, d'une utilisation publique de l'histoire[24]. La parole des proches est donc un vecteur de construction mémorielle et leur centralité démontre que l'antimafia est une mémoire « vive[25] » ou publique qui s'impose par le bas et qui a vocation à se faire histoire. Elle renverse, en cela, le processus habituel de construction de la mémoire dite « officielle » qui est transmise par les institutions et se révèle particulièrement soumise aux risques d'instrumentalisation politique.

La mémoire publique de l'antimafia comme vecteur identitaire

Mais la narration chorale qui émerge des commémorations civiles a avant tout une vocation identitaire car, pour le dire avec Alberto Melucci, on raconte aussi « pour exister[26] ». Le but ultime est donc la transmission des valeurs qui ont guidé l'engagement des victimes aux jeunes générations. Pour Maria Falcone, « parler d'action antimafia c'est parler de légalité[27] ». Les associations et les proches, par leur action dans les écoles, jouent un rôle éducatif essentiel de diffusion de la culture de la légalité issue du martyrologe de la lutte contre la mafia. Julien Fragnon a analysé le rappel stratégique de

22. Entendue comme une « histoire produite demanière publique par des individus qui ne sont pas historiens de profession » (« storia prodotta pubblicamente da qualsiasi individuo non storico di professione ») in NOIRET Serge, « "Public history" e "storia pubblica" nella rete », p. 276. Lien URL: https://www.academia.edu/230580/_Public_History_e_Storia_Pubblica_nella_Rete

23. Voir en particulier les travaux de Serge Noiret, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence. Par exemple NOIRET Serge, « Premessa al fascicolo *Public history. Pratiche nazionali e identità globale.* Per una Federazione internazionale di *Public history* » (juin 2011) & « "Public history" e "storia pubblica" nella rete ». Lien URL: https://eui.academia.edu/SergeNoiret

24. HABERMAS Jurgen, « L'uso pubblico della storia », in RUSCONI Gian Enrico (dir.), *Germania : un passato che non passa*, Turin, Einaudi, 1987 & GALLERANO Nicola, *L'uso pubblico della storia*, Milan, Franco Angeli, 1995.

25. Voir la différence entre mémoire « officielle » et mémoire « vive » in VAN YPERSELE Laurence, « Les mémoires collectives », in VAN YPERSELE Laurence (dir.), *Questions d'histoire contemporaine, op. cit*., p. 195.

26. Voir « Narrare per esistere » in MELUCCI Alberto, *Culture in gioco*, Milan, Il Saggiatore, 2000, p. 106.

27. « Parlare d'azione antimafia significa parlare di legalità. » in ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone un uomo normale, op. cit*., p. 72.

la mémoire des anciens combattants en ces termes : « la mémoire exemplaire doit être rappelée à l'intention d'une jeunesse auquel le pouvoir politique peine à offrir un idéal. […] L'usage du passé recouvre ici une morale publique[28]. » Cette analyse s'applique parfaitement à l'antimafia puisque le mouvement civil, par sa nature « éthico-sociale[29] », a justement vocation à offrir aux jeunes un nouvel idéal de société fondé sur la légalité. La culture de la légalité a donc une portée morale mais également politique de renouvellement du vivre ensemble[30]. Grâce aux programmes éducatifs antimafia, les jeunes s'approprient la mémoire des victimes : lors des commémorations, ils revendiquent une filiation morale et scandent des slogans anti-amnésie[31]. L'exercice de cette mémoire au quotidien trouve une application concrète dans l'activité de réutilisation civile des biens confisqués à la mafia. Le pouvoir de la mafia étant fondé sur le contrôle du territoire, l'action des coopératives agricoles de *Libera* constitue un geste hautement symbolique de réappropriation civile de biens acquis de manière illégale qui séduit les jeunes, comme le démontre le succès des camps de bénévolat *E! State liberi!*.

La culture de la légalité sert donc à promouvoir un nouveau modèle identitaire capable de se substituer au mythe désormais séculaire de la mafia « bénigne[32] » analysé par Paolo Pezzino. Ce dernier, en conclusion, se demande si les victimes de la mafia « sont progressivement en train de supplanter, dans la mémoire collective, le mafieux comme homme de justice[33] ». Au vu des résultats de notre recherche, il nous semble possible d'apporter une réponse positive à cette question. Le mythe de la mafia « bénigne » reposant sur l'acceptation tacite d'une violence qui est perçue comme légitime, la dénonciation médiatique de la violence mafieuse que l'on a pu observer au lendemain des meurtres excellents a contribué à briser le climat d'omerta, affaiblissant ainsi la subculture mafieuse. L'action des proches et des associations dans les écoles, renforcée par la participation des jeunes aux commémorations, permet de construire une culture et une identité alternatives. Dans un pays en mal de référents moraux, celles-ci fournissent de nouveaux modèles auxquels s'identifier grâce à la promotion des vertus civiques qui ont

28. FRAGNON Julien, « 1998 : retour du passé, force du présent », in COTTRET Bernard & HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations, op. cit.*, p. 182.

29. « Movimento etico-sociale » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit.*, p. 19.

30. Il s'agit donc de revenir aux fondamentaux pour réapprendre les règles de la vie en société. Les différents ouvrages des associations s'efforcent de montrer comment appliquer la culture de la légalité au quotidien. Voir LUCIANI Roberto & CALÌ Davide, *Dalla parte giusta. La legalità, le mafie e noi*, Florence, Giunti, 2008.

31. Quelques slogans entendus à l'occasion du 20e anniversaire du massacre de Capaci : « Capaci di ricordare » ; « Capaci di cambiare » ; « in…capaci di dimenticare » ; « Lezione di vita, lezione di coraggio, questo è per noi il 23 maggio » ; « Le loro idee camminano sulle nostre gambe » ; « Palermo è nostra e non di Cosa nostra ».

32. Voir PEZZINO Paolo, « La mafia », in ISNENGHI Mario, *I luoghi della memoria. Strutture ed eventi dell'Italia unita*, Rome-Bari, Laterza, 2010 [1997], p. 113-135.

33. « I caduti dell'antimafia, e soprattutto Giovanni Falcone e Paolo Borsellino, stanno progressivamente soppiantando, nella memoria collettiva, il mafioso come uomo di giustizia ? » in *Ibid.*, p. 133.

guidé l'engagement des victimes. Nous avons vu que la singularité du mouvement antimafia civil réside dans sa nature atypique et ambivalente, à la fois pro et anti-système[34], parce qu'il ne s'agit pas d'une « contestation globale » mais d'une volonté de chasser du système les « pouvoirs criminels[35] » qui renforcent l'emprise de la mafia. Cette nouvelle identité en construction apparaît elle aussi à la fois pro et anti-système. En effet, pour la consolider il est nécessaire de l'ancrer dans un socle de valeurs commun à tous, d'où la centralité de la Constitution comme texte fondateur dans les discours des militants de *Libera*. Le rapprochement avec la mémoire de l'antifascisme sert donc à inscrire la culture de la légalité dans une tradition nationale tout en inversant les rôles. Les proches et les associations se posent en garants d'une mémoire qui véhicule une identité qui s'est construite en opposition à l'image des dirigeants politiques et dont l'ambition est de remettre la légalité, à savoir le respect des règles, au centre de la vie publique. La culture de la légalité comporte donc un dimension morale puisqu'elle a pour objectif d'inculquer une véritable éthique publique que chacun doit appliquer dans sa vie de tous les jours comme dans la vie politique. Il serait ainsi particulièrement intéressant de mener une solide enquête de terrain dans les écoles, auprès des militants et des jeunes afin de mesurer l'impact de cette politique et de cette pédagogie mémorielles sur les jeunes. Enfin, l'union faisant la force, les commémorations du massacre de Capaci de 2015 ont montré une implication et une cohésion de tous les acteurs cités dans cette recherche. La *Fondazione Falcone* s'est alliée avec *Libera* et avec l'*Istituto Cervi* pour que les célébrations irriguent tout le pays grâce à des liaisons directes entre différentes villes, à l'image du duplex réalisé entre Palerme et Milan, où se trouvaient Nando dalla Chiesa et Franco La Torre. L'utilisation de moyens médiatiques dignes de la télévision est une confirmation ultérieure de l'ambition affichée du mouvement antimafia civil d'acquérir une dimension nationale pour faire de la mémoire de la lutte contre la mafia une mémoire nationale.

Ainsi, si nous avions commencé cette réflexion conclusive en partant du constat amer qui décrit l'Italie comme un pays « sans mémoire », nous pouvons conclure en affirmant que l'Italie républicaine est traversée par des tensions mémorielles qui reflètent une crise identitaire profonde à laquelle les acteurs de la mémoire de la lutte contre la mafia tentent de répondre. L'Italie ne se caractérise donc pas tant par l'absence de mémoire mais bien par une pluralité de mémoires tourmentées – au même titre que celles

34. Ces deux caractéristiques avaient déjà été mises en avant dès 1983 par Nando dalla Chiesa. Voir DALLA CHIESA Nando, « Gli studenti contro la mafia. Note (di merito) per un movimento », in *Quaderni piacentini*, n°11, 1983, p. 58.

35. « Contestazione globale » ; « poteri criminali » in SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia, op. cit*., p. 20.

de l'antifascisme ou des « années de plomb » – dont la persistance et la vivacité nous montrent toute la difficulté de l'Italie républicaine de faire les comptes avec sa propre histoire. Les explosions ponctuelles de violence dénotent un problème dans le fonctionnement de la République italienne et le manque d'historicisation de ces violences entraîne un éclatement de la mémoire. Pour reprendre l'analyse de Giovanni Moro, la mémoire est « la capacité de donner une place au souvenir et, ainsi, de l'intégrer à l'identité[36] ». La construction d'une mémoire commune des événements traumatiques ne peut donc se faire qu'à travers un retour aux fondamentaux de la démocratie qui sont à la base de l'identité républicaine.

36. Voir MORO Giovanni, *Anni Settanta*, Turin, Einaudi, 2007, p. 21.

Bibliographie

Ouvrages à caractère de sources 574
Receuils de témoignages 574
Repentis 574
Acteurs de la lutte antimafia, proches de victimes 574
Hommes politiques 575
Littérature 576
Enquêtes journalistiques 577
Epistémologie et méthodologie 578
Histoire et mémoire 578
Histoire des médias-Sciences de la communication 579
Sociologie et anthropologie 580
Analyse littéraire et philologique 581
Bande dessinée 582
Histoire de l'Italie contemporaine 582
Naissance et histoire générale de l'Italie républicaine 582
Vie politique et justice dans l'Italie républicaine 583
Années 1970 et violence politique 585
Histoire du Mezzogiorno 585
Banditisme italien et criminalité française 586
Mafia, Camorra, 'ndrangheta 587
Antimafia 589
Publications mémorielles 590
Sur Pio La Torre 590
Sur Carlo Alberto Dalla Chiesa 591
Sur Giovanni Falcone 591
Sur Paolo Borsellino 591
Sur d'autres victimes 592
Bandes dessinées 592
Sites d'associations 593

FILMOGRAPHIE 593
Films 593
Documentaires 593
Videos d'archives trouvées sur internet 594
Musique 594
INVENTAIRE DES SOURCES 594
ACTES OFFICIELS 594
Chambre des députés 594
Sénat 595
Rapports de commissions d'enquête parlementaire 595
Sources judiciaires 596
ARCHIVES 596
Archives du Quirinale 596
Istituto Gramsci de Rome, archives du Parti Communiste Italien 596
Archives du PCI 596
Archives du diocèse de Palerme 599
Archives du Vatican 599
PRESSE 600
Presse nationale 600
Presse locale 600
Revues 600
Revues catholiques 600
Revues émanant du milieu associatif 600

Ouvrages à caractère de sources

Receuils de témoignages

ANELLO Laura, *L'altra storia. Nel racconto dei famigliari Falcone, Borsellino e le vite spezzate a Capaci e in via d'Amelio*, Milan, Sperling & Kupfer, 2012.

GAMBINO Daniela & ZANCA Ettore, *Vent'anni*, Trapani, Coppola editore, 2012.

LI CALZI Giada, GABBAI Ruggero & PABIS Arianna (dir.), *Io ricordo. Parlano i familiari delle vittime di mafia*, Milan, Lupetti, 2012.

MASCALI Antonella, *Lotta civile contro le mafie e l'illegalità*, Milan, Chiarelettere, 2009.

PUGLISI Roberto & TURRISI Alessandra, *Era d'estate*, Palerme, Pietro Vittorietti Edizioni, 2010.

VIVIANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino. Falcone e Borsellino, gli uomini e gli eroi*, Rome, Aliberti, 2012.

Repentis

ARLACCHI Pino (dir.), *Addio Cosa Nostra : i segreti della mafia nella confessione di T. Buscetta,* Milan, Rizzoli, 1996.

ARLACCHI Pino (dir.), *Gli uomini del disonore. La mafia siciliana nella vita del grande pentito Antonio Calderone*, Milan, Mondadori, 1993.

BIAGI Enzo, *Il boss è solo. Buscetta : la vera storia di un padrino*, Milan, Rizzoli, 1986.

Cosa Nostra raccontata da T. Buscetta, L. Messina e G. Mutolo davanti alla Commissione parlamentare Antimafia, ed. L'Unità, 1993.

Io accuso. Le stragi del 1992 e del 1993, i rapporti fra mafia, imprenditoria e politica e il ruolo di Berlusconi e Dell'Utri : tutti i verbali di Gaspare Spatuzza, l'uomo che sta riscrivendo la storia d'Italia, Palerme, Novantacento, 2010.

LODATO Saverio, « Ho ucciso Giovanni Falcone ». La confessione di Giovanni Brusca, Milan, Mondadori, 2011 (1999).

LODATO Saverio, *La mafia ha vinto. Intervista con Tommaso Buscetta,* Milan, Mondadori, 2010 (1999).

Acteurs de la lutte antimafia, proches de victimes

ACUTO Santina, CESTELLI Alessandro, DI LIEGRO Italia, DI LIEGRO Marina, FAIS Davide, GIUDICE Rossella, MAGGIO Francesco, MUTOLO Vincenzo, PIGNATONE Costanza, VITALE Marinella, *Dimenticati a Palermo. 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto Dalla Chiesa*, Palerme, Ila Palma, 1984.

ALAJMO Roberto, *Un lenzuolo contro la mafia. Sono vent'anni e sembra domani*, Palerme, Navarra Editore, 2012.

AMBROSOLI Umberto, *Qualunque cosa succeda. Giorgio Ambrosoli nelle parole del figlio*, Milan, Sironi, 2009.

AYALA Giuseppe, *Chi ha paura muore ogni giorno. I miei anni con Falcone e Borsellino*, Milan, Mondadori, 2008.

AYALA Giuseppe, *La guerra dei Giusti. Il giudice, la mafia, la politica*, Milan, Mondadori, 1993.

BARTILOTTA IMPASTATO Felicia, *La mafia in casa mia*, Palerme, La Luna, 1987.

BORSELLINO Rita, *Fare memoria, per non dimenticare e per capire*, Lucca, Pacini Fazzi, 2002.

BORSELLINO Rita, *Il sorriso di Paolo. La testimonianza, l'eredità di Paolo Borsellino*, Ragusa, EdiArgo, 2005.

BORSELLINO Rita, *Nata il 19 luglio. Lo sguardo dolce dell'antimafia*, Milan, Melampo, 2006.

BORSELLINO Salvatore & CALASANZIO Benny, *Fino all'ultimo giorno della mia vita*, Rome, Aliberti, 2012.

BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà. Scritti su verità, giustizia e impegno civile*, Milan, Rizzoli, 2011.

CAPONNETTO Antonino, *I miei anni a Palermo. Storie di mafia e di giustizia raccontate a Saverio Lodato*, Milan, Garzanti, 2000.

CAPONNETTO Antonino, *Io non tacerò. La lunga battaglia per la giustizia*, Milan, Melampo, 2010.

CASELLI Gian Carlo & INGROIA Antonio, *L'eredità scomoda. Da Falcone a Andreotti. Sette anni a Palermo*, Milan, Feltrinelli, 2001.

CASELLI Gian Carlo & INGROIA Antonio, *Vent'anni contro. Dall'eredità di Falcone e Borsellino alla trattativa*, Rome-Bari, Laterza, 2013

CASELLI Gian Carlo, *Le due guerre. Perché l'Italia ha sconfitto il terrorismo e non la mafia*, Milan, Melampo, 2009.

CHINNICI Rocco, *L'illegalità protetta. Attività criminose e pubblici poteri nel meridione d'Italia*, Palerme, La Zisa, 1990.

DALLA CHIESA Nando, *Manifesto dell'antimafia*, Turin, Einaudi, 2014.

DI LELLO Giuseppe, *Giudici. Cinquant'anni di processi di mafia*, Palerme, Sellerio, 1994.

DI MATTEO Nino & MAZZETTI Loris, *Assedio alla toga. Un magistrato tra mafia, politica e Stato*, Rome, Aliberti, 2011.

FALCONE Giovanni, *Cose di Cosa Nostra*, Rizzoli, Milan, 1991.

FALCONE Giovanni, *Interventi e proposte (1982-1992)*, Milan, Sansoni, 1994.

FALCONE Giovanni, *La posta in gioco. Interventi e proposte per la lotta alla mafia*, Milan, Rizzoli, 2010.

FRIGERIO Lorenzo et PATI Davide (dir.), *L'uso sociale dei beni confiscati. Programma di formazione sull'utilizzazione e la gestione dei beni confiscati alla criminalità organizzata : la dimensione etica e culturale, le opportunità di sviluppo économico, il ruolo delle istituzioni e degli enti locali*, Rome, Libera, 2007.

GALASSO Alfredo, *La mafia politica*, Milan, Baldini & Castoldi, 1993.

GIORDANO Francesco Paolo & TESCAROLI Luca, *Falcone. Inchiesta per una strage*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998.

GRASSO Piero, *La mafia invisibile. La nuova strategia di Cosa Nostra*, Milan, Mondadori, 2001.

GRASSO Piero & LA VOLPE Alberto, *Per non morire di mafia*, Milan, Sperling & Kupfer, 2009.

GRASSO Pietro, *Liberi tutti. Lettera a un ragazzo che non vuole morire di mafia*, Milan, Sperling & Kupfer, 2012.

GRASSO Pietro & LA LICATA Francesco, *Pizzini, veleni e cicoria. La mafia prima e dopo Provenzano*, Milan, Feltrinelli, 2007.

INGROIA Antonio, LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *Io so*, Milan, Chiarelettere, 2012.

INGROIA Antonio, *Nel labirinto degli dèi. Storia di mafia e di antimafia*, Milan, Il Saggiatore, 2010.

LANZA Angela (dir.), *Ho fame di giustizia. La rivolta delle donne a Palermo contro la mafia*, Marsala, Navarra, 2011.

MASCALI Antonella (dir.), *Les derniers mots de Falcone et Borsellino*, Clamecy, La Contre Allée, 2013.

TESCAROLI Luca & PINOTTI Ferruccio, *Colletti sporchi*, Milan, BUR, 2008.

TESCAROLI Luca, *I misteri dell'Addaura… Ma fu solo Cosa nostra?*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001.

TESCAROLI Luca, *Perché fu ucciso Giovanni Falcone?*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2001.

TESCAROLI Luca, *Obiettivo Falcone. Dall'Addaura a Capaci, misteri e storia di un delitto annunciato*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2011.

SCARPINATO Roberto & LODATO Saverio, *Le retour du Prince. Pouvoir et criminalité*, Clamecy, La Contre Allée, 2015.

SCARPINATO Roberto, *Mafia, partiti e pubblica amministrazione*, Naples, Jovene, 1985.

SCHIFANI Rosaria & CAVALLARO Felice, *Oltre il buio. Dopo Capaci, via D'Amelio e gli orrori di Cosa Nostra*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2002.

Hommes politiques

ANDREOTTI Giulio, *Cosa loro. Mai visti da vicino*, Milan, Rizzoli, 1995.

ARNONE Giuseppe, *Chi ha tradito Pio La Torre? Relazione per Bersani e Rosy Bindi sulla questione morale nel PD in Sicilia*, Agrigente, Massimo Lombardo Editore, 2009.

BERLINGUER Enrico, *Per Pio La Torre e Rosario Di Salvo*, in LA TORRE Pio, *Le ragioni di una vita. Scritti di Pio La Torre*, Bari-De Donato, Palermo-Ciclope, 1982.

CALVI Maurizio, *Figure di una battaglia. Documenti e riflessioni dopo l'assassinio di G. Falcone e P. Borsellino,* Bari, Dedalo, 1992.

FORESTA Francesco, *Cuffaro. La vita, la politica, le accuse dei giudici, la sua difesa. Storia dell'uomo più potente e discusso della Sicilia*, Palerme, Arbor, 2006.

FORGIONE Francesco, *Amici come prima: storia di mafia e politica nell'Italia repubblicana*, Rome, Ed. Riuniti, 2004.

LA TORRE Pio, *Comunisti e movimento contadino in Sicilia*, Roma Editori Riuniti, 1980.

LA TORRE Pio, *Le ragioni di una vita. Scritti di Pio La Torre*, Bari-De Donato, Palermo-Ciclope, 1982.

LI CAUSI Girolamo, *I boss della mafia*, Rome, Editori Riuniti, 1971.

MACALUSO Emanuele, *Giulio Andreotti tra Stato e mafia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1995.

NAPOLITANO Giorgio, *Il patto che ci lega*, Bologne, Il Mulino, 2009.

PANTALEONE Michele, *Antimafia: occasione mancata*, Turin, Einaudi, 1978.

PANTALEONE Michele, *Il sasso in bocca: mafia e cosa nostra*, Bologne, Cappelli, 1984.

PANTALEONE Michele, *Mafia e politica (1943-1962)*, Turin, Einaudi, 1983.

VILLARI Pasquale, *Lettere meridionali: ed altri scritti sulla questione sociale in Italia*, Naples, Guida, 1979.

VIOLANTE Luciano, *Il ciclo mafioso*, Rome-Bari, Laterza, 2002.

Littérature

ALIGHIERI Dante, *La Divine commédie*, Paris, Flammarion, 2004.

BUTTITTA Ignazio, *Lamentu pi la morti di Turiddu Carnivali*, 1956.

CAMILLERI Andrea, *Voi non sapete. Gli amici, i nemici, la mafia, il mondo nei pizzini di Bernardo Provenzano*, Milan, Mondadori, 2007.

GRAMSCI Antonio, *Quaderni del carcere*, Turin, Einaudi, 1975, 4 vol.

HORACE, *Odes*.
Lien URL : http://agoraclass.fltr.ucl.ac.be/concordances/horace_OdesIII/texte.htm

LA MATTINA Lina, *Parabula significa*, Palerme, Luxograph, 2007.

LEVI Carlo, *Le parole sono pietre. Tre giornate in Sicilia*, Turin, Einaudi, 1957.

MACHIAVELLI Niccolò, *De principatibus. Le Prince*, traduction et commentaire de FOURNEL Jean-Louis & ZANCARINI Jean-Claude, Paris, PUF, 2000.

PASOLINI Pier Paolo, *Scritti corsari*, Milan, Garzanti, 1975.

SCIASCIA Leonardo, *A ciascuno il suo*, Milan, Adelphi, 2000.

SCIASCIA Leonardo, *A futura memoria (se la memoria ha un futuro)*, Milan, Bompiani, 1989.

SCIASCIA Leonardo, *I pugnalatori*, Milan, Adelphi, 2003.

SCIASCIA Leonardo, *Il contesto. Una parodia*, Milan, Feltrinelli, 1999.

SCIASCIA Leonardo, *Il giorno della civetta*, Milan, Adelphi, 1993.

SCIASCIA Leonardo, *L'affaire Moro*, Milan, Adelphi, 1994.

SCIASCIA Leonardo, *L'onorevole, Recitazione della controversia liparitana dedicata ad A. D., I mafiosi*, Milan, Adelphi, 1995.

SCIASCIA Leonardo, *Todo modo*, Milan, Adelphi, 1995.

TABUCCHI Antonio, *L'oca al passo. Notizie dal buio che stiamo attraversando*, Milan, Feltrinelli, 2006.

Enquêtes journalistiques

Antimafia duemila speciale anniversari stragi, n°69, 2012.

ABBATE Lirio & GOMEZ Peter, *I Complici. Tutti gli uomini di Bernardo Provenzano da Corleone al Parlamento*, Rome, Fazi, 2007.

BARBACETTO Gianni, GOMEZ Peter & TRAVAGLIO Marco, *Mani pulite. La vera storia*, Rome, Editori Riuniti, 2002.

BELLAVIA Enrico & PALAZZOLO Salvo, *Falcone Borsellino. Mistero di Stato*, Palerme, Edizioni La Battaglia, 2002.

BOLZONI Attilio, *FAQ Mafia*, Milan, Bompiani, 2010.

BOLZONI Attilio, *Uomini soli. Pio La Torre e Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone e Paolo Borsellino*, Milan, Melampo, 2012.

BONGIOVANNI Giorgio & BALDO Lorenzo, *Gli ultimi giorni di Paolo Borsellino. Dalla strage di Capaci a via d'Amelio*, Rome, Aliberti, 2011.

CARUSO Alfio, *Milano ordina uccidete Borsellino. L'estate che cambiò la nostra vita*, Milan, Longanesi, 2010.

CERUSO Vincenzo, *Uomini contro la mafia. Da Giovanni Falcone a Paolo Borsellino, da Libero Grassi a Carlo Alberto dalla Chiesa : storia degli uomini in lotta contro la criminalità organizzata*, Rome, Newton Compton editori, 2008.

CIANCIMINO Massimo & LA LICATA Francesco, *Don Vito. Le relazioni segrete tra Stato e mafia nel racconto di un testimone d'eccezione*, Milan, Feltrinelli, 2010.

DEAGLIO Enrico, *Il vile agguato. Chi ha ucciso Paolo Borsellino. Una storia di orrore e menzogna*, Milan, Feltrinelli, 2012.

Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le parole e le immagini, Milan, *Corriere della Sera*, 2012, 2 vol.

GALLUZZO Lucio, NICASTRO Franco & VASILE Vicenzo, *Obiettivo Falcone*, Naples, Tullio Pironti, 1989.

LA LICATA Francesco, *Storia di Giovanni Falcone*, Milan, Feltrinelli, 2002.

LI VIGNI Benito, *Pasolini : testimone autentico, poeta e scrittore scomodo per il potere corrotto*, Rome, Sovera, 2014.

LO BIANCO Giuseppe & RIZZO Sandra, *L'agenda nera della seconda repubblica. Via d'Amelio 1992-2010. Un depistaggio di Stato*, Milano, Chiarelettere, 2010.

LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, *L'agenda rossa di Paolo Borsellino. Gli ultimi 56 giorni nel racconto di famigliari, colleghi, magistrati, investigatori e pentiti*, Milan, Chiarelettere, 2007.

LO BIANCO Giuseppe & RIZZA Sandra, « L'agenda rossa. Verso la riapertura dell'inchiesta », in *I quaderni de l'Ora*, juillet 2011, n°6.

MONTI Giommaria, *Falcone e Borsellino. La calunnia, il tradimento, la tragedia*, Rome, Editori riuniti, 1996.

MAZZARELLA Roberto, *L'uomo d'onore non paga il pizzo*, Rome, Città Nuova Editrice, 2009.

MOSCA Gaetano, *Uomini e cose di Sicilia*, Palerme, Sellerio, 1980.

NICASTRO Franco & VASILE Vicenzo, *Andreotti. La mafia vista da vicino. Trame, delitti e misteri nei palazzi della politica*, Palerme, Arbor, 1995.

PADOVANI Marcelle, *Les dernières années de la mafia*, Paris, Gallimard, 1987.

PALAZZOLO Salvo, *I pezzi mancanti. Viaggio nei misteri della mafia*, Rome-Bari, Laterza, 2011.

PETRUZZELLA Francesco, *La posta in gioco. Il PCI di fronte alla mafia*, 2 vol., Palerme, La Zisa, 1993.

PETRUZZELLA Francesco, *Sulla pelle dello Stato. Istituzioni, magistratura e criminalità organizzata dalla complicità al risveglio del diritto*, Palerme, La Zisa, 1991.

TORREALTA Maurizio, *Il quarto livello*, Milan, BUR, 2011.

TORREALTA Maurizio, *La trattativa*, Milan, Rizzoli, 2010.

TORREALTA Maurizio, *Processo allo Stato*, Milan, BUR, 2012.

TRANFAGLIA Nicola, *Cirillo, Ligato e Lima. Tre storie di mafia e politica*, Rome-Bari, Laterza, 1994.

TRANFAGLIA Nicola, *La sentenza Andreotti: politica, mafia e giustizia nell'Italia contemporanea*, Milan, Garzanti, 2001.

TRANFAGLIA Nicola, *Mafia, politica e affari*, Rome, Laterza, 2008.

VETRI Elio & TRAVAGLIO Marco, *L'odore dei soldi. Misteri e origini della fortuna di Silvio Berlusconi*, Rome, Editori riuniti, 2001.

Epistémologie et méthodologie

Histoire et mémoire

Dialectiques, "Sous l'histoire de la mémoire", n°30, 1980.

Écrire l'histoire du temps présent, Paris, CNRS Editions, 1992.

AMALVI Christian (dir.), *Une passion de l'histoire. Histoire(s), mémoire(s) et Europe*, Toulouse, Privat, 2002.

ANDRIEU Claire, LAVABRE Marie-Claire & TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006.

BARBAGALLO Francesco, *L'Italia contemporanea: storiografia e metodi di ricerca*, Rome, Carocci, 2002.

BERTRAND Gilles & TADDEI Ilaria (dir.), *Le destin des rituels*, Rome, Bibliothèque de l'Ecole française de Rome, 2008.

BRAYARD Florent, *Le Génocide des Juifs entre procès et histoire 1943-2000*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000.

CHEVALIER Jean & GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1969.

CHEVALIER Jean & GHEERBRANT Alain, *Dictionnaire des symboles. Mythes, rêves, coutumes, gestes, formes, figures, couleurs, nombres*, Paris, Robert Laffont, 1982.

CLEMENTE Pietro & DEI Fabio, *Poetiche e politiche del ricordo*, Rome, Carocci, 2005.

CONAN Éric & ROUSSO Henry, *Vichy : un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

COTTRET Bertrand & HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire et identité XVI^e^-XXI^e^ siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

DE LUNA Giovanni, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa*, Milan, Feltrinelli, 2011.

DEPROOST Paul-Augustin, VAN YPERSELE Laurence & WATHEE-DELMOTTE Myriam, *Mémoire et identité. Parcours dans l'imaginaire occidental*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 2008.

DESCHAMPS Florence (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006.

DELACROIX Christian, DOSSE François et GARCIA Patrick (dir.), *Historicités,* Paris, La Découverte, 2009.

DOSSE François & GOLDENSTEIN Catherine (dir.), *Paul Ricoeur : penser la mémoire*, Paris, Le Seuil, 2013.

FARGE Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1997.

FARGE Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire. Approches des situations et des acteurs sociaux », in *Terrain*, 2002/n°38, p. 67-78.

FINLEY Moses I., *Mythe, mémoire, histoire. Les usages du passé*, Paris, Flammarion, 1981.

FLAMARION Édith, *50 fiches de mythologie gréco-romaine*, Paris, Bréal, 2006.

GALLERANO Nicola, *L'uso pubblico della storia*, Milan, Franco Angeli, 1995.

GARCIA Patrick, « Histoire du temps présent », in DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick & OFFENSTADT Nicolas, *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, vol. 1, p. 282-293.

GRIMAL Pierre, *Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine*, Paris, PUF, 2005 [1951].

HABERMAS Jurgen, « L'uso pubblico della storia », in RUSCONI Gian Enrico (dir.), *Germania : un passato che non passa*, Turin, Einaudi, 1987.

ISNENGHI Mario, *I luoghi della memoria. Simboli e miti dell'Italia unita*, Rome, Laterza, 1996.

ISNENGHI Mario, *I luoghi della memoria. Strutture ed eventi dell'Italia unita*, Rome, Laterza, 1997.

LE GOFF Jacques & NORA Pierre, *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974, 3 volumes.

LE GOFF Jacques, *Histoire et mémoire*, Saint-Armand, Gallimard, 1988.

LE GOFF Jacques, *La Nouvelle histoire*, Paris, Ed. Complexe, 1988.

MARTINI Alfredo, *Verba manent. L'uso delle fonti orali per la storia contemporanea*, Rome, La Nuova Italia Scientifica, 1993.

MESURE Sylvie & SAVIDAN Patrick (dir.), *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, PUF, 2006.

NOIRET Serge, « Premessa al fascicolo *Public history. Pratiche nazionali e identità globale*. Per una Federazione internazionale di *Public history* ». https://eui.academia.edu/SergeNoiret

NOIRET Serge, « "Public history" e "storia pubblica" nella rete ». https://www.academia.edu/230580/_Public_History_e_Storia_Pubblica_nella_Rete

NOIRIEL Gérard, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?*, Paris, Hachette, 1998.

NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, 3 volumes.

NORA Pierre & LE GOFF Jacques (dir.), *Faire de l'histoire. Nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974, 3 vol.

ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004.

ORY Pascal, « L'histoire culturelle dans la France contemporaine, question et questionnement » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1987, n°16, p. 67-82.

ORY Pascal, « La commémoration révolutionnaire en 1939 », in RÉMOND René & BOURDIN Janine (dir.), *La France et les Français en 1938-1939*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1978.

OZOUF Mona, *La fête révolutionnaire 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976.

PAGGI Leonardo (dir.), *La memoria del nazismo nell'Europa di oggi, Scandicci, La nuova Italia*, 1997.

POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 2004.

RAYNAUD Philippe, « La commémoration : illusion ou artifice ? », in *Le Débat*, 1994/1, n°78.

RAVVEDUTO Marcello, « Una Italian Public History per la seconda Repubblica », in *Officina della storia*, 2013.

RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Lonrai, Seuil, 2000.

ROUSSO Henri, *La hantise du passé*, Paris, Textuel, 1998.

SOULET Jean-François, *L'histoire immédiate : historiographie, sources et méthode*, Paris, Armand Colin, 2012.

TODOROV Tzvetan, *Face à l'extrême*, Paris, Le Seuil, 1994

TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arlea, 2004 [1995].

TRAVERSO ENZO, *L'histoire comme champ de bataille. interpréter les violences du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2011.

TRAVERSO Elio, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique éditions, 2005.

VAN YPERSELE Laurence (dir.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités*, Paris, PUF, 2006.

Histoire des médias-Sciences de la communication

AMBROISE-RENDU Anne-Claude & DELPORTE Christian (dir.), *L'indignation. Histoire d'une émotion politique et morale XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

BURGER Marcel (dir.), *L'analyse linguistique des discours médiatiques*, Québec, Nota Bene, 2008.

D'ALMEIDA Fabrice & DELPORTE Christian, *Histoire des médias, de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2010.

D'ALMEIDA Fabrice, *La politique au naturel. Comportements des hommes politiques et représentations publiques*, Rome, École française de Rome, 2007.

DELPORTE Christian, *Une histoire de la langue de bois*, Paris, Flammarion, 2009.

DELPORTE Christian, *Une histoire de la séduction politique*, Paris, Flammarion, 2011.

DUPRAT Annie & DELPORTE Christian (dir.), *L'événement. Images, représentations, mémoire*, Grâne, Créaphis, 2003.

FERRO Marc & PLANCHAIS Jean, *Les médias et l'histoire. Le poids du passé dans le chaos du présent*, Paris, CFPJ, 1997.

FIGURELLI Michele & NICASTRO Franco (dir.), *Era L'Ora. Il giornale che fece storia e scuola*, Rome, XL Edizioni, 2011.

GOZZINI Giovanni, *La mutazione individualista. Gli italiani e la televisione 1954-2011*, Rome-Bari, Laterza, 2011.

KAYSER Jacques, *La quotidien français*, Paris, Armand Colin, 1963.

LAVOINNE Yves, *Le langage des médias*, Grenoble, PUG, 1997.

LEBLANC Gérard, *Treize heures/Vingt heures, le monde en suspens*, Marburg, Hitzeroth, 1987.

LOCHARD Guy & BOYER Henri, *La communication médiatique*, Paris, Seuil, 1998.

MARCHETTI Dominique, « Le « journalisme d'investigation ». Genèse et construction d'une spécialité journalistique », in BRIQUET Jean-Louis (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 2001, p. 167-192.

MENDUNI Enrico, *Televisione e società italiana 1975-2000*, Milan, Bompiani, 2002.

MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre,* Paris, PUF, 2007.

MURIALDI Paolo, *La stampa italiana. Dalla Liberazione alla crisi di fine secolo*. Rome-Bari, Laterza, 1998.

MURIALDI Paolo, *Storia del giornalismo italiano. Dalle gazzette a Internet*, Bologne, Il Mulino, 2006.

RABATEL Alain & FLOREA Marie-Laure (dir.), « Annnoncer la mort » in *Questions de communication*, n°19, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011.

RABATEL Alain & FLOREA Marie-Laure (dir.), « Évoquer la mort » in *Questions de communication*, n°20, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011.

SEMPRINI Andrea, *Analyser la communication. Comment analyser les images, les médias, la publicité*, Paris, L'Harmattan, 1996.

SEMPRINI Andrea (dir.), *Analyser la communication 2. Comment analyser la communication dans son contexte socioculturel*, Paris, L'Harmattan, 2007.

RINGLET Gabriel (dir.), *La peur, la mort et les médias*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1993.

TRANFAGLIA Nicola, *Ma esiste il quarto potere in Italia ? Stampa e sistema politico nella storia dell'Italia unita*, Milan, Baldini Castoldi, 2005.

VOVELLE Michel, « Aujourd'hui, la mort », in Études sur la mort. L'Esprit du temps, 2008, n°133, p. 82.

Sociologie et anthropologie

AFFUSO Olimpia, *Il magazine della memoria. I media e il ricordo degli avvenimenti pubblici*, Rome, Carocci, 2010.

BANFIELD Edward, *Le basi morali di una società arretrata*, Bologne, Il Mulino, 1976.

BEAUD Stéphane & WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010.

BEITONE Alain, DOLLO Christine, GERVASONI Jacques & RODRIGUES Christophe, *Sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2012.

BERTHIER Nicole, *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Méthodes et exercices corrigés*, Paris, Armand Colin, 2012.

BLANCHET Alain & GOTMAN Anne, *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2010.

BLANCHET Alain, GHIGLIONE Rodolphe, MASSONAT Jean & TROGNON Alain, *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Observer, interviewer, questionner*, Paris, Dunod, 2013.

CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les téhories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

DÉLOYE Yves & HAROCHE Claudine (dir.), *Maurice Halbwachs. Espaces, Mémoires et psychologie collective*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.

DESANTI Raphaël & CARDON Philippe, *L'enquête qualitative en sociologie*, Paris, Editions ASH, 2008.

DUMEZ Hervé, *Méthodologie de la recherche qualitative. Les 10 questions clé de la démarche compréhensive*, Paris, Vuibert, 2013.

ELIACHEFF Caroline & SOULEZ LARIVIÈRE Daniel, *Le temps des victimes*, Paris, Albin Michel, 2007.

ERNER Guillaume, *La société des victimes*, Paris, La Découverte, 2006.

FENNETEAU Hervé, *Enquête : entretien et questionnaire*, Paris, Dunod, 2007.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian & PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les presses de Sciences Po., 2009.

FILILIEULE Olivier & PÉCHU Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993.

FILLIEULE Olivier & TARTAKOWSKY Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric & SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

HALBWACHS Maurice*, Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Puf, 1949.

LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

LAVABRE Marie-Claire, « Usages du passé, usages de la mémoire », in *Revue française de science politique*, 44° année, n°3, 1994, p. 480-493.

MARTIN Olivier, *L'analyse quantitative des données*, Paris, Armand Colin, 2012.

MATHIEU Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

MELUCCI Alberto, *Culture in gioco*, Milan, Il Saggiatore, 2000.

NEVEU Erick, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2000.

PAILLÉ Pierre & MUCCHIELLI Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2013.

PAUGAM Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012.

PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Paris, La Découverte, 1998.

SEGALEN Martine, *Rites et rituels contemporains*, Paris, Armand Colin, 2013.

SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

TURNATURI Gabriella & DONOLO Carlo, « Familismi morali », in DONOLO Carlo & FICHERA Franco (dir.), *Le vie dell'innovazione*, Milan, Feltrinelli, 1988.

VAN CAMPENHOUDT Luc & QUIVIY Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2013.

Analyse littéraire et philologique

CARTON-VINCENT Alison, Écriture du corps et féminismes : genre, sexualité et maternité dans l'œuvre narrative à la première personne de Dacia Maraini, thèse de doctorat soutenue en 2013.

GARDES-TAMINE Joëlle & HUBERT Marie-Claude, *Dictionnaire de critique littéraire,* Paris, Armand Colin, 2002.

ZANCARINI Jean-Claude, « Une philologie politique. Les temps et les enjeux des mots (Florence 1494-1530), in *Laboratoire italien*, n°7, 2007, p. 61-74.

ZUNINO Estelle, *Conquêtes littéraires et quête spirituelle. Jacopone da Todi (1230[?]-1306)*, Paris, Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2013.

Bande dessinée

ALARY Viviane & CORRADO Danielle (dir.), *Mythe et bande dessinée*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2006.

GROENSTEEN Thierry, *Système de la bande dessinée*, Paris, PUF, 1999.

ROUVIÈRE Nicolas (dir.), *Bande dessinée et enseignement des humanités*, Grenoble, ELLUG, 2012.

Ouvrages à caractère historique

Histoire générale de l'Italie

BARBAGALLO Francesco, *Storia contemporanea: l'Ottocento e il Novecento*, Rome, Carocci, 2002.

IGNACE Anne-Claire & SARLIN Simon, « Eroi e antieroi », in CECCHINATO Eva & ISNENGHI Mario, *Fare l'Italia : Unità e disunità nel Risorgimento*, Turin, UTET, 2008.

« Italie : la présence du passé », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/4, n°100.

GENTILE Emilio, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Rome-Bari, Laterza, 2009.

MILZA Pierre & BERSTEIN Serge, *L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme*, Paris, Armand Colin, 1995.

MILZA Pierre & BERSTEIN Serge, *Le Fascisme italien 1919-1945*, Paris, Le Seuil, 1980.

MUSELLA Luigi, *Individui, amici, clienti. Relazioni personali e circuiti politici in Italia liberale tra Otto e Novecento*, Bologne, il Mulino, 1994.

Novecento italiano, Rome-Bari, Laterza, 2010.

PÉCOUT Gilles, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997.

PIRETTI Maria Serena, *Le elezioni politiche in Italia dal 1848 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 1995.

ROMANELLI Raffaele, *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi*, Rome, Donzelli, 1995.

ROMANO Sergio, *Storia d'Italia dal Risorgimento ai nostri giorni*, Milan, TEA, 2004.

SABBATUCCI Giovanni et VIDOTTO Vittorio, *Storia d'Italia dall'Unità a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 1997, 6 vol.

SALVADORI Massimo Luigi, « La tradizione repubblicana nell'Italia dell'Ottocento e del Novecento », in VIROLI Maurizio (dir.), *Libertà politica e virtù civile. Significati e percorsi del repubblicanesimo classico*, Turin, Edizioni Fondazione Giovanni Agnelli, 2004, p. 227-247.

SALVADORI Massimo, *Storia d'Italia e crisi di regime*, Bologne, Il Mulino, 1994.

VIROLI Maurizio, *Repubblicanesimo*, Rome-Bari, Laterza, 1999.

VISCEGLIA Maria-Antonietta & BRICE Catherine (dir.), *Cérémonial et rituel à Rome. XVI^e^-XIX^e^*, Rome, École française de Rome, 1997.

Histoire de l'Italie contemporaine

Naissance et histoire générale de l'Italie républicaine

L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours, sous la direction de LAZAR Marc, Rodesa, Centre d'études et de recherches internationales, 2009

ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours,* Paris, Armand Colin, 2004

BARBAGALLO Francesco, *L'azione parallela: storia e politica nell'Italia contemporanea*, Naples, Liguori, 1990

BARBAGALLO Francesco, *L'Italia repubblicana : dallo sviluppo alle riforme mancate*, Rome, Carocci, 2009.

BARBAGALLO Francesco, *Storia dell'Italia repubblicana*, Milan, Mondolibri, 1999.

BEVILACQUA Piero*, Lezioni sull'Italia repubblicana*, Rome, Donzelli, 1994.

CRAINZ Guido, *Il paese mancato*, Rome, Donzelli, 2005.

CRAINZ Guido, *Storia del miracolo italiano. Cultura, identità, trasformazioni fra anni cinquanta e sessanta*, Milan, Donzelli, 2005.

DELPIROU Aurélien & MOURLANE Stéphane, *Atlas de l'Italie contemporaine. En quête d'unité*, Paris, Autrement, 2012.

GINSBORG Paul, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato 1980-1996*, Turin, Einaudi, 2007.

GINSBORG Paul, *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi. Società e politica 1943-1988*, Turin, Einaudi, 1989.

FOCARDI Filippo, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 ad oggi*, Rome-Bari, Laterza, 2005.

FULVETTI Gianluca, *Uccidere i civili. Stragi naziste in Toscana 1943-1945*, Rome, Carocci, 2009.

LEPRE Aurelio, *Storia della prima Repubblica. L'Italia dal 1946 al 2003*, Bologne, Il Mulino, 2004.

LUPO Salvatore, *Partito e antipartito : una storia politica della prima Repubblica, 1946-1978*, Rome, Donzelli, 2004.

MANGIAMELI Rosario, *Storia e memoria della seconda guerra mondiale in Sicilia*, Catane, CUECM, 2003.

MASTROPAOLO Alfio, *La repubblica dei destini incrociati. Saggio su cinquant'anni di democrazia in Italia*, Florence, La Nuova Italia, 1996.

PAVONE Claudio, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella resistenza*, Turin, Bollati Boringhieri, 1994.

PEZZINO Paolo, *Sant'Anna di Stazzema. Storia di una strage*, Bologne, Il Mulino, 2009.

PROCACCI Giuliano, *Storia degli italiani*, Rome-Bari, Laterza, 1998.

RIDOLFI Maurizio et TRANFAGLIA Nicola, *1946. Come nasce la Repubblica*, Rome-Bari, Laterza, 1996.

SANTINO Umberto, *La democrazia bloccata. La strage di Portella della Ginestra e l'emarginazione delle sinistre*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007.

TRANFAGLIA Nicola, *Come nasce la Repubblica. La mafia, il Vaticano e il neofascismo nei documenti americani e italiani 1943-1947*, Milano, Bompiani, 2004.

Vie politique et justice dans l'Italie républicaine

Costituzione italiana, Turin, Einaudi, 2005.

BACCARO Lucio & SIMONI Marco*, Il referendum sull'articolo 18 e gli interventi sulla flessibilità del mercato del lavoro*, Université de Genève, 2003.

BAGNASCO Arnaldo, *L'Italia in tempi di cambiamento politico*, Bologne, Il Mulino, 1996.

BARBAGALLO Francesco, *Enrico Berlinguer*, Rome, Carocci, 2007.

BONATO Giovanni, « Pouvoir politique et magistrature. L'aménagement de l'office du ministère public dans une perspective comparative franco-italienne », in LETTIERI Carmela (dir.), *Comprendre l'Italie des années 2000, du social au politique*, Aix-en-Provence, PUP, 2009.

BRIQUET Jean-Louis, *Italie : les changements politiques des années 1990*, Paris, La documentation française, 1997.

BRIQUET Jean-Louis, « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de *Tangentopoli* », in *Colloque international « Faveurs et politiques dans l'Europe contemporaine »*, Université de Metz, 2012.

CACIAGLI Mario, *L'Italia fra crisi e transizione*, Rome-Bari, Laterza, 1994.

CANDIARD Adrien, *L'anomalie Berlusconi*, Paris, Flammarion, 2003.

CAROCCI Giampiero, *Destra e sinistra nella storia d'Italia*, Rome-Bari, Laterza, 2004.

CASALINO Leonardo & GIACONE Alessandro, *Manuale di storia politica dell'Italia repubblicana*, Neuville-sur-Saône, Bouquinéo, 2011.

CAZZOLA Franco, *Anatomia del potere DC. Enti pubblici e « centralità democristiana »*, Bari, De Donato, 1979.

COLARIZI Simona, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Rome-Bari, Laterza, 1996.

COTTA Maurizio & ISERNIA Pierangelo, *Il gigante dai piedi di argilla. La crisi del regime partitocratico in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1996.

DALLA CHIESA Nando, *La legge sono io. Cronaca di vita repubblicana nell'Italia di Berlusconi. L'anno dei girotondi*, Naples, Filema, 2003.

DEAGLIO Enrico, *Patria. 1978-2008*, Milan, Il Saggiatore, 2009.

DELLA PORTA Donatella, *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1992.

DE ROSA Gabriele*, I partiti politici in Italia*, Bergame, Minerva Italica, 1985.

FLORES Marcello & GALLERANO Nicola, *Sul Pci. Un'interpretazione storica*, Bologne, Il Mulino, 1992.

GALLI Giorgio*, I partiti politici in Italia, 1943-1994*, Turin, Utet, 1994 (2 volumes).

GALLI Giorgio, *Il bipartitismo imperfetto. Comunisti e democristiani in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1966.

GALLI Giorgio, *Mezzo secolo di DC 1943-1993. Da De Gasperi a Mario Segni*, Milan, Rizzoli, 1993.

GALLI Giorgio, *Storia del PCI. Il partito comunista italiano: Livorno 1921-Rimini 1991*, Milan, Kaos, 1993.

GAUDILLÈRE Barnard, *Le régime politique italien*, Paris, Puf, 1999.

GIACONE Alessandro, « Le rôle du Président Scalfaro dans la transition italienne 1992-1999 », in CARACCIOLO Piero (dir.), *Refaire l'Italie. L'expérience de la gauche libérale en Italie (1992-2001)*, Paris, Paris, Editions rue d'Ulm, 2011, p. 253-270.

GIOVAGNOLI Agostino, *Il partito italiano : la Democrazia Cristiana dal 1942 al 1994*, Rome, Laterza, 1996.

GUALTIERI Roberto*, Il PCI nell'Italia repubblicana, 1943-1991*, Rome, Carocci, 2001.

GUALTIERI Roberto, *L'Italia dal 1943 al 1992 : DC e PCI nella storia della Repubblica*, Rome, CAROCCI, 2006.

GUARNIERI Carlo, *Giustizia e politica. I nodi della Seconda Repubblica*, Bologne, Il Mulino, 2003.

LAZAR Marc, *L'Italie à la dérive. Le moment Berlusconi*, Paris, Perrin, 2006.

LAZAR Marc, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

LOTTI Luigi, *I partiti della repubblica. La lotta politica in Italia dal 1947 al 1997*, Florence, Le Monnier, 1997.

MALGERI Francesco, *L'Italia democristiana : uomini e idee del cattolicesimo politico nell'Italia repubblican*a, (1943-1993), Rome Gangemi, 2005.

MASTROPAOLO Alfio, *Antipolitica. All'origine della crisi italiana*, Naples, L'Ancora, 2000.

MUSELLA Luigi, *Clientelismo, tradizione e trasformazione della politica italiana (1975-1992)*, Naples, Guida, 2000.

MUSELLA Luigi, « La classe politique en jugement. Tangentopoli et la critique de la politique en Italie, in BRIQUET Jean-Louis (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 2001, p. 89-102..

PEZZINO Paolo, *Senza Stato. Le radici storiche della crisi italiana*, Rome-Bari, Laterza, 2002.

RAVVEDUTO Marcello (dir.), *Novantadue. L'anno che cambiò l'Italia*, Rome, Lit Edizioni, 2012.

RAYNER Hervé, *Les scandales politiques. L'opération « Mains propres » en Italie*, Paris, Michel Houdiard, 2005.

SILJ Alessandro, *Malpaese. Criminalità, corruzione e politica nell'Italia della prima Repubblica*, Rome, Donzelli, 1994.

TURONE Sergio, *Storia del sindacato in Italia dal 1943 al crollo del comunismo*, Rome-Bari, Laterza, 1992.

VAUCHEZ Antoine, *L'institution judiciaire remotivée. Le processus d'institutionnalisation d'une nouvelle justice en Italie (1960-2000)*, Paris, LGDJ, 2004.

VAUCHEZ Antoine, “La magistrature dans l’espace politique. Eléments pour une analyse du rôle politique des juges dans l’Italie contemporaine”, *Laboratoire italien* 2, 2001, pp. 71-87.

VETRI Elio, *Le toghe rosse*, Milan, Baldini & Castoldi, 2002.

Années 1970 et violence politique

DE LUNA Giovanni, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, 2009.

CASALINO Leonardo, *Scomporre la realtà. Lo sguardo inquieto di Leonardo Sciascia sull’Italia degli anni Settanta e Ottanta*, Pescara, Tracce, 2013.

CLEMENTI Marco, *La pazzia di Aldo Moro*, Milan, Rizzoli, 2006.

FLAMIGNI Sergio, *La tela del ragno. Il delitto Moro*, Milan, Kaos, 2003.

GALLI Giorgio, *Il partito armato. Gli « anni di piombo » in Italia, 1969-1986*, Milan, Kaos, 1993 (1986).

GALLI Giorgio, *Piombo rosso. La storia completa della lotta armata in Italia dal 1970 a oggi*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 2004.

GIOVAGNOLI Agostino, *Il caso Moro. Una tragedia repubblicana*, Bologne, Il Mulino, 2005.

GOTOR Miguel, *Il memoriale della Repubblica. Gli scritti di Aldo Moro della prigionia e l’anatomia del potere italiano*, Turin, Einaudi, 2011.

LAZAR Marc & MATARD-BONUCCI Marie-Anne (dir.), *L’Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010.

MALGERI Francesco & PAGGI Leonardo, *L’Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta. Partiti e organizzazioni di massa*, Soveria Mannelli, Rubbettino.

MORINI Maurizia (dir.), *Figli delle vittime*, Rome, Aliberti, 2013.

MORO Giovanni, *Anni Settanta*, Turin, Einaudi, 2007.

NICOTRI Pino, *Agli ordini del generale dalla Chiesa : il « pentimento » di Peci, il caso Moro e altri misteri degli anni ’80 nel racconto dell’agente segreto maresciallo Incandela*, Venise, Marsilio, 1994.

PAVINI Guido, *Ordine nero, guerrigla rossa. La violenza politica nell’Italia degli anni Sessanta e Settanta (1966-1975)*, Turin, Einaudi, 2009.

SARTORI Giovanni, *Mala tempora*, Rome-Bari, Laterza, 2004.

SCIASCIA Leonardo, *L’affaire Moro*, Palerme, Sellerio, 1978.

SELVA Gustavo & MARCUCCI Eugenio, *Aldo Moro. Quei terribili 55 giorni*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003.

SOMMIER Isabelle, « ²Les années de plomb² : un passé qui ne passe pas² » in *Mouvements*, La Découverte, 2003/3, n°27-28, p. 196-202.

SPIEZIE Annalisa (dir.), *55 giorni di piombo*, Rome, Elleu multimedia, 2000.

TARROW Sidney, *Democrazia e disordine. Movimenti di protesta e politica in Italia. 1965-1975*, Rome-Bari, Laterza, 1990.

Histoire du Mezzogiorno

Atti del Convegno : 50 anni dalle lotte per la riforma agraria ; l’occupazione del Feudo S. Maria del Bosco ; i fatti di Bisacquino, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2000.

AGODI Maria Carmela, « L’immagine del Mezzogiorno nella sociologia degli ultimi anni », *Meridiana* 47-48, 2003, pp. 23-63.

BARBAGALLO Francesco, *Mezzogiorno e questione meridionale: 1860-1980*, Naples, Guida, 1980.

BARBAGALLO Francesco, *Il Sud*, Rome, Editori Riuniti, 2001.

BARBAGALLO Francesco, *La modernità squilibrata del Mezzogiorno d’Italia*, Turin, Einaudi, 2002.

BEVILACQUA Piero, *Breve storia dell'Italia méridionale dall'ottocento ad oggi*, Rome, Donzelli, 1993.

BEVILACQUA Piero, « Questione méridionale e storia del Mezzogiorno », in *Passato e presente*, septembre-décembre 1986, p. 5-30.

CACIAGLI Mario, *Democrazia cristiana e potere nel Mezzogiorno, Il sistema democristiano a Catania*, Florence, Guaraldi, 1977.

CASARRUBEA Giuseppe, *Storia segreta della Sicilia. Dallo sbarco alleato a Portella della Ginestra*, Milan, Bompiani, 2005.

FANTOZZI Pietro, *Politica, clientele e regolazione sociale. Il Mezzogiorno nella questione politica italiana*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1993.

FINLEY Moses I., SMITH Denis & DUGGAN Christopher J.H., *Breve storia della Sicilia*, Rome-Bari, Laterza, 2006.

FRÉTIGNÉ Jean-Yves, « Du sicilianisme à l'histoire de la Sicile », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome Italie-Méditerranée*, 110, 1998-2, pp. 853-875.

FRÉTIGNÉ Jean-Yves, *Histoire de la Sicile. Des origines à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Fayard, 2009.

GIARRIZZO Giuseppe, *La Sicilia (Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi)*, Turin, Einaudi, 1987.

GIARRIZZO Giuseppe, *Mezzogiorno senza meridionalismo*, Venise, Marsilio, 1992.

GIARRIZZO Giuseppe, *Storia della Sicilia*, Rome-Bari, Laterza, 2003, 2 vol.

LENTINI Fabrizio, *La primavera breve. Quando Palermo sognava una Città per l'Uomo*, Milan, Paoline, 2011.

LUPO Salvatore, *Blocco agrario e crisi in Sicilia tra le due guerre*, Naples, Guida, 1981.

MARASÀ Bruno, *Gli anni di Comiso 1981-1984*, Palerme, Istituto Gramsci Siciliano, 1986.

MARINO Giuseppe Carlo, *L'ideologia sicilianista*, Palerme, Flaccovio, 1988.

MATARD-BONUCCI Marie-Anne, « Quelques tendances de l'histoire économique et sociale du Mezzogiorno contemporain », in *SUD. Bulletin du CERIM*, 1991-1, pp. 41-70.

PUMILIA Calogero, *La Sicilia al tempo della Democrazia Cristiana*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1998.

RENDA Francesco, *I Beati Paoli. Storia, letteratura, legenda*, Palerme, Sellerio, 1988.

RENDA Francesco, *Storia della Sicilia dalle origini ai giorni nostri*, Palerme, Sellerio, 2003, 3 vol.

ROMEO Rosario*, Il Risorgimento in Sicilia*, Rome-Bari, Laterza, 1989.

ROSSI Doria Anna, *Il ministro e i contadini : decreti Gullo e lotte nel Mezzogiorno*, Rome, Bulzoni, 1983.

STABILE Francesco Maria, *I consoli di Dio. Vescovi e politica in Sicilia (1953-1963)*, Palerme, Sciascia, 1999.

Banditisme italien et criminalité française

BARONI Paola & BENVENUTI Paolo *Segreti di Stato dai documenti al film*, Rome, Fandango, 2003.

CASARRUBEA Giuseppe et CEREGHINO Mario José, *La scomparsa di Salvatore Giuliano. Indagine su un fantasma eccellente*, Milan, Bompiani, 2013.

CASARRUBEA Giuseppe, *Portella della Ginestra. Microstoria di una strage di Stato*, Milan, FrancoAngeli, 2002.

COLOMBIÉ Thierry, *La French connection. Les entreprises criminelles en France*, Nantes, Observatoire Géopolitique des Criminalités Éditions, 2012.

D'ALESSANDRO Enzo, *Brigantaggio e mafia in Sicilia*, Florence, G. D'Anna, 1959.

FRANCHETTI Leopoldo & SONNINO Sydney, *La Sicilia nel 1876*, http://www.liberliber.it/mediateca/libri/f/franchetti/la_sicilia_nel_1876/pdf/franchetti_la_sicilia_nel_1876.pdf

MARCHANT Alexandre, « La French connection : entre mythes et réalités » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2012/3, n°115, p. 89-102.

NICOLOSI Salvatore, *L'impero del mitra*, Milan, Longanesi & C., 1978.

PLOQUIN Frédéric, *Parrains & caïds. La France du frand banditisme dans l'œil de la PJ*, Paris, Fayard, 2005.

RENDA Francesco, *Salvatore Giuliano, una bibliografica storica*, Palerme, Sellerio, 1988.

VASILE Vincenzo, *Salvatore Giuliano. Un bandito a stelle e strisce*, Milan, Baldini Castoldi Dalai editore, 2004.

Mafia, Camorra, 'ndrangheta

ARLACCHI Pino, *La mafia imprenditrice: l'etica mafiosa e lo spirito del capitalismo*, Bologne, Il Mulino, 1983.

ARLACCHI Pino, *Mafia, contadini e latifondo nella Calabria tradizionale. Strutture ed elementi del sottosviluppo*, Bologne, Il Mulino, 1980.

BARBAGALLO Francesco, *Camorra e criminalità organizzata in Campania*, Naples, Liguori, 1988.

BARBAGALLO Francesco, *Il potere della Camorra*, 1973-1998, Turin, Enaudi, 1999.

BARBAGALLO Francesco, *Napoli fine Novecento: politici, camorristi, imprenditori*, Turin, Einaudi, 1997.

BIANCHI Dorina & RIO Raffaele, *L'impero della 'ndrangheta. Radiografia di un'organizzazione criminale in continua espansione*, Rome, Giulio Perrone Editore, 2013.

BLOK Anton, *La mafia di un villaggio siciliano. Imprenditori, contadini, violenti*, Turin, Einaudi, 1986 [1974].

BOLZONI Attilio & D'AVANZO Giuseppe, *Il capo dei capi. Vita e carriera criminale di Totò Riina*, Milan, BUR, 2007.

BRIQUET Jean-Louis, « Les mafias », in *Politix*, n°49, 2000.

BRIQUET Jean-louis, *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République*, Paris, Karthala, 2007.

CANOSA Romano, *Storia della criminalità organizzata in Italia. 1845-1945*, Turin, Einaudi, 1991.

CATANIA Enzo et SOTTILE Salvo, *Totò Riina. Storie segrete, odii e amori del dittatore di Cosa Nostra*, Milan, Liber, 1993.

CATANZARO Raimondo, *Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia*, Liviana, Padoue, 1988.

CERUSO Vincenzo, *La Chiesa e la mafia. Viaggio dentro le sagrestie di Cosa Nostra*, Rome, Newton Compton editori, 2007.

CHAMPEYRACHE Clotilde, *L'infiltration mafieuse dans l'économie légale*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHAMPEYRACHE Clotilde, *Sociétés du crime. Le tour du monde des mafias*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

CHINNICI Giorgio & SANTINO Umberto, *La violenza programmata. Omicidi e guerre di mafia a Palermo dagli anni '60 ad oggi*, Milan, Centro siciliano di documentazione Giuseppe Impastato-Franco Angeli, 1991.

CICONTE Enzo, FORGIONE Francesco & SALES Isaia (dir.), *Atlante delle mafie. Storia, economia, società, cultura*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012, 2 vol.

CICONTE Enzo, *'Ndrangheta*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008.

CICONTE Enzo, *'ndrangheta padana*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010.

COCO Vittorio, *La mafia palermitana. Fazioni, risorse, violenze (1943-1993)*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2010.

DALLA CHIESA Nando & PANZARASA Martina, *Buccinasco. La 'ndrangheta a Nord*, Turin, Einaudi, 2012.

DALLA CHIESA Nando, *La convergenza. Mafia e politica nella Seconda Repubblica*, Milan, Melampo, 2010.

DEAGLIO ENRICO, *Il raccolto rosso 1982-2010. Cronaca di una guerra di mafia e delle sue tristissime conseguenze*, Milan, Il Saggiatore, 2010.

DINO Alessandra, *La mafia devota. Chiesa, religione, Cosa Nostra*, Rome-Bari, Laterza, 2008.

DINO Alessandra, « Un racconto allo specchio. La costruzione del mito mafioso attraverso le sue immagini », in *Studi sulla questione criminale*, n°3, 2009, p. 57-83.

DICKIE John, *Cosa nostra. Storia della mafia siciliana*, Rome-Bari, Laterza, 2006.

DUGGAN Christopher, *La mafia durante il fascismo*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1986.

FULVETTI Gianluca, « Tra silenzio e collusione. La chiesa di Sicilia e la mafia, 1860-1970 », in *Novecento*, n°5, 2001, p. 141-166.

FIANDACA Giovanni & COSTANTINO Salvatore, *La mafia, le mafie. Tra vecchi e nuovi paradigmi*, Rome-Bari, Laterza, 1994.

FIANDACA Giovanni & LUPO Salvatore, *La mafia non ha vinto. Il labirinto della trattativa*, Rome-Bari, Laterza, 2014.

GAMBETTA Diego, *La mafia siciliana. Un'industria della protezione privata*, Turin, Einaudi, 1992.

GAY Luigi, *L'atteggiarsi delle associazioni mafiose sulla base delle esperienze processuali acquisite : la Camorra*, in *Quaderni del CSM*, n°99, 1996.

HESS Henner, *Mafia*, Rome-Bari, Laterza, 1973.

LEGENDRE Romain, « Il caso Scarantino. La discrezionalità e l'emergenza », intervention au colloque « Stato, stato di diritto e violenze nell'Italia repubblicana » qui a eu lieu à l'École française de Rome les 20 et 21 novembre 2014 (à paraître).

L'inchiesta in Sicilia di Franchetti e Sonnino: la Sicilia del 1876, Palerme, Kalos, 2004.

LODATO Saverio, *Trent'anni di mafia*, Milan, Bur, 2006.

LUPO Salvatore, *Andreotti, la mafia, la storia d'Italia*, Rome, Donzelli, 1996.

LUPO Salvatore, « Gli alleati e la mafia. Un patto scellerato? », in *Meridiana* 49, 2004, p. 193-206.

LUPO Salvatore & MAGIAMELI Rosario, « Mafia di ieri, mafia di oggi », *Meridiana* 7-8, 1990, p. 17-44.

LUPO Salvatore, *Quando la mafia trovò l'America. Storia di un intreccio intercontinentale*, 1888-2008, Turin, Einaudi, 2008.

LUPO Salvatore, *Histoire de la mafia des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 1999.

LUPO Salvatore, « I giardini della Conca d'Oro », in *Italia contemporanea*, 1984, n°156, p. 43-53.

LUPO Salvatore, « Il tenebroso sodalizio. Un rapporto sulla mafia palermitana di fine Ottocento, in *Studi storici*, XXIX, 1988, 2, p. 463-489.

LUPO Salvatore & MANGIAMELI Rosario, « La modernizzazione difficile : blocchi corporativi e conflitto di classe in una società arretrata », in *La modernizzazione difficile. Città e campagne nel Mezzogiorno dall'età giolittiana al fascismo*, Bari, De Donato, 1983, p. 217-262.

LUPO Salvatore & MANGIAMELI Rosario, « Mafia di ieri, mafia di oggi », in Meridiana, n°78, 1989-90, p. 17-44.

LUPO Salvatore & SAVATTERI Gaetano, *Potere criminale. Intervista sulla storia della mafia,* Rome-Bari, Laterza, 2010.

LUPO Salvatore, *Storia della mafia dalle origini ai giorni nostri*, Rome, Donzelli, 1993.

MANGIAMELI Rosario, « Gabellotti e notabili nella Sicilia dell'interno », in *Italia contemporanea*, n°156, 1984, p. 55-67.

MANGIAMELI Rosario, *La mafia tra stereotipi e storia*, Caltanissetta, Sciascia, 2000.

MANGIAMELI Rosario, « Mafia e storia. A proposito di legalità e cittadinanza », in BENIGNO Francesco & TORRISI Claudio, *Rappresentazioni e immagini della Sicilia tra storia e storiografia*, Sciascia editore, Caltanissetta-Rome, 2003, p. 107-130.

MARINO Giuseppe Carlo, *L'opposizione mafiosa. Mafia, politica, stato liberale*, Palerme, Flaccovio, 1986.

MATARD-BONUCCI Marie-Anne, *Histoire de la mafia*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1994.

MORABITO Stefano (dir.), *Mafia, 'ndrangheta, Camorra. Nelle trame del potere parallelo*, Rome, Gangemi Editore, 2005.

OLIVA Ernesto & PALAZZOLO Salvo, *Bernardo Provenzano. Il ragioniere di Cosa nostra*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.

PAOLI Letizia, *Fratelli di mafia. Cosa nostra e 'Ndrangheta*, Bologne, Il Mulino, 2000.

PITRÈ Giuseppe, *Usi, costumi, credenze e pregiudizi del popolo siciliano*, Il Vespro, Palerme, 1978 [1889], vol. II.

PEZZINO Paolo, « Alle origini del potere mafioso : Stato e società in Sicilia nella seconda metà dell'Ottocento », in *Passato e presente*, n°8, 1985, p. 33-69.

PEZZINO Paolo, « La mafia, l'État et la société dans la Sicile contemporaine », *Politix* 49, 2000, pp. 13-33.

PEZZINO Paolo, TRANFAGLIA Nicola, LUPO Salvatore & GAMBETTA Diego, « La mafia e la sua storia. Radici locali e dimensione internazionale », in *Passato e presente*, XII, n°31, 1994, p. 19-45.

PEZZINO Paolo, « Stato violenza società. Nascita e sviluppo del paradigma mafioso », in AYMARD Maurice & GIARRIZZO Giuseppe, *Storia d'Italia : le regioni dall'Unità a oggi. La Sicilia*, Turin, Einaudi, 1987, p. 903-982.

PEZZINO Paolo, *Una certa reciprocità di favori. Mafia e modernizzazione violente nella Sicilia post-unitaria*, Milan, Franco Angeli, 1990.

QUÉRÉ Stéphane, *La 'ndrangheta. Enquête au cœur de la plus puissante des mafias italiennes*, Paris, Toucan/Hachette, 2009.

RENDA Francesco, *Storia della mafia*, Palerme, Sigma, 1997.

ROMANO Salvatore Francesco, *Storia della mafia*, Milan, Mondadori, 1966 [1963].

SANTINO Umberto, *Dalla mafia alle mafie*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2005.

SANTINO Umberto, *L'alleanza e il compromesso. Mafia e politica dai tempi di Lima e Andreotti ai giorni nostri*, Soveria Mannelli, Rubbettino 1997.

SANTINO Umberto, *La borghesia mafiosa. Materiali di un percorso di analisi*, Palerme, Centro siciliano di documentazione Giuseppe Impastato, 1994 .

SANTINO Umberto, *La mafia interpretata. Dilemmi, stereotipi, paradigmi*, Soveria Mannelli, Rubettino, 1995.

SANTINO Umberto, *Mafia e globalizzazione*, Trapani, De Girolamo, 2007.

SAVIANO Roberto, *Gomorra. Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Milan, Mondadori, 2006.

SCIARRONE Rocco, « Le mafie dalla società locale all'economia globale », *Meridiana* 43, 2002, pp. 49-82.

SCIARRONE Rocco, *Mafie vecchie e mafie nuove. Radicamento ed espansione*, Rome, Donzelli, 1998.

THIEL Gilbert, *Mafias*, Paris, Fayard, 2014.

TRANFAGLIA Nicola, *La mafia come metodo nell'Italia contemporanea*, Rome, Laterza, 1991.

VIVIANO Francesco, *Michele Greco il memoriale*, Rome, Aliberti, 2008.

WALTSON James, *Le strade per Roma. Clientelismo e sistema politico in Calabria*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1995.

Antimafia

ALONGI Nino, *Palermo. Gli anni dell'utopia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1997.

ARLACCHI Pino & DALLA CHIESA Nando, *La palude e la città: si può sconfiggere la mafia*, Milan, Mondadori, 1987.

BARRESE Orazio, *I complici. Gli anni dell'antimafia*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1988.

BLANDO Antonio, « Percorsi dell'antimafia », *Meridiana* 25, 1996, pp. 77-91.

BRIQUET Jean-Louis, « La "guerre des justes". La magistrature antimafia dans la crise italienne », in BRIQUET Jean-Louis (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, 2001, p. 103-122.

DALLA CHIESA Nando, « Gli studenti contro la mafia : note (di merito) per un movimento », in *Quaderni piacentini*, n°11, 1983, p. 39-60.

DALLA CHIESA Nando, *La scelta Libera. Giovani nel movimento antimafia*, Turin, Edizioni Gruppo Abele, 2014.

DALLA CHIESA Nando, *Milano-Palermo. La nuova resistenza*, Milan, Baldini & Castoldi, 1993.

FIANDACA Giovanni, *La legge antimafia tre anni dopo*, Milan, Franco Angeli, 1986.

GANAZZOLI Angelo, *Antimafia post-scriptum*, Palerme, Ila Palma, 1987.

IORIO Pasquale, *Il Sud che resiste. Storie di lotta per la cultura della legalità in Terra di Lavoro*, Rome, Ediesse, 2009.

IORIO Pasquale (dir.), *La lotta alle mafie come narrazione collettiva. L'Italia che resiste*, Rome, Ediesse, 2011.

JAMIESON Alison, *The antimafia. Italy's fight against organized crime, Basingstoke-New York*, Macmillan-St Martin's press, 2000.

La mafia esiste ancora : m*afia e antimafia prima e dopo le stragi del 1992*, Rome, L'Unità, 2004.

LOMBARDO Maria, « Roberto Andò », in *La pensée de midi*, 2002/2, n°8, p. 83-87.

LUCIANI Roberto & CALÌ Davide, *Dalla parte giusta. La legalità, le mafie e noi*, Rome, Libera-Giunti progetti educativi, 2008.

LUPO Salvatore, *Che cos'è la mafia: Sciascia e Andreotti, l'antimafia e la politica*, Rome, Donzelli, 2007.

Mai più soli : il libro bianco della lotta contro il pizzo, sous la direction de SCIORTINO Giorgio, Rome, L'Unità-Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008.

Nuovo dizionario di mafia e antimafia, Turin, EGA, 2008.

PANTALEONE Michele, *Antimafia: occasione mancata*, Turin, Einaudi, 1978.

PUCCIO-DEN Déborah, *Victimes, héros ou martyrs ? Les juges antimafia*, in *Terrain*, n°51, septembre 2008, p. 94-111.

PUGLISI Anna, *Donne, mafia e antimafia*, Trapani, Di Girolamo Editore, 2012.

SANTINO Umberto, *Storia del movimento antimafia: dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Ed. Riuniti, 2009.

SAVASTANO Massimo, *La mafia ha paura di te. Viaggio dal nord al sud*, Novara, Interlinea edizioni, 2010.

SCHNEIDER Jane & SCHNEIDER Peter, « Dalle guerre contadine alle guerre urbane: il movimento antimafia a Palermo », in *Meridiana* 25, 1996, pp. 47-75.

SCHNEIDER Jane & Peter, *Un destino reversibile. Mafia, antimafia e società civile a Palermo*, Rome, Viella, 2009.

TRANFAGLIA Nicola, *Perché la mafia ha vinto: classi dirigenti e lotta alla mafia nell'Italia unita, 1861-2008*, Turin, Utet, 2008.

TURONE Giuliano, *Il delitto di associazione mafiosa*, Milan, Giuffrè, 1995.

Publications mémorielles

Sur Pio La Torre

1982-2002. Vent'anni dall'assassinio di Pio La Torre e Rosario Di Salvo, Palermo, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2002.

Gli anni di Pio La Torre, Alcamo, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 1986.

Pio La Torre, 30 aprile 1982. Ricordi di una vita pubblica e privata, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2007.

Pio La Torre nel 17° anniversario de suo assassinio. Atti della commemorazione avvenuta a Corleone, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 1999.

BASCIETTO Giuseppe & CAMARCA Claudio, *Pio La Torre: una storia italiana. La vita del politico e dell'uomo che sfidò la mafia*, Aliberti editore, Rome, 2008.

BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio,* , Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2012.

BURGIO Giovanni, *Pio La Torre. Palermo, la Sicilia, il PCI, la mafia. Un saggio di storia orale*, Palermo, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008.

CONSOLO Vincenzo, *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia. Atto unico*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2009.

DE SIMONE Cesare, *Pio La Torre: un comunista romantico*, Rome, Editori riuniti, 2002.

LA TORRE Franco, *Sulle ginocchia. Pio La Torre, una storia*, Milan, Melampo, 2015.

LO MONACO Vito & VASILE Vincenzo, *Pio La Torre*, Palerme, Flaccovio, 2012.

MONDANI Paolo & SORRENTINO Armando, *Chi ha ucciso Pio La Torre ? Omicidio di mafia o politico ? La verità sulla morte del più impressionante dirigente comunista assassinato in Italia*, Rome, Lit Edizioni, 2012.

RENDA Francesco, *Ricordo di Pio La Torre*, in *Segno,* n°145-146, Palerme, 1993.

RIZZO Domenico, *La pista degli appalti : Cronaca delle iniziative per la modifica della legislazione sugli appalti in Sicilia e dell'azione moralizzatrice di Pio La Torre 1979-1984*, Palerme, Lega siciliana delle autonomie locali, 2001.

RIZZO Domenico, *Pio La Torre vent'anni dopo : sintesi cronologia della sua vita, considerazioni sul suo ritorno in Sicilia 1981-1982, attualità del suo progetto politico*, Palermo, Lega Siciliana delle Autonomie, 2001.

RIZZO Domenico, *Pio La Torre : una vita attraverso i documenti*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003.

SANFILIPPO Elio & CALECA Nino, *Perché è stato ucciso Pio La Torre ?*, Palerme, Istituto Poligrafico Europeo, 2012.

Sur Carlo Alberto Dalla Chiesa

Emissione di un francobollo commemorativo di Carlo Alberto dalla Chiesa, nel 20° anniversario della morte, Poste italiane, 2002.

Morte di un generale : l'assassinio di Carlo Alberto Dalla Chiesa, la mafia, la droga, il potere politico, Milan, Mondadori, 1982.

DALLA CHIESA Nando, *Album di famiglia*, Turin, Einaudi, 2009.

DALLA CHIESA Nando, *Delitto imperfetto : il generale, la mafia, la società italiana*, Milan, Mondadori, 1984.

DALLA CHIESA Nando, *In nome del popolo italiano*, Milan, Rizzoli, 1997.

DALLA CHIESA Nando, *L'omicidio Dalla Chiesa*, Rome, Libera informazione éditrice, 1992.

LI VIGNI Benito, *Morte di un Generale. Carlo Alberto dalla Chiesa ucciso da un complotto Stato-mafia*, Rome, Sovera, 2014.

MIRONE Luciano, *A Palermo per morire. I cento giorni che condannarono il generale dalla Chiesa*, Rome, Lit Edizioni, 2012.

SERIO Ettore & NESE Marco, *Il generale dalla Chiesa. La storia di un uomo amato dalla gente, odiato dalla mafia e morto per l'Italia*, Rome, Adnkronos, 1982.

Sur Giovanni Falcone

Emissione di un francobollo commemorativo di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino, in occasione del X anniversario della strage di Capaci, Poste italiane, 2002.

Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini, *Le parole*, Milan, Corriere della Sera, 2012.

L'albero Falcone, Palerme, Fondazione Giovanni e Francesca Falcone, 1992.

BRUNAT David, *Giovanni Falcone. Un Seigneur de Sicile*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

CORLAZZOLI Alex, *L'eredità. Giovanni Falcone e Paolo Borsellino 1992-2012 : le loro idee camminano sulle nostre gambe*, Milan, Altreconomia, 2012.

FALCONE Maria & BARRA Francesca, *Giovanni Falcone, un eroe solo. Il tuo lavoro, il nostro presente. I tuoi sogni, il nostro futuro*, Milan, Rizzoli, 2012.

GARLANDO Luigi, *Per questo mi chiamo Giovanni. Da un padre a un figlio il racconto della vita di Giovanni Falcone*, Milan, Rizzoli, 2012 (2004).

VIOLA Alessandra & VITELLARO Rosalba, *Giovanni e Paolo e il mistero dei pupi*, Rome, Rai Eri, 2010.

ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale. Conversazione con Maria e Anna Falcone*, Rome, Aliberti, 2007.

Sur Paolo Borsellino

Il sorriso di Paolo Borsellino : organizzare la speranza, Turin, Edizioni Gruppo Abele, 1996.

I ragazzi di Paolo, Palerme, Arci Sicilia, 2000.

BORSELLINO Agnese, *Ti racconterò tutte le storie che potrò*, Milan, Feltrinelli, 2013.

FRANCHINA Carmelo, *Il giardino della memoria. Un progetto per ricordare, con Falcone e Borsellino, tutte le vittime di mafia*, Rome, Gangemi editore, 1997.

LUCENTINI Umberto, *Paolo Borsellino*, Milan, San Paolo, 2003.

MELANIA Federico, *Sulle orme di Falcone e Borsellino*, Palerme, Associazione le Gemme, 2009.

MELIS Alberto, *Da che parte stare. I bambini che diventarono Giovanni Falcone e Paolo Borsellino*, Milan, Piemme, 2012.

Paolo Borsellino e l'agenda rossa, Palerme, 19luglio1992.com, 2009.

ZINGALES Leone, *Paolo Borsellino, una vita contro la mafia*, Arezzo, Limina, 2005.

Sur d'autres victimes

ALAJMO Roberto & RAVERA Lidia, *Guida a 49 martiri della storia d'Italia*, Turin, Giudizio Universale, 2010.

DAL LAGO Alessandro*, Eroi di carta. Il caso di Gomorra ed altre epopee*, Rome, Manifestolibri, 2010.

Memoria nostra. Storie di mafia, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008.

ACCATOLI Luigi, *Nuovi martiri. 393 storie cristiane nell'Italia di oggi,* Cinisello Balsamo, San Paolo, 2000.

BASILE Pierluigi, *Le carte in regola. Piersanti Mattarella, un democristiano diverso*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2007.

BUTERA Salvatore, *Il segno giusto. Omaggio a Piersanti Mattarella*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2005.

DALLA CHIESA Nando, *Le ribelli. Storie di donne che hanno sfidato la mafia per amore*, Milan Melampo, 2006.

DALLA CHIESA Nando, *Storie eretiche di cittadini per bene*, Turin, Einaudi, 1999.

ODDO Giuseppe, *Tra il feudo e la cava : Salvatore Carnevale e la barbarie mafiosa*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2005.

OVAZZA Mario & CIARAMITARO Fernando (dir.), *Il caso Battaglia. Pascoli e mafia su Nebrodi*, Palerme, Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre, 2008.

ROSTAGNO Maddalena & GENTILE Andrea, *Il suono di una sola mano. Storia di mio padre Mauro Rostagno*, Milan, Il Saggiatore, 2011.

SANTINO Umberto, *Sicilia 102 : caduti nella lotta contro la mafia e per la democrazia dal 1893 al 1994*, Palermo, Centro siciliano di documentazione Giuseppe Impastato, 1995.

SCORDATO Cosimo, « Don Pino Puglisi tra ministero e martirio », in *Don Puglisi prete e martire*, Trapani, Il Pozzo di Giacobbe, 2000.

Bandes dessinées

BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, Padoue, Becco Giallo, 2011.

BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, Padoue, Becco Giallo, 2012.

CALVO Edmond-François, *La bête est morte !,* Paris, Gallimard, 2007 [1944].

GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro*, Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011.

GUARNIDO & DÍAZ CANALES , *Blacksad. L'intégrale*, Paris, Dargaud, 2014.

SPIEGELMAN Art, *Maus*, *L'intégrale*, Paris, Flammarion, 1998.

STASSI Claudio, *Per questo mi chiamo Giovanni*, Milan, Rizzoli, 2008.

Sites d'associations

http://www.19luglio1992.com

http://asud.net

www.libera.it

http://www.legacoop.pr.it (« Radici nel futuro : il report per i soci »)

http://www.piolatorre.it

http://archiviopiolatorre.camera.it

http://centropaoloborsellino.com

http://progettolegalita.it/it/

http://www.fondazionefalcone.it/index.php?id_area=1

http://www.casadellalegalita.info

http://www.istitutocervi.it

http://www.unionecronisti.it

http://www.memoria.san.beniculturali.it/

Filmographie

Films

Cento giorni a Palermo, Giuseppe Ferrara, 1984.

Giovanni Falcone, Giovanni Ferrara, 1993.

I cento passi, réalisé par Marco Tullio Giordana, 2000.

Placido Rizzotto, réalisé par Pasquale Scimeca, 2000.

Fictions réalisées pour la télévision

Giovanni Falcone, l'uomo che sfidò Cosa nostra, Antonio et Andrea Frazzi, 2006.

Gli angeli di Borsellino, Rocco Cesareo, 2003.

I 57 giorni, Alberto Negrin, 2012.

Il Generale dalla Chiesa, Giorgio Capitani, 2007.

L'attentatuni. Il grande attentato, Claudio Bonivento, 2011.

Paolo Borsellino, Gianluca Maria Tavarelli, 2004.

Documentaires

Due anni di stragi. Vent'anni di trattativa, DVD publié par le *Fatto quotidiano* à l'occasion du vingitème anniversaire du massacre de via d'Amelio.

Ennemis de la mafia. La solitude du juge Falcone, Claude Goretta & Marcelle Padovani, 1988. https://www.youtube.com/watch?v=YKIGnVBsWLM

Generale. Rivivendo il generale dalla Chiesa, un documentaire de Lorenzo Rossi Espagnet et de Dora dalla Chiesa, 2012.

In un altro paese, Marco Turco, 2005.

Le pape et la mafia, John Dickie, 2014.

« Tangentopoli, vent'anni dopo », *La Storia siamo noi*, lien URL http://www.lastoriasiamonoi.rai.it/puntate/tangentopoli/1108/default.aspx

Uomini soli, Paolo Santolini, 2012.

Videos d'archives trouvées sur internet

Déclaration d'Antonino Caponnetto après l'assassinat de Borsellino :

https://www.youtube.com/watch?v=1WMLdc1a7hQ

Déclaration de Giulio Andreotti après l'assassinat de Salvo Lima :

https://www.youtube.com/watch?v=9eQo-YlzMFM

Déclaration de Libero Grassi à Samarcanda (1991) :

https://www.youtube.com/watch?v=M9fMiONElC4

Discours de Jean-Paul II dans la Vallée des Temples à Agrigente le 9 mai 1993 : https://www.youtube.com/watch?v=tkfEIBL5gT8

Extrait du TG1 du 23 mai 1992 annonçant le massacre de Capaci : https://www.youtube.com/watch?v=y9hZ3NspxOY

Rosaria Schifani à l'enterrement des victimes de Capaci le 25 mai 1992 : https://www.youtube.com/watch?v=ff0wgrgkCBM

Soirée spéciale animée par Enrico Mentana et diffusée le 18 mai 2012 : *Io vi perdono ma inginocchiatevi* : https://www.youtube.com/watch?v=ZXsHODYObYk

Musique

I cento passi, Modena City Ramblers, 2004.

Pensa, Fabrizio Moro, 2007.

Per la bandiera – Gli Angeli di Falcone, composée par Gaetano Curreri, Saverio Grandi et Francesco Guccini et enregistrée ensuite par *Stadio*.

INVENTAIRE DES SOURCES

Actes officiels

Chambre des députés

Séance à la Chambre du 1er juin 1963.

Séance à la Chambre du 5 mai 1971.

Séance à la Chambre du 6 mai 1971.

Séance à la Chambre du 13 mars 1979.

Séance à la Chambre du 25 septembre 1979.

Séance à la Chambre du 7 janvier 1980.

Séance à la Chambre du 8 janvier 1980.

Commission permanente des affaires internes du 30 avril 1982.

Séance à la Chambre du 10 mai 1982.

Séance à la Chambre du 12 mai 1982.

Séance à la Chambre du 9 juin 1982.

Séance à la Chambre du 16 juillet 1982.

Séance des *Commissioni riunite Interni e Giustizia*, séance du 5 août 1982, *Discussioni dei disegni di legge e della proposta di Legge La Torre*.

Séance à la Chambre du 4 septembre 1982.

Séance des *Commissioni riunite Interni e Giustizia in sede legislativa,* séance du 6 septembre 1982.

Séance à la Chambre du 9 août 1983.

Séance à la Chambre du 26 septembre 1988.

Séance à la Chambre du 27 septembre 1988.

Séance à la Chambre du 25 septembre 1990.

Séance à la Chambre du 12 mars 1992.

Séance devant la commission parlementaire antimafia du 17 mars 1992.

Séance à la Chambre du 24 mai 1992.

Séance parlementaire du 25 mai 1992.

Séance à la Chambre du 3 juillet 1992.

Séance à la Chambre du 20 juillet 1992.

Séance à la Chambre du 21 juillet 1992.

Sénat

Séance au Sénat du 1er juillet 1963.

Séance au Sénat du 6 mai 1971.

Séance au Sénat du 26 septembre 1979.

Séance au Sénat du 7 août 1980.

Séance au Sénat du 11 mai 1982.

Séance au Sénat du 4 septembre 1982.

Séance au Sénat du 5 septembre 1982.

Séance au Sénat du 25 janvier 1983.

Séance au Sénat du 26 janvier 1983.

Séance au Sénat du 28 septembre 1988.

Séance au Sénat du 25 septembre 1990.

Séance au Sénat du 21 juillet 1992.

Rapports de commissions d'enquête parlementaire

Rapport de la minorité de la Commission parlementaire anti-mafia :

Mafia e potere politico. Relazione di minoranza e proposte unitarie della commissione parlamentare d'inchiesta sulla mafia, Roma, Editori riuniti, 1976

Rapport de la commission parlementaire anti-mafia :

Mafia e politica : relazione del 6 aprile 1993, Rome, Laterza, 1993

PISANU Giuseppe, *I grandi delitti e le stragi di mafia del '92-'93*, Atti della commissione parlamentare di inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni criminali, anche straniere, 30 juin 2010.

Sources judiciaires

Pio La Torre

Procura della Repubblica di Palermo, *Ordinanza-sentenza emessa nel procedimento penale contro Greco Michele ed altri per gli omicidi Reina-Mattarella-La Torre-Di Salvo*, vol. 8, 9 juin 1991.

Sentence du procès des crimes politiques (1995).

Carlo Alberto dalla Chiesa

Rapporto giudiziario sull'omicidio dalla Chiesa (27 juin 1983).

STAJANO Corrado (dir.), *Mafia. L'atto d'accusa dei giudici di Palermo*, Rome, Editori riuniti, 1992.

Sentences du maxi-procès (1987), appel (1990) et cassation (1992).

Sentence de la Cour d'Assises de Palerme du 22 mars 2002 (dalla Chiesa).

Giovanni Falcone

Sentences des procès de Capaci (1997), appel (2000) et cassation (2002).

Réquisitoires de Luca Tescaroli.

Paolo Borsellino

Sentences du procès Borsellino 1 (1996), appel (1999) et cassation (2000).

Sentences du procès Borsellino bis (1999), appel (2002) et cassation (2003).

Sentences du procès Borsellino ter (2000), appel (2002) et cassation (2003).

Bruno Contrada

Sentences des procès de Bruno Contrada (2001), appel (2006) et cassation (2007).

Archives

Archives du Quirinale

Télégramme du Président de la République Sandro Pertini à Nilde Jotti, Président de la chambre des députés, pour la mort de Pio La Torre.

Télégramme du Président de la République Sandro Pertini à Giovanni Spadolini, Président du Conseil, pour la mort du général Dalla Chiesa.

Istituto Gramsci de Rome, archives du Parti Communiste Italien

Archives du PCI

Direction

Riunione di direzione del 5 maggio 1982: verbale 11 (APC, 8210/0051-0075)

Indicazioni per il lavoro delle federazioni, 30 avril 1982 (APC, 0508 2006)

Communicato della direzione del PCI, 30 avril 1982 (APC, 0508 2009-2012)

Communicato del PCI, 30 avril 1982 (APC, 0508 2013)

Communicato della direzione del PCI, 5 maggio 1982 (APC, 0508 2015-2016)

Appello della direzione del PCI, 28 septembre 1982 (APC, 0508 2048)

Secrétariat

Riunione della segreteria del 6 settembre 1982: verbale 45 (APC, 8211/0003)

Riunione della segreteria del 13 settembre 1982: verbale 47 (APC, 8211/0006)

Dépêches

Assassinio di Pio La Torre, 30 avril 1982 (APC, 0508 2007-2008)

Groupe des députés PCI

Lettre à Giorgio Napolitano (APC, 0510 2664)

Appel au Conseil des Ministres sur l'affaire La Torre (APC, 0510 2665)

Pio La Torre (APC, 0513 2043-2779)

Coupures de presses de l'*Unità* (APC, 0513 2043-2086)

Communiqué sur la mort de La Torre publié sur l'*Unità*, 30 avril 1982 (APC, 0513 2043)

Manifestation en mémoire du camarade Pio La Torre (APC, 0513 2052)

Télégrammes de secrétariats et fédérations locales du PCI, d'administrations locales et de partis politiques (APC, 0513 2087-2346)

Télégrammes de syndicats (APC, 0513 2347-2553)

Télégrammes d'associations, de personnalités, de partis et mouvements étrangers, d'ambassades et de particuliers (APC, 0513 2554-2778)

Carlo Alberto Dalla Chiesa (APC, 0513 1245-1254)

Coupures de presse de l'*Unità*

Télégramme de Berlinguer à la famille Dalla Chiesa (APC, 0513 1249)

Réponse de Nando Dalla Chiesa (APC, 0513 1253)

Fondo Berlinguer

Interviste, articoli e dichiarazioni 1982 (Serie 4, UA14, busta 149)

Situazione politica, gennaio-maggio 1982 (Serie 17, UA433, busta 22)

Discorso ai funerali di Pio La Torre e Rosario Di Salvo, Palermo 2 maggio 1982 (Serie 17, UA448, busta 23)

Comitato regionale siciliano : riunione del 10 settembre 1982 (Serie 17, UA464, busta 24)

Discorso alla manifestazione regionale per il 1° anniversario della uccisione di Pio La Torre e Rosario Di Salvo (Serie 17, UA492, busta 25)

Fondo Natta

Manifestazione a Palermo, 9 dicembre 1984 : testo del discorso al teatro Biondo Sulla mafia e la questione morale (Serie 2, sottoserie 13, UA148, busta 12)

Istituto Gramsci de Palerme

Fondo La Torre

La Torre: dattiloscritti d'interventi (Busta 2, UA 4, 1975-1979)

La Torre: "Se terrorismo e mafia si scambiano le tecniche", (busta 3, UA 2, 1979-1981)

Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia (Busta 4, UA 2, 1973-1974)

Camera: mozioni e interpellanze concernenti il fenomeno della mafia ; La Torre : appunti manoscritti e un dattiloscritto sulla mafia in Calabria ; La Torre: "Chi si muove è Ciancimino" (Busta 5, UA 2, 1979-1980)

Programma della manifestazione del 4 aprile a Comiso (Busta 6, UA 4)

La Torre: documento dattiloscritto e in parte manoscritto sui problemi della mafia in Sicilia (Busta 6, UA 5, 1981-1982)

Palermo, Circolo della stampa: Conferenza del 21/10/80 sul libro di La Torre "I comunisti e il movimento contadino in Sicilia" (Busta 11, UA 3, 1980)

La Torre: appunti dattiloscritti sul problema della mafia (Busta 16, UA 2, 1978-1981)

La Torre: appunti manoscritti su vari argomenti; prefazione ad un volume sul contributo dei comunisti all'attività e alle conclusioni della Commissione antimafia (Busta 18, UA 4, 1975)

La Torre: appunti manoscritti su vari argomenti ; "Il Contemporaneo", 4 dicembre 1981: "Tre minacce sull'isola: la crisi produttiva, la violenza mafiosa intrecciata col potere della DC e missili a Comiso. Le difficoltà del partito, errori di verticismo e rigurgiti settari. Cambiare le strutture." di La Torre (Busta 20, UA 5, 1981)

La Torre: intervento sui missili a Comiso (Busta 23, UA 1, 1980)

La Torre: interventi manoscritti e dattiloscritti sui missili a Comiso e sull'autonomia siciliana (Busta 23, UA 3, 1981)

Relazione del IX congresso PCI (Busta 25, UA 1, 1981-1982)

Articoli *Unità*, *Ora*, *Giornale di Sicilia* sulle iniziative antimafia e sulla politica regionale (Busta 26, UA 1, 1966)

Camera: interpellanza urgente volta ad impedire la costruzione della base missilistica a Comiso ; PCI: documenti dattiloscritti sull'attività politica nazionale ; La Torre: appunti manoscritti su vari argomenti ; La Torre: appunti manoscritti sul disarmo e la Commissione agraria (Busta 38, UA 3, 1977-1981)

La Torre: vari interventi dattiloscritti sugli agguati mafiosi e sullo stato del partito nel Mezzogiorno (Busta 40, UA 4, 1979-1980)

Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia: parti I, II, III, III bis (Busta 46, UA 3)

La Torre: appunti manoscritti (Busta 48, UA 4, 1980)

Senato, Commissione parlamentare d'inchiesta sul fenomeno della mafia in Sicilia, seduta del 16 luglio 1975 (Busta 50, UA 1)

Commissione antimafia: questionario (Busta 50, UA 2, 1974-1976)

PCI, direzione: "Relazione di La Torre alla riunione della Commissione meridionale" (Busta 51, UA 6, 1976)

Istituto don Luigi Sturzo de Rome, archives de la Démocratie Chrétienne

Direzione nazionale e giunta esecutiva, sedute della direzione nazionale del 1982, 22/01/1982-27/11/1982 (Serie 1, sottoserie 2, scatola 57, UA783)

XV congresso nazionale 19/12/81-4/08/1982 (Serie 2, scatole 21-22, UA15)

Consiglio nazionale, séance du 11 mai 1982 (Serie 3, scatola 66, UA149)

Fondazione Bettino Craxi, fondo Bettino Craxi

Incidenti sulla base di Comiso, août 1983 (Sezione II, serie 2, sottoserie 2, sottosottoserie 5, UA1)

Promemoria sulla criminalità, 19/03/1984-12/85 (Sezione II, serie 2, sottoserie 2, sottosottoserie 5, UA5)

Fondazione Luigi Einaudi, archives du Parti Libéral Italien, fondo Giovanni Malagodi

Correspondance de Virginio Rognoni (Serie III, sottoserie 12, busta 274, UA855)

Correspondance de Sandro Pertini (Serie III, sottoserie 12, busta 268, UA789)

Archives du diocèse de Palerme

Sermons du cardinal Pappalardo, tirés de la *Rivista della Chiesa Palermitana* :

Solennità di Maria Madre di Dio, 1 janvier 1982.

Omelia dell'Emerito Monsignor Arcivescovo durante la messa crismale, avril 1982.

Messaggio pasquale, avril 1982.

Messaggio del Cardinale Salvatore Pappalardo ai fedeli per il mese di maggio, 25 avril 1982.

Esortazione per la Pentecoste, « I doni dello Spirito », 15 mai 1982.

Lettera dell'Arcivescovo alla comunità ecclesiale, « Prestiamo attenzione ai giovani », 20 mai 1982

Omelia di Sua Eminenza il Cardinale Arcivescovo in occasione dell'ordinazione al diaconato permanente di G. D'Anna e N. Trentacoste, 23 mai 1982.

Messaggio dell'Emerito Monsignor Arcivescovo per la solennità del Corpo del Signore, 4 juin 1982.

Discorso dell'Emerito Monsignor Arcivescovo a conclusione della processione del Corpus Domini, 13 juin 1982.

Omelia dell'Emerito Monsignor Arcivescovo in occasione della « Festa della pace » promossa dalle « ACLI giovanili », 4 juillet 1982.

Festino di Santa Rosalia, 15 luglio 1982.

Omelia dell'Emerito Monsignor Arcivescovo durante i funerali del prefetto Carlo Alberto Dalla Chiesa e della moglie Emanuela Setti Carraro, Chiesa San Domenico, 4 septembre 1982.

Discorso dell'Emerito Monsignor Arcivescovo in occasione della consacrazione episcopale di Monsignor Rosario Mazzola.

Discorso di Sua Eminenza l'Arcivescovo in occasione della morte di Carmelina Leone, 1 octobre 1982.

Omelia dell'Em.mo Arcivescovo in occasione dei funerali delle vittime di via d'Amelio, in *Rivista della Chiesa Palermitana*, p. 215.

Archives du Vatican

Discours et lettres encycliques de Jean Paul II, tirés du site du Vatican

Incontro di Giovanni Paolo II con la comunità civile cittadina, 20 novembre 1982

Incontro di Giovanni Paolo II con i docenti dell'Università di Palermo, 20 novembre 1982

Discorso di Giovanni Paolo II ai sacerdoti, ai religiosi e ai seminaristi, 20 novembre 1982

Discorso di Giovanni Paolo II alle autorità accademiche e agli studenti della facoltà di teologia di Sicilia, 21 novembre 1982

Incontro di Giovanni Paolo II con le confraternite e i movimenti ecclesiali, 21 novembre 1982

Incontro di Giovanni Paolo II con i giovani in Piazza Politeama, 21 novembre 1982

Concelebrazione eucaristica nella Valle dei Templi, 9 mai 1993

Lettre encyclique *Veritatis splendor* du souverain pontife Jean-Paul II, 6 août 1993

Discours du pape François, tirés du site du Vatican

Parole del Santo Padre Francesco ai partecipanti dell'incontro promosso dalla associazione « Libera », 21 mars 2014.

Presse

Presse nationale

Il Corriere della sera

Il Giornale d'Italia

Il Giorno

Il Popolo

Il Tempo

L'Avanti

L'Avvenire

*L'Unit*à

La Repubblica

La Stampa

Il Sole 24 ore

Presse locale

Il Giornale di Sicilia

L'Ora

La Sicilia

Il Messaggero

Paese sera

Revues

Panorama

L'Espresso

I quaderni dell'Ora (2012)

Famiglia cristiana (1992)

Revues catholiques

Concilium, fascicule 3, n°18, 1983.

CICALA Mario, « Etica cristiana e senso dello Stato. Di fronte al martirio di Giorgio Ambrosoli, Paolo Borsellino e Rosario Livatino », in *Cristianità*, n°299, 2000.

ACCATOLI Luigi, « Martire della giustizia », in *Il Messaggero di Sant'Antonio*, 2015.

Revues émanant du milieu associatif

A sud'Europa

Micromega

Narcomafie

Antimafiaduemila

Entretiens

Entretien avec Umberto Di Maggio, réalisé à Palerme le 28 janvier 2010.

Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011.

Entretien avec Maria Falcone, réalisé à Palerme le 17 juillet 2012.

Entretien avec Giovanni Pagano, réalisé à Palerme le 27 avril 2012.

Entretien avec Massimo Denarier, réalisé à bord du « Navire de la légalité » le 24 mai 2012.

Entretien avec Nando dalla Chiesa, réalisé à Milan le 4 septembre 2012.

Entretien avec Franco La Torre, réalisé à Rome le 5 septembre 2012.

Entretien avec Marcelle Padovani, réalisé à Rome le 6 septembre 2012.

Entretien avec Rita Borsellino, réalisé à Bruxelles le 22 janvier 2014.

Index des acronymes

ACLI : Associazioni cristiane dei lavoratori italiani.

AN : Alleanza Nazionale.

ANM : Associazione nazionale dei magistrati.

ARS : Assemblea regionale siciliana.

BR : Brigate rosse.

CCD Centro cristiano democratico.

CDS : Centro di documentazione siciliana Peppino Impastato.

CGIL : Confederazione generale italiana del lavoro.

CIA : Central intelligence agency.

CSM : Consiglio Superiore della Magistratura.

DC : Democrazia Cristiana.

DDA : Direzione distrettuale antimafia.

DIA : Direzione investigativa antimafia.

DNA : Direzione nazionale antimafia.

DS : Democratici di Sinistra.

EVIS : Esercito volontario per l'indipendenza della Sicilia.

FBI : Federal bureau of investigation.

FI : Forza Italia.

FUAN : Fronte universitario di azione nazionale.

GAP : Gruppi di azione partigiana.

IOR : Istituto per le opere religiose.

LC : Lotta Continua.

MIS : Movimento per l'indipendenza della Sicilia.

MIUR : Ministero dell'istruzione, dell'università e della ricerca.

MSI : Movimento Sociale italiano.

NMC : Nouveaux mouvements contestataires.

NMS : Nouveaux mouvements sociaux.

ONLUS : Organizzazione non lucrativa di utilità sociale.

OSS : Office of strategic service.

P2 : Propaganda 2.

PAU : Palermo anno uno.

PCI : Partito Comunista italiano.

PD : Partito Democratico.

PDL : Popolo della Libertà.

PDS : Partito Democratico di Sinistra.

PLI : Partito Liberale italiano.

PotOp : Potere operaio.

PPI : Partito popolare italiano.

PRC : Partito della Rifondazione Comunista.

PR : Partito Radicale italiano.

PRI : Partito repubblicano italiano.

PRS : Partito della rivoluzione socialista.

PSDI : Partito socialista democratico italiano.

PSI : Partito Socialista italiano.

PSIUP : Partito socialista italiano di unità proletaria.

RC : Rifondazione comunista.

ROS : Raggruppamento operativo speciale.

SAP : Sindacato autonomo di polizia.

SISDE : Servizio per le informazioni e la sicurezza democratica.

Tg1 : Telegiornale di Rai Uno.

Tg2 : Telegiornale di Rai Due.

Tg3 : Telegiornale di Rai Tre.

Tg4 : Telegiornale di Rete 4.

Tg5 : Telegiornale di Canale 5.

UBS : Union des banques suisses.

UDC : Unione dei Democratici Cristiani e di Centro.

Index raisonné

Les quatre figures étudiées (Pio La Torre, Carlo Alberto dalla Chiesa, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino) étant présentes tout au long de ce travail, nous avons décidé de ne pas les intégrer à l'index afin de rendre ce dernier plus lisible. Nous invitons le lecteur à se reporter au sommaire détaillé.

ANDREOTTI, Giulio, , 17, 58, 60-62, 108, 111-112, 152, 154, 157, 160, 162-163, 178, 188-190, 192, 297, 345, 386, 472, 475, 493-494, 501-504, 506, 514, 531, 533, 539-540, 547, 592-595, 604-607, 611.

ANZELMO, Francesco Paolo, 476-478.

ARCANGIOLI, Giovanni, 485, 488, 557, 583.

AYALA, Giuseppe, 122, 162, 166, 328, 341, 416, 420-421, 533, 591.

BAGARELLA, Leoluca, 163, 480-481.

BALDO, Lorenzo, 209, 226, 234, 357, 360, 407, 487, 495, 594.

BARTOLI COSTA, Rita, 293, 295.

BASILE, Emanuele, 76, 169, 212, 478.

BELLINI, Paolo, 480, 483.

BENDOTTI, Giacomo, 167, 210, 234, 328, 335, 337-339, 342, 347, 352, 354, 358, 361, 409, 434-436, 440, 444, 453, 458, 609.

BERLINGUER, Enrico, 99, 105, 112, 194-195, 380, 593, 600, 614.

BERLUSCONI, Silvio, 7, 28, 78, 153, 163-164, 201, 235, 283-284, 302, 315, 386-387, 482, 488-489, 494, 508, 517-518, 520-521, 526, 530-534, 536-540, 543-546, 550, 558, 560-561, 582, 591, 595, 600-601.

BERSANI, Pierluigi, 512, 592.

BOCCA, Giorgio, 97, 116, 119, 126, 471, 476.

BOCCASSINI, Ilda, 181, 185, 232, 425, 487, 537.

BOLZONI, Attilio, 62, 66, 68, 72-73, 159, 166, 169-170, 173, 175, 182, 184, 210, 222-224, 233, 241, 256, 298, 328, 337, 349-351, 353, 373, 389, 463, 471, 487, 550, 555, 594, 604.

BONGIOVANNI, Giorgio, 209, 226, 234, 357, 360, 407, 485, 487, 495, 594.

BONTATE, Stefano, 59-60, 62, 64-66, 71-72, 74-77, 345, 477, 479.

BORSELLINO, Agnese, 168, 210, 215, 223, 239, 284, 294, 299, 367, 373, 383, 397-398, 405, 414, 423, 426, 431, 446, 452-453, 518-519, 557, 561.

BORSELLINO, Manfredi, 62, 167, 173, 208, 213, 234, 259-260, 299-300, 328, 335, 340, 342-345, 349, 354, 405, 409, 414-415, 423, 429, 432, 439, 443-444, 446, 456, 495, 609.

BORSELLINO, Rita, 12, 29, 210, 300-301, 304, 307, 435, 451, 453, 516-519, 522, 533, 563, 618.

BORSELLINO, Salvatore, 212, 236, 302, 331-332, 491, 516, 557, 562, 564, 568.

BRIQUET, Jean-Louis, 155, 547.

BRUSCA, Bernardo, 472, 478.

BRUSCA, Giovanni, 162-163, 188, 478-485, 487, 558, 591.

BUCARO, père, 228, 299, 389.

BUSCETTA, Tommaso, 20, 45, 64, 66-67, 71, 73-74, 76, 171-172, 174, 321, 335, 339-340, 345, 347, 355-356, 436-437, 477-478, 487, 490, 494, 533, 540, 591.

CAMMARATA, Diego, 183, 535.

CANCEMI, Salvatore, 163, 474, 481-482, 487, 494.

CAPONNETTO, Antonino, 148, 166, 170, 172, 177, 230-231, 242, 260-262, 283-284, 328, 334-335, 339, 345, 347-348, 355, 421, 591, 611.

CASELLI, Giancarlo, 166, 170, 173-174, 185, 219, 487, 537, 539-540, 559, 592.

CASSARÀ, Ninni, 172, 177, 211, 232, 293, 305, 335-336, 348, 355, 366, 425, 475, 486.

CATALANO, Agostino, 23, 206, 237, 244, 523.

CHINNICI, Rocco, 23, 77, 148, 168-169, 212-213, 216, 237, 305, 322, 334, 347, 388, 451-452, 471, 479.

CIANCIMINO, Massimo, 61-62, 77, 153, 161, 208-209, 234, 483, 486, 488-489.

CIANCIMINO, Vito, 60-63, 69, 73, 77, 145, 148, 153-154, 159, 172, 174, 206, 234-235, 299, 354, 472, 484, 491, 519, 543.

CIOTTI, *don* Luigi, 300, 303-305, 318, 374, 395, 533, 554.

CONTRADA, Bruno, 235-236, 355-356, 440, 483, 490-491, 613.

COSINA, Walter Eddie, 23, 206, 237, 244.

COSTA, Gaetano, 76, 82, 169, 295, 310, 347, 478.

CRAXI, Bettino, 152-153, 156, 284, 493-494, 530-531, 615.

CUCUZZA, Salvatore, 474, 478.

CUFFARO, Salvatore, 300, 377, 516-519, 522, 537, 548, 593.

D'ALEMA, Massimo, 92, 101, 494-495, 497, 506, 517, 521-523, 530.

D'AVANZO, Giuseppe, 62, 72-73, 194-196, 226, 233, 242, 269-270, 577.

DALLA CHIESA, Dora, 108, 408, 442, 610.

DALLA CHIESA, Nando , 7, 12, 21, 29, 61, 85, 108, 110, 113, 116-117, 124, 126-128, 139, 162, 188, 193, 253, 273, 292-293, 296-297, 304-305, 307, 317-319, 325, 332, 350, 362, 381, 386, 393, 405, 407-408, 410-411, 413-414, 417, 432, 441-443, 447-448, 475, 478, 493-494, 500-506, 513-515, 518, 533, 542-545, 548, 551, 559, 579, 581, 584, 586, 614, 618.

DALLA CHIESA, Rita, 123, 293, 442.

DALLA CHIESA, Simona, 187, 514-515.

DE DONNO, Giuseppe, 234, 484, 489.

DELL'UTRI, Marcello, 78, 153, 163-164, 235, 482, 488-489, 494, 520, 522, 535-536, 540-541, 545-546, 561, 591.

DI LELLO, Giuseppe, 148, 170, 207-208, 211, 344, 405, 425, 537, 592.

DI MAGGIO, Umberto, 29, 31, 459-460, 618.

DI MATTEO, Antonino, 95, 537, 560.

DI MATTEO, Giuseppe, 208, 460, 480.

DI MATTEO, Mario Santo, 480-481, 487.

DI PIETRO, Antonio, 155-156, 234, 319, 518, 530, 564.

DI SALVO, Rosario, 2, 22, 76, 94, 98-99, 101-102, 111, 113, 132, 310, 313, 316, 381, 406, 470, 474, 507, 510, 523, 593, 607, 614.

DI SALVO, Rosy, 293.

FALCONE, Maria, 12, 29, 31, 166, 177, 180, 293, 297-298, 304, 341, 372, 382-384, 388, 425, 431, 452-453, 459-462, 515-516, 542, 584, 618.

FAVA, Claudio, 127, 319, 514, 548.

FAVA, Giuseppe, 85, 168, 404, 514.

FERRARO, Liliana, 234.

FIORAVANTI, Giuseppe Valerio, 472-474.

FRANÇOIS, Pape, 325, 375, 395, 616.

GANCI, Calogero, 476-478, 480-481.

GERACI, Vincenzo, 177, 225, 231, 242, 351, 355, 472, 474, 481.

GIACONIA TERRANOVA, Giovanna, 142, 293.

GIAMMANCO, Piero, 180, 218-219, 230, 233-235, 242, 244, 252, 254, 271, 279, 351, 354, 472.

GIOÈ, Antonino , 480-481, 484.

GIOIA, Giovanni, 58-60, 62-64, 79, 426, 429, 447.

GRASSO, Pietro, 214, 302, 321, 538, 554, 556, 558-559.

GRAVIANO, Giuseppe, 164, 374, 480-481, 489.

GRECO, Giuseppe, 474, 478.

GRECO, Michele, 65-66, 74, 159, 335, 472, 478, 606.

GUARNOTTA, Leonardo, 148, 170, 207, 211, 218, 220, 225, 298, 334-335, 344, 537.

INCANDELA, Angelo, 108, 493, 503-506, 514, 602.

INGROIA, Antonio, 166, 208, 210, 215-216, 218-219, 354-355, 406, 537, 540, 552, 558, 561, 563-564, 568, 592.

INZERILLO Salvatore, 64-66, 68, 74-77, 476-477.

IZZO, Angelo, 473.

JEAN-PAUL II, 133, 136, 198-199, 373-377, 611, 616.

LA BARBERA, Arnaldo, 486, 490.

LA BARBERA, Gioacchino, 480-481.

LA BARBERA, Salvatore, 44-45, 62.

LA LICATA, Francesco, 12, 29, 31, 62-63, 69, 77-78, 87-88, 101, 103, 106, 145, 153, 158-161, 165, 168-170, 172, 174-175, 177-180, 183, 206, 214, 225, 230, 234, 241-242, 245, 279, 302, 323, 328, 330, 335, 346-348, 351, 365, 382, 404, 407, 426, 430-431, 435, 471, 484, 488-489, 539, 541, 543, 546-547, 555, 558, 573, 576, 592, 594, 618.

LA TORRE, Franco, 12, 29, 95, 97, 296, 304, 313, 319, 333, 367, 405-406, 444-445, 452, 457, 506, 509-512, 521, 527, 586, 618.

LEGGIO, Luciano, 1, 43, 50, 57, 62, 65, 70-73, 77, 89.

LI MULI, Vincenzo, 23, 206, 237, 523.

LIMA, Salvo, 3, 32, 58, 60-63, 65-66, 68-69, 77-78, 87, 104, 157, 159-161, 180, 189-190, 192, 197, 276, 345, 473, 493, 558, 594, 606, 611.

LIVATINO, Rosario, 157, 180-181, 199, 218-219, 375-377, 617.

LO BIANCO, Giuseppe, 208, 416, 485, 488, 557.

LODATO, Saverio, 166, 224, 254, 328, 334-335, 339, 568, 591.

LOI, Emanuela, 23, 206, 237-239, 243-244, 523.

LUCENTINI, Umberto, 206-208, 211-213, 215-218, 220, 223, 225, 227, 232, 236, 245, 274, 283, 299, 328, 331-332, 338, 341, 349, 353, 367, 373, 389, 404, 407, 414, 456, 555, 557, 562, 609.

LUPO, Salvatore, 18-20, 44-45, 47, 49-50, 52-53, 59, 61, 65, 67-68, 76, 142, 199, 502, 530, 564, 600, 603, 605-607.

MANGANELLI, Antonio, 171, 425, 428.

MARCHESE, Giuseppe, 478, 480.

MARTELLI, Claudio, 157, 160, 181, 185, 194-195, 197, 227, 246, 251-252, 260, 297.

MATTARELLA, Piersanti, 61, 76-77, 82, 84, 100, 103-104, 106, 117, 128, 137-138, 149, 180, 189, 194-195, 295-296, 322, 378, 395, 470-474, 507-508, 524, 609.

MELI, Antonio, 177, 211, 224-225, 231, 351, 355, 366, 383, 540

MESSINA DENARO, Matteo, 480.

MICCICHÈ, Gianfranco, 509.

MONTANA, Giuseppe (Beppe), 172, 211, 232, 293, 425, 457, 486.

MONTI, Giommaria, 207, 225.

MONTI, Mario, 3321, 555, 557-558, 561.

MONTINARO, Antonio, 21, 157, 176.

MORI, Cesare, 51.

MORI, Mario, 207, 234.

MORO, Aldo, 79, 81-82, 85, 100, 108, 110, 120, 149, 351, 378, 472, 493, 503, 508, 573, 602.

MORVILLO, Francesca, 23, 162, 181, 186, 226, 340, 446, 549, 551, 554.

MUTOLO, Gaspare, 163, 233, 235-236, 355, 440, 474, 485, 490, 591.

NAPOLITANO, Giorgio, 235, 247-248, 269, 321, 380, 384, 549, 551-552, 556-557, 560-563, 614.

NARRACCI, Lorenzo, 490-491.

ORLANDO, Leoluca, 130, 149-150, 161-162, 173, 175-176, 180-181, 186, 221, 253, 270, 273, 513, 548, 551.

PADOVANI, Marcelle, 29, 31, 71, 165, 184, 228, 328, 337, 341, 364, 388, 409, 564, 594, 610, 618.

PAPPALARDO, Salvatore, 2, 29, 124, 129-139, 187, 198-200, 258, 262, 374, 616.

PARISI, Vincenzo, 97, 252-253, 256-257, 260, 280.

PERTINI, Sandro, 98-99, 123, 125, 138, 152, 613, 616.

PEZZINO, Paolo, 18-19, 574, 580, 585, 600-601, 605-606.

PISANU, Giuseppe, 491, 521, 613, 624.

PROVENZANO, Bernardo, 50, 63, 70-75, 77-78, 136, 161-162, 206, 234-235, 472, 478, 481, 489, 533, 546, 565, 592-594, 605.

PUGLISI, don Pino, 137-138, 142, 208, 272, 292, 374, 376-378, 387, 444, 591, 607, 609.

REINA, Michele, 59, 76-77, 103, 149, 180, 471, 473, 507.

RICCOBONO, Rosario, 235, 472, 476-477, 490.

RIINA, Salvatore, 1, 50, 62-63, 70-72, 74, 77-78, 158, 161-163, 183, 188, 206, 208, 222, 233-234, 236, 472, 478, 480-481, 483-485, 489, 540-541, 543, 546, 558, 565, 604.

RIZZA, Sandra, 208, 416, 485, 488, 557.

SAETTA, Antonino, 157, 180, 218-219.

SALVO, Ignazio, 76, 161.

SALVO, Nino, 64-65, 174.

SANTAPAOLA, Benedetto , 74, 76-77, 86, 478, 481.

SANTINO, Umberto, 20-21, 47, 129-131, 137, 141-142, 144-145, 223, 272-273, 277-278, 304, 316, 324, 480, 566-567, 573, 584-586, 600, 604, 606-607, 609.

SCALFARO, Oscar Luigi, 59, 153, 162, 188-190, 192-194, 202, 246-247, 251, 256-258, 260-262, 271-272, 280-281, 283, 314, 393, 531, 601.

SCARANTINO, Vincenzo, 206, 208, 486-488, 490, 605.

SCARPINATO, Roberto, 219, 368, 539-540, 564-568, 592.

SCHIFANI, Rosaria, 258, 270, 277, 293, 611.

SCHIFANI, Vito, 23, 162, 181, 197, 199, 523.

SCIASCIA, Leonardo, 7, 43, 89, 110, 208, 221-222, 230, 347, 500-501, 573, 602.

SETTI CARRARO, Emanuela, 2, 22, 76, 107, 117, 119-122, 124, 134, 186, 311, 378, 412, 446, 616.

SIINO, Angelo, 136, 479, 482.

SPADOLINI, Giovanni, 98, 100, 103, 110-112, 116, 120-123, 127, 152, 194-195, 197, 248, 350, 390-391, 613.

SPATOLA, Rosario, 66, 169, 217, 219, 225.

SPATUZZA, Gaspare, 7, 78, 164, 208-209, 301, 481, 483, 485, 488-490, 494, 591.

TERESI, Vittorio, 254, 453-454, 495.

TERRANOVA, Cesare, 45, 76, 82, 130-131, 169, 292, 295, 310, 322, 514, 561.

TESCAROLI, Luca, 163, 166, 480, 483-484, 495, 537, 613.

TINEBRA, Giovanni, 230, 486-487.

TORREALTA, Maurizio, 12, 208-209, 480, 485.

TRAINA, Claudio, 23, 206, 237-239, 523.

VELTRONI, Walter, 268, 319, 520-521.

VIOLANTE, Luciano, 84, 175, 510, 517, 531, 536-537, 541-542, 593.

ZACCO LA TORRE, Giuseppina, 293, 305, 446, 474.

ZINGALES, Leone, 166, 208, 219, 404-405, 409, 430-431, 441, 448, 450-451.

Annexes

Table des matières

Chapitre 1 7

Carte n°1 : Carte de la Sicile 8

Carte n°2 : Carte de la province de Palerme 8

Carte n°3 : Carte des quartiers de Palerme 9

Fig. 1 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat du 1er juillet 1963 (Massacre de Ciaculli) 9

Fig. 2 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 5 et 6 mai 1971 (Assassinat de Scaglione) 10

Fig. 3 : Séances de la Chambre et du Sénat des 25 et 26 septembre 1979 (Assassinat de Terranova) 10

GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011, p. 58. 11

GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia,* Turin, Einaudi, 2011, p. 59. 12

Fig. 4 : Séances à la Chambre des députés des 7 et 8 janvier 1980 (Assassinat de Mattarella) 13

Fig. 5 : Séance au Sénat du 7 août 1980 (Assassinat de Costa) 13

Fig. 6 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 4 et 5 septembre 1982 (Assassinat de dalla Chiesa) 14

Fig. 7 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 25 et 26 janvier 1983 (Assassinat de Ciaccio Montalto) 14

Unes de *L'Ora* : 17 août 1982 & 26 août 1982. 15

Chapitre 2 17

Télégramme de Sandro Pertini à Nilde Jotti, présidente de la Chambre des députés. 18

Télégramme de Nilde Jotti à Enrico Berlinguer, APC 0513 2652, Institut Gramsci de Rome 18

L'Ora, 1er mai 1982, p. 1. 19

Il Giornale di Sicilia, 1er mai 1982, p. 1. 20

Interview du général dalla Chiesa : *Repubblica*, 10 août 1982 21

Interview du général dalla Chiesa : *Repubblica*, 10 août 1982 22

Interview du général dalla Chiesa : *Repubblica*, 10 août 1982 23

Giornale d'Italia, 4 septembre 1982, p. 1. 24

Il Popolo, 4 septembre 1982, p. 1. 25

Giornale di Sicilia, 4 septembre 1982, p. 1. 26

L'Ora, 4 septembre 1982, p. 1. 27

L'Unità, 4 septembre 1982, p. 1. 28

Chapitre 3 29

Repubblica, 24 mai 1992, p. 2-3. 30

Il Tempo, 24 mai 1992, p. 1. 31

Repubblica, 24 mai 1992, p. 1. 32

Corriere della Sera, 24 mai 1992, p. 1. 33

Il Popolo, 24 mai 1992, p. 1. 34

Giornale di Sicilia, 24 mai 1992, p. 1. 35

L'Unità, 24 mai 1992, p. 1. 36

Fig. 8 : Séances à la Chambre et au Sénat des 26, 27 et 28 septembre 1988 (Assassinat Saetta) 37

Fig. 9 : Séances à la Chambre et au Sénat du 25 septembre 1990 (Assassinat Livatino) 37

Fig. 10 : Séance à la Chambre du 12 mars 1992 et audition du ministre de l'Intérieur Vincenzo Scotti (DC) devant la Commission parlementaire antimafia le 17 mars 1992 (Assassinat Lima) 38

Fig. 11 : Séance à la Chambre du 25 mai 1992 (Assassinat Falcone) 38

Chapitre 4 39

Discours prononcé le 23 juin 1992 par Paolo Borsellino en mémoire de Giovanni Falcone, extrait de BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà. Scritti su verità, giustizia e impegno civile*, Milan, Rizzoli, 2011, p. 220-223. 40

Photos n°1 et n°2, tirées du recueil photographique *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, publié en supplément par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 228-231 41

Discours prononcé le 25 juin 1992 par Paolo Borsellino. 42

Il Tempo, 20 juillet 1992, p. 1. 46

La Stampa, 20 juillet 1992, p. 1. 47

Il Corriere della Sera, 20 juillet 1992, p. 1. 48

L'Unità, 20 juillet 1992, p. 1. 49

Il Giornale di Sicilia, 20 juillet 1992, p. 1. 50

Repubblica, 21 juillet 1992, p. 1. 51

Il Popolo, 21 juillet 1992, p. 1. 52

Dessin satirique publié dans *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 1. 53

Dessin satirique publié dans *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 1. 53

Fig. 12 : Séance à la Chambre du 20 juillet 1992 (Assassinat Borsellino) 53

L'Unità, 23 juillet 1992, p. 3. 54

Chapitre 5 55

Photos de la mobilisation civile : 56

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 8 56

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 9 57

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 3 58

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 5 59

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 7 60

Chapitre 6 61

Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à Montecitorio le 12 avril 2012. 62

Grille d'observation du départ de la Nave della legalità de Civitavecchia le 22 mai 2012. 67

Chapitre 7 69

Photo n°6 : stèle commémorant les victimes du massacre de via d'Amelio. 70

Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino au Palais de justice de Palerme, réalisée le 19 juillet 2012. 70

Photographies de la commémoration au Palais de Justice le 19 juillet 2012 . 75

Grille d'observation de la messe à la basilique San Domenico à Palerme, réalisée le 18 juillet 2012. 76

Grille d'observation de la commémoration religieuse du général dalla Chiesa. 77

Photographies de la messe organisée à Milan le 3 septembre 2012 . 79

Grille d'observation de la dépose de gerbes au monument des carabiniers de Milan, réalisées le 3 septembre 2012. 80

Photographies de la dépose de gerbes le 3 septembre 2012. 82

Grille d'observation du départ du *Memorial Day* à Lyon, le 14 mai 2012. 83

Grille d'observation de la cérémonie au Sanctuaire de la police à Rome, le 22 mai 2012. 86

Grille d'observation de la commémoration dans l'*Aula bunker* à Palerme, le 23 mai 2012. 88

Photographies de la commémoration dans l'*Aula bunker*. 91

Photographies de la manifestation du 23 mai 2012 à Palerme. 92

Chapitre 8 95

Doc. n°1 & 2 : planches extraites de GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano*, Turin, Einaudi, p. 4. 96

Doc. n°1 & 2 : planches extraites de GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano*, Turin, Einaudi, p. 5. 97

Doc. n°6 photographie de Borsellino extraite de *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, supplément publié par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 186-187 . 98

Doc. n°7-8-9 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, Padoue, Becco Giallo, 2012, p. 59-61 . 99

Doc. n°10 : planche extraite de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit*., p. 13. 100

BUTTITTA Ignazio, *Lamentu ppi la morti di Turiddu Carnevali*, 1956. 101

Doc. 11 & 12 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit,* p. 14. 108

Doc. 11 & 12 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit,* p. 15. 109

Doc. 13 & 14 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit*, p. 34-35. 110

« Radici per il futuro » : manifeste du projet unissant l'*Istituto Cervi à Libera*. *111*

Chapitre 9 117

Fig. 13 : Histogramme synthétisant la présence des photos. 118

Fig. 14 : *Pio La Torre. Ricordi di una vita pubblica e privata* (2007) victime 118

Fig. 16 : *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia* (2009) victime 118

Fig. 15 : *Pio La Torre. Ricordi di una vita pubblica e privata* (2007) contexte 118

Fig. 17 : *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia* (2009) contexte 118

Fig. 18 : *Pio La Torre* (2012) victime. 119

Fig. 20 : *In nome del popolo italiano* (1997) victime. 119

Fig. 22 : *Giovanni Falcone, un uomo normale* (2007) victime. 119

Fig. 19 : *Pio La Torre* (2012) contexte 119

Fig. 21 : *In nome del popolo italiano* (1997) contexte 119

Fig. 23 : *Giovanni Falcone, un uomo normale* (2007) contexte 119

Photos n°9 & 10 : pages de photos de Falcone extraites de ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit*., p. 89-90 . 120

Fig. 24 : Chi ha paura muore ogni giorno (2008) victime. 121

Fig. 26 : Visti da vicino (2012) – Falcone – victime. 121

Fig. 25 : Chi ha paura muore ogni giorno (2008) contexte. 121

Fig. 27 : Visti da vicino (2012) – Falcone – contexte. 121

Photo n° 11 : photo de Falcone et Borsellino extraite de VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit*., p. 95 . 122

Photo n°12 : photo de Falcone extraite de VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit*., p. 87 . 122

Fig. 28 : *Paolo Borsellino una vita contro la mafia* (2005) victime 123
Fig. 30 : *Io ricordo* (2012) victime 123
Fig. 29 : *Paolo Borsellino una vita contro la mafia* (2005) contexte 123
Fig. 31 : *Io ricordo* (2012) contexte 123
« L'album privato di un eroe normale », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2007, p. 3. 124
Fig. 32 : *Ti racconterò tutte le storie che potrò* (2013) victime. 125
Fig. 34 : *Visti da vicino* (2012) – Borsellino – victime. 125
Fig. 36 : Histogramme de synthèse. 125
Fig. 33 : *Ti racconterò tutte le storie che potrò* (2013) contexte. 125
Fig. 35 : *Visti da vicino* (2012) – Borsellino – contexte. 125
Fig. 37 : Histogramme de synthèse des représentations des victimes. 126
Fig. 38 : Histogramme de synthèse de contexte de prise des photographies. 126
Doc. n° 15 & 16 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit*., p. 23. 127
Doc. n° 15 & 16 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit*., p. 24. 128
Doc. n°17 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone, op. cit*., p. 37. 129
Doc. n°21 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit*., p. 63. 130
Doc. n°22-23 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, *op. cit*., p. 86-87. 131
Doc. n°24-25 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit*., p. 66-67. 131

Chapitre 10 133

PISANU Giuseppe, *I grandi delitti e le stragi di mafia del '92-'93*, Atti della commissione parlamentare di inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni criminali, anche straniere, 30 juin 2010 134

Chapitre 11 149

Communiqué du PCI du 30 avril 1982, APC 0508 2013. 150
Communiqué de la Direction centrale du PCI, 5 mai 1982, APC 0508 2016. 151
Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à l'ARS, le 27 avril 2012. 152

Chapitre 12 157

Lettre de Roberto Scarpinato à Paolo Borsellino (19 juillet 2012) 158
Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino via d'Amelio le 19 juillet 2012. 161
Photographies de la commémoration via d'Amelio 165

Entretiens réalisés 169

Entretien avec Umberto Di Maggio, réalisé à Palerme le 28 janvier 2010. 170
Entretien avec Francesco La Licata, réalisé à Rome le 6 juillet 2011. 177
Entretien avec Giovanni Pagano, réalisé à Palerme le 27 avril 2012 197
Entretien avec Massimo Denarier, réalisé à bord du « Navire de la légalité » le 24 mai 2012. 204
Entretien avec Maria Falcone, réalisé à Palerme le 17 juillet 2012 209
Entretien avec Nando dalla Chiesa, réalisé à Milan le 4 septembre 2012 213
Entretien avec Franco La Torre, réalisé à Rome le 5 septembre 2012. 220
Entretien avec Marcelle Padovani, réalisé à Rome le 6 septembre 2012. 228
Entretien avec Rita Borsellino, réalisé à Bruxelles le 22 janvier 2014 234

Chapitre 1



Carte n°1 : Carte de la Sicile



Carte n°2 : Carte de la province de Palerme



Carte n°3 : Carte des quartiers de Palerme

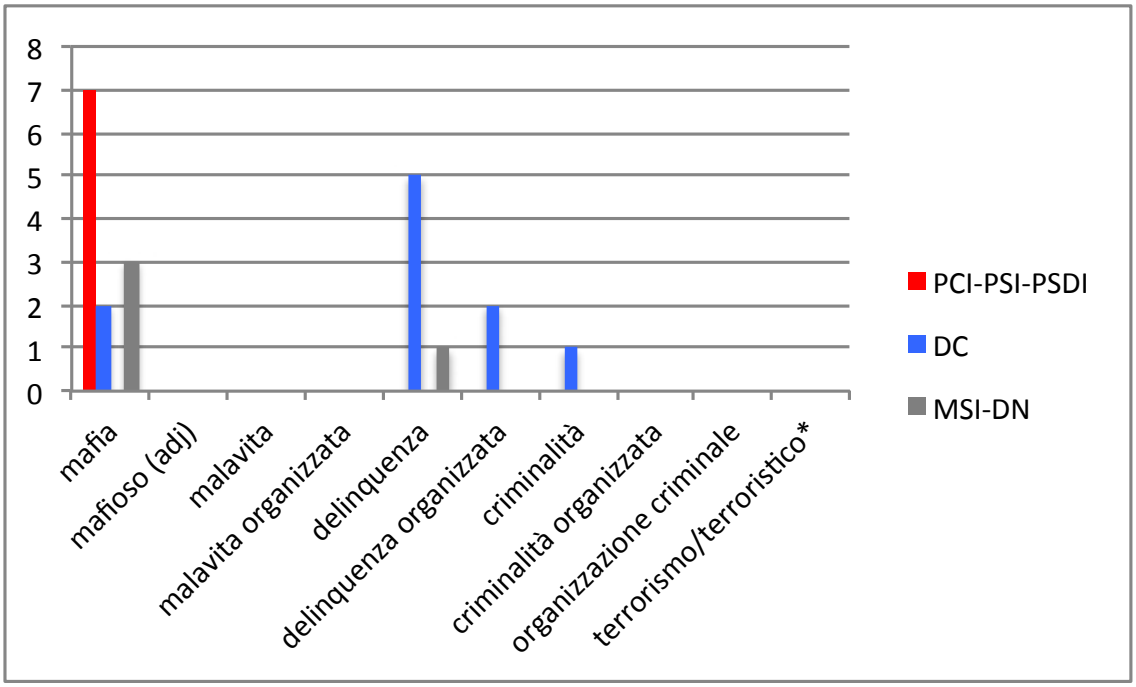


Fig. 1 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat du 1er juillet 1963 (Massacre de Ciaculli)

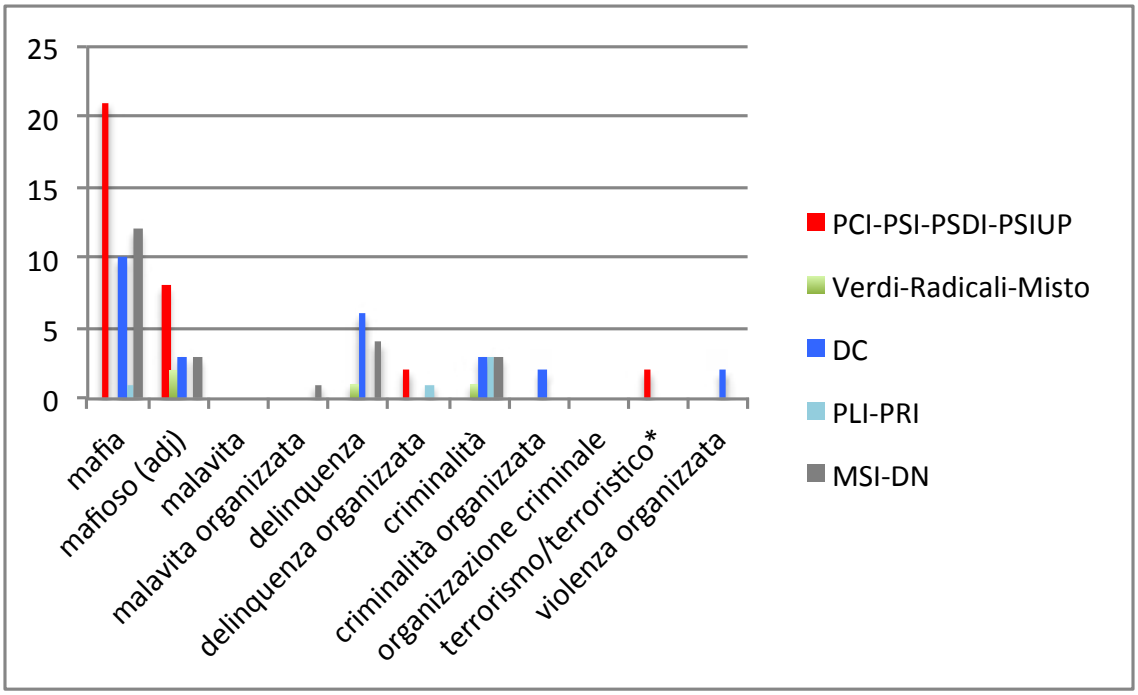


Fig. 2 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 5 et 6 mai 1971
(Assassinat de Scaglione)

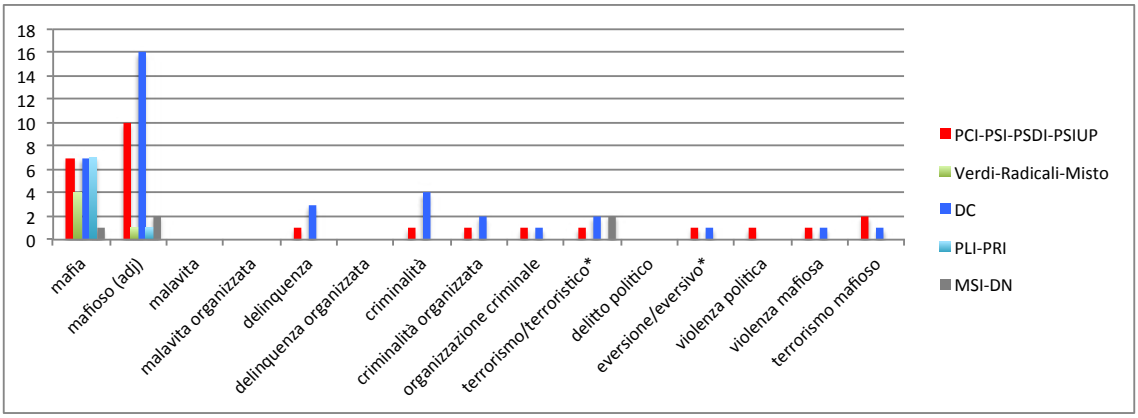


Fig. 3 : Séances de la Chambre et du Sénat des 25 et 26 septembre 1979
(Assassinat de Terranova)



GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia*, Turin, Einaudi, 2011, p. 58.



GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano. Storia del pool antimafia,* Turin, Einaudi, 2011, p. 59.

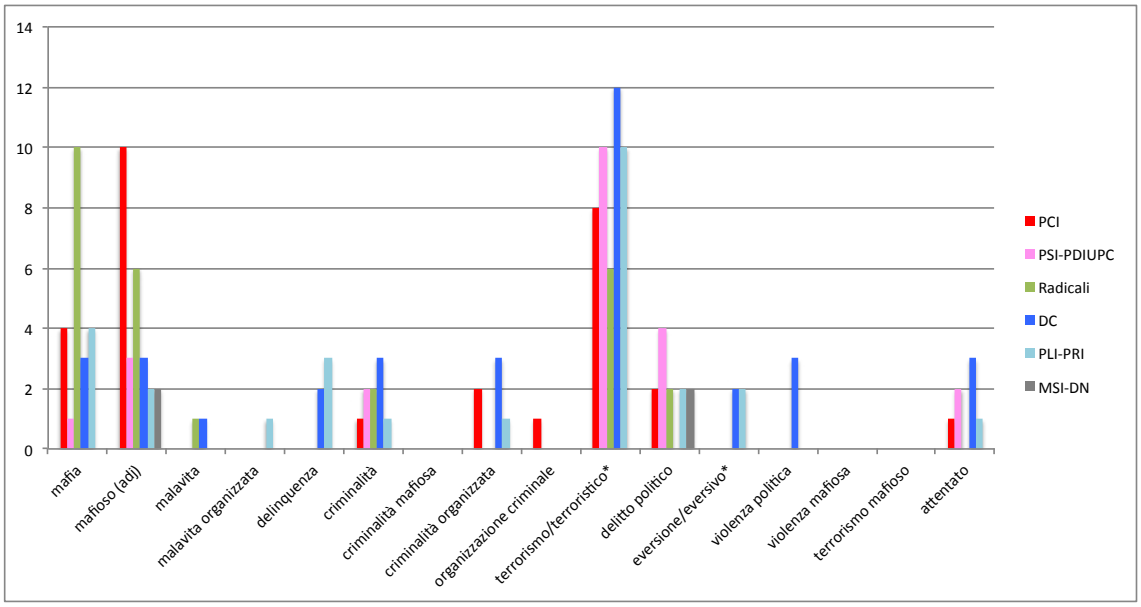


Fig. 4 : Séances à la Chambre des députés des 7 et 8 janvier 1980 (Assassinat de Mattarella)

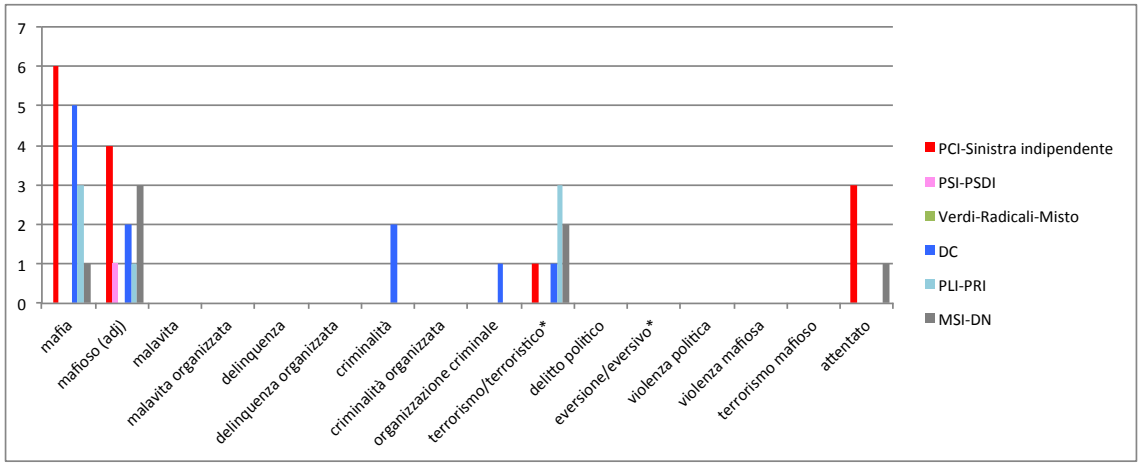


Fig. 5 : Séance au Sénat du 7 août 1980 (Assassinat de Costa)

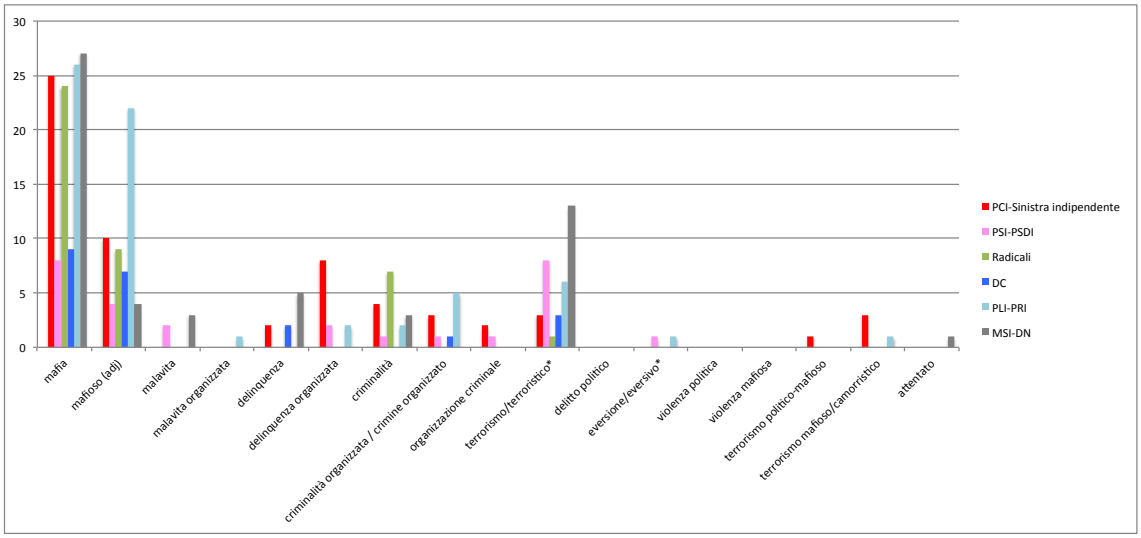


Fig. 6 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 4 et 5 septembre 1982 (Assassinat de dalla Chiesa)

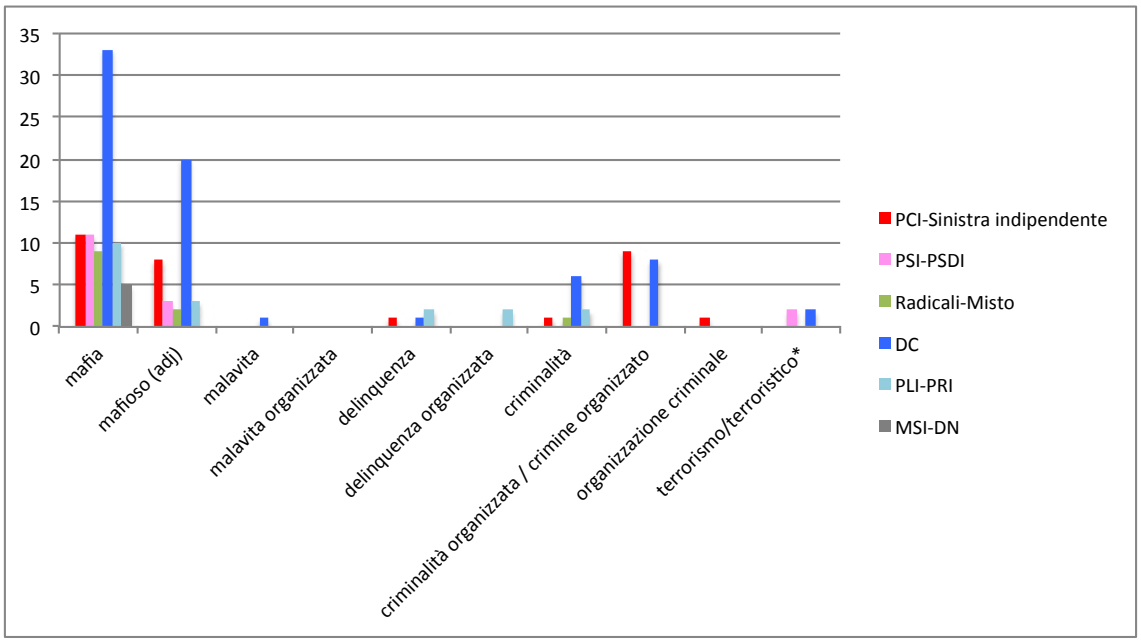


Fig. 7 : Séances à la Chambre des députés et au Sénat des 25 et 26 janvier 1983 (Assassinat de Ciaccio Montalto)



L'ORA

KUWAIT AIRWAYS
Una prova che devi ai tuoi affari.

Quattro giorni di calma, poi, ieri sera nel «triangolo»... 95°

LA MORTE E' ARRIVATA IN TERRAZZA

Pietro Mandalà, agricoltore di 56 anni, è stato raggiunto da due colpi di fucile nella sua casa a Portella di Mare mentre prendeva il fresco. A Villabate intanto è "saltata" la festa del patrono per la morte dei due Di Peri. Sono un centinaio i CC 'in prestito'

LA CHIESA SCENDE IN CAMPO

"Non potevamo restare, come cristiani, in un silenzio che favorisce gli assassini" dice il Vicario del Cardinale a Bagheria. "Credo che la Dc tradisce la sua matrice cristiana perché non fa isolare gli uomini compromessi"

TANTI GIOCHI SU DALLA CHIESA

Perché il ministro Rognoni ribadisce il suo no a poteri di coordinamento antimafia per il Prefetto di Palermo. Voci (vere o strumentali) di un passaggio di Dalla Chiesa alla politica

• NELLE PAGINE 4 E 5 I SERVIZI

Oggi incontri decisivi: Sindacati e Confindustria

SPADOLINI prepara il governo (meno ministeri)

LAMA «Politica di rigore ma uguale per tutti»

• A PAGINA 2

NELLE PAGINE INTERNE

■ SUPERMULTE scattate a Palermo: a Ferragosto ne sono fioccate ben 528 ■ CHIUDE il bar del Viale: licenziati i dipendenti ■ VENDITTI a Bagheria domani: chi vuol suonare con lui? Gli aspiranti musicisti invitati a partecipare ■ MONTESANO, popolare attaccante rosanero, intervistato da Michele Perriera

Totocalcio
Riapre domenica
la fabbrica dei sogni

Palermo la città che ha battuto il record delle giocate. Caccia al 13 con Renna. Oggi abbraccio dei tifosi con la squadra rosanero

• IN TERZA E NELLO SPORT

DROGANO 2 TURISTI POI LI RAPINANO

E' accaduto alla stazione ferroviaria di Messina. La droga era nel succo di frutta

• A PAGINA 3

GIGLIO boutique
GIGLIO baby
GIGLIO IN
SCONTI 30%-50%

L'ORA

INTERVISTA / PAROLA DI ODORIZZI
Ce la faremo ad andare in A

• A PAGINA 15

La morte ha fatto

Tra arroganza e impotenza

GIUDITASI in famiglia la [illegible] festiva di ferragosto, la mafia è tornata al lavoro rinfoderati [illegible] sua escalation di massacri. Con l'assassinio di stamattina alla Guadagna, si è raggiunto il record [illegible] di cento in meno di otto mesi. Al confronto gli anni ruggenti dei Greco e dei La Barbera cominciano a diventare cronaca nera modesta, e persino la Chicago della famosa notte di San Valentino sembra aver ceduto il passo a questa terrificante [illegible] del '82.

Che dire? C'è ormai anche un'inflazione delle parole. Tante ripetute e logore sono diventate quelle in uso: sempre meno adeguate e adeguate alla dimensione degli eventi. Vale la pena, semmai, di osservare ancora una volta che l'escalation dei massacri si è intensificata proprio negli ultimissimi mesi, in paradossale coincidenza con la vendita di Dalla Chiesa. Ma il paradosso è solo apparente. Si era detto dapprima: [illegible] offensiva di ferocia e di morte [illegible] essere anche una prova di for-

V.N.

(continua a pag. 5)

• E' «caduto» stamattina alla Guadagna un rapinatore parente di mafiosi

• Ucciso in trasferta a Bologna sopravvissuto del «triangolo della morte»

• A PAG. 4 E 5 I SERVIZI

Emergenza per i prezzi: è fallito il «baluardo» del governo

• A PAGINA 2

PALERMO / ACCERTAMENTI IN CORSO
Sospetto di truffa per 15 medici dalla ricetta facile

Saranno tutti deferiti alla Commissione di disciplina • A PAG. 5

Unes de *L'Ora* : 17 août 1982 & 26 août 1982.

Chapitre 2

MESSAGGIO DI PERTINI A ON. JOTTI =

(ASC) - ROMA, 30 APR - IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA HA INVIATO AL PRESIDENTE DELLA CAMERA DEI DEPUTATI, ON. LEONILDE JOTTI, IL SEGUENTE TELEGRAMMA: ''LA NOTIZIA DEL VILE ATTENTATO IN CUI E' RIMASTO VITTIMA L'ON. PIO LA TORRE MI HA PROFONDAMENTE ADDOLORATO. E' UN GRAVISSIMO ATTACCO AL PARLAMENTO ITALIANO E ALLE ISTITUZIONI DEMOCRATICHE. LA PREGO DI VOLERSI RENDERE INTERPRETE PRESSO L'ASSEMBLEA DI MONTECITORIO DEI COMMOSSI SENTIMENTI DI PARTECIPE CORDOGLIO DEL POPOLO ITALIANO E MIEI PERSONALI PER LA PERDITA DELL'ILLUSTRE PARLAMENTARE E CARO AMICO, DI CUI RICORDO L'ALTO CONTRIBUTO RESO PER IL PROGRESSO CIVILE E DEMOCRATICO DELLA SICILIA E DEL MEZZOGIORNO D'ITALIA''.
IL CAPO DELLO STATO HA INVIATO ANCHE AL SEGRETARIO DEL PCI, ON. ENRICO BERLINGUER, UN MESSAGGIO DI CORDOGLIO NEL QUALE RICORDA CON COMMOZIONE PIO LA TORRE ''COME COMBATTENTE PER IL RISCATTO DEL MEZZOGIORNO D'ITALIA E FIERO AVVERSARIO DELLA CRIMINALITA' MAFIOSA'' ED ESPRIME ''VIVA SOLIDARIETA' AL PCI PER QUESTO GRAVISSIMO LUTTO''.
CS/GM/DF
301316 APR 82

Télégramme de Sandro Pertini à Nilde Jotti, présidente de la Chambre des députés.

0513 2652

ZCZC RXH754 RMCA024 21312
03186 ROMACAMERA 211/192 30 1200

ON. ENRICO BERLINGUER
SEGRETARIO GENERALE P.C.I.
VIA BOTTEGHE OSCURE 745
00186 ROMA

IL BARBARO ASSASSINIO DI PIO LA TORRE,
UOMO PURO E DI INCONTAMINATO FERVORE, COLPISCE
PROFONDAMENTE, CON TUTTE LE FORZE DEMOCRATICHE,
LA CAMERA DEI DEPUTATI A NOME DELLA QUALE
RIVOLGO A TE E AL PARTITO LE NOSTRE PROFONDE
CONDOGLIANZE.
LA SUA VITA DI PRESTIGIOSO DIRIGENTE DEL MOVIMENTO
OPERAIO E CONTADINO, DI ANIMATORE INSTANCABILE
DELLE LOTTE DEL POPOLO SICILIANO PER IL RISCATTO
DEL MEZZOGIORNO; LA SUA INTRANSIGENTE BATTAGLIA
CONTRO LA MAFIA ED IL TERRORISMO, IL SUO
CONTRIBUTO APPASSIONATO E INTELLIGENTE AL LAVORO
PARLAMENTARE NE FACEVANO UNA FIGURA EMINENTE
NELLE VICENDE POLITICHE E SOCIALI DEL NOSTRO PAESE.
IL SUO ASSASSINIO E' TANTO PIU' ABOMINEVOLE PERCHE'
IN PIO LA TORRE SI E' VOLUTO COLPIRE UN SIMBOLO DI
QUELLE FORZE CHE CON PIU' COERENZA COMBATTONO LA
BATTAGLIA DEL RINNOVAMENTO E DELLO SVILUPPO
DEL MEZZOGIORNO.
IL PAESE NON PUO' ASSISTERE, SENZA REAGIRE CON LA
MASSIMA FERMEZZA, A QUESTA SPAVENTOSA RRIPRESA DI
CRIMINALITA' TERRORISTICA; ED IL PARLAMENTO,
DI FRONTE ALLA TRAGICA SCOMPARSA DI UNO DEI SUOI
MEMBRI MIGLIORI, DOVRA' TROVARE MOTIVI DI UNITA'
E DI CAPACITA' DI INIZIATIVA NELLA DIFESA
DELL'ORDINE REPUBBLICANO E DELLO STATO DEMOCRATICO.
NILDE IOTTI

Télégramme de Nilde Jotti à Enrico Berlinguer, APC 0513 2652, Institut Gramsci de Rome



L'ORA

ANNO LXXXIII - N. 98
SABATO 1/5/1982

Spedizione in abb. postale Gr. 1/70

L. 400

IL MORTALE AGGUATO DI IERI

Hanno ucciso La Torre perché...

ISTITUTO GRAMSCI SICILIANO PALERMO BIBLIOTECA

HANNO PAURA!

Qual è la posta in gioco

L'HANNO assassinato non solo per colpire un simbolo: il Pci di cui è stato dirigente prestigioso, il Parlamento e la Repubblica che rappresentava e serviva con esemplare dignità. No, i mandanti del suo assassinio non sono gente che si limita alla simbologia. Hanno assassinato La Torre quale leader di un gruppo dirigente — quello dei comunisti siciliani — che aveva posto a base del suo programma politico un duplice compito primario. Il compito di alzare il tiro nella lotta alla criminalità mafiosa e quello di impegnarsi in una campagna di popolo per la pace, contro l'istallazione dei missili a Comiso. Due obiettivi, si badi, che La Torre considerava strettamente connessi, convinto com'era che la costruzione della base missilistica in Sicilia avrebbe avuto fra le altre conseguenze quella di rafforzare la mafia, fornendole un nuovo pascolo di affari e un nuovo intreccio di intrighi e protezioni anche internazionali.

Noi non sappiamo se si riuscirà a dare un nome preciso ai mandanti e ad identificare il volto dei sicari. Sappiamo però che ad illuminare maggiormente la matrice e il contesto politico dell'assassinio non mancano certe circostanze abbastanza individuabili. Anzitutto l'esponente comunista, che appena pochi mesi fa era tornato in Sicilia con l'incarico di guidare il suo partito in questa cruciale stagione della vita siciliana, era un dirigente popolare che, cresciuto alla scuola di Li Causi e nel fuoco di lotte rimaste memorabili, aveva fatto dell'intransigenza contro la mafia e le sue collusioni politiche una ragione fondamentale della sua milizia.

Ma c'è di più: proprio La Torre è stato uno dei maggiori protagonisti della Commissione parlamentare anti-mafia, dove si era battuto fino all'ultimo giorno dei lavori perché la Repubblica usasse tutti i suoi poteri per debellare questo cancro della nostra isola.

Così come è stato La Torre l'esponente politico siciliano che appena alcune settimane fa guidò la delegazione del suo partito re-

L'ORA

(Continua in seconda pag.)

Due immagini nella Federazione del Pci di Corso Calatafimi. Sopra: il segretario nazionale Enrico Berlinguer con Giuseppina La Torre, moglie dell'onorevole assassinato. Sotto: Rita Bartoli Costa e Giovanna Terranova vedove dei due magistrati uccisi dalla mafia confortano Rosa Di Salvo, moglie dell'autista di La Torre

- Alle 10 in piazza Politeama parla Lama
- Berlinguer: è un delitto politico. La Torre sapeva i rischi che correva
- Da oggi Dalla Chiesa è Prefetto di Palermo. Si parla di ampliare i suoi poteri
- Domani i funerali alla presenza di Pertini e di Spadolini
- La dinamica dell'agguato e le prime ipotesi

• NELL'INTERNO 10 PAGINE

L'Ora, 1er mai 1982, p. 1.

IN ESCLUSIVA LE COLLEZIONI DI Gianni Versace PIAZZA CROCI, 9 - PALERMO

Sped. abb. post. Gr. 1

GIORNALE DI SICILIA

Anno CXXII - N. 106 - Lire QUATTROCENTO

Fondatore: GIROLAMO ARDIZZONE

PALERMO — Sabato 1 maggio 1982

Vincenzo Albano
firma la tua eleganza
Jacks
Via Roma, 222
Via Ruggero Settimo, 77
Palermo

G101-834

Palermo. L'agguato al segretario regionale del Pci e al suo autista

Ucciso Pio La Torre

Il generale Dalla Chiesa assume la lotta antimafia

Morte di un galantuomo

Saranno gli anni che uno si sperta addosso, saranno gli amari fatti di questo paese che il cronista politico ha conosciuto e in è sforzato di analizzare, sarà il disincanto che questo mestiere alla fine comporta nei confronti di uomini e discorsi: ecco che alla fine è come se dentro s'installasse un radar per distinguere una persona da un'fantasma, un uomo vero dai tanti fasulli, un uomo sincero dai tanti bugiardi, un uomo a testa alta rispetto ai tanti che strisciano, uno che parla dove gli altri tacciono, che nomina le cose, che dice mafia dove altri giocano con le parole, uno che ti guarda negli occhi, e alla sua età non giovane i suoi occhi ridono ancora di intelligenza, di arguzia, ma soprattutto di buona e schietta volontà. Ecco il Pio La Torre che ho conosciuto, un galantuomo, se ancora nella nostra Italia si può usare questa vecchia parola senza timore di dare scandalo.

Una conoscenza non di pochi mesi o di pochi anni, forse un'amicizia se tale è un rapporto basato sull'istintiva intesa sulle cose per le quali ha un senso non morabile fare l'uomo politico o occuparsi di politica dal versante dei giornalismo, un intesa che incontrava anche divisioni profonde; ma non irreparabili perché la questione decisiva era la scelta di campo generale, quella democratica, senza enfasi, senza parole inutilmente mussoliane, e la disponibilità di se stessi, un attitudine a spendere o a voler spendere bene quel poco o molto che in sorte ti è toccato come lavoro, come responsabilità, come scelta di non vivere nel proprio guscio, ma di stare dove si lotta e cose insieme, dove si ha un dialogo con gli altri.

Il Pci vanta una sua «diversità» proprio su questo terreno, ma vogliamo credere che esso non ritenga di avere un esclusiva. E Aldo Moro? E Piersanti Mattarella? E l'ingegner Taviercio? E Delocghino? E i magistrati, i giornalisti, gli agenti di polizia, i carabinieri, caduti sotto il piombo di un terrorismo che è sempre politico, avendo in tutti i suoi aspetti la volontà di piegare a fini particolari la volontà generale, ad annullare lo Stato come espressione dell'interesse collettivo, come certezza di diritti e di doveri, come garanzia di eguaglianza? Il delitto di mafia, di cui per immediata diffusa convinzione è stato vittima il segretario siciliano del Pci, ha come sua caratteristica specifica, mai smentita, il silenzio, l'omertà, l'inafferrabilità. La ricerca delle motivazioni oscilla sempre tra «il contesto», come diceva Leonardo Sciascia, e la sollecitazione specifica, un fatto apparentemente minore ma che l'interesse mafioso identifica come una minaccia al suo status nella società, in quella sommersa e in quella visibile.

Così oggi ci domandiamo se questo è un delitto con finalità di puro terrorismo, per agomentare e far arrestare quanti, in diversi luoghi di responsabilità, nel mondo politico, nella magistratura, nelle forze dell'ordine, nelle istituzioni dello Stato, sono impegnati in questa lunga e tremenda guerra contro il criminе organizzato. O se esso vuole essere esemplare come vendetta contro un'azione specifica che, muovendosi sul terreno dell'azione politica, legislativa, di governo, abbia intralciato specifici interessi mafiosi.

Della seconda ipotesi nulla sappiamo di preciso. Del «contesto» è più che facile individuare i contorni nelle notizie che questo giornale ha fornito ai suoi lettori, a cominciare dal deposito della sentenza istruttoria sugli affari di mafia che, sviluppando le conclusioni della commissione parlamentare antimafia, le aggiorna ai caratteri assunti ai nostri giorni dalla presenza mafiosa, e individua in termini ormai operativi gli strumenti di lotta contro la mafia. Continuando, poi, con le indagini sviluppate dalla Guardia di Finanza sulle diramazioni economiche e imprenditoriali della moderna mafia, sulle evasioni fiscali, sulla formazione di gruppi di pressione molto più sofisticati di quelli che agivano negli anni sessanta per la conquista degli appalti nell'edilizia. Per finire con le decisioni del presidente del Consiglio Spadolini e del ministro dell'Interno Rognoni, oltre alle iniziative del ministro delle Finanze Formica sul segreto bancario, che concretizzandosi nella nomina del generale Carlo Alberto dalla Chiesa a prefetto di Palermo, hanno trovato il braccio di comando della legge in grado di dare uno shocco all'immensa mole di lavoro duro e pericoloso svolto durante anni dai magistrati, dalle polizie, dall'opinione democratica per precisare in quali punti la corazza della resistenza mafiosa può essere perforata.

E tuttavia quanto è valida questa interpretazione? Il governo arretrerà Pilati sui propositi? Le forze politiche si ritireranno sparse dalla sfida contro la mafia? Il generale Dalla Chiesa sarà spinto al di sotto del livello di un uomo d'onore, leale servitore dello Stato? O invece, come lo sdegno, la mobilitazione popolare, la convergenza di intenti politici di queste ore lasciano sperare, la volontà e l'impegno si faranno più decisi e determinanti? Se amassimo la retorica, diremmo che ci vuole un altro Vespro in quest'Isola. Più modestamente, ci aspettiamo che si facciano le cose da tanti anni attese e che si possono fare. Onorando così quel galantuomo siciliano che è stato Pio La Torre, il suo fedele accompagnatore Rosario Di Salvo e i tanti che prima di loro sono caduti sotto il piombo.

Fausto De Luca



PALERMO — I corpi di Pio La Torre e Rosario Di Salvo dopo l'agguato. Il segretario regionale del Pci ha un piede fuori dal finestrino dell'auto e la testa poggiata sulle ginocchia del suo autista-guardia del corpo

Alle pagine 2, 3 e 4

La vita di un vecchio leader gran protagonista del nuovo Pci
DI GIOVANNI PEPI

L'autista Rosario Di Salvo girava armato da sei mesi
DI SALVATORE SCIMÈ

La città ieri si è fermata con un brivido di orrore
DI ANSELMO CALACIURA

Berlinguer: «Il vuoto è grande ma sarà coperto da tutti noi»
DI FELICE CAVALLARO

Lama: «Per il sindacato è un primo maggio di lutto»

Il ministro Rognoni
«Un comitato di ordine pubblico interregionale»

PALERMO — Seguito da un piccolo corteo di auto della polizia, il taxi è entrato nel giardino di villa Whitaker fermandosi davanti all'ingresso principale. Erano le 19,20 di ieri sera. Decine di mani si sono precipitate ad aprire lo sportello posteriore della macchina dalla quale è sceso un signore distinto e corpulento con gli occhiali ed una cartella sotto braccio. È avvenuto in questo modo tanto imprevedibile e scarsamente protocollare l'insediamento del generale Carlo Alberto Dalla Chiesa al vertice della prefettura di Palermo. La mitrifestazione della macchina rientra nello stile del personaggio ed è d più significativo biglietto di visita del nuovo superprefetto.

Dalla Chiesa ha attraversato a passo svelto il corridoio del primo piano, ha distribuito sorrisi e strette di mano a circondare e si è infilato nel salone dove il ministro degli Interni, Virginio Rognoni, stava presiedendo un vertice con il capo della polizia, Coronas, con il questore Nino Mendolia, con il generale dei carabinieri Giuseppe Siracusano, comandante della divisione «Ogaden» di Napoli, con il generale Pasquale Mazzoo, comandante della brigata carabinieri, di Palermo, con il colonnello Francesco Valentini, comandante del gruppo carabinieri, e con il procuratore capo Vincenzo Pajno, reduce da un altro summit che poco prima si era svolto a Palazzo d'Orleans.

Prima di Dalla Chiesa erano giunti il segretario nazionale del Pci, Berlinguer, il responsabile della sezione problemi dello stato del partito, Ugo Pecchioli, e il sindaco di Bologna, Renato Zangheri, che oggi avrebbe dovuto partecipare con La Torre alla manifestazione di Portella delle Ginestre.

Il colloquio del ministro e degli inquirenti con i vertici del Pci si è protratto per pochi minuti.

Berlinguer non ha voluto fare dichiarazioni ed è andato via proprio mentre Dalla Chiesa giungeva con sei giorni di anticipo rispetto alla data del suo insediamento ufficiale. L'ex generale era stato convocato nei suoi nuovi uffici dal presidente del Consiglio, Spadolini, ed era ripartito immediatamente a Palermo. Il colloquio con Spadolini è finito alle 15,30.

Franco Nicastro

continua in seconda

Ore 9,20, in via Generale Turba
Tempesta di colpi sull'auto La guardia del corpo spara prima di finire crivellata

PALERMO — Il potere mafioso rialza la testa. Dopo un periodo di stasi imposto dall'offensiva dell'apparato giudiziario e investigativo, che ha prodotto non pochi guasti in seno all'organizzazione delle cosche, dopo un lungo periodo in cui i clan sono stati impegnati in una lotta sanguinosa e senza quartiere per il predominio, adesso hanno alzato nuovamente il tiro, mirando ai personaggi pubblici e di prestigio.

Il massacro di ieri mattina, che è costato la vita all'on. Pio La Torre, segretario regionale del Partito comunista, e al suo autista Rosario Di Salvo, soggetta la ripresa dell'offensiva mafiosa contro lo Stato e i tentativi di intralciare il cammino di bande e potentati economici.

Un agguato, quello di ieri, che riporta alla memoria tragedie non ancora sopite dal tempo: il vicequestore Boris Giuliano, il giudice Terranova, il presidente della Regione Mattarella, il procuratore capo Gaetano Costa.

Pio La Torre, 55 anni, deputato nazionale, ex membro della Commissione antimafia, da gennaio scorso segretario del Partito comunista in Sicilia, è stato assassinato alle 9,20 in via Generale Turba, una stradina parallela a corso Calatafimi e corso Pisani. Era su una Fiat «131» diesel del partito, guidata da Rosario Di Salvo, 35 anni, militante comunista, che gli faceva da autista e guardia del corpo. L'agguato è stato compiuto in un punto dove la strada è particolarmente stretta (pochi metri dopo l'angolo con via Cuba) e non mancano balconi, e finestre che a quell'ora dovevano essere certamente aperti. Eppure le testimonianze raccolte da polizia e carabinieri sono poche e neppure troppo precise. La ricostruzione è stata compiuta dagli investigatori sulla scorta del lavoro della polizia scientifica.



Pio La Torre



Rosario Di Salvo

Francesco La Licata

continua in seconda

Le indagini e le ipotesi
Scartato il terrorismo si punta sul grande intrigo politico-affaristico-mafioso

PALERMO — Per gli inquirenti e le forze politiche non si sono dubbi: l'omicidio di Pio La Torre e del suo autista Rosario Di Salvo è come un profilo che si può guardare da due angolazioni ma che appartiene pur sempre allo stesso volto: omicidio politico ma anche un omicidio di mafia.

È politico non soltanto per il fatto che a cadere è stato un professionista della politica ma perché esso concorre certamente a rendere meno stabile il «quadro». Ma è anche omicidio di mafia perché Pio La Torre aveva dedicato questi primi otto mesi del suo ritorno alla guida del Pci siciliano a due grandi temi sui quali mobilitare il partito: la lotta alla mafia e quella alla «militarizzazione della Sicilia» nel quadro del movimento internazionale per la pace. Due temi separati soltanto in apparenza ma che, come vedremo, nel pensiero del dirigente comunista, erano intimamente legati.

Ai margini resta il terrorismo, cui quasi nessuno ha fatto riferimento ma che gli inquirenti vengono in considerazione più per dovere che per convinzione. C'è un solo indizio, infatti, che porta acqua al mulino dell'ipotesi terrorista. Alle 14,30 di ieri, cioè circa ore dopo il delitto, qualcuno ha telefonato allo studio dell'avvocato Salvo Riela, penalista, ex deputato nazionale del Pci. Il professionista non c'era e così, a chi ha risposto, una voce maschile, apparentemente quasi certamente ad un giovane, ha detto «Qui Prima linea. Quanto è accaduto stamattina è opera nostra. Dite all'avvocato Riela di informarne l'agenzia Ansa».

La telefonata si commenta da sola. Basterà dire che in questura ha suscitato più scetticismo che interesse.

La cronaca deve inoltre registrare un comunicato dell'agenzia di stampa dell'Unione Sovietica, la «Tass» che, in una corrispondenza da Roma ha attribuito il delitto alle «forze reazionarie di destra».

Ma veniamo all'ipotesi dell'omicidio politico-mafioso, quella che fino ad ora trova maggiore credito. Essa è costituita da una parte, diciamo così, deduttiva, che tiene conto di quanto è accaduto a Palermo negli ultimi due anni e mezzo e da una parte analitica che riguarda un futuro che l'omicidio avrebbe appunto il compito di bloccare.

La parte «deduttiva» è la più cara a quelli che potremmo definire gli «investigatori di prima linea», quelli che sono stati impegnati nelle inchieste sulla mafia di questi ultimi anni, ed è sostenuta da molti magistrati, funzionari ed ufficiali delle forze di polizia. Secondo essa tutto sarebbe da ricondurre al grande potere accumulato dalla mafia dagli anni Ottanta, potere sostenuto da una massa enorme di capitali provenienti dal traffico internazionale degli stupefacenti. Un traffico che, secondo gli investigatori, nessun clan poteva pretendere di gestire da solo ma che aveva la tendenza, al contrario, la necessità di una «pax mafiosa», di una «società» di clan. Un nemico potente e terribile che non ammetteva buttoni fra le sue ruote e neanche quando a metterceli era chi veniva pagato dallo Stato proprio per fare questo.

Ecco dunque la catena dei morti «eccellenti», quella che ha sofferto nelle sue spire mortali il vicequestore Boris Giuliano, il giudice istruttore Cesare Terranova, il presidente della Regione Piersanti Mattarella, il capitano dei carabinieri Emanuele Basile, il procuratore della Repubblica Gaetano Costa.

Con quest'ultimo omicidio, commesso il 16 agosto del 1980, la catena si interrompe ma ne inizia un'altra, quella che mostra chiaramente quanto la «pax mafiosa» sia finita.

Cadono capi (Stefano Bontade e Totuccio Inzerillo), gregari (Pietro Marchese) e «soldati» (la morra di Brancaccio per fare il vuoto attorno a Totuccio Contorno e quella di Ciaculi per isolare don Tano Badalamenti). Per un anno e mezzo muoiono soltanto mafiosi mentre le forze di polizia cominciano a registrare una serie di importanti successi, quattro raffinerie scoperte, una serie di processi in avanzatissima fase istruttoria già pronti per il dibattimento grazie a nuove tecniche d'indagine che individuano la figura dell'«imprenditore mafioso».

Poi quest'altro omicidio. La catena è dunque ripresa?

Daniele Billitteri

continua in seconda

Falkland. Dopo che gli Usa si sono schierati con Londra
Il ministro degli Esteri argentino annuncia il ritiro delle truppe, il portavoce smentisce

NEW YORK — La vicenda delle Falkland diventa un vero e proprio giallo nel quale è estremamente difficile raccapezzarsi.

Poche ore dopo l'inizio del blocco totale reciproco, quando sembravano imminenti i primi incidenti tra argentini e inglesi, gli Stati Uniti hanno rotto gli indugi, schierandosi apertamente dalla parte dell'Inghilterra e offrendole appoggio politico e forse anche logistico. Al tempo stesso gli Usa hanno deciso una serie di sanzioni economiche nei confronti del governo di Buenos Aires. Un passo, quello americano che romperà gli equilibri, denunziava la fine della mediazione di Haig, faceva cadere definitivamente difficile reticenza.

Due ore dopo un'altra clamorosa svolta. Il ministro degli Esteri Costa Mendez, al termine di un lungo incontro con il segretario generale dell'Onu, il peruviano Perez de Cuellar, annunziava che l'Argentina era pronta a rispettare la risoluzione dell'Onu del 3 aprile scorso. Questa risoluzione prevedeva la fine immediata delle ostilità, il ritiro di tutte le forze argentine dalle Falkland, un appello ai due governi a ricercare una soluzione diplomatica ed a rispettare in pieno gli scopi ed i principi della carta delle Nazioni Unite.

Dagli Usa all'Inghilterra si sussultava. In pratica questo discorso significava che l'Argentina faceva marcia indietro, che si ritirava dalle Falkland, che proprio nel momento di maggiore tensione si apriva una prospettiva per risolvere la vicenda. Ma qualche ora dopo ecco una nuova doccia fredda. Stavolta arrivava dal portavoce di Costa Mendez. Il portavoce del ministero dichiarava che non è affatto modificata la posizione argentina. Il riconoscimento della sovranità è preliminare a un negoziato. Tutto tornava in alto mare. Un intrigo indecifrabile.

Ne sapremo di più oggi. In nottata, mentre scriviamo, è in corso una riunione del governo argentino a Buenos Aires. Vale quanto detto da Costa Mendez? O si è ancora al punto di partenza. Impossibile in queste ore fare ipotesi concrete. Londra intanto si atteggia ad una certa cautela.

ARTICOLI A PAGINA 18

Si teme un assalto Br
Il congresso della Dc comincia domani Roma in stato d'assedio

Altri cinquemila tra agenti di polizia e carabinieri saranno fatti affluire a Roma nelle prossime ore in occasione del congresso della Dc che comincerà domani mattina al palazzetto dello sport dell'Eur. Roma si presenterà così per alcuni giorni come una città in stato di assedio. Altri cinquemila uomini sono infatti dislocati intorno alla palazzina bunker del Foro Italico dove è in corso il processo Moro. La tensione è ulteriormente salita in seguito alle minacce del brigatista Nicolotti, uno dei capi dell'ala militarista. Su tutto, inoltre, grava il ricordo del piano Senzani che prevedeva l'assalto a colpi di bazooka della sede Dc di piazza Sturzo e lo sterminio dei dirigenti del partito.

ARTICOLO DI SERGIO GERALDINI A PAGINA 14

CITROËN
GUTTADAURO
al vostro servizio
CITROËN

Il Giornale di Sicilia, ier mai 1982, p. 1.

INTERVISTA DI GIORGIO BOCCA. 10 AGOSTO 1982

La mafia non fa vacanza, macina ogni giorno i suoi delitti; tre morti ammazzati giovedì 5 fra Bagheria, Casteldaccia e Altavilla Milicia, altri tre venerdì, un morto e un sequestrato sabato, ancora un omicidio domenica notte, sempre lì, alle porte di Palermo, mondo arcaico e feroce che ignora la Sicilia degli svaghi, del turismo internazionale, del *wind surf* nel mare azzurro di Mondello. Ma è soprattutto il modo che offende, il «segno» che esso dà al generale Carlo Alberto dalla Chiesa e allo Stato: i killer girano su potenti motociclette, sparano nel centro degli abitati, uccidono come gli pare, a distanza di dieci minuti da un delitto all'altro.

dalla Chiesa è nero: «Da oggi la zona sarà presidiata, *manu militari*. Non spero certo di catturare gli assassini a un posto di blocco, ma la presenza dello Stato deve essere visibile, l'arroganza mafiosa deve cessare».

Che arroganza, generale?

A un giornalista devo dirlo? Uccidono in pieno giorno, trasportano i cadaveri, li mutilano, ce li posano tra questura e Regione, li bruciano alle tre del pomeriggio in una strada centrale di Palermo.

Generale, lei è qui per amore o per forza. Lei cosa è veramente, un proconsole o un prefetto nei guai?

Be', sono di certo nella Storia italiana il primo generale dei carabinieri che ha detto chiaro e netto al governo: una prefettura, come prefettura, anche se di prima classe, non mi interessa. Mi interessa la lotta contro la mafia, mi possono interessare i mezzi e i poteri per vincerla nell'interesse dello Stato.

Credevo che il Governo si fosse impegnato, se ricordo bene il Consiglio dei ministri del 2 aprile scorso ha deciso che lei deve «coordinare sia sul piano nazionale che su quello locale» la lotta alla mafia.

Non risulta che questi impegni siano stati ancora codificati.

Vediamo un po' generale, lei forse vuol dirmi che stando alla legge il potere di un prefetto è identico a quello di un altro prefetto ed è la stessa cosa di quello di un questore. Ma è implicito che lei sia il sovrintendente, il coordinatore.

Preferirei l'esplicito.

Se non ottiene l'investitura formale che farà? Rinuncerà alla missione?

Vedremo a settembre. Sono venuto qui per dirigere la lotta alla mafia, non per discutere di competenze e di precedenze. Ma non mi faccia dire di più.

No, parliamone, queste faccende all'italiana vanno chiarite. Lei cosa chiede? Una sorta di dittatura antimafia? I poteri speciali del prefetto Mori?

Non chiedo leggi speciali, chiedo chiarezza. Mio padre al tempo di Mori comandava i carabinieri di Agrigento. Mori poteva servirsi di lui ad Agrigento e di altri a Trapani, a Enna o anche a Messina, dove occorresse. Chiunque pensasse di combattere la mafia nel «pascolo» palermitano e non nel resto d'Italia non farebbe che perdere tempo.

Lei cosa chiede? L'autonomia e l'ubiquità di cui ha potuto disporre nella lotta al terrorismo?

Ho le idee chiare, ma capirà che non è il caso di parlarne in pubblico. Le dico solo che le ho già, e da tempo, convenientemente illustrate nella sede competente. Spero che si concretizzino al più presto. Altrimenti non ci si potranno attendere sviluppi positivi.

Ritorna con la mafia il modulo antiterrorista? Nuclei fidati, coordinati in tutte le città calde?

(Il generale fa un gesto con la mano, come a dire, non insista, disciplina, giovinetto: questo singolare personaggio scaltro e ingenuo, maestro di diplomazie italiane ma con squarci di candori risorgimentali. Difficile da capire.)

Generale, noi ci siamo conosciuti qui negli anni di Corleone e di Liggio, lei è stato qui fra il '66 e il '73 in funzione antimafia, il giovane ufficiale nordista de «Il giorno della civetta». Che cosa ha capito allora della mafia e che cosa capisce oggi, 1982?

Allora ho capito una cosa, soprattutto: che l'istituto del soggiorno obbligato era un boomerang, qualcosa superato dalla rivoluzione tecnologica, dalle informazioni, dai trasporti. Ricordo che i miei corleonesi, i Liggio, i Collura, i Criscione si sono tutti ritrovati stranamente a Venaria Reale, alle porte di Torino, a brevissima distanza da Liggio, con il quale erano stati da me denunziati a Corleone per più omicidi nel 1949. Chiedevo notizie sul loro conto e mi veniva risposto: «Brave

INTERVIEW DU GÉNÉRAL DALLA CHIESA : *REPUBBLICA*, 10 AOÛT 1982

persone. Non disturbano. Firmano regolarmente». Nessuno si era accorto che in giornata magari erano venuti qui a Palermo o che tenevano ufficio a Milano o, chi sa, erano stati a Londra o a Parigi.

E oggi?

Oggi mi colpisce il policentrismo della mafia, anche in Sicilia, e questa è davvero una svolta storica. È finita la mafia geograficamente limitata alla Sicilia occidentale. Oggi la mafia è forte anche a Catania. Con il consenso della mafia palermitana, le quattro maggiori imprese edili catanesi oggi lavorano a Palermo. Lei crede che potrebbero farlo se dietro non ci fosse una nuova mappa del potere mafioso?

Scusi la curiosità, generale. Ma quel Ferlito mafioso, ucciso nell'agguato sull'autostrada, sì, quando ammazzarono anche i carabinieri di scorta, non era il cugino dell'assessore ai lavori pubblici di Catania?

Sì.

E come andiamo, generale, con i piani regolatori delle grandi città? È vero che sono sempre nel cassetto dell'assessore al territorio e all'ambiente?

Così mi viene denunziato dai sindaci costretti da anni a tollerare l'abusivismo.

Senta generale, lei e io abbiamo la stessa età e abbiamo visto, sia pure da ottiche diverse, le stesse vicende italiane, alcune prevedibili, altre assolutamente no. Per esempio che il figlio di Bernardo Mattarella venisse ucciso dalla mafia. Mattarella senior era amico di Calogero Vizzini e di Genco Russo, Mattarella junior è stato riempito di piombo mafioso. Cosa è successo, generale?

È accaduto questo: che il figlio, certamente consapevole di qualche ombra avanzata nei confronti del padre, tutto ha fatto perché la sua attività politica, l'impegno del suo lavoro come pubblico amministratore fossero esenti da qualsiasi riserva. E quando lui ha dato chiara dimostrazione di questo suo intento ha trovato il piombo della mafia. Ho fatto ricerche su questo fatto nuovo: la mafia che uccide i potenti, che alza il mirino ai signori del Palazzo. Credo di aver capito la nuova regola del gioco: si uccide il potente quando avviene questa combinazione fatale: è diventato troppo pericoloso ma si può ucciderlo perché è isolato. L'esempio più

chiaro è quello del procuratore Costa, la copia conforme del caso Coco!

Lei dice che tra filosofia mafiosa e filosofia brigatista esistono affinità elettive?

Direi di sì. Costa diventa troppo pericoloso quando decide, contro la maggioranza della procura, di rinviare a giudizio gli Inzerillo e gli Spatola. Ma è isolato, dunque può essere ucciso, cancellato come un corpo estraneo. Così è stato per Coco: magistratura, opinione pubblica e anche voi garantisti eravate favorevoli al cambio fra Sossi e quelli della XXII ottobre. Coco disse no. E fu ammazzato.

Generale, mi sbaglio o lei ha una idea piuttosto estesa dei mandanti morali e dei complici indiretti? No, non si arrabbi, mi dica piuttosto perché fu ucciso il comunista Pio La Torre.

Per tutta la sua vita. Ma, decisiva, per la sua ultima proposta di legge di mettere accanto alla «associazione a delinquere» la «associazione mafiosa.

Non sono la stessa cosa? Come si può perseguire una associazione mafiosa se non si hanno le prove che sia anche a delinquere?

È materia da definire. Magistrati, sociologi, poliziotti, giuristi sanno benissimo che cosa è l'associazione mafiosa. La definiscano per il codice e sottraggano i giudizi alle opinioni personali.

Come si vede lei generale dalla Chiesa di fronte al padrino de «Il giorno della civetta»?

Stiamo studiandoci, muovendo le prime pedine. La mafia è cauta, lenta, ti misura, ti ascolta, ti verifica alla lontana. Un altro non se ne accorgerebbe, ma io questo mondo lo conosco.

Mi faccia un esempio.

Certi inviti. Un amico con cui hai avuto un rapporto di affari, di ufficio, ti dice, come per combinazione: perché non andiamo a prendere il caffè dai tali. Il nome è illustre. Se io non so che in quella casa l'eroina corre a fiumi ci vado e servo di copertura. Ma se ci vado sapendo è il segno che potrei avallare con la sola presenza quanto accade.

Che mondo complicato, forse era meglio l'antiterrorismo.

In un certo senso sì, allora avevo dietro di me l'opinione pubblica, l'attenzione dell'Italia che conta. I gambizzati erano

tanti e quasi tutti negli uffici alti, giornalisti, magistrati, uomini politici. Con la mafia è diverso, salvo rare eccezioni la mafia uccide fra i malavitosi, l'Italia per bene può disinteressarsene. E sbaglia.

Perché sbaglia, generale?

La mafia ormai sta nelle maggiori città italiane dove ha fatto grossi investimenti edilizi o commerciali e magari industriali. Vede, a me interessa conoscere questa «accumulazione primitiva» del capitale mafioso, questa fase di riciclaggio del denaro sporco, queste lire rubate, estorte che architetti o grafici di chiara fama hanno trasformato in case moderne o alberghi e ristoranti *à la page*. Ma mi interessa ancora di più la rete mafiosa di controllo, che grazie a quelle case, a quelle imprese, a quei commerci magari passati a mani insospettabili, corrette, sta nei punti chiave, assicura i rifugi, procura le vie di riciclaggio, controlla il potere.

E deposita nelle banche coperta dal segreto bancario, no, generale?

Il segreto bancario. La questione vera non è lì. Se ne parla da due anni e ormai i mafiosi hanno preso le loro precauzioni. E poi che segreto di Pulcinella è? Le banche sanno benissimo da anni chi sono i loro clienti mafiosi. La lotta alla mafia non si fa nelle banche o a Bagheria o volta per volta, ma in modo globale.

Generale dalla Chiesa, da dove nascono le sue grandissime ambizioni?

(Mi guarda incuriosito.)

Voglio dire, generale: questa lotta alla mafia l'hanno persa tutti, da secoli, i Borboni come i Savoia, la dittatura fascista come le democrazie pre e post fasciste, Garibaldi e Petrosino, il prefetto Mori e il bandito Giuliano, l'ala socialista dell'Evis indipendentista e la sinistra sindacale del Rizzotto e del Cannavale, la Commissione parlamentare di inchiesta e Danilo Dolci. Ma lei Carlo Alberto dalla Chiesa si mette il doppio petto blu prefettizio e ci vuole riprovare.

Ma sì, e con un certo ottimismo, sempre che venga al più presto definito il carattere della specifica investitura con la quale mi hanno fatto partire. Io, badi, non dico di vincere, di debellare, ma di contenere. Mi fido della mia professionalità, sono convinto che con un abile, paziente lavoro psicologico si può sottrarre alla mafia il suo potere. Ho capito una cosa molto semplice, ma forse decisiva: gran parte delle protezioni mafiose, dei privilegi mafiosi caramente pagati dai cittadini non sono altro che i loro elementari diritti. Assicuriamoglieli, togliamo questo potere alla mafia, facciamo dei suoi dipendenti i nostri alleati.

Si va a pranzo in un ristorante della marina con la signora dalla Chiesa, oggetto misterioso per la Palermo del potere. Milanese, giovane, bella. Mah! In apparenza non ci sono guardie, precauzioni. Il generale assicura che non c'erano neppure negli anni dell'antiterrorismo. Dice che è stata la fortuna a salvarlo le tre o quattro volte che cercarono di trasferirlo a un mondo migliore.

Doveva uccidermi Piancone la sera che andai al convegno dei Lyons. Ma ci andai in borghese e mi vide troppo tardi. Peci, quando lo arrestai, aveva in tasca l'elenco completo di quelli che avevano firmato il necrologio per la mia prima moglie. Di tutti sapevano indirizzo, abitudini, orari. Nel caso mi fossi rifugiato da uno di loro, per precauzione. Ma io precauzioni non ne prendo. Non ne ho prese neppure nei giorni in cui su «Rosso» appariva la mia faccia al centro del bersaglio da tirassegno, con il punteggio dieci, il massimo. Se non è istigazione ad uccidere questa?

Generale, sinceramente, ma a lei i garantisti piacciono?

(Dagli altri tavoli ci osservano in tralice. Quando usciamo qualcuno accenna un inchino e mormora: «Eccellenza».)

Interview du général dalla Chiesa : *Repubblica*, 10 août 1982

Anno 83° - N. 218 - Nuova serie - LIRE 250

Sabato 4 Settembre 1982 - S. Rosalia

IL GIORNALE D'ITALIA

QUOTIDIANO INDIPENDENTE DEL MATTINO

DIREZIONE, REDAZIONE, AMMINISTRAZIONE: Via Parigi 11, 00185 Roma - Centralino telefonico (con ricerca automatica): (06)47.490 - Una copia L. 250 (arretrata L. 500). Prezzi all'estero: Austria sc.6; Belgio fb.12; Canada cents 60; Danimarca kr.3,50; Egitto pt.30; Finlandia fmk.2; Francia f.2; Germania Dm.1,50; Grecia dr.18; Inghilterra p.20; Jugoslavia din.14; Libia pt.15; Lussemburgo fb.10; Malta cents 8; Principato di Monaco f.2; Norvegia kr.3; Olanda fl.1; Portogallo esc.20; Spagna pts.65; Sud Africa r.0,50; Svezia kr.2,50; Svizzera fs.1,20; Ticino fs.1,00; Stati Uniti cents 70. Spedizione in abbonamento postale Gr.1/70. Abbonamenti: annuale (escluso il lunedì) L.58.800; (compreso il lunedì) L.68.000; semestrale (escluso il lunedì) L.30.000; (compreso il lunedì) L.35.000. Gli abbonamenti possono essere effettuati a mezzo vaglia o assegno oppure con il versamento sul c/c postale n.31039001 intestato alla Soc. Editrice Esedra, via Parigi 11 Roma, specificando la testata ed il tipo di abbonamento. PUBBLICITA': concessionaria esclusiva per l'Italia: S.P.I. Società per la Pubblicità in Italia - Milano: Via Manzoni 37, tel. 63.13 - Roma: Piazza San Lorenzo in Lucina 26, tel.67.20.31

Il «prefetto anti-mafia» vittima di un agguato

Il generale Dalla Chiesa e la moglie assassinati nel centro di Palermo

Ucciso anche un agente

L'ex vicecomandante generale dell'Arma dei Carabinieri e la giovane consorte, sposata il 10 luglio scorso, erano a bordo della loro macchina privata seguita da un'Alfetta di servizio. Nei pressi della centralissima piazza Politeama sono stati affiancati da una moto e due auto da cui i killers hanno aperto il fuoco con armi automatiche. *A pagina 6*



PALERMO - Il corpo della signora Dalla Chiesa nella A-112

Pertini interrompe le vacanze: oggi rientra a Roma

BOLZANO — Il presidente della Repubblica, Sandro Pertini, in vacanza presso la foresteria alpina dei carabinieri a Selva di Val Gardena, è rimasto letteralmente sconvolto dalla notizia dell'assassinio del generale Dalla Chiesa e della giovane moglie, comunicatagli direttamente dal Comando generale. Ha quindi deciso di interrompere le sue vacanze e di rientrare oggi a Roma in aereo.

Intanto ha inviato a Spadolini il seguente telegramma: «Il nuovo gravissimo agguato criminale nel quale hanno perso la vita il prefetto di Palermo, Carlo Alberto Dalla Chiesa, la sua consorte Emanuela e l'agente Domenico Russo, indica che la sfida allo Stato democratico da parte della delinquenza organizzata e terroristica è giunta ad un livello non più tollerabile. Esprimo lo sdegno ed il dolore mio e del popolo italiano per questo feroce eccidio. Con Carlo Alberto Dalla Chiesa scompare un esemplare ed eroico servitore dello Stato, una figura rappresentativa della volontà del popolo italiano di non arrendersi alla nuova barbarie che ci minaccia. Sono certo che il crudele sacrificio nel quale è culminato il suo impegno instancabile a difesa della Repubblica servirà a rafforzare nel nostro popolo la volontà di sgominare le bande di vili assassini che insanguinano la nostra terra».

Un voto da salvare

Il voto segreto è la bestia nera dei padroni del regime. Perciò l'hanno messo sul banco degli imputati con la speranza (nient'affatto segreta) di farlo condannare a morte. Il presidente del Consiglio, che proprio per via del voto segreto è stato varie volte impallinato nelle parti basse posteriori al punto che il 7 agosto fu costretto a scendere da cavallo, trema ad ogni scrutinio e, per liberarsi da questa ossessione, ha pensato di inserire nel «decalogo» istituzionale una riforma «ad hoc» dei regolamenti parlamentari. Iniziativa aberrante perchè in virtù della separazione dei poteri - principio basilare del sistema rappresentativo - il governo dovrebbe tenersi alla larga dai problemi che riguardano il Parlamento e la sua legge interna. Ma poi può esservi vera democrazia senza il voto segreto e senza un'effettiva pluralità di scelte? Anche in certi regimi a partito unico si vota. Ma l'operazione si riduce ad una triste farsa, proprio perchè non esiste la garanzia della segretezza, senza la quale il voto non può mai essere libero, e non esiste un certo numero di liste e di candidati con programmi diversi tra cui scegliere e quindi la libertà di voto è pura menzogna.

E queste due garanzie fondamentali - segretezza del voto e pluralità di scelte - se valgono per gli elettori devono valere anche per gli eletti. E non soltanto perchè sta scritto nella Costituzione che deputati e senatori rappresentano la nazione senza vincolo di mandato. Nel sistema italiano, anche nell'ipotesi che la Costituzione non garantisse esplicitamente l'indipendenza dei parlamentari in quanto sottratti a qualsiasi mandato vincolante, si dovrebbe ugualmente assicurare ai rappresentanti del popolo la segretezza del voto, perchè questa condizione, e soltanto questa, consente loro di votare secondo coscienza liberandoli dalla camicia di forza della disciplina di partito. Insomma, oltre che al doveroso rispetto del principio democratico e rappresentativo, bisogna ispirarsi - nel trattare un argomento così delicato e bifronte - alla realtà del sistema in cui viviamo (o meglio: in cui siamo costretti a vivere). Ebbene, nel caso italiano che è all'ordine del giorno o alla sbarra, teoria e realtà, astrazione ed analisi convergono pienamente sull'esigenza di non impiccare il voto segreto in Parlamento. Primo: perchè esso, pur di fronte a certo uso personalistico e capriccioso o solamente vendicativo, rimane l'ultima ed unica arma per tagliare le unghie al mostro rapace della partitocrazia. Secondo: perchè, senza questa estrema arma segreta, l'arroganza del potere non conoscerebbe limiti nè incontrerebbe ostacoli, per cui il malgoverno verrebbe premiato con la stabilità permanente, i ministri indegni moralmente o per incapacità diventerebbero inamovibili per cinque anni mentre tra il popolo e i suoi delegati si scaverebbe un abisso ancor più profondo di quello che già esiste proprio perchè le segreterie dei partiti riescono ad imporre quasi sempre una ferrea disciplina.

Dunque, se il sistema all'italiana non fosse partitocratico in modo così asfissiante e se la nostra fosse una democrazia consolidata nelle buone leggi e nella tradizione plurisecolare e quindi nel costume, si potrebbe anche fare a meno del voto segreto. Invece, così come vanno le cose e finchè non avremo cambiato il sistema dalle fondamenta - il voto segreto rimane l'ultimo, anche se discutibile, baluardo, e spesso di cartapesta. Quindi, oggi, il solo proporne l'abolizione costituisce un attentato alla libertà, una pesante operazione di regime, un vero e proprio tentativo di «golpe» legalizzato.

Luigi d'Amato

Riesplodono le polemiche nella maggioranza

Oggi la fiducia anche del Senato ma il governo è già nella tempesta

Quasi certa la decadenza dei decreti sulla fiscalizzazione e sul contenimento della spesa previdenziale. La Dc contesta vivacemente il ministro socialista della Difesa, Lagorio, e De Mita dice che il Psi non ha ancora capito che «non può decidere da solo»

Oggi il secondo governo Spadolini, ottenuta anche l'approvazione del Senato, entrerà nel pieno delle sue funzioni costituzionali, ma le difficoltà che gli si presentano non potranno essere certo superate con facilità. I due decreti sulla fiscalizzazione degli oneri sociali e sulle misure per il contenimento della spesa previdenziale, sono praticamente destinati a decadere, non solo per l'opposizione di radicali e missini, ma anche per la obiettiva mancanza di tempo per poterli convertire. E' quindi assai probabile che oggi si prenda atto di questo stato di cose e dei due decreti, che sono attualmente all'esame di Montecitorio, si riparlerà ad ottobre. Il governo li lascerà decadere per poi ripresentarli in un identico testo. Non verranno ritirati perchè il fatto - dicono a Palazzo Chigi - assumerebbe un aspetto politico che il governo non intende dare. E' il parlamento che «non è riuscito» in tempo a convertire i decreti, sia pure per l'ostruzionismo dell'opposizione, e non il governo che li ritira, il che potrebbe far credere ad un ripensamento di linea economica.

Ma le difficoltà per lo Spadolini-bis non sono soltanto di natura parlamentare. Riesplodono le polemiche all'interno della maggioranza, soprattutto tra democristiani e socialisti. Come riferiamo in altro servizio, la Dc ha contestato vivacemente il ministro socialista della Difesa, Lelio Lagorio, fino ad accusarlo di «non dire la verità» e fino al punto che i commissari democristiani hanno disertato la riunione della commissione Difesa della Camera. E non è tutto. Lo stesso segretario della Dc, De Mita, ha detto chiaramente che il Psi non ha ancora capito che «non può decidere da solo». E Piccoli, a sua volta, ha detto che la Dc non intende farsi «tirare a rimorchio» da nessuno, con evidente allusione ai socialisti.

Sottufficiale di polizia ucciso sotto casa nel Napoletano

NAPOLI — Un sottufficiale di pubblica sicurezza, il maresciallo Andrea Mormile, di 47 anni, in servizio alla Squadra mobile della questura napoletana, è stato ucciso ieri sera in una piazza di Frattaminore, dove abitava, un centro agricolo a venti chilometri da Napoli. Due sicari, scesi da un'auto di grossa cilindrata che si è fermata in piazza, hanno sparato contro il sottufficiale una raffica di mitra, uccidendolo.

Divorziano durante il viaggio di nozze: lui 89 anni e lei 77

LONDRA — Essere un inguaribile «farfallone» può non essere un buon motivo per un divorzio, ma darne la prova durante il viaggio di nozze e la luna di miele può certo innervosire la moglie. Soprattutto se quest'ultima non si sente più troppo sicura delle sue capacità di seduzione.

E' accaduto all'inglese Bernard Dixon il quale si è visto chiedere il divorzio dalla moglie dopo appena dieci giorni di matrimonio poichè durante il viaggio di nozze, sostiene la metà delusa, Edith Payne, egli aveva preso a telefonare alle sue amichette.

Ma poco a poco la verità è uscita fuori. Non è per i suoi tradimenti che Edith vuole divorziare da Bernard, ma perchè ormai ha capito che non può più fidarsi di lui, avendole egli mentito sulla propria età: le aveva infatti detto di avere 83 anni e si è scoperto invece che le sue primavere sono 89. Edith, naturalmente, è molto più giovane: ha solo 77 anni.

Giornale d'Italia, 4 settembre 1982, p. 1.

Speciale / FESTA DELL'AMICIZIA

Anno XXXIX
Numero 187
L. 500

IL POPOLO

Sabato,
4 settembre 1982
S. Bonifacio

DIREZIONE REDAZIONE AMMINISTRAZIONE 00186 ROMA CORSO INSASCIMENTO, 113, TEL. 06-6515, TELEX 61.32.76 POPOLO - UN NUMERO L. 500 (arretrato il doppio) - C.C.P. 6000/5000 SPEDIZIONE ABBONAMENTO POSTALE GR. 1 70% ABBONAMENTO (SPEDIZIONE CON

QUOTIDIANO DELLA DEMOCRAZIA CRISTIANA

CONSEGNA DECENTRATA) ANNUO L. 60.000, SEMESTRALE L. 31.000, TRIMESTRALE L. 16.000 - PUBBLICITÀ: SIPRA, DIREZIONE GENERALE 10122 TORINO, VIA BERTOLA, 34 - TEL. 57.53-20124 MILANO, PIAZZA IV NOVEMBRE, 5 - TEL. 69.82 - ROMA, VIA SCIALOIA, 23 - TEL. 36.99.21

Aperta da Piccoli la VI Festa dell'Amicizia, incontro di popolo

L'esigenza di rinnovamento

Lo sviluppo del Paese legato alle radici del pluralismo e del solidarismo - Validità del «modello DC»

Il presidente del Consiglio Nazionale della DC, Piccoli, ha aperto ieri pomeriggio a Viareggio la VI Festa nazionale dell'Amicizia con un discorso del quale diamo un'ampia sintesi.

Questa Festa dell'Amicizia porta per noi anzitutto il nome — limpido e imperituro nella vita sulla Democrazia Cristiana — di Guido Gonella, che avrebbe dovuto essere qui con noi, al centro della festa, per ricordare l'opera di Alcide De Gasperi. Lo ricordo con affetto, con profondo rispetto e con trepida commozione: rimangono ormai pochissimi dei grandi protagonisti della fondazione della DC e del riscatto popolare; ed egli era non già il custode della memoria della DC, ma il vigile ed incalzante testimone, la sentinella operosa che — come dice proprio oggi, la liturgia — giorno di S. Gregorio Magno, «il Signore colloca sempre su un luogo elevato, per poter scorgere da lontano qualunque cosa stia per accadere». Ed egli «è stato in alto con la sua vita, per poter giovare con la sua presenza».

E veramente Guido Gonella è stato così fino al suo ultimo respiro.

«Che razza di sentinelle siamo, egli sembra dirci, se invece di stare sulla montagna a operare, restiamo sempre nella valle della debolezza?».

Il partito onorerà il nostro indimenticabile amico con manifestazioni adeguate; io lo ricorderò più compiutamente, qui a Viareggio, il giorno della commemorazione di Alcide De Gasperi che proprio Gonella doveva tenere.

Oggi consentitemi solo ricordare

SEGUE A PAGINA 3



da uno dei nostri inviati MARCO GIUDICI

VIAREGGIO — Il primo applauso è stato per Guido Gonella. E' esploso spontaneo, ieri pomeriggio, all'apertura della Festa nazionale dell'Amicizia della DC, a Viareggio, non appena il presidente del consiglio nazionale del partito Flaminio Piccoli, nel suo discorso inaugurale, ha ricordato che Gonella «avrebbe dovuto essere qui con noi, per rievocare l'opera di Alcide De Gasperi».

Presente il segretario politico della DC Ciriaco De Mita, il sesto grande appuntamento di politica, cultura e spettacolo ha preso il via in una calda giornata di sole, nella maestosa

SEGUE A PAGINA 2

NELL'INTERNO: altri servizi e il programma delle manifestazioni di oggi e di domani

L'intervento di Mancino

Oggi al Senato il voto di fiducia



di SANDRO BRUGNOLINI

ROMA — Responsabile impegno della Democrazia Cristiana per il rinnovamento del Paese ma «nessuna adesione acritica per una dichiarazione di morte presunta della Repubblica». Così Nicola Mancino, vicepresidente dei senatori dc, concludendo ieri sera nell'aula di Palazzo Madama il dibattito sulla fiducia al nuovo governo pentapartito. Stamane replicherà Spadolini, poi le dichiarazioni di voto (il capogruppo De Giuseppe per la DC) sulla mozione di maggioran-

SEGUE A PAGINA 4

Nel dibattito sindacale

Quanto pesano i veti del Pci

A PAGINA 15

Quarto morto a Breslavia. Lubin e Jastrzebie città chiuse

Polonia: altri scontri Repressione più dura

Mentre è salito a quattro il numero delle vittime, ieri per il terzo giorno consecutivo sono ripresi gli scontri e le barricate nelle strade di Lubin, piccolo centro minerario a 470 chilometri da Varsavia. La milizia è intervenuta brutalmente ristabilendo l'ordine. La città è isolata dal resto del Paese, come anche Jastrzebie. Ripristinato il coprifuoco a Czestochowa, un'altra delle città più «calde». La macchina repressiva del regime intanto non perde tempo. Fioccano le condanne «esemplari» che ha chiesto il Wron, Consiglio militare di salvezza nazionale. Ieri sono stati arrestati il leader del KSS-KOR internati il 13 dicembre.

A PAGINA 19



VARSAVIA — Continuano gli scontri in varie città polacche

ULTIMORA

Uccisi a Palermo Dalla Chiesa e la moglie

PALERMO — Il prefetto di Palermo, gen. Carlo Alberto Dalla Chiesa, la moglie, e l'autista della macchina sulla quale viaggiavano sono stati uccisi nella tarda serata di ieri in un agguato teso da alcuni killer, a bordo di un'A112 targata Roma, in piazza Nascè, a p. che centinaia di metri dalla centralissima piazza Politeama. Il gen. Dalla Chiesa, resosi conto di quanto stava per accadere, ha tentato inutilmente di proteggere la moglie (che è morta subito dopo il ricovero all'ospedale) con il proprio corpo. Il gen. Dalla Chiesa è rimasto invece ucciso sul colpo. Feriti anche alcuni degli agenti della scorta.

L'iniziativa diplomatica degli Stati Uniti e il no di Israele

Medio Oriente: il prezzo della pace

di MARCELLO GILMOZZI

Il «NO» di Israele al piano di pace del presidente Reagan possono considerarsi da vari punti di vista non solo prevedibili ma scontati. Begin definisce il giorno più triste della sua carriera di primo ministro quello in cui gli è stata recapitata la lettera del presidente americano. Alcuni gli attribuiscono anche di aver aggiunto — rievocando un'analoga frase pronunciata da Golda Meir di fronte al «piano Rogers» del 1970 — che qualunque israeliano accettasse queste proposte dovrebbe essere considerato un «traditore».

Ma è proprio su questo piano e in questa dimensione che, al di là dei «successi» militari dello Tsahal, la potente macchina bellica di Israele, si rivela la debolezza politico-diplomatica del duo Begin-Sharon, che al di fuori del «brutale fanatismo» per dirla con Raymond Aron, che ha ispirato la guerra del Libano, sembra incapace di concepire un disegno realistico di pace se non nella pura e semplice imposizione della forza. Israele è una componente del Medio Oriente, non è tutto il Medio Oriente; ha certamente diritto a esistere (diritto che oggi nessuno può contestare, né d'altronde sarebbe in grado di contestare in termini concreti); ha diritto a vivere in pace entro confini riconosciuti, garantiti e sicuri, come affermano le varie risoluzioni dell'ONU.

Ma non può pretendere di imporre una sorta di «pax israeliana» a tutto il mondo arabo. Non è soltanto un problema politico-morale: è innanzitutto un problema di dimensioni politiche e storiche.

Golda Meir, che definiva «traditori» chiunque nel '70 avesse osato esprimere parere favorevole al «piano Rogers», ha poi conosciuto

SEGUE A PAGINA 2

A PAGINA 20: Begin incontra Weinberger. Reazioni positive al piano Reagan da Bonn, Parigi e dal ministro Colombo

GIGLIO boutique piazza delle erbe
GIGLIO baby via pipe di belmonte
GIGLIO IN via della libertà
SCONTI 30%-50%

BIBLIOTECA AC ROMA

GIORNALE DI SICILIA

Anno CXXII - N. 218 - Lire CINQUECENTO — Fondatore: GIROLAMO ARDIZZONE — ••••• PALERMO — Sabato 4 settembre 1982

AUTERI/LONGO s.n.c.
INDUSTRIA ARREDAMENTI METALLICI
TEL. (095) 476.788 TELEX AULON 911302
95045 MISTERBIANCO (CT) ITALY

A meno di ventiquattr'ore dai tre summit antimafia trucidato insieme con la moglie in pieno centro di Palermo

ASSASSINATO DALLA CHIESA

In via Carini, dietro il Politeama, un commando su due grosse auto e una moto ha crivellato con un Kalashnicov l'A-112 col prefetto e la signora e l'Alfa con un solo agente di scorta che è gravissimo

Molti i responsabili di questa morte

Sapeva che il cerchio mafioso si stava stringendo su di lui. Diceva che s'insisteva troppo, sui giornali, sulla sua solitudine. E se ne preoccupava perché era convinto, come aveva detto a Giorgio Bocca nell'intervista apparsa su «Repubblica» il 10 agosto scorso, che quella era la premessa dell'attacco della mafia: «Ho fatto ricerche su questo fatto nuovo: la mafia che uccide i potenti, che alza il mirino ai signori del Palazzo. Credo di aver capito la nuova regola del gioco: si uccide il potente quando avviene questa combinazione fatale, è diventato troppo pericoloso, ma si può uccidere perché è isolato».

Ma quella stessa intervista era la denuncia della sua solitudine, della sua condizione solitaria come prefetto di Palermo, inviato da Roma per combattere la mafia con la promessa di un potere di coordinamento, con l'investitura di grande capo, ma solo a parole. Con quell'intervista egli faceva il massimo, come «servitore dello Stato», per segnalare il suo disagio, la sua preoccupazione. Diceva che quel potere di coordinamento non era stato «codificato», e ne sollecitava la codificazione. Ma non ci credeva molto. E lasciava intendere che avrebbe potuto dimettersi. Ma un generale, uno che per tutta la vita è stato un militare, e di quelli leali e tenaci, è assai difficile che si dimetta, anche se ormai la sua qualifica come servitore dello Stato è una qualifica civile: quella di prefetto.

Si era così rassegnato ad accontentarsi di dichiarazioni politiche, nelle quali diceva di fare affidamento come vero ed efficace suo sostegno nel compito che gli era stato conferito. In quelle dichiarazioni lo si presentava come il «terminale» dell'intelligence nazionale sulla mafia, con un termine che mentre lo esponeva totalmente all'attacco, in quanto sottolineava il ruolo-chiave che egli rappresentava nella strategia dello Stato contro la mafia, lo lasciava però totalmente inerme, non gli conferiva quel tanto di potere necessario per rompere il cerchio della diffidenza, dell'ostilità, delle gelosie concorrenziali, che ne avevano fatto una figura isolata a Palermo come a Roma.

Aveva dato a se stesso un preciso appuntamento: a settembre avrebbe riflettuto se continuare o lasciare. I suoi nemici non hanno atteso oltre l'inizio di settembre. Se erano informati che aveva deciso di restare o se la macchina della morte doveva ormai comunque centrare il bersaglio prestabilito, se il via è stato dato in seguito alla visita del ministro delle Finanze Formica e il suo annuncio di imminenti azioni contro imprese e capitali della mafia, o perché anche la macchina della Criminalpol si sta mettendo ad operare con diversa efficienza contro la malavita organizzata: sta di fatto che tuttora non c'è proporzione tra le forze sul campo, e non in senso quantitativo.

Non c'è proporzione tra i livelli di consapevolezza e di determinazione: da un lato c'è volontà fredda e operatività sicura e spietata, dall'altro dispersione d'intenti e inerzia nell'azione. Queste cose appunto denunciava Dalla Chiesa. Ed era questa sua intelligenza politica del fenomeno e della dialettica delle forze in gioco che ne aveva fatto un bersaglio: non soltanto come delitto esemplare, ma come distruzione di una punta di diamante, anche se di un diamante solitario, nella strategia anticrimine.

La storia di Dalla Chiesa come prefetto di Palermo, nelle sue origini romane e nel suo svolgimento siciliano, indica quindi il complesso di responsabilità politiche, amministrative, tecniche che fanno da premessa e da sfondo all'assassinio di ieri sera, al massacro della giovane moglie e dell'agente di scorta.

A questo punto si è in obbligo di esprimere l'auspicio che, di fronte al nuovo più alto e tragico livello toccato dall'attacco mafioso, si abbia la capacità di trarre una seria lezione dagli avvenimenti: dai fatti e dai comportamenti. Ma al di là di quell'obbligo si ha pure il dovere di dire che la fiducia è scesa al livello zero. Ieri sera i primi desolati commenti della gente erano inequivocabili: «ormai è finita». Se è finita oppure no, lo devono dire adesso gli uomini rappresentativi di questo paese, i vertici politici, i vertici istituzionali.

Fausto De Luca





Carlo Alberto Dalla Chiesa ed Emmanuela Setti Carraro il giorno del loro matrimonio. A destra: i corpi del prefetto e della moglie crivellati nell'auto

PALERMO — La risposta della criminalità organizzata non si è fatta attendere. A venti[illegible] ore dal giorno dei «grandi summit» — giovedì, gli organi dello Stato erano stati impegnati nella riorganizzazione delle proprie forze per combattere la mafia della lupara e quella del «doppiopetto» — a Palermo, in pieno centro, a meno di cinquecento metri dalla sede del Nucleo di polizia giudiziaria della Guardia di Finanza, sono stati uccisi il prefetto, Carlo Alberto Dalla Chiesa, 62 anni, e la moglie, signora Emmanuela Setti Carraro, 32 anni. Un agente della Polizia di Stato che seguiva il prefetto a bordo di un'Alfetta blu è stato ferito gravemente. Si chiama Domenico Russo ed ha 32 anni.

Dalla Chiesa si trovava in macchina con la moglie che era alla guida di una «A 112» (targata Roma Y 97252) ed aveva da poco lasciato la sede della prefettura, in via Cavour, per raggiungere la residenza privata di Villa Pajno.

L'agguato è scattato alle 21,30 in via Isidoro Carini, quasi all'angolo con la via Ricasoli, una parallela di via della Libertà, molto vicina a piazza Politeama e al Borgo Vecchio.

Il commando di assassini — si parla di almeno dieci persone — era distribuito su due automobili e una motocicletta di grossa cilindrata. La dinamica dell'eccidio non è ancora molto chiara perché polizia e carabinieri non sono ancora riusciti a interrogare i numerosi abitanti di via Carini.

Sembra, tuttavia, che le auto dei Killer (una Bmw e una Fiat 131) abbiano avuto il compito di «stringere» l'utilitaria guidata dalla signora Setti Carraro per dare l'opportunità ai «motociclisti» di sparare ad un bersaglio meno mobile. Dal numero di bossoli recuperati sull'asfalto, però, gli investigatori hanno capito che a far fuoco sono state certamente più di due persone. Secondo uno dei funzionari della polizia scientifica i killer hanno usato ancora una volta un fucile mitragliatore già tristemente noto nelle vicende di sangue palermitane: il Kalashnicov A.K. 47 di fabbricazione sovietica. Un'arma che ha già ucciso molti boss palermitani. L'agente Domenico Russo ha accennato ad una reazione, riuscendo, però, soltanto a sfibbiare la fondina della sua pistola d'ordinanza. È stato raggiunto da numerosi colpi di arma da fuoco. In quel momento forse la signora Emanuela Setti Carraro ha tentato una disperata manovra per sottrarsi al fuoco del commando: ha accelerato, spostandosi sulla sinistra. Gli assassini non hanno dato tregua al prefetto e alla moglie: prima a cadere è stata la donna, letteralmente devastata nel volto dai micidiali proiettili del fucile mitragliatore. Il prefetto è stato massacrato. La polizia scientifica non è riuscita a stabilire esattamente quanti colpi ha ricevuto sul corpo. Carlo Alberto Dalla Chiesa è morto quasi abbracciato alla moglie: forse il gesto disperato di un uomo che tenta di proteggere la sua donna.

Il commando è poi fuggito in direzione di via Marchese di Villabianca. Dopo qualche minuto una gazzella della polizia ha trovato la Bmw e la «131» in via Salvatore Puglisi (una traversa di via Roma Nuova). La «scientifica» avrà poco da lavorare: entrambe sono state bruciate per cancellare ogni traccia.

In breve la via Isidoro Carini si è trasformata in una bolgia. Si è formata una grande ressa a stento contenuta da un precario servizio d'ordine. Con il trascorrere dei minuti la notizia si è diffusa per tutta la città e i centralini dei giornali e delle agenzie di stampa si sono intasati di telefonate di quanti — autorità, politici ma anche semplici cittadini — chiedono conferma della «notizia incredibile».

A telefonare ai giornali ha pensato anche un sedicente «Partito della guerriglia» che ha rivendicato l'eccidio di via Isidoro Carini. Il messaggio è giunto alle 22,40 alla redazione messinese della «Gazzetta del Sud». La voce anonima ha annunciato che «sarà diffuso un comunicato». La rivendicazione viene considerata dagli investigatori «poco attendibile».

Carlo Alberto Dalla Chiesa era stato vicecomandante generale dell'Arma dei carabinieri. La moglie, era infermiera volontaria della Cri. Si erano sposati il 10 luglio di quest'anno. L'ex generale era stato nominato prefetto di Palermo il 2 aprile scorso, sull'onda della crescente preoccupazione per l'escalation mafiosa in Sicilia. Si insediò il 2 maggio, all'indomani dell'uccisione del segretario regionale del Pci, Pio La Torre, e del suo autista Rosario Di Salvo.

La nomina a prefetto di Dalla Chiesa aveva suscitato più di una polemica per via dell'interpretazione da dare alle sue funzioni nell'ambito della lotta alla mafia. Proprio il giorno prima di morire aveva ricevuto dalla Guardia di Finanza un rapporto sugli accertamenti compiuti dalle «Fiamme Gialle» a carico di 3.102 imprenditori, imprese, società ed esponenti di spicco della mafia. Il lavoro della Finanza verte su evasioni fiscali ed arricchimenti illeciti o «sospetti». Quello è stato l'ultimo suo atto ufficiale.

Le reazioni

Pertini e Spadolini arrivano oggi

Sgomento e profonda commozione negli ambienti politici alla notizia della strage. Il ministro Rognoni si è messo in viaggio per Palermo con il capo della Polizia Coronas e il comandante generale dei carabinieri Valditara. Oggi a Palermo arriveranno il presidente del Consiglio Spadolini e il ministro delle Finanze Formica.

ARTICOLO DI ENZO MIGNOSI A PAG. 2

Chi era

Terrorismo e mafia i «suoi» due nemici

Il generalissimo, Dallas per i suoi uomini. Un prestigio conquistato nella lotta al terrorismo, ma nato con la battaglia contro la mafia. Il suo ultimo atto, il primo nel nuovo incarico: il rapporto sui «162», protagonisti della recente guerra di mafia. Una mappa aggiornata sulle cosche.

ARTICOLI DI F. NICASTRO E S. SCIMÈ A PAG. 3

La sua vita privata

E la crocerossina sposò il generale

Assassinati insieme, Carlo Alberto dalla Chiesa e Emmanuela Setti Carraro erano sposati da nemmeno tre mesi. Il 10 luglio nella cappella del castello di Ivano Faceno, a Levico, il matrimonio a sorpresa fra il prefetto e la bella crocerossina, di trent'anni più giovane. Due anni prima la tenera storia d'amore era cominciata complice un garofano.

ARTICOLO DI MARINA PINO A PAGINA 3

Il poliziotto ferito

Ha fatto in tempo a estrarre la pistola

È in gravissime condizioni Domenico Russo, l'agente di polizia che seguiva a pochi metri di distanza i coniugi Dalla Chiesa, a bordo di un'auto prefettizia. Russo si è reso conto in un baleno che stava per scattare un agguato. Ha sfilato la sua pistola dalla fondina, ma è solo riuscito a impugnarla. Un istante dopo su di lui si è abbattuta una scarica di mitra che lo ha colpito alla testa.

ARTICOLO DI CARMELO RAPISARDA A PAGINA 2

Giornale di Sicilia, 4 settembre 1982, p. 1.



L'ORA

L'assassinio mafioso di Dalla Chiesa e della moglie

E' LA GUERRA!

Una agghiacciante immagine del prefetto Dalla Chiesa e della moglie crivellati dai proiettili dei killer. Sono passati pochi istanti dal delitto. Palermo e tutta l'Italia cominciano a vivere un nuovo incubo

Ma qualcuno deve pagare

di Vittorio Nisticò

ASSASSINANDO il generale Dalla Chiesa assieme alla giovane moglie e all'agente di scorta, la mafia ha alzato il tiro a un livello mai prima raggiunto, ha dato l'estrema prova della sua determinazione a colpire, costi quel che costi, anche in sfere contro cui non aveva mai osato. Pareva che il punto culminante dei suoi truci attentati fosse stato toccato con l'assassinio di La Torre, uomo del parlamento e capo del maggiore partito della sinistra siciliana. Stavolta è toccato al prestigioso servitore dello Stato, che in rappresentanza e nell'interesse dello Stato era venuto a Palermo col preciso compito di combatterla. Ma come scrivemmo per La Torre, non sono tanto i simboli che interessano alla mafia, a questi spregevoli organizzatori di assassinio. Ha ucciso Dalla Chiesa per eliminare l'ostacolo più incombente e pericoloso ch'essa era venuta a trovarsi ormai sulla sua strada, un rappresentante dell'autorità statale che mostrava di avere prima di tutto, e in misura eccezionale, le doti per portare fino in fondo una guerra senza quartiere al terrorismo mafioso.

Intendiamo dire: il coraggio, le idee chiare, la determinazione. Il coraggio anzitutto di chi, pur potendo vivere sugli allori della lotta al terrorismo, accetta il rischio di giocarseli in una partita molto più difficile. La chiarezza e la coerenza di un programma tattico e strategico diretto a stanare la mafia, individuando e colpendo circuiti e collegamenti (finanziari, politici, bancari, amministrativi) in cui si articola il mostruoso potere mafioso. La determinazione a realizzare questo programma, quali che fossero le resistenze, i tentativi di sabotaggio, le incomprensioni, e a far ricorso per realizzarlo a tutta l'autorità morale di cui personalmente disponeva.

Che la sua determinazione avesse resistito anche alle delusioni e alle amarezze per i mancati impegni delle autorità romane, in merito all'estensione dei suoi poteri, non c'è ormai più dubbio e dubbi non ne aveva la mafia. "Non riusciremo a battere definitivamente la mafia, almeno non presto, ma riusciremo a contenerla e ad eliminare la sua influenza sullo Stato, questo sì", aveva detto con decisione al ministro Formica appena il giorno prima dell'assassinio. E aveva aggiunto con altrettanta fermezza: "La strada per arrivare a questo risultato è soprattutto quella del controllo dei flussi finanziari che provengono dall'attività criminale e che ad essa ritornano". Ecco perchè Dalla Chiesa è stato eliminato.

Ma proprio il generale di-

(continua a pagina 9)

Proteste contro Rognoni I sindacati proclamano quattro ore di sciopero

MOMENTI di tensione si sono avuti stamane alle 10,30 nella camera ardente allestita in Prefettura quando il fratello di Emanuela Setti Carraro ha urlato al ministro Rognoni ed alle altre autorità presenti: "Dimissioni, dimissioni; li avete uccisi voi in Parlamento". Alcune voci si sono unite alla protesta. Un coro di insulti, contenuti a fatica dal servizio d'ordine.

Intanto, quattro ore di sciopero in tutta la Sicilia sono state proclamate per lunedì mattina dalla segreteria regionale Cgil-Cisl-Uil in segno di protesta contro il barbaro omicidio del prefetto di Palermo Carlo Alberto Dalla Chiesa e della moglie, Emanuela Setti Carraro. L'orario in cui si svolgerà lo sciopero ancora non è stato reso noto. Varierà infatti di città in città.

• NELL'INTERNO 10 PAGINE DI SERVIZI E DI FOTO

L'Ora, 4 settembre 1982, p. 1.

Quotidiano / Anno LIX / N. 192 (Spedizione in abbon. postale gruppo 1/70)

l'Unità

ORGANO DEL PARTITO COMUNISTA ITALIANO

★ Sabato 4 settembre 1982 / L. 500

Maresciallo di polizia assassinato nel Napoletano

Un maresciallo di polizia è stato ucciso ieri sera, a tarda ora, a Fratteminore, un centro della provincia di Napoli, mentre faceva ritorno a casa. Alcuni killer hanno esploso contro di lui numerosi colpi di pistole, ferendo, nella sparatoria, anche due passanti. Non si conosce ancora la matrice dell'efferato delitto nel Napoletano, che colpisce ancora una volta le forze di polizia. Il maresciallo Andrea Mormile, in servizio a Napoli, 31 anni, era sposato e lascia un bambino.

La sanguinosa sfida ha colpito i vertici dei poteri dello Stato

DALLA CHIESA ASSASSINATO DALLA MAFIA

Falciati con lui la giovane moglie e l'unico agente che lo scortava

Una vera e propria imboscata - Numerosi killer hanno bloccato l'auto non blindata sparando centinaia di colpi con mitra, fucili a canne mozze e pistole - Il generale si era insediato prefetto di Palermo il giorno dell'assassinio di La Torre





Il generale Carlo Alberto Dalla Chiesa e la moglie Emanuela Setti Carrano

Massimo allarme

La mafia detta la sua legge e porta al suo punto più alto la sua sfida al potere pubblico, allo Stato, alla democrazia repubblicana: questa la terribile e inaudita verità confermata dal tragico agguato in cui sono stati assassinati il generale Dalla Chiesa e sua moglie, ed è stato ridotto in fin di vita l'agente di scorta.

Il nuovo eccidio di Palermo ci dà in tutta la sua portata la dimensione nazionale del terrorismo mafioso. Poiché questo rappresentava, purtroppo solo simbolicamente, la presenza di Dalla Chiesa come prefetto a Palermo: un impegno nazionale della lotta contro la mafia. Il suo assassinio è l'ultimo anello di una catena che era andata in crescendo: i coraggiosi — tra i magistrati, le forze dell'ordine, gli uomini politici — che non solo lottavano contro la mafia, ma ne avevano messo in luce la trama delittuosa, il potere occulto, gli intrecci sempre più vasti e radicati nelle zone torbide del mondo politico, degli apparati statali, del mondo degli affari. L'assassinio del compagno Pio La Torre, che più di altri aveva instancabilmente lavorato in questa direzione (e la sua proposta di legge contiene — lo sentiamo in queste ore più che mai — le misure più valide per sradicare il fenomeno mafioso), era stato già un punto alto dell'opera delittuosa del terrorismo mafioso. Ma uccidendo Dalla Chiesa si è voluto andare ancora più in alto. E dire a tutti, al paese intero che la mafia è più forte, non ha ostacoli che non possa e non sappia abbattere; e nel contempo che lo Stato è debole, può essere colpito, quando e dove la mafia vuoglia.

Solo arroganza e presunzione? Tornano ora precisi i fatti, le immagini, lo svolgersi della sequenza mafiosa di tutti questi anni, e per contro non solo le connivenze e le complicità ma anche la sottovalutazione colpevole, le misure mai prese, la inadeguatezza delle strutture, dei mezzi, degli strumenti dei governi nella lotta contro la mafia. Anche da ultimo. Avevano mandato a Palermo un generale noto per la sua efficienza. Ma l'avevano lasciato solo. E proprio poco prima di essere ucciso Dalla Chiesa aveva denunciato che senza un reale impegno nazionale dello Stato accompagnato da una vasta mobilitazione democratica non si può contrastare la mafia. Poiché lui stesso, in questi mesi a Palermo, aveva colto gli intrichi potenti, il retroterra oscuro ma solido, gli interessi corposi da cui il terrorismo mafioso trae la sua forza temeraria e impunità. La sua polemica, i suoi giudizi, la sua denuncia, e le richieste che avanzava per far fronte al pericolo, furono apertamente disattesi, in qualche caso derisi. Li raccogliemmo in pochi, tra cui noi comunisti. Certo oggi è un giorno di dolore e di sgomento. Ma guai se non fosse un giorno anche di allarme, di straordinario allarme. Questo nuovo sangue versato in una strada di Palermo ripropone in tutta la sua ampiezza il problema del rinnovamento democratico dello Stato. Si è discusso molto in queste settimane di istituzioni, ma ecco che con la tragica forza del delitto torna la questione della «costituzione materiale» con cui misurarci. E la portata della sfida mafiosa fa intendere come e con quali forze si può batterla.

Dalla nostra redazione

PALERMO — L'hanno ammazzato. Hanno ammazzato Dalla Chiesa. Hanno ucciso l'uomo prestigioso che lo Stato aveva inviato appena cinque mesi fa in Sicilia per combattere la mafia. E la mafia, ancora una volta ha voluto colpire un simbolo, ancor prima che il bravo investigatore, l'onesto servitore delle istituzioni. Il generale dell'Arma dopo aver combattuto il terrorismo, aveva accettato l'incarico di prefetto a Palermo, ben consapevole della estrema difficoltà di questo compito, ben convinto che la sua presenza da sola non sarebbe stata mai un valido deterrente per le cosche. È morto insieme alla giovane moglie, l'insegnante Emanuela Setti Carrano, 32 anni, che aveva sposato due mesi dopo l'arrivo nel capoluogo siciliano, la donna che aveva voluto seguirlo a Palermo. Falciato anche il loro unico agente di scorta, Domenico Russo, 32 anni, che in coma irreversibile all'ospedale è stato dichiarato dai medici clinicamente morto. Soltanto un agente di scorta. Dalla Chiesa l'aveva detto e ripetuto: non servono a nulla se lo Stato non protegge fino in fondo i suoi uomini impegnati in prima fila. Non ne aveva fatto mistero due settimane fa a Corleone, terra di mafia, parlando insieme a Rognoni in occasione del quinto anniversario dell'uccisione del colonnello dei carabinieri Giuseppe Russo. Parole che a rileggerle ora suonano terribilmente profetiche, davanti ai due cadaveri sfigurati, ancora

Saverio Lodato

(Segue in ultima)



PALERMO — Il corpo di Emanuela Setti Carrano, la moglie di Dalla Chiesa, nell'auto crivellata

Pertini interrompe le vacanze

ROMA — Il presidente della Repubblica Sandro Pertini ha deciso di interrompere le sue vacanze in Val Gardena subito dopo aver appreso la notizia della strage di Palermo. Pertini rientrerà questa mattina nella capitale. A Selva di Val Gardena era stato raggiunto ieri sera da una telefonata del presidente del Consiglio dei ministri il quale ha avuto con lui un lungo colloquio. Allo stesso Spadolini il presidente della Repubblica ha inviato un telegramma di cordoglio. Da parte sua Spadolini ha detto, che il «truce assassinio di Palermo costituisce un evento sconvolgente, cui il governo farà fronte con scelte adeguate all'eccezionalità della minaccia». Successivamente il presidente del Consiglio si è messo in contatto con il ministro Rognoni, poco prima che quest'ultimo, insieme al capo della polizia Coronas e al comandante generale dell'Arma dei carabinieri Valditara, partisse per Palermo.

Non gli avevano dato i mezzi che chiedeva

Sembra di vederlo ancora, il volto teso, le labbra serrate, impettito ma in abiti civili, pronunziare il suo primo discorso pubblico, da prefetto. A Corleone, il 24 agosto, nei pressi del bosco della Ficuzza dove cinque anni prima era stato assassinato un ufficiale dei carabinieri. Dalla Chiesa che parla, di fronte a lui il ministro dell'Interno Virginio Rognoni. Dalla Chiesa che accusa. Dalla Chiesa che punta il dito contro la mafia. Parole durissime, che tagliano l'aria. E in quei stessi giorni due interviste polemiche, una all'«Unità» e l'altra a «Repubblica»: «Punto all'alta mafia». Non mi interessa una prefettura di prima classe... mi interessa la lotta contro la mafia che è una delinquenza causa, che ti misura, che ti ascolta...». La mafia aveva orecchie bene attente a Corleone, e lettori intelligenti dei giornali. E adesso il generale, l'uomo che tanti terroristi avevano temuto, giace annicchiato in una piccola utilitaria, riverso a proteggere invano il corpo della giovane moglie dai terribili colpi di mitra dei sicari mafiosi. La mafia ha così reso un servigio anche al terrorismo.

Dalla Chiesa l'avevano spedito, senza nemmeno il tempo di fare le valigie, il 30 aprile scorso, a Palermo. Il giorno della barbara esecuzione degli indimenticabili Pio La Torre e Rosario Di Salvo. Mandarlo era stato un segnale, lo dissero tutti, lo si capì, con timore, negli oscuri salotti dei santuari mafiosi. E scoppiò subito la polemica. Che è venuto a fare a Palermo, da funzionario amministrativo del governo, questo generale? Ora si può dire che hanno avuto paura e l'hanno messo a lacere per sempre. Come La Torre, i giudici Costa e Terranova, il capitano Basile e il vicequestore Giuliano. E, perché no, come Mattarella, il presidente democristiano della Regione. Palermo insanguinata guarda con orrore. Ma, se si può dire, in queste ore così

Sergio Sergi

(Segue in ultima)

Al Festival dell'Unità è subito lotta alla mafia

Domani mattina manifestazione a Tirrenia contro le cosche e il terrorismo

TIRRENIA — Il Festival dell'Unità contro la mafia. La notizia del tragico agguato di Palermo è giunta a Tirrenia mentre il compagno Macaluso stava commemorando le figure di Pio La Torre e del suo autista Rosario Di Salvo, trucidati quattro mesi fa, sempre nel capoluogo siciliano, sempre dalla mafia. L'emozione per questo nuovo crimine è stata forte e la tensione si è tramutata subito in impegno di lotta, in mobilitazione. La manifestazione per la pace e il disarmo programmata per domani mattina si terrà come era stato stabilito, ma i contenuti saranno ampliati ai temi della battaglia contro la mafia, all'impegno per fronteggiare l'escalation di criminalità organizzata e mafiosa.

Due cortei partiranno rispettivamente dal Calabrone (concentrazione per la federazione di Livorno e per i compagni del Mezzogiorno) e da Marina di Pisa (per i compagni di Pisa e per coloro che arriveranno dalle regioni del Nord). I due cortei si incontreranno poi all'interno dell'area del Festival dove parlerà il compagno Gerardo Chiaromonte della Direzione del partito. Anche in altre città italiane è scattata pronta la mobilitazione dei comunisti, dopo questo nuovo attacco al vertice delle istituzioni dello Stato. A Roma, la festa della FGCI che si apre oggi sarà caratterizzata da una manifestazione contro il terrorismo. L'appuntamento è alle ore 18,30 sulla terrazza del Pincio.

IN ULTIMA, MACALUSO COMMEMORA A TIRRENIA IL GENERALE CARLO ALBERTO DALLA CHIESA.

Dal nostro inviato

TIRRENIA — Quattro mesi sono lunghi: tanto è durato l'impegno e il sacrificio dei comunisti pisani che, rinunciando a ferie e riposi, hanno costruito la Festa nazionale dell'Unità. E ieri sera con l'apertura dei cancelli ai visitatori, soprattutto per loro, è giunto il momento della verità. Hanno superato la prova e hanno garantito pienamente che la Festa potesse presentare il suo volto nuovo, originale, «pisano», eppure inserito in una tradizione che dura dal 1946. Tutti gli anni migliaia di comunisti sanno esprimere questo «miracolo» della novità nella continuità. Un miracolo — ha detto il compagno Alessandro Natta che ha aperto la Festa — che Spadolini deve invidiarci, visto che i suoi governi sanno solo essere uguali ai precedenti.

Nei vialì della Festa — quando alle 18 è cominciata la pacifica invasione dei visitatori — si erano appena spenti i rumori degli ultimi ritocchi: quelli delle ruspe che spianavano i vialì in terra battuta; quelli dei martelli che inchiodavano gli ultimi assicelati; quelli dei camioncini che portavano le provviste per i ristoranti.

Tra i compagni pisani c'era orgoglio e soddisfazione

Vanja Ferretti

(Segue in ultima)

Oggi al Senato il definitivo voto di fiducia per Spadolini

Fredda la maggioranza col governo-bis

Bufalini: non generiche enunciazioni istituzionali ma una ferma volontà politica può risolvere i drammatici problemi del Paese, sconfiggere la mafia e i poteri occulti - Colajanni: i nodi della crisi economica

ROMA — Il Senato conclude oggi con il voto il dibattito sulla fiducia allo Spadolini-bis. Nella discussione sono intervenuti ieri, tra gli altri, i compagni Paolo Bufalini e Napoleone Colajanni. Colajanni ha concentrato il suo discorso essenzialmente sulle scelte di politica economica del governo. «I nodi intricati della crisi economica del paese non si sciolgono — egli ha detto — con una governabilità qualsiasi» che punta tutte le sue carte sulla «politica monetaria e di semplice contenimento» sbandierando il rispetto di improbabili «tetti» destinati a divenire, inevitabilmente, «manifestazioni di inconscio desiderio» del presidente del Consiglio Spadolini. Occorrono invece scelte rigorose di cambiamento se vogliamo la ripresa, la lotta alla disoccupazione, la rinascita del Mezzogiorno. Questi obbiettivi possono essere raggiunti solo attraverso la ristrutturazione dell'economia, la diminuzione relativa del numero delle aziende non produttive e attraverso una riconversione dell'industria che favorisca la diminuzione dei costi e segni l'aumento della produttività. «La grave crisi delle società industriali — ha proseguito Colajanni — non risparmia l'Italia. Anzi nel nostro paese alcuni dati comuni ad altre realtà (crescita

Gianni De Rosas

(Segue in penultima)

responsabilità delle disfunzioni nelle forze armate ai tentativi di destabilizzazione dei vertici democristiani sono stanchi di essere impallinati da un ministro che colleziona incidenti e forse anche vogliosi di tornare in «possesso» di un dicastero che è stato sempre loro.

E ieri mattina hanno rotto gli indugi. Abbandonato ogni «fair play» non si sono

Daniele Martini

(Segue in ultima)

A poche ore dalla fiducia i dc contro Lagorio

ROMA — Lo scontro non è più sommerso. Da ieri mattina tra i democristiani e il primo ministro socialista della difesa, Lelio Lagorio, è guerra aperta. Il «casus belli» è la polemica sulle indagini nelle caserme, per vedere cosa c'è che non va dopo gli attacchi brigatisti e i clamorosi intoppi che hanno tormentato l'invio dei bersaglieri in Libano.

Ma il contrasto in realtà è più di fondo e viene da lontano: Lagorio non perde occasione per addossare tutte le

Continuità di una crisi

Si potrebbe dare un po' di ragione a Spadolini, e riconoscere con lui che qualcosa di diverso, dopo la crisi, c'è nel quadro politico: ma non è la pseudo-novità del decalogo istituzionale, bensì la ragionata accettazione del fatto che il governo-bis non è più espressione di un'alleanza politica ma il prodotto galleggiante di uno «stato di necessità».

Questo è il primo punto da sottolineare: la continuità ministeriale significa semplicemente continuità di una crisi degli equilibri politici e della certezza di governo. Può variare, anche di molto, il giudizio sulle cause e sulle responsabilità per questo stato di cose, ma nessuno, proprio nessuno è in grado di affermare che sia stato rimosso uno qualsiasi dei motivi reali e profondi della crisi politica. Tanto è vero che il tema di supporto per dilatare sulla fiducia è risultato quello dello «sblocco» del sistema politico. Segno che ciascuno a suo modo sente e riconosce che tutta una fase della vita politica nazionale sta giungendo a conclusione, e più non reggono le tattiche e le furbizie per risolvere i conflitti e le tensioni entro quel recinto pentapartitico ridottosi — per dirla col de Martinazzoli — «a un fortino».

Enzo Roggi

(Segue in ultima)

Rompendo la tregua dopo il ritiro dell'OLP e le proposte di Reagan

Gli israeliani avanzano a Beirut

BEIRUT — Improvviso e drammatico aggravamento della situazione a Beirut. Le truppe israeliane hanno compiuto ieri una repentina avanzata verso i quartieri centrali, sconfinando con la violenta resistenza delle milizie della sinistra libanese. La nuova iniziativa militare di Tel Aviv suscita gravi preoccupazioni anche perché è avvenuta all'indomani della ripulsa da parte del governo Begin delle nuove proposte americane e alla vigilia del vertice arabo di Fez.

Nelle stesse ore in cui gli israeliani spostavano in avanti le proprie linee, un colonnello dei parà francesi che fanno parte della forza multinazionale è rimasto ucciso da un colpo d'arma da fuoco esploso da un vecchio presso un edificio adibito a sede degli osservatori dell'ONU. In diverse zone dei quartieri occidentali, inoltre, si sono registrate sparatorie: protagonisti — pare — un gruppo curdo e gli uomini dell'organizzazione sciita «Amal».

L'avanzata israeliana (400 metri oltre il quartiere di ellittrizi che segnava, presso l'aeroporto, il «confine» tra la zona occupata e i quartieri occidentali) è stata annunciata dalla radio libanese, e più tardi confermata dalle stesse autorità di Tel Aviv che l'hanno ufficiosamente «giustificata» sostenendo che era necessaria per proteggere il passaggio di artiglieri incaricati di bonificare la zona da mine e ordigni esplosivi. Questa spiegazione, però, contrasta con la profondità della «sacca» creata oltre le proprie linee dalle truppe israeliane.

I militari della forza multinazionale non sono stati impegnati nelle operazioni, né sono rimasti coinvolti.

ALTRE NOTIZIE E SERVIZI IN PENULTIMA

Ulteriore inasprimento in Polonia dopo la repressione della protesta

Minacce del regime a Solidarnosc

Dal nostro inviato

VARSAVIA — «Il 31 agosto Solidarnosc ha suonato la sua marcia funebre». Non ci possono essere colloqui con gente che istiga alle manifestazioni stradali. La direzione del sindacato sospeso e Lech Walesa non possono essere accettati come interlocutori in quanto hanno sempre respinto gli «accenti politici» del discorso di Jaruzelski del 13 dicembre. Il colloquio per l'intesa nazionale sarà ora condotto direttamente con le masse dei militanti di Solidarnosc escludendo l'intermediazione dei suoi dirigenti.

Questa la grave risposta politica, destinata ad approfondire la frattura tra società e potere, che il governo polacco intende dare alle vicende dei giorni scorsi. L'annuncio è stato dato dal portavoce del Consiglio dei ministri, Jerzy Urban, in una conferenza stampa tenuta nel pomeriggio di ieri. Eppure nell'incontro con i giornalisti, Urban non è stato in grado di contestare l'ampiezza delle manifestazioni svoltesi martedì e nei giorni seguenti. Egli ha ammesso che la protesta ha investito 54 grandi città e centri minori di 34 dei 49 voivodati. Pur facendo una distinzione tra le dimensioni nell'una e nell'altra località, il portavoce ha detto che nell'insieme la partecipazione dei cittadini poteva essere calcolata nell'ordine di decine di migliaia.

In totale i morti in tutto il paese, secondo Urban, sono quattro: i due di Lubin, quello di Danzica e un operaio di Wroclaw (Breslavia) ritrova

Romolo Caccavale

(Segue in ultima)

Chapitre 3

assalto contro lo Stato



L'enorme boato alle 17,58 di ieri La vendetta contro il "Grande nemico" che era appena atterrato a Punta Raisi. E dall'aeroporto qualcuno lo stava seguendo



Una strage come in Libano

La mafia bombarda la strada con una tonnellata d'esplosivo

del nostro corrispondente ATTILIO BOLZONI

PALERMO – E' morto, è morto nella sua Palermo, è morto fra le lamiere di un'auto blindata, è morto dentro il trifoglio che apre la terra, è morto insieme ai compagni che per dieci anni l'avevano tenuto in vita coi mitra in mano. E' morto con sua moglie Francesca. E' morto, Giovanni Falcone è morto. Ucciso dalla mafia siciliana alle 17,58 del 23 maggio del 1992. La più infame delle stragi si consuma in cento metri di autostrada che portano all'inferno. Dove mille chili di tritolo avevano l'odore e scagliano in aria uomini, alberi, macchine. C'è un boato enorme, sembra un tuono, sembra un vulcano che scarica la sua rabbia. In trenta, in trenta interminabili secondi il cielo rosso di una sera d'estate diventa nero, volano in alto le automobili corazzate, sprofondano in una voragine, spariscono sotto le macerie. Muore il giudice, muore Francesca, muoiono tre poliziotti della sua scorta. Ci sono anche sette feriti, ma c'è chi dice che sono più di dieci. Alcuni hanno le gambe spezzate, altri sono in fin di vita. Un bombardamento, la guerra. Sull'autostrada Trapani-Palermo i boss di Cosa Nostra cancellano in un attimo il simbolo della lotta alla mafia.

Massacro «alla libanese» per colpire e non lasciare scampo al Grande Nemico. Una tonnellata di esplosivo, un telecomando, un assassino che preme un tasto. Così accidento l'uomo che per dieci anni ha vissuto blindato, che ha avuto disonorati, feriti. La vendetta della mafia, la vendetta che diventa morte in un tratto di autostrada a cinque chilometri e sei cento metri dalla città, la città di Giovanni Falcone, la città dove poco fa assaltano e molti lo collaudano.

La mano sotto il giubotto

La cronaca della strage comincia all'aeroporto di Punta Raisi quando su una pista arretra un DC 9 dell'Alitalia e subito dopo un jet del Sisde, un aereo dei servizi segreti provenienti da Roma. Sopra c'è Giovanni Falcone con sua moglie Francesca. Sono le 17,48 quando il jet è sulla pista di Punta Raisi. Il sulla pista ci sono come ogni sabato pomeriggio tre auto che lo aspettano. Una è verso sinistra, una Croma bianca, una Croma azzurra. E la sua scorta, la solita scorta con Antonio, Antonio Montanari, agente scelto della squadra mobile che appena vede il «suo» giudice che scende dalla scaletta si infila la mano destra sotto il giubbotto per controllare la fondina della pistola. Tutto è a posto, non c'è bisogno di stress, alle 17,50 il corteo blindato che trasporta il direttore generale degli Affari penali del ministero di Grazia e giustizia è sull'autostrada che va verso Palermo. Tutto sembra tranquillo, ma così non è. Qualcuno sa che Falcone è appena sbarcato in Sicilia, qualcuno lo segue, qualcuno se che fra otto minuti la sua Croma passerà sopra quel pezzo di autostrada vicino alle Ciaculli.

La Croma marrone è davanti, cinquecento all'ora. Guida Vito Schifani, accanto c'è Antonio, dietro Rocco Dicillo. E corre la Croma marrone corre seguita da altre due Croma, quella bianca e quella azzurra. Sulla prima c'è il giudice che guida, accanto c'è Francesca Morvillo, sua moglie, anche lei magistrato. Dietro, tra un altro agente di scorta, altri quattro sulla Croma azzurra. Un minuto, due minuti, la campagna siciliana, l'autostrada, l'aeroporto che si allontana, quattro minuti, cinque minuti, il DC 9 dell'Alitalia proveniente da Roma che scende verso il mare e sorvola l'A 29. Sono le 17,57, Palermo è vicina, solcherete chilometri, sedici minuti.

L'esplosivo per Capaci è lì, c'è un po di vento, ondeggia il cartellone della «Sia Maxgimi», si muovono gli alberi, il mare è increspato. Ecco, sono quasi le 17,58. La Croma marrone è sempre avanti, il contatto radio con le Croma bianca e la, la «Lince» è silenziosa, vuol dire che tutto va bene, non c'è problema. Ma dietro, intorno, da qualche parte, c'è Tutanozzo, ci sono gli assassini che aspettano Giovanni Falcone.

Sono le 17,58. C'è una curva larga, c'è un rettilineo di 180 metri, c'è un'altra piccola curva. E c'è un sottopassaggio prima di arrivare ad una specie di colonia grigia con su scritto «Cementerie siciliane». E' lì, sotto che l'odio e l'uscita per lacrime, più avanti ci sono due gallerie. Sempre buio, sempre mal illuminate. Sono le 17,58 e le due carreggiate dell'autostrada A 29 bruciano, l'aria è irrespirabile, quintali di asfalto vengono catapultati verso il cielo. E' l'esplosione, sono i mille chili di tritolo che brillano, che fanno strage, che fanno morte. I masfioli li avevano piazzati in una specie di fossa a un metro dal sottopassaggio che taglia l'autostrada. Hanno aspettato Falcone, hanno aspettato la Croma marrone e le altre due auto blindate, hanno aspettato l'attimo per fare clic e uccidere il Grande Nemico.

Solo trenta secondi, solo trenta secondi dal lampo e dal tuono alla strage e alla morte. Quando il trifoglio esplode sulla strada si apre una buca, una sfiga, una fossa di una cinquantina di metri. «Come il cratere di un vulcano», dirà poi il procuratore capo di Palermo Piero Giammanco. Dentro il cratere del vulcano finisce per un istante la Croma marrone. Solo per un attimo. Poi verrà scaraventata lontana, un volo di cinquanta, sessanta, ottanta, cento metri. Un volo dall'altra parte dell'autostrada, verso il mare, in un campo di ulivi. Muore Antonio, muore Vito, muore Rocco.

L'asfalto schizza per aria

Muoiono tutti, poveri ragazzi. Un secondo dopo la Croma bianca guidata da Giovanni Falcone piomba nel cratere, si infossa, si alza, si schianta a terra, si rialza, si rabbassa. I primi tre metri di Croma vengono tranciati dal trifoglio, l'altro metro e mezzo di automobile si accartoccia. I pezzi di asfalto schizzano per aria, volano verso il mare e verso la montagna.

Giovanni Falcone viene schiacciato dall'urto del trifoglio e dall'auto che sbatte impazzita. Francesca finisce sui vetri in frantumi, l'autista che sta dietro si chiama Giuseppe Costanza.

E' in trappola, prigioniero fra le lamiere, ma vivo, vivo. La Croma marrone è nel campo di ulivi ma la Croma di Falcone resta ferma, bloccata, in mezzo alle macerie, in mezzo al fumo nero, in mezzo al fuoco.

Tre secondi dopo la Croma bianca del giudice Giovanni Falcone sarà ricoperta di terra e di cemento, di fuliggine e di catrame. «Io ero sul cavalcavia e mi sono messo a correre come un matto, correvo, correvo con il cuore in gola... dopo qualche minuto, forse tre, forse quattro, ho estratto dalla Croma di colore bianco il corpo di una donna: ...poi ho provato ha tirare fuori anche il corpo dell'uomo...ho saputo poi che era Falcone, il giudice Giovanni Falcone», ricorda fra le lacrime il collivatore diretto Salvatore Gambino.

Il corpo di Francesca Morvillo, il corpo di Giovanni Falcone. L'autista non l'aveva visto, era sotto i sedili, era sotto le macerie.

Ore 17,59, autostrada Trapani-Palermo, chilometro 5,6. Una Croma non c'è più, un'altra è disintegrata, la terza, quella azzurra, è un ammasso di ferri vecchi. Ma dentro i quattro agenti sono vivi, feriti ma vivi. Feriti come altri venti uomini e donne che erano dentro le auto che passavano in quel momento fra lo svincolo di Capaci e Isola delle Femmine, fra le due gallerie e la cementeria, fra il sottopassaggio e la curva larga dove c'era una volta il cartellone della «Sia Mangimi». Dove c'erano i lampioni gialli e celesti che adesso sembrano scheletri, dove c'erano gli alberi che adesso sembrano cazze nere, dove c'era una strada che adesso sembra un canale dove è passata la lava vomitata da un vulcano. Con decine e decine di automobili piegate, con le tutte le linee telefoniche della zona saltate, con l'energia elettrica che se ne va improvvisamente ,con i vetri delle ville e dei palazzi nel raggio di chilometri che vanno in frantumi, con una grande nuvola nera che avvolge tutto e tutti. L'inferno, l'inferno per uccidere il giudice Giovanni Falcone.

L'inferno, l'allarme, la centrale operativa della polizia che va in tilt e i funzionari della Questura che parlano via radio della «nota personalità» che stava passando alle 17,58 sull'autostrada che da Punta Raisi porta a Palermo. Chi è questa «nota personalità»? Già lo per sette minuti, giallo e paura. Poi finalmente si capisce, poi finalmente la nota personalità ha un nome e un cognome, è Giovanni Falcone, è il giudice, è il direttore degli Affari penali del ministero di Grazia e giustizia. E comincia la sabanda di voci. E comincia l'allalena delle emozioni, i tuffi al cuore, i timori che si intrecciano. E'leggermente ferito, è gravemente ferito, è in fin di vita, è salvo, è quasi morto, è salvo, è ferito, è lui, non è lui. Quanta paura, quanta speranza, quante lacrime alle 18,47. Sì, alle 18,47 un medico dell'ospedale civico firma il cartellino «ed'entrata» del giudice italiano più famoso nel mondo. Due parole, solo due parole: «arresto cardiaco». Giovanni Falcone è arrivato morto in ospedale, è arrivato già morto. E sull'ambulanza che lo trasportava c'era la sua borsa di pelle marrone. Piena di carte, piena di fogli.

C'era anche un libro, «Il ruolo del Pubblico ministero». Su un'altra ambulanza Francesca, la moglie, giudice di tribunale, magistrato come il marito, magistrato come il fratello, Alfredo, sostituto procuratore del pool antimafia di Palermo. «Ha le gambe rotte», diceva alle otto di sera un infermiere del Civico, «Ha il ventre aperto», racconta un chirurgo alle dieci di sera. E'in coma, no si salva, è in fin di vita, è fuori pericolo. Poveta Francesca, è morta, è morta anche lei con il suo amore.

"Io sono un siciliano vero"

A sera tarda, a tardissima sera arriva la sulita rivendicazione della Falange Armata, arriva la notizia del buttocitadino in memoria di Giovanni Falcone, arriva la notizia del consiglio comunale che si riunisce in seduta straordinaria con quello provinciale. Arriva lo «sgomento» della città di Palermo, la «condemnazione» della capitale siciliana per l'uomo simbolo, per l'uomo amato e odiato, per il giudice che ha mandato sotto processo mille uomini d'onore.

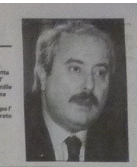
Gliel'avevano giurata a Giovanni Falcone. gliel'avevano giurata tredici anni fa: «Morirai, lo sai che prima o poi morirai...». E lui lo sapeva. Ma ridendo, con quella sua faccia che alcune volte lo rendeva antipatico anche gli amici che lo volevano bene, lui rispondeva: «Per me la vita vale come il bottone di questa giacca, io sono un siciliano, un siciliano vero». E riderà, rideva, Giovanni Falcone.



Poi, aveva cambiato idea. Aveva deciso di rimanere. Nei suoi scorsi aveva aperto un piccolo negozio di detersivi per la moglie. Da quando Falcone aveva assunto il nuovo incarico di direttore degli Affari penali del ministero di Grazia e Giustizia, Antonio era stato «prestato» ad altre personalità da scortare, ma non mancava mai l'appuntamento del weekend con Falcone. Da quando il giudice metteva piede a Palermo a quando respira e aereo per Roma, Antonio gli stava alle costole. E anche ieri era puntuale ad attenderlo a Punta Raisi.

Vito Schisano, 27 anni, palermitano, lascia una moglie bambina, Rosalia, 22 appena, ed una figlia di 4 mesi. Rosalia ha appreso la notizia dalla televisione. Un urlo. Come un fulmine, con la sua bambina, è volata al pronto soccorso dell'ospedale Civico, con un filo di speranza in fondo al cuore. La verità le è stata detta subito. Vito e un altro degli angeli custodi 'morti in servizio' di Giovanni Falcone. Anche Rocco Di Cillo è morto dall'istante, dilaniato dal tritolo su quel viadotto d'autostrada bombardato dalla mafia. Lotta ancora tra la vita e la morte l'autista della Thema blindata, Giuseppe Costanzo, 36 anni. Salvi per miracolo, non hanno più lacrime per piangere gli altri «angeli custodi» rimasti feriti, Paolo Capuzzo, 31 anni, Gaspare Cervello, 31 anni anche lui è Angelo Corbo, 27 anni.





assalto contro lo Stato



Qui accanto, e nella foto in basso: l'auto del giudice Falcone distrutta dall'attentato tra le macerie dell'autostrada dove sono esplosi i mille chili di tritolo. A destra: Francesca Morvillo, moglie del giudice palermitano, anche lei parte dopo l'attentato, al termine di un disperato intervento chirurgico

Cinque vittime e molti feriti

PALERMO (a.z.) – Cinque morti e almeno sette feriti: Giovanni Falcone, la moglie Francesca Morvillo, 36 anni, e tre uomini della scorta, Antonio Montinaro, Vito Schifano e Rocco Di Cillo. Gravi le condizioni dell'autista della macchina blindata, Giuseppe Costanzo. Feriti, in maniera meno grave, gli agenti Paolo Capuzzo, 31 anni, Gaspare Cervello, 31 anni e Angelo Corbo, 27 anni. Le altre 4 persone ricoverate sono: Romizo Mastrolia, Pietro Vivona Spanò e Gabriele ed Eva Eberhard, autisfact.

Inutili i disperati tentativi di salvare Franca Morvillo

Due ore di agonia per la moglie giudice

Era con lui nell'auto blindata

di FRANCESCO VIVIANO

PALERMO – La città impazzisce, alle sei del pomeriggio, sbiglia dalle sirene delle ambulanze mentre gli elicotteri cercono verso l'autostrada per Punta Raisi dove, all'altezza di Capaci, è successo il finimondo. La notizia è è già propagata come un fremito, dilagano i presentimenti più foschi, si parla di una «nota personalità» coinvolta in un attentato, quando le agenzie danno la notizia che il giudice Falcone è morto con tre agenti di scorta.

Le tivù locali la rilanciano immediatamente nelle loro edizioni speciali e la città è attonita, prigioniera di un incubo. Gli elicottieri e le ambulanze ritornano con il loro carico di morte verso l'ospedale Civico. Il giudice Giovanni Falcone, 53 anni appena compiuti, arriva insieme alla moglie Franca Morvillo, 36 anni, con i vestiti insanguinati e ferite in varie parti del corpo.

Massaggio cardiaco

Il magistrato è in arresto cardiaco, la moglie respira e anche se gravemente ferita dovrebbe, dicono i medici, cavarsela. Qualche ora dopo invece Franca Morvillo muore. Quando arriva il cadavere di Falcone il professor Francesco Crisci, dirigente del pronto soccorso, ed il suo assistente, il dottor Luigi Fauzza, tentano il massaggio cardiaco, ma il giudice Falcone non darà più segni di vita. Gli altri tre agenti estratti dalle lamiere dell'auto blindata investita dall'esplosione, vengono portati alla camera mortuaria del policlinico.

Dopo pochi minuti nel piazzale antistante l'ospedale Civico comincia un raggelante pellegrinaggio. Tra i primi ad arrivare il giudice Paolo Borsellino che con Falcone andò volontariamente in esilio in Sardegna, per motivi di sicurezza, per scrivere l'ordinanza di rinvio a giudizio del primo maxiprocesso.

Poi arriva la madre della moglie del giudice Falcone.

Franca Morvillo, da oltre cinque anni aveva scelto di fare la vita blindata che condeva il marito. Bionda, attraente, sorella di Alfredo, sostituto procuratore del pool antimafia di Palermo, aveva conosciuto Falcone al Palazzo di Giustizia e dopo alcuni anni si erano sposati in municipio. Assieme la loro unione l'allora sindaco di Palermo Leoluca Orlando che con Falcone a quei tempi ascalava molto d'accordo. Franca Morvillo, dopo alcuni anni passati alla sezione del Tribunale dei minori, aveva assunto un incarico alla quarta sezione del Tribunale e fu giudice a latere nel processo contro Vito Ciancimino.

Alcuni mesi era passata in Corte d'assise e quando aveva qualche giorno libero raggiungeva il marito a Roma per poi ritornare durante il fine settimana a Palermo. Dietro la porta dell'astanteria del Civico, dove su una barella viene posteggiato il cadavere di Falcone, i carabinieri stentano a trattenere i colleghi della vittima che vogliono per l'ultima volta vedere «Giovanni».

E uno strazio. Gioacchino Natoli, Guido Lo Forte, Leonardo Guarnotta, entrano in quella stanza ad esito non subito, dopo bianchi in volto e con le lacrime agli occhi. «Se avessero ucciso me, sarebbe stato molto più semplice – dice il giudice Natoli. Non si può vedere morire una parte di se senza sopravvivere».

Poi insieme al collega Guarnotta chiede alla madre di Franca Morvillo di ritornare a casa di Falcone per andare a prendere il vestito «pulito», prima che Giovanni venga messo dentro la bara. Ancora non sanno che anche Franca Morvillo ha cessato di vivere nel reparto di neochirurgia dove i medici avevano tentato disperatamente di sottrarla alla morte.

Il corridoio dell'ospedale Civico comincia ad affollarsi. Entra gridando e piangendo una giovane e magnissima donna, è Rosalia Schisano, moglie dell'agente Vito Schisano, 27 anni e madre di un bambino di 4 mesi. Urla, chiede ai colleghi notizie del marito, i colleghi piangono e non rispondono. L'abbracciano e lei capisce. Il cadavere di Schisano e quello degli altri due uomini della scorta vengono in camera mortuaria del policlinico.

Quando al policlinico arrivano le ambulanze un'anziana donna con il cassice bianco si avvicina e chiede cos'è accaduto.

La via crucis degli amici

È un'ostetrica, si chiama Giuseppina Schisano. E sorella dell'agente ucciso. Li apprende che Vito è morto nell'attentato. I vasli del policlinico sono attraversati da auto di politia e carabinieri, dai commissariati e dalla questura arrivano altri amici e colleghi delle vittime. Tra questi Giovanni Paparcuri, 36 anni, miracolosamente scampato all'aggiuato comnicio, so nel 1983 contro il consigliere istruttore Rocco Chinnici, ucciso da un'autobomba insieme a tre agenti di scorta ed al portiere dello stabile dove abitava. Paparcuri non ha nemmeno misure: «Lo Stato è sempre stato assente, e così è facile che la mafia colpisca chi vuole e quando vuole. Lo hanno ucciso in Sicilia perché qui era indifeso, perché qui la mafia ha voluto dimostrare che comanda lei. Rivivo quei tragici momenti, quei giorni terribili e penso a-desso alle madri, alle mogli, ai familiari dei miei poveri colleghi morti per servire questo Stato latitante».

Il posto di politia dell'ospedale Civico si affollaco decine di persone. Sono venute per chiedere agli agenti se tra i morti ed i feriti ci sono loro congiunti. I poliziotti, sconvolti dal dolore per il loro colleghi e dalla confusione, fanno fatica a rispondere. Poi, fuori dalla porta, qualla folla apprende il triste elenco. Un elenco coi nomi del giudice Falcone, degli agenti Schisano, Montanari e Di Cillo e quello dei feriti. Tra questi anche due coniugi austriaci che erano venuti in vacanza in Sicilia e che percorrevano l'autostrada dove la mafia ha stacciato il suo instancabile nemico, la moglie e quattre ragazzi in divisa che li scortavano.

La morte di Antonio, Vito e Rocco

Accanto a lui fino all'ultimo Il sacrificio degli 'angeli custodi'

di ALESSANDRA ZINITI



PALERMO – Non lo hanno lasciato solo. Sino all'ultimo. Fino alla morte, terribile, tremenda, arrivata su un viadotto d'autostrada. Così li chiamavano quei ragazzi, tutti giovanissimi, che da sei anni erano dedicato il loro servizio in politia alla protezione del giudice più blindato del mondo. Erano una dozzina, tre di loro hanno perso la vita per proteggerlo fino in fondo.

A sulla sono servili i giubbotti antiproiettile e anche quegli occhiali veri e la carrozzeria blindata non è stata di aiuto, a nulla sono servili le pistole ed i fucili a pompa che questi ragazzi non sfoderavano mai. Neanche quando, tranquilli, dopo avere lasciato Falcone sano e salvo a casa o in ufficio, si preparavano a lunghissime attese. Antonio, Vito, Rocco.

Bastano i nomi di battesimo per ricordare questi ragazzi. La notorietà di Giovanni Falcone aveva coinvolto anche loro. Li conoscevano tutti. La prima, comprensibile, immediata antipatia, il fastidio che ogni palermitano ha provato nei confronti di questi poliziotti dai modi bruschi e decisi, spesso dimenticati della sensibilità dei cittadini pur di garantire la sicurezza di Falcone, si era presto tramutato in ammirazione, solidarietà, spesso anche gratitudine per questi ragazzi disposti a rischiare la loro vita per un «operato» di Stato, come era Giovanni Falcone. Lo avevano già fatto tre anni fa, sul lungomare dell'Addaura, quando avevano avvistato quello strano borsone da sub ufficialmente «sulla scogliera della villa estiva di Falcone. Al loro occhio esperto non era sfuggito. Di buon mattino, avevano fatto «sfollare» il giudice e la moglie, prima che quei 58 candelotti di dinamite avvolti in una tuta da subbacqueo raggiungessero il loro obiettivo.

L'immagine dell'esplosione di quel micidiale ordigno pilotato dagli artificieri aveva forse, paradossalmente, allontanato per sempre dalle loro menti il pericolo dell'attentato. Antonio Montanaro, campano di origine, era fiero di più noto degli angeli custodi. Capelli sicuri lunghi, sorriso accattivante, corrisse ma fermo nel respingere tante volte i giornalisti che trovavano l'assalto al bunker di Falcone al Palazzo di Giustizia di Palermo. Antonio era forse il più «fedele» degli uomini di scorta. Ed è morto accanto a Giovanni Falcone. Era un poliziotto «speciale». Aveva fatto la scuola di polizia di Bad e Carros in Sardegna. Era stato inviato in Sicilia, temporaneamente, ed era stato assegnato al servizio scorta. Giovanni Falcone. Quella vita terribile, senza orari, senza gratificazioni, piena di rischi, gli faceva desiderare solo una cosa: il trasferimento vicino casa, vicino alla sua famiglia, alla moglie, alla sua bambina.

MAC Via Flaminia, 970 Viale Parioli, 33 ROMA
Pronta consegna
COUPÈ VOLVO 480

IL TEMPO

DIREZIONE, REDAZIONE E AMMINISTRAZIONE (00187) ROMA, piazza Colonna 366 Tel. 6758[illegible] Telex 611087 - Telefax 6758860 Spedizione abbon. post. Gruppo 1/70 Concess. di pubblicità esclusiva: ISPE via G. B. Vico 9 Tel. 3696 Telex 610515 - SIPRA, via degli Scialoia 23 Tel. 36171 Telex 610263

EURWAGEN
Via C. Colombo, 248/bis

Strage sull'A29: assassinato il magistrato-simbolo della lotta alla mafia

La Sicilia come la Colombia

Mille chili di esplosivo per uccidere Falcone

L'Italia piange da sola

di FRANCOBALDO CHIOCCI

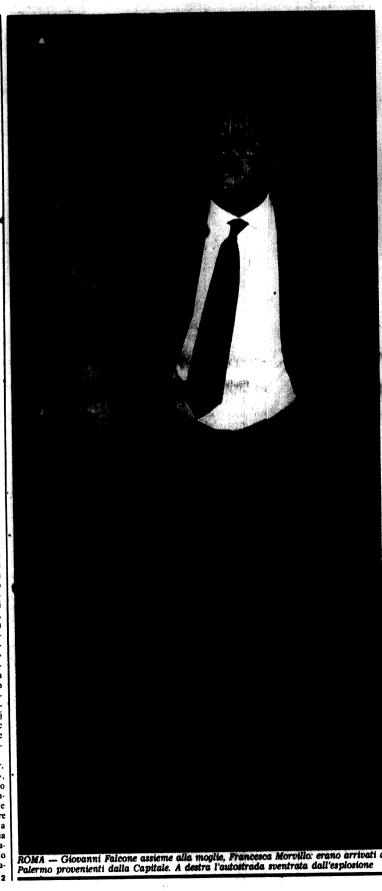
GIOVANNI FALCONE, uomo di tempesta, è morto nella tempesta. E non è forse un caso, comunque è una allarmante coincidenza, che sia stato colpito dal fulmine mafioso dopo che la politica aveva trasferito a Roma e lambito anche lui, il magistrato dell'ex pool boicottato dal Csm per quella carica di Superprocura che sembrava inventata per il suo zelo, le sue capacità, la sua volontà di battersi.

Dopo averci provato tre anni fa, quando ancora il suo lavoro di inquisitore animoso e determinato si esercitava nel palazzo dei veleni di Palermo, la mafia ha fatto centro contro il suo nemico storico e giurato, contro l'uomo-simbolo della lotta alla piovra, allorché il palazzo dei veleni è diventato quello di Roma, il massimo della politica italiana, Montecitorio coi suoi grandi non elettori, paralizzato dalle cosche trasversali dei partiti nella impotenza di una commedia oscena e di una tragedia rassegnata.

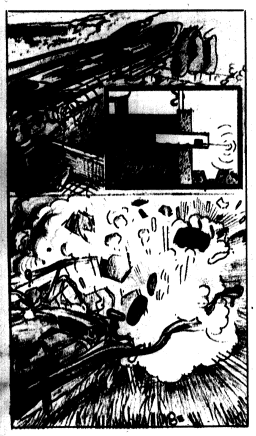
La mafia è diventata, da macelleria intimidatoria che era, anche propaganda armata come lo fu il terrorismo. L'attentato sterminatore sull'Autostrada Palermo-Trapani ha una spettacolarità e una geometrica potenza, come si diceva delle Br nel caso Moro, degne di un'organizzazione militare, di un'Ira o di un'Eta. Un'organizzazione, oltre tutto, che lo Stato non conosce ed è incapace di riconoscere. Solo che, a differenza del terrorismo, il brigatismo mafioso sembra invincibile. E difatti per colpire ha scelto il momento, per esso più idoneo e per la Repubblica più vulnerabile, a confermare che in Italia, tra tanti poteri inetti, solo il potere criminale sa quello che vuole e non manca agli appuntamenti.

«Dum Romae consultur, Saguntum expugnatur», tuonò inutilmente, citando Tito Livio, il cardinale Pappalardo ai funerali del generale Dalla Chiesa, il predecessore di Falcone nelle condanne a morte decretate dalla mafia che alza il tiro contro lo Stato. E ora non solo Sagunto viene impunemente espugna-

CONTINUA A PAGINA 2



ROMA — Giovanni Falcone assieme alla moglie, Francesca Morvillo: erano arrivati a Palermo provenienti dalla Capitale. A destra l'autostrada sventrata dall'esplosione



È stata un'azione militare: il commando ha minato l'autostrada nei pressi dell'aeroporto di Palermo. Poi ha atteso l'arrivo dell'auto blindata del giudice, scortata da altre tre. Lo scoppio è stato innescato con un radiocomando. Morti anche la moglie e tre agenti di polizia. Otto i feriti, fra cui tre automobilisti

ROMA — Giovanni Falcone, il giudice leader della lotta alla mafia, è morto ieri in un terrificante attentato alle porte di Palermo. Era da poco sbarcato all'aeroporto di Punta Raisi e, su un'auto blindata e sotto scorta, andava verso casa: come ogni fine settimana. Assieme a lui c'era la moglie, Francesca Morvillo, anche lei magistrato, deceduta in ospedale alcune ore dopo. Con Falcone e la moglie sono morti anche tre agenti di polizia che facevano parte della scorta. Per uccidere il giudice gli assassini hanno fatto saltare in aria un cavalcavia dell'autostrada che collega l'aeroporto con Palermo. Un ordigno micidiale, di inusitata potenza - si parla di un migliaio di chili di tritolo posti addirittura sotto il manto d'asfalto - che ha aperto una voragine del diametro di una ventina di metri. La deflagrazione ha disintegrato la prima macchina di scorta, una Croma blindata: dilaniati i tre agenti che erano a bordo.

Altre tre auto che seguivano sono state investite dall'esplosione: sulla seconda, anche blindata, c'era Falcone, che guidava personalmente la vettura come faceva spesso, insieme con la moglie e l'autista. Solo quest'ultimo si è salvato. Otto, complessivamente, i feriti: tre agenti di polizia sempre della scorta e alcuni automobilisti anche loro coinvolti casualmente nella carneficina, fra questi una coppia austriaca in vacanza a Palermo. E così, alla fine, la mafia ce l'ha fatta ad eliminare l'uomo-simbolo della lotta alle cosche; quello che qualcuno aveva definito il «motore» di tante azioni condotte contro la criminalità organizzata.

La notizia della strage e della morte di Falcone, unito con la moglie come un altro simbolo, il generale Dalla Chiesa, è rimbalzata a Roma immediatamente: ha avuto un effetto devastante sulla città politica già dura-

A PAGINA 2
CALIGIURI, COLLAVOLPONI
CURRARINO E VIOLA
A PAGINA 3

Tentarono minando la sua villa, armando un detenuto e con un'automobile bomba

Era scampato ad altri tre attentati

Dopo l'ultimo viveva a Roma in una caserma blindata della polizia

PALERMO — Ci avevano provato altre tre volte. L'ultima, il 20 giugno 1989 quando gli uomini della scorta trovarono un potente ordigno sulla scogliera del lungomare dell'Addaura, davanti alla villa del magistrato. In precedenza, la mafia aveva progettato di uccidere Falcone nel carcere dell'Ucciardone. L'incarico era stato affidato all'ergastolano Salvatore Sanfilippo, che si recò nella sala colloqui armato di pistola. Invece di Falcone, trovò il giudice Micciché. Lo prese in ostaggio ma lo liberò subito.

Infine, nel 1983, un trafficante di droga libanese rivelò che la mafia voleva uccidere Falcone con un'autobomba. Pochi giorni dopo in un attentato con le stesse modalità di quelle descritte dal libanese, morì Rocco Chinnici, maestro di Falcone.

A PAGINA 3



SOMMARIO
IL PAPA A ROMA
dell'ironia
equivale a convivenza
GALLUCCI A PAGINA 6
SPORT
C'era un altro aereo
sulla scia del Dc-9
A PAGINA 6
LUTTO
Letto come «Gib»
l'«Ulisse» estratto a Bari
SOCCORSO A PAGINA 6
MILANO
Ha la laurea falsa:
scoperto, si uccide
GARLASCO A PAGINA 7
TANGENTI
In manette Meraviglia
ex senatore del Psi
ROMITI A PAGINA 7
GIORNO
Il Giro d'Italia
parte oggi da Genova
PRIMO NELLO SPORT

Le forze politiche sotto choc decidono di stringere i tempi: Spadolini o Scalfaro

Quirinale, matura la soluzione istituzionale

ROMA — Anche la votazione di ieri per il presidente della Repubblica si è risolta in un nulla di fatto. Proprio mentre si svolgevano nuovi incontri tra i partiti, avviati dalla Dc, si è diffusa la notizia della strage di Palermo. È stata una nuova sferzata a fare presto, per dare al Paese il presidente della Repubblica dopo dieci inutili giorni. Lo choc dell'attentato ha spinto tutti ad approfondire la ricerca di una candidatura istituzionale piuttosto che una soluzione politica (anche se riemerge il nome di Giugni).

Una soluzione già ipotizzata dopo il fallimento di Vassalli, che aveva avuto come conseguenza le dimissioni del segretario dc Forlani. Tra gli «istituzionali», lo scudocrociato ha inserito anche Andreotti. Ma per la maggioranza dei partiti la rosa è ristretta a Spadolini e Scalfaro. Il favorito è proprio il presidente del Senato. Oggi si vota alle 17. Potrebbe essere fumata bianca.

AMOROSO, SANZOTTA E SCARPA
ALLE PAGINE 4 E 5

L'ora della cattiva coscienza

di FRANCO CANGINI

Il metodo della follia

di ROCCO BUTTIGLIONE

A PAGINA 5

Baker: contro la Serbia anche interventi militari

LISBONA — Se la diplomazia non convincerà Belgrado a lasciare la Bosnia, gli Usa studieranno soluzioni militari per porre fine al conflitto jugoslavo. Lo ha promesso ieri il segretario di Stato americano, Baker, provocando una netta accelerazione all'azione internazionale contro l'aggressione serba. Ieri a Lisbona era in programma la seconda conferenza internazionale sugli aiuti all'ex Urss, e i paesi Cee hanno preso in esame una serie di misure punitive che, prevedono anche l'embargo petrolifero nei confronti di Belgrado. Ieri non è stata presa alcuna decisione operativa, ma le sanzioni potrebbero scattare già martedì. Sempre a Lisbona, Russia, Kazakhstan, Bielorussia e Ucraina hanno firmato il trattato Start.

Intanto nella Bosnia dilaniata dalla guerra continua l'odissea dei profughi. Ieri seimila sono arrivati a Spalato, e il ministro Boniver, ha assicurato che l'Italia non chiuderà loro le frontiere.

DE RIBIO A PAGINA 10

reseti LANCIA
Y10
24 mesi
interessi zero
sul prezzo di listino

Il Tempo, 24 mai 1992, p. 1.



ROMEO GIGLI

la Repubblica

Direttore Eugenio Scalfari

ROMEO GIGLI

Anno 17 - Numero 121 - L. 1200

SEDE: 00185 ROMA, P.zza Indipendenza 11/b, tel. 06/49821, Fax 49822923 (c. post. 3412 Roma AD). Sped. abbon. postale gr. 1/70. PREZZI DI VENDITA ALL'ESTERO: Austria Sc. 26; Belgio F. B. 75; Canada $ C. 2,5; Danimarca Kr. 15; Egitto Pt. 700; Finlandia Fmk 10; Francia F. 12; Germania D.M. 3,5; Grecia Dr. 420; Inghilterra Lst. 1,30; Lussemburgo F. L. 60; Malta Cents 30; Monaco F. F. 12; Norvegia Kr. 15; Olanda Fl. 4; Portogallo Esc. 350; Spagna Pts 230; Svezia Kr. 15; Svizzera Fr. 2,80; Svizzera Tic. Fr. 2,5; U.S.A. $ 2,25; U.S.A. West Coast $ 2,50. La Repubblica (Liapa 005783) is published daily except monday for $795 per year. Second class postage paid at Long Island City N.Y. and additional office. Postmaster: send address changes to Speedimpex 45-45 39th Street Long Island City N.Y. 11104. Publicita concessionaria: A. MARZONI & C. - Milano - via Nervesa 21 tel. 01/51494

C1 domenica 24 maggio 1992

Una tonnellata di tritolo: 5 morti e 7 feriti. Mea culpa dei partiti a Roma

Falcone assassinato

Strage di mafia, è morta anche la moglie

Shock a Montecitorio: oggi il Presidente

Non c'è più tempo

di EUGENIO SCALFARI

LASCIA allibiti l'attentato che è costato la vita al giudice Falcone, a sua moglie e agli uomini della scorta. Incute sgomento e paura. Ancora sangue in Sicilia, ancora morti, ancora mistero sugli esecutori e i mandanti i quali avevano comunque perfetta cognizione dei movimenti delle loro vittime e sono stati in grado di programmarne la strage con cronometrica esattezza.

All'apertura della campagna elettorale fu ucciso a Palermo Salvo Lima; prima che si concluda l'elezione presidenziale è stato falciato Falcone: è terribile questa scansione che intreccia gli atti della malavita con le scadenze della politica, inquinando e avvelenando l'intera vita pubblica di questo disgraziato paese.

Falcone era il simbolo della lotta contro la mafia. La bomba fatta esplodere contro di lui riveste una gravità addirittura superiore all'assassinio del generale Dalla Chiesa: per la coincidenza con fatti politici di grande rilievo, vien fatto di paragonarla al rapimento di Aldo Moro, consumatosi nel momento stesso in cui si presentava in Parlamento il primo governo sostenuto dal partito comunista. Saranno coincidenze fortuite ma danno molto gravemente da pensare su un viluppo di questioni mal verameute rischiarato dalla luce della verità.

Noi ci troviamo ora, nello stesso tempo, di fronte a tre emergenze: quella criminale, quella finanziaria e quella istituzionale. Mai la vita di questo paese era arrivata, dal 1945 in poi, ad un punto così drammatico e cruciale. Mai come ora è necessario che la rappresentanza politica dia segno di estrema responsabilità e faccia prevalere gli interessi dello Stato su quelli delle parti e delle fazioni.

Entro oggi il Parlamento deve eleggere il presidente della Repubblica. Possibilmente entro domani il nuovo eletto deve designare il nuovo capo del governo.

SEGUE A PAGINA 6

Edizione speciale domani Repubblica sarà in edicola

Il giudice Giovanni Falcone

Uccisi anche i tre agenti di scorta "Mi hanno delegittimato. Ora Cosa Nostra è pronta per vendicarsi..." Scalfaro o Spadolini al Quirinale?

Una tonnellata di esplosivo sull'autostrada, un cratere di venti metri, cinque morti: il giudice Giovanni Falcone, la moglie, i tre agenti di scorta. Sette i feriti

Nell'ultima intervista a "Repubblica" aveva detto: "Cosa Nostra non dimentica, non è una piovra, è una pantera feroce. Con la memoria di un elefante"

Martelli è in lacrime: "Giovanni era il migliore, ed ora è morto". Il ministro lo aveva scelto come Super Procuratore nazionale antimafia, contro il Csm

Montecitorio è sotto shock. Appena appresa la notizia i partiti si sono impegnati in frenetiche trattative per eleggere già oggi il Presidente: Spadolini o Scalfaro

Adesso i partiti recitano il "mea culpa". Per il vuoto di potere in cui è la Repubblica, per la crisi delle istituzioni che aiuta la mafia. Spadolini sarà oggi a Palermo

Forlani dopo le dimissioni si sfoga con "Repubblica" contro i parlamentari dc: "Che cosa vogliono? Che la gente dica: se è così è meglio che torni Mussolini?"

DA PAGINA 2 A PAGINA 11 i servizi di ATTILIO BOLZONI, SANDRA BONSANTI, ANTONELLO CAPORALE, GIUSEPPE D'AVANZO, FEDERICO GEREMICCA, ALESSANDRA LONGO, GIANLUCA LUZI, GIOVANNI MARINO, STEFANO MARRONI, SILVANA MAZZOCCHI, SEBASTIANO MESSINA, BARBARA PALOMBELLI, UMBERTO ROS... FRANCESCO VIVIANO e ALESS...

Repubblica, 24 mai 1992, p. 1.

ANNO 117° N. 123 - L. 1.200 DOMENICA 24 MAGGIO 1992 - L. 1.200

CORRIERE DELLA SERA

RCS Editoriale Quotidiani | DIREZIONE, REDAZIONE, AMMINISTRAZIONE, TIPOGRAFIA: Via Solferino 28 MILANO 20121 - Telef. da Milano 6339 - Intercom. (02) 6353 - Indirizzo telegr. CORSERA - Telex 310031 | SEDE DI ROMA 00100: Via Tomacelli, 160 - Tel. (06) 686.921 | PUBBLICITÀ R.C.S. Pubblicità S.p.A. - 20134 MILANO - Via Vospucci 2 - Telef. (02) 6896.1

PREZZI D'ABBONAMENTO ITALIA (c.c. post. n. 4367 - Corriere della sera sei numeri anno) L. 280.000 semestre L. 145.000 trimestre L. 75.000; sette numeri anno) L. 320.000 semestre L. 170.000, trimestre L. 90.000. Spedizione in abbon. post. gruppo 1/70. PREZZI D'ABBONAMENTO ESTERO: per informazioni telefonare al numero 02/62.82.96.36 - L. 5/4. Corriere della Sera (U.S.P.S. 647 370) Published daily for $ 660 yearly in Milan (Italy). Second Class Post. Paid at N.Y. and add. Mailing Offices. Changes Address - Speedimpex 45-45 39th St. L.I.C. N.Y. 11104

PREZZI DI VENDITA ALL'ESTERO: Austria A.S. 33 Austria Bc. 26 Belgio F.B. 75 Canada $ C. 2,5 Canada West Costi $ C. 3 Capo E. Capo L.20 Germania Kr. 15 Egitto E.P. 2 Emirati Dir. 5,50 Francia F. 2 Gran Bretagna Sterl. 1,50 Germania D.M. 3,50 Grecia Dr. 420 Inghilterra Lg. 1,30 Libano Lire 2500 Libia Dinari 360 Lussemburgo F.L. 50 Malta Cents 32 Monaco P.F. 12 Norvegia Kr. 15 Olanda Fl. 4 Portogallo Esc. 280 Spagna Pts. 230 Sud Africa R. 7,50 Svezia Kr. 15 Svizzera Fr. 2,50 Svizzera Tic. Fr. 2,50 Ungheria Forint 200 U.S.A. $ 2,25 U.S.A. West Coast $ 2,50 Venezuela Bs.

TARIFFE PUBBLICITARIE: pag. intera, a MODULO: Commerciale nazionale feriale L. 1.884.000 commerciale prefestiva L. 1.295.000 domenica e pubblicità promozionale L. 1.295.000 Finanziaria L. 1.192.000 Legale e annunci L. 998.000 Redazionale e speciale L. 998.000 PER PAROLA: Necrologie L. 7.000 Astrologi ed Indovini L. 14.000 Lettere commerciali e modelle: feriale L. 192.000 festivo L. 115.000 economiche feriale L. 136.000 festivo L. 122.000 - pubblicità finanziaria (P.F.) ed G.E. Vitto E. telefono 02-2222.

COME DALLA CHIESA: LA MAFIA COLPISCE IL CANDIDATO ALLA SUPERPROCURA E LA COMPAGNA

Orrore, ucciso Falcone

Mille chili di tritolo sotto l'autostrada. Morti la moglie e i tre agenti di scorta. Otto feriti
Qualche giorno fa aveva detto: mi hanno delegittimato, stavolta i boss mi ammazzano

IL PALAZZO SENZA ALIBI

di **SAVERIO VERTONE**

Non si sa chi abbia ucciso Giovanni Falcone. Non si sa perché sia stato ucciso. Non si sa a che serva averlo ucciso. Si sa soltanto dove, come e quando sono stati assassinati lui, la moglie e le altre vittime di questa ennesima strage. Importante è che sia avvenuta mentre i partiti tentavano faticosamente di riannodare le fila spezzate dei loro rapporti, dopo 11 giorni di inutili manovre al Parlamento.

E perfino troppo facile collegare la nuova ecatombe siciliana con il vuoto istituzionale scavato a Roma dalla protratta impotenza delle Camere che, dopo voti multipli e incrociati, non sono ancora riuscite ad eleggere un presidente della Repubblica. E può sembrare addirittura un'inutile crudeltà ripetere un giudizio affiorato più volte sulle labbra dei profani nel corso di queste vane elezioni, e ogni volta respinto dai competenti: fuori da Montecitorio c'è qualcosa che aspetta, un Paese disorientato e forse ammalato, un'economia incerta che ha bisogno di segnali, un debito pubblico enorme, tre regioni al Sud che stanno uscendo dallo Stato per entrare nella malavita sudamericana, e cinque regioni a Nord che vogliono fuggire per rifugiarsi nella zona di sicurezza europea.

Queste banali verità sono state mormorate o urlate alle orecchie dei politici che guidano la marcia dei grandi elettori verso una meta ancora sconosciuta; ma non hanno apparentemente attraversato i loro timpani. E se anche hanno attraversato i timpani non sembrano aver lasciato tracce nelle teste, come non lascia tracce nel vuoto la luce delle stelle.

Dopo quel che è successo ieri è un sospetto procedere. C'è però un'ipotesi ancora più grave: ed è che invece qualcosa sia rimasto. Ma allora bisogna chiedersi perché nessuno abbia tentato di fermare il congegno e di uscire dalla paralisi. E la risposta è che non sempre basta capire ciò che va fatto per poterlo fare, come sa chi ha tentato di muovere una gamba dopo essersi rotto il femore.

Vedremo presto, prestissimo, se siamo a questo punto. Perché: dopo l'assassinio di Falcone nessuna inerzia, nessun calcolo, nessun ragionamento, nessuna vana geometria della politica potrebbero ancora giustificare lo scempio di un Paese, che non è certo il migliore del mondo ma non merita quel che gli sta succedendo.

In assenza di previsioni possibili e di giudizi plausibili, resta il nudo confronto dei fatti. Nello stesso Stato e nelle stesse ore, c'è chi può scoperchiare indisturbato una strada, minarla con mille chili di tritolo, lavorando come l'Anas alla luce del sole e far saltare un alto funzionario della giustizia; e c'è un Parlamento frantumato in cento schegge che non riesce a ricomporsi per adempiere un suo compito elementare ed eleggere la massima autorità dello Stato. Ancora una volta la potenza del terrorismo cresce in corrispondenza dell'impotenza politica dei governi e dei partiti. Sono vent'anni che questo rapporto rovesciato si manifesta nei momenti più delicati della vita italiana. E sono vent'anni che lo squilibrio si aggrava. Adesso ci devono spiegare che cosa impedisce di raddrizzarlo.



PALERMO — Una delle auto distrutte dalla spaventosa esplosione sull'autostrada che ha ucciso il giudice Falcone, sua moglie e la scorta (Ansa)

PALERMO — Giovanni Falcone, 53 anni, il magistrato candidato alla Superprocura, è stato assassinato dalla mafia con la moglie Francesca Morvillo. Come Dalla Chiesa. Giorni fa aveva detto: mi hanno delegittimato, stavolta i boss mi ammazzano. Per ucciderlo hanno usato mille chili di tritolo ammassati in un sottopassaggio pedonale dell'autostrada fra Palermo e Punta Raisi. Falcone era appena arrivato da Roma con un jet del Sisde. Alle 18.20 il killer con il telecomando ha scatenato l'apocalisse. La Croma del giudice è stata spezzata in due. Falcone e la moglie sono morti in ospedale. In fin di vita l'autista. Morti anche i tre agenti dell'auto staffetta. Feriti tre agenti dell'auto che seguiva e quattro civili.

In serata, telefonata al «Giornale di Sicilia»: «E' il regalo di nozze per Nino Madonia» (il figlio del boss indicato come mandante dell'omicidio di Libero Grassi, che s'è sposato ieri all'Ucciardone).

A pagina 2
Palermo: la città vive nel terrore
di **Felice Cavallaro** e **Enzo Mignosi**

A pagina 3
Il nemico numero 1 di Cosa Nostra
di **Fabio Felicetti**

L'ultima lezione a Pavia
di **Andrea Biglio**

A pagina 4
«Ora mi isolano poi mi elimineranno»
di **M. A. Calabrò**

L'ora della vergogna per chi l'ha tradito
di **Vittorio Grevi**

A pagina 5
Gli angeli custodi
di **Giorgio Petta**

Uniti nella morte e nell'amore
di **Giulio Nascimbeni**

Gli attentati ai giudici
di **Gianluca Di Feo**

A pagina 6
Tra i Grandi Elettori
di **Paolo Conti**

Sconvolti gli amici
di **Paola Manghini**

Gli autori della Piovra
di **Giuseppina Manin**

L'agguato mafioso accelera i contatti tra tutti i partiti e semplifica la soluzione per la scelta del capo dello Stato

Sdegno a Montecitorio: subito il presidente

Si va verso una ipotesi istituzionale. Spadolini è davanti a Scalfaro nella corsa al Quirinale

ROMA — La strage di Palermo impone alle forze politiche di affrettare i tempi per l'elezione del capo dello Stato. Forse già oggi avremo il presidente: Giovanni Spadolini è il nome ricorrente, accanto a quello di Oscar Luigi Scalfaro riproposto da Pannella. Questa è la prima reazione a caldo registrata a Montecitorio, nelle ore successive alla tragedia, mentre lo sconforto e lo sgomento si diffondevano fra i parlamentari.

La giornata aveva visto una serie di colloqui bilaterali promossi dalla Dc con Psi, Psdi, Pli, Pds e Pri. Ha preso corpo nel corso della giornata l'ipotesi «istituzionale», cioè restringere la scelta fra quattro personalità proposte dalla Dc: i due presidenti delle Camere, Spadolini e Scalfaro; il presidente del Consiglio Andreotti, il presidente della Corte Costituzionale Corasaniti. Craxi e La Malfa si sono mossi in sintonia, riducendo la scelta alle prime due ipotesi. Il dc Bianco si è detto d'accordo.

E mentre prendeva quota il nome di Spadolini, l'attenzione si puntava sul Pds. Dopo le notizie da Palermo anche Occhetto prendeva posizione a favore di uno sbocco istituzionale in tempi rapidi.

Altichieri, Armaroli M. Caprara, Credazzi Da Rold, Folli, Merlo Proietti alle pagg. 8, 9, 11

C'era una volta un partito che si chiamava Dc; anzi, questo partito era ancora amato, temuto, rispettato, denigrato, ma sempre preso in seria considerazione fino a tre giorni fa. Poi è successo qualcosa e da allora tutti gli estimatori e denigratori si guardano attorno sbalorditi. E i democristiani medesimi si guardano negli occhi.

Il concetto di maggioranza relativa, che non ha mai significato niente, diventa un argomento inconfutabile quando il secondo partito non è abilitato a governare il Paese. Grazie a questa anomalia, per quasi cinquant'anni quello che era soltanto il più forte era diventato quasi onnipotente. Basta volta inventate tre o quattro correnti per recepire le differenti istanze di una società pluralista, i democristiani avevano posto la Dc, immutabile e insostituibile, in un sistema politico molto simile a quello solare. I capi correnti, sempre in lotta e competizione tra di loro, si rendevano ben conto che, anche sotto le iniziative più spericolate, c'era sempre una rete di sicurezza. I conflitti interni, spesso aspri, erano condotti fino al penultimo sangue. Il notabile sconfitto faceva posto al rivale vittorioso e si metteva in disparte senza fiatare. Prima o poi, sarebbe ritornato in auge. La ruota girava in continuazione.

Questo riferimento ai tempi della Dc d'antan era indispensabile per far capire fino a che punto, in pochi giorni, siano cambiate le cose. Il 5 aprile il partito era sceso sotto il 30 per cento, ma la maggioranza relativa rimaneva fuori discussione. Craxi era in difficoltà per lo scandalo

CONTINUA A PAGINA 11

VENERDI' NERO DELLA DC

di **GIANFRANCO PIAZZESI**



Universale Electa/Gallimard
La prima biblioteca tascabile illustrata

L'antico Egitto — Cristoforo Colombo
I fossili — Mozart
La scrittura — Galileo



In libreria i primi 6 titoli

La Cee stanzia i fondi per i profughi jugoslavi

LISBONA — La guerra civile in Jugoslavia prosegue violenta, ma al vertice di Lisbona la Comunità europea non ha trovato la coesione sufficiente per votare le sanzioni contro la Serbia. La decisione sul boicottaggio economico, che dovrebbe spingere Belgrado ad accettare una soluzione pacifica della crisi, è stata rinviata a martedì prossimo. Restano esclusi, invece, quegli interventi militari suggeriti nei giorni scorsi dagli Stati Uniti come misura estrema.

L'incertezza degli europei è motivata dal fatto che i Dodici sono divisi: alcuni Paesi insistono per un'azione immediata contro Serbia e Montenegro (come la Germania); altri (Francia e Grecia) sono invece per mosse più prudenti.

Sul problema dei profughi, invece, l'Italia è riuscita a coinvolgere i partner europei. E' stato approvato un piano di aiuti per 180 miliardi di lire al quale collaboreranno anche l'Onu. L'assistenza verrà fornita sullo stesso territorio dell'ex Jugoslavia.

Sul piano militare, intanto, i combattimenti in Bosnia proseguono violenti e l'esercito federale ha sospeso il ritiro dalla Croazia perché — sostiene — le milizie di Zagabria non rispettano il «piano Vance».

Cianfanelli, Sormani e **Stella** a pagina 12

Milano: era vice d'un dirigente Usl arrestato per lo scandalo

Falsa laurea, si uccide per vergogna

MILANO — Si è tolto la vita perché non sopportava la vergogna della falsa laurea. Franco Franchi, 53 anni, coordinatore della Ussl 75/1 di Milano, al centro di un'inchiesta per un curriculum contraffatto, è stato trovato ieri mattina nella sua auto soffocato dai gas di scarico. Si apre così un nuovo capitolo nella Milano degli scandali: Franchi era il braccio destro di Antonio Sportelli, l'amministratore della Ussl, arrestato per aver intascato tangenti su alcuni appalti. La vicenda della falsa laurea era stata denunciata giorni fa da una lettera anonima alla Procura. Franchi negava d'aver falsificato il diploma.

Incontri all'Assimpredil per spartirsi gli appalti della città. Nella sede dell'associazione degli imprenditori edili, gli industriali portavano bozze con gli affari da mettere a segno: e si trovava un accordo su come dividersi la torta. Lo ha raccontato ai giudici Fabrizio Garampelli, il titolare della Ifg Tettamanti. Un altro imprenditore, Paolo Pizzarotti, ha ammesso di essersi rivolto al senatore Citaristi (Dc) per un appalto a Malpensa 2000.

Intanto ritorna in primo piano l'Ipab. L'ex presidente dell'istituto d'assistenza, il socialista Matteo Carrera, in carcere dal 27 aprile, ha raccontato ai giudici dieci anni di operazioni non sempre pulite.

Sempre a Milano, arrestato il direttore del Tocalcio Franco Bimbi, 60 anni: accusato di aver chiesto denaro a chi voleva ottenere la ricevitoria.

Ambrosini, Brambilla Buccini e **Gatti**
alle pagine 16 e 17
Stucchi e **Savola**
a pagina 32

«Rinascita o caos»

di **Piero Borghini**
a pagina 17

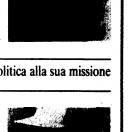
ALL'INTERNO

GIUSTIZIA
Vicino ai resti del Dc 9 il serbatoio d'un caccia USA
A pagina 18
Andrea Purgatori

SOAP OPERA
Beautiful in vacanza e stasera «muore» Caroline
A pagina 25

LA CASERTA
Il Papa: riportare la politica alla sua missione
A pagina 18
Enzo d'Errico

CICLISMO
Scatta da Genova il Giro d'Italia
Chiappucci favorito
Alle pagine 28 e 29
C. Arcuri, S. Bolchi, G. Josti



Anno XLVIII
Numero 125
L. 1.200

IL POPOLO

Quotidiano della Democrazia Cristiana

Domenica-Lunedì
24-25 Maggio 1992
S. Susanna, S. Beda

DIREZIONE, REDAZIONE, AMMINISTRAZIONE: 00186 ROMA PIAZZA CINQUE LUNE, 113 - TEL. 06/68651, TELEX 613276 POPOLO TELEFAX 06/6868181 - 6895716 - UN NUMERO L. 1.200 (ARRETRATO IL DOPPIO) - **ABBONAMENTO** IN SPEDIZIONE CON CONSEGNA DECENTRATA ANNUO L. 180.000, SEMESTRALE L. 95.000, TRIMESTRALE L. 52.500, SOSTENITORE 360.000 - **PREZZI VENDITA ESTERO:** AUSTRIA sc. 26 - BELGIO frs. 75 - DANIMARCA cr. 15 - FRANCIA frf. 12 - GERMANIA dm. 3,50 - GRECIA dr. 420 - INGHILTERRA lgs. 1,50 - LIBIA drh. 360 - LUSSEMBURGO f.l. 50 - NORVEGIA kr. 15 - OLANDA fl. 4 - PORTOGALLO esc. 330 - SPAGNA pts. 230 - SVIZZERA frs. 2,80 - SVIZ. TICIN. frs. 2,50 - USA E.C. dol. 2,25

C.C.P. 6095000 - SPED. ABB. POST. GR. 1/70 CON CONSEGNA DECENTRATA - **PUBBLICITÀ:** NOSTRI UFFICI PRESSO IL GIORNALE, TEL. 06/6855262 - 6855264 - CONCESSIONARIA SIPRA, DIREZIONE GENERALE 10122 TORINO, VIA BERTOLA 34, TEL. 57531, 20149 MILANO, CORSO SEMPIONE 73, TEL. 31961; 00196 ROMA, VIA SCIALOIA 23, TEL. 361751

Feroce e sanguinario attacco dell'antistato per scardinare la legalità

Trucidati Falcone e la scorta Intollerabile la sfida al Paese

Minata l'autostrada Palermo-Punta Raisi: tra i morti la moglie del giudice. Il governo riferirà domani al Parlamento

UNA PRONTA RISPOSTA

Nervi saldi in democrazia

AL GIUDICE Falcone, alla sua scorta e alle altre vittime dell'atroce attentato mafioso e ai loro familiari non possiamo che esprimere i sentimenti del nostro cordoglio, la nostra piena solidarietà oltre alla costernazione e l'indignazione per quanto è accaduto. Una amarezza indicibile ci assale di fronte a questo nuovo, orribile attentato, segno della spavalderia di un potere che colpisce uno dei simboli, un protagonista di tante battaglie e un uomo che aveva dedicato molti anni della sua

CONTINUA A PAGINA 2

LA MAFIA TORNA a colpire il cuore dello Stato. Il magistrato palermitano, Giovanni Falcone, direttore generale del ministero di Grazia e Giustizia, è stato assassinato ieri pomeriggio in seguito ad una violentissima esplosione mentre percorreva l'autostrada che collega Punta Raisi a Palermo. Falcone non è stato l'unica vittima, perchè nell'attentato, nel quale sono rimaste coinvolte sette autovetture, sono morti la moglie, Francesca Morvillo, tre uomini della scorta, l'autista e due civili, mentre sono rimaste ferite almeno dieci persone. Secondo una prima ricostruzione l'esplosione è stata provocata da un migliaio di chilogrammi di tritolo posizionato in una condotta sotto l'autostrada.

Immediata la reazione delle forze dell'ordine che sono accorse sul posto, mentre da Roma sono subito partiti per Palermo i ministri dell'Interno, Scotti, di Grazia e Giustizia, Martelli, il capo della polizia, Parisi, il comandante generale dell'arma dei carabinieri, Viesti ed il capo di Stato maggiore del comando generale dell'arma, Pisani.

Domani il governo riferirà al Parlamento sulla tragedia di Palermo mentre oggi il presidente di Montecitorio, Scalfaro, ricorderà la figura del giudice assassinato. Immediate le reazioni del mondo politico. «È un fatto spaventoso. La ferocia e la protervia della sfida — ha detto Arnaldo Forlani —non devono incontrare ora solo lo sgomento. Le forze politiche responsabili si uniscano per rendere possibile la risposta adeguata alla gravità dell'attacco».

A PAGINA 2



Il giudice Giovanni Falcone con la moglie Francesca

Una stretta al confronto in un clima politico profondamente turbato

Quirinale, decisioni rapide

Dal gesto di Forlani forte richiamo alla responsabilità

Fitto giro di consultazioni per far emergere solide convergenze. Oggi riunione dei gruppi parlamentari dc

LE DIMISSIONI

Un gesto coerente e responsabile

LE DIMISSIONI del Segretario della DC, che ad alcuni possono essere apparse precipitose se non inaspettate, seguono invece una linea perfettamente logica e coerente sul piano dei comportamenti morali e politici.

Già nel corso dell'ultimo consiglio nazionale, di fronte ai risultati del voto del 5 aprile, Forlani aveva presentato le proprie dimissioni e le aveva ritirate soltanto in seguito alle reiterate pressioni dei consiglieri nazionali e sulla scorta di una precisa linea politica indicata con chiarezza nella relazione con la quale il segretario ha aperto i lavori del C.N. Il nocciolo del problema era quello di acquisire tutti gli elementi di novità e gli enormi problemi emersi dal voto e ricercare, su quella base, una aggregazione più ampia della formula di quadripartito senza tuttavia disperdere il significato e l'apporto di solide alleanze tradizionali. E ciò non solo per affrontare e risolvere gli adempimenti istituzionali (elezioni del presidente del Senato, della Camera e della Repubblica) ma per assicurare governabilità alla nuova legislatura. Il Segretario si è mosso

CONTINUA A PAGINA 19

di MARIO ANGIUS

ROMA — Ed ora si parla in maniera esplicita di candidature istituzionali in senso stretto per cercare di rimuovere gli impedimenti — tutti o quasi riconducibili ad incompatibilità e veti reciproci di carattere essenzialmente politico — che hanno bloccato lungo l'arco dei quindici scrutini effettuati fino ad oggi l'elezione del nuovo presidente della Repubblica. È questa la strada indicata da Forlani nel momento stesso in cui si dimetteva, con un gesto inteso a dare una sferzata alle forze politiche e a richiamarle al necessario senso di responsabilità, dalla carica di segretario della Democrazia Cristiana.

Adesso è importante che si elegga il presidente della Repubblica e si dia a questo problema una soluzione adeguata e dignitosa, aveva detto Forlani affermando

CONTINUA A PAGINA 19

■ Altri servizi alle pagine 3 e 4

Gli echi delle dimissioni

Energico monito dal segretario dc

ROMA — Il segretario dimissionario della Dc, Arnaldo Forlani, definisce inevitabile la strada della candidatura istituzionale per l' elezione del presidente della Repubblica. «Avevo già detto, a conclusione dell'assemblea dei nostri gruppi parlamentari - ha spiegato al termine dell' incontro tra le delegazioni della Dc e del Psi -, che

CONTINUA A PAGINA 19

Dura lettera

Bianco a Segni: rispetto delle regole

ROMA — «Ho solo l'amarezza profonda che la tua opera si stia trasformando in un distruttivo strumento anti-Dc»: questo ha scritto il capogruppo dc di Montecitorio, Gerardo Bianco a Mario Segni. Nella lettera Bianco contesta il comportamento adottato da Segni venerdì, durante la votazione per il capo dello Stato. Definendo il metodo «inaccettabile», il capogruppo afferma che «se si sta liberamente in un partito se ne devono liberamente accettare le regole e rispettarle. Sta a te decidere».

A PAGINA 4

Settima visita di Giovanni Paolo II in Campania

«Vincere la rassegnazione»

L'arma dei valori per sconfiggere la malavita organizzata

CASERTA — Da ieri Giovanni Paolo II è in Campania. Ha incontrato le popolazioni di Nola e Caserta in questa che è la sua settima visita nella regione, visita che si concluderà oggi a Capua. «Più grave del pur grave degrado economico e sociale è la rassegnazione» — ha detto parlando ai lavoratori. «Guai a lasciarsi andare dinnanzi ai fattori di disgregazione sociale». Il Papa ha anche esortato gli amministratori pubblici a «riportare la politica all'altezza della sua missione».

A PAGINA 6



Giovanni Paolo II tra la folla nel corso della visita di ieri mattina nella città di Nola

Aiuti Cee ai profughi

Concreta solidarietà alla Bosnia

LA CEE a Lisbona ha sottoscritto il proprio impegno a favore delle migliaia di profughi della ex Jugoslavia stanziando 72,6 milioni di dollari. Accolta la richiesta italiana di una corresponsabilità dei Dodici nell'assistenza. Verso nuove sanzioni alla Serbia, mentre in Bosnia gli scontri continuano con violenza.

SERVIZI a pag. 5

la cerimonia per l'uomo da...
CHRISTYS
via libertà, 171/a-b

PALERMO
GIORNALE DI SICILIA
FONDATORE GIORNALE ARDIZZONE
ANNO 132 N. 138 DOMENICA 24 MAGGIO L. 1200

d'amicodonna
"la Cerimonia"
Palermo - Corso Calatafimi, 362

Strage a Palermo Assassinato Falcone

IL COMMENTO

Un'esplosione nel vuoto di potere

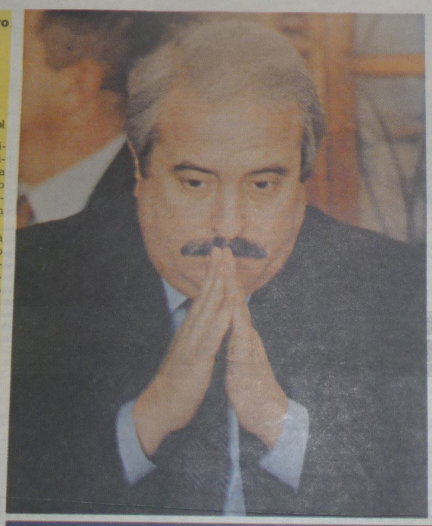
di Giovanni Pepi

La protezione di Falcone era diventata un mito. La sua uccisione non sfiorava la fantasia. Ma la realtà l'ha superata. E nel modo peggiore. La sua morte è una sconfitta a tutto campo per lo Stato. Non solo politica, ma pure militare.

L'omicidio di Falcone, come già quello di Lima, avviene a Palermo in tempi politicamente significativi. Nel corso di una infuocata campagna elettorale il primo, nel pieno dello scontro per le elezioni presidenziali il secondo. Che ci sia la mafia dietro è indubbio. Ma un movente politico sembra evidente. La Sicilia e l'Italia precipitano nel buio. Mafiosi e criminali fanno sapere che sono padroni del gioco. In grado di controllare i movimenti di uno degli uomini più controllati. Di sapere quando scende da un aereo e s'infila in un'automobile. Di ucciderlo platealmente, facendo strage di persone inermi.

Questo omicidio è, infine, una sconfitta per i partiti. Falcone voleva sul serio la lotta contro la mafia e credeva nello Stato. Si trattava di scegliere, come lui diceva, i suoi «segmenti giusti, quelli che funzionano». Ma quando accettò una direzione ministeriale, le sinistre di opposizione gli rivolsero critiche dure, considerandolo ormai al servizio di uno «Stato compromesso». La mafia continuò invece a considerarlo il nemico di sempre. E ieri lo ha ucciso dicendo a tutti quanto certe critiche fossero fuori luogo. E ora?

Ora resta la sensazione di un Paese dominato dalla criminalità e dal malaffare, con un ceto politico diviso da battaglie di schieramento che la gente vede lontane dalle questioni reali, malgrado l'ultimo voto di aprile avesse dovuto indurlo a scelte diverse. L'emergenza dei tempi richiederebbe subito l'elezione di un presidente della Repubblica in grado di formare un governo che voglia lottare contro la mafia e non utilizzare l'antimafia come strumento di lotta tra partiti e fazioni. Ma c'è il fondato timore che questo non si farà.



Insieme con il giudice antimafia sono morti la moglie e tre uomini di scorta. Otto i feriti. Un'enorme carica di tritolo, collocata sotto un cunicolo dell'autostrada per Punta Raisi, ha fatto saltare in aria l'auto blindata del magistrato e altre quattro macchine

I SERVIZI DA PAGINA 2 A PAGINA 8

ULTIMORA

Ucciso a Riesi ex sindaco dc

RIESI. L'ex sindaco democristiano di Riesi, Vincenzo Napolitano, è stato ucciso ieri poco dopo le 22,30 davanti al municipio del paese. Napolitano, 42 anni, è stato affrontato da un sicario che gli ha sparato due colpi di pistola. Al delitto avrebbero assistito numerosi passanti che si trovavano in piazza. I carabinieri hanno fermato in nottata alcuni pregiudicati per verificare i loro alibi. La pista investigativa è indirizzata verso la criminalità locale, ma si indaga anche sull'attività di amministratore di Napolitano.

Forse oggi il nuovo Presidente

ROMA. Il successore di Francesco Cossiga sarà eletto oggi, al massimo domani. La strage di Palermo ha costretto i partiti a mettere da parte beghe e ripicche e a stringere i tempi per eleggere il nuovo capo dello Stato. La soluzione, quella che si era intravista subito dopo le improvvise dimissioni di Forlani dalla segreteria della Democrazia cristiana, è quella «istituzionale». In pratica, i Grandi elettori dovranno scegliere tra il presidente della Camera Oscar Luigi Scalfaro e quello del Senato Giovanni Spadolini.

L'uccisione di Giovanni Falcone, della moglie, degli uomini di scorta e di alcuni ignari cittadini ha gettato nel panico Montecitorio. Il segretario socialdemocratico Vizzini, palermitano, ha detto che il vuoto politico allarga gli spazi d'azione alla criminalità. Un'analisi condivisa praticamente da tutti gli altri leader e che ha portato alla conclusione che i giochi sono finiti e che si deve concludere in fretta.

Ne sono convinti il presidente dei senatori socialisti Mancino, il segretario socialista Craxi, lo stesso Occhetto, il quale, dopo aver gettato ancora una volta sul piatto della soluzione istituzionale la candidatura di Nilde Iotti, ha lasciato intendere che non porrà veti né metterà in atto alcun tipo di ostruzionismo. E lo stesso ha fatto l'altro «duro» delle trattative di questi giorni, il segretario del Pri Giorgio La Malfa.

ALLE PAGINE 9 E 10

AI LETTORI

Il Giornale di Sicilia ieri non è arrivato nelle edicole di alcuni comuni dell'Isola. L'avvio del nuovo formato ha provocato disguidi tecnici sempre prevedibili quando sono al loro esordio tecnologie sofisticate. Avremmo voluto risparmiarli ai lettori, che anche ieri ci hanno dato un segnale forte di gradimento e di fiducia. Non ci siamo riusciti. E ce ne scusiamo.

La moda occhiali a Palermo
MEDICAL CONTACT EUROPE
divisione occhiali
nuove collezioni
occhiali da sole
PALERMO
Via Libertà, 56/F

Giornale di Sicilia, 24 mai 1992, p. 1.

SEAT TOLEDO.
SPORT
CON SPAZIO.

l'Unità
Giornale fondato da Antonio Gramsci

Anno 69°, n. 122
Spedizione in abbonamento postale gr. 1/70
L. 1500/arretrati L. 3000

Domenica
24 maggio 1992 *

Tremenda esplosione sulla strada tra Punta Raisi e Palermo
Tra i boss di Cosa Nostra e lo Stato ormai è guerra totale

Assassinato Falcone

La mafia si scatena con una tonnellata di tritolo
Uccisi anche la moglie e tre agenti della scorta



E adesso le parole sono gusci vuoti

LUCIANO VIOLANTE

Pezzi di strada percorsi insieme. Poi divisi. Poi ancora insieme. Di nuovo divisi. Qualche tentativo di parlarsi, reciproco e incerto. Adesso le parole sono gusci vuoti. Falcone è stato ucciso. I capi di mafia assolti. Il codice è sempre quello. Il superprocuratore non è nominato: era urgente, ci avevano detto. La legge sul riciclaggio non funziona, ma verranno le circolari. Giovanni e sua moglie e la sua scorta stanno su un letto di marmo. L'Italia senza presidente; il governo dimissionario; il maggiore partito senza segretario. Ci saranno parole solenni. Qualcuno cadrà nella trappola delle ritorsioni. Di chi è la colpa?, perché? Era solo; era utilizzato dalla politica; voleva utilizzare la politica.

Ma nelle strade è tornato il Convitato di pietra. Quello dei treni di Bologna e di Firenze. Quello delle piazze insanguinate. Quello di via Fani. Quello che uccise Mattarella e La Torre. Non deve cambiare nulla in questo paese. E quando qualcosa può cambiare, il Convitato decide di fermare tutto, perché può farlo, uccidendo. Perché qualcuno, una volta, gli dette il primo ordine; ed il secondo; ed il terzo. Poi non c'è stato bisogno di altro. Capisce da solo. Sa quando, sa dove, sa chi. Ieri, l'uomo simbolo della democrazia contro la mafia.

C'è la politica dietro il cadavere di Giovanni Falcone. È mafia, ma non è più solo mafia. Non è più solo mano omicida. Un atroce assassinio politico, come quello di Moro.

I leader fotografati. Qualcuno esaminava quel tratto di autostrada. Le interviste a ripetizione, le osservazioni sulla parola o sul silenzio del grande leader. Qualcuno metteva una tonnellata di esplosivo nel cunicolo sotto l'autostrada. Tecniche di intesa sottile a Roma. A Palermo qualcuno innestava il timer.

A Roma si perdeva tempo? Non è così. Il presidente della Repubblica oggi vuol dire un progetto, una via di uscita per la crisi, una possibilità di futuro o un'altra tutta diversa. C'è cialtroneria nella politica; ma c'è anche la tenace ricerca di una via per la vita degli uomini. La decisione politica è tanto più difficile quanto più la politica è debole.

Ma quanti lo capiranno? Quanti penseranno ad un agitarsi sterile; alla inutilità della democrazia? E qualcuno sorriderà a Palermo, o a Roma, o a Milano, o a Zurigo, dove hanno deciso che per quella morte era arrivato il momento.

Mi chiedo, da amico di questa vittima e da politico. Riusciamo ad essere diversi? A non ingaglioffirci? A capire che cosa sta succedendo? A capire che la mafia è uno dei cardini dei padrini nel vecchio sistema che non vuole mollare. Capire che abbiamo il dovere tragico di cambiare, di fare presto. Di creare un'altra Italia, dei doveri e delle responsabilità.

Non servono parole solenni. Non servono abbracci ecumenici. Serve una feroce volontà di riscatto. Per Giovanni e per quei tre ragazzi della scorta i cui nomi tra poco nessuno ricorderà, ma che sono il segno più vivo e più atroce di una Italia pulita.



Una veduta del luogo dell'attentato, in primo piano l'auto dove viaggiava il giudice Falcone

Questa volta ci sono riusciti: hanno ucciso Giovanni Falcone, il simbolo della lotta contro la mafia, il giudice più noto d'Italia. Con lui, sono rimasti uccisi la moglie, Francesca Morvillo e tre agenti di scorta. Cosa Nostra ha usato mille chili di tritolo per far saltare la sua auto e quelle della scorta. L'attentato ieri alle 17.55, sulla strada che dall'aeroporto di Punta Raisi porta a Palermo. Una decina i feriti. Il tritolo è stato fatto brillare a distanza da un commando. Tra mafia e Stato è ormai guerra totale. Nel capoluogo siciliano vertice con i ministriScotti, Martelli e il capo della Polizia.

RUGGERO FARKAS

PALERMO. L'autostrada che da Punta Raisi porta a Palermo sembra un campo di battaglia. Il fondo stradale è completamente distrutto per decine di metri, i guard-rail sono divelti e delle auto non restano che carcasse incenerite. È qui, a pochi chilometri dal capoluogo, che Cosa Nostra ha ucciso il giudice Falcone, sua moglie Francesca Morvillo e tre agenti di scorta. Falcone, 54 anni, da tempo in prima linea contro la mafia era da sempre nel mirino dei boss. Rientrava nella sua città, come ogni fine settimana, quando il lavoro glielo consentiva. Era sceso da poco dall'aereo proveniente da Roma, e sulla sua «blindata», accompagnato dalla moglie, seguito da altre auto di scorta, si dirigeva verso casa. Per ammazzarlo, la mafia ha minato con oltre mille chili di tritolo una canaletta che passa sotto l'autostrada. L'ordigno è stato attivato a distanza da un commando evidentemente in contatto radio con qualcuno che dall'aeroporto ha annunciato l'arrivo del giudice. L'esplosione è stata tremenda e ha coinvolto sette auto: il bilancio ufficiale parla anche di otto feriti. La prima auto è stata scagliata a duecento metri dal luogo dell'attentato. Si è aperto un cratere e qui sono cadute tutte le altre. I tre agenti di scorta (Antonio Montinari, Rocco Di Cillo e Vito Schisano) sono morti sul colpo. Falcone è stato ricoverato d'urgenza all'ospedale civico di Palermo ma è morto durante il tragitto. La moglie è deceduta in ospedale dopo cinque ore di agonia.

VINCENZO VASILE A PAGINA 2

Niente di fatto per il Quirinale. Spadolini candidato?

Montecitorio sotto choc «Facciamo presto»

GIORGIO FRASCA POLARA FABIO INWINKL

ROMA. Il mondo politico romano, attardato nella vicenda dell'elezione del capo dello Stato, reagisce con sgomento al feroce attentato contro Falcone. Pressoché unanimi, nelle dichiarazioni dei leader di partito, le valutazioni sulla necessità di giungere rapidamente ad una soluzione per il Quirinale. Montecitorio è sotto choc, e in questo clima si fa strada la candidatura «istituzionale» di Giovanni Spadolini, il presidente «supplente» che oggi sarà a Palermo. Norberto Bobbio ammonisce: «Quei grandi elettori, sinora dimostratisi piccoli piccoli, facciano presto. Solo questo dico». Le segreterie di Cgil, Cisl e Uil si incontrano in giornata per definire un'iniziativa di lotta in coincidenza con i funerali delle vittime. Sit in si svolgono oggi nella capitale, al Tribunale di Palermo, a Catania, a Capo d'Orlando, a Milano e in altri centri. Molte le testimonianze che, fuori dalla ritualità, vengono da uomini impegnati contro la mafia: tra gli altri, Leoluca Orlando, Emanuele Macaluso, Carlo Smuraglia, Alfredo Galasso, il giudice di Palmi Agostino Cordova. Tutti ricordano le straordinarie qualità del magistrato, la sua capacità di lavoro, la dedizione assoluta alla giustizia, pur in condizioni assai aspre e spesso segnate da polemiche e dissensi. Dice Smuraglia, che diresse l'antimafia del Csm negli anni dei contrasti sul «pool» di Palermo: «Sembrava impensabile che quell'uomo sorridente e gentile fosse il magistrato superscortato che da anni conduceva una vita impossibile».

ALLE PAGINE 5 e 6

Il giudice si aspettava la morte e da anni era in guerra con lei

«Se cadi in trappola vuol dire che la mafia è più forte di te...»

Tutti i lunedì un libro d'arte
con l'Unità
Domani 25 maggio
la 3ª serie de
I GRANDI PITTORI
Giornale + libro L. 3.000



CARLA CHELO

ROMA. Nel libro scritto con Marcelle Padovani aveva previsto l'unico modo in cui la mafia avrebbe potuto liberarsi di lui: quando descrive la morte di Rocco Chinnici, fatto saltare in aria nel 1983, sembra che parli della sua fine. «Rocco Chinnici non aveva sottovalutato nulla. Competente e coraggioso proteggeva la propria persona rigorosamente e con grandi sacrifici personali, con scorta e auto blindata. Si Rocco Chinnici è il morto più naturale, più normale, l'eccezione che conferma la regola: nella guerra che lo contrapponeva alla mafia, pur adoperando strategie ineccepibili, è caduto in trappola e ha perso la sua battaglia. La mafia si è dimostrata più abile e più forte di lui». Non temeva di essere ucciso, «Io sono un siciliano - disse una volta - per me la vita vale quanto il bottone di questa giacca», ma non ammetteva leggerezze sul lavoro, neppure riguardo alla sicurezza. «Se i mafiosi commettono errori li pagano; se li commettiamo noi ce li fanno pagare». Per questo, neppure dopo il trasferimento a Roma aveva modificato la sua vita blindata. Solo una carica d'esplosivo mentre viaggiava in auto non avrebbe potuto essere prevista ed evitata e proprio quel sistema hanno usato le cosche per liberarsi del più profondo, appassionato conoscitore della mafia.

A PAGINA 3

Giovanni, cuore e cervello di Sicilia

SAVERIO LODATO

Da dieci anni scrivete di mafia e ancora non avete capito nulla. Non avete capito la cosa più importante. Quella che voi chiamate mafia, piovra, criminalità organizzata, «è Cosa Nostra». Ma come fate a non capire che se in questa Regione sono stati assassinati procuratori della Repubblica, dirigenti della Squadra mobile, comandanti dei carabinieri, segretari dei partiti, capi del governo, imprenditori, giornalisti, cittadini qualunque, tutto ciò è il risultato di una strategia ideata e messa a segno da una struttura verticistica e monolitica, che può avvalersi di una tradizione secolare e di rapporti fittamente intrecciati con interi pezzi della società siciliana. Un'ultima cosa: dovete ancora capire che per Cosa Nostra il controllo del territorio è lo strumento fondamentale per la ricerca del suo consenso.

Negli ultimi anni, Falcone (che avevo conosciuto appena giunto a Palermo da Trapani, alla fine degli anni Settanta, dunque un «Falcone che ancora non era diventato Falcone») sembrava sempre di più pignolo e monotematico. Come se ormai dicesse sempre la stessa cosa. Cosa Nostra – ripeteva anche nei colloqui privati – «è Cosa Nostra, tutto qui».

Conosceva segreti? Certamente tanti. Conosceva regole comportamentali, strutture di pensiero, conosceva l'humus in cui *l'uomo d'onore* si nutre sin da bambino nei vicoli della casba di Palermo o nelle casupole di Corleone? Certamente. Conosceva l'antropologia del mafioso quasi alla perfezione. Diversamente, come avrebbe fatto a piegare sino al *pentimento*, colonne mafiose come Buscetta o Contorno, Calderone o Marino Mannoia? Era questo il *segreto* Falcone: i grandi mafiosi quando decisero di voltare le spalle a Cosa Nostra si rivolsero proprio al nemico numero uno dell'organizzazione. È verissimo: i mafiosi avevano finalmente trovato in lui il volto di uno Stato italiano che dopo quarant'anni di complicità, compromissioni e silenzi, manifestava l'intenzione di fare in qualche modo sul serio. Ma non era solo questo. Falcone era palermitano, siciliano, palermitanissimo, verrebbe voglia di dire. Parlava linguaggi che non si parlano nel resto d'Italia. (È che spesso lo rendevano non soddisfacente sul piano della resa televisiva). Parlava il linguaggio degli sguardi, ad esempio. I silenzi, le pause, nelle sue schermaglie, interrogatori con gente poco propensa alla sintassi, ancorata istintivamente al silenzio anche quando inconsciamente avvertiva tutto l'impulso alla rottura di tabù secolari, diventavano quasi per incanto la chiave vincente per una «confessione clamorosa» o un «pentimento». Ho un ricordo personale, fra tanti che si affollano in queste ore alle prime notizie da Palermo, ma che forse può dire molto.

Era il settembre dell'89. Falcone, appena scampato all'agguato dell'Addaura, quando una cinquantina di candelotti di tritolo vennero scoperti appena in tempo, era venuto a cena a casa mia. Lui, in una serata per altro piacevolissima visto che l'uomo di storie ne sapeva davvero tante, non rinunciò ancora una volta a spiegare cosa fosse – secondo lui – Cosa Nostra. Ascoltiamolo: «Quando andai a New York (Falcone era già diventato Falcone) mi stancai presto del protocollo e delle visite organizzate. Chiesi di essere condotto a Brooklyn. Entrai in un bar zeppo di italo-americani. Piombò un silenzio assoluto. Gli avventori fecero ala al mio passaggio, mentre mi dirigevo verso il bancone. Gli uomini di scorta, con un attimo di indecisione, erano rimasti sulla soglia. Mi chiesi anch'io come uscire dall'imbarazzo. Mi diressi al bancone e rivolgendomi al barista dissi in palermitano molto stretto: «Mi rassi un cafè. Si compì il miracolo. In quel locale tornò la vita, tutti ripresero a parlare e non fecero più caso alla mia presenza».

Oggi Falcone è stato assassinato. Con un agguato che dimostra – ancora una volta – una potenza militare micidiale. L'agguato dimostra due cose: 1) Cosa Nostra esiste e considerava apertissimo il suo conto personale. Una autentica *vertenza* (come si dice a Palermo), iniziata tanti anni fa quando Falcone, per la prima volta, e prima di tanti altri giudici, aveva davvero capito di che pasta fossero fatti gli *uomini d'onore*. 2) Falcone sapeva bene che il rapporto mafia-politica esiste, è strettissimo, ed è la condizione essenziale che consente, appunto, alla mafia, di non essere semplice gangsterismo, guerra per bande, criminalità organizzata, anche se di alto livello. Negli ultimi anni della sua attività volle dimenticare queste sue certezze sul rapporto mafia-politica? È molto probabile. Non dimentichiamo che a Palermo riuscì a totalizzare soltanto sconfitte, insuccessi personali, astio e antipatia da parte di molti dei suoi colleghi. Era andato a Roma? Non è bastato a salvarlo.

L'Unità, 24 mai 1992, p. 1.

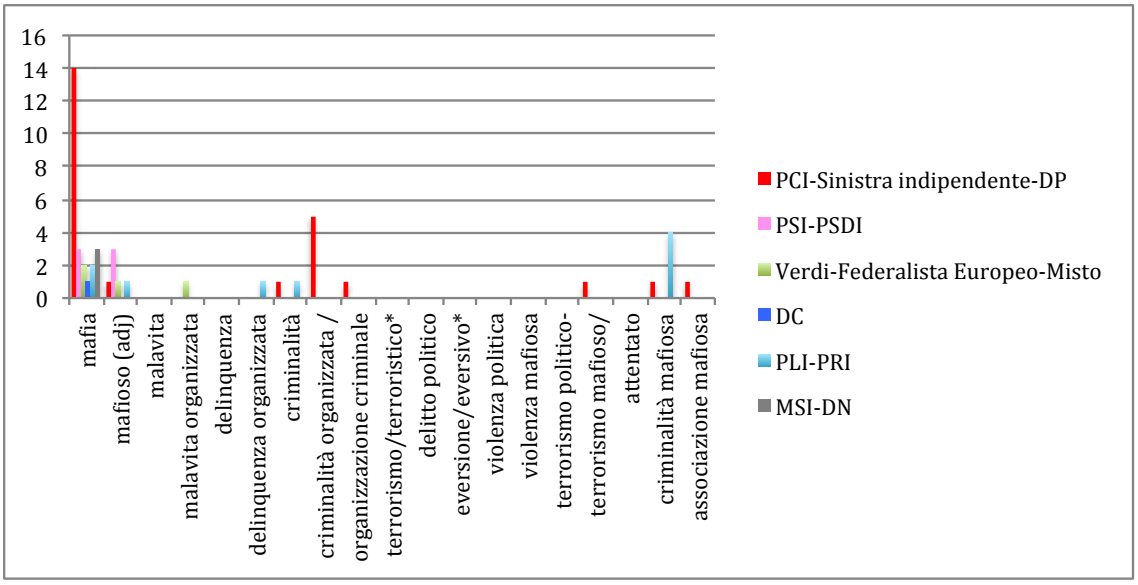


Fig. 8 : Séances à la Chambre et au Sénat des 26, 27 et 28 septembre 1988 (Assassinat Saetta)

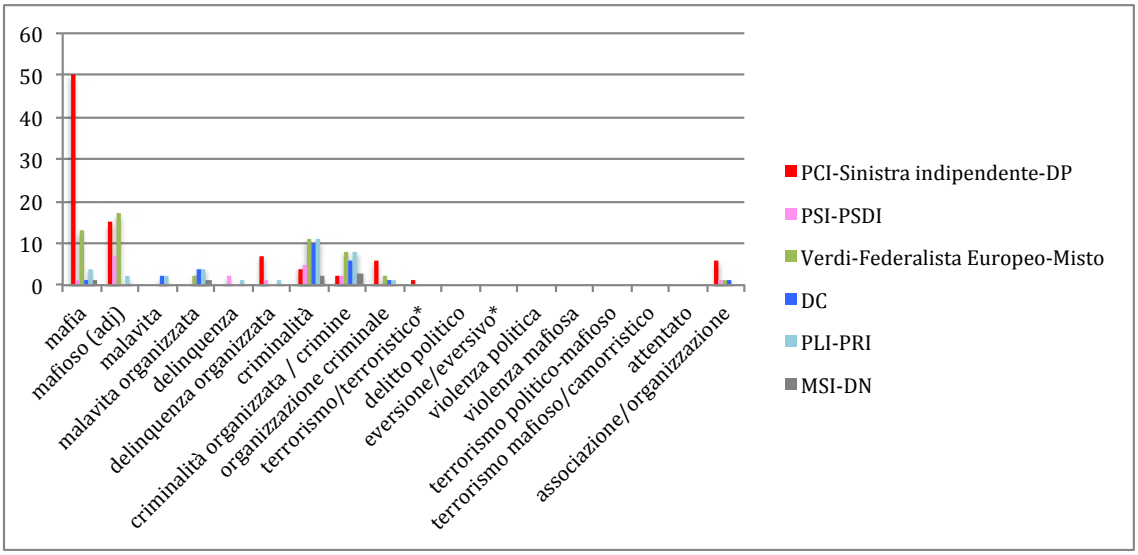


Fig. 9 : Séances à la Chambre et au Sénat du 25 septembre 1990 (Assassinat Livatino)

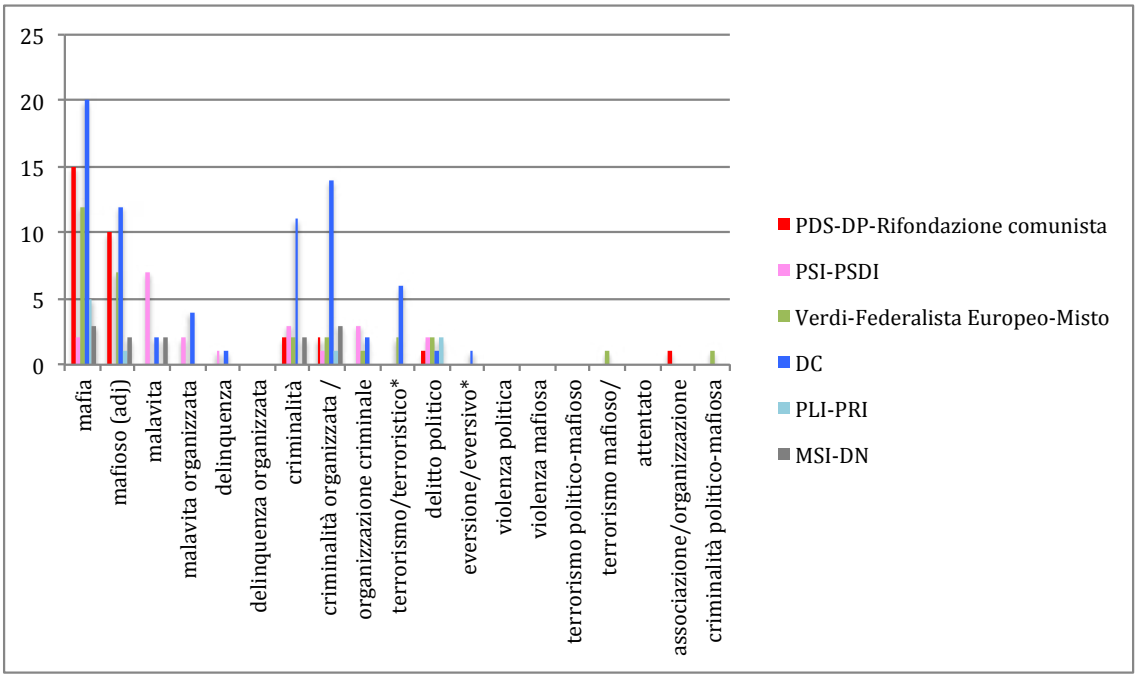


Fig. 10 : Séance à la Chambre du 12 mars 1992 et audition du ministre de l'Intérieur Vincenzo Scotti (DC) devant la Commission parlementaire antimafia le 17 mars 1992 (Assassinat Lima)

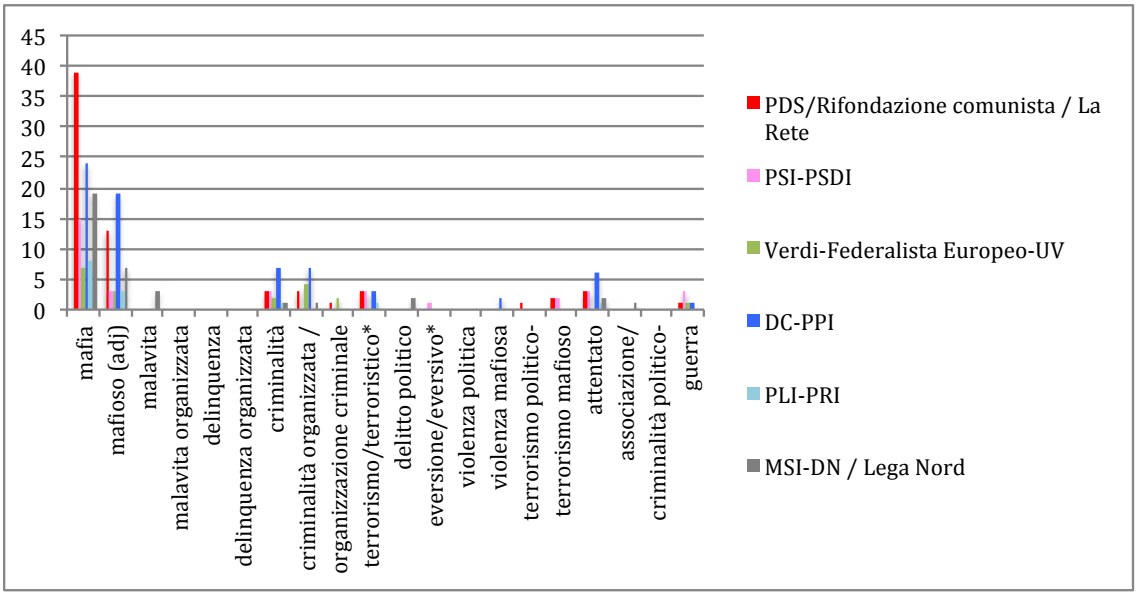


Fig. 11 : Séance à la Chambre du 25 mai 1992 (Assassinat Falcone)

Chapitre 4

Palermo (S. Ernesto), Veglia 23 giugno 1992

Una vita spesa per Amore

Giovanni Falcone lavorava con perfetta coscienza che la forza del male, la mafia, lo avrebbe un giorno ucciso.

Francesca Morvillo stava accanto al suo uomo con perfetta coscienza che avrebbe condiviso la sua sorte.

Gli uomini della scorta proteggevano Falcone con perfetta coscienza che sarebbero stati partecipi della sua sorte.

Non poteva ignorare, e non ignorava, Giovanni Falcone l'estremo pericolo che egli correva perché troppe vite di suoi compagni di lavoro e di suoi amici sono state stroncate sullo stesso percorso che egli si imponeva.

Perché non è fuggito, perché ha accettato questa tremenda situazione, perché mai si è turbato, perché è stato sempre pronto a rispondere a chiunque della speranza che era in lui?

Per amore!

La sua vita è stata un atto di amore verso questa sua città, verso questa terra che lo ha generato, che tanto non gli piaceva.

Perché se l'amore è soprattutto ed essenzialmente dare, per lui, e per coloro che gli siamo stati accanto in questa meravigliosa avventura, amore verso Palermo e la sua gente ha avuto e ha il significato di dare a questa terra qualcosa, tutto ciò che era ed è possibile dare delle nostre forze morali, intellettuali e professionali per rendere migliore questa città e la Patria cui essa appartiene.

Qui Falcone cominciò a lavorare in modo nuovo. E non solo nelle tecniche di indagine. Ma anche consapevole che il lavoro dei magistrati e degli inquirenti doveva entrare nella stessa lunghezza d'onda del sentire di ognuno.

La lotta alla mafia (primo problema morale da risolvere nella nostra terra, bellissima e disgraziata) non doveva essere soltanto una distaccata opera di repressione, ma un movimento culturale e morale, anche religioso, che coinvolgesse tutti, che tutti abituasse a sentire la bellezza del fresco profumo di libertà che si oppone al puzzo del compromesso morale, della indifferenza, della contiguità e, quindi, della complicità.

Ricordo la felicità di Falcone, quando in un breve periodo di entusiasmo conseguente ai dirompenti successi originati dalle dichiarazioni di Buscetta, egli mi disse: «La gente fa il tifo per noi».

E con ciò non intendeva riferirsi soltanto al conforto che l'appoggio morale della popolazione dà al lavoro del giudice.

Significava soprattutto che il nostro lavoro, il suo lavoro stava anche smuovendo le coscienze, rompendo i sentimenti di accettazione della convivenza con la mafia, che costituiscono la vera forza di essa.

Questa stagione del «tifo per noi» sembrò durare poco perché ben presto sopravvennero il fastidio e l'insofferenza al prezzo che alla lotta alla mafia, alla lotta al male, doveva essere pagato dalla cittadinanza.

Insofferenza alle scorte, insofferenza alla sirene, insofferenza alle indagini, insofferenza a una lotta d'amore che costava però a ciascuno, non certo i terribili sacrifici di Falcone, ma la rinuncia a tanti piccoli o grossi vantaggi, a tante piccole o grandi comode abitudini, a tante minime o consistenti situazioni fondate sull'indifferenza, sull'omertà o sulla complicità.

Insofferenza che finì per invocare e ottenere, purtroppo,

provvedimenti legislativi che, fondati su una ubriacatura di garantismo, ostacolarono gravemente la repressione di Cosa Nostra e fornirono un alibi a chi, dolosamente o colposamente, di lotta alla mafia non ha mai voluto occuparsene.

In questa situazione Falcone andò via da Palermo. Non fuggì. Cercò di ricreare altrove, da più vasta prospettiva, le ottimali condizioni del suo lavoro. Per poter continuare a «dare». Per poter continuare ad «amare».

Venne accusato di essersi troppo avvicinato al potere politico. Menzogna!! Qualche mese di lavoro in un Ministero non può far dimenticare il suo lavoro di dieci anni. E come lo fece!

Lavorò incessantemente per rientrare in magistratura. Per fare il magistrato, indipendente come sempre lo era stato, mentre si parlava male di lui, con vergogna di quelli che hanno malignato sulla sua buona condotta.

Muore e tutti si accorgono quali dimensioni ha questa perdita. Anche coloro che per averlo denigrato, ostacolato, talora odiato e perseguitato, hanno perso il diritto di parlare!!

Nessuno tuttavia ha perso il diritto, anzi il dovere sacrosanto, di continuare questa lotta.

Se egli è morto nella carne ma è vivo nello spirito, come la fede ci insegna, le nostre coscienze se non si sono svegliate debbono svegliarsi.

La speranza è stata vivificata dal suo sacrificio. Dal sacrificio della sua donna. Dal sacrificio della sua scorta.

Molti cittadini, ed è la prima volta, collaborano con la giustizia.

Il potere politico trova il coraggio di ammettere i suoi sbagli e cerca di correggerli, almeno in parte, restituendo ai magistrati gli strumenti loro tolti con stupide scuse accade-

Occorre evitare che si ritorni di nuovo indietro.

Occorre dare un senso alla morte di Giovanni, della dolcissima Francesca, dei valorosi uomini della sua scorta.

Sono morti tutti per noi, per gli ingiusti, abbiamo un grande debito verso di loro e dobbiamo pagarlo gioiosamente, continuando la loro opera.

Facendo il nostro dovere;

rispettando le leggi anche quelle che ci impongono sacrifici;

rifiutando di trarre dal sistema mafioso anche i benefici che possiamo trarne (anche gli aiuti, le raccomandazioni, i posti di lavoro);

collaborando con la giustizia;

testimoniando i valori in cui crediamo, in cui dobbiamo credere, anche dentro le aule di giustizia.

Troncando immediatamente ogni legame di interesse, anche quelli che ci sembrano innocui, con qualsiasi persona portatrice di interessi mafiosi, grossi o piccoli;

accettando in pieno questa gravosa e bellissima eredità di spirito;

Dimostrando a noi stessi e al mondo che Falcone è vivo.

Discours prononcé le 23 juin 1992 par Paolo Borsellino en mémoire de Giovanni Falcone, extrait de BORSELLINO Paolo, *Oltre il muro dell'omertà. Scritti su verità, giustizia e impegno civile*, Milan, Rizzoli, 2011, p. 220-223.





Photos n°1 et n°2, tirées du recueil photographique *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, publié en supplément par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 228-231

Discours prononcé le 25 juin 1992 par Paolo Borsellino.

25 giugno 1992, l'ultimo discorso di Paolo Borsellino

«Io sono venuto questa sera soprattutto per ascoltare. Purtroppo ragioni di lavoro mi hanno costretto ad arrivare in ritardo e forse mi costringeranno ad allontanarmi prima che questa riunione finisca. Sono venuto soprattutto per ascoltare perché ritengo che mai come in questo momento sia necessario che io ricordi a me stesso e ricordi a voi che sono un magistrato. E poiché sono un magistrato devo essere anche cosciente che il mio primo dovere non è quello di utilizzare le mie opinioni e le mie conoscenze partecipando a convegni e dibattiti ma quello di utilizzare le mie opinioni e le mie conoscenze nel mio lavoro».

«In questo momento inoltre, oltre che magistrato, io sono testimone. Sono testimone perché, avendo vissuto a lungo la mia esperienza di lavoro accanto a Giovanni Falcone, avendo raccolto, non voglio dire più di ogni altro, perché non voglio imbarcarmi in questa gara che purtroppo vedo fare in questi giorni per ristabilire chi era più amico di Giovanni Falcone, ma avendo raccolto comunque più o meno di altri, come amico di Giovanni Falcone, tante sue confidenze, prima di parlare in pubblico anche delle opinioni, anche delle convinzioni che io mi sono fatte raccogliendo tali confidenze, questi elementi che io porto dentro di me, debbo per prima cosa assemblarli e riferirli all'autorità giudiziaria, che è l'unica in grado di valutare quanto queste cose che io so possono essere utili alla ricostruzione dell'evento che ha posto fine alla vita di Giovanni Falcone, e che soprattutto, nell'immediatezza di questa tragedia, ha fatto pensare a me, e non soltanto a me, che era finita una parte della mia e della nostra vita».

«Quindi io questa sera debbo astenermi rigidamente - e mi dispiace, se deluderò qualcuno di voi - dal riferire circostanze che probabilmente molti di voi si aspettano che io riferisca, a cominciare da quelle che in questi giorni sono arrivate sui giornali e che riguardano i cosiddetti diari di Giovanni Falcone. Per prima cosa ne parlerò all'autorità giudiziaria, poi - se è il caso - ne parlerò in pubblico. Posso dire soltanto, e qui mi fermo affrontando l'argomento, e per evitare che si possano anche su questo punto innestare speculazioni fuorvianti, che questi appunti che sono stati pubblicati dalla stampa, sul «Sole 24 Ore» dalla giornalista - in questo momento non mi ricordo come si chiama... - Milella, li avevo letti in vita di Giovanni Falcone. Sono proprio appunti di Giovanni Falcone, perché non vorrei che su questo un giorno potessero essere avanzati dei dubbi»

«Ho letto giorni fa, ho ascoltato alla televisione - in questo momento i miei ricordi non sono precisi - un'affermazione di Antonino Caponnetto secondo cui Giovanni Falcone comin-

ciò a morire nel gennaio del 1988. Io condivido questa affermazione di Caponnetto. Con questo non intendo dire che so il perché dell'evento criminoso avvenuto a fine maggio, per quanto io possa sapere qualche elemento che possa aiutare a ricostruirlo, e come ho detto ne riferirò all'autorità giudiziaria; non voglio dire che cominciò a morire nel gennaio del 1988 e che questo, questa strage del 1992, sia il naturale epilogo di questo processo di morte. Però quello che ha detto Antonino Caponnetto è vero, perché oggi che tutti ci rendiamo conto di quale è stata la statura di quest'uomo, ripercorrendo queste vicende della sua vita professionale, ci accorgiamo come in effetti il paese, lo Stato, la magistratura che forse ha più colpe di ogni altro, cominciò proprio a farlo morire il 1° gennaio del 1988, se non forse l'anno prima, in quella data che ha or ora ricordato Leoluca Orlando: cioè quell'articolo di Leonardo Sciascia sul «*Corriere della Sera*» che bollava me come un professionista dell'antimafia, l'amico Orlando come professionista della politica, dell'antimafia nella politica».

«Ma nel gennaio del 1988, quando Falcone, solo per continuare il suo lavoro, il Consiglio superiore della magistratura con motivazioni risibili gli preferì il consigliere Antonino Meli. C'eravamo tutti resi conto che c'era questo pericolo e a lungo sperammo che Antonino Caponnetto potesse restare ancora a passare gli ultimi due anni della sua vita professionale a Palermo. Ma quest'uomo, Caponnetto, il quale rischiava, perché anziano, perché conduceva una vita sicuramente non sopportabile da nessuno già da anni, il quale rischiava di morire a Palermo, temevamo che non avrebbe superato lo stress fisico cui da anni si sottoponeva. E a un certo punto fummo noi stessi, Falcone in testa, pure estremamente convinti del pericolo che si correva così convincendolo, lo convincemmo riottoso, molto riottoso, ad allontanarsi da Palermo. Si aprì la corsa alla successione all'ufficio istruzione al tribunale di Palermo. Falcone concorse, qualche Giuda si impegnò subito a prenderlo in giro, e il giorno del mio compleanno il Consiglio superiore della magistratura ci fece questo regalo: preferì Antonino Meli».

«Giovanni Falcone, dimostrando l'altissimo senso delle istituzioni che egli aveva e la sua volontà di continuare comunque a fare il lavoro che aveva inventato e nel quale ci aveva tutti trascinato, cominciò a lavorare con Antonino Meli nella convinzione che, nonostante lo schiaffo datogli dal Consiglio superiore della magistratura, egli avrebbe potuto continuare il suo lavoro. E continuò a crederlo nonostante io, che ormai mi trovavo in un osservatorio abbastanza privilegiato, perché ero stato trasferito a Marsala e quindi guardavo abbastanza dall'esterno questa situazione, mi fossi reso conto subito che nel volgere di pochi mesi Giovanni Falcone sarebbe stato distrutto. E ciò che più mi addolorava era il fatto che Giovanni Falcone sarebbe allora morto professionalmente nel silenzio e senza che nessuno se ne accorgesse. Questa fu la ragione per cui io, nel corso della presentazione del libro La mafia d'Agrigento, denunciai quello che stava accadendo a Palermo con un intervento che venne subito commentato da Leoluca Orlando, allora presente, dicendo che quella sera l'aria ci stava pesando addosso per quello che era stato detto».

«Leoluca Orlando ha ricordato cosa avvenne subito dopo: per aver denunciato questa verità io rischiai conseguenze professionali gravissime, ma quel che è peggio il Consiglio superiore immediatamente scoprì quale era il suo vero obiettivo: proprio approfittando del problema che io avevo sollevato, doveva essere eliminato al più presto Giovanni Falcone. E forse questo io lo avevo pure messo nel conto perché ero convinto che lo avrebbero eliminato comunque; almeno, dissi, se deve essere eliminato, l'opinione pubblica lo deve sapere, lo deve conoscere, il pool antimafia deve morire davanti a tutti, non deve morire in silenzio».

«L'opinione pubblica fece il miracolo, perché ricordo quella caldissima estate dell'agosto 1988, l'opinione pubblica si mobilitò e costrinse il Consiglio superiore della magistratura a rimangiarsi in parte la sua precedente decisione dei primi di agosto, tant'è che il 15 settembre, se pur zoppicante, il pool antimafia fu rimesso in piedi. La protervia del consigliere istruttore, l'intervento nefasto della Cassazione cominciato allora e continuato fino a ieri (perché, nonostante quello che è successo in Sicilia, la Corte di cassazione continua sostanzialmente ad affermare che la mafia non esiste) continuarono a fare morire Giovanni Falcone. E Giovanni Falcone, uomo che sentì sempre di essere uomo delle istituzioni, con un profondissimo senso dello Stato, nonostante questo, continuò incessantemente a lavorare. Approdò alla procura della *Repubblica* di Palermo dove, a un certo punto ritenne, e le motivazioni le riservo a quella parte di espressione delle mie convinzioni che deve in questo momento essere indirizzata verso altri ascoltatori, ritenne a un certo momento di non poter più continuare ad operare al meglio».

«Giovanni Falcone è andato al ministero di Grazia e Giustizia, e questo lo posso dire sì prima di essere ascoltato dal giudice, non perché aspirasse a trovarsi a Roma in un posto privilegiato, non perché si era innamorato dei socialisti, non perché si era innamorato di Claudio Martelli, ma perché a un certo punto della sua vita ritenne, da uomo delle istituzioni, di poter continuare a svolgere a Roma un ruolo importante e nelle sue convinzioni decisivo, con riferimento alla lotta alla criminalità mafiosa. Dopo aver appreso dalla radio della sua nomina a Roma (in quei tempi ci vedevamo un po' più raramente perché io ero molto impegnato professionalmente a Marsala e venivo raramente a Palermo), una volta Giovanni Falcone alla presenza del collega Leonardo Guarnotta e di Ayala tirò fuori, non so come si chiama, l'ordinamento interno del ministero di Grazia e Giustizia, e scorrendo i singoli punti di non so quale articolo di questo ordinamento cominciò fin da allora, fin dal primo giorno, cominciò ad illustrare quel che lì egli poteva fare e che riteneva di poter fare per la lotta alla criminalità mafiosa».

«Certo anch'io talvolta ho assistito con un certo disagio a quella che è la vita, o alcune manifestazioni della vita e dell'attività di un magistrato improvvisamente sbalzato in una struttura gerarchica diversa da quelle che sono le strutture, anch'esse gerarchiche ma in altro senso, previste dall'ordinamento giudiziario. Si trattava di un lavoro nuovo, di una situazione nuova, di vicinanze nuove, ma Giovanni Falcone è andato lì solo per questo. Con la mente a Palermo,

perché sin dal primo momento mi illustrò quello che riteneva di poter e di voler fare lui per Palermo. E in fin dei conti, se vogliamo fare un bilancio di questa sua permanenza al ministero di Grazia e Giustizia, il bilancio anche se contestato, anche se criticato, è un bilancio che riguarda soprattutto la creazione di strutture che, a torto o a ragione, lui pensava che potessero funzionare specialmente con riferimento alla lotta alla criminalità organizzata e al lavoro che aveva fatto a Palermo».

«Cercò di ricreare in campo nazionale e con leggi dello Stato quelle esperienze del pool antimafia che erano nate artigianalmente senza che la legge le prevedesse e senza che la legge, anche nei momenti di maggiore successo, le sostenesse. Questo, a torto o a ragione, ma comunque sicuramente nei suoi intenti, era la superprocura, sulla quale anch'io ho espresso nell'immediatezza delle perplessità, firmando la lettera sostanzialmente critica sulla superprocura predisposta dal collega Marcello Maddalena, ma mai neanche un istante ho dubitato che questo strumento sulla cui creazione Giovanni Falcone aveva lavorato servisse nei suoi intenti, nelle sue idee, a torto o a ragione, per ritornare, soprattutto, per consentirgli di ritornare a fare il magistrato, come egli voleva. Il suo intento era questo e l'organizzazione mafiosa - non voglio esprimere opinioni circa il fatto se si è trattato di mafia e soltanto di mafia, ma di mafia si è trattato comunque - e l'organizzazione mafiosa, quando ha preparato ed attuato l'attentato del 23 maggio, l'ha preparato ed attuato proprio nel momento in cui, a mio parere, si erano concretizzate tutte le condizioni perché Giovanni Falcone, nonostante la violenta opposizione di buona parte del Consiglio superiore della magistratura, era ormai a un passo, secondo le notizie che io conoscevo, che gli avevo comunicato e che egli sapeva e che ritengo fossero conosciute anche al di fuori del Consiglio, al di fuori del Palazzo, dico, era ormai a un passo dal diventare il direttore nazionale antimafia».

«Ecco perché, forse, ripensandoci, quando Caponnetto dice cominciò a morire nel gennaio del 1988 aveva proprio ragione anche con riferimento all'esito di questa lotta che egli fece soprattutto per potere continuare a lavorare. Poi possono essere avanzate tutte le critiche, se avanzate in buona fede e se avanzate riconoscendo questo intento di Giovanni Falcone, si può anche dire che si prestò alla creazione di uno strumento che poteva mettere in pericolo l'indipendenza della magistratura, si può anche dire che per creare questo strumento egli si avvicinò troppo al potere politico, ma quello che non si può contestare è che Giovanni Falcone in questa sua breve, brevissima esperienza ministeriale lavorò soprattutto per potere al più presto tornare a fare il magistrato. Ed è questo che gli è stato impedito, perché è questo che faceva paura».

http://it.ibtimes.com/25-giugno-1992-lultimo-discorso-di-paolo-borsellino-1336701

La vidéo est disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=dqUSYwhmKCw

OPEL
CALIBRA SOLO CON CATALIZZATORE
SIGMA AUTO

IL TEMPO
DIREZIONE, REDAZIONE e AMMINISTRAZIONE: (00187) ROMA, piazza Colonna 366 - Tel. 673581 - Telex 614087 - Telefax 6736899 - Sportivo stampa: prat. Gruppo 1/70 - Concess. di pubblicità associate: SPE, via G. B. Vico, 9 - Tel. 3699 - Telex 612615 — SIPRA, via degli Scialoja 23 - Tel. 3617.1 - Telex 612093

Y10
24 mesi interessi zero
sul prezzo di listino
rosati LANCIA

Autobomba dilania a Palermo il giudice Paolo Borsellino e cinque agenti

Ucciso l'erede di Falcone

Rivolta dei poliziotti: basta con le scorte al massacro

Di lutto in lutto incapaci di capire

di GASPARE BARBIELLINI AMIDEI

COME siamo finiti così? Chi ci ha ridotto così deboli, così sventurati da dover assistere alla morte, uno dopo l'altro, dei nostri magistrati migliori, uccisi perché erano bravi, perché erano coraggiosi, perché sapevano combattere la mafia? Com'è cresciuto nel seno dell'Italia, questo serpe che morde, che non si ritira, che anzi si fa tracotante, sfida, colpisce, si muove, organizza? Quale incapacità pubblica o quale congiuntura storica impediscono allo Stato di stroncare la potenza eversiva che continua a massacrare questi ragazzi volenterosi, queste donne e questi uomini delle scorte, falciati come spighe di grano? Hanno portato l'automobile bomba, zeppa di esplosivo, fino nel cuore di una zona che non è un deserto ma un quartiere protetto e controllato. Hanno ammazzato Paolo Borsellino nel cortile della casa materna.

Muore così un croc di questa Italia che non è riuscita, di procedura in procedura, come fossimo ancora in una stagione di pace, a portarlo al tavolo principale della strategia nella guerra antimafia, cioè a nominarlo, come era opportuno in tempi rapidissimi super procuratore nazionale.

La pietà chiede lacrime e parole commosse. Ma l'analisi ha l'obbligo di guardare con accanita freddezza la realtà. E la realtà è grave, ed ha colpe altrettanto gravi. La Polizia, i Carabinieri, così come la Magistratura, non hanno certamente colpe anzi hanno molti meriti, fanno il possibile e talvolta l'impossibile. La lunga teoria delle vittime della testimoniare l'impegno, la volontà, la decisione di non mollare. Intanto continuiamo a leggere di tribunali guarniti di uomini, continuiamo a leggere di bisogno di maggiori mezzi, di maggiori strumenti. La colpa è nella inconsapevolezza di una visione generale e nazionale del pericolo della mafia. La colpa è in chi non ha inteso fino in fondo che oggi o si sconfigge la mafia o perdiamo tutti tutto. Ci ritroviamo dentro una situazione degenerata. Di delitto in delitto, di funerale in funerale siamo passati da un terribile e in parte antico fenomeno criminale all'insediamento di un vero e proprio potere eversivo che rischia di strangolare lo Stato e che insidia al cuore la nostra democrazia. La mafia non fa soltanto delitti, affari, clientelismi, reclutamenti, non sposta soltanto favori e voti. Non fa soltanto traffico di droga sicatti e speculazioni. La mafia sta condizionando una parte della vita nazionale. È ora alza il tiro, sta tentando di stroncare il paese. Non si muove sulla difensiva ma in offesa. Non si capisce se vuole riprendersi una impunità infastidita dal coraggio delle forze dell'ordine e dai recenti provvedimenti governativi finalmente duri o se intende rivendicare un pezzo di Stato, se reagisce o se attacca.

Questo bisogna capire: perché? E non solo dove, con quali mezzi e con quali collegamenti? La mafia temeva che Falcone prima e Borsellino dopo dirigessero l'azione anticrimine e lo ha impedito uccidendoli: perché? Di che cosa aveva in gagticolare paura? Quali santuari andavano protetti, se santuari ci sono? Quanto, come e dove conta oggi la mafia? Quanto pesano le sue infiltrazioni territoriali finanziarie e politiche in Sicilia e fuori dalla Sicilia? Bisogna assolutamente sapere di più e fare molto di più. Ci sono ritmi nelle decisioni e ci sono procedure che devono radicalmente cambiare. Ma ancora è necessaria una valutazione globale che va riconsiderata nella enormità del pericolo.

Ieri a Palermo è stata compiuta una strage terribile. Ma ancora più terribile è l'intimidazione che con con quella strage viene rivolta al paese. Si vuole spaventare l'Italia, si vuole consegnare un messaggio di minaccia. Questo messaggio va subito decifrato e poi restituito al

CONTINUA A PAGINA 2









PALERMO — Ancora una strage di mafia a Palermo. Ancora una vittima eccellente: il giudice Paolo Borsellino, l'erede di Giovanni Falcone. Con lui sono saltati in aria, dilaniati nell'esplosione di un'auto imbottita di tritolo, cinque agenti della scorta, tra cui una donna. L'attentato è stato compiuto, pochi minuti prima delle 17, in via Paolo D'Amelio, adiacente alla Fiera del Mediterraneo. L'autobomba, una vecchia 126, era stata parcheggiata dinanzi l'abitazione della madre e della sorella del magistrato. Qui Paolo Borsellino s'era recato per una delle sue consuete visite. Stava percorrendo il breve tragitto tra la sua Croma blindata e l'ingresso del palazzo quando i killer, a distanza, hanno provocato l'esplosione. Oltre alle sei vittime, almeno 16 i feriti e altre venti auto, parcheggiate nelle vicinanze, sono state distrutte. Devastata anche le facciate dei vicini stabili.

In serata momenti di grande tensione mentre nella prefettura palermitana era in corso un vertice sull'ordine pubblico. Gli agenti dei nuclei di scorta hanno lasciato il loro posto di lavoro per andare dai colleghi e dai carabinieri schierati alla sorveglianza dell'edificio. Ci sono state colluttazioni. Quegli agenti di scorta si autoconsegnavano in caserma, dicendo che un'ingiustificabile scena di via D'Amelio nessuno dell' esplosione.

QUARANTINO E ROSSI ALLE PAGINE 2, 3 E 4

Un pentito aveva rivelato: quel magistrato morirà

È stata un'altra strage annunciata nella guerra scoppiata in Sicilia

PALERMO — Paolo Borsellino aspetta per lo meno da tre mesi di essere stato condannato a morte dalla mafia. Glielo aveva confidato il «pentito» Vincenzo Calcara. Durante un interrogatorio nel carcere dell'Ucciardone gli aveva detto: signor giudice, in Cupola ha deciso di «bruciarla». Paolo Borsellino (nella foto, in una recente immagine) gli aveva creduto ma non aveva preso nessuna particolare precauzione. Ieri tra le prime persone accorse sul luogo dell'attentato c'era il sindaco di Palermo, Aldo Rizzo. Questa città non ce la fa più, ha detto, qui «non governa più la democrazia ma la strategia del terrore e della morte. Occorrono risposte chiare, nette e precise». Domani i funerali.

ALLE PAGINE 2, 3 E 4



SOMMARIO

ARMAGGEDDON
Non aveva preso particolari precauzioni
GUIDI A PAGINA 2
PROCURA
«Gestiva» i pentiti più importanti
ROSSO A PAGINA 3
SCALFARO
Per le istituzioni l'ora della credibilità
SARZOTTA A PAGINA 4
CRONACHE
Vivere blindati in prima linea
CAPPI A PAGINA 4

Sono oltre trenta le vittime del primo esodo estivo

Vacanze tragiche sulle strade

ROMA — Più di trenta morti in soli due giorni sono l'emozionante tragico bilancio del week-end sulle strade. L'incidente più grave, con cinque vittime, è avvenuto nella notte tra sabato e domenica sull'autostrada del Sole, nei pressi del casello di Milano-sud. Un camion ha investito due automobili ferme nella corsia d'emergenza per sostituire una ruota. La magistratura ha aperto un'inchiesta.

Nella stessa notte due giovani sono morti a Castiglione di Cervia nello scontro frontale della moto sulla quale viaggiavano con un'auto che aveva invaso la corsia opposta.

Altri tre morti ed un ferito, sempre tra sabato e domenica, in un incidente tra due auto a Bricherasio, in provincia di Torino. Le vittime sono Gian Luigi Cai, 46 anni, la moglie Enza Borrelli, di 43, entrambi torinesi, e Michele Napoleone, 59 anni di Cumiana (Torino).

Milioni di auto hanno invaso strade e autostrade in coincidenza con l'avvio vero e proprio delle vacanze dopo le incertezze iniziali d'una stagione compromessa dal maltempo. L'ondata più grossa di partenze è comunque prevista per il prossimo week-end, quando le più importanti fabbriche e aziende chiuderanno per le ferie. Giungono puntuali le raccomandazioni di polizia stradale e Aci alla prudenza e, soprattutto, ad evitare le ore più «calde» per il traffico. Ma le stragi sulle strade sembrano confermare che le esortazioni alla prudenza non trovano adeguato ascolto nel popolo dei vacanzieri.

I profughi bambini arrivati in Italia

ROMA — E' arrivato in Italia alle 8 di ieri mattina il treno con 558 profughi bosniaci (quasi tutti donne e bambini) partito dalla stazione di Dobova, a nord di Zagabria, sul confine tra Croazia e Slovenia. All'aeroporto milanese di Linate tutto è stato predisposto per accogliere anche i 113 bambini trasportati in Italia a bordo di due velivoli «C 130» della nostra aeronautica militare. E alle 18,30 è giunto il primo «C 130».

A Belgrado, intanto, con una di quelle iniziative a sorpresa che gli sono ormai caratteristiche, il primo ministro jugoslavo Milan Panic si è recato ieri a Sarajevo per incontrare il presidente bosniaco Alija Izetbegovic, al quale ha offerto immediati negoziati di pace. La visita è avvenuta poco prima che entrasse in vigore l'accordo per una ennesima tregua.

Il cessate il fuoco è entrato in vigore alle 18. ma ieri l' artiglieria ha martellato la zona dell'aeroporto di Sarajevo

ALLE PAGINE 7 E 9

Aids: donne a rischio più degli uomini

DAL NOSTRO INVIATO

AMSTERDAM — La donna sta diventando la principale vittima dell'Aids nel mondo. Non è stato un caso che ieri ad inaugurare l'ottava conferenza mondiale sia stata la signora Eka Esu-Williams, presidentessa dell'associazione africana Donne contro l'Aids, uno dei pochi e fragili argini posti contro il dilagare della malattia in quel continente. Attualmente la percentuale di donne fra i colpiti dalla sindrome di deficienza immunitaria è salita rapidamente dal 25 per cento del '90 arriverà nel 1992 ad oltre il 40. Tra le ragioni, la mancanza di informazione nei confronti delle giovani per un malinteso senso di pudore e di opportunità. Inoltre, mentre la eterosessuale può anche non infettare il partner, la donna rimane infettata dall' uomo quasi sempre. Negli Stati Uniti il caso di 11 persone che si sono ammalate di Aids senza essere risultate sieropositive fa ipotizzare la presenza di un nuovo ceppo virale del morbo.

CALZOLARI A PAGINA 10

rosati LANCIA
Y10
24 mesi interessi zero
sul prezzo di listino

Il Tempo, 20 juillet 1992, p. 1.

L'INTERVISTA

I RICORDI DI UN AMICO

«Con Falcone eravamo i 3 moschettieri dell'antimafia. Ora sono rimasto solo a combattere»



Nella foto grande Giuseppe Ayala. Di fianco il parlamentare repubblicano è assieme all'amico Paolo Borsellino

Gli avevo parlato sette giorni fa Dissi: devi essere più prudente

«Paolo, quel cadavere eri tu»

Ayala: sono stato io il primo a scoprirlo

PALERMO
DAL NOSTRO INVIATO

«Non avevo capito che quella massa di nerume e di sangue fosse Paolo. Sono stato io a scoprirlo. In via D'Amelio non c'era niente e nessuno, prima che arrivassimo, io, i ragazzi della mia scorta, i vigili del fuoco che mi trattenevano perché le macchine bruciavano e potevano esplodere: un repertorio di brandelli umani e metallicis.

Giuseppe Ayala è l'ultimo dei tre. Erano tre amici, erano i tre moschettieri dell'antimafia, erano Giovanni, Paolo e Giuseppe, e ora è rimasto soltanto Lui, magro, elegante, indignato, ma di quell'indignazione all'inglese che soltanto i grandi siciliani si possono permettere.

Lei è sceso subito in strada.

Sì, ho rassicurato la mia compagna, Natalia, che era rimasta paralizzata mentre entrava in macchina. Avevo visto il fumo e poi...

I suoi figli hanno pensato che fosse morto lei.

Un'esperienza mostruosa. Mostruosa. I miei figli, quando sono andato da loro a Mondello, dove vivono con la mamma, mi abbracciavano, piangevano, e io li rassicuravo... Ma era morto Paolo, il nostro grande e caro e stretto amico...

Lei lo ha riconosciuto fra quelle macerie, quel sangue.

Camminavo, avevo visto due cadaveri, poi un terzo oltre il cancello, mi ero avvicinato, non sapevo che sua madre abitasse qui, e mi sono accostato a quel tronco e... i denti: sa i suoi incisivi com'erano? Divaricati: dalla bocca aperta ho visto gli incisivi e poi il naso. Se lo ricorda il naso di Paolo? Un po' grifagno, particolare. E da quello ho capito: ero inciampato sul suo cadavere, era un pezzo del mio amico e di me stesso: vedevo lui e vedevo che anch'io ero quel morto, così come era accaduto con Giovanni Falcone: ero vivo, respiravo, ma ero parte di quella morte. E non sapevo ancora che molti pensavano e dicevano e piangevano come se quel morto fossi davvero io. Ho vissuto la mia morte e i miei cari hanno sofferto la mia morte, come quelli di Paolo Borsellino.

Adesso è rimasto solo.

Sì, solo, è mostruoso, è terribile, ma resto per combattere. Non sono più un magistrato, sono un parlamentare e voglio una nuova politica, voglio una svolta epocale di questo Stato, voglio un governo che sappia agire con la violenza legale che occorre perché sopravviva la democrazia. E anche per loro.

Quanti cadaveri di amici magistrati e di agenti di scorta ha visto in vita sua?

Troppi, non voglio contarli.

Quanto eravate amici, voi tre?

Eravamo un gruppo affiatato. Sfottevamo Paolo perché era fascista, o era stato missino. Ma era tutto un gioco. Quando mi sono presentato alle elezioni per i repubblicani, lui mi diceva: non ti voto, io sono monarchico. Io entravo nel suo studio e gli facevo il saluto romano. Giovanni gli diceva: camerata Borsellino, e lui si divertiva... Eravamo soltanto tre amici, tre magistrati, tre galantuomini.

Lei andò a trovarlo all'Asinara.

Ah sì. Io e Di Lello andammo a trovare Paolo e Giovanni che se ne stavano in questo paradiso terrestre... Furono costretti, con le famiglie. Paolo con moglie e tre figli e così io e Di Lello andammo da loro...

Vi vedevate a cena?

Con Giovanni molto. Certi periodi si può dire ogni sera. Con Paolo un po' meno, ma era sempre un grande piacere...

Chi cucinava? Lei?

Io no. E Giovanni nemmeno. Francesca, sua moglie, come cuoca era un vero disastro. Quando ci invitava ci faceva trovare i manicaretti della madre. Su questo scherzavamo sempre. Era un modo di stare insieme anche nella vita privata.

Che cosa vuole oggi lei, onorevole Ayala?

Voglio uno Stato che sia degno di questi magistrati. Uno Stato che se si può permettere il lusso di avere magistrati come Falcone o Borsellino, poi deve saperli difendere.

E perché invece è la mafia che vince?

Guardi, io ho sempre la testa di un magistrato. Sto ai fatti e niente dietrologie. Ma credo che 45 anni di ininterrotto ministero degli Interni democristiano siano troppi.

Che cosa rimprovera a Mancino?

Poveretto, è appena arrivato. Non è un fatto personale: è che la mafia è ampiamente colluden te con settori e segmenti dello Stato e che questo avviene ed è avvenuto in uno stato di controllo continuo democristiano. Mi permetto di dire che è ora di cambiare.



Sopra Falcone con la moglie. A destra Ayala, Falcone e Borsellino durante il loro viaggio in Brasile. Di fianco Salvo Lima



«Quando morì Lima ci riunimmo e ci chiedemmo: a chi toccherà? Eravamo un gruppo affiatato lo sfottevamo perché monarchico»

Lei, Falcone e Borsellino andaste anche in viaggio in Brasile...

Sì. Fu un'avventura. Paolo aveva paura dell'aereo. Lo soffriva. Gli dissi: tu guarda me, fai come me e non ti preoccupare di niente. Così riuscì a superare la paura di volare.

E la paura di morire?

Quella è un'altra cosa. Uno ha paura, ma se la domina. Sa che cosa deve rischiare e rischia. Quello è il dovere del magistrato.

Avevate un lessico, un modo di scherzare, di parlare?

Sfottevamo Paolo per il suo accentaccio strasiciliano. Lui era incapace di dire «quattro». Doveva dire per forza «quaccio». E allora io e Giovanni, tutte le volte che potevamo gli facevamo discorsi pieni di «quaccio», ma ve de questi sono giochi da ragazzi, per dire che era un affiatamento umano simile a quello che lega i liceali...

Del resto vi eravate conosciuti con i calzoni corti...

No. Ci eravamo conosciuti già magistrati. Eravamo già quello che poi siamo stati sempre. Era questo che ci univa: diversi, cresciuti in città diverse, di origini dissimili, ma perfettamente allineati nell'intendere il lavoro del giudice. Su quello eravamo come una persona sola.

E' vero che Falcone negli ultimi tempi si sentiva sicuro, pensava ormai di aver superato il momento del rischio?

Fino a un certo punto. Ero io a dirglielo. Lui sorrideva, ironico. Un po' ci credeva, un po' no. A Roma era tranquillo, andavamo a mangiare da Nino a via Borgognona, perché io risiedevo all'Hotel d'Inghilterra. Lui mi veniva a prendere e ci facevamo delle lunghe passeggiate romane, così, senza preoccupazione...

E senza scorta.

Sì, e senza scorta.

Lei pensa davvero ancora che la mafia uccida soltanto in Sicilia?

Sì. E' così. Ci sono motivi territoriali, di potere, mafiosi, che impongono questa scelta. E così io e Giovanni andavamo spesso a mangiare a Trastevere perché a lui piaceva Trastevere.

Quando ha visto Paolo Borsellino l'ultima volta?

Non lo ricordo esattamente. Dopo la morte di Giovanni, sicuramente. Per telefono l'ho sentito una settimana fa. L'ho chiamato per avere certe informazioni, lui mi ha richiamato, poi mi ha detto quel che mi doveva dire e io gli ho detto: vedi di quartiarti...

Come gli ha detto?

Gli ho detto alla siciliana: vedi di quartiarti, cioè di stare accorto, abbi cura di te, non fare sciocchezze.

E lui?

E lui mi ha riposto: quartiati pure tu, che a me mi quartio da solo...

E invece...

Invece l'ho trovato stroncato, ridotto una povera cosa, la bocca aperta, riconoscibile soltanto dai denti e da quel suo naso e io sono morto dentro ancora una volta...

Chi l'ha ucciso? Quale mafia?

Cosa Nostra.

E perché

Noi non lo sappiamo, ma c'è sempre una ragione, una ragione precisa.

E' vero che Falcone si sentiva protetto da una sorta di pax mafiosa garantita da Lima, finché Lima era vivo?

Questa è una sciocchezza assoluta. Una bestialità. Falcone non si sentiva protetto da nessun Lima e da nessuna pax mafiosa, semmai...

Semmai?

Semmai quando morì Lima, ci incontrammo e di una cosa fummo subito certi: era ricominciata la strage. Ci guardammo e ci chiedemmo: a chi toccherà? Boh?

E non pensava di essere lui nel mirino?

Non lo pensavamo. Né lui, né Paolo. Invece erano loro le vittime designate.

Designate da chi?

E' impossibile dire senza avere gli elementi in mano. Io non faccio dietrismi, non l'ho mai fatti. Però se che non c'è mai una sola causa, ma un insieme di concause. Si tratta di vederle di volta in volta.

Come giudica la rivolta dei ragazzi delle scorte?

Sono totalmente dalla loro parte. Toto corde.

Lei vuole un governo forte?

Sì. Forte e vincente con la mafia.

In pratica?

Un governo che faccia partire la Dia: occorrono duemila uomini e ce ne sono appena duecento. Poi la legge sui pentiti, che non è mai partita e non è stata mai attuata. Poi una politica di emergenza che non esca fuori soltanto in occasione delle emergenze, ma che affronti la situazione da capo, con metodo, con costanze e determinazione...

Che genere di governo?

Certamente non quello che abbiamo. Spero che questo sia l'ultimo del vecchio modo di governare e che ne segua uno che sia il primo della nuova serie.

Che genere di serie?

Che nasca da una nuova maggioranza parlamentare, reale, che rappresenti il Paese, che rispetti il risultato del 5 aprile, che non bari sui numeri, che faccia il suo dovere ed abbia autorità ed autorevolezza.

Sembra un discorso da aspirante ministro.

E' il discorso di un magistrato che è andato in Parlamento per aiutare il Parlamento a vedere le cose che sa vedere un magistrato. Per di più un magistrato che conserva in sé non soltanto il ricordo umano e affettivo, ma anche la cultura, la dedizione, il senso dello Stato che sono stati dei miei amici, dei miei fratelli Giovanni Falcone e Paolo Borsellino.

Che cos'era che vi rendeva più vicini e simili?

L'incredibile esperienza comune dei pool antimafia, sia pure in uffici diversi, sia pure in luoghi diversi, ma con una identica determinazione e con identico senso dello Stato.

Borsellino sapeva qualcosa sull'omicidio Falcone?

Non più di me. Non avevamo elementi nuovi, credo. Anzi, ne sono certo. Quando un magistrato viene ucciso bisogna sempre vedere quali carte erano sul suo tavolo, quali fascicoli, e questo è un lavoro che bisogna fare con pazienza.

Perché sono imprendibili i mafiosi?

Sappiamo chi sono, sappiamo tutto di loro.

Crede che i servizi segreti abbiano qualche responsabilità?

Non lo so. Non voglio parlare di cose che non conosco.

Ma i servizi hanno mai aiutato la macchina antimafia?

Non che io sappia. E sì che ce ne sarebbe bisogno. Ma non si è mai visto niente.

Dove va adesso, onorevole Ayala?

A casa dei Borsellino. Ho bisogno di stringermi a loro.

Oltre allo spettacolo di desolazione e sangue, che cosa l'ha colpito di più?

Aver vissuto la mia morte. Io ho visto i miei cari piangermi morto e mi sono visto al posto di Paolo.

Paolo Guzzanti

DALLA PRIMA PAGINA

LA RABBIA E IL DOVERE DI REAGIRE

noi. Ma è una battaglia o una guerra che ci sta di fronte? Non facciamo, ancora una volta, questione di parole.

Parliamoci chiaro: misure d'emergenza, sì, ma non sospensione di garanzie costituzionali; e tanto meno l'incivile e inutile ripristino della pena di morte, o interventi militari di carattere bellico, con occupazioni massicce, ingombranti, spettacolari e, in fin dei conti, assai poco produttive.

Che cosa può voler dire unirsi, sentirsi solidali nella lotta comune, reagire con i fatti e non solo con i buoni propositi? Ciò significa, per noi, adottare provvedimenti urgenti e drastici, che non richiedono stravolgimenti di leggi fondamentali. Abbiamo sentito annunciare, nelle ultime ore, il trasferimento dall'Ucciardone di centinaia di detenuti mafiosi. Ma non lo si poteva fare un po' prima? E perché la Procura nazionale antimafia, o la Dia, non sono ancora entrate in funzione?

E perché non si sono ancora varate le norme sui pentiti, o sul riciclaggio del denaro sporco? E perché il Parlamento non decide di prorrarre le sue sedute, per stimolare e appoggiare il governo in una coraggiosa, coerente, inesorabile azione senza tentennamenti e debolezze?

La nostra classe politica faccia il possibile e l'impossibile per recuperare un po' di credibilità agli occhi del Paese, senza baloccarsi in rissose beghe di potere, o in poco decenti richieste di amnistie e condoni per le malefatte che tutti sanno.

E dia il suo sostegno ai giudici che combattono contro la disonestà di amministratori pubblici e privati, anche quando l'ingordo profitto va a finire, invece che nelle tasche dei singoli, nelle casse dei partiti.

La volontà di rigenerazione, di «rifondazione», va desunta da comportamenti concreti, non da vacue promesse.

Vorremmo infine che, per fronteggiare la crisi che minaccia di strangolarci, e fin che il danno e la vergogna durano, e la catastrofe è alle porte, il pri e il pds facessero ai partiti della maggioranza e al governo proposte condivisibili per una energica e comune azione riparatrice, che riscuota la fiducia di tanta gente. Come diceva ieri Sergio Romano, il nostro Paese, purché lo si convinca con parole giuste e mezzi adeguati, può dare ancora il meglio di sé.

Alessandro Galante Garrone

Tv oscurate per 10 minuti

Rai e Fininvest, sciopero di solidarietà

ROMA. Solidarietà televisiva alle vittime della seconda strage di Palermo. Questa mattina dalle 11 alle 11,10 le tre reti della Rai e quelle della Fininvest sospenderanno la normale programmazione. La Rai manderà in onda un «cartello» con audio in musica classica, in cui si potrà leggere un testo che esprime partecipazione all'iniziativa sindacale e al lutto che ha colpito lo Stato. Sugli schermi Fininvest compariranno frasi di adesione alla fermata generale e di sottofondo saranno diffuse alcune note musicali appropriate. Ieri sera intanto Maurizio Costanzo, in segno di solidarietà con le vittime, ha sospeso la puntata dello show in onda su Canale 5.

E grande seguito di pubblico hanno riscosso le edizioni straordinarie dei telegiornali. Domenica oltre 40 milioni di italiani hanno seguito in televisione gli sviluppi della strage. I telegiornali della Rai e quelli della Fininvest hanno cominciato ad informare il pubblico con edizioni straordinarie a partire dalle 17,30 fino a tarda notte.

La testata più seguita, dal momento della strage in poi, è stata il Tg1 che ha totalizzato una media di 12.295.000 spettatori. La graduatoria degli ascolti prosegue con Tg2, Tg3, Tg5, Tg4 e Studio Aperto. I dati Auditel dicono che complessivamente i telegiornali della Rai hanno avuto un ascolto più che doppio di quelli Fininvest (28.246.000 spettatori contro 12.526.000).

Un boom di spettatori che Alessandro Curzi, direttore del Tg3, ha commentato positivamente: «Milioni di italiani hanno ancora una volta espresso con una semplice scelta la loro volontà di non farsi emarginare e di voler rimanere cittadini che contano. Una conferma che gli italiani non hanno nessuna intenzione di abituarsi al terrorismo mafioso».

Ma c'è anche chi non ha apprezzato l'informazione dei telegiornali Rai. Marco Pannella è furibondo: «Il comportamento della Rai-tv sulla nuova strage costituisce un attentato alla democrazia ed alla legge più pericoloso ed intollerabile della barbarie mafiosa. La criminalizzazione dell'opposizione parlamentare e civile alla politica ed all'attività legislativa ed esecutiva del quadripartito, del governo si è rovesciata da Tg1, Tg2, Tg3, senza ombra di contraddittorio, di informazione onesta e completa, con la naturalezza di una vecchia informazione di regime. Si può aver torto, ma non esser inchiodati ad un ignobile reato di opinione e di tradimento».

Maurizio Tropeano

La pentita

«Sono rimasta davvero sola»

ROMA. «Ora posso dire che veramente sono rimasta sola. La pentita Giacoma Filippello, ex convivente del capomafia Natale D'Ala, così ha sintetizzato al tg3 i suoi sentimenti all'indomani dell'uccisione di Borsellino: «C'eravamo sentiti una settimana dopo la morte di Falcone e gli avevo detto che avevo scritto una poesia per l'amico. Lui mi ha detto: "Sono felice che lei lo abbia ricordato nella maniera che solo lei sa fare, dedicandogli la poesia che mi sta leggendo". Poi, con un nodo alla gola, per rianimarmi disse: "Speriamo che non debba scriverne una anche per me"». La Filippello ha aggiunto: «Borsellino mi diceva sempre che le cose che dicevo io si verificavano puntualmente; che come dicevo io, la mafia è come la matematica, precisa».

«Ecco - ha concluso - ho un ricordo bellissimo di lui, sempre sorridente, in cerca sempre della verità e della giustizia». [Ansa]

La Stampa, 20 juillet 1992, p. 1.

ANNO 31 - N. 28 - L. 1.200 LUNEDÌ 20 LUGLIO 1992 - L. 1.200

CORRIERE DELLA SERA
DEL LUNEDÌ

RCS Editoriale Quotidiani | DIREZIONE, REDAZIONE, AMMINISTRAZIONE, TIPOGRAFIA: Via Solferino 28 MILANO 20121 - Telef. da Milano 6399 - Interurb. (02) 6323 - Indirizzo telegr. CORSERA - Telex 310091 | SEDE DI ROMA 00100: Via Tomacelli, 146 - Tel. (06) 686.9521 | PUBBLICITÀ RCS Pubblicità S.p.A. - 20134 MILANO - Via Vespucci 2 - Telef. (02) 6339...

COLPITO DALLA MAFIA IL CANDIDATO ALLA SUPERPROCURA, L'UOMO CHE INDAGAVA SUI KILLER DI FALCONE

Massacro, ucciso Borsellino

Autobomba a Palermo: assassinati il giudice e cinque agenti della scorta tra cui una donna

Scalfaro: guai a noi se non saremo uniti, forti, credibili. Mancino e Parisi contestati dai poliziotti

I COMPLICI E GLI INETTI

di GIULIO ANSELMI

Il corpo carbonizzato del giudice Borsellino, con il braccio destro troncato di netto, è la macabra allegoria dell'impotenza dello Stato e della Giustizia in Sicilia. Come se la mafia, col suo gusto per un simbolismo sanguinoso, avesse voluto lanciare un messaggio ancora più atroce e violento della stessa uccisione.

Otto settimane dopo l'esplosione che ha ucciso Giovanni Falcone, in un altro weekend disperato, risuona per Palermo il tam tam del potere mafioso: questo territorio è cosa nostra, noi ci beffiamo delle vostre dichiarazioni e dei vostri anatemi, delle vostre auto blindate e delle vostre scorte, delle vostre fiaccolate e delle vostre manifestazioni. Abbiamo colpito Falcone, abbiamo ammazzato Borsellino, uccideremo quando e dove vorremo. Ricominciate pure con i vostri rituali del lutto: ci sarà sempre qualcuno che dal tribunale o dalla questura ci sussurrerà l'ora del volo ultrasegreto o dell'appuntamento per un caffè dai familiari.

Giunge a Roma questo cupo segnale di guerra?

Noi non sappiamo che cosa avvenga in Sicilia, sotto la Cupola dei clan. Assistiamo sgomenti a immagini di una Palermo ormai identica a Beirut ma ignoriamo chi conti davvero, dopo l'incarcerazione di tanti boss, dopo l'omicidio di Salvo Lima. Una cosa soltanto ci sembra chiara: lo Stato e la mafia si muovono a velocità sideralmente distanti. Il primo annuncia l'istituzione di una superprocura che non riesce a far decollare, l'altra uccide, uno dopo l'altro, i potenziali candidati alla carica di superprocuratore.

Eppure è chiaro — lo prova tragicamente l'identità dei due ultimi magistrati uccisi — che la centralizzazione della lotta alla mafia è l'unica ipotesi che impensierisce i padroni della Sicilia. La mafia non vuole che la superprocura decolli perché sa che, da Roma, può essere colpita; mentre a Palermo, dov'è padrona assoluta del territorio, i giudici coraggiosi possono solo morire.

Falcone, d'accordo col ministro della Giustizia Martelli, si battè inutilmente con molti suoi colleghi del Csm, più preoccupati di bloccare il ministro «nemico» che di fronteggiare l'onorata società. Seppellito Falcone, come se nulla fosse accaduto, il boicottaggio del Csm ricominciò, con obiettivo Borsellino.

Non vogliamo certo rovesciare sul Csm le gravissime responsabilità, le omissioni, le complicità — anche l'ultimo crimine era stato annunciato — di cui lo Stato si è reso responsabile, a tutti i livelli. Ma oggi è la superprocura l'arma meno spuntata di cui si dispone. Ecco perché chiediamo che non si indugi oltre. Il governo, che ha dato prova di sollecitudine contro un'altra emergenza, deve mostrare immediatamente la sua determinazione. Si nomini subito il superprocuratore. E i membri più irriducibili del Csm abbandonino una ostinazione incomprensibile e grave. Non dubitiamo della loro buona fede. Ma si rendono conto che il loro atteggiamento può renderli involontari alleati della mafia?

Mettiamo da parte i nuovi formalismi. Da troppi anni lo Stato non fa altro che piangere i suoi morti.



PALERMO — Due delle auto sventrate dall'esplosione che ha ucciso il giudice Borsellino e la sua scorta (Foto Ansa)

PALERMO — La mafia e chi se ne serve hanno ucciso Paolo Borsellino, 54 anni, candidato alla superprocura, e la sua scorta di 5 agenti (tra cui una donna) senza alcuna difficoltà. Con un'autobomba, come fecero dieci anni fa per Rocco Chinnici. Nessuna sorveglianza e nessun controllo davanti alla casa della sorella dove il corteo blindato del naturale successore di Giovanni Falcone si è fermato ieri pomeriggio poco prima delle 17. Un boato e un quartiere di Palermo è diventato un pezzo di Beirut. Mai come adesso. Con quattro palazzi squinternati, macerie fino al decimo piano, feriti, centinaia di famiglie senza casa e, giù, una strada trasformata in un girone infernale con il giudice e gli agenti ridotti a manichini bruciati, irriconoscibili perfino al giudice Ayala che abitando lì a due passi è stato fra i primi testimoni di questa nuova tragedia siciliana.

Arrivano i ministri e scappa qualche minaccia a prefetto e questore perché lo Stato s'è fatto ammazzare quest'altro servitore. Ma gli agenti di scorta non ci stanno e si consegnano in caserma, contestano il ministro Mancino e il capo della Polizia Parisi, invocando la pena di morte: «O si fa la guerra alla mafia o ci costituiamo in "settie segrete" per pensarci noi», grida un poliziotto.

Borsellino indagava sui killer di Falcone, lavorava contro il tempo. E non ce l'ha fatta. Aveva un grosso pentito per le mani. E altri due, Vincenzo Calcara e Rosario Spatola, lo avevano messo in guardia parlando dei piani di Cosa Nostra per eliminarlo.

Cavaliere, D'Angelo Di Feo, Marino, Marighini Mignosi, Petta, Riotta Stimolo

alle pagine 2, 3, 4, 5 e 7



Il giudice Paolo Borsellino

Attacco a prefetto, questore, carabinieri e alto commissario

Martelli: una strage da evitare E' un caso di incuria visibile

ROMA — Il presidente della Repubblica Scalfaro parla chiaro: «Lo Stato deve essere credibile e devono esserlo gli uomini che hanno responsabilità. Guai se non siamo uniti e forti. E' l'ora dell'azione».

Il presidente del Consiglio, Amato, promette l'approvazione dei provvedimenti antimafia: «Dico agli assassini di Borsellino e chi come loro si è messo in guerra contro lo Stato che quelle norme resteranno». Il segretario psdi Vizzini: «Provvedimenti eccezionali o usciremo dal governo».

Il ministro della Giustizia Martelli se la prende con i vertici dell'ordine pubblico di Palermo: «Un caso di incuria visibile. Ci dovranno spiegare perché non hanno impedito la morte annunciata del giudice».



M. Antonietta Albanese
Gesù di cognome si chiamava Dio
prefazione di T. De Mauro
terza edizione
cosa pensano i bambini dei miracoli?
e del paradiso e dell'inferno? Ingenuità, fantasia
e sorprendenti intuizioni nelle loro risposte

Fernando Savater
Etica per un figlio
seconda edizione
«Un libro intenso ma anche amichevole,
che genitori e maestri dovrebbero leggere
e commentare insieme ai loro figli, discepoli, amici
adolescenti». Gianni Vattimo

Editori Laterza

ALL'INTERNO



EX JUGOSLAVIA
Giunti a Milano 80 bambini dall'inferno di Sarajevo
■ *A pagina* 12
Bici, Postiglione, Rossani

MEDIO ORIENTE
Baker in missione a Gerusalemme
■ *A pagina* 11
Lorenzo Cremonesi

IL PAPA MALATO
Giovanni Paolo II: speranza via radio
■ *A pagina* 16
Luigi Accattoli

ROMANZO
Da oggi a puntate «Il nemico» di Sclavi

Ventiquattro anni, biondina, minuta, assegnata alle scorte: è la prima a morire in servizio

Storia di Emanuela, da sessanta giorni al fronte

PALERMO — «Se ho scelto di fare la poliziotta non posso tirarmi indietro», aveva detto di recente Emanuela Loi. 24 anni, biondina, minuta, la donna poliziotto trucidata con i colleghi della scorta accanto al giudice Borsellino. «So benissimo che fare l'agente di polizia in questa città è più difficile che in altri posti, ma questo lavoro mi piace», aveva aggiunto quasi in segno di sfida. O forse no. Forse voleva semplicemente sottolineare entusiasmo e passione. Il destino ha voluto che Emanuela, nata e cresciuta in Sardegna, fosse la prima donna poliziotto caduta sul fronte della lotta alla mafia. Una fine atroce, il corpo tranciato di netto in due parti dall'esplosione.

Emanuela Loi era arrivata a Palermo due anni fa. Dopo essersi fatta le ossa con incarichi di routine, l'intraprendente poliziotta si era messa in luce per le sue qualità professionali. Gli assegnarono altri incarichi, sempre più impegnativi e, dopo la strage di Capaci, fu mandata nel nucleo scorte della Questura di Palermo.

Gli agenti delle scorte che ieri sera si sono autoconsegnati per protesta, gridano che non vogliono più essere carne da macello.

BIAGI

Ma non sono invincibili

Colpiscono come e quando vogliono nel loro territorio, la Sicilia, che intendono proteggere dalle intrusioni dello Stato. Ma non bisogna mitizzarli. Li considereremo finalmente veri nemici?

■ A pagina 4
ENZO BIAGI

CONSOLO

Fateci vedere le facce dei killer

Ieri Falcone, ora Borsellino. Una strage dopo l'altra. Con condanne annunciate. Da quale tribunale? Questo vorremmo sapere. E vedere le facce oscene dei giudici.

■ A pagina 7
VINCENZO CONSOLO

STAJANO

Quanto vale una vita?

Dobbiamo ricordare un altro morto. Ma che cosa conta la vita in uno Stato che manda al macello i suoi figli migliori? Ci saranno i funerali solenni. La gente chiederà verità.

■ A pagina 3
CORRADO STAJANO

Il Corriere della Sera, 20 juillet 1992, p. 1.

SEAT TOLEDO.
SPORT
CON SPAZIO.

l'Unità
Giornale fondato da Antonio Gramsci

Giornale + Libro giallo «I quattro giusti»
Anno 41°, nuova serie n. 28
Spedizione in abbonamento postale gr. 1/70
L. 2000 / arretrati L. 4000

Lunedì
20 Luglio 1992 *

ESTATE IN GIALLO
OGNI LUNEDÌ CON l'Unità
Un libro giallo scelto tra i classici del thrilling

Il magistrato ucciso davanti agli occhi della madre
Massacrata la scorta, tra cui una donna. Molti feriti

È una strage senza fine Assassinato Borsellino

Un'autobomba a Palermo: sei morti


Il giudice Paolo Borsellino. Sotto, una veduta delle auto distrutte dallo scoppio

Si possono fermare Perché non si fa?

LUCIANO VIOLANTE

Nessuno li ha fermati e hanno ucciso anche Borsellino. Non sono imprendibili. Sono lì a Palermo, ma anche altrove, a giocare con la vita degli uomini che li avevano combattuti e che, per la prima volta, li avevano messi in scacco. Si stanno vendicando, ma non solo: stanno con questa mattanza di giudici e di poliziotti cercando di dimostrare che quel territorio è cosa loro e che in questo paese sbrindellato possono fare quello che vogliono perché nessuno li vuole e li sa fermare.

Non bisogna arrendersi, anche se il governo sembra non esistere, anche se un'intera classe politica ha perso di credibilità, anche se la gente non ne può più e non sa a che santo votarsi. Questo paese ha bisogno che vengano convocati gli stati generali della democrazia. È troppo grave il colpo, troppo grande il dolore, troppa la paura non solo per il futuro ma per l'oggi. La paura, sì: di non fare più a tempo a riprendere un paese che sembra collocarsi al di là di questo mare, vicino alla Colombia, dove la gente è piegata nelle mani di malfattori internazionale.

Ci sono cose da fare, presto, prima che sia troppo tardi.

1) Da molti mesi il Parlamento ha approvato la Procura nazionale antimafia; per un litigio tra il Csm e il ministro della Giustizia la struttura è ancora ferma.

2) Da molti mesi il Parlamento ha approvato la legge sulla Dia, la Fbi italiana. Ma la Dia non funziona ancora per le gelosie contrapposte di carabinieri e polizia che il governo non controlla.

3) Le leggi sui pentiti e quelle antiriciclaggio non funzionano ancora per lentezze inammissibili di ministeri dell'Interno, della Giustizia e del Tesoro.

4) Si sapeva da tempo che a Palermo sarebbero stati commessi attentati gravi. Non è stato fatto nulla per il controllo meticoloso del territorio della città.

5) Sempre per la rivalità tra polizia e carabinieri i nuclei per la cattura dei grandi latitanti non sono ancora operativi, mentre Riina e Santapaola continuano a girare indisturbati per le strade di Palermo e di Catania.

6) Le leggi si succedono alle leggi. 113 dal 1982 ad oggi, una ogni trentacinque giorni. Ma non cambia nulla nell'azione dello Stato perché manca l'azione amministrativa.

7) Il governo punisce i funzionari onesti che lamentano la carenza di mezzi. A Catania è stato trasferito un funzionario che aveva segnalato la mancanza di microspie, di autoradio efficienti e di altri essenziali strumenti per controllare il territorio e coordinare l'azione di polizia.

8) I ministri facciano i ministri; dicano, indichino obiettivi, caccino gli inetti, favoriscano i capaci, si assumano responsabilità. Oppure se ne vadano.

Di fronte al disastro qualcuno ha fatto dire al presidente del Consiglio che la mafia ha ucciso Borsellino per reagire al decreto emanato dopo l'assassinio di Falcone. La mafia uccide e il governo fa decreti. Cosa nostra può continuare tranquilla. L'Italia no.



Dopo Falcone, Borsellino: la mafia ha «cancellato» un altro suo pericoloso nemico compiendo ancora una orrenda strage nel cuore di Palermo. Un'autobomba è stata fatta saltare ieri pomeriggio davanti alla abitazione della madre del magistrato. Oltre a Borsellino, hanno perso la vita cinque poliziotti (tra i quali una donna) di cui quattro della scorta. Una quindicina i feriti, alcuni gravissimi. Palermo è sconvolta.

RUGGERO FARKAS

PALERMO. Il pentito Vincenzo Calcata lo aveva detto: «Cosa Nostra non perdonerà Borsellino». Un'altra uccisione annunciata. Un'altra strage in una Palermo che la mafia ha trasformato in un pezzo di Beirut. Borsellino come Falcone. Alle 16.55 di ieri, il centro della città siciliana è stato scosso da una tremenda esplosione: in via Mariano D'Amelio era stata fatta «brillare» un'auto di piccola cilindrata imbottita di tritolo davanti all'abitazione della madre e della sorella del giudice. Elicotteri in cielo, ambulanze e auto di polizia e carabinieri, accorpome dei vigili del fuoco e Palermo è precipitata in un clima di orrore in un tranquillo pomeriggio d'estate. Nella strada dell'attentato, una sconvolgente atmosfera di guerra: l'esplosione ha spazzato l'auto del magistrato e le due della scorta sventagliandone i frammenti a decine di metri di distanza. Devastati i palazzi che si affacciano lungo la strada: vetri infranti, infissi divelti, muri lesionati. A terra, il marchio della ferocia della mafia: sei corpi senza vita, quello di Borsellino, carbonizzato, quelli di quattro ragazzi della scorta (tra i quali una donna), e di un agente che sostava nei pressi del luogo dell'attentato. Sbrindellati dall'esplosione: hanno raccolto mani, braccia e gambe dispersi per molti metri attorno al cratere. Fumo acre nell'aria, le grida dei feriti (quindici, tra cui un ragazzo di 15 anni e un altro agente) alcuni dei quali in gravi condizioni. Ecco i nomi delle vittime: Emanuela Loi, Agostino Catalano, Walter Cusina, Claudio Traina, Vincenzo Limuli.Borsellino è stato colpito mentre arrivava a casa della madre, l'autobomba è stata comandata a distanza ma praticamente a vista.Secondo il colonnello Manciarelli, consulente dell'esercito italiano per gli esplosivi, decine di chili di esplosivo gelatinoso sono stati collocati nel piccolo portabagli della «600»e sotto il divano posteriore. Palermo è sconvolta. «In questa città - ha detto il sindaco, Aldo Rizzo - non governa la democrazia, qui governa la strategia del terrore e della morte». Ieri sera,una telefonata anonima all'Ansa di Roma ha avvisato: «Toccherà a Leoluca Orlando». «Gli agenti di Polizia hanno minacciato di sospendere i servizi di scorta agli uomini politici: «Siamo solo carne da macello», hanno detto.

A PAGINA 3

La segreteria del Pds: «Un'altra grave sconfitta»

L'appello di Scalfaro in tv «Lo Stato sia più credibile»

PASQUALE CASCELLA

ROMA. «Guai a noi, davanti alla nostra coscienza e alla storia, se non saremo capaci di essere forti, uniti e di reagire». La voce rotta dall'emozione, il presidente della Repubblica ha lanciato un pressante appello perché lo Stato sappia trovare la credibilità e gli strumenti per reagire alla «tracotanza» e alla «barbarie» con cui la mafia continua a insanguinare le strade di Palermo. Le sofferte parole di Oscar Luigi Scalfaro, in diretta telefonica nel corso di un telegiornale, sono vere e proprie sferzate per il mondo politico. Il presidente della Camera ha concordato con il governo un dibattito immediato sulla nuova strage nel capoluogo siciliano. Ma ieri grande è apparsa la sproporzione tra la denuncia sdegnata del capo dello Stato e il giustificazionismo o la recriminazione delle forze di governo. Il Pds indica le responsabilità politiche di chi non riesce né a prevenire né a fronteggiare un attacco mafioso. Lo De se la prende con il «lassismo legislativo e giudiziario». Per Craxi «forse c'è qualcosa di più» della «barbara potenza della criminalità». Vizzini si vergogna di essere «segretario di un partito di governo».

A PAGINA 5

Ayala: «Ho visto il massacro»

ROSANNA LAMPUGNANI A PAGINA 2

Arlacchi: «È chiaro dobbiamo attaccare»

A PAGINA 5

Chiaromonte: «Cosa Nostra li vuole uccidere tutti»

CINZIA ROMANO A PAGINA 6

Mattarella: «I partiti trovino l'unità»

ALBERTO LEISS A PAGINA 6

Drammatico scontro tra poliziotti in serata, davanti alla Prefettura

La rivolta degli agenti

WALTER RIZZO

PALERMO. Drammatica situazione, ieri sera a Palermo, davanti alla sede della Prefettura dove era in corso un vertice tra i ministri Mancino, Andò e Martelli e le autorità locali. Un corteo di agenti delle varie scorte formatosi spontaneamente poco lontano, è giunto sotto la prefettura tentando praticamente di assaltarla. Gli agenti, al colmo della rabbia e del dolore, hanno cercato di raggiungere gli uffici. Ci sono stati brevi scontri e spintonamenti tra gli agenti di guardia alla Prefettura e gli uomini delle scorte. Nei momenti di massima tensione è intervenuto anche il questore Vito Plantone, ma il dirigente è stato travolto. Gli uomini delle scorte sono stati respinti all'esterno mentre gridavano: «La mafia fuori dallo Stato». Alla fine i cancelli della prefettura sono stati sbarrati con grandissima fatica e tra ulteriori scontri. La tensione, comunque, è rimasta altissima.

A PAGINA 2

Chi tace, chi uccide

NANDO DALLA CHIESA

Ne hanno ammazzato un altro ancora. Un altro, tanti altri uomini e una donna con lui, per ammazzare lui. Perché non bastava Falcone. Perché non basterà Borsellino. Perché continueranno lo sterminio di fronte ad un paese terrorizzato. Di fronte ad un paese comandato da cialtroni che dicono da più di un decennio le stesse cose a ogni strage, che pensano solo al loro potere, e agli equilibri che servono al loro potere, e ai silenzi che servono al loro potere. Ora anche loro sono assassini. Sono noti i nomi, i posti, le strutture, le gerarchie, le abitudini, si sa chi li aiuta e chi li assolve, chi gli chiede i voti e chi li protegge. Ma loro declamano e stanno fermi. Uniti dalla loro avidità e dalla loro paure, dalla loro ignavia e dalla loro arroganza. Hanno distrutto la vita, hanno regalato dolore, hanno strangolato la democrazia parlando in nome della democrazia uccisa il diritto parlando in nome del diritto. Anche loro sono assassini.





PIERSALV
SVENDITA TOTALE PER RINNOVO LOCALE

PALERMO
GIORNALE DI SICILIA
dal lunedì

ialcisl

ANNO 132 N. 198

Palermo, ore 17: il procuratore antimafia suona al citofono di casa della madre, esplode un'auto imbottita di tritolo. Sei le vittime

Altra strage Ucciso il giudice Borsellino

È guerra aperta contro lo Stato

di Giovanni Pepi

DOPO FALCONE, la vittima designata era lui. Si sapeva, tutti sapevano. Si diceva, tutti dicevano. In uno Stato efficiente, tutti potevano essere uccisi. Non lui. Invece hanno ucciso proprio lui. Con la plateale potenza conosciuta. Con un bilancio di morti che supera quello della strage di Capaci. Con la stessa strategia terroristica e terrorizzante che mira a rimuovere l'avversario e a intimidire i superstiti. La mafia consegue così un'altra vittoria. Lo Stato subisce una nuova sconfitta, che non è solo politica ma è anche militare. E ora?

Davanti a due stragi nell'arco di due mesi, a tre delitti eccellenti nell'arco di cinque, dobbiamo prendere atto che la mafia ha proclamato una guerra contro lo Stato. Una guerra che non ha precedenti conosciuti né disegni facilmente visibili. Possiamo, è vero, ragionare per scenari probabili, per ipotesi più o meno fondate. Si può pensare che Cosa nostra, premuta dallo Stato, sempre più isolata dai pentiti e dalla gente, per sopravvivere abbia bisogno di dare segnali clamorosi di potenza. Si può pensare che stragi e omicidi siano conseguenza di una guerra interna al pianeta mafioso e che i delitti siano i segnali di forza che una cosca vuol dare a quelle concorrenti. Ancora, si può ritenere che in questo contesto Cosa nostra non si muova da sola, che la questione non sia soltanto siciliana. Che il gioco criminale sia ciò dentro la multinazionale del crimine.

SEGUE A PAGINA 2

L'inferno di via D'Amelio: l'esplosione ha distrutto cinquanta auto e ha danneggiato quasi un centinaio di appartamenti

NELL'INTERNO

Lui e l'amico Falcone: due vite parallele
di Enzo Mignosi
PAGINA 3

Era il «confessore» di molti pentiti di mafia
di Umberto Lucentini
PAGINA 4

Gli agenti di scorta si autoconsegnano
di Francesco Massaro
PAGINA 5

La moglie in ospedale: «Aiuto, voglio Paolo»
di Delia Parrinello
PAGINA 7

EUROPA EST ATE
VIENNA
ISTANBUL e ANTALYA
AMSTERDAM
MOSCA - SAN PIETROBURGO
SALISBURGO - PRAGA - BUDAPEST
PARIGI - EURODISNEY - LONDRA
Informazioni e prenotazioni presso le tue agenzie
agenzia di tourist travel panormus
tel. 091 - 322500 - 329600 - 329603

Il Giornale di Sicilia, 20 juillet 1992, p. 1.

C'è da fidarsi.

la Repubblica
Direttore Eugenio Scalfari

C'è da fidarsi.

Anno 17 - Numero 169 - L. 1200

SEDE: 00185 ROMA, P.zza Indipendenza 11/b, tel. 06/49821, Fax 49822923 (c. post. 3412 Roma ADI, Sped. abbon. postale gr. 1/70. PREZZI DI VENDITA ALL'ESTERO: Austria Sc. 20; Belgio F. B. 75; Canada $ C. 2,5; Danimarca Kr. 15; Egitto Pt. 700; Finlandia Fmk 10; Francia F. 12; Germania D. M. 3,5; Grecia Dr. 450; Inghilterra Lst. 1,30; Lussemburgo F. L. 50; Malta Cents 32; Monaco F. F. 12; Norvegia Kr. 15; Olanda Fl. 4; Portogallo Esc. 300; Spagna Pts 230; Svezia Kr. 15; Svizzera Fr. 3,80; Svizzera Fr. Fr. 2,5; Ungheria Ft. 200; U.S.A. $ 2,25; U.S.A. West Coast $ 2,50. La Repubblica (Usps 009.783) is published daily except monday for $795 per year. Second class postage paid at Long Island City N.Y. and additional office. Postmaster: send address changes to Speedimpex 45-45 39th Street Long Island City N.Y. 11104. Pubblicità concessionaria: A. MANZONI & C. - Milano - via Nervesa 21 tel. 02/51496/1

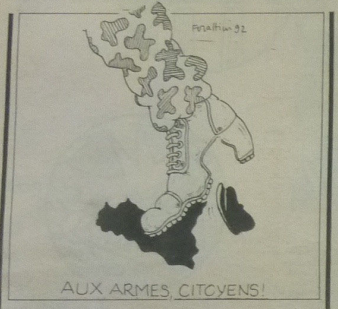
martedì 21 luglio 1992

Dopo il massacro di Borsellino il governo vara norme eccezionali per battere la criminalità

L'Italia in trincea

"Contro la mafia come ai tempi di Moro"

A Milano crolla la Borsa, resiste la lira





I giudici Giovanni Falcone e Paolo Borsellino

Chi ha seminato veleno...

di MARIO PIRANI

NON ci unremo al coro di quanti, urlando contro lo Stato, si costruiscono, in effetti, l'ennesimo alibi ideologico per vanificare ogni possibilità concreta di colpire l'efferatezza mafiosa. Molto spesso, infatti, costoro sono gli stessi che hanno seminato veleno contro chi lo Stato ha impersonato e servito fino all'estremo sacrificio, come Falcone, Borsellino e gli altri che caddero prima di loro.

SEGUE A PAGINA 18

Le brigate nere della Piovra

di GIORGIO BOCCA

NON VEDEVO *Paolo Borsellino da quattro anni, da quando lavorava con Falcone, Di Lello e Ayala al pool antimafia, piano terreno del Palazzo di giustizia, a Palermo, reparto di massima sicurezza e noi cronisti del continente vi entravamo con emozione e rispetto, era la prima volta che incontravamo uno Stato giovane e forte, un corpo di giudici crociati nella guerra contro la Mafia, una forte speranza nella Palermo che Durrenmatt ricorda «come rosa dalla lebbra».*

SEGUE A PAGINA 12

di MINO FUCCILLO

ROMA – Lunedì 20 luglio: l'Italia scende in trincea: Stato e finanza pubblica traballano sotto i colpi, non hanno ancora piegato le ginocchia, forse ce la fanno a rialzarsi, forse stramazzano. All'alba a Palermo compaiono divise ed elmetti per le strade: è l'esercito che si schiera contro il nemico che possiede la città e la Sicilia. Alle dieci del mattino prima Milano e poi il resto d'Italia sanno che i titoli di Stato a lunga scadenza vengono svenduti con frenesia, che i titoli di borsa crollano in serie, che il marco vale sempre di più e la lira sempre di meno. Alle cinque del pomeriggio a Roma i partiti si battono il petto in Parlamento, alle venti si muove il governo: le forze dell'ordine cercheranno di riprendersi Palermo quartiere per quartiere, delitti e uomini di mafia verranno trattati con processi e carceri speciali. C'è da riconquistare un terzo del territorio nazionale, c'è da riconquistare la fiducia di tutto il paese, c'è da riconquistare il controllo dell'economia. E c'è poco, pochissimo tempo.

Appena 24 ore prima la stessa Italia poteva ancora illudersi di aver pagato il suo conto, seppellito i suoi morti, inaugurato la sua estate. Domenica, trenta gradi e forse più, venti chilometri della statale Aurelia ingombri di scatole di lamiera che si muovono al rallentatore. Sono le sei del pomeriggio e dentro quelle auto viaggia un'umanità variopinta, opulenta e sudata: torna dal mare, marcia verso Roma e si trastulla con mangianastri, radio, aria condizionata e gipponi al vento. Dai quattro altoparlanti quattro di cui dispone ogni vettura o quasi, irrompe e graffia la notizia che Paolo Borsellino è stato fatto saltare in aria, come Falcone. I morti sono cinque, anzi sei, Palermo è come Beirut... Un po' ci si commuove e un po' ci si preoccupa, l'ingorgo è lungo e consente di leggere sulla faccia della cosiddetta «gente» una ruga, un corrugare la fronte sotto l'impatto dello schifo per chi uccide e della pietà per chi muore.

SEGUE A PAGINA 2

Blitz nella notte all'Ucciardone per trasferire i boss a Pianosa: maxi-ponte aereo, è intervenuto anche l'esercito

La vedova: no ai funerali di Stato

PALERMO s'è svegliata il giorno dopo presidiata dall'esercito. I militari intorno all'Ucciardone, i «Lancieri di Aosta» che controllano il grande «esodo» di 80 boss, capi e gregari trasferiti all'alba sull'isola di Pianosa. In questa Palermo assediata s'è scatenata la rabbia dei giudici. Sotto accusa il procuratore capo della repubblica Pietro Giammanco e il clima al Palazzo di giustizia è diventato incandescente. Come incandescente è fra i poliziotti delle scorte. In tutta Italia ci sono state proteste, manifestazioni, assemblee.

● Oggi i funerali in Cattedrale per i cinque agenti della scorta. I familiari dei poliziotti e i colleghi delle vittime non vogliono uomini politici in chiesa. E fra domani e dopodomani la cerimonia funebre per Paolo Borsellino sarà in forma strettamente privata per espresso desiderio della vedova e dei figli. Unica autorità «gradita», il presidente della Repubblica.

● Il governo risponde alla nuova strage di Palermo con un maxi-emendamento al decreto Scotti-Martelli: più potere alla polizia, perquisizioni a tappeto senza mandato, protezione delle prove, regime speciale contro i mafiosi detenuti. Il nuovo decreto va all'esame del Senato già da stamane e il governo è pronto alla fiducia anche se le opposizioni sono disponibili ad approvarlo.

● Il ministro della Giustizia Martelli insiste nella polemica col prefetto e il procuratore capo di Palermo: "A volte ho l'impressione che le autorità locali sappiano soltanto gestire il lutto. Non si può fare la lotta alla mafia con la mentalità dei vigili urbani". Ma voci insistenti danno per traballante anche il posto del capo della polizia Vincenzo Parisi e la frusta di Martelli ha toccato anche il nuovo ministro dell'Interno Nicola Mancino: "Non basta rispondere: c'erano tre auto blindate".

● Alla commemorazione di Borsellino, in una Camera semivuota, ha partecipato con un gesto senza precedenti il capo dello Stato. Nel dibattito che è seguito, il Pds ha dato disponibilità per un Governo di svolta che segni alcune novità sostanziali.

DA PAGINA 2 A PAGINA 15 | servizi di GIORGIO BATTISTINI, GIOVANNI MARIA BELLU, ATTILIO BOLZONI, SANDRA BONSANTI, GIUSEPPE CERASA, CARLO CHIANURA, FRANCO COPPOLA, GIUSEPPE D'AVANZO, CLAUDIO GERINO, ROBERTO LEONE, ALESSANDRA LONGO, STEFANO MARRONI, BARBARA PALOMBELLI, PIERGIORGIO PINNA, UMBERTO ROSSO, PANTALEONE SERGI e FRANCESCO VIVIANO

Nicola Tranfaglia
Mafia, politica e affari. 1943-91
terza edizione
i documenti che spiegano i legami tra Cosa Nostra e il mondo politico italiano
Editori Laterza

Repubblica, 21 juillet 1992, p. 1.

Anno XLVIII
Numero 174
L. 1.200

IL POPOLO

Quotidiano della Democrazia Cristiana

Martedì
21 Luglio 1992
S. Lorenzo da Brindisi

DIREZIONE, REDAZIONE, AMMINISTRAZIONE: 00186 ROMA PIAZZA CINQUE LUNE 113 TEL 06/6868561 TELEX 613376 POPOLO TELEFAX 06/6868186 UN NUMERO L 1.200 ARRETRATO IL DOPPIO - ABBONAMENTO IN SPEDIZIONE CON CONSEGNA DECENTRATA ANNUALE L 180.000 SEMESTRALE L 95.000 TRIMESTRALE L 52.500 SOSTENI TORE 300.000 - PREZZI VENDITA ESTERO: AUSTRIA sc 26 BELGIO bfr 75 DANIMARCA cr 15 FRANCIA fr 12 GERMANIA dm 3,50 GRECIA dr 420 INGHILTERRA lgs 1,30 ISRAELE sh 360 LUSSEMBURGO f l 50 NORVEGIA kr 15 OLANDA fl 4 PORTOGALLO esc 300 SPAGNA pts 250 SVIZZERA frs 2,80 SVIZ TICIN frs 2,50 USA $ C dls 2,25 C C P 80066000 SPED ABB POST GR 1/70 CON CONSEGNA DECENTRATA PUBBLICITÀ: NOSTRI UFFICI PRESSO IL GIORNALE TEL 06/6865282 6865284 CONCESSIONARIA SIPRA, DIREZIONE GENERALE 10122 TORINO, VIA BERTOLA 34 TEL 5/531 20189 MILANO, CORSO SEMPIONE 73 TEL 3198 00186 ROMA, VIA SCIALOIA 23 TEL 361751

Dolore e sdegno nel Paese per l'assassinio del giudice Borsellino

Mafia: Italia pronta a combattere

Una guerra che la democrazia non deve perdere

Oggi i funerali dei cinque agenti, esequie private per il magistrato. Oltre 50 boss trasferiti a Pianosa

Politica unitaria e coerente

Intervento di Forlani nel dibattito alla Camera

Ecco il testo dell'intervento del Segretario politico della DC, Arnaldo Forlani, alla Camera dei Deputati sulle dichiarazioni del governo per l'attentato al giudice Paolo Borsellino.

In piena corrispondenza con le parole ed i sentimenti da Lei espressi, signor Presidente, ai quali mi associo con piena convinzione, voglio dire che oltre la mostruosità abietta dei fatti criminosi e degli omicidi che si susseguono in questa guerra aperta e dichiarata allo Stato, c'è il rischio più grave: una spirale di polemiche, recriminazioni, divisioni e paure che possono preludere alla diserzione, al collasso e alla resa delle istituzioni.

E' manifestamente l'obiettivo di una criminalità organizzata, che ha ramificazioni interne ed internazionali, e che dispone di grandi mezzi. Allora, se questo è l'obiettivo, se questa è la realtà, io resto sgomento più che per la protervia del disegno

CONTINUA IN ULTIMA



Paolo Borsellino

SI SVOLGERANNO OGGI nella cattedrale di Palermo i funerale dei cinque agenti di scorta, uccisi domenica nella strage di Via D'Amelio, nella quale ha perso la vita il giudice Borsellino. Le esequie del magistrato si svolgeranno invece - su richiesta della famiglia - in forma privata: unico rappresentante dello Stato sarà il presidente della Repubblica, Oscar Luigi Scalfaro, che ieri ha incontrato i ministri dell'Interno Mancino e della Giustizia Martelli. Le iniziative del governo saranno illustrate oggi dal capo del governo Amato, dai ministri Mancino e Andò in Quirinale a Scalfaro, che ieri ha invitato all'unità le istituzioni, nonchè le forze politiche, sociali e civili. Non appena appresa la notizia il Papa Giovanni Paolo II si è rivolto al presidente Scalfaro dicendosi profondamente colpito per questo gesto di insensata crudeltà ed ha auspicato che «l'Italia sappia reagire dinanzi a simili eventi delittuosi con rinnovata concordia e sincera ricerca dell'unità e della pace».

L'ufficio politico della DC si è riunito ieri pomeriggio a Piazza del Gesù, con alcune presenze straordinarie, per discutere della situazione venutasi a creare all'indomani della strage di Via D'Amelio.

Oltre cinquanta boss mafiosi sono stati trasferiti nella notte tra domenica e lunedì dall'Ucciardone nel carcere di sicurezza dell'isola di Pianosa. Intanto a Palermo è arrivato l'esercito per garantire l'ordine pubblico e per un maggiore controllo del territorio.

SERVIZI alle pagine 2,3,4,5 e 6

BISOGNA AGIRE E REAGIRE

Senza lasciarsi intimorire

di ENZO BINETTI

DI FRONTE a questo barbaro attentato che ha colpito il giudice Borsellino e la sua coraggiosa scorta, coinvolgendo cittadini inermi ed indifesi, le parole di commozione, sdegno, esecrazione non bastano più. Con Borsellino non si è voluto soltanto eliminare fisicamente un inestimabile patrimonio di conoscenza e di professionalità, si è voluto lanciare un messaggio di morte e di intimidazione per lo Stato e per i suoi più leali servitori.

Siamo tutti un po' responsabili di questa morte annunciata, per le nostre inerzie, per aver perduto tempo preziosi nell'attuazione di fondamentali strumenti legislativi che l'esperienza di Falcone aveva suggerito, per aver insistito in un ingenuo e velleitario eccesso di garantismo, per aver coltivato fumose analisi sociologiche e dietrologiche, per esserci divisi quando dovevamo essere uniti e compatti a difesa dello Stato democratico.

CONTINUA IN ULTIMA

Il Governo espone alla Camera la gravità della situazione dopo il feroce attentato

Mancino: è l'ora della fermezza

Scalfaro alla commemorazione di Borsellino

Provvedimenti immediati annunciati dal ministro dell'Interno in risposta all'attacco mafioso



Scalfaro, a sinistra, nella tribuna d'onore della Camera (foto Oliverio)

di NICOLA GUISO

ROMA — Decisione del tutto eccezionale, il Capo dello Stato Oscar Luigi Scalfaro ha voluto essere presente ieri pomeriggio alla Camera alla commemorazione del giudice Borsellino e della sua scorta fatta dal presidente dell'Assemblea on. Napolitano. Con questo gesto il Presidente della Repubblica ha voluto sottolineare al Parlamento e al Paese la gravità della situazione determinata dall'attacco della mafia allo Stato, che ha toccato il suo culmine domenica con il massacro del giudice Borsellino e della sua scorta. Scalfaro, i deputati presenti e i membri del governo hanno ascoltato in piedi le parole di Napolitano, ed hanno poi osservato il minuto di silenzio in omaggio ai caduti della strage di Palermo.

Il ministro dell'Interno Mancino ha quindi svolto le dichiarazioni del governo sull'attentato, introducendo un dibattito al quale per la Democrazia Cristiana è intervenuto il segretario politico on. Forlani. Sono intervenuti anche i segretari del Pds Occhetto, del Pri La Malfa, del Msi Fini, del

CONTINUA IN ULTIMA

■ **A pagina 3 pubblichiamo un'ampia sintesi dell'intervento del ministro Mancino**

RESPONSABILITÀ SOLIDALE E UNITARIA CONTRO LA MAFIA

Parlamento, angoscia come il 16 marzo

di MARCO GIUDICI

LE PAROLE di ieri in Parlamento hanno ricordato altre parole di rabbia e di paura, quelle ascoltate il 16 marzo 1978, giorno del rapimento di Aldo Moro e della strage della sua scorta. Di diverso, ieri pomeriggio, c'era l'aula di Montecitorio incredibilmente semivuota, ma di simile, molto simile c'era il tenore degli appelli dei rappresentanti delle forze storiche e popolari della democrazia italiana. La morte di Borsellino dopo quella di Falcone, le vite semplici degli agenti sacrificate a decine per volta, hanno richiamato un dovere imprescindibile di unità d'azione, di «comune responsabilità» come l'ha definita Forlani, di chi ha creduto e voluto la Repubblica e la Costituzione.

È stato per primo il presidente della Repubblica Scalfaro, domenica, a chiedere che si reagisca uniti, «per quella parte immensa di popolo italiano che è pulita». Ieri, dando forza al suo richiamo, ha assistito di persona alla seduta di Montecitorio e annunciato contatti immediati con i vertici istituzionali. Il presidente avverte il bisogno drammatico di unità «di tutte le istituzioni dello Stato nonché si sottolinea negli ambienti del Quirinale delle forze politiche, civili e sociali del Paese». Il timore di un disorientamento generale è palpabile, genera angoscia anche nei massimi esponenti politici, se pure il segretario democristiano, con un paradosso efficace, s'è detto più sgomento per le spinte alla delegittimazione istituzionale che non per la ferocia del disegno mafioso.

Forse, a preoccupare di più, non sono tanto i giudizi sommari, iperbolici e irriflessivi, di chi alimenta il qualunquismo irresponsabile (e.

CONTINUA IN ULTIMA

Mentre la borsa crolla

Bankitalia salva ancora la nostra lira

ROMA — La lira ha resistito ad un nuovo attacco del marco e della speculazione. La Borsa invece in una giornata di inarrestabili ribassi dei titoli, ha conosciuto un minimo storico perdendo mediamente sul listino oltre il 6 per cento del valore azionario. Effetto combinato di troppe emergenze. Per la lira, Bankitalia è intervenuta prontamente e ha contenuto la caduta.

A PAGINA 13

L'adenoma era benigno

Per il Papa una rapida guarigione

GLI ULTIMI e definitivi accertamenti istologici sull'adenoma asportato nell'intervento operatorio hanno confermato la natura benigna della neoplasia che aveva colpito il Papa. Per Giovanni Paolo II, che domenica ha recitato l'Angelus - radiotrasmesso nel mondo - dalla sua camera al Gemelli, si profila una rapida guarigione. Già ieri è iniziata l'alimentazione liquida per via orale.

ALBERTINI a pagina 8



Dessin satirique publié dans *L'Unità*, 20 juillet 1992, p. 1.



Dessin satirique publié dans *L'Unità*, 21 juillet 1992, p. 1.

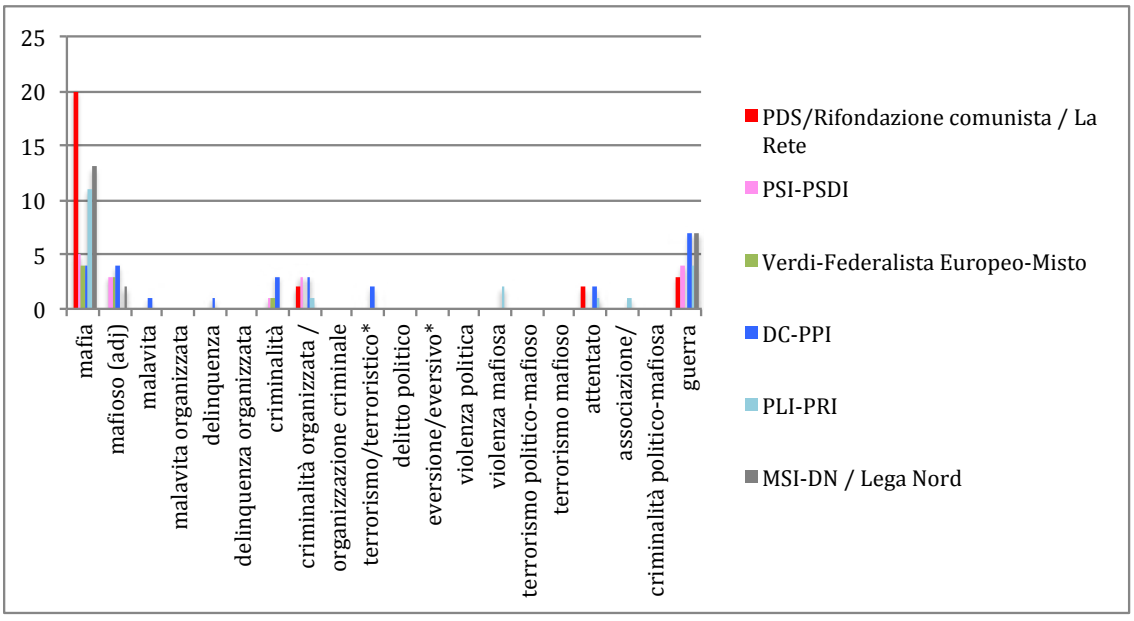


Fig. 12 : Séance à la Chambre du 20 juillet 1992 (Assassinat Borsellino)

La strage di Palermo



Il pianto, la rabbia, l'affetto, il dolore,
di una città che non vuole piegarsi e che sa trovare ancora
la forza per lanciare la sfida al terrorismo mafioso
Fotogrammi di fiera e coraggiosa compostezza

Questa Palermo non s'arrende





Girando e girando nella spirale
che si allarga il falco
non può udire il falconiere; le cose crollano;
il centro non può reggere; mera anarchia
è scatenata sul mondo.
La corrente torbida di sangue è scatenata.
Ovunque il rito dell'innocenza è sommerso.
Ai migliori manca ogni convinzione, mentre
i peggiori sono pieni di appassionata intensità.
(W.B. Yeats - Il secondo Avvento)

Sì, nientemeno che la vita ci siamo fatti fregare da
questi quattro ubriaconi.
(Shakespeare - La Tempesta)

Un così bel veliero che, certo, aveva a bordo nobili
creature, sfasciato, frantumato!
E urli da strappare il cuore!
Tutti perduti, quegli infelici!
Se avessi avuto il potere di un dio, avrei
sprofondato il mare nella terra, prima che si fosse
inghiottito una nave così bella
col suo carico umano.
(Shakespeare - La Tempesta)

Colui che sempre si sforza e cerca,
noi lo possiamo salvare.
(Goethe)

...La notte è oscura ed io sono lontano da casa.
Conducimi tu!
Guida tu i miei piedi; io non chiedo di vedere
la scena distante; un solo passo basta a me.
(John Henry Newman - La colonna di Nube)
dal libro «Malattia di Sicilia»

Brani scelti da Francesco De Gregori







La vedova del giudice Terranova conforta Rosaria Schifani, la moglie dell'agente morto nella strage di Capaci; in alto il giudice Caponnetto abbraccia Agnese Borsellino; in basso il presidente della Repubblica Scalfaro con la figlia Marianna e il capo della polizia Parisi





La folla saluta il passaggio della bara di Borsellino; a seguire in alto Nando Dalla Chiesa e il giudice Ayala; altri due momenti della sentita partecipazione popolare ai funerali di ieri a Palermo

L'Unità, 23 juillet 1992, p. 3.

Chapitre 5



8 GIORNALE DI SICILIA **Cronache Italiane** GIOVEDÌ 23 LUGLIO 1992

Un gruppo di associazioni ieri ha indetto un sit in permanente a piazza Pretoria. Tende davanti al teatro Politeama, dove dodici donne hanno iniziato un digiuno. Sugli autobus manifesti contro la piovra

Scioperi della fame e occupazioni Così l'antimafia scende per strada

PALERMO. Dopo la strage di via D'Amelio, la sinistra giovanile, Verdi, Rete e Rifondazione comunista si mobilitano per la riscossa della città. Con una serie di iniziative, che vanno dallo sciopero della fame, all'occupazione di piazza Pretoria.

Chiedono le dimissioni del governo regionale, lo scioglimento del consiglio comunale, la rimozione del procuratore della Repubblica di Palermo, Pietro Giammanco, del prefetto Mario Jovine, del questore Vito Plantone e del capo della polizia, Vincenzo Parisi.

Il centro di quella che viene definita la «resistenza cittadina», è a piazza Pretoria dove ha sede il Comune. Da ieri sui muri sono comparse scritte a vernice rossa che invitano i cittadini ad unirsi alla protesta, citano Pablo Neruda «...venite a vedere il sangue», «via la giunta di Calogero Mannino, palermitani riprendiamoci la città», «via il regime di mafiopoli e di tangentopoli». Ragazzi dei movimenti studenteschi e della Pantera incollano manifesti sui bus che si fermano a piazza Pretoria, «Resisti con noi, via la mafia», arringano la folla con i megafoni. È una «occupazione permanente», con una decina di tende che saranno piazzate durante la notte, esprimono «solidarietà ai magistrati della Direzione nazionale antimafia che in queste ore hanno annunciato l'intenzione di dimettersi». L'appello è rivolto ai cittadini, «per unirsi alla protesta e scendere in piazza Pretoria per liberare la città con un atto di resistenza attiva». Alle pressioni della piazza che chiedono le dimissioni del sindaco, lo stasso Aldo Rizzo, in una intervista: «Non sono ostaggio di nessuno (il riferimento è all'*investitura* dell'ex ministro Dc Calogero Mannino, ndr), non lo sono stato neppure quando ero un eletto del Pci».

Riferendosi poi ad altre pressioni, quelle che vorrebbero rimettere l'ex sindaco Leoluca Orlando sulla prima poltrona di Palazzo delle Aquile, Rizzo dice di non capire: «Orlando mi deve spiegare con chi e grazie a chi ha fatto il sindaco a Palermo. La sua giunta, della quale facevo parte, era retta grazie ai voti della Dc, non dei marziani. O no? Ed allora, in un passaggio della vita politica della città così delicato, io mi rifaccio alle parole che il capo dello Stato mi ha detto: questa è l'ora dell'unità nazionale». Ma ancora ieri, quando le dimissioni di Rizzo erano state annunciate e non ancora congelate dalla telefonata del presidente della Repubblica, una ventina di docenti univesitari firmavano un appello per «l'immediato scioglimento del consiglio comunale» e si impegnavano a «promuovere una lista civica per sostenere la candidatura di Leoluca Orlando alla carica di primo cittadino». Fra i firmatari, i presidi di Giurisprudenza, Mazzamuto, e di Scienze politiche, Garilli, i professori Corso, Viola, Alessi, Fiandaca, Agrifoglio, Villa, Renda, Costantino, Nivarra, Mazzarella, Purpura, Salvia, Vassallo Paleologo, Violante, Terranova, Urso, Camassa, Liotta.

Un'altra voce a favore di Rizzo, quella del socialista Stapino Greco, che in un comunicato chede al presidente della Repubblica di «trasferire la propria residenza per un breve periodo a Palermo, rendendola simbolicamente capitale d'Italia, un trasferimento di sicura rilevanza politica, una presenza dello Stato — scrive Greco — nella sua massima autorità, di cui questa città ha bisogno».

E una voce contro Rizzo. È quella dell'ex segretario regionale del Pds, Pietro Folena, che aderisce all'occupazione di piazza Pretoria, «può diventare il primo territorio libero di Palermo, conquistato dal comitato di liberazione della Sicilia».

E poi altre tende a piazza Politeama. Due canadesi all'ombra del palchetto, dove un gruppo di dodici donne ha iniziato da ieri lo sciopero della fame. Sono militanti dell'Unione donne italiane, dell'Associazione donne contro la mafia, Donne lega ambiente, Verdi, Rifondazione. Aderiscono alla manifestazione, nelle prime battute di ieri, una trentina di personaggi. Da Giuliana Saladino a Simona Mafai, ex parlamentare del Pci, ex consigliere comunale, Bebo Cammarata, Armando Sorrentino, l'ex segretario provinciale del Pds Franco Micelli, Giacomo Terranova, Carlo Simonetti. Meno esteso l'elenco delle dimissioni chiesto in questo caso, e si tratta di mandare a casa il ministro dell'Interno Nicola Mancino, il capo della Polizia, Parisi, il prefetto Jovine, il procuratore Giammanco e l'Alto commissario per la lotta alla mafia Angelo Finocchiaro. All'iniziativa delle donne palermitane che manifestano con lo sciopero della fame (Emi Monteneri, Claudia Perricone, Nadia Saputo, Daniela Dioguardi, Bice Mortillaro, Piera Fallucca, Letizia Farruggia, Cristina Fatta del Bosco, Rosa Bivona, Ida Pidone, Daniela Musumeci) aderiscono anche le donne del Pds e in particolare Antonella Rizza, coordinatrice della donne del Pds, Angela Bottari, responsabile regionale dell'organizzazione, Maria Maniscalco e Fiorella Falci del coordinamento regionale, Rosana Rizzo della segreteria della federazione di Palermo e Adriana Laudani, segretaria della federazione di Catania. In un comunicato sottolineano che «la decisione assunta è una protesta alta e civile contro quei vertici dello Stato che hanno mostrato la propria irresponsabilità ed incapacità a combattere il fenomeno mafioso in tutti i suoi aspetti». A piazza Politeama, lo sciopero della fame andrà avanti a turni, tre persone alla volta per tre giorni dentro la tenda, dopo aver superato alcuni esami clinici. «Sappiamo che è solo l'inizio — dicono — ma di fronte alla drammaticità della situazione, per le responsabilità del sistema di potere che ci governa da oltre 4à anni e di fronte ai rituali che seguono ogni omicidio in attesa della prossima vittima, occorrono gesti forti e significativi». «Per non arrendersi», dice Simona Mafai.

Nella serata di ieri, a Palazzo delle Aquile, si è riunito il coordinamento di Verdi-Rete-Rifondazione-Sinistra giovanile per definire le iniziative dei prossimi giorni.

L'altro ieri sera a Mondello, nel consueto appuntamento che l'Associazione coordinamento antimafia organizza per commemorare gli omicidi dell'estate '85, erano presenti i giudici Felice Casson e Gherardo Colombo. Assente Carmine Mancuso. Il suo autista ha comunicato che minacce di morte erano arrivate al cellulare del senatore della Rete. [D.P.]

Qui sopra un momento della manifestazione davanti al teatro Politeama

Oggi arriva Fiammetta, domani i funerali La famiglia invita solo Scalfaro e Fini

PALERMO. La chiesa di Santa Luisa di Marillac è cinta d'assedio. È la parrocchia dove andava quasi quotidianamente il giudice Borsellino. Dista poche decine di metri dall'abitazione del magistrato in via Cilea. Qui domani mattina alle 9 si svolgeranno i funerali del giudice a cui parteciperanno i parenti ed alcuni colleghi magistrati. Per volontà della famiglia sono stati invitati soltanto il presidente della Repubblica Oscar Luigi Scalfaro e, come dice una nota dell'ufficio stampa del Msi, il segretario del movimento sociale, Gianfranco Fini.

Una ventina di poliziotti e carabinieri con cellulari e volanti stazionano intorno al perimetro della chiesa. Rafforzato il servizio di sicurezza. Chiesa e segrestia sono «blindate», impossibile anche avvicinarsi.

Dentro la parrocchia ieri pomeriggio è arrivata la salma del magistrato ucciso. Era rimasta depositata nell'abitazione di un amico di famiglia, dopo che era stata portata via, martedì pomeriggio dalla camera ardente al Palazzo di giustizia. C'è anche il parroco di Santa Luisa, padre Alessandro Manzone, che per tutta la mattina di ieri si è ostinatamente negato ai giornalisti. L'addetto alla canonica, scamiciato, con una grande catena d'oro al collo, dice che è impegnato con i matrimoni, non ci sarà per tutto il giorno.

Invece padre Sandro, poco dopo le 11, entra nella parrocchia. Lesina parole, ha paura che ogni sua frase possa essere fraintesa, dopo che su diversi quotidiani è apparsa la notizia che Borsellino, di recente, avesse confidato anche al parroco che si sentiva vicinissimo alla morte. «Il tritolo è pronto anche per me», questa la frase che avrebbe detto al sacerdote.

Padre Sandro era infatti il confessore del giudice, l'uomo che, assieme ai parenti strettissimi, poteva conoscere ansie e timori del magistrato. Ma di questo episodio il parroco non parla.

«È già stato detto tutto in questi giorni — afferma padre Sandro — forse troppo. Sul giudice Borsellino ognuno ha voluto dare una testimonianza. Io posso solo ricordarlo come un cristiano esemplare».

Veniva spesso in chiesa?

«Molto spesso. Era una sua abitudine. S'inginocchiava su uno dei banchi e pregava. Era profondamente credente. Aveva fede in Cristo. E questo deve averlo sostenuto molte volte nel suo lavoro».

Quando l'ha visto l'ultima volta?

«Molto di recente (il sabato prima dell'attentato*ndr*), non ha importanza quando. Mi è parso sereno. Ripeto era un vero credente. Andare in chiesa per lui non era un rito senza significato. Ne traeva conforto e coraggio. Non mi faccia dire altro per favore, in questo momento più delle parole ci vuole la preghiera».

La conversazione s'interrompe qui. Padre Sandro deve pensare ai preparativi dei funerali. Verso le 11.30 infatti arrivano in parrocchia la moglie di Borsellino, e la figlia Lucia. Li accompagna il giudice Caponnetto. Concordano le modalità della funzione di venerdì, e poi se ne vanno senza dire una parola.

È tutto pronto dunque per le esequie di domani. La cerimonia si svolgerà in forma strettamente privata. L'altra figlia del giudice, Fiammetta, rientrerà stasera dall'Indonesia dove è stata raggiunta dalla notizia della morte del padre. Il suo volo atterrerà questo pomeriggio a Francoforte e poi proseguirà immediatamente per Palermo.

«La ragazza è triste, molto triste, ma è forte. Ha appreso la notizia con molta serietà. Non era in preda al panico, né isterica, ma molto composta». Così ha detto ieri il console italiano a Giakarta, Rinaldo Malaore in cui Fiammetta Borsellino si è trattenuta al consolato della capitale indonesiana prima di partire per l'Italia.

Per due interminabili giorni, nonostante le affannose ricerche della Farnesina, era stata impossibile rintracciarla. Oggi si concluderà questo incubo supplementare per la famiglia Borsellino. [L.G.]



Gaspare Mutolo, l'ultimo pentito che parlava solo con Borsellino

PALERMO. Due versioni, una verità. Qual è quella giusta? Da una parte conferme, dall'altra smentite. Prima versione: sì, è vero, Borsellino andava spesso in Germania per ascoltare non uno, ma addirittura due pentiti. Non solo uno di questi sarebbe addirittura Gaspare Mutolo, 59 anni, palermitano, grosso trafficante di droga in collegamento con i clan catanesi.

Seconda versione: «In Germania il giudice non era alle prese con alcun pentito». È la polizia tedesca a «consigliare» agli investigatori di abbandonare la pista che porta a Mannheim. Volker Dressler, un portavoce, conferma invece «che ai primi di luglio Borsellino venne per parlare con presunti mafiosi in attesa di estradizione dalla Germania».

Quattro di questi «presunti mafiosi» finirono in carcere lo scorso 15 aprile a Mannheim perché trovati in possesso di molte armi e munizioni, compreso un fucile a pompa: furono scoperti con l'aiuto di tre poliziotti italiani di una unità speciale che indagavano sulla sparatoria di Capodanno a Palma di Montechiaro tra clan mafiosi rivali (cinque le vittime). Il membro di uno dei clan sembra essere stato l'esecutore dell'omicidio del giudice Rosario Livatino, nel settembre del '90. «Proprio la pista delle indagini sull'omicidio Livatino aveva portato in Germania — ha detto Dressler — tanto che nell'ottobre del '90 fu possibile arrestare a Dormagen, non lontano da Colonia, due presunti responsabili italiani, anche loro in attesa della conclusione del procedimento di estradizione».

Ma è l'ipotesi-Mutolo quella più accreditata. L'uomo di Partanna Mondello si sarebbe pentito subito dopo la strage di Capaci del 23 maggio scorso. Il boss, che vivrebbe in Germania, avrebbe confessato il suo pentimento ad un avvocato, sottolineando poi di voler parlare soltanto con Borsellino. Mutolo avrebbe iniziato a raccontare al giudice la mappa aggiornata delle cosche che comandano a Palermo e i particolari di alcuni clamorosi omicidi di mafia. Avrebbe parlato a grandi linee anche dell'omicidio Falcone.

Pretestano in piazza anche i sanitari della Usl 60

Intanto, gli agenti della polizia scientifica e i militari del Centro investigativo speciale dei carabinieri — con la collaborazione di sette agenti dell'Fbi — continuano a setacciare la via D'Amelio in cerca di reperti utili alle indagini. Gli investigatori, contrariamente a quanto ipotizzato subito dopo la strage, hanno stabilito che gli attentatori hanno collocato l'esplosivo, circa cinquanta chili di plastico, dentro una «126» che hanno poi parcheggiato davanti al civico 19, e non sotto l'«Ibiza» di proprietà di uno degli abitanti del palazzo di via D'Amelio. La «126» era stata rubata a Palermo una decina di giorni prima della strage. Un primo rapporto sulla ricostruzione dell'agguato, con i primi elementi raccolti da polizia e carabinieri, è stato consegnato al procuratore della Repubblica di Caltanissetta, Giovanni Tinebra, che coordina le inchieste sugli omicidi di Borsellino e Falcone.

Gli investigatori stanno inoltre ascoltando numerosi abitanti di via D'Amelio. Attraverso le loro testimonianze, gli inquirenti sperano di stabilire con certezza dov'era nascosto l'«artificiere», l'uomo che ha azionato il detonatore. Secondo gli investigatori, chi ha azionato il radiocomando potrebbe essersi piazzato dietro il muro di un giardino che chiude la via D'Amelio, o nel balcone di un edificio in costruzione, anche questo dentro il giardino. Intanto, da 48 ore, i carabinieri della «Regione Sicilia», con l'appoggio di reparti speciali del battaglione paracadutisti «Tuscania» e dello squadrone «Cacciatori» di stanza in Calabria, sono impegnati in un alcuni servizi di pattugliamento e di controllo del territorio in alcune aree definite «a rischio»: Corleone, Partinico, San Giuseppe Jato, San Cipirrello, tutti Comuni nei pressi di Palermo. Queste zone sarebbero controllate dalle «famiglie» che fanno capo alla cosca dei «corleonesi» del latitante Totò Riina. L'operazione è diretta dal «gruppo due».

Francesco Massaro

Spunta un'altra «gola profonda»: il finanziere milanese Lottusi Era un cassiere del clan Madonia

PALERMO. Nella lista degli «presunti» pentiti che il giudice Paolo Borsellino avrebbe contattato sulla scia delle indagini sull'omicidio di Giovanni Falcone, spunta il nome del cassiere del cartello di Medellin, il finanziere milanese Giuseppe Lottusi. La notizia, che non ha trovato però conferme ufficiali, è stata diffusa ieri pomeriggio da alcune emittenti radio televisive della Svizzera.

Lottusi era stato arrestato il 15 ottobre scorso a Milano assieme ad Aldo Madonia, un rampollo della potente famiglia mafiosa palermitana, la stessa che, secondo il rapporto investigativo dell'Fbi e della polizia italiana, girava al faccendiere le somme miliardarie per l'acquisto della droga dai narcotrafficanti colombiani.

Il magistrato siciliano sarebbe giunto a Giuseppe Lottusi seguendo la pista colombiana nelle indagini per la strage di Capaci, avvenuta il 23 maggio scorso: nell'attentato al tritolo la mafia aveva ucciso il suo collega e amico Giovanni Falcone. Lottusi, ma per il momento rimane solo un'ipotesi, avrebbe deciso di confidare al giudice i presunti legami tra il traffico di stupefacenti con il sudamerica gestito dai Madonia e il delitto di Punta Raisi.

Secondo l'inchiesta coordinata allora dal sostituto procuratore Giusto Schiacchitano, le famiglie vincenti di Resuttana volevano l'esclusiva della vendita di cocaina in Europa: un carico di oltre 600 chili di droga era arrivato in Sicilia a bordo della nave olandese Big Johnn.

Per pagare la merce, secondo il rapporto della polizia, il clan dei Madonia usava Lottusi. Il denaro era stato caricato, mimetizzato tra arance e limoni, su alcuni tir che dal mercato ortofrutticolo di Palermo avevano raggiunto Milano. Una volta arrivato nella capitale lombarda, il «pagamento» era stato prelevato dagli uomini di Cosa Nostra e portato nello studio del finanziere in piazza Santa Maria Beltrame.

Qui era stato riciclato con un accredito su una finanziaria di Lugano, poi spedito in una banca di Francoforte, e infine, via Los Angeles, mandato al destinatario: il trafficante Paolo Escobar, a Panama.

Connie Transirico

La Cgil chiede un ricambio al vertice della procura e delle forze dell'ordine

PALERMO. La Cgil chiede il ricambio ai vertici della Procura di Palermo. Lo definisce «un contributo costruttivo per riportare serenità in un luogo assai delicato della lotta alla mafia, ormai attraversato da profonde lacerazioni». La richiesta viene dalle segreterie Cgil nazionale, siciliana e palermitana. Il documento approvato chiede anche il ricambio dei vertici responsabili delle forze dell'ordine, dopo una gestione dei funerali, quelli degli agenti di scorta, definita «confusa, sbagliata e per alcuni versi anche provocatoria» e «mentre emergono sempre più inquietanti interrogativi sulla possibilità che la strage si potesse evitare». La Cgil va oltre: è necessario — dice — che venga ridata ai magistrati «la dovuta fiducia nell'azione dello Stato. Ciò significa che il governo deve esprimere piena solidarietà ai giudici dimissionari, chiedendo di restare al loro posto».

Piraino Leto smentisce che Giammanco sia stato accolto male a casa Borsellino

PALERMO. L'ex presidente della Corte d'appello di Palermo Angelo Piraino Leto, suocero di Paolo Borsellino, ha smentito che il procuratore della Repubblica Pietro Giammanco sia stato accolto martedì con sentimenti ostili in casa di sua figlia Agnese e che in quell'occasione abbia avuto uno scontro verbale con Antonino Caponnetto o con altri presenti. Piraino Leto, in magistratura fino al 1979, ha precisato che il procuratore Giammanco ha voluto consegnare alla signora Agnese copia della relazione, prevista dalla legge e firmata sabato scorso, con la quale aveva proposto al Csm di attribuire funzioni superiori a Borsellino, che era consigliere di Cassazione.

Gela, minacce al capo della mobile Da venti giorni è in una località segreta

GELA. Il capo della squadra mobile di Caltanissetta, Carmelo Casabona, 42 anni, da venti giorni si è trasferito con la famiglia in una località segreta della Sicilia, dove vive protetto da uno stretto servizio di sorveglianza continua. La notizia si è appresa soltanto ieri. Da tempo il capo della mobile, autore di importanti inchieste sulle cosche gelesi, riceveva minacce di morte, fattesi negli ultimi giorni più pressanti. L'attendibilità delle minacce sarebbe stata confermata da Salvatore Dominante, il primo pentito della mafia gelese.

Oggi si decide sul lutto al braccio per gli atleti azzurri alle Olimpiadi

BARCELLONA. La strage di Palermo è nella mente e nel cuore della delegazione italiana alle Olimpiadi. «Se venisse deciso di giocare la partita inaugurale con gli Usa con il lutto al braccio lo faremmo molto volentieri», afferma il calciatore Eugenio Corini. Una decisione su eventuali iniziative sarà presa oggi, quando arriveranno a Barcellona il presidente del Coni Gattai e il segretario generale Pescante.

Le famiglie senza tetto, Vizzini chiede l'intervento della Protezione Civile

ROMA. In un incontro con il ministro della Protezione civile, Ferdinando Facchiano, il segretario nazionale del Psdi Vizzini «ha esposto la gravissima situazione dei numerosi nuclei familiari rimasti privi di abitazione» dopo la strage. «Il ministro — si legge in una nota della Protezione civile — si è immediatamente attivato perché, d'intesa con la presidenza del Consiglio, il problema possa essere avviato a rapida soluzione». Oggi comincerà la valutazione dei danni.

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 9



Funerali privati ma aperti a tutti I Borsellino chiedono «serenità»

PALERMO. Saranno aperti a tutti i funerali di Paolo Borsellino. La cerimonia funebre si terrà stamattina alle 9 nella chiesa di Santa Luisa di Marillac, in via Listz, nei pressi di via Principe di Palagonia, a Palermo. In un comunicato la famiglia ha voluto precisare che «la cerimonia deve intendersi aperta a tutte le persone che vogliono manifestare il loro tributo di affetto e di stima».

«Non volevamo che mio padre fosse sottoposto a una cerimonia come quella riservata a Giovanni Falcone — ha detto in un'intervista Manfredi Borsellino, figlio del procuratore aggiunto, a proposito della decisione di non far celebrare i funerali di Stato — quel giorno papà rimase profondamente scosso dal chiasso, dalle urla, dall'atmosfera nella quale si celebrava un rito per i defunti».

I parenti del magistrato auspicano comunque «che la cerimonia possa svolgersi con quella compostezza e serenità che hanno sempre contraddistinto la vita di Paolo». Un appello ai palermitani perché le esequie si svolgano «senza intemperanze» è stato rivolto anche dal movimento cattolico «Città per l'Uomo».

Oltre al presidente della Repubblica Oscar Luigi Scalfaro e al segretario del Msi Gianfranco Fini, è previsto che partecipino al rito anche il ministro della Giustizia Claudio Martelli (sarà gradita la sua presenza «quale convinto sostenitore della linea di azione giudiziaria seguita con tanta passione sino all'estremo sacrificio da Paolo Borsellino», dicono i familiari) e il capo della polizia Vincenzo Parisi («ricordando la recente collaborazione tra il procuratore Borsellino e il prefetto Parisi, la famiglia gradirebbe la presenza dell'Eccellenza ai funerali del proprio caro»).

Ieri mattina alle cinque è arrivata a Palermo Fiammetta Borsellino, la figlia minore del giudice assassinato. È stata trasferita da Roma con un aereo della presidenza del Consiglio, dopo un lunghissimo volo di linea da Giacarta, dove trascorreva le vacanze. La ragazza si è voluta recare immediatamente alla chiesa di Santa Luisa di Marillac. Fiammetta ha raggiunto la saletta della canonica dove è stata sistemata la salma e si è raccolta in preghiera. In seguito ha accettato di essere intervistata dal Tg3, affermando che il suo viaggio in Indonesia era stato deciso anche «per togliermi dall'atmosfera che si era venuta a creare a casa» dopo l'attentato a Falcone. Fiammetta ha detto che il padre «aveva una forte personalità per cui è difficile immaginarne la morte», «non riesco a sentirne la mancanza perché è troppo presente, troppo vicino ancora a me». La figlia di Borsellino ricostruisce poi gli ultimi giorni della sua vacanza in Indonesia e i contatti con la famiglia. «Sono entrata in contatto con mia madre e mia sorella — ricorda Fiammetta — martedì sera; l'ultima volta che ho sentito mio padre è stato domenica mattina alle 5, ci siamo scambiati poche parole perché mio padre non ama molto parlare al telefono».

Alcune delle donne che stanno attuando a piazza Politeama lo sciopero della fame per chiedere le dimissioni dei massimi responsabili dell'ordine pubblico

Fin da ieri mattina, attorno alla chiesa di Santa Luisa di Marillac sono cominciati i preparativi per i funerali. Fuori dalla chiesa, troppo piccola per contenere il prevedibile consistente afflusso della folla, sono stati istallati quattro altoparlanti, che diffonderanno l'audio della messa. In vista delle esequie, i vigili urbani hanno transennato con ringhiere i marciapiedi.

La cerimonia funebre non sarà officiata dal cardinale Pappalardo, che non è in città. Al suo posto, sarà don Giuseppe Bucaro, parroco di Sant'Ernesto, che sovrintende anche a Santa Luisa di Marillac. Sarà coadiuvato da una trentina di religiosi, fra cui don Alessandro Manzone, titolare della chiesa.

La cerimonia verrà seguita in diretta da Retequattro e da Tgs. Per l'emittente palermitana a partire dalle 8,45 Armando Vaccarella e Giuseppe Rizzuto commenteranno dallo studio la cerimonia, in collegamento da via Listz con Marina Turco ed Eliana Liotta.

Il figlio: «Non siamo polemici con lo Stato»

CITTÀ DEL VATICANO. Palermo ha reagito «ma non abbastanza» all'uccisione di Borsellino, «forse quella più annunciata» tra le molte volute dalla mafia; i suoi funerali, però, avranno forma privata per rispettare la volontà del giudice ucciso, non per polemica contro lo Stato. Lo dice Manfredi Borsellino, figlio ventenne del magistrato, in un'intervista pubblicata ieri sull'*Osservatore romano* nella quale invita anche a «non gettare la spugna». «Abbiamo rinviato i funerali — dice il figlio di Borsellino — non solo per aspettare mia sorella Fiammetta, ma anche perché non volevamo che mio padre fosse sottoposto a una cerimonia come quella riservata a Giovanni Falcone, alla moglie e alle vittime della sua scorta. Quel giorno — racconta Manfredi Borsellino — papà rimase profondamente scosso dal chiasso, dalle urla, dall'atmosfera nella quale si celebrava un rito per i defunti».

«Non è vero — dice ancora il figlio del giudice ucciso — quanto abbiamo letto, visto e sentito attraverso giornali, radio e tv, che noi siamo in polemica con le istituzioni. Non abbiamo recriminazioni, anzi, dopo la strage di Capaci mio padre ebbe una protezione persino superiore a quella di Falcone. I funerali privati sono una scelta nostra che rispetta il suo desiderio, la sua schiettezza, la sua religiosità». La scelta dei funerali in forma privata, dice ancora il figlio di Borsellino, «non ha niente a che vedere con le vicende che da magistrato mio padre affrontò. Lui si è sempre ritenuto, era ed agiva da uomo di Stato. Quanto ai suoi contrasti, alle difficoltà o alle sue posizioni, mio padre stesso ha già detto tutto quello che aveva da dire, apertamente, quando era in vita».

Palermo, infine. «Mio padre — dice Manfredi Borsellino — amava questa città, la nostra terra fatta di una stragrande maggioranza di persone oneste; non avrebbe potuto vivere altrove, era legatissimo alla Sicilia, e proprio questi legami, l'attaccamento alla sua gente, gli davano la spinta per andare avanti». Non bisogna gettare la spugna contro la mafia, conclude, «purtroppo però da noi c'è il rischio dell'apatia, della resa. Palermo ha reagito, è vero, a queste ultime due stragi. Ma non abbastanza».

Soldi e posti di lavoro: cresce la solidarietà per le famiglie in lutto

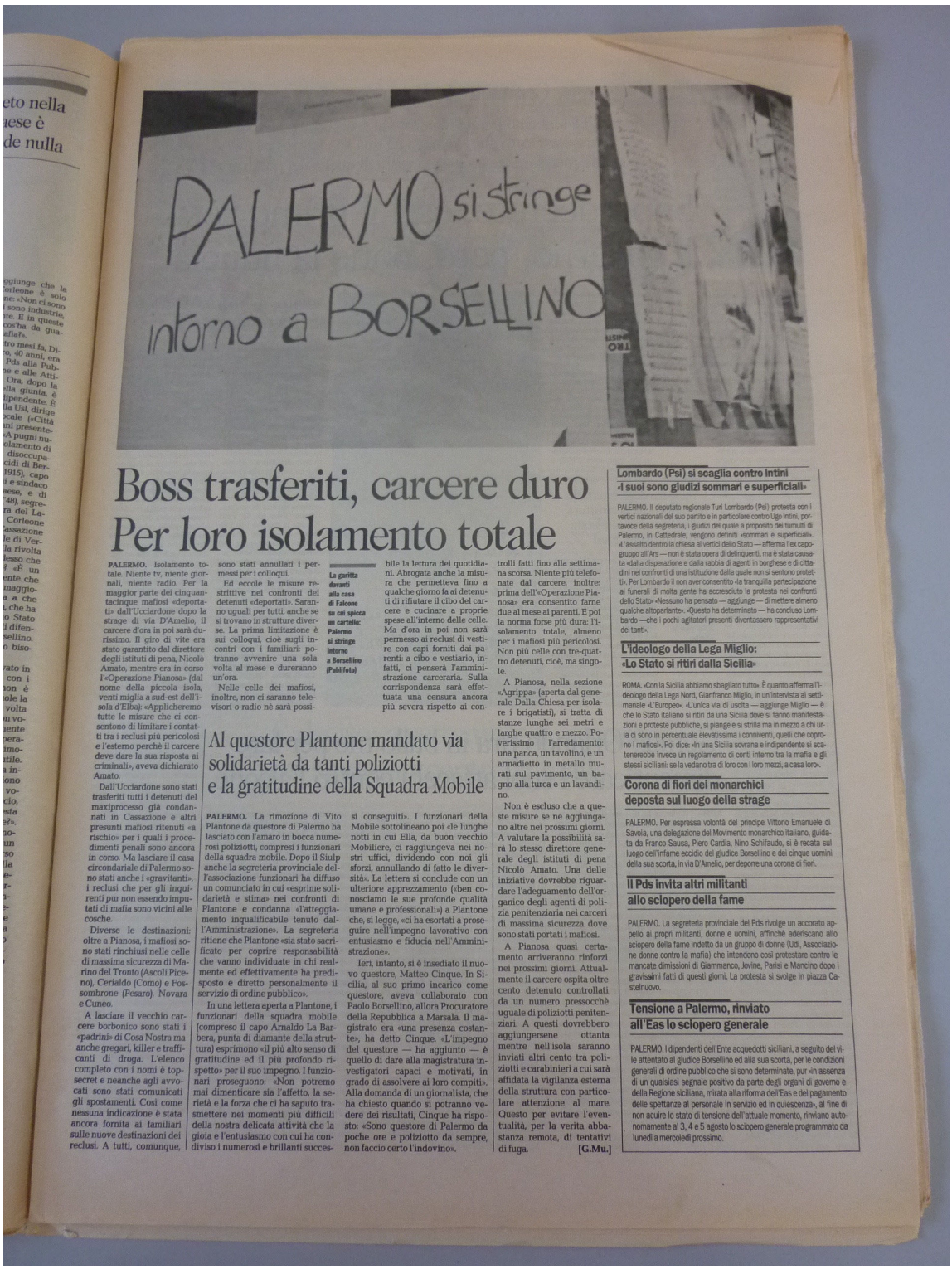
PALERMO. Una telefonata è arrivata anche da Milano. L'hanno raccolta alla Camera del lavoro di Palermo: erano i dipendenti del Banco del Monte, un istituto di credito, che chiedevano come fare per donare il corrispettivo di una giornata di lavoro ai familiari delle vittime di via D'Amelio. Ma hanno chiamato anche da Piacenza e da Mantova.

È il tam-tam della solidarietà che suona in tutta Italia e scopre in prima fila aziende importanti. La Fiat ha dichiarato la propria disponibilità ad assumere nei nuovi stabilimenti da aprire al Sud ed in quello di Termini Imerese i familiari delle vittime. Il Banco di Sicilia, invece, ha stanziato 500 milioni da destinare ai familiari degli agenti uccisi. E dalla gara di solidarietà non si è tenuto fuori neanche il mondo del calcio: il Torino ha deciso di destinare l'incasso della prima gara del prossimo campionato alle famiglie. Un'autostrada di solidarietà, insomma, che ha legato l'intero paese attraverso iniziative nuove. Quella più gettonata è proprio la trattenuta sullo stipendio da inviare ai familiari degli agenti uccisi dalla mafia. Ci hanno pensato in tanti. I 120 impiegati dell'Ircac, l'istituto regionale per il credito alla cooperazione, per esempio. Lunedì scorso, con il botto di via D'Amelio ancora nelle orecchie e nel cuore, si è riunito il consiglio di amministrazione dell'istituto e i dirigenti hanno deciso di devolvere il gettone di presenza (circa 200 mila lire) ai familiari delle vittime. Un esempio seguito da tutti i lavoratori dell'Ircac che hanno deciso di versare la somma corrispondente ad una giornata lavorativa. E stato come se i dipendenti pubblici e privati si fossero passati la parola. I lavoratori della Usl 61 di Palermo, quelli della unità sanitaria di Lercara Friddi, gli impiegati della Intendenza di Finanza di Catania. Negli uffici Inps del capoluogo etneo in una sola giornata hanno raccolto più di due milioni. E il vento della solidarietà è entrato anche negli uffici delle aziende private. I dipendenti della Cesame e della Clanamid di Catania hanno chiesto alla direzione di avere trattenute 30 mila lire dalla busta paga. L'Italia, insomma, ha scoperto un modo «concreto» di esprimere il proprio cordoglio. Non solo fiori, ma opere di bene. Un'impressionante valanga di aiuti economici che ha colto di sopresa tutti. Alla Questura di Palermo non hanno ancora aperto un conto corrente per raccogliere i fondi. Ci ha pensato, invece, la segreteria nazionale del Siulp, il sindacato unitario di Polizia. Questo il numero del conto corrente: 86064003. Nella causale bisognerà specificare che il versamento è per le famiglie delle vittime delle stragi di Capaci e di via D'Amelio. Ma un conto corrente lo ha aperto anche la Cgil catanese (il numero è 97646960128) e si apprestano a farlo le segreterie palermitane dei sindacati confederali.

Il «passa parola» della solidarietà non si è fermato. Le organizzazioni sindacali segnalano che in ogni città italiana la gente continua ad organizzarsi per fare collette, inviare aiuti economici ai familiari delle vittime.

Enrico del Mercato

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 3



Boss trasferiti, carcere duro Per loro isolamento totale

PALERMO. Isolamento totale. Niente tv, niente giornali, niente radio. Per la maggior parte dei cinquantacinque mafiosi «deportati» dall'Ucciardone dopo la strage di via D'Amelio, il carcere d'ora in poi sarà durissimo. Il giro di vite era stato garantito dal direttore degli istituti di pena, Nicolò Amato, mentre era in corso l'«Operazione Pianosa» (dal nome della piccola isola, venti miglia a sud-est dell'isola d'Elba): «Applicheremo tutte le misure che ci consentono di limitare i contatti tra i reclusi più pericolosi e l'esterno perchè il carcere deve dare la sua risposta ai criminali», aveva dichiarato Amato.

Dall'Ucciardone sono stati trasferiti tutti i detenuti del maxiprocesso già condannati in Cassazione e altri presunti mafiosi ritenuti «a rischio» per i quali i procedimenti penali sono ancora in corso. Ma lasciare il casa circondariale di Palermo sono stati anche i «gravitanti», i reclusi che per gli inquirenti pur non essendo imputati di mafia sono vicini alle cosche.

Diverse le destinazioni: oltre a Pianosa, i mafiosi sono stati rinchiusi nelle celle di massima sicurezza di Marino del Tronto (Ascoli Piceno), Cerialdo (Como) e Fossombrone (Pesaro), Novara e Cuneo.

A lasciare il vecchio carcere borbonico sono stati i «padrini» di Cosa Nostra ma anche gregari, killer e trafficanti di droga. L'elenco completo con i nomi è top-secret e neanche agli avvocati sono stati comunicati gli spostamenti. Così come nessuna indicazione è stata ancora fornita ai familiari sulle nuove destinazioni dei reclusi. A tutti, comunque, sono stati annullati i permessi per i colloqui.

Ed eccole le misure restrittive nei confronti dei detenuti «deportati». Saranno uguali per tutti, anche se si trovano in strutture diverse. La prima limitazione è sui colloqui, cioè sugli incontri con i familiari: potranno avvenire una sola volta al mese e dureranno un'ora.

Nelle celle dei mafiosi, inoltre, non ci saranno televisori o radio nè sarà possibile la lettura dei quotidiani. Abrogata anche la misura che permetteva fino a qualche giorno fa ai detenuti di rifiutare il cibo del carcere e cucinare a proprie spese all'interno delle celle. Ma d'ora in poi non sarà permesso ai reclusi di vestire con capi forniti dai parenti: a cibo e vestiario, infatti, ci penserà l'amministrazione carceraria. Sulla corrispondenza sarà effettuata una censura ancora più severa rispetto ai controlli fatti fino alla settimana scorsa. Niente più telefonate dal carcere, inoltre: prima dell'«Operazione Pianosa» era consentito farne due al mese ai parenti. E poi la norma forse più dura: l'isolamento totale, almeno per i mafiosi più pericolosi. Non più celle con tre-quattro detenuti, cioè, ma singole.

A Pianosa, nella sezione «Agrippa» (aperta dal generale Dalla Chiesa per isolare i brigatisti), si tratta di stanze lunghe sei metri e larghe quattro e mezzo. Poverissimo l'arredamento: una panca, un tavolino, e un armadietto in metallo murati sul pavimento, un bagno alla turca e un lavandino.

Non è escluso che a queste misure se ne aggiungano altre nei prossimi giorni. A valutare la possibilità sarà lo stesso direttore generale degli istituti di pena Nicolò Amato. Una delle iniziative dovrebbe riguardare l'adeguamento dell'organico degli agenti di polizia penitenziaria nei carceri di massima sicurezza dove sono stati portati i mafiosi.

A Pianosa quasi certamente arriveranno rinforzi nei prossimi giorni. Attualmente il carcere ospita oltre cento detenuto controllati da un numero pressocchè uguale di poliziotti penitenziari. A questi dovrebbero aggiungersene ottanta mentre nell'isola saranno inviati altri cento tra poliziotti e carabinieri a cui sarà affidata la vigilanza esterna della struttura con particolare attenzione al mare. Questo per evitare l'eventualità, per la verita abbastanza remota, di tentativi di fuga. **[G.Mu.]**

La garitta davanti alla casa di Falcone su cui spicca un cartello: Palermo si stringe intorno a Borsellino (Publifoto)

Al questore Plantone mandato via solidarietà da tanti poliziotti e la gratitudine della Squadra Mobile

PALERMO. La rimozione di Vito Plantone da questore di Palermo ha lasciato con l'amaro in bocca numerosi poliziotti, compresi i funzionari della squadra mobile. Dopo il Siulp anche la segreteria provinciale dell'associazione funzionari ha diffuso un comunciato in cui «esprime solidarietà e stima» nei confronti di Plantone e condanna «l'atteggiamento inqualificabile tenuto dall'Amministrazione». La segreteria ritiene che Plantone «sia stato sacrificato per coprire responsabilità che vanno individuate in chi realmente ed effettivamente ha predisposto e diretto personalmente il servizio di ordine pubblico».

In una lettera aperta a Plantone, i funzionari della squadra mobile (compreso il capo Arnaldo La Barbera, punta di diamante della struttura) esprimono «il più alto senso di gratitudine ed il più profondo rispetto» per il suo impegno. I funzionari proseguono: «Non potremo mai dimenticare sia l'affetto, la serietà e la forza che ci ha saputo trasmettere nei momenti più difficili della nostra delicata attività che la gioia e l'entusiasmo con cui ha condiviso i numerosi e brillanti successi conseguiti». I funzionari della Mobile sottolineano poi «le lunghe notti in cui Ella, da buon vecchio Mobiliere, ci raggiungeva nei nostri uffici, dividendo con noi gli sforzi, annullando di fatto le diversità». La lettera si conclude con un ulteriore apprezzamento («ben conosciamo le sue profonde qualità umane e professionali») a Plantone che, si legge, «ci ha esortati a proseguire nell'impegno lavorativo con entusiasmo e fiducia nell'Amministrazione».

Ieri, intanto, si è insediato il nuovo questore, Matteo Cinque. In Sicilia, al suo primo incarico come questore, aveva collaborato con Paolo Borsellino, allora Procuratore della Repubblica a Marsala. Il magistrato era «una presenza costante», ha detto Cinque. «L'impegno del questore — ha aggiunto — è quello di dare alla magistratura investigatori capaci e motivati, in grado di assolvere ai loro compiti». Alla domanda di un giornalista, che ha chiesto quando si potranno vedere dei risultati, Cinque ha risposto: «Sono questore di Palermo da poche ore e poliziotto da sempre, non faccio certo l'indovino».

Lombardo (Psi) si scaglia contro Intini «I suoi sono giudizi sommari e superficiali»

PALERMO. Il deputato regionale Turi Lombardo (Psi) protesta con i vertici nazionali del suo partito e in particolare contro Ugo Intini, portavoce della segreteria, i giudizi del quale a proposito dei tumulti di Palermo, in Cattedrale, vengono definiti «sommari e superficiali». «L'assalto dentro la chiesa ai vertici dello Stato — afferma l'ex capogruppo all'Ars — non è stata opera di delinquenti, ma è stata causata «dalla disperazione e dalla rabbia di agenti in borghese e di cittadini nei confronti di una istituzione dalla quale non si sentono protetti». Per Lombardo il non aver consentito «la tranquilla partecipazione ai funerali di molta gente ha accresciuto la protesta nei confronti dello Stato» «Nessuno ha pensato — aggiunge — di mettere almeno qualche altoparlante». «Questo ha determinato — ha concluso Lombardo — che i pochi agitatori presenti diventassero rappresentativi dei tanti».

L'ideologo della Lega Miglio: «Lo Stato si ritiri dalla Sicilia»

ROMA. «Con la Sicilia abbiamo sbagliato tutto». È quanto afferma l'ideologo della Lega Nord, Gianfranco Miglio, in un'intervista al settimanale «L'Europeo». «L'unica via di uscita — aggiunge Miglio — è che lo Stato italiano si ritiri da una Sicilia dove si fanno manifestazioni e proteste pubbliche, si piange e si strilla ma in mezzo a chi urla ci sono in percentuale elevatissima i conniventi, quelli che coprono i mafiosi». Poi dice: «In una Sicilia sovrana e indipendente si scatenerebbe invece un regolamento di conti interno tra la mafia e gli stessi siciliani: se la vedano tra di loro con i loro mezzi, a casa loro».

Corona di fiori dei monarchici deposta sul luogo della strage

PALERMO. Per espressa volontà del principe Vittorio Emanuele di Savoia, una delegazione del Movimento monarchico italiano, guidata da Franco Sausa, Piero Cardia, Nino Schifaudo, si è recata sul luogo dell'infame eccidio del giudice Borsellino e dei cinque uomini della sua scorta, in via D'Amelio, per deporre una corona di fiori.

Il Pds invita altri militanti allo sciopero della fame

PALERMO. La segreteria provinciale del Pds rivolge un accorato appello ai propri militanti, donne e uomini, affinché aderiscano allo sciopero della fame indetto da un gruppo di donne (Udi, Associazione donne contro la mafia) che intendono così protestare contro le mancate dimissioni di Giammanco, Jovine, Parisi e Mancino dopo i gravissimi fatti di questi giorni. La protesta si svolge in piazza Castelnuovo.

Tensione a Palermo, rinviato all'Eas lo sciopero generale

PALERMO. I dipendenti dell'Ente acquedotti siciliani, a seguito del vile attentato al giudice Borsellino ed alla sua scorta, per le condizioni generali di ordine pubblico che si sono determinate, pur «in assenza di un qualsiasi segnale positivo da parte degli organi di governo e della Regione siciliana, mirata alla riforma dell'Eas e del pagamento delle spettanze al personale in servizio ed in quiescenza», al fine di non acuire lo stato di tensione dell'attuale momento, rinviano autonomamente al 3, 4 e 5 agosto lo sciopero generale programmato da lunedì a mercoledì prossimo.

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 5



Buscetta: «Lo Stato può vincere»

ROMA. Tommaso Buscetta torna a parlare. Non con i giudici (Falcone, l'unico con cui ha riempito pagine e pagine di verbali, è morto nella strage di Capaci), ma con i giornalisti. Anzi, con Enzo Biagi. L'*anchorman* del Tg1, che ha trasmesso l'intervista sia sulla prima rete Rai ma che ha anche passato il testo a Panorama che l'ha pubblicato sul numero straordinario da ieri in edicola, ha incontrato don Masino in un albergo di New York: stessa faccia da indio, stessa determinazione dimostrata quando nell'aula bunker dell'Ucciardone inchiodò boss e gregari di fronte alle loro responsabilità, solo un po' invecchiato. E con meno fiducia nello Stato: quello americano l'ha mollato, da Roma — ma solo da poco — gli arriva un sussidio che don Masino definisce appena sufficiente per campare.

A Biagi Buscetta dice poche cose, ma concrete. Per esempio: toglie di mezzo una delle piste che sembrava si volesse seguire dopo la strage di Capaci: «Vidi Falcone l'ultima volta nell'88, forse nell'89. poi mai più». Non sarebbe vero, dunque, che il giudice ucciso andò a New York per vedere se il pentito avesse cambiato idea e si fosse deciso ad aprire il cassetto dei rapporti tra mafia e politica alla luce del delitto Lima. Nulla. Quel cassetto resta chiuso e la motivazione è quella che diede a Falcone: «Lui, poverino, che riposi in pace — dice Buscetta a Biagi — voleva intraprendere una strada che parlasse di politica. Ma se è già difficile parlare di mafia, pensi un po' parlare di politica. Dove sono le prove? Sarebbe stato come esserci inventate delle cose, io e lui. È per questo che non ho mai parlato. Io non avrei avuto remore a parlare di politica se ci fossero state delle prove».

E così quel cassetto restò chiuso per Falcone, resta chiuso anche per Biagi. Solo qualche concessione che, però, è datata negli anni: trent'anni fa. Lima. Buscetta dice di averlo conosciuto negli anni '60-61, quando era sindaco di Palermo. «Quando non era ancora entrato nel grande giro degli onorevoli. A quell'epoca Lima non conosceva cosa era la tangente e lui non ricavava niente». Lima, poi — ma il racconto di Buscetta continua a non andare al di là di quegli anni — non fece favori al pentito. «Io qavevo i mei dentro al Municipio — dice Buscetta — che erano di Cosa Nostra». Un nome: Giuseppe Trapano, «consigliere della mia famiglia e consigliere comunale». Ancora meno si Vito Ciancimino che dice di non conoscere e, addirittira, di non avere mai incontrato: «Di lui non so cosa dire, anche se credo di essere stato la causa dei suoi guai avendo detto che Pippo Calò mi disse che Ciancimino era nelle mani delle ...»

«Resistenza contro la mafia» Secondo Buscetta Cosa nostra è stata costretta dalla propria debolezza a compiere le due ultime stragi che hanno provocato

Orlando. Buscetta parla anche dell'ex sindaco di Palermo, oggi una delle personalità a rischio, uno dei politici più «blindati» d'Italia. Il pentito non è uno dei *fan* del leader della Rete, «una rete che mi sembra bucata». Dice Buscetta: «È inutile che lui faccia il paladino, non credo che possa risolvere i problemi siciliani». Obietta Biagi: «Ma lui ci prova». Replica Buscetta: «Ci prova come? Stando a Roma? Ci doveva provare stando a Palermo». Insiste Biagi: «Ma se torna a Palermo adesso dicono che l'ammazzano». E Buscetta: «Questo mi dispiace, ma perchè devono ucciderlo? Cosa ha fatto contro i mafiosi lui? Dice che vanno combattuti? Ma lo dicono tutti»

Buscetta, poi, cerca di abbozzare quella che lui ritiene la nuova geografia del gotha di Cosa Nostra.Ma più che su dati di fatto, il pentito si basa sulla logica di uno che, comunque, conosce il modo di pensare della mafia e le regole dell'organizzazione delle famiglie? E così sostiene che «Liggio oggi conti meno che niente», che Totò Riina, il superlatitante che stando a quanto dice il suo legale cammina indisturbato per le strade di Palermo, potrebbe non essere più il boss dei boss, scalzato dall'altro «gemello» con cui sarebbe entrato in rotta: Bernrdo Porvenzano.

Buscetta, poi, parla anche del Palazzo di Giustizia, diventato, secondo lui, «il pazzo dei veleni», facendo, così un favore alla mafia. Lo dice parlando delle scorte, «che servono pochissimo. Servirebbe — dice il pentito — il palazzo che io ho conosciuto di giustizia e che poi si è trasformato in palazzo dei veleni, dove la giustizia è scomparsa. Perchè credo — continua ancora Buscetta — che senza quei veleni, quei sotterfugi, quei tranelli, quelle umiliazioni che hanno saputo dare al povero Falcone, credo che la giustizia ha i mezzi per combattere i mafiosi. Se la giustizia trattasse meglio i pentiti, sa quanta gente direbbe a Totuccio Riina; o chi adesso sta al suo posto, basta non ne posso più?»

E lo Stato? «Lo Stato deve dire che farà piazza pulita della mafia. Io credo che la mafia rantoli. La mafia dà gli ultimi respiri. La mafia non è abituata a queste azioni così grandi, la mafia è abituata al silenzio. Credo che stiano facendo tutto questo per sopravvivere, per dimostrare agli altri, a chi comincia a tentennare, che la mafia esiste ancora. Il mio giudizio, posso essere smentito domani e non me ne dolgo — conclude Buscetta — è che la mafia sta rantolando, è prossima alla morte»

Crescono i contributi ai parenti delle vittime

MILANO. Non si ferma l'ondata di solidarietà per i familiari delle vittime della strage di via d'Amelio e delle altre stragi di mafia. A Milano, i lavoratori della Arnoldo Mondadori Editore (editoriali e giornalisti), hanno deciso di devolvere 20 milioni di lire alle famiglie dei poliziotti uccisi nelle stragi di mafia «come contributo concreto di solidarietà». «Ora più che mai editoriali e giornalisti — è scritto in un comunicato — si sentono impegnati ad assicurare una informazione costante sugli aspetti più drammatici della crisi italiana, che non riguardano soltanto gli eccidi di Cosa Nostra ma la corruzione e la complicità, l'inquinamento del sistema partitico e lottizzatore».

Solidarietà arriva da altre aziende editoriali. La «Edime spa» e la «Edisud spa», editrici l'una del quotidiano *Il Mattino* e l'altra del giornale *La Gazzetta del Mezzogiorno* hanno deciso di devolvere al fondo solidarietà agenti caduti il ricavo della pagina fatta pubblicare a pagamento su tutti i quotidiani dalla Regione Sicilia all'indomani della strage di Palermo. In una nota delle due editrici viene precisato che il ricavo della pagina — che conteneva un «appello ai siciliani» — ammonta complessivamente a 50 milioni di lire. La somma sarà consegnata nei prossimi giorni ai prefetti di Napoli e di Bari.

C'è poi un'iniziativa dei dipendenti dell'Italsiel (gruppo Iri-Finsiel), che hanno deciso di devolvere un'ora della loro retribuzione alle famiglie degli agenti di scorta uccisi nell'attentato al magistrato Paolo Borsellino. E la direzione dell'Italsiel, da parte sua, si legge in una nota diffusa ieri, «apprezzando l'iniziativa dei dipendenti, ha deciso di mettere a disposizione una somma pari alla cifra raccolta dai dipendenti».

L'intero contributo, dei dipendenti e dell'azienda, si legge ancora nel comunicato, «sarà versato sul fondo di assistenza per il personale di pubblica sicurezza presso il ministero dell'Interno sul conto speciale scorta giudice Borsellino».

In Sicilia sarà l'Uci regionale (Unione coltivatori) a donare ai parenti delle vittime i compensi per un'ora di lavoro supplementare nei campi.

Andreotti ad Orlando: «Il tempo dirà quanti antimafiosi sono mafiosi»

ROMA. «Il tempo sarà galantuomo e dimostrerà che molti politici che oggi sostengono di combattere la mafia in realtà sono mafiosi». Questa la polemica risposta di Andreotti ad alcuni giornalisti stranieri che gli chiedevano come giudicasse l'accusa di essere il garante della mafia in Sicilia rivoltagli da Orlando.

Al suo primo incontro con la stampa estera da quando ha lasciato la presidenza del Consiglio, Giulio Andreotti si è anche soffermato sui sospetti alimentati nei confronti di Salvo Lima prima che venisse assassinato il 12 marzo scorso. «Dagli atti depositati nel Palazzo di Giustizia di Palermo - ha detto Andreotti -si può capire quale fosse realmente il piano ordito per colpire alle spalle Lima, un piano che portò Giovanni Falcone a denunciare i pentiti Giuseppe Pellegriti e Marino Mannoia per calunnia».

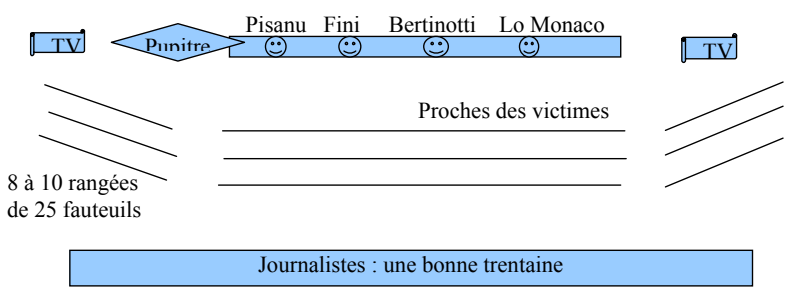
«Dagli atti — ha continuato l'ex presidente del consiglio ed oggi senatore a vita — risulta anche con chi avevano parlato queste persone e chi aveva dato loro l'input per formulare quelle accuse, e vi risulta evidente chi stava dalla parte della mafia e chi no», ha aggiunto Andreotti. «Si è voluto far passare Lima per un grande boss mafioso - ha concluso - quando in realtà non ha lasciato nulla alla sua famiglia».

Continua così la vecchia polemica tra Andreotti e Orlando. Il primo ha sempre rimproverato all'ex sindaco di fare dell'antimafia solo a parole e ha ricordato che, quando il suo governo emanò il decreto che impediva ai boss di lasciare le carceri, non si aspettava l'opposizione della Rete. Orlando, dal canto suo, ha sempre sostenuto che Andreotti ha svolto una funzione di garanzia nei confronti dei rapporti tra mafia e politica. **[R. I.]**

Giornale di Sicilia, 23 juillet 1992, p. 7

Chapitre 6

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Fermé : Sala della Lupa = « dove furono proclamati i risultati del referendum del 2 giugno 1946 » (stèle sur le mur)
	Nom du lieu	Montecitorio, Sala della Lupa
	Type de commémoration	Commémoration du 30° anniversaire de la mort de PLT et RDS. Remise des médailles d'or du mérite civil à Filippo La Torre et à la veuve Di Salvo Annonce de la mise en ligne de l'archvio digitale (les archives numériques)
	Organisateurs	Fondazione della Camera dei deputati (prsidente : Bertinotti) Centro Studi PLT
	Présents	Politiques : ▲ Giorgio Napolitano, Président de la République, et son épouse ▲ Giancarlo Fini, président de la Chambre des Députés ▲ Fausto Bertinotti, ancien PCI, président de la Fondazione della Camera ▲ Giuseppe Pisanu, président de la Commission antimafia ▲ Ministro dell'interno : Annamaria Cancellieri ▲ Francesco Forgione (ex RFC, Sinistra Ecologia Libertà) ▲ Walter Veltroni Proches de victimes : ▲ Franco La Torre (nouveau président de Flare) ▲ Filippo La Torre ▲ Rosy Di Salvo e le tre figlie Associations : ▲ Vito Lo Monaco, psdt Centro studi PLT ▲ Giovanni Pagano, secrétaire du centre (dans le public) ▲ Don Ciotti : *Libera* ▲ Davide Patì de *Libera* Rome Magistrats : ▲ Pietro Grasso (procuratore nazionale antimafia)
		Forces de l'ordre : ▲ Gradés des carabiniers et de la Guardia di Finanza Public : 8 ou 10 rangées de 25 fauteuils = entre 200 et 250 personnes Une trentaine de journalistes + Minoli de *La Storia siamo noi* (part après discours Fini)
	Durée	2h30 (fin = 13h30)
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Décor majestueux : sol en marbre, tentures en guise de tableaux Statue de la louve derrière l'estrade Stèles : proclamation du référendum constitutionnel de 1946
	Outils	2 téléviseurs
	Usages de ces dispositifs	Diffusion d'un petit film extrait de *La storia siamo noi* Discours
	Support audiovisuel ou musical	Oui : petit film extrait de *La storia siamo noi* (5mn) ◦ Legge sulla confisca dei beni : bene confiscato a Riina a Corleone ◦ Testo della legge letto da più persone ◦ Filmato intervista a PLT : importanza della confisca dei beni ◦ Lotta per la pace (intervista a Comiso) ◦ Macaluso: PLT gli disse "nel piano della mafia ci siamo anche noi" ◦ Immagini assassinio (musica = opera), TG dell'epoca ◦ Testimonianza della moglie : quando vide tutti giù da casa sua, capì subito ◦ Testimonianza di Bacchi + zoomata sul piede fuori dal finestrino: "si è difeso dando calci" *=> Rien sur la lutte pour la terre : évincement des combats paysans de l'après-guerre* *=> Rien sur la Commission parlementaire antimafia* *=> Rien sur l'engagement personnel pour la reconstruction après le tremblement de terre de 1980* *=> Présentation centrée sur la loi et la mort* *=> Beaucoup de séquences de témoignages de ses proches (parti, amis, famille)*
	Capacité d'accueil	Plus de 300 personnes

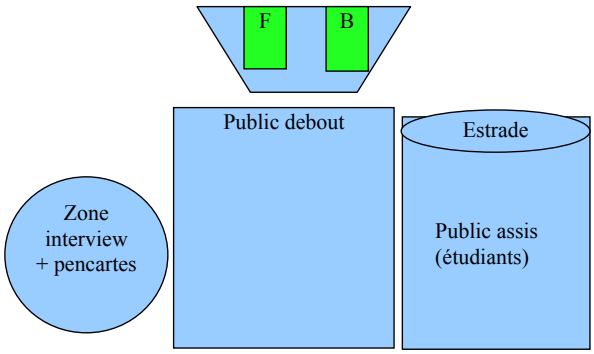
	Consignes données / documents distribués	Petit dépliant qui présente l'archivio digitale et contenant une biographie de PLT
	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Aucune
	Horaires d'ouverture	D'habitude fermée au public
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Haut lieu de la république italienne : statue de la louve = identité historique du pays + stèle sur la proclamation de la république = salle où a été annoncé le changement institutionnel = tournant dans l'histoire du pays
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	• En attendant le début, passage en boucle du petit film extrait de *La storia siamo noi* d'environ 5 mn • Annonce arrivée du Président de la République • Présentation Fini • Remise des médailles d'or du mérite civil : lecture d'un texte présentant les faits et les figures : "vile agguato", "fulgido esempio..." • Discours de Fini • Fini raccompagne Napolitano qui quitte donc la cérémonie • Lecture du message du Président du Sénat Schifani qui ne peut assister à la commémoration
		• Discours de Bertinotti • Discours de Pisanu • Discours de Vito Lo Monaco • Discours de Don Ciotti • Discours de Forgione • Discours de Grasso • Discours de Macaluso
	Hommes politiques	Majorité écrasante de parlementaires dans le public
	Division du travail (associations)	Coopération du Centro studi mais commémoration organisée en grande partie par la Fondazione della Camera
	Hiérarchie	Non
	Place hommes / femmes	Rien remarqué de spécial
	Tenues de travail	Uniformes pour le personnel du Parlement et les membres des forces de l'ordre
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques (comportements, discours)	Présentation de Fini • PLT = "eroico protagonista della vita politica dell'Italia repubblicana" • "La Repubblica non dimentica i suoi martiri" < gesto di rimettere le medaglie • Archivio digitale : "impegno civile e politico" di PLT • Archivio : impegno della camera + memoria PLT • Ringrazia il ministro dell'Interno di essere presente Discours de Fini • "Attualità di questo grande **profilo** della lotta alla mafia" • Lotta alla mafia = "riscatto sociale", "fattore di unificazione" • Cita Consolo : "Sono loro i nobili, gli eroi della vita civile" • Napolitano se ne va "con grande rammarico" *=> Discours formel : biographie purement factuelle. Lecture monotone du texte : "senza anima" (notes, impression à chaud)* Msg de Schifani : "la mia ideale adesione" alla manifestazione. Discours de Bertinotti • "Sempre meno occasioni celebrative, sempre più occasioni per riflettere alla

		democrazia" > crisi, scandali politici... => *allusion au scandale de la Lega ? (Bossi et son fils : détournement des fonds du parti pour leurs déplacements personnels)* - PLT = "dirigente del movimento operaio ucciso dalla mafia (…) barbaramente, vilmente ucciso con RDS" - Ritorno in Sicilia dopo gli omicidi Terranova, Costa, Mattarella => *insersion de la figure dans un martyrologe* - "Ricordo e omaggio a chi ha tenuto alto la dignità di un popolo" - "lezione che possiamo trarre da un impegno politico" : "riflettere sulla personalità" > "riflettere alla formazione della classe politica" - Impegno sociale, diretto = "**esperienza** concreta" - PLT = "**profilo** forte" => *stesso sintagma usato da Fini. Di solito, si usa: figura, personalità...* - Studi universitari = "straordinario per l'epoca" - Impegno giovanile = "il rivoluzionario a tempo pieno" come si diceva - Lotta contadina: Placido Rizzotto, Melissa - Tappe della carriera politica: "non c'è un luogo privilegiato della politica", "quello che conta è l'**esperienza**" - Ritorno in Sicilia = lotta contro la mafia e lotta per la pace - Cita Attilio Bolzoni, articolo *Repubblica* del 9 aprile 2012: "l'uomo che prima di tutti gli altri intuisce che la mafia (…) è un problema di ordine nazionale" => *Messa in luce la sua lungimiranza* - Cita CADC: ragioni morte PLT ? (intervistato da Giorgio Bocca) = "Per tutta la sua vita" - Cita PLT per descrivere la situazione dei primi anni 80 Intervention Fini : - Il salue les jeunes qui suivent la commémoration dans la sala della Regina Discours de Pisanu - Archivio = "preziosa documentazione" - Legge R-LT: delitto di associazione mafiosa + confisca dei beni - Approvazione legge = "uno dei preziosi frutti del suo sacrificio" - "Abbiamo un debito di riconoscenza nei confronti di PLT" : bisogna proseguire con la "stessa tensione morale" Fini et Bertinotti bavardent. - Denuncia presenza delle mafie al nord Bertinotti s'en va. - "Occorre l'antimafia della cultura e dell'etica pubblica" - "Metastasi" con al centro "la zona grigia" - Bisogna fare nuovi strumenti legislativi per concorso esterno e favoreggiamento Discours de Lo Monaco - Centro Studi = "la fiamma della memoria dei nostri martiri" - PLT = "uomo delle istituzioni" - Prevista l'uscita di un fumetto su PLT - Pubblicazioni per trentennale in linea - Carte processuali dei delitti politici e degli omicidi dei sindacalisti - Mafia = "non un fenomeno criminale ma un fenomeno delle classi dirigenti" - "Alla mafia in Sicilia fu fatto fare il lavoro sporco" - PLT morto perché "era il più tenace", non perché era isolato - Bisogna intensificare la lotta alla mafia: proposte della "galassia del movimento antimafia" = VLM vorrebbe che il Parlamento ne tenesse conto - Napolitano, nel rimettere la medaglia: "autointerprete del sentimento di riconoscimento del popolo" Discours de Don Ciotti - Abbraccio alla famiglia - Medaglia: non è stato detto ma uno deve pur farlo "ci sono voluti 30 anni!" (*inizio del discorso tagliato su youtube: non si sente quella frase*) + "questa medaglia ci ricorda quanto siano importanti i segni, in opposizione ai segni del potere mafioso" - Colpire il denaro sporco = scopo di Libera "dopo le stragi" => *Lien de cause à effet entre les massacres et la création de Libera* - Importanza della riappropriazione civile

		⅄ FOGA di Don Ciotti ⅄ “Un no alla società dell'io” > rete, cooperazione “la carta vincente non è l'io, è il noi” ⅄ Risveglio delle scuole ⅄ “Basta dire società civile, è come l'acqua bagnata! Bisogna dire società civile e responsabile” ⅄ Contro la vendita dei beni confiscati: non vuole che diventi una regola ⅄ Bisogna favorire l'accesso al credito per le cooperative ⅄ Denuncia “una mafia più civile” / “una società più mafiosetta” ⅄ “La speranza si chiama lavoro” Discours de Forgione ⅄ Era a Comiso, a 21 anni. ⅄ Dovere di memoria + dovere di analisi della storia ⅄ “Ricordare PLT per un'immagine della politica, della lotta alla mafia” : “non era un militante dell'antimafia” ⅄ Perché l'Italia mantiene il segreto di Stato su Portella della Ginestra? ⅄ Interventi di PLT spariti dagli atti del consiglio comunale di Palermo ⅄ “Bellissimo” articolo di Bolzoni ⅄ Relazione del '76 = “uno spartiacque” ⅄ Vota da solo nel PCI : esce dal vertice perché rifiuta un mutuo PCI/IOR = coerenza ⅄ Mai la lotta alla mafia come fine in sé, necessità di riforme ⅄ Costruzione di un percorso di liberazione per il popolo ⅄ CF intervista CADC (Bocca o Biagi?) = colpire il riciclaggio ⅄ Chiede una legge anti-corruzione Discours de Grasso ⅄ Delitto La Torre = “politico-mafioso con connotazioni terroristiche” ⅄ Proposte del marzo '82 con Rita Bartoli, Costa e Pecchioli = struttura di lotta alla mafia permanente + riforma carceraria + pentiti + riforma polizia => *lungimiranza* ⅄ Strategia antimafia preconizzata da PLT > attuata solo dopo le stragi ⅄ “Estremo rigore morale” : contro quelli del PCI che si erano avvicinati a pratiche mafiose (cf cooperative) ⅄ Omicidio PLT : “causa che va ricercata nella sua attività complessiva”
		⅄ Problema della fuga dei patrimoni all'estero : bisogno di strumenti legislativi ⅄ “La memoria di PLT merita che sia indicato come punto di riferimento alle giovani generazioni per costruire un futuro migliore” Discours de Macaluso ⅄ Conosciuto PLT a un convegno della Cgil a Caltanissetta nel '47 ⅄ “Fervore dell'impegno politico di quegli anni”, scopo : “collocare la Sicilia nella modernità, liberare la Sicilia dalla semi-feudalità” ⅄ 36 sindacalisti uccisi, nessuna condanna giudiziaria ⅄ “Grande movimento di lotta necessario per lottare contro la mafia” = “lezione di PLT” => *Il appelle de ses voeux un véritable mouvement de masse* ⅄ Organizzazione di grandi manifestazioni : ci vogliono una partecipazione e un'organizzazione ⅄ Don Ciotti “dice cose belle” ma “ci vogliono anche le forze politiche, che adesso non ci sono “ed è questa la questione più grave” ⅄ Errore delegare alla polizia e ai magistrati, “manca l'altra sponda” ⅄ 2 considerazioni su cui non è d'accordo : ◦ Articolo di Bolzoni = “sbagliato” : “La Torre non era solo, era col popoloi e con tutto il suo partito”. Non era solo CADC, non erano soli F&B : “c'erano due schieramenti, c'era chi li sosteneva” : supporto e sostegno mediatico = “c'è stato uno scontro, ma non un isolamento!” ◦ Non si sa abbastanza sulla mafia: falso. Dire questo significa “ridurre l'opera di F&B”. ◦ Processo LT : Macaluso ha testimoniato chiedendo come mai quelli che seguivano PLT (servizi) non hanno notato i mafiosi che preparavano l'agguato? > complicità. LT a casa di Macaluso, a Pasquetta, gli disse: “attenzione, adesso tocca a noi” (EM si commuove) > aveva capito la strategia dello stragismo.
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Parlementaires présents = quasiment tous de gauche, impression basée sur les journaux qu'ils lisaient : *Repubblica, Unità, Manifesto, Fatto quotidiano*
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique,	Mixité du public Niveau social élevé < tenues Entre 30 et 60 ans

	appartenance sociale)	Majorité originaire du sud (< accents)
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Réunions ?
	Usage mémoriel	Commémorations
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Centro storico, tra Palazzo Chigi e Piazza Navona
8. Médiatisation	Médias présents	Rai Mediaset Presse écrite
	Interviews réalisés	Don Ciotti (Rai uno)

Grille d'observation du départ de la Nave della legalità de Civitavecchia le 22 mai 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Ouvert
	Nom du lieu	port de Civitavecchia
	Type de commémoration	Départ de la Nave della legalità
	Organisateurs	Fondazione Falcone
	Présents	Institutions : • Maire Civitavecchia (fraîchement élu qq heures auparavant) • Presidente autorità portuale • Armateur SNAV 2500 passagers : • Etudiants de 11 à 18 ans • Accompagnateurs • Neri Marcorè : Nazionale cantanti • Ministre de l'Instruction publique et de la recherche : Profumo • Acteurs lutte : ◦ Pietro Grasso ◦ Vincenzo Conticello • Représentants des forces de l'ordre : ◦ Protezione civile ◦ Forestale ◦ Carabinieri ◦ Guardia di finanza ◦ Polizia
	Durée	1h30
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Banderoles des étudiants
	Outils	Estrade, micros
	Usages de ces dispositifs	Rendre la cérémonie audible pour tous
	Support audiovisuel ou musical	Avant les interventions : musique (Jovanotti, Modena city Remblers : I cento passi, canzone su Conticello, Puglia)
	Capacité d'accueil	Incalculable : jetée de port
	Consignes données / documents distribués	Sac distribué contenant : • Casquette • T-shirt • Petit cahier de la Forestale • Photo A4 F&B + plan de la manifestation du 23 mai (parcours dans PA) • Drapeau italien => revendication de la dimension nationale de la figure de Falcone
	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Aucune
	Horaires d'ouverture	Aucun
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Aucune
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	Présentateurs : 2 représentants des conseils lycéens (Rome et Frosinone) • Neri Marcorè • Chanson "Legalità" composée par les lycéens de Frosinone dans le cadre des parcours de la légalité • Armateur SNAV • Presidente dell'autorità portuale • Ministro della pubblica istruzione e della ricerca (Francesco Profumo) • Pietro Grasso, procureur national antimafia

		⅄ Chant de l'hymne italien
	Hommes politiques	⅄ Ministro della pubblica istruzione e della ricerca : Profumo
	Division du travail (associations)	Aucune
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Aucune
	Tenues de travail	Aucune
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	=> Pietro Grasso fait le lien Falcone / Borsellino / Melissa Grasso accompagné de son petit-fils de 6 ans
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Ecrasante majorité d'étudiants entre 11 et 18 ans
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Aucun
	Usage mémoriel	Aucun
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Port. Derrière l'estrade = poupe du bateau avec d'immenses photos de Falcone (en toge, lunettes, en train de parler) et de Borsellino (lunettes, en train de parler) => photos qui semblent presque se répondre : mimétisme
8. Médiatisation	Médias présents	Rai, rai storia, rai educational, sky, presse écrite
	Interviews réalisées	Interview en direct du ministre Profumo puis de Pietro Grasso avant qu'ils interviennent (interviews réalisées devant de multiples banderoles faites par les étudiants)

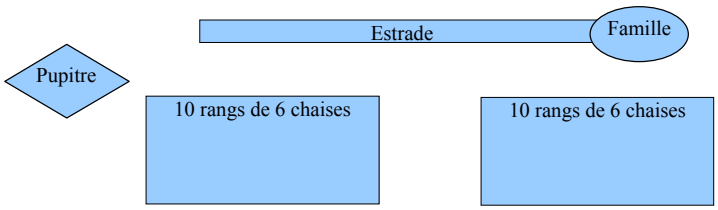
Chapitre 7



Photo n°6 : stèle commémorant les victimes du massacre de via d'Amelio.

Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino au Palais de justice de Palerme, réalisée le 19 juillet 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Aula Magna du Palais de Justice de Palerme 19 juillet 2012 à 11h
	Nom du lieu	Aula Falcone e Borsellino
	Type de commémoration	Officielle et corporatiste
	Organisateurs	Association nationale des magistrats
	Présents	Hommes politiques : ▲ Sonia Alfano ▲ Antonio Di Pietro ▲ Gianfranco Fini (psdte Camera) ▲ Fabio Granata ▲ Leoluca Orlando (maire) AUCUN REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT (≠ 23 mai : Napolitano et Monti + ministres) Magistrats : ▲ Vittorio Teresi (ami de PB) ▲ Antonino Di Matteo (psdt de l'association nationale des magistrats) ▲ Leonardo Guarnotta (psdt tribunal de Palerme) ▲ Antonio Ingroia Grasso n'est pas là (cf polémique avec Salvatore Borsellino pour ses propos sur l'engagement antimafia du gouvernement Berlusconi) Famille : ▲ Manfredi Borsellino (au fond de la salle) ▲ Rita et Salvatore Borsellino (à côté de la grande estrade) Forces de l'ordre : ▲ Carabiniers ▲ Armée ▲ DIA ▲ Police

	Durée	2h
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Aula magna du tribunal
	Outils	Micros
	Usages de ces dispositifs	Son
	Support audiovisuel ou musical	Aucun
	Capacité d'accueil	120 places assises (toutes occupées + autant de personnes debout, même dans le couloir)
	Consignes données / documents distribués	Minute de silence initiale, après la lecture des noms des victimes
	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Aucune
	Horaires d'ouverture	Aucun
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Salle de tribunal dédiée à Falcone et Borsellino : la plus grande salle de tout le palais
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	Antonino Di Matteo = maître de cérémonie • Lecture des noms des victimes • Minute de silence • Applaudissements • Intervention Di Matteo (psdt de la giunta locale de l'association nationale des magistrats)
		• Intervention Olivieri (psdt de la cour d'Appel) • Intervention Guarnotta • Intervention Messineo (procureur de Palerme) • Intervention Vincenzo Greco (psdt de l'Ordre des avocats de Palerme) • Intervention Salvatore Borsellino • Intervention Rita Borsellino • Intervention Diego Cavaliero (substitut du procureur de Salerno, ami de PB) • Intervention Andrea Genna (magistrat, ami de PB) • Intervention Gaetano Paci (psdt Fondazione progetto legalità Paolo Borsellino) • Intervention Rodolfo Sabelli (représentant de la giunta nazionale de l'association nationale des magistrats) [texte intégral de Sabelli : http://www.associazionenazionalemagistrati.it/notizie/2012/07/19/strage-via-d'amelio.aspx]
	Hommes politiques	Aucun discours des hommes politiques présents, mais lectures des messages de Napolitano et Monti
	Division du travail (associations)	Commémoration menée par Di Matteo en tant que président de l'association nationale des magistrats
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Aucune
	Tenues de travail	Aucune
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	• Intervention **Di Matteo** (psdt de la giunta locale de l'association nationale des magistrats) Fini demanda personnellement à assister à la cérémonie. Borsellino = “uomo giusto”, “impegno che segnò quello dei giovani magistrati” La commemorazione “non potrà mai trasformarsi in un mero esercizio retorico” “Per noi”, commemorare = “ispirarsi al suo coraggio, alla sua combattività” Attenti al clima attuale: “isolamento e delegittimazione”, cf 1992 “I politici devono impegnarsi per la ricerca della verità”: denuncia “l'omertà istituzionale” Le parole di Monti pronunciate il 23 maggio: “l'unica ragion di Stato deve essere la verità” non devono rimanere lettera morta. Ricercare la verità = “dovere”

		"Non cedere alla rassegnazione o alla polemica" = "unico modo per onorare la memoria e miglior modo per onorare la toga" *Lungo applauso* ▲ Intervention **Olivieri** (psdt de la cour d'Appel) "Doveroso ringraziamento al Presidente della Repubblica per rispetto costituzionale" *Lettura del messaggio del capo dello Stato*: http://livesicilia.it/2012/07/19/il-messaggio-di-napolitano *Salvatore Borsellino scuote la testa durante la lettura* *Brano della lettera di Agnese Borsellino a Napolitano (23 maggio 2012) nel msg di Napolitano*: chiede maggior impegno per riparare anni di depistaggi Dovere comune di verità nei confronti dei familiari. Dolore per l'omicidio di Pio La Torre. Impegno condiviso con Terranova: "appartengo ad una generazione che ha conosciuto la guerra fascista" (=> Legittimazione storica del suo impegno per smentire le polemiche) Olivieri: "sono parole di profonda commozione" Sottolinea la volontà di Fini di esser presente (=> affinità politica?) "Doveroso rispetto delle istituzioni": bisogna fare la differenza tra l'istituzione e il personaggio (=> referenza esplicita alle polemiche con Napolitano) *Granata al telefono accanto a Fini* ▲ Intervention **Guarnotta** (psdt du tribunal de Palerme) *Almeno 5-6 squilli diversi di telefono* Breve considerazione: un anno fa scrisse una lettera a Borsellino (cf commemorazione 2011): "occorre fare un passo in avanti, vogliamo conoscere l'altra verità. La verità, quella vera" Celebrazione = "momento di riflessione" "Saremo capaci di raccogliere l'eredità? Di eseguire il testamento spirituale di Paolo? Di esserne degni? Polo rimarrai sempre nei nostri cuori, grazie." ▲ Intervention **Messineo** (procureur de Palerme) "Grande emozione" : "era uno di noi" (dell'ufficio istruzione) 17 anni dopo via d'Amelio, un giovane magistrato chiede di avere "la stanza di Paolo"
		Iphone: la gente twitta in diretta. "L'eroica figura di Paolo Borsellino" (< 57 giorni che separano le 2 stragi) Via d'Amelio = "svolta epocale per la società civile e la magistratura", "inizio della fine per la mafia" 57 giorni = "specchio luminoso e oscuro" "Ricerca spasmodica della verità" "Imbarazzo oggi per chi ha tramato" "Necessità d'indagare" = "miglior modo per l'onorare la sua memoria" ▲ **Di Matteo** *Lettura della lettera di Monti al prefetto* Via d'Amelio = "episodio barbaro e crudele" "Esempio ed insegnamento che non appartengono al passato" "Giornata di ricordo composto e solenne" Vicinanza alla famiglia ▲ Intervention **Vincenzo Greco** (psdt de l'Ordre des avocats de Palerme) "Rispettosi ossequi dell'avvocatura alle vittime" (lettura nomi) "Partecipazione emotiva e culturale" Impegno per la legalità = "modello di vita" Citazione di Borsellino: "Chi ha paura muore ogni giorno, chi non ha paura muore una volta sola" "Non dobbiamo avere pausa di compiere la cosa giusta: cercare la verità" Denuncia la "forte catene di omertà" Conclusione con una citazione di Borsellino: "quel fresco profumo della libertà (…) contiguità" ▲ Intervention Salvatore Borsellino Introduction de Di Matteo: "Con modi diversi, hanno portato avanti gli stessi ideali di PB" "La magistratura di Palermo ha sete di verità quanto le Agende Rosse" **Salvatore Borsellino:** "Aula in cui Paolo è stato tante volte " > emozione. "Ho titubato quest'anno a venire." "Emozioni che non posso esternare visto il posto in cui siamo" (cf polemica con Napolitano e le istituzioni)

		"Io sono soltanto un ingegnere, non un avvocato, non un magistrato quindi forse non capisco certe cose." Dolore ma lotta per la verità: "Mi sarei aspettato da parte delle più alte istituzioni che avrebbero segnato un sostegno alla magistratura per la ricerca della verità. Invece ci sono provvedimenti che intralciano la verità." A proposito del messaggio di Napolitano: "ci sono cose che non mi sono piaciute ma c'è qualcosa che mi ha agghiacciato: parlare di sovrapposizione delle indagini" = "cosa che mi sconcerta" "Sono venuto qui non per un giudice morto ma per giudici sottoposti agli stessi attacchi cui erano sottoposti Giovanni e Paolo" "Non posso procedere oltre perché sarebbero molto amare le mie parole" Sostegno alla magistratura: "sento un'aria troppo pesante di delegittimazione". "Momento di pericolo". "Vogliamo che venga spianata la strada ai magistrati" *Applausi fortissimi e lunghi* ▲ Intervention **Rita Borsellino** "Non mi chiami "onorevole", sono Rita, la sorella di Paolo" "se non ci fosse stata la morte di Paolo, non sarei qui" Impegno = "superata la mia natura schiva" Gruppo venuto in bici, "tappe che attraversarono l'Italia" (= ciclisti del memorial day) "Il ricordo è diventato memoria, sono cambiate tante cose." "Percorso di verità seguito con affetto", "ricerca caparbia" dei magistrati per ritrovare "quel "fresco profumo di libertà" che Paolo ci ha lasciato" Niente simboli istituzionali quest'anno "perché è tempo di confusione" "Bisogna far chiarezza immediatamente": "c'è gente che perde fiducia nelle istituzioni e questo non lo posso tollerare perché Paolo è morto per le istituzioni" Foto di PB prima e dopo il 23 maggio: "non sorrideva più" Speciale TG1 l'altra sera: intervista inedita del 1 giugno: "sorride spesso nell'intervista" mentre dopo "ha lo sguardo perso lontano" = "si sentiva solo" "Tradimento delle istituzioni" = "Paolo ha cominciato a morire quando ha capito che quello in cui ha sempre creduto non esisteva più". "Vogliamo celebrare Paolo vivo" = "iniziative di vita" "Paolo è stato ucciso troppe volte: la verità e la giustizia devono vivere ed è compito di
		ognuno di noi" *Applausi fragorosi* *Tutta l'aula si alza in piedi* *Ingroia visibilmente nervoso: stringe i denti, muove le mani. Il giorno dopo annuncia che lascia Palermo per il Guatemala.* ▲ Intervention **Diego Cavaliero** (substitut du procureur de Salerno, ami de PB) 12/07/92: battesimo del figlio di Cavaliero cui Borsellino assiste. "Non siamo più nel mondo degli umani ma nel mondo degli eroi" Denuncia i depistaggi. Bisogna "rivolgersi alla generazione del '92" Calcetto, corse ciclistiche = "ho paura che sia più una festa patronale" Alla tribuna, spesso "manifestazioni di pietas" Si rivolge a PB: "Sembra che tu abbia più amici da morto che da vivi" Aiuto ad una vedova che denunciò i sicari del marito Storia del venditore di pane abusivo (cf *Visti da vicino*) Appuntamento fisso dalla madre tra le 16.30 e le 17.30 quando era a Marsala Soggiorno all'Asinara: "niente di turistico a parte il pagamento delle spese" Dopo Capaci = "fretta" Ricordo = sigaretta + sorriso *Manfredi, in fondo all'aula, lo abbraccia commosso* ▲ Intervention **Andrea Genna** (magistrat, ami de PB) "Ci vuole fede religiosa o sensibilità laica per capire che lo spirito di Paolo è qui." "Ci sono delle immagini sconvolgenti nel giorno dell'anniversario, forse più sconvolgenti della perdita in sé" Sostegno ai familiari e alla magistratura "da parte di tutte le forze sane del paese" Verdetto storico del maxiprocesso: conobbe PB 3 giorni dopo. Aveva 23 anni ed era "impressionato da tanta professionalità" Memorializzazione informatica = novità per l'epoca. "Farei un torto a Paolo se non ricordassi la sua umanità". Grande vicinanza sul piano umano. "Connubio tra spessore professionale e profonda umanità" "Fortissimo senso dello Stato e della legalità" Presa di posizione per tutelare il pool: "sapeva di essere distaccato dalle parti e dalla

		politica” “Esempio importante”, “lungimirante” “Diede a tutti gli italiani una grande lezione di vita”: cf polemica lanciata da Sciascia “Grandi sacrifici costatigli per l'ordinanza del maxi” “I garantisti dell'ultima ora che sfruttavano le parole di Sciascia” / “la società civile che tutelava PB dando del quaquaraquà a Sciascia” (= Santino) PB > “intervista in cui evitò la frattura dicendo che la sua cultura antimafia l'aveva costruita nei libri di Sciascia” = “smorzò la polemica” “Sciascia riconobbe dopo di aver sbagliato” PB = “esempio per tutti” Immagine di Paolo = “un impegno in più per la ricerca della verità nel rispetto delle regole” (cf polemica intercettazioni del Quirinale?) • Intervention **Gaetano Paci** (psdt Fondazione progetto legalità Paolo Borsellino) PB = “immagine della forza e del rispetto dei principi istituzionali” Codice antimafia = “compegno legislativo che non ha raggiunto i suoi obiettivi e rischia di tornare indietro, come rendere ai mafiosi confiscati” “Proposte a costo zero proposte dalla fondazione” • Intervention **Rodolfo Sabelli** (représentant de la giunta nazionale de l'association nationale des magistrats) Di Matteo : ricorda che i magistrati sono stati trattati di “schegge eversive” da un giornalista del *Corriere della Sera* Sabelli : martirologio = quante vittime tra gli anni '70 e '90 Ricordo di Pio La Torre, Rosario Livatino. Compito della magistratura e della politica = “impegno solidale di tutte le istituzioni” nella lotta alla criminalità. PB = “esempio di professionalità”, “impegno giunto fino al sacrificio consapevole” Verità = “un dovere ma anche un diritto dei cittadini”
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Beaucoup de sonneries de téléphone, beaucoup de twitt
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Public: une femme d'une cinquantaine d'années avec un t-shirt bleu: “uniti tra noi, uniti per voi contro la mafia” avec un chapeau de paille orné d'un ruban à fleurs faisant un gros noeud Hormis les journalistes, public majoritairement composé de membres des associations (Agende Rosse surtout) avec des t-shirt portant les slogans comme “Corone di Stato, corone di morte”...
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Non
	Usage mémoriel	Salle des commémorations officielles (PB déjà en 2011)
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Ville
8. Médiatisation	Médias présents	• CTS notizie.it • Roadtvita.it • TGS • Corriere tv = retransmission en direct (streaming) • Sky (retransmission en différé) • TGR (page spéciale du journal de 14h : rien sur la figure de Borsellino, ni sur la trattativa mais commémoration des policiers de l'escorte, interview de Luciano Traina + très long reportage sur Emanuela Loi (*Pensa* comme fond musical) = insistance sur le fait qu'elle devait se marier, témoignages de ses collègues de l'époque => pathos) • Rai
	Interviews réalisées	• Orlando à Corriere tv : “Non ho né prove né indizi ma sono convinto che la trattativa c'è stata” (cf conférence du 18 juillet au soir à la fac de droit) • Di Pietro : invective contre Napolitano • Ingroia



Leoluca Orlando



Gianfranco Fini



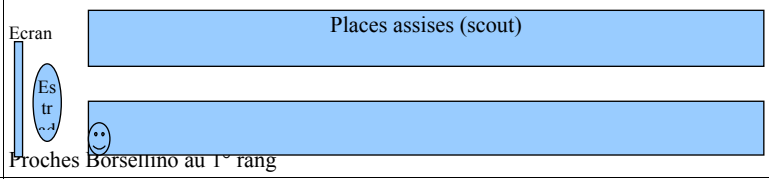
Antonio Di Pietro

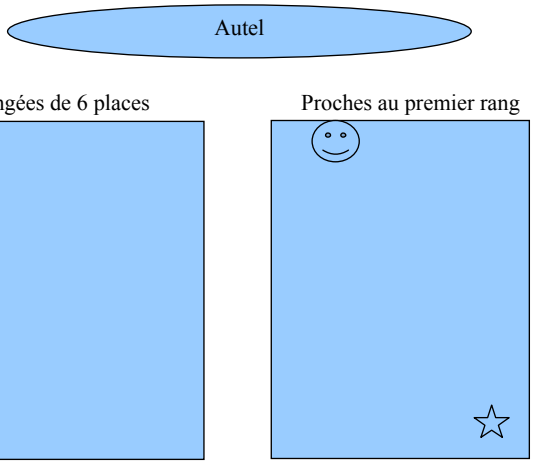




Photographies de la commémoration au Palais de Justice le 19 juillet 2012 .

Grille d'observation de la messe à la basilique San Domenico à Palerme, réalisée le 18 juillet 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Fermé
	Nom du lieu	Eglise San Domenico (lieu de l'enterrement de Falcone et de ses agents d'escorte)
	Type de commémoration	Semi-religieuse (conclusion d'une manifestation partie à 17h de Piazza Magione, lieu de naissance de PB)
	Organisateurs	Scout + Rita Borsellino
	Présents	Plusieurs centaines de scouts de toute l'Italie • Orlando • Rita Borsellino • Manfredi Borsellino et son fils
	Durée	18h-20h
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Intérieur église
	Outils	Ecran géant
	Usages de ces dispositifs	Diffusion d'images d'époque (enterrements de Falcone & agents, enterrements de l'escorte de PB, enterrement de PB, images de la foule de l'époque)
	Support audiovisuel ou musical	Images d'époque (1992)
	Capacité d'accueil	Plusieurs centaines de personnes assises, nefs immenses = plus d'un millier de personnes ?
	Consignes données / documents distribués	Rien
	Plan	
	Règles liturgiques	Eglise (silence, tenue décente)
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Horaires d'ouverture	Public : 9h-12h + messes
	Règlements affichés	Tenue + silence
	Institutionnalité du lieu	Religiosité
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	Interventions (magistrats, famille de Borsellino, maire de Palerme, chefs scouts)
	Hommes politiques	Leoluca Orlando
	Division du travail (associations)	Aucune
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Rien de spécial
	Tenues de travail	Tenues religieuses (prêtres)
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	Leoluca Orlando Rita Borsellino
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Cérémonie longue, attention distraite des jeunes
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Public jeune : plusieurs centaines de scouts, église pleine
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Non
	Usage mémoriel	Messes
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Centre ville
8. Médiatisation	Médias présents	Peu (qq caméras)
	Interviews réalisées	Aucune

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	fermé
	Nom du lieu	Basilique de Santa Maria delle Grazie, Milan
	Type de commémoration	Religieuse et corporatiste
	Organisateurs	Associazione dei Carabinieri
	Présents	Environ 120 personnes • Proches d'Emanuela Setti Carraro (un couple avec une petite fille) • Nando dalla Chiesa • Hautes autorités des carabiniers • Carabiniers (une soixantaine) • Association des anciens combattants : Associazione degli artiglieri d'Italia , sezione di Milano (une dizaine de personnes) • 2 infirmières de la Croix-Rouge • Associazione nazionale dei vigili del fuoco, sezione di Milano (4 pompiers) • Civils • Journalistes
	Durée	1h (10h30-11h30)
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Religieux
	Outils	Micros, objets liturgiques
	Usages de ces dispositifs	Célébration de la messe
	Support audiovisuel ou musical	Non
	Capacité d'accueil	300 personnes assises
	Consignes données / documents distribués	Aucune
	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Messe
	Horaires d'ouverture	Ouvert au public pour les visites
	Règlements affichés	Eglise
	Institutionnalité du lieu	Non
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	Messe
	Hommes politiques	Non
	Division du travail (associations)	Non
	Hiérarchie	Hiérarchie ecclésiastique

	Place hommes / femmes	Non
	Tenues de travail	Tenues des prêtres
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	Prêtre célébrant la messe : ▲ "Messa a suffraggio per Carlo Alberto, Emanuela e Domenico" nel giorno dei "funerali del Cardinale Martini che celebrò 30 anni fa il funerale di CADC in questa basilica" ▲ Mai pronunciata la parola "mafia", né "assassinio" o "omicidio". Il prete parla della "morte" di CA, E & D. ▲ "Felice coincidenza del 30° anniversario della morte di CA, E & D con il funerale di Martini" ▲ Ripresa delle frasi della predica di Martini 30 anni fa: ◦ CA = "sangue freddo", "capacità", "dignità e onore della missione ricevuta" ◦ "Conosceva la perfidia del male" ◦ "Senso del dovere" ◦ "Il fuoco che aveva dentro fu più forte, non poté ammettere che il male fosse più forte del bene, come Gesù" ◦ "Preoccupazione materna quasi affettiva per i suoi uomini" ◦ "Denuncia coraggiosa" ◦ ESC = "la donna che concepiva la vita come dedizione" ▲ Combattere per i propri valori : "Può morire questa speranza?" ▲ CADC, ESC, DR : "Non si sono tirati indietro davanti al sacrificio" ▲ CADC = "esempio, spirito e forza per far risuonare la parola del nostro pastore Carlo Maria" = "testimoniare che il bene è più forte del male" Carabinier : "per i carabinieri, per la crocerossa italiana, per tutti i morti in pace o in guerra raccogliamo il messaggio di amore della Madonna" => prière "Ascoltaci o Signore"
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Aucune
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine	2/3 d'hommes = carabiniers Civils : moyenne de 45 ans
	géographique, appartenance sociale)	
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	non
	Usage mémoriel	non
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Centre de Milan
8. Médiatisation	Médias présents	Telenova, 3 photographes
	Interviews réalisées	Nando dalla Chiesa pour Telenova

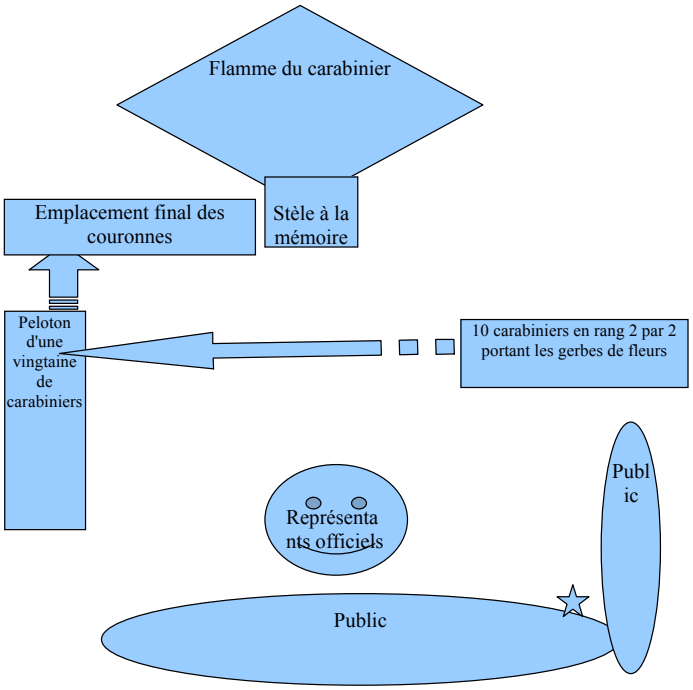






Photographies de la messe organisée à Milan le 3 septembre 2012 .

Grille d'observation de la dépose de gerbes au monument des carabiniers de Milan, réalisées le 3 septembre 2012.

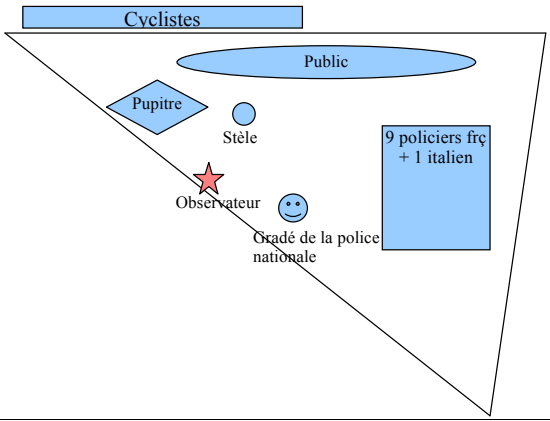
1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	ouvert
	Nom du lieu	Piazza Diaz à Milan, sur la stèle en mémoire de Dalla Chiesa au bas du monument dédié aux carabiniers (La fiamma dei carabinieri)
	Type de commémoration	Officielle
	Organisateurs	Autorités civiles et miliatires
	Présents	Environ 200 personnes • Proches d'ESC • Nando dalla Chiesa et ses enfants, Dora et Carlo Alberto • Une bonne soixantaine de carabiniers • Beaucoup de civils (environ 150) • Journalistes • Représentants officiels : écharpe tricolore & écharpe bleue claire ◦ Giuliano Pisapia (maire de Milan) ◦ Gabriele Albertini (ancien maire, de 1997 à 2006) ◦ Bruno Dapei (président du Conseil Provincial de Lombardie) • Association des anciens combattants • Association nationale des vigili del fuoco
	Durée	5mn
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Piazza Diaz
	Outils	Couronnes de fleurs, armes du peloton de carabiniers, trompette
	Usages de ces dispositifs	Rendre les honneurs
	Support audiovisuel ou musical	Inno ai caduti joué à la trompette
	Capacité d'accueil	Grande place, circulation bloquée
	Consignes données / documents distribués	Aucune
	Plan	1 

2

3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Silence
	Horaires d'ouverture	Aucuns
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Monument du carabinier
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	• Inno ai caduti • Déposition des couronnes de fleurs à côté de la stèle, devant le monument ◦ Arma dei carabinieri ◦ Provincia di Milano ◦ Presidente della Repubblica ◦ Comune di Milano ◦ Presidente del Consiglio dei ministri ◦ Consiglio regionale della Lombardia • Hommage du peloton en armes • Inno ai caduti
	Hommes politiques	Représentants locaux
	Division du travail (associations)	Aucune
	Hiérarchie	Hiérarche militaire
	Place hommes / femmes	Non
	Tenues de travail	Uniformes des carabiniers
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	Pas de discours
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Impressionnés par la solennité de la cérémonie
	Echantillon (sexe, âge,	Tous âges
	tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	3
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Non
	Usage mémoriel	Honneur aux carabiniers morts pour l'Italie
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Oui, plein centre
8. Médiatisation	Médias présents	TG Lombardia La 7 Photographes
	Interviews réalisées	Non



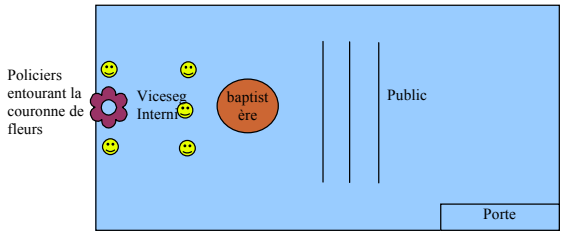
Photographies de la dépose de gerbes le 3 septembre 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Ouvert, square : petit triangle de verdure en pleine ville
	Nom du lieu	Square capitaine Billon (angle boulevard des Belges-cours Vitton) : Guy-Hubert Billon, tué en 1981 à cet endroit par Action directe
	Type de commémoration	Commémoration préparée par les syndicats des forces de l'ordre. Départ du « Memorial day » : course de vélo du syndicat autonome de police (SAP), flamme du souvenir (cf flamme olympique) qu'ils amènent à Palerme tous les ans depuis 1992. Départ de Lyon cette année car il y a le siège du conseil européen des syndicats de police MEMORIAL DAY : en souvenir des victimes de la mafia, du terrorisme et des victimes du devoir
	Organisateurs	Conseil européen des syndicats de police (= du Conseil de l'Europe) SAP (sindacato autonomo di polizia)
	Présents	⅄ Une quarantaine de personnes ◦ Commissaire d'Aoste : Maurizio Celia (= Questore) ◦ Directeur central de la sécurité publique du Rhône : Jean-Michel Porez ◦ Gérard Greneron : secrétaire général du CESP et vice président de la Commission droits de l'homme ◦ Massimo Denarier ◦ Les cyclistes : 6 italiens et 4 français ◦ Policiers en civil ◦ Famille de Guy-Hubert Billon ⅄ Journalistes : ◦ Rai (reportage qui passera le 18/05 sur TV7 et le 21/05, TG1 storia)
	Durée	30mn
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Décor naturel du square : végétation (pelouse, arbres)
	Outils	Gerbe de fleurs Etendards : drapeaux français et italien Pupitre (avec le drapeau français) & micro
		Enceintes
	Usages de ces dispositifs	Enceintes : ⅄ Diffusion des discours ⅄ « chant aux morts » ⅄ hymne français ⅄ hymne italien
	Support audiovisuel ou musical	Musique : à la fin, *Chants aux morts, Marseillaise* et *Fratelli d'Italia*
	Capacité d'accueil	??? petit square triangulaire, pas de bancs, petite pelouse entourée d'arbres avec une stèle à la mémoire du capitaine Billon au milieu.
	Consignes données / documents distribués	Rien
	Plan	

3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Officier de la police nationale qui donnait des ordres au peloton de policiers : « Garde-à-vous ! », « Repos », annonce les intervenants, la minute de silence et clôt la « Cérémonie du souvenir »
	Horaires d'ouverture	Tout le temps
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Lieu du souvenir : stèle
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	▲ Intervention de Massimo Denarier : inspecteur en chef de la police d'Aoste, secrétaire régional du SAP Aosta, membro del comitato esecutivo del SAP a livello nazionale, segretario aggiunto du CESP (Conseil européen des syndicats de police) ▲ Intervention de Jean-Michel Porez, directeur central de la sécurité publique de Lyon ▲ Déposition de la gerbe : "1992-2012 : Per non dimenticare" ▲ Minute de silence ▲ Chant aux morts ▲ Marseillaise ▲ Fratelli d'Italia ▲ Officier gradé : "Fin de la cérémonie du souvenir" ▲ Parc de la Tête d'or pour réaliser l'interview de la Rai
	Hommes politiques	Aucun
	Division du travail (associations)	Coopération Italie-France
	Hiérarchie	Peloton : policiers Maître de cérémonie : gradé Interventions : Denarier + haut gradé de la police nationale
	Place hommes / femmes	1 seule femme dans l'équipe des cyclistes français. Univers entièrement masculin
	Tenues de travail	Peloton : uniformes officiels Gradé : uniforme Directeur central de la sécurité : uniforme Massimo Denarier : en civil, costume-cravate Cyclistes : en tenue de sport = sur le maillot : conseil général de la région autonome de la Vallée d'Aoste, dans le dos : Memorial day
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	Discours Massimo Denarier : ◦ A toutes les victimes de la mafia, du terrorisme et aux victimes du devoir ◦ CESP : 300 000 policiers dans 20 pays ◦ Départ du Memorial day dédié à toutes les victimes du devoir en Europe. Arrivée à Palerme le 23 mai avec les bateaux de la légalité. ◦ But de l'initiative : "Être proches des familles", montrer notre "gratitude à ces serviteurs de l'Etat qui ont donné leur vie pour la légalité" ◦ 23/05 : mort de Falcone. Falcone & Borsellino = "deux figures qui ont changé la manière de lutter contre la mafia en Italie" Discours directeur central de la sécurité du Rhône : ◦ Rappel du "sacrifice des fonctionnaires de police" (résistance, lutte contre le grand banditisme et contre le terrorisme) dans leur lutte contre "toutes les formes de criminalité" ◦ Importance de se souvenir de ce sacrifice ◦ Capaci : « 500 kg de dynamite » : il cite les noms de toutes les victimes ◦ Rappel de Guy-Hubert Billon, tué il y a plus de 30 ans par Action directe ◦ Il cite 5 policiers tués en service il y a 20 ans, 10 ans... et finit par le policier de la Bac tué en avril 2012 lors d'un cambriolage en Savoie (Chambéry) ◦ « Derrière chaque nom il y a une vie, une histoire, un sacrifice » ◦ Devoir de mémoire ◦ Tous les jours, « Héroïsme discret (des policiers) qu'il faut sublimer » = « eroi semplici », « eroe solo », « eroe borghese » (cf Ambrosoli)

	Personnes présentes (remarques, commentaires)	
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Hommes 20-60 ans, policiers
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Aucun
	Usage mémoriel	Uniquement : stèle à la mémoire du policier tué par Action directe
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Croisement de deux grands boulevards, beaucoup de bruit (trafic)
8. Médiatisation	Médias présents	Rai (correspondant permanent à Paris) France télévisions
	Interviews réalisées	Rai : interview de Massimo Denarier au Parc de la Tête d'Or : ▲ Être proches des familles = valeurs de solidarité et de légalité ▲ Fiaccola della memoria > nave della legalità ▲ "Bellissima frase di Falcone : le idee camminano sulle gambe degli altri" ▲ "Maggior coinvolgimento dei giovani" (pgmi educativi) ▲ "È cresciuta la portata del messaggio di Falcone e Borsellino"

Grille d'observation de la cérémonie au Sanctuaire de la police à Rome, le 22 mai 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Fermé, Scuola di polizia di Roma
	Nom du lieu	Sacrario della polizia (créé en 2004 par De Gennaro), sanctuaire de presque 40m2 => Pièce dont les murs sont composées de 2500 plaques à la mémoire de tous les policiers tués en service (NOM, Prénoms, dates) - Situé derrière la chapelle de l'Ecole de Police (Archange Saint Michel, saint patron de la police) = éléments architecturaux qui créent une continuité entre les deux pièces et transmet une certaine religiosité au sanctuaire. - Chapelle = baptistère + pupitre au pied en bois constitué de trois éléments en torsade saccadée > cf forme de l'ADN, symbole = la vie qui ne s'arrête jamais
	Type de commémoration	Commémoration des policiers tués en service
	Organisateurs	SAP (Sindacato autonomo di polizia)
	Présents	En tout : 18 personnes (dont 5 femmes) - Aumônier de la police italienne - Sottosegretario dell'Interno (nom à trouver) - Gérard Greneron (Secrétaire général du conseil européen des syndicats de police) - Massimo Denarier - 2 policiers entourant la couronne de fleurs - Policiers Femmes : - Céline Torrisi (doctorante en droit public, thèse sur le lien entre les réformes de décentralisation et l'infiltration mafieuse dans l'administration locale) - Moi - Elue de la Vallée d'Aoste : conseillère régionale - 2 fonctionnaires de l'administration régionale Les cyclistes du Memorial day présents ne rentrent pas dans le sanctuaire mais avant la cérémonie, le sottosegretario a rallumé la flamme de la mémoire du Memorial day
	Durée	Prière : 10 mn Minute de silence
2. Inventaire des objets, outils,	Décor	- Pas de décoration, pas de symbole de l'Etat ou de la police = très solennel - Murs tapissés de plaques creusées (non gravées) pour laisser passer une lumière
éléments de décor nécessaires à l'action		bleue - Murs tapissés de plaques cf mur de la mémoire ? (Jérusalem) - Aucune ouverture à part la porte - Baptistère au centre qui est rempli de bouts de verre (lumière jaune-orange au fond pour les faire ressortir) = symbole du masscare
	Outils	Couronne de fleurs du SAP
	Usages de ces dispositifs	Dépôt de la couronne
	Support audiovisuel ou musical	Aucun
	Capacité d'accueil	40 m2
	Consignes données / documents distribués	Aucune
	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Silence
	Horaires d'ouverture	Privé : réservé aux policiers
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	Oui, sanctuaire des policiers, pour les policiers Après la cérémonie, une femme officier de police dit « C'est un lieu qui permet de se ressourcer, de se rappeler pourquoi on fait ce métier et se rappeler les valeurs qui sont à la base de notre engagement et pour lesquelles tous ces collègues sont morts. »

4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	Prière de l'aumônier Dépôt de la couronne de fleurs Minute de silence
	Hommes politiques	Sottosegretario degli Interni
	Division du travail (associations)	Aucune, tout est organisé par le SAP
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Indifférente, mais majorité d'hommes à la commémoration
	Tenues de travail	Uniformes
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	Silence : aucun discours officiel
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Grande solennité : murmures, chuchotements dans le sanctuaire Les personnes présentes s'attardent à la fin de la cérémonie pour lire les plaques
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Hommes : entre 35 et 50 ans Femmes : entre 25 et 40 ans
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Aucun
	Usage mémoriel	Sanctuaire, dimension corporatiste : uniquement dédié aux policiers Sanctuaire situé derrière la chapelle de l'Ecole de Police
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Ecole de police (quartier résidentiel, verdure)
8. Médiatisation	Médias présents	Aucun
	Interviews réalisées	Aucune

Grille d'observation de la commémoration dans l'*Aula bunker* à Palerme, le 23 mai 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Fermé
	Nom du lieu	Aula bunker : salle du maxi-procès de 1986-1987 construite dans la prison de l'Ucciardone, surnommée par la presse « l'astronave verde »
	Type de commémoration	Officielle
	Organisateurs	Fondazione Falcone
	Présents	Famille de victimes : Anna et Maria Falcone (qui préside) Hommes politiques : ▲ Giorgio Napolitano (Président de la République, *qui assiste le lendemain aux funérailles de Placido Rizzotto à Corleone)* et son épouse ▲ Mario Monti (Président du Conseil, *qui à 9h30 s'était recueilli avec les autres ministres devant la stèle érigée le long de l'autoroute*) et son épouse ▲ Francesco Profumo (ministro della Pubblica Istruzione) ▲ Anna Maria Cancellieri (ministre de l'Intérieur) ▲ Paola Severino (ministro della Giustizia) ▲ Leoluca Orlando (maire de Palerme tout juste réélu, *présent malgré les polémiques avec Maria falcone qui lui demandait de s'excuser pour la manière dont il avait traité GF en 1991*) ▲ Francesco Cascio (Presidente dell'ARS) ▲ Caterina Chinnici (assessore alla Regione) Magistrats : ▲ Leonardo Guarnotta ▲ Pietro Grasso
	Durée	2h (10h30-12h30)
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Institutionnel : décor impressionnant (cellules où étaient enfermés les mafieux + plusieurs centaines de places assises)
	Outils	Grand écran, micros
	Usages de ces dispositifs	Projection d'un film au début : Jean-Paul II dans la Vallée des Temples à Agrigente en 1993
	Support audiovisuel ou musical	Claudio Baglioni chante « Noi no » *Pensa* chantée par des lycéens Chanson de rap composée par des lycéens
	Capacité d'accueil	2000 personnes (centaines de places assises + des centaines de personnes debout)
	Consignes données / documents distribués	Aucune
	Plan	 Salle vue d'en haut de la mezzanine

[1] Cette grille d'observation est moins complète que les autres car nous avons eu un problème technique. Il pleuvait des cordes à Palerme ce jour-là, nous avons donc renoncé à prendre des notes et avons enregistré les différentes interventions, mais la pluie a eu raison de notre dictaphone et nous n'avons pu récupérer que partiellement les pistes endommagées.

		 Jeunes présents sur la mezzanine.
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Aucune
	Horaires d'ouverture	Fermé au public mais nombreuses visites des écoles : c'est un lieu de mémoire pour les pgms éducatifs antimafia
	Règlements affichés	Aucun
	Institutionnalité du lieu	« La legge è uguale per tutti » gravé sur le bois de la tribune où siégeaient les juges.
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	• Intervention de Maria Falcone (retard) • Intervention de Leonardo Guarnotta • Intervention de Pietro Grasso • Chanson des jeunes du lycée Manzoni de Caserta (rap) • Chanson de Claudio Baglioni : “Noi no” • Intervention de Francesco Profumo • Intervention de Napolitano • Remise des prix pour les meilleurs travaux des programmes éducatifs antimafia
	Hommes politiques	• Giorgio Napolitano (Président de la République, *qui assiste le lendemain aux funérailles de Placido Rizzotto à Corleone)* et son épouse • Mario Monti (Président du Conseil, *qui à 9h30 s'était recueilli avec les autres ministres devant la stèle érigée le long de l'autoroute*) et son épouse • Francesco Profumo (ministro della Pubblica Istruzione) • Anna Maria Cancellieri (ministre de l'Intérieur) • Paola Severino (ministro della Giustizia) • Leoluca Orlando (maire de Palerme tout juste réélu, *présent malgré les polémiques avec Maria falcone qui lui demandait de s'excuser pour la manière dont il avait traité GF en 1991*) • Francesco Cascio (Presidente dell'ARS) • Caterina Chinnici (assessore alla Regione)
	Division du travail (associations)	Aucune : l’organisation de la commémoration est gérée par la Fondazione Falcone
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Aucune
	Tenues de travail	Uniforme pour les membres des forces de l’ordre
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	• Intervention de Maria Falcone (retard) • Intervention de Leonardo Guarnotta • Intervention de Pietro Grasso : plus centrée sur Borsellino que sur Falone Parlando di Falcone : « La sua tenacia era provverbiale » « Paolo Borsellino aveva un carattere assolutamente diverso » : « era una persona semplice, estroversa », « mai sopito spirito di fanciullo, spirito gogliardico quando inventava scherzi a scapito dei suoi colleghi più suscettibili », « avvolto dal fumo dell'eterna sigaretta »... « Il suo rapporto con il lavoro era frenetico, lo viveva con passione, con entusiasmo quasi come un gioco che non gli costava fatica. Il suo modo di parlare era pacato, ma deciso, senza retorica accompagnato da una mimica altamente espressiva. Parlava non solo con le labbra, ma con gli occhi, muovendo i baffi e arricciando il naso soprattutto quando stava per lanciare una delle sue battute colme di

		ironia. » « La straordinaria umanità di Paolo si vedeva nei rapporti con tutte le persone con cui veniva a contatto. Aveva un'innata capacità a stabilire una naturale affabilità con chiunque. Traspariva in lui il piacere di vivere una vita come tutte le persone normali (…). » Impulsività, « difensore dei deboli » Procuratore di Marsala : « quello che gli bruciava di più era la calunnia » Accuse rivolte a Falcone : « di essersi preparato da solo gli attentati, di insabbiare le indagini ». « Buscetta lo aveva avvertito : « Signor giudice, dopo queste dichiarazioni su Cosa nostra cercheranno di distruggerla fisicamente, moralmente e professionalmente. Non dimentichi che il conto con Cosa nostra non si ciuderà ». E Falcone rispondeva fiducioso : « Non si preoccupi, ci saranno altri magistrati che dopo di me continueranno ». E la mafia gli presentò il conto alle 17.58 di quel 23 maggio '92. E Borsellino, sebbene fisicamente e moralmente distrutto per la perdita dek suo compagno ed amico Falcone si assunse questa pesante eredità, impegnandosi nelle indagini senza un attimo di tregua, con ritmi massacranti, con l'ansia di una lotta contro il tempo, con la precisa consapevolezza che presto avrebbe seguito il suo destino. Agli amici che gli consigliavano di andare via da Palermo, di mollare tutto (…), amareggiato rispondeva : « Non è amico chi mi dà questi consigli, gli amici sinceri sono quelli che condividono le mie scelte, i miei stessi ideali, i valori in cui credo. Come potrei fuggire e deludere le speranze dei tanti cittadini onesti che credono in noi ? » In queste parole, il senso del dovere spinto fino all'estremo sacrficio che ci impegna tutti, tutti insieme a tenerci per mano ad urlare il nostro no alla mafia, e facendo il nostro dovere, a coltivare la speranza, la fiducia, il coraggio per costruire un mondo nuovo nella legalità per un futuro migliore. Il valore delle loro vite non si potrà mai disperdere e vivranno per sempre nei nostri cuori, grazie. » ▲ Chanson des jeunes du lycée Manzoni de Caserta (rap) ▲ Chanson de Claudio Baglioni : “Noi no” ▲ Intervention de Francesco Profumo ▲ Intervention de Napolitano Appel à la mobilisation des jeunes Importance de la recherche de la vérité sur Capaci et via d'Amelio (*Lettre d'Agnese Borsellino à Napolitano publiée dans le Giornale di Sicilia le lendemain*) Condamnation de la violence de l'attentat de Brindisi, solidarité avec la famille de Melissa
		▲ Remise des prix pour les meilleurs travaux des programmes éducatifs antimafia
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	
	Echantillon (sexe, âge, tenue, orgine géographique, appartenance sociale)	Près d’un millier de jeunes dans la salle bunker ; de nombreux magistrats
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Aucun
	Usage mémoriel	Oui : lieu de mémoire visité dans le cadre des programmes éducatifs antimafia
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Juste à côté de la prison
8. Médiatisation	Médias présents	Nous n’avons pas pu les voir, ils étaient en dessous de nous
	Interviews réalisées	Nous n’en avons pas vu mais les journaux télévisés en ont retransmis le soir=même et le lendemain.



Photographies de la commémoration dans l'*Aula bunker*.

Photographies de la manifestation du 23 mai 2012 à Palerme.




















PERCHÉ NON DIMENTICI






GIOVANNI
PAOLO
VIVONO


S.M.S.
G. PIAZZI
INSIEME
LA LEGALITÀ
I BUONI MAESTRI
CAMBIANO
LA
STORIA
LA
LEGGE E
LIBERTÀ


BRONTE
ADRANO


IL BENE
COLLETTIVO
RENDE
LA MAFIA
OBSOLETA

Chapitre 8



Doc. n°1 & 2 : planches extraites de GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano*, Turin, Einaudi, p. 4.



Doc. n°1 & 2 : planches extraites de GIFFONE Manfredi, LONGO Fabrizio & PARODI Alessandro, *Un fatto umano*, Turin, Einaudi, p. 5.



Doc. n°6 photographie de Borsellino extraite de *Falcone e Borsellino 1992-2012. Il coraggio e l'esempio. Le Immagini*, vol. 2, supplément publié par le *Corriere della Sera* pour le vingtième anniversaire des massacres de Capaci et via d'Amelio, p. 186-187 .



59



60 61

Doc. n°7-8-9 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, Padoue, Becco Giallo, 2012, p. 59-61 .



Doc. n°10 : planche extraite de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit.*, p. 13.

Lamentu ppi la morti
di Turiddu Carnivali
Ingnazio Buttitta

È arrivato Cicciu Busacca*
per farvi sentire la storia
di Turiddu Carnivali
lu sucialista che morì
a Sciara
ammazzato dalla mafia
Ppi Turiddu Carnivali
chianci so' matri
e chiancinu tutti
li puvureddi nella Sicilia
perché Turiddu Carnivali
murì ammazzato
ppe difendere lu pane
de li puvureddi
Ed ora
sèntiri
perché c'è di sèntiri
nella storia
di Turiddu Carnivali
La storia vi dici:

Ancilu era e nun avia ali
nun era santu e miraculi facìa,
‹n cielu acchianava
senza cordi e scali
e senza appidamenti nni scinnia;
era l'amuri lu so' capitali
e ‹sta ricchizza
a tutti la spartìa:
Turiddu Carnivali nnuminatu
ca comu Cristu
nni muriu ammazzatu.

Di nicu lu patruzzu nun canuscìu,
appi la matri svinturata a latu
campagna a lu duluri e a lu pinìu
ed a lu pani nivuru scuttatu;
Cristu di ‹n cielu lu binidicìu
ci dissi: «Figghiu,
tu mori ammazzatu,
a Sciara li patruna,
armi addannati,
ammazzanu a cu voli libirtati».

Sciara
per qualcuno che non lo sa
è un piccolo paese
della provincia di Palermo
dove
ancora oggi
regna e comanda la mafia
QuindiTuriddu avia li jorna cuntati,
ma ‹ncuntrava la morti e ci ridìa
ca videva li frati cunnannati
sutta li pedi di la tirannia,
li carni di travagghiu macinati
supra lu cippu a farinni tumìa,
e suppurtari nun putìa l'abbusu
di lu baruni e di lu mafiusu.

Turiddu s'arricugghìu li poviri,
amurusu,li dorminterra,
li facci a tridenti,
li manciapicca cu' lu ciatu chiusu:
lu tribunali di li pinitenti;
e fici liga di ‹sta carni e pusu
ed arma pi luttari li putenti
nni ddu paisi esiliatu e scuru
unni la storia avia truvatu un muru.

Dissi a lu jurnataru: «Tu si' nudu,
e la terra è vistuta a pompa magna,
tu la zappi e ci sudi comu un mulu
e si' all'additta comu na lasagna,
veni la cota ed a corpu sicuru
lu patroni li beni s'aggranfagna
e tu chi fusti ogni matina all'antu
grapi li manu ed arricogghi chiantu.

Ma fatti curaggiu e nun aviri scantu
ca veni jornu e scinni lu Misia,
lu sucialismu cu' l'ali di mantu
ca porta pani, paci e puisia;
veni si tu lu voi, si tu si' santu,
si si' nnimicu di la tirannia,
s'abbrazzi a chista fidi e a chista scola
ca duna amuri e all'omini cunzola.

Sì,lu sucialismu cu' la so' parola
pigghia di ‹n terra
l'omini e l'acchiana,
e scurri comu acqua di cannola
ed unni passa arrifrisca e sana
e dici: ca la carni nun è sola
e mancu è farina ca si scana;
uguali tutti, travagghiu pi tutti,
tu manci pani si lu sudi e scutti».

Dissi a lu jurnateri:
«‘Ntra li grutti
‹ntra li tani durmiti
e ‹ntra li staddi,
siti comu li surci di cunnutti
ca v’addubbati di fasoli e taddi;
ottùviru vi lassa a labbra asciutti
giugnettu cu’ li debiti e li caddi,
di l’alivi n’aviti la ramagghia
e di la spiga la coffa e la pagghia».

Dissi: «La terra
è di cu la travagghia,
pigghiati li banneri e li zappuna».
E prima ancora chi spuntassi l’arba
ficiru conchi e scavaru fussuna:
la terra addiventau una tuvagghia,
viva, di carni comu ‹na pirsuna;
e sutta lu russiu di li banneri
parsi un giganti ogni jurnateri.

Curreru lesti li carrubbineri
cu’ li scupetti ‹n manu e
li catini.
Turiddu ci gridau:
«Fàtivi arreri!
cca latri nun ci nn’è,
mancu assassini,
ci sunnu, cani,
l’affritti jurnateri
ca mancu sangu
ci hannu ‹ntra li vini:
siddu circati latruna e briganti,
‹n palazzu li truvati, e cu l’amanti!».

Lu marasciallu fici un passu avanti,
dissi: «Chistu la liggi
un lu cunsenti».
Turiddu ci rispusi senza scanti:
«Chista è la liggi di li priputenti,
ma c’è na liggi ca nun sbagghia e menti,
ca dici: pani a li panzi vacanti,
robbi a li nudi, acqua a l’assitati,
e a cu travagghia onuri e libirtati!».

Giusto diceva Turiddu Carnivali
anche nella Bibbia
sono scritte queste parole:
«Roba ai nudi! Acqua agli assetati!
A chi lavora onore e libertà!»
Ma la mafia che cosa pensava?

La mafia pinsava a scuppittati;
‹sta liggi nun garbava a li patruna,
eranu comu li cani arrabbiati
cu’ li denti appizzati a li garruna;
poviri jurnateri sfurtunati
ca l’aviti di supra a muzzicuna!
Turiddu si guardava d’idd’armali
e stava all’erta si vidia sipàli.

‹Na sira turnò in casa senza ali
l’occhio luntanu e lu pinseri puru:
«Mancia figghiuzzu miu, cori liali...»;
ma lu guardau e si lu vitti scuru:
«Figghiu, ‘stu travagghiari ti fa mali».
e s’appujau ‹na manu a lu muru.
«Matri», dissi Turiddu, e la guardau:
«Bonu mi sentu». E la testa calau.

Quella è stata l’ultima volta
che Turiddu è stato minacciato dalla mafia
Dico l’ultima volta
perché
l’avevano minacciato centinaia di volte
Tante volte magari
avevano provato a pigliarlo con le bbone
offrendoci del denaro
«Turiddu stai attento
tu stai facendo una strada sbagliata
ti sei messo contro i padroni
e sai
che chi si mette contro i padroni
può fare una brutta fine
Da un giorno all’altro
ti può succedere
qualche disgrazia»
Turi a queste minacce
rispondeva sempre
con la stessa risposta:
«Sono pronto a morire
per i contadini
Anche io sono un contadino
Ho avuto la fortuna
di leggere qualche libro
e so quello che ce dovete fare ai contadini:
quello che ce spetta
E voi padroni glielo dovete dare».
«Turiddu
stai attento a quello che fai
t’abbiamo avvertito tante volte
stai attento»
Turiddu quella sera
si era ritirato a casa
con quella minaccia
ancora incisa nel cervello
e non appena arrivò a casa
la madre ce fa trovare la menestra pronta
come tutte le sere
Non appena lo vede arrivare
è contenta

«Turiddu
sei arrivato
figlio mio
La menestra è pronta
mangia».
Ma Turi
quella sera
non aveva fame
«Mamma
lascia perdere
Questa sera
ho tante cose
da pensare
Non ho fame»
La madre ha capito
che
Turiddu l'avevano minacciato
ancora una volta.

«Figghiu, cu fui t'amminazzau?
Sugnu to' matri, un m'ammucciari nenti».
«Matri, vinni lu jornu»; e suspirau:
«a Cristu l'ammazzaru e fu 'nnucenti!».
«Figghiu, lu cori miu assincupau,
mi ci chiantasti tri spati puncenti!».
Genti ca siti ccà, faciti vuci:
dda matri si lu vitti mortu ‹n cruci.

‹Sta volta
i mafiusi
hanno mantenuto la promessa
L'indomani mattina
mentre Turiddu andava a lavorare
nella cava
durante la trazzera
ci hanno sparato due colpi di lupara
in faccia
che l'hanno sfigurato
Non si dimentica mai quella mattina:
sedici maggio
millenovecentocinquantacinque

Sidici maju l'arba ‹n cielu luci
e lu casteddu àutu di Sciara
che guardava lu mari chi stralluci
comu n'artaru supra di na vara;
e tra mari e casteddu na gran cruci
si vitti dda matina all'aria chiara,
sutta la cruci un mortu, e cu' l'aceddi
lu chiantu ruttu di li puvureddi.

E come si può dimenticare mai
quel sedici maggio a Sciara?
Dopo un'ora che Turi era partito da casa
la madre se sente bussare alla porta
furiosamente
(la madre ancora era a letto)
Era l'alba
«Francesca!
Donna Francesca!
Signora Francesca, aprite!
Aprite, è successa una disgrazia!
Hanno ammazzato a Turiddu
Hano ammazzato a vostro figghiu Turiddu
ci hanno sparato due colpi di lupara in faccia
che l'hanno sfigurato
L'hanno ammazzato
a Turiddu,
l'hanno ammazzato!»
Dirlo così
è facile
Ma lo pensate
per quella povera madre
che aveva soltanto quel figlio al mondo
come si veste in fretta e in furia
e incomincia a girare
per tutte le strade del paese
gridando
invocando i poveri a seguirla
per andare a piangere
sul cadavere di suo figlio.

Gridava: «Figghiu!» pi strati e vaneddi
la strangusciata matri chi curria
versu lu mortu a stramazzamareddi,
a fasciu di sarmenti, chi camìa
dintra lu furnu e ventu a li purteddi:
«Curriti tutti a chianciri cu mia!
Puvireddi, nisciti di li tani,
morsi ammazzatu pi lu vostru pani!».

Sono arrivati
i poveri
dove c'era il cadavere di Turiddu
ma
nessuno poteva passare
Nessuno poteva guardare Turiddu
per l'ultema volta
Turiddu
era circondato di carrabbineri
La madre
si inginocchia di fronte ai carrabbineri

«Carrubbineri, mi si' cristianu...
- Nun mi tuccari, levati di ddocu,
nun vidi ca su' torci li me manu
e addumu comu pruvuli a lu focu;
chiddu è me figghiu, vattinni luntanu
quantu lu chianciu e lu duluri sfogu,
quantu ci sciogghiu dda palumma bianca
c'havi dintra lu pettu a manu manca.

Carrubbineri, mi si' cristianu,
nun vidi ca ci cula sangu finu?
Fammi ‹ncugnari ca ci levu chianu
dda petra ch'havi misa ppi cuscinu,
sutta la facci ci mettu li me manu
supra lu pettu ‹stu cori vicinu
e cu' lu chiantu li piaghi ci sanu
primu c'agghiorna dumani matinu.

Prima c'agghiorna trovu l'assassinu
e ci scippu lu cori cu' ‹sti manu,
lu portu strascinannu a lu parrinu:
e ci dicu: sunati, sacristanu!
Me figghiu avia lu sangu d'oru finu
e chistu di pisciazza di pantanu,
chiamaticci na tigri ppi bicchinu
la fossa ci la scavu cu' ‹sti manu.

Figghiu, chi dicu, la testa mi sguazza,
ah, si nun fussi ppi la fidi mia,
la sucialismu chi grapi li vrazza
e mi duna la spranza e la valìa;
mi lu ‹nzignasti e mi tinevi ‹n brazza
ed iu supra li manu ti chiancia,
tu m'asciucavi cu lu muccaturi
iu mi sinteva moriri d'amuri.

Tu mi parravi comu un confissuri
iu ti parrava comu pinitenti,
ora disfatta pi tantu duluri
ci dugnu vuci a li cumannamenti:
vogghiu muriri cu' ‹stu stissu amuri
vogghiu muriri cu' ‹sti sintimenti.
Figghiu, ti l'arrubbau la bannera:
matri ti sugnu e cumpagna sincera!»

TRADUZIONE IN ITALIANO

È arrivato Cicciu Busacca
per farvi sentire la storia
di Turiddu Carnivali
il socialista morto a Sciara
ammazzato dalla mafia
Per Turiddu Carnivali
piange la madre
e piangono tutti i poveri della Sicilia
perché Turiddu Carnivali
morì ammazzato
per difendere il pane dei poveri
Ed ora
sentite
perché c'è da sentire
nella storia
di Turiddu Carnivali
La storia vi dice:

Angelo era e non aveva ali
non era santo e miracoli faceva
saliva in cielo senza corde e scale
e senza sostenersi ne scendeva;
era l'amore il uso capitale,
questa ricchezza con tutti la spartiva:
Turiddu Carnevale nominato
che come Cristo morì ammazzato.

Da piccolo il padre non conobbe
ebbe la madre sventurata al fianco
compagna nel dolore e nelle pene
del pane nero a fatica sudato;
Cristo benedicendolo gli disse:
«Tu, figlio mio, morirai ammazzato;
i padroni di Sciara, quei dannati,
ammazzano chi vuole libertà».

Sciara
per qualcuno che non lo sa
è un piccolo paese
della provincia di Palermo
dove
ancora oggi
regna e comanda la mafia
QuindiTuriddu aveva i giorni contati,
ma incontrando la morte ne rideva,
ché vedeva i fratelli condannati
sotto i piedi della tirannia,
le carni dal lavoro macinate
poste sul ceppo a farne tortura,
e sopportare non poteva l'abuso
né del barone, né del mafioso.

Turiddui poveri radunò c
on tanto amore,
i dorminterra, le facce a tridente,
i mangiapoco con il fiato chiuso:
il tribunale dei penitenti;
di questa carne fece lega e polso
ed arma per combattere i padroni
di quel paese esiliato e oscuro
dove la storia aveva trovato un muro.

Disse al giornaliero: «Tu sei nudo
e la terra è vestita in pompa magna
tu la zappi sudando come un mulo
e stai all'impiedi secco, una lasagna;
viene raccolto e a colpo sicuro
il padrone il prodotto arraffa
e tu che fosti sempre sulla terra
apri le mani e ci raccogli pianto.

Fatti coraggio, tremare non devi,
verrà il giorno che scende il Messia,

il socialismo con il manto d'ali
che porta pace pane e poesia;
vieni se tu lo vuoi, se tu sei santo,
se sei nemico della tirannia,
se abbracci questa fede e questa scuola
che amore dona e gli uomini consola.

Sì,il socialismo con la sua parola
prende da terra gli uomini e li innalza
e scorre come acqua di fontana
e dove arriva rinfresca e sana
e dice che la carne non è cuoio
e neppure farina da impastare:
tutti uguali, lavoro per tutti,
tu mangi pane se lavori e sudi».

Disse ai giornalieri: «Nelle grotte,
nelle tane dormite e nelle stalle
siete come i topi delle fogne
vi saziate di fagioli e torsoli;
ottobre vi lascia a labbra asciutte
e giugno con i debiti ed i calli
dell'ulive ne avete le ramaglie
e delle spighe la stoppia e la paglia».

Disse: «La terra è di chi lavora,
prendete le bandiere e gli zapponi!»:
e prima ancora che spuntasse l'alba
fecero conche e scavarono fossi:
la terra sembrò tavola imbandita,
viva, di carne come una persona;
e sotto il rosso di quelle bandiere
parve un gigante ogni giornaliero.

Di corsa vennero i carabinieri
con le catene ed i fucili in mano
Gridò Turiddu: «Fatevi indietro!
Qui non ci sono ladri né assassini,
ci sono, cani, gli afflitti giornalieri
che non hanno più sangue nelle vene:
se voi cercate ladroni e briganti
li trovate nei palazzi, con le amanti».

Il maresciallo fece un passo avanti,
disse: «La legge ciò non vi consente».
Turiddu gli rispose fieramente:
«La vostra legge è quella dei prepotenti,
ma c'è una legge che non sbaglia e mente
e dice: pane per le pance vuote,
vestiti agli ignudi, acqua agli assetati
e a chi lavora onore e libertà».

Giusto diceva Turiddu Carnivali
anche nella Bibbia
sono scritte queste parole:
«Roba ai nudi! Acqua agli assetati!
A chi lavora onore e libertà!»
Ma la mafia che cosa pensava?

La mafia ragionava a fucilate;
questa legge ai padroni non garbava,
erano come cani arrabbiati
coi denti conficcati nei garretti.
Poveri giornalieri sfortunati
che addosso li tenete a morsicarvi!
Turiddu conosceva quelle bestie
e stava all'erta se vedeva siepi.

Tornò una sera in casa senza ali
gli occhi lontani ed il pensiero pure:
«Mangia, figliolo mio, cuore leale...»;
Ma più lo guarda, più lo vede scuro:
«Figlio questo lavoro ti fa male»,
e con la mano s'appoggiava al muro.
«Madre», disse Turiddu e la guardò:
«Mi sento bene». E la testa chinò.

Quella è stata l'ultima volta
che Turiddu è stato minacciato dalla mafia
Dico l'ultima volta
perché
l'avevano minacciato centinaia di volte
Tante volte magari
avevano provato a pigliarlo con le buone
offrendoci del denaro
«Turiddu stai attento
tu stai facendo una strada sbagliata
ti sei messo contro i padroni
e sai
che chi si mette contro i padroni
può fare una brutta fine
Da un giorno all'altro
ti può succedere
qualche disgrazia»
Turi a queste minacce
rispondeva sempre
con la stessa risposta:
«Sono pronto a morire
per i contadini
Anche io sono un contadino
Ho avuto la fortuna
di leggere qualche libro
e so quello che ce dovete fare ai contadini:
quello che ce spetta
E voi padroni glielo dovete dare».
«Turiddu
stai attento a quello che fai
t'abbiamo avvertito tante volte
stai attento»
Turiddu quella sera
si era ritirato a casa
con quella minaccia

ancora incisa nel cervello
e non appena arrivò a casa
la madre ce fa trovare la minestra pronta
come tutte le sere
Non appena lo vede arrivare
è contenta
«Turiddu
sei arrivato
figlio mio
La minestra è pronta
mangia».
Ma Turi
quella sera
non aveva fame
«Mamma
lascia perdere
Questa sera
ho tante cose
da pensare
Non ho fame»
La madre ha capito
che
Turiddu l'avevano minacciato
ancora una volta.

«Figlio, tu sei stato minacciato;
sono tua madre, non avere segreti!»
«Madre, il mio giorno è giunto»; e sospirando
«Cristo fu ammazzato e fu innocente!»
«Figlio, il cuore mio si è fermato:
tu ci piantasti tre spade pungenti!»
Gente che siete qui, gridate forte:
la madre vide il figlio morto in croce.

‹Sta volta
i mafiosi
hanno mantenuto la promessa
L'indomani mattina
mentre Turiddu andava a lavorare
nella cava
durante la trazzera
gli hanno sparato due colpi di lupara
in faccia
che l'hanno sfigurato
Non si dimentica mai quella mattina:
sedici maggio
millenovecentocinquantacinque

Sedici maggio. l'alba in cielo splende,
e il castello alto sopra Sciara
di fronte al mare rilucente
come un altare sopra di una bara;
e tra mare e castello quel mattino
una croce si vide all'aria chiara
sotto la croce un morto, e con gli uccelli
il piangere dei poveri a dirotto.

E come si può dimenticare mai
quel sedici maggio a Sciara?
Dopo un'ora che Turi era partito da casa
la madre si sente bussare alla porta
furiosamente
(la madre ancora era a letto)
Era l'alba
«Francesca!
Donna Francesca!
Signora Francesca, aprite!
Aprite, è successa una disgrazia!
Hanno ammazzato Turiddu
Hano ammazzato vostro figghiu Turiddu
gli hanno sparato due colpi di lupara in faccia
che l'hanno sfigurato
L'hanno ammazzato
Turiddu,
l'hanno ammazzato!»
Dirlo così
è facile
Ma lo pensate
per quella povera madre
che aveva soltanto quel figlio al mondo
come si veste in fretta e in furia
e incomincia a girare
per tutte le strade del paese
gridando
invocando i poveri a seguirla
per andare a piangere
sul cadavere di suo figlio.

Gridava: «Figlio!» per strade e vicoli
la madre angosciata che correva
verso il morto a vorticoso turbine
a fascio di sarmenti che brucia
dentro il forno col vento agli sportelli:
«Correte tutti a piangere con me!

Poveri, uscite dalle vostre tane,
morì ammazzato per il vostro pane!».

Sono arrivati
i poveri
dove c'era il cadavere di Turiddu
ma
nessuno poteva passare
Nessuno poteva guardare Turiddu
per l'ultima volta
Turiddu
era circondato di carabinieri
La madre
si inginocchia di fronte ai carabinieri

«Carabiniere, se sei un cristiano...
non mi toccare, scostati di qui,

non vedi che son torce le mie mani
e accendo come polvere nel fuoco;
questo è mio figlio, vattene lontano,
lascia che il pianto ed il dolore sfoghi,
lascia che sciolga la colomba bianca
che tiene in petto nella parte manca.

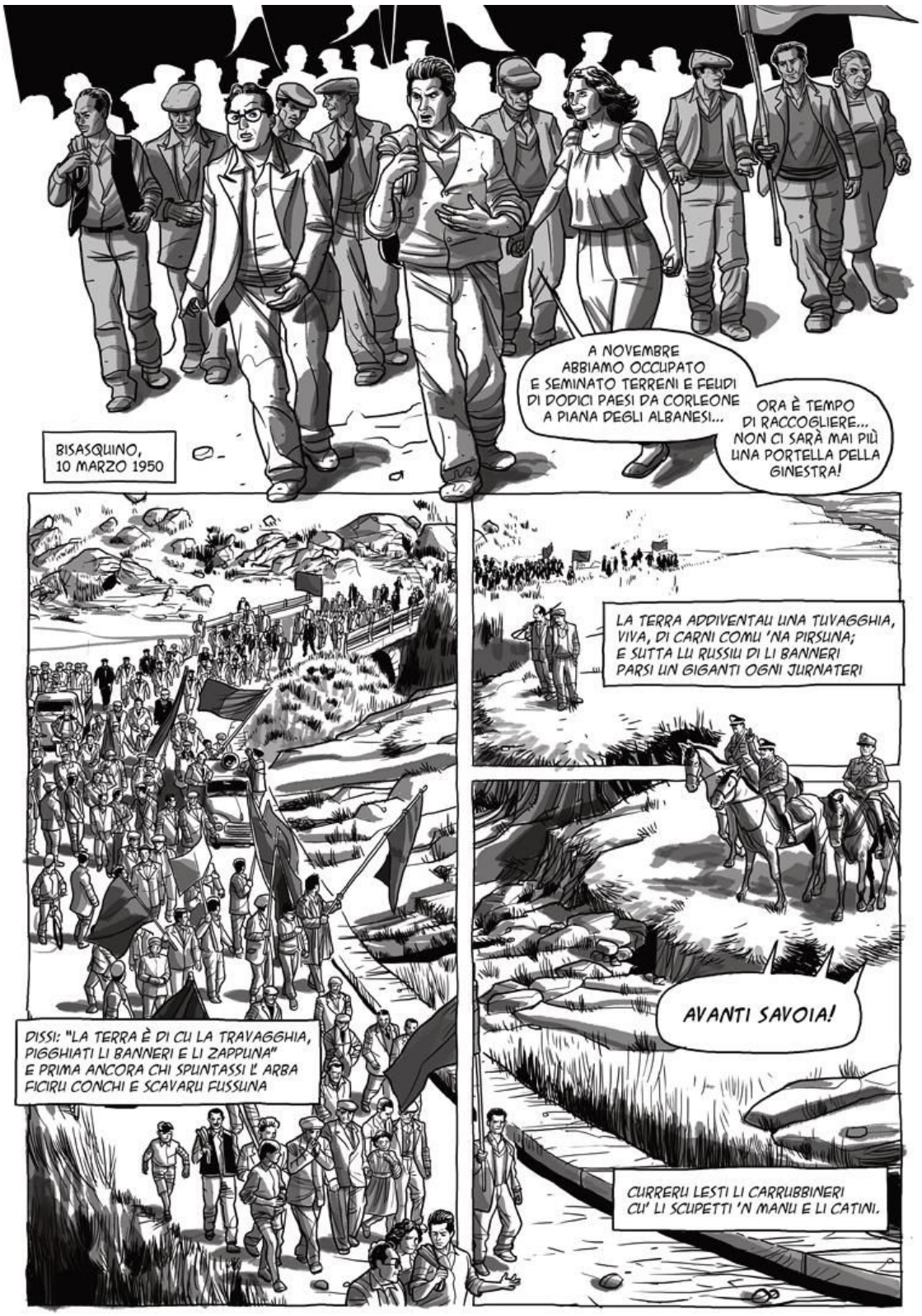
Carabiniere, se sei cristiano
non vedi che sta perdendo il suo sangue fino
fammi accostare che gli levo piano
quella pietra che tiene per cuscino,
sotto la faccia gli metto le mani
sopra il suo petto il mio cuore vicino
e con il pianto le sue ferite sano
prima che faccia giorno domattina.

Prima che faccia giorno l'assassino
trovo e il cuore gli strappo con le mani
lo porto trascinandolo innanzi al prete:
suonate le campane, sagrestano!
Mio figlio aveva il sangue d'oro fino
e questo l'ha d'orina di pantano
chiamategli una tigre per becchino
la fossa gliela scavo con le mani!

Figlio, che dico? La testa mi si confonde;
oh, se non fosse per la fede mia!
Il socialismo che apre le braccia
e che mi dà speranza e coraggio;
me lo insegnasti e mi tenevi in braccio
ed io sopra le mani ti piangevo
tu mi asciugasti con il fazzoletto
io mi sentivo morire d'amore.

Tu mi parlavi some un confessore
io ti parlavo come penitente
ora disfatta per tanto dolore
la voce do a quei comandamenti:
voglio morire del tuo stesso amore
voglio morire con questi sentimenti.
Figlio, te l'ho rubata la bandiera:
madre ti sono e compagna sincera!»

http://www.ildeposito.org/archivio/traduzioni/lamento-la-morte-di-turiddu-carnevale



Doc. 11 & 12 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit,* p. 14.



Doc. 11 & 12 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit,* p. 15.



Doc. 13 & 14 : planches extraites de BLUNDA Nico & LO BOCCHIARO Giuseppe, *La Marcia di Pio, op. cit*, p. 34-35.

Ai Soci dell'Istituto Cervi
Loro sedi

RADICI NEL FUTURO: *il report per i soci*

In occasione della 66^ Festa della Liberazione a Casa Cervi l'Istituto Cervi e Libera, associazioni, nomi e numeri contro la mafia, hanno suggellato il patto "Radici nel Futuro".

Questo progetto, non solo costituisce un'alleanza permanente tra antifascismo e antimafia, ma si è posto l'obiettivo di fare della memoria della resistenza uno strumento indispensabile per comprendere, sostenere e riaffermare i valori della legalità, della democrazia e della libertà.

Alla tavola rotonda che ne ha sancito la nascita, coordinata da Mirco Zanoni, responsabile coordinamento culturale del nostro istituto, hanno preso parte:

Don Luigi Ciotti,	presidente di "Libera"
Rossella Cantoni,	presidente del nostro istituto
Loris Mazzetti,	conduttore e autore televisivo
Fiorella Ferrarini,	vice-presidente dell'ANPI di Reggio Emilia
Simona Caselli,	presidente della Legacoop di Reggio Emilia
Roberto Roberti,	Responsabile agro-alimentare/ cooperazione sociale/politiche del territorio della Legacoop di Parma
Enrico Panini,	segretario confederale della CGIL
Federico Amico,	presidente dell'ARCI di Reggio Emilia
Antonio Senza,	responsabile CAA-CIA di Reggio Emilia

Culmine degli interventi dei relatori è stata la sottoscrizione del Manifesto di "Radici nel Futuro".

Con lo stesso, sono enunciati i valori cardine del progetto:

1) La **libertà** - La materia prima ineliminabile di ogni lotta per la giustizia. In ogni tempo, in ogni luogo, la libertà non è un bene negoziabile o facoltativo. E' il presupposto per la società. La conquista della libertà in Italia ha un nome e un tempo ben preciso: la Resistenza, il 25 aprile del 1945. Non c'è possibilità di smentita a questo fatto storico, civile, sociale e politico. Senza la libertà, e senza quel momento nel nostro recente passato, non sarebbe possibile oggi alcuna lotta contro la illegalità, contro i soprusi, contro la violenza di ogni genere, compresa la battaglia quotidiana di Libera.

2) La **legalità** - Si può essere liberi ma diseguali, perché non tutte le libertà sono uguali. La libertà per cui ha combattuto l'antifascismo è quella che garantisce pari diritti, pari opportunità, e rappresenta il terreno indispensabile per la legalità, che è la tutela del più debole. La legalità è antifascismo; la legalità è Costituzione; la legalità è la sfida permanente di una società che vuole dirsi libera dalle oppressioni di ieri e di oggi.

3) Il **lavoro** - Non può esserci dignità dell'uomo senza la dignità del lavoro. La lotta contro la dittatura è stata prima di tutto la lotta dei lavoratori italiani. E il lavoro legale, il lavoro sicuro, il lavoro come fondamento della Repubblica è il terreno su cui si giocano molti destini del contrasto alle mafie. Casa Cervi è luogo di memoria operosa, lavoratori della terra che nella quotidiana fatica dei campi hanno trovato la forza di Resistere.

4) La **memoria** - Esiste un dovere del ricordo che ogni comunità deve avere per le nuove generazioni. La forza della memoria da sola non basta, perchè serve una strategia della memoria, che sappia dare corpo e attualità alle voci, ai testimoni, ai nomi e ai numeri del nostro passato. La radice di tutte le radici, in ciascuno di noi, è la memoria di chi ha combattuto, di chi ha resistito, di chi è caduto per non chinare la testa di fronte alle ingiustizie di ogni epoca.

5) La **responsabilità** – E' il presupposto di ogni impegno e di ogni azione. L'assunzione di

responsabilità delle generazioni rispetto al proprio presente è il propellente di ogni battaglia civile. Lo è stato per i fratelli Cervi, lo è ogni giorno per Libera e per tutti coloro che si battono per dare senso alle proprie radici. La scelta responsabile, consapevole, informata è ciò che unisce per sempre i giovani di allora con i giovani di oggi, impegnati nella medesima marcia di civiltà.

Risultati della tavola rotonda

I relatori, così come tutti i sottoscrittori del patto, istituzioni e non, hanno condiviso queste 5 radici della legalità e hanno sottolineato che la vera forza vitale di "Radici nel Futuro" è l'**impegno.**
Impegno che viene chiesto a tutti coloro che aderiscono al patto, per rendere possibile questa comunione di intenti attraverso la realizzazione di progetti che rendano visibile il parallelismo esistente tra la resistenza al fascismo di ieri e la lotta alle mafie di oggi.

Alla tavola rotonda hanno portato il loro contributo i partecipanti alla Carovana Antimafie.
Da quest'anno Casa Cervi sarà una tappa di questo importante appuntamento di Libera, giunto alla sua sedicesima edizione.
Fare di Casa Cervi una Casa di Libera è stata una scelta dal forte valore simbolico, ma allo stesso tempo un passaggio naturale: quale stazione migliore se non un luogo della memoria della lotta per la legalità e la democrazia.
Libera Parma ha riportato l'esperienza della I edizione di "100 passi per il 25 aprile", il modulo didattico di "Radici nel Futuro", che ha visto quest'anno la partecipazione di nove classi, 180 ragazzi, tra scuole secondarie di primo e secondo grado. Agli studenti era stato chiesto la realizzazione di un elaborato con ad oggetto un percorso attraverso la resistenza ai fascismi e la resistenza civile alle mafie. Il 18 aprile a Casa Cervi, le scuole in concorso hanno presentato i loro elaborati (temi, presentazioni power point, video e una rappresentazione teatrale) e si sono distinte per aver compreso appieno il senso del gemellaggio tra l'Istituto Cervi e Libera.

Sul palco di Casa Cervi: "Vieni via con noi"

Conclusasi la tavola rotonda "Radici nel Futuro" si è arricchita di un coro di voci che hanno sottolineato l'attualità della resistenza e il valore fondamentale, e aggiunto, della memoria.

Nel pomeriggio Giacomo Notari, presidente dell'ANPI reggiana, ha portato ai visitatori di Casa Cervi la sua testimonianza di partigiano e Teresa Vergalli, staffetta partigiana, ha sottolineato il senso della memoria e della resistenza di oggi.

Sonia Masini, presidente della provincia di Reggio Emilia, e Graziano Delrio, sindaco della città, hanno elencato l'uno i maggiori eccidi nazifascisti in Italia, l'altro le città medaglia d'oro al valore militare per la resistenza.

Non solo memoria, ma anche impegno; Vasco Errani, presidente della Regione Emilia Romagna, ha ricordato i doveri e le azioni che le istituzioni dovrebbero intraprendere per un'efficace lotta all'illegalità.

Francesca Rispoli, responsabile di Libera Università, ha invece fatto una concisa, ma chiara, fotografia della percezione dell'illegalità tra le nuove generazioni e l'onorevole Maino Marchi, membro della commissione parlamentare antimafia, ha fatto un resoconto su quanto è stato fatto e non in commissione.

Il sostituto procuratore di Trapani, Andrea Tarondo, ha portato un contributo sul lavoro, l'impegno e le difficoltà del lavoro della magistratura in un luogo di frontiera e Rossella Cantoni, ha scandito a chiare lettere il manifesto di "Radici nel Futuro".

Le parole di Don Ciotti, infine, ci hanno richiamato all'esigenza dell'impegno quotidiano, allo sforzo che ognuno di noi deve fare per trasformare l'integrazione in interazione, all'importanza del dire no ai soprusi, grandi e piccoli che siano.

E' in un clima di forte impegno che si avverte l'esigenza di dare una continuità alla lotta per la legalità, è in questo clima che è nato "Radici nel Futuro".

Programma e progetti

Il 06 giugno 2011 si terrà a Casa Cervi il primo tavolo di lavoro di "Radici nel Futuro".
Gli enti fondatori e i primi aderenti costituiranno un comitato esecutivo per il progetto e definiranno l'agenda di lavoro per dare concretezza e attuazione ai programmi previsti e alle nuove idee.

Il 05 luglio 2011 Casa Cervi ospiterà i ragazzi del primo campo di E!state Liberi dell'Emilia Romagna, che si terrà dal 3 al 10 luglio all'interno di un bene confiscato dato in gestione al Parco Regionale dello Stirone, nel comune di Salsomaggiore.
La giornata ha lo scopo di far conoscere ai ragazzi del campo questo importante luogo della memoria per rendere tangibile e visibile il collegamento valoriale tra il lavoro svolto da chi ha negato e combattuto il regime fascista e quello compiuto, in questo caso in prima persona dai ragazzi, da chi dice no alle mafie.

Ci auguriamo che il progetto possa arrichirsi di nuovi contributi e nuove idee, come segno dell'impegno di quelli che saranno i nuovi aderenti al patto, per portare avanti questo importante gemellaggio tra le "resistenze" di ieri e di oggi.

"Radici nel Futuro" entra nel vivo dei lavori.

Cordiali saluti

Mariangela Papaleo
"Radici nel Futuro"

Chapitre 9

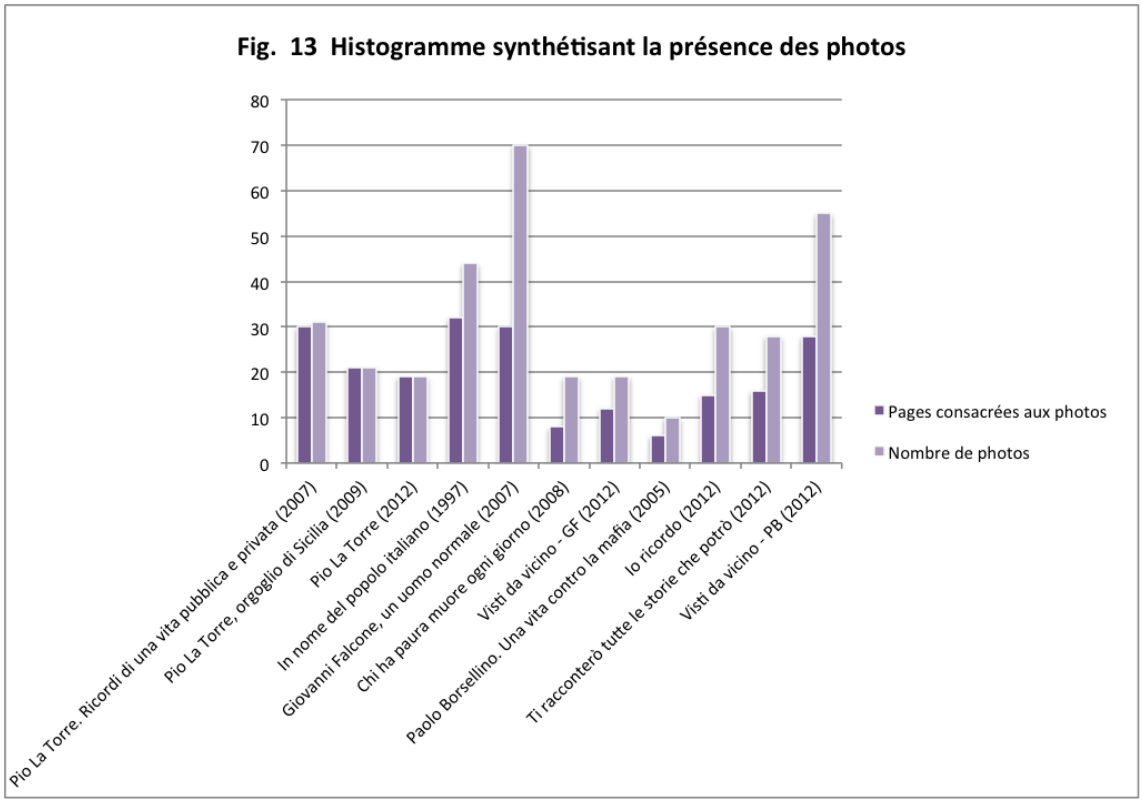


Fig. 13 : Histogramme synthétisant la présence des photos.

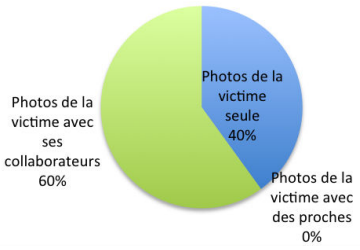


Fig. 14 : *Pio La Torre. Ricordi di una vita pubblica e privata* (2007) victime

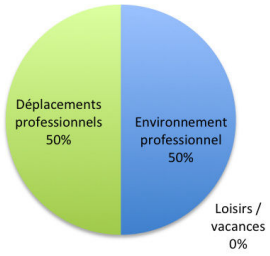


Fig. 15 : *Pio La Torre. Ricordi di una vita pubblica e privata* (2007) contexte

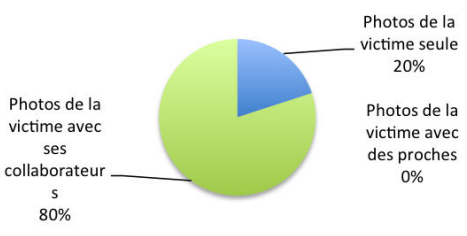


Fig. 16 : *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia* (2009) victime

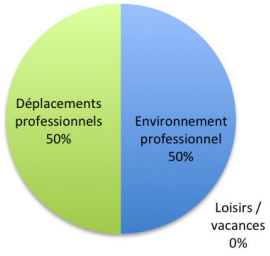


Fig. 17 : *Pio La Torre, orgoglio di Sicilia* (2009) contexte

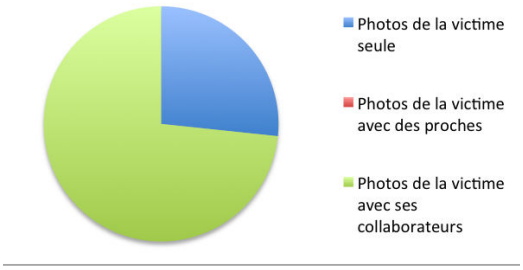


Fig. 18 : *Pio La Torre* (2012) victime.

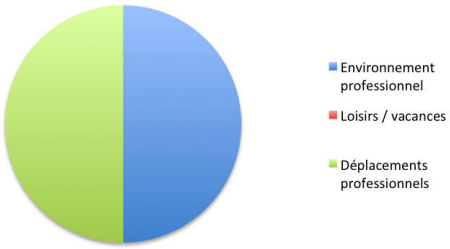


Fig. 19 : *Pio La Torre* (2012) contexte

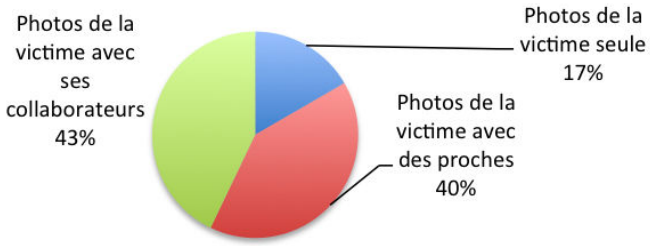


Fig. 20 : *In nome del popolo italiano* (1997) victime.

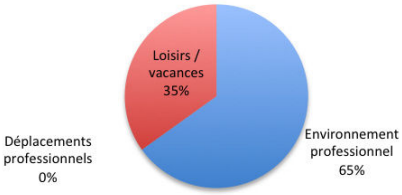


Fig. 21 : *In nome del popolo italiano* (1997) contexte

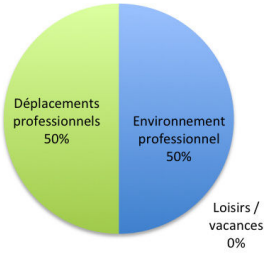


Fig. 22 : *Giovanni Falcone, un uomo normale* (2007) victime.

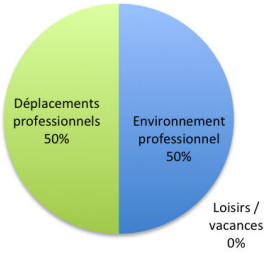


Fig. 23 : *Giovanni Falcone, un uomo normale* (2007) contexte



Qui e alla pagina precedente, in basso: Giovanni Falcone, negli anni Ottanta.



Giovanni Falcone a Rio de Janeiro (Brasile) nei primi anni Ottanta.

Photos n°9 & 10 : pages de photos de Falcone extraites de ZINGALES Leone, *Giovanni Falcone, un uomo normale, op. cit.*, p. 89-90 .

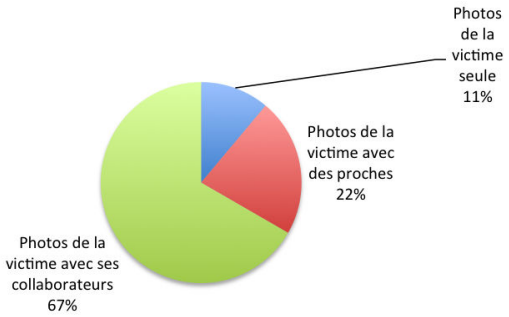


Fig. 24 : Chi ha paura muore ogni giorno (2008) victime.

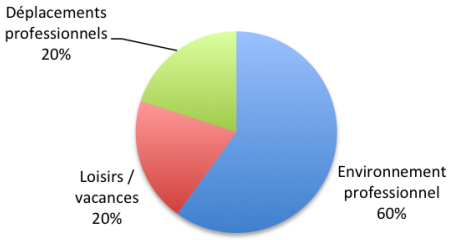


Fig. 25 : Chi ha paura muore ogni giorno (2008) contexte.

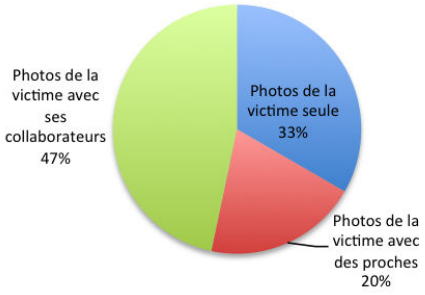


Fig. 26 : Visti da vicino (2012) – Falcone – victime.

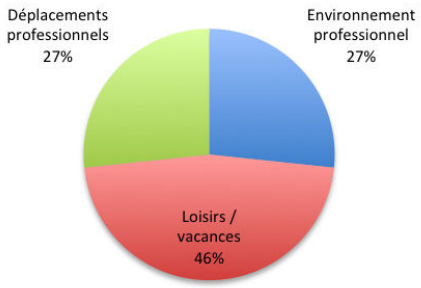
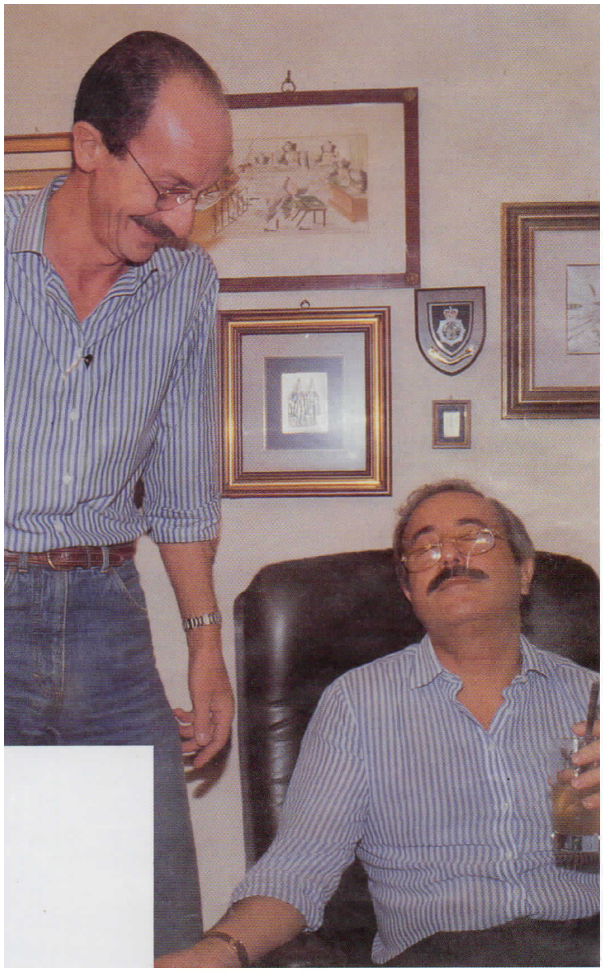


Fig. 27 : Visti da vicino (2012) – Falcone – contexte.



Paolo Borsellino e Giovanni Falcone alla cerimonia di saluto all'ufficio istruzione nell'ottobre del 1986.

Photo n° 11 : photo de Falcone et Borsellino extraite de VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit.*, p. 95 .



Giovanni Falcone e Giuseppe Ayala nell'ufficio istruzione del bunker di palazzo di Giustizia in un momento di relax.

Photo n°12 : photo de Falcone extraite de VIVANO Francesco & ZINITI Alessandra, *Visti da vicino*, *op. cit.*, p. 87 .

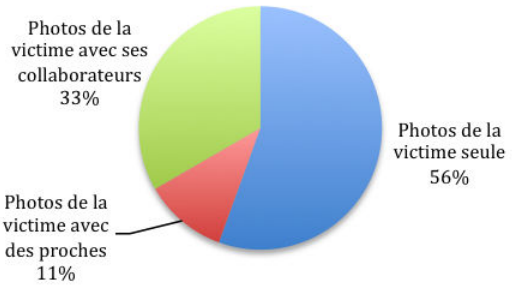


Fig. 28 : *Paolo Borsellino una vita contro la mafia* (2005) victime

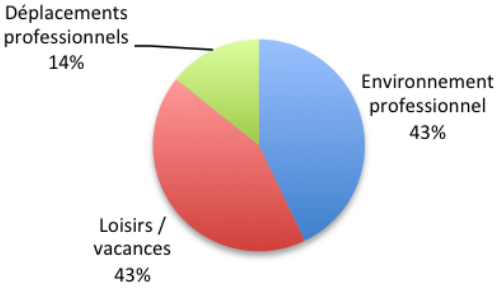


Fig. 29 : *Paolo Borsellino una vita contro la mafia* (2005) contexte

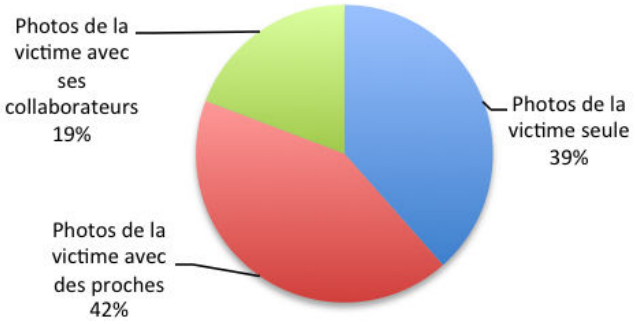


Fig. 30 : *Io ricordo* (2012) victime

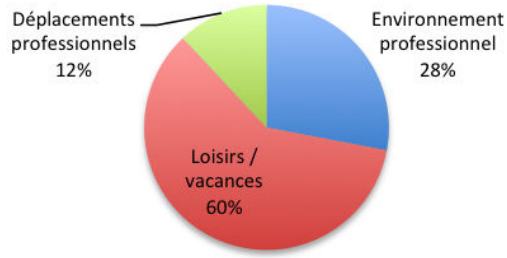


Fig. 31 : *Io ricordo* (2012) contexte



Giovedì 19 Luglio 2007 | Fatti & Notizie | Giornale di Sicilia 3

Le foto di Borsellino. Coi familiari, al lavoro nel «bunker» con un copricapo cinese. Manfredi: «Immagini bellissime»

L'album privato di un «eroe normale»

Palermo. «Dopo quindici anni dalla morte di mio padre mi piacerebbe fare parlare solo le sue immagini...»: Manfredi Borsellino, commissario capo della Polizia di Stato, vince la tradizionale riservatezza della sua famiglia per ricordare e fare memoria di Paolo Borsellino. Con la madre Agnese, con le sorelle Lucia e Fiammetta, Manfredi offre oggi a chi ha creduto e crede nel «valore della vita» di Paolo Borsellino alcune sue immagini private. Quelle degli attimi che scandiscono i giorni: fatti di lavoro oscuro, di sacrifici, di momenti di gioia legati ad un sorriso insieme ai familiari o ad una figlia piccola tenuta sulle spalle. Magistrato rigoroso, pronto ad affrontare in prima persona rischi e ostilità legati al suo lavoro, Paolo Borsellino ha lasciato in chi lo ha conosciuto un vuoto immenso per il suo modo di essere assolutamente unico: burbero all'apparenza, sempre pronto al sorriso, alla battuta di spirito, al gesto di altruismo. «Per me sono tutte foto belle» dice Manfredi, «perchè le immagini sostituiscono mille parole pronunciate al vento. E perché mio padre, e anche le sue immagini tratte dall'album di famiglia, non appartengono solo a noi».

Umberto Lucentini

Nel «bunker» del palazzo di giustizia al lavoro davanti al primo computer

Capodanno 90-91 in Tunisia, con il tipico turbante nordafricano

Sorriso di papà con la figlia Fiammetta sulle spalle

Turista in Tunisia alle prese con una macchina fotografica

Col souvenir: un cappello cinese avuto in regalo da un amico reduce da un viaggio in Oriente

Con la moglie Agnese e il figlio Manfredi durante un pomeriggio d'estate

« L'album privato di un eroe normale », in *Giornale di Sicilia*, 19 juillet 2007, p. 3.

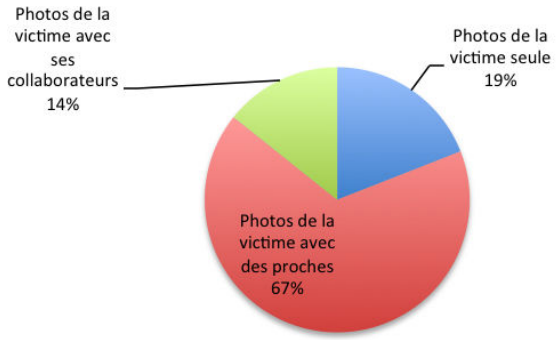


Fig. 32 : *Ti racconterò tutte le storie che potrò* (2013) victime.

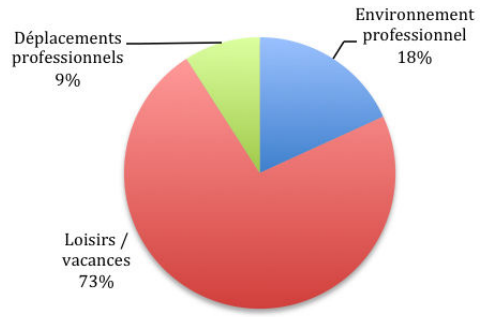


Fig. 33 : *Ti racconterò tutte le storie che potrò* (2013) contexte.

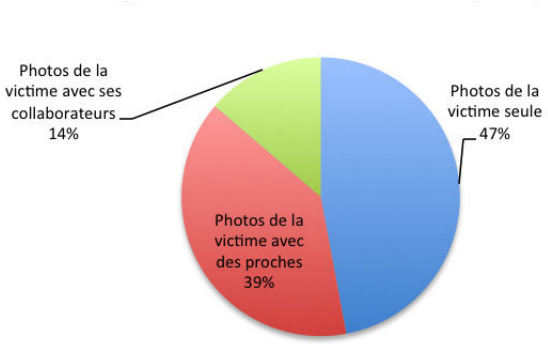


Fig. 34 : *Visti da vicino* (2012) – Borsellino – victime.

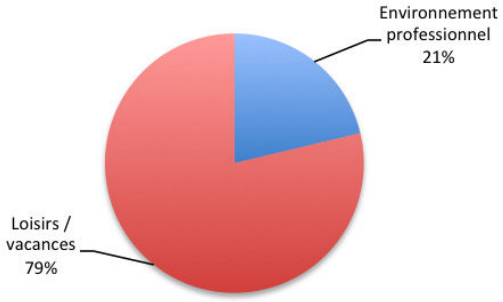


Fig. 35 : *Visti da vicino* (2012) – Borsellino – contexte.

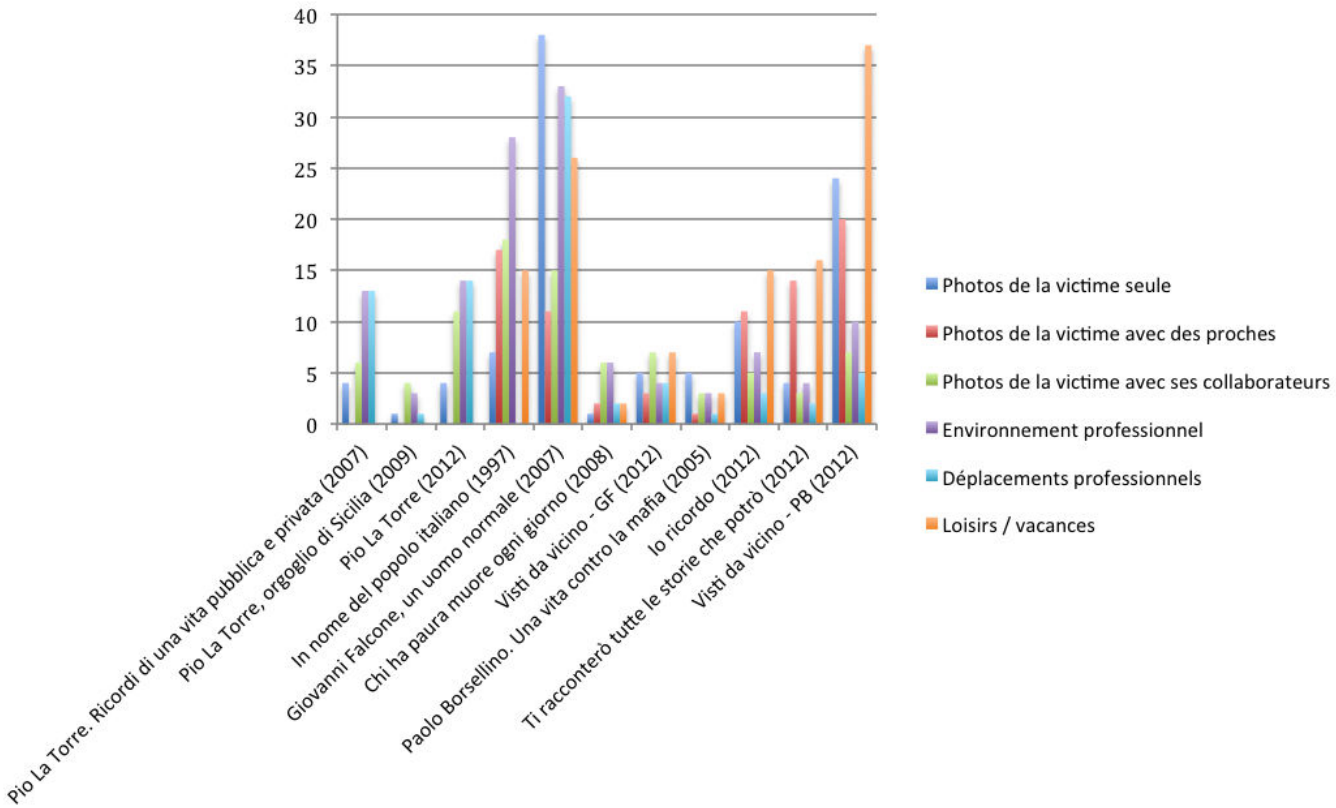


Fig. 36 : Histogramme de synthèse.

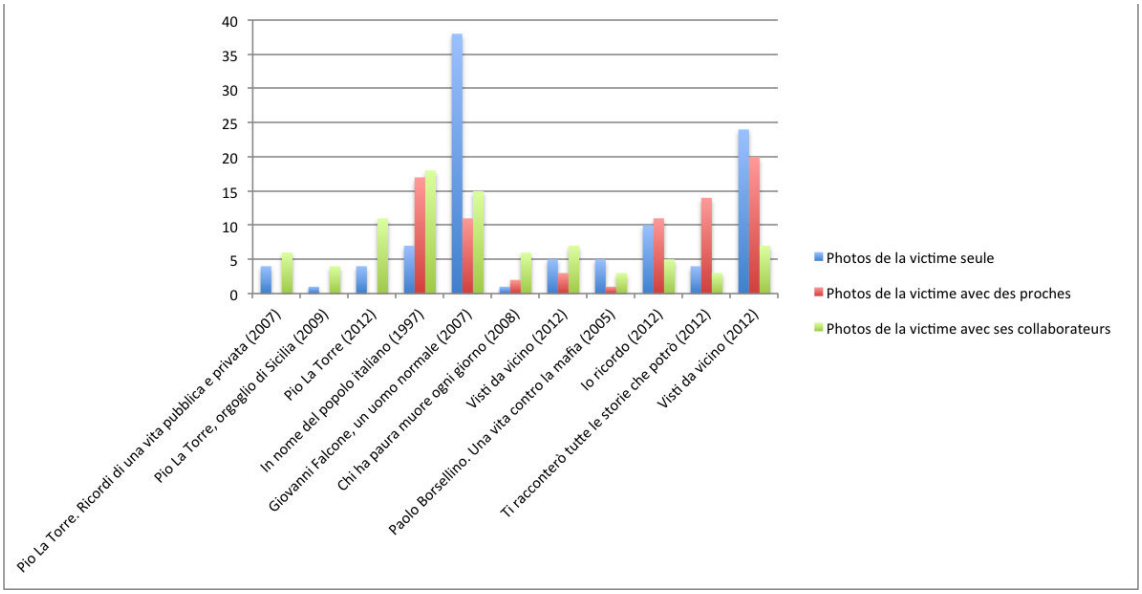


Fig. 37 : Histogramme de synthèse des représentations des victimes.

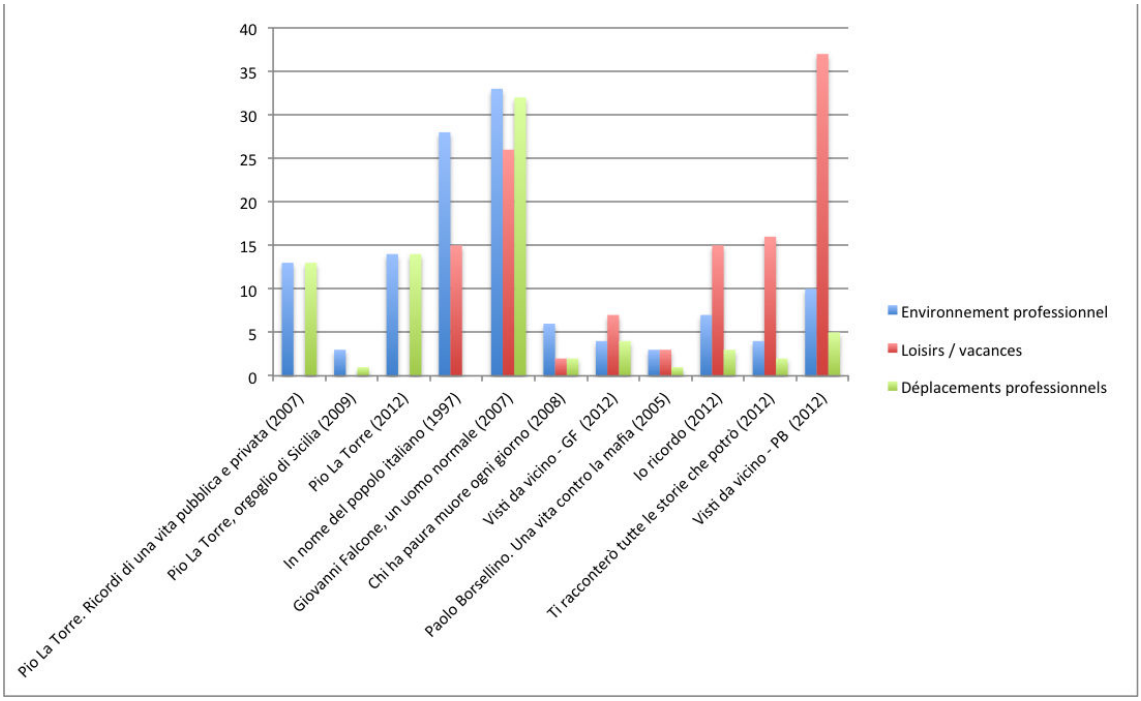


Fig. 38 : Histogramme de synthèse de contexte de prise des photographies.



Doc. n° 15 & 16 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit.*, p. 23.



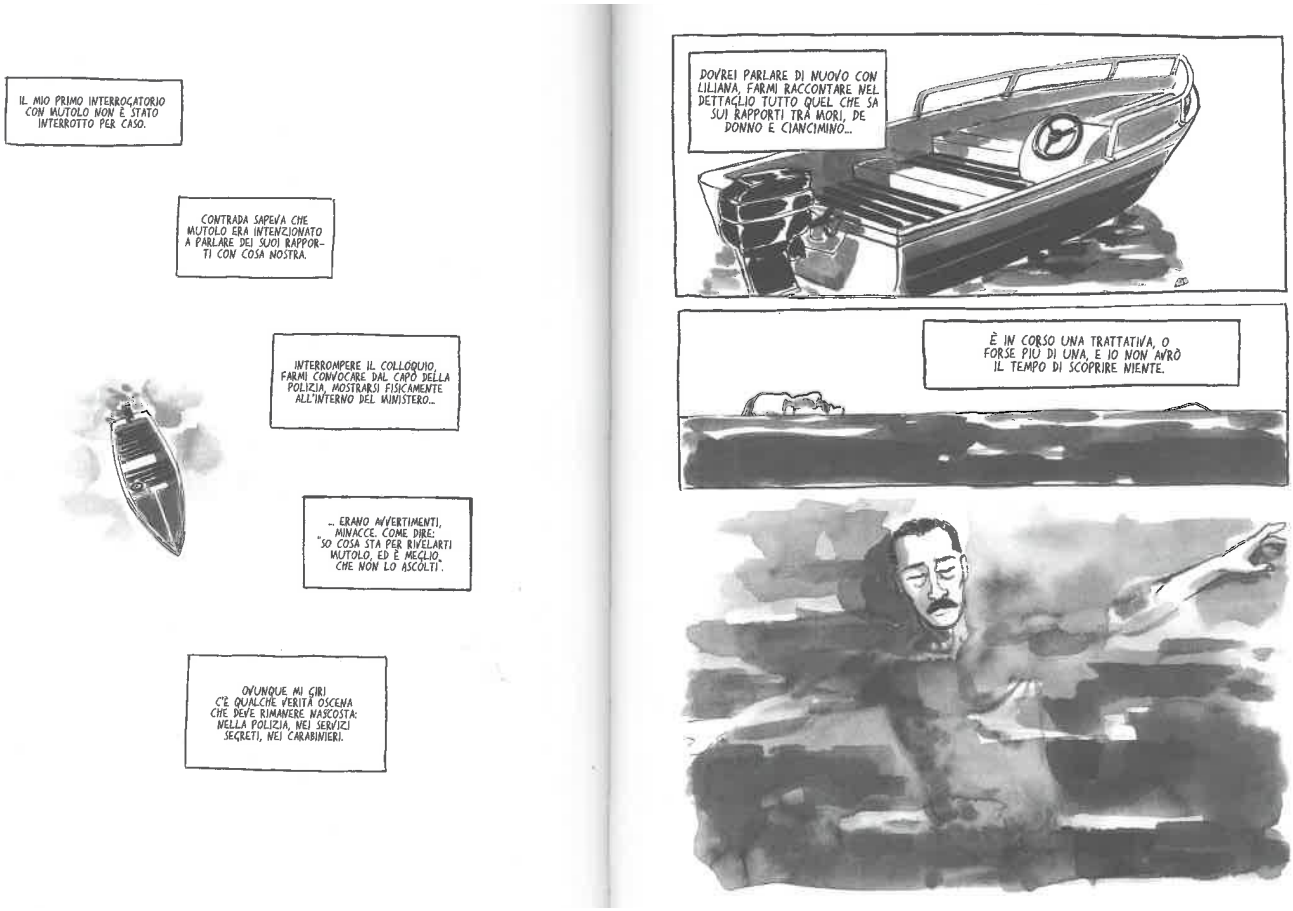
Doc. n° 15 & 16 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit.*, p. 24.



Doc. n°17 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone, op. cit.*, p. 37.



Doc. n°21 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa, op. cit.*, p. 63.



Doc. n°22-23 : planches extraites de BENDOTTI Giacomo, *Paolo Borsellino. L'agenda rossa*, *op. cit.*, p. 86-87.



Doc. n°24-25 : planche extraite de BENDOTTI Giacomo, *Giovanni Falcone*, *op. cit.*, p. 66-67.

Chapitre 10

Commissione parlamentare di inchiesta sul fenomeno della mafia e sulle altre associazioni criminali, anche straniere

Comunicazioni del Presidente

Sen. Giuseppe Pisanu

(mercoledì 30 giugno 2010)

I GRANDI DELITTI E LE STRAGI DI MAFIA

1992-'93

Premessa

Il tema delle stragi di mafia del 1992-93 è tornato all'attenzione dell'opinione pubblica nazionale nella primavera del 2008, sotto la spinta di eventi giudiziari e di autorevoli commenti politici che, nel loro insieme, hanno arricchito il quadro delle nostre conoscenze e, allo stesso tempo, hanno risollevato inquietanti interrogativi intorno a quelle vicende complesse e sanguinose.

Tra gli eventi giudiziari ricordo le nuove testimonianze di Massimo Ciancimino, Gaspare Spatuzza e Angelo Fontana, nonché il processo Mori-Obinu ed il processo d'appello al Senatore Dell'Utri per concorso esterno in associazione mafiosa.

Tra i commenti di autorevoli esponenti istituzionali e politici del tempo ricordo quelli del Presidente della Repubblica Scalfaro, del Presidente del Consiglio Ciampi, del Sottosegretario alla Presidenza Maccanico, dei ministri dell'Interno Scotti e Mancino, del ministro di Grazia e Giustizia Martelli, del ministro del Bilancio Cirino Pomicino e del presidente della Commissione Antimafia Violante.

Tra gli interventi dei magistrati ancor oggi impegnati sul fronte antimafia, ricordo quelli del procuratore nazionale Grasso, del procuratore di Caltanissetta Lari, del procuratore aggiunto della DDA di Palermo Ingroia.

Ricordo infine una intervista inattesa del dott. Lorenzo Narracci, funzionario dell'AISI, già vice-caporeparto del SISDE a Palermo e ora, a quanto pare, indagato.

Come sapete, la nostra Commissione aveva preso in esame il tema delle stragi, limitandosi però alle questioni di metodo e riservandosi di aprire il dibattito dopo aver ascoltato una mia comunicazione sull'argomento.

Per la verità, con l'audizione del Procuratore Nazionale Antimafia dott. Grasso, il 3 novembre 2009, entrammo anche nel merito, ma con un approccio parziale che comunque rinviava ogni eventuale decisione alla seduta odierna.

In entrambe le occasioni convenimmo che era necessario evitare interferenze con le delicate attività della magistratura inquirente e giudicante, senza però rinunziare ai poteri e alle prerogative che la legge ci assegna.

Non sempre questo scrupolo istituzionale ha trovato in altre sedi la dovuta considerazione. Tuttavia sarà opportuno mantenerlo, a meno che, come hanno osservato alcuni colleghi, non finisca per nuocere al buon andamento dei nostri lavori.

Cercherò dunque di proporvi più che una relazione esauriente, una rilettura ordinata dei tragici fatti del 1992-93, basandomi sugli accertamenti della magistratura e prestando tutta la necessaria attenzione alle questioni non ancora chiarite e bisognevoli di ulteriori indagini.

Naturalmente conosco le diverse e talvolta contrastanti motivazioni politiche che ci hanno condotto a questo dibattito.

Penso comunque che si possa partire da una preliminare, obiettiva considerazione: la spaventosa sequenza del 1992-93 ubbidì ad una strategia di stampo mafioso e terroristico, ma produsse effetti divergenti: perché se da un lato determinò un tale smarrimento politico-istituzionale da far temere al Presidente del Consiglio in

carica l'imminenza di un colpo di stato; dall'altro lato determinò un tale innalzamento delle misure repressive da indurre Cosa Nostra a rivedere le proprie scelte e, alla fine, a prendere la via, finora senza ritorno, dell'inabissamento.

Nello spazio di questa divergenza si aggroviglia quell'intreccio tra mafia, politica, grandi affari, poteri occulti, gruppi eversivi e pezzi deviati dello Stato che più volte, e non solo in quegli anni, abbiamo visto riemergere dalle viscere del paese.

Nelle relazioni redatte dai colleghi che ci hanno preceduto, affiora costantemente l'esigenza di esplorare e capire fin dalle origini il rapporto mafia-politica. A quelle relazioni intendo fare riferimento, ma con una avvertenza per me decisiva.

Di fronte ad eventi anche meno terribili di quelli che ebbero luogo in Sicilia, a Firenze, a Milano e a Roma, si giustappongono, senza mai fondersi, tre verità: quella giudiziaria, quella politica e quella storica.

Esse si basano su metodi di ricerca e a volte su fonti assai diverse, con la conseguenza di dare luogo a risultati parziali o solo insoddisfacenti.

Ciò è nella maggioranza dei casi inevitabile.

La verità giudiziaria è quella racchiusa nelle indagini che sfociano nelle sentenze dei magistrati. In esse prevale la ricerca della prova. Tale è una testimonianza, soprattutto se trova l'avallo di altri soggetti. Ma questo tipo di verità lascia l'amaro in bocca anche a giudici scrupolosi come il compianto Dott. Chelazzi: il magistrato infatti può trovare la prova della colpevolezza di un imputato, ma irrogare una pena non significa aver fatto luce, dal momento che possono rimanere in ombra sia il contesto generale sia i collegamenti interni di una vicenda delittuosa. Senza contare che le confessioni degli imputati, a cominciare dai pentiti, sono spesso funzionali a cogliere delle convenienze e a trarre dei vantaggi, come sconti di pena o migliori condizioni di detenzione.

La verità politica è quella in cui siamo impegnati tutti noi per cercare di spiegare ai nostri elettori e a tutti gli italiani quali pericoli ha corso la democrazia nel biennio 1992-'93, e come possiamo evitare che questi rischi mortali si ripetano.

La verità storica dovrebbe riuscire a combinare la verità politica e quella giudiziaria e raggiungere risultati meno parziali e circoscritti di entrambe.

Ma anche in questo caso è bene non alimentare illusioni.

Gli storici lavorano su archivi e documenti che sono anch'essi incompleti, di parte, pre-selezionati.

Fino ad una decina di anni fa i fondi archivistici della questura di Palermo non erano consultabili. Quando è caduto il vincolo temporale che li rendeva inaccessibili, gli storici hanno potuto constatare che i mafiosi di ogni rango, sia alla fine dell'Ottocento sia del Novecento, "parlavano", si confrontavano, si scambiavano favori, stabilivano intese con confidenti, poliziotti e questori. Se erano o no "trattative" ognuno di noi è libero di giudicare.

Bisogna anche ricordare che le stesse fonti usate dagli storici sono frutto di selezioni preventive da parte di coloro che versano i documenti agli Archivi dello Stato;

perché non lo fanno alla cieca, ma oculatamente, cioè tenendo per sé i materiali ritenuti più sensibili ai fini della tutela dell'interesse generale.

Tutta la storiografia sulla mafia risente di questi condizionamenti. Ed è bene tenerlo presente quando si fanno ricostruzioni che, in carenza di documenti, si appoggiano a vecchi schemi, a supposizioni e perfino a pregiudizi politici.

Ma veniamo al merito.

Per facilitare le cose allego alla mia esposizione una tavola sinottica che riporta da un lato gli eventi delittuosi e dall'altro gli eventi politici più significativi che vanno dal settembre 1988 all'aprile del 1994.

Dall'Addaura alle stragi

Per le sue caratteristiche il fallito attentato all'Addaura può essere correttamente considerato come il prologo dei grandi delitti e delle stragi di mafia del 1992-93.

Come è noto il 21 giugno 1989 sulla scogliera antistante la villa abitata dal giudice Giovanni Falcone all'Addaura nel lungomare di Palermo, furono trovate dagli agenti della scorta attrezzature subacquee ed una borsa sportiva contenente 58 candelotti di esplosivo comandanti a distanza.

Erano ospiti del Dott. Falcone i magistrati svizzeri Carla Del Ponte e Carlo Lehmann che indagavano su fatti di droga e criminalità organizzata, dei quali si occupava per competenza territoriale lo stesso Dott. Falcone.

Obiettivo dell'attentato era il giudice palermitano, divenuto ormai principale punto di riferimento per tutti coloro che contrastavano l'organizzazione mafiosa. La sua eliminazione fisica avrebbe assunto un alto valore simbolico, punitivo e preventivo allo stesso tempo.

La notizia dell'attentato destò scalpore, polemiche e perfino il sospetto, forse di origine mafiosa, di una messa in scena voluta dallo stesso Dott. Falcone.

All'epoca le indagini si indirizzarono su un commando proveniente dal mare a bordo di un gommone. Ma l'ipotesi è messa in dubbio dalle recenti dichiarazioni del pentito Fontana che ha ricostruito dettagliatamente i fatti attribuendone la responsabilità ad alcuni mafiosi, tra i quali Antonino Madonia che disponeva di un villino nelle adiacenze.

L'attentato dell'Addaura, comunque, trova un'eco nella sentenza del Tribunale di Palermo del 4 aprile 1996 che condanna il Dott. Bruno Contrada, già dirigente del SISDE, per aver agevolato la fuga del professionista Oliviero Tognoli, un riciclatore di proventi del narcotraffico per conto della mafia. Costui era indagato in Svizzera dal pubblico ministero Carla Del Ponte e in Italia dal giudice istruttore Giovanni Falcone che lo avevano interrogato più volte congiuntamente.

Anche la Dott.ssa Del Ponte poteva dunque essere inclusa nell'obiettivo degli attentatori.

Sulla scena dell'Addaura è stata anche ipotizzata la presenza di due agenti della Polizia di Stato, Antonino Agostino ed Emanuele Piazza, probabilmente collaboratori esterni dei servizi di informazione e sicurezza, e quella di un terzo agente definito "faccia da mostro". Un personaggio simile a quest'ultimo è stato descritto dal padre dell'Agente Agostino che lo sospetta come possibile complice nell'uccisione del figlio.

L'omicidio dell'agente Piazza sarebbe invece da ascriversi a "Cosa Nostra".

La tragica scomparsa di entrambi gli agenti alimenta congetture diverse, ma allo stato attuale delle indagini non è possibile definire la loro posizione e trarre conseguenti deduzioni.

Tuttavia, fra tante luci ed ombre, oggi riusciamo a comprendere meglio l'espressione del Dott. Falcone, secondo cui "menti raffinatissime" avevano ideato il piano criminoso.

L'omicidio Lima

Due anni dopo, il 12 marzo 1992, viene assassinato, con un classico agguato di mafia, l'On. Salvo Lima, parlamentare europeo e autorevole esponente della Democrazia Cristiana.

Inizia così la sequenza dei gravissimi fatti criminosi deliberati dagli organi di autogoverno di "Cosa Nostra" che insanguineranno l'Italia fino a tutto il 1993, turbando profondamente la pubblica opinione e l'ordinato svolgimento della vita democratica.

La magistratura ha individuato con chiarezza i mandanti, gli esecutori e il movente di questo delitto.

Lima fu "punito" come principale rappresentante siciliano del gruppo politico che non aveva saputo assicurare le necessarie tutele al "maxi-processo": lo storico evento giudiziario ideato da Falcone che, per la prima volta, aveva messo a nudo l'organizzazione e le modalità operative di Cosa Nostra, insidiandone la stessa sopravvivenza.

La necessità di attenuare gli esiti del maxi-processo e della legislazione antimafia costituì l'ossessione di Riina, il motivo scatenante delle vendette politiche, delle stragi e dell'attacco allo Stato.

La strage di Capaci

Viene da lì la feroce determinazione con cui il 23 maggio 1993 fu compiuta la strage di Capaci, dove persero la vita Giovanni Falcone, la moglie Francesca Morvillo e gli agenti di scorta Antonio Montinaro, Rocco Di Cillo e Vito Schifani.

Le responsabilità del reato di strage sono state chiaramente accertate ed ascritte ai vertici di "Cosa Nostra". In particolare è stata affermata la responsabilità sia della "Commissione regionale" sia della "Commissione provinciale di Palermo", e ciò in applicazione del cosiddetto "teorema Buscetta", secondo il quale sussiste la piena condivisione dei delitti eccellenti, in quanto essi corrispondono alla realizzazione e alla tutela degli interessi vitali dell'organizzazione.

Il movente della strage era incarnato nella straordinaria personalità del Dott. Falcone, in quel momento titolare di un ufficio di alto profilo istituzionale e, prima di

allora, protagonista di interventi processuali che avevano portato la mafia alla grande sconfitta del maxi-processo.

Ma nonostante le solide verità processuali, resta da chiedersi, come ha osservato in quest'aula il P.N.A. Piero Grasso, perchè mai Cosa Nostra abbia rinunziato al tentativo di assassinare facilmente il Dott. Falcone a Roma e abbia invece preferito la soluzione assai più complessa e rischiosa di Capaci.

Si trattò soltanto di una ostentazione di potenza militare? O ci furono altre motivazioni, come, per esempio, induce a ritenere la sparizione dei files dal computer del Dott. Falcone presso il Ministero di Grazia e Giustizia?

La strage di Via D'Amelio

Pressocchè identica, sia nell'impostazione mafioso-terroristica, sia nell'esecuzione, è la "strage di Via D'Amelio".

Il 19 luglio 1992 una violentissima esplosione si verifica a Palermo in Via Mariano D'Amelio, provocando la morte di Paolo Borsellino, procuratore aggiunto presso la Procura Distrettuale della Repubblica di Palermo, e degli agenti di scorta Claudio Traina, Emanuela Loi, Agostino Catalano, Vincenzo Li Muli e Eddie Walter Cosina, nonchè il ferimento di numerose persone ed una generale devastazione delle cose circostanti.

Il gravissimo attentato produceva l'istruzione di tre diversi procedimenti denominati rispettivamente "Borsellino 1", "Borsellino bis" e "Borsellino ter".

Il primo nasceva dai rilievi tecnici sull'autobomba utilizzata per l'attentato e conduceva rapidamente a colui che aveva commissionato il furto della stessa auto, Vincenzo Scarantino, al garagista che l'aveva custodita e imbottita di tritolo, Giuseppe Orofino, al tecnico dei telefoni che avrebbe controllato l'utenza telefonica della famiglia Borsellino, Pietro Scotto, e all'"uomo d'onore", Salvatore Profeta, che avrebbe gestito la fase preparatoria dell'attentato.

Dopo l'arresto ed un periodo di carcerazione, lo Scarantino iniziava a collaborare con la giustizia e, tra accuse, ritrattazioni, conferme e smentite, consentiva di istruire anche i due successivi processi.

In definitiva, nel primo processo veniva condannato all'ergastolo il solo Profeta, mentre nel secondo e nel terzo venivano condannati all'ergastolo gli altri esecutori materiali ed i mandanti, tutti appartenenti alla mafia militare e alla "commissione di Cosa Nostra".

Il movente veniva individuato, seppure con alcune riserve, in due direttrici fondamentali: la vendetta nei confronti di uno dei magistrati più incisivamente impegnati contro "Cosa Nostra"; la prevenzione a fronte delle indagini che Paolo Borsellino aveva in corso anche in ordine alla morte del suo più caro amico Giovanni Falcone.

Entrambe le direttrici possono ricollegarsi alla strage di Capaci anche perchè, come è emerso da numerose dichiarazioni, i due omicidi erano stati deliberati

congiuntamente da "Cosa Nostra" sin dagli inizi degli anni ottanta.

Ciò detto, occorre subito precisare che taluni aspetti fondamentali della strage sono ancora da chiarire.

Infatti le dichiarazioni di Spatuzza e la parallela ritrattazione di Scarantino hanno sconvolto l'iniziale ricostruzione della scena.

A tutt'oggi non conosciamo la composizione del commando stragista; sappiamo ben poco sulla provenienza dell'esplosivo impiegato, il "plastico T4 o pentrite"; e sembra definitivamente scomparsa l'agenda rossa" che, a detta dei familiari, il giudice Borsellino consultò e ripose nella borsa prima di recarsi in Via D'Amelio.

Osservo, comunque, che la nuova e più attendibile ricostruzione sposta il baricentro della strage dalla famiglia mafiosa del boss Aglieri a quella di Brancaccio, capeggiata dai fratelli Graviano, condannati in via definitiva per le stragi continentali del 1993.

Ciò conferma la continuità della linea stragista di Cosa Nostra imposta dalla componente egemone e più violenta di Riina, Bagarella, Brusca, Madonia e, per l'appunto, dei fratelli Graviano.

Le prime indagini su Via D'Amelio avrebbero subìto rilevanti forzature anche ad opera di funzionari della Polizia di Stato legati ai Servizi Segreti.

Ora è legittimo chiedersi se tali forzature nacquero dall'ansia degli investigatori di dare una risposta appagante all'opinione pubblica sconvolta o se invece nacquero da un deliberato proposito di depistaggio.

Non ci sono, almeno per ora, risposte documentate.

Sulla scena, comunque riappaiono le ombre dei servizi Segreti. Prima fra tutte, quella del Dott. Lorenzo Narracci, già collaboratore del Dott. Contrada, come funzionario del SISDE a Palermo, tuttora in servizio all'AISI, e a quanto pare indagato a Caltanissetta.

Gaspare Spatuzza lo ha vagamente riconosciuto in fotografia come persona esterna a Cosa Nostra; mentre Massimo Ciancimino, testimone piuttosto discusso, lo ha indicato come accompagnatore del misterioso signor Franco o Carlo che avrebbe assiduamente seguito suo padre Vito Ciancimino nel corso della cosiddetta "trattativa" tra Stato e "Cosa Nostra".

Sulla strage di Via D'Amelio e sugli sviluppi successivi, la "trattativa" ebbe un impatto rilevante. Non è facile misurarne la portata a causa della segretezza delle indagini in corso.

Come è noto, essa si sarebbe svolta tra l'allora Colonnello di CC Mario Mori e il suo collaboratore Capitano Giuseppe De Donno, da un lato, e l'ex Sindaco di Palermo Vito Ciancimino, dall'altro.

Secondo l'opinione prevalente il primo contatto fu stabilito nello spazio di tempo compreso tra la strage di Capaci e quella di Via D'Amelio e si protrasse fino al dicembre del 1992, praticamente fino alla vigilia dell'arresto di Riina avvenuto il 16 gennaio successivo.

Di questi contatti - che nelle loro intenzioni costituivano un'ardita operazione investigativa - i due ufficiali informarono alcune Autorità politico-istituzionali.

Secondo l'ipotesi accusatoria invece essi intavolavano un vero e proprio negoziato in virtù del quale "Cosa Nostra" poneva fine alle stragi e otteneva, in cambio, provvedimenti favorevoli all'organizzazione.

E' probabile che Ciancimino abbia enfatizzato il suo ruolo di mediatore tra mafia e istituzioni con l'idea di trarre vantaggi personali da una parte e dall'altra.

Ed è altrettanto probabile che l'iniziativa degli ufficiali dell'Arma sia stata percepita da Cosa Nostra come il segno della disponibilità di settori delle istituzioni a scendere a patti con essa, inducendola così a colpire ancora per piegare ogni eventuale resistenza.

Brusca e Ganci sostengono che fu Riina a voler stringere i tempi della strage di Via D'Amelio, tanto da disporre il rinvio dell'esecuzione, già deliberata, di importanti personaggi politici. Il Giudice Borsellino era diventato ormai il numero uno tra i nemici di Cosa Nostra e, oltretutto, sarebbe stato sicuramente contrario alla trattativa: ebbe perciò precedenza assoluta.

Va detto che la risposta dello Stato fu immediata e dura, l'esatto contrario di quel che Cosa Nostra poteva aspettarsi.

Già nelle ore immediatamente successive alla strage il Ministro di Grazia e Giustizia Martelli disponeva la riapertura delle carceri di Pianosa e l'Asinara ed il trasporto dalla Sicilia di circa 250 "uomini d'onore" per scontarvi la pena in regime di 41 bis.

Il giorno successivo, il 20 luglio 1992, lo stesso Ministro, emette altri 325 provvedimenti di applicazione del 41 bis con scadenza annuale.

Il 7 agosto viene rapidamente convertito in legge il cosiddetto Decreto Martelli che aveva prima incontrato molte resistenze.

Due mesi dopo e precisamente in data 1° novembre 1992 vengono emessi ulteriori 567 provvedimenti di applicazione del 41 bis con scadenze al novembre 1993 e al gennaio 1994.

Richiamo l'attenzione sulle date di scadenza dei tre blocchi di provvedimenti, perché, come chiarirò più avanti, esse appaiono sincronizzate col succedersi delle stragi.

L'omicidio Salvo

Ma Cosa Nostra non si ferma. Due mesi dopo viene ucciso a Casteldaccia (PA) Ignazio Salvo, potente esattore delle imposte in Sicilia, già arrestato nel 1984 con il cugino Nino per associazione mafiosa.

E' un'altro atto della resa dei conti che aveva già colpito Lima e preso di mira diversi uomini politici, tutti colpevoli di non aver saputo salvare "Cosa Nostra" dagli effetti devastanti del maxi-processo.

Ma le esecuzioni individuali già programmate vengono disdette per aprire la fase più cruenta e politicamente eversiva: quella della produzione indiscriminata di terrore in tutto il paese, mediante gravissimi attentati al patrimonio artistico e culturale.

La successione di sette operazioni stragiste, con le prime cinque concentrate nello spazio di soli tre mesi, non ha precedenti in Italia.

Le ricordo rapidamente.

Alle ore 21.40 del 14 maggio 1993 un ordigno esplosivo deflagra all'incrocio tra Via Ruggero Fauro e Via Boccioni in Roma, subito dopo il passaggio dell'autovettura del noto presentatore Maurizio Costanzo che rimane fortunatamente illeso. L'esplosione provoca il ferimento di 24 persone e il danneggiamento di numerosi veicoli e degli edifici adiacenti.

Alle ore 1.00 del 27 maggio 1993 una violenta esplosione in Via dei Georgofili a Firenze fa crollare un'ala della Torre del Pulci, e altri palazzi storici vicini. Perdono la vita il vigile urbano Fabrizio Nencioni, la moglie Angela, le figlie Nadia e Caterina, lo studente universitario Dario Capolicchio. I feriti sono 37. Alla Galleria degli Uffizi i danni sono gravissimi: tre dipinti perduti per sempre e 173 danneggiati, insieme a 42 busti e 16 statue.

Alle ore 23.14 del 27 luglio 1993 un altra potente esplosione in Via Palestro a Milano, cagiona ingenti danni al Padiglione di arte contemporanea, agli automezzi e agli edifici vicini. Restano uccisi i vigili del fuoco Alessandro Ferrari, Carlo La Catena e Sergio Pasotto, il vigile urbano Stefano Picerno e l'immigrato Moussafir Driss. I feriti sono 12.

Alle ore 23.58 del 27 luglio 1993 un ordigno esplosivo deflagra nella piazza San Giovanni in Laterano, a Roma, danneggiando le strutture murarie della Basilica e del Palazzo Lateranense, nonché i veicoli in sosta o in transito nelle vicinanze.

A distanza di qualche minuto, una seconda esplosione danneggia la chiesa di San Giorgio al Velabro in Roma, gli edifici limitrofi ed i veicoli in sosta o in transito.

Il 23 gennaio del 1994, una "Lancia Thema" imbottita con oltre 120 kg di esplosivo viene collocata nel viale dei Gladiatori a Roma, nelle immediate vicinanze dell'Olimpico, in un punto dove al termine di manifestazioni pubbliche sportive, transitano gli autobus dei carabinieri in servizio allo stadio. L'autovettura non esplode per il difettoso funzionamento del congegno di attivazione della carica.

Il 14 aprile 1994, infine, in Formello (Roma) viene trovato un ingente quantitativo di materiale esplosivo occultato sul ciglio della Via Formellese, dove solitamente passa il collaboratore di giustizia Salvatore Contorno che abita da quelle parti.

Osservo che l'esplosivo impiegato da Via Fauro in poi è lo stesso di Via D'Amelio: il plastico "T4 o pentrite". Prodotto in Austria, Regno Unito, Svezia e Stati Uniti, il "T4" è fuori commercio in Italia e lo hanno in dotazione soltanto le nostre Forze Armate. Cosa Nostra ne disponeva in grandi quantità: nei primi cinque episodi or ora richiamati ne fece esplodere ben 670 Kg.

Tutti questi fatti, la cui connessione apparve evidente dopo pochi giorni, sono stati giudicati avanti la Corte di Assise di Firenze, città nella quale la strage aveva provocato il più alto numero di vittime.

La nuova strategia di tipo terroristico, basata sull'esecuzione di attentati indiscriminati fuori dalla Sicilia, principalmente contro beni nazionali di interesse artistico, aveva, come chiariranno i processi, i seguenti obiettivi immediati: l'abrogazione della normativa penitenziaria con l'isolamento carcerario dei mafiosi; la chiusura di alcune carceri "speciali" (Pianosa e l'Asinara); la sterilizzazione della normativa sui "collaboratori di giustizia"; la degradazione della cultura dell'antimafia mediante l'eliminazione di un giornalista considerato suo sostenitore.

Considerazioni finali

Fin qui, dunque, i fatti e le responsabilità che sono state accertate nel corso dei relativi procedimenti penali.

Vorrei ora riconsiderarli, anche alla luce dei nuovi elementi che sono emersi per vie diverse negli ultimi due anni.

Il punto di svolta della strategia politico-militare della mafia siciliana è dunque il 30 gennaio del 1992, quando la Corte di Cassazione, pronunciandosi definitivamente sul "maxi-processo", rigetta tutti i ricorsi delle difese e consacra il criterio della responsabilità implicita della "Commissione", l'organo di autogoverno di Cosa Nostra.

Lì si interrompe la lunga "pax mafiosa" iniziata nella seconda metà degli anni '80 e "Cosa Nostra" presenta immediatamente il conto a coloro che non avevano saputo proteggere l'associazione dalla bufera giudiziaria.

Per Salvatore Riina ed i suoi "uomini d'onore" non aveva alcuna importanza chiedersi se i tradizionali referenti, come Lima e Salvo, avessero fatto veramente tutto il possibile per mantenere le promesse; ciò che contava era solo che essi non apparivano più in grado di assolvere ai loro compiti in un momento cruciale per la vita dell'organizzazione.

Avendo esaurito la loro funzione, da vivi non servivano più.

Serviva, invece, la loro morte e quella di coloro che, come i giudici Falcone e Borsellino, erano stati, sul fronte opposto, i principali protagonisti dello storico "maxi-processo".

Mentre sembrava dileguarsi il mito della sua invincibilità ed impunità, quelle morti dovevano dimostrare a tutti, che "Cosa Nostra" era e restava, comunque, più forte dei suoi nemici ed anche dei potenti amici che le avevano voltato le spalle; tanto forte da poter lanciare allo Stato una sfida temeraria.

Il mutamento strategico di "Cosa Nostra" e la sua radice terroristico-eversiva furono colti immediatamente dai vertici della sicurezza.

Già nel corso dell'audizione dell'11 giugno 1993, il Capo della Polizia Prefetto Parisi disse alla nostra Commissione:

"[...] il coinvolgimento della mafia nelle ultime operazioni criminali ... non appare che situabile in un disegno ancor più ampio, laddove interessi macroscopici illeciti, sistemazioni di profitti, gestioni d'intese con altre componenti delinquenziali ed affaristiche, nazionali ed internazionali, emergono con ogni evidenza [...]".

Recentemente, il Presidente Emerito della Republica Oscar Luigi Scalfaro, ha riferito nel corso di una intervista, che in quei giorni il prefetto Parisi "teneva in grande conto una segnalazione del Mossad, secondo la quale nel mondo della destra estrema c'era una forte spinta a destabilizzare la situazione italiana, puntando anche alle dimissioni del Capo dello Stato".

A sua volta, il dott. Gianni De Gennaro, allora Direttore della DIA, pur riconoscendo il contesto mafioso della strage di Via d'Amelio, intravedeva "elementi tali da far sospettare che l'intero progetto eversivo non fosse di esclusiva gestione dei vertici di Cosa Nostra, bensì che allo stesso potessero aver contribuito altri esponenti di un più vasto potere criminale. Era infatti evidente nell'omicidio Borsellino una chiara anomalia nel tradizionale comportamento mafioso, aduso a calibrare le proprie azioni delittuose sì da raggiungere il massimo risultato con il minimo danno; al delitto, infatti, era stata data una cadenza temporale tale da accelerare anziché infrenare l'azione reattiva delle istituzioni, con un conseguente ed apparente danno per l'organizzazione criminale".

Le analisi di Parisi e De Gennaro troveranno successivamente ripetute conferme nelle sedi giudiziarie.

E' dunque ragionevole ipotizzare che nella stagione dei grandi delitti e delle stragi si sia verificata una convergenza di interessi tra Cosa Nostra, altre organizzazioni criminali, logge massoniche segrete, pezzi deviati delle istituzioni, mondo degli affari e della politica.

Questa attitudine a entrare in combinazioni diverse è nella storia della mafia e, soprattutto è nella natura stessa della Borghesia mafiosa.

Basti pensare al mancato golpe di Junio Valerio Borghese, al finto rapimento di Michele Sindona, alla regia di Pippo Calò nella strage del "rapido 804".

Quella storia ci dice, secondo la nota affermazione di Buscetta, che "la mafia non prende ordini da nessuno", è autonoma. La sua stella polare è l'utilitarismo, cioè il concreto interesse dell'organizzazione.

Lo stesso Giovanni Falcone ci aveva spiegato che non esistono "terzi livelli"di alcun genere capaci di influenzare o addirittura determinare gli indirizzi di "Cosa Nostra"; e che ipotizzare l'esistenza di centrali del crimine, burattinai e grandi vecchi che dall'alto dettano l'agenda o tirano le file della mafia, significa peccare di "rozzezza intellettuale".

Probabilmente nei giorni in cui faceva queste affermazioni il grande magistrato considerava prematuro andare fino in fondo nell'analisi del rapporto mafia-politica.

Tuttavia esse costituiscono ancora oggi un monito ineludibile per chi, come noi, ha il dovere di fondare sulla realtà dei fatti le proprie valutazioni.

Ora è del tutto evidente, come hanno stabilito i magistrati e come ha confermato l'incerta copia del misterioso "papello", che l'obiettivo essenziale, il fine ultimo pratico delle stragi del 92-'93 era quello di costringere lo Stato ad abolire il 41 bis e a ridimensionare tutte le attività di prevenzione e repressione.

Era una posta altissima, perchè il 41 bis, la normativa sui collaboratori di giustizia e quella sul sequestro dei patrimoni illeciti, avevano ed hanno una tale forza

eversiva da far saltare gli assetti interni del potere mafioso e disgregare alla lunga l'intera organizzazione.

Per questo "Cosa Nostra" tratta o cerca di trattare con lo Stato.

Oggi abbiamo notizie abbastanza chiare su due trattative: quella "dai contorni anomali" tra Mori e Ciancimino che forse fu la deviazione di una audace attività investigativa; e quella tra Bellini-Gioè-Brusca-Riina, dalla quale nacque l'idea di aggredire il patrimonio artistico dello Stato, avendo spiegato Bellini ai suoi interlocutori che "ucciso un giudice questi viene sostituito, ucciso un poliziotto avviene la stessa cosa, ma distrutta la Torre di Pisa, viene distrutta una cosa insostituibile con incalcolabili danni per lo Stato" (atti Corte Assise Firenze).

Recentemente l'allora Ministro della Giustizia Martelli ha ribadito che mentre il Governo era impegnato in uno scontro frontale con la mafia "c'erano altre parti di Stato che viceversa pensavano che le cose si potevano aggiustare, se per un verso la mafia rinunciava alla strategia terroristica e dall'altra parte lo Stato si toglieva dalla testa l'idea di portare il colpo definitivo a Cosa Nostra".

Per l'ex Ministro Mancino non ci fu trattativa: "noi l'abbiamo sempre respinta ... anche come semplice ipotesi di alleggerimento dello scontro con lo Stato portato avanti dalla mafia".

Sono due punti di vista diversi e comunque meno contraddittori di quel che appare, perché entrambi ribadiscono l'estraneità del Governo alla trattativa. Ma qualcosa del genere ci fu e Cosa Nostra la accompagnò con inaudite ostentazioni di forza.

Voglio segnalare a questo proposito una singolare corrispondenza di date che si verifica, a partire dal maggio del 1993, tra le stragi sul territorio continentale e la scadenza dei tre blocchi di 41 bis emessi nell'anno precedente.

Il 27 maggio esplode la bomba di Via dei Georgofili, a meno di un mese dalla scadenza dei primi provvedimenti adottati dal Ministro Martelli. E' il "colpettino... per stuzzicare la controparte" di cui parlarono Riina e Brusca? O, in altri termini, un messaggio diretto a caldeggiare una richiesta o a riavviare una trattativa?

Il messaggio, comunque, non viene raccolto e infatti i 325 provvedimenti vengono prorogati di un altro anno fino al 1994.

Il 27 e 28 luglio esplodono le bombe di Milano e Roma e "Cosa Nostra" assume una iniziativa senza precedenti: rivendica gli attentati in perfetto stile brigatista ed alza il tiro minacciando una nuova strage con la "garanzia di centinaia di morti".

Forse è il preavviso della strage programmata allo Stadio Olimpico che, per fortuna, fallirà.

Andiamo avanti.

Il 1° novembre del 1993 scade un altro blocco di provvedimenti 41 bis, ma nel frattempo "Cosa Nostra" tace.

Imprevedibilmente, tre giorni dopo quella scadenza, il 4 e il 6 novembre, il Ministro di Grazia e Giustizia non proroga il 41 bis a 140 detenuti nel carcere dell'Ucciardone di Palermo.

Se ne può desumere che la "trattativa-ricatto" abbia prodotto i suoi effetti tra il 29 luglio e il 6 novembre?

E' comunque plausibile ritenere che l'organizzazione mafiosa avesse interpretato quella revoca come un cedimento o una concessione dello Stato per i colpi subiti e che, pertanto, la campagna stragista dovesse andare avanti.

Tanto più che il 31 gennaio 1994 sarebbe scaduto il provvedimento più importante, nel cui elenco figuravano alcuni dei boss più autorevoli di "Cosa Nostra": Gerlando Alberti, Bernardo Brusca, Pippo Calò, Stefano Fidanzati, Giacomo Gambino, Salvatore Greco, Luciano Liggio, Francesco Madonia, ecc..

Questa ipotesi si rafforzerebbe se la data della tentata strage allo Stadio Olimpico fosse quella indicata da G. Spatuzza: e cioè il 23 gennaio 1994, in occasione della partita di calcio Roma-Udinese.

Naturalmente queste sincronie vanno prese con cautela, anche perché le stragi continentali erano state programmate con largo anticipo.

Dobbiamo peraltro considerare che, secondo il compianto Dr. Chelazzi, "la causale delle stragi si è strutturata progressivamente con dei temi trainanti e altri che si sono aggiunti in corso d'opera", determinando forse delle variazioni rispetto al programma iniziale.

In ogni caso resta il fatto che la seconda revoca non ci fu, che la strage all'Olimpico non fu più tentata e che lo Stato non cedette. Anzi, andò via via intensificando le attività di prevenzione e di contrasto; attività che non avrebbero più avuto soste né con i governi di centro-sinistra né con quelli di centro-destra.

Ma torniamo a noi.

La stagione terribile delle stragi si chiuse il 27 gennaio 1994 con l'arresto dei fratelli Graviano, capi indiscussi dell'ala più violenta, e con l'ascesa del "moderato" Bernardo Provenzano ai vertici di Cosa Nostra. Costui spingerà l'associazione mafiosa a fare impresa, ad immergersi sempre più nell'economia e nella società, facendo tacere le armi: sarà la fine dei "viddani" di Totò Riina, rinchiuso in carcere e reso impotente dal rigore del 41 bis.

Anche la semplice narrazione dei fatti induce a ritenere che vi furono interventi esterni alla mafia nella programmazione ed esecuzione delle stragi.

Fin dall'agosto del 1993, un rapporto della DIA, aveva intravisto e descritto "una aggregazione di tipo orizzontale", in cui rientravano, oltre alla mafia, talune logge massoniche di Palermo e Trapani, gruppi eversivi di destra, funzionari infedeli dello Stato e amministratori corrotti.

Sulla stessa linea, pur restringendo il campo, il procuratore di Caltanissetta Dr. Lari ha sostenuto recentemente che Cosa Nostra non è stata "eterodiretta da entità altre", ma che al tavolo delle decisioni si siano trovati, accanto ai mafiosi, "soggetti deviati dell'apparato istituzionale che hanno tradito lo Stato con lo scopo di destabilizzare il paese ... mettendo a disposizione un know-how strategico e militare". Nel luglio scorso lo stesso Dr. Lari aveva anticipato che, a seguito delle dichiarazioni di Spatuzza, "le investigazioni hanno lasciato la pista puramente mafiosa e puntano a scoprire un patto

fra i boss di Cosa Nostra e Servizi Segreti".

Probabilmente Provenzano fu insieme a Ciancimino tra i protagonisti di trattative del genere, mentre Riina ne fu, almeno in parte, la posta.

"Trattative" complesse e a tutt'oggi oscure, nelle quali entrarono a vario titolo, per convergenza di interessi, soggetti diversi, ma tutti dotati di un concreto potere contrattuale da mettere sul piatto. Altrimenti "Cosa Nostra" li avrebbe rifiutati.

Proprio per questa intuibile o evidente complessità, dobbiamo guardarci bene dalle semplificazioni come dalle generalizzazioni: una testimonianza sul "sentito dire" ha bisogno di riscontri obiettivi e l'accostamento arbitrario di pezzi di verità diverse può darci, al massimo, solo una congettura.

Mi riferisco soprattutto alla dimensione strettamente politica della trattativa e, in particolare, agli interessi politici della mafia nel periodo delle stragi.

Uccisi, o minacciati di morte o abbandonati i suoi tradizionali referenti, "Cosa Nostra" faticava a orientarsi e a costruire nuove alleanze in un contesto politico che, dopo la caduta del muro di Berlino, si stava ormai disgregando sotto i colpi di tangentopoli e quelli delle stesse stragi. Tanto è vero che cercò una soluzione, costruendosi un proprio partito regionale, "Sicilia Libera", che avrebbe poi cercato di spendere sulla scena politica nazionale, ancora troppo confusa ed incerta.

Perciò è probabile che all'indomani dell'arresto dei fratelli Graviano e della sconfitta dell'ala stragista, "Cosa Nostra" si sia adeguata al nuovo ordine di Bernardo Provenzano e si sia messa alla finestra, in attesa di quel che sarebbe successo dopo le dimissioni del Governo Ciampi (13 gennaio 1994), lo scioglimento delle Camere e le elezioni anticipate.

Da allora ad oggi, bloccato il braccio militare, Cosa Nostra ha certamente curato le sue relazioni, i suoi affari, il suo potere.

Ma da allora ad oggi ha perduto quasi tutti i suoi maggiori esponenti, mentre in Sicilia è cresciuta grandemente una opposizione sociale alla mafia che ha i suoi eroi e i suoi obiettivi civili e procede decisamente accanto alla magistratura e alle forze dell'ordine.

Anche per questo "Cosa Nostra" ha forse rinunziato all'idea di confrontarsi da pari a pari con lo Stato, ma non ha certo rinunziato alla politica.

Al contrario, con l'espandersi del suo potere economico ha sentito sempre più il bisogno di proteggere i suoi affari e i suoi uomini. Specialmente con gli strumenti della politica comunale, regionale, nazionale ed europea.

Ma a questo punto entriamo nella seconda fase del nostro programma di lavoro: la lotta alle mafie italiane e straniere sul versante economico-finanziario: la nuova frontiera dell'antimafia.

E' dunque opportuno concludere qui questo lungo e tuttavia lacunoso intervento.

Chapitre 11

0508 2013

Il compagno
PIO LA TORRE
deputato al Parlamento
membro della Direzione del PCI
segretario regionale della Sicilia

è stato vigliaccamente assassinato in un agguato terrorisitico politico mafioso. Con lui è stato ucciso il compagno Rosario Di Salvo.

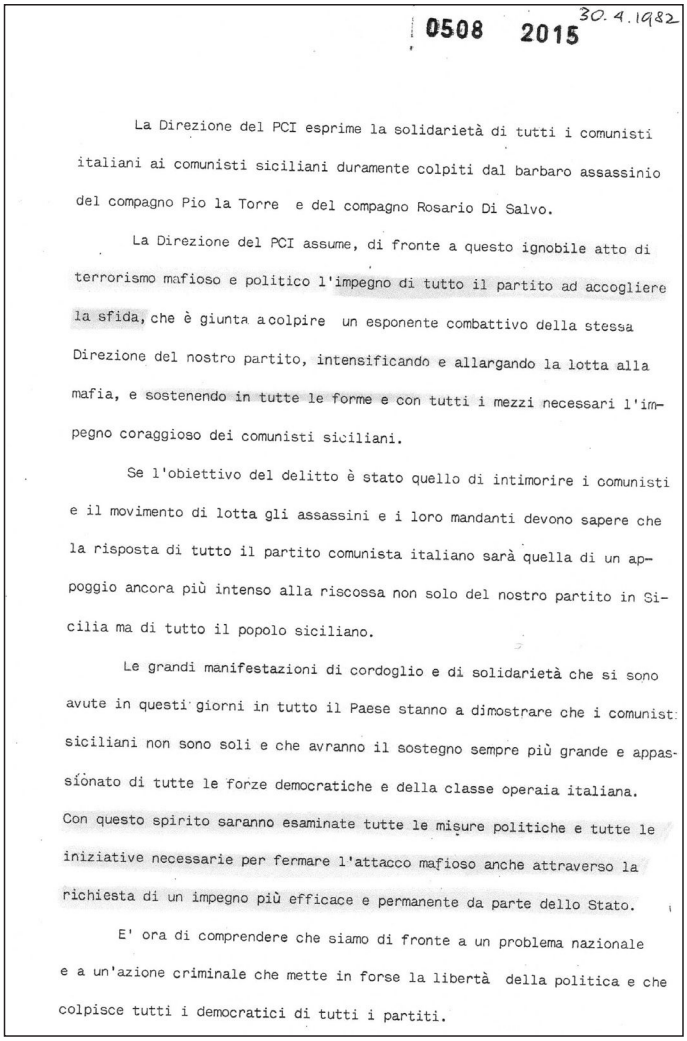
Il compagno La Torre è stato stroncato nel pieno del suo impegno coraggioso e appassionato contro la violenza sanguinaria della mafia, per la pace e il disarmo, per il riscatto del Mezzogiorno.

Un nuovo martire si aggiunge alla lunga catena di comunisti e democratici uccisi dalle forze che vogliono impedire con ogni mezzo il rinnovamento dell'Italia.

Il PCI abbruna le proprie bandiere e fa appello a tutte le forze sane del Paese affinché sorga e si estenda un grande moto popolare unitario che, stroncando la violenza del terrorismo e della malavita, imponga il rispetto della vita e della libertà di tutti i cittadini, il risanamento dello Stato e la difesa del regime democratico e repubblicano.

Roma, 30 aprile 1982 PARTITO COMUNISTA ITALIAN(

Communiqué du PCI du 30 avril 1982, APC 0508 2013.



0508 2015 30.4.1982

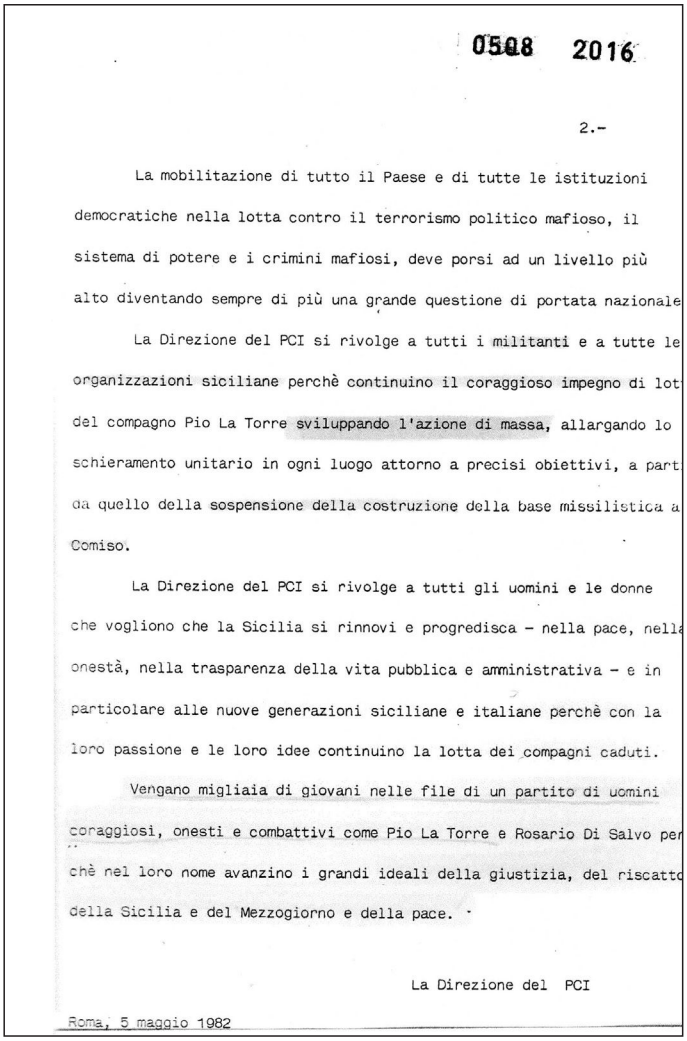
La Direzione del PCI esprime la solidarietà di tutti i comunisti italiani ai comunisti siciliani duramente colpiti dal barbaro assassinio del compagno Pio la Torre e del compagno Rosario Di Salvo.

La Direzione del PCI assume, di fronte a questo ignobile atto di terrorismo mafioso e politico l'impegno di tutto il partito ad accogliere la sfida, che è giunta a colpire un esponente combattivo della stessa Direzione del nostro partito, intensificando e allargando la lotta alla mafia, e sostenendo in tutte le forme e con tutti i mezzi necessari l'impegno coraggioso dei comunisti siciliani.

Se l'obiettivo del delitto è stato quello di intimorire i comunisti e il movimento di lotta gli assassini e i loro mandanti devono sapere che la risposta di tutto il partito comunista italiano sarà quella di un appoggio ancora più intenso alla riscossa non solo del nostro partito in Sicilia ma di tutto il popolo siciliano.

Le grandi manifestazioni di cordoglio e di solidarietà che si sono avute in questi giorni in tutto il Paese stanno a dimostrare che i comunisti siciliani non sono soli e che avranno il sostegno sempre più grande e appassionato di tutte le forze democratiche e della classe operaia italiana. Con questo spirito saranno esaminate tutte le misure politiche e tutte le iniziative necessarie per fermare l'attacco mafioso anche attraverso la richiesta di un impegno più efficace e permanente da parte dello Stato.

E' ora di comprendere che siamo di fronte a un problema nazionale e a un'azione criminale che mette in forse la libertà della politica e che colpisce tutti i democratici di tutti i partiti.



0508 2016

2.-

La mobilitazione di tutto il Paese e di tutte le istituzioni democratiche nella lotta contro il terrorismo politico mafioso, il sistema di potere e i crimini mafiosi, deve porsi ad un livello più alto diventando sempre di più una grande questione di portata nazionale

La Direzione del PCI si rivolge a tutti i militanti e a tutte le organizzazioni siciliane perchè continuino il coraggioso impegno di lot del compagno Pio La Torre sviluppando l'azione di massa, allargando lo schieramento unitario in ogni luogo attorno a precisi obiettivi, a part da quello della sospensione della costruzione della base missilistica a Comiso.

La Direzione del PCI si rivolge a tutti gli uomini e le donne che vogliono che la Sicilia si rinnovi e progredisca - nella pace, nella onestà, nella trasparenza della vita pubblica e amministrativa - e in particolare alle nuove generazioni siciliane e italiane perchè con la loro passione e le loro idee continuino la lotta dei compagni caduti.

Vengano migliaia di giovani nelle file di un partito di uomini coraggiosi, onesti e combattivi come Pio La Torre e Rosario Di Salvo per chè nel loro nome avanzino i grandi ideali della giustizia, del riscatto della Sicilia e del Mezzogiorno e della pace.

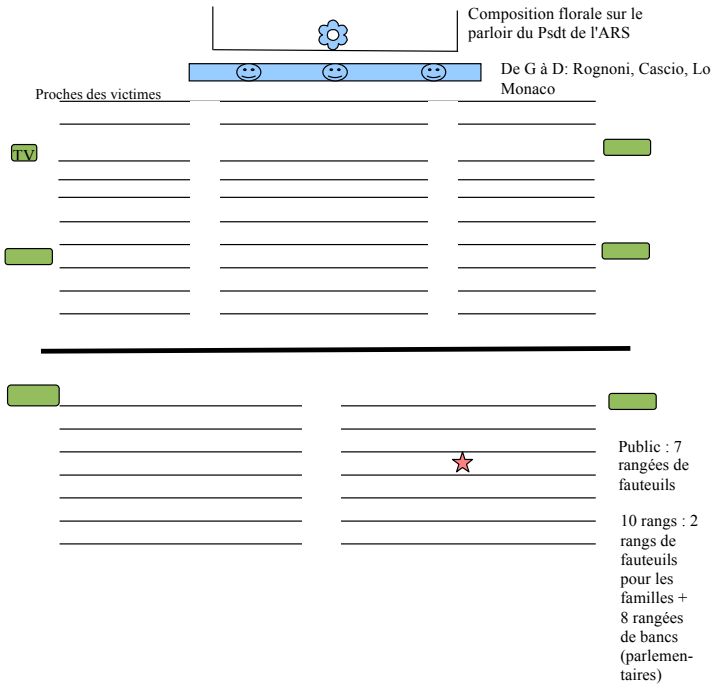
La Direzione del PCI

Roma, 5 maggio 1982

Communiqué de la Direction centrale du PCI, 5 mai 1982, APC 0508 2016.

Grille d'observation de la commémoration de Pio La Torre à l'ARS, le 27 avril 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Fermé, sala d'Ercole = salle du Parlement sicilien
	Nom du lieu	Palazzo Reale, Palazzo dei Normanni : ARS
	Type de commémoration	Officielle, séance extraordinaire de l'ARS.
	Organisateurs	Centro Studi PLT & Presidenza dell'ARS (Presidente Francesco Cascio)
	Présents	⅄ Public = environ 70 personnes (sur 134 de prévues) ⅄ Environ 40 jeunes prennent place sur les bancs des parlementaires, qui brillent par leur absence (5 rangs vides sur 8, et les 3 premiers sont clairsemés) ⅄ Famille / invités / parlementaires / représentants des forces de l'ordre = 50 personnes ◦ Proches des victimes : femme + 1 fille de RDS, Franco La Torre et sa fille ◦ Parlementaires siciliens : une dizaine sur 100, selon Giovanni Pagano ◦ Arma : 1 ; Armée : 2 ; Guardia di Finanza : 1 ◦ Pietro Grasso (1° rang, il tient *Liberi tutti* à la main) ◦ Sonia Alfano, appena eletta psdte commissione antimafia europea a Strasburgo (altra gaffe di Cascio : non l'ha vista)
	Durée	Retard 30mn. Durée : 1h30.
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	⅄ Sala d'Ercole : fresques, bancs en bois = décor fastueux, salle du Parlement > renforce la dimension institutionnelle de la cérémonie. Salle divisée en 2 : les bancs des parlementaires / le public. Nous = public. ⅄ Sala Gialla : pour les élèves participant aux pgms éductaifs antimafia (écoles Bagheria, Canicatti, Palerme : cf entretien Giovanni)
	Outils	Sala d'Ercole = 6 télés, 4 caméras, 2 photographes Sala Gialla = 2 écrans
	Usages de ces dispositifs	Sala d'Ercole : 6 télés (3 de chq côté de la salle) pour projeter le film sur l'expo photo et retransmettre la cérémonie pour le public + on line pour les écoles + visionnage du film de présentation de l'archivio digitale
	Support audiovisuel ou musical	⅄ Powerpoint de présentation de l'expo photo du Centro Studi PLT ⅄ Film présentation archivio digitale
	Capacité d'accueil	Environ 300 personnes
	Consignes données / documents distribués	Documents posés sur les sièges du public : ⅄ *A Sud'Europa*, revue du Centro studi PLT du 30 avril 2012 (sondage annuel sur la perception de la mafia par les jeunes) ⅄ Invitation au Gramsci de Palerme : débat sur Placido Rizzotto (con Vittorio Coco e Salvatore Lupo), 65° anniversaire de Portella et 30° de PLT le 3/05

	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Pas de règles liturgiques, ce n'est pas un lieu de culte. Règles sociales (?) : l'intervenant se lève et parle (face à la salle, vu disposition estrade) = cf Parlement national
	Horaires d'ouverture	Normalement fermé au public, sauf pour les séances publiques
	Règlements affichés	Pas d'appareil photo, pas de sac à dos.
	Institutionnalité du lieu	Caractère officiel et solennel de la cérémonie < décor, lieu. Personnel de l'ARS posté dans les couloirs pour diriger les gens, vérifier qu'ils sont sur les listes d'invités.
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	- Passage en boucle du ppt de présentation de l'expo photo (matériel utilisé dans pgm éduc) en attendant le début (30mn de retard) - Discours Cascio (dont brève minute de silence) - Projection film présentation archivio digitale - Discours Vito Lo Monaco - Discours Virginio Rognoni
	Hommes politiques	Virginio Rognoni Presidente Cascio Public : la Alfano, psdte de la Commission régionale antimafia (Gaffe de Cascio qui oublie de la citer alors qu'on la voit à l'écran)
	Division du travail (associations)	Centro Studi : organisation générale. Commande d'un tampon spécial aux Postes italiennes pour le 30° anniversaire (sur lequel on voit PLT et RDS < photos) > « stand » des postes avec cartes postales du Centro studi (photos de PLT < expo photo) et vente de timbres spéciaux faits pour les grands anniversaires : - Moro - Falcone et Borsellino (2002) = pochette collector, 6€ avec un timbre, une carte, et un texte qui explique pourquoi la poste a choisi ces figures. Un tampon sera créé pour eux aussi, « affranchissement » public le 12 mai, cf prospectus. - Dalla Chiesa (2002) = pochette collectionneurs, texte plus bref par rapport à F&B. - Jean-Paul II => Mais aucun timbre pour PLT !

		Vito Lo Monaco : discours pour présenter l'archivio digitale
	Hiérarchie	Cascio maître de cérémonie
	Place hommes / femmes	Plus de femmes que d'hommes dans le personnel de l'ARS
	Tenues de travail	▲ Uniforme pour les représentants des forces de l'ordre et pour le personnel de l'ARS ▲ Costume-cravatte sombres pour les hommes ▲ Tailleur pour les femmes, talons
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques (comportements, discours)	Cascio = « Vuoto lasciato da PLT », biographie de PLT purement factuelle ▲ activité syndicale et politique ▲ Emprisonnement : mort de sa mère, naissance de son fils ▲ Législatures à l'ARS ▲ Législatures nationales : participation aux commissions dont antimafia (rédaction rapport minorité) ▲ Proposition de loi ▲ Comiso : « la sua ultima battaglia » => insistance sur la diversité de ses activités ▲ « La sua vita fu brutalmente interrotta » = atténuation % rhétorique habituelle : périphrase qui n'identifie pas les acteurs (responsables) ni ne qualifie l'action. Mafia = pas nommée ▲ RDS pas nommé ▲ Résumé procès ▲ Citation Pietro Grasso sur la lutte contre la mafia ▲ « Uccisione per mano mafiosa » : rhétorique qui tend à diminuer la violence (% adjectifs habituellement utilisés) ▲ Renouvellement engagement politique et civil contre la mafia : « Continuare dentro ciascuno di noi » ▲ PLT = « esempio di amore per la propria terra » e del popolo 1 minute de silence = qui dure au maximum 15 secondes. Tout le monde se lève pour ces qq secondes.
		Projection film sur l'archivio digitale 2° intervenant = Vito Lo Monaco. ▲ Remerciements ▲ Commémoration Montecitorio ▲ Archivio digitale = « frutto di disponibilità politiche e di competenze tecniche » ▲ Contenu archives ▲ Présentation BD *La marcia di PLT* qui sortira à l'été 2012. BD inspirée par l'oeuvre de Vincenzo Consolo *PLT, orgoglio di Sicilia* (théâtre). ▲ Représentations théâtrales des élèves bientôt en ligne + représentations à Palerme ▲ Projet d'inclure d'autres comptes-rendus d'audiance sur la base de données : Placido Rizzotto (a breve, funerali di Stato), procès de Viterbo (Portella) + procès de la 2° guerre de mafia. ▲ « Senza i magistrati e le forze dell'ordine (…) la legge R-LT sarebbe rimasta inosservata ». ▲ Loi R-LT : dénonciation des « tentativi anche recenti di cancellarla dalla memoria del nostro paese » (TV = députés du public qui somnolent...) ▲ « Bisogna dare più strumenti alla giustizia » cf propositions du mvt antimafia Rognoni : ▲ Il salue les proches de LT mais pas un mot pour la veuve et la fille de RDS !!! (cf entretien Giovanni : la veuve est très déçue par l'attitude des institutions à son égard) ▲ Napolitano, à la célébration de la naissance de Zaccagnini : « ha ricordato il dovere della politica » => Pas de discours pour la remise de la médaille du mérite à Filippo LT et à Rosy Di Salvo ▲ « Ci siamo liberati della mediocrità, torniamo a sperare » = allusion à Berlusconi ? ▲ Il salue la figure de l'intellectuel : citation *Mvto contadino in Sicilia* = « la ragione della sua politica », « mobilità dal basso, quasi pedagogica » ▲ Leçon de PLT : « il partito come strumento serio perché attrezzato culturalmente » > désir de « ricondurre i partiti a questo livello » comme une façon d'honorer la

		mémoire de pLT - Politique : « una cosa seria per persone serie » - PLT = « uomo di pace », pour cet idéal il a eu des différends avec le gouvernement et le PCI - Politique / lutte contre la mafia = « Per combattere la mafia bisogna che la politica sia buona » - CADC : « un prefetto che avesse autorità » => Il né'voque pas la polémique des pouvoirs - « L'orrenda mano mafiosa che lo (colpì) a morte » - Rencontre Rognoni-PLT en mars 1982 : ok pour faire un texte de loi unique... => Reconstruction historique (Rizzo ? Burgio?) : plus de réserves sur cet entretien. PLT ne semblait pas en être sorti convaincu de l'engagement du gouvernement - RDS : « collaboratore », « amico », « compagno » : seul fois o`il en parle. - S'attaquer aux patrimoines des mafieux : « un colpo mortale » - Loi 109 de 1996, agenzia nazionale per l'amministrazione dei beni confiscati, codice antimafia (Sonneries de téléphone à répétition, bruits à l'allumage : en tout, une vingtaine pendant la commémoration, public peu attentif) - Risque que les mafieux récupèrent les biens confisqués : « rischio che non possiamo correre » : contraire à l'idée de PLT. - Infiltrations, zone grise - « Sconcertante degrado della vita politica » = grave pour la lutte contre la mafia - Nécessité de faire la loi anti-corruption et de réinscrire le faux bilan dans le code pénal - **Culture de la légalité = « il nuovo volto del patriottismo italiano »** = phrase finale. Conclusion, Cascio : - Remerciements aux jeunes - Gaffe : « Ringraziamo per la sua presenza l'on. Rognoni e anche PLT e RDS, che purtroppo oggi non ci sono, perciò li commemoriamo » (!)
		Piazza indipendenza, sorte de poumon vert
8. Médiatisation	Médias présents	Rai Tv locales Presse écrite
	Interviews réalisés	

Chapitre 12

L'intervento di Roberto Scarpinato, procuratore generale della Corte di Appello di Caltanissetta, letto alla commemorazione per i 20 anni dell'assassinio di Paolo Borsellino, con il quale ha lavorato fianco a fianco nel pool antimafia.

Caro Paolo,

oggi siamo qui a commemorarti in forma privata perché più trascorrono gli anni e più diventa imbarazzante il 23 maggio ed il 19 luglio partecipare alle cerimonie ufficiali che ricordano le stragi di Capaci e di via D'Amelio.

Stringe il cuore a vedere talora tra le prime file, nei posti riservati alle autorità, anche personaggi la cui condotta di vita sembra essere la negazione stessa di quei valori di giustizia e di legalità per i quali tu ti sei fatto uccidere; personaggi dal passato e dal presente equivoco le cui vite – per usare le tue parole – emanano quel *puzzo del compromesso morale* che tu tanto aborrivi e che si contrappone *al fresco profumo della libertà*.

E come se non bastasse, Paolo, intorno a costoro si accalca una corte di anime in livrea, di piccoli e grandi maggiordomi del potere, di questuanti pronti a piegare la schiena e a barattare l'anima in cambio di promozioni in carriera o dell'accesso al mondo dorato dei facili privilegi.

Se fosse possibile verrebbe da chiedere a tutti loro di farci la grazia di restarsene a casa il 19 luglio, di concederci un giorno di tregua dalla loro presenza. Ma, soprattutto, verrebbe da chiedere che almeno ci facessero la grazia di tacere, perché pronunciate da loro, parole come Stato, legalità, giustizia, perdono senso, si riducono a retorica stantia, a gusci vuoti e rinsecchiti.

Voi che a null'altro credete se non alla religione del potere e del denaro, e voi che non siete capaci di innalzarvi mai al di sopra dei vostri piccoli interessi personali, il 19 luglio tacete, perché questo giorno è dedicato al ricordo di un uomo che sacrificò la propria vita perché parole come Stato, come Giustizia, come Legge acquistassero finalmente un significato e un valore nuovo in questo nostro povero e disgraziato paese.

Un paese nel quale per troppi secoli la legge è stata solo la voce del padrone, la voce di un potere forte con i deboli e debole con i forti. Un paese nel quale lo Stato non era considerato credibile e rispettabile perché agli occhi dei cittadini si manifestava solo con i volti impresentabili di deputati, senatori, ministri, presidenti del consiglio, prefetti, e tanti altri che con la mafia avevano scelto di convivere o, peggio, grazie alla mafia avevano costruito carriere e fortune.

Sapevi bene Paolo che questo era il problema dei problemi e non ti stancavi di ripeterlo ai ragazzi nelle scuole e nei dibattiti, come quando il 26 gennaio 1989 agli studenti di Bassano del Grappa ripetesti: "*Lo Stato non si presenta con la faccia pulita… Che cosa si è fatto per dare allo Stato… Una immagine credibile?… La vera soluzione sta nell'invocare, nel lavorare affinché lo Stato diventi più credibile, perché noi ci dobbiamo identificare di più in queste istituzioni*".

E a un ragazzo che ti chiedeva se ti sentivi protetto dallo Stato e se avessi fiducia nello Stato, rispondesti: "*No, io non mi sento protetto dallo Stato perché quando la lotta alla mafia viene delegata solo alla magistratura e alle forze dell'ordine, non si incide sulle cause di questo fenomeno criminale*". E proprio perché eri consapevole che il vero problema era restituire credibilità allo Stato, hai dedicato tutta la vita a questa missione.

Nelle cerimonie pubbliche ti ricordano soprattutto come un grande magistrato, come l'artefice insieme a Giovanni Falcone del maxiprocesso che distrusse il mito della invincibilità della mafia e riabilitò la potenza dello Stato. Ma tu e Giovanni siete stati molto di più che dei magistrati esemplari. Siete stati soprattutto straordinari creatori di senso.

Avete compiuto la missione storica di restituire lo Stato alla gente, perché grazie a voi e a uomini come voi per la prima volta nella storia di questo paese lo Stato si presentava finalmente agli occhi dei cittadini con volti credibili nei quali era possibile identificarsi ed acquistava senso dire " Lo Stato siamo noi". Ci avete insegnato che per costruire insieme quel grande Noi che è lo Stato democratico di diritto, occorre che ciascuno ritrovi e coltivi la capacità di innamorarsi del destino degli altri. Nelle pubbliche cerimonie ti ricordano come esempio del senso del dovere.

Ti sottovalutano, Paolo, perché la tua lezione umana è stata molto più grande. Ci hai insegnato che il senso del dovere è poca cosa se si riduce a distaccato adempimento burocratico dei propri compiti e a obbedienza gerarchica ai superiori. Ci hai detto chiaramente che se tu restavi al tuo posto dopo la strage di Capaci sapendo di essere condannato a morte, non era per un astratto e militaresco senso del dovere, ma per amore, per umanissimo amore.

Lo hai ripetuto la sera del 23 giugno 1992 mentre commemoravi Giovanni, Francesca, Vito Schifani, Rocco Dicillo e Antonio Montinaro. Parlando di Giovanni dicesti: "P*erché non è fuggito, perché ha accettato questa tremenda situazione, perché mai si è turbato, perché è stato sempre pronto a rispondere a chiunque della speranza che era in lui? Per amore! La sua vita è stata un atto di amore verso questa sua città, verso questa terra che lo ha generato"*.

Questo dicesti la sera del 23 giugno 1992, Paolo, parlando di Giovanni, ma ora sappiamo che in quel momento stavi parlando anche di te stesso e ci stavi comunicando che anche la tua scelta di non fuggire, di accettare la tremenda situazione nella quale eri precipitato, era una scelta d'amore perché ti sentivi chiamato a rispondere della speranza che tutti noi riponevamo in te dopo la morte di Giovanni.

Ti caricammo e ti caricasti di un peso troppo grande: quello di reggere da solo sulle tue spalle la credibilità di uno Stato che dopo la strage di Capaci sembrava cadere in pezzi, di uno Stato in ginocchio ed incapace di reagire.

Sentisti che quella era divenuta la tua ultima missione e te lo sentisti ripetere il 4 luglio 1992, quando pochi giorni prima di morire, i tuoi sostituti della Procura di Marsala ti scrissero: "*La morte di Giovanni e di Francesca è stata per tutti noi un po' come la morte dello Stato in questa Sicilia. Le polemiche, i dissidi, le contraddizioni che c'erano prima di questo tragico evento e che, immancabilmente, si sono ripetute anche dopo, ci fanno pensare troppo spesso che non ce la faremo, che lo Stato in Sicilia è contro lo Stato e che non puoi fidarti di nessuno. Qui il tuo compito personale, ma sai bene che non abbiamo molti altri interlocutori: sii la nostra fiducia nello Stato*".

Missione doppiamente compiuta, Paolo. Se riuscito con la tua vita a restituire nuova vita a parole come Stato e Giustizia, prima morte perché private di senso. E sei riuscito con la tua morte a farci capire che una vita senza la forza dell'amore è una vita senza senso; che in una società del disamore nella quale dove ciò che conta è solo la forza del denaro ed il potere fine a se stesso, non ha senso parlare di Stato e di Giustizia e di legalità.

E dunque per tanti di noi è stato un privilegio conoscerti personalmente e apprendere da te questa straordinaria lezione che ancora oggi nutre la nostra vita e ci ha dato la forza necessaria per ricominciare quando dopo la strage di via D'Amelio sembrava – come disse Antonino Caponnetto tra le lacrime – che tutto fosse ormai finito.

Ed invece Paolo, non era affatto finita e non è finita. Come quando nel corso di una furiosa battaglia viene colpito a morte chi porta in alto il vessillo della patria, così noi per essere degni di indossare la tua stessa toga, abbiamo raccolto il vessillo che tu avevi sino ad allora portato in alto, perché non finisse nella polvere e sotto le macerie.

Sotto le macerie dove invece erano disposti a seppellirlo quanti mentre il tuo sangue non si era ancora asciugato, trattavano segretamente la resa dello Stato al potere mafioso alle nostre spalle e a nostra insaputa.

Abbiamo portato avanti la vostra costruzione di senso e la vostra forza è divenuta la nostra forza sorretta dal sostegno di migliaia di cittadini che in quei giorni tremendi riempirono le piazze, le vie, circondarono il palazzo di giustizia facendoci sentire che non eravamo soli.

E così Paolo, ci siamo spinti laddove voi eravate stati fermati e dove sareste certamente arrivati se non avessero prima smobilitato il pool antimafia, poi costretto Giovanni ad andar via da Palermo ed infine non vi avessero lasciato morire.

Abbiamo portato sul banco degli imputati e abbiamo processato gli intoccabili: presidenti del Consiglio, ministri, parlamentari nazionali e regionali, presidenti della Regione siciliana, vertici dei Servizi segreti e della Polizia, alti magistrati, avvocati di grido dalle parcelle d'oro, personaggi di vertice dell'economia e della finanza e molti altri.

Uno stuolo di sepolcri imbiancati, un popolo di colletti bianchi che hanno frequentato le nostre stesse scuole, che affollano i migliori salotti, che nelle chiese si battono il petto dopo avere partecipato a summit mafiosi. Un esercito di piccoli e grandi Don Rodrigo senza la cui protezione i Riina, i Provenzano sarebbero stati nessuno e mai avrebbero osato sfidare lo Stato, uccidere i suoi rappresentanti e questo paese si sarebbe liberato dalla mafia da tanto tempo.

Ma, caro Paolo, tutto questo nelle pubbliche cerimonie viene rimosso come se si trattasse di uno spinoso affare di famiglia di cui è sconveniente parlare in pubblico. Così ai ragazzi che non erano ancora nati nel 1992 quando voi morivate, viene raccontata la favola che la mafia è solo quella delle estorsioni e del traffico di stupefacenti.

Si racconta che la mafia è costituita solo da una piccola minoranza di criminali, da personaggi come Riina e Provenzano. Si racconta che personaggi simili, ex villici che non sanno neppure esprimersi in un italiano corretto, da soli hanno tenuto sotto scacco per un secolo e mezzo la nostra terra e che essi da soli osarono sfidare lo Stato nel 1992 e nel 1993 ideando e attuando la strategia stragista di quegli anni. Ora sappiamo che questa non è tutta la verità.

E sappiamo che fosti proprio tu il primo a capire che dietro i carnefici delle stragi, dietro i tuoi assassini si celavano forze oscure e potenti. E per questo motivo ti sentisti tradito, e per questo motivo ti si gelò il cuore e ti sembrò che lo Stato, quello Stato che nel 1985 ti aveva salvato dalla morte portandoti nel carcere dell'Asinara, questa volta non era in grado di proteggerti, o, peggio, forse non voleva proteggerti.

Per questo dicesti a tua moglie Agnese: "Mi ucciderà la mafia, ma saranno altri che mi faranno uccidere, la mafia mi ucciderà quando altri lo consentiranno". Quelle forze hanno continuato ad agire Paolo anche dopo la tua morte per cancellare le tracce della loro presenza. E per tenerci nascosta la verità, è stato fatto di tutto e di più.

Pochi minuti dopo l'esplosione in Via D'Amelio mentre tutti erano colti dal panico e il fumo oscurava la vista, hanno fatto sparire la tua agenda rossa perché sapevano che leggendo quelle pagine avremmo capito quel che tu avevi capito.

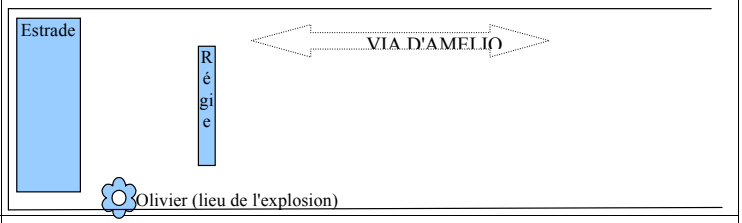
Hanno fatto sparire tutti i documenti che si trovavano nel covo di Salvatore Riina dopo la sua cattura. Hanno preferito che finissero nella mani dei mafiosi piuttosto che in quelle dei magistrati. Hanno ingannato i magistrati che indagavano sulla strage con falsi collaboratori ai quali hanno fatto dire menzogne. Ma nonostante siano ancora forti e potenti, cominciano ad avere paura.

Le loro notti si fanno sempre più insonni e angosciose, perché hanno capito che non ci fermeremo, perché sanno che è solo questione di tempo. Sanno che riusciremo a scoprire la verità. Sanno che uno di questi giorni alla porta delle loro lussuosi palazzi busserà lo Stato, il vero Stato quello al quale tu e Giovanni avete dedicato le vostre vite e la vostra morte.

E sanno che quel giorno saranno nudi dinanzi alla verità e alla giustizia che si erano illusi di calpestare e saranno chiamati a rendere conto della loro crudeltà e della loro viltà dinanzi alla Nazione

Grille d'observation de la commémoration de Paolo Borsellino via d'Amelio le 19 juillet 2012.

1. Définir la situation	Lieu (ouvert / fermé)	Ouvert
	Nom du lieu	Via d'Amelio, lieu de l'attentat
	Type de commémoration	Associative
	Organisateurs	Salvatore Borsellino et les Agende Rosse
	Présents	Proches de victimes : - Salvatore Borsellino - Rita Borsellino - Luciano Traina - Fille d'Agostino Catalano Hommes politiques : - Leoluca Orlando (maire de Palerme) - Antonio Di Pietro (député Italia dei Valori) - Gianfranco Fini (prsédient de la Chambre des députés) Monde associatif : - Don Ciotti (fondateur de Libera) Magistrats : - Leonardo Guarnotta (président du tribunal de Palerme) - Roberto Scarpinato (procureur de Caltanissetta) - Vittorio Teresi (adjoint du procureur de Palerme) - Antonio Ingroia (substitut du procureur de Palerme) - Réprésentant ANM de Caltanissetta - Luca Tescaroli (substitut du procureur de Rome) - Représentant du groupe Magistratura indipendente - Antonino Di Matteo (Pubblico ministero della Dda di Palermo) - Pietro Grasso (procureur national antimafia) : apparition rapide au fond de la rue mais pas d'intervention car suite aux polémiques (il avait loué l'action antimafia du gouvernement Berlusconi), Salvatore Borsellino l'avait déclaré *persona non grata*
		Poétesse : - Marilena Monti Orchestre symphonique des enfants Falcone et Borsellino de la Fondazione della città invisibile de Catania Journaliste : - Marco Travaglio Personnes présentes : - 15h-16h30h : environ 300 personnes - 16h30-19h : entre 400 et 500 personnes - 21h (Marco Travaglio) : environ 1500 personnes - A partir de 22h30 (arrivée marche aux flambeaux + concert annoncé) : 2000 à 3000 personnes, la rue est noire de monde.
	Durée	15h-2h/3h du matin = près de 12h
2. Inventaire des objets, outils, éléments de décor nécessaires à l'action	Décor	Estrade + régie
	Outils	Estrade, instruments, micros, hauts-parleurs, projecteurs + stands de vente de livres et Antica Focacceria San Francesco pour manger
	Usages de ces dispositifs	Retransmission des discours => *énorme amélioration technique par rapport à 2011*
	Support audiovisuel ou musical	Orchestre symphonique des enfants = interlude musicale qui ancre la cérémonie dans une dimension nationale puisque l'hymne est joué plusieurs fois et repris en cœur par tous les participants
	Capacité d'accueil	Plusieurs milliers de personnes
	Consignes données / documents distribués	L'agenda rossa (Rizzo-Lo Bianco) : distribué contre un don libre Programme de l'après-midi et de la soirée (gratuit)

	Plan	
3. Règles formelles définissant la présence dans ce lieu	Règles liturgiques	Règle implicite : lever l'agenda rouge pour acquiescer et/ou pour protester
	Horaires d'ouverture	Aucuns
	Règlements affichés	Aucuns
	Institutionnalité du lieu	Aucune
4. Qui fait quoi ?	Déroulement de la cérémonie	• Introduction de Salvatore Borsellino • Lecture des lettres des magistrats : Guarnotta, Scarpinato, Teresi • Lecture des noms des victimes • Minutes de silence • Poésie Giudice Paolo lue par Marilena Monti • Orchestre symphonique des enfants Falcone et Borsellino de Catania de la Fondazione Città invisibile • Lecture de lettres à Paolo : petite fille de 10 ans, Ingroia, proches des victimes du massacre de via dei georgofili de Florence, représentant de l'Association Nationale des Magistrats (ANM) de Caltanissetta, Tescaroli, représentant du groupe Magistratura indipendente, Di Matteo • Salvatore Borsellino • Luciano Traina • Salvatore Borsellino • Orchestre symphonique des enfants Falcone et Borsellino de Catania de la Fondazione Città invisibile • Chanson sur Borsellino • Marco Travaglio • Arrivée de la marche aux flambeaux (heurts entre les Agende rosse et les membres
		de Giovane Italia, hommes politiques pris à parti : La Russa et Alfano) • Concert
	Hommes politiques	Orlando, Di Pietro et Fini
	Division du travail (associations)	Des jeunes des Agende Rosse conduisent la commémoration
	Hiérarchie	Aucune
	Place hommes / femmes	Rien de particulier
	Tenues de travail	T-shirt rouges : « Cittadinanza per la magistratura », « Un intero popolo che non paga il pizzo è un popolo libero », **« No corone di Stato per stragi di Stato »**
5. Les utilisateurs du lieu	Hommes politiques / forces de l'ordre (comportements, discours)	• Introduction de Salvatore Borsellino "Il Ventennale non vuol dire niente, non cambia niente" "Le corone di morto vanno in cimitero" => *pour expliquer son refus de recevoir les couronnes de fleurs envoyées par les intitutions* "Pezzi dello Stato che lo avrebbero eliminato perché Paolo si era opposto ad una scellerata trattativa. E per continuare questa trattativa, pezzi dello Stato (non posso dire Stato) hanno dovuto eliminarlo perché con Paolo in vita quella trattativa non sarebbe potuta andare avanti. Ma noi non siamo qui oggi per un giudice morto, siamo qui per dei giudici vivi (*applausi*), dei giudici che stanno percorrendo questa faticosa strada che porta alla verità, porta alla giustizia e sul cui cammino purtroppo vengono posti anche dai più alti livelli istituzionali che potrebbero ritardare il corso della giustizia. Ma noi non permetteremo che questo succeda, noi ci metteremo accanto ai nostri giudici vivi perché vogliamo che restino vivi. Noi non vogliamo altri eroi, altri morti da piangere... Ce ne basta uno, ci basta Paolo Borsellino come ci basta Giovanni Falcone, come ci basta tutta la serie infinita di magistrati, di poliziotti, di giornalisti, di sindacalisti, che uno dopo l'altro sono stati uccisi in questa lotta dispari, perché da un lato c'è una criminalità organizzata coesa e dall'altra parte c'è uno Stato che al posto di avere una volontà autonoma di combattere la criminalità organizzata... non ha questa volontà, questa volontà non c'è mai stata e la lotta alla criminalità organizzata è stata sempre delegata ad alcune istituzioni, alla magistratura e alle forze dell'ordine per primo, che per questo hanno avuto tra le loro componenti questa serie infinita di vittime che costellano la storia del nostro Paese. Ecco oggi ci saranno, qui su questo palco, dei magistrati, dei magistrati vivi e si cerca di

		partigiani della Resistenza (*cf Ingroia*) vengono per questo minacciati o sottoposti a provvedimenti disciplinari. Noi chiederemo, e lo chiederemo come Agende Rosse, che nel giuramento del Presidente della Repubblica, del Presidente del Consiglio, dei ministri, venga inserito il giuramento di essere nel corso del tempo in cui verrà a loro delegata la rappresentanza di quelle istituzioni, che per noi sono sacre, dichiarino di essere partigiani della Costituzione. (*applausi*) Tutti devono essere partigiani della Costituzione! (*applausi*) Se tutte le nostre istituzioni fossero partigiane della Costituzione, non succederebbe (come purtroppo è successo) che a soli due giorni da questo anniversario della strage in cui sono morti Paolo Borsellino, Agostino Catalano, Claudio Traina, Emanuela Loi, Vincenzo Li Muli ed Eddie Cosina, non succederebbe che la più alta autorità dello Stato susciti un conflitto di attribuzione (*fischi*) con la Procura di Palermo, una delle procure maggiormente impegnate su questa strada della verità, su questa strada della giustizia, un conflitto di attribuzione che potrebbe fermare il corso della verità e il corso della giustizia. Abbiamo finalmente degli spiragli di verità, degli spiragli di giustizia, ma potrebbe succedere che questa strada venga rallentata da questa (?) iniziativa della più alta autorità dello Stato." ➢ Lecture des lettres des magistrats : <u>Guarnotta :</u> "Siete qui perché siete la parte sana, la parte pulita." "Faccio un breve ricordo di Paolo, ma non del magistrato. Voglio ricordare l'uomo, l'amico, il collega." Fede cristiana e "sicilianità eccezionale che era espressione coinvolgente e sentita di appartenenza alle origini." "Paolo rimarrà sempre nel mio cuore, e credo nei cuori di noi tutti, perché... scusate ma penso che l'emozione rischi di avere la meglio. (*commosso, lunghi applausi*) è stato il compagno, insieme a Giovanni, di un'esperienza che mi ha arricchito sul piano umano e professionale." "Primavera giudiziaria" = pool L'anno scorso = lettera a Paolo. Legge un brano: => *cf Palais de Justice le matin.* "Prima domanda: queste stragi, del '92-'93, sono state ideate soltanto da Cosa nostra? (*folla risponde "no"*) Seconda domanda: se è così, se non sono state ideate solo da appartenenti a Cosa nostra, chi sono gli altri? Chi ha agito con Cosa nostra? E terza domanda: se dal 1992-1993 e il fallito attentato allo stadio olimpico di Roma del gennaio '94, non sono più successe stragi, non sono più avvenuti omicidi eccellenti, chi ha realizzato, chi ha stretto questa pax mafiosa con Cosa nostra?" "È un percorso tormentato che hanno iniziato i miei colleghi già da tanto." "Noi non sappiamo ancora, e sono trascorsi vent'anni, quali sono state le parti in campo in quel momento, quali sono stati gli interessi certamente inconfessabili che sono stati perseguiti in quella fase." "Il sangue di Giovanni e Paolo ha formato un albero robusto." "Non solo resistenza, noi dobbiamo attaccare!" (*Agende Rosse in alto*) <u>Scarpinato :</u> "La vostra forza è la nostra forza" "Caro Paolo, ti commemoriamo qui in forma privata" "Difficile partecipare alle commemorazioni ufficiali" = "personaggi dubbi" 23 maggio / 19 luglio = "momenti imbarazzanti" Denuncia la retorica commemorativa e la "versione" della storia che viene veicolata Catena umana attorno al Palazzo di giustizia nel '92: "ci siamo sentiti protetti" Denuncia "un esercito di piccoli Don Rodrigo che hanno protetto Riina e Provenzano" (Texte intégral + vidéo sur l'internet) <u>Teresi :</u> "Siete sempre più numerosi" "Vent'anni di buio, di menzogne" = sparizione dell'agenda rossa Denuncia la "responsabilità per ignavia o concorso consapevole" Intervista in cui chiedeva le dimissioni di tutta la gerarchia Denuncia : "il mancato sgombero della strada, Mancino che non si ricorda", Giammanco, "i giudici che non lo sentirono in quanto teste". "Se l'accertamento di questa verità provoca l'azzeramento di un'intera classe politica, che ciò avvenga!" "Stato-Stato" / "Stato-mafia" Appello ai massimi vertici dello Stato per la verità. ➢ Lecture des noms des victimes suivie d'un long applaudissement = retransmission

		en streaming sur internet - Minutes de silence - Poésie Giudice Paolo lue par Marilena Monti *Eneregistrement audio* - Orchestre symphonique des enfants Falcone et Borsellino de Catania de la Fondazione Città invisibile *Ils jouent l'hymne national, que toute la foule reprend en coeur.* - Lecture de lettres à Paolo : petite fille de 10 ans, Ingroia, lettre des proches des victimes du massacre de via dei georgofili de Florence, représentant de l'Association Nationale des Magistrats (ANM) de Caltanissetta, Tescaroli, représentant du groupe Magistratura indipendente, Di Matteo Ingroia: "Abbiamo giurato sulla bara di Paolo che avremmo fatto di tutto per arrivare nella stanza della verità" *Thèmes = recherche de la vérité, action des juges dans le prologement de celle de Borsellino, dénonciation des pressions politiques.* - Salvatore Borsellino *Histoire de sa mère qui est descendue pieds nus après l'explosion et qui, malgré les éclats de verre, ne s'est pas blessée et a enjambé le cadavre de son fils sans le voir* = "Paolo l'ha presa per mano e le ha impedito di vedere" - Luciano Traina *Remise d'une cocarde à l'orchestre.* Importance de chercher la vérité : "tirate fuori le agende rosse!" - Salvatore Borsellino "I famigliari degli agenti di scorta hanno subito l'oltraggio dei politici che si disputavano i primi banchi." "Per quattordici anni non potevo più mangiar carne perché pensavo che questi animali erano stati uccisi..." => *applausi* "Ho dovuto fare il cammino di Santiago per ritrovare Paolo e riuscire a parlare." - Orchestre symphonique des enfants Falcone et Borsellino de Catania de la Fondazione Città invisibile - Chanson sur Borsellino - Marco Travaglio Trattativa, les incohérences de Mancino, les rapports Borsellino-Ros. "L'affare Mancino diventa l'affare Napolitano." Denuncia Napolitano. Chiede le dimissioni di Loris D'Ambrosio (*il quale muore qualche giorno d'opo d'infarto, il 28 luglio 2012, secondo Napolitano per colpa dell'acerba campagna mediatica*). ANM = "scandaloso che non abbiano detto niente, che non abbiano difeso i magistrati) Silenzio della stampa = "terribile che i giornali non dicano nulla sulle derive del Quirinale. Quando c'era Berlusconi almeno qualcosa si sentiva, ma ormai è dittatura". - Arrivée de la marche aux flambeaux *Marche organisée par Giovane Italia (extrême-droite) avec en tête de cortège Angelino Alfano et Ignazio La Russa.* *Cortège composé de siciliens, beaucoup de jeunes : Giovane Italie de Catane, Enna, Paternò, Caltanissetta, Sciacca.* *Cortège avec de grosses banderoles noires = "Paolo vive" écrit en blanc. Jeunes vêtus de t-shirts avec les slogans : "La mafia ti ha ucciso, ora sono altri che ti uccidono", "Chi ha paura muore ogni giorno, chi non ha paura muore una volta sola"* *Heurts entre les Agende rosse et Giovane Italia, hommes politiques pris à parti : La Russa et Alfano par le slogan : "Fuori la mafia dallo Stato"* *Intervention légère de la police pour séparer les AR des GI.* - Concert
	Personnes présentes (remarques, commentaires)	Au moment de faire la minute de silence, quelqu'un crie « Date le spalle all'albero ! » et tout le monde s'exécute. Les Agende rosse sont tenues en l'air pendant les minutes de silences (de 16h55 à 17h) Banderole : « Io sto con i veri eroi » Drapeau tricolore + drapeau de la Sicile
	Echantillon (sexe, âge,	Beaucoup de personnes entre 50 et 65 ans (la majorité venant du continent – dont

	tenue, origine géographique, appartenance sociale)	beaucoup du nord – et des palermitains) vêtus des t-shirts vendus sur place Beaucoup de jeunes palermitains (qui arrivent en masse pour Travaglio)
6. Les différents usages du lieu	Usage politique	Non
	Usage mémoriel	Oui : olivier comme symbole de vie et de paix là où a explosé la voiture piégée Sur la stèle : Paolo Agostino Claudio Emanuela Vincenzo Walter => PACE VW (= evviva) : ordre choisi par la mère de Borsellino.
7. Environnement du lieu	Environnement urbain	Impasse excentrée A l'entrée de l'impasse, grande peinture sur le mur de via autonomia siciliana : « PAOLO VIVE »
8. Médiatisation	Médias présents	• Justice tv • TGS • Rai • Sky
	Interviews réalisées	• Di Pietro • Don Ciotti • Orlando • Salvatore Borsellino • Rita Borsellino

Photographies de la commémoration via d'Amelio











0-24

19 luglio 1992 - 2012
NON DIMENTICO
Paolo Borsellino,
E CHIEDO
VERITÀ E GIUSTIZIA







PAOLO VIVE
FIACCOLATA
Giovedì 19 luglio - ore 20.00
Palermo, Piazza Vittorio Veneto
(Statua della Libertà)
20 anni di lotte nel suo nome
GIOVANE ITALIA
www.fiaccolata.it
AZIONE UNIVERSITARIA


Paolo Vive!
FIACCOLATA
"Palermo non mi piaceva, per questo ho imparato ad amarla. Perché il vero amore consiste nell'amare ciò che non ci piace per poterlo cambiare"
Giovedì 19 Luglio
ore 20:00
Piazza Vittorio Veneto
(Statua della Libertà)
FORUM XIX LUGLIO
19 luglio - Fiaccolata per Paolo Borsellino
www.fiaccolata.

Entretiens réalisés

UDM : Bene, lavori sulla memoria! Noi facciamo memoria con le storie, ma con vittime meno conosciute. A Pizzolungo, c'erano i gemellini Asta. Una delle tante mattine, c'era il giudice Palermo, Carlo Palermo, che andava in procura. Pizzolungo è una località vicino a Erice, una zona confinata a Trapani, sul mare, una zona bellissima. C'era quindi la macchina del giudice Palermo che stava andando in Procura. Accanto, per puro caso, c'era la macchina di Barbara Rizzo, la madre, con i due gemellini. Questa macchina sorpassa quella del giudice Palermo, un comando di fuoco fece saltare il tritolo e invece di beccare la macchina del giudice, becca quella dei gemellini. Per puro caso! Quella lista, di vittime di mafia, ha al suo interno giudici, giornalisti, sindacalisti, persone che probabilmente hanno scelto in maniera cosciente il proprio stile di vita. E coscientemente sapevano a che rischio andavano incontro. Placido Rizzotto lo sapeva. Placido Rizzotto chi è? Ha liberato l'Italia dal nazifascismo e dopo ha pensato: "Mi sono liberato di Mussolini, che ci vuole a liberarsi dai mafiosi che ho sotto casa?" 11 marzo 1948 viene ucciso dalla mafia. Oppure un Pio Lo Torre, o un Mattarella... Sono centinaia i nomi di persone che si sa, è logico che vai incontro a quella fine. Ma i gemellini Asta... E come loro ce ne sono tantissimi. Imprenditori che non è che si siano rifiutati di pagare il pizzo, ma sono stati scambiati per mafiosi. Scambiati. Oppure all'interno di sparatorie, di faide, colpi che volano... Erano quei rumori cui ti dicevo che ero abituato... Le vittime innocenti ce ne sono, forse non esagero a dirti che sono più della metà. C'è chi dichiara guerra alla mafia e sa che può vincere o può perdere. Borsellino diceva "sono un morto che cammina". Lo sapeva che prima o poi farebbe questa fine. Ma i gemellini Asta... Questa è una storia che raccontiamo sempre. Oppure un'altra storia che è molto evocativa ed è uno strumento per i ragazzini, è la storia del piccolo Di Matteo. Non so se Giovanni te ne ha parlato di questa storia...

CM : No.

UDM : È una storia che ti fa veramente pensare tantissimo. Giuseppe Di Matteo era il figlio di un pentito. C'è chi dice dentro il movimento antimafia, sono i puristi, che se tu nasci mafioso in una famiglia mafiosa, muori mafioso. Sono quelli che pensano in Sicilia di essere portatori sani di mafiosità. Io ci scherzo sempre dicendo che abbiamo all'interno del dna abbiamo il gene M con la coppola. Ci gioco sempre attorno a questo perché secondo me è una cavolata, non è che abbiamo il gene della mafiosità. Tant'è che un Peppino Impastato, figlio di mafioso, famiglia di mafia, è stato il principale nemico della mafia. Tant'è che tantissimi altri, come la storia del piccolo Giuseppe Di Matteo che ora ti racconto, danno la dimostrazione che mica se nasci in una famiglia mafiosa tu sei un mafioso. Ci sono tanti puristi che invece pensano il contrario. Ma torniamo a Giuseppe Di Matteo. Giuseppe Di Matteo era il figlio di Santino Di Matteo è stato tra i principali collaboratori di giustizia della famiglia di Brusca, quindi la famiglia di San Giuseppe Jato. Brusca è stato quello maledetto che ha premuto il pulsantino nella strage di Capaci. Brusca, un giorno, siccome Santino cominciava a vomitare tutto quello che sapeva (che ci sono legami con Andreotti, il Di Maggio autista che incastrò 'sta storia del bacio di Andreotti...), cominciava a vomitare tutto quello che sapeva. Siccome Santino era imprendibile perché era sotto regime di protezione, cosa pensò Brusca? "Ci prendiamo il bambino, prendiamo il figlio". È stato chiuso in cattività questo bambino per un anno e mezzo, un bambino di 12 anni, 12 anni, in giro per la Sicilia. Ogni settimana cambiava covo. Chiuso come un cane, senza fargli vedere la luce, farlo campare agli stenti. Storia finale di questo bambino, che raccontiamo sempre perché è veramente incredibile: dopo un anno e mezzo di cattività 'sto bambino ha affinato i sensi, è a mille, se tu stai chiuso in un posto, ogni rumore, ogni spiraglio di luce, ogni odore... Cominci a diventare ricettore di tutto, no? Perché è così. Questo bambino capì che lo stavano portando al macello, che lo stavano per uccidere. Venne chiuso in una macchina, in un bagagliaio, insieme alle arance. Capì che non lo stavano portando per l'ennesima volta in un nuovo covo e che stava per finire drammaticamente la propria vita. Bussava (è stato raccontato dal suo aguzzino che poi s'è pentito), bussava dallo schienale e gli diceva: "Senti, sento il profumo del mare, sento il profumo dei fiori... Per favore per l'ultima volta mi fai vedere il mare? Me li fai vedere questi fiori? Per l'ultima volta!" Vedi quindi, con una coscienza scientifica, e una sensibilità incredibile... Io sto andando incontro alla morte, 12 anni! 12 anni, un bambino! "Per favore, per l'ultima volta..." È l'ultimo desiderio dei condannati a morte. A 12 anni. Gli fu negato pure questo. Venne portato in un casolare nei pressi di San Giuseppe-San Cipirello dove c'è il giardino della memoria, e strangolato prima e poi sciolto nell'acido. Perché non ne doveva restare neppure un capello.

Queste sono storie che noi raccontiamo crude, sono tragiche, sono drammatiche, anche macabre per certi versi, però sono storie, sono storie di vittime innocenti. Sono storie che veramente devono restare nel cuore. La storia di Giovanni Falcone è la storia di una persona che ha detto: "Io dichiaro guerra alla mafia, con tutte le conseguenze". E probabilmente lui sì, è un eroe. La figura di Giovanni Falcone però ha un difetto nei confronti di chi vuole fare antimafia, sai qual è il difetto? Senza nulla togliere a Giovanni Falcone che è divino, il difetto è che se un bambino, se un ragazzo assume la consapevolezza della propria condizione dice: "io non sono un eroe, io non voglio essere un eroe, io non posso esserlo. Magari sono caratterialmente diverso... Ma io se non sono un eroe posso contribuire al cambiamento? Posso fare qualche cosa?" È quello il limite: gli eroi t'impediscono di aggregare, no? Le figure dei piccoli Asta e di Giuseppe Di Matteo invece sono accessibili anche da gente semplice, umile. Gente che poi magari non viene neanche ricordata. Si può contribuire nella drammaticità, per questo non vogliamo eroi. Chi gestisce i beni confiscati che tante volte vengono osannate "sono eroi, sono eroi"... No. Sono lavoratori che cercano la normalità. Punto, niente più e niente meno. La memoria è uno strumento. Le nostre due parole chiavi sono memoria e impegno. A partire dal faro di quelle migliaia di vittime, che sono un faro, e che non è soltanto un ricordo (perché tutti siamo bravi, ci mettiamo la fascia tricolore e ricordiamo quando è la ricorrenza, perché ce lo dicono, del morto di turno), è un faro, è un esempio che diventa un simbolo, un simbolo concreto, il più possibile legato con la realtà. Questi due fari noi utilizziamo spessissimo in Sicilia, poi dovunque vai in giro per l'Italia trovi altre storie forse ancora più drammatiche di queste, dei gemellini Asta e del piccolo Di Matteo... La Camorra ne uccise tanti in maniera ancora più barbara. C'è una sorta di retrosia dalla parte di Cosa Nostra ancora a trattare l'oggetto donne, l'oggetto bambino, perché per loro sono oggetti. È stata una rivoluzione copernicana l'uccisione del piccolo Di Matteo. Quasi mai hanno ucciso i bambini.

CM : L'aveva deciso Riina per Buscetta di ucciderli tutti.

UDM : Esatto. Ma anche nel maggio 1947, sono stati uccisi tanti bambini al massacro di Portella della Ginestra. Tantissimi, anche un Di Maggio. È un cognome diffusissimo. Prendi l'elenco telefonico e ne trovi sei o sette pagine! Quindi, diciamo che in sintesi è questo il nostro piano d'azione: esempi concreti di imprenditoria per fare impresa e lavorarci su, e creare opportunità occupazionali: sono le nostre cooperative. Dall'altro lato, la sensibilizzazione. La sensibilizzazione va su più fronti. Principalmente, quello della scuola che tanti snobbano, sai? "Ma come? Le scuole? E il cambiamento invece? Come fate a vederlo immediato?" Io ci credo tantissimo nelle scuole perché le scuole sono una bomba a orologeria. Ti faccio un esempio. Noi per ora ci stiamo spingendo con miliardi di difficoltà sul terreno dell'acqua pubblica. Mi dirai cosa c'entra Libera con l'acqua pubblica? C'entra, c'entra, e come se c'entra! Questa è una risorsa che non è mai mancata e non manca, però ci sono buchi ovunque. Zone come quella dell'agrigentino dove ci sono sorgenti, acqua a voglia ma i cittadini dell'agrigentino ricevono l'acqua una volta ogni sette giorni. C'è la condotta che è piena di buchi e tu sei costretto a comprarti l'acqua dal mafiosetto di turno che ha la cisterna ambulante, nonostante tu abbia la sorgente vicino a casa. Cacchio, l'acqua è qua, perché non posso averla, che è un bene primario? È uno degli argomenti. Ci stiamo impegnando nelle scuole invece di fare manifestazioni ci impegniamo nella scuola. Perché? Perché un ragazzino che torna a casa e tira l'orecchio al papà se lascia il rubinetto aperto oppure tira un orecchio al papà se non paga le tasse, o se non mette la cintura... Sai quanti genitori per certi versi ci odiano? Perché dopo i figli rompono: "Papà la cintura! Papà la cintura!" E loro: "Ma che cavolo fa 'sta Libera?!" Perché è un potere dirompente: io ho visto genitori imparare dai figli. Da noi c'è questo mito che la saggezza è direttamente collegata con alla senilità, quindi se sei vecchio sai. Ma cosa? Sai che cosa?Puoi sapere il bene ma puoi sapere anche il male. Un bambino che arriva a casa e dice: "Papà oggi mi hanno detto che legalità è: …" E contemporaneamente questo genitore che si è ascoltato l'aneddoto di un suo collega il cui figlio è su un'altra scuola, e magari confrontandosi dice: "Ma come? L'hanno detto anche a tuo figlio che bisogna fare questo, non fare questo... Ma allora forse è vero!" Sono genitori che imparano dai figli. Genitori insensibili, alcuni. Genitori stanchi, questo è innegabile, genitori che non ce la fanno cchiù per certi versi e invece possono imparare. Ecco le scuole... E difatti, *Io viaggio con Giovanni*, che è uno dei progetti che noi facciamo in rete. Questa cosa è bella perché li facciamo assieme col Centro Pio La Torre, Progetto legalità, con le cooperative... Una bellissima cosa. Però ne facciamo anche tante altre. Abbiamo un progetto che si chiama Integrazione, con la maiuscola. È un progetto di intercultura. Dici "Ma come, intercultura? Che c'entra un'associazione che fa antimafia con l'intercultura?" C'entra e come! Lo sai chi sono le principali vittime delle mafie? Quelle più numerose? Qual è il luogo che ha più vittime in assoluto al mondo? È il Canale di Sicilia. Quando tu, ad Agadès, paghi in dollari

il traghettamento per il Sahara e poi dal Sahara per la meta ignota, a chi dai i soldi? Li dai al mafiosetto di turno, che è collegato con la mafia internazionale e magari collegato con la mafia siciliana, o quella calabrese... Perché così è. Lo si sa? Ne hanno coscienza i nigeriani, i ganesi ? No, assolutamente no. E quando vengono in Italia, se va bene, se ci arrivano, se non muoiono nel Canale di Sicilia (che è il luogo in assoluta con presenza più massiccia di morti ammazzati, penso veramente di poter dire che è il luogo in assoluto che ha più vittime di mafia al mondo in concentrazione), se arrivi in Italia cosa fai? Se ti va bene trovi un posto al nord, ma ormai non lo trovi più. Se ti va male, malissimo, vai a raccogliere arance a 25-20 euro. Se ti va meglio, vieni assoldato dalla mafia, dalle mafie, e diventi il pusher di turno, diventi la mammy di turno per la prostituzione e così via. È tautologico, ma nessuno lo vede. Questo è mafia! La mafia non è solo coppola e lupara, e non è solo trading on line, c'è anche tutta questa zona grigia, questo che nessuno vuole capire che è mafia! Quindi il nostro progetto d'integrazione serve anche a questo. Sai cosa abbiamo fatto a Palermo? Siamo andati a Ballarò, siamo andati alla Vucciria, siamo andati in tanti altri quartieri popolatissimi di immigrati che sono più palermitani di me. Perché loro sono palermitani da tre generazioni. C'è una comunità tamil foltissima a Palermo. Sono venuti qui negli anni '70. Buona parte delle imprese, delle botteghe che ci sono tra Ballarò, Vucciria, Capo sono gestite da loro. Sono perfetti imprenditori, sono bravissimi. Abbiamo fatto una giornata in un centro sociale vicino all'albergheria, quindi la zona di Ballarò, in cui con uno studente delle iene eravamo ad un bancone di Ballarò a spiegare ai palermitani cos'era il razzismo e spiegare ai tamil che cos'è la mafia. Ecco questa è un'esperienza che sosteniamo, si chiama ubuntu, è un asilo interculturale. In quest'asilo ci sono immigrati, figli d'immigrati, figli di palermitani, e stanno insieme, giocano insieme, fanno i compiti insieme e almeno diamo una possibilità alle mamme perché non sanno dove sbatterli 'sti figli perché c'è un'amministrazione assolutamente latitante. È un asilo gratuito. Abbiamo spiegato agli immigrati che cos'è la mafia, e ai palermitani che cos'è il razzismo. Gli immigrati dicevano: "No, mafia non so cosa sia". I palermitani: "E che è il razzismo?" Basta che loro facciano quello che vogliono, e che non mi rompano a me. Te lo dico in italiano. Noi non siamo razzisti però non siamo nemmeno il contrario, siamo niente come sempre. E questo è un male. A nord ci sono probabilmente i leghisti e non so chi ci va appresso, che sono palesemente razzisti. E ne hanno forse anche l'orgoglio. Ma noi, forse, abbiamo le stesse identiche colpe di chi è razzista però nascoste. Perché se io dico "loro", già intendo altro da me, diverso da me. Se dico "io li tollero", una parola orrenda, che già fa schifo perché significa sopportare mio malgrado, già equivale a dire che io sono razzista. Sai perché per noi le comunità immigrate non sono un problema e perché non siamo ai livelli del razzismo del nord? Perché chi ci viene a trovare, questo grande flusso migratorio, non è concorrente all'interno del sistema occupazionale, cioè non rubano lavoro. Perché fanno quello che noi non abbiamo mai fatto. Fanno le badanti, vanno in campagna ecc... Al nord invece, fanno concorrenza. Perché i rumeni che fanno le case, sono bravissimi a costruire le case, fanno concorrenza al bresciano e al bergamasco che fa le case. Sono concorrenti quindi sono diventati un problema. Fanno impresa e lo fanno forse in maniera più scientifica. Qui non è così, perché siamo un luogo di tramite, di transito. Qua si arriva per arrivare al nord e si ritorna da noi prima di andare in Africa. Tu arrivi qua e te ne vai subito al nord, ci ritorni quando sei sulla strada del ritorno oppure quando sei sulla strada del ritorno e praticamente hai fallito, e quindi vai a raccogliere arance a Rosarno. Raccogliere arance a Rosarno perché la gente era stata operaia in Veneto ma la crisi c'è per tutti. Un altro progetto è questo dell'integrazione su cui ci spendiamo a mille, veramente a mille. Quindi: beni confiscati, la memoria... Quindi tendenzialmente diciamo che in sintesi, l'attività di Libera si concretizza attraverso questo. L'impegno concreto si fa attraverso la promozione della cultura della legalità, quella che t'ho detto.

CM : La Giornata della Memoria, che quest'anno sarà il 20 vero?

UDM : Sì perché al 21 Maroni ha messo le elezioni regionali. Sarà il 19 e il 20. Il 19 è per i familiari delle vittime: c'è la veglia... È un momento molto simbolico, molto profondo, di raccoglimento per i familiari, commovente al massimo. E il 20, la marcia. L'anno scorso a Napoli eravamo 150 000. A Bari eravamo 50 000. Sono numeri che crescono, crescono. Crescono a bomba. Siamo un'associazione di associazioni che tenta di fare rete. In certi contesti ci riesce, in certi altri ci riesce un po' di meno... Con grande orgoglio devo dire che in Sicilia (io sono tre anni che sono in Libera, coordino Palermo e da sei-sette mesi coordino la Sicilia), delle belle soddisfazioni riusciamo ad averne. Stiamo crescendo piano piano. Piano piano, senza grosse pretese.

Poi c'è la bottega, questo è un bene confiscato. È un bene confiscato che abbiamo ristrutturato in un anno. Quando i mafiosi se ne sono andati hanno distrutto tutto, con le mazze hanno sfasciato tutto quello che si poteva sfasciare. Hanno perfino strappato i fili della luce, per farci

dispetto. La saracinesca rotta... Beh quella è stata una delle difficoltà che abbiamo avuto in corso d'opera, perché mentre stavamo ristrutturando... Avevamo messo una saracinesca nuova, perché la vecchia faceva fatica ad alzarsi, ce l'hanno danneggiata. Ci hanno creato delle difficoltà...

CM : Quando esattamente?

UDM : Dall'11 novembre 2008.

CM : Quindi è da due anni che c'è il negozio?

UDM : Ufficialmente aperto da 12 marzo 2009. Consegnato ufficialmente 22 marzo 2008. Dal 12 marzo siamo aperti come negozio e come sede di Libera, perché siccome è grande facciamo anche attività sociali qua sotto. L'abbiamo diviso: al piano di sopra ci sono "I sapori della legalità", dove vendiamo prodotti, e al piano di sotto ci sono "I saperi della legalità". Qui giù, con grande orgoglio dico che questo marmo l'anno scorso è stato calpestato da 4000 studenti[1], su turni ovviamente. Qui facciamo le proiezioni... La parte didattica dei progetti educativi prevede la visita della bottega. I ragazzi vengono qui. Vanno sui terreni dell'agriturismo, nella struttura confiscata. Io quando vedo un ragazzo gli dico: "Guarda, tocca questo marmo e pensa che questo marmo apparteneva alla mafia". Quando gli dai le chiavi della bottega, cosa che facciamo perché è simbolica, dici: "'ste chiavi le aveva in mano un boss. Adesso ce le hai tu." Quando tu gli dai in mano un pacco di pasta, gli dici: "Guarda questo grano apparteneva a Totò Riina, quel Totò Riina del *Capo dei capi*... l'hai vista questa fiction? Che costruisce un mito, un dio? E invece cosa si è concretizzato? Lui è in carcere e noi ci facciamo la pasta col suo grano!" Chi è più furbo? Chi è più intelligente? Lui o noi? E quando dici che la pasta è anche fatta da lui, perché noi ogni anno facciamo i campi di volontariato che si chiamano "E state liberi" (con la E esortativa), la cosa bella che accade è che tanti ragazzi rinunciano alle proprie vacanze per venire a darci una mano! Questa è una sensibilità bellissima che scopriamo ogni anno in estate. Cioè, piuttosto di andarsene a Ibiza, o che cavolo ne so, vengono a fare gli agricoltori, in estate con 40° all'ombra, per raccogliere il grano... Tu dici: "vabbè, questa pasta, questo grano, quest'uva proviene dal lavoro di ragazzi come te, magari tu." Andiamo nelle scuole e dopo, sai quanti ragazzi ci chiamano per dire "io quest'estate voglio venire per una settimana, o per due giorni, per un giorno". È una cosa bellissima! A proposito di eroi... no? L'antimafia non viene fatta solo dalla magistratura e dai poliziotti, viene fatta anche da gente comune. Poi dici: "vabbè, questo grano è anche frutto del tuo lavoro". Ci sono i ragazzi che adottano le piantine. Magari vengono a fare una visita su un terreno e piantano un albero (un ulivo piuttosto che altre piante). Fanno le fotografie, le mettono su facebook: "ecco la mia piantina. Questa l'ho adottata io". Fanno la potatura... È commovente! E non è solo un simbolo, non evoca solo romanticismo, la campagna... È un'impresa! Vedi, questa bottega, con grandissimo orgoglio dà da lavorare a due persone. A Natale abbiamo fatto i cesti, i "panieri della legalità", ne andavano via a mille al*l'ora*! Al 20 dicembre avevamo già finito tutto, gli scaffali erano vuoti! Difatti non ce l'aspettavamo, se noi ci smontavamo gli scaffali, la gente si comprava gli scaffali vuoti! Una cosa incredibile, assolutamente incredibile!

CM : Ma all'inizio c'era un sentimento di paura?

UDM : Assolutamente. In Sicilia siamo avanti anni luce sul fatto dei beni confiscati... Anni luce! Siamo felicissimi di questo. C'è un'altra realtà in Calabria, in Campania, dove stiamo lanciando ad esempio una cooperativa a Caserta per produrre mozzarella, con le buffaline, su terreni che appartenevano a Sandokan[2] Schiavone, della mafia di Casal di Principe. Già una buffalina ce l'hanno ammazzata, tanto per darti un esempio. La gente fa fatica a comprare i nostri prodotti. Sono 700 ettari che noi gestiamo, due agriturismi, centro ippico, abbiamo fatto una cooperativa che produce cemento... Una cosa che noi dimentichiamo sempre di dire e che invece è importantissima: non facciamo solo impresa agricola. Tramite la calcestruzzi Ericina, produciamo anche cemento a partire (guarda la follia) dagli inerti. Gli inerti sono gli scarti della lavorazione industriale del cemento. Quindi se io faccio lavori qua e ho dei calcinacci, del cemento che m'avanza, lo riciclo e ci faccio il cemento. Siamo avanti! Avanti! Recuperare ambientalmente ciò che gli altri non usano, in Sicilia è follia! Quindi questa è un'altra cosa che va benissimo: è un'impresa che fa cemento a partire dagli inerti. È un esempio concreto e noi ci teniamo tantissimo a sottolinearlo, perché non sono esempi simbolici. Diamo da lavorare! Tu ormai devi fare il conto: 7 cooperative in Sicilia, mettici una media di dieci soci costitutori (che sono circa 70 persone), e tutti gli stagionali (il numero si raddoppia quando c'è la vendemmia)...

1. Convegno Torino ottobre 2011, nel 2010 sono 9000 gli studenti passati per la bottega. La frequentazione tramite i programmi educativi è quindi raddoppiata.

2– Francesco Schiavone

È un potere dirompente incredibile! Tu immagini l'operaio di Corleone che va al bar e dice: "quanto t'hanno pagato a te?" "51,62€" (che è la diaria giornaliera) "E a me 30€." "E picchì 30€ a te? Ma a me mi hanno detto, alla cooperativa della legalità, che a te ti devono pagare la pensione!" Sai che noi ci incavoliamo veramente in maniera esagerata, certe volte, però, voglio dire, è principio, quando ci ringraziano. L'operaio che ci ringrazia: "Grazie che ci sta facendo lavorare, grazie che mi mettete la pensione!" Ogni volta che un operaio ci dice questo, per noi è una sconfitta. Perché è una sconfitta? Perché non ha capito che è un suo diritto! Lui non ci deve dire grazie. Se ci dice grazie, continua ad intendere il nostro operato come un'entità straordinaria, come una cosa strana, una cosa insolita. Lo sappiamo che lo è. Ma deve assumere consapevolezza del fatto che è un suo diritto. Se è un tuo diritto, che cavolo mi dici grazie?! Tu non mi devi dire grazie! Se lavori bene, devi pretendere che io ti dica "bravo". Bravo, sì! Ma devi assumerti la consapevolezza che se lavori male, io ti possa dire "bada che stai lavorando male". Lavori bene, bravo ; lavori male, non bravo. Ma il grazie, è mafioso! Perché è una cosa straordinaria! Grazie equivale a dire "io questo diritto non ce l'ho, tu mi dai una cosa in più". Invece no, ti spetta. Questa è una cosa cui teniamo tantissimo, ma non ce la siamo inventata noi. Il diritto alla terra, Placido Rizzotto, l'occupazione delle terre, è un diritto. E se è un diritto e tu ci devi sbattere la faccia con tutta la forza che hai e perseguirlo in assoluto. Se continui a dire grazie, continui a pensare che forse sei all'interno di un sistema perché c'è qualcuno che te lo permette. Un sistema che ti consente la pensione, e così via... E che vuol dire? Che forse tu sei uno che è più furbo degli altri? No, assolutamente no!Se lavori bene, bene ; se lavori male, male. Se lavori quello che devi lavorare, tu hai diritto a questo, questo e quest'altro. Punto! Non si discute! È difficile. Sono delle rivoluzioni! È un discorso che fa fatica ma prende piede perché ci vengono a chiedere, quando è tempo di vendemmia: "Ci assumete? Ci assumete?" La gente – altra cosa importante che io ho dimenticato a dirti – compra i nostri prodotti e deve comprare i nostri prodotti per qualche cosa. Non li devi comprare perché fa la solidarietà a Libera. No. Tu li devi comprare perché sono prodotti buoni! E se non sono buoni ce lo devi dire! Noi andiamo orgogliosi del fatto che il nostro vino è un vino premiato. Lavoriamo col biologico, quasi tutti i nostri prodotti sono biologici perché abbiamo capito una cosa, che la terra la devi amare. E più la ami, più ti dà buoni frutti. Quando la stupri, come facevano i vecchi proprietari, non ti dà più niente. Il nostro vino è stato premiato al Vinitaly, una mostra che c'è in Italia sul vino. Le nostre strutture sono all'interno della guida Michelin, attestazione di qualità. I nostri vini hanno ricevuto menzioni speciali dal Gambero rosso, che è una grandissima guida di prodotti. La gente deve comprare i nostri prodotti perché sono buoni! Perché la solidarietà vale una volta, forse due. Ma la terza volta, se questo vino fa schifo, tu dici "A Libera voglio bene, ma giro". Se i nostri prodotti non fossero buoni, sarebbero sugli scaffali della Coop dal 2001? Se i nostri prodotti non fossero buoni, starebbero all'interno di tutte le botteghe del commercio ecosolidale? Se i nostri prodotti non fossero buoni, saremmo all'interno di una cooperativa internazionale che si chiama *Sin fronteras*? (che mette insieme le cooperative del Guatemala, del Perù che producono caffè...) Noi invece abbiamo questa particolarità dei beni confiscati. Se un prodotto non è buono, tu ce lo devi dire! Noi lo pretendiamo! Quindi la gente che viene qui a comprare i prodotti, la prima volta entra per curiosità e magari compra per solidarietà. La seconda volta, se ritorna, siamo convinti che torna perché sono prodotti buoni! Per questo la gente ce lo deve dire se non è buono. Ci è già successo con la pasta iniziale: scuoceva, non teneva la cottura. Il vino iniziale non era un buon vino. Adesso, sta succedendo che, piacevolmente, col sostegno cooperativistico ed associazionistico, ci sono persone che dicono, ad esempio un enologo: "mi sono stufato di lavorare solo per la mia azienda vinicola, voglio aiutarvi. Mica vi regalo soldi! Io vi aiuto a fare la vinificazione di quest'anno. Vi posso dare suggerimenti." Questo enologo è un esperto perché è nella zona del Barolo, quindi in Piemonte. Grazie al sostegno di questo enologo, ma ti potrei raccontare di un'esperta in marketing, di un altro che gestisce impianti di macchine agricole, il fatto è che non danno soldi, ci danno quello che sanno. È la famosa metafora che io non devo dare il pesce a chi ha bisogno, ma la canna da pesca, e ci devo insegnare a pescare. Se ti do il pesce oggi, te lo mangi e poi finisce qui. Ma se ti do la canna da pesca, te lo peschi tu, e forse te ne pigli due. Questa è la strada che noi stiamo cercando di solcare, con grandissima soddisfazione. Adesso si sa che si può fare. E pensa che quando io giocavo a calcio (strage di Capaci, ti parlo di quel periodo), era impensabile che si potesse utilizzare e fare impresa su un terreno confiscato alla mafia. Era fantascienza, neanche impensabile, per i miei era fantascienza. Io ero ragazzino, e lo pensavano loro come lo pensavano tanti altri. Adesso abbiamo l'esempio di strutture che esistono, che non campano con aiuti dello Stato, assolutamente, campano perché ci credono e lo vogliono fare. Ed è un esempio, un esempio praticabile. Non siamo gli unici, ce ne sono tanti altri. Ma noi con orgoglio possiamo dire che siamo stati tra i primi, tra quelli che forse lo

fanno in maniera più imprenditoriale possibile. Noi vogliamo fare concorrenza alla mafia, noi vogliamo essere concorrenti. Nel sistema di mercato, vince chi è il più bravo. Chi vincerà sarà il futuro a dircelo. Quindi noi vogliamo fare concorrenza alla mafia. E ci riusciamo per certi versi.

CM: Benissimo. Una domanda rispetto alle scuole: siete voi a proporre questi interventi o sono le scuole a chiamarvi?

UDM: Abbiamo spessissimo risposto solo alla domanda. Cioè sono le scuole che vengono e dicono "io voglio andare sulle terre confiscate, vorrei che qualche familiare venisse...". In altri contesti invece, come il nord, tu la devi creare questa domanda e andare tu a proporre, proporre, ché c'è una sensibilità un po' più ridotta... Per questo la Giornata della Memoria quest'anno si fa a Milano. Il prefetto di Milano ha detto che la mafia a Milano non c'è... Quindi qui, che c'è una sensibilità forse maggiore ma forse no... Forse perché c'è una specie di dolore da voler colmare, forse è perché si è un po' patito quindi si sa che c'è questa problematica che si deve risolvere e quindi gli strumenti che ci sono bisogna utilizzarli, è questa la risposta. Quando incontriamo l'insegnante sensibile, motivato, che non guarda l'orologio, allora la strada è bella in discesa. Poi certe volte, no. Dieci volte su cento becchi l'insegnante che "non gli può fregar di meno" (come dicono a Roma) e diventa tutto complicato. Deve fare il progetto Legalità perché gli hanno detto che deve fare il progetto Legalità. Diciamo che rispondiamo alla domanda.

CM: Gli studenti sono, come per il Centro Pio La Torre, su una fascia di età dai 16 ai 18 anni, cioè preparano la maturità?

UDM: No, anche oltre! Noi abbiamo Libera università: cinquanta atenei su cento aderiscono a Libera. Noi siamo formatori accreditati da parte del Ministero della pubblica istruzione, quindi siamo docenti specializzati per i master, per esempio. Io ad esempio ho un dottorato di ricerca, che va oltre l'esperienza di Libera, in pratica locale e sviluppo sociale, cioè sociologia. Adesso sarò docente ad un master che sarà fatto qui a Palermo, che è sulla legalità e sullo sviluppo diciamo nell'argomento che riguarda i beni confiscati. E c'è almeno una trentina di miei colleghi che fanno la stessa cosa in Italia, con l'università. Oppure fanno corsi specifici. A Lecce, per esempio, noi di Libera facciamo il corso sulla normativa antimafia, insieme a magistrati ed altri. Nelle scuole elementari ci andiamo, e ci andiamo tantissimo, quindi la fascia di età è praticamente tutta... Con diversi strumenti: abbiamo dei giochi tipicamente per le scuole elementari. Chiediamo alle scuole di creare un gioco sulla cittadinanza e facciamo un concorso nazionale. Quella che vince il concorso, vede prodotto il suo gioco. Ad esempio questo, *Regoliamoci!* È stato fatto da una scuola, ha vinto il concorso e noi l'abbiamo fatto, e lo usiamo nelle altre scuole. Questo è praticamente per le scuole elementari.

CM : Il fatto di far produrre loro qualcosa e poi riutilizzarlo con altre scuole è veramente una bella idea.

UDM: C'è un progetto che si chiama "la scuola adotti una vittima di mafia". In programma del 21 marzo, i "cento passi verso il 21 marzo" (quindi tendenzialmente da settembre fino a marzo) ogni scuola lavora su una vittima. Arriva poi nel luogo dove c'è la Giornata della Memoria e ogni scuola che ha adottato una vittima (ce ne sono migliaia!) racconta la storia di questa vittima. La racconta nel modo che vuole, che sa, con un video per esempio, oppure una canzone, oppure un gioco... È bellissimo da questo punto di vista. C'è chi sceglie Falcone, c'è chi sceglie i gemellini Asta, o altre meno note, anche tipo Decanesi, ucciso qualche anno fa a Casal di Principe, è più o meno una storia simile a Rosarno. Sulla scuola, tantissimo facciamo. Il grosso è lì. È assolutamente importantissimo. Poi c'è il turismo che è un'altra cosa, siamo diventati "Libera il g(i)usto di viaggiare" Perché abbiamo pensato a questo? Se cominciassimo a proporre le visite delle nostre strutture, oltre all'agriturismo, in bottega, nei terreni confiscati, nelle vigne, ecc... Ma una cosa scientifica, seria, magari portando i nostri visitatori a fare una degustazione nella cantina, gestita dall'imprenditore che ha denunciato il pizzo, o magari portandola a mangiare nel ristorante dove c'è l'imprenditore non ha mai pagato e non pagherà mai il pizzo. Dobbiamo creare un'offerta, dall'inizio alla fine, da quando arrivi a Palermo fino a quando te ne vai; facendo dei percorsi, magari facendo fare un tour nella Palermo della memoria... Quando arrivano dei gruppi, la prima cosa che facciamo è che li portiamo praticamente alla stella di Capaci, poi in via d'Amelio, poi li portiamo qua, poi magari si vanno a mangiare il cannolo o la pannella, o vanno alla cappella dei Palatini, alla cattedrale... Cioè tu gli crei l'offerta: cultura, cibo e antimafia. Ti do un esempio bellissimo e poi chiudiamo, perché secondo me questo ne vale altri cento, quando vengono accade una cosa bellissima in bottega, soprattutto in estate... I gruppi di turisti che arrivano in Sicilia, si aspettano di trovare la mafia, seduta per strada. È lo stereotipo dell'uomo con la coppola, il vecchietto con la coppola, che magari c'ha il vestito di velluto. È come se io vado in Francia e mi aspetto di trovare il pittore, insomma tutte 'ste cavolate. Scoprono che non c'è, perché questo stereotipo non esiste o almeno nei fatti non si concretizza.

E ci sono imprenditori che continuano a giocarci su, gli sta bene che vadano via dalla Sicilia con l'immagine della Sicilia mafiosa. L'esempio è questo: il primo negozio che incontri quando scendi dalle navi da crociera a Palermo (praticamente qua davanti al porto), è un negozio che vende a bomba, il grosso degli affari lo fa con due magliette. Una è The Godfather, la seconda è una maglietta in cui c'è un pacchetto delle Marlboro, scritto Sicily al posto di Marlboro, e qui sotto c'è "il lavoro nuoce gravemente alla salute", che è lo stereotipo perfetto del siciliano, no? I mafiosi da un lato, e poi l'altro che non gli va di far niente. Cosa accade? Questi turisti che acquistano, con le navi da crociera se gli va bene hanno 45 min di tempo per vedersi tutta Palermo, quindi che ti vedi? Niente. La strada, il porto e McDonald. O al ritorno, o all'andata, dalla bottega ci passano e vedono la maglietta di Libera contro le mafie, prodotti fatto sulle terre confiscate a Riina, a Provenzano... E si dicono "qui c'è qualcosa che non va". Entrano, vengono, gli parliamo, si comprano la maglietta, il prodotto, se ne vanno sulla nave ma noi, così abbiamo esportato l'antimafia! È un modo concreto per esportare l'antimafia! Se non ci fossimo noi, quel cavolo d'imprenditore esporterebbe l'immagine della mafia e la Sicilia sarebbe ancora mafia! Con il classico pupetto di don Totò "nenti sacc', nenti viti, nun vedo, nun sentu". "Libera il g(i)usto di viaggiare" ha questo obiettivo. C'è una cosa bella che abbiamo fatto? C'è qualcosa di bello che possiamo comunicare, che sia rappresentativo della nostra terra? Il nord è mica tutto razzista, tutto leghista però l'immagine che si sta costruendo del nord è questa, da leghista, no? Sicuramente ci sono bellissime esperienze al nord, per promuovere il nord, quello buono, a sud vogliamo fare la stessa cosa. La nostra storia non è la mafia. Dobbiamo esportare la mafia? No! Dobbiamo esportare l'antimafia! Con tutti i modi che possiamo, per essere liberi di viaggiare.

CM : Ho cercato di fare breve ma ho tante domande... Allora innanzitutto, sul tuo lavoro da giornalista durante l'emergenza mafiosa degli anni 80 : in che clima si lavorava all'epoca?

FLL : Beh, era un clima da guerra perché la mafia, in quel periodo (parlo dal '79 in poi fino alla metà degli anni 80), ha portato avanti una vera e propria strage continua. Pensa che, con termini giornalistici, fu chiamata la "mattanza". La mattanza sai cos'è?

CM : Sì.

FLL : Insomma, c'è una versione dei fatti che attribuisce questa strage continua ai Corleonesi che hanno distrutto sostanzialmente i loro nemici. Però contemporaneamente hanno portato avanti una guerra interna con tutta la soppressione di tutti i nemici dei Corleonesi, principalmente e sostanzialmente dei rappresentanti della mafia palermitana, però contemporaneamente hanno portato avanti una battaglia contro le istituzioni, contro lo Stato perché in quel periodo, a Palermo, sono stati uccisi i rappresentanti di tutte le istituzioni. Io credo che in nessuna altra parte del mondo sia avvenuto qualcosa del genere, neppure in Colombia. Lì sono stati eliminati i giudici, i poliziotti, i carabinieri, gli avvocati, i giornalisti, i preti, industriali, imprenditori, commercianti come se ci fosse proprio un disegno di normalizzazione di una società, una normalizzazione però con i parametri dell'ideologia mafiosa. E quindi questo è stato un momento, dal punto di vista professionale, se vuoi anche esaltante perché si combatteva una battaglia, si combatteva una guerra. E poi era molto interessante vedere le cose che cambiavano, avere sotto gli occhi degli avvenimenti che non erano più limitati e banali. Lì non si trattava più di una guerra di mafia che doveva sancire la superiorità di un gruppo mafioso sull'altro ma era una battaglia tra la società civile, la politica (quando c'era, c'era pochina, ma quando c'era) e questo contropotere che non si accontentava più di stare all'ombra della politica, all'ombra delle istituzioni ma voleva in qualche modo entrare a cogestire lo Stato. Cosa che poi non s'è realizzata, fino ad un certo punto. Però ha avuto un impulso nel '92 con le stragi, quando Cosa Nostra ha mandato un avvertimento definitivo e la richiesta ufficiale, il famoso papello, con la trattativa che praticamente ipotizzava uno scambio tra la mafia e lo Stato, cioè leggi meno dure nei confronti dei mafiosi in cambio della fine dello stragismo. Questa è in sintesi la storia che è accaduta. Dentro questa storia ci siamo imbattuti in alcuni personaggi enormi e irripetibili sia nel bene che nel male, perché la Sicilia è una terra di eccessi. Il siciliano può essere o veramente tanto buono, o veramente tanto cattivo. E quindi abbiamo conosciuto Liggio e Totò Riina che, secondo me, sono la patologia della mafia, la parte più malata. Non stanno a posto con la testa. E poi, invece, dall'altro lato, dei personaggi incredibili come tutti quelli che sono morti, in sostanza sapendo che andavano a morire, eppure non si sono tirati indietro e hanno fatto le cose che andavano fatte senza neppure pensare minimamente di essere degli eroi. Penso che se tu avessi conosciuto queste persone, avresti capito che l'eroe era la figura più lontana dalla loro testa. Erano persone normali che amavano le belle donne, il cibo, la musica, persone che cercano di vivere al meglio la vita. E invece abbiamo dovuto assistere a questo massacro continuo nell'indifferenza di tutte le istituzioni.

CM : Nell'indifferenza anche della popolazione? O no?

FLL : Sì. Perché Cosa Nostra, questo bisogna dirlo per essere chiari, è vero che usa la violenza, usa l'intimidazione però non è questo che ha fatto di Cosa Nostra una organizzazione molto particolare, perché in tutte le parti del mondo ci sono dei gruppi criminali. La particolarità, la peculiarità della mafia siciliana è quella di esser riuscita ad invadere la società civile non con la violenza ma col consenso. Perché i siciliani, non i siciliani, gli italiani... perché questa cosa parte dal microcosmo siciliano ma cammina, cammina e arriva in Parlamento dove ci sono appunto le persone elette, perché in Italia non ci sono i golpi, i carri armati: tu vai a votare e quindi, in qualche modo, tu ce li hai messi là. Anche questa è una forma di schizofrenia di un popolo che manda al potere dei delinquenti e poi si lamenta perché stanno al potere.

CM : È proprio attuale questa osservazione...

FLL : Eh! Perché questa pantomima che succede adesso con Berlusconi che nessuno ha mai votato, a sentire gli italiani nessuno l'ha votato: era uguale con la Democrazia Cristiana. Quando ero ragazzino, due anni fa, io vedevo che tutti parlavano male di questa Democrazia Cristiana: sono ladri, sono questo, sono quello, sono mafiosi, Lima è mafioso, Ciancimino è un mafioso. Però poi... Il nostro è un popolo senza memoria. C'ha poca memoria *il popolo* italiano. Tende

sempre a rimuovere. Alle elezioni, credo del 2001, Berlusconi ha preso in Sicilia 61 collegi su 61. Cioè, neanche in Bulgaria esiste... Quando io ero ragazzino, la Democrazia Cristiana in Sicilia, alla regione siciliana, che è un parlamento vero e proprio perché è un parlamento organizzato dal 1100, ha una storia lunga, la Democrazia Cristiana da sola aveva 46 deputati su 90, quindi aveva la maggioranza assoluta. Poteva governare da sola senza... Certo poi, per avere una stabilità maggiore, si metteva coi monarchici (allora c'erano ancora i monarchici), coi fascisti, con un po' di *repubblica*ni... Insomma, c'era questo centro destra fluttuante fino a metà degli anni 50-inizio degli anni 60, poi arrivò il centrosinistra che era un centrosinistra da cui i comunisti stavano fuori ma c'erano dentro i socialisti e i socialdemocratici che erano allora i due partiti, il PSI e il PSDI, che erano separati. Quindi è una storia che si ripete. D'altra parte, quando io sento parlare d'emergenza mafiosa mi viene da ridere perché dov'è l'emergenza? Come puoi chiamare emergenza un fenomeno che è antecedente al*l'unità* d'Italia? Non è più un'emergenza, è un cronicario!

CM : No ma si dice emergenza quando ci sono tanti morti. Si usa la parola emergenza perché salta agli occhi la situazione...

FLL : Sì ma è il nostro guaio questo... L'ha detto Giovanni Falcone, l'ha spiegato bene Giovanni Falcone quando ha detto che la mafia non deve esser trattata come un'emergenza, ma come una malattia cronica che va curata ogni giorno con la pillolina. È inutile che poi gli dai l'antibiotico quando ti scoppia la febbre. Se tu gli dai la pillolina ogni giorno... La pillolina significa anche recuperare le regole del vivere civile, recuperare la cultura dell'antimafia... Non ci dovrebbe essere, non dovrebbe esistere l'antimafia perché non dovrebbe esistere la mafia. È una patologia della società, quindi sarebbe interesse di tutti debellarla. Questo non è avvenuto perché faceva comodo al Vaticano, perché ha fatto comodo agli americani, perché ha fatto comodo alle classi ricche siciliane: ai nobili, ai proprietari terrieri e ai professionisti.

CM : Se non sbaglio, ho trovato su internet che hai lavorato sia a *L'Ora* che al Giornale di Sicilia... C'era una politica editoriale diversa per quanto riguarda i fatti di mafia?

FLL : Sì. Allora io ho cominciato a *L'Ora* nel 1970. Io sono entrato a luglio e a settembre hanno sequestrato Mauro De Mauro. Ho cominciato subito quindi nel quadro della situazione. *L'Ora* era un giornale comunista, dichiaratamente comunista. Ma non tutti quelli che lavoravano lì erano comunisti, nel senso che se tu, a Palermo (io parlo della mia esperienza personale) volevi in qualche modo distinguerti da chi non amava le regole... Dovevi per forza essere schierato da una parte. Perché allora la società era nettamente attraversata, nettamente divisa: qua ci sono i mafiosi, e qua ci sono i comunisti. Per cui noi eravamo comunisti, ma non eravamo ideologicamente comunisti. Eravamo comunisti perché cercavamo un'idea di libertà, di affrancamento, di giustizia soprattutto. Adesso col senno di poi, tutti dicono "ah ma voi siete comunisti"... Eh vabbè, pazienza! Meglio comunisti che mafiosi! E quindi il giornalismo de *L'Ora* era un giornalismo di denuncia, un giornalismo d'inchiesta. Con alti e bassi, ovviamente. Poi, quando dico *L'Ora*, intendo riferirmi quasi esclusivamente al periodo della direzione di Vittorio Nistico, che è stato il nostro maestro, il nostro insegnante del mestiere di giornalista. Perché lui prendeva i ragazzi per strada e ne faceva dei giornalisti. *L'Ora* non aveva grandi firme, se non per la parte nazionale. Per cui c'era Chilanti, c'era Sciascia, c'era Danilo Dolci, c'era stata Matilde Serrao, Capuana per la parte diciamo culturale nazionale. Per la battaglia quotidiana, i cronisti de *L'Ora* erano dei ragazzi che camminavano tanto, perché allora non c'era altro modo per avere le notizie... Considera che noi, vabbè combattevamo contro le fonti che ci negavano... Non solo non ci davano le notizie, negavano quelle che riuscivamo a prendere! Se tu telefonavi alla centrale operativa dei carabinieri o della polizia, nel 1970, perché magari qualcuno di un certo quartiere t'aveva chiamato per dirti "guarda che hanno ammazzato uno". Ché noi così le sapevamo le cose: ci chiamavano i cittadini, chiamavano *L'Ora* e dicevano "Venite, venite ché hanno ammazzato uno!" oppure "c'è stata una rapina", oppure "c'è stato un incidente", queste erano le nostre fonti. Dopo di che, tu pensa che per saperne di più, chiamavi la questura e la questura diceva "no, non risulta". "Ma come non risulta? Guardate bene!". Poi si capiva che era un gioco, perché loro avevano tutto l'interesse a nasconderlo a noi. Perché noi eravamo antagonisti. Noi eravamo quelli che, durante le manifestazioni, se gli operai o gli studenti venivano caricati dalla polizia, scrivevamo: "polizia assassina". Quindi non eravamo molto amati, diciamo. E quindi eravamo un giornale d'opposizione. E avevamo una libertà molto sconfinata, aperta. Anche nei confronti del Pci che era il nostro padrone, il nostro editore. Ricordo più di un conflitto con Roma per la linea politica. Però poi facevamo come ci pareva perché eravamo in colonia, poi ogni tanto da Roma si accorgevano che c'era qualche accenno di deviazionismo e allora chiamavano per cercare di normalizzare. Dicevamo "Sì, va bene, okay" e tutto continuava. Era bella questa cosa, questa esperienza. Poi era un'esperienza formativa

che è servita ad alcuni di noi, voglio dire alla maggior parte di noi, per continuare ad essere giornalisti e basta, anche in tempi come quelli che attraversiamo adesso, dove di giornalisti ce ne sono pochini, perché sono tutti "noi, voi, noi, voi" quando parlano della loro parte politica. Noi la parte politica ci interessava fino ad un certo punto. Noi avevamo questa missione che era quella che ci aveva insegnato il nostro direttore. Il mio direttore diceva (Vittorio Nistico): "il giornale è il cane da guardia della società. Quindi chiunque sta lontano da questa realtà, per noi non è controparte, però va verificato. Non accontentatevi mai della versione ufficiale, cercate di capirne sempre di più". Insomma, le cose che servono per fare un buon giornalista, che adesso non sono più di gran moda e quindi ne prendiamo atto. Ed è questo anche il motivo per cui in questo momento vanno avanti gli altri, cioè quelli che invece sono di bocca buona e si accontentano. Sono miopi, un po' distratti... ma vanno avanti. Allora noi non stavamo così. Quando dico noi, è perché siamo diversi. Perché di quella scuola, nei quotidiani italiani ci sono parecchie persone che ancora fanno questo mestiere e lo fanno bene.

Io sono stato 7 anni a *L'Ora*, poi quando Nistico se n'è andato sono partito perché quello che veniva dopo non mi piaceva più, non era più nella mia corda, non lo capivo più. Per cui *L'Ora* continuò ad uscire, però il nostro gruppo s'è un po' disperso. Ce ne siamo andati, ecco. E sono restato più di due anni disoccupato a Palermo. E mi arrangiavo facendo dei testi per i teatri-cabaret. Noi facevamo teatrini, questo gruppo de *L'Ora* con Salvo La Licata. Si chiamava quasi come me, ma non eravamo parenti. Eravamo grandi amici, in sostanza.

Poi, nell'80, sono andato al Giornale di Sicilia. Perché? Perché in quel momento, arrivava al GdS un direttore, un grande direttore che era Fausto De Luca. Era uno dei fondatori di *Repubblica*, che era appena nato, e venne a Palermo invitato dagli editori del GdS. Siccome gli editori del GdS sono una famiglia composta da due cugini, uno pessimo e uno così così. Allora in quel momento comandava quello così così (che è adesso direttore) aveva un criterio diciamo manageriale: "chi è il più bravo? De Luca? Allora prendiamo De Luca". Invece quell'altro cugino era veramente proprio ignorante. Insomma, andai nell'80. E fino all'82, fu una buona esperienza. Il giornale era bello, era un giornale, dava le notizie. Quand'è che si guastano le cose? Tu pensa che il nostro editorialista sulla mafia era Leonardo Sciascia. Nell'82 muore Dalla Chiesa e qui, fine dei giochi perché Cosa Nostra s'impossessa anche dei giornali. Tenta di entrare nei giornali e attraverso il cugino pessimo. Cambia la linea politica, cambia il direttore. E il nuovo direttore, che è ancora quello, dall'83, è il padrone. È l'editore che s'inventa anche direttore per poter attuare una linea politica appetibile dai suoi amici, diciamo, Lima, Ciancimino... Questi erano i suoi amici. E lì cominciano un po' le mie vicissitudini. Io vengo licenziato. Poi, siccome il sindacato nazionale proclama un giorno di sciopero del casotto, dopo 10 giorni, l'editore è costretto a rimangiarsi il licenziamento quindi io rientro. Ma rientro solo perché non ho alternative, avevo due figli a quell'epoca quindi non potevo fare il gesto eroico di fare il disoccupato di nuovo con due figli. E rimango lì a fare niente per un anno e mezzo, fino a che La Stampa, nell'89, mi assume. E da quel momento io mi sono trasferito a Roma e non ho più avuto contatti con le realtà editoriali siciliane. Senza rimpianto, proprio. Perché là è una situazione molto difficile, delicata. Perché lì c'è un duopolio che dura da sempre. A Palermo gli Ardizzone[1], a Catania i Ciancio[2]. E basta, non c'è più niente. Poi c'è la Rai, e poi c'è questo Giornale del Sud, che non conta perché non è un giornale, è una gazzetta che macina pubblicità. E anche quello, per esempio, è servito, per tanto tempo, a pompare le cazzate che dicevano sul ponte di Messina. Quello è il giornale che per primo ha tirato fuori la necessità di fare un ponte sullo stretto di Messina. Oggi c'è stato un terremoto dove vogliono fare il ponte. C'è stata una scossa di 3,4 sulla scala Richter, Messina è zona sismica.

Quindi questa è la storia. È ovvio che il GdS è un giornale compromesso, culturalmente compromesso nel senso che nasce intorno alla data del *l'Unità* d'Italia, un po' dopo credo, come "Giornale officiale di Sicilia". Già nel suo nome di battesimo, che è una negazione del ruolo del giornalismo, no? Officiale, che vuol dire? E continua ad essere, diciamo questo anonimo foglio che macina... Il compito di questo giornale è di smocciare tutto, di depotenziare qualsiasi tipo di notizie. E così hanno fatto...

CM : E perché stamattina stavo ancora guardando i microfilm del GdS degli anni 80... Ma Felice Cavallaro, che tipo è? Che giornalista è? Perché io sono un po' perplessa davanti ai suoi articoli...

1– GdS

2– La Sicilia (cf Lotta civile, testimonianza di Elena Fava sul rifiuto di pubblicare il necrologio del padre)

FLL : Beh, a me non piace. L'ho difeso quando i colleghi ne hanno parlato malissimo perché secondo me non è uno mafioso lui. È peggio, capito? Perché almeno uno mafioso ha un carattere, lui invece è uno che vuole stare tranquillo. È un silenziatore.

CM : Perché ha scritto vari libri sulla mafia che mi hanno lasciato un po' così... ad esempio ha scritto un libro con la vedova Schifani, in cui diceva che ad ogni commemorazione per la morte di Dalla Chiesa c'era una festa di quartiere con musica, botti e fuochi d'artificio e Nando Dalla Chiesa mi ha detto "Ma che è 'sta storia?". Ci sono rimasta male perché l'ho messo nella tesi, e adesso nel dottorato devo correggere...

FLL : Tant'è che il *Corriere della Sera*, da un po' di anni (almeno 15 anni), i fatti di mafia li fa affrontare non da Cavallaro, non più da Cavallaro, ma da un loro inviato che mandano da Roma. Per un lungo periodo, andò Sandro Acciari, uno bravo. Adesso c'è Bianconi che si occupa di mafia quindi, diciamo che lo stesso giornale rivela in sostanza di non avere fiducia... Perché tu devi tenere un inviato a Palermo e poi quando accadono le cose ne fai arrivare un altro? Significa che non ti fidi. O non ti fidi o non ti piace. Le cose stanno nei fatti.

CM : Come reagì la popolazione durante la mattanza degli anni 80?

FLL : Fino agli anni 90, non c'è stata reazione della società civile. La reazione della società civile è nel '92, quando accadono le stragi, soprattutto Capaci e via d'Amelio. Dopo Capaci e via d'Amelio, c'è una rivolta del popolo siciliano. È stato veramente imponente. Io ricordo una manifestazione spontanea, all'indomani della strage di Capaci, al Politeama di Palermo, dove c'erano 200 000 persone in piazza con i ritratti di Falcone. E lì nasce anche, in qualche modo, la primavera di Palermo, con Leoluca Orlando, la catena umana a protezione del palazzo di giustizia di Palermo, in difesa dei giudici... Il Comitato dei lenzuoli, ne hai sentito parlare?

CM : Sì.

FLL : Sembra una cosa di poco conto... ma il Comitato, la nascita del Comitato dei lenzuoli è una vera rivoluzione per Palermo. Perché se un palermitano, che è il concentrato della mafia diciamo... pure io, pure Falcone era un concentrato di mafia...

CM : Eppure dici che Falcone era l'anomalia palermitana!

FLL : Sì, ma di testa mafiosa! Nel senso buono della parola! Allora, se un palermitano mette sul proprio balcone, espone sul proprio balcone con una scritta contro la mafia, fa un gesto rivoluzionario per la sua vita perché l'obiettivo del palermitano è vivere tranquillo senza avere rotture di scatole di nessun tipo. Quello è mafioso? Benissimo. Io lo saluto e non ci voglio avere niente a che fare. Però non dirò mai "quello è un mafioso", per quieto vivere. Quindi se io metto un lenzuolo, se io espongo sul mio balcone, io automaticamente mi sono consegnato alla vendetta mafiosa. E quindi è un gesto rivoluzionario, non è una cosa da nulla. È come Addiopizzo, è come il commerciante che espone il tagliando che non paga il pizzo. Sono piccole cose che, in una società normale, sono normali ma in una società come Palermo non sono affatto normali. M'impressionava tanto Ciancimino, il padre...

CM : Il figlio no?

FLL : Il figlio, vabbè, è un cretino. Poi ne parliamo del figlio... No, ma il padre è una figura che merita attenzione, non era banale suo padre. Suo padre era un vero mafioso, un vero criminale. Lui diceva... Cioè io una volta, parlando con lui, gli ho detto: "Scusi, ma Lei è un politico... è uno che ha studiato... non molto, ma ha studiato... che cosa ha in comune con questa gentaglia? Che cosa lo attrae?". Allora lui mi disse: "Guardi, lo capisco quello che dice Lei... ma se io sono nato nella giungla, che faccio? Me ne vado? Me ne posso andare dalla giungla? Ma se ho deciso di rimanere nella giungla, devo parlare con gli animali... Devo entrare in sintonia con loro, sennò m'ammazzano." Questo spiega perfettamente l'approccio... Quindi, quella era Palermo... Ma oggi è ancora così perché nel '92 c'è stata questa rivoluzione, ma non è stata poi alimentata. Piano, piano piano, s'è tornato indietro. Ma anche la politica ha fatto un buon lavoro in questo senso... Anche questo signorino che adesso fa il ministro della Giustizia[3] che disse (questo, 15 anni fa): "Volete che io vi dica che la mafia fa schifo? Ebbene lo dico, la mafia fa schifo". Ma non basta dire la mafia fa schifo, poi ti devi comportare di conseguenza! Perché siamo tutti bravi a dire "la mafia fa schifo", e poi me ne vado a pranzo con un mafioso! O tu hai la forza, cosa che non ha avuto neppure Orlando alla fine... perché questa è stata un'occasione mancata: lui non ha creato nulla, non ha lasciato eredità. Finito lui, è finito tutto. Questo succede quando tu, per anni, non hai fatto il bene comune ma hai fatto il tuo bene. Poi tu finisci e con te finisce tutto.

3– Alfano

Perché se tu avessi fatto il lavoro come andava fatto, dopo di te sarebbero rimaste le tue idee, sarebbe rimasto il tuo metodo, il tuo sistema... Dall'oggi al domani, in un batter d'occhio, siamo ripiombati come eravamo prima. Non c'era più Lima, perché l'avevano ammazzato, sennò sarebbe ancora lì. Ci ha pensato Cosa Nostra a liberarci di Lima! Ciancimino poi è andato in carcere... Perché? Perché poi ad un certo punto, la Democrazia Cristiana, nell'84, molla Ciancimino per comunicare al mondo che si era purificata. Ne ammazziamo uno, e salviamo il resto. Hanno eliminato Ciancimino ma sono rimasti dei mascalzoni come Cuffaro, che allora era l'autista del ministro Mannino. Poi è intervenuto il berlusconismo, che ha completato l'opera quanto meno dal punto di vista culturale. Perché Berlusconi, non è cretino. Lui ha fatto *il popolo* italiano a sua immagine. Lo ha cambiato, lo ha manipolato fino a farlo diventare così com'è, come lo vedi, completamente senza cervello. Lobotomizzato, insomma. E quello l'ha fatto con la tv. L'ha fatto con le signorine del varietà. Se tu vieni da fuori e leggi i giornali italiani, tu ti convinci che l'italiano medio è Scilipoti... Ma non è così!

CM : Io, nella tesi di specialistica, mi sono concentrata sulla costruzione della memoria di Pio La Torre e Carlo Alberto Dalla Chiesa. Mi sono quindi limitata all'82 e ora continuo su queste due figure aggiungendo anche Falcone e Borsellino. A me era sembrato che comunque un inizio di reazione civile ci fosse stato nell'82, quando al funerale di Dalla Chiesa...

FLL : No, tutti comunisti erano!

CM : Quindi secondo te, lì non c'è stato nulla... ?

FLL : No, la svolta è nel '92.

CM : Sì, però magari l'inizio di un cambiamento nelle mentalità secondo te non c'è stato?

FLL : All'inizio. Tu pensa che prima di Dalla Chiesa, era stato ammazzato Mattarella e non è successo niente. E Mattarella è come il Presidente della *Repubblica* per i Siciliani. Morto lui, ammazzato per l'epifania, non successe una manifestazione... Nulla. Nell'82, ammazzano La Torre ma quella diventa una manifestazione del Pci, e siccome quelli sapevano fare le manifestazioni... Lì solo il giorno in cui ammazzarono La Torre c'è stato, come dire, un accorrere sul luogo spontaneo, ma di una parte della città, quella che era riuscita ad apprendere la notizia ed era vicina. È andata sul luogo perché La Torre era un personaggio molto amato dai siciliani. Era un politico che veniva dalla terra, dai contadini. Non era distante, non era quello che appare sulla nuvoletta.

CM : E non voleva esserlo.

FLL : E non voleva esserlo. Era un siciliano che si era sporcato le mani con le lotte per i contadini, contro i baroni. Insomma, aveva lavorato parecchio. Poi era uno che conosceva la mafia. Ci aveva avuto a che fare, ci aveva combattuto, perché quando fecero l'occupazione delle terre dall'altra parte si trovavano i gabellieri e i mafiosi, quindi sapeva come parlare. Lui aveva parlato pure con Liggio, insomma era uno forte. Quindi quello sì, c'è stato un momento... Ma Dalla Chiesa... Quello che ti voglio dire, è che quando è arrivato Dalla Chiesa non lo amava nessuno, non lo volevano. Il sindaco di Palermo, che era l'avvocato Nello Martellucci, non andò a salutarlo in prefettura perché diceva che per una questione di galateo e di forma, doveva essere Dalla Chiesa ad andare in comune a salutare. Questa te la dice lunga... Poi cominciarono ad alimentare, sai, quelle cose, quelle frecciatine che di per sé non sono cose gravi però una frecciatina oggi, una frecciatina domani, una frecciatina dopodomani comincia a creare un'opposizione al personaggio. Il messaggio che passava era che era il solito piemontese che veniva a colonizzare la Sicilia. Quindi era un appello allo spirito indipendentistico dei siciliani... Tutte queste cazzate che conosciamo. E poi, l'uomo rincoglionito, il vecchio rincoglionito che perde la testa per la ragazza giovane. Questi erano i due messaggi...

CM : Ah, c'entrava anche quella visione là...

FLL : Ma quella a Palermo funzionava tanto!

CM: Per la formamentis siciliana...

FLL : Sì, per l'arretratezza culturale siciliana, era un buon argomento quello.

CM : Non l'avevo vista così... Perché leggendo, soprattutto su *L'Ora*, della rivolta al funerale contro i politici, ho pensato che ci fosse stato almeno un piccolo subbuglio...

FLL : Molto piccolo, diciamo. Niente a che vedere col '92. Il '92 è stata la rivoluzione. Infatti, dopo poco, le cose ricominciarono come prima, perché poi nell'83 c'è Chinnici. Anche lì, le manifestazioni che si facevano antimafia erano organizzate, era come uno sciopero. Non c'era il coinvolgimento della società civile, non c'erano addirittura organizzazioni... Non c'era neppure, che ne so, un comitato antimafia... Niente! Io cominciai, ecco, ad andare nelle scuole a parlare di mafia dopo

Dalla Chiesa. Perché? Perché Dalla Chiesa fu il primo ad andare nelle scuole. E noi pensammo subito che era una cosa da fare, che era utile. Perché un modo per strappare i giovani alla cultura mafiosa era quello di andare a dire "Guardate che c'è un altro modo di guardare la vita!". Io ricordo che un giorno dovevamo andare in una scuola di Brancaccio, io e il giudice Di Lello. Per cui andammo in questa scuola di via Diaz, a Brancaccio, e il bidello ci ha detto "Veramente noi non aspettiamo nessuno". "Come non aspettate nessuno?". Dice: "Ma con chi avete parlato?". "Col preside". "Ah, ma il preside è ammalato oggi". "Ma non vi ha lasciato detto che venivano due signori che dovevano parlare con dei ragazzi? Vabbè, e adesso che facciamo?". "Vado a parlare col vice preside, aspettate". Tutto fuori, senza farci entrare! Questo ha richiuso il cancello e noi siamo rimasti fuori. Dopo di che, tornò e disse "Il vice preside dice che non sa niente, non sa quello che deve fare". Ce ne siamo andati! Questo era il clima, altro che rivolta! E stiamo parlando di una scuola... Stiamo parlando di una scuola... Quindi se magari i giornali avranno scritto in un modo o nell'altro per tenersi su, sennò ti prendeva la depressione!

CM : Lavorando su La Torre e Dalla Chiesa, sono arrivata alla conclusione di lavorare proprio sulla nascita di una coscienza civile antimafia...

FLL : Là, c'è uno che se vai a Palermo devi in qualche modo incontrare, perché sulla formazione di una coscienza antimafia, è anche una memoria storica di Palermo ed è Umberto Santino. È eccezionale, una persona seria. È permaloso, è tutto quello che vuoi. Detesta l'imprecisione, detesta Saviano per esempio, perché è vero che Saviano s'inventa le cose. Però in fin dei conti se le inventa a fin di bene, e poi si appropria molto il lavoro degli altri senza mai dire l'origine... Ha fatto Vieni via con me, è tutto copiato, tutto ripreso da altre cose... I monologhi che lui ha fatto, ti faccio vedere da dove li ha presi. È un predicatore. Ma se il predicatore lo fa avendo dei risultati, va bene anche quello... Meglio di niente no?

CM : Ho letto il libro Dimenticati a Palermo, un libricino che hanno pubblicato dopo la morte di Dalla Chiesa (un comitato di 7-8 palermitani). Hanno ricostruito il periodo che va dalla morte di La Torre a quella di Dalla Chiesa...

FLL : Sai che non l'ho mai letto questo libro...

CM : È un appello alla riscossa della popolazione.

FLL : Ci sono i nomi di questi cittadini?

CM : Sì. E mi sa che uno di loro era il fratello della moglie di Nando Dalla Chiesa. Insomma, questo libro cerca di aprire una via alla rivolta morale della popolazione ed è lì dentro che ho trovato la frase che uno ha scritto sul luogo dell'agguato in via Carini: "Qui è morta la speranza dei palermitani onesti". Quindi secondo te, questo sentimento di disperazione c'era o non c'era?

FLL : C'era, perché almeno un cittadino ha lasciato un cartello! Palermo aveva 1 200 000 abitanti... Quindi almeno uno c'era!

CM : Sì, quindi il sentimento generale era comunque l'indifferenza?

FLL : Non c'è stata una rivolta contro la mafia.

CM : Ma era per paura? O era proprio indifferenza?

FLL : C'era la paura ma non è che la paura... Se tu vivi a Bogotà, hai paura. Palermo era una delle città più sicure del mondo, anche a fronte di queste cose che accadevano. Perché? Il palermitano che sta a Palermo sa che non verrà mai sfiorato, perché la mafia ti dà sicurezza. Non crea insicurezza, è il contrario. Il rapinatore, lo scippatore sì, crea insicurezza. Ma poi arriva il mafioso e lo punisce. Non arriva il poliziotto, arriva il mafioso. Tant'è che nei quartieri, questa sorta di vigilante della delinquenza comune non lo fa la polizia e non può farlo. La polizia non è padrona del territorio perché non ha tanti uomini. La mafia non dà insicurezza, anzi è stabilizzante. Tu sai che c'è un ordine superiore che non è quello dello Stato, chi se ne frega? Se tu paghi 500 euro al mese di pizzo e in cambio ottieni un servizio, forse ti convinci che è meglio darli alla mafia che allo Stato, no?

CM : Ma se il servizio è non mandar qualcuno a bruciare il negozio...

FLL : Ma questo non lo capisce il commerciante o l'imprenditore. All'imprenditore gli basta che non gli facciano le rapine e che, anche se dovessero venire da fuori quartiere a chiedergli il pizzo, lui può sempre rivolgersi ai suoi amici. Questo è il meccanismo. È più semplice pagare 500 euro, adesso addirittura fanno le estorsioni con la fattura! Tu mi dai 1000, 500, 1500 euro al mese (queste sono le tariffe), e io ti faccio fare un servizio fatto da una società finta. Come se avessi comprato della carta, per esempio. E te lo scarichi pure dalle tasse! È molto più comodo dello Stato che ti tassa al 43%...

CM : Rispetto all'azione di Dalla Chiesa nelle scuole... Fece questo perché si sentì solo...

FLL : No, lui fece due cose. Arrivò lì, in questo clima... E cercava delle sponde. La scuola fu una bella idea. L'altra cosa che fece, che gli procurò una serie di ironie, fu che fece sequestrare il pane degli abusivi. Perché a Palermo c'è questa mania che devi mangiare sempre il pane fresco. Non esiste che tu la sera ti mangi il pane della mattina, deve esser sfornato un'ora prima. La domenica, i panifici sono chiusi però c'è una serie di panifici che fanno il pane, lo vendono a dei venditori abusivi che vanno agli angoli delle strade e lo vendono, per la felicità dei palermitani! Dalla Chiesa dice "No, la legge è legge. Se i panifici sono chiusi... Poi quali sono le garanzie igieniche di questo pane?" Insomma, tutta una serie di cose che ai palermitani non piacquero. Cominciarono a sfotterlo per questo: "Ah! Cominciamo bene! Prima di arrestare i mafiosi, arresta i poveracci che vendono il pane!" Non capirono che lui l'aveva spiegato, aveva fatto una conferenza stampa per dire che era una questione di etica. È come dire: "Voi da questo momento non dovete più parcheggiare in terza fila"! È difficile sradicare 200 anni di storia.

CM : Dopo la morte di Dalla Chiesa, Nando Dalla Chiesa lanciò questa polemica su *Repubblica*, dicendo che i mandanti andavano ricercati nella DC siciliana. Secondo te, ebbe un impatto quell'acerba campagna mediatica?

FLL : Nando aveva una buona sponda allora perché c'era una parte della Democrazia Cristiana che poteva... A cominciare da Orlando, no? Orlando non era ancora però l'Orlando della primavera... Tant'è che credo che l'alleanza fosse allora con la sinistra democristiana che era Mattarella (che era morto), e tutta una serie di democristianini che cercavano di scalfire lo strapotere di Lima e Ciancimino. Certo lui fece una bella azione di verità, ma sui risultati... vedi che non ce ne furono... Perché la Dc era monolite. La Dc era un partito che all'interno si poteva spaccare, ma se veniva attaccata dall'esterno faceva muro, si ricompattava immediatamente. Sì, quindi quello è l'inizio di questo lento lavoro per la nascita di una coscienza antimafia a Palermo e in Sicilia. Io dico che senza Falcone e senza la morte di Giovanni Falcone, non sarebbe mai nata. Tranquilla. L'errore tragico di Cosa Nostra è l'uccisione di Giovanni Falcone in quel modo lì, con una strage, poi Borsellino, e poi tutto il resto. Ma tutto il resto è la conseguenza... E Falcone muore ucciso da quelli che gli stanno intorno, non fisicamente. Se tu guardi la vita di Giovanni Falcone, è uno che è stato avversato prima di tutto dai suoi colleghi, CSM, la magistratura... Non gli andava bene una... Al CSM, l'hanno trombato. All'ufficio istruzione, idem. Alla Procura di Palermo se n'è dovuto andare. È venuto a Roma a fare il direttore degli affari penali, e tutti a dire che s'era venduto ai socialisti perché lui voleva fare carriera. Insomma, hanno provato ad eliminarlo col discredito. Non ci sono riusciti e poi hanno dovuto eliminarlo fisicamente. Poi tutto il resto è conseguenza. È come quando tu commetti un errore e poi ne devi fare tanti altri per cercare di coprire quello. E questi continuano a sbagliare fino alle stragi del '93, che sono proprio l'apoteosi dell'errore perché tu vai fuori dalla Sicilia a fare attentati, su un territorio che non è il tuo... Ma basta dire che a Roma, quando dovevano ammazzare Falcone a revolverate, sbagliano ristorante perché non conoscono le strade! Non conoscono i ristoranti... per cui loro hanno la soffiata che Falcone andava a mangiare alla Carbonara, che è a Campo dei Fiori, loro sbagliano e vanno al Matriciano, che è via dei Gracchi... Stanno giorni e giorni ad aspettare 'sto Falcone al Matriciano e non arriva mai! E da Palermo gli dicono: "Ao! Vi state a magnà tutti i soldi e non combinate niente?". Insomma, questa scelta, diciamo, non è una scelta felice secondo me perché dal '92 in poi, loro diventano esecutori di un disegno che non è più mafioso ma politico.

CM : A proposito del maxiprocesso, secondo te ci fu un impatto culturale?

FLL : Come cultura giuridica, giudiziaria, sì.

CM : Ma sulla cultura civile, no...

FLL : No. Basta pensare che mentre si celebrava il maxiprocesso, io non me ne potevo occupare perché ero già in punizione al Giornale di Sicilia...

CM : Difatti stamattina mi chiedevo come mai non ci fossero articoli tuoi!

FLL : Ero punito... Però scrivevo per l'Espresso. Allora non mi facevano scrivere, e questa cronaca del maxiprocesso veniva data in modo veramente singolare. Per esempio, se tu facevi una pagina che chiamavi mafia, la pagina accanto doveva essere antimafia. È assurdo, tu dai le pari opportunità a un sistema criminale e a un sistema istituzionale.

CM : Difatti le pagine sul GdS si chiamano "Mafia e antimafia"!

FLL : All'apertura del maxiprocesso, il giornale fece un titolo: "Silenzio, entra la corte". Io sono andata dal direttore e gli ho detto: "Ma scusi, che cazzo di titolo è quello? Sono cent'anni che aspettiamo di parlare, cent'anni che siamo in silenzio perché abbiamo avuto paura di parlare, oggi è il

giorno buono che cominciamo a parlare e tu mi dici che dobbiamo stare zitti?". "Bisogna stare attenti!"... Ma così erano pure i magistrati! Perché prima di Falcone, il palazzo di Giustizia era una fognatura! Chiaro?

CM : Leggendo il GdS, ho visto il numero sulla sentenza del maxiprocesso. Titolo: "Maxicondanne". Poi ho cercato l'articolo... Niente! Le pagine dedicate alla sentenza erano dalla 26 alla 29... Prima parlavano di tutto, cronaca degli spettacoli, dossier speciale "Natale a Palermo"...

FLL : Sì... Io, prima di essere licenziato, (ti racconto quest'episodio perché è illuminante) avevo saputo che i cugini Salvo avevano ricevuto un avviso di garanzia, ma allora si chiamava comunicazione giudiziaria. Vado al giornale, dal vice direttore che è Pepi (quello che c'è ancora adesso) e gli dico: "Ciao Giovanni, ho saputo che c'è una comunicazione giudiziaria per i Salvo". "Mmm interessante...". "Che facciamo? Scriviamo?" "Aspetta un attimo, ne parlo col direttore e poi...". Vabbè... Fine. Un giorno, due giorni, tre giorni, una settimana... "Giovanni, ma ti ricordi che t'ho detto?" "Ah, sai la colpa è mia perché non sono riuscito a parlarne col direttore..." Finalmente gli rompo le scatole, e dopo 15 giorni, faccio uscire la notizia sulle agenzie. Per cui arrivo poi col foglio dell'agenzia, e gli dico: "Giovanni, guarda che abbiamo preso un buco! Noi la sapevamo questa cosa! Perché abbiamo dovuto prendere un buco?" Allora ne parlò col direttore, e mi dice "Scrivi ché facciamo la prima pagina", ma i Salvo erano soci occulti del giornale... Quindi io comincio a scrivere, e ad un certo punto mi chiama: "Ciccio vuoi venire un attimo?"... "Ma questa comunicazione giudiziaria, per quale reato è?" Dico: "Associazione per delinquere". "Ma mafiosa?". Renditi conto che il reato di associazione mafiosa era appe

na stato introdotto nel codice, perché fino all'82 non esisteva. Dico: "No, non è associazione mafiosa ma associazione per delinquere", che già non è una stella al merito, un'onorificenza, diciamo... "No perché se è così facciamo 40 righe a pagina 36...". Dico: "No, se si tratta di fare 40 righe a pagina 36 fatevele voi, io non le scrivo". Così è nato il contrasto...

CM : Quindi è dura insomma fare il giornalista al GdS in quegli anni...

FLL : Anche adesso. Perché sempre loro due comandano. Sempre là stanno, è dall'83 che stanno lì.

CM : Perché ho letto sul libro Lotta civile, con prefazione di don Ciotti, che è una raccolta di testimonianze di figli e figlie di vittime di mafia, nel racconto di Elena Fava che La Sicilia non ha voluto pubblicare il necrologio di suo padre...

FLL : Tu l'hai letto il libro che ha scritto Antonio Roccuzzo? Mentre l'orchestrina suonava gelosia. C'è tutto il sistema dell'informazione a Catania, che è molto simile a Palermo...

CM : Quindi secondo te, la sentenza del maxiprocesso non ha modificato la percezione che la società poteva avere della lotta alla mafia e del ruolo dello Stato?

FLL : No, ha contribuito a scalfire il mito della invincibilità della mafia. Però tieni conto che le condanne del maxi diventano definitive nel '92... Quindi dall'87 al '92, s'aspettava prima l'appello. E l'appello, difatti, ha ridimensionato il primo grado. Ha diminuito gli ergastoli, ha messo in discussione il teorema Buscetta... Quando nel '92 la sentenza resiste alla Cassazione, allora sì, passa il messaggio che la mafia non è più invincibile. Il maxiprocesso invece fu caratterizzato da un assoluto silenzio di Cosa Nostra. Non succedeva nulla. Per anni, non moriva nessuno... Il primo morto si registra la stessa sera della sentenza. Uno dei primi scarcerati del maxiprocesso viene ucciso sotto casa mentre sta rientrando dal carcere, con i cannoli per i bambini e per la moglie, e lo accoppano là sotto. Per dire: "È finito il processo, noi siamo stati condannati però comandiamo ancora noi e vi facciamo vedere con quanta precisione, con quanta capacità riusciamo a gestire il territorio". Per cui quello esce dall'Ucciardone, si ferma dal pasticciere, va a casa e muore, prima di entrare a casa sua. È un messaggio terrificante! Quindi la sentenza di primo grado viene accolta con la remora di quelli che dicono: "Vabbè non ti preoccupare c'è l'appello e c'è la Cassazione!"

CM : Speravano in Carnevale.

FLL : Speravano in Carnevale, sì.

CM : L'ha visto Falcone dopo la Cassazione? Cosa ha provato lui?

FLL : Certo. Era come uno che aveva vinto il campionato del mondo, perché tutti contro di lui stavano. Tutti contro, tutti a criticare... E lui m'ha detto: "Però adesso comincia il bello, non è la fine, è l'inizio! Adesso cambia tutto." Poi ammazzano Lima... Questo lui lo dice a gennaio. A marzo ammazzano Lima e lui dice: "Non ce n'è per nessuno, qui cambia tutto. Può succedere qualunque cosa." E infatti, poi... Ci sono state le stragi... Per lui è chiaro, muore quando la Cassazione rende definitivi gli ergastoli dei mafiosi.

CM : E lui lo sapeva?

FLL : Lo sapeva, sì. E Borsellino pure. Io gli dicevo: "Paolo, vattinni". E lui: "No... A fare che? E chi lo fa il lavoro?

CM : Forse per questo adesso sono eroi. Perché pochissime persone sulla faccia della terra avrebbero avuto questo coraggio...

FLL : Lui poi aveva capito tutto perfettamente anche da prima... Perché Paolo aveva capito perché era morto Falcone.

CM : Ho letto il libro di Alfio Caruso, in cui spiega che Borsellino è morto perché ha scoperto che Falcone indagava sui legami tra mafia e politica a Milano...

FLL : Indagava sui legami tra mafia e politica in assoluto, no a Milano. Falcone aveva gli strumenti per comprendere come alcuni avvenimenti italiani fossero conseguenza di strategie alte. Il gioco grande, no? Quando Falcone parla del gioco grande, parla di una destabilizzazione nazionale per via di interventi esterni, servizi segreti ma anche stranieri... Cioè Falcone aveva capito che la mafia non era con la cupoletta e la lupara... Questi sono i poveracci... Poveracci per modo di dire ma sono poveracci rispetto a quelli che muovono la strategia finanziaria nel mondo... Loro fanno le guerre nel mondo, figurati se hanno paura di mettere una bomba! La finanza mondiale fa le guerre, inventa le guerre per cambiare la borsa... Attenzione non è che c'è la spectre, non è che c'è il demiurgo che organizza tutto no... Ci sono delle organizzazioni che di volta in volta prendono in mano un avvenimento e le conseguenze di questo avvenimento le convogliano in modo da provocare determinati fenomeni.

CM : Ma quindi secondo te aveva capito...

FLL : Aveva capito, aveva gli strumenti per capire.

CM : E dopo di lui chi l'ha capito?

FLL : La verità sicuramente la conosceva Ciancimino, la conosce Dell'Utri, la conosce qualche dirigente dei servizi, qualche ministro dell'Interno... boh!

CM : Cosa rappresentavano Falcone e Borsellino per la popolazione prima delle stragi del '92 e dopo?

FLL : Allora, il pool antimafia, prima delle stragi, rappresentava pochino perché non tutti avevano lo stesso atteggiamento. C'è una parte sana che, non avendo il coraggio di ribellarsi com'è sempre avvenuto, affidano e delegano la propria rivolta civile a delle persone in cui credono. Tu ti metti a posto con la tua coscienza: io faccio il tifo per Falcone ma non muovo un dito. E c'è una parte di società palermitana che vorrebbe ribellarsi alla mafia, ma per calcolo anche. Tu pensa agli imprenditori: ma secondo te sono felici di pagare il pizzo a questi qua? No, però stanno zitti per paura. Se poi trovano uno che la combatte è ovvio che fanno il tifo per lui. Ma tu hai mai visto un imprenditore mettere nero su bianco, anche con Falcone vivo, c'è mai stato uno che ha parlato? Nemmeno uno. Tranne Libero Grassi e l'hanno ammazzato. Quindi in fin dei conti, Falcone era amato perché era utile, tranne quelli che gli volevano proprio bene... Sono quelli buoni, sono una minoranza ma ci sono. Il resto sono persone cui, molto cinicamente, gli serviva anche Falcone. Tu ti metti alla finestra e guardi chi vince. Se vince Falcone, posso dire di essergli stato vicino. Se vincono gli altri, nessuno può dire che mi sono schierato con Falcone perché un documento pubblico non c'è.

CM : Opportunismo...

FLL : Certo. Questo lo dice Falcone. In uno dei suoi colloqui con Borsellino, quando gli dice: "Stanno lì alla finestra, fanno il tifo... Stanno lì a guardare". Dopo le stragi...

CM : Quindi quando dice "La gente fa il tifo per noi"...

FLL : Falcone dice "sì, è vero, fanno il tifo per noi." Però aveva sempre questa regola dentro, stanno lì a guardare, non è detto che tutti facciano il tifo per noi. Ma era contento di questa cosa perché serviva. Pensa alla solitudine di uno come Falcone... Se andava al cinema, gli liberavano due file davanti e due file dietro... Cioè quando era con sua moglie, erano in due seduti e cinque file libere... Ma tu puoi vivere così? Magari il cinema è pieno, la gente è in piedi e ci sono file libere per motivi di sicurezza... Tant'è che alla fine al cinema non ci andava più. Ha cominciato a comprar le cassette, allora non c'erano i dvd... Si guardava i film a casa. Non poter andare a comprarsi una cravatta... Gliele comprava Francesca le cravatte e lui non poteva dire non mi piace!

CM : Ma lui ci credeva ad una sommossa, a uno scatto?

FLL : Lui credeva nella possibilità di poter cambiare lo Stato, perché sapeva che se cambiava lo Stato cambiava pure la base. Perché se tu vedi che lo Stato fa sul serio, tu liberi la base. Perché stai fermo? Perché hai paura, ma se vedi che lo Stato ti arresta il tuo aguzzino, riprendi vitalità, riprendi colore e dici: "Oh ma fanno sul serio, diamo loro una mano!". Quello era l'unico modo

per andare avanti. Devi liberare il territorio, devi contrastare la invincibilità di questi, devi renderli vincibili, toccabili. Lo devono sapere che vanno in galera.
Dopo le stragi sono diventati due simboli. Una speranza per i siciliani.

CM : È un po' paradossale che la morte diventi una speranza, no? Uno potrebbe pensare che arrivi la disperazione non la speranza...

FLL : No ma lì è l'indignazione che ha provocato questo. È talmente enorme quello che hanno fatto che non è sopportabile neppure per il più codardo dei cittadini. È talmente sbagliata la cosa... Io ci credo che nell'incrinare il rapporto di consenso tra Cosa Nostra e *il popolo*, ci sono stati degli errori materiali. Uno è Falcone, l'altro è il bambino. Quello strangolato.

CM : Giuseppe Di Matteo.

FLL : Questo ha provocato un disastro al livello d'immagine all'interno di Cosa Nostra. Per dirti la moglie di Leoluca Bagarella si uccide in casa, quella che avevano da latitanti. Un giorno lui rientra e la trova impiccata nella stanza dove faceva i mestieri di casa. Credo stesse stirando, ad un certo punto smette di stirare, passa la corda su una trave e s'impicca. Questo s'è saputo dopo quando si scopre il covo di Bagarella e si trova un medaglione con la foto di Vincenzina, che nella tradizione siciliana un medaglione con la foto della moglie significa che è morta. Quando la moglie è viva non te la metti la foto attorno al collo perché è di cattivo augurio. Perché s'ammazza lei? Entra in depressione dopo un aborto naturale. Lei si convince che quell'aborto naturale glielo manda Dio, perché suo marito ha fatto uccidere il piccolo Di Matteo. Vedi che di guasti ne ha provocati, questa decisione di ammazzare il bambino. Nella mitologia della mafia, c'è questo luogo comune che vuole che la mafia non tocca mai i bambini né le donne. È una cazzata perché nella storia della mafia ci sono tante donne e tanti bambini uccisi. Però, come tante cose nel Vangelo non sono andate esattamente così com'era scritto lì...

CM : E Borsellino, da vivo, è stato un po' sempre nell'ombra di Falcone?

FLL : Borsellino era una gran brava persona, ma non aveva la capacità strategica di Falcone. Era un grande lavoratore, uno forte ché se ce l'hai accanto ti dà forza. Ma la capacità strategica era di Falcone. Lui conosceva gli imputati del maxiprocesso uno per uno, Borsellino. Se tu gli dicevi "chissà dove ho messo la scheda di Massimo Spataro", lui si alzava e la trovava. Aveva tutto il processo tra le mani. Ma la capacità di prevedere quello che sarebbe avvenuto, quali sarebbero state le contromosse, come fare... era di Falcone.

CM : Ma anche dal punto di vista mediatico? Aveva un po' meno carisma?

FLL : Quando parlava Falcone... Parlava Falcone! Anche perché le interviste di Falcone erano misurate, ne faceva 2 o 3 all'anno, non di più. Quindi ogni volta che parlava, ci si diceva "attenzione, sarà interessante perché se parla questo significa che ha qualcosa da dire". Eppure, quando furono in difficoltà (con la storia di Meli), Falcone fece parlare Borsellino. Non parlò lui. Borsellino fece la famosa intervista al*l'Unità* e a *Repubblica*. Ma era come se parlasse Falcone! Falcone non parlò perché la cosa lo riguardava in prima persona, quindi sarebbe stato in conflitto d'interesse.

CM : Avevo letto che Falcone si arrabbiò dopo quell'intervista perché non voleva...

FLL : No, erano d'accordo dai... Anche perché Borsellino non avrebbe mai fatto di testa sua. Era un gioco delle parti.

CM : E tutte le polemiche, sulla scorta, gli articoli apparsi sul Giornale di Sicilia...

FLL : Quello faceva parte del discredito quotidiano...

CM : Ti ricordi quando sono stati pubblicati gli articoli?

FLL : L'ho messo nel libro, sarà stato vicino al maxiprocesso perché c'era stato un incidente stradale. Praticamente un'auto di scorta, l'auto di scorta di Borsellino aveva travolto due ragazzi, che erano morti. Non ti dico cosa si è scatenato contro Falcone e Borsellino, contro i magistrati, contro le scorte... Poi, un'altra cosa che nel libro c'è sempre, è una signora che scrisse al GdS, la signora Santoro scriveva "Perché questi devono stare qua in città? Non si può fare un condominio solo per loro, lontano...".

CM : Come lo presero loro?

FLL : Era terribile per loro... Quando Falcone leggeva queste cose, entrava in depressione praticamente! Perché come fai a dire questo mentre io sto lottando per te? E me ne devo andare a stare in periferia? Lontano dalla società civile? Tutti insieme così se ammazzano uno ammazzano tutti? Poi pagarono anche all'Asinara... E poi sui giornali c'erano quasi quotidianamente delle piccole punture. Una volta sulla scorta, una volta sul giudice sceriffo, il giudice nembo kid, superman... Poi c'era tutto un chiacchiericcio salottiero su Falcone che aveva divorziato dalla prima moglie. "E chissà perché...?" Fino ad arrivare a far trapelare la notizia che la moglie

l'aveva tradito. A Palermo conta molto questo. Perché? Serve per commentare che quello che fa Falcone è una rivalsa per i suoi guai personali. È un argomento che Liggio aveva usato nei confronti di Terranova. In un'intervista lui disse, non così esplicitamente, quando gli chiesero "ma perché questo signore deve avercela con lei? Perché questo Terranova ce la dovrebbe aver con lei, signor Liggio?" E lui diceva: "Perché ci sono delle persone che diventano violente, nel caso suo di una violenza della giustizia, per sublimare il dolore di una delusione." La mettevano sul patologico, la cosa. Per Falcone loro facevano girare queste notizie, che lui no poteva avere figli, quindi boh forse lui era impotente... La moglie se n'è andata, è impotente quindi si deve far rivalere... Cose così. Cose brutte.

CM : Proprio per screditare sul piano umano una persona...

FLL : D'altra parte in Sicilia se ammazzano qualcuno d'importante, la prima cosa che dicono è "Questa è una questione di donne". Subito! Anche con Terranova lo dissero. Con Cassarà. Con l'agente Agostino.

CM : Ma se fu ammazzato con la moglie? È terribile perché se già li screditano sul piano professionale...

FLL : Guarda che è difficile campare a Palermo... La città è bella, è un peccato che sia così feroce. Feroce dietro l'apparenza di assoluta tranquillità... Poi i siciliani sono molto sospettosi, però una volta che vincono la diffidenza, diventano completamente ostaggi dei loro ospiti. A me è capitato, se tu chiedi una strada, t'accompagnano!

CM : Difatti, l'anno scorso per la commemorazione di La Torre, mi sono fermata in piazza Indipendenza a prendere un giglio e chiedo la strada per andare a corso Calatafimi. E mi dicono, ma dov'è che devi andare? No, devi passare per di qua... E che ci vai a fare là? Dico che c'è la commemorazione di La Torre. Il fioraio mi ha aggiunto due gigli e mi ha detto: "Va! T'accompagna lui per un po' così vedi bene la strada".

FLL : Eh sì... È davvero un peccato. Sarebbe una città bellissima.

CM : Per la popolazione, queste polemiche (sulla scorta, l'Addaura quando dicevano che la bomba se l'era messa lui, il corvo)...

FLL : Sono tutte diffamazioni.

CM : Ma vi era sensibile la popolazione? Ci credeva?

FLL : La popolazione crede a tutto.

CM : Poteva influire sull'immagine?

FLL : Certo che poteva influire. Infatti, Falcone fu il primo a usare il termine "mascariare". Mascariare in siciliano vuol dire imbrattare. Si mascarìa per esempio quello che trasporta il carbone. Tu trasporti due sacchi di carbone e quando poi li depositi sei tutto nero. Allora lui usò questo termine per dire che una pallolina oggi, una pallolina domani, ti mascarìo. Non riesco a dimostrare che quello che ho detto è vero ma con la calunnia insinuo il sospetto che sia vero, e quindi provoco una caduta di stima nei tuoi confronti. Ed è un sistema che in Sicilia è puntuale. Lo fanno sempre, perché il morto poi deve esser ucciso una seconda volta.

CM : Tu, personalmente, cosa ricordi delle stragi di Capaci e via d'Amelio?

FLL : Per le stragi io ero già a Roma. Ero a Roma anche nell'89, per l'attentato dell'Addaura. È lì che comincia la strategia, col corvo... Per Capaci, era sabato, ero male, avevo la febbre e stavo a casa. Ad un certo punto, mi chiama un collega della Rai da Palermo, e mi dice "Sai che c'è qualcosa qui. C'è stato un attentato, forse è Falcone." Allora ho fatto il numero del cellulare, era staccato, mi dava uno strano segnale. Mi sono vestito e sono venuto al giornale di corsa. E lì poi ho dovuto seguire perché non riuscivo a parlare con nessuno. Credo forse di esser riuscito a parlare con Ayala, ma due parole perché erano tutti scioccati. Non si riusciva a capire se... E per un lungo momento, sembrava che Falcone ce la potesse fare, nel senso che non è morto subito. E io ho pensato: "Se sopravvive pure questa volta (ché già c'era stata l'Addaura), è fatta perché li massacra."

CM : Pur sapendo che era saltata un'autostrada?

FLL : Era vivo! Se tu pensi che quello stava sul sedile posteriore è vivo...

CM : È vera questa storia secondo cui avrebbe tolto le chiavi?

FLL : Sì, era matto lui. Ma perché doveva guidare lui? Mi dici perché ha voluto guidare lui? La moglie non sarebbe stata davanti, sarebbe andata dietro con lui... Lui sarebbe vivo, lui e la moglie! Il destino è una cosa terribile... Io lo conosco quello che è vivo. È devastato. Si sveglia ancora la notte col buio, coll'esplosione... Però è vivo... Perché lì l'attentato lo sbagliarono. Se non ci fossero

stati 500 chili di tritolo sarebbe pure vivo. Brusca lo sbagliò l'attentato, schiacciò un attimo dopo perché la macchina rallentava per via della chiave. Quindi è come se la macchina fosse andata a sbattere su un muro, sull'onda dell'esplosione ma non è stata colpita dall'esplosione.

CM : Mentre la prima macchina di scorta sì.

FLL : È andata a 40 metri. Poi la macchina è stata colpita, ma non in pieno come è accaduto per la prima che di fatto è stata sbalzata via. Non si trova niente. Lui stava in mezzo. E quelli dietro si sono salvati tutti. C'era Montinaro, il caposcorta, stava davanti, e gli altri due che stavano con lui sono finiti. Poi c'era l'autista di Falcone, era un dipendente civile del tribunale. Non era un poliziotto.

CM : Per questo sulle immagini si vede il dietro della macchina che, vabbè non è perfetto, ma intatto. Solo il davanti è schiacciato. Ma tu, sarà una domanda stupida, però a vedere le immagini (le ho mostrate agli studenti quest'anno, non ci credevano)...

FLL : Ma io l'avevo visto il giorno prima... Lo sentivo tre volte al giorno... Quando ho visto le immagini ho pensato: "Ma che hanno fatto? Cos'è? La guerra, proprio?"

CM : Ha pensato che potesse essere un errore della mafia di fare una cosa così spettacolare, così enorme?

FLL : No, l'ho capito dopo questo. Sul momento ho detto "è finito, è finito tutto". Come ha detto Caponnetto poi per Borsellino. Solo che senza Falcone non si vinceva la guerra. Non si poteva vincerla.

CM : Dopo, appresa la morte di Falcone...

FLL : Dopo mi sono posto il problema di salvarne la memoria. Perché lo sapevo che ci sarebbe stato l'arrembaggio... Appena Falcone muore diventano tutti falconiani, no? In vita lo avevano massacrato... Mi sono immediatamente messo d'accordo con Maria, la sorella di Giovanni, e poi con calma abbiamo convenuto che bisognava fare un libro per mettere un paletto. Io mi immaginavo cosa sarebbe venuto fuori, tutti gli episodi... Buscetta, e non Buscetta, è andato in America ad incontrarlo mentre non era più magistrato... Quello che fanno adesso, la macchina del fango. E ci siamo riusciti in questo. Perché Falcone non si tocca. Ci hanno provato, e chi ci ha provato s'è fatto male. Questa è la cosa buona che abbiamo fatto. Soprattutto la sorella è stata buona in questo. Io non la amo tantissimo, però è stata brava. Io non la amo perché so la storia. Lei non lo conosceva suo fratello, ha scoperto il fratello quando è morto. Però vabbè...

CM : Hai scritto, nella prefazione del 2002...

FLL : 2003, quella Feltrinelli, no?

CM : Sì. Scrivi: "Ci si può chiedere forse solo adesso, dopo dieci anni, se la memoria di quella tragedia è stata conservata, se quelle vittime, per dirla brutalmente, siano servite a qualcosa." Quale era la tua risposta allora, dieci anni fa? E quale è la tua adesso?

FLL : È servita perché malgrado i risultati siano limitati, perché passi significativi se ne sono fatti pochini, però io penso che sia servito soprattutto perché è cambiato l'atteggiamento di una parte delle persone di Palermo. Cioè il fronte antimafia esiste adesso. Vent'anni fa era un blocco, un pozzo nero dove non potevi mettere il naso perché era una fogna a cielo aperto. Adesso ci sono delle isole di resistenza, malgrado tutto. E poi Cosa Nostra è in difficoltà, signori miei, la si può dire come si vuole... Anche se non è stato reciso il canale che gli dà la ninfa vitale, cioè la politica. Però stanno col culo per terra, non hanno più personale. È successo un po' quello che è accaduto in politica: sono emerse le terze e le quarte file, gentaglia che non vale molto. Quindi questa crisi di leadership è importante, perché morendo adesso Provenzano e Riina è finita. Loro stessi si sono modificati...

CM : Ma secondo te, contano ancora Riina e Provenzano?

FLL : Riina è il capo della mafia.

CM : Ancora? Dal 41bis?

FLL : Certamente. Aspetta che ti stampo una cosa che ti può servire... (pausa)

CM : E per Borsellino? Via d'Amelio?

FLL : Il 19 luglio... Ero in vacanza, credo. Non ho un ricordo preciso. Poi sono andato l'indomani a Palermo per il lavoro. Ah! No, ero al giornale e mi ricordo che ho visto, sì, ho visto una notizia in sovrimpressione su una trasmissione di varietà...

CM : Una striscia che correva giù dallo schermo.

FLL : Diceva "Attentato a Palermo". Ma quando hanno detto la via, il posto dove era successo, io pensavo ad Ayala, che abitava al Residence Malbeya che era proprio in via d'Amelio. E poi ho chiamato, e invece m'hanno detto che era Borsellino. Io ti dico una cosa: noi eravamo preparati

a questa cosa. Io l'avevo intervistato poco prima, e lui aveva detto che continuava. E aveva detto una cosa molto pericolosa: cioè che di lì a poco sarebbe stato costretto a spogliarsi dell'inchiesta perché sarebbe diventato teste. Nel senso che si voleva far interrogare dalla magistratura. E non lo interrogarono. Rinviarono, fino a quando... Quello, allora, era Tinebra. Perché lui sarebbe dovuto esser interrogato dal procuratore di Caltanissetta.

CM : Ma Tinebra è uno strano, no?

FLL : Sì. Molto strano.

CM : Quando Ilardo decise di collaborare, voleva parlare a rotta di collo e Tinebra gli ha detto: "Vabbè, interrompiamo qua riprendiamo tra dieci giorni" e nel frattempo è morto...

FLL : Sì ma c'erano tante persone presenti, non c'era soltanto Tinebra... C'era Caselli, la Principato, c'era Mori.

CM : Ma non c'è verbale di quell'interrogatorio...

FLL : Non c'è nulla... Però ci sono delle persone vive che potrebbero testimoniare. C'era Mori, no? C'era il colonnello Riccio...

CM : Che dopo hanno fatto processare per traffico di droga...

FLL : Adesso però lui ha messo nei guai Mori, quindi... Ma tu di questo finora cosa hai scritto? Niente? Ma non hai scritto manco una riga di questa tesi ora? Quanto ci metterai?

CM : Ancora niente, è un lavoro da tre-quattro anni...

FLL : Una cosa seria... Dopo mi inviti alla cerimonia?

CM : Con piacere... Sarà in francese però!

FLL : Imparo... Ho studiato il francese a scuola quindi non parto da zero. Quindi la mafia occupa una parte di questa tesi?
(digressioni sulla tesi 4.13-7.10 pista 2)

FLL : Don Vito l'hai letto?

CM : Sì.

FLL : T'è piaciuto?

CM : Sì ma non capisco tanto il personaggio di Ciancimino... Poi adesso è dichiarato attendibile da una procura, mentre l'altra dice di no... Cosa t'ha spinto a lavorare con lui?

FLL : Perché sapevo che tutte le cose che dice sono assolutamente vere. Ho conosciuto il padre. Poi lui è un cazzaro. In italiano cazzaro significa uno vago. Uno assolutamente ipercinetico, incapace di stare seduto a leggere. Lui non sa materialmente quello che ha di suo padre, perché non l'ha mai letto! Avrà una serie di scatoloni pieni di suo padre, non ha mai letto niente. Però bisogna dire che una volta che lui è diventato un personaggio, secondo me qualcuno se n'è appropriato e gli fa fare delle cose che... Perché il risultato qual è, di questa sua follia? Adesso lui come teste vale zero.

CM : Perché è andato troppo in tv a parlare?

FLL : No, perché ha fatto la calunnia. Chi glielo ha fatto fare? Perché lui non è capace di una simile strategia... Lui è un cretino! Può essere furbo, ma non è capace di tessere una strategia per depistare... Io la vedo all'antica, e mi chiedo: qual è il risultato di questa sua follia? Allora uno che hanno tentato di mascariare è De Gennaro, che è un personaggio che merita un'attenzione a parte. Ma non è uno corrotto. È uno che se ha fatto delle cose, le ha fatte per ragion di Stato. È un'altra storia, non c'entra niente con lui, con i personaggini che conosciamo di Palermo. La seconda conseguenza è che lui non vale più niente come teste. Quindi, sulla trattativa...

CM : Essendo lui l'unico teste...

FLL : Non c'è più niente. Ti ricordi che quando ha cominciato a parlare, tutti si sono fatti tornare la memoria?

CM : Martelli, Violante...

FLL : La Ferraro... Adesso sono tutti di nuovo zitti. Non parlano più. Non parla più nessuno!

CM : La Ferraro come mai? Era amica di Falcone?

FLL : La Ferraro è andata a confermare quello che hanno detto gli altri, che ha detto anche Ciancimino. Lei dice che Borsellino sapeva della trattativa, glielo hanno detto. E forse muore perché non è d'accordo... Forse... Però tutti, improvvisamente, addirittura Violante (che aveva sempre negato), va dal magistrato! E Martelli ci va due volte dai magistrati! E Conso! Conso che dice addirittura "ho firmato io l'alleggerimento del 41bis, l'ho fatto di mia iniziativa, nessuno mi ha detto niente."

Adesso che Ciancimino è sparito, non parla più nessuno. Niente, di nuovo tutti silenziosi. Quindi il risultato vero è questo: si deve fermare la memoria sulla trattativa. Deve rimanere questa cosa vaga: "sì forse c'è stata, ma chi l'ha fatta? Boh! Forse Mancino..." Forse! "E Mori? Ma agiva per conto proprio? O agiva per conto terzi? Qual era l'obiettivo? Boh!" Rimane di nuovo tutto vago. È una parabola siciliana perfetta. Adesso siamo di nuovo a zero sulle indagini.

CM : E quindi...

FLL : Stiamo tutti bene.

CM : C'era più interesse a manipolare Ciancimino e farlo screditarsi da solo...

FLL : Infatti, l'hanno fatto. Gli fa pure bene 'sta cosa, perché in fin dei conti cosa succede? Lui esce da questo ruolo, spera di esser lasciato in pace, spera di recuperare i suoi soldi che stanno a Parigi...

CM : Senza nessun problema di coscienza?

FLL : Ma quale coscienza? Davanti a dieci milioni di euro secondo te c'è coscienza? Io sì, tu sì ma lui no.

CM : È un personaggio ambiguo...

FLL : È un cretino, credimi. È uno vuoto. Come suo padre. D'altra parte, è figlio di suo padre. Suo padre, davanti ai soldi, non aveva problemi di coscienza. Lui detestava Totò Riina, però ci parlava perché l'interesse era superiore alla coscienza. Il figlio è uguale. La moglie di Massimo Ciancimino è una scema totale! È una che se esce si compra una borsa... Se esce una volta al giorno, si compra una borsa al giorno. La borsa che vuole lei si chiama Louis Vuitton e costa duemila o tremila euro, e lui glieli dà così sta a posto. Per dirti l'ambiente... Io non voglio fare la malalingua o niente, però ti dico: se tu stai in un ambiente così, non ci sono problemi di coscienza. Quando lo incontravo per il libro, ogni volta era una tragedia. Qualunque posto dove noi andavamo, lei doveva uscire a comprarsi una cosa.

CM : Ma lui adesso vive protetto sotto scorta?

FLL : Lui è in galera per ora. Se lo lasciano ancora in carcere, quello s'ammazza. Perché non può stare in carcere lui. Quando andavo a Bologna a trovarlo, stavamo cinque minuti come stiamo noi col registratore. Poi cambiava discorsi ogni due secondi, e parlava di altro... Poi s'alzava, aveva la necessità fisica di muoversi e uscire! Pensa tu uno così in cella...

CM : Le recenti rivelazioni sui depistaggi istituzionali delle indagini, secondo te, influiscono sull'immagine di Falcone e Borsellino? Nell'immaginario popolare, nel ricordo popolare?

FLL : Quello che è uscito rinforza l'immagine che l'immaginario collettivo conserva di Falcone e Borsellino. Semmai, c'è da dire che il modo con cui i magistrati di oggi vanno avanti dimostra che tutti non hanno l'accortezza e la professionalità di Falcone e Borsellino perché spesso, quante volte noi c'imbattiamo contro delle cose che sembrano enormi e tu dopo due giorni scopri che non è così perché l'indagine è sbagliata... Questo con Falcone non succedeva. La professionalità di Falcone e Borsellino, e anche degli altri che hanno fatto scuola con loro... Penso a Di Lello che è uno che ha lo spessore culturale di un intellettuale vero, uno che più che giudice poteva fare il politologo, lo storico, è una persona che conosce le cose di cui parla. Lo stesso non posso dire di una serie di inchieste che sono cominciate sembravano la fine del mondo e poi piano piano, vanno scemando e rivelano delle carenze. Soprattutto Falcone era concreto nelle indagini. Se una pista lo portava a delle realtà suggestive, lui non si faceva prendere dalla suggestione, perché la suggestione non la puoi portare in tribunale! Una volta, mi ricordo, feci un articolo un po' dietrologico, allora si usava molto. Parlavo molto della "scia", "la scia"... Ad un certo punto, l'indomani mi chiama Falcone e mi dice: "Ah Buongiorno! Scusa se ti disturbo di buon mattino, ma ho letto il tuo articolo stamattina." "Bene, t'è piaciuto?" "Moltissimo! Se dovessi darmi per favore l'indirizzo della scia perché la vorrei chiamare per interrogarla! Questa signora Scia, chi è?" Hai capito? La scia... Nome, cognome, persone, fatti, reati! "Hai fatto una bella analisi! Sai in tribunale le pernacchie che mi farebbero gli avvocati difensori?" Aveva ragione. Ecco per dirti. Invece c'è un po' questa tendenza dei magistrati di oggi che fanno un po' di sociologia, un po' di bonifica anche... Tu non puoi fare la bonifica da magistrato, tu devi perseguire dei reati. Invece adesso metti sotto intercettazione dieci telefoni, è chiaro che se stai tre mesi a sentire qualcosina la trovi! Ma questo è un lavoro diverso. Questo dovrebbe essere, a mio parere, il lavoro dei servizi, quelli buoni, che avessero voglia di aggiustare i tentativi di slittamento nell'illegalità. Allora tu, non dovendo fare un processo, dici "vabbè, c'è 'sto gruppo che non mi piace" e politicamente fai intervenire i partiti, perché i partiti possono anche non sapere cosa accade nel loro interno. Non è il caso dei nostri partiti, però può pure succedere che ci siano delle devianze che sfuggono ai vertici. Ma se tu devi fare un processo, non puoi. Io per esempio mi ricordo la relazione che fece Scarpinato sull'indagine che lui chiamò "Sistemi criminali", che

era archiviata. Già l'aver chiamato "Sistemi criminali" un'indagine, è dispersivo perché che vuol dire "sistemi criminali"? Dove sono gli indagati? È una bella analisi, magari politica, ma non la puoi presentare alla procura della *Repubblica*. Falcone oggi sarebbe considerato di centrodestra per esempio, non berlusconiano però... È vero che lui credeva nella separazione delle carriere. La voleva perché nella sua testa era giusto che i giudici fossero separati dai pubblici ministeri perché il giudizio potesse essere imparziale. Lui veniva da una scuola in cui il lavoro che adesso fa il gip, lo faceva il giudice istruttore. Ma il giudice istruttore non giudicava sulle carte che gli mandava il pubblico ministero, come oggi fa il gip, lui faceva delle inchieste, ripercorreva tutto passo dopo passo... E quindi poi quando passava alle richieste, era un'indagine propria, che aveva verificato. Adesso il gip riceve le carte dal pm, e siccome ha tanti casi e non ce la fa, chiama il pm e gli dice: "che devo fare?". È successo... Quindi la giustizia avrebbe bisogno di un'aggiustatina, anche nei tempi...

CM : Ma tipo uno come Ingroia, che è stato formato da Falcone e Borsellino?

FLL : Lui deve fare i conti con i tempi della giustizia. Non può velocizzare più di tanto. Il guaio della giustizia italiano sono i tempi. Ci sarebbe un modo. Abolisci l'appello, per tutti però! Non solo per quelli condannati o per gli assolti. Berlusconi cosa vuole fare? Vuole abolire l'appello se viene assolto, se viene condannato non lo vuole abolire! Aboliamo il secondo grado, facciamo come in America, giudizio di primo grado e poi Cassazione che deve solo pronunciarsi sulla regolarità.

CM : L'esistenza della trattativa, che ormai è accertata, porta a riconsiderare il ruolo dello Stato in generale nella lotta alla mafia?

FLL : No. Nel senso che lo Stato ha avuto sempre questo ruolo. La trattativa non è una novità nell'inchiesta di mafia.

CM : Ma la presenza di servizi deviati?

FLL : È una costante della storia della mafia, da Salvatore Giuliano, dal processo di Viterbo, dalla strage di Portella della Ginestra... Lì è chiaro che si tratta di un depistaggio. Il depistaggio sul delitto Impastato, sul delitto Rostagno, De Mauro... Inchiesta bloccata dai servizi! Tutto questo ha generato la convinzione che non si potrà mai sapere la verità su certe cose. È la condizione umana del siciliano che sa che sulla propria storia, non potrà mai sapere... Perché tutte le cose sono state depistate e deviate. Le indagini le più importanti: il rapporto tra la mafia e la destra eversiva, sui connubi con i fascisti, il delitto Mattarella... Che addirittura per alcuni viene considerato una specie di fotocopia del delitto Moro. Mattarella fermato dalla mafia ma per conto di chi voleva fermare l'accesso dei comunisti alla regione siciliana... Non è una novità assoluta, il depistaggio. L'omicidio dell'agente Agostino, con la sparizione degli appunti... Non c'è un fatto siciliano dove non manchi qualche cosa: una borsa, un computer, un quaderno di appunti...

CM : Un'agenda rossa...

FLL : C'è sempre qualcosa che manca. Le carte scomparse... È una costante della storia nostra, quindi non è che mi sconvolga più di tanto. Ma nessun siciliano rimane sconvolto da queste cose. Siamo talmente abituati... Ne abbiamo viste tante, come si dice...

CM : Quale fu l'effetto, a livello politico, sul mondo politico, della morte di Falcone e Borsellino? È successo in un periodo cruciale, con Tangentopoli...

FLL : La reazione c'è stata, perché prima era morto Lima. Il campanello d'allarme è stato Lima, perché quando ammazzano uno come Lima, che è l'uomo di Andreotti in Sicilia, è chiaro che ti chiedi: "Ma cosa sta succedendo?". E lo stesso Falcone, pur preoccupato, aveva cominciato a progettare le iniziative che avrebbero dovuto portare avanti... Per esempio, il 41bis se ne comincia a parlare nel '92, anche se poi... La carcerazione differenziata per mafiosi e terroristi per evitare che comunicassero con l'esterno, questa era la tesi. Poi una legge sui collaboratori di giustizia, che non c'era. Tu pensa che Buscetta si pente nell'83 e ancora nel '92 non c'è una legge sui collaboratori di giustizia. Sono tutte cose che avvenivano in modo artigianale. Le norme per il sequestro dei beni... Sono tutte norme che no a caso fanno parte del papello... Sono le richieste fatte da Cosa Nostra che riguardano il 41bis, i beni... Poi ci hanno aggiunto anche qualcosa per sviare un po', come la benzina, che fanno parte però di un dna mafioso perché chiedere la defiscalizzazione della benzina, come nella Valle d'Aosta è scritto, è una forma d'indipendentismo. Quindi rientri nel target della Sicilia indipendente di Salvatore Giuliano, siamo sempre là. Non ci muoviamo mai tantissimo! Insomma, diciamo che non è una grande sorpresa, almeno per noi, questa storia dei depistaggi. Se tu riuscissi a consultare i documenti delle commissioni antimafia o anche delle commissioni stragi, ti accorgi che è proprio una costante della storia italiana perché lo stesso

avviene sul lato del terrorismo: Piazza Fontana, Piazza della Loggia, la stazione di Bologna, Ustica... C'è un solo processo che si è concluso? No! C'è un colpevole in carcere per queste cose? Raramente...

CM : C'è chi parla di visioni complottistiche della storia... Per la tesi devo stare attenta, perché per integrare gli ultimi lavori fatti, devo assicurarmi che non siano teorie complottistiche.

FLL : Ma i complotti esistono! La teoria complottistica è se tu dici tutti i capi della mafia si sono riuniti a Grenoble prima delle stragi, perché non risulta. Tu sei una storica, non un giudice, no? Quindi il giudizio storico e morale si può dare senza una sentenza giudiziaria o no? Lo storico lo può fare questo?

CM : Sì.

FLL : E allora, fallo!

CM : Passando al livello della memoria, cosa pensi del saccheggio dell'albero di Falcone e delle statue dei giudici l'anno scorso?

FLL : È una cosa ricorrente anche questa. È vero che spesso, il tentativo di cancellare la memoria fa parte di una strategia mafiosa, che non è mafiosa... Bisogna fare una grande distinzione tra la mafia e la mafiosità. La mafia è un'organizzazione criminale che se ne sbatte della memoria. La mafiosità invece è un fatto socio-culturale, antropologico. E lì c'è di tutto. Ci può essere il ragazzino che imbratta la statua di Falcone perché è cretino, perché è un ignorantello che non sa niente della vita... Ma non credo che il ragazzino vada ad imbrattare la statua di Falcone perché deve cancellarne la memoria dell'eroe dell'antimafia. Lo può fare con Garibaldi, con chiunque... Altra cosa sono, per esempio, le scritte che riguardano Riina... Se tu scrivi "Riina libero", è un'altra storia. È una storia più complicata. E lì bisognerebbe in qualche modo parlare col professor Lo Verso, che è uno psichiatra-psicologo di Palermo, che ha fatto studi da 15 anni sulla psiche mafiosa. Ha fatto degli esperimenti ed è arrivato a delle conclusioni, come dire, abbastanza interessanti che sono ardue perché la psiche è una cosa molto intima e non la puoi fare diventare una cosa di massa. Io gli dico: "Ma allora tu mi vuoi sostenere che mafiosi si nasce? Peggio di Lombroso sei!" No. Lui dice: mafiosi si nasce e si diventa. Nel senso che, se tu hai un padre e una madre diversa, se tu nasci in un ambiente e non nasci mafioso perché non hai il cromosoma, che non esiste, del mafioso, ti salvi. Se tu invece nasci in un certo ambiente, anche la tua anima, la tua psiche, cambia.

CM : E che pensi delle polemiche a proposito dell'intitolazione dell'aeroporto di Comiso a Pio La Torre, e di Punta Raisi a Falcone e Borsellino?

FLL : Sono delle scelte utili proprio nell'ambito della conservazione della memoria perché l'esercizio della memoria è formidabile. È un'arma formidabile contro i mafiosi perché la cultura mafiosa è la cultura dell'oblio, è la cultura del silenzio. Se tu parli, e ha dei ricordi, non piaci ai mafiosi e quindi hai raggiunto il tuo scopo. Loro non amano i miti dell'altro lato. Loro, per dire che uno è stato un grande capo dei loro, non dicono era uno buono, o era uno giusto. Dicono "quello aveva cornatura". Vuol dire che era tosto. Mentre tu dici dall'altro lato "grande uomo", "grande giudice" e questa cosa li disturba. Quindi in questo senso, è una buona cosa. Io però non esagererei: i giornali commettono l'errore, spesso, di amplificare delle notizie che andrebbero lasciate nelle dimensioni che meritano. Per esempio, quando s'è saputo che a Palermo c'era uno che faceva, sai, quei ritratti tipo Andy Warhol con Che Guevara, e li faceva con la faccia di Messina Denaro. Tutti a dire: "Ah la mafia!", ma nessuno a dire che forse questo era un cretino che voleva pubblicità. Poi l'hanno preso e abbiamo capito che era un cretino che voleva pubblicità. Quindi andiamoci piano perché magari gli facciamo pure un favore. Io non credo che la mafia abbia interesse a mandare in giro i ragazzi ad imbrattare la statua di Falcone. Certo, se lo fa il figlio di Riina... La cosa cambia. E c'è stato un episodio del genere. Il figlio grande di Riina, Giovanni, che è già condannato all'ergastolo alla tua età, ha un paio di anni in più di te e già è condannato all'ergastolo. Mi ricordo che era stato preso perché aveva imbrattato la statua di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino a Corleone. Quella è un'altra storia. Per il resto la mafia... Sai quando i giornalisti dicono "mi hanno minacciato...": la considerazione che i mafiosi hanno dei giornalisti è vicino allo zero. Noi non contiamo per loro. Non esistiamo.

CM : Anche se date tanto fastidio?

FLL : Ma no, perché noi quando scriviamo le cose, loro le sanno. Noi siamo gli ultimi a sapere. Siamo i primi della massa, ma gli ultimi dei privilegiati che devono sapere! La mafia, dai giornali, non ha avuto grandi fastidi. Certo noi possiamo esprimere dei giudizi negativi su di loro, ma sai a loro che gliene importa? Poi, noi siamo i giornalisti di merda e loro nella società sono considerati. Non interessa loro. Credimi. Io penso che i giornalisti che sono stati uccisi, sono

stati uccisi non perché giornalisti ma perché uomini che in qualche modo si frapponevano ad un disegno. Adesso ci può pure stare quello che ammazzano perché devono mandare un segnale. Per esempio, la campagna di Cosa nostra contro i pentiti è, come dire, una campagna mediatica. Ammazzi i parenti i figli dei pentiti perché devi impaurire quelli che si accingono a parlare. D'altra parte, la mafia è una organizzazione che parla per messaggi. Hanno il loro linguaggio. Adesso basta dire che per fare le estorsioni, non ti mettono manco più la bombetta ma ti mettono l'Atac sul lucchetto, in modo che tu il giorno dopo non puoi aprire, e questa sciocchezza nasconde una cosa enorme: cioè che quelli vogliono i soldi. Quindi c'è un linguaggio, una simbologia mafiosa. Addirittura negli omicidi: quello che aveva parlato e veniva trovato col canarino in bocca; il reato sessuale, veniva ammazzato e poi evirato; quello che si è appropriato i soldi dell'organizzazione che viene trovato con i soldi in bocca... Insomma c'è questa cosa, è vecchia però. È una simbologia che fino agli anni '80 funzionava. Mi ricordo l'ultima cosa del genere che ho visto era uno dei fratelli Inzerillo, ucciso in America. Fu strangolato con delle corde di pianoforte, che era l'arma preferita dai killer americani, e arrivò cadavere nella bara a Palermo con una banconote in bocca. Siccome trattavano droga, può essere che lui si sia appropriato dei soldi... Per tutto il resto, io penso che siamo un po' colpevoli di aver amplificato questa grande potenza di Cosa Nostra. Abbiamo aiutato un poco a creare dei mostri. Ma tu hai visto mai Provenzano e Riina?

CM : Ho visto i video, le foto...

FLL : Sono delle persone assolutamente...

CM : Sono nonni!

FLL : Ma manco buoni! Quelli proprio insignificanti... Che magari all'interno loro hanno qualcosa... Ma se tu questa cosa la trasferisci alla società civile, diventano fenomeni. Il Riina fotografato sotto il ritratto di Dalla Chiesa, con i capelli con la frangettina e la giacca di cashmere che neppure sembrava una giacca buona, perché lui proprio...

CM : È un viddrano...

FLL : È un terrone di merda, detto da un terrone! E invece no... Abbiamo sbagliato in tante cose. Bisognava sfotterli, bisognava denigrarli... Anche il cinema ha fatto questo: Il padrino... Guarda che a me piace, me lo rivedo quasi ogni due mesi praticamente perché è una cosa veramente eccezionale, però ha creato un mito.

CM : Ho qualche domanda sull'antimafia, sul movimento di oggi. È stata determinante la presa di posizione della chiesa siciliana? Le prediche di Pappalardo...

FLL : Determinante e in ritardo, molto in ritardo. Perché ha contribuito a cambiare qualcosa. Però la svolta vera non è quella di Pappalardo, è quella di papa Giovanni Paolo II ad Agrigento. Pappalardo fa l'omelia famosa di Sagunto, si rimangia tutto subito dopo... Lui fa un'omelia per Dalla Chiesa, in cui parla di Sagunto espugnata mentre a Roma si discute. È stata una cosa fortissima e difatti è stata accolta per il valore che aveva. Poi anche lui forse è stato intimidito, forse il vertice della Chiesa gli ha detto che, insomma, si stava spingendo forse troppo avanti... Fatto è che lui marcia indietro. Da questo picco, piano piano, piano piano scende, scende fino a quando praticamente scompare. Mentre l'omelia di Giovanni Paolo II ad Agrigento, che non era prevista... Perché lui, l'accenno a Livatino (perché là era il territorio di Livatino) e quindi l'accenno a questa specie di scomunica che lui lancia (che non è una vera e propria scomunica) : questa condanna, pare, che gli sia venuta dopo un incontro con i genitori di Livatino, poche ore prima di andare a fare il discorso. Lui incontra i genitori di Livatino, si commuove per quello che gli dicono queste due persone miti, veramente sono l'incarnazione della bontà il padre e la madre di Livatino, lui si commuove e si lascia prendere da questa cosa e fa il discorso contro la mafia ad Agrigento. Però è molto in ritardo! Già nel '63, a Palermo esplode una Giulietta e uccide sette carabinieri, sette artificieri. In quella occasione, mi ricordo, la chiesa Valdese, che a Palermo è presente, fece un manifesto di condanna della mafia e lo appese per le vie di Palermo. E questa cosa si seppe e finì sui giornali. Alcuni giorni dopo, il segretario di Stato del Vaticano, che era monsignor Dell'Acqua, scrisse al cardinale di Palermo (il cardinale Ruffini) e gli disse: "Eccellenza, come mai abbiamo letto questa presa di posizione della Chiesa Valdese per mano del suo capo, e noi invece Chiesa cattolica non abbiamo fatto niente?". E lui gli rispose con una lettera durissima e gli dice in sostanza di farsi i cazzi suoi, perché in Sicilia c'è lui: "E io so quanto false siano queste voci sulla mafia messe in giro dai comunisti". Cioè, dice che lì ha il problema dei comunisti. 1963. Poi, neppure per la morte di padre Puglisi c'è stata questa presa di posizione...

CM : Che pensi delle varie associazioni antimafia e delle loro iniziative strutturate come i programmi educativi?

FLL : Io credo che, a livello simbolico, siano importanti. Ma non soltanto a livello simbolico: perché se tu fai il vino nella terra che è stata di Brusca, ne nasce un segnale forte che dai al territorio, cioè laddove c'era la proprietà del capomafia che serviva alle esigenze della sua famiglia privata e personale, adesso ci sono dei ragazzi che lavorano. Sono buoni segnali, ottimi segnali. Vanno ulteriormente alimentati perché non bisogna lasciarli soli questi ragazzi. È come fare il Far west, è come fare lo sceriffo nella città del male. Là ancora, mi dispiace dirlo, perché siamo nel 2011, ma là è ancora il Farwest perché gli incendiano i campi, ai ragazzi di Libera Terra. In Calabria è peggio ancora, perché in Calabria sono 50 anni indietro rispetto alla Sicilia.

CM : Nella tesi di specialistica dell'anno scorso ho parlato delle iniziative di Libera Terra, di questo processo di riappropriazione civile delle terre confiscate. Mi è stata rimproverata una visione forse un po' troppo accondiscendente di queste iniziative. Ma tu, mi confermi che al livello culturale, queste azioni hanno un effetto grandissimo?

FLL : Funzionano, funzionano. Come Addiopizzo a Palermo, sono dei centri di resistenza.

CM : È necessaria secondo te l'implicazione di attori istituzionali (magistrati) e di familiari delle vittime nei programmi educativi?

FLL : Sui familiari delle vittime io ho un po' di... cioè in che senso? Parli del messaggio?

CM : Sì il messaggio.

FLL : Io eviterei di passare il messaggio di una rivalsa dei familiari delle vittime nei confronti della mafia non va bene. Non va bene perché è perdente. A mio giudizio è perdente, è una mossa perdente. Le istituzioni no. Dovrebbero imporre, laddove ci sono i dissensi. Devono facilitare il compito a questi gruppi. Questo è successo dal punto di vista della confisca dei beni e dell'assegnazione, mi pare che vada piuttosto bene tranne nei casi in cui si scatena una specie di guerra tra i familiari delle vittime, cosa che spesso accade... È una cosa terribile, io non la capisco.

CM : Per te cosa rappresenta il movimento delle agende rosse?

FLL : Non conosco.

CM : È quello di Salvatore Borsellino. Perché non ne vuoi parlare?

FLL : Non mi piacciono.

CM : Perché è una cosa strumentalizzata?

FLL : Perché sono troppo demagogici. Sai, un conto è fare informazione, cosa in cui credo moltissimo. Un conto è dire delle enormità, cosa che dice anche a volte Salvatore Borsellino senza pagarne le conseguenze. A me una come Sonia Alfano mi fa paura e mi dispiace perché lei è una deputata europea. Lei è pericolosa, e a me questo non piace.

CM : Perché fa accuse infondate?

FLL : No, perché fa accuse ideologiche, senza prove. Lei ha sempre un nemico da demonizzare davanti. Quando non ce l'ha, se lo inventa. Lei ha fatto una campagna contro Tano Grasso. Una campagna diffamatoria che le costerà l'ira di Dio perché questo l'ha querelata, e per l'indennizzo voglio vedere che succede. Campagna assolutamente inventata perché in quel momento Tano Grasso rappresentava una parte politica che a lei non piaceva. Ma tu puoi fare la battaglia politica a colpi di rivelazioni fasulle? Eh dai! Sonia Alfano e Salvatore Borsellino sono il peggio che c'è. Poi purtroppo si portano dietro una serie di personaggi, che sono piccoli per fortuna, che però manovrano la rete, manovrano i blog... Lì trovi delle cose inaudite. Le cazzate che ci trovi... Perché poi cominciano a parlare su nulla. Attaccano tutto e tutti, sono come Grillo, dai!

CM : Ma Travaglio non è come Grillo...

FLL : Travaglio è pure lui uno che, è giornalista quindi usa un altro metodo, scrive delle cose che non sono campate in aria ma che non sono mai tutte vere. Nel senso che ci possono essere delle cose ma non ti dice mai come è andata a finire, non ti dice mai se quello poi è stato assolto... Lui è un giustizialista, di destra...

CM : Sì ma non lo ha mai nascosto.

FLL : A me non mi piacciono i giustizialisti di destra, perché quelli ti fanno fucilare, capito?

CM : Ma Salvatore Borsellino?

FLL : Salvatore Borsellino è matto. Salvatore Borsellino è matto! Non ci sta con la testa perché se lui riflettesse un attimo... Fa dei sillogismi: siccome quello è amico di quello che è amico di... pum! Sono tutti da buttare.

CM : Anche lui è uno che si è svegliato tardi...

FLL : Sì ma lui lo dice, l'ha sempre detto. Ma col fatto di essersi svegliati tardi, tu non puoi recuperare *il tempo* perso accelerando senza costrutto. Perché sai qual è il risultato? Se non sei credibile, quando parli è acqua fresca! Puoi dire le cose più enormi... Lui continua a parlare male sempre delle stesse persone compreso per esempio Canale, che secondo me non è pulito, ma è stato assolto... È stato assolto! Ma lui continua a parlarne come se fosse l'assassino di suo fratello! Allora devi usare un altro sistema, devi dare dei giudizi, politici e morali, ma non puoi dire "tu sei un assassino".

CM : Quindi magari si può dire che i familiari delle vittime, come la sorella di Falcone o il fratello di Borsellino che creano o la fondazione o questi movimenti...

FLL : No, questo va bene, perché tieni alta la memoria. È chiaro che poi dentro...

CM : Perché dentro le agende rosse per esempio, penso che facciano più propaganda che memoria.

FLL : Fanno propaganda politica, oltre tutto! Non va bene!

CM : Oggi cosa pensi quando vedi 15000 studenti che vengono da tutte e parti d'Italia per l'anniversario di Capaci?

FLL : Che le cose sono cambiate! Sono cambiate assai. Io mi ricordo la solitudine del funerale di Peppino Impastato, che invece nel film diventa l'apoteosi. Il film finisce col funerale, tutti col pugno chiuso... In realtà, eravamo i militanti, il paese non c'era. Adesso è diverso, se vai a Cinisi alla tavola rotonda, ci trovi i cittadini, gli studenti... A Corleone abbiamo presentato il libro Don Vito e c'era un sacco di gente! Cambiano le cose, a poco a poco, a poco a poco, a passi lenti, ma cambiano. D'altra parte questa è una realtà vecchia, vecchia di anni, molto stratificata: non la puoi demolire con un colpo di spalla. Ci vuole tempo per demolirla. Piano piano forse, ce la faremo... Forse...

CM : Nel tuo libro su Falcone hai scritto che durante le commemorazioni c'è tutta una retorica per nascondere il "tradimento generalizzato dell'enorme patrimonio morale, tecnico e culturale che ci ha lasciato".

FLL : Sì, c'è il rischio che le commemorazioni diventino una routine. Esiste per tutto... È ovvio che se uno come me partecipa alla commemorazione di Falcone, avendo avuto il rapporto che ho avuto io con Falcone e avendo conosciuto quella realtà, ti girano le balle se vedi partecipare dei personaggi che Falcone avrebbe voluto arrestare per esempio!

CM : E ce ne sono tanti?

FLL : Alcuni sì... Che diventi routine te ne accorgi anche dal tono, dalle parole che vengono usate... Per esempio in questi ultimi anni, tutti i politici hanno preso il verso di fare tutti telegrammi di solidarietà alle forze dell'ordine quando fanno le operazioni antimafia. Ma tu puoi dire "Grande lavoro delle forze dell'ordine! La cattura di Gaetano Riina è una cosa importantissima, congratulazioni alle forze dell'ordine!" e dopo andare in Parlamento a votare le leggi a favore della mafia? C'è qualcosa che non funziona... Se tu vedi che la partecipazione è genuina, sei contento. Ma quando vedi che la cosa diventa opportunismo e burocrazia, no! Non va. Non ti nascondo che nell'ultimo periodo ho saltato qualche commemorazione, anche di quelle che mi stanno più a cuore. A me, l'idea di partecipare a una commemorazione nell'aula bunker, con un ministro della giustizia che non rispetta i magistrati, non mi piace. Capisco che la fondazione debba farlo perché si deve misurare con lo Stato, perché questo è lo Stato per ora. Ma io che non ho questo dovere non essendo né presidente della fondazione né niente, mi concedo la libertà di andare magari a trovare la tomba di Giovanni Falcone in solitudine e di evitare di partecipare alle manifestazioni pubbliche con quelli che si riempiono la bocca e che citano e che chiamano in causa Falcone solo per difendere gli interessi dei loro amici.

CM : Va bene, ti ringrazio.

Parlando dei preparativi del 19 luglio:

FLL : Salvatore non sta in buoni rapporti neppure con la sorella...

CM : Anche lei ha un po' strumentalizzato...

FLL : Lei è un po' troppo politicizzata e lui spara a palle incrociate... Io sono contrario a condannare tutti quelli che non la pensano come me. Posso dire: "parliamone". O addirittura: "tutti quelli che non la pensano come me sono della mafia", oh! Ci possono essere duemila motivi perché uno non la pensi come te, non per forza devo essere amico della mafia... Tutto questo perché loro si convincono di essere i depositari della verità e quindi loro sono la giustezza divina, tutti gli altri sono mafiosi. È fondamentalismo.

Sui Quaderni del*l'Ora*:

CM : E i Quaderni del*l'Ora*?

FLL : Mi sono simpatici perché mi ricordano il mio vecchio giornale. Sandra Rizzo e Giovanni Lo Bianco sono tra i fondatori delle agende rosse. Fanno i giornalisti, non fanno politica. Sono stati i primi a scrivere sull'agenda rossa. Ho detto loro "Ragazzi (siccome il capitano dei carabinieri è stato indagato) adesso è stato archiviato, di questo dovete prendere atto. Giustamente o ingiustamente, non lo so ma è stato archiviato. Non puoi continuare ad indicarlo come l'amico del giaguaro".

CM : Eh sì ma dopo esser stati smentiti dalla giustizia, come si narrano i fatti?

FLL : Tu lo dici, ma devi essere obiettivo. Devi dare conto anche della difesa di questo Arcangioli.

CM : Mi dicevi dunque che hai già collaborato con la Fondazione Falcone prima di stare al Centro Studi ed iniziative culturali Pio La Torre ?

GP : In ogni provincia italiana ci sono degli organi che raggruppano gli studenti e si chiamano consulte. Io ero il presidente della consulta studentesca di Palermo, esattamente dieci anni fa. E quindi così ho conosciuto la sorella di Falcone e ho organizzato il decennale. La Fondazione esisteva già da un po' di tempo però era principalmente la professoressa Falcone e un altro paio di persone che l'aiutavano. Dopo che ho iniziato questa collaborazione con dei ragazzi che al tempo lavoravano al ministero della Pubblica Istruzione, tieni conto che siamo nel 2001, aveva appena vinto Berlusconi da pochissimo tempo. Quindi il decennale è stato nel 2002 e Berlusconi aveva vinto nel maggio 2001, quindi da un anno. E quindi ha iniziato a sostituire tutti quelli che erano nei punti chiave, quelli che erano stati scelti dal precedente ministro. De Mauro aveva confermato la struttura e questi ragazzi erano tutti non siciliani furono mandati qua a dare supporto per l'organizzazione però chiamati direttamente dalla Fondazione Falcone. E lì è stata la prima volta che hanno iniziato a creare una bella commemorazione. All'epoca non esistevano le navi, le piazze, era tutto qua dentro l'aula bunker. Praticamente anche adesso, scendendo puoi vedere che c'è questo spiazzo davanti all'ingresso dove loro montano quello che chiamano il villaggio della legalità. Sono degli stand che vengono assegnati alle scuole e ogni scuola mostra i prodotti del lavoro dell'anno scolastico. E lì era una manifestazione palermitana, un pochettino siciliana. Questa cosa, devo dire, della collaborazione dei romani gli ha molto aperto gli orizzonti. Poi, secondo me, c'è un fatto oggettivo che comunque Falcone, come Borsellino, sono percepiti in generale da una certa generazione che per la maggior parte sono professori, come un patrimonio di tutti. Mentre La Torre può anche essere visto come… Comunque quando è stato ucciso l'Italia era anche diversa, rispetto a com'era quando è stato ucciso Falcone. Quindi veniva visto, sì, come una vittima della lotta alla mafia però veniva sempre da una precisa parte politica. Già l'essere un politico è una differenza dall'essere un magistrato, sicuramente. Per esempio Terranova aveva appena finito il suo mandato da parlamentare al Partito Comunista però non era percepito come un morto di parte. Anche perché le ragioni per cui Terranova era stato ucciso erano tutte legate alla sua attività di magistrato e non alla sua attività politica. E quindi ti dico sicuramente il marchio, il brand Falcone è molto d'impatto nelle scuole e quindi la fondazione Falcone è anche molto ricercata. Ed è molto ricercata trasversalmente, in ogni grado, dalle scuole elementari fino alle superiori. Invece noi, il lavoro che abbiamo fatto è molto più incentrato sulle superiori perché abbiamo anche provato ad essere più complessi nei temi che affrontiamo (economia, dimensione trasnazionale delle mafie). E quindi lì è iniziata una crescita esponenziale della Fondazione Falcone che poi hanno fatto questa cosa delle piazze che loro ogni anno il 23 maggio, organizzano in più piazze (l'hanno fatto pure collegate tra di loro con un video collegamento), hanno fatto un po' di manifestazioni contemporanee. Il corteo lo fanno da qua all'albero Falcone, tutto fatto dai bambini che vengono con la nave. Forse sono addirittura due quest'anno… Però a microfono spento, la mia posizione è positiva nell'azione ma c'è un rapporto qualità-prezzo in quello che fai. Io ho sentito dire che spendono milioni di euro per fare sta cosa. Io esattamente le cifre non le so, però gente che ha collaborato mi ha raccontato che sono spese astronomiche. È una manifestazione cui, a livello nazionale, viene dato giustamente un risalto enorme dal ministero della Pubblica istruzione che, a prescindere dai colori politici che si sono alternati negli ultimi dieci anni, ha sempre seguito la manifestazione e… Questo è un pro e un contro, magari ne parleremo se vuoi. Secondo me, non è che sempre bisogna essere critici col governo ma un'analisi critica uno la deve fare. Mentre tagliano fondi a tutte le scuole d'Italia, oggettivamente danneggiano il fronte antimafia. La scuola aperta al pomeriggio, per esempio, rappresentava un argine anche per come crescono 'sti ragazzi.

CM : Perché adesso sono chiuse al pomeriggio ?

GP : Sì.

CM : Da quando c'è Monti o da qualche anno ?

GP : No, è una cosa fatta progressivamente… Comunque tornando alla Falcone, si rischia di ridurre la manifestazione del 23 maggio all'unico appuntamento che tu fai… Sì come il punto finale

del lavoro fatto dentro le scuole, però mi dà la sensazione di non esserci un disegno organico di attività, ecco. E poi appunto ci sono dei costi veramente eccessivi. Questa città non è così tanto innamorata di Falcone, cioè della presenza all'albero per esempio. Il corteo è una cosa cui ormai i cittadini, io per primo, mi è capitato un paio di volte di non fare il corteo e andare direttamente all'albero. Comunque ci sono anche delle cose da cartone animato, non è proprio tutto legato al momento commemorativo. Poi, sempre a microfono spento, l'anno in cui abbiamo fatto il decennale, noi avevamo Cuffaro presidente da un anno, perché è stato eletto praticamente insieme a Berlusconi, lui a giugno mentre Berlusconi era a maggio.

CM : Ma tu quanti anni hai ?

GP : 28.

CM : Quindi avevi già l'età di essere impegnato politicamente…

GP : Sì, sì, assolutamente. E lì praticamente, l'assessore al territorio di Cuffaro era stato da pochissimo intercettato a parlare con il capo di una cosca, una vicina a Palermo, di un bene che stava per essere confiscato e lui aveva detto : « Non ti preoccupare che con gli sbirri infami eventualmente togliamo il bene e lo facciamo rientrare… » Comunque il concetto era questo : il termine usato era proprio « sbirri infami » e quindi io chiesi, visto che c'era Cuffaro lì – ché il presidente della Regione può cacciare un assessore – che lui cacciasse questo assessore al territorio che si chiama Pellegrino, ed è ancora in galera tra l'altro, o forse gli hanno dato i domiciliari perché è molto anziano. Però comunque la cosa andò avanti e si dimostrarono una serie di cose. E lì dopo ho capito che la Falcone era un po' infastidita da questa cosa, dall'averlo buttato in politica, nel decennale.

CM : Perché sei intervenuto pubblicamente ?

GP : No, il mio intervento era previsto in quanto presidente della consulta. Non era un intervento concordato con loro, non ci ho neanche pensato onestamente di parlarne con lei. Mi è sembrata una cosa naturale. Sai non è che mi abbia mai detto niente ma è una cosa che ho percepito e sono rimasto un po' sorpreso. Diciamo che pensavo di rappresentare anche il suo pensiero. Dopo ho avuto questa sensazione ma appunto sto parlando di sensazioni, non di cose concrete. E poi c'è un brutto vizio che in questo momento sto perseguitando, che fa parte di tutto il movimento antimafia, è quello di guardare sempre a casa degli altri con sospetto… Non con sospetto ma con scarsa capacità di mettersi un attimino più indietro per fare una cosa più grande tutti assieme. Ognuno ha il suo morto, nel suo morto vede qualche cosa che gli altri non hanno…

CM : Per questo magari Libera, che si è aggiudicata la commemorazione di tutte le vittime senza distinzione, forse è andata oltre questo campanilismo antimafia ?

GP : Secondo me, è un problema pure dell'età. Sono molto d'accordo. Però non lo so se tutti quelli che… Non parliamo del Centro, ma ci sono associazioni che… Tu sei mai stata al centro Impastato ?

CM : Sì.

GP : Il centro Impastato è nato dalla famiglia di Peppino Impastato : il fratello, la cognata, Umberto Santino che è uno studioso. Lui è molto interessante quando scrive ma quando parla devo dire che lo è un po' meno. Ecco lui è proprio l'emblema di quanto sia difficile riuscire ad avere un'armonia nel fronte antimafia, perché è molto polemico. Poi verso la Falcone, non ne parliamo…

CM : Nella sua *Storia del movimento antimafia* è molto pesante questo suo modo di dare lezioni a tutti dicendo « come chi scrive lo aveva già detto vent'anni fa… »

GP : Eh sì… Io in un certo senso, non dico lo giustifico, ma lo interpreto come il frutto di quella che è stata la loro vita. Impastato è stato ucciso nel '78 e il riconoscimento di vittime di mafia è arrivato nel 2000, questi hanno fatto 22 anni d'inferno. E ce ne sono una marea così. Tutti quelli che vengono veramente da quella stagione, non parliamo di quelli del dopoguerra… Cioè i morti del dopoguerra di cui magari puoi trovare ancora qualche figlio superstite, i sindacalisti, quello l'hanno potuto fare per la memoria di questa gente. Mi pare che furono 47 le vittime tra i sindacalisti uccisi nel dopoguerra, praticamente erano un filo conduttore. E poi il riconoscimento dello status di vittima, a prescindere dalla questione economica che secondo me non c'entra più di tanto, c'è proprio una questione legata alla dignità della memoria che quindi ti porta come reazione a considerare il tuo morto un po' più discriminato dell'altro. Una volta, ci fu una giornalista che mi ha fatto riflettere un sacco, e mi disse, parlando di Sonia Alfano, in parallelo al figlio di Borsellino… (Sonia Alfano è un'altra con un caratterino pure molto alla Santino…) Il padre di Sonia Alfano era un giornalista della provincia di Messina, di Barcellona, ed è un'altra delle vittime coniderate un po' di serie B perché la provincia di Messina è una provincia dove si è sempre considerato che la presenza della mafia era irrilevante

mentre invece Barcellona era una delle zone a più alta densità mafiosa. Suo padre scriveva per una testata locale, e fu ucciso perché scrisse alcune cose su un boss che era latitante nella zona. E praticamente lei ha sempre provato questa ostilità verso tutto e tutti. Si è candidata alle scorse regionali come presidente della Regione, contro la Finocchiaro e Lombardo. Ha sempre avuto questo atteggiamento. E ti dicevo di questa giornalista che ha detto una cosa che mi ha colpito molto : pigliava a modello il figlio di Borsellino dicendo cha ha un atteggiamento molto più pacato, sebbene rispetto all'Alfano lui non abbia potuto vedere il corpo di suo padre. Che è una cosa effettivamente scioccante, se ci pensi. E quindi poi purtroppo quando il movimento è fatto in gran parte, per fortuna e poi se vuoi parliamo del perché, da figli e da parenti di vittime e da gente che comunque sulla pelle ha vissuto queste cose, la controindicazione è questa. Però è una fortuna perché la Sicilia ha secondo me trent'anni di anticipo sul resto d'Italia, almeno trent'anni. Adesso che ho un attimo di calma ho letto la storia di questa donna, è una calabrese, morta a Milano, è stata uccisa dal compagno che era affiliato alla 'ndrangheta. Tu hai sentito parlare di Carmela Iuculano di Cerda in provincia di Palermo ? Praticamente questa donna era la moglie del boss della zona. Non si è pentita ma ha collaborato con la giustizia per salvare i suoi figli. E ci sono molti punti in comune con le storie delle donne calabresi. Dopo ce n'è stata anche un'antra che si chiama Giusy Vitale, che era il capo della mafia di Partinico, tra l'altro la prima donna capomafia, che per le stesse ragioni ha collaborato con la giustizia praticamente tirando giù tutta la sua famiglia. I fratelli soprattutto ma insomma era considerata una delle zone più forti nel senso della impermeabilità, che è la caratteristica principale delle calabresi. Lì è molto raro che ci sia il fenomeno del pentitismo perché ci sono legami di sangue molto forti, molti matrimoni vengono proprio costruiti per imparentare, intrecciare tutte le 'ndrine. Cosa nostra è molto diversa dal punto di vista organizzativo. La 'ndrangheta, secondo me, è ancora più difficile da sconfiggere perché la Calabria è stata clamorosamente abbandonata ancora più della Sicilia proprio perché mentre qui c'erano i La Torre, Dalla Chiesa, Terranova, Costa, Chinnici, Falcone, Borsellino (e stiamo parlando solo di Palermo perché se ci spostiamo parliamo di Alfano, Pippo Fava, quello dei *Siciliani*).

CM : Sono riuscita a recuperare i numeri in digitale, scrivi e ti mandano il cd-rom con le copie digitalizzate.

GP : Veramente ? Non lo sapevo.

CM : Ma non ci sono tutti, inizia dalla creazione nell'83 fino all'85.

GP : Abbiamo la collezione quasi completa al Centro, manca solo un numero. Quindi ti stavo dicendo che secondo me è una fortuna che il movimento antimafia sia condotto qui da questo tipo di persone perché comunque queste vittime non sono assolutamente sacrificate in vano. Assolutamente. È importante il lavoro di formazione nelle scuole però troviamo un terreno già un minimo fertile in partenza. Non si parte da zero. Tanti luoghi comuni del tipo « quando c'era la mafia c'era lavoro » non si sentono più… Hanno arrestato di recente in campagna dai Casalesi Michele Zagaria e lì hanno fatto un servizio (nello scorso dicembre) in cui candidamente la gente diceva questo. Qua, per fortuna, una cosa del genere è superata. Quando è stato confiscato il patrimonio di Aiello, a Bagheria, lui era il proprietario di una clinica…

CM : Santa Teresa ?

GP : Santa Teresa. Adesso diventerà il punto di eccellenza della Sicilia per l'oncologia in convenzione col Rizzoli. Lo era già però…

CM : Ma adesso ?

GP : Sì, nei prossimi mesi.

CM : È la clinica che si vede nel reportage *La mafia è bianca* ?

GP : Sì ma ormai è vecchio.

CM : Ma dicevano già che la clinica era sotto sequestro e che ancora non era stata consegnata…

GP : Il problema tecnico è lì. Il direttore che fu mandato a gestire la clinica Santa Teresa si chiama Pippo Grippi, credo gli abbiano bruciato 4 o 5 macchine, ha avuto le palle quadrate perché la clinica era una struttura all'avanguardia però oggettivamente, l'uno per mille soltanto delle aziende confiscate riesce a reggere il mercato. Su 4000 sono 4. Su 40000 sono 44 le aziende che hanno retto il mercato. La storia di Aiello, lì si è rischiata questa cosa perché era un'azienda molto grossa perché diciamo che c'era l'aspetto clinico ma anche l'impresa di costruzione. C'era una serie di proprietà, insomma era una confisca molto molto grossa. E più è grossa, più è difficile che regga il mercato perché essendo grossa ha magari le forze per reggere i primi mesi in perdita ma poi quando devi comunque garantire un posto di lavoro per, in questo caso, credo 150 dipendenti è difficile farcela. Poi, per un progetto come questo hanno funzionato gli

amortizzatori sociali, la Regione ha stanziato fondi per la cassa integrazione… Io adesso sto facendo un programma in una classe a Bagheria e ho trovato un figlio di uno dei dipendenti dell'impresa di costruzione. E lì ho visto il terreno fertile perché comunque lui, nonostante tutto, la cosa peggiore che ha visto è che il padre ha perso il 20% dello stipendio per pochi mesi. Ma rispetto a quello che c'era prima, non c'è paragone. Quindi comunque i passi avanti si fanno, e noi un pochettino in più degli altri qualche passo in più l'abbiamo fatto. Poi ci sarebbe la storia del feudo di Verbumcaudo, è un grosso feudo che è stato confiscato ai Greco, che erano una famiglia mafiosa di Ciaculli, alle porte di Palermo. Il capomafia è Michele Greco, ora in carcere poiché condannato al maxiprocesso, il Papa. Confiscano questo possedimento quindi parliamo del 1989. In pratica sul feudo grava un'ipoteca bancaria che blocca tutto quindi è impossibile assegnare il feudo. Questo feudo è sterminato, è come se fosse la provincia di Caltanissetta. Per farla breve, alla fine la Regione è intervenuta su questa cosa ed è riuscita ad estinguere il mutuo quindi a brevissimo sarà assegnato questo feudo. È già stato assegnato a *Libera*. Sai come funziona la cosa ? Il bene è affidato a *Libera*, che dopo pubblica un bando, poi viene costituita la cooperativa che lo coltiverà. L'ente Regione Sicilia ne fa proprio una questione di principio, anche per delle cose che da uno stretto punto di vista economico potrebbe essere anche antieconomico, è quesi comunista nel senso che c'è una presenza forte nell'economia, contro le leggi del mercato.

CM : Ti devo fare un po' di domande generiche. Mi hai detto che hai 28 anni. Continui gli studi ? Hai fatto l'università ?

GP : Sì ma non ci siamo mai innamorati quindi…

CM : Da quanto tempo sei segretario del Centro ?

GP : Segretario dal 2007. E nel 2006 ho iniziato l'attività qui come volontario al servizio civile.

CM : Cosa porta ai giovani questo servizio civile ? È una scelta che uno fa ?

GP : La storia è un po' più complessa perché, praticamente, il servizio civile all'inizio è nato come alternativa al servizio militare per gli obiettori di coscienza. E quindi era praticamente obbligatorio. Tutti i giovani che non facevano l'anno di servizio militare dovevano fare il servizio civile, però si chiamava obiezione di coscienza. Cioè obiettavano rispetto all'uso delle armi ed era anche una cosa che stava nel casellario giudiziario. Tu non potevi quindi più fare il concorso per entrare in polizia perché sceglievi di servire la patria non con le armi ma con una forma alternativa. È stato così, mi pare, fino al 2003. Però alcuni anni prima, l'obiezione di coscienza era stata affiancata dal servizio civile per le donne, che non essendo tenute a fare il servizio militare potevano vivere quest'esperienza di un anno di servizio civile con un rimborso, una retribuzione di quasi 500€. Il servizio civile, quando poi è stato abrogato il servizio militare obbligatorio, è stato esteso anche agli uomini. E quindi questo anno dovrebbe essere inteso come una crescita personale, come per me è stato : il ritmo del lavoro, l'approccio al metodo di lavoro. Ovviamente dipende da come lo fai e dove lo fai, ma ti dà veramente un'esperienza di vita. Poi ho avuto la fortuna di continuarlo. Però il servizio civile non riguarda soltanto realtà come questa, può essere – gran parte lo è – legato all'assistenza sanitaria (gli anziani, i malati terminali…). Purtroppo da alcune parti viene usato non con questo spirito nobile ma anche come oggetto di consenso.

CM : Mi hai detto prima che sei arrivato all'impegno nella rete antimafia dall'impegno nelle scuole, dalle consulte ?

GP : Beh sì. Io sono stato, per la prima volta nel '97, eletto rappresentante d'istituto e di consulta. Ho fatto questi quattro anni di consulta fino al 2001, anno in cui sono diventato presidente. Sì lì avevamo una commissione che si occupava proprio di antimafia. La consulta è un'assemblea plenaria in cui ci sono due rappresentanti per ogni istituto, poi si dividono in commissioni tematiche. E c'era proprio una commissione che si occupava di questo genere di attività. E noi, oltre a partecipare all'organizzazione della manifestazione di Falcone, abbiamo fatto proprio un incontro (quando ero presidente io) sulla costituzione della commissione antimafia regionale. Lì parteciparono Virziger che era un esponente del vecchio MSI all'epoca di Alleanza Nazionale e Cipriani che era il sindaco di Corleone, che era dei DS invece. Loro poi si fecero promotori di questa cosa che partì un po' da noi. Già la commissione parlamentare nazionale aveva delle caratteristiche particolari di… Tu hai fatto un po' di diritto ?

CM : No.

GP : Tecnicamente è come un magistrato perché può disporre delle forze di polizia, può interrogare nazionalmente perché è una commissione d'indagine e d'inchiesta. La commissione parlamentare regionale, invece, è molto diversa perché ha semplicemente delle funzioni… come

dire… umaniste, ecco ! Cioè per esempio so che l'attuale commissione sta studiando molto il fenomeno della lotta alla mafia nel movimento contadino nell'immediato dopoguerra. Però appunto farà una relazione utile agli storici ma non costituisce verità giudiziaria. Mentre, per farti un esempio molto concreto, la verità giudiziaria su Peppino Impastato l'ha espressa la commissione parlamentare antimafia, non un tribunale. A dire Peppino Impastato vittima di mafia con indizi connessi con la verità scritta della sua uccisione, cioè che è stato assassinato e non che faceva un attentato, fu la commissione antimafia del 2000 presieduta da Giuseppe Lumia. Poi contemporaneamente uscì il film *I cento passi*, prima era uno sconosciuto Impastato…

CM : Mi hai detto che hai avuto quest'esperienza di organizzazione del decennale per la morte di Falcone nel 2002…

GP : Sì ma dopo quell'esperienza non ricordo se ero direttamente impegnato in qualche associazione.

CM : E come sei arrivato al Centro Studi La Torre ?

GP : Tramite il partito perché io ero segretario dei giovani DS di Palermo e quindi il Centro, cioè Vito[1], aveva cercato un interlocutore con i giovani movimenti di partito in generale. Ci eravamo conosciuti per quello però il Centro io lo avevo conosciuto attraverso un paio di iniziative, non di più. Poi quando loro hanno vinto 'sto bando di servizio civile e avevano a disposizione questi 4 posti, lui fu molto carino perché ci sono quelli che si limitano a pubblicarlo in internet poi, chi lo vuole vedere se lo va a vedere, lui chiamò tutti i ragazzi che aveva incontrato nel corso dell'anno per varie attività ma lui ce lo diceva invitandoci a diffonderlo nelle nostre organizzazioni, nelle associazioni, come notizia dicendo che chi era interessato mandasse il curriculum poi si faceva il colloquio. Io avevo già deciso l'anno prima di fare il servizio civile. Poi, per un problema burocratico, non ero riuscito ad averlo dopo la maturità. Quindi ho detto « a questo punto lo tento », poi feci il colloquio e fui preso. Prima di Vito, questo Centro era una cosa inesistente. Premesso che io voglio bene a tutti quelli che ci sono stati prima, non facevano niente.

CM : Quando è arrivato Lo Monaco ?

GP : 2005. C'era questa struttura, questa sede che vedi, qualche libro che non era assolutamente messo in ordine… Cioè ora vedi che ci sono i codici, sono catalogati, se tu vai sul sito o sul catalogo nazionale trovi il libro. C'è gente che ci contatta da altre biblioteche… Il Centro era caratterizzato da una grande iniziativa – credo ci sia ancora un manifesto qua dentro – che si chiama il simposio dell'antimafia dove furono chiamati, non hai idea di quanti relatori, da tutto il mondo, dal sud America, la Del Ponte fu coinvolta, una cosa veramente di un livello altissimo. Però nessuno si occupò di registrare gli interventi. Se tu oggi vedi il nostro sito, ogni sputo che facciamo, chiunque da ogni parte del mondo lo può andare a vedere. Quindi lì, tutti questi atti si persero. Ormai è completamente cambiato il centro. Lui, Vito, la prima cosa su cui subito ci ha fatto lavorare è questa cosa della biblioteca. Ha preso un bibliotecario, abbiamo digitalizzato tutto l'archivio, cioè l'indice di tutte le cose che abbiamo disponibili. Tra l'altro sul sito, se vai a vedere, c'è la sezione della nostra biblioteca… L'ha fatto un ragazzo che faceva il tirocinio all'università ha digitalizzato l'indice e il sommario di alcuni libri. Prima, manco questo c'era. C'era solo un elenco dei titoli, non in ordine alfabetico e senza ricerca testuale, quindi era assolutamente inutile. Poi è nata la rivista, alla fine del nostro servizio civile. Abbiamo finito ad ottobre 2007 e la rivista è nata a settembre. È nato il progetto con le scuole, che prima non si faceva. Alla fine prima si faceva solo una manifestazione all'anno, più la commemorazione. Ah, ho una cosa per te…

CM : Ah, il dvd del ventennale ! Grazie !

GP : Vedi, sapevo già le domande e avevo la risposta pronta !

CM : È il video della commemorazione trascritta nel libricino, vero ?

GP : No, questo è un video documentario. Poi abbiamo aperto la collana dei quaderni in cui abbiamo pubblicato il libro su Carnevale, su Battaglia. Il primo era un libro orizzontale fotografico…

CM : Ah, quello di Francesco Renda.

GP : Esatto. Poi abbiamo aperto la collana ricerche, più di recente nel 2009, per pubblicare i lavori dei ragazzi che hanno finito il dottorato hanno vinto una borsa di studio qua. C'è una tesi su Mattarella, perché non c'era nessuna pubblicazione su Mattarella, questo è impressionante. Quando c'è stato il trentesimo, se non l'avessimo fatto noi, non c'è una fondazione Mattarella. E comunque il fratello di Mattarella non è un passante, è uno che ha fatto il vice presidente del consiglio in Italia, era il vice di D'Alema, è stato ministro della difesa, adesso è alla Corta

1– Vito Lo Monaco, alors président du *Centro studi ed iniziative culturali Pio La Torre*.

Costituzionale[2]. Il figlio di Mattarella (la vittima di mafia) adesso è parlamentare regionale qua in Sicilia, e probabilmente al prossimo giro andrà alla Camera. Quindi dico, non è che non avessero nessuno che potesse farlo, ma non c'è niente su questa figura anche perché è una figura scomoda per il suo partito, ma forse quella era un po' meno una comunità politica rispetto al PCI. La Torre fu un lutto collettivo per quella comunità politica ma Mattarella, solo per una parte della DC.

CM : Una piccola parte ?

GP : Quanto fosse piccola questo neanche gli storici lo sanno, né lo sapranno mai. Perché è vero che dopo il governo Mattarella, i pro Mattarella furono massacrati elettoralmente. Furono lasciati matematicamente a terra. Uno che fu assessore agli enti regionali non fu neanche rieletto, quindi figurati… però è vero anche che non erano soli, perché anche Reina che era stato ucciso prima, non faceva parte strettamente della corrente Mattarella. Aveva cercato, in quanto segretario provinciale della DC, di rimettere un minimo le cose in chiaro.

CM : Insomma, quindi la collana ?

GP : La prima pubblicazione è questa su Mattarella, poi abbiamo fatto una sul linguaggio della mafia, e una sulla storia di alcune cosche in una parte di Palermo, sulla parte nord dei colli, che si chiama la piana dei colli, è la zona dell'espansione urbanistica degli anni '60. Un'altra è sull'incidenza della mafia nei lavori pubblici, la mafia dei cantieri. E un altro…

CM : Ma in quanto tempo li avete pubblicati ?

GP : Questi, tutti in un anno perché era la fine della prima parte delle ricerche. Adesso ci sono già i pdf pronti di due delle quattro pubblicazioni. Perché sono cinque la prima tranche, diciamo, e quattro la seconda. Più Mattarella, in totale sono dieci. A maggio dovrebbero andare in stampa. E poi, un altro che invece è un lavoro che entra in una materia nuova che è l'architettura, è un lavoro sui beni confiscati a Palermo. Comunque poi ti do tutto.

CM : Grazie ! Quanti membri conta il nucleo operativo dell'associazione ? Quelli che lavorano a tempo pieno…

GP : È complicato… Cioè, quelli che ogni santo giorno che dio fa li trovi qua siamo quattro, fermi. Ma per esempio ci sono due ragazzi che si occupano di grafica, comunicazione, (anche se non sono fisicamente qua perché lavorano nel loro ufficio) si occupano pienamente dell'associazione. Siamo a 6. Il tecnico d'informatica è volontario, ha un piccolo rimborso spese. C'è il responsabile del sito, i comitati scientifici. Anche questi ragazzi che hanno fatto la ricerca qua, sono in sei. Hanno finito le borse, ma hanno mantenuto il rapporto con noi. Ad esempio questo numero di *A sud Europa*, l'hanno studiato loro, hanno fatto le analisi… I docenti universitari che li seguono sono altri sei. Poi, c'è una ragazza che si occupa della biblioteca. Quindi una ventina di persone… Poi abbiamo la convenzione con lettere, scienze politiche… Ah, il direttore del giornale *A sud Europa* ! E anche tutti i ragazzi che scrivono sul giornale. E poi i tanti docenti che lavorano nelle scuole con il Centro per i programmi educativi. Perché senza le scuole metà delle cose che facciamo non le potremmo fare.

CM : L'ultima volta mi avevi mostrato le tessere, quindi fate anche tesseramento ?

GP : Sì, abbiamo 52 soci.

CM : Questo tesseramento fa guadagnare soldi al Centro ?

GP : Sì ma non c'è differenza tra il socio e il simpatizzante al centro. Quando facciamo l'assemblea dei soci, mandiamo una mail a tutti, non è che serve la tessera. Ovviamente il bilancio lo votano solo i soci…

CM : Com'è finanziato il Centro ?

GP : Il Centro è finanziato in gran parte da una legge regionale. C'è un blocco che si chiama « la bella acca », perché la suddivisione vecchia del bilancio era appunto la lettera H, che riguarda tutti gli enti, le fondazioni, le associazioni, i centri studi… Non parliamo solo di sociale e di culturale. Parliamo anche di sanitario. La Fondazione Federico II gestisce il Parlamento, le visite e tutta l'attività culturale che il Palazzo fa è gestita da questa fondazione, sebbene fosse un organismo strettamente collegato al Presidente dell'ARS. Un po' come la Fondazione della Camera dei deputati a Roma. Quindi c'è questa macedonia di enti, con noi ma anche con un centro sugli studi medievali, l'accademia degli scacchi… Questa « bella acca » è lo strumento dove vanno a finire tutte le leggi che regolano gran parte degli enti. Noi nella legge abbiamo avuto fissato

2– Sergio Mattarella a été élu président de la République italienne en le 31 janvier 2015.

come parametro di finanziamento 180000€ all'anno. È una cifra indicativa perché due anni fa abbiamo avuto 200000€, ma quest'anno saranno 129000€ e il resto ce lo daranno a seconda della vendita di vari immobili… Insomma, può anche darsi che cambi tutto, hanno fino al 30 aprile per votare questo bilancio. Questa è la fonte di finanziamento principale. Poi c'è una cosa che si chiama il 5 per mille. Poi sono donazioni private, qualche donazione di comune ogni tanto. Per alcune attività, ci appoggiamo a delle associazioni universitarie che organizzano sui loro fondi le iniziative e noi li sopportiamo. Per esempio il progetto educativo che facciamo nelle scuole, in forma completamente diversa, l'abbiamo proposto anche all'università. Abbiamo fatto il seminario su Pio La Torre, ad aprile c'è quello sulla gestione dei beni confiscati… In realtà diciamo che gran parte del lavoro lo facciamo noi ma siamo quasi sempre associati ad altre organizzazioni. Le quote associative, naturalmente… E poi, c'è anche un'altra cosa, che sono le costituzioni di parte civile. Noi abbiamo (credo) un credito di 650000€.

CM : Ma chi ve li dà ?

GP : Ce lo dovrebbe dare il fondo nazionale per le vittime della mafia, del terrorismo e dell'usura e bla bla bla. In pratica, ad ogni processo, ci danno il diritto di costituirsi parte civile. Dal punto di vista politico ha un'alta valenza. Effettivamente tu dici che il mafioso che viene processato ha danneggiato anche, non il Centro Pio La Torre direttamente, ma la società. Però dal punto di vista economico, poi, nella sentenza c'è il riconoscimento delle spese legali che sono pochissime migliaia di euro per l'avvocato, e poi il risarcimento cospicuo che in realtà non viene dato mai, perché il fondo non ha copertura… Quindi in realtà non è un'entrata. Se dovessero entrare un giorno, io farò una battaglia qua dentro per comprare una sede, per non essere in affitto. Perché se domani il finanziamento della regione dovesse veramente scendere a 129000€, io non so questi 51000€ dove li devo tagliare. Mi sento peggio di un ministro di Monti ! C'ho l'ansia ! Quindi cambiamo argomento, dai…

CM : Quale posto hanno i familiari nel Centro ?

GP : Qua, nessuno perché i figli di La Torre sono tutti e due a Roma. C'è un rapporto molto stretto, in particolare con Franco. Lui è molto attivo dentro Libera, ma vivendo a Roma, qui materialmente ha un rapporto più affettivo ad esempio con Vito, il presidente del Centro, si sentono spesso.

CM : Con quali associazioni antimafia avete contatti ? Con quali strutture sviluppate progetti ?

GP : Forse con nessuna. Progetto nel senso di sviluppare una cosa assieme, nessuna. Per un progetto, un laboratorio di giornalismo, ho avuto molti contatti con Libera. Ognuno fa le sue cose ma se c'è bisogno di aiuto, una mano ce la danno sempre. E loro, ad esempio, ci hanno chiesto di venire con una classe per visitare il centro perché facevano una visita all'aula bunker. Ho raccontato loro la storia di Pio La Torre, ho mostrato delle foto… Questo è il tipo di rapporto. Poi, dei progetti di lunga durata insieme, no. C'era stato un tentativo un paio di anni fa, che non è riuscito.

CM : *Io viaggio con Giovanni* ?

GP : Esatto. Microfono spento ? Hanno speso delle somme inutili. Noi abbiamo fatto il progetto per i docenti. L'idea era : il primo anno facciamo per i docenti, costruiamo questo itinerario, lo facciamo conoscere ai docenti, se a loro convince, il secondo anno lo facciamo per gli studenti. Il secondo anno hanno tagliato i fondi quindi tutto quello che abbiamo fatto il primo anno è stato inutile. O meglio è stato utile per i docenti, che hanno un bagaglio in più, ma se le scuole non hanno i fondi, le cose non le fanno. Comunque si parla di costi anche di 40-50€ ad alunno.

CM : Ti ringrazio.

CM : Allora, rapidamente io volevo solo sapere il tuo percorso, quanti anni in polizia, in sindacato

MD : Allora, il 14 dicembre del 1984 sono entrato in polizia. Il 20 dicembre del 1989 sono entrato, sono stato eletto segretario regionale della Valle d'Aosta del sindacato autonomo di polizia. Nel gennaio dell'89, no, del 90, nel gennaio del 90 sono stato nominato consigliere nazionale del SAP e quindi da quella data faccio parte della segreteria generale del Sindacato Autonomo di Polizia.

CM : OK, e allora…

MD : E dal 2008 sono anche segretario generale aggiunto del CESP, il Consiglio Europeo dei Sindacati di Polizia.

CM : Quali sono i rapporti del SAP con gli altri sindacati per le iniziative di tipo memoriale ?

MD : Allora praticamente di altri sindacati, non c'è nessun altro sindacato che fa iniziative come la nostra, tranne il COISP. Il COISP è un altro sindacato di polizia che nasce da una spaccatura all'interno del SAP. Al seguito di un congresso generale una minoranza del SAP ha perso, perdeveva il congresso e dava vita a un altro sindacato nel 1990 che si chiama COISP. In questo sindacato è confluito un segretario nazionale del SAP che si chiama Franco Marcari che con me, nel 1999, ha organizzato per la prima volta il *Memorial day* strutturato con la fiaccola e i ciclisti che girano toccando tante località d'Italia, d'Europa e del mondo nei luoghi in cui sono state uccise delle persone, nei luoghi in cui ricordiamo queste vittime, luoghi in cui incontriamo le famiglie di queste vittime.

CM : OK. E quali sono i rapporti del SAP con le associazioni antimafia tipo Libera, Progetto legalità Paolo Borsellino e la Fondazione Falcone.

MD : Allora diciamo che ogni… il sindacato autonomo di polizia ha una struttura regionale divisa in segreterie regionali e segreterie provinciali e lo statuto prevvede che ogni singola struttura locale abbia la massima autonomia nel gestire qualsiasi tipo di attività e quindi anche nei rapporti con tutte le associazioni, con tutti i tipi di associazionismo. Questa libertà, questa autonomia viene interpretata in base al tipo di politica sindacale che viene … diciamo indirizzata dal segretario regionale in questo caso per la Valle d'Aosta io sono segretario regionale dal 1989 e ho sempre cercato di allargare l'attività anche ad attività che non siano necessariamente e strettamente correllate all'attività sindacale intendo nel senso stretto quindi cioè tutella e dei diritti sindacali dei poliziotti e ma… ho cercato d'allargare il raggio d'azione anche per avere un consenso anche all'esterno dell'amministrazione anche per rendere più forte il sindacato stesso.

CM : E quindi con Libera …

MD : Allora io con Libera, il rapporto con Libera è nato quattro, cinque anni fa quando in concomitanza con un progetto che ho ideato con le scuole della Valle d'Aosta, con l'istituzione della… scolastica della Valle d'Aosta terze e quarte superiori. Nel progetto a tappe di questo percorso avevo pensato di fare intervenire Don Ciotti per parlare di droga. E… l'ho invitato e in quell'occasione abbiamo parlato della possibilità di costituire una sede regionale della Valle d'Aosta di Libera che non c'era, un coordinamento regionale. E l'ho invitato per l'Aosta a fare un convegno e in quella sede insieme ad altri dieci, dodici ragazzi di Aosta abbiamo costituito il primo comitato …. Il comitato costitutivo del coordinamento di Libera Valle d'Aosta. Abbiamo fatto alcuni mesi di riunioni e poi è partito con la costituzione vera e propria del coordinamento regionale di Libera di cui io facevo parte all'inizio e poi dopo, per milliardi di altri impegni che ho, ho lasciato.

CM : OK. E quindi niente in particolare con il progetto Legalità fondazione Paolo Borsellino ?

MD : No.

CM : E la fondazione Falcone ?

MD : La fondazione Falcone l'ho conosciuta… tantissimi anni fa, non mi ricordo quando… e con loro io, quando ho visto che … quando la Fondazione Falcone, ho visto che per il primo anno aveva realizzato una nave per accompagnare i ragazzi a Palermo, siccome io ero già stato a Palermo anni anni prima con la fiaccola sempre del *Memorial day*, ho pensato dopo a fare questo progetto dei ragazzi e ho chiesto praticamente alla fondazione Falcone cioè ho proposto anche alla fondazione Falcone questo progetto che stavamo facendo con gli studenti della Valle d'Aosta chiedendo alla fondazione Falcone di darmi la possibilità di dare….Io avrei… Mi sarebbe piaciuto dare come premium alla classe che maggiormente si era distinta per elaborati o comunque attività come premio questa vista cioè questo viaggio con la nave della Legalità

e la partecipazione alla cerimonia dell'anniversario della strage di Capaci di via d'Amelio. La fondazione ha preso atto di questo progetto che si chiama appunto percorso della legalità e gli è piaciuto molto e mi ha detto che allora andava bene « regalare », dar la possibilità a questi studenti di andare a Palermo con la nave della Legalità.

CM : A partire da che anno questo ?

MD : Questo è successo… quattro anni fa, cinque anni fa, nel 2007.

CM : OK. E allora appunto come sei arrivato tu ad impegarti con i giovani ?

MD : Allora dal 1999 organizzo una manifestazione che si chiama *Memorial day* e che mira a coinvolgere tutte le famiglie di vittime della criminalità del terrorismo della mafia e del dovere e dar la possibilità di parlare, soprattutto dar la parola ai parenti ai famigliari delle vittime troppe volte inascoltate. Dopo aver ascoltato queste testimonianze ho visto che, ho capito… A me hanno fatto molta impressione, sono state molto costruttive queste testimonianze che sentivo e ho pensato che sarebbe stato molto utile trasferire queste testimonianze anche a dei giovani, così come vedevo che succedeva nel corso di queste cerimonie delle manifestazioni che organizzavamo lungo l'itinerario ciclistico. E così ho pensato di strutturare un progetto a tappe nelle quali facevamo una prima parte di incontri nei quali delle persone che raccontavano agli studenti la propria esperienza, quindi o vittime o comunque persone impegnate nel sociale a combattere la criminalità e comunque impegnate a promuovere la legalità. Quindi portare degli studenti dalle testimonianze dirette. La seconda fase era quella di dare *il tempo* agli studenti di rielaborare questi messaggi che avevano ascoltato e produrre loro un qualcosa quindi produrre un cortometraggio, produrre dei temi, produrre anche delle slide, dei messaggi publicitari, degli spot publicitari riguardanti la legalità e, poi, premiare il migliore elaborato. Questo è stato un po' l'idea di questo percorso della legalità che appunto nasce dall'aver ascoltato le testimonianze di tanti parenti.

CM : E il *Memorial day* in sé, come e quando nasce l'iniziativa ?

MD : Allora il *Memorial day* nasce molto lontano. Allora nel 1993, dopo la strage di Capaci, il sindacato organizza un convegno a Pescara o Pesaro, (devi andare a guardare sul sito del SAP o sul sito www.pernondimenticare.cc), organizza un appuntamento, un convegno sulla morte di Falcone e Borsellino. Gli anni successivi, vengono organizzate un po' in alcune città italiane degli altri convegni sempre sul tema le memorie, il ricordo della strage di Capaci di via d'Amelio organizzate dalle strutture locali del SAP. Negli anni 1996-97, a Venezia invece, la segreteria di Venezia organizza qualcosa di un po' più grosso, una specie di, non una specie, una fiaccolata con le gondole e a piedi con dei podisti che toccavano tutti i luoghi di Venezia, gli angoli delle strade, cioè le strade, i luoghi dove a Venezia sono stati, erano stati ammazzati, uccisi dei servitori dello Stato, ma non soltanto poliziotti, carabinieri, magistrati. Politici anche, imprenditori, Gori per esempio, e imprenditori della Fincantieri a Marghera. Dopo due edizioni a Venezia di questa iniziativa, il segretario regionale del Veneto, Franco Marcari, con cui eravamo in ottimi rapporti e siamo ancora amici anche se lui ha cambiato sindacato, mi telefonò un giorno e mi disse : « Ma Dena, tu che sei un ciclista, che hai un sacco d'idee, perché non organizziamo qualcosa con questa fiaccola che io porto in giro per Venezia ? Non potremmo fare qualcosa di simile per l'Italia ? » Allora nel 1999 mi viene in mente di fare un'impresa ciclistica da Aosta a Venezia – quindi dove c'era lui – e toccare su questa linea che attraversava tutto il Nord Italia, – dalla Valle di Aosta fino a Venezia – tutte le città dove…o tanti luoghi veramente non tutti, tanti luoghi dove si erano verificate stragi, dove si erano verificate morti di servitori dello Stato.

CM : Quindi riguarda anche le vittime del terrorismo.

MD : Sì, sì, sì. Quindi noi abbiamo fatto piazza Fontana, piazza della Loggia, la questura di Milano, come prima tappa. La prima tappa era Aosta-Bergamo. Due tappe ciclistiche da 250 km l'una. Aosta-Bergamo, Bergamo-Venezia. Il primo anno, quindi nel 1999, abbiamo fatto soltanto queste due tappe e devo dirti sinceramente che io non avevo ancora percepito il vero significato di questa manifestazione. Abbiamo invitato delle vittime ad Aosta, abbiamo invitato dei ragazzini davanti al tribunale di Aosta, siamo partiti, però io la vedevo più come un'impresa ciclistica da inserire in un qualcosa che era sicuramente importante però non l'avevo vissuto ancora di persona. Avevo capito che comunque avremmo incontrato delle vittime, avremmo incontrato delle persone che avevano perso dei familiari, però io in quel momento lì così ero più un semplice organizzatore di un'impresa ciclistica di 250 km… Quindi non avevo ancora capito bene il significato. E invece poi partiamo, da Aosta facciamo 250 km, quini abbiamo pedalato quasi dodici ore il primo giorno fino a Bergamo e man mano che incontravamo sulla strada i parenti, abbiamo iniziato a capire insomma che c'era qualcosa di bello forte in questa cosa. Così io dopo il primo anno sono rimasto colpito da questa cosa e allora dal secondo anno

ho detto, anche sempre in collaborazione con Franco Marcari, qua bisogna fare qualcosa di più grosso e abbiamo pensato al parlamento europeo. Abbiamo pensato di fare una partenza dal parlamento europeo di Bruxelles e di scendere in bicicletta fino a Venezia. Per coinvolgere anche i parlamentari europei in questo 23 maggio, « giorno da dedicare alla memoria di tutte le vittime del terrorismo, della mafia, del dovere e di ogni forma di criminalità ». Il primo slogan è stato questo. E il primo slogan è stato anche « non vogliamo vittime di serie A e di serie B ». Quindi non soltanto giudici, politici, magistrati importanti, noti, ma anche semplici cittadini sconosciuti che avevano perso la vita nel difendere i valori della legalità.

CM : E allora perché il 23 maggio ?

MD : Il 23 maggio è Capaci, però proprio perché il 23 maggio è una data simbolica, fondamentale diciamo, importantissima nella storia italiana, abbiamo pensato che in quella data andassero ricordati non soltanto i morti di Capaci. Infatti all'inizio si ricordavano solo le morti di Capaci, poi dopo è diventato di Capaci e di via. Ma individuare una data nell'anno per ricordare tutte le vittime ecco quale era la nostra idea, ma non si è ancora realizzata - anche perché sono nate nel frattempo, e già prima, tantissime associazioni per esempio « Vittime del dovere », l'asociazione « Vittime del terrorismo », l'associazione « Vittime della criminalità », l'associazione « Vittime della mafia ». Noi invece avremmo voluto riunire tutte le vittime, partendo dal concetto di dolore perché perdere una persona, non è la matrice di chi ti uccide un parente a determinarti il dolore, è la perdita di questa persona. Quindi se una persona viene uccisa da un mafioso o se viene uccisa da un automobilista distratto, la moglie, il figlio, il marito che rimane vivo soffre in eguale misura. Questo era la base della nostra idea. Però purtroppo ci siamo accorti, anche quando siamo andati a presentare in Parlamento delle proposte di legge, che ci sono una miriade di piccole associazioni e che ognuno cerca di tirare l'acqua al proprio mulino. Quindi, nel corso degli anni, sono state approvate delle leggi per tutelare con maggiori indennizzi le vittime della criminalità, con maggiori indennizzi le vittime della mafia. Fino a pochi anni fa, chi moriva per mano di un mafioso percepiva una somma dallo Stato; chi veniva ucciso da un bandito comune ne percepiva molto meno. Quindi se tu fai una ricerca a ritroso delle leggi che riguardano gli equi indennizzi o le indennità o il riconoscimento etc., trovi che sicuramente c'era una super equazione. Oggi invece, attraverso una legge che si chiama il riconoscimento delle vittime del dovere non c'è più questa differenza.

CM : Quindi tu dici che avete scelto la data del 23 maggio soltanto perché era una data simbolica per l'Italia in generale ?

MD : Sì.

CM : Allora perché non il 12 dicembre ? Perché è una data simbolica. Segna l'inizio di un altro periodo. Segna l'inizio di qualcosa, o il 2 agosto… Ci sono tante date simboliche. Perché proprio quella di Capaci ?

MD : Ma noi guarda … Non è che abbiamo fatto proprio una ricerca ostinata e ragionata di questa data. Ci è sembrato che …

CM : Perché « Libera » ad esempio per ricordare tutte le vittime ha preso…

MD : La prima data di Primavera.

CM : Sì, ha preso una data che non è la data di una vittima in particolare.

MD : Certo. Ma noi… forse perché la prima riunione che abbiamo fatto era proprio per ricordare il 23 maggio per Capaci.

CM : OK. Quindi il *Memorial day* praticamente è un'iniziativa unica in Italia ? Non c'è un altro sindacato, un'altra associazione che ha fatto qualcosa di simile ?

MD : Io credo che ce ne saranno sicuramente, ce ne sono… Penso a « Libera », molto più grossa di noi. Cioè noi siamo, come ha detto in una conferenza che abbiamo fatto a Pistoia, un funzionario di polizia che ha citato una frase di Suor Teresa di Calcutta dove paragona la sua attività a una goccia nel mare, è soltanto una goccia però se non ci fosse quella goccia qualcuno ne sentirebbe la mancanza. Noi siamo soltanto una piccola goccia nella costellazione di tutte le iniziative per ricordare le vittime. Però, effettivamente ci sono tante vittime che aspettano la nostra fiaccola. Ce ne sono sicuramente tante altre, però a livello di polizia, a livello di sindacato siamo solo noi a fare una manifestazione da tanti anni e coinvolgendo così tante città. Perché poi non sono soltanto le città lungo l'itinerario ciclistico ma ci sono tante altre città. Quest'anno per esempio ha fatto un concerto a Bologna dove c'erano più di 1200 persone, dove c'era anche l'ex-procuratore antimafia, Pier Luigi Vigna.

CM : E come si svolge l'organizzazione del *Memorial day* ? Fai tutto tu ?

MD : Parte a gennaio, anzi l'idea deve per forza uscire almeno nel mese di ottobre dell'anno precedente perché poi… M'avevano detto che se il *Memorial day* esiste è perché il consiglio regionale della Valle d'Aosta, il primo anno, quando mi sono presentato con questo progetto, lo hanno accolto a braccia aperte e ce l'hanno finanziato. Quindi noi dobbiamo ringraziare il consiglio regionale della Valle d'Aosta. E i primi anni, il comune di Mestre e Venezia che con noi collaborava. Poi, quando Franco Marcari è uscito da SAP, è diventato soltanto una questione di SAP e il consiglio regionale della Valle d'Aosta. Poi hanno partecipato negli ultimi anni, l'assessorato all'istruzione, il comune di Aosta, la presidenza della regione, insomma… E poi localmente le varie istituzioni locali, provincia, comuni, regione. E parte appunto con ottobre che deve partire necessariamente l'idea. L'idea viene presentata al consiglio regionale che delibera poi l'approva o meno. E poi dopo, pian pianino io, e a qualche altro mio collega della segreteria regionale della valle d'Aosta, contattiamo le varie segreterie del SAP d'Italia con la supervisione e chiaramente il coordinamento della segreteria generale del SAP. Mettiamo insieme tutti questi eventi e diciamo che una grandissima parte del lavoro viene svolto dalla segreteria generale del SAP che, chiaramente, ha la funzione di muoversi al centro. Quindi tutta l'attività che riguarda i contatti con i capi della polizia, il Ministero dell'Interno, il dipartimento della pubblica sicurezza e tutta la segreteria generale che si adopera per questa attività.

CM : E non collaborate con forze di polizia locali che non sono impegnate nel sindacalismo ?

MD : Per fare questo progetto ?

CM : Sì.

MD : Ma per fare questo progetto io coinvolgo… Rispondono quasi tutti, sempre, quindi non è che…

CM : Anche Palermo ?

MD : Ma no, ma anche Palermo, non è che… cioè tutto sommato Palermo è una realtà un po' diversa, un po' particolare, perché il 23 maggio a Palermo è fondazione Falcone e basta. Quando siamo passati a Palermo prima del 23 maggio allora abbiamo coinvolto comunque anche associazioni di volontariato, anche associazioni di altre forze di polizia a Palermo.

CM : E quindi mi hai detto che comunque il finanziamento viene dalle istituzioni ?

MD : Sì, sì, sì, principalmente, esclusivamente da istituzioni.

CM : E sindacati di magistrati niente ?

MD : No, io non li ho mai coinvolti. Forse ho sbagliato, ma… Forse perché, anche solo per commodità. Perché quando inizi poi a coinvolgere tanta gente, vogliono tutti poi spazi. E io non è che sono geloso dei miei spazi, li do anche però diventa difficile poi gestire. Io faccio già molta fatica a gestire tutto questo, quindi figuriamoci…

CM : E quanti poliziotti partecipano ? Hai visto una partecipazione crescente ?

MD : Assolutamente sì. I primi anni ci guardavano come quelli che volevano farsi una vacanza. Poi, nel corso degli anni, hanno capito che… a parte la molle di lavoro che ci voleva per organizzare, poi hanno visto tante famiglie. Hanno capito che non era una gita e neanche una gara di bici, ma era qualcosa di più.

CM : E siete solo una squadretta di valdostani che pedallate sempre o prendete anche altri colleghi ?

MD : I primi anni abbiamo coinvolto anche dei colleghi di fuori Valle d'Aosta. Poi, per una questione solo di organizzazione, di praticità… Perché è più facile mettersi d'accordo con chi abita a qualche metro da casa tua e che magari conosci anche bene perché puoi stare insieme dieci, quindici giorni, magari dormendo in camper, dormendo in caserme, dormendo in luoghi di fortuna così. È difficile anche la convivenza, quindi è più facile andare con chi conosci bene.

CM : Tu hai detto che non volevate che ci fossero vittime di serie A e vittime di serie B, e quindi insomma di ricordare tutti quanti ma è abbastanza impossibile, insomma non è che si possa sempre mantenere un equilibrio…

MD : Sì è praticamente impossibile, è difficilissimo, però ci sono poi dei piccoli casi… Beh come numerIiappunto non siamo ai numeri di 860 passa vittime ricordate di Libera, però noi col nostro piccolo andiamo magari nelle province, tipo non lo so come quest'anno a Pistoia abbiamo ricordato quattro vittime, cinque vittime che non erano mai state ricordate da nessuno, se non attraverso delle targhe. Quindi piano piano queste persone escono dalle loro case e vengono a vedere questa fiaccola. A noi, quando passiamo, ci dicono che li fa piacere che qualcuno dalla Valle d'Aosta… Facciamo poi anche un po' impressione perché siamo quelli più lontani. Viviamo in un paese dove apparentemente non c'è mafia, non c'è Camorra, non ci sono cose strane e

quindi ci dicono che « Ma come mai voi dalla Valle d'Aosta vi prendete la briga di prendere una bicicletta, di pedallare per quattro, cinque, dieci giorni e di venire a ricordare mio figlio che è stato ucciso dal'Ndrangheta ? » Questa cosa qua comunque fa piacere a queste persone.

CM : E certo ! E quali sono le edizioni precedenti che ti hanno colpito di più e da quando è che arrivate fino a Capaci, fino a Palermo ?

MD : Ma noi Capaci lo coinvolgiamo… Palermo lo coinvolgiamo sempre o in andata o in ritorno o in passaggio, quindi cerchiamo sempre di passarci. Ci sono stati degli anni che non siamo andati, però, quasi sempre, in Sicilia ci passiamo. Io, nell'ideare i percorsi, cerco di cambiare ogni anno in modo tale da non ripetere la stessa manifestazione nello stesso posto. E nei posti dove siamo passati tante volte poi, negli anni successivi, le manifestazioni le fanno ugualmente ma non sono inserite nel nostro itinerario ciclistico.

CM : E quale edizione ti ha…

MD : Guarda nelle edizioni, ogni anno c'è qualcosa di bello. Forse la più grande è stata quella del 2002 quando siamo partiti da New York. Un gruppo di tre ciclisti da New York dove c'erano le torri gemelle – siamo stati la prima delegazione straniera a poter entrare a *Ground Zero* – l'abbiamo fatto esattamente nove mesi dopo, quindi l'undici maggio del 2002. Nove mesi dopo la strage dell'undici settembre e alla stessa ora dell'attentato delle torri gemelle siamo partiti anche da Capaci. Quindi due gruppi di ciclisti, tre e tre che da Milano poi – perché quelli di New York sono atterrati a Milano, hanno attraversato l'Italia, sono scesi per poi risalire e noi invece da Capaci siamo saliti semplicemente per arrivare a Venezia. A Venezia abbiamo coinvolto circa sessanta famiglie di vittime che hanno raccontato la loro esperienza in un teatro, dove hanno o letto o raccontato chi era il proprio marito, chi era la propria moglie, chi era il proprio figlio, che cosa aveva fatto e perché era stato ucciso. E lì c'è stata la svolta perché lì ho visto che queste testimonianze erano pazzesche. Erano veramente straordinarie, cioè davano veramente… ci hanno dato a noi organizzatori… ci hanno formato tantissimo. E quindi da lì anche nasce poi l'idea di trasmettere agli studenti le esperienze e le testimonianze di chi ha sofferto la perdità di un proprio caro.

CM : E il Sacrario della polizia, dove siamo andati a Roma, da quando esiste ?

MD : C'è un articolo che è uscito da poco su *Repubblica* proprio la scorsa settimana, no sul *Messagero* però non me lo ricordo … ma non sono tanti anni.

CM : E qual è l'importanza per i poliziotti ? Perché è una commemorazione un po' corporatista si può dire.

MD : Sì, sì. Il sacrario poi ci sono tutte le vittime della polizia. Pochi lo conoscono e quelli che lo conoscono e lo hanno visitato sono rimasti tutti colpiti, peché… insomma, colpisce.

CM : Ho sentito quando siamo usciti, c'era una signora, una poliziotta e ha detto che è un luogo dove quando si ha non so… un calo di motivazione…

MD : Vai lì e ti ricarichi. Sì effettivamente perché se pensi che tutte le persone, 2000 e passa persone, sono morti perché credevano in quello che facevano, ti viene un po' di vergogna se per caso sei andato a lavorare fino a quel giorno senza tanto entusiasmo e dal giorno dopo cerchi di andare a lavorare con un pochino più di voglia.

CM : Ma quindi è un luogo di commemorazione…

MD : Di commemorazione ma anche di… di crescita secondo me.

CM : Ma molti sindacati ci vanno ?

MD : No.

CM : Ma è una stanza che viene adoperata ?

MD : No. Non è una stanza che viene utilizzata. Secondo me, non è a sufficienza pubblicizzata ed è nota a pochi la possibilità di andare a visitare. Bisogna fare una richiesta, non è che uno passa davanti e dice voglio entrare dentro a vedere che non si può. Bisogna fare tutte le domande insieme, secondo me non è neanche giusto.

CM : Ti ringrazio, grazie mille !

CM : Innanzitutto come descriverebbe suo fratello ?

MF : Lo descriverei come un uomo che è sempre stato condizionato nella sua vita da quella che potrei chiamare quasi una religione, la religione del dovere, il dovere innanzi tutto, tant'è vero che teneva nel portafoglio una frase di Kennedy che proprio diceva questo : "Fare il proprio dovere a ogni costo sopportando qualsiasi sacrificio perché è in ciò che sta l'essenza della dignità umana".

CM: Secondo lei quali sono stati i momenti più salienti del suo impegno, della sua azione?

MF: Innanzitutto Giovanni è stato come un apripista, è arrivato a Palermo negli anni '70 quando ancora nessuno parlava si può dire di mafia, è stato chiamato da Chinnici che forse ancor prima di lui aveva capito quanto la mafia, allora la chiamavamo mafia ma noi parlando della mafia siciliana dobbiamo parlare di "Cosa nostra", condizionasse la vita dei siciliani. La mafia era una parola do non pronunciare, la mafia era una parola che non pronunciavano i politici, e pensi che quando Giovanni arriva al tribunale di Palermo, un suo collega gli dice, siamo negli anni '80, "ma Falcone tu ci credi vero che esiste la mafia?" Cinque anni dopo nel '86 la mafia sarà tutta portata la cupola al maxiprocesso e finalmente si sconfiggerà il mito della mafia imbattibile, della mafia incondannabile, della mafia che restava impunita, insomma finalmente riusciamo a capire anche attraverso, come posso dire, le dichiarazioni di Buscetta, viene finalmente capito l'organizzazione cos'è la mafia e tutto l'organigramma diciamo di Cosa nostra.
I punti salienti quali sono? Innanzitutto, mi scusi ho divagato, i punti salienti del lavoro di Giovanni sono: il primo processo, il processo Spatola che anche questo viene condannato attraverso, ancora non c'erano le dichiarazioni dei pentiti, ma Giovanni incomincia a adottare quello che poi verrà chiamato dal tutto il mondo il metodo Falcone, che non è altro che uno scientifico ritrovamento di tutte le prove che possono resistere a qualsiasi dibattimento e quindi per Spatola questo avviene anche attraverso i movimenti dei capitali sporchi diciamo, e proprio attraverso l'iter dei movimenti dei capitali che Giovanni riuscì, non solo a scoprire che Spatola è mafioso ma addirittura i contatti con l'America e da questo poi nascerà il processo quello Italia-America della pizza connection. Poi l'altro momento saliente in assoluto è il maxiprocesso diciamo la prima grande vittoria dello stato nei confronti di cosa nostra. Poi ci sono i momenti più personali, più pesanti quelli che più hanno addolorato Giovanni, le varie contese, ma di questo, forse ne parleremo più avanti.

CM: Quali sono stati i suoi rapporti con la stampa i media dopo l'attentato?

MF: Io devo dire, un grande rispetto, non mi è mai capitato di ritrovare scritto qualcosa che io non avevo detto, magari qualche volta qualche piccola variante, ma in linea di massima un grande rispetto per me e rispetto per Giovanni, che tutti fin dall'inizio hanno sempre sentito come l'eroe buono, come l'eroe onesto, colui che si sacrifica per gli altri.

CM: Quali sono stati i suoi rapporti con il mondo politico e le istituzioni dopo l'attentato?

MF: Io non ho fatto politica, ho le mie idee politiche, ho detto soltanto di volta in volta quelle cose che praticamente ho controbattuto a certe dichiarazioni di politici che non dicevano la verità sul lavoro di Giovanni, ho detto di qualcuno in alcuni casi che era un politico colluso ma nient'altro, in maniera molto soft direi quasi. Cioè non è che io… io non faccio politica, sono la sorella di Giovanni Falcone. Ho chiarito soprattutto quelle che erano state le idee, le situazioni di Giovanni con il mondo della politica di allora. Ecco, quello mi interessava, perché non volevo che fossero travisate le idee di Giovanni, perché la fondazione nasce soprattutto per evitare lo scempio sul nome di Giovanni.

CM: Quest'anno ho avuto la fortuna di poter assistere alle commemorazioni del ventesimo, perché grazie ad un amico, assieme ad un'amica che fa un dottorato in giurisprudenza, con il percorso della legalità della delegazione di Aosta, quindi siamo venuti con loro sulla nave. Volevo sapere un po', diciamo da un punto di vista un pò più logistico, come si svolge l'organizzazione delle commemorazioni e chi se ne occupa?

MF: Beh, c'è tutta una organizzazione della fondazione con il ministero della pubblica istruzione, è sempre stata, nasce da un idea diciamo della fondazione che come sa lei, io sono insegnante e ritengo che sia fondamentale come diceva Giovanni che per combattere la mafia, bisogna creare una società che non dia spazio alla mafia, appunto per questo, Giovanni diceva che la mafia

non si vince con la sola repressione, ma essendo anche un fatto culturale è necessario che si svolga questa opera educativa quindi è proprio questa opera educativa la prima via aperta dalla fondazione a tutti i giovani.
In base all'idea di Giovanni che era necessario creare una società diversa, perché la mafia è un fatto culturale e quindi deve essere combattutta, appunto attraverso la cultura, ci ha portato a fare già dal 2002 abbiamo iniziato siamo stati contattati all'inizio dall'università La Sapienza di Roma per fare dei progetti di educazione alla legalità che coinvolgessero tutto il territorio italiano. Quindi, noi a settembre e ottobre all'apertura dell'anno scolastico subito dopo lanciamo anche su internet ma con una riunione di tutte le scuole palermitane, il progetto di educazione alla legalità dell'anno in corso. Accanto a questo progetto, che viene accolto nelle varie scuole d'Italia, ci sono una metodologia anche di iscrizione attraverso il sito della fondazione, dei termini da rispettare e contemporaneamente c'è anche un concorso al quale le scuole partecipano, per cui la scelta poi di chi verrà con le navi è dovuta in base a questo concorso che viene fatto attraverso le direzioni regionali delle varie regioni. Quindi lei è venuta con la regione Aosta, chi vince il progetto ha dei vari premi spesso abbiamo portato i ragazzi che hanno vinto il primo premio a Washington ad esempio per vedere il monumento di Giovanni all'accademia di Quantico. Quello che è bello come lei avrà potuto notare, questa unione dei ragazzi di tutta Italia con quelli palermitani, negli anni, già dall'anno scorso abbiamo cominciato ad aprire all'Europa, attraverso dei progetti europei delle delegazioni di ragazzi di tutta Europa.

CM: Più specificamente su di lei, era impegnata prima nella lotta alla mafia prima di Capaci?

MF: Io ho vissuto la lotta alla mafia accanto a Giovanni, non avevo l'impegno e poi nella scuola come insegnante di diritto, ma era un lavoro a livello scolastico che nella mia scuola non avevo. Poi devo dire subito dopo la morte di Giovanni cominciarono ad arrivare gli inviti da tutte le scuole d'Italia e da allora non si sono fermati più, ho un calendario pieno fino al 2013.

CM: Cosa significa per lei questo impegno? Anche se ha già un po' risposto.

MF: Significa sempre, a parte la fatica fisica, significa sempre anche una grande sofferenza spirituale, perché è logico che ognuno di noi quando perde una persona cara cerca di calare dico io delle saracinesche, cerca di chiudere all'interno di questo nostro dolore per sopravvivere e poco a poco con gli anni viene una maggiore tranquillità, con la possibilità di guardare, come posso dire di metabolizzare il lutto. Io questa metabolizzazione del lutto non l'ho ancora attuata, perché continuare andando nelle scuole a parlare di tutto quello che ha vissuto Giovanni non è facile.

CM: In tutti questi anni di impegno si è evoluta questa sua concezione dell'impegno civile, e se si in che senso? Rispetto a come lo concepiva quando ha iniziato subito dopo l'attentato.

MF: Sì sicuramente, mano a mano sono stata maggiormente coinvolta e poi adesso è diventata una cosa talmente grande che non sono soltanto io ad occuparmene ma soprattutto la bellezza è che sono tanti giovani che si occupano della manifestazione, insomma ogni anno è qualcosa che va più avanti.

CM: Come e quando è stata creata la fondazione?

MF: La fondazione nasce quasi immediatamente per desiderio mio che ne parlai allora con il Ministro Martelli che era il Ministro di grazia e giustizia. Era stato con Giovanni aveva passato gli ultimi mesi e lui devo dire mi ha aiutato tanto nel creare la fondazione, quindi lo dobbiamo anche a lui questa nascita. Il desiderio della fondazione era soprattutto come dicevo all'inizio non disperdere questo patrimonio d'idee e di valori che Giovanni ci aveva lasciato e sopratutto il sorvegliare sulla memoria, evitare che se ne facesse come accade spesso lo scempio di quando qualcuno non sorveglia sull'accaparramento di questa memoria per i propri interessi, nessuno si è accaparrato di Falcone, ci hanno tentato ma non ci sono riusciti.

CM: Quali sono i suoi rapporti con le altre associazioni come il centro studi Pio La Torre, fondazione progetto e legalità, Libera?

MF: Io ho dei rapporti devo dire non intensi, nel senso che ognuno di noi ha una sua attività per cui c'è un dito reciproco nelle varie associazioni secondo le attività che vengono messe in atto da ognuno di noi, ma devo dire con l'impegno che ho non riesco poter realmente creare anche un rapporto di riunione di agglomerazione, tra l'altro a me piace che ognuno abbia una sua indipendenza perché possa sviluppare quelle che sono proprio le idee della fondazione e poi soprattutto non è uno stato, io sono il rappresentante legale della fondazione, ma c'è tutto un consiglio della fondazione di cui fanno parte tanti colleghi di Giovanni, magistrati ecc, che ha scelto questo desiderio di mantenere la nostra indipendenza.

CM: Com'è nata l'idea delle navi della legalità?

MF: In realtà è il desiderio che è nato subito, facendo i progetti soprattutto attraverso il mio cammino itinerante in tutte le scuole d'Italia, dico spesso nel dove vado, l'ho detto l'altra sera che i miei figli mi chiamano "la Madonna pellegrina" perché vado un po' in giro dappertutto, è nato questo desiderio di poter riunire queste realtà, perché se vado ad Aosta, se vado a Cuneo, se vado a Mantova, ecco che quella società conosce ben poco di quelli che sono stati i problemi di allora e che continuano ad essere i problemi di oggi, la conoscenza della realtà italiana e della realtà palermitana. Quindi nacque subito questo desiderio di accostare queste diverse realtà Italiane, una specie di compito diverso che ha avuto quello della lega, la lega vuole dividere la fondazione cerca di riunire le diverse culture e quindi abbiamo un primo anno fatto il treno, poi parlando con amici ecc ma sarebbe bello la nave perché la nave ti dà la possibilità di creare anche nel momento del trasferimento da un posto all'altro, attraverso delle assemblee che si fanno all'interno della nave, la possibilità anche dei ragazzi di riflettere su quella che sarà la realtà per cui vanno incontro e che visiteranno poi a Palermo. La nave secondo il rito di Ulisse per me rappresenta sempre uno dei mezzi di trasporto più romantici.

CM: Quando è iniziato?

MF: Quello della nave è iniziato 6 anni fa, quindi credo che fosse nell' 2006, 6 anni fa.

CM: Le commemorazioni sono spesso il luogo delle polemiche, qualche anno fa tra Alfano e Grasso, quest'anno tra lei e Orlando, me ne vuole parlare un po' di questa polemica?

MF: Devo dire che le polemiche, perché noi a parte questo momento d'incontro dei ragazzi di Palermo con i ragazzi del nord non è il solo, noi vogliamo creando all'interno dell' aula bunker dei momenti di meditazione importante su quelli che sono i temi essenziali, quindi, nei vari anni sono nate delle polemiche, nell'articolo 41bis, secondo quello che era il momento politico del periodo dell'anno a cui si fa riferimento. L'anno scorso come sa, ci sono sempre state le polemiche sulla magistratura politica, credo comunque che siano però tutte delle cose sane dei momenti di confronto, cioè, io non lo vedo come polemica ma come confronto. Per quello che riguarda Orlando, a me quello che mi è sempre dispiaciuto di Orlando è stato che, lui lo dice che lo ha detto tante volte, io dico che lui non lo ha mai detto in maniera esplicita negli anni precedenti dei suoi vari mandati di sindaco: "io con Falcone ho sbagliato". Io solo questo volevo, non è una polemica la mia, lui ha fatto nei confronti di Giovanni un'operazione veramente tremenda, umanamente sbagliatissima perché non capì niente di Giovanni : Giovanni era un magistrato e come i politici non poteva dire o fare nomi se non aveva le prove. Poi quello che lui disse dei cassetti, niente di più sbagliato, che Giovanni era del parere che portare al dipartimento un personaggio specialmente se è molto noto e non riuscire a farlo condannare perché le prove non sono tali da essere convalidate in dibattimento, significava dare a questo personaggio una legittimazione un'aureola che nessuno è, quindi era tutto sbagliato, di tutto ciò, Orlando non ne capì niente o non ne volle capire niente e pensò bene di cavalcare l'onda del disagio siciliano. Tutti parlavamo a Palermo di Lima di Andreotti, dei Salvo in una determinata maniera ma Giovanni come sa, mise in carcere i Salvo quando ebbe le prove. Io non faccio polemica con la politica, perché poi dal punto di vista amministrativo Orlando a Palermo ha lavorato negli anni passati e mi auguro che lavori ora perchè la situazione palermitana è veramente pesante, ma ci vuole anche, io credo l'umiltà di riconoscere quello che si è dato. Ci siamo visti il 23 lui mi ha detto: "ma io l'ho detto tante volte".

CM: Ma non dice di avere sbagliato.

MF: No.

CM: Cosa vorrebbe rispondere a quelli che criticano la specie di sacralizzazione delle figure della lotta alla mafia che si fa tramite le commemorazioni?

MF: Questa è un'altra di quello cose che mi dà un grande fastidio, io non ho voluto creare l'icona Giovanni Falcone, non mi interessava mettere Giovanni sull'altare e dire è un santo. No. Ma a me è interessato negli anni e interesserà sempre, fare capire alla società e ai giovani soprattutto, il lavoro di Giovanni e questo lavoro a quali valori si è ispirato, soprattutto far capire ai giovani se questo Giovanni Falcone è esistito ed è arrivato a tanto, lo deve a quei valori nei quali ha creduto, primo fra tutti il senso del dovere, l'amore per la patria, l'amore per sua terra e soprattutto per la democrazia e per la libertà. Lui vedeva nella mafia proprio l'oppressione della democrazia in Sicilia.

CM: In che misura i nuovi elementi emersi dalle indagini recenti, quindi trattative, complicità istituzionali, possono mettere in discussione il rapporto tra le vittime e le istituzioni?

MF: Questa è una domanda un pochino difficile… Io continuo a dire che non credo in tutte le istituzioni democratiche di allora tutte coinvolte, tutte sporche usando un termine forse non

perfettamente letterario, ma sono stati uomini che hanno sbagliato. Devo dire che l'arrivo di questi uomini che portavano avanti l'idea di una Sicilia non oppressa da questa organizzazione criminale, sconvolgeva tutti quelli che era il sistema di potere di allora. I vari coinvolgimenti fra la politica, i servizi segreti deviati che c'erano, l'amministrazione, e la mafia soprattutto. Quindi, era tutto un sistema di potere che Giovanni e Paolo e poi tutti i magistrati, Chinnici, Dalla Chiesa, erano una miccia accesa, quindi dovevano essere levati dalla circolazione. Quindi c'è questa convergenza di interessi, questa riunione di interessi vari che però non coinvolge tutte le istituzioni democratiche ma alcuni elementi di allora, poi per quello che riguarda la trattativa io niente voglio dire, aspetto quello che mi dirà la magistratura.

CM: Ma suo fratello per il grande senso che aveva del dovere delle istituzioni, questa faccenda dell'Addaura, insomma che lui capì subito…

MF: Che c'erano menti raffinatissime dietro quell'attentato, perché appunto Giovanni, ho visto ieri in televisione, Giovanni Falcone era lucidissimo, conosceva benissimo la realtà, sapeva chi erano i suoi nemici e i suoi amici, sia a livello politico che a tutti i livelli. Difatti l'attentato dell'Addaura è la prova generale di quello che sarà poi il 23 maggio e lui ha subito la sensazione del momento più tremendo che sarebbe finita come finirà tre anni dopo e che dietro quell'attentato proprio c'era questa organizzazione di interessi convergenti che miravano tutti a evitare che loro andassero avanti.

CM: Innanzitutto come descriverebbe suo padre?

NDC: In poche parole… È un carabiniere, un uomo delle istituzioni, che sa fare le indagini e sa guidare i suoi uomini (questo l'ho detto anche ieri), molto fantasioso, molto scrupoloso, attento alla famiglia (cercava di tenerla sempre unita nonostante i suoi viaggi). Come disse un giornalista all'epoca, era un uomo di potere ma non del potere. Molto rispettoso dei suoi superiori, molto esigente con se stesso, anche con i suoi dipendenti con i quali, però, era generosissimo, salvo nei casi di severità perché bisognava dare l'esempio di fronte a comportamenti che anche non erano accettabili dentro l'Arma. Mi ricordo che una sera, una notte, passammo in macchina per Palermo, là c'erano dei posti di carabinieri aperti con vetri trasparenti sulla strada. Passammo e dentro non c'era nessuno, li fece trasferire il giorno dopo. Io da ragazzino gli dicevo "Ma no, poverino!"

CM: Come suo padre le parlava del proprio impegno?

NDC: Non è che ci mettessimo così a parlare… Lo vedevo. Era più un esempio: era una persona che viene a cena tardi, e poi dopo cena sale il carabiniere a portargli il lavoro a casa, che lui fa a casa anche fino a tardi solo per dare la sensazione di stare in casa. Comunque ci stava in casa. Il fatto di finire sempre tardi, magari a volte uscire di casa anche a mezzanotte per fare dei giri di controllo, delle ispezioni per rendersi conto di persona di che cosa succede, quando nessuno se lo aspetta. Danno la misura di uno che ci crede veramente a quello che fa. Sono stato quindi testimone di tante cose ma senza volerlo, perché ero lì. Diciamo che la prima volta in cui si è messo a parlare veramente di quello che succedeva, è stato proprio negli ultimi mesi palermitani. Sennò anche col terrorismo, erano proprio battute: "Ce la faremo!" Oppure mi ricordo quando arrivò una cartolina dalla Svezia, nel '74, di minacce per lui. Conoscendo i movimenti di allora, l'estremismo verbale mi disse: "Tanto non preoccuparti, ma questi uccideranno davvero". Difatti, aveva ragione, poco dopo hanno cominciato ad uccidere. È stato verificare come uno spettatore ecco, oggi da sociologo direi ho avuto una occasione di osservazione partecipante formidabile, vedo uno dei massimi rappresentanti dello stato contro il terrorismo contro la mafia in azione crescendo l'ho visto per 12-15 anni, è stato come una grande ricerca sul campo, vieni a seguito mio e vedi…

CM: So che i suoi rapporti con i media e la stampa dopo l'assassinio di suo padre sono stati travagliati, ne ha parlato credo Bolzoni nel film ieri, e volevo sapere se per lei…

NDC: il problema è un po' questo, nella risposta trova prima nel fatto che feci i nomi e questo non me l'hanno mai perdonato e questo mi ha segnato tutta la vita e con il seguito di opinione che ho… Scrivendo nei maggiori quotidiani italiani, io ho un marchio addosso che il potere non perdona, anche se cambiano le persone che lo compongono, io ho scoperto che ha una memoria impersonale e questo ha creato problemi con una gran parte della stampa che comunque sa che il mio nome non è digerito se lo propongono a questo o a quell' altro, poi mi ha spigato Spataro, la solitudine da diffamazione successiva e io ho dovuto tenere botta su tutte le diffamazioni successive, su tutte. Adesso c'è questa qui ieri, ha visto, che parla di De Mauro parlava del rapimento De Mauro e la sua pista, recentemente ho dovuto aprirlo, lo trova sul mio blog, una cosa contro due giornalisti del *Fatto* che è il quotidiano su cui scrivo tra l'altro, che sono Sandra Rizza e Giuseppe Lo Bianco che facendo un paginone sul caso De Mauro dicono che mio padre ha depistato le indagini. Ma, dico, sono pazzi! Un depistaggio è se io costruisco il falso testimone, il depistaggio è che io faccio trovare un frammento di bomba da una parte per far credere, il depistaggio è il sostenere che De Mauro aveva un problema di donne ma non è battere una pista investigativa diversa e, fra l'altro, io non sono convinto che fosse quella sbagliata e cioè la pista della droga. Ma non glielo dice nessuno, sono io che devo farlo! Poi, fanno un paginone su De Mauro loro e non è che propongono al *Fatto* i 30 anni di Dalla Chiesa, il *Fatto* ha tragicamente bucato i 30 di Dalla Chiesa, adesso lo hanno commissionato a Barbacetto perché mi ha scritto oggi, ma se io non scrivevo una rubrica domenicale che è "storie italiane" in cui racconto la storia delle persone che incontro questa volta io ho detto ma perché? Quando c'è stato l'anniversario di Borsellino mi hanno chiesto 20 giorni prima di preparare un articolo e per mio padre nessuno mi chiede niente, perché loro non stavano facendo niente su mio padre, se non c'era il mio articolo, io ho detto a

……. un mattino, leggilo e sulla base di quello, l'hanno messo in prima pagina e ho ricordato mio padre mentre gli altri giornali già lo facevano, se no non avevano nulla. Adesso si sono accorti che hanno bucato clamorosamente a furia di agende rosse, Borsellino, questo e quell'altro, trattativa, poi quando arrivano le cose che dovrebbero stare sotto gli occhi di tutti non le vedono.

I meccanismi del giornalismo italiano sono folli perché abbiamo da un lato un grande conformismo, una grande permeabilità ad attaccare mio padre su tutta una roba di misteri, tutti i giornalisti hanno cercato di trovare misteri infatti è una cosa che Spataro giustamente disse ieri sera. Mi veniva in mente dovremmo fare un libro su tutte le bufale dei giornalisti italiani sui segreti della *repubblica*, perché se li inventano! Con mio padre è una cosa dove uno dovrebbe pensarci per anni : questo è stato ucciso davanti a tutti dopo 4 mesi di dibattito pubblico è stato un delitto politico, loro sono imperturbabili non è che hanno la grandiosità di quello che è accaduto, la terribilità di quello che è accaduto. Le carte di Moro in 30 anni non hanno trovato niente ma continuamente i segreti, e quello, Pecorelli, fesserie, fesserie… Ma uno come fa davanti un giornalismo così? O tacciano o abbiamo questi cosiddetti giornalisti d'inchiesta che non vedono la realtà e vanno a cercarla altrove dove non c'è… È disarmante… Per forza non posso avere buoni rapporti perché fra l'altro un uomo di partito sarebbe difeso dal suo partito, un magistrato viene difeso dall'associazione magistrati, mio padre da chi viene difeso? Dai carabinieri no, perché non fanno comunicati, l'Arma non fa comunicati per difendere la memoria di Dalla Chiesa.

CM: È proprio questo, penso, uno, non dei problemi ma è la particolarità della figura di suo padre rispetto a Pio la Torre, Falcone, Borsellino.

NDC: Poi la sinistra non si è abituata che si può parlare bene di un carabiniere… E quindi tutto ciò che si è dovuto inghiottire perché prima lo presentava in un certo modo contro il terrorismo, perché è vero che lo rappresentavano come repressore, che lo presentavano come golpista, quello che dico è vero. Poi è diventato una specie di eroe nazionale ma c'è sempre dentro questo rigurgito che torna sempre fuori per cui se si può dargli la zampata perché c'è il segreto, perché ha fatto questo, ecc si torna sopra…

CM: Quali sono stati i suoi rapporti, sempre dopo ovviamente l'omicidio di suo padre, con il mondo politico e le istituzioni?

NDC: È la stessa cosa. In Italia il giornalismo è politica sono collegati, sono stati rapporti difficili, fra l'altro io non ho potuto fare leva. Io allora avevo fatto politica fino all'80, '81 dopo il referendum sull'aborto a cui avevo partecipato alla campagna elettorale e ho detto adesso basta e avevo cominciato avevo avuto l'insegnamento in Bocconi e ascoltando mio padre dice a trovare la serenità economica, avevo cominciato a fare il consulente aziendale e ho detto basta anche perché vedevo che tutti gli ideali e movimenti degli anni 70 rifluivano e non aveva senso, non c'erano neanche gli sforzi per costruire qualcosa di nuovo e ho detto "io lascio, faccio un atto di fede verso i miei ideali prendo la tessera del PCI ma la politica non la faccio più". Quando è morto mio padre hanno cercato di rendere non credibili, anzi indegne, le mie parole perché avevo la tessera del PCI e a quel punto, soprattutto Montanelli fece questa operazione che mi ha riverito omaggiato il grande giornalista di libertà, a me la libertà non me l'ha data di difendere mio padre, a quel punto ho detto "basta", non devo avere nessun timbro politico addosso devo essere libero, rinunciando ad avere l'appoggio del partito di opposizione che mi ha dato un appoggio indiretto ospitandomi sempre sul*l'Unità*, non me l'ha data *Repubblica* all'inizio con Bocca, non so perché. Non me l'ha data e fa parte di questo misto di diffidenza per quello che avevo detto, perché ero figlio ingestibile non riconducibile a un partito, non protetto da nessuno. Mi ha protetto il mio cognome la forza del cognome che avevo davanti all'opinione pubblica a quello che facevo che dava, prendeva quel cognome usabile. Se mi fossi comportato male non avrei potevo neanche usare, poi sono andato in parlamento e sono stato sempre vissuto comunque dagli altri con fastidio, gli unici che mi vissuto con…diciamo è stato nell'area dei prodiani, difatti mi hanno riportato in senato mi hanno fatto fare il sottosegretario ma se no, senza di loro, ho un affetto generico da parte del PD, rispetto da parte di altri, perché devo dire tendenzialmente mi rispettano, ma nessuno vuole tenermi, è meglio che non ci sia nelle cose concrete.

CM: In che modo è stato secondo lei strumentalizzato l'impegno di suo padre dopo la sua morte? Strumentalizzato a fini politici ? Se lo è stato.

NDC: No, io li ho messi in condizione di non poterlo usare e infatti tante volte mi chiedo se questo non gli ha recato dei danni, che attacchi a mio padre siano potuti nascere dal fatto che è un punto di contraddizione per il potere: richiamarlo significa subito richiamare Andreotti, la

mafia, l'isolamento politico. Forse se io non avessi detto niente, adesso sto ragionando cosi, ma a volte gli scrupoli nei suoi confronti me li faccio ma rifarei quello che ho fatto. Però mi ricordo che un generale disse di smetterla se no ne avrebbe sofferto il suo nome, non so perché lo disse, probabilmente capiva la situazione, probabilmente voleva dirci smettetela, lui sarebbe stato trattato in un altro modo io sarei stato trattato in un altro modo questo sicuramente, perché il potere quando fa questi delitti sente, avverte anche il senso di colpa e tende a risarcire, risarcisce se uno non urla se uno accetta ma se uno si ribella, il potere insiste.

CM: Come si svolge l'organizzazione delle commemorazioni, chi se ne occupa?

NDC: Dunque per esempio ieri a Torino noi non abbiamo chiesto niente è stato Fassino che è sindaco di Torino che ha organizzato tutto, è stato molto bello, solenne con ministro, comandante dei carabinieri, della polizia, guardia di finanza tutti gli ex sindaci di Torino presenti è stata una cosa proprio sulla storia della città nei tempi del terrorismo molto importante.

CM: Ho potuto seguirla tramite internet la commemorazione anche il fatto di trasmetterla via internet è un fatto abbastanza importante.

NDC: È stato importante. Poi a Palermo, è la prefettura, sono dei doveri istituzionali. Qui a Milano c'è la messa e la corona di fiori, la mostra e la cosa di ieri sera, l'abbiamo promossa noi trovando subito devo dire ascolto. Molte cose vengono proposte spontaneamente. Ieri l'hanno organizzata per quello che so io sicuramente a Gela, nel quartiere bronx di Gela, è stato organizzato una cosa per lui credo che venisse da *Libera*, un'altra dal Movimento 5 Stelle a Catania un'altra è stata fatta da un'associazione a Reggio Calabria. Diverse sono state le commemorazioni. Certo, ci deve essere sempre quello che è sensibile che lo fa, diciamo che quelle istituzionali tendono a essere o c'è il suo ex collaboratore che arriva in una posizione di prestigio e allora lo ricorda e in questo caso abbiamo avuto un generale qui a Milano per alcuni anni che, per le feste dell'Arma lo ricordava, oppure un altro ufficiale cioè dipende se c'è qualcuno che ha avuto un rapporto con lui che è stato un suo collaboratore che lo vuole ricordare, ovviamente sono sempre meno perché non sono più in servizio, oppure da qualcuno che lo ha conosciuto nell'associazione carabinieri dove ci sono gli anziani amici associazione carabinieri allora c'è l'associazione che lo ricorda promuovendo qualcosa, molto nelle scuole spontaneamente, mi chiamano per parlarne… Cosa devo fare? C'è una memoria collettiva, certo è più lontano rispetto a quella di Falcone e Borsellino, soffre di questo aspetto che dicevamo, cioè la difficoltà a ricordare un carabiniere anche perché il paese che nello scontro con Berlusconi ha esaltato la figura dei magistrati, se fosse stato portato anche da certi fatti storici a ruotare intorno a due figure simboliche, secondo me la cosa del *Fatto* è veramente indicativa, con tutti i giornalisti antimafia che ha, dimentica il trentennale di Dalla Chiesa.

CM: Alla fine mi diceva cha avevano pubblicato qualcosa che ha scritto lei?

NDC: Il mio.

CM: E quando l'hanno pubblicato?

NDC: Io li ho aspettati, il 2, domenica adesso lo metterò sul mio blog anche questo.

CM: Non ho potuto comprarlo il giornale quel giorno.

NDC: Ma vediamo se mi chiedono qualcosa, non mi chiedono niente, allora la storia la faccio io su mio padre, poi l'ho mandata ed era una storia bella era come se l'avessi incontrato. Ho incominciato dicendo ho incontrato un militare e poi, parlando di questo dialogo, soltanto alla fine poi si capiva che era lui e loro l'hanno messo in prima pagina ma non c'era nient'altro, non avevano preparato niente. A cosa serve avere tanti giornalisti antimafia che devono fare le inchieste, a mettersi a fare quelli che raccontano le verità e poi non ti ricordi infatti hanno cercato di recuperarlo, mi diceva Barbacetto che mi ha scritto per oggi, ma perché si son trovati davanti con *Repubblica*, *Corriere* e *La Stampa* che gli son passati davanti: è una memoria strumentale capisce, perché poi uno fa le sue battaglie per la trattativa stato-mafia ti caratterizzi per quello e poi perdi il mondo.

CM: Spesso c'è la critica durante le commemorazioni (per suo padre non le ho sentite), difatti hanno una scarsa risonanza mediatica rispetto a Falcone e Borsellino e spesso le critiche dicono che c'è una specie di sacralizzazione delle figure della lotta alla mafia tramite il processo di commemorazione, cosa ne pensa? Cosa vorrebbe rispondere?

NDC: Certe figure è giusto che vengano, che diventino parte della memoria collettiva e che vengano rispettate che ne venga valorizzato il meglio, senza naturalmente ignorare i limiti e non è che poi bisogna farsi condizionare. Ci sono delle forme assurde, secondo me ha fatto bene Dora nel documentario a prendere anche la questione della P2, ha fatto bene se sono delle debolezze vanno riconosciute, si tratta di grandi persone che possono avere avuto delle debolezze, la

grandezza non si misura dal fatto di aver avuto una debolezza ma per quello che si è fatto complessivamente. È chiaro che quando uno perde la vita è giusto valorizzare quello che ha fatto di buono e non passarci e sputare sopra, bisogna saperle guardare per quello che ci hanno dato, per quello che hanno insegnato, insegnamenti non ce ne hanno dato soltanto i morti. Penso a una figura come Antonino Caponnetto ha insegnato tantissimo, penso a un altro che ha fatto battaglia come Caselli o Spataro che hanno insegnato molto, Gherardo Colombo, ce ne sono di magistrati che hanno insegnato senza necessariamente morire. Purtroppo per la gente ha un'importanza in relazione alle persone che vengono a parlare e questo non è giusto, capisco il meccanismo, ma dovrebbe essere una promozione collettiva. Sulla sacralizzazione dicevo adesso il rapporto Falcone e la politica, Maria Falcone si arrabbia quando ho dovuto spiegarglielo perché in un libro ho scritto….perché me l'ha detto lui, cosa ci posso fare? Ma fra l'altro gli do anche ragione. Falcone andava molto con i piedi di piombo quando doveva coinvolgere i politici, perché diceva "io devo avere 100 volte in più le prove perché se no mi smontano al processo e poi mi impediscono di portare avanti anche il processo nei confronti delle organizzazioni criminali". Non era una concessione che faceva alla politica, ormai viene presa così, non era una mancanza di coraggio ma una prudenza nel gestire quello che poteva essere gestito era realistico, me l'ha detto qui a Milano mentre eravamo in macchina, andavamo a Desio e io l'ho raccontato, non è una diffamazione

CM: Maria Falcone gliela rimproverato?

NDC: Sì voleva farmi causa, l'ho scritto su un libro, anche gli altri lo hanno letto così, come un'accusa perché c'erano state le accuse a Falcone di tenere i nomi dei politici nei cassetti, giuste anche, ma non era quello, non volevo dire quello e che lui sapeva benissimo che certi livelli dovevano essere gestiti. Tant' è che poi non è che non c'è andato, perché Ciancimino l'ha incriminato, i Salvo li ha incriminati, ma sapeva benissimo che toccare qualcuno significava avere le reazioni di partito della stampa ed essere nel mirino della mafia, poi andava nel mirino di tutto un sistema che non gli avrebbe consentito di fare le indagini, perché non è oggi è 30 anni fa, lui me lo disse credo che fosse l''84-'85 questo. Però la sacralizzazione è il rispetto per le persone e la comprensione dei contesti in cui operavano le persone. Non è possibile che io non posso testimoniare una cosa che mi ha detto lui sapendo che me lo stava dicendo, che non aveva davanti un cretino comunque, aveva davanti il figlio di una vittima che uno possa dire perché se no gli altri pensano che o che lo stesso potrebbe essere per mio padre. Io credo che dovremmo essere più anche rispettosi nei loro confronti cioè la sacralizzazione significa questi sono grandi personaggi questo a loro dobbiamo tantissimo questo paese se ha fatto qualcosa, se ha tenuto, se è andato avanti e non si è fatto conquistare dalla mafia, lo deve a loro. Detto questo le persone vanno viste per il contesto in cui hanno operato così come se dovessi giudicare me certe volte, posso aver richiesto degli aiuti a partiti, istituzioni, persone. Certo, sicuramente, io sono stato all'inizio aiutato da Craxi, ma non è per questo che io fossi stato a tangentopoli. È vero che mi ha aiutato perché non essendo dentro la DC, e potendo lui anche in un certo momento tra virgolette "usare", però mi ricordo che nei telegiornali dove comandavano i socialisti TG2, io ero chiamato il professore Dalla Chiesa, avevo spazio che avrei dovuto avere, sono stato un po' difeso all'inizio poi siccome loro in realtà, una volta morto mio padre i rapporti con i cavalieri del lavoro di Catania li tenevano loro e non si dimostravano dei grandi anti-mafiosi, ho cominciato a criticare anche loro e venivo accusato. Poi c'è una lettera di ingratitudine, perché ero stato appoggiato, però se io dovessi dire mi ha aiutato Craxi, sembro quello che stava con il latitante di tangentopoli. Bisogna saper vedere le cose che sono accadute con molta onestà, io credo che il paese abbia la sacralizzazione, penso che il paese faccia molta retorica su queste persone invece di assumere gli insegnamenti di queste persone per cui possiamo trovare dei cialtroni che commemorano Falcone o mio padre, persone senza valori che li commemorano, persone che magari hanno rapporti con la mafia che li commemorano e che parlano della loro grandezza questo offende, ma non il fatto che dei normali cittadini lo ricordino o abbiano il piacere e la voglia di ricordare.

CM: avevo una domanda ma alla fine mi ha già risposto però come mai non è stata creata una struttura per promuovere ….

NDC: Dunque si pose questo problema, si pose il problema di fare una fondazione Dalla Chiesa e io ero troppo giovane per farlo e questo glielo dico sinceramente, cercò di aiutarci mio zio Romeo che era fratello di mio padre che ci è stato più vicino che è venuto a Palermo…

CM: Quello che voleva recuperare l'agenda?

NDC: Sì, è stato lui a prenderla, è stato bravissimo. Diventava una cosa troppo formale, con dentro questo con dentro quell'altro, poi una volta me lo propose Cossiga e mi disse: "facciamo una fondazione per suo padre lo chiediamo a Ruffini, Andreotti…" Io sono sbiancato: "ma cosa sta dicendo?" e da lì Cossiga non si è fatto più sentire.

CM: Secondo lei questo può essere interpretato come un tentativo di controllare, di riappropriarsi…

NDC: Ma no, la memoria non potevano… Noi non abbiamo i mezzi della fondazione Falcone, questo è un organismo che ha un sacco di mezzi… Noi, ha visto il film di ieri, non hanno avuto un euro da nessuno. È una forza popolare certo, io il problema me lo pongo, se perfino i giornalisti del *Fatto* lo attaccano dandogli del depistatore, quando io non ci sarò più chi lo difenderà? Questo è il mio proposto di memoria che non ho più 30 anni, io vedo che non bastano 30 anni…

CM: Sì ma il fatto non è che adesso si sono un po', magari sto esagerando io, stanno scavando il filone del depistaggio e lo applicano un po' a tutti quanti senza guardare in faccia nessuno e più una cosa commerciale!

NDC : Ma certo! A ragione, commerciale, io faccio il grande giornalista e adesso vi spiego io come sono andate le cose, no tu ci stai depistando perché non è la verità, infatti io non sapevo che Dora avesse preso quelle risposte sul caso De Mauro ieri, non so se ha notato, perché le risposte erano proprio sul caso De Mauro.

CM: Che risposte?

NDC: Di mio padre, quando lo intervistano da colonello parla proprio del caso De Mauro e dice "se oggi avessero seguito la mia pista oggi non sarebbe…" Lui ne era convinto, ma quale depistaggio! E non sono ancora convinto che De Mauro sia stato ucciso per il caso Mattei, perché noi dobbiamo andare dietro le cose, è vero che il fratello di De Mauro non pensa che sia stata la mafia e questo me l'ha detto, se il caso Mattei sia incompatibile con delle ricerche sulla droga, noi non lo sappiamo, noi non lo sappiamo. In ogni caso lì, si vede che mio padre era convinto, altro che depistaggio, cioè se io ho una convinzione, posso anche sbagliarmi ma non sto depistando nulla, in buona fede sto seguendo una pista. No, una fondazione non c'è perché ho avvertito che sarebbe stata una cosa con molte presenze istituzionali, grandi imprenditori, sono quel modo di ricordare in cui non bisogna più attaccare il potere, io non potevo farlo, perché io capivo chi avevo davanti, questi avevano ucciso.

CM: L'Arma in quanto istituzione secondo lei è perché per dedizione e senso dello stato non può prendere posizione….

NDC: Dunque è successo un fatto molto increscioso su cui feci un'interrogazione parlamentare, la feci fare dai miei colleghi, che quando c'è stato un calendario storico dell'Arma… Ma la sa questa cosa?

CM: Sì l'ho letta in *Album di famiglia*.

NDC: È pazzesco quello, pazzesco. Ma come? Ma è il carabiniere più conosciuto della storia d'Italia e non lo citi né nella sezione antiterrorismo, né nella sezione della lotta alla mafia, e citi gli altri? Ma come si fa a nascondere il proprio gioiello? Se uno va nelle stazioni dei carabinieri, uno trova la foto di mio padre insieme a quella del presidente della *Repubblica* e tu fai il calendario e non lo citi? E lì mi sono domandato: "Ma non lo citano perché c'è il governo Berlusconi e io sono uno degli avversari del governo Berlusconi, uno che faceva i girotondi in piazza? Perché hai paura, in questo modo, di accreditare me? Perché il cognome si trasferisce?" Per questo dico che è una cosa che mi marchia tutta la vita.

CM: Certo, e non ha avuto risposte dall'Arma?

NDC: Una risposta assurda, infatti anche mio zio Romeo si arrabbiò moltissimo, si offese, la risposta è perché è un ufficiale che ha fatto il '68. Ma chi stai prendendo in giro? Ha fatto il '68 e non può essere un capitano, ha fatto il '68 ha la mia età non poteva essere un capitano dieci anni fa? Sarà stato un colonello, quindi non è un capitano che ha fato il '68, e che voi avete avuto paura di nominarlo.

CM: È interessante anche la risposta nella sua assurdità.

NDC: È solo una risposta di fede.

CM: Quindi l'essere un carabiniere può avere condizionato la costruzione della sua memoria, mi riferisco soprattutto al paradosso della figura di suo padre molto conosciuta, commemorata nelle scuole, nel lavoro diciamo sul campo… Però, delle quattro le figure che studio, è quella che ha conosciuto una scarsa fortuna editoriale a parte i libri suoi i libri di Arlacchi e quello adesso di Bolzoni, ci sono pochi libri a meno che me ne sia persi.

NDC: Arlacchi non ne ha scritti..

CM: Sì non c'è "morte di un generale", vecchio vecchio

NDC: No, *Morte di un generale* è un libro che fece mondadori con dieci autori c'era Arlacchi, Stajano, Bocca, è stata una cosa fatta sul momento, non è che siano stati fatti libri. Adesso ne è uscito uno di Luciano Mirone che fra l'altro è uscito per Castelvecchio in questi giorni. Fra l'altro è anche un amico e quando mi è venuto, "ma senti anche tu, metà del libro su mio padre dedicato a Pecorelli, Moro, ma basta!" "Ma l'ha detto la signora Setti Carraro"…..ma la signora Setti Carraro era una signora a cui mio padre non rivolgeva la parola, ora devo fare i conti con quello che ha detto la signora Setticarraro che non sapeva nulla o quello che dice quel maresciallo Incandela che ha citato Caselli, il quale quando si pentì Peci, per poco non passava agli servizi segreti, dovette correre mio padre a bloccarlo. Io devo fare i conti per la storia di mio padre, non con quello che tutti hanno visto o quello che ho visto i,o ma con quello che dice la signora Setticarraro dice Incandela, "ma sei scemo" gli ho detto. Ma è possibile che la storia si faccia con le persone che non ne sanno nulla? Ma è incredibile questo, incredibile! Esce un libro e metà delle pagine sono su Pecorelli, Mirone mi guardava con stupore e dice "ma come, l'ho trovato scritto" hai trovato scritto ma vedi qui quello che è successo non quello che trovi scritto: Pecorelli, mio padre chissà se si sono conosciuti e siccome dico chissà se si sono conosciuti perché non ho mai sentito quel nome in casa e l'aiutante maggiore di mio padre mi ha detto che non ha mai telefonato, "però io non posso escluderlo" e anche il figlio non esclude, ma cosa il figlio non esclude, per onestà dico non lo escludo, io non l'ho mai sentito. Incandela è stato presentato da Santoro in televisione come braccio destro di mio padre, da Santoro, non mi ha mai spiegato perché due volte lo fa ed è stato l'inizio della diffamazione sistematica perché Incandela è negli atti giudiziari.

CM: E appunto come mai la figura di suo padre cristallizza così tante polemiche memoriali? Mi sembra che ogni anno ne venga fuori una.

NDC: C'è questo rigurgito, il potere, il palazzo non lo digerisce perché gli ha creato un problema tant'è che l'hanno ucciso, la sinistra gli sta qui che un ufficiale dei carabinieri possa essere… Non è nelle sue corde.

CM: Ma uno come Borsellino che era chiaramente di destra.

NDC: Ma è un magistrato, Borsellino non è stato mai vissuto come un repressore. Perché Caselli ha tanti problemi? Perché anche lui ha dovuto lottare contro il terrorismo, adesso ce l'ha con quelli della TAV e la sinistra non digerisce certe figure. Borsellino non ha mai toccato la sinistra con le sue inchieste, mio padre sì. Quanti erano quelli di sinistra che erano pronti a scrivere, a sottoscrivere "è innocente questo, impossibile che sia un terrorista e giustizia è stata fatta" quindi l'hanno assolto due anni dopo lui stesso confessava come è successo con Fenzi a Genova. Fenzi è un professore di lettere uno della mente delle brigate rosse, poi l'ho conosciuto fra l'altro quando sono stato a Genova era una delle menti delle brigate rosse, però tutti giuravano sulla sua innocenza, e quando lo hanno assolto, giustizia è stata fatta e mio padre fece quel discorso dell'ingiustizia che li assolve, polemiche degli avvocati di sinistra contro mio padre, perché le sentenze si rispettano, ma lui sapeva di avere le prove tanto che poi due anni dopo quando viene preso Fenzi confessa. Però tutti a non dire, scrivere, firmare a fare le raccolte di firme a sostegno di questo o quell'altro come con Toni Negri.

CM: Quindi di libri su suo padre alla fine…..

NDC: Sì sono, questo qui e…ripeto, vanno in quella direzione, è solo per fare i misteri.

CM: Perché fa vendere...

NDC: Ma sì, pensano che sia commerciale.

CM: Alla Feltrinelli c'è scritto, misteri, "la banda della magliana", adesso c'è proprio un filone commerciale abbastanza allucinante su questa tematica. Quanto pensa sia importante l'impegno civile e/o politico dei famigliari delle vittime?

NDC: È insostituibile. È insostituibile, anche perché le vittime sono tante e c'è sempre un ricordo personale capisce, purtroppo, per selezionare chi viene ricordato di più. Io mio padre, poi ci sono quelli che hanno la fortuna di avere dei figli che sanno scrivere come Fava e altre volte invece… Livatino l'ho tirato fuori io perché avevo un senso di colpa perché noi, quando lui è stato ucciso, non sapevamo neanche chi fosse. Mi telefonò Carmine Mancuso dicendomi: "hanno ucciso Livatino, hanno ucciso un giudice non mi ricordo il nome, disse, ad Agrigento". Se noi da anni abbiamo capito che i giudici devono essere difesi, facendo parlare di loro, mettendoli sotto i riflettori (come è possibile che uno impegnato contro la mafia non sapesse neanche che nome avesse?), vuol dire che non abbiamo fatto abbastanza. In realtà non sapevo che lui fosse così schivo, riservato, per cui non faceva incontri pubblici e poi Falcone disse proprio, in un articolo

sulla Stampa: "fra tre mesi, un anno nessuno ne parlerà più, nessuno saprà più chi era Livatino", e allora l'ho voluto fare, poi chi c'era, Livatino, c'erano due anziani genitori, c'era la sua maestra la sua professoressa Ida Abate, se io non avessi fatto Livatino per questo senso di colpa personale, noi ce lo saremmo dimenticati, come Giangiacomo Ciaccio Montalto come altri. Impastato se non ci fosse stato Umberto Santino al centro Impastato a lavorare per lui, poi certo è passato dai "Cento passi" dal film, è proprio un problema di chi c'è in famiglia, della forza che si riesce a esercitare, per fortuna ho due figli che si sono appassionati a questa cosa che sono capaci di farsi sentire.

CM: Molto bello in "Album di famiglia" quando racconta di sua figlia che alza la mano…

NDC: Sì, con quel cialtrone…

CM: Ultima domanda: da quando fa parte di *Libera*, prima aveva l'impegno politico, adesso l'impegno associativo, si è evoluta la sua concezione dell'impegno pubblico?

NDC: Ecco *Libera*, sulla memoria per fortuna c'è *Libera*, per fortuna questa è una grandissima cosa di don Ciotti non è soltanto i beni confiscati, ma questa cosa della memoria, che tutti hanno diritto alla memoria, questa è una cosa importantissima che ci sia un associazione che la fa, la coltiva, la difende, insegna hai ragazzi, questo è importantissimo. Sì, è un impegno pubblico più bello che quello di partito, e poi è così screditata la figura del politico in Italia che… Mi ricordo che quando ero sottosegretario lavoravo fino a mezzanotte al ministero, viaggiavo sempre, cercavo di fare… Avevo poco tempo a disposizione e quindi cercavo di fare il più possibile e di lasciare anche un segno della mia presenza. Mi capitò di passare davanti l'università statale durante una tesi di laurea, classici vestiti dei genitori, amici tutti intorno, e sentì dietro "Va a lavorare!". Da professore dell'università nessuno si sognò di dirmelo, purtroppo è così, anche se uno può lavorare tre volte quello che lavora un professore, io poi lavoro molto con i professori universitari tantissimo, però è chiaro che si è prodotta una situazione in cui il politico, chi fa politica, ha poi questo handicap che dentro i partiti quello che dici non conta niente, poi il sistema televisivo, giornalistico è fatto in un modo tale che bisogna sparare fesserie per essere ascoltato, chi lavora seriamente no, perché non fa notizia. Quindi non si viene ascoltati nei partiti, nel proprio ambiente politico non si viene ascoltati, e anche nei giornali non si viene ascoltati. Quelli che fanno politica i collaboratori di giornali che vengono eletti in parlamento smettono di collaborare con il giornale. Quindi non si è ascoltati ne da una parte ne dall'altra, con *Libera* no, e poi il piacere di lavorare con molti giovani, non c'è questo mito dei giovani di *Libera*, però obbiettivamente è l'unica associazione che riesce a portare le sue manifestazioni decine di migliaia di ragazzi, non ci riesce nessuno. In questo senso è una memoria fresca, vitale di gente che non ha i pregiudizi, di gente che parte con ammirazione nei confronti di chi si è battuto con la mafia fino ad essere ucciso.

CM: Innanzitutto come descriverebbe suo padre?

FLT: Eh… Un esempio di…riscatto sociale, innanzitutto. Applicato a se stesso e nella pratica politica. Come lei sa, mio padre nasce in una famiglia di contadini poveri, alla periferia di Palermo, e il suo destino – come ebbe a dirgli suo padre – era che suo nonno faceva il contadino, suo padre faceva il contadino e anche lui era destinato a fare il contadino. Ma gli dice questo in occasione – mio padre non aveva neanche compiuto cinque anni – della sua richiesta (di mio padre) di poter andare a scuola. In questo diciamo, c'era già la volontà di riscatto cioè di non considerare gli assetti sociali come qualcosa di determinati. Non vuol dire nulla se uno nasce in un ambiente sociale, non vuol dire che debba morire nello stesso ambiente, specialmente se non vi si trova a suo agio. È chiaro in questo caso parliamo di condizioni estreme di povertà, di marginalità… Siamo ancora tra le due guerre, in Italia c'era ancora nobiltà feudale, la proprietà terriera e i contadini di allora non sono quelli che vediamo oggi. Se non schiavo o servi della gleba, erano comunque in una condizione di sudditanza e di negazione dei diritti molto forte. Questo moto interiore, lui poi, diciamo grazie alla sua capacità di lettura dell'ambiente nel quale viveva, lo traduce in un impegno sociale. Quindi quando si avvia a raggiungere la maggiore età, la sua volontà d'impegno nasce un po' prima di diventare maggiorenne (all'epoca diventava maggiorenni a 21 anni), lui matura questo diciamo alla fine delle scuole superiori. Prima di andare all'università, decide d'impegnarsi innanzitutto per quelli come lui. Ed è per questo che lui contraddistingue il primo periodo del suo impegno politico prendendo parte al movimento contadino per la terra. Questo impegno gli fa capire la consistenza dell'opposizione mafiosa a questo movimento ed il peso che l'organizzazione criminale esercitava nella società, e dell'ostacolo che quindi costituiva il potere mafioso, come lui ama definire, la mafia nella sua accezione non esclusivamente criminale ma di organizzazione in grado di controllare il territorio e influenzare i meccanismi di decisione, in particolare nel pubblico. Era uno dei principali – se non il principale in Sicilia – oppositore a ogni movimento di progresso. Lo tocca con mano in occasione della strage di Portella della Ginestra, che s'inserisce in questo disegno conservatore reazionario, che affronta appunto questo straordinario movimento di massa popolare che cercava di conquistare una posizione di progresso rispetto allo stato precedente, no? La riforma agraria, la distribuzione delle terre, la dissoluzione del grande latifondo con caratteri solo di rendite e non d'impresa vera, il che ci differenzia ad esempio noi italiani da voi francesi… I grandi latifondisti erano interessati a ricevere la rendita mensile più che occuparsi dell'impresa. Vivevano a Palermo piuttosto che a Parigi, i nobili siciliani. E quindi la sua evoluzione dall'impegno, chiamiamolo così, a fianco dei lavoratori in quanto sindacalista in impegno politico che fa del riscatto del suo popolo e della sua terra, la barra della sua navigazione e della lotta alla mafia, come principale ostacolo. Lui non era ossessionato dalla mafia in quanto tale, non nasce come un antimafioso (senza nulla togliere a quelli che nascono così) ma arriva a, insomma, considerare la mafia nel suo panorama di iniziativa e d'impegno politico come appunto un nemico da sconfiggere se si voleva completare quello che all'epoca si pensava di aver avviato, cioè l'autonomia siciliana, la capacità di autonomia di un popolo, quindi disegnare il proprio modello di sviluppo e quindi di progredire sul campo dei diritti, ecc. ecc. Cercherei di riassumerlo in questo modo. Se c'è qualcosa che vuole che specifichi, mi dica.

CM: Sì, certo. Suo padre le parlava del suo impegno? Lo definiva lui? Quel termine di riscatto che torna spesso, lo diceva lui?

FLT: Sì. Raramente riferito a se stesso ma più diciamo riferito all'oggetto del suo agire politico. Qualche volta ci teneva a farci capire veramente chi era lui, qual era la sua storia, da dove veniva. E d'altronde la cosa non era neanche tanto astratta e complicata perché, comunque, per esempio un pezzo della famiglia di mio padre ha continuato a vivere dove lui è nato. E quindi, insomma, poi la frequentazione familiare ci completava il quadro.

CM: Secondo lei, quali sono stati i momenti salienti del suo impegno?

FLT: Beh se possiamo così dividerli con l'accetta, il suo impegno saliente sarebbe quello iniziale perché anche molto di formazione. Come lui stesso si definisce, era uno studente senza nessuna esperienza pratica: veniva da una guerra che si era appena conclusa, che era stata preceduta da una dittatura, quindi non è che ci fosse, diciamo, una grande libertà di movimento. Quindi sicuramente l'impegno come sindacalista, che caratterizza la prima parte della sua carriera fino

al 1960, quando lo conclude lasciando la segreteria della Cgil siciliana. Poi, appunto quando traduce la battaglia antimafia come battaglia a tutto campo – che non era rivolta soltanto verso la mafia contadina che controllava il feudo e la forza lavoro – ma quando dai banchi del consiglio comunale di Palermo attacca il potere politico-mafioso che governava la città in quegli anni, denunciando anche con i nomi chi, secondo lui e come poi è stato dimostrato, era artefice di quel disegno disastroso di distruzione delle risorse e di corruzione della macchina amministrativa.

CM: Interventi per altro spariti dagli atti dei consigli comunali…

FLT: Eh sì… Gli anni '60 sono particolarmente dedicati al tema dell'autonomia siciliana e lì diciamo che lui arriva all'articolazione del disegno complessivo di realtà regionale (l'agricoltura, la città, l'ente sovraordinato di governo, in particolare di un governo con vari poteri, perché è un governo con una fortissima autonomia), negli anni in cui si giocava molto la possibilità di affermare il processo e il progresso autonomista o – come così poi è stato – vincolarlo a logiche di potere e quindi ridurlo, diciamo, ad un apparato amministrativo che godeva di molti spazi di manovra ma senza i risultati sempre attesi. Dalla fine degli anni '60, con il suo trasferimento a Roma e l'impegno politico nazionale, l'elezione alla Camera dei deputati, questo si colloca in un disegno globale perché metterla nell'agenda nazionale significava disegnare un quadro coerente globale. Quindi identificherei queste, diciamo, come fasi; quest'ultima caratterizzata da una sovrapposizione perché in quegli anni, lui continua a occuparsi sia di questioni agrarie, sia di questioni nazionali che di questione antimafia, che dei grandi temi internazionali che sono legati ai primi tre, con la ripresa di un filo che lo ha già visto impegnato negli anni '50 nella battaglia per la denuclearizzazione e per la pace, con l'impegno contro la costruzione della base missilistica a Comiso e per una soluzione negoziata nella trattativa sulla riduzione degli armamenti.

CM: Dopo l'assassinio di suo padre quali sono stati i suoi rapporti (e della sua famiglia) con la stampa e con i media?

FLT: (*silence*)

CM: Se ci sono stati…

FLT: Sì, sì… È in particolare mia madre che, diciamo, ha retto questo impegno in maniera preponderante rispetto ai figli, a mio fratello e a me, fino a tre anni fa. Diciamo che è stato puntuale, ovvero non è mai stato ricercato dalla famiglia, non abbiamo mai avuto un ruolo attivo, non siamo stati propositori ma perché sollecitati. E questo è avvenuto generalmente in occasione di, appunto, episodi puntuali o eventi processuali, che hanno fatto sicché, per la sentenza di primo grado o quella definitiva, o poi inseguito quando il processo per mio padre è stato unificato agli altri cosiddetti delitti politici (cioè con quelli del segretario regionale della DC, Reina, e del Presidente della Regione Sicilia, Mattarella). E poi, in occasione di eventi tragici, generalmente, oppure d'iniziative politiche nel Parlamento, in occasione dell'approvazione delle leggi successive a quella Rognoni-La Torre, promosse dal direttore degli Affari penali, il giudice Giovanni Falcone, nel periodo in cui stette a Roma. La cosa adesso, ad esempio, per quanto mi riguarda ora che mia madre non c'è più e tocca a noi figli, è più o meno dello stesso genere. È l'anniversario dell'omicidio dalla Chiesa: "quali erano i legami fra suo padre e il generale?"; oppure "si parla di una riapertura del processo, cosa ne pensa?"… Sì, diciamo, quando non ci sono fatti può accadere che la stampa venga in occasione della partecipazione della famiglia a degli eventi, e allora poi i giornalisti presenti a quella conferenza ne approfittano magari per fare qualche domanda, magari non nel merito della conferenza ma appunto: "è stata approvata…., è stato confiscato…, è stato arrestato…, quello ha detto…, lei cosa dice?"

CM: Quali sono stati i suoi rapporti con il mondo politico e le istituzioni dopo l'assassinio di suo padre?

FLT: Personalmente, io tra l'82 e l'87 sono stato funzionario della direzione nazionale del PCI e quindi ho avuto un rapporto diciamo di lavoro esclusivo, con una forza politica. Poi, per vicende mie personali di scelte di vita, ho vissuto poco in Italia e quando sono tornato, non ho avuto occasioni per sollecitare questo genere di rapporti. Anche perché, come dicevo prima, praticamente chi ci rappresentava era la mamma, bastava e avanzava, e ci sollevava da tante incombenze. In questi ultimi anni, mamma si faceva un po' vecchia, quindi l'abbiamo affiancata e quindi abbiamo dovuto condividere quel pezzo. Devo dire che dal punto di vista dei rapporti, questi diciamo non hanno visto noi sollecitatori. Ti faccio un esempio: in occasione degli anniversari, di volta in volta abbiamo sollecitato le istituzioni e/o partiti a promuovere delle iniziative. Meno è accaduto in contrario. Credo che sia normale.

CM: Ma in che senso "normale"?

FLT: Normale che, diciamo, chi è particolarmente interessato si attivi.

CM: Sì ma alla fine, era…

FLT: Ho detto normale, non ho detto giusto. Non ho detto buono, non ho detto bello, non ho detto brutto… Ho detto è normale che ci sia in genere questo squilibrio, no? Se a lei sta particolarmente a cuore qualcosa, magari me ne parlerà. Ma se a me non sta particolarmente a cuore, non è detto che le risponderò con la stessa passione, giusto? E non è detto che sia io a sollevare l'argomento, se non qualche volta posso anche farlo ma quando si fa il conto, alla fine la stragrande maggioranza delle volte è stata lei a porre sul tavolo quella questione. È anche normale visto il paese che nel quale viviamo, e da questo punto di vista in quasi tutti i campi, non sembra avere una grande memoria. O per lo meno, da un po' di anni a questa parte, che poi disgraziatamente coincidono con i trent'anni che ci separano dall'omicidio di mio padre, perché io penso che il processo di decadimento memoriale si attivi in quella fase lì… Perché mi ricordo io da ragazzo, vivevo in un mondo intriso di memoria, ma forse perché il passato cui si riferiva era più vicino, era più significativo (la guerra, la resistenza, le lotte sociali…), io sono nato nel '56, cioè quando ho cominciato ad avere un minimo di capacità erano gli anni '70 ed eravamo diciamo ancora abbastanza vicini a fatti che diciamo non avevano colpito un pezzo d'Italia… Dico perché non credo che ci sia una rimozione o una sottovalutazione o una difficoltà da parte delle istituzioni, delle forze politiche a fare i conti con questo pezzo che è quello dell'impegno civile in difesa della costituzione e contro quelle forze che si oppongono al processo di progresso e di avanzamento di un popolo utilizzando – perché la nostra è una democrazia giovane – non i mezzi democratici, ma come in Irak le bande armate per fare fuori gli avversari politici, ma perché le nostre istituzioni sono ancora giovani. Lo stesso accadeva negli Stati Uniti nei primi cinquant'anni di vita e in tutte quelle che noi consideriamo le democrazie liberali, o comunque parlamentari, rappresentative. Perché lo stesso avviene con la cultura, dove ci si ricorda di Federico Fellini nel giorno dell'anniversario poi però non c'è un'azione, non è costante: non è che tutti i giorni ci fanno vedere Federico Fellini in televisione, no? Però, da qui al fatto che poi ne parli una volta l'anno quando ricade la data di nascita o la data di morte, il gap è eccessivo. Nella scienza, in altri pezzi diciamo della vita civile e politica…è come appunto se ci fosse un processo di rimozione o comunque d'inaridimento, di difficoltà a conservare che attiene al singolo ma anche alle sue forme collettive. Nel caso del contrasto alla mafia e delle vittime della mafia, certo la cosa assume un sapore più amaro perché Federico Fellini è morto nel suo letto al termine di una carriera, magari poteva vivere ancora dieci anni, ci mancherebbe altro, venti… Però diciamo, lui un suo percorso lo ha fatto. E comunque, non è morto perché qualcuno lo ha ammazzato. Ma questo fa parte del discorso del potere mafioso.

CM: È stato, secondo lei, strumentalizzato l'impegno di suo padre? O la figura di suo padre dopo la sua morte? E se sì, da chi e a che scopo?

FLT: Sfortunatamente no. Non è stato strumentalizzato.

CM: Perché sfortunatamente?

FLT: Perché comunque per strumentalizzare, tu ne devi mettere in evidenza quelli che ritieni siano aspetti positivi, cioè utili a convincere qualcuno che tu, rifacendoti a quello, puoi fare del bene. E quindi devi parlare del bene. Ecco. E sfortunatamente no, perché è un'eredità molto pesante… Insomma è successo che alcuni abbiano strumentalizzato il suo nome e allora, come si dice in Sicilia, prima di pronunciarlo si dovrebbero sciacquare la bocca. Però anche lì, è avvenuto in circostanze precise, definite e ben limitate: in occasione di campagna elettorale dove il nome di La Torre ti poteva far strappare qualche applauso durante un comizio, o in occasione di ricorrenze, in quel caso dell'omicidio che è quella ricordata. Non è mai avvenuto in altre circostanze cioè che io costruisca la mia carriera politica strumentalizzando Pio La Torre, visto che lui facendo quelle cose ha avuto successo certo, evito di arrivare fino a dove è arrivato lui perché dopo magari m'ammazzano e non voglio… Non ci sono stati. Nessuno ha detto "sono io l'erede", no? In questo caso parliamo della strumentalizzazione nella sua accezione quella negativa, no? Non c'è stato, non ci sono state persone che si sono presentate dicendo "io sono l'erede, continuerò il suo impegno" e in qualche modo l'ha fatto, a modo suo. No. Il massimo che è successo, come le dicevo, è che in circostanze delimitate e precise qualcuno abbia utilizzato il suo nome per strappare qualche assenso, qualche consenso, anche ampio magari.

CM: Quindi gente della sua parte politica?

FLT: No! Ma no, non necessariamente… Non necessariamente, no… No. Perché da questo punto di vista, le vittime di mafia si prestano più di altre ad essere strumentalizzate oltre i confini dell'appartenenza politica, quando si parla di esponenti politici. Anche perché, poi gli esponenti politici uccisi dalla mafia sono una minoranza rispetto a tutto il resto. E gli uomini dello Stato, che sono una parte importante. Dal poliziotto di basso grado al presidente di una regione

piuttosto che d'un alto magistrato, quelli si spogliano dalla loro appartenenza politica e quindi è più facile per chi sta su un versante piuttosto di un altro, di appropriarsene, di utilizzarlo, di strumentalizzarlo.

CM: Come si svolge l'organizzazione delle commemorazioni? Chi se ne occupa? So che c'è il Centro Studi…

FLT: Beh, là c'è una commemorazione, una che è il 30 aprile, giorno dell'omicidio, nella strada, in via Turba dov'è avvenuto l'agguato, dove c'è una lapide con delle brutte foto diciamo un po'…

CM: Sbiadite…

FLT: Beh, diciamo che con *il tempo* è così. E solo quella. Solo quella di cui si fa promotore, oggi il partito democratico che è quello che diciamo ne rivendica l'eredità, prima erano i DS, prima era il PDS, prima era il partito comunista. A questa commemorazione prende parte diciamo la rappresentanza istituzionale palermitana, e quindi il sindaco piuttosto di un suo delegato, il prefetto, il comandante dei carabinieri… Nulla di altissimo livello, una dimensione palermitana.

CM: Possiamo chiamarla "commemorazione ufficiale"?

FLT: Sì, senza dubbio. Quella è la commemorazione ufficiale, sì, sì.

CM: Molto breve.

FLT: Molto breve, poi prendono la parola di solito dirigenti del partito, quindi è promossa ed organizzata dal partito e alla quale partecipano le istituzioni. Non sono le istituzioni che se ne fanno promotrici. Mentre invece ci sono state commemorazioni, celebrazioni, momenti diciamo di memoria, promossi o dalla famiglia o dal Centro Pio La Torre, o negli ultimi anni – perché ne ho conoscenza – delle cosiddette organizzazioni della società civile: i sindacati, Libera, l'ARCI, l'associazione locale di cui è sempre molto difficile tenere la rubrica. Però siccome da alcuni anni, da quando sto un po' più in prima fila ma me lo raccontava anche mamma, alcune le percepisco ma sono portato a pensare che ce ne sia qualcun'altra che non mi arrivano direttamente, anche perché poi, mi capita dopo d'incontrarla e mi dice "ah ma l'avevo cercata, ma sa che abbiamo organizzato, il 30 aprile, a Cuneo piuttosto che a Reggio Calabria, un'iniziativa dove abbiamo dedicato questo piuttosto che quell'altro…" Il trattore: una volta, i giovani (di sinistra, perché allora c'erano i DS) toscani organizzarono una raccolta di fondi a sostegno della cooperativa Pio La Torre, una delle cooperative di Libera giù, e gli hanno dato un trattore chiamato Pio La Torre, il trattore. Bellissimo! Mi piace! E poi c'era tutta una cosa, il 30 aprile… Non ci sono potuto andare, mannaggia, perché il 30 aprile è sempre complicato perché in genere vado a Palermo, in genere. Tranne quest'anno, per motivi vari ho anticipato, sono stato a Palermo il 27 che c'era l'iniziativa all'assemblea regionale.

CM: C'ero.

FLT: Ah sì?

CM: Giovanni, il segretario del Centro studi, mi aveva fatto mettere sulla lista quindi ho potuto vedere i parlamentari che erano presenti in quindici e che si addormentavano…

FLT: Sì.

CM: Ma anche questo mi dà materiale per la ricerca, è sempre interessante.

FLT: Per questo dicevo che la strumentalizzazione, magari ci fosse stata…

CM: Almeno un interesse più grande ci sarebbe stato. Io quest'anno su Gmail ho scoperto che si possono mettere delle allerte e mettendo il nome di suo padre, mi viene fuori tutti i giorni, tutto quello che si pubblica su internet su suo padre.

FLT: Dall'iniziativa piccola di parte?

CM: Difatti, tutte le iniziative di Cuneo… Insomma cercherò di fare un elenco completo nella tesi.

FLT: Posso chiederle quando ha iniziato?

CM: Ho iniziato a febbraio, di quest'anno. Prima delle commemorazioni.

FLT: E adesso a che punto siamo? In sei mesi cos'è successo? Quante ce ne sono al giorno?

CM: Avrò circa 300-400 pagine di copia-incolla di articoli, di cose pubblicate su internet, sulle iniziative.

FLT: Ma questo è un anno particolare.

CM: Sì ma è vero che in gran parte sono organizzate dall'ARCI, dalla Cgil, delle cose molto locali anche. Ma quando avevo fatto la tesi di specialistica, già su suo padre, avevo spulciato al Gramsci, tutti i telegrammi…

FLT: Ma com'è che nasce il suo interesse, se posso domandarle?

CM: All'inizio volevo occuparmi di mafia e politica...

FLT: E come mai?

CM: Mi ha sempre interessato. Mi sono sempre chiesta "ma come mai c'è la mafia in Italia?" E come mai continua questa cosa, come mai?

FLT: Quindi poi inizierà ad occuparsi della mafia in Francia, spero. Ho partecipato all'audizione della commissione CRIME, quella istituita dal Parlamento europeo sul crimine organizzato. E il giorno in cui ero lì, c'era anche un alto funzionario della polizia francese, che ha fatto una relazione dando un quadro preoccupante. Non parliamo di Cosa nostra, ma non parliamo neanche del clan dei marsigliesi, perché lui ci ha dato un quadro dove insomma parecchie situazioni di criminalità organizzata italiana e non, sono presenti al di là della costiera, a Parigi… La parlamentare francese, membro della commissione, ha chiesto la parola per dire "La ringrazio, dottore, anche perché è la prima volta che io sento un quadro del genere, organico. Capita spesso che leggiamo sui giornali che hanno fatto arresti, sequestri ma non mi era mai successo di leggere un pezzo dove si offriva un quadro generale, con i collegamenti". Denunciando il fatto che in Francia, l'informazione non si è posta il problema "ma questi fanno seriamente? Quindi magari andando a studiare, come si fa per le bande di giovani nelle periferie urbane, no? È un fenomeno di Parigi o è un malessere diffuso che prende anche altre forme? Non è che sempre rompono le vetrine ma che… e quindi c'è il giornalista che sta tre settimane in giro per la Francia a intervistare i prefetti, i commissariati, le organizzazioni, i preti… E invece su questo non c'è. Quindi io le dico, magari poi, dopo continua costituendo un gruppo di studio che studierà le mafie in Francia. Così non fate la fine dell'Italia! Uno dei motivi per cui le mafie si sono così radicate è perché c'è stata un'omertà diffusa, civile, gente che non voleva vedere, che si voltava dall'altra parte, che si rifiutava di riconoscere che a Milano, altro che infiltrazione! Questi si sono ben radicati!

CM: Dicevo appunto, guardando al Gramsci tutti i telegrammi ricevuti (ne ho contati, se non ricordo male 736)…

FLT: Quelli del 30 aprile 1982?

CM: Sì. Venivano dalla Palestina, dall'America latina… Per dire che comunque fece grande scalpore all'epoca… Ultima domanda generale: cosa risponde (se vuole rispondere) a quelli che criticano la specie di sacralizzazione delle figure della lotta alla mafia?

FLT: Sono d'accordo! Non c'è nessun motivo per cui si debbano sacralizzare e considerarli eroi, perché appunto sennò fa sembrare come se la lotta alla mafia la potessero fare solo persone straordinarie. E invece è una pratica che richiede un impegno costante, perché la mafia leva i diritti primari: diritto d'espressione, di lavoro, di fare impresa, vivere in un ambiente sano, sicuro… E poi, nel caso di mio padre, ma anche nella stragrande maggioranza dei casi, si parla di persone che facevano il loro, il loro. Senza offesa, ma erano gli altri che non lo facevano.
Se è un poliziotto cerca di sconfiggere una banda criminale e dedicare un impegno forte perché quella è una banda criminale importante, non è che è un eroe.

CM: Giovanni Chinnici dice appunto che rifiuta completamente l'etichetta di eroe per suo padre perché è contro producente.

FLT: Credo che chiunque dei familiari lo rifiuti, poi nel mio piccolo posso anche immaginarlo come un eroe, ma quello è un discorso di affetti.

CM: La sua famiglia è stata coinvolta nella creazione del centro studi Pio La torre?

FLT: Nella creazione, io credo di no, non mi ricordo.

CM: Fu creato credo nel 1986.

FLT: Coinvolta nel senso d'informata? Sì, certo.

CM: Sì ma partecipazione attiva?

FLT: Devo dire di no, non tanto. Il centro Pio La torre, sa a Palermo, noi stavamo a Roma, il centro agisce principalmente su Palermo, sulla Sicilia, le risorse, poi non è che sbaglia, anche se da un po' di tempo sta avendo una proiezione nazionale e in quel caso la famiglia dà tutta la mano che può dare. Parlo di me, io ho avuto una percezione di rilevanza. Credo di aver partecipato i primi dieci anni di vita del centro, forse quindici, con una o due iniziative, per mia madre posso dire lo stesso.
Questo non ci vedo niente di male, io personalmente sono convinto che questo genere di iniziative devono nascere al di fuori della famiglia, anche perché in famiglia ho avuto esperienze con altre iniziative similari, fondazioni fatte per una persona dove la famiglia ha voluto giocare un ruolo importate, non ha fatto bene né alla famiglia né all'istituzione di riferimento l'associazione, il

centro studi, sempre. In questo caso certo il conforto, il sostegno il contributo della famiglia avrebbe potuto produrre qualche beneficio e quindi il fatto che non ci sia stato per un lungo periodo diciamo un rapporto sinergico magari diciamo danneggiato, no? Non ha contribuito a quello che il centro ha fatto. Però meglio così che l'opposto, che viverla come una cosa propria per cui tu mi devi dire quello che vuoi fare e io ti devo dire come lo devi fare, non mi piace e allora….In piena autonomia loro hanno scelto di non appoggiarsi alla famiglia, mia madre anche, avendo un ruolo decisivo, non ha mai detto: "senza di me non andate da nessuna parte", c'è stato un rispetto reciproco nei ruoli, intanto è capitato di incontrarsi. Negli ultimi anni con Vito Lo Monaco, anche perché penso che le persone fanno la differenza, c'è stata una forte collaborazione, ci siamo ritrovati a collaborare in più di un occasione e va bene sempre su quel principio che il centro è il centro, Vito è il presidente è lui il responsabile poi ovviamente nulla impedisce di dire se uno è d'accordo:" bravo hai fatto bene" e se non è d'accordo dire "secondo me è sbagliato". In genere non c'è mai stato bisogno di questo secondo, motivo più che bisogno, anche perché lui ci tiene quando la famiglia è coinvolta o potrebbe essere coinvolta da particolari iniziative che promuove, di parlarcene prima. E devo dire che anche da parte nostra ogni volta che c'è venuta in mente di fare qualcosa lo abbiamo in genere lo abbiamo informato o gli ho chiesto se voleva farlo al posto nostro perché pensavamo che fosse meglio che la promuovesse lui un'iniziativa come è stato per la medaglia al valore civile che il Presidente della *Repubblica* ha consegnato ai famigliari Di Salvo e alla nostra famiglia, l'idea è stata nostra della famiglia, ne ho parlato con Vito ,"però è meglio che la faccia tu" questa è stata la richiesta.

CM: Quindi questa è stata una richiesta della famiglia?

FLT: Sì.

CM: Io pensavo venisse da Napolitano.

FLT: No perché ci siamo messi un po' nei suoi panni. Questo era l'anno in cui veniva presentato il portale, con una cosa della Camera dei deputati, del Senato, insomma del Parlamento, e sapevamo che il Presidente ci sarebbe stato. E che fa? Lui si presenta alla siciliana, no? Cioè si presenta senza niente in mano… Io ho detto: "Ma?! Perché no? Tanto a lui non costa niente…" Ho detto a Vito: "Senti, che ne pensi? Mi hanno detto che lui ci sarà. Perché non gli diciamo che in quell'occasione… Così lui si ritaglia il suo spazio" Perché, avendo fatto tutti il "militare a Cuneo", come diceva Totò, "siamo uomini di mondo". E infatti, poi così è stato. O come quando si pensava di mettere a posto la bancadati, Vito mi chiamò e chiamò altre persone (parlamentari che avevano lavorato con mio padre all'epoca) e disse che bisognava sistemare l'archivio del processo.E lui mi chiese di chiamare Fini e di vedere se li si trovava qualche maniera. L'ho chiamato e abbiamo organizzato un incontro e fortunatamente lui disse che non poteva far nulla, però che avrebbe interessato Bertinotti, presidente della fondazione che ha come mandato la fondazione quella di valorizzare il ruolo e il contributo dei parlamentari, quindi lì si è messo in piedi una sinergia con la commissione antimafia che ha consentito di fare questa operazione importante.

CM: Bella iniziativa. Quanto essere stato un uomo politico possa aver condizionato la memoria di suo padre?

FLT: Guardi non lo so, perché non è raro che al di fuori dei circoli politici, mio padre non sempre venga ricordato come uomo politico ma talvolta come magistrato, perché come si diceva prima, son pochi i politici vittime della mafia, e allora si fa magari un po' di confusione e siccome invece i magistrati diversamente ce n'è stato qualcuno di più ucciso e allora uno pensa cha anche La Torre fosse un magistrato, perché la legge così.. Non credo che non ci siano state delle penalizzazioni particolari. Ci pensavo e ne parlavo anche con Nando, per esempio Dalla Chiesa quest'anno è stato quello meno ricordato di tutti, e non era un politico, e non credo che se uno é carabiniere è penalizzato, non credo che sia un problema della categoria di appartenenza, non credo. E' quel cocktail malefico fatto di scarsa memoria, difficoltà da parte dei mezzi d'informazione, di star dietro a queste notizie al di là della notizia, questi eventi, fatti, storie di una certa ritrosia di un pezzo della politica e delle istituzioni, di parlar di questo perché hanno uno scheletro dentro l'armadio, penso che dipenda più da questo e riguarda più o meno tutti, tranne casi eccezionali, Falcone e Borsellino, ma Chinnici, Costa, Terranova la lista lunga, poliziotti e carabinieri, sindacalisti, qualsiasi professione, cioè in quanto vittima della mafia vieni rimosso in quanto politico, carabiniere o sindacalista.

CM: Sì però con Dalla Chiesa, è un'impressione mia, lo dicevo ieri a Nando Dalla Chiesa e mi diceva perché l'Arma in quanto istituzione non può prendere posizione.

FLT: Sì, però questo non impedisce a farlo a tutti gli altri, e allora lì Dalla Chiesa come tutti gli altri, tutte le altre vittime, subisce più o meno, tranne qualche eccezione il medesimo trattamento di

rimozione collettiva, di ricordo solo il giorno del compleanno o della morte, ovvio poi ognuno ha la sua spiegazione. Nel caso di Dalla Chiesa perché l'Arma come istituzione e per La Torre perché non c'é più il partito comunista e quindi gli altri sono diciamo per eredità successiva. Questo è un pezzo della spiegazione, secondo me la parte comune la più rilevante é dovuta più a quel meccanismo di rimozione, sottrazione, omertà che riguarda, che interessa la generalità delle vittime.

CM: Qual è stato il ruolo del PC e poi di tutti gli altri fino al PD, nella promozione della memoria di suo padre?

FLT: Frammentaria, non organica, occasionale, ma anche perché bisogna dire in particolare dopo il PCI quindi la seconda *repubblica*, l'impegno antimafia non è diventato come altre cose una priorità, una cosa rilevante nell'agenda politica. Come ripeto nelle occasioni in cui parlo in pubblico, mentre trent'anni fa nella percezione pubblica dell' elettore, dell'elettrice c'erano delle forze politiche antimafia al di là che poi uno le votasse o no, il movimento sociale a destra, il partito comunista a sinistra che apparivano in una percezione come partiti antimafia, per motivazioni diverse con strategie diverse. Oggi questo non c'è, perché non è nell'agenda, quindi non è nella comunicazione politica e quindi questo si riflette nella percezione, e questo significa rispetto alla sua domanda che dai DS in poi non c'è stata quella cura e attenzione a coltivarne la memoria.

CM: Secondo lei, man mano che passano gli anni, possiamo parlare di depolitizzazione nella figura di suo padre?

FLT: No, questo no perché lui porta con sé un patrimonio politico che non è annacquabile, gente sindacale, battaglie per la pace contro la mafia, no depolitizzazione no, anzi credo il contrario perché invece viene avvertito come un esempio di buona politica in un momento di crisi della politica, nel discorso pubblico La Torre è abbinato alla buona politica.

CM: Credo sia leggendo gli atti del convegno per il ventesimo anniversario che ha fatto il centro studi di Pio La Torre, sul filmato che hanno fatto sui discorsi fatti, a me era sembrata appunto che insomma ci fosse una depolitizzazione della figura, non che…

FLT: Che cosa intende per depolitizzazione?

CM: Nel senso che diventava una figura universale, usciva dall'unico ambiente di sinistra era molto più valorizzata la lotta per la pace era addirittura paragonato a Yitzhak Rabin a tante figure universali, Martin Luter King, mi aveva proprio colpita questa cosa nei discorsi.

FLT: Con tutto il rispetto per il centro, un convegno del ventennale non è che, nel trentennale invece questa parte è molto precedente e in tutte le occasioni nelle quali ho partecipato pubbliche, non ho mai avvertito questa intenzione, questo indirizzo di svuotarlo diciamo del suo contenuto di uomo politico impegnato nella politica….

CM: SÌ, ma senza svuotarlo ma mettendo più in risalto l'ultimo periodo. Durante le mie ricerche nella stampa ho notato una scarsa eco mediatica anche nei giornali di sinistra delle commemorazioni di suo padre, la stampa di destra proprio non se ne parla. Come si spiega questo vuoto mediatico, questa mancata attenzione mediatica?

FLT: Non è che in passato fosse diversamente, non è un problema del trentesimo anniversario.

CM: In generale sui trent'anni. Io ho seguito dall '82 all'87 tutti gli anni, tutta la stampa nazionale e dopo dall'87 in poi faccio ogni 5 anni e credo nell'86 è esplosa la centrale di Cernobil, fino all'86 se ne parlava, poi è esplosa Cernobil e si parlava solo di Cernobil e da quel momento è sparito Pio La Torre perfino dai quotidiani nazionali tipo *repubblica*, corriere.

FLT: Credo che sia sempre per quel discorso di una difficoltà di affrontare diciamo la storia della figura dell'uomo al di là delle ricorrenze, in occasione delle ricorrenze si denota, da una parte che chi lo fa, lo fa come per obbligo, perché mi appartiene e quindi devo farlo, nel manuale di volo devo fare quella manovra perché se non la faccio l'aereo non parte.

CM: Ma quindi, quando dice "mi appartiene", parla della stampa di sinistra?

FLT: Sì, e di questo limite ancora che fa si che, non si intenda la battaglia antimafia come una battaglia che non ha parti. Parlare di mafia non paga, lo fai solo quando ci sono le brillanti operazioni o i tragici fatti di sangue e il dibattito politico è monopolizzato da Casini ha detto a Vendola che ha detto a Bersani che ha detto a Fini che ha detto a Renzi, perché io giornalista lavoro in quel giornale perché mi ci ha messo Fini, Vendola, Casini qualcuno di loro in genere e che siccome poi sono loro che comprano i giornali io scrivo le cose che loro piace leggere, in modo tale che sanno tutti i pettegolezzi, ha letto su *Repubblica* che ha detto: "ah ciao hai letto la mia

dichiarazione sul *Corriere*?", "domani esco su una cosa che ho detto al *Giornale*". C'è il dibattito politico ridotto al grande fratello, cioè la politica vista dal buco della serratura, complicità diverse appunto di chi fa informazione e di chi fa politica e chi ha corrotto l'informazione in quel modo lì cui dicevamo prima. Non c'è mai stata una grande scuola politica di giornalismo a parte pochi giornali e qualche redazione. Poi torno a dire alla fine degli anni '80 si è rotto tutto e non è ricominciato più nulla, bene, c'erano cose tutte frantumate e questo si riflette in generale in particolare su un tema che appunto è molto complicato perché chiama in causa molti di noi in termini di co-responsabilità. Il peggio è che ancora oggi si presenti una battaglia antimafia come una battaglia contro un'organizzazione criminale punto e non come un contro potere, la dice lunga, perché o sono miopi o sono ignoranti o sono complici. Non c'è altra spiegazione o non vogliono vedere se sono affetti da miopia. Poverini, sono quelli che non ce la fanno, non si appassionano non gli piace e quindi non entrano nel merito, non approfondiscono e rimangono alla superficie, la mafia è come la banda bassotti, un po' più pericolosi, un po' più brutti ma sono come la banda bassotti. Chi invece non vuole e chi invece sa che è meglio lasciare le cose in questi termini parlarne con la banda bassotti perché poi se alza il coperchio magari trova roba che riguarda lui o lei, in genere sono uomini.

CM: Sciascia diceva "il nostro è paese senza memoria", quindi secondo lei ha ragione?

FLT: Sì, questo sicuramente.

CM: Quanto pensa sia importante l'impegno civile e/o politico dei familiari delle vittime? So che sua mamma si era impegnata politicamente dopo.

FLT: Si è molto importante, non c'è dubbio. A parte per quell'effetto emotivo, detto un po' cinico, cinicamente, il pubblico si trova davanti un testimone della sofferenza, questo crea empatie molto forti e mette in difficoltà e diciamo alimenta il senso di colpa o del debito da parte delle istituzioni, delle forze politiche che comunque non è che possono dire io sono contro la pace, sono per la guerra e lo sterminio di massa no? Tutti sono contro la mafia e tutti sono contro la guerra, contro la fame nel mondo e quindi quando si trovano davanti un familiare devono comunque dirlo più forte questo no? per chi c'è l'ha deve alleggerire il senso di colpa, per chi non ce l'ha compreso mio papà per mandare un segnale, quindi sì credo che sia importante e molto utile.

CM: In tutti questi anni, lei da quanti anni è che è impegnato con Libera, dalla creazione?

FLT: No, no è roba recente, tre anni.

CM: In seno a Libera si è evoluta la sua concezione dell'impegno civile?

FLT: Beh certo, perché loro sollecitano, organizzano, ti chiamano a elaborare, a pensare, a partecipare, hanno fatto da moltiplicatore, animatore, soggetto stimolatore. Ci mancherebbe altro, se no che ci stanno a fare? No è vero ci stanno quelli che fanno finta.

CM: Si è molto, ero al convegno di Libera l'anno scorso a Torino e c'era una tavola rotonda sull'importanza di usare il famigliare sui progetti didattici in generale e sull'uso dei familiari nelle scuole.

FLT: Poi ci fa bene anche a noi devo dire, a elaborare il lutto.

CM: Lei va nelle scuole?

FLT: Pochissimo perché io lavoro.

CM: Posso chiederle che lavoro fa?

FLT: Attualmente mi occupo di sviluppo urbano, lavoro per la società del comune di Roma che fa interventi di trasformazione urbana sia sul fronte del marketing territoriale che dei progetti internazionali quelli sostenuti dall'unione europea di sviluppo territoriale, ma questa è una parentesi, spero che si chiuda al più presto. Io negli ultimi vent'anni mi sono occupato di cooperazione internazionale, relazioni internazionali in particolare tra città del mediterraneo, diciamo il grosso, ho vissuto a Gerusalemme, prima venivo dalla cooperazione non governativa, ho vissuto a Gerusalemme nei primi anni novanta, coordinatore di un gruppo di ONG italiane. Questo dopo la propaganda comunista.

CM: Io la ringrazio.

CM : Tout d'abord, *Cose di Cosa Nostra*, comment est venue cette idée de publier les entretiens avec Giovanni Falcone ?

MP : Ce n'est pas le projet de publier, c'est le projet de faire un livre. Il a fallu que je le convainque, ça faisait au moins 4, 5 ans que je lui disais : il faut faire un livre, il faut faire un livre, chaque fois, il me disait ce n'est pas le moment, ce n'est pas le moment. Il y avait eu même un éditeur français qui lui avait envoyé une lettre absolument figuriste et dithyrambique qui commençait comme ça :
Excellence, puisqu'un éditeur inconnu qui lui proposait de faire un livre et Giovanni Falcone m'a envoyé la lettre en disant qu'est-ce que tu en penses ?
Moi, je lui ai dit : il faut absolument faire le livre, pas avec cet éditeur à la con, mais il faut le faire, il faut que tu racontes. A chaque fois, il renvoyait, puis, il y a eu ce jour de février 91, où il m'a appelée de Palerme en disant : « je viens à Rome demain si tu veux on déjeune ensemble, j'ai de grandes nouvelles à t'annoncer ». On se retrouve à déjeûner il me dit : « je m'en vais de Palerme, ce n'est plus vivable, on me donne à résoudre des problèmes de vol d'électricité dans les quartiers Zen plus aucune affaire de mafia, donc je m'en vais, je viens à Rome où je vais être directeur des affaires pénales au ministère » et tout à coup je lui dis mais « tu as un bureau ? », il me dit non on va me le faire. Puis, je suis un peu, un temps suspendue puis je lui dis : « c'est maintenant qu'il faut faire le livre, c'est maintenant ! Il faut absolument que tu le fasses. Je t'envoie dans l'après-midi ou au plus tard demain par fax «una scaletta» avec les projets de chapitres et les questions que je te poserai, mais on va le faire ». Je l'ai comme acculé et dans les 5 jours mon éditeur français est venu avec un contrat, je crois que j'ai tout fait pour le mettre au pied du mur et il a signé. À partir de ce moment- là ce n'était qu'une question d'organisation. Alors, il n'avait pas de bureau, il fallait qu'il prenne des mesures de sécurité importantes, alors, on se cachait dans un premier temps dans une salle sans fenêtre della *Stampa Estera* au rez-de-chaussée avec de temps en temps un serveur qui nous apportait des boissons et sandwichs et j'ai vu que ça ne lui plaisait pas, il n'était pas à l'aise et je lui ai dit : allons dans un restaurant et là, il était beaucoup plus gai, plus communicatif ce qui fait que tous nos entretiens, il y en a eu environ 20 ou 22 se sont déroulés dans des restaurants, alors, lui, parlait, mangeait, buvait, moi je prenais des notes, il ne voulait pas d'enregistreur

CM : Ah !!

MP : Ah non, il ne voulait pas d'enregistreur, donc je prenais des notes.

CM : Vous notiez tout ?

MP : Tout, tout, en traduction simultanée puisque lui parlait en italien et moi j'écrivais en français et quand je sortais de ce rendez-vous, je le dis sincèrement, j'avais vraiment mal au coude. Je le dis pour donner des petits détails humoristiques. Et à partir de là, donc c'était fin mars et jusqu'à la mi-juillet on a procédé comme ça, avec des déjeûners expressifs et puis, je suis partie en vacances, j'ai dit maintenant je vais écrire, je suis partie avec quelque chose comme 20 cm de notes, j'étais absolument pas sûre qu'il y ait un livre, parce que quand on finit des entretiens comme ça, on a l'impression qu'au fond il n'y a pas grand chose. J'étais restée à la montagne un peu plus d'un mois et j'ai commencé à faire les chapitres et c'était très, très très dense de détails, j'avais bien fait de prendre un maximum de notes parce que, comme les *mafiosi*, les *antimafiosi* sont précis ils pensent que tout est important et significatif et Giovanni Falcone soignait particulièrement, pour lui tout était significatif, tout était cartésien, tout était riche de sens Il avait une mémoire absolument fabuleuse, il ne pouvait pas parler d'un évènement, d'une famille mafieuse sans sortir une quantité d'informations, de détails, de souvenirs, de généalogie. C'était un monstre de mémoire.
Et, alors à partir de ce maximum d'informations, de détails, j'ai construit ces chapîtres et quand j'ai eu fini (j'écris en français, bien entendu), je l'ai averti et je lui ai demandé de venir me retrouver en montagne pour lire parce que moi, je devais donner début septembre le manuscrit aux éditeurs francais qui étaient Editions n° 1 et Austral, ils s'étaient mis ensemble. Donc, il est venu à la montagne, il a lu, il a emmené dans son hotel mon texte avec l'introduction aussi, que j'avais déjà écrite. Il a fait très peu de corrections, il lisait très bien le français, très peu de corrections, sauf dans la partie politique, là il m'a fait changé quelques expressions.. C'était

quelqu'un tellement obsédé par la mafia et l'antimafia, que le dernier soir, on est allés dîner pour fêter l'évènement, disons, c'était fini, etc.. Alors, je me suis dis : on va parler d'autre chose, je parle de cinéma, littérature, la montagne, les promenades, etc... il devenait de plus en plus sombre. Alors je me suis dit : il faut que tu changes de conversation, je suis repartie sur la mafia. Il est re-né . (*Rires*) C'était vraiment son monde, son obsession, c'était sa passion.

CM : Et alors, vous m'avez en partie répondu, mais je vous pose quand même la question : selon vous, pourquoi, est-ce qu'il a adhéré à ce projet ?

MP : Il a adhéré à ce projet parce qu'il pensait qu'à un moment ou à un autre, il fallait qu'il transmette son savoir ; il n'a pas dit tout, mais il a dit beaucoup et surtout, ce qui était important pour lui, c'est que ce soit compréhensible. Et il se rendait très bien compte qu'avec moi, les choses devenaient compréhensibles, parce que, ça faisait depuis 84 que je le fréquentais, je faisais des papiers, et je les lui envoyais, et lui était plutôt content. Donc, il a dû se rendre compte que j'avais une capacité un peu pédagogique, je dirai, entre guillemets, une capacité de synthèse, donc il a accepté, parce qu'on lui a posé la question, le jour où on a présenté le livre en public, à la presse étrangère, il y a une journaliste qui lui a demandé : Pourquoi vous avez choisi celle-là, c'était pas très.... il a dit parce que c'est celle en qui j'avais le plus confiance et qui me comprenais le mieux. Donc, on a arrêté là, mais en même temps je pense qu'il y avait quelque chose de vrai, c'était mon intérêt extrême pour ce sujet, mon intérêt pour le personnage, parce quelqu'un qui incarne à ce point la bataille contre la mafia ça ne se rencontre pas souvent et puis, ce quelque chose que j'avais acquis avec l'expérience et la capacité à rendre les choses plus faciles à suivre, je crois, que ça a été le facteur déterminant pour qu'il accepte de faire le livre.

CM : D'accord, alors comment se sont déroulés les entretiens, vous m'avez déjà répondu. Quel homme était Giovanni Falcone ?

MP : Quel homme ? Il faut séparer le magistrat de l'homme ?

CM : Non, non, vous pouvez....

MP : Quel homme c'était ? C'était déjà un homme de fortes dimensions, il était sicilien jusqu'au bout des ongles et il avait très bien compris quelle était la mentalité mafieuse qui en grande partie se confond avec la mentalité sicilienne et il était lui aussi à l'affût des gestes, des signes, des silences, des messages comme n'importe quel mafioso. Donc il était extrêment sicilien, extrêment soucieux des formes. Un formalisme forcené, puisque tout est significatif, il faut que les formes y soient, hein

Quand il raconte dans le livre qu'il avait demandé à un mafieux de ne pas lui dire Monsieur, mais de lui dire Dottore parce que quand il était Monsieur il était rien du tout, il faut quand même le faire.

Je me souviens d'un épisode inouï, c'est quand il était directeur des affaires pénales au ministère de la justice, on devait se voir et j'arrivais pas à le joindre, alors j'ai appelé je ne sais combien de fois le standard et je tombais toujours sur un jeune homme handicapé très très sympathique et à la fin on se disait tu, il me disait «ciao». Après quand je vois Falcone, je lui dis : « Pour t'avoir cherché, je t'ai cherché, au point que ton standardiste il me disait tu à la fin, il me disait ciao ». Et lui, Falcone, il a cru que je disais ça pour me plaindre du standardiste, que j'y avais vu quelque chose de désobligeant à mon égard. La fois suivante, quand j'appelle, le standardiste me dit : « Buongiorno Dottoressa ». Et moi : « Marco, ci siamo parlati tante volte... » « Sì, sì dottoressa le passo il presidente ». Il me passe la secrétaire, que je connaissais aussi depuis un certain temps : « Buongiorno dottoressa ». « Ma che cosa succede ? Qu'est-ce qui vous prend ? » Et elle me dit : « Il presidente ci ha detto di trattarti con il massimo riguardo ». C'était pour lui des signes très très importants. Pour lui, c'était toujours décisif la façon dont les gens vous interpelaient, vous traitaient et respectaient les normes. C'était absolument essentiel, parce que quand on ne respecte pas les normes dans la mentalité mafieuse, c'est qu'on est condamné à mort. Donc, très attentif aux formes, très attentif aux messages, c'était quelqu'un qui aimait beaucoup manger, qui aimait beaucoup boire, il finissait chque repas avec une vodka même à midi, il faut le faire ! Moi, je trouvais ça .... bon. Et qui aimait rigoler, faire de l'humorisme, etc…, qui aimait les films américains les films d'indiens, les indiens, c'était sa passion parce que dans les indiens, il voyait quelque chose de *mafioso*, quelque chose qui ressemblait à une forme de rébellion, de constitution d'un anti-État. Il voulait, avant de mourir, recommencer à ramer parce qu'il avait beaucoup fait du bateau sur le Tibre, c'était la dernière chose qu'il m'avait racontée, et le week-end après, il est mort. Bon. Et puis qu'est-ce qu'il aimait, eh bien je crois que c'est déjà pas mal.

CM : Oui, alors pourquoi avoir choisi de nous restituer que la parole de Falcone et pas les questions, parce que je suppose que vous aviez des questions ...

MP : Ah, c'est un choix technique parce que c'est tellement plus lisible pour le lecteur, c'est mortel les questions. Les questions il faut toujours les supprimer. Je ne sais pas comment vous ferez vous, mais il faut toujours supprimer les questions.

CM : Moi je devrai tout retranscrire…

MP : Oui c'est autre chose, mais je crois qu'un livre qui se veut un peu autobiographique, parce qu'il l'est, moi, je me suis vraiment mise dans sa peau tout en gardant mes distances ; j'ai dit que c'était moi qui écrivais, j'ai pas fait semblant de dire qu'il a été écrit à quatre mains, c'est pas vrai, il a été écrit à deux mains, il est écrit en français donc c'est moi qui l'ai écrit, voilà c'est comme ça, et j'ai pensé que la seule façon que ce soit vraiment intéressant, que ce soit coulant, c'était de faire semblant que ce soit lui qui parle, seul, sans que moi, j'aie à intervenir avec des questions plus ou moins opportunes qui cassent le rythme, qui cassent le côté message, à mon avis. Et puis, c'est réintroduire à tout moment, l'observateur extérieur, alors que, il faut que le lecteur adhère tout seul avec le personnage. Il y a quelqu'un qui a fait une thèse sur ça, c'était en 1993 ou 1994 je ne me souviens plus de quelle université, sur ce que nous avons fait comme boulot là, c'était intéressant, c'était original.

CM : Ce livre a-t-il rencontré un succès immédiat ?

MP : Oui, je crois qu'il a vendu 50 000 exemplaires dans les premiers mois, juste avant Noël, et hélas, l'attentat a fait monter les ventes, on a dépassé le million d'exemplaires, beaucoup plus que le million, d'ailleurs ils en ont fait une autre édition, non pas la ristampa) , mais une autre édition. D'ailleurs, ils m'ont demandé une autre préface.

CM : Justement je ne l'ai pas cette préface.

MP : Si vous voulez je vous l'envoie, ce n'est pas fascinant.

CM : Oui mais ça m'intéresserait de l'avoir.

MP : Je vais vous l'envoyer, elle est ennuyeuse. ça s'est énormément vendu, ça a été traduit dans toutes les langues, plus d'un million en Italie, c'est en Italie qu'il s'est le plus vendu.

CM : Il ya eu plusieurs rééditions ..

MP : 30 ou 40, pour vendre plus d'un million, il faut en faire, hein. Je crois que c'est pratiquement autant qu'*Au nom de la Rose* d'Umberto Eco, je crois, je ne suis pas absolument sûre, je crois que c'est le même tirage.

CM : Selon vous, quelle est l'importance de ce livre dans la littérature antimafia, qui est maintenant florissante ?

MP : Je pense qu'il a ouvert une porte, il a lancé un genre parce qu'il n'y en avait pas avant. Avec plus ou moins de succès, plus ou moins de rigueur. Au départ, il a été très intéressant pour toute une génération de magistrats et de policiers. Etonnamment, les policiers ont beaucoup travaillé sur ce livre dans leurs écoles, etc.

Les vrais héritiers de Falcone, on les trouve plus dans la police que dans la magistrature. Je crains que ce livre soit devenu un alibi, un alibi qu'on cite et qu'il ne représente plus une volonté d'engagement ou une carte d'identité. Quand je vois les déclarations, les comportements de pas mal de magistrats en ce moment en Italie, je crains que l'on soit passé de la tragédie à la caricature.

CM : On y reviendra un peu plus tard. 20 ans après quelle analyse faites-vous de ce témoignage ? Quel impact peut-il encore avoir aujourd'hui ?

MP : L'impact, je le vois, maintenant sur les jeunes générations car au niveau de la magistrature, et même au niveau de la police, c'est devenu un livre alibi, un moyen qu'il faut citer et souvent pour dire le contraire de ce que pensait Falcone.

Souvent, quand j'entends quelqu'un qui dit : « moi, je me réfère à Giovanni Falcone » et qu'il dit une connerie, ça arrive très souvent, je me dis : « ils n'ont pas lu le livre car sinon, ils ne parleraient pas comme ça. » Et ça, ça m'embête un peu.

CM : Vous savez que le livre est au programme des cours éducatifs antimafia ?

MP : Oui, c'est normal parce que pour des gens jeunes qui ne savent pas grand chose de la mafia, là, ils commencent à comprendre et pas du tout avec un ton moralisateur, parce que j'ai essayé de rendre la compréhension que lui, avait de la mafia ; ça ne veut pas dire la sympathie, mais la compréhension, ce qu'il voyait lui, il a voulu le raconter de l'intérieur, car il n'a pas dit : « il faut combattre la mafia », mais il fallait qu'après avoir lu le livre, les gens se disent : »il serait peut-être important de la combattre », vous voyez ?

CM : Vous m'avez dit tout-à-l'heure que vous placiez votre espoir dans les jeunes générations, et, selon vous, où en est la mobilisation civile, par rapport à votre préface où vous disiez : « où sont ces jeunes de 1992 ? »

MP : Je les attends encore.... Je voudrais bien les voir. Je pense que les jeunes siciliens de 92 qui défilaient, ils ont aujourd'hui fait des compromis, pour pouvoir travailler, pour pouvoir continuer de vivre en Sicile, pour pouvoir obtenir une licence , pour faire entrer leur maman à l'hopital si elle en a besoin, pour trouver un bon médecin, donc, je crains que les jeunes de 92 ne soient pas au niveau de la vraie lutte antimafia. Ceci dit, il y a quand même des phénomènes importants dans la vie civile à part les commémorations, le mouvement antipizzo qui est très important à Palerme et de très significatif, je ne sais pas si vous les avez vus les magasins qui affichent « io non pago » et, je pense à ce qui a été fait non plus sur Cosa Nostra mais sur la Camorra à Naples, sur le mouvement antipizzo aussi.

Tano Grasso que je considère qu'il est un héritier de Falcone, et Tano Grasso a créé le mouvement à Naples après l'avoir fait à Capo d'Orlando, il y a des places à Naples qui sont dérackettisées, il y a écrit «place dérackettisée» avec un drapeau tricolore et les magasins vendent de la « pizza no pizzo », ça parait peu mais c'est important, et il y a eu le premier français à Ercolano où il y avait des gens qui avaient dénoncé le pizzo et qui ont fait condamner des mafieux, c'est important quand il y a des mouvements de ce genre qui naissent d'une conscience antimafia et que ça se traduit par un engagement concret et contigu, parce que ça ne sert à rien de défiler une fois par an ou deux fois par an, si ça sert à annoncer un rapport de force, à démontrer que la personne n'est pas isolée , que sa mémoire n'est pas morte mais ça s'arrête là, on est confrontés à un mouvement de lutte réelle, comme ce mouvement antipizzo, qui a pris racine, même chez les industriels, quand on arrive à ça, on se dit : « bon, Falcone n'est pas mort pour rien».

CM : Et *Libera* ?

MP : Oui, *Libera* aussi, je n'ai pas parlé de *Libera* car c'est tellement un phénomène important et évident et encensé… qui a un impact réel, vraiment. La gestion des biens confisqués aux mafieux, c'est extraordinaire ! Moi j'ai eu le premier litre d'huile fabriqué sur les terres confisquées aux mafieux Inzerillo dans Palerme, c'est *don* Luigi Ciotti qui me l'a donné, et je l'ai. C'est pas seulement en Sicile, c'est aussi en Calabre, c'est un très beau mouvement, maintenant, il faudrait qu'il prenne aussi des racines au nord à mon avis, en Emilie Romagne, en Lombardie, c'est là que les vrais enjeux se jouent.

CM : Et qu'avez-vous pensé des commémorations du 20e anniversaire ?

MP : Oui, c'est bien, c'est bien de commémorer, mais ce n'est pas suffisant. C'est un moment d'autosatisfaction, un moment d'émotion, un moment coloré, un moment assez triste, mais ce n'est pas comme ça qu'on lutte contre la mafia, c'est quelque chose qui accompagne, qui donne de la chaleur, qui donne de la coloration à la mobilisation, c'est très très bien, mais ce n'est pas ça l'antimafia. L'antimafia c'est quelque chose d'institutionnel, elle se fait avec la réflexion, elle se fait avec un mouvement alternatif durable. Je suis absolument hostile, Falcone était absolument hostile à la poussée émotive et qui retombe après et on revient à la gestion administrative simple et on commence à dire :» la mafia ça n'existe pas, ou bien il faut qu'on vive avec la mafia», c'est ça qui est dramatique dans la politique institutionnelle italienne, c'est ces hauts et ces bas, cette espèce d'émotivité quand il y a un attentat, on a l'impression que l'État a pris les choses au sérieux et après, tout retombe. Et c'est d'ailleurs ce qu'a fait Falcone, quand il a vu qu'il y avait cette émotivité forte après Dalla Chiesa, il en a profité pour faire passer très très vite des articles du code pénal, le code des prisons, le 416 bis le délit d'association mafieuse et puis la création d'un super parquet ; lui, il a eu l'intelligence de profiter d'un mouvement d'opinion pour imposer… Il est le seul, après lui, il n'y a personne, personne. Heureusement qu'il y a cette structure là, ces colonnes... Ils, ne pourront pas les abattre ces colonnes, ils ne pourront pas.

CM : Et la fondation Falcone, une oeuvre de Maria Falcone ?

MP : Oui, ça fait partie des commémorations, dont je vous ai dit ce que j'en pensais, mais il y a aussi le côté travail, pédagogie dans les écoles, faire connaître, la connaissance c'est quelque chose d'extrêmement important, c'est même l'essentiel, et Maria est un excellent professeur.

CM : Vous avez écrit récemment un article sur la trattativa qui a déclenché une polémique.

MP : Oui, j'étais un peu énervée...

CM : Est-ce que vous comprenez que cet article ait déclenché une polémique sur internet ?

MP : Je n'ai pas vu la polémique. Mais j'ai les idées très claires à ce sujet : une démocratie qui veut lutter contre le crime organisé doit discuter avec le crime organisé, elle doit lui faire des concessions, pour obtenir davantage. Moi, je crois qu'il faut infiltrer comme ça s'est fait dans tous les pays

du monde, donc, il faut envoyer des gens, ce sont des gens douteux puisqu'ils finissent par donner des informations pour en avoir d'autres plus importantes, car c'est ça... Aux Etats-Unis, comment on fait, comment la cosa nostra américaine a-t-elle été annihilée ? surtout à cause de cette politique d'infiltration qui faisait des petites concessions pour obtenir davantage, donc moi, je suis pour le rappport avec le crime organisé pour le battre, parce que si on n'a pas de rapport avec lui, si on n'utilise pas les *confidenti*, si on n'essaie pas d'avoir des repentis, c'est-à-dire travailler les gens au corps pour qu'ils passent de l'autre côté de la barricade, on ne le battra pas le crime organisé. Ma position de principe, c'est que, une démocratie qui veut battre le crime organisé, doit discuter avec le crime organisé. Si c'est ça la *trattativa*, je suis pour. Si la *tratativa*, ça veut dire : s'arranger pour donner des informations aux criminels qui leur permettent d'élaborer de nouveaux marchés je ne suis évidemment pas d'accord, c'est clair, je ne peux pas être d'accord et Giovanni Falcone ne le serait pas davantage. Maintenant si on en vient aux rapports de Palerme, j'ai essayé d'avoir le maximum d'informations sur le contenu des rapports qui ont été faits, il n'y a rien, il n'y a rien de sérieux contre Mancino, et des gens comme ça, il n'y a rien. C'est pas des coups de fil..., qu'est-ce qu'il a fait ? Êtes-vous capable de me dire ce qu'on lui reproche, à Mancino ou d'autres... Je trouve qu'on est en train de vivre en Italie, un moment où les faits disparaissent au profit de la polémique. Le point de départ, c'est quoi ? C'est le *rinvio a giudizio* de *mafiosi* qui sont déjà en prison, et la persécution, quand on poursuit quelqu'un, la traduction en justice de certaines personnes pour réticence. On en est là. On jugera quand il y aura le procès mais qu'est-ce que c'est ? C'est pas très sérieux, je pense qu'Ingroia est en train de se repentir de ce qu'il a fait, il fait marche arrière, il dit :»attention, les polémiques essaient de nous couper de l'opinion, elles sont en train de couper la magistrature du Quirinal. Il aurait pu y penser avant, car c'est quand même lui qui a lancé, il était arrivé au terme de son enquête et il avait demandé le renvoi à un jugement et maintenant il est en train de se mordre les doigts.

CM : Oui, mais Mancino, on lui reproche de nier d'avoir rencontré Borselino, alors que dans son agenda, il est mentionné qu'il l'a rencontré.

MP : Et après, est-ce que ça c'est quelque chose de pénal ?

CM : Non, mais pour eux, ils se disent que s'il nie l'avoir rencontré c'est que ça cache autre chose.

MP : C'est un raisonnement de jésuite que je ne partage absolument pas. On ne peut pas dire s'il refuse de dire ça c'est qu'il y a pire. Non, il n'y a rien, et tant qu'il n'y a rien, il faut s'en tenir au principe du droit.

CM : Donc selon vous, le parquet de Palerme aurait dû non pas s'abstenir d'enquêter, mais,...

MP : Non, pas du tout, l'action pénale est obligatoire. Ce n'est pas comme en France où le procureur peut décider de ne pas enquêter. S'il faut enquêter, on enquête. C'est beaucoup de temps perdu, mais beaucoup, beaucoup, comme il a été perdu beaucoup de temps au temps de Caselli, quand toutes les forces de la police et de la magistrature étaient mobilisées sur Andreotti pour arriver à un procès où il a été absout, et pendant ce temps-là la lutte contre la mafia, personne ne la faisait. Moi, il y a quelqu'un qui me plaît beaucoup dans la magistrature en ce moment, c'est le procureur de Caltanissetta, Sergio Lari, vous l'avez vue son interview au *Corriere della Sera*, lisez-la, c'est la seule position sensée, à mon avis, d'un magistrat qui a les idées claires sur la *trattativa* et qui n'est pas victime du goût de la polémique et de la dietrologia.

CM : Est-ce que la presse italienne et le monde associatif, s'insurgeraient-ils de manière éxagérée contre la *tratattiva* ?

MP : Ils pourraient penser à autre chose...

CM : Oui, mais Salvatore Borselino, les commémorations du 29eme...

MP : Oui mais c'est la famille, ça, on ne peut pas en vouloir à la famille...

CM : C'est la famille, mais il y a aussi les magistrats, tous les magistrats du parquet

de Palerme participent et viennent lire des lettres…

MP : Ce n'est peut-être pas ce qu'ils ont fait de mieux dans leur vie, mais bon, s'ils veulent le faire, qu'ils le fassent. Je suis un peu plus indulgente pour Salvatore Borselino il y a la grande douleur, et de fait, le procès Borselino, contrairement au procès de Capaci a été manipulé, mais ça c'est vrai, ça a été prouvé, ça n'a rien à voir avec la trattativa, mais quand le préfet de police fabrique un faux témoin, c'est très embarrassant et c'est ce qui s'est passé. Scarantino a dit qu'il avait porté la voiture et c'était pas lui, c'était un autre, et il a été condamné pour ça à cette époque, c'est le préfet de police qui l'avait convaincu pour ça, ça c'est vraiment moche. Le procès Capaci je crois, qu'il a été très très bien fait, je ne vois pas ce que l'on pourrait rajouter, je pense que la mafia avait de sérieuses raisons d'en vouloir à Falcone.

CM : Donc, vous rejetez la thèse de complicité interne à l'état ...

MP : Ça fait 20 ans qu'on est en train de… Et je trouve que ce que pensait Falcone était extrêmement simple : je pense que lorsqu'un homme politique commet un délit et qu'il y a des responsabilités pénales, il doit être jugé pénalement comme n'importe quel autre citoyen ; quand un homme politique commet un délit de type politique, c'est à ses pairs qu'il doit rendre compte. Ce n'est pas à la justice. Si Andreotti et d'autres ont eu des responsabilités politiques d'encouragement à la mafia ou quelque chose de ce genre, ou d'acceptation de candidats douteux, parce qu'ils avaient de l'argent ou parce qu'ils pouvaient apporter des voix ou quelque chose de ce genre, c'est à leur pairs d'expulser de la sphère politique des gens qu'ils estiment douteux; ça ne relève pas du procès pénal, je pense avoir une position saine...

CM : C'est aussi avoir une grande confiance dans la classe politique qui au cours des décennies a montré qu'elle était peu apte à se juger elle-même.

MP : C'est possible, mais on ne peut pas faire une *invasione di campo*.

CM : Selon vous, est-ce que la *tratattiva* s'impose comme une nouvelle clé de lecture de la période des 57 jours ou pas, entre Capaci et via d'Amelio ?

MP : Je pense que ce que cela avait mis au programme depuis plusieurs années. Pour Borselino, il reste toujours le doute de la police qui n'avait pas bien fait son boulot et c'est ça qui m'inquiète. La trattativa ne me semble pas une bonne clé de lecture, je la trouve terriblement déviante, terriblement italienne, terriblement machiavélique, terriblement tout, c'est typique de la mentalité italienne, de ne pas s'accrocher aux faits, de préférer la polémique aux faits. Quand vous lisez les journaux même les journaux économiques, les faits disparaissent au profit de la polémique, souvent ils apparaissent à la fin de l'article, mais il y a toujours les déclarations pour et contre, c'est effrayant. Voilà !

CM : Eh bien, je vous remercie.

CM: Innanzitutto vorrei sapere come descriverebbe suo fratello?

RB: Era un uomo che svolgeva il suo lavoro e la sua professione perché l'amava profondamente, perché ci credeva davvero. Se io devo usare un aggettivo per definire Paolo, dico che era un uomo coerente. Lui fin da bambino aveva amato il ruolo della giustizia nella società, spinto dal fatto che noi eravamo nati e cresciuti in uno dei quartieri più poveri di Palermo. Però vivevamo una sorta di privilegio perché eravamo i figli dei farmacisti, mentre gli altri bambini erano bambini poveri, definiamoli proprio così dalla parte più povera della società, erano i suoi compagni di gioco oltre che di studio, e lui spesso tornava a casa e batteva il pugno sul tavolo e diceva: "non è giusto", perché si rendeva conto che quei bambini non avevano la stessa opportunità e gli stessi diritti che a lui erano garantiti, e coerentemente, quando decise la facoltà a cui inscriversi, scelse la giurisprudenza perché pensava che fosse lo strumento giusto, quello del diritto per poter garantire quello che lui aveva sempre sognato. Coerentemente è diventato magistrato, fece delle scelte che lo portarono a occuparsi di mafia, che era la prima violenza e la prima prepotenza all'interno della società e altrettanto coerentemente, quando il suo mestiere diventò pericoloso, scelse di continuare, perché quella era la strada che aveva scelto e quella era la sua professione, accettando di morire, perché lui era perfettamente consapevole di questo. Quindi ho di Paolo un ricordo bellissimo, quello di un fratello in cui siamo cresciuti insieme, con gli stessi valori, alle luce delle stesse, di progetti comuni e poi questo suo insegnamento di coerenza profondo, se scegli una strada, portala fino in fondo accettando quelle che sono le conseguenze, quindi non può che essere un ricordo bellissimo.

CM: Come parlava suo fratello del suo impegno, del suo lavoro? Se ne parlava.

RB: Ne parlava poco in termini concreti perché, capirà che erano argomenti che spesso erano coperti dal segreto, si trattava d'indagini delicatissime in corso. Però parlava del suo lavoro in generale, perché ripeto ne era proprio innamorato, era quello che aveva scelto di fare e gli piaceva farlo, anche quando questo ripeto gli ha costato scelte o conseguenze dolorose, quando vedeva morire le persone a cui era legato professionalmente. Ma lui riteneva che la strada giusta fosse quella e l'arricchiva dicendo proprio che non poteva solo essere un'opera di repressione, ma doveva essere affiancata da un movimento culturale e morale che spettava alla società. Quindi ne parlava proprio in questi termini concreti vorrei dire anche entusiastici, perché riteneva che la strada da percorrere era quella e avrebbe prima o poi, portato i risultati necessari.

CM: Secondo lei quali sono stati i momenti salienti diciamo del suo impegno? Quali sono stati i momenti cruciali diciamo.

RB: Io vorrei dire tutti, perché non c'è stato nulla d'indifferente nella vita e nella carriera di Paolo, dico nella vita e nella carriera perché Paolo era il magistrato che era, perché era l'uomo che era, non erano separate le due cose, era tutt'uno e lui così lo viveva. I momenti salienti sono stati forse quelli delle scelte più definitive diciamo così, quando decise, quando accettò di entrare nel pool antimafia, quando nonostante fosse stato appena ucciso Rocco Chinnici, che era un po' suo padre professionalmente parlando era quasi suo padre davvero lui lo considerava come una figura paterna, quando fu nel corso prima del maxi-processo fu portato all'Asinara e dovette fare una scelta difficile, complessa che costo molto, non soltanto a lui ma anche alla sua famiglia, sua figlia in particolare. Capisce che quando le proprie scelte provocano conseguenze così drammatiche sui propri figli, sui propri familiari, quella è la parte la più difficile. Quando scelse di andare a Marsala non per ritirarsi in un posto tranquillo, ma perché aveva individuato quello come punto cruciale su cui impostare il suo lavoro e la sua ricerca, e poi sicuramente la morte di Giovanni Falcone, e la sua decisione di continuare anche per lui.

CM: Quali sono stati i suoi rapporti, di lei e la sua famiglia dopo l'assassinio di suo fratello con la stampa e con i media?

RB: Vede, dopo la morte di Paolo eravamo tutti un po' frastornati, eravamo diventati nostro malgrado il centro dell'attenzione anche mediatica, di quei media che fino a quel momento si erano occupati così poco di certi argomenti e di certe persone, e che da quel momento volevano sapere tutto, volevano esserci in ogni momento. E anche da parte di una società che si svegliava e che aveva molta voglia di capire cose che fino a quel momento aveva sottovalutato. Parlo soprattutto del nord dell'Italia per esempio dove questi fatti sono sempre stati guardati come dei fatti un po' folkloristici e anche criticabili diciamo e che improvvisamente invece piombavano con una forza tale che si sentiva la necessità di capire. Ecco anche la mia esposizione diciamo così è

nata da questo, perché soprattutto la scuola ha avuto una reazione molto forte, molto bella, di questo bisogno di conoscenza e di conoscenza da trasmettere alle nuove generazioni. Io mi trovai mio malgrado presa in questo giro, anche perché quando qualcuno mi chiedeva di testimoniare su mio fratello, di raccontare, di spiegare, io che avevo vissuto e sempre di più mi rendevo conto di quanto fosse stato per me un privilegio quello di avere accanto una figura come quella di Paolo Borsellino, di essere cresciuta insieme a lui e di avere vissuto la mia vita illuminata davvero dalla presenza di Paolo, mi chiedevo che diritto avessi di tenere tutto questo per me, quando c'era chi voleva sapere, voleva capire e quindi facendo uno sforzo violento su me stessa, la mia natura molto chiusa e molto timida, molto riservata accettai di mettermi in gioco, prima di tutto con le scuole, proprio con i ragazzi e però poi è difficile fermarsi quando vedi attorno a te crescere la voglia di sapere e la voglia di mettersi in gioco e così nacque poi la mia collaborazione con Libera, sono stata co-fondatore con Luigi Ciotti dell'associazione, sono stata dentro quell'associazione 15 anni con ruoli importanti e poi il far diventare quell'impegno sociale un impegno politico è stato soltanto un passo, diciamo una scelta quasi necessaria e quindi ritrovarmi qui anche dove mai avrei pensato assolutamente di poter essere, però ripeto sono delle scelte una tira l'altra. Nel momento in cui tu decidi di non tenere solo per te i frutti di un'esperienza così traumatica, di metterla a disposizione degli altri, di diventare strumento, perché questa memoria possa diffondersi e possa crescere e possa diventare utile così come diceva Paolo: "ci vuole un movimento culturale e morale", ecco il movimento lo devi creare almeno e lo devi accompagnare sicuramente, e io mi sono ritrovata a fare questo senza neanche accorgermi dei passi successivi che ogni volta facevo, ma perfettamente convinta ancora ora come il primo giorno che non avevo il diritto di tenerlo soltanto per me.

CM: Quali sono stati i suoi rapporti con il mondo politico e le istituzioni dopo la morte di Paolo?

RB: Ma, bisogna partire dal fatto che io ero assolutamente estranea a certi mondi, io facevo una vita molto ritirata, forse troppo per come mi rimproverava Paolo, svolgevo la mia professione, ma io avevo avuto 3 figli subito appena sposata e il mio lavoro mi assorbiva completamente anche essendo farmacista ero impegnata 24 ore su 24, non sentivo il bisogno devo dire di altri rapporti, mi bastava lui che era per me l'interprete di tutto quello che accadeva fuori. E allora dal principio ho avuto una grande ritrosia nell'accettare le proposte che mi arrivavano e che mi spingevano a espormi anche mediaticamente. Io ho fatto i miei 15 anni dentro Libera stando sempre un passo indietro, stando mai in prima fila, mai come dire accettare le ribalte di cui non sentivo il bisogno e di tutto questo faceva parte anche la politica, la guardavo in maniera molto critica devo dire anche. Quando poi dicevo lo sbocco successivo fu proprio quello politico io lo feci dopo 18 anni dalla morte di Paolo, avevo rifiutato tantissime proposte negli anni precedenti

CM: che arrivavano da quali partiti? tutti?

RB: soprattutto dal centro sinistra, perché quella era l'aria nella quale mi riconoscevo di più, non completamente in nessuna tant'è vero che non sono mai stata iscritta a un partito, sono qui al parlamento europeo da indipendente certo eletta nell'area del centro sinistra con il partito democratico, ci vuole un partito di riferimento altrimenti non si può, ma non riconoscendomi mai perfettamente tant'è vero da indipendente mi sono comportata qui all'interno del parlamento europeo. Ma ritenni che fosse necessario dare uno sbocco proprio hai tanti progetti che la società era capace di produrre alle tante aspirazioni di una società che si era svegliata e si voleva impregnare e hai tanti risultati negativi o anche incomprensibili ripeto che invece nel contatto con le istituzioni non riuscivano a realizzarsi e allora questo mio impegno sociale ho voluto trasformarlo in politico per capire perché certe risposte non arrivavano, perché certe cose si arenavano, se era una volontà se era un'incapacità, se c'era un disegno o era soltanto incuria, disattenzione, ecco perché mi sono prestata a mettermi al servizio, a disposizione di tutto questo, e credo di averlo fatto con quella coerenza che Paolo mi aveva insegnato faticosamente in questi anni, ma era una parentesi lo avevo detto sarebbe stata una parentesi, infatti chiudo qui la mia carriera politica, non mi ricandido quest'anno alle europee, mi ridò all'impegno civile. Ho fondato un centro studi intitolato a Paolo e si dedica soprattutto, si rivolge hai più giovani quindi alle scuole, all'impegno proprio, a suscitare l'impegno giovanile definiamolo così, e a documentare tutto quello che in questi anni c'è stato. Abbiamo già iniziato, abbiamo fatto un concorso per le scuole Italiane che è stato premiato il 4 di dicembre qui a Bruxelles e in quella occasione è stata intitolata un 'aula della commissione europea a Paolo e Giovanni, a me questo sembra il coronamento di questi 5 anni di lavoro in cui finalmente l'Europa ha cominciato a parlare di mafia e questa intitolazione di un 'aula a Paolo e Giovanni a me sembra il riconoscimento di questo come di un problema europeo, e quindi il riconoscimento a chi lo ha affrontato e ha portato avanti questo percorso. L'altro ieri sarebbe stato il compleanno di Paolo e da 2 anni abbiamo deciso di ricordarlo, stavo per dire festeggiarlo, non è sbagliato, io credo

che noi dobbiamo festeggiare il privilegio di aver avuto la possibilità di avere Paolo Borsellino, quindi la sua nascita è il momento più bello, la sua morte è un episodio purtroppo, ma dire grazie nel giorno della sua nascita per poi quello che sarebbe stato, per noi era fondamentale e non a caso abbiamo scelto di festeggiarlo all'interno del carcere minorile di Palermo, nel carcere di Malaspina con i ragazzi i più fragili, i più deboli, quelli che hanno già subiti diciamo così le scelte di una società che non ha avuto troppa cura di questi suoi soggetti più deboli. Ecco il mio percorso ricomincia da qui, quella della politica è stata una parentesi, ma non una parentesi che chiude qualcosa di estraneo, che racchiude qualcosa di estraneo, ma proprio invece quello che ha cercato di fornire strumenti e chiavi di lettura perché questo fenomeno così grave, così complesso, possa essere sotto l'attenzione di tutti e soprattutto dei legislatori europei. Questo è accaduto, almeno è iniziato un percorso, ritorno alla mia attività precedente, quindi l'esposizione mediatica è purtroppo una conseguenza di tutto questo, io non la amo perché la mia natura comunque è rimasta quella un po' di defilarsi, però quando è necessario credo che è anche importante mettersi in prima fila.

CM: Questo centro studi come si chiama?

RB: Si chiama centro studi documentazione e ricerca Sicilia Europa Paolo Borsellino.

CM: Quando è stato creato?

RB: Poco più di un anno.

CM: Quindi per il ventesimo anniversario?

RB: Per il ventesimo anniversario era appena nato.

CM: È stato strumentalizzato l'impegno di suo fratello dopo la sua morte e se si da chi e a che scopo?

RB: Sì, spesso è stato strumentalizzato, oggi tutti parlano di Falcone e Borsellino come di due eroi, come due persone positive, amate da tutti, rispettate da tutti, noi sappiamo perfettamente che in vita, nella loro vita non è stato così, anzi quasi mai, non hanno avuto consensi e questa attenzione da parte dei media, da parte delle istituzioni, da parte della società stessa. Allora questa strumentalizzazione appunto di due figure che perché sono diventate eroiche, non erano eroi ma lo sono diventate anche nell'immaginario collettivo di una società che si è data una scossa e ha capito tante cose e allora chi cerca il consenso all'interno della società, ha pensato di doversi adeguare. Oggi spesso commemora Paolo Borsellino o usa parole di lode nei confronti di Paolo Borsellino chi quando erano loro in vita li attaccava e li strumentalizzava in maniera negativa. Allora questo naturalmente non è accettabile perché le figure di Paolo e Giovanni sono delle figure così limpide, così luminose che non si può cambiare opinione su di loro, se li ritenevano sbagliati o colpevoli allora è strumentale definirli oggi eroi per avere il consenso all'interno della società e questa cosa mi indigna talmente anche perché probabilmente, vista la natura dell'origine della strage soprattutto di via d'Amelio il dubbio è che ci siano insieme a queste persone anche coloro che hanno voluto la morte di Paolo.

CM: Per quanto riguarda le commemorazioni, come si svolge l'organizzazione e chi se ne occupa? Perché so che suo fratello ha fatto il movimento delle "agende rosse", ero a Palermo per il ventesimo anniversario e ho visto che c'erano delle manifestazioni, da una parte c'era la Messa con gli scout, dall'altra c'era la marcia.

RB: Non bisogna guardarlo in negativo. Come le dicevo prima, la società si è svegliata quando accaddero queste stragi e ognuno cercò di esserci e di dire la sua, quella fu una stagione particolarmente ricca vorrei dire di reazioni. Nacquero tante associazioni, perché ognuno sentiva il bisogno di esprimere a modo suo e con il proprio linguaggio e dal suo punto di vista, perché lo si può guardare come uomo, lo si può guardare come magistrato, lo si può guardare al passato, lo si può guardare al futuro. Ci sono sicuramente tanti modi di fare propria la figura, queste figure straordinarie. Quindi il fatto che oggi a distanza di vent'anni, ormai 21 e quasi 22 ci sia ancora tutto questo fermento culturale e morale (lo avrebbe chiamato Paolo) e sociale definiamolo anche, e che ognuno ancora continui a fare proprio una parte diciamo di quelle vite, quella che sente più vicina, quella che sente più vicina alla propria sensibilità e la esprima pubblicamente è un fatto positivo, non è un fatto negativo. È vero che in passato si era riusciti a coordinare meglio tutto questo a farlo diventare quasi un progetto comune, ci provò Libera, c'hanno provato altre associazioni ma è prevalsa poi e non è neanche questo un fatto negativo, una volontà di esprimersi in prima persona secondo la propria sensibilità. Infatti quando io durante le commemorazioni sento sempre il giornalista che si sveglia e dice: "c'erano poche persone" le ho detto che non si contano le persone. Non è che chi è rimasto a casa, per esempio i miei figli, mio marito non partecipano mai alle manifestazioni, è una loro scelta, forse perché troppo sono stati esposti, ma la vivono dentro, la vivono nelle scelte della loro vita, la vivono nella

scelta di tutti i giorni, non è necessario restare in piazza con una fiaccola in mano per essere impegnati o per portare avanti le idee, i sogni di Paolo e di Giovanni. È bello invece che ci sia un tale fermento in città, che addirittura si occupano due/tre giorni perché non c'è lo spazio per tutti e però c'è questa attenzione a evitare di sovraporre le varie cose, quasi in una forma di rispetto comunque nell'idea dell'altro, nella necessità dell'altro di esprimere i suoi sentimenti e anche le proprie rabbie, le proprie passioni perché no? Perché è importante arrabbiarsi ancora visto che ancora dopo vent'anni ventuno, non c'è verità intorno a tutto questo. La ricerca della verità è una ricerca forte e quindi ognuno pensa che sia opportuna una cosa o l'altra purchè la verità sia una sola.

CM: Cosa risponde a quelli che criticano la specie di sacralizzazione delle figure della lotta alla mafia che c'è a volte tramite le commemorazioni?

RB: Le commemorazioni sono dei momenti. Io critico sempre il fatto che nel giorno delle commemorazioni siano tutti lì a commemorare e l'indomani non ci sia più nessuno, e per tutto l'anno non c'è più nessuno, alle 50 interviste che mi propongono tutte nello stesso giorno, spesso provoco i giornalisti dicendo "ne faccio una, le altre 49 le facciamo nel corso dell'anno". Perché è facile fermarsi un giorno per commemorare, fa anche audience e però se tutti gli altri giorni dell'anno di tutto questo non ci importa più nulla e non ce ne occupiamo, ogni anno si fa una commemorazione dicendo per quest'anno è fatta se ne parla un altr'anno. Allora tutto questo è negativo, non è utile, è assolutamente negativo, è una superficialità che io assolutamente non condivido. Ecco perché negli ultimi anni abbiamo contestato le commemorazioni ufficiali, ecco perché come centro studi abbiamo adottato il 19 gennaio cioè la data della nascita e non quella della morte. Noi non vogliamo commemorare un morto, noi vogliamo ricordare un vivo, vogliamo ricordare tutto quello che ha fatto, ma soprattutto quello che avrebbe potuto e voluto fare, quelli che erano i suoi sogni, i suoi progetti, che devono essere oggi i nostri sogni e i nostri progetti per dare continuità a tutto questo. Quindi io delle commemorazioni non penso niente bene, c'è chi le fa con sincerità, c'è chi le fa perché le deve fare, perché le istituzioni devono fare… Bisogna vedere con che spirito le fanno e soprattutto chi le fa, perché c'è chi come disse Paolo a proposito di Giovanni Falcone proprio per averlo come lui disse attaccato, insultato e isolato, ha perso il diritto anche di piangerlo.

CM: Chi organizzava?

RB: Ci sono quelle istituzionali, quelle fatte dalle associazioni e come ti dicevo prima c'è questa molteplicità diciamo, ognuno pensa e cerca di farlo a proprio modo, ognuno lo fa nella sua realtà, nel suo contesto e però sono come le parole di una frase, sono come le frasi di un discorso.

CM: Una domanda sull'organizzazione perché ho visto che ogni anno c'è una messa. Questa commemorazione è dovuta alla sua fede?

RB: Probabilmente deriva dal fatto che Paolo comunque era un uomo di fede lo si sapeva, Paolo era un credente profondo, addirittura c'era chi aveva proposto la sua beatificazione, poi perché la famiglia l'ha sempre desiderato e oltre la messa che si fa in questura, io organizzo ogni 18 luglio la sera, la notte, una veglia di preghiera sotto l'albero di via D'Amelio perché era un desiderio di mia madre quello che ci si fermasse a pregare per ricordare Paolo e questa cosa è stata da sempre affidata agli scout che se ne sono fatti carico. Anche l'albero di via D'Amelio è stato piantato dagli scout, non è un caso che l'albero di via D'Amelio venga da Betlemme dal convento dei francescani. C'è sempre stato questo filone diciamo di religione, di fede che sembrava assolutamente normale nel ricordare Paolo. Ma non accade solo per Paolo anche per il Generale Dalla Chiesa ogni volta per l'anniversario si celebra una messa. Per chi è cattolico la messa è il momento di riflessione, il momento di vicinanza appunto alla fede con cui ricordare persone che non ci sono più.

CM: Quest'albero è stato piantato quando?

RB: Il primo anniversario della morte di Paolo, fu mia madre a volerlo e io mi impegnai e riuscii non so ancora come a farlo arrivare dal convento dei francescani di Betlemme. Mi aiutarono le donne in nero di Gerusalemme, ed è un albero di ulivo anch'esso simbolico perché è l'albero della pace si chiama infatti.

CM: Mi ha detto prima, che non era impegnata assolutamente nella lotta alla mafia, cioè un impegno civile prima dell'assassinio di suo fratello, ho letto un suo libro in cui spiega questo suo percorso d'impegno. Com'entrata in contatto con Don Luigi Ciotti? Com'è nata Libera?

RB: Il primo impegno pubblico, se così lo vogliamo chiamare, fu in una classe di scuola elementare, perché alla riapertura delle scuole in settembre una maestra che io conoscevo, era la scuola che avevano frequentato i miei figli e la scuola cui faceva capo la via D'Amelio, mi chiese aiuto,

mi disse: "i miei bambini hanno paura", hanno vissuto questa esperienza, abitavano lì vicino, vorrei che capissero che da qui dobbiamo costruire qualcosa di diverso. Io vissi un trauma profondo perché non avevo nessuna intenzione di fare questa cosa, non l'avevo mai fatta, non sapevo da dove cominciare, la mia timidezza… Ero ancora molto chiusa nel mio dolore, non ero ancora rientrata nella mia casa, perché abitavo in via d'Amelio anzi abito in via d'Amelio, e però davanti a una maestra che mi chiede aiuto per i suoi bambini come fai a dire di no, da mamma non me la sentivo. Alla fine le dissi di sì ed ero terrorizzata perché non sapevo cosa fare. Quindi a settembre andai a parlare a questi bimbetti che avevano 7,8 anni e nacque un dialogo bellissimo, perché non sapendo cosa fare per non spaventarli, per aiutarli a venire fuori cominciai a raccontargli di Paolo da bambino , di quando eravamo bambini insieme e questi bambini incominciarono a guardare con interesse e sollievo vorrei dire, pieni di curiosità, cominciarono a domandarmi tante cose, la figura di Paolo era una figura interessante anche da bambino perché era monello, vivace, ne combinava di tutti i colori e loro si divertivano e si interessavano. Alla fine un bambino mi chiese: "signora ma lo posso chiamare zio Paolo?" e io capii che la strada era questa, bisogna consegnare la memoria di Paolo a chi potesse farla propria. Mia madre diceva: "devono imparare a volergli bene così non lo dimenticheranno più e Paolo vivrà per sempre" e io questo insegnamento di mia madre me lo sono potato con me, ancora oggi parlo di Paolo così, parlo dell'uomo Paolo Borsellino che era il magistrato che era perché era l'uomo che era. Dopo di che cominciai, c'è uno strano passaparola, non so mai come si mettano in movimento queste cose, continuavano ad arrivarmi richieste ed io aiutata molto da mia madre cominciai ad accettare a dire di sì, fino a quando un giorno avevo incontrato don Luigi Ciotti ad un incontro pubblico era la presentazione di un libro che parlava non mi ricordo di che, forse di droghe addirittura. Ero andata spinta da un'amica che mi aveva chiesto di andare con lei e avevo conosciuto questa figura straordinaria che conoscevo solo dai giornali e ricordo che lui mi aveva chiamato in disparte, mi aveva detto delle parole molto profonde, molto belle e poi mi aveva detto: "forza dai reagisci, quella che ti do è una pedata dal padre eterno perché tu possa cominciare a camminare" e me lo scrisse su un pezzetto di carta strappato da un giornale. Questa cosa mi fece impressione, io ammiravo molto Don Luigi per quello che faceva e per come lo faceva. Passarono dei mesi, un giorno ero a tavola con la mia famiglia e arrivò una telefonata: "Ciao sono Don Luigi" e incominciò a raccontare del fatto che stavano facendo quest'associazione, un coordinamento, che tutte le associazioni nazionali si erano messe in gioco e che c'era bisogno dell'impegno di tutti, io ascoltavo con attenzione e mi chiedevo perché lo stesse raccontando a me, alla fine mi disse:" ti ho chiamato perché domenica c'è a Roma la prima assemblea, erano ancora assemblee in cui si cominciava a parlare dello statuto, e tu devi venire" io mi schernii e gli dissi: "ma no ho tanti impegni, sai sinceramente non me la sento, vi seguo con attenzione" mi disse:" non hai capito, tu devi venire" e poi mi disse una cosa che se conosci Don Luigi non ti stupirà ma a me stupì molto perché io lo conoscevo poco, mi disse: "va bene, pensaci ti chiamo tra cinque minuti". Io a tavola ero stralunata, mi chiesero i miei ma cosa hai? Mi ha telefonato Don Ciotti e mi ha detto queste cose e mi ha chiesto queste cose e mi ricordo mia figlia, la più piccola che ha vent'anni che poi è quella che mi ha seguito sempre di più, mi disse: " e tu che gli dici?", "gli dico di no", lei mi guardò e mi disse: "perché no?", su questo perché no suona il telefono perché erano passati 5 minuti e gli dissi "sai Don Luigi, se tu pensi che io possa dare, servire a qualcosa io però di associazionismo non ci capisco nulla, non ho mai fatto parte di una associazione". "Ti aspetto a Roma" mi rispose. E così accettai di andare a Roma e lì cominciammo a scrivere lo statuto, cominciai a capire di che cosa si trattava, conobbi le associazioni nazionali, le Acli… E la cosa che mi stupì era il grande affetto che c'era attorno a me, era come se loro cercassero di restituire a Paolo quello che nella vita aveva significato per loro. Io sentii forte questo affetto protettivo nei miei confronti e nello stesso tempo mi sentivo sempre di più coinvolta perché capivo cosa facevano tutti questi qua, le Acli come erano impegnate, le associazioni sportive, c'era la nazionale cantanti di calcio, erano tutti lì, io mi son sentita piccola piccola, ma io che ho fatto nella mia vita? Dov'ero? Mentre questi facevano tutte queste cose. Io mi lamentavo e mi arrabbiavo e basta, però uno si arrabbia ma poi le cose per cambiarle bisogna che ci sia e che se ne occupa. Mi sono sentita in difetto davvero, quindi quando poi Don Luigi mi disse: " allora che hai deciso?" non potevo che dirgli di sì, stavolta convinta. Quindi abbiamo molto lavorato a stabilire le regole, a capire, andare e venire da Roma, perché queste cose si svolgevano a Roma, i contatti con questo, con quello, insomma mi sono lasciata prendere in questa macchina straordinaria e devo dire che ho avuto un dono straordinario perché ho conosciuto tutto quello di bello e positivo che c'è in Italia e io non lo sapevo. Son venuta a contatto con tutta la positività che la nostra società esprimeva e io non sapevo nulla, conoscevo solo le cose negative da cui pensavo di dovermi difendere e dover difendere i miei figli. Tutte queste persone, tutta questa positività la mettevano a disposizione

di quello che era il progetto di Paolo e io non potevo certamente tirarmi indietro, non potevo e allora è diventata per quindici anni la mia vita, la mia famiglia, il mio impegno, abbiamo formato Libera scuola, abbiamo fatto l'elenco delle vittime di mafia, ho conosciuto altre persone che avevano vissuto la mia stessa esperienza, la mamma dell'agente morto con Ninì Cassarà, Saveria che è diventata un'amica, una persona con la quale abbiamo condiviso veramente tanto, insomma una ricchezza straordinaria che ha riempito la mia vita. Intanto in Sicilia fondavamo la carovana antimafia, andavamo in giro nei paesi a parlare con le persone, per me era uno scoprire continuamente un patrimonio straordinario che c'era, costituiva proprio questa rete di sostegno a tutta una società che altrimenti secondo me sarebbe affondata più di una volta.

CM: In parte mi ha già risposto a questa domanda perché era sul fatto che suo fratello abbia creato appunto il movimento delle agende rosse e lei abbia scelto anche lei l'associazionismo ma adesso la carriera politica…

RB: È una cosa profondamente diversa perché, mio fratello reagì in maniera completamente diversa dalla mia, mio fratello è stato in silenzio per 15 anni, mentre io andavo proprio a suscitare devo dire a provocare le risposte, le reazioni, avevo già contatto con Libera, avevamo contatto con il mondo della politica, eravamo interlocutori quando abbiamo fatto la legge di iniziativa popolare sulla confisca dei beni, andavamo in giro a raccogliere le firme, poi le abbiamo portate al parlamento, abbiamo incontrato il presidente della Camera, il presidente del Senato, andavamo a provocare, a provocare le loro risposte spesso le loro reazioni non sempre benevole devo dire, se non formalmente e quindi mentre io mi impegnavo così, mio fratello si macerava nel suo dolore chiuso e mi diceva tu continua fai bene, meno male ci sei tu, perché io lo spingevo a uscire fuori, gli dicevo proprio questo: "guarda che tu vedi solo come me quello che c'è di negativo" io sto incontrando ed è su questa potenzialità che dobbiamo lavorare. Fino a quando ebbe questa..io dico che si è illuminato sulla via di Damasco gli dico, e venne fuori con rabbia perché esplose tutta la rabbia che aveva dentro, tutto quello che aveva tenuto dentro di se, e venne fuori con una forza e scoprì la risposta. Il movimento delle agende rosse nasce naturalmente quando lui comincia a parlare di questo argomento, trova tanti ragazzi che fra l'altro erano troppo giovani non avevano seguito la prima fase e che improvvisamente conoscono queste cose, si appassionano poi lui è uno che trascina e uno molto che si dà in maniera generosissima, e quindi nasce quasi a rincalzo di quello che esisteva già, nasce questa spinta nuova diciamo così, sono due cose diverse ma non sono diverse, perché dicevo, la verità è una e quindi la ricerca della verità qualunque sia il modo va in quella direzione.

CM: Volevo chiederle, in un impegno politico perché a livello europeo e non a livello locale?

RB: Io ho cominciato a livello locale, il mio impegno politico nasce su un'ondata di rabbia. Eravamo in carovana antimafia, perché noi intanto portavamo avanti la carovana antimafia ed eravamo in Svizzera, eravamo andati a parlare di riciclaggio di denaro e tornavamo con i furgoni, ero con il gruppo delle persone che collaboravano con me quindi tanti giovani e tanti ragazzi, soprattutto che veramente sono stati una sorta di esercito che si è dato in maniera totale a questi progetti e tante volte mi avevano chiesto di andare in politica, di andare io a fare certe cose e avevo sempre rifiutato. Arrivavano notizie da Palermo si doveva rinnovare la Presidenza della regione e ci arrivavano notizie da Palermo che il candidato era di nuovo Salvatore Cuffaro. Quel Totò Cuffaro che era già sotto processo per favoreggiamento alla mafia, quindi nonostante tutto quello che era successo, nonostante la fama che aveva Totò Cuffaro di essersi mangiato la Sicilia e la Sicilia che purtroppo soffriva profondamente di tutto questo, non si trovava niente di meglio che ricandidarlo per altri 5 anni e l'opposizione, perché lui era centro destra era FI, e l'opposizione balbettava, non riusciva a trovare un candidato da proporre contro Totò Cuffaro, le proposte più assurde tra cui quella di Pippo Baudo presentatore validissimo nella televisione ma che lui stesse disse: "scusate ma io che c'entro?" Quella rabbia mi ricordo dentro il furgone, a un certo punto mi arrabbiai e dissi: "ma ora basta ora mi candido io". I miei presero la palla al balzo ricordai che l'indomani mattina mi fecero trovare il furgone tutto tappezzato di post dove c'era scritto Rita presidente, insomma la mia era stata una provocazione forte, non ci avevo pensato davvero di fare questa cosa. Accadde un fatto però che questa notizia venne fuori e suscitò una reazione assolutamente inaspettata e inimmaginabile, cominciarono ad arrivare da tutte le parti notizie che si stavano formando comitati spontanei che c'erano soprattutto i giovani e reagirono in una maniera veramente entusiasta, fortissima che mi travolse, io ricordo che neanche rientrai subito in Sicilia, avevo un'iniziativa in Polonia con gli studenti che avevano organizzato una cosa, e quando mi presentai a questa iniziativa (perché io andai tranquillamente, è vero che era uscita quella notizia, ma per me era un fatto che ancora non esisteva, non c'era), ci fu una ovazione tale che ricordo che chi conduceva l'incontro che era un professore universitario, proprio allargò le braccia e disse: "basta non so più cosa dire" e si formarono centinai e centinaia di comitati

spontanei, arrivavano notizie da tutte le parti. A quel punto i partiti dovettero prendere atto di questa situazione e devo dire in maniere molto fredda e anche scostante, mi chiesero se effettivamente ero disposta, a quel punto io non me la sentii di tirarmi indietro perché avrei deluso tutta questa gente che era una cosa straordinaria, e allora dissi sì, a determinate condizioni. Naturalmente chiesi di essere sostenuta comunque da tutto il centro sinistra, perché io non volevo iscrivermi a nessuna parte, quindi se era una parte che si contrapponeva a quell'altra parte per me andava bene. Insomma ci fu un logorio politico che accompagnò questa mia proposta di candidatura e poi la candidatura stessa. Certo è che ci furono le primarie perché il centro sinistra mi contrappose un altro candidato, ci furono le primarie e questo scomparve, era un professore universitario di Catania, una persona di potere che ricevette pochissimi consensi, spinta da questa cosa ero ormai candidata e senza nulla perché eravamo a mani nude, non avevamo soldi, non avevamo telefoni, ognuno con il proprio cellulare. Ci prestarono una stanza per fare il comitato elettorale. Cominciammo a girare e la macchina ce la mettevano a disposizione i simpatizzanti, perché non avevamo nulla. Poi ci cominciarono ad appoggiare i partiti anche se in maniera molto discontinua, molto timida, con molta indifferenza. Ci furono le elezioni io ebbi un milione e centomila voti e Totò Cuffaro ne ebbe un milione e trecento mila quindi mi batté per duecentomila voti ma ripeto, una macchina da guerra contro una fionda perché di questo si trattò. Avevamo fatto un esperimento importantissimo cioè avevamo fatto il programma partecipato, avevamo costituito dei comitati in cui si discuteva del programma, ognuno poteva dire la sua e poi veniva elaborato da esperti, professori di università, c'era stato un movimento soprattutto di giovani era sta una cosa che avevano preso in mano loro. Poi ci fu un episodio bellissimo perché si formò quello che venne chiamato il Rita express perché tutti mi chiamavano per nome cioè io ero Rita presidente, perché mi avevano attaccato perché sfruttavo il nome di mio fratello, era 60 anni che portavo quel nome anche quando era stato scomodo portarlo. Allora mi chiamavano Rita e basta e si formò un treno autofinanziato dagli studenti fuori serie di tutta Italia che portò 1200 ragazzi da tutta Italia a votare in Sicilia. Questa del Rita express è rimasta forse l'esperienza più bella di partecipazione e ripeto, i comitati che scrissero il programma, abbiamo pubblicato questo programma partecipato che i partiti si erano rifiutati di firmare a cui avevo risposto che ritiravo la candidatura, io ero semplicemente portavoce di quello che i siciliani avevano espresso. Ripeto, finirono così le elezioni, rimase questo patrimonio straordinario e io diventai comunque parlamentare regionale, sono stata parlamentare per un anno e mezzo perché poi la legislatura finì perché Totò Cuffaro fu arrestato. È stata un'occasione bella, importante, persa, sciupata, però ripeto, da lì restò questo movimento straordinario fatto soprattutto di giovani. Tanto che quando avevo finito lì, avevo ricominciato la fare la mia attività, quando ci furono le europee, fu una delegazione di giovani inscritti al partito, non inscritti al partito che se ne andò dal segretario de PD dicendo che noi il candidato ce l'abbiamo: "o il candidato è Rita Borsellino o ce ne andiamo, noi non andiamo a votare. Per me fu un momento difficilissimo, non avevo la minima intenzione di fare una cosa del genere, ma ancora una volta, come fai a deludere un movimento di questo genere che ancora una volta cominciò a crescere da solo. La sola cosa che dissi era, se me lo propongono loro io non mi propongo, sapendo che non mi avrebbero mai proposto e invece alla fine era Franceschini allora il segretario del PD, mi ricordo proprio gli ultimi giorni utili, mi telefonò e mi disse, io sinceramente non ci avrei mai pensato di fare una cosa del genere. Davanti a questa richiesta così pressante dei ragazzi, se voi ritenete comunque di appoggiarmi e lui mi disse che mi garantiva la mia indipendenza non mi chiedeva che mi iscrivessi al partito e mi metteva capolista nel collegio delle isole Sicilia-Sardegna. A quel punto non avevo più scuse per dire di no. Ricordo che lo feci con un senso di sacrificio devo dire, anche perché c'è una cosa che sanno tutti non rivelo niente di che, io ho paura di volare quindi mi sposto con l'aereo sì, ma qui è un'altra cosa, qui ogni settimana fai il pendolare, il lunedì ti metti sull'aereo per venire su, gli aerei perché dalla Sicilia non ci sono collegamenti e il venerdì ritorni a casa e il lunedì parti un'altra volta ecc.. per cinque anni di fila ogni settimana. Quindi io dovevo superare anche questo, mi vergognavo un po' a dirlo però è così e non posso farci nulla. Anche a mio fratello spaventava di volare ma volava lo stesso. Quindi per me è stato un impegno gravosissimo, non sapevo neppure cosa venivo a fare qui, perché non avevo nessuna esperienza se non quel poco che avevo fatto all'assemblea regionale siciliana, c'era questo movimento straordinario di ragazzi che si era ricostituito e insomma anche lì io sono stata, ho avuto quasi 300mila voti, nessuno aveva mai preso tanti voti in Sicilia a parte Berlusconi, sono stata la seconda dopo Berlusconi, ma sono stata soprattutto votatissima in Sardegna, dove ero praticamente un estranea e quindi sono arrivata qui la seconda la più votata ed è cominciata questa avventura bellissima, bella perché qui ti rendi conto di quello che puoi fare davvero e lo fai, dipende da te però è faticosissimo. Se io avevo deciso di non candidarmi il primo motivo era fisico perché non ce la faccio, ho problemi articolari, di pressione, di tutto. Allora mi sono

preparata il lavoro giù perché ricomincio a fare quello che facevo, non avevo mai smesso. Quindi, vede non è che ho pensato improvvisamente di venire in Europa, scherzando con i ragazzi dico: "mi avete mandato a quel paese" . La mia è nata come un'esperienza fondata sul territorio perché era questo quello che io volevo, non hanno voluto perché non hanno voluto che così fosse e ci sono andata da un'altra parte.

CM: In tutti questi anni si è evoluta la sua concezione dell'impegno antimafia o è rimasto uguale?

RB: Certo che si è evoluto, si è evoluto come si è evoluta la mafia per altro. L'importante per chi si vuole occupare di antimafia guardandolo sotto tutte le sue sfaccettature, quello criminale, economico, politico, sociale, culturale perché l'impegno antimafia deve abbracciare tutto questo, poi si può specializzare più su una branca che un'altra, quello giudiziario, ecco. In tutti questi anni la mafia ha cambiato pelle, si è adeguata, si è difesa, quindi guai a restare fissi e fermi si deve avere questa capacità che è anche una capacità di conoscenza prima di tutto di adeguarsi e di adeguare il proprio impegno a quella che è la necessità. Certo che uno resta ed era quello in cui Paolo credeva di più che era quello educativo, lui diceva quando le nuove generazioni le negheranno il consenso le mafia finirà, però le nuove generazioni prima di tutto le devono conoscere e poi devo avere gli strumenti per essere contrari, altrimenti non sapranno neppure che cosa fare. Lui ci credeva tanto che insieme a Rocco Chinnici fu uno di quei pochi magistrati allora, ora molti di più, che vanno a parlare con i giovani nelle scuole, e pensi che uno degli ultimi impegni di Paolo fu gli ultimi giorni di scuola del giugno del 1992 quindi subito dopo la morte di Giovanni Falcone lui andò in una scuola media a parlare con i ragazzi e dicono una scuola media dei bambini, ragazzi che poi io ho avuto l'occasione di incontrare che mi raccontavano proprio questo, come se sul momento non avessero capito il valore straordinario di questo incontro con Paolo Borsellino negli ultimi giorni di scuola, avevano altro per la testa e qualche giorno dopo la morte di Paolo avevano inquadrato. Un ragazzo mi disse avevo capito che il giudice Borsellino con quel poco tempo che aveva a disposizione che sapeva essere poco, ne aveva voluto dedicare una parte a me, quindi ho capito quanto fosse importante tutto questo, mi è rimasta impressa questa frase perché Paolo lo capiva perfettamente. Allora il messaggio educativo è il primo, io oggi incontro i ragazzi nelle scuole di cui nessuno di loro c'era quando sono accaduti questi fatti perché ormai sono passati 22 anni è chiaro che nelle scuole fino a 18 anni 20 anni, quindi è importante prima di tutto che conoscano, sappiano che abbiano gli strumenti anche per poter sapere e poi scelgono.

CM: Una domanda sulla fondazione progetto e legalità, ho sentito dire che quando è stata creata c'è stato qualcosa che non andava, che non c'era tutta questa grande volontà di fare qualcosa veramente di bene e voi che in quanto famigliari di Paolo Borsellino avete ritirato l'appoggio a questa fondazione.

RB: Non facciamo confusione, era nato dopo la morte di Paolo Borsellino un centro Paolo Borsellino che era gestito da un sacerdote, il quale, aveva ottenuto la fiducia della famiglia soprattutto della moglie di Paolo, che gli aveva delegato praticamente la gestione finiamola in maniera brutale ma così è stato, della figura di Paolo Borsellino. Quest'uomo se l'era impossessata anche raccontando bugie e storie che non erano vere e ne aveva fatto un centro di potere a cui facevano capo tante persone del potere. Ad un certo punto ci siamo resi conto che c'erano troppe cose che non andavano, qualcosa che ha incominciato a impensierirci, ci sono state anche delle indagini, insomma questo prete è stato indagato, sono venute fuori delle cose a suo carico anche se ne è uscito quasi pulito, però c'erano troppe cose che non andavano bene, troppi soldi che giravano. Allora mia cognata, la moglie di Paolo lo invitò a fare un passo indietro, lui non aveva nessuna intenzione di farlo e mia cognata chiuse il centro Paolo Borsellino, ritirò tutto praticamente. Nacque allora quasi per sostituirsi a questa anche come immagine ma anche per poter organizzare le cose, nacque questa fondazione che nacque dalla famiglia, il presidente onorario è Manfredi e dalla associazione nazionale magistrati, insomma i magistrati dissero: "la figura di Paolo Borsellino ce ne occupiamo noi insieme ai familiari" e quindi nacque anche con certi criteri, cioè il presidente di questa fondazione si avvicenda perché il presidente di turno dell'associazione nazionale magistrati, quindi cambia il presidente il nuovo presidente dell'associazione nazionale magistrati è anche presidente della fondazione. Quindi non è che ci sia stato un contrasto con la fondazione, il contrasto era con il centro Paolo Borsellino. La fondazione che si è sostituita diciamo e che ha al suo interno sia la famiglia sia i magistrati.
Fra l'altro noi come centro studi abbiamo collaborato con loro per esempio l'anno scorso abbiamo fatto delle iniziative comuni, proprio perché c'è questa sintonia, ripeto il presidente onorario del centro sono io e della fondazione è Manfredi.

CM: Quanto pensa che sia importante l'impegno che sia civile o politico dei familiari di vittime della mafia?

RB: Secondo me è importante, perché i familiari controllano che non ci siano deviazioni vorrei dire,almeno per me è stato questo, anche il ruolo che ho dovuto svolgere, questa attenzione continua che appunto la figura non venga strumentalizzata o che qualcuno se ne impossessi o peggio ancora che si dimentichi.

CM: Cosa pensa delle polemiche memoriali che vedono protagonisti i membri del mondo politico? Che siano del governo o parlamentari, sindaci.

RB: Ne penso tutto il male possibile, io credo che le istituzioni avrebbero il sacrosanto dovere di portare avanti e sostenere la memoria in maniera, non saprei come definirlo. Paolo Borsellino non è stato mai di parte, non lo era nella sua vita, tanto meno lo può essere da morto. Allora tirarlo per la giacchetta o cercare di impossessarsene per i propri fini più o meno confessabili, la cosa è sciacallaggio, è la cosa più brutta che ci possa essere.

CM: Quando ho intervistato Maria Falcone, ho parlato con lei delle polemiche con Orlando…

RB: Questa è una storia molto particolare su questo secondo me si è continuato a ciarlare troppo, perché la polemica con Orlando fu una polemica durante la vita di Giovanni Falcone, quando si poterono scontrare, perché si scontrarono nonostante fossero amicissimi, Orlando aveva celebrato le nozze segrete di Falcone con Francesca Morvillo ma erano amici, proprio amici come lo erano con mio fratello per altro. Si era scontrati sul piano politico. Falcone aveva sostenuto la sua parte da giudice e Orlando sosteneva la sua parte da Politico, che sono due parti non perfettamente sovrapponibili quindi, ripeto in vita questa cosa aveva una ragione, dopo la morte questa cosa non aveva più ragione, tanto più che nonostante Maria continui a dire che non è vero e Orlando invece dica che è vero. A me risulta, perché lo diceva anche Paolo, che si erano riappacificati, poi si erano incontrati, si erano chiariti, ma era stato una polemica possibile quando tutti e due potevano dire la propria, dopo la morte è stata una cosa un po' troppo strumentalizzata devo dire.

CM: Le sembra che le commemorazioni sono a volte troppo il luogo delle polemiche? È un luogo propizio alle polemiche?

RB: Si, perché è anche un luogo dove ci si incontra, si è tutti lì, ognuno portatore di qualcosa di positivo o di negativo e allora avendo la possibilità di confrontarsi o di scontrarsi, spesso ci si scontra ed è bruttissimo che attorno a una commemorazione…intanto è brutta la parola commemorazione, ma ci sono dei momenti in cui bisognerebbe guardare certe cose e non dico di dimenticarle, ma accantonare alcune cose che si trattano in un altro momento. Ecco gli scontri secondo me, dovrebbero accadere in un altro momento, non nel momento in cui comunque tutti quanti abbiamo il dovere di ricordare queste persone e di dirgli grazie. Però capisco anche che essendo quello un palcoscenico perché si sa che lì ci saranno le radio, ci saranno le televisioni, ci sarà la carta stampata e quindi certe cose comunque potranno venire a conoscenza di tutti e avere la ribalta della cronaca, io capisco che spesso questo succeda anche in buona fede, cioè nel senso che, ne parliamo ora perché adesso siamo sicuri che queste cose vengano fuori.

CM: Come nel caso con le intercettazioni di Napolitano…

RB: Siccome purtroppo spesso è difficile farsi ascoltare, allora quando c'è un amplificatore lì, aspetta che lo dico adesso in maniera che almeno mi sentano. È sgradevole, ma certe volte è necessario.

CM: In che i misura i nuovi elementi emersi dalle indagini, parlo del processo Trattativa, le complicità istituzionali, i servizi deviati, in quale misura questi elementi possono mettere in discussione il rapporto tra vittime e istituzioni?

RB: Guardi, i dubbi sulla strage di via d'Amelio in particolare perché è diversa nonostante sia stata costruita per farla sembrare uguale a quella di Capaci, ci sono elementi diversi. Non si parla di complicità istituzionale nella strage di Capaci mentre se ne parla molto in quella di via d'Amelio addirittura qualcuno mette in dubbio la partecipazione mafiosa per intenderci, che sia un delitto di stato il delitto di via d'Amelio io credo che ormai pochi hanno dubbi su questo. Bisogna capire come, in che termini, chi e perché. Questi dubbi affiorano subito dopo la morte di Paolo quindi parliamo di 22 anni fa. Dopo 22 anni c'è un processo che cerca di fare luce su queste cose, ma cosa è successo intanto? Allora i dubbi nacquero subito non solo per le modalità ma nacquero subito perché Paolo prima di morire, qualche giorno prima aveva detto a sua moglie e Agnese lo testimoniò in tribunale, "quando mi ammazzeranno" (non se mi ammazzeranno ma quando mi ammazzeranno) "ricordatevi che non sarà stata sola la mafia". Quindi ce l'aveva detto lui, ci aveva dato la pista da seguire, può essere pure che era nell'agenda rossa questa pista, perché se questa agenda sparisce vuol dire che deve sparire. Quindi Paolo ci lascia questo spunto, questo indizio definiamolo così, tutti si affannano a cercare o a far finta di cercare il colpevole, sull'agenda rossa ci fu perfino un momento che dissero ma siete sicuri che esisteva? Poi dopo

anni spuntano fuori i fotogrammi con chi questa agenda se la porta via, poi chi sa come si ritrova di lì. Ci sono troppi buchi neri, ma soprattutto c'è un buco nero enorme tra allora e ora: 3 processi con sentenze passate in giudicato che ci hanno raccontato una storia non vera per una giustizia non giusta, quando alle parole verità e giustizia dobbiamo mettere degli aggettivi c'è qualche cosa che non funziona. Ma quello che non funziona è che questi 3 gradi di processo, con un falso pentito, con tutta una serie di fardelli, abbellimenti che gli sono stati messi attorno, sono passati al vaglio di decine di magistrati eppure, sono arrivati tutti a una conclusione sbagliata se oggi c'è un processo in corso vuol dire che Scarantino è riconosciuto come un falso pentito. Ma quando Scarantino parlava era stato detto che era una persona assolutamente inaffidabile ma bastava leggere le cronache, oggi diceva una cosa, domani rinnegava, l'indomani diceva di nuovo e quindi era una persona inaffidabile, come sulle sole dichiarazioni di Scarantino che era stata disconosciuto perfino dalla mafia, perché la mafia quasi quasi si offese: "ma pensavate che noi ci fidavamo di uno così?" Eppure sono arrivate 3 sentenze definitive e se oggi si sta svolgendo un altro processo è perché c'è stato qualcuno più cocciuto degli altri che arrivato ad un certo punto non solo non era soddisfatto e questo era già in alcune delle sentenze, si parlava dei troppi lati oscuri. Oggi la Boccassini dice addirittura: "io l'avevo detto che Scarantino non era credibile" e infatti se n'è andata. Lei era stata applicata a Caltanissetta e se n'è andata via. Ma perché tutta questa gente è rimasta in silenzio per tanti anni? E quanti misteri si sono portati nella tomba determinati personaggi che erano in questo gioco c'erano tutti, parlo del capo della polizia, parlo di La Barbera, parlo di ministri dell'interno, parlo di capi di stato che dovevano sapere certe cose, dovevano, perché se non le sapevano è ancora più preoccupante perché c'era qualcuno che lo sapeva a loro insaputa e poi si parla sempre di servizi deviati, ma deviati da che?

CM: Dalla loro funzione originale.

RB: Dalla loro funzione e qual è la loro funzione?

CM: Sarebbe quella di proteggere il cittadino, di proteggere le istituzioni.

RB: Quale cittadino? Oggi si dice una cosa molto inquietante, che Borsellino fu ucciso per salvaguardare la vita di altri. Quando si parla di patto, si dice che la mafia abbia garantito la vita di altri personaggi e però Borsellino andava fatto fuori, e perché andava fatto fuori? Forse perché se avesse saputo o già sapeva che c'era questo percorso, patteggiamento in atto avrebbe fatto saltare tutto. Ci arriveremo mai a sapere queste cose? Oggi parliamo di Riina, delle intercettazioni, ma pensate che Riina sia tanto scemo che c'ha *l'ora* d'aria insieme ad un altro fra l'altro che è già mafioso e non immagina neppure che qualcuno lo sta ascoltando lo sta intercettando? Riina? Allora perché ha detto queste cose? Che messaggio sta mandando e a chi? E invece oggi i giornali sono pieni tutti "oh che meraviglia, guardate l'hanno intercettato e hanno sentito che diceva queste cose". Oggi mi veniva da strappare il giornale. Ma davvero si pensa che Riina sia una specie di stupido del quartiere? E parla con un altro con cui gli è stato concesso di fare *l'ora* d'aria senza pensare che lui 24 ore su 24 con le luci accese pure quando va al cesso, non lo ascoltino mentre sta camminando e parlando con quello lì? Ma stiamo scherzando davvero? Ma che cosa ci vogliono fare credere?

CM: Quindi secondo lei è possibile che insomma qualcuno abbia suggerito a Riina di passare quel messaggio? Che sia iniziativa personale di Riina?

RB: Secondo me, è più iniziativa personale di Riina, Riina non è il tipo che si fa dare messaggi da altri, tanto più che c'è rimasto fregato una volta, perché lui adesso è il capo espiatorio di tutto e di tutti. Ma è chiaro che non è stato soltanto lui, ormai non abbiamo più dubbi che la mafia sia stata braccio armato di qualcuno, che ci sia stata una convergenza di interessi, tra la mafia che comunque voleva eliminare Paolo Borsellino e aveva deciso di eliminarlo ma l'abbia fatto per conto di qualcun altro. Riina non è uno stupido, Riina è furbo come una faina. (1:04:41)

CM: Pensa che andrà a buon fine il processo trattativa?

RB: Io me lo auguro almeno che arrivi alla fine e che non ci siano altri eroi da commemorare.

CM: Un'ultima domanda rispetto all'azione della commissione parlamentare antimafia europea…

RB: Non la chiami così perché non si chiama così, altrimenti i miei colleghi si arrabbiano moltissimo. Si chiama commissione contro la criminalità organizzata il riciclaggio e la corruzione, poi se si è occupata di mafia, questo è un altro discorso, perché c'entrava pure. I miei colleghi non Italiani quando sentivano parlare di commissione antimafia si arrabbiavano perché loro la intendevano per quello che era giusto intenderla cioè per una cosa molto più ampia di cui la mafia facesse parte. La commissione antimafia per loro è una commissione Italiana che si occupa solo di fatti Italiani, però hanno accettato di parlarne e di lavorarci in maniera congrua proprio perché si è allargato a livello europeo questa cosa, perché altrimenti fatevela in Italia la commissione, ce

l'avete già, fatevela lì. Invece portarla a livello europeo significa inglobare tutti quei reati che comunque sono riconosciuti in molti paesi anzi nella maggior parte dei paesi stranieri la mafia non è contemplata. Oggi invece si perché rientra in questo contesto, allora bisogna anche essere furbi perché già si sono arrabbiati presidente Italiano, vice presidente Italiano, relatore Italiano e allora fatevela voi a noi che ci interessa. Quando siamo riusciti a riportarla, io ero relatrice del gruppo dell' SND e devo dire che mi sono battuta molto su questo, quando l'abbiamo riportata a un livello Europeo accettabile per tutti allora la cosa ha cambiato aspetto si è lavorato bene, si sono trovati degli accordi e in questo rientrava il concetto di mafia. L'unica pretesa che ho avuto quando si è cominciato praticamente va bene criminalità organizzata però tra le cose che trattiamo ci deve essere anche anche criminalità organizzata di stampo mafioso perché è una cosa diversa dalla criminalità organizzata. Allora perché fino a quel momento questo non si era mai voluto fare, l'essere riusciti a mettere questa doppia definizione a permesso di fare tutto quello che abbiamo fatto.

CM: Vorrebbe che diventasse una cosa permanente?

RB: C'è stato un contrasto molto grande su questo, e alla fine si è arrivati a un voto che ha stabilito che la commissione, questa commissione non fosse permanente ma che rientrasse nelle competenze della commissione LIBE, la commissione LIBE e commissione libertà civili, giustizia quindi ci rientra perfettamente, il problema era che questo filone venisse abbandonato e invece noi quando abbiamo votato perché facesse parte delle competenze della LIBE, abbiamo chiesto che venisse specificato che la LIBE doveva occuparsi in particolare di questi argomenti e che ci fosse una relazione semestrale, annuale, mensile, questo da stabilire, su i risultati di questa attenzione a questo argomento, perché farne una commissione permanente poteva portarla a quasi marginalizzarla anziché esaltarla perché comunque la commissione LIBE è una commissione che ha competenze enormi e che può racchiudere tutti gli aspetti presenti in questa situazione. Quindi ripeto, poi c'è stato un voto in parlamento altrimenti bisognerebbe mettere tutto in discussione, oggi il voto in parlamento ha deciso si è votato a Strasburgo ha deciso che le competenze restano della LIBE però con una particolare attenzione e un particolare report su quella che è l'attenzione a questo filone, quindi di dare anche continuità a tutto quello che è stato detto perché non era una commissione legislativa attenzione, ciò che è uscito dalla commissione non sono leggi, sono raccomandazioni alla commissione quindi c'è da continuare a lavorare su questo, non a indagare ma per realizzare quello che abbiamo tirato fuori, che è tantissimo, praticamente ci abbiamo messo dentro tutto.

CM: I suoi colleghi Tedeschi, Francesi per la presenza della mafia in Francia sono stati diciamo un po' coinvolti dalla presenza della 'ndrangheta in Germania, della strage di Duisburg ?

RB: Devo dire che abbiamo fatto centinaia di audizioni, devo dire che non hanno potuto negare hanno dovuto riconoscere che è così, ma non accettano di parlare di una mafia in Germania, non accettano questa cosa. Lì vedono più come quello che facevamo noi 50 anni fa o che faceva in nord Italia nei confronti del sud Italia esattamente lo stesso modo

CM: Quindi la strada è ancora lunga?

RB: Sì, l'importante è non indietreggiare rispetto al traguardo che abbiamo raggiunto che è stato faticosissimo.